



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

Princeton University Library



32101 068994720



*Restored through
a grant from*

Carter-Wallace
Laboratories



L'ORIENT,

REVUE UNIVERSELLE

DE LA FRANC-MAÇONNERIE.

PARIS.—IMP. DU P.^{re} E.-B. DELANGHE, RUE DU FAUBOURG-MONTMARTRE, 11.

L'ORIENT,

REVUE UNIVERSELLE

DE LA

FRANC-MAÇONNERIE,

RÉDIGÉ

Par les Sommités de la littérature française et étrangère,

SOUS LA DIRECTION DU FRÈRE F.-T. B.-CLAVEL.



PARIS.

AUX BUREAUX DE *L'ORIENT*.

1844-1845.

(RECAP)

HS351
.064

L'ORIENT,

REVUE UNIVERSELLE

DE LA FRANC-MAÇONNERIE.

MÉDAILLE D'ENCOURAGEMENT.

MAISON DE SECOURS.

Les fondateurs de la publication de L'ORIENT ont entendu créer un organe sérieux des doctrines maçonniques : l'idée d'une opération mercantile ne pouvait entrer dans leur pensée.

Pour que la propagation des vrais principes maçonniques s'opère avec célérité; que les bienfaits de l'institution reçoivent, aussi rapidement que possible, les développements et la consécration qui leur appartiennent; que le *zèle* et la *charité* de chacun soient honorablement distingués; que tout concoure au but que se sont proposé les fondateurs de L'ORIENT; et pour donner en même temps un témoignage de la philanthropie et du désintéressement de cette publication, les résolutions suivantes ont été unanimement arrêtées :

ARTICLE PREMIER.

Sur le prix de chaque souscription d'une année, il sera versé UN FRANC dans la caisse de la *Maison centrale de secours* fondée sous les auspices et avec le concours du Grand-Orient de France.

ART. II.

Il sera décerné à chaque frère qui réunira 50 souscripteurs une MÉDAILLE DE BRONZE, dont le spécimen sera gravé sur la couverture de tous les numéros de la publication.

La réunion de 100 souscripteurs donnera droit à une MÉDAILLE EN ARGENT.

La réunion de 200 souscripteurs donnera droit à une MÉDAILLE EN OR.

ART. III.

Sur chaque médaille sera gravé le nom du frère à qui elle aura été décernée.

ART. IV.

Chacune de ces médailles, suspendue à un collier de soie, pourra être portée en loge comme décoration.

BUT ET PLAN DE CE JOURNAL.

Il existe sur la surface du globe plus de trois mille loges maçonniques, dont les membres, pénétrés des mêmes principes, mus par la même pensée, liés par le même serment, se reconnaissant entre eux à l'aide des mêmes signes, se proposent tous également pour but de propager dans le monde les bienfaits de l'instruction, de la moralité, de la charité, de la paix et du dévouement fraternel. D'où vient cependant que cette association si nombreuse et si étendue, si forte par sa composition, animée de si généreux sentiments et capable d'opérer tant d'œuvres grandes et utiles, semble s'ignorer elle-même et soit en quelque sorte réduite à l'impuissance ? C'est que la constitution qui la régit renferme, à côté d'institutions pleines de sagesse et qui pourraient être fécondes en excellents résultats, des imperfections et des vices qui la frappent d'une stérilité presque absolue; c'est que ses loges sont abandonnées tout entières à leur action isolée et capricieuse; c'est qu'aucun mode constant et régulier de communications ne les relie entre elles, ne permet à la

AS 351
5
06

271

pensée individuelle de rayonner de l'une à l'autre, n'établit entre celles-ci et celles-là une vertueuse émulation pour le bien, et n'apporte aux entreprises de chacune l'appui et le concours des efforts de toutes.

C'est dans la vue d'améliorer, sinon de faire cesser complètement ce regrettable état de choses, que nous avons fondé la revue qui paraît aujourd'hui. Nous ne nous dissimulons ni la grandeur ni les difficultés de la tâche que nous avons embrassée; mais, confiants dans le zèle intelligent et sincère de l'immense majorité des maçons, nous espérons qu'ils nous aideront à l'accomplir en nous éclairant sur les erreurs que nous pourrions commettre, et en s'appliquant à réaliser celles des réformes ou des améliorations praticables dont nous nous ferons les échos.

Centre où viendront aboutir de toutes parts les idées, les plans, les connaissances, les nouvelles de la maçonnerie universelle, notre revue ira reporter ensuite ces notions réunies à leurs sources diverses, et fera ainsi profiter chaque frère séparément du résultat obtenu par les travaux de tous. Nous nous sommes assuré, à cet effet, de correspondances multipliées, tant en France qu'à l'étranger, et la collaboration de frères haut placés par leurs lumières et leurs fonctions maçonniques et en position d'être promptement et exactement informés. Aussi sommes-nous certains que rien de ce qui se passera d'important dans la maçonnerie n'échappera à notre constante et active investigation.

La première partie de cette revue sera consacrée à l'exposé des doctrines morales de notre Ordre; à l'interprétation claire et discrète à la fois de ses mythes et de ses symboles; à l'examen raisonné des plans de réforme ou d'établissements nouveaux qui pourront être émis; à la discussion de toutes les matières qui se rattacheront de près ou de loin aux intérêts généraux et particuliers de la maçonnerie.

Dans la seconde partie, qui embrassera spécialement l'histoire de l'association, figureront les comptes-rendus résumés, mais complets, des travaux des autorités maçonniques de la France et de l'étranger; le précis des lois, décisions et circulaires émanant de ces autorités; le résultat de leurs élections; la situation de leurs finances; la statistique des ateliers placés dans leur juridiction; le tableau des institutions philanthropiques et autres créées sous leurs auspices ou avec leur concours; les documents de toute nature qui mériteront d'être conservés. Nous y

ferons entrer encore des épisodes inédits ou peu connus; des notices sur les rites et agrégations mystérieuses ayant des rapports immédiats ou éloignés avec notre société; la relation de fêtes et cérémonies remarquables célébrées, soit dans l'intérieur des temples, soit à la vue du public non initié; des histoires particulières de royaumes, de villes, de loges isolées; des biographies de maçons célèbres; l'analyse de livres et d'ouvrages dramatiques anciens ou récents dont notre Ordre est le sujet; les nouvelles de la maçonnerie française et étrangère, etc., etc.

Enfin, la troisième partie, purement littéraire, contiendra des nouvelles qui, à l'aide d'une fiction ingénieuse, mettront en relief les avantages que présente la maçonnerie, et contribueront, nous n'en doutons pas, par la publicité qu'elles ne peuvent manquer d'obtenir, non-seulement à dissiper toutes les préventions que l'on nourrit encore dans le monde contre notre institution, mais aussi à la faire aimer et estimer des profanes eux-mêmes. La rédaction de ces récits sera confiée à l'élite des littérateurs français et étrangers que notre association s'honore de compter au nombre de ses membres.

Notre feuille n'est point une œuvre de parti. Bien que nos préférences soient acquises au Grand-Orient de France, dont la constitution est le plus en harmonie avec les doctrines fondamentales de notre Ordre, cependant nous n'éprouvons et nous ne manifesterons aucun sentiment d'hostilité contre les autres autorités maçonniques. Nos éloges et notre blâme porteront exclusivement sur les principes et sur les actes, et non sur les personnes; et nous les exprimerons toujours en termes mesurés et fraternels. Nous n'avons en vue que le bien de la maçonnerie, qui sera d'autant plus forte et deviendra d'autant plus utile que les efforts de tous tendront vers le même but, fût-ce par des routes différentes. En un mot, nous avons pris pour devise : *Progrès, tolérance, union*. Notre ligne de conduite est tracée, nous ne nous en écarterons pas.

Le journal que nous publions aujourd'hui avait été annoncé, dès le principe, sous le titre : *le Grand-Orient*. Dans notre pensée, cette expression figurée devait présenter à l'esprit de tous le sens que nous y attachions nous-mêmes : le foyer de la lumière maçonnique, de cette lumière qui, suivant les adeptes, doit éclairer l'avenir de l'humanité. Cependant il y avait là une équivoque

que nous n'avons pas aperçue tout d'abord. On eût pu supposer ou que notre intention était d'usurper une appellation qui n'appartient qu'au Grand-Orient de France, ou que nous nous étions inféodés à cette autorité maçonnique. Il nous importait essentiellement que l'une ou l'autre de ces erreurs ne pût s'établir et créer contre nous un préjugé fâcheux. Nous avons donc modifié notre titre, et nous déclarons, dès à présent, de la manière la plus formelle, que le Grand-Orient de France, comme corps, est complètement étranger à notre rédaction; que notre publication est indépendante de toute influence directe ou indirecte du pouvoir maçonnique, et que nous sommes fermement résolus à louer sans réserve ce qui sera bien, à blâmer sans restriction ce qui sera mal, de quelque côté d'ailleurs que puissent venir le mal et le bien.

RÉVISION QUINQUENNALE

DES STATUTS MAÇONNIQUES.

L'époque, si impatiemment attendue par les loges, où les statuts de l'Ordre doivent subir une révision, est enfin arrivée. Déjà le Grand-Orient a nommé la commission chargée de préparer le travail; et les choix qu'il a faits sont du meilleur augure pour le sort de cette grande et difficile entreprise. Nous avons la conviction que les modifications qui seront proposées renfermeront le germe de progrès réels, et que si les vices qui entachent le code maçonnique ne disparaissent pas en entier, du moins le plus grand nombre en sera-t-il effacé.

Toutefois, il serait possible qu'une partie des membres de la commission vint à partager une fâcheuse tendance que manifestent au dehors quelques maçons méticuleux. Ces frères, par une interprétation erronée de l'article 859 des statuts, pensent que la mission du Grand-Orient se borne à opérer des changements exclusivement réglementaires, et qu'il doit se garder de toucher aux bases actuelles de la constitution, alors même que ces bases seraient reconnues mauvaises. Suivant ces frères, ce qui existe doit être maintenu. C'est l'héritage des temps passés; c'est l'œuvre de nos pères, qu'il faut entourer de respect et d'inviolabilité; c'est l'arche sainte, sur laquelle on ne saurait porter la main sans profa-

nation et sans s'exposer aux plus grands périls.

A ce compte, la révision des statuts serait illusoire; toute amélioration impossible. Sans doute, il est bon d'agir avec réflexion, avec maturité, avec prudence, et de ne pas renverser l'édifice, tout en s'attachant à lui donner plus de solidité; mais est-ce à dire pour cela qu'il faut nous résigner à l'immobilité dans la maçonnerie, alors que tout progresse autour de nous? Le mouvement n'est-il pas la première condition, la condition essentielle de la vie? Faut-il conserver ce qui est, par le seul motif que ce qui est, est? A quoi serviraient donc les enseignements de l'expérience, les lumières de la raison? Heureusement que les frères qu'animerait à ce point l'esprit conservateur ne pourraient former qu'une bien faible minorité dans la commission, et que leur résistance n'empêcherait pas les autres d'y faire prévaloir les vues de réforme qui les dirigent.

Au reste, alors même que, dans l'hypothèse où nous nous plaçons, les derniers devraient succomber dans la commission des statuts, ils auraient encore la ressource d'exposer et de soutenir leurs idées dans les assemblées générales du Grand-Orient, auxquelles seules appartient, en définitive, le pouvoir législatif souverain. Là, se trouveront réunis les députés des nombreux ateliers de la correspondance, tous instruits et pénétrés des vœux et des besoins de leurs commettants, et qui seront fidèles, il n'en faut pas douter, au mandat dont ils sont investis.

Cependant, il est fâcheux de le dire, beaucoup de loges de départements semblent avoir abdiqué leurs droits, oublié leurs devoirs. Sur *quatre cent quarante-neuf* ateliers portés sur les tableaux du Grand-Orient, *cent soixante-sept* n'ont point élu de députés et ne sont pas représentés! Il y a là une coupable incurie ou un déplorable découragement. Les loges se plaignent, à tort ou à raison, de la marche que suit le Grand-Orient; elles l'accusent de les laisser sans direction; elles lui reprochent son impuissance; mais ne lui doivent-elles pas aussi leur concours et leur appui, et l'impulsion qu'elles lui demandent, ne doit-il pas d'abord la recevoir d'elles-mêmes? Elles sont comptables envers lui, envers la maçonnerie tout entière, des lumières et de la force qu'elles lui refusent. Nous les adjurons, au nom de l'intérêt commun, au nom des obligations consenties et jurées, au nom de la plus vulgaire équité, de remplir au plus tôt les vides qu'elles laissent dans la composition du sénat maçonnique. Il faut qu'elles le sachent bien: à aucune époque le Grand-

Orient n'a compté dans ses rangs autant d'hommes animés des meilleurs sentiments, d'un désir plus sincère et plus vif de rendre utile et respectable l'institution à la tête de laquelle ils sont placés; à aucune époque la maçonnerie, mieux comprise, mieux appréciée, n'a été disposée à tenter plus d'efforts pour atteindre à son grand et noble but. Elles ne pourraient donc désertir l'œuvre, dans des circonstances si favorables, sans manquer à ce qu'on est en droit d'attendre d'elles et à ce qu'elles se doivent à elles-mêmes.

Oui, c'est surtout aujourd'hui qu'il ne leur est pas permis de se soustraire à l'accomplissement de ce devoir. D'importantes questions se débattent. Il s'agit de savoir si la maçonnerie française se débarrassera des entraves qui mettent obstacle à son développement, qui s'opposent à ce qu'elle opère tout le bien qui existe en germe dans son institution. Ces entraves résultent de son organisation même. Les avenues du Grand-Orient ne sont ni assez multipliées, ni assez larges pour livrer accès à toutes les capacités dont la place est marquée dans cette assemblée, et qui lui communiqueraient une vie et une impulsion nouvelles. Il faut y introduire l'élément jeune; il faut verser du sang nouveau dans ce corps fatigué. Et qu'on ne s'effraie pas de l'invasion de ce que nous appelons l'élément jeune. Cette expression n'a pas un sens absolu. Nous voulons parler plus spécialement des hommes étrangers jusqu'ici au Grand-Orient, et qui, arrivant avec des idées fraîches, formeraient naturellement l'antidote assuré de ces tendances routinières auxquelles n'échappent pas les meilleurs esprits, lorsque rien ne vient les stimuler ou les contredire. D'ailleurs, ne dépend-il pas des loges elles-mêmes de ne fixer leurs suffrages que sur des sujets présentant toutes les garanties désirables d'intelligence et de maturité? Mais là ne doit pas s'arrêter la réforme. Il faut aussi, il faut surtout abolir le cumul des députations, qui blesse à la fois la raison et l'équité, et qui, restreignant le nombre des orateurs appelés à répandre la lumière sur les matières en discussion, met par cela seul empêchement à ce que les décisions du Grand-Orient présentent le caractère de sagesse et de prévoyance qui en assurerait la force et la durée. Enfin, ces résultats obtenus, il y aura encore lieu à changer le mode d'admission aux fonctions administratives. On sera plus certain d'y porter des hommes capables, actifs et sé-

lés, quand l'élection directe sera substituée au choix, aujourd'hui en vigueur.

Une loge de Paris, la *Clément-Amitié*, nous paraît avoir convenablement formulé les plus essentielles et les plus urgentes réformes à introduire dans les nouveaux statuts généraux. Nous allons transcrire ci-après la délibération qu'elle a prise à cet égard, et nous la livrons particulièrement aux méditations de nos frères, nous réservant de faire ressortir plus tard les avantages qui en résulteraient, et de répondre aux critiques qu'elle pourrait soulever.

DÉLIBÉRATION DE LA LOGE LA CLÉMENTE-AMITIÉ.

« LA LOGE, CONSIDÉRANT

« Que la franc-maçonnerie est une institution essentiellement progressive; que le plus sûr moyen de réaliser les vœux qui ont présidé à sa fondation est d'introduire successivement dans les lois qui la régissent les améliorations indiquées par l'expérience et le progrès des idées;

« Que les statuts et règlements généraux de l'Ordre ont consacré ces principes, en disposant que la loi maçonnique serait révisée tous les cinq ans;

« Que l'époque de cette révision est arrivée;

« Que tout maçon a le droit et le devoir d'apporter au pouvoir chargé de cet important travail le tribut de ses méditations et de ses lumières;

« Décide qu'elle demandera au Grand-Orient de France de prendre en sérieuse considération et de réaliser législativement les propositions ci-après :

« 1^o Les statuts et règlements généraux de la maçonnerie française seront désormais divisés en deux parties distinctes, l'une comprenant toutes les dispositions purement *constitutives*, applicables, soit aux maçons, soit aux ateliers, soit au Grand-Orient; l'autre, toutes les dispositions *organiques et réglementaires*;

« La première partie, ou la *charte maçonnique*, sera soumise tous les cinq ans à une révision; la seconde partie, ou les *lois et règlements*, pourra être incessamment modifiée;

« 2^o Le Grand-Orient se compose d'un nombre de députés égal à celui des ateliers de sa correspondance;

« Nul ne peut être député de plus d'un atelier;

« 3^o Pour être élu député, il faut réunir les conditions ci-après : être né ou naturalisé Français, être âgé de vingt-un ans accomplis, être revêtu du grade le plus élevé que peut conférer l'atelier qu'on représente, quelle que soit d'ailleurs l'époque où l'on a reçu l'initiation;

« Les ateliers doivent élire aux importantes fonctions de député les frères les plus propres à soutenir la dignité de l'Ordre par leur éducation, par leur talent et par leurs qualités civiles et maçonniques;

« 4^o La vérification des pouvoirs des députés se fait en assemblée générale du Grand-Orient, dans les deux mois de la réception des pièces constatant l'élection;

« Pour prononcer valablement, ces assemblées gé-

nérales doivent être composées du tiers au moins du nombre total des députés admis;

• Le représentant nommé d'un atelier est toujours apte à discuter les conclusions du rapport concernant son élection; si ces conclusions lui sont contraires, elles doivent spécifier, soit les règles qui n'ont pas été observées, soit celles des conditions d'éligibilité que ne remplit pas l'élu;

• 5^e Le Grand-Orient ne peut ni exercer directement les pouvoirs qui lui sont confiés, ni en déléguer l'exercice à des corps inférieurs, ni conférer des fonctions quelconques, qu'en assemblée générale composée du tiers au moins du nombre total des députés admis;

• Dans l'un et l'autre cas, les droits de tous les députés sont égaux, ils ont tous voix délibérative et sont tous électeurs et éligibles aux diverses fonctions. »

Notre intention est d'examiner successivement les constitutions qui régissent les diverses autorités maçonniques établies sur le globe, et de faire tous nos efforts pour les ramener au principe de l'unité. Dans notre prochain numéro, nous commencerons cette tâche par les statuts de la Grande-Loge écossaise de France, qui sont en ce moment l'objet d'assez vives protestations. Les réclamations auxquelles ces statuts donnent lieu nous paraissent en général fondées; mais, pour qu'elles obtiennent prompte et pleine satisfaction, il convient qu'elles soient exprimées en termes calmes et mesurés, et que le bon droit ne perde pas de sa force en élevant la voix avec trop d'autorité. Le Suprême-Conseil, législateur souverain du rite écossais, se compose d'hommes graves, justes et éclairés; il ne refusera pas, nous en sommes convaincus, de satisfaire à de légitimes demandes, surtout si elles lui sont présentées dans une forme qui n'ait rien d'impérieux ou de blessant.

DÉNONCIATION CALOMNIEUSE

CONTRE LA LOGE LA CLÉMENTE-AMITIÉ.

Un rapport mensonger ayant signalé à M. le préfet de police la loge *la Clémente-Amitié* comme s'occupant de matières politiques, sous prétexte de discuter des questions de morale et de philosophie, ce magistrat écrivit, le 8 juillet 1844, au Grand-Orient de France, pour l'engager à faire cesser au plus tôt un tel état de choses, étant bien résolu à interdire formellement les réunions de cette loge, dans le cas où elle continuerait à s'éloigner ainsi des réglemens de la

maçonnerie. La lettre du préfet fut communiquée par le secrétariat du Grand-Orient à la Chambre de correspondance, dans sa séance du 15 du même mois. Le vénérable et le député de *la Clémente-Amitié* étaient présents. Ils protestèrent de toutes leurs forces contre les imputations dont leur atelier était l'objet, et demandèrent avec instances qu'une commission fût nommée pour procéder, sur les faits dénoncés, à une enquête scrupuleuse; enquête dont ils étaient certains que le résultat ne manquerait pas de dissiper les doutes fâcheux que la communication de l'autorité était de nature à inspirer. Ils invoquèrent en outre le témoignage des membres du Grand-Orient qui fréquentent habituellement les tenues de leur loge, et dont plusieurs, assistant à la séance de la Chambre, s'empresèrent de répondre à cet appel, et attestèrent que, dans nulle circonstance, ils n'avaient entendu traiter dans *la Clémente-Amitié* aucun sujet qui eût le moindre rapport, même éloigné, avec la politique. Le lendemain, 16 juillet, la Chambre symbolique nomma la commission d'enquête. Les membres de cette commission, après s'être entourés de tous les renseignements préalables qu'il leur fut possible de recueillir, firent convoquer extraordinairement *la Clémente-Amitié* pour le samedi 3 août.

Introduits dans la loge, les membres de la commission adressèrent ces deux questions au vénérable : « Comment pourriez-vous prouver que la loge *la Clémente-Amitié* n'a pas donné lieu à la plainte qui est portée contre elle? Quels sont les documents que la loge pourrait produire, au besoin, à l'appui de la preuve demandée? »

Le vénérable répondit :

« Il y a plus de vingt ans que j'appartiens à la loge, et j'atteste qu'à aucune époque, dans aucune circonstance, sous aucun prétexte, on ne s'y est occupé de rien qui rassemblât de près ou de loin à de la politique. Au besoin, les procès-verbaux des séances en feraient foi. Aussi la dénonciation qu'on nous a communiquée a-t-elle grandement surpris chacun de nous, et avons-nous unanimement protesté contre les actes qu'elle nous attribue. Un de nos membres, entre autres, le frère Bailleul, qui remplit des fonctions élevées dans l'administration publique, et dont, à ce titre, la déclaration est décisive, disait, à notre dernière fête d'Ordre, que personne mieux que lui n'était en état d'apprécier la fausseté des faits articulés, et qu'ayant prochaine-

ment occasion de voir M. le préfet de police, il se chargeait de dissiper les fâcheuses préventions que des rapports mensongers auraient pu faire concevoir à ce magistrat contre la *Clément-Amitié*.

« Plusieurs graves considérations devaient empêcher et ont en effet empêché la *Clément-Amitié* de s'occuper de discussions sur des matières politiques. D'abord les statuts généraux de l'Ordre, que tous ses membres ont juré solennellement d'observer dans toutes leurs dispositions, lui interdisaient de la manière la plus absolue de se placer sur un pareil terrain. Ensuite quelques-uns de ses membres, à raison des opinions qu'ils professent, devaient se montrer d'une extrême réserve sur ce point, et éviter jusqu'au moindre soupçon d'arrière-pensées politiques. D'ailleurs ces frères ont, pour la plupart, à leur disposition des organes dans la presse périodique et peuvent, quand il leur plaît, exprimer librement leur pensée dans le monde profane sous l'égide de la loi. Enfin, justement par cela même que quelques autres membres remplissent des emplois dans le gouvernement ou participent à la rédaction de journaux ministériels, il y eût eu manque de fraternité et de probité à compromettre leur position et leur existence par des écarts du genre de ceux qu'on reproche à la loge.

« Nous étions si éloignés de vouloir aborder les sujets politiques, et, en ce qui me touche personnellement, j'étais si peu disposé à laisser enfreindre à cet égard les statuts généraux, que, dès le jour même de mon installation en qualité de vénérable, le 16 janvier de cette année, je manifestais hautement, avec l'approbation de tous, l'intention d'interdire toute excursion dans ce domaine défendu. Voici ce que je disais à ce propos dans un discours que la *Revue maçonnique* de Lyon a bien voulu reproduire dans son numéro de février :

« Dans la tenue de nos travaux..., je tiendrai sévèrement la main à ce que les matières politiques et religieuses ne soient, sous aucun prétexte, agitées dans cette enceinte. Ce sera pour moi une loi d'autant plus impérieuse que, composée comme toutes les loges devraient l'être, la *Clément-Amitié* compte dans ses rangs des hommes de tous les partis et de toutes les sectes. Quoique d'avis différents sur des objets du seul ressort de la conscience, ils n'en sont pas moins estimables au même degré par la pureté de leurs intentions et par la noblesse de leurs sentiments; et il ne faudrait pas que des excitations imprudentes vinssent troubler cette bonne harmonie qui fait le charme de nos réunions fraternelles, qui importe si essentiellement à l'existence de la loge

« et qui est la première condition du bien que nous voulons opérer. »

« Dans le toast porté au Grand-Orient à la fin de la même séance, par le frère Pagnerre, et que la *Revue maçonnique* a également reproduit, on lit le passage suivant, qui exclut non moins positivement l'intention de s'occuper de politique :

« Ne l'oublions pas, mes frères, le rôle de notre association est loin d'être achevé. Si, dans le cours du dernier siècle, la maçonnerie est parvenue à rendre à l'homme sa dignité; si les principes qu'elle avait proclamés, dans le secret du sanctuaire, ont conquis droit de cité dans le monde profane, il lui reste à accomplir une mission non moins importante; il lui reste à propager, à généraliser, à appliquer au dehors ces préceptes de charité et de fraternité dont il ne saurait lui appartenir de faire un usage égoïste. Les devoirs de la maçonnerie n'ont pas pour limite l'étroite enceinte d'une loge; ils embrassent, dans leur universalité, les intérêts du genre humain tout entier. Ainsi, aux questions qui touchent à la constitution même des sociétés, il faut désormais faire succéder les questions qui se lient plus particulièrement au bien-être moral et matériel des individus. Combien de dépravations à détruire, de misères à soulager, d'utiles institutions à établir ! N'est-ce pas, je vous le demande, une grande et noble tâche pour la maçonnerie que celle de contribuer à l'abolition complète de l'esclavage des noirs, nos frères aussi; à l'extinction de la mendicité, à l'amélioration des hôpitaux, des Monts-de-Piété, à la fondation de maisons de travail et de refuge, de caisses d'épargne et de prévoyance, à la création de récompenses pour encourager les bonnes actions; enfin, à la réalisation de tant d'autres bienfaits que sollicite si vivement l'état actuel des classes laborieuses ? »

« Citons encore ces paroles de notre frère Altaroche, à l'occasion de son affiliation à la *Clément-Amitié* :

« Nous venons nous reposer ici des agitations et des luttes de la vie politique. »

« Et, en effet, quelles questions ont été traitées dans la loge depuis bientôt un an ! Des questions qui touchent exclusivement au régime intérieur de la maçonnerie : modifications à introduire dans les statuts généraux maçonniques, consécration du principe de la tolérance maçonnique, améliorations à apporter à l'établissement de la maison de secours maçonniques, moyens de donner un plus grand attrait aux travaux maçonniques. Voilà tout.

« Le soin que mettait la loge à écarter de ses discussions toute autre matière que les matières maçonniques, a même été poussé si loin que, contrairement à l'usage, elle réserva au vénérable le droit exclusif d'interroger les récipiendaires,

afin que quelque visiteur distrait ou malveillant ne vint pas formuler des questions auxquelles on pût attribuer une pensée politique.

• Au reste, il n'y a pas une de nos tenues où il n'assistât plusieurs membres du Grand-Orient de France; et ces frères n'eussent, certes, pas manqué de nous rappeler à notre devoir, si nous nous en étions écartés un seul instant. Nous invoquons avec confiance leur témoignage à cet égard.

• En résumé, dès le début, nous avons exprimé la ferme résolution de rester complètement étrangers à la politique; nous n'avons jamais dérogé à cette résolution; et notre intention bien formelle, dont je vous prie, très-respectables frères, de vouloir bien prendre acte aujourd'hui, est de persévérer dans cette voie de sagesse, de légalité et de juste tolérance pour toutes les opinions. »

Après ces déclarations du vénérable, pour démontrer aux commissaires du Grand-Orient que, même dans les circonstances les plus indifférentes, la *Clément-Amitié* avait toujours apporté le plus grand scrupule à se renfermer dans la ligne de ses devoirs, le frère secrétaire lut un passage du procès-verbal d'une des précédentes tenues de famille, dans lequel on voit que la loge avait interdit à son vénérable la faculté de se présenter officiellement à la tenue d'une autre loge, où il était possible que le sujet en discussion amenât, par une pente naturelle, les orateurs sur le terrain de la politique.

Ces explications entendues, les frères commissaires du Grand-Orient se firent remettre les documents et pièces à l'appui. Ils déclarèrent ensuite, par l'organe de leur président, qu'ils étaient pleinement satisfaits, et qu'il était évident pour eux que la *Clément-Amitié* avait été calomniée. Tout en adhérant sans restriction à ce que venait de dire le président des commissaires, un d'entre eux cependant crut devoir adresser à la loge une dernière question. Il demanda si, comme on le lui avait rapporté, la *Clément-Amitié*, interrogeant dans une de ses dernières séances un récipiendaire appartenant à l'armée, ne l'aurait pas interpellé sur la portée du serment politique. Pour toute réponse, le vénérable fit donner lecture de la liste des membres de la loge, au nombre desquels ne figure aucun militaire. Cet argument parut sans réplique au commissaire du Grand-Orient, et il exprima en termes affectueux la vive satisfaction qu'il éprouvait de voir la loge sortir d'une manière si vic-

torieuse de l'épreuve délicate à laquelle elle venait d'être soumise. Mais un membre de l'atelier émit l'opinion que, sur le dernier point, la *Clément-Amitié* n'était pas suffisamment justifiée; qu'il importait que la personne qui avait signalé le fait rapporté par le commissaire du Grand-Orient eût à rétracter formellement ce qu'elle avait avancé, et il insista pour qu'on en vînt sur ce sujet à un débat contradictoire. Cette proposition fut adoptée; et l'atelier désigna, pour prendre part à la conférence, un de ses orateurs, son vénérable et son député; les commissaires annoncèrent qu'ils y assisteraient aussi tous les trois; et il fut arrêté que la réunion aurait lieu dans le salon du président de la commission du Grand-Orient. Il résulta des explications données ensuite qu'il y avait eu erreur dans le titre de la loge désignée, et que l'atelier dont il s'agissait n'avait d'ailleurs adressé à son récipiendaire qu'une question des plus ordinaires et des plus innocentes.

Ainsi s'est terminée, à la satisfaction commune, cette grave affaire qui pouvait avoir les plus fâcheuses conséquences pour la *Clément-Amitié*, si, par un heureux hasard, cette loge n'eût été en mesure de prouver, par des pièces authentiques, par les plus respectables témoignages, qu'elle avait été odieusement calomniée. A l'heure qu'il est, sans doute, M. le préfet de police a été édifié par le Grand-Orient sur le cas qu'il doit faire des rapports qui lui ont été adressés, et sur le degré de confiance qu'il peut désormais accorder au dénonciateur, quel qu'il soit.

Toutefois, il est regrettable que le Grand-Orient ait été obligé de se livrer à une enquête pour arriver à la connaissance de la vérité. Les statuts généraux lui imposent le devoir de surveiller les travaux des loges; et, s'il avait accompli scrupuleusement son mandat, il eût pu répondre sans délai à M. le préfet de police : « La dénonciation qui vous a été faite est mensongère; l'autorité maçonnique, qui a l'œil constamment ouvert, affirme que la loge désignée n'a pas enfreint les statuts de la maçonnerie, car déjà il aurait été averti contre elle. » Que ceci soit donc un utile avertissement pour le Grand-Orient. Justement parce que les magistrats l'acceptent comme garant de la légalité des actes des loges, il doit se réserver le bénéfice attaché à la responsabilité qui pèse sur lui et savoir au besoin protéger efficacement les ateliers qui se sont placés sous son égide.

MORT

DU FRÈRE

JOSEPH BONAPARTE,

GRAND-MAÎTRE DU GRAND-ORIENT.

La maçonnerie française vient de perdre son grand-maître, le prince Joseph Bonaparte, ancien roi de Naples et d'Espagne, frère de l'empereur Napoléon. C'est à Florence, sur la terre d'exil, qu'il a cessé de vivre le 28 juillet 1844.

Né à Ajaccio, le 7 janvier 1768, il se destina d'abord à la profession d'avocat ; mais la rapide élévation de Napoléon, et peut-être aussi un penchant naturel, le déterminèrent à abandonner cette carrière pour embrasser celle des armes ; et il fit avec son frère, en 1796, la campagne d'Italie. Bientôt après, le département de la Corse le chargea de le représenter au conseil des Cinq-Cents. Depuis, il fut tour-à-tour ambassadeur à Rome et membre du Corps législatif. Dans ces diverses positions, il donna constamment des marques d'un esprit juste et droit et d'un noble caractère. Placé en 1806, par Napoléon, à la tête d'une armée qui s'empara du royaume de Naples, il ne tarda pas à s'asseoir sur le trône de ce pays ; et, dans le cours d'un règne de moins de trois années, il chassa les Anglais du sol napolitain, réorganisa l'administration, l'armée, la marine, et entreprit de nombreux travaux d'utilité publique. Il fut appelé à la couronne d'Espagne vers la fin de 1808. Presque aussitôt, la guerre civile s'alluma dans ses nouveaux états, et il se vit contraint de déployer une sévérité qui répugnait à la bonté de son cœur et blessait le sentiment de profonde équité qui le dirigeait dans toutes ses actions. En vain il sollicita de l'empereur la permission de déposer un sceptre qui lui imposait de trop pénibles devoirs ; cette faculté lui fut refusée ; et les malheurs de la guerre purent seuls le soulager d'un si pesant fardeau. De retour en France, en 1814, il fut chargé du commandement militaire de Paris ; et lorsque, cédant au nombre aidé de la trahison, il dut abandonner cette ville, il suivit Marie-Louise à Chartres, à Blois, et se retira en Suisse après l'abdication de l'empereur. Les Cent jours le ramenèrent à Paris ; Waterloo l'obligea de s'en éloigner encore. Il alla chercher un asile au-delà de l'Océan, aux États-Unis, où il acquit des propriétés, sans qu'on exigeât de lui, suivant les prescriptions de la loi, qu'il renoncât à sa

qualité de citoyen français. Ce n'est qu'en 1832 qu'il revit l'Europe. Après un séjour de plusieurs années en Angleterre, il obtint des puissances du Nord l'autorisation de se fixer à Florence, où il a terminé ses jours. Il avait épousé, à l'époque du Directoire, Mlle Clary, fille d'un honorable négociant de Marseille, et sœur de la femme du général Bernadotte, depuis reine de Suède. Il en eut deux filles, dont l'une a été mariée au prince de Musignano, fils de Lucien Bonaparte ; et l'autre, au fils aîné de Louis Bonaparte, qui périt en 1831 dans les troubles de l'Italie.

Joseph Bonaparte fut admis dans l'ordre maçonnique au mois d'avril 1805. Sa réception eut lieu aux Tuileries par les soins d'une commission dont faisaient partie les frères Cambacérès, Kellermann, Hugues Maret et plusieurs autres, tous grands dignitaires de l'empire et officiers d'honneur du Grand-Orient. Mais déjà il avait été appelé à la grande-maîtrise par l'empereur, qui avait voulu honorer ainsi une institution à laquelle il appartenait lui-même, qu'il estimait pour ses principes et pour ses œuvres, et dont il voulait favoriser la propagation pour en généraliser les idées et les bienfaits. Quoique le nouveau grand-maître n'ait pas été installé dans sa dignité et qu'il n'ait même jamais assisté aux séances du Grand-Orient, dont ses devoirs, comme général d'abord et ensuite comme roi, l'ont tenu constamment éloigné, il n'en attachait pas moins un grand prix au titre dont il était revêtu, et il n'en saisisait pas moins avec empressement toutes les occasions qui se présentaient pour se faire rendre compte de la situation et des progrès de la maçonnerie. A toutes les époques de sa vie, au faite des honneurs comme dans l'adversité, la qualité de maçon donnait des droits à sa bienveillance particulière, et il accorda toujours de préférence les emplois et les faveurs aux membres de la société.

Long-temps le Grand-Orient de France, dont il n'avait pas cessé d'être le grand-maître, a dû s'abstenir de toute communication avec lui et laisser même sa place vide en tête du tableau des grands dignitaires de l'Ordre : les dures nécessités de la politique, de justes ménagements pour les pouvoirs qui se sont succédé depuis la chute de l'empire, le voulaient ainsi. Mais aujourd'hui que le frère de Napoléon, que le chef de la famille impériale a disparu de ce monde, que la manifestation des sentiments qu'inspiraient sa personne et ses malheurs n'a plus rien de dangereux pour la paix publique, que la tombe enfin s'est refermée sur sa dépouille inanimée, le

Grand-Orient, la maçonnerie française, lui doivent et se doivent à eux-mêmes de payer un tribut de regrets à sa mémoire. Déjà, dans les diverses chambres d'administration, des batteries de deuil ont été tirées en son honneur. Ce n'est pas assez. Il faut solenniser ses obsèques maçonniques avec tout l'appareil qu'exige la haute position qu'il a occupée dans l'Ordre. Nous avons la ferme confiance que le Grand-Orient ne lui refusera pas ce triste et dernier hommage.

MORT

DU

GRAND-MAÎTRE DES FRANCS-MAÇONS DE SUÈDE;

ÉLECTION DE SON SUCCESSION.

Le 8 mars précédent, la maçonnerie suédoise perdait aussi son grand-maître, le frère Charles-Jean Bernadotte, qui était né à Pau, le 26 janvier 1764, et s'était élevé, par son mérite, de la plus humble condition au plus haut degré de l'échelle sociale. « Il avait placé les maçons à côté du trône, et s'appuyait sur eux pour faire le bonheur de ses peuples. Il est mort ne laissant après lui que des regrets et des larmes (1). »

Son fils, Oscar 1^{er}, a été appelé à lui succéder comme roi et comme grand-maître de la maçonnerie de la Suède.

La Grande-Loge de Stockholm a notifié, le 26 mars dernier, au Suprême-Conseil écossais de France, le décès de l'un et l'exaltation de l'autre, dans la dépêche ci-après :

NOTIFICATION DE LA GRANDE-LOGE DE SUÈDE.

« Nous, soussignés, très-éclairés frères et chevaliers maçons francs et reçus, commandeurs de la Croix-Rouge, membres du Sanhédrin et Conseil-Suprême de la neuvième province, procureur de Salomon et président de la Grande-Loge nationale de Suède, ainsi que ses grands dignitaires, aux très-éclairés et très-vénérables frères francs-maçons, grand-maître, officiers et membres de la Grande-Loge, à l'Orient de Paris.

« SALUT, FORCE, UNION !!!

« C'est avec la douleur la plus juste et la plus profonde que nous vous annonçons, frères très-éclairés

et très-vénérables, la nouvelle affligeante que dans sa haute sagesse le Tout-Puissant, trois fois Grand-Architecte de l'Univers, a jugé à propos d'appeler et de transporter, le 8 de ce mois, de ce monde terrestre dans le royaume éternel, notre très-vénérable, très-aimé et très-sage vicaire de Salomon, le haut et puissant seigneur et maître Charles XIV Jean, roi de Suède, de Norvège, des Goths et des Vandales.

« Fils d'une époque féconde en secousses politiques qui remuèrent le monde, excité et entraîné par la puissance du génie et les nobles sentiments du cœur, dont la nature l'avait si abondamment pourvu, il fut appelé par la Providence divine à participer, autant par ses glorieux exploits que par la sagesse de ses conseils, aux événements les plus importants du siècle. Le jugement de l'histoire constatera qu'il remplit sa mission d'une manière également honorable, et comme héros, et comme homme d'état, et comme philanthrope; et deux nations, auparavant séparées, mais fraternellement unies à la suite de ses efforts héroïques, attestent présentement, par une expérience de vingt-six années, et reconnaissent avec gratitude, qu'après avoir quitté le champ de bataille, il a, en monarque à la fois pacifique et rigoureux, juste et clément, obtenu et acquis, comme récompense de sa sollicitude, l'amour des peuples pendant sa vie, et une mémoire à jamais bénie après sa mort.

« Les augustes appui et protection qu'il a accordés pendant la longue durée de son règne pacifique à notre Ordre ont été également bienfaisants pour la marche libre et régulière de nos travaux, et le vrai franc-maçon, qui reconnaît dans les mesures sages et conformes de son chef temporel la sollicitude paternelle et tendre de la Providence, n'hésite pas à considérer comme telle la circonstance que l'auguste grand-maître défunt, en recevant sa nomination comme vicaire très-sage de Salomon, chargea son fils bien-aimé, le haut et puissant seigneur Oscar, roi régnant des deux royaumes unis, de diriger nos travaux comme procureur de Salomon et maître président de la grande-loge de Suède. La vénération, la confiance et l'amour fraternel illimités qu'il a également acquis dans ces fonctions comme notre chef, sont des témoignages de la manière dont il les a remplies, et lorsque, d'après les lois immuables que dans sa sagesse infinie la Providence a imposées à la nature, le maître et le monarque octogénaire, après avoir achevé son travail rectangulaire, alla recevoir devant le trône du grand-maître sa récompense éternelle, le choix de son successeur ne fut pas douteux. Un choix pareil a eu lieu en vertu de nos lois, et Sa Majesté le roi Oscar, à l'unanimité élu vicaire très-sage de Salomon, a daigné accepter sa nomination, que nous, membres du Conseil supérieur de l'Ordre, avons eu l'honneur de lui communiquer. La franc-maçonnerie suédoise augure donc avec une pleine confiance et un ferme espoir que, sous l'égide de son nouveau protecteur, le digne successeur du roi Charles-Jean, elle jouira de l'appui, de l'encouragement et de la prospérité qui, jusqu'à ce jour, a été si grandement son partage.

« En respectant les sages décrets de la Providence divine, nous supportons avec résignation notre affliction profonde de la perte cruelle que nous venons de faire, et assurés de trouver en vous, frères très-éclairés et très-vénérables, un intérêt également partagé et fraternel dans notre douleur et dans notre conso-

(1) Le général Fernig. Discours prononcé à la fête d'Ordre du Suprême-Conseil écossais, le 24 juin 1844.

tant espoir pour l'avenir, tel qu'il se présente à nos yeux par suite du choix de notre nouveau maître, nous prions Dieu qu'il vous garde sous sa toute-puissante protection, en accordant à vos travaux la paix, le bonheur et la bénédiction divine.

• Fait à Stockholm, le 26 mars 1844.

- | | |
|--|--|
| • Le grand-maître député,
• M. ROZENBLADT. | • Le garde des sceaux,
• M. BRAHE. |
| • L'architecte supérieur,
• T.-S. VON STATZA. | • L'administrateur, |
| • Le maître inspecteur,
• CARL CLASPIER. | • Le trésorier,
• ERIC-G. VON ROSEN. |
| • Le gonfalonnier,
• LINDBERGETZ. | • Le grand secrétaire,
• L.-J. LOVEN. |

MANIFESTE

CONTRE

LA FRANC-MAÇONNERIE A MALTE.

La lettre suivante a été adressée à l'éditeur d'une feuille de Londres. Nous la reproduisons comme pièce historique, sans en approuver et sans en imputer les termes; mais nous laissons à nos lecteurs à juger si le document qui l'accompagne et où respire un esprit d'intolérance auquel nous n'étions plus habitués, n'était pas de nature à justifier une certaine vivacité d'expressions.

• Permettez-moi, monsieur, de vous transmettre ci-joint un extrait de la lettre pastorale que l'évêque catholique de Malte a publiée dans son diocèse, le 14 octobre dernier, au sujet des loges maçonniques. Après l'édit lancé, il y a peu de temps, contre les juifs d'Ancône, aucun acte de bigoterie, de folie, aucun genre d'intrigue ne doivent vous étonner de la part de l'Eglise romaine, même à notre époque de lumières et de civilisation. La seule chose qui ait droit de nous surprendre, c'est qu'un pareil document soit publié dans les possessions britanniques.

• Ce document n'est point un manifeste sans puissance et sans portée, puisque l'excitation qu'il a causée parmi la population ignorante de Malte aura probablement de sérieuses conséquences. Il suffit désormais que vous soyez dénoncé comme franc-maçon pour que votre vie ne soit plus en sûreté. Non-seulement les Maltais évitent un franc-maçon comme ils éviteraient un chien enragé, mais on risque même d'être traité comme tel. La police est chargée de protéger différentes personnes, suspectes d'appartenir à la maçonnerie. Depuis que ces personnes ont été dénoncées, on s'interdit tout commerce avec elles; on leur refuse tout appui; elles sont mises au ban de la société.

• Il existe peu de maçons parmi les Maltais. Je n'en connais que quatre ou cinq. Quelques réfugiés italiens fréquentent la loge, mais presque tous les membres sont des Anglais de bonne maison résidant en partie à Malte, ou des officiers de marine qui stationnent temporairement dans le port.

• La loge des francs-maçons est fondée depuis environ trente ans. Ainsi, ce n'est point une création d'hier, comme la lettre pastorale de l'évêque paraît vouloir l'insinuer. Il existe une succursale à Senglea, pour la commodité des membres qui demeurent de l'autre côté de l'eau, à une certaine distance de Valetta. C'est à cette succursale que l'évêque fait allusion. Je ne suis pas franc-maçon, mais j'ai lieu de croire que cette loge est fréquentée par une classe de personnes très-paisible et amie de l'ordre. Ce sont en grande partie de braves ouvriers employés au chantier. On n'a pu commettre aucun acte qui fût de nature à justifier les calomnies renfermées dans l'imprudente lettre de ce vieillard mal avisé. On présume que l'évêque l'a publiée afin de montrer à l'Angleterre quel serviteur zélé le pape a trouvé en lui, et avec quel soin il veille aux intérêts de l'Eglise. C'est tout simplement un fantôme qu'il s'est plu à évoquer pour exciter l'alarme et faire admirer ensuite son pouvoir et son talent d'exorciseur.

• J'ai l'honneur d'être, etc.

LETTRE PASTORALE DE L'ARCHEVÊQUE DE MALTE, DON FRANÇOIS-XAVIER CARNANA.

*Nos, don Franciscus-Xaverius Carnana, venerabilibus fratribus et dilectis filiis capitulo, clero, populoque diocesis melitensis,
Salutem in Domino sempiternam.*

Nous croyons qu'il est du devoir de notre ministère pastoral de cacher autant que possible les péchés qui peuvent être commis par quelques personnes en secret, afin que le mauvais exemple ne devienne pas public et ne soit pas suivi par d'autres; ce qui serait un grand scandale pour l'Eglise, et, pour les bonnes mœurs, une source de corruption. Jusqu'à ce jour, ce système a été suivi par nous, car notre doctrine ecclésiastique nous enseigne, par l'inspiration du Saint-Esprit, à écouter en silence, tout en cherchant avec sollicitude : *Audi tacens simul et querens*. Aujourd'hui, nous appelons votre attention sur cette congrégation inique, sur cette détestable loge; nous ne savons de quelle épithète nous devons signaler une réunion qui s'est organisée dans un coin obscur de la ville de Senglea. Après avoir long-temps souffert de l'existence de cette réunion, nous sommes affligé de voir que les différents moyens que, dans notre prudence évangélique, nous avions adoptés jusqu'à présent pour renverser et détruire cette pernicieuse société, sont restés infructueux; de sorte que nous nous trouvons enfin dans la nécessité d'élever la voix publiquement et énergiquement pour exhorter, au nom de Notre-Seigneur, tous nos chers diocésains à s'éloigner de cette infernale aggrégation qui tend à rompre tout lien divin et humain, et à saper, si c'était possible, les véritables fondements de l'Eglise catholique. Aussi menaçons-nous des foudres de cette Eglise toute personne qui aurait le malheur d'appartenir à une so-

ciété secrète, soit comme membre, soit à tout autre titre, ou qui aiderait ou favoriserait, directement ou indirectement, une société de cette nature ou aucun de ses actes.

C'est avec une vive angoisse que nous avions entendu parler de la création de cette loge diabolique, et cela presque immédiatement après sa première réunion; mais, désirant que le pays placé sous notre domination spirituelle (les îles de Malte et de Gozzo), continuât à ignorer ce que faisaient quelques individus mal conseillés, dans un coin obscur de Senglea, sous le voile du mystère, et que nulle de nos ouailles ne fût tentée, soit par des motifs d'intérêt, soit par des considérations quelconques, de se rallier à cette bannière pestilentielle d'erreur et d'iniquité, nous nous étions borné jusqu'à présent à des avertissements charitables et secrets, dans l'espoir que ces atteintes portées à nos lois humaines et divines auraient un terme ou demeurerait impuissantes; mais voyant aujourd'hui qu'en dépit de nos efforts silencieux, ces loges poursuivent leurs assemblées, nous avons cru devoir nous arrêter à un parti décisif. C'est donc ouvertement et avec toute la franchise caractéristique du clergé catholique, au nom du Dieu tout-puissant et de son Église catholique, apostolique et romaine, la seule véritable, et avec l'autorisation expresse de S. S. le Pape, que nous dénonçons, proscrivons et condamnons de la manière la plus formelle, les réunions, congrégations et assemblées, et tous les actes de cette loge d'abominations, comme étant diamétralement opposée à notre sainte religion catholique, destructive de toute loi divine et de toute autorité mondaine, contraire à toutes les maximes évangéliques, et tendante à désorganiser, à dissoudre, à saper tout ce que notre sainte foi catholique renferme de religion, d'honnêteté et de trésors précieux, à étouffer tous les germes de piété dans l'âme de nos paisibles citoyens, et cela sous le voile décevant de la nouveauté, d'une philanthropie mal entendue et d'une liberté spéciale.

Dans ces déplorables circonstances, nous croyons qu'il est de notre devoir de nous adresser à vous, chers diocésains, de vous inviter à nourrir la plus profonde horreur pour cette loge, réunion ou société, aujourd'hui publiquement condamnée par nous; de la regarder comme un cloaque d'impuretés et de la semence d'immoralités qui s'efforce, quoiqu'en vain, de vomir l'enfer contre notre sainte religion catholique et de flétrir sa pureté immaculée. Les funestes orgies de cette loge tendent au renversement de l'ordre qui règne sur la terre, favorisent une liberté sans frein pour la glorification des passions les plus désordonnées et les plus dépravées. Ne vous laissez pas tromper par son séduisant langage, qui prêche l'humanité, l'amour fraternel et des simulacres de réformes; mais qui, en réalité, aboutit à la discorde, à l'anarchie universelle, à une ruine totale, à la destruction de toute religion, au renversement de toute institution philanthropique. Ces industrieux agents cachent leurs desseins perfides sous des promesses fallacieuses et dont aucune ne se réalisera. Le soin que prend cette société de s'envelopper de mystères doit du reste vous ôter toute confiance et rendre ses doctrines et ses actions suspectes à vos yeux, car les entreprises honorables ne craignent pas le grand jour; elles se manifestent à la face de tous et ne se dérobent à aucune enquête. Le péché et

l'iniquité seuls s'ensevelissent dans les ténèbres et recherchent le mystère.

Pères de famille! c'est à vous aussi que cette exhortation s'adresse; vous qui vous chargez de l'éducation de la jeunesse, soyez attentifs et veillez sur les créatures précieuses dont l'avenir vous est confié. Prenez garde que vos enfants ne soient souillés par ce venin pestilentiel qui, bien que confiné sur un seul point, menace déjà de se répandre parmi nous. Examinez les livres qu'ils lisent, assurez-vous de la moralité des amis qu'ils fréquentent : cette société secrète a l'habitude de s'emparer de l'esprit de nos jeunes gens sous le prétexte spécieux de leur communiquer des enseignements scientifiques avec le plus pur désintéressement. Fuyez donc, chers diocésains, comme devant un serpent venimeux, fuyez cette société! fuyez même son voisinage et tout ce qui se trouve en rapport avec ses apôtres d'impureté qui voudraient confondre la lumière avec les ténèbres, et prendraient à tâche, si c'était possible, d'obscurcir la première pour vous plonger dans les secondes. Rien de salutaire ne peut résulter pour vous de ces destructeurs de toute loi et de tout ordre, qui ne montrent aucune vénération pour Dieu et sa religion, aucun respect pour l'autorité ecclésiastique ou civile; de ces hommes faux, dissimulés, hypocrites, qui, sous le masque de l'honnêteté sociale et d'un amour chaleureux pour leurs semblables, fomentent une guerre atroce contre tout ce qui peut rendre les hommes respectables, heureux et tranquilles. Enfin, considérez-les tous comme des individus pernicieux, et rappelez-vous que le pape Léon XII, dans ses bulles fréquemment réitérées, a défendu qu'on donnât l'hospitalité à ces hommes, ni qu'on leur accordât même un salut en passant.

Au lieu de ces personnes, entourez-vous d'hommes justes et honnêtes, qui donnent à Dieu ce qui est à Dieu, et à César ce qui est à César, et qui s'appliquent à remplir leurs devoirs envers Dieu et leur prochain.

Finalement, nous interdisons à toute personne, de quelque rang ou de quelque condition qu'elle soit, d'entretenir la moindre relation avec cette loge, et de coopérer, même indirectement, à son établissement ou à son extension. Nous leur ordonnons outre d'empêcher que les autres ne la fréquentent ou aient le moindre rapport avec elle.

Nous plaçons tout le monde dans l'obligation de nous dénoncer toutes les personnes qui pourraient faire partie de cette loge, à quelque titre que ce soit, comme membres ou comme agents d'une association secrète, fondée par le démon lui-même.

Datum Valletta, in palatio nostro archi-episcopali, die 14 octobris 1843.

LES LOGES ALLEMANDES

ET LES MAÇONS ISRAËLITES.

Une question d'une extrême gravité, qui touche aux fondements mêmes de notre institution, la question de la participation des juifs aux travaux maçonniques, s'agit en ce moment dans

les loges de l'Allemagne. Pour la bien faire comprendre, il nous paraît indispensable de rappeler les faits antérieurs.

En Angleterre, les juifs ont toujours été admis à l'initiation ; en France, ce ne fut que vers le milieu du siècle dernier que, réformant ses règlements à leur égard, la franc-maçonnerie leur ouvrit l'accès de ses assemblées ; d'autres états ont suivi cet exemple. Seule, et malgré le vœu d'un grand nombre de frères, l'Allemagne a constamment refusé de les recevoir. Cependant, quelques hommes dévoués de la communion israélite de ce pays, voulant prouver qu'ils étaient dignes de travailler à l'œuvre commune, et relever leurs coreligionnaires de l'injuste exclusion qui pesait sur eux, demandèrent et reçurent l'initiation dans les orients étrangers, surtout en France, au commencement de ce siècle, et revinrent à Francfort-sur-le-Mein, où, aidés par des chrétiens qui avaient dépourillé le préjugé national, ils formèrent une loge qui prit le titre de *l'Aurore naissante* et obtint des constitutions du Grand-Orient de Paris. Des commissaires appartenant à un atelier de Mayence, les *Amis-Réunis*, dépendant de la même autorité, firent l'installation de cette loge, qui, par suite des événements politiques, dut se retirer de la correspondance du Grand-Orient de France. Les frères qui la composaient se partagèrent alors en deux fractions, l'une de chrétiens, l'autre de juifs. Les chrétiens formèrent une loge nouvelle, sous le titre de *Charles à la lumière naissante*, et cette loge reçut une patente constitutionnelle du landgrave Charles de Kurhessen, grand-maître du rite rectifié. Les frères israélites de *l'Aurore naissante* conservèrent le matériel et le titre de la loge ; mais, pour que leurs travaux eussent la régularité voulue, il fallait que leurs constitutions fussent aussi confirmées par un autre pouvoir maçonnique.

Trois Grands-Orients, indépendants l'un de l'autre, existent en Prusse : chaque Orient y a son grand-maître, ses règlements particuliers, et travaille d'après un rite différent. Ce sont, par ordre de dates : la Grande-Loge nationale des états prussiens, dite aux *Trois-Globes* (*Grosse National-Mutterloge der preussischen staaten genannt zu den Drey Wellkugeln*) ; la Grande-Loge nationale d'Allemagne (*Grosse Landesloge von Deutschland*) ; et la Grande-Loge de Prusse, dite *Royal-York à l'Amitié* (*Grosse-Loge von Preussen genannt Royal-York zur Freundschaft*).

Ce fut au Grand-Orient *Royal-York à l'Amitié* que les frères de *l'Aurore naissante* s'adres-

sèrent en 1813 pour obtenir la confirmation de leurs pouvoirs ; mais ce Grand-Orient, malgré les vives réclamations de plusieurs vénérables, et bien qu'il reconnaisse le système de la Grande-Loge d'Angleterre, basé sur les règles connues sous le nom de *Old charges*, lesquelles désapprouvent formellement tous les motifs d'exclusion puisés dans la diversité des croyances, répondit par un refus.

Les événements ayant, ainsi que nous l'avons fait observer, rompu les communications avec la France, *l'Aurore naissante* en référa à la Grande-Loge d'Angleterre, qui n'hésita pas à la reconstituer. Les trois loges les *Amis réunis*, *Charles à la lumière naissante* et *l'Aurore naissante* continuèrent de communiquer ; mais la Grande-Loge éclectique de Francfort méconnut les deux premières, et interdit aux ateliers de son régime de correspondre avec elles, précisément à cause des relations qu'elles conservaient avec la troisième.

Il s'établit à Francfort, en 1832, sous le titre de *l'Aigle francfortois*, une nouvelle loge, mixte par rapport aux cultes que professaient les initiés (juifs et chrétiens). La Grande-Loge éclectique ayant refusé de la reconnaître, elle s'adressa au Grand-Orient de France, qui lui délivra des constitutions et envoya un de ses membres pour l'installer. Elle ne fut admise que dans les trois loges les *Amis réunis*, *Charles à la lumière naissante* et *l'Aurore naissante*. Conformément aux prescriptions des autorités dont ils dépendent, la plupart des autres ateliers allemands lui ont, jusqu'à présent, fermé leurs portes.

Les empiètements réitérés des orients étrangers sur la juridiction des orients allemands ont, assure-t-on, suscité quelque émotion parmi les derniers. Nous avons trop de foi à l'intelligence, aux lumières des honorables frères qui les composent, pour croire qu'ils aient voulu attribuer à un esprit de lutte, à de mesquines rivalités, des actes qui, après tout, ne sont que la mise en œuvre du grand principe sur lequel repose l'institution maçonnique : la fraternité !

En 1836, les maçons israélites de la Prusse s'assemblèrent en congrès, afin d'aviser aux moyens de faire lever l'interdiction qui pesait sur eux. Une adresse aux trois Mères-Loges de Berlin et une circulaire à toutes les loges allemandes y furent rédigées. Les maçons juifs y adjuraient leurs frères des autres cultes, au nom de la justice et de la raison, c'est-à-dire au nom des principes maçonniques, de ne pas les repousser de leurs

travaux. Ces écrits produisirent une grande et salutaire impression, ainsi que nous le verrons plus loin.

C'est en cet état de choses que les frères israélites concurent, dans les premiers jours de l'année 1842, la pensée de placer leurs justes réclamations sous l'autorité d'une protection puissante. Ils formulèrent donc leurs doléances dans une lettre qu'ils adressèrent au prince Frédéric-Guillaume-Louis de Prusse, frère puîné du roi et protecteur des trois Grands-Orients de Prusse.

Voici ce document :

LETTRE AU PRINCE.

« Altesse Royale, prince sérénissime, très-vénérable et très-illustre protecteur des loges de francs-maçons en Prusse,

« Jamais votre Altesse Royale n'a refusé accès à ceux des enfants de la Patrie qui s'approchèrent d'elle en suppliants; vous avez toujours écouté avec grâce et bienveillance leurs demandes, sans vous enquérir ni de leur rang, ni de leur croyance.

« Certes, votre Altesse Royale ne refusera pas de recevoir et d'entendre ceux des enfants de la Patrie qui appartiennent et qui se sont voués d'âme et de cœur à la Grande-Alliance du genre humain, la protectrice de l'ordre, des lois et de l'amour des sujets envers leurs princes; mais qui, uniquement par rapport à leur antique croyance, sont expulsés de la grande famille, non par leurs frères étrangers, mais par ceux de leur propre pays.

« Nous appartenons de droit à cette association, et nous osons venir réclamer ici l'avantage d'en faire partie intégrante, parce que, d'après les notions reçues de toutes parts, d'après les instructions et les pièces de conviction que nous avons recueillies, nous sommes d'avis que les motifs d'exclure les frères israélites qui veulent visiter les loges prussiennes, sont dénués de tout fondement et inadmissibles;

« Parce que nous croyons que par cette *exclusion partielle*, fût-elle la conséquence d'un système particulier, ou celle d'une suite de dogmes et de théories, ou enfin celle d'une loi temporaire, les grandes et sublimes tendances de l'Ordre qui a jeté ses racines sur toute la surface du globe se trouvent restreintes dans leur action et perdent assurément leurs plus beaux succès;

« Parce que, animés comme nous le sommes d'une conviction profonde puisée dans des circonstances récentes, nous devons déclarer que la position particulière et isolée que les loges prussiennes et le peu de loges suédoises qui existent se sont créée vis-à-vis le monde maçonnique, moyennant cette séparation insolite qui semblerait porter l'empreinte du préjugé et de l'intolérance, et que les différends qui pourraient surgir entre elles et celles des loges qui verraient par cette exclusion leurs diplômes pour ainsi dire méprisés, conduiraient nécessairement à des conséquences fâcheuses, et pourraient, comme nous avons lieu de le craindre, faire naître dans l'Ordre entier des diffé-

cultés graves, des dissensions et peut-être des inimitiés sans fin;

« Parce qu'enfin celles des loges prussiennes qui ont adopté pour base fondamentale de leurs travaux les plus anciens statuts, encore aujourd'hui en vigueur dans la plupart des orientes d'Angleterre, du continent européen et même des régions transatlantiques, nous voulons dire les *Old Charges*, se trouveraient tôt ou tard en opposition entre elles, opposition qui serait d'une influence bien dangereuse; sans toutefois faire mention qu'elles annuleraient et feraient paraître mensongères les prescriptions des dites *Old Charges* :

« Tout homme est reçu parmi nous sans égard ni à la religion qu'il professe, ni à la position qu'il occupe, pourvu qu'il soit homme de bien, qu'il adore le Grand-Architecte de l'Univers et qu'il exerce les devoirs sacrés de la morale. »

« Nous disons donc qu'elles détruisent ces nobles principes et qu'elles forcent toutes les autres loges qui les reconnaissent, et surtout le Grand-Orient d'Angleterre, à s'y opposer.

« C'est donc pour contribuer à éviter toutes les suites fâcheuses et tous les différends qui surgiront sans doute de ces inconséquences et de cet isolement, ainsi que pour éloigner tout sujet de désunion, tout schisme et toute lutte religieuse de cette grande et sublime association du genre humain, et enfin pour justifier les principes et les travaux des orientes auxquels nous appartenons, que nous adressons cette humble supplique à votre Altesse Royale.

« Qu'elle veuille bien, comme nous ne pouvons isolément nous adresser aux Grands-Orient, faire valoir son influence et son autorité près d'eux, afin d'obtenir dans les loges de leur dépendance l'abolition de tout règlement qui interdit l'entrée aux francs-maçons juifs reçus dans d'autres loges dûment et régulièrement constituées.

« Toute perturbation, d'autant plus inévitable, que déjà l'Alliance éclectique (*der eklektische Bund*), ainsi que les autres orientes allemands, opèrent ces changements, sera ainsi évitée; et tous les germes de discorde et de dissension qui menacent cette belle et grande alliance du genre humain et dont l'union seule fait la force, seront de cette façon anéantis.

« C'est ainsi qu'on obtiendra concorde, fraternité et philanthropie; c'est ainsi qu'on remplacera la licence et l'arbitraire par la vraie tolérance. L'on ne favorisera pas pour cela davantage l'indifférentisme, on ne nuira pas plus à la religion que toute église ne le ferait en ouvrant ses portes à ceux d'une autre croyance, et en leur laissant le libre accès à son rituel et à ses cérémonies.

« Nous osons espérer de ces sentiments de justice et d'équité, qui ont jeté de si profondes racines dans le cœur de votre Altesse, sentiments qui guident toute la famille royale dans ses actions et qui font le bonheur et la prospérité de notre patrie, que notre prière sera bien accueillie et que nos désirs seront accomplis. Et c'est ainsi que nous soussignés francs-maçons, avons l'honneur d'être avec le plus profond respect,

« De votre Altesse Royale, les très-humbles et très-obéissants serviteurs,

« Docteur F.-J. BEHREND, Joseph BEHREND,
Ad. MEYER, BENNY RATHENAU, Joseph
MOSER, D. KUNO, M. POLLACK, F. BRN-

THEIM, H. SCHWAB, Joseph KARGAU, ARON-WOLFF SIMON, MORITZ-AD. MEYER, A. GOLDSCHMIDT, docteur AD. SCHNITZER, Henri LEVIN, J. LORVENHERZ, SALOMON ALBA, AD. CALLENBACH, Henri LINDENAU, Henri PHILIPP, S.-M. KROHN, MEYER MAGNUS, ISID. SIMON, MORIS MARASSE, Henri WOLFF. J.-L. LORVE, LION-M. COHN, Joseph ARON.

« Berlin, 23 janvier 1842. »

Les maçons juifs comptaient sur l'intervention du prince, et, certes, cette intervention n'eût pas manqué d'exercer une influence décisive sur le sort de la question si importante de leur admission dans les loges ; mais leurs espérances furent déçues. Voici la réponse que le docteur Behrend reçut du prince, le 26 avril 1843, au nom des vingt-sept autres signataires de la lettre :

RÉPONSE DU PRINCE.

« Plus je sais apprécier la confiance que vous m'accordez individuellement, ainsi que les intentions bonnes et louables sur lesquelles se base la demande que vous m'adressez, de chercher à faire octroyer aux francs-maçons israélites le droit de visiter les loges prussiennes, plus je regrette de ne pouvoir contribuer à l'accomplissement de vos désirs. En acceptant le protectorat des loges maçonniques en Prusse, j'ai aussi dû prendre l'engagement de maintenir l'Ordre dans ses attributions et dans ses règlements fondamentaux, et de protéger contre toute innovation qui ne servirait qu'à paralyser les travaux par lesquels on cherchait à atteindre le but proposé lors de la fondation. J'ose présumer que vous n'ignorez pas le principe duquel, selon les statuts de l'Ordre, il faut partir, lorsqu'il s'agit d'une initiation dans les loges prussiennes. Si donc ces statuts n'admettent que des chrétiens à l'initiation, il doit naturellement s'ensuivre que ce n'est qu'à eux que l'entrée dans les loges maçonniques en Prusse doit être accordée. Si je voulais essayer d'introduire un changement quelconque dans ce règlement fondamental, je susciterais, j'en suis bien convaincu, parmi les membres fidèlement attachés à ce principe, des motifs de mécontentement qui mettraient obstacle à atteindre le but qui seul m'a engagé à me charger du protectorat. Je désire qu'après avoir mûrement réfléchi sur ces circonstances, et après les avoir examinées sans prévention, vous puissiez vous persuader que ce n'est pas par manque d'intérêt, qu'en toute autre occurrence je vous aurais témoigné avec plaisir, mais en considération des égards que je dois aux statuts existants de l'Ordre, que je me trouve dans l'impossibilité de vous accorder ma coopération et de faire valoir mon influence pour que vous atteigniez plus facilement le but que vous avez en vue, quelque louable et quelque estimable qu'il me paraisse.

« PRINCE DE PRUSSE.

« Berlin, 26 avril 1843. »

Ce résultat affligea les frères israélites, mais ne les découragea pas. Nous l'avons dit, les écrits

qu'ils avaient précédemment publiés avaient produit une salutaire impression : ainsi, beaucoup de maçons isolés se sont élevés contre l'exclusion dont les juifs sont l'objet, et cet exemple a été suivi par des autorités maçonniques, entre autres par la Grande-Loge provinciale de Mecklembourg-Schwerin. Les Grandes-Loges de Dresde, de Francfort, la Mère-Loge Royal-Yorck, de Berlin, ont à plusieurs reprises soulevé la question des juifs ; et, bien qu'aucune détermination n'ait été prise, tout fait espérer que les vrais principes y triompheront bientôt. La Grande-Loge éclectique de Francfort, en attendant que la question ait reçu une solution définitive, a même autorisé les loges de son ressort à insérer, à cet égard, dans leurs règlements particuliers, telle disposition provisoire qu'elles jugeraient convenable. C'est, ainsi que le fait remarquer l'auteur de l'*Histoire pittoresque de la Franc-Maçonnerie*, auquel nous empruntons la plupart de nos renseignements, un grand pas de fait. Mais cela ne suffit pas, et l'on ne doit jamais ajourner la réparation d'une injustice. Et qu'on y prenne garde, d'ailleurs ; pour opérer le bien en vue duquel elle a été créée, la grande famille maçonnique a besoin d'union. Eh bien ! ce refus de solution n'est-il pas un déni de justice ? cette exclusion, un brandon de discorde jeté parmi les frères ? Déjà les orient des Pays-Bas ont déclaré que de graves dissidences éclateraient infailliblement si cette exclusion était maintenue. Plusieurs loges des provinces rhénanes, dépendantes des Grands-orient prussiens, ont hautement avoué qu'avec cette exclusion elles ne pouvaient se maintenir plus long-temps. Des frères israélites de New-York n'ayant pu obtenir, comme visiteurs, l'entrée des loges prussiennes, ont porté plainte à la Grande-Loge de New-York qui s'en est vivement émue et en a énergiquement manifesté sa désapprobation aux loges allemandes. Un pareil dissentiment n'est-il pas déplorable, et ne doit-on pas s'appliquer à le faire cesser le plus promptement possible ?

Cinq griefs sont articulés contre l'admission des juifs dans les loges : — La franc-maçonnerie est, dit-on, une institution basée sur le christianisme, formée par et pour les chrétiens, et ceux qui ne professent pas cette religion ne peuvent participer à l'institution. — Les tendances et les formes maçonniques portent tellement l'empreinte du christianisme, que l'admission d'un israélite comme visiteur et plus encore son initiation troubleraient les travaux, et sa propre con-

ciencia se trouverait blessée, ce qui est anti-maçonique. — Le serment qui se prête en Allemagne sur le Nouveau-Testament, sur l'Évangile de Saint-Jean, livre qui n'est reconnu que par les chrétiens, n'obligerait pas celui qui le prêterait sur ce livre, ne le reconnaissant pas. — Si on admettait dans les loges prussiennes des maçons non chrétiens reçus à l'étranger, on finirait par créer une franc-maçonnerie tout-à-fait différente de celle qui est actuellement existante en Prusse. — Enfin, les juifs n'ont pas encore atteint le degré de culture morale, sociale et scientifique, convenable pour pouvoir concevoir les sublimes tendances de la franc-maçonnerie et se montrer dignes de la noble fraternité qu'elle pratique.

Ces griefs sont-ils sérieux, et, s'ils l'étaient, seraient-ils fondés?

Aucun témoignage historique ne prouve que la franc-maçonnerie soit une institution basée exclusivement sur le christianisme, qu'elle a d'ailleurs précédé. Les fondateurs, qui avaient surtout en vue une œuvre de tolérance, d'humanité, de régénération, ne pouvaient avoir eu le dessein de préciser telle ou telle croyance comme condition d'admission, et les législateurs de cette institution, en basant sur les principes de l'adoption d'un *Dieu unique* l'initiation dans l'Ordre, ont voulu faire converger les efforts de tous les hommes dévoués vers un but commun, sans se préoccuper des questions de cultes. Cela résulte, en effet, formellement de l'article des *Grandes constitutions* de 1723, touchant Dieu et la religion. Que dit cet article ?

« Un maçon est obligé, en vertu de son titre, « d'obéir à la loi morale ; et s'il entend bien son « art, il ne sera jamais ni un athée, ni un homme « irreligieux. Dans les anciens temps, les maçons « étaient tenus de professer la religion de leur « patrie, quelle qu'elle fût ; mais aujourd'hui, « laissant à chacun ses opinions particulières, on « trouve plus à propos de l'astreindre seulement « à suivre la religion sur laquelle tous les hommes « sont d'accord. Elle consiste à être bons, sincères, modestes et gens d'honneur, par quelque « dénomination ou croyance particulière qu'on « puisse être distingué ; d'où il s'ensuit que la « maçonnerie est le centre de l'union... (1). »

Voilà qui est clair jusqu'à l'évidence ; voilà la règle d'équité et de justice. Il ne doit exister aucune distinction d'origine et de croyances entre

les hommes qui veulent le bien de l'humanité.

Le second grief n'est pas non plus fondé ; et, en vérité, nous ne comprenons pas qu'on l'ait soulevé. Si la maçonnerie a emprunté des formes au christianisme, elle ne les a pas empruntées pour cela même qu'elles exprimaient telle opinion religieuse, mais parce qu'elles se prêtaient vraisemblablement à l'expression, à la production d'une pensée maçonnique. D'ailleurs, les frères israélites n'ont-ils pas toujours respecté ces formes ? Et pourquoi se préoccuperait-on de ce que leur conscience doit en éprouver, plutôt que de ce que doit éprouver la conscience du catholique qui se fait initier, malgré l'anathème que les papes ont prononcé contre l'Ordre ?

Le grief relatif au serment est-il mieux fondé ? Non. Le serment prêté de libre volonté, par un homme d'honneur, est pour lui valable et sacré, sans considération aucune de la forme. C'est dans le serment même, et non dans la légalité ou dans l'illégalité des formes, qu'on doit chercher la force morale qui lie ou qui dispense. Selon la religion juive, tout serment, prêté en quelque forme que ce soit, oblige, a la même force et lie de la même manière.

Que répondre au quatrième grief ? sinon que, par toute la terre, des israélites ont été reçus dans les loges, et qu'il n'en est résulté pour elles et pour l'institution aucun danger.

Quant au cinquième grief, il nous est impossible de le considérer comme sérieux. Nous déplorons qu'il ait été articulé, et nous sommes convaincus que les frères des orient de Prusse le déplorent comme nous. Si la franc-maçonnerie avait toujours exigé la culture scientifique, se ramifierait-elle sur tous les points du globe ? Cela est douteux.

« Ceux qui sont admis à être membres d'une loge doivent être des gens d'une bonne réputation, pleins d'honneur et de droiture, nés libres, d'un âge mûr et discrets. Ils ne doivent être ni des esclaves, ni des femmes, ni des hommes qui vivent sans morale, ou d'une manière scandaleuse. » Voilà ce que prescrivent les *Grandes constitutions* maçonniques ; rien de plus, rien de moins.

Les hommes acceptent les grandes et nobles choses de deux manières : par l'intelligence ou par la foi. La franc-maçonnerie, bâtie sur la tolérance, le libéralisme et le dévouement, ne doit pas plus repousser ceux qui viennent à elle par la foi que ceux qui viennent à elle par l'intelligence.

Nous le répétons, nous présumons trop bien du dévouement des maçons de Prusse pour croire

(1) *Grandes Constitutions*, publiées en 1723, par ordre de la Grande-Loge de Londres.

qu'en maintenant une exclusion qui blesse toutes les règles de justice, ils voudront rester en arrière des progrès qui s'accomplissent tous les jours dans le monde profane. Ils comprendront que la sécurité de l'institution exige une prompt solution ; ils ne refuseront plus la lumière à ceux qui la demandent et qui en sont dignes ; ils ne voudront pas qu'on dise que, au XIX^e siècle, la franc-maçonnerie a créé des parias ; ils feront, de concert avec tous les autres orientés, les efforts les plus constants pour le rétablissement de la bonne harmonie, dans cet Ordre antique qui porte inscrit sur ses bannières, sur les portes et les murs de ses temples : Tolérance, fraternité et dévouement.

FAITS DIVERS.

FRANCE. — Le Grand-Orient de France a célébré sa fête solstittiale d'été, le 24 juin dernier, sous la présidence du frère Bertrand, représentant particulier du grand-maître. Le frère Henri Wentz occupait le banc de l'orateur. Après le rapport du frère Buros, secrétaire en tour, sur les opérations du semestre expiré, et ceux des frères Hellin, trésorier, et Besquait, hospitalier par *intérim*, la parole a été donnée au frère Henri Wentz pour le discours d'usage. Jusqu'ici, les orateurs avaient traité un sujet spécial, puisé dans les dogmes maçonniques. Le frère Wentz s'est éloigné de cette route battue. Il a passé en revue les travaux de ses devanciers, et a ensuite abordé les diverses questions qui s'agitent en ce moment dans la maçonnerie. Une foule de mots piquants et d'heureuses citations, semés adroitement au milieu de cette espèce de *macédoine*, ont mérité à l'orateur de vifs et justes applaudissements. Un banquet a suivi, auquel assistaient plusieurs visiteurs de marque, notamment le frère Faubert, membre du Grand-Orient d'Haïti, qui a répondu par un discours fort remarquable aux félicitations dont il avait été l'objet.

— Au nombre des acquisitions que le Grand-Orient a faites dans le cours du dernier semestre, il faut citer celles des frères Puybonnieux, Bourgeois, Pagnerre, Bugnot, Drot, Blaize, Litz de Tiverval, Roblot, Mansais, Arnould et Brindossière, dont le talent, l'expérience et les vues éclairées ne peuvent manquer de contribuer efficacement aux progrès de nos institutions maçonniques.

— Dans la même période, le Grand-Orient a

constitué à Blidah (Algérie) la loge *l'Atlas* ; à Saint-Jean-d'Angély, *l'Égalité régénérée* ; à Bazas, *les Amis de l'Humanité* ; à Corfou (îles Ionien-nes), *le Phénix*. Ont repris leurs travaux : les loges en sommeil *la Constance réunie au bon accueil*, à Orange ; *l'Étoile de l'Orient*, à Martigues. Enfin de nouvelles loges se sont mises en instance de constitutions ; ce sont : *la Persévérance*, à Calais ; *la Philanthropie*, à Nîmes ; *les Amis du travail*, au Mans.

— Le Grand-Orient a perdu, dans le même intervalle, les frères de Tournay, homme de lettres ; Desbrières, officier retraité ; de Lagrange, avocat ; et Lambin, propriétaire, tous maçons zélés et instruits, et dont la mort, bien regrettable, laisse dans les cadres du sénat maçonnique un vide qu'il sera difficile de remplir.

— Du compte rendu par le trésorier du Grand-Orient, il résulte que les finances du corps maçonnique présentaient au 29 février dernier un actif en espèces ou en effets publics s'élevant à 39,624 fr. 06 c.

— Le Grand-Orient a nommé, le 19 juillet, la commission de révision des statuts généraux. Cette commission se compose des frères Bailly, commis à la Banque de France ; Bernaux, ancien agrégé ; Bourgeois, jurisconsulte ; Cauchois, avocat ; F.-T. B.-Clavel, homme de lettres ; Desaintjean, médecin ; Desanlis, avocat ; Durocher, médecin ; Fabre, avoué ; Faultrier, médecin ; Fromentin, architecte ; Guilhery, propriétaire ; Jobert, négociant ; Maggiolo, peintre ; Pagnerre, éditeur. Le 2 août, elle s'est constituée. Le frère Desanlis a été élu président, et le frère Fromentin, vice-président. Le frère Pillot, chef du secrétariat du Grand-Orient, invité par la commission à remplir, dans son sein, les fonctions de secrétaire avec voix consultative, a bien voulu accepter cette mission. Plusieurs sous-commissions ont été désignées pour examiner les diverses modifications aux statuts généraux proposées par les loges de la correspondance et notamment par celle de la *Clément-Amitié*, à Paris, dont le travail a obtenu la priorité.

— Le frère Morand, président de la commission de la maison de secours, a fait, le 19 juillet, à la chambre de correspondance et des finances, un rapport sur les travaux de la commission pendant l'exercice de 1843-1844. Ce rapport vient d'être publié ; nous y puisons les détails qu'on va lire. Quelque abondants qu'aient été les secours accordés dans le cours de la période expirée, la commission a pu économiser sur les sommes mi-

ses à sa disposition le capital nécessaire pour acquérir une inscription de cent francs de rente sur l'État, et elle a décidé que, pour accroître ce fonds de prévoyance et créer graduellement un revenu fixe qui assurât définitivement l'existence de l'utile établissement dont la gestion lui a été confiée, elle opèrerait désormais pour cet objet un prélèvement de dix pour cent sur toutes les recettes qu'elle réaliserait, sans diminuer toutefois d'une manière sensible la masse des secours journaliers.

Outre le montant des souscriptions en argent qu'elle a recueillies, la commission a reçu une foule de dons en nature, tels que bois de chauffage, vêtements, chaussures, etc. Une fête maçonnique, donnée avec son concours, a produit un bénéfice de 600 francs qui a été versé dans la caisse de l'institution. En résumé, les différents versements résultant de souscriptions individuelles se sont élevés à 4,629 fr. 05 c. Les dépenses n'ayant été que de 3,987 fr. 42 c., il y a eu un excédant de la recette sur la dépense dont le montant est de 641 fr. 63 c. Ce reliquat, joint à l'encaisse de la fin de l'exercice précédent, déduction faite du prix d'achat d'un coupon de rente de 50 fr., formait, au 29 février 1844, un total de 1,526 fr. 41 c. Comme les années précédentes, les secours ont été, en majeure partie, délivrés en nature : aux uns, ont été accordés le logement et les aliments ; aux autres, des vêtements, des instruments de travail ; à ceux-ci, on a dégagé du Mont-de-Piété des objets de première nécessité ; à ceux-là, on a facilité leur retour dans leur famille ; et l'administration des messageries Laffitte et Cailhard a bien voulu s'associer à cette bonne œuvre par une réduction notable du prix du transport.

On pourrait se faire une idée de l'utilité de la maison de secours en songeant que, depuis le peu de temps qu'elle existe, elle a satisfait à 1364 demandes ! La maçonnerie parisienne a pourvu presque seule aux frais de l'établissement ; et cependant, il est à remarquer que, dans le nombre des frères secourus, un tiers seulement a été initié dans les loges de Paris ; le reste appartient à des ateliers des départements et des colonies. Cette observation frappera, il n'en faut pas douter, les maçons de la province ; et ils comprendront que c'est pour eux un impérieux devoir de justice et d'humanité d'apporter aussi leur tribut pour le soulagement de leurs frères dans l'infortune.

— Le même jour, 19 juillet, le Grand-Orient a procédé au remplacement des membres sortants de la commission de secours. Le 27, la commission a renouvelé son bureau. Le frère F.-T. B.-Clavel,

homme de lettres, a été nommé président ; le frère Durocher, médecin, vice-président ; le frère Boisdon, jurisconsulte, secrétaire. Les autres membres de la commission sont les frères Blaise, homme de lettres ; Coletta, propriétaire ; Dubois, négociant ; Godquin, libraire ; Guilbart, négociant ; Hodiesne, propriétaire ; Léon, imprimeur ; Maggiolo, peintre ; Mansais, propriétaire ; Massy, employé ; Mongenot, négociant ; Voury, jurisconsulte.

— Une circulaire du Grand-Orient de France, en date du 25 juillet, invite les loges de Paris et des départements à transmettre à la commission de révision des statuts les vœux d'amélioration du code maçonnique que l'expérience aurait pu leur suggérer.

— La Grande-Loge de la Caroline du Sud, séant à Charlestown, a demandé son affiliation au Grand-Orient de France. Sa requête, lue le 19 août à la chambre de correspondance, a été renvoyée à la chambre de conseil et d'appel, chargée de statuer sur cet objet. La lettre de la Grande-Loge de la Caroline du Sud fait connaître la mort du frère Mitchell, premier grand-commandeur du rite écossais, arrivée il y a quelques années, et la prochaine reprise d'activité du Suprême-Conseil du 33^e degré, depuis long-temps en sommeil.

— Peu de temps auparavant, pareille demande avait été faite au Grand-Orient par les membres du Grand-Orient de Lusitanie qui a son siège à Lisbonne, et qui compte au nombre de ses membres la plupart des ministres du Portugal.

— Dans sa séance du 5 août, la chambre de correspondance a repoussé, par l'ordre du jour, la demande faite au Grand-Orient, par une vente de fendeurs-charbonniers, dite des *Bons-Cousins*, de l'admettre dans sa juridiction. Cette vente avait été autorisée par M. le préfet de police à se réunir, à jours fixes, dans le local de la rue de Grenelle-Saint-Honoré, mais à la condition que le Grand-Orient se porterait garant de la légalité de ses actes.

— Le 20 du même mois, la Chambre symbolique a décidé qu'une circulaire serait adressée, au nom du Grand-Orient, à tous les ateliers de la correspondance, pour infliger un blâme aux auteurs de la lettre d'envoi qui accompagne la délibération de la loge *la Clémentine-Amitié*, relative à des modifications à introduire dans les nouveaux statuts généraux. Nous publierons et nous commenterons cette circulaire, aussitôt qu'elle nous sera parvenue.

— Le Suprême-Conseil du 33^e degré du rite

écossais et la Grande-Loge de ce rite, en France, ont célébré, le 24 juin, la fête de Saint-Jean d'été, sous la présidence du général de Fernig. Différents rapports sur les actes et la situation de cette autorité ont été lus ; ensuite, il a été donné connaissance de la dépêche dans laquelle la Grande-Loge de Stockholm notifie au Suprême-Conseil la mort de son grand-maître, le roi Charles-Jean, et la nomination du roi Oscar I^{er} en la même qualité. Nous en avons rapporté le texte ci-dessus. Ces communications faites, la parole a été donnée au frère Barbier, orateur de la Grande-Loge, qui a traité des devoirs des maçons, particulièrement comme membres de la famille, de la patrie et de l'humanité. Ce discours, qui se distingue par une pensée forte et par un style grave et sévère, a été accueilli avec une juste faveur. Le banquet qui a suivi la séance n'a été signalé par aucun incident digne d'être rapporté.

— La correspondance du Suprême-Conseil écossais s'étend chaque jour davantage. Dans le cours du dernier semestre, cette autorité a constitué à Paris *l'Étoile de Bethlém* ; à la Chapelle-Saint-Denis, *les Disciples de Zénon* ; à Cayenne, *la France équinoxiale* ; à Valenciennes, *les Vrais Maçons* ; à Charenton, *les Admirateurs de la Vertu* ; à Vaise, près de Lyon, *les Amis de la Vérité*. Trois autres loges sont en instance ; ce sont : *l'Unité*, à Lyon ; *la Fidélité*, à Genève ; et *le Progrès de l'Océanie*, aux îles Sandwich.

— Ont été élevés, par la même autorité, au 32^e degré, le général Galbois, le marquis de Tanlay, le marquis de Maussion ; au 81^e degré, le marquis de Balincourt, le frère A. Genevay ; au 30^e degré, le comte de Blancmesnil, etc.

— La loge des *Trinosophes*, à Paris, annonce qu'elle affiliera, dans sa tenue du 6 septembre, le frère Noël des Quersonnières, âgé de 116 ans. Toute la maçonnerie parisienne doit assister à cette intéressante solennité.

— La plupart des loges des départements nous transmettent le procès-verbal des travaux de leurs fêtes d'Ordre. Dans presque toutes, les frères étaient au grand complet. Des discours de circonstance ont été prononcés ; et ce qui caractérise particulièrement ces compositions maçonniques, c'est l'espérance exprimée par les orateurs que le mouvement qui s'opère aujourd'hui dans la maçonnerie ne pourra manquer d'avoir pour effet l'amélioration du personnel de la société et la réalisation du but philanthropique qu'elle se propose.

— A Bordeaux, des désordres fâcheux se sont

introduits dans une ou deux loges. On y fait des réceptions au moins imprudentes, et les prescriptions relatives aux droits d'initiation n'y sont pas à beaucoup près fidèlement observées.

— La plupart des ateliers de cette ville se sont occupés des propositions faites par la loge *la Clément-Amitié*, de Paris, touchant la révision des statuts généraux. Dans tous, ces propositions ont été adoptées en principe ; seulement, avant de leur donner une adhésion officielle, on veut faire cesser le mal qui travaille la maçonnerie de cet orient et de plusieurs orientes voisins.

— Dans sa séance du 17 juillet, la loge *la Fidélité*, à Lille, a discuté et adopté la délibération de la *Clément-Amitié*. Même adhésion y a été donnée par les loges *Nature et Philanthropie*, à Lorient ; *la Persévérance couronnée*, à Rouen ; *Mars et les Arts*, à Nantes, etc.

— *L'École des mœurs*, de Libourne, discute activement les divers plans de réforme qui sont à l'ordre du jour. On annonce que le Grand-Orient recevra sous peu les délibérations arrêtées par cette loge.

— Les loges des *Amis de l'honneur français*, à Paris ; des *Vrais Amis réunis*, à Toulouse ; de *Saint-Jean des Arts de la régularité*, à Perpignan, etc., ont adressé au Grand-Orient des observations sur la distribution des secours maçonniques et sur les abus qui se sont introduits dans le mode actuellement en vigueur. Ces observations ont été transmises à la commission de révision des statuts.

— Cinq loges de Bordeaux sur dix se sont déjà ralliées au projet d'établissement d'une caisse centrale maçonnique destinée à régulariser la distribution des secours. Tout porte à croire que les cinq autres ateliers se prêteront aussi à cette amélioration.

— Une fondation du plus haut intérêt a été délibérée et arrêtée le 3 juillet par la loge *la Persévérance couronnée*, à Rouen. Cette loge décernera chaque année, à titre d'encouragement, à l'ouvrier de l'un ou de l'autre sexe, de la ville ou de la banlieue, qui se sera distingué par la régularité de sa conduite et son exactitude au travail, un prix de 200 fr. au moins et de 300 fr. au plus, provisoirement, qui lui sera délivré, soit en une bourse contenant cette somme, soit en un livret de pareille somme sur la caisse d'épargne, à son choix.

— La même loge a remis à son secrétaire, le frère Durand, et à son trésorier, le frère Besson, des médailles d'argent pour perpétuer le souve-

nir des longs et utiles services qu'ils ont rendus à leur atelier. Une récompense analogue a été remise au frère Lulvès, premier expert, qui avait offert libéralement à la loge une planche gravée par ses soins pour la délivrance des lettres-patentes de membres honoraires. Nous aimons à voir s'introduire dans nos ateliers l'usage des *masonic offerings*, dont la maçonnerie anglaise retire de si bons effets.

— A Bazas, la loge *les Amis de l'humanité*, constituée par le Grand-Orient, a été installée le 28 juillet par des commissaires pris dans le sein de la *Fraternité*, de Langon.

— La loge de *l'Avenir*, fondée à Bordeaux il y a quelques années par le Suprême-Conseil de France, vient de se mettre en sommeil.

ANGLETERRE. — La Grande-Loge, réunie en assemblée générale le 6 décembre 1843, a procédé à l'élection préparatoire d'un successeur au duc de Sussex en qualité de grand-maître de l'Ordre. Le choix des frères s'est fixé, pour cet office, sur la personne du comte de Zetland. Le marquis de Salisbury a été nommé député grand-maître. Mécontent de ce qu'on ne lui avait donné que le second rang, le marquis a envoyé sa démission, « comme un moyen efficace, dit-il, d'assurer la paix et l'harmonie dans la Société » ; ajoutant « qu'il n'avait nullement le dessein de s'opposer à l'élection du comte de Zetland, dont l'avènement ne pouvait, dans sa propre conviction, qu'affermir la prospérité de l'Ordre ». Le 6 mars 1844, la Grande-Loge s'est réunie de nouveau pour confirmer les élections du mois de décembre. La lettre du marquis de Salisbury a d'abord été lue et renvoyée au comité de la Grande-Loge; ensuite le comte de Zetland s'est fait remplacer au fauteuil par le colonel Tynte, grand-maître provincial de Somerset, siégeant en qualité de député grand-maître, et, accompagné des diacres et des grands stewards (experts) il a quitté l'assemblée. Alors l'élection définitive du comte de Zetland, comme grand-maître des francs-maçons d'Angleterre, a été mise aux voix et prononcée à une majorité considérable. Cette opération achevée, une députation a été envoyée près du nouveau grand-maître pour lui en faire connaître le résultat, et pour l'engager à rentrer dans le temple. De retour à sa place, le comte de Zetland a prononcé un discours dans lequel il a exprimé ses sentiments de gratitude pour l'honneur insigne qu'on lui avait accordé, et sa ferme résolution de remplir de son mieux les devoirs de grand-maître. Dans la mé-

me séance, le frère Perceval a été maintenu à l'unanimité dans son office de grand-trésorier.

— Dans le comité des vénérables, tenu aussi le 6 mars 1844, le grand-trésorier a fait connaître la situation des finances de l'Ordre. Il résulte de son rapport que les fonds de bienfaisance sont complètement épuisés, et que les fonds généraux s'élèvent à 4,000 liv. st. (100,000 fr.) en numéraire, et à 1,000 liv. st. (25,000 fr.) en bons de l'échiquier.

— Le festival au profit de l'École des fils orphelins de maçons, célébré le 13 mars, a produit un bénéfice de 500 liv. st. (12,500 fr.). Les honneurs de cette fête ont été faits par les frères B.-B. Cabbell, président de l'institution, et Shaw, président du comité des stewards. Environ cent cinquante frères étaient présents. On voit par le rapport qui a été lu par le trésorier, que la recette de l'année s'est élevée à 1,528 liv. st. (38,200 fr.), et la dépense à 1,090 liv. st. (27,250 fr.).

— Une médaille a été votée au frère Daly, par la *Loge d'émulation et de progrès*, composée de tous les vénérables de Londres, en considération des longs et utiles services rendus par ce frère à l'institution.

— Le frère Ridley, ministre du saint Évangile, a été récemment nommé grand-maître provincial par le comté d'Oxford.

— Le décès de sir John Saint-Aubyn a rendu nécessaire la nomination d'un nouveau grand-maître provincial pour le comté de Cornouailles. Le choix est tombé sur sir Charles Lemon. Cet honorable baronnet a été installé pendant la semaine de Pâques.

— On lit dans le *Sun* du 19 juillet : « M. Hodges Baily vient de terminer son modèle de la statue du feu duc de Sussex. Lorsque cette statue en marbre sera terminée, on la placera dans la grande salle des francs-maçons. Le duc, représenté dans des proportions colossales, est dans l'attitude d'un homme qui s'adresse à une assemblée. »

— Après un intervalle d'environ huit ans, une grande séance régulière de la loge provinciale de Stafford a été tenue dans Shire-Hall, pour l'installation du grand-maître provincial, le colonel Anson. Après avoir reçu une foule de visiteurs, admis plusieurs membres et s'être occupée des affaires à l'ordre du jour, la Grande-Loge a terminé sa séance dans les formes ordinaires et par une prière solennelle. A trois heures, tous les membres se sont rendus, en procession, au nombre de 150, à l'hôtel du Cygne, où un magnifique banquet avait été préparé.

— Le local de la loge de *Minerve*, à Hull, après avoir été fermé pendant quelque temps, pour subir d'importantes modifications, réparations locatives, embellissements, etc., s'est rouvert au mois de décembre dernier. Un brillant banquet a été donné à cette occasion.

— Le comte de Zetland ayant accordé des constitutions aux frères d'Axminster, pour ouvrir une loge sous le titre : *la Vertu et l'Honneur*, cette loge voulut consacrer son inauguration par une procession à l'église et un sermon prononcé par un frère appartenant au clergé. Le frère W. Tucker, président de la loge *la Sincérité et l'Unanimité*, à Taunton, nommé vénérable fondateur de la nouvelle loge, s'est adressé à M. W.-D. Cougbear, vicaire d'Axminster, pour obtenir la permission d'occuper l'église le jour de la consécration de l'atelier, afin que le grand-chapelain provincial ou quelque autre frère du clergé pût prêcher à cette occasion. Le vicaire a répondu qu'il en référerait à l'évêque ; mais l'évêque s'y est opposé par la raison « qu'il avait déjà refusé pareille autorisation au vicaire d'une autre paroisse de son diocèse, et qu'un tel précédent lui paraissait dangereux, attendu que d'autres sociétés, unies par quelque lien mystérieux, pourraient faire la même demande. » Cependant l'église de Cul-lampton, dans le même diocèse, a été ouverte tout récemment à une autre société, *the odd Fellows* (les Compagnons originaux), dont le but n'est à beaucoup près ni aussi sérieux, ni aussi respectable que celui de la maçonnerie. En annonçant ce refus au frère W. Tucker, le vicaire ajouta « que l'évêque avait agi d'après des principes généraux, sans acception de sociétés ; que ces sociétés pouvaient avoir un objet excellent, mais que l'Eglise ne devait pas les connaître. »

« C'est chose curieuse, dit le *Freemason's quarterly review*, auquel nous empruntons ces détails, que de voir, à la même époque, l'évêque catholique romain de Malte et Henry Philpott, l'évêque protestant d'Exeter, imbus des mêmes sentiments envers la maçonnerie. Le premier ne s'est probablement jamais inquiété de savoir que presque tous les souverains de l'Europe sont ou ont été francs-maçons ; le second ne se soucie nullement de différer d'opinion avec l'estimable archevêque de Cantorbéry, ancien vénérable d'une loge maçonnique. »

— Lors de la dernière fête d'ordre célébrée par la loge d'Oxford, le frère Haskins a été installé en qualité de vénérable. Pendant le banquet, il s'est levé et a exprimé sa vive satisfaction d'être

président de loge dans une ville où il est né. Il a confessé qu'il avait été autrefois très-prévenu contre la maçonnerie ; mais une aventure arrivée à l'étranger l'a convaincu de son erreur, et il voit maintenant que la franc-maçonnerie n'est pas un vain mot. Un de ses amis avait fait naufrage dans le golfe Persique avec tout son équipage : un chef arabe vint pour les piller. Son ami fit les signes maçonniques ; dès ce moment tout l'équipage fut protégé, reçut ensuite des vêtements et des secours, et on le conduisit jusqu'à Bornéo. Ce fait a décidé le frère Haskins à saisir la première occasion pour s'enrôler parmi les maçons. (*Freemason's quarterly review*.)

— La loge de *l'Arche-de-Noé*, à Bilston, possède un ancien registre, duquel il résulte que sa constitution date de 1768 et qu'elle a été fondée sous les auspices de lord vicomte Dudley et Ward, à l'époque où le duc de Beaufort était grand-maître provincial. Le fauteuil du vénérable, avec son dais en soie cramoisie, fut offert à la loge par son premier président, lord Dudley et Ward. Les bijoux sont garnis d'une manière très-curieuse, et le vieux maillet du vénérable est magnifiquement incrusté d'emblèmes en argent.

— A la fête maçonnique annuelle célébrée à Spalding, le 29 décembre dernier, la cérémonie d'installation du nouveau vénérable et de ses officiers s'est accomplie avec plus de pompe que de coutume par l'inauguration d'un orgue magnifique dont les frères de cette loge ont fait l'acquisition.

— Les frères de la loge *Nelson du Nil*, à Batley, qui a changé de local, ont célébré leur fête annuelle de Saint-Jean, le lundi 1^{er} janvier, dans leur nouvelle et commode salle de l'hôtel du Pont. Le révérend frère Senior, deuxième grand-surveillant provincial, a été installé vénérable pour l'année suivante. C'est pour la cinquième fois que ce digne frère occupe le fauteuil. Les principaux officiers de la loge font partie du clergé anglican, notamment le révérend Joseph Senior, le révérend Joseph Walker Jenkins, premier surveillant ; le révérend John Watson Hepworth, second surveillant, etc.

— A la dernière fête anniversaire de la loge de *Saint-Georges*, célébrée à North-Shields, à l'hôtel Granby, le frère John Walker Mayson, vénérable, a reçu de l'ex-vénérable Richard Medcalf, au nom de la loge, une magnifique tabatière en argent, en témoignage de reconnaissance pour ses heureux et infatigables efforts à

développer et à propager les principes et la pratique de la maçonnerie.

— Le 22 janvier, les membres de la loge de *Saint-Georges de l'Harmonie*, à Liverpool, se sont assemblés à l'hôtel d'Adelphi et ont procédé à l'installation de leur vénérable, le frère Charles Mocatta, grand porte-glaive provincial. « Le frère Mocatta nous offre un exemple de l'utilité de la franc-maçonnerie dans les cas difficiles et périlleux. Quand il se rendit dans notre pays, venant de l'Amérique du Sud, à bord de son propre vaisseau, avec tout ce qu'il possédait, il fut attaqué par un pirate. Parmi ses papiers, se trouvait un diplôme de franc-maçon que reconnut le capitaine des pirates, qui était lui-même franc-maçon, bien que franc-maçon déchu; les signes usuels ayant été échangés entre eux, le pirate engagea le frère Mocatta à se laisser prendre par ses hommes tout ce qu'ils voudraient, lui promettant de lui tout rembourser; puis il fut convenu que, pendant que le pirate naviguerait dans une direction, le négociant profiterait du crépuscule pour se diriger vers un autre point. Tout cela fut exécuté; et le frère Mocatta arriva sain et sauf en Angleterre avec toute sa fortune. » (*Freemason's quarterly review*.)

— Les frères de la loge de Chester (*Cestrian lodge*), ont tenu une assemblée à l'Hôtel-Royal pour se livrer à leurs travaux maçonniques et pour célébrer la fête annuelle de Saint-Jean. Le frère Charles Hamilton, ex-vénérable, remplaçait le vénérable absent. Vers une heure après midi, on a introduit le grand-maître provincial, vicomte Combermere, avec son noble frère le comte de Hillsborough. On s'est occupé ensuite de l'initiation de sir Watkin-William Winn, baronnet de Wynnstay et de lord A.-E. Hill, d'Hillsborough. Après les travaux maçonniques, les membres de la loge sont entrés dans la salle du banquet. Le frère Brown, secrétaire, y a lu, entre autres documents, des extraits du registre des procès-verbaux, d'où il résulte que les plus anciennes et les plus nobles familles de Chester et des environs ont fait et font encore partie de cette loge.

— Le 27 décembre dernier, les frères de la loge du *Mont-Sinaï*, à Penzance, ont célébré la fête de leur saint patron. Après s'être livrés aux travaux de la loge, les frères se sont rendus, en procession et en grand costume, à la salle du banquet, hôtel de l'Union. Le vénérable de la loge, Richard Pearce, occupait la fauteuil, et Jean Roscoria siégeait comme vice-président.

— Les compagnons de royale-arche, cha-

pitre de la *Sincérité*, à Taunton, ont tenu une assemblée le 7 février dernier. Il s'agissait de la réception de sir Charles Ochter Loney, et de plusieurs autres gentlemen du comté. Plus de cinquante membres assistaient au banquet qui suivit la séance. Un toast y fut porté notamment au capitaine Bere, arrivé tout récemment de l'Inde. Dans sa réponse, ce frère trouva l'occasion de rapporter plusieurs faits qui honorent les maçons de cette contrée, et au nombre desquels nous avons remarqué plus particulièrement celui-ci : Dans un moment où la famine sévissait avec violence parmi les naturels, la loge de Cawnpore, à laquelle appartenait le frère Bere, contribua seule au soulagement des malheureux pour la somme de 200 liv. st. (5,000 fr.).

ÉCOSSE. — Les membres de l'ancien et chevaleresque *Ordre du Temple* ont tenu leur réunion annuelle le 11 mars 1844 (jour anniversaire de l'immolation de Jacques de Molay), pour la nomination des grands-officiers. Voici la liste des nouveaux élus dans l'Ordre : L'amiral sir David Milne, vénérable; Alexandre Deuchar, ex-grand-maître; le comte de Dalhousie, sénéchal; William E. Aytoun, précepteur; le capitaine W.-B. Callendor, de Preston-Hall, constable et maréchal; Jacques Graham de Leitchtown, amiral; Jean Gordon de Cairnbulg, hospitalier; lord Glenlyon, chancelier; Veitch Sinclair, trésorier; J.-L. Woodman, enregistreur et primat; le vénérable de Strathallan, prévôt; sir David Dundas, baronnet de Dunira, porteur du baucéant; J. Whyte Melville de Bennoch, etc., porteur de l'étendard de guerre (*vezillum belli*); le colonel Kinloch de Kilrie, chambellan; archid. D. Campbell, intendant; W.-A. Lawrie, et le capitaine Ferguson, de la cavalerie de Bengale, aides-de-camp nommés par le vénérable.

— A North-Berwick, les frères de la loge de *Saint-Baldred* ont invité les dames de cette ville et leurs amis à un bal maçonnique. Environ deux cents ladies et gentlemen assistaient à ce bal.

— L'assemblée générale annuelle de la loge de *Charlestown*, d'Aboyne, a eu lieu le 27 décembre 1843, jour de la St-Jean. Les officiers ont été immédiatement élus dans les formes voulues. Ce sont : président, le marquis de Huntly; vénérable, le comte d'Aboyne; vénérables honoraires, les frères C. C. Cavendish et lord J.-T.-G. Hallyburton.

— Le 12 février 1844, les membres de la loge de *Frazer*, à Strichen, ont présenté à leur vénérable Charles Dalziel une belle tabatière

en argent, ornée d'inscriptions maçonniques.

IRLANDE. — Le *Freemason's quarterly review* nous révèle l'existence d'un schisme violent entre un corps de création récente, appelé le *Grand-Chapter*, et le chapitre primitif, dit des *Princes maçons*. Il s'agirait, autant que nous en pouvons juger par les termes assez obscurs de l'article que nous avons sous les yeux, d'une question de suprématie et de domination maçonnique. Nouvel exemple du fâcheux esprit que les hauts grades ont introduit dans une société qui repose sur la base de l'égalité fraternelle ! A cette occasion, il a été demandé à la Grande-Loge de Dublin si elle a le droit de s'occuper d'objets incompatibles avec sa constitution, qui ne lui donne d'autorité que sur les trois grades symboliques. Elle a répondu par une décision portant que « Toute assemblée maçonnique en Irlande, sous quelque dénomination et de quelque grade que ce soit, sera déclarée illégale, si elle n'a obtenu des constitutions (*a warrant*) du grand-maître, le duc de Leinster. » Il paraîtrait que les chapitres qui se trouvent compris dans l'anathème auraient sollicité les constitutions exigées, et que cette sanction leur aurait été refusée, malgré le désir manifesté par le duc de Leinster qu'on fit droit à leur requête. Par suite, des séances orageuses ont eu lieu dans la Grande-Loge ; les papiers publics se sont même occupés de ces débats ; et rien ne permet encore de prévoir la fin de l'irritation qui anime les deux partis, au grand détriment de la maçonnerie irlandaise.

— Les membres de la loge *Saint-Patrick*, à Dublin, ont résolu à l'unanimité de faire faire le portrait du secrétaire et ancien vénérable, le frère George Boldwin, en costume de maçon, et d'en décorer les murs de la salle des séances, en témoignage de la gratitude de l'atelier pour les services sans nombre que ce frère lui a rendus.

— Les frères de Mountmelick (*Queen's county*), ont inauguré leur nouvelle loge le 28 février dernier. Elle porte le nom de loge de l'*Émeraude*. Le frère George-B. Owens a été nommé vénérable, et les frères James Sheane et Marcus Magrath, premier et deuxième surveillant. L'inauguration a été suivie d'un banquet et d'une collecte en faveur de la société des jeunes orphelins d'Irlande.

— Un grand bal maçonnique a été donné, le 16 février dernier, à *philosophical buildings*, à Limerick. Cette fête a surpassé en splendeur et en magnificence tout ce qu'on avait vu en ce genre. Le produit du bal était destiné à un acte de charité en faveur de l'hospice de Barrington

et de l'infirmerie de la ville, établissement particulièrement consacré aux pauvres malades de Limerick. La cour avait été transformée en un vaste portique orné de verdure et brillamment illuminé au gaz. Le vestibule de la salle de bal offrait aux regards un magnifique transparent représentant les divers grades maçonniques. L'escalier qui conduisait à la salle de rafraîchissements avait été métamorphosé en un berceau de fantaisie chargé de fleurs et rempli des plus délicieux parfums. La salle de bal présentait un coup d'œil vraiment imposant. Les murs étaient couverts de guirlandes de verdure et de bouquets de fleurs groupés de la manière la plus ingénieuse, et entremêlés de drapeaux, bustes et insignes maçonniques ; au centre de la galerie, au milieu de plusieurs tableaux et peintures de circonstance, se trouvait une gravure superbe représentant le duc de Sussex, alors grand-maître de la maçonnerie. Environ cinq cents personnes assistaient à cette fête. On y remarquait tous les officiers de la garnison et des garnisons environnantes, les officiers de la marine royale, l'élite de la ville et du comté, les notabilités des comtés de Clare, de Cork, de Kerry et de Tipperari, tous en costume de maçons (1).

LITTÉRATURE.

KAOLIN.

I.

On sourit aujourd'hui avec le haut dédain de la supériorité, quand on se reporte aux temps où l'on aimait mieux mourir dans d'atroces tortures que de trahir un secret mis sous la sauvegarde du serment. Serments et secrets nous paraissent, en 1844, des choses aussi passées, aussi décrépites que la magie blanche, les terreurs du diable et les rêves de l'alchimie. On consent bien encore un peu à garder un secret, mais c'est à la condition qu'il ne sera pas très-important et qu'il ne faudra pas le porter toute la vie ; et si d'aventure l'on prête un serment, il est tacitement convenu qu'il n'arrivera rien de fâcheux à celui qui, une heure après, le violera. Funeste relâchement de mœurs ! Car, qu'on y songe, sans le secret, qui est la serrure de l'âme, et sans le serment, qui est le verrou des lèvres, rien ne demeure dans l'homme ; tout s'en échappe comme

(1) L'abondance des matières nous oblige à renvoyer au prochain numéro le reste des nouvelles qui nous sont parvenues.

une vaine fumée, quand la confiance ainsi méprisée ne se change pas aussitôt en délation. Cependant la société, toute positive qu'elle est ou qu'elle veut être, est soutenue, plus qu'elle ne le croit, par le double appui du secret et du serment. Ce sont les deux rangées de côtes où s'enferme son cœur. Retirez le serment, la justice s'écroule : c'est sa base ; ôtez le secret, le poignard va décimer les familles. Les très-honnêtes gens et les très-grands voleurs sont seuls à comprendre aujourd'hui toute l'immense efficacité du secret et du serment, par la raison qu'en bien ou en mal la discrétion et la fidélité dans les engagements contractés sont la seule force qui soit restée sur la terre.

Ce n'est pas avec cette légèreté qu'on acceptait autrefois le poids d'un secret, et il n'arrivait presque jamais qu'on le violât. Quand on n'était pas retenu par le frein de la religion, circonstance fort rare, on avait peur de la vengeance des hommes. Un secret marchait toujours entre la voûte brûlante de l'enfer et la lame glacée d'un poignard ; entre le feu et le sang. Il fallait cela dans un temps où le secret était dans tout ; dans la vie publique et dans la vie privée ; dans un temps où gouverner les hommes était un secret, et un secret si caché, si terrible, que Machiavel, le premier qui osa le révéler, dans un livre fameux, vit plusieurs fois sa vie menacée.

Quelle science n'était pas un secret ! L'astronomie reposait moins sur l'observation du ciel que sur des formules secrètes ; on étudiait la marche des astres afin de pouvoir dire aux hommes avides de merveilleux combien ils avaient d'heures fatales ou heureuses à vivre. La chimie n'était pas, comme de nos jours, la science de la composition et de la décomposition des corps, mais celle qui devait conduire à la découverte des trésors. Les arts mêmes, à un degré élevé, n'étaient que la propriété de quelques-uns, qui les léguaient à leurs fils. Les corporations gardaient les préceptes essentiels de la profession, et se juraient par ce qu'il y avait de plus saint et de plus terrible de ne jamais les divulguer. Ainsi les maîtres mosaïstes, les maîtres verriers, les maîtres architectes, les maîtres doreurs, les fabricants d'étoffes de soie, de rubans, étaient tous les dépositaires du secret de leur supériorité, qu'ils ne transmettaient jamais aux ouvriers des autres professions, encore moins aux ouvriers des autres nations, qu'ils ne se communiquaient même entre eux que par la voie mystérieuse de l'initiation, graduellement et à mesure que le membre s'en rendait digne.

Quant au violateur d'un secret, on le trouvait un beau jour assassiné dans son lit, ou noyé au fond de quelque rivière, à moins qu'il ne mourût sur-le-champ comme frappé d'apoplexie.

Au nombre des arts dont la condition d'existence était le secret le plus profond, il faut mettre celui qui, moins que tout autre, pouvait se passer d'une rigoureuse, d'une impénétrable discrétion, l'art de fabriquer la porcelaine ; art divin, car il émane le plus directement, à notre avis, de l'intelligence suprême ; art difficile, effrayant par les combinaisons diverses qu'il exige de la main délicate de l'homme ; art charmant, parce qu'il atteint à la perfection idéale de la forme et ravit les yeux comme un produit naturel, comme une belle fleur, un beau fruit ; art vraiment royal, car les rois seuls sont assez riches pour acheter ses œuvres ; art populaire, car il exige toute la puissante imagination jointe à toute la fatigue, à toute la patience qu'on ne trouve que chez le peuple.

Il est hors de doute que les Portugais furent les premiers peuples de l'Europe qui, poussés en Chine par les efforts d'une navigation hardie, sans rivale au seizième et au dix-septième siècle, en rapportèrent ces vases d'une argile légère, transparente, peinte au feu et façonnée par cet élément qui, jusque alors, ne semblait être qu'un agent destructeur. Ils découvrirent un goût et le révélèrent à l'Europe qui se prosterna avec vénération devant ce produit éclatant, mystérieux, d'un autre hémisphère. Ni les Phéniciens, ni les Étrusques si vantés ; ni les Égyptiens, les pères de la céramique ; ni les Grecs, les maîtres en tout ; ni les Romains, eux, si ingénieux, si habiles dans l'exécution des fantaisies domestiques, n'avaient connu cet art de solidifier ainsi l'argile et de lui donner tant d'éclat malgré tant d'uniformité, tant de transparence et tant de solidité. Les savants qui examinent, les artistes qui s'exaltent, les physiciens qui expliquent et les alchimistes qui creusent, s'interrogèrent d'un bout de l'Europe à l'autre pour se rendre compte de ce phénomène qui venait demander une place entre les magnifiques verrières du moyen-âge et les merveilleuses faïences de Bernard de Palissy.

De l'admiration unanime on passa au désir universel de créer de pareils ouvrages, et l'on se mit à l'œuvre avec la même ardeur que s'il se fût encore agi de faire de l'or ; avec plus d'ardeur, s'il est possible, car ces prodiges, après tout, n'étaient pas le produit du hasard, un fruit mystérieux conçu comme l'or dans les entrailles de la terre ; des hommes les avaient réalisés ; ils étaient le

luxueuse, une des richesses commerciales de ces hommes traités naguères de barbares.

Pour parvenir à connaître les substances à l'aide desquelles ces étonnantes porcelaines étaient composées, on les brisa, on les soumit à l'action du feu, à la dent des acides, on les pulvérisa, et quand, par une laborieuse analyse, on crut tenir la clé de leur formation, on tenta alors d'en faire de semblables. On fit tout autre chose, on fit beaucoup de choses, mais rien ne fut exactement la reproduction de cette admirable pâte qui ressemblait à de la neige durcie, fixée, et qui a retenu dans son enveloppe laiteuse toutes les splendeurs du soleil. On s'avoua vaincu. Les soufflets cessèrent de gémir, les fourneaux s'éteignirent, le génie découragé laissa tomber ses ailes.

On croyait la défaite à jamais accomplie ; car on savait que la Chine, plus mystérieuse encore que l'Égypte, laquelle ne nous a jamais confié même sa langue, que la Chine, cette nation fine, rusée, avare, soupçonneuse, entourée de défiance, ne lâcherait jamais le secret de sa composition.

II.

Tout-à-coup, et quand on n'espérait plus, il se fit un miracle, — et peut-être le mot est trop faible, — dans une ville de l'Allemagne. On vit sortir de la Saxe, d'un village près de Dresde, ces porcelaines qu'on avait si justement renoncé à reproduire et à imiter. Le succès n'était ni contestable, ni douteux. Le monde des arts salua d'une acclamation générale ce Messie de l'industrie humaine. La Saxe, à force de tourmenter la terre et le feu, à force de tamiser des rochers, du spath, à force de combiner sans relâche des sels avec des métaux, avait vu sortir de la gueule ardente du four ces vases blancs et dorés, ces coupes diaphanes, ces tasses aériennes, ces groupes délicats, qui allèrent aussitôt se placer sur le guéridon des rois, sur la table des reines, sur la cheminée des riches et des heureux de la terre.

Du moment où la Saxe eut résolu le miracle de fabriquer la porcelaine, elle se hâta de tirer le rideau, de fermer la porte sur le théâtre où il s'était manifesté. Aucun regard ne devait surprendre la difficile création. Les ouvriers saxons furent anoblis, et l'on arrêta que ceux qui seraient successivement appelés à travailler de leurs mains à perpétuer ces sublimes ouvrages, ne le seraient que par le choix des chefs, l'approbation des maîtres, et qu'ils ne connaîtraient jamais qu'une partie de l'arcane. Les grands-

maîtres seuls le posséderaient tout entier.

Si les Chinois, peuple perdu aux confins du monde, éveillèrent l'envie des Européens jaloux de connaître leur secret, de quelle envie plus grande ceux-ci ne furent-ils pas tourmentés quand ce secret se rapprocha d'eux, vint même au milieu d'eux se confier à un peuple qui y vit sa gloire et sa fortune. Et il eut grandement raison. Que serait aujourd'hui la Saxe sans sa porcelaine ? Quel roi de Saxe lutterait jamais de célébrité avec les théières de son royaume ? Cette jalousie semait d'éternels périls autour de la fameuse découverte, près à chaque instant d'être connue par des espions adroits, pas assez pourtant pour échapper aux cachots et à la torture dès qu'on les arrêtait. Tous furent arrêtés, tous payèrent de leur liberté ou de leur vie leur téméraire entreprise. Elle était folle. La nation saxonne soutenait avec orgueil cet établissement ; les ouvriers qui y travaillaient jouissaient de beaux privilèges ; et d'ailleurs, comme nous venons de le dire, aucun d'eux ne possédait tout entier le secret de la fabrication. En séduire un après une décourageante lenteur de temps, ce n'était là qu'un bien faible avantage ; il restait encore à connaître huit ou dix autres procédés disséminés dans autant de cœurs fermés par les portes de bronze du serment.

Il arriva même très-souvent que les ouvriers, sans recourir à la voie judiciaire, jetèrent dans le four à cuire la porcelaine ceux qui venaient voler les procédés de fabrication.

Depuis soixante ans environ, la manufacture de Meissen, la plus célèbre de toutes celles de la Saxe, fonctionnait avec gloire et profit sans que la France, l'Angleterre, ni la Russie eussent produit autre chose que de pâles contrefaçons des porcelaines allemandes. Cette infériorité semblait même ne devoir jamais finir.

Au nombre des maîtres dans la matière, à la tête de ceux qui avaient assisté en Saxe à l'aurore de la nouvelle industrie, qui l'avaient formée, conduite au sommet glorieux qu'elle occupait, on citait le vieux Diétrich, chimiste saxon, alors âgé de près de quatre-vingts ans. On n'était pas chimiste alors sans passer un peu pour magicien. Diétrich offrait par son genre de vie tous les caractères des hommes voués à la magie. D'abord, son grand âge, sa figure cachée sous une longue barbe blanche, accréditaient une opinion qu'aggravait encore sa perpétuelle réclusion. Il ne sortait jamais. Tous les progrès qu'il avait fait faire, soit à la cuisson de la pâte, soit à la blancheur de

l'émail, soit à la variété et à la vivacité des couleurs, avaient été médités dans l'angle de son cabinet, à deux pas des fourneaux sur lesquels grondait jour et nuit la matière en fusion des creusets. Parfois, la nuit, les mille petits vitraux losangés de son laboratoire, s'allumant à la fois, prenaient une teinte étincelante, bleue ou rouge, verte ou jaune, qui illuminait tout le quartier.

On laissait Diétrich tranquille ; on n'osait pas trop lui demander compte de ses nuits et de ses occupations, parce qu'on savait de quelle utilité il avait été et il était encore chaque jour à la fabrication de la porcelaine. C'était assurément un sorcier, mais un sorcier honnête et respectable. Cependant, dans sa maison, où il ne recevait d'ailleurs personne, personne n'eût osé mettre le pied. Bâtie dans le plus vieux quartier de la ville, elle était isolée comme si les autres maisons avaient eu peur du voisinage. Elle était noire et ridée comme une sybille ; elle était mal percée. Ici une croisée étroite, longue ; là un œil-de-bœuf ; là un balcon, dont la balustrade amincie, rouillée et rongée, branlait, comme une vieille dent, dans le mur, sa gencive. Des gens assuraient que la maison de Diétrich changeait parfois de place, mais c'était une calomnie. La vérité est seulement qu'elle était splendidement meublée et qu'il en sortait parfois des airs de musique délicieux et des parfums dont la suavité ravissait les femmes les plus coquettes de la ville.

Oh ! comme on désirait savoir ce qu'elle renfermait ! « On en verra d'étranges là-dedans, quand le vieux Diétrich sera mort ! — On ne verra rien, disaient d'autres ; il a depuis dix ans légué son cabinet au grand-électeur. — Erreur ! Il ne lui en a légué que les clés, avec prière de recommander à ses successeurs de ne l'ouvrir que dans deux cents ans. »

C'est à cette époque, où on le calomniait tant, que Diétrich fabriqua la fameuse tasse appelée *la Frédérique*, dont on offrit jusqu'à cent mille écus, et dont nous avons nous-même si amoureusement écrit l'immortelle histoire dans la *Revue de Paris*, il y a peu d'années. Diétrich a fait *la Frédérique*, comme Homère a fait *l'Illiade*, Raphaël *la Transfiguration*. Ne nous arrêtons pas à décider entre ces trois grands hommes.

III.

Or, il vint aussi en Saxe, à cette époque, un Italien fort habile dans tous les arts : un peu peintre, bon musicien, mécanicien habile, excel-

lent graveur même, il avait enfin plus d'un trait de ressemblance avec son compatriote, le célèbre Benvenuto Cellini. Il était, comme lui, très-fort spadassin, très-amoureux de toutes les femmes, et superstitieux, par dessus cela, comme tous ceux qui ont un côté violent et un côté faible. Malheureusement pour lui et pour les autres, il était fort joli homme, ce qui l'obligeait à perdre une grande partie de son temps en fêtes et en duels. Quand il eut assez dépensé d'argent et de loisirs auprès des femmes de la Saxe, il chercha dans son esprit industriel de quoi se relever. Il se présenta comme ouvrier à la manufacture de porcelaine. Étranger, il fut repoussé. Il ne se découragea pas. Il dit aux grands-maîtres de la manufacture qu'il était décidé, pour lever tout obstacle, à se faire naturaliser Saxon. Nouveau refus. Quand il les eut lassés de toutes les manières, il leur dit que, puisqu'il en était ainsi, puisqu'il ne pouvait pas parvenir à vaincre leurs répugnances, il porterait son perfectionnement ailleurs. « Un perfectionnement ! dirent les grands-maîtres. Et quel est-il ? — Vous croyez, leur répliqua-t-il, qu'il n'y a plus rien à faire dans le bel art de fabriquer la porcelaine ? vous vous trompez. Si vous voulez m'admettre au nombre des ouvriers, pour avoir le droit plus tard d'être maître, je vous montrerai un genre de vase dont vous n'avez aucune idée, qui fera une révolution dans votre art, j'oserais dire, si je ne l'avais inventé. »

Ceci tint en grande considération les grands-maîtres ; ils prirent un délai, afin de consulter leur oracle, le grand Diétrich. « Mon avis, leur répondit Diétrich après les avoir écoutés, est que vous repoussiez les propositions de cet étranger. Contentez-vous des succès que vous avez eus, de la position acquise, et ne cherchez pas à aller au-delà... — Mais... — Les mais, dit le vieillard, ne sont pas de mon âge ; je n'ai pas de temps à leur donner. La voulez-vous plus catégorique ? voici ma réponse : Brûlez plutôt toutes vos fabriques, brisez, anéantissez plutôt toutes vos porcelaines, — Diétrich pleurait en parlant ainsi, — que d'admettre un étranger dans vos rangs. »

L'avis de Diétrich fut traité de sévère, d'injuste ; bref, on ne fut pas d'avis de le suivre. L'Italien fut admis à montrer le perfectionnement qu'il prétendait apporter à la sublime industrie. Alors celui-ci découvrit un vase en terre cuite, de deux pieds de haut, un modèle enfin, orné de mille petites guirlandes de fleurs en

relief qui s'enroulaient aux anses, caressaient le goulot, enchaînaient le pied et boutonnaient partout avec une grâce si jolie, si fraîche, si poétique, que les maîtres dirent : « Si après avoir exécuté ce modèle avec notre pâte, et l'avoir exposé au feu, il sort tel quel, aussi beau qu'il est là, l'art aura réellement dépassé toutes les bornes.

— Essayez ! leur dit l'artiste italien, et qu'ensuite on me récompense en m'admettant comme simple ouvrier dans la fabrique. » On passa immédiatement à l'épreuve. Le nouveau modèle en sortit à la gloire de son inventeur. Ce fut un prodige. L'électeur de Saxe, auquel il fut présenté, sanctionna le chef-d'œuvre par ses éloges. N'était-il pas cruel, en vérité, de rejeter un si habile artiste ? Pour avoir aussi l'assentiment de Diétrich, car on y tenait singulièrement, on lui porta le vase inventé par l'Italien : ce vase que relevaient de si ravissantes nouveautés, qui créait réellement la porcelaine fleurie, celle qui, depuis, n'a eu de rivale en ce genre que dans la porcelaine de Sèvres. « Oui, c'est beau ! c'est neuf ! c'est admirable ! s'écria Diétrich, trop grand artiste pour se montrer envieux ; mais, ajouta-t-il, mon avis est toujours qu'il vaut mieux incendier vos manufactures jusqu'à la dernière, que de permettre à cet étranger d'y pénétrer. »

L'Italien se montra bon compagnon et excellent ouvrier, quoiqu'il n'eût pas, une fois le travail de la journée fini, une conduite très-régulière. Il dépensait l'argent en parties de plaisirs ou en achat de costumes brillants, aimant à la fureur les belles soieries de Florence, les riches dentelles des Pays-Bas. Il portait la rapière en maître d'armes et le chapeau en duelliste. Sa longue plume bleue faisait les délices des jeunes filles. Elle était jetée d'une incroyable manière, si pittoresquement qu'après avoir caressé son oreille, effleuré sa moustache et rampé sur son manteau, elle allait on ne sait où, triomphante et pleine d'ondulations et de caprices. Il était tout pincé, tout galant, tout musqué, pointu, léger, fier, lançant à droite l'œilade amoureuse, à gauche le défi du bretteur. Enfin, il était joli comme un Italien, galant comme un Italien, rusé comme un Italien, propre à servir toutes les passions des autres, pourvu qu'on donnât pleine et entière satisfaction aux siennes ; bref, un véritable Italien.

On ne s'étonnera pas s'il obtint de connaître en peu de temps tous les secrets de la profession pour arriver aux plus élevés, à ceux qu'on ne confiait qu'aux maîtres dans l'art de la fabrication

de la porcelaine. Il sut à quel degré il importe d'élever la chaleur du four, le temps que doit y rester l'argile pour durcir sans se briser, la couleur pour n'être ni trop pâle, ni trop vive ; l'or pour ne pas s'évaporer ou devenir rouge. Il apprit aussi quels sels, quels minéraux on employait pour former les couleurs, les nuances, les fonds. Enfin, il sut tout et il retint tout malgré l'apparente frivolité de sa vie et de ses mœurs. Comme il était infiniment habile, il n'apprenait rien qu'il ne le perfectionnât aussitôt, considération immense à la faveur de laquelle il dut son rapide avancement et le joli surnom de Kaolin, nom de la terre qui entre en si forte proportion dans la composition de la porcelaine.

Une difficulté l'attendait, une difficulté que, du reste, il avait prévue, à laquelle, malgré sa légèreté, il n'avait cessé de songer.

Chaque maître n'avait pu lui donner que son secret ; en sorte que lorsqu'il arriva à celui qui avait le secret le plus important, celui sans lequel les autres n'étaient à peu près rien, le secret de former la pâte même qui devient au feu de la porcelaine, il fut arrêté. Ce secret, c'est le vieux Diétrich qui le gardait dans ses lèvres à demi-fermées par la mort, et entre les plis de bronze de son front. Comment l'obtenir de Diétrich, lui qui avait en si grande horreur les étrangers, lui qui s'était si ouvertement prononcé contre l'admission de Kaolin ?

Le rusé Italien se prit à penser gravement ; et quand un Italien pensait alors, c'était toujours à mal. Sa majesté, sa frivolité, ne se dérangeait pas à moins.

Or, pendant qu'il pensait au milieu de la nuit, et d'une nuit d'orage, les yeux fixés sur la sombre maison de Diétrich, voici l'avis que recevait le vieil alchimiste de la part de l'un de ses espions, car la société en avait partout afin d'être tenue au courant de ce qui se tramait contre elle et contre l'impénétrabilité de ses opérations.

IV.

Paris.

« Cher et vénéré maître,

« Soyez en garde ! plus que jamais soyez en « garde ! Je sais, sans pouvoir préciser au juste « les détails de ma révélation, que la France « vient de promettre à celui qui parviendra à « connaître notre secret, l'anoblissement pour « lui et ses descendants, un million de récom- « pense, la direction d'une manufacture royale « de porcelaine, le droit de monter dans les car-

• rosses du roi, et d'autres privilèges non moins
• grands. On dit qu'un homme s'est présenté,
• qu'introduit au milieu de nous, il est déjà maître de la plupart de nos mystérieuses recettes
• pour fabriquer la porcelaine. Je ne crois pas
• tout-à-fait à cette dernière partie de mes assertions. Mais la première est certaine. La
• France a promis les richesses et les avantages
• que j'ai mentionnés à celui qui, dérochant nos
• procédés, les portera chez elle et les appliquera
• au profit de sa gloire nationale. Vous êtes pré-
• venu. Soyez donc en garde, cher et vénéré
• maître, et communiquez nos craintes à nos frères du four et de la flamme.

« Je baise avec onction votre
« noble barbe. HANS. »

V.

Kaolin se disait, dans son manteau couleur de muraille : « Si j'étais la lumière, je traverserais ce carreau et j'irais fureter dans tous les recoins du laboratoire du vieux Diétrich pour lui voler son secret : si j'étais un oiseau du ciel, je descendrais par le long goulot de cette cheminée et je verrais ce qui bout dans ses creusets ; si j'étais un voleur, je contreferais la clé de sa porte et je m'introduirais la nuit chez lui... Puisque je ne puis être ni oiseau, ni rayon, se dit Kaolin en gommant ses moustaches avec ses lèvres et ses doigts, je serai voleur. » Et ayant adopté cette résolution, il s'approcha entre deux éclairs de la vieille porte de la vieille maison, et avec de la cire il prit l'empreinte de l'antique serrure, façonnée en gueule de requin.

La nuit suivante, les habitants du quartier furent frappés, vers minuit, de l'éclat d'une lumière verte et dorée qui, sortie de la maison de Diétrich, monta au ciel et y forma un dôme resplendissant. Un instant après on vit s'élever sous ce dôme de petites sphères lumineuses et en sortir des gerbes pétillantes d'étoiles. Ce fut un spectacle absolument semblable à celui de nos feux d'artifice ; mais la chose était alors un phénomène des plus rares, un prodige qui tenait de la magie.

Dans l'espace de quelques jours, Kaolin eut fabriqué une clé pour la serrure de la grande porte de la maison de Diétrich. Quand la nuit fut très-avancée, il alla essayer sa clé. Elle allait parfaitement ; il entra dans le vestibule, dégacha la lanterne sourde cachée sous son manteau et monta le vaste escalier par où l'on arrivait au laboratoire de Diétrich, mais où l'on ne parvenait toutefois

qu'après avoir franchi trois longues galeries donnant obliquement l'une dans l'autre.

L'entrée de la première, celle où Kaolin était arrivé, se trouvait fermée par une porte de fer, semée de gros clous de cuivre, bardée en croix de bandes d'acier : c'était une cuirasse. Nulle part de trace de serrure. Kaolin se trouva fort embarrassé. Vainement examina-t-il de tous côtés ce système de porte afin de trouver le ressort à faire mouvoir pour ouvrir. On eût dit un chat aux prises avec la glace d'un miroir. Il échoua. Les clous restèrent des clous, les bandes restèrent des bandes ; rien ne céda à la pression. Alors Kaolin répéta son refrain favori, mais avec une variante : « Si j'étais rayon !... eh bien ! si j'étais rayon, se répondit-il, je ne traverserais pas ce rempart de fer... Mais si j'étais oiseau ! pas davantage..... pas même si j'étais fumée.... Si j'étais voleur !... mais je le suis ! Que faudrait-il être donc !... que faudrait-il faire ! Je le sais, se dit-il en voilant de nouveau sa lanterne, en redescendant l'escalier, en se rendant chez lui après avoir laissé entrebâillée la porte de la maison de Diétrich.

Une heure après il rentrait encore chez l'alchimiste et se retrouvait face à face avec l'impitoyable porte de fer. Sûr de n'être pas dérangé dans son opération qui, du reste, fut très-rapide, il couvrit d'un vernis incolore, par conséquent presque invisible, toute la surface de la porte de fer, l'étendit avec soin sur les clous et sur les barres, sur l'acier aussi bien que sur le cuivre, et lorsqu'il fut convaincu qu'il n'avait oublié aucune surface ni aucune aspérité, il attendit le premier résultat de ce travail, c'est-à-dire que le vernis fût sec. Dix minutes de patience suffirent. Kaolin vérifia ensuite la porte : tout fut trouvé à merveille. Il partit.

L'illumination produite par les effets magiques ou non de Diétrich exerça beaucoup les imaginations et les langues, qui sont le clavier de l'imagination. Chacun expliqua à sa manière le phénomène aperçu dans le ciel.

Les uns dirent : Diétrich s'est marié une dernière fois, car il l'avait été trois fois, et l'on prétendait qu'il avait successivement tué ses trois femmes pour qu'elles ne dévoilassent pas quelque opération dont elles avaient surpris le mystère.

Les autres prétendirent que c'était sa fête ; d'autres, qu'il avait reçu la visite du diable ; d'autres, et c'était le plus grand nombre, qu'il était mort.

Rien de tout cela n'était vrai, comme on va le voir.

VI.

Kaolin, malgré son impatience, laissa s'écouler quelques jours avant de pénétrer encore dans la maison de Diétrich, sachant qu'il n'en sortait pas souvent. Il était indispensable que le chimiste ouvrît et fermât au moins une fois la porte de fer pour que le piège que lui avait tendu l'artiste, avide de lui voler son secret, eût le résultat prémédité.

Quand il jugea opportun de vérifier ce résultat, Kaolin attendit la nuit et s'introduisit de la même manière que les fois précédentes dans la maison du vieux chimiste. Sa fausse clé lui ouvrit la porte de la rue et sa lanterne l'éclaira jusqu'à la terrible porte. Il en approche la lumière et il voit alors ce que lui seul pouvait découvrir, l'empreinte à peine marquée de deux mains sur le vernis délicat dont il avait légèrement oint la surface métallique. La place où elles avaient posé, où elles s'étaient arrêtées pour toucher deux têtes de clous distantes l'une de l'autre, était pour ainsi dire écrite. A cet endroit, le vernis avait disparu. Kaolin répéta, sur cette double indication, le même mouvement, et à l'instant la porte s'ouvrit comme un livre. Il était alors une heure après minuit. Kaolin diminua la clarté de sa lanterne, tira son épée qu'il tint dans sa main droite, et il alla devant lui.

Après avoir franchi les trois galeries qu'il avait à parcourir, il se trouva dans le laboratoire du chimiste : une immense salle, pleine du haut en bas, partout, de cornues, de chaudrons, de fourneaux, de creusets, d'étagères couvertes de métaux et de minéraux, enfin de ces mille et mille objets qui étaient autrefois la terreur du peuple et la condamnation des savants, et qui ne sont plus aujourd'hui que l'ornement pacifique d'un cabinet de chimiste.

Le cœur de Kaolin n'était pas sans ressentir quelque émotion. Vainement chercha-t-il, dans ce chaos de choses, celle qu'il souhaitait avec tant d'ardeur, il ne lui fut pas possible de la soupçonner seulement. Quand il les aurait volées jusqu'à la dernière, il n'eût été guère plus avancé. Le secret des grands hommes est dans le laboratoire de leur cerveau. Quand on eut coupé la tête du célèbre Lavoisier, qui ne demandait à ses bourreaux que quelques heures d'existence pour laisser à la France une admirable découverte en chimie, on ne trouva, dans son laboratoire, qu'un tronçon de plume et une écritoire à demi desséchée.

Au moment de renoncer à aller plus loin, Kaolin fut arrêté par une portière de vieux lam-pas orange, faufilee de gros fils d'argent. Il la souleva avec précaution — il faisait tout avec précaution — et il aperçut, dans une espèce d'oratoire, à quelques pas de lui, éclairés par une lampe en vermeil suspendue au plafond, le vieux Diétrich et près de lui une jeune fille qui paraissait achever une lecture.

VII.

Kaolin laissa tomber sans bruit le pan de lam-pas qu'il avait doucement soulevé, ne se ménageant qu'une faible ouverture pour voir et pour entendre. Qu'on imagine s'il désirait savoir ce qu'était cette jeune fille, blonde comme l'or qui entre dans le creuset de l'alchimiste, souple et vive comme un serpent, mais ayant parfois, ainsi que le serpent, le regard fixe, doux et rêveur. Elle était parée comme pour la noce ou pour le bal. Sa robe de satin blanc moiré était retenue à la ceinture par une grosse cordelière d'or tressée en forme de cep de vigne, le long duquel s'épanouissaient des petites feuilles formées par des émeraudes. Ses bras étaient nus jusqu'aux coudes où s'arrêtaient, flottantes et parées, les manches béantes de son corsage de velours rose. Ses cheveux pleuvaient en boucles tout autour de sa tête, ruisselaient sur son cou, se partageaient sur son front pour qu'on le vit, pour qu'on l'aimât, pour qu'on l'admirât. Mais personne n'était là pour voir, pour aimer, pour admirer Genovefa.

C'est le nom que lui donna Diétrich, tandis que Kaolin écoutait et se disait : « Par tous les saints du paradis ! serait-ce sa maîtresse ! mais c'est impossible. Sa femme ! encore plus impossible. Sa fille ! bien plus impossible ! !

— Mais, ma fille !... reprit Diétrich.

— C'est sa fille. Il l'a eue bien tard... Un alchimiste se permet tant de miracles !

— Ma fille, ne t'emporte pas ainsi... tu es trop vive... Il prit les deux petites mains de Genovefa et les emprisonna dans les siennes.

— Tu veux voir le monde, dis-tu ?

— Parce que je ne l'ai jamais vu, mon père.

— Si tu savais ce que c'est !

— Mais enfin, je le connaîtrais...

— Tu connaîtrais le mensonge, la trahison, l'impiété... D'ailleurs, que te manque-t-il ici ? Depuis que tu as l'âge des désirs, ai-je laissé passer un seul jour sans te causer quelque surprise !...

— Non, mon père, dit Genovefa en regardant tendrement Diétrich.

— A quoi ai-je employé la vaste science qui me fait accuser de magie par le peuple ! A te ravir l'âme, l'esprit, les sens ; à te donner, à te prodiguer ce que les autres femmes consomment leur vie à désirer.

— Qu'elle est belle ! disait Kaolin.

— Elles souhaitent de riches étoffes. Vois celles que j'ai inventées pour toi, dit le vieillard en désignant une table où se déroulaient en nappes les plus éblouissantes soieries ; vois la robe que tu as sur toi ! quelle reine en porte de pareille ?

— C'est vrai, mon père, et grondez-moi bien fort. Mais...

— J'ai cherché dans le calice des fleurs rares, inconnues, des huiles et des parfums pour embellir ta toilette. Tes bijoux sont de l'or le plus fin et du diamant le plus pur. Notre jardin est un paradis. Quelle plante n'ai-je pas envoyé chercher dans d'autres climats ? Quels oiseaux mélodieux n'ai-je pas attirés pour enchanter tes promenades nocturnes ? Je t'ai inspiré le goût des arts. Connais-tu de plus intéressante galerie de peinture que la nôtre ? Quels concerts valent ceux que j'ai créés pour toi, avec des instruments imaginés pour toi ! L'autre jour encore, car chaque jour je me suis engagé à te causer une surprise qui ne fût pas celle de la veille, je t'ai donné le spectacle d'un ciel embrasé par une pluie d'étoiles. Bientôt, demain peut-être, je te ferai une surprise plus étonnante encore que celle-là, que toutes les autres.

— Vraiment !

— Oui, ma fille.

— Que je vous remercie, cher père !

— Qu'elle est belle ! murmurait Kaolin, qui aurait donné tous les États du grand-duc, son souverain, pour tenir dans ses mains, comme le faisait le vieillard, les mains de Genovefa.

— Allons ! je ne me plaindrai plus, cher père.

— Tu me dis cela chaque fois, Genovefa, et tu recommences sans cesse...

— Laissez-moi achever, cher ami, reprit-elle en s'asseyant sur les genoux de Diétrich.

— Qu'elle est belle ! Mille flammes d'amour ! dit une troisième fois Kaolin qui grillait de désir et qui écoutait avec le calme parfait d'un homme qui serait chez lui.

— Laissez-moi achever, dit Genovefa. Je ne me plaindrai plus, je ne vous demanderai plus de

voir le monde, je ne désirerai plus d'en être vue, si vous me dites pourquoi vous me refusez ce plaisir.

— Pourquoi ! Nel'as-tu pas deviné ? parce que tu as mon secret, parce qu'il m'a été impossible de te le cacher, parce qu'enfin tu le dirais...

— Moi ! mon père !

— Ah ! elle a ce secret ! se dit avec une étrange joie l'Italien.

— Tu le dirais, reprit le vieillard d'un ton qui n'admettait ni le doute, ni la contradiction.

— Mais alors, mon Dieu ! je ne verrai jamais le monde...

— Tu le verras, et bientôt, car je mourrai bientôt... et alors...

— Oh ! s'écria Genovefa en embrassant Diétrich avec une tendresse, une douleur et une franchise qui allèrent remuer le cœur de Kaolin, oh ! plutôt passer un siècle au fond d'un cachot que ma liberté à ce prix. Vivez ! vivez ! vivez !

— Charmante amour, cher ange de fille ! reprit Diétrich ému. Soit ! je ne mourrai pas encore puisque tu ne le veux pas ; mais, de peur que l'intelligence ne s'en aille avant la vie, j'irai trouver bientôt le grand-électeur et je lui dirai le secret le plus important de notre divine industrie saxonne. Il le confiera à celui qu'il jugera digne de cet honneur, et je n'aurai plus ce poids à porter...

— Ah ! elle a son secret, répéta en lui Kaolin, dont le sang bouillonnait avec les idées.

— Mais vous n'y songez pas ; je pourrais toujours le dire ce secret-là, moi, si je devais le dire.

— Non, ma Genovefa, car tu seras la femme de quelque honnête artiste affilié à notre mystérieuse fabrication ; ce sera alors à lui à répondre de toi....

— Vous me marierez donc ?...

— Oui, répondit discrètement Diétrich ; oui...

— Et avec un jeune homme ?...

— Voyez-vous cette curiosité, murmura Kaolin.

— Très-jeune.

— Beau ?...

— Elle le veut beau aussi...

— Il te plaira, répondit Diétrich.

— Ah ! mon père.... Mais afin de donner rapidement le change à sa joie, Genovefa demanda à Diétrich, en l'entourant de ses deux bras, quelle est donc la rare surprise que vous me réservez ?

— Tu verras, répondit Diétrich en se levant pour aller se coucher. Il embrassa Genovefa au

front et se retira à pas lents dans son appartement.

Genovefa resta seule : — elle appuya sa jolie tête mutine et rêveuse sur sa main, et elle pensa.

A quoi rêvent les jeunes filles, même celles qui n'ont jamais vu le monde ? Vous le savez.

Tout-à-coup elle pousse un cri... se lève.

Kaolin était à ses pieds.

VIII.

— Qui êtes-vous ? lui demanda Genovefa à demi renversée par l'effroi. Mais qui êtes-vous ?

— Je suis, lui répondit l'Italien avec une modestie d'ange ou de démon, la surprise que vous réservait votre père. Excusez-le, excusez-moi, si elle n'est pas aussi belle que vous aviez le droit de l'espérer. Oui ! reprit-il, toujours aux pieds de Genovefa beaucoup moins effrayée depuis qu'elle avait vu la jolie figure, la grâce parfaite de Kaolin, je suis le jeune artiste que votre père, le bon Diétrich, désirerait vous voir épouser.

— Relevez-vous, monsieur.....

Kaolin obéit.

— Asseyez-vous.....

Il obéit encore..... Puis, devinant qu'un trop long silence compromettrait sa prodigieuse témérité, il se hâta de dire : Diétrich m'a parlé de vous avec tant d'éloges, avec tant de vérité, que je vous aimais passionnément, que je vous adorais, même avant de vous voir ; jugez du sentiment inexprimable que j'éprouve depuis que je suis près de vous, que je vous vois...

Genovefa ne savait si elle poursuivait un rêve : dans le même instant elle voyait, elle écoutait un beau jeune homme qui lui parlait à la fois d'amour et de mariage.....

— Serez-vous de l'avis de votre père ? lui demanda-t-il en lui prenant la main et en la portant à ses lèvres.

Qu'avait à répondre Genovefa, elle qui, pour la première fois de sa vie, se trouvait tête-à-tête avec un jeune homme, réalité charmante, complète, de toutes ses illusions de jeune fille ; un jeune homme qui, dans quelques jours, serait son mari si elle le voulait, qui était déjà son amant ? Elle éprouva que toutes les surprises de la physique, de la chimie et de l'alchimie réunies ne valaient pas celle-là. Genovefa baissa les yeux un instant, puis, les relevant comme si elle eût parlé, comme si elle eût fait la réponse attendue par Kaolin, elle lui dit : « Mais comment êtes-vous ici ? Comment vous êtes-vous introduit ? Par quel moyen ?

— Par la porte, répondit Kaolin.

— Mais, la porte de fer ?

— Par la porte de fer aussi.

— Mais, qui vous l'a ouverte ?

— Je l'ai ouverte moi-même.

— Mais... »

Genovefa, qui avait vu beaucoup de mystères depuis sa naissance, ne comprenait rien à celui-là.

« L'amour, reprit Kaolin, m'a donné du génie.

Dès que Diétrich m'a eu parlé de vous, je n'ai plus eu de repos ; mon idée fixe a été de vous voir. Comment y parvenir ? J'ai fait une fausse clé pour entrer dans votre maison, et j'ai arraché à l'exaltation de mon cerveau ce qu'un autre cerveau avait froidement conçu. Ne me demandez pas comment j'ai fait. J'ai inventé un moyen ; j'en eusse inventé mille. Cette porte de fer... je l'aurais mangée pour arriver à vous. »

Une femme qui ne comprendrait pas ce langage ne serait pas une femme. Genovefa tremblait à cette ardeur qu'elle connaissait, parce que la solitude la fait connaître ; mais elle y crut, parce qu'elle l'inspirait.

« Ainsi, mon père ne sait pas ?...

— Il ne sait rien. Gardons-nous qu'il sache quelque chose avant qu'il ne m'ait présenté lui-même à vous comme votre mari ; rien ne désespère les vieillards comme de les priver de l'orgueil d'une surprise long-temps calculée, méditée par eux ; cela les tue. Nous nous serons tant aimés quand il voudra que nous commençons à nous aimer ! Ainsi, jurons-nous de ne rien dire...

— Il va faire jour, dit Genovefa...

— Adieu ! Je pars. Mais mon corps reviendra, quand vous le voudrez, se rejoindre à mon âme que je vous laisse. A demain soir à la même heure, ajoute Kaolin... N'est-ce pas ? » Et sans attendre une réponse qu'en pareil cas on n'attend jamais, il souleva la portière de lampas et disparut.

IX.

Quand il fut chez lui, qu'il eut déposé sa lanterne sourde sur la table, Kaolin se dit : « Tout va bien, tout va à merveille ; cette fille a le secret de son père, j'enlèverai cette jeune fille qui me dira le secret... Mais, il y a un malheur, un grand malheur, oh ! oui... un très-grand malheur... c'est que je l'aime. »

X.

Maintenant, demandons-nous quel est ce riche seigneur, décoré du nom de comte de Bonnemain, qui descend dans un équipage à quatre che-

vaux la chaussée de Vincennes à Paris et court vers le Palais-Royal faire sa visite au régent. Des laquais lui ouvrent la portière, déplient le marche-pied, et des valets, qui le précèdent avec respect, l'annoncent dans les salons. C'est le directeur de la première manufacture de porcelaine en France, le fondateur de la manufacture de Vincennes, celui qui a été déjà anobli, celui qui aura bientôt un million de récompense pour avoir surpris tous les secrets de la fabrication de la porcelaine de Saxe, secrets dont on n'a exigé de lui la révélation que dans un an (terme dont l'expiration approche), que lorsqu'il aura enfin prouvé, par une suite d'ouvrages sortis de son laboratoire, qu'il possède réellement ces merveilleux secrets. Comme on n'a aucun doute à cet égard, on l'entoure déjà, en attendant de lui compter le million qui lui est assuré par contrat avec le ministre, de tous les honneurs possibles ; on lui prodigue ce qu'il aime, l'or et les fêtes. De même que Benvenuto Cellini, auquel, lorsqu'il vint à Paris, François I^{er} donna l'hôtel du Petit-Nesle, Kaolin a reçu en don, de la générosité du régent, un hôtel au Marais, avec l'ameublement et l'argenterie qui accompagnent d'ordinaire un pareil cadeau. Il a des domestiques, une livrée, des armes. Nous venons de le voir traverser pompeusement la ville pour se rendre de sa manufacture de Vincennes au palais du régent. Il y est attendu. Le comte de Bonnemain va exposer aux yeux si intelligents du prince, expert en tous les arts, maître dans quelques-uns, les premiers ouvrages sortis de la manufacture placée sous sa haute protection. C'est à son jugement à décider si l'artiste, à force de ruse, de pénétration et d'habileté, a véritablement découvert et enlevé le secret d'un art nouveau, digne, par sa grâce, son esprit et sa délicatesse, de prendre place à côté de la peinture et de la statuaire.

Kaolin a offert aux regards du prince une statuette représentant *l'Amour vendangeur*. Le sujet se devine : une idée puérile, champêtre, allégorique et comme les aimait le goût du temps. Dans sa hotte de vendangeur, l'amour, au lieu de raisins, porte, entrelacés et couronnés de pampres, de jeunes abbés, de jolies marquises, de folles grisettes, enfin un membre de chaque catégorie de cette société folle et bariolée. C'est à la suavité des teintes, à la finesse et à la solidité transparente de la matière, à la science du dessin, à la flexibilité de l'exécution, que le prince s'arrêta. Il compara l'œuvre de Kaolin avec les plus exquis morceaux des fabriques de Saxe, et sa préférence

resta suspendue. Il n'y avait plus de doute à émettre, le secret était obtenu. Dans un mois, la récompense serait accordée au grand artiste ; c'était le dernier terme exigé pour les épreuves.

Comme si toute joie devait s'expier sur la terre, le comte, l'homme fêté, l'homme brillant, celui qui, par le don du plus faible de ses ouvrages, se faisait ouvrir les salons de la noblesse et bien venir à la cour, nourrissait un chagrin dont les ravages ne se dissimulaient pas toujours sous les efforts de la toilette la plus soignée. Il était parfois d'une pâleur aussi cadavéreuse que celle de l'octogénaire Diétrich. Lui, si joyeux, si gai autrefois dans une maison modeste, répandait parfois des larmes sur les tapis de ses salons. Il sortait triste et abattu des fêtes qu'on lui donnait. On eût dit qu'il avait prévu sa destinée le jour où il se dit à lui-même d'un ton prophétique, après s'être promis d'enlever Genovefa : « Tout va à merveille ; mais il y a un grand malheur, un très-grand malheur : Je l'aime ! »

XI.

Retournons en Allemagne. Au bout de ces trois galeries parcourues il y a quelques mois par Kaolin, à l'extrémité de ce vaste laboratoire, dans cette pièce si tranquille et si jolie où Diétrich et sa fille nous apparurent, se dénoue sans bruit une scène qui va peut-être nous expliquer les événements qui ont donné le coup de la mort à ce vieillard et flétri le bonheur de Genovefa.

Étendu sur un canapé que recouvrait un manteau brun, il regardait sa fille, assise près de lui, la tête basse, les mains croisées. Genovefa paraissait arriver de voyage. Son costume particulier l'annonçait ; dans son attitude, dans ses regards, on lisait la douleur d'une personne qui se présente trop tard pour recueillir le dernier soupir d'un mourant et obtenir son pardon. La divine étincelle semblait avoir cessé d'animer la magnifique intelligence de Diétrich. Ses longs cheveux blancs, ses longs cils blancs, sa longue barbe blanche couvraient entièrement cette caverne osseuse où se cachent tant de choses : l'âme, le savoir, la vie, le grand mystère, Dieu, peut-être.

Enfin, un bras sortit de dessous la couverture et alla chercher la main de Genovefa qui tressaillit.

« Tu l'aimais donc beaucoup ?

— Oui, mon père, répondit Genovefa en pleurs.

— Plus que moi, n'est-ce pas ?

— Non, mon père, puisque je l'ai quitté pour revenir à vous quand il m'a eu dit qu'il allait en France.

— En France ! répéta Diétrich en se mettant sur son séant et en ouvrant des yeux où l'étonnement, la douleur, suppléaient la vie.

— Oui, en France, où il m'attend, où je dois aller le trouver.

— En France ! dit une troisième fois Diétrich. Parle-moi sans détour, comme à Dieu, devant qui je vais paraître dans quelques minutes. »

Genovefa tomba à genoux.

Après un douloureux effort, elle dit :

« Eh bien ! mon père, oui, je l'ai aimé jusqu'à le suivre partout où il a voulu me conduire. »

Le vieillard ne dit rien.

« Oui, oui, je suis coupable. »

Diétrich eut encore assez de force pour mettre un sourire sur ses lèvres, un sourire comme en ont les mourants qui parlent par le silence, un sourire qui voulait dire : *Q'est-ce que cela me fait que tu l'aies aimé ! que m'importe que tu soies coupable ! est-ce que cela est un crime !* Enfin il maîtrisa la mort, éloigna un instant son couperet pour dire à Genovefa :

— Et lui as-tu dit le secret de fabriquer la pâte de notre admirable porcelaine de Saxe ?

— Mais....

— Réponds ! Dieu, la mort et ton père t'interrogent.

— Oui, mon père.

— Sois maudite ! »

.....

Diétrich était mort.

XII.

Un mois après ce terrible événement, Genovefa arrivait en France, allait à Vincennes et se présentait dans le laboratoire du célèbre chimiste comte de Bonnemain. La manufacture était parée à l'extérieur et à l'intérieur de tentures de soie et de guirlandes de fleurs. On célébrait un grand jour, celui où le directeur, après un an d'épreuves toutes à sa gloire, allait, en touchant un million de récompense, révéler son secret à l'Académie des sciences.

Pour consacrer le souvenir de cette éclatante journée, l'artiste avait appelé la cour, la noblesse et les académiciens à assister à l'opération la plus importante de la fabrication, à la cuisson de la porcelaine. Le buste du jeune roi devait sortir du feu et être inauguré au son de la musi-

que. A la suite de cette cérémonie, le directeur dirait son secret qui deviendrait celui de l'Académie.

Veillant lui-même à cette importante opération, Kaolin avait disposé le four, obtenu l'exacte quantité de chaleur nécessaire, enfin il n'avait rien laissé aux chances du hasard. Il était sorti un instant pour respirer cette minute de calme dont tout grand artiste a besoin avant de se mesurer avec sa destinée ; cette minute qui sépare le peintre de l'exposition de son tableau, le poète de la première représentation de sa pièce, lorsque Genovefa entra dans le laboratoire.

Elle sut tout, et quand elle eut tout appris, elle dit, comme le Marcus Sextus en trouvant au logis sa plus chère espérance morte : « C'est bien ! »

On la laissa un instant seule dans le laboratoire.

XIII.

Ces cloches qui sonnent, ces drapeaux qui s'agitent, ces équipages qui se pressent à la porte de la manufacture, ce peuple qui applaudit au directeur, annoncent l'heure suprême.

La foule entre, se place ; elle attend. Le prince est là, la cour est assise sur des fauteuils ; Kaolin ouvre le four... Qu'a-t-il vu ?

Il pousse un cri terrible ; il tombe.

Les ouvriers s'approchent aussitôt et arrachent à cette vouûte ardente une jeune fille étouffée par la vapeur... elle était morte.

Kaolin l'avait reconnue. — Il était tombé à la renverse ; quand on le releva, il poussa un grand éclat de rire, — il était fou.

A cause de cet accident, la France ne connut que beaucoup plus tard le secret de la fabrication de la pâte de la porcelaine de Saxe, que Diétrich, ainsi qu'il se l'était promis, avait, avant de mourir, appris au grand-électeur.

Voici les proportions auxquelles le *Journal des savants* réduit cet événement dont le fond est si vrai.

« La Saxe fut sur le point de voir perdre son secret ; mais les deux hommes qui étaient venus le faire connaître à la France, un Allemand et un Français, moururent au même instant tous les deux comme frappés de la foudre. »

LÉON GOZLAN.

L'administrateur gérant, L. LEFÈVRE.

PARIS.—IMPRIMERIE DE F.-B. DELANCY,
Faubourg Montmartre, 11.

L'ORIENT,

REVUE UNIVERSELLE

DE LA FRANC-MAÇONNERIE.

DE LA PUBLICITÉ MAÇONNIQUE.

Si la publicité n'existait pas, il faudrait la créer, disent tous les hommes de progrès et de lumière. — Puisque la publicité existe, il faut l'étouffer, disent certains casuistes de la franc-maçonnerie, dont nous respectons la conscience, mais dont nous combattons partout et toujours l'opinion avec énergie et fermeté.

Cette crainte de la publicité ressemble à l'article 277 des Statuts généraux, sur lequel elle s'appuie : elle est d'un autre âge ; elle est même moins raisonnable ; car cet article, qui date de temps reculés et qui accuse des mœurs éteintes et des habitudes perdues, a fini, nous allons le prouver tout-à-l'heure, par se plier aux exigences de notre époque, tandis que la crainte, dans quelques esprits, reste entière et vivace, et se perpétue, nous ne dirons pas, par respect pour nos adversaires, avec l'aveuglement de la routine, mais avec la rigidité de l'absolu.

Examinons le côté légal et le côté moral de la question.

L'article 277 des Statuts généraux interdit aux frères toute publication relative à la franc-maçonnerie. Si nous nous reportons à l'origine de cet article, nous verrons que, formulé dans un temps où la publicité de polémique était restreinte dans les moyens et dans l'usage, il a consacré un fait nécessaire plutôt qu'édicte une prohibition véritable. La publicité n'était pas alors la loi des gouvernements et des sociétés ; elle était l'exception, une vraie exception ; et l'autorité maçonnique pouvait craindre qu'on ne saisît cette arme, pour ainsi dire privilégiée, que dans l'intention malveillante — ou de révéler des mystères autour desquels épiait une curiosité moins distraite, — ou d'attaquer par la révolte le pouvoir central, — ou de distendre par l'anarchie le lien fraternel.

Mais aujourd'hui que sociétés et gouvernements vivent par la publicité et de la publicité, aujourd'hui que la publicité nous enveloppe de toutes parts, qu'elle est la règle de notre existence collective, aucune association, aucun corps ne doit et ne peut conserver la prétention surannée de s'y soustraire. Grâce à ses conditions, la publicité ne saurait inspirer les mêmes craintes ; et, par sa puissante diffusion, elle a surmonté tous les obstacles restrictifs. Au temps où elle était rivière, toutes les digues des codes et des ordonnances ont pu la trouver docile, et l'article 277 des Statuts généraux pouvait servir de barrage pour la détourner de la franc-maçonnerie ; mais elle est océan aujourd'hui ; elle couvre le sol pour le féconder, et elle a noyé l'article 277, comme beaucoup d'autres de la même famille. Les États ont transigé avec la publicité et ils s'en sont bien trouvés : pourquoi la maçonnerie ne lui ferait-elle point aussi sa part et s'obstinerait-elle à lui refuser une concession utile et d'ailleurs obligée ?

Les autorités maçonniques l'ont compris autour de nous. L'Angleterre, foyer où la maçonnerie brille d'une flamme pure, a ses journaux spéciaux et convoque même des sténographes pour rendre compte de certaines solennités. Il en est de même de l'Amérique ; et l'Allemagne et la Suède ont également marché depuis long-temps dans cette voie. Le Grand-Orient lui-même a jusqu'à ce jour suivi le mouvement ; non-seulement il publie ses procès-verbaux tous les six mois, et le *Bulletin trimestriel*, après avoir publié l'*Etat du Grand-Orient*, mais encore il a sanctionné par un assentiment ou formel ou tacite diverses publications à des époques successives. Un jour, une autorisation fut demandée ; et si le Grand-Orient dut ne pas l'accorder en présence du texte précis de l'article 277, il ne crut pas non plus pouvoir la refuser ; et il témoigna, en laissant la publication se continuer sans empê-

chement, qu'à ses yeux cet article était tombé en désuétude.

Nous venons de dire que les États se sont bien trouvés de la publicité ; c'est là une transition et même un premier argument pour le côté moral de la question.

Il est bien entendu qu'en demandant la publicité pour la maçonnerie, nous exceptons les mystères proprement dits, qui doivent rester essentiellement secrets ; mais si la forme, si les moyens de la maçonnerie, société secrète, ne peuvent jamais être révélés, y a-t-il inconvénient à ce qu'on appelle la lumière sur le travail général et sur le but ? Que fait donc la maçonnerie qui doive ainsi rester dans l'ombre ? Est-ce une réunion de conspirateurs qui poursuit un but mystérieux ? mais alors elle serait en contradiction formelle avec la loi générale de la société, et l'honorable faveur dont elle jouit chez tous les peuples prouve assez que tel n'est pas son caractère. Mais si son but est noble, humain, avouable, ce qui est de notoriété publique, malgré toutes les réticences et toutes les précautions, n'y a-t-il pas un peu de puérilité à le dérober si scrupuleusement au jour ?

Si la maçonnerie est le culte de la fraternité, la pratique de la bienfaisance, est-ce là un grand œuvre qu'il faille nécessairement céler à tous les regards profanes ? Ne disons pas comment nous sommes liés, puisque nous sommes une société secrète ; mais le grand mal, aujourd'hui, quand on n'ignorait pas complètement pourquoi nous sommes liés !

La principale objection dont on poursuit la maçonnerie est précisément fondée sur cet éloignement de toute lumière. « Puisque vous vous cachez, nous dit-on, vous faites le mal ou vous ne faites rien. » La publicité répond doublement à cette objection, — d'abord, en prouvant que nous faisons le bien, — ensuite, en nous stimulant à en faire de jour en jour davantage.

Puis, les feuilles spéciales, en faisant connaître les actes philanthropiques des ateliers (et cela sans étalage et sans forfanterie, comme il convient en matière de charité), ne produisent-elles pas un résultat qui tourne à la fois au grand honneur de la maçonnerie en la montrant à l'œuvre, — et au bien réel de l'humanité en entretenant partout une vive émulation de bienfaisance ! La publicité double l'action de la maçonnerie, en faisant que la charité, qui de cette noble affiliation se répand en pratique constante sur tous les malheureux, resplendisse aussi en exemple sur le monde extérieur et profane.

Après ces grandes et décisives considérations, est-il besoin de montrer encore la publicité comme un moyen, et pour ainsi dire comme un organe de fraternité ? Elle en resserre le lien en même temps qu'elle en multiplie indéfiniment l'expression.

Il faut donc espérer que le Grand-Orient, à qui une occasion est donnée par notre journal même de se prononcer sur la question, résistera aux influences prohibitives qui cherchent à le fourvoyer dans une application impossible, si elle est rigoureuse, de l'article 277 des Statuts-généraux. En attendant la révision, cet article doit rester ce que l'a fait jusqu'à présent la sagesse du sénat maçonnique, une lettre morte. Le ressusciter aujourd'hui serait, — pour le cas particulier, frapper partialement un frère pour avoir fait ce qu'on a laissé faire à beaucoup d'autres, — et dans le cas où l'on voudrait étendre la prohibition à toutes les publications maçonniques nées ou à naître, ce serait s'engager dans une voie réactionnaire où l'on traverserait le ridicule pour ne pas même arriver au succès.

Dans ce ferme espoir, nous terminerons en concluant, avec la conviction la plus entière, que la publicité, qui est partout une bonne chose, est une chose excellente dans la franc-maçonnerie.

NOTRE PROCÈS AU GRAND-ORIENT.

On a pu lire dans le dernier numéro du journal du Grand-Orient, le *Bulletin trimestriel*, un article ainsi conçu :

« La séance du Grand-Orient du 16 août 1844 a été consacrée à l'examen d'une question relative à la publication d'un journal maçonnique, sous le titre de : *le Grand-Orient*, annoncé comme devant paraître sous la direction d'un maçon de l'orient de Paris. Le Grand-Orient, après en avoir délibéré, a pris un arrêté qui interdit la publication de ce journal, et a en outre décidé qu'une circulaire serait adressée à ce sujet aux ateliers de la correspondance. »

Avant de nous expliquer sur les faits relatés dans cet article, dont nous nous étions abstenus de parler par un sentiment de convenance qu'on appréciera, nous en sommes certains, nous protesterons hautement contre la publicité *incomplète et anticipée* que leur a donnée la commission permanente du Grand-Orient, qui est chargée de la rédaction du *Bulletin trimestriel*, et qui, dans cette affaire, s'était portée accusatrice.

Disons maintenant ce qui s'est passé dans la

séance du 16 août, puisque la commission, en appelant l'attention des loges sur des questions qui eussent dû rester secrètes jusqu'à leur solution définitive, nous oblige à nous en occuper nous-mêmes dans l'intérêt de notre propre défense. Nous ne taisons aucune particularité, aucun nom; car, dans une circonstance aussi grave, il est juste que personne, ni nous, ni qui que ce soit, ne puisse se soustraire à la responsabilité de ses œuvres.

Après la lecture du procès-verbal et le vote confirmatif de diverses élections d'officiers, le président fit connaître qu'il y avait à l'ordre du jour une communication de la commission permanente et une proposition à la suite. Aussitôt le frère de Saint-Jean prit la parole comme organe de la commission. Il donna lecture d'un extrait des *Petites-Affiches* constatant la formation d'une société en nom collectif, pour la publication d'une feuille mensuelle intitulée : *Le Grand-Orient, revue universelle de la Franc-Maçonnerie*, sous la direction du frère F.-T. B.-Clavel, et d'une annonce insérée dans un autre journal portant que cette publication commencerait le 15 août. Il conclut ensuite à ce que le Grand-Orient interdît au frère Clavel la faculté de prendre le titre qu'il avait choisi et adressât une circulaire aux loges de la correspondance pour leur faire savoir que l'autorité maçonnique était absolument étrangère à la publication annoncée, qu'elle n'avait pas d'ailleurs autorisée.

Le frère Clavel obtint la parole. Il déclara qu'avant que la commission permanente eût eu connaissance de l'existence de ce journal, les fondateurs en avaient modifié le titre de leur propre mouvement; que ce qui les avait déterminés à opérer ce changement, c'est que les mots *le grand orient* ne rendaient qu'imparfaitement leur pensée et présentaient une équivoque qu'il leur importait de faire disparaître; qu'en effet, en employant ces mots, ils avaient voulu exprimer le foyer universel de la lumière maçonnique, de cette lumière qui, suivant les adeptes, doit éclairer l'avenir de l'humanité, et non laisser supposer, comme on aurait pu le faire en prenant le titre adopté dans son sens littéral et restreint, ou qu'ils avaient eu l'intention de s'approprier une dénomination qui n'appartient qu'au Grand-Orient de France, ou qu'ils avaient aliéné l'indépendance de leurs opinions en se faisant l'écho passif des doctrines et des vues de cette autorité. Il ajouta que cette déclaration, qui serait répétée en tête du premier numéro du

journal, suffirait seule à dissiper tous les doutes, lors même que les annonces invoquées n'eussent pas été tout-à-fait explicites et eussent pu donner à penser que le Grand-Orient, comme corps, avait une part quelconque à la publication. En terminant, il émit l'avis que, dans la situation actuelle, la défense du Grand-Orient deviendrait sans objet.

Un membre de la commission permanente, le frère Charassin, se leva pour répliquer. Dans un discours plein de véhémence, où il s'éloigna trop souvent, nous le disons à regret, de la réserve et de l'urbanité de langage qui sont surtout un devoir pour les maçons, ce frère imagina une conspiration tramée de longue main par la *Clément-Amitié*, dont le frère Clavel est vénérable, pour s'emparer du gouvernement de la maçonnerie; conspiration que prouvent, suivant lui, les actes antérieurs de la loge : la circulaire qu'elle a adressée à tous les ateliers en leur transmettant sa délibération relative à des modifications à introduire dans les Statuts-généraux, le comité qu'elle a nommé pour répondre aux observations des loges sur cette délibération, etc.; conspiration, enfin, dont le journal projeté deviendrait l'instrument tout naturel. Pendant cette virulente sortie, il échappa au frère Charassin des assertions et des termes contre lesquels les frères Pagnerre et Clavel se virent dans la nécessité de protester énergiquement.

Deux autres membres de la commission prirent ensuite la parole et insistèrent pour que les conclusions présentées par le frère de Saint-Jean fussent adoptées; non qu'ils missent en doute la sincérité de la déclaration du frère Clavel, mais afin qu'aucun autre écrivain-maçon ne pût, dans la suite, s'emparer du titre prohibé. Le frère Guilhery alla plus loin : il demanda qu'aux termes des Statuts-généraux, le Grand-Orient fit défense expresse au frère Clavel de publier un journal maçonnique, sous quelque dénomination que ce fût.

Malgré les réclamations qui s'élevaient de toutes parts contre une prétention si exorbitante et si partielle; malgré l'effet produit par des observations pleines de sens du frère Cauchois et par un excellent discours du frère Maggiolo, faisant appel tout à-la-fois à la raison et à la fraternité de l'auditoire, la proposition fut mise aux voix et adoptée à la majorité de vingt-une boules blanches contre seize noires.

A peine ce résultat avait-il été proclamé, que la commission permanente déclara qu'elle retirait ses propositions personnelles, comme n'ayant plus

d'objet après la décision qui venait d'être prise.

Mais le frère Clavel reprit aussitôt la dernière de ces propositions. Il demanda qu'une circulaire fût envoyée aux loges pour les instruire de ce qui s'était passé. « Il faut, dit-il, que les ateliers sachent pourquoi le Grand-Orient défend aujourd'hui ce qu'il a toléré, ce qu'il a permis antérieurement ; pourquoi, après avoir laissé publier sans obstacle *le Globe*, *la Revue maçonnique* de Lyon, *le Compas* de Marseille, après avoir proclamé solennellement, à l'occasion du journal *la Fraternité* de Rouen, qu'il ne lui appartenait ni d'autoriser ni d'interdire l'émission d'une feuille maçonnique, le Grand-Orient, par une exception que rien ne justifie, me refuserait, à moi seul, une faculté dont d'autres frères ont usé paisiblement et de son aveu. Il faut que les loges sachent qu'après avoir contracté des engagements, signé des traités, sur la foi de la jurisprudence du Grand-Orient en matière de presse, on m'expose maintenant à une action en dommages-intérêts et à voir ma fortune compromise. Prenez-y garde, mes frères, continua-t-il ; on vous entraîne sur une pente fatale ; l'arrêté qu'on vous a fait adopter est, sans que vous vous en doutiez, sans que les frères qui vous l'ont conseillé s'en doutent eux-mêmes, un acte de véritable spoliation. Quant à moi, je déclare que je ne me crois pas lié par votre décision, qui ne saurait avoir d'effet rétroactif, et qui a été prise en dehors de toutes les conditions légales. Dites effectivement si, à part les membres de la commission permanente, un seul des frères présents savait à l'avance ce qui serait délibéré ; dites si un seul des frères absents a été mis en demeure de venir l'approuver ou le combattre ! »

Sous l'impression produite par ces paroles, on alla aux voix, et la motion du frère Clavel fut adoptée à une grande majorité. Restait à statuer sur la circulaire elle-même. Le frère Pagnerre demanda que les termes en fussent discutés en assemblée générale du Grand-Orient. La commission permanente donna son assentiment à cette proposition ; mais elle fit observer que le Grand-Orient était, au moment même, réuni en assemblée générale, et que rien n'empêchait qu'il votât sans désenparer. Le frère de Saint-Jean, qui parlait au nom de la commission, ajouta qu'il avait préparé un projet de circulaire qui lui paraissait propre à satisfaire à toutes les exigences, et il donna lecture de ce projet, dont l'article du *Bulletin trimestriel*, rapporté ci-dessus, est la reproduction presque littérale.

Le frère Clavel s'opposa à ce que ce document fût sanctionné, comme étant de nature, par sa brièveté, à porter atteinte à son honneur. « Les loges, dit-il, pourraient supposer qu'il existe des faits graves à ma charge motivant votre décision, et que vous les auriez passés sous silence par un pur sentiment d'indulgence fraternelle. Les loges pourraient tirer cette conclusion surtout de l'exception inexplicable que vous m'avez appliquée, alors que vous tolérez, que vous autorisez des entreprises semblables à la mienne. » Le frère Clavel demanda en conséquence qu'une circulaire explicite fût rédigée avec toute la maturité convenable.

Incidentement, le frère Boisdon exprima l'opinion que, si le Grand-Orient voulait être conséquent avec lui-même, et s'il ne voulait pas être accusé d'avoir deux poids et deux mesures, il serait juste qu'il étendît à tous les journaux maçonniques l'interdiction prononcée contre celui du frère Clavel. Le frère Guilhery répondit que tel était aussi son sentiment ; que, plus tard, le Grand-Orient aurait sans doute à se prononcer sur ce point ; mais que, quant à présent, il ne pouvait être question que de la publication du frère Clavel. Cet incident n'eut pas de suite.

Le frère Pagnerre prit de nouveau la parole et insista pour que le projet de la commission permanente fût rejeté. Il déclara avec franchise qu'en proposant de renvoyer à la prochaine assemblée générale du Grand-Orient la discussion des termes de la circulaire dont le principe venait d'être adopté, il avait surtout pour but de fournir au sénat maçonnique le moyen de revenir sur le fond même de la question ; l'interdiction du journal du frère Clavel étant, dans son opinion personnelle, une mesure fatale, dont la décision était d'ailleurs entachée de nombreuses illégalités.

On mit alors aux voix la proposition de ce frère ; elle fut adoptée sans opposition ; et l'on décida que le Grand-Orient serait appelé à statuer, le 11 octobre, sur la rédaction de la circulaire.

Cette résolution prise, la séance fut levée.

Le 1^{er} septembre, notre journal parut, et la publication en fut suivie de celle du *Bulletin trimestriel*. Nous avons évité à dessein de faire allusion aux faits qui précèdent ; moins scrupuleux, les rédacteurs de la feuille du Grand-Orient les portèrent, mais tronqués, mais inexplicables, à la connaissance des ateliers. Nous ne tirerons de ces rapprochements de dates et de circonstances aucune induction fâcheuse contre la commission perma-

nente, bien que la conduite qu'elle a tenue dans toute cette affaire soit de nature à nous y autoriser. Seulement, nous ferons observer qu'il ressort clairement des délibérations que nous venons de retracer, que, dans l'intention bien formelle du Grand-Orient, les loges ne devaient être instruites de sa décision qu'après le 11 octobre, et par un document qui relatât complètement les faits et les motifs qui l'avaient déterminée.

Achevons d'exposer les faits.

Par un sentiment de juste déférence, nous avions cru devoir adresser au Grand-Orient le premier numéro de notre publication. Ce fut pour les membres de la commission permanente une occasion de nous attaquer de nouveau. Plusieurs d'entr'eux demandèrent le 16 septembre, à la chambre de correspondance qu'un vœu fût émis au Grand-Orient pour qu'il renvoyât notre rédacteur en chef devant le grand-jury extraordinaire, comme coupable de ne s'être point conformé à la décision du 16 août. Repoussés par l'ordre du jour, ils revinrent à la charge le lendemain à la chambre symbolique, et le surlendemain au suprême-conseil des rites, qui firent droit à leur réquisition, quoique ces deux chambres fussent à peine au nombre nécessaire pour délibérer.

De tout ceci faut-il conclure que nous sommes revenus à ces jours de triste mémoire, où le Grand-Orient, mettant en oubli l'esprit de fraternité qui doit constamment l'animer, le progrès des idées, les véritables intérêts de la maçonnerie, lançait l'anathème contre des écrivains dont l'unique but était d'appeler sur l'Ordre le respect des profanes en livrant à la publicité tant d'actes honorables qui, sans eux, seraient restés cachés dans le secret du sanctuaire; d'éveiller une vertueuse émulation parmi les maçons, et de les éclairer à la fois sur leurs droits et sur leurs devoirs? Non! nous l'avons dit et nous ne nous lasserons pas de le répéter: la composition du Grand-Orient s'est profondément modifiée; aujourd'hui la majorité des membres en est intelligente, éclairée, progressive; et, certes, les actes que nous signalons ne seraient pas venus affliger les esprits droits et sensés, si tous les frères à qui les statuts donnent voix délibérative avaient pu connaître à l'avance les questions qui seraient agitées.

Comment! dans une simple loge, aucune décision ne peut être légalement adoptée si les frères n'ont été convoqués individuellement par une planche spéciale indiquant l'objet à l'ordre du jour, et le Grand-Orient, lorsqu'il s'agit des

matières les plus importantes, se soustrairait à l'observation de ces formalités protectrices des intérêts de tous! Tous ses membres, sans exception, ne seraient pas appelés! Trente frères, que le hasard peut-être réunira sur deux cents dont se compose le sénat maçonnique, pourront trancher les questions les plus ardues, les plus délicates, qui se lient à l'existence, à l'honneur du corps tout entier, à l'existence, à l'honneur de l'Ordre lui-même! Cela n'est pas possible, cela ne se doit pas! Ce que les loges sont tenues d'observer oblige le Grand-Orient tout le premier. C'est à celui qui fait la loi à donner l'exemple du respect de la loi.

Et voyez, dans le cas spécial qui nous occupe, quel a été le résultat d'un mode de procéder si vicieux! La question de la publicité maçonnique est assez grave pour qu'elle eût dû être examinée avec maturité, éclairée par une discussion solennelle à laquelle le plus grand nombre eût pris part. Il était juste, légal, indispensable, de la mettre à l'ordre du jour long-temps à l'avance pour que tous pussent la méditer à loisir, l'élucider et arriver au débat avec des idées arrêtées. Qu'a-t-on fait, au contraire? On l'a lancée à l'improviste au milieu de quelques frères qui n'étaient ni avertis ni préparés. La solution qu'elle a reçue est insuffisante; elle est nulle. En réalité, elle reste tout entière à juger.

Ne voit-on pas d'ailleurs quelles inductions malveillantes les ennemis du Grand-Orient pourraient tirer de la décision prise contre nous? « Le Grand-Orient, lui aussi, diraient-ils, s'est fait l'éditeur d'un journal: il n'y a point ici de question de principe; c'est tout simplement un fait de concurrence; et ce qui le prouve, c'est que, depuis l'annonce de *l'Orient*, le prix de l'abonnement du *Bulletin trimestriel* a été réduit de deux cinquièmes! » Sans doute, ce serait là une calomnie. Mais le Grand-Orient en aurait fourni le prétexte; et ce serait déjà une faute grave.

Quel que soit l'intérêt direct que nous ayons à discuter la décision qui nous frappe, nous nous nettons cependant et nous sommes en effet en dehors du débat. Les précédents du Grand-Orient l'enchaînent malgré lui, parce que l'équité doit être sa règle suprême et planer de toute sa hauteur même au-dessus des Statuts-généraux. Du moment que le Grand-Orient a toléré d'autres journaux, il a abdiqué le droit d'interdire le nôtre. Du moment qu'il publie un journal, le nôtre peut légitimement paraître. Il ne saurait y

avoir de monopole dans la maçonnerie. Mais il reste une décision qui affecte l'équité du sénat maçonnique, qui pourrait faire supposer qu'il est en arrière du progrès des esprits; cette décision a été illégalement prise. C'est aux maçons réellement dignes de ce nom, c'est aux membres du Grand-Orient jaloux de la considération de cette autorité, qu'il appartient de la faire rapporter. La discussion qui s'ouvrira sur la circulaire leur en offre l'occasion toute naturelle. Qu'ils se fassent un devoir d'assister à la séance du 11 octobre : la majorité leur appartient; l'honneur du corps sera sauvé.

NÉCESSITÉ

D'APPELER DES HOMMES NOUVEAUX DANS LE
GRAND-ORIENT.

Nous venons de dire, et nous le maintenons, que la majorité du sénat maçonnique se compose de frères éclairés et progressifs. Mais cette majorité est faible et a constamment à lutter contre une minorité active et compacte, qui supplée au nombre qui lui manque par son assiduité aux travaux, et qui emporte presque toujours les délibérations. L'insouciance des loges qui négligent de nommer des députés lui vient encore en aide; et, par le fait, la direction de l'Ordre est tout entière entre ses mains. Nous ne saurions trop insister sur les inconvénients et les dangers d'un tel état de choses, et nous adjurons les ateliers d'y apporter un prompt remède, s'ils ne veulent voir bientôt la maçonnerie française se dissoudre et périr.

Nos convictions à cet égard sont partagées par beaucoup de loges de départements. Voici, en effet, ce que nous lisons notamment dans l'excellente *Revue maçonnique* de Lyon, à l'occasion d'une tenue de la loge *le Parfait silence*, établie dans la même ville :

« Le vénérable a lu un discours sur la situation maçonnique dans notre orient. Les loges, naguère si agitées, si tourmentées par le besoin d'améliorations qui les dévorait, sont tombées pour la plupart dans cet état d'affaiblissement et d'indifférence qui rappelle celui du moribond fermant les yeux aux choses d'ici-bas et rêvant à celles d'un monde nouveau; elles subissent le sort d'une plante délicate qui demande, pour étaler les riches pétales de sa fleur et répandre autour d'elle son parfum, un air pur et des rayons chauds de soleil, et que l'on renferme dans un lieu humide, sans chaleur et sans lumière : elles s'étioilent et meurent. Eh! qui leur a fait ce destin cruel? C'est le pouvoir directeur, qui se dit leur père, leur ami, leur soutien; c'est le Grand-Orient qui leur dit : Agissez, détruisez vos abus, perfectionnez votre œuvre, et qui leur impose

silence lorsqu'elles élèvent la voix, qui leur barre le passage lorsqu'elles veulent marcher. La situation actuelle de la plupart de ces loges n'a donc rien de surprenant; et celles qui vivent encore peuvent, d'un jour à l'autre, tomber en sommeil, si le pouvoir directeur persiste dans ses errements.

« Un frère de l'orient de Paris s'est levé sur la colonne du nord et a dit que les loges de la province avaient raison de se plaindre du pouvoir qui pèse sur elles, mais qu'elles étaient la cause efficiente d'un pareil état de choses. En effet, quand par hasard elles pensent à nommer leur représentant, elles le choisissent invariablement parmi les anciens membres du Grand-Orient; de sorte que ce sont presque toujours les mêmes hommes qui ont le gouvernement des loges. Ce frère a rappelé qu'il existe à Paris un grand nombre d'ateliers au sein desquels les loges de la province pourraient trouver des députés remplissant toutes les conditions voulues; ce qui leur permettrait de jeter dans le pouvoir maçonnique des éléments nouveaux, des éléments de réforme et de progrès. »

Telle est effectivement la cause du mal signalé par le vénérable du *Parfait silence*, et tel est le remède à employer pour la faire disparaître.

La Revue maçonnique ajoute :

« La pensée émise par le frère de Paris a été favorablement accueillie; mais on lui a répondu tout bas : « Quels sont les noms des hommes importants de vos ateliers ? » Espérons que les ateliers eux-mêmes feront la réponse. »

Sans doute; mais pour que les loges aient occasion de répondre, il faut qu'on les interroge. Nous sommes autorisés par plusieurs d'entre elles à déclarer qu'elles sont prêtes à communiquer aux ateliers qui le désireront des listes de candidats dont ils pourront discuter les titres, et parmi lesquels ils seront libres de fixer leurs choix.

LES LOGES ALLEMANDES

ET LES MAÇONS ISRAËLITES.

Le général Fernig, lieutenant grand-commandeur du Suprême-Conseil du rite écossais en France, a adressé la lettre suivante au docteur Behrend, à Berlin, un des principaux signataires de la requête au prince Frédéric-Guillaume-Louis, protecteur des loges prussiennes, que nous avons rapportée dans notre dernier numéro :

« Paris, 25 juillet 1844.

« Très-cher frère,

« Une traduction imprimée en français, à Nancy, vient de me faire connaître la position qui a été faite aux maçons de la religion juive, à l'orient de Berlin et dans les loges prussiennes.

« Dans un voyage à Francfort-sur-le-Mein, j'avais

été assez heureux pour faire prévaloir les inaltérables principes de la grande fraternité ; mais le balustre du prince protecteur des trois grands orient, en Prusse est venu neutraliser les effets que j'avais obtenus.

« Membre du Suprême-Conseil pour la France, lieutenant grand-commandeur, vieux maçon, je crois de mon devoir de vous faire connaître qu'en France, dans notre rite, sous l'obédience du très-puissant duc Decazes, notre grand-maitre, on ne demande à l'homme qui se présente compte que de sa vie et non de sa foi.

« Le maçon français du rit écossais ancien et accepté pense que laisser subsister les divisions de caste, c'est méconnaître précisément ce pour quoi la maçonnerie a été instituée. Notre Dieu ne s'appelle ni Brahmâ, ni Jéhovah, ni Christ ; c'est le Grand-Architecte de l'Univers, l'éternel ouvrier du travail rectangulaire, qui aime, protège tous les hommes libres et de bonnes mœurs.

« Garder les préoccupations religieuses du moyen-âge, c'est nier la loi du progrès ; prétendre que la maçonnerie date de l'ère chrétienne, c'est méconnaître la solennelle tradition de l'art royal : la constante image du temple de Salomon, la désignation même de notre divin Maître dans les loges, n'établissent-elles pas, avec tant d'autres usages, que nous sommes antérieurs à la venue du fils de Marie ?

« La maçonnerie est une religion en ce sens qu'elle rattache et relie les hommes. Elle les convie à la fraternité universelle ; elle tend à reconstruire la grande association humaine ; elle ne place en dehors de la loi que les faibles et les corrompus, encore tente-t-elle sans cesse de les relever et de les moraliser.

« Tels sont, très-cher frère, les principes qui nous sont communs, que le Suprême-Conseil du rit écossais ancien et accepté a toujours défendus, et dont, librement, je vous donne le témoignage, afin de rendre hommage à la justice et à la vérité.

« Agréés, très-cher frère, l'expression de mes sentiments affectueux.

« Le lieutenant-général, commandeur du rit écossais, vénérable-né de la Grande-Loge de France,

« Le général comte de FRANG. »

Une lettre de Londres, du 19 septembre, porte ce qui suit : « Il y a quelque temps, le chef de la maçonnerie prussienne étant ici, il fut proposé à la Grande-Loge britannique de lui voter une adresse. C'était à la fois un acte de courtoisie envers le prince puissant et un hommage au maçon éminent. Mais le frère F., israélite et membre de la Grande-Loge, s'est opposé à ce que cet honneur fût rendu au prince, attendu que, par sa conduite anti-maçonnique envers les frères israélites, il s'était attiré le blâme et non l'éloge de ceux qui font de la bonne et vraie franc-maçonnerie. Le consul de Prusse, présent à la séance, ayant vainement essayé de faire cesser cette opposition, une proposition mixte a été faite ; elle

consiste à voter l'adresse, mais à y insérer une demande en faveur des maçons israélites de Prusse. Mais les princes aiment assez les compléments et ne se soucient guère de recevoir des leçons ; aussi le grand protecteur des loges prussiennes a-t-il quitté Londres avant que cette affaire ait reçu une solution définitive. » Nous avons cru devoir insérer textuellement cette lettre, afin qu'on juge de l'esprit d'hostilité auquel la violation des principes les plus sacrés peut entraîner des hommes dont la bienveillance mutuelle et la fraternité constituent l'état normal.

On assure que plusieurs frères se proposent de soumettre la question des maçons juifs de Prusse au Grand-Orient de France, et de provoquer en leur faveur une manifestation de la part de cette autorité.

FONDATION D'UNE SOCIÉTÉ DE PATRONAGE

DES ÉLÈVES DES ÉCOLES MUTUELLES D'ANGERS,
PAR LA LOGE LA BIENFAISANCE.

Nous signalons à l'attention de la maçonnerie tout entière la généreuse et sage institution que vient de fonder la loge *la Bienfaisance* à Angers. Il est hautement désirable qu'un si bon exemple trouve des imitateurs, et que notre société sorte enfin de la fatale ornière où elle se traîne depuis si long-temps dans la plupart des localités, en entreprenant de semblables œuvres, qui non-seulement sont dans son esprit et dans ses devoirs, mais encore la recommanderaient puissamment à l'estime publique, et lui feraient acquérir une juste influence, capable de féconder et de multiplier ses ressources et ses bienfaits.

La délibération de la *Bienfaisance* a été adressée à tous les ateliers de la correspondance du Grand-Orient : elle est précédée d'une circulaire qui en expose les motifs et les avantages. Nous allons reproduire ces diverses pièces, qui, dans notre opinion, ne sauraient recevoir une trop grande publicité.

CIRCULAIRE.

Angers, le 1^{er} juillet 1844.

Très-chers frères,

Nous avons la faveur de vous transmettre copie de nos délibérations des 8 janvier et 3 février 1844. La première de ces délibérations est relative à la dé-

cision prise par notre loge pour patroner les enfants des écoles mutuelles de notre ville. La seconde a pour but d'organiser les voies et moyens par lesquels nous arriverons à réaliser l'œuvre que nous avons entreprise.

Ces décisions, qui sont connexes, et qui n'en font qu'une par la pensée qui les a inspirées et par le but qu'elles se proposent, nous ont paru devoir être mises sous les yeux de tous nos frères. Sans nous exagérer l'importance qu'elles peuvent avoir, nous croyons de notre devoir d'appeler l'attention des loges sur l'humble labeur que nous nous sommes imposé. Nous espérons obtenir des résultats utiles : il ne nous faut pour cela que du zèle et de la persévérance ; ni l'un ni l'autre ne nous manqueront. Désormais, nos efforts auront un but, nos travaux une direction ; nous n'en serons pas uniquement réduits aux stériles pratiques d'un cérémonial qui n'a plus d'objet ; nous pourrons échapper aux discussions oiseuses qu'engendre l'oisiveté des loges. L'adoption de nos jeunes enfants, la surveillance de leur apprentissage, les rapports qui s'établiront forcément entre les maîtres ouvriers et nous, enfin, la conviction de l'efficacité de notre tâche nous préserveront de ces débats, passionnés par l'amour-propre, les rivalités, l'intolérance maçonnique, qui trop souvent n'aboutissent qu'à de déplorables scissions.

L'espérance que notre exemple pouvait être imité nous a engagés à entrer vis-à-vis de vous, très-chers frères, dans les plus grands détails sur la portée et les conséquences de notre entreprise.

L'enseignement mutuel, qui a rendu tant de services depuis son établissement, est soudainement miné par la redoutable concurrence que lui font les écoles chrétiennes, soutenues qu'elles sont par de puissantes protections, auxquelles vient se joindre encore le patronage d'une société religieuse dont les ramifications s'étendent sur toute la France, et qui, sous le nom d'un apôtre de l'humanité, cache peut-être une société proscrie, plus connue par l'esprit ambitieux de ses disciples que par la bienfaisance de ses actes.

Aux enfants des écoles chrétiennes, cette société ouvre l'accès des diverses professions auxquelles ils se destinent ; elle se fait l'intermédiaire complaisant entre le maître, l'apprenti et ses parents, et facilite ainsi le passage toujours si difficile de l'école à l'atelier. On comprend quelle large influence ce patronage peut exercer sur les jeunes générations ouvrières. L'œuvre de l'école chrétienne se continue en quelque sorte au sein de la vie professionnelle, et les parents, alléchés par les profits que procure à leurs enfants l'adoption de la société, doivent peu à peu abandonner les écoles mutuelles, qui, privées d'élèves et ne pouvant lutter, seront bientôt frappées de mort. En effet, malgré l'excellence de leur enseignement, les écoles mutuelles, défrayées pour la plupart par la libéralité des communes ou par les sacrifices de généreux souscripteurs, ne peuvent rien pour les enfants après leur éducation primaire ; elles les abandonnent alors aux caprices de leur vocation, à la fantaisie de leurs parents.

Ce sont ces vocations que nous voulons éclairer, ce sont ces fantaisies que nous voulons diriger. Nous essayons de venir en aide à l'enseignement mutuel et de lui créer un patronage qui lui permette de lutter contre les écoles chrétiennes. Nous pensons d'ailleurs que la maçonnerie, avec son organisation puissante,

avec les devoirs de charité et de fraternité qu'elle impose à ses membres, pourra trouver, dans le projet que nous avons réalisé, une occasion d'utiliser ses efforts et de féconder les germes d'activité qui sont en elle et qui s'atrophient trop souvent en de vaines et stériles discussions.

De nos jours, par ce temps de libertés hardies, où tous les problèmes sociaux peuvent se débattre sous les regards de l'opinion publique, il manque un but théorique et une utilité pratique à la maçonnerie. Discuter d'oiseuses questions de dogme ou de rite, dispenser au hasard d'impuissantes aumônes, voilà le rôle que la civilisation nous a fait. N'est-ce pas notre droit et notre devoir de tout tenter pour en sortir ?

Le moyen que nous employons et que nous soumettons aux lumières de nos frères, en appelant leurs conseils, en réclamant leurs avis, nous semble facilement applicable ; et nous compléterons cette communication en vous expliquant comment nous espérons, sans charge nouvelle pour notre atelier, arriver au but que nous nous proposons. C'est à cela qu'est relative notre délibération du 3 février dernier.

Comme vous le verrez, nous puisons largement dans notre tronc des pauvres et nous le faisons sans scrupule. Chacun de nous ne sait-il pas combien nos aumônes sont déplorablement dispensées ? Chacun de nous n'a-t-il pas la désolante conviction du mauvais emploi qu'on fait dans presque toutes les loges du tronc de bienfaisance ?

Dans les villes comme la nôtre, où plusieurs loges sont établies, elles distribuent isolément les secours dont elles disposent. Cela se fait le plus souvent au hasard, sans contrôle sérieux, sans renseignements efficaces. Chaque loge donne à peu près à qui lui demande, tant qu'il reste de l'argent à la caisse de la bienfaisance, de telle sorte qu'un même solliciteur obtient souvent des secours de plusieurs ateliers. Pour les maçons voyageurs, pour la mendicité maçonnique organisée, cette lèpre de l'institution, les choses se passent encore avec plus de négligence et d'irréflexion. Chaque loge a un tarif qui fixe l'indemnité à accorder jusqu'à l'atelier le plus voisin. Cette indemnité est généralement plus que suffisante, ce qui n'empêche pas que le mendiant voyageur, véritable juif-errant de la maçonnerie, ne reçoive la même somme des deux, trois ou quatre loges qui sont établies dans l'orient. C'est là un abus qu'il faudrait réprimer en n'établissant dans chaque ville qu'un seul hospitalier chargé de la répartition des secours, et auquel les loges verseraient le produit de leurs tronc des pauvres.

Sans parler donc des abus nombreux qu'il importe de réprimer dans cette partie de l'organisation maçonnique, sans parler de la dignité de notre Ordre compromise par la mendicité maçonnique, sans parler du devoir que nous avons d'employer avec scrupule et intelligence les offrandes que la charité des frères confie au discernement des loges, n'est-ce pas, nous vous le demandons, l'importunité qui prélève souvent et presque toujours la dîme de l'effronterie sur notre insouciance bien coupable ? ne sont-ce pas les moins nécessaires, les plus avides, les plus audacieux mendiants qui s'adressent à notre charité distraite, et ne jetons-nous pas un peu à l'aventure des sommes qui, mieux employées, pourraient féconder des œuvres utiles ?

C'est dans ces pensées que nous avons résolu d'u-

utiliser d'une manière plus efficace la plus forte partie du tronc des pauvres. Nous estimons que le prélèvement que nous faisons peut être évalué aux deux tiers du produit annuel de la bienfaisance, et avec la légère contribution à laquelle chacun de nous s'est imposée, nous croyons être en mesure de patroner chaque année quatre ou cinq enfants des écoles mutuelles.

A l'appui de ces renseignements, nous joignons encore copie de la délibération par laquelle le bureau d'administration de la société des écoles mutuelles de notre ville a accueilli la proposition que nous lui avions transmise.

Nous ne saurions vous dire, très-chers frères, combien nous serions heureux de vous voir donner votre approbation à notre entreprise. Nous n'osons espérer que notre exemple soit adopté par d'autres loges ; mais nous nous glorifierons si quelque grande et charitable pensée sortait de l'initiative que nous avons prise. Nous appelons sur ce point l'attention et les lumières de tous les maçons dignes de ce nom qui veulent un but dans la maçonnerie et qui s'épouvantent comme nous de la tiédeur et de l'indifférence de leurs frères.

Si l'œuvre que nous tentons pouvait suggérer une idée utile à l'institution maçonnique, nous croirions ne pas avoir vainement employé notre temps, et nous nous empresserions de faire à notre projet les modifications que nous indiquerait l'expérience de nos frères.

Recevez, très-chers frères, l'assurance de notre plus entier dévouement.

Le vénérable, N. MAIGR.	Le garde-des-sceaux, LEGÉ.
Le premier surveillant, CH. CORNILLEAU.	Le deuxième surveillant, T. GAILLÉ.
Par mandement de la loge.	
Vu par l'orateur, CH. ENOULT.	Le secrétaire, PRÉAUBERT.

PREMIÈRE DÉLIBÉRATION. — 8 JANVIER 1844.

ARTICLE PREMIER. — La loge se consacre au patronage des enfants des écoles mutuelles de garçons de la ville d'Angers. Elle exercera ce patronage chaque année, à l'époque des vacances scolaires, dans la mesure des ressources dont elle pourra disposer.

ART. 2. — Pour atteindre le but qu'elle se propose, la loge demandera au comité des souscripteurs pour l'enseignement mutuel une liste de trois noms pour chaque enfant qu'elle aura résolu de patroner. Après réception de cette liste, une commission sera nommée dans le sein de la loge ; elle devra présenter un rapport détaillé dans lequel elle s'attachera à faire ressortir les considérations qui militent en faveur de chaque élève ; il sera procédé alors à un scrutin, et celui des candidats qui réunira la majorité des suffrages sera patroné par la loge.

ART. 3. — L'enfant patroné sera mis en apprentissage chez un maître choisi par la loge ; on s'efforcera d'ailleurs de concilier l'âge, les facultés, et autant que possible les goûts de l'enfant avec la profession qu'on lui fera embrasser.

ART. 4. — Le patronage aura la même durée que l'apprentissage.

ART. 5. — Pendant l'apprentissage, une commission

permanente de trois membres devra surveiller l'enfant et faire, chaque trimestre, un rapport détaillé sur sa conduite, sur ses progrès et sur sa santé.

ART. 6. — Si, par des fautes graves, l'enfant, dans le cours de l'apprentissage, se rendait indigne des bienfaits de la loge, celle-ci pourra lui retirer son patronage et résilier l'engagement contracté avec le maître d'apprentissage ; cette décision ne sera prise qu'après enquête par des commissaires spéciaux, et à l'unanimité des membres présents à la séance et convoqués à cet effet.

ART. 7. — Après sa sortie d'apprentissage, la loge n'abandonnera pas l'enfant devenu ouvrier : elle surveillera sa conduite et l'aidera de son influence et de ses conseils. A dix-huit ans, si l'élève n'a pas démérité, s'il est resté digne de la protection vigilante qui a veillé sur lui, il pourra, s'il y consent, être initié gratuitement au premier grade symbolique : par le fait de cette initiation, il fera dès-lors, et sous le titre d'adopté, partie de la société maçonnique, sans être tenu à aucune rétribution ou appel de fonds ; il pourra de même, et dans les délais fixés par les règlements généraux, être admis aux autres grades que confère la loge.

ART. 8. — Communication de la présente délibération sera donnée à M. le maire d'Angers et à M. le président du comité des écoles mutuelles.

DEUXIÈME DÉLIBÉRATION. — 4 FÉVRIER 1844.

ARTICLE PREMIER. — La loge, pour réaliser l'œuvre philanthropique qu'elle a résolue dans sa séance du 8 janvier, consacre à cet objet le produit de son tronc des pauvres jusqu'à concurrence d'une somme de cent cinquante francs par an.

ART. 2. — Chaque frère de l'atelier s'impose extraordinairement pour une somme de cinq francs par an, qui sera affectée au même objet.

ART. 3. — La loge se réserve d'aviser, selon les circonstances et les besoins, pour les sommes qui deviendraient ultérieurement nécessaires à l'accomplissement de l'œuvre qu'elle s'est proposée.

DÉLIBÉRATION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ POUR L'ENCOURAGEMENT DE L'ENSEIGNEMENT MUTUEL. — 4 MAI 1844.

La loge la *Bienfaisance*, constituée à Angers, propose au bureau de la société d'enseignement mutuel un projet de patronage des enfants de nos écoles, projet contenu dans une délibération du 8 janvier dernier. La lecture des 8 articles qui le composent vous a parfaitement fait connaître l'objet et les moyens de cette œuvre, ainsi que son rapport avec la société d'enseignement mutuel. La loge désire patroner annuellement pour l'apprentissage un certain nombre d'enfants, dans la mesure de ses ressources. Elle nous demande à cette fin de vouloir bien lui fournir une liste de trois candidats pour chaque patroné, parmi vos élèves, choisis par vous à l'époque des vacances scolaires.

Ainsi, messieurs, c'est un certificat de capacité et de moralité qui serait donné annuellement sur vos meilleurs élèves ; ce n'est point, comme l'avait proposé la société de saint Vincent-de-Paul, une inter-

vention dans vos écoles, un contrôle des faits qui s'y accomplissent, un choix fait par l'étranger, parmi des enfants dont la direction vous appartient exclusivement tant qu'ils sont chez vous. Vos droits et vos devoirs ne reçoivent aucun mélange, aucune atténuation, si l'œuvre proposée s'accomplit. Voilà pour l'actualité de la proposition considérée en elle-même.

Mais la commission avait à l'envisager sous un autre point de vue : celui de l'avenir ; car la société d'enseignement mutuel s'impose non-seulement les soins de l'instruction, mais encore la sollicitude des destinées de ses élèves. Les loges maçonniques se sont en tous temps distinguées par la philanthropie et la bienfaisance. C'est là leur plus beau titre et qui les a sans doute plus recommandées que les symboles, qu'il ne nous est pas permis d'ailleurs de scruter. Ainsi, sans nous préoccuper de ce qui se passe derrière le voile de la loge, nous trouvons au dehors des bienfaiteurs zélés et désintéressés ; nous devons donc accueillir leurs offres dans l'intérêt de nos élèves.

Les art. 3 et 4 de la décision de la loge, tout en offrant aux enfants après leur apprentissage la perspective de l'initiation, ne le font que dans les limites de la raison et avec le respect dû à l'indépendance de la volonté humaine. Nous avons donc la certitude que les principes de religion et de morale inculqués par notre société aux enfants appelés au patronage, ne recevront aucune atteinte de la part de leurs patrons, qui sans doute ne demandent notre confiance que parce qu'ils acceptent les principes et les règles d'après lesquels nous traçons dans le présent aux jeunes générations la ligne de l'avenir.

Ainsi la commission est d'avis d'admettre la proposition contenue dans la délibération susdite de la loge la *Bienfaisance*, et de lui fournir annuellement les listes de candidats pour le patronage des apprentis.

L'adoption de ce rapport, ainsi que de ses conclusions, est mise aux voix et admise à l'unanimité.

Le bureau charge ensuite son président de transmettre à la loge la *Bienfaisance* expédition de la présente délibération.

Pour copie conforme : *Le vice-président,*
Signé GILLARD.

SITUATION DE LA MAÇONNERIE

AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE EN 1844.

Nous empruntons à une feuille maçonnique allemande les renseignements ci-après, qui lui sont fournis par un frère du Kentucky, en position d'être parfaitement informé. Il y est souvent fait allusion à des événements qui ont eu lieu en 1827, aux États-Unis et dans les colonies anglaises du nord de l'Amérique, et qui ont exercé, pendant plusieurs années, une fâcheuse influence sur le sort de la maçonnerie dans ces contrées. Nous allons dire, en quelques mots, quels furent ces événements. On pourra consulter, pour plus amples détails,

l'Histoire pittoresque de la franc-maçonnerie et des sociétés secrètes anciennes et modernes, par le frère Clavel.

Une loge de Batavia, dans l'état de New-York, décida en 1826 qu'elle fonderait un chapitre du grade de royale-arche. Elle fit signer à plusieurs frères, revêtus de ce degré, et notamment à un frère William Morgan, entrepreneur de maçonnerie, une demande à l'effet d'y être autorisée, qu'elle se proposait d'adresser au Grand-Chapter du ressort. Au moment où cette demande allait être envoyée, quelques membres exigèrent que l'on biffât la signature de Morgan, homme de mœurs décriées, dont le nom seul, dans leur opinion, eût suffi pour faire rejeter la requête. Il fut fait droit à leur réclamation. Plus tard, le chapitre ayant été constitué, l'installation en eut lieu solennellement, et Morgan ne fut pas appelé à la cérémonie. Instruit du motif de son exclusion, Morgan en conçut un vif ressentiment ; il déclara que le déni de justice dont il était l'objet le déliait de tous ses serments envers la maçonnerie, et qu'il allait livrer à la publicité les secrets et les mystères de l'Ordre. Bientôt on apprit, en effet, qu'il avait remis à Miller, imprimeur de Batavia, le manuscrit contenant ses révélations, et que l'ouvrage ne tarderait pas à paraître. Quelques maçons peu intelligents s'émurent à cette nouvelle, et résolurent de s'emparer à force ouverte du manuscrit ; mais ils renoncèrent à leur projet, lorsqu'ils s'aperçurent que Miller, averti, s'était mis en état de repousser leur attaque.

Sur ces entrefaites, William Morgan, arrêté sous la prévention de vol, relaxé faute de preuves, incarcéré ensuite pour une dette d'une faible valeur, était arraché de sa prison, jeté dans une chaise de poste et entraîné dans la direction du Canada. Depuis ce moment, on n'entendit plus parler de lui.

Sa disparition causa une profonde sensation ; les ennemis de la maçonnerie l'exploitèrent habilement ; des assemblées publiques eurent lieu, dans lesquelles on prit des résolutions contre les frères ; ils furent exclus des fonctions civiques, du jury, du service divin ; leurs mystères furent imprimés, représentés sur les théâtres et dans les carrefours ; quelques personnes furent arrêtées, mises en jugement sous l'accusation de meurtre et condamnées à l'emprisonnement, bien qu'on ne pût établir leur culpabilité. Cette épidémie anti-maçonnique se répandit en un clin d'œil sur toute la surface

des États-Unis et envahit le nord de l'Amérique et une partie des régions du sud. Sur divers points, les législatures prohibèrent, sous des peines sévères, les réunions maçonniques; et, sous l'empire de la terreur organisée contre elles, la plupart des loges cessèrent de s'assembler.

La persécution continua avec une extrême violence jusqu'en 1832; mais alors des voyageurs, arrivés du Levant, déclarèrent que Morgan n'avait pas péri; que sa disparition avait été de sa part un calcul destiné à appeler l'intérêt sur sa personne et à pousser à la vente de son livre; que, resté long-temps caché dans le pays, pour recueillir le fruit de son stratagème, il s'était enfin expatrié; qu'ils l'avaient retrouvé à Smyrne, où, après avoir dissipé ce qu'il avait emporté, il s'était fait mahométan, et avait obtenu un emploi du gouvernement turc. Cette déclaration, qui portait tous les caractères de la sincérité, vint déjouer les manœuvres des anti-maçons, et calma graduellement l'irritation des esprits. Peu à peu, les loges se rouvrirent, et la maçonnerie reprit en partie l'importance dont elle avait joui avant toute cette émotion.

Voici maintenant l'article de la feuille allemande :

« Le Maine est un état très-peuplé, et qui occupe une étendue de pays considérable. Il y a environ dix ans, la maçonnerie y était prospère. Le parti anti-maçonnique parvint depuis à y éteindre presque entièrement son flambeau; mais aujourd'hui elle renaît de ses cendres et recommence à briller du plus vif éclat.

« Dans le New-Hampshire, elle a eu à lutter contre les mêmes obstacles que dans l'état du Maine; mais, là aussi, elle est sortie depuis quelque temps de sa léthargie, plus vivace que jamais.

« Les loges du Vermont étaient, il y a quinze ans, dans une situation très-florissante; les brigues des anti-maçons n'ont pas laissé subsister un seul atelier dans cet état.

« La maçonnerie est en pleine activité dans le Massachussets. Quelques lois pénales, il est vrai, y visaient à sa suppression; mais ces lois ayant été abrogées, la confraternité s'y trouve actuellement dans une situation des plus satisfaisantes.

« Le Rhode-Island est un état de peu d'étendue, et l'esprit des habitants est tel que, pendant long-temps, aucune loge ne put s'y réunir. Des décrets avaient été rendus contre l'Ordre, qui restèrent en vigueur de 1827 à 1840. En la dernière

année, la prohibition cessa, et, depuis cette époque, la maçonnerie recommence à y fleurir.

« Ce n'est pas la législation qui entrave la marche de la confraternité dans le Connecticut, ce sont les mauvaises dispositions des habitants, dont la majorité est sans culture intellectuelle. Néanmoins, les classes élevées s'intéressent à l'Ordre avec chaleur et contribuent à sa prospérité.

« L'intrigue anti-maçonnique porta un rude coup à l'institution dans l'état de New-York, en l'année 1827. Près de 500 loges y travaillaient à cette époque. Par suite de la persécution dont l'ordre eut à souffrir, 50 de ces loges furent fermées. Cependant la Grande-Loge de cet état tient régulièrement ses séances, et l'on remarque que la maçonnerie recrute de nombreux adeptes parmi la population. Tout porte donc à espérer qu'elle pourra recouvrer incessamment son ancienne splendeur.

« L'Ordre a eu également à lutter dans le New-Jersey contre l'opposition anti-maçonnique; mais il y a en ce moment à constater un véritable progrès.

« Les événements politiques nuisirent considérablement à l'institution dans la Pensylvanie. Néanmoins elle y a toujours été soutenue par les classes éclairées; aujourd'hui elle se propage glorieusement dans tout le pays.

« Nonobstant toutes sortes d'oppositions et d'entraves, la maçonnerie s'étend et fleurit de jour en jour davantage dans l'état de Delaware.

« Plusieurs loges du Maryland ont été fermées dans ces derniers temps par suite de méintelligences; mais les autres travaillent activement et vivent dans une harmonie parfaite.

« Dans la Virginie, la maçonnerie a eu moins d'obstacles à vaincre que dans les états du nord. Les assemblées y sont nombreuses et suivies.

« L'association occupe un rang distingué dans la Caroline-du-Nord. Les hommes les plus considérables du pays la soutiennent activement de leur influence et se montrent à la fois maçons instruits et pleins d'ardeur.

« Elle est, dans la Géorgie, aussi brillante que possible. Les derniers rapports adressés par les ateliers à la Grande-Loge témoignent des résultats les plus heureux.

« L'Ordre est puissamment encouragé et protégé dans le Mississipi. Les plus notables du pays sacrifient au culte maçonnique.

« Les loges françaises prédominent dans la Louisiane, et leurs travaux s'effectuent avec toute

la pureté maçonnique. L'amour fraternel et la concorde règnent parmi elles.

« Dans l'état occidental d'Arkansas, on s'intéresse chaleureusement à l'Ordre.

« Il brille d'un vif éclat dans l'état encore si jeune du Missouri. Les hautes classes de la société le soutiennent de toute leur influence et s'associent à ses travaux.

« L'Ordre n'est pas moins florissant dans l'Illinois, état également fort jeune. Les loges s'y multiplient et se distinguent par leur excellente composition.

« Dans l'Indiana, la maçonnerie est généralement honorée. On y installe fréquemment de nouveaux ateliers.

« L'Ohio, ce vaste état occidental, possède une loge dans presque chaque ville. Nulle part les frères ne se montrent aussi zélés.

« Le nombre des maçons, dans l'état du Kentucky, s'élève à près de 5,000, et toutes les loges sont en pleine activité.

« La population se prononce fortement dans le Tennessee en faveur de la maçonnerie, et les initiations y sont très-fréquentes. »

AFFILIATION

DU FRÈRE NOËL DES QUERSONNIÈRES A LA LOGE
DES TRINOSOPHES, A PARIS.

Une solennité des plus touchantes avait attiré, le 6 septembre, à la loge des *Trinosophes*, un immense concours de visiteurs. Le frère Noël des Quersonnières, né le 28 février 1728, à Valenciennes, et par conséquent âgé de plus de cent seize ans, devait être affilié. Les travaux s'ouvrirent à trois heures de relevée, et bientôt après le centenaire fut introduit. C'est un homme de petite taille, se tenant fort droit, marchant seul et lestement, quoiqu'il boite un peu, par suite d'un accident qui lui arriva dans sa jeunesse. Après un discours du frère Bézingue, vénérable, le frère des Quersonnières fut invité à se présenter à l'autel pour y prêter son obligation. On voulut l'aider à gravir les marches de l'orient ; il s'y refusa. « Non, non, dit-il ; je n'ai pas besoin qu'on me soutienne. » Lorsque le vénérable lui demanda s'il s'engageait à observer religieusement les règlements de la loge, il répondit d'une voix nette et forte : « Sans reculer d'un seul pas ! » On le fit asseoir à la droite du vénérable. De là, il

planait sur toute l'assemblée, et ses regards paraissaient y chercher quelqu'un. Il se pencha à l'oreille d'un de ses voisins : « Le frère Desnœuds est-il ici ? lui demanda-t-il. — Qu'est-ce que le frère Desnœuds ? répond son interlocuteur. — Eh ! parbleu, c'est celui qui faisait les fonctions de frère terrible à ma réception. — Y a-t-il longtemps ? — Oh ! il y a de cela quelque quatre-vingts ans. C'était à Brest, en 1764. » Puis, songeant sans doute qu'il s'était écoulé depuis lors bien des années, un sourire mélancolique vint errer sur ses lèvres, et il se tut. On lut ensuite quelques pièces de vers de sa façon, notamment deux madrigaux qu'il a composés il y a deux ans à peine. Ces vers sont d'une facture gracieuse et facile, et dénotent une grande fraîcheur d'esprit et de cœur.

Au milieu de quelques paroles adressées à l'assemblée par le vénérable, nous avons retenu les particularités suivantes de la vie du frère des Quersonnières.

Son père était conseiller du roi, et s'appelait Noël. Il avait épousé une demoiselle des Quersonnières, dont il ajouta le nom au sien. Le jeune François-Marie-Joseph, aujourd'hui centenaire, était son troisième fils. Sa mère le nourrit de son lait et l'entoura, dans son enfance, des soins les plus empressés et les plus tendres. Elle mourut à l'âge de quatre-vingts ans. Sa mère en avait vécu cent vingt-cinq.

Le frère des Quersonnières fit d'excellentes études au collège de Douai. Les souvenirs de cette époque de sa vie se sont profondément gravés dans son esprit, et il raconte dans leurs moindres détails, et avec une grâce parfaite, une foule de tours d'écoliers dont il fut alors témoin.

Fort jeune encore, il fut nommé chef de bureau à la division militaire de Brest. De cette ville, il passa à Saumur, où il fut préposé aux approvisionnements militaires. En 1789, peu s'en fallut qu'il ne devint victime d'une émeute populaire. On l'accusait d'accaparer les grains ; et déjà quelques misérables l'avaient saisi et voulaient l'attacher à une lanterne, lorsqu'un officier d'artillerie, M. Louet, vint le dégager à la tête d'un faible détachement de cavaliers et le sauva de ce péril.

En 1792, il fit, en qualité de commissaire-général aux approvisionnements militaires, la campagne de Champagne contre les Prussiens ; et, par une désobéissance calculée à des ordres qu'il avait reçus, il assura la subsistance de notre armée. « Plein de zèle et de prévoyance, dit un biographe, dans l'exercice de ses fonctions, il fit

établir sur les bords de la Marne une filature de foin qui, en réduisant considérablement le volume de ce fourrage, permettait au cavalier d'en porter six rations sur son cheval. »

A l'époque de la terreur, il fut plusieurs fois dénoncé au comité de salut public et parvint toujours à confondre ses accusateurs. « Un jour, dit le même biographe, il se présente au comité où siégeaient Robespierre, Couthon, Saint-Just, et leur adresse le discours suivant : « Citoyens représentants, je viens vous dénoncer un homme qui a mérité trois fois la mort pour avoir violé trois décrets dont l'infraction entraîne la peine capitale. Chargé de l'approvisionnement des armées, je n'ai pu remplir ma mission qu'en achetant des grains dans les campagnes, sans égard à la loi du maximum, et en les payant en argent monnayé et non en assignats. J'ai en outre violé la loi qui défend d'affecter les approvisionnements militaires à d'autres services que celui des armées, car j'ai nourri avec le blé des magasins de l'Etat dix communes qui éprouvaient toutes les horreurs de la famine, et que j'ai sauvées du désespoir, pensant que la république est une bonne mère qui ne peut laisser mourir de faim ses enfants. — Tu as bien fait, lui répondit Robespierre; et celui qui viole ainsi les lois, mérite bien de la patrie. Le comité de salut public te remercie d'avoir exposé ta vie pour nourrir nos armées et sauver des citoyens. Il te conserve sa confiance, et t'invite à continuer tes fonctions avec le même zèle. »

Le frère des Quersonnières avait une remise de cinq pour cent sur tous les achats qu'il faisait pour le compte des armées; et il eût pu dès lors amasser une fortune considérable; mais sa générosité naturelle y mit toujours obstacle. De fortes sommes lui étaient dues par le gouvernement; il les réclama sous le règne de Napoléon, dont il n'était pas partisan, et ne put parvenir à se les faire rembourser. On lui suscita une foule de tracasseries; il se vit même privé momentanément de sa liberté. Pour échapper à une nouvelle arrestation, il se réfugia en Angleterre, d'où il ne revint qu'après la deuxième restauration. D'un premier mariage, il avait eu une fille, qui vit encore, et trois fils, dont deux furent tués en Espagne. Le troisième est aujourd'hui capitaine au septième régiment d'artillerie. A Londres, où il donnait des leçons de français, de latin et de grec, une jeune Anglaise, qui avait à peine atteint sa seizième année, s'éprit d'amour pour lui, mal-

gré son grand âge, et déclara ne vouloir point d'autre époux. En dépit des observations et des remontrances que lui fit le frère des Quersonnières, le mariage s'accomplit. Cette jeune femme lui donna un fils qui ne vécut que dix mois, et elle mourut des suites d'une fausse couche quelques années après.

De retour en France, des amis généreux vinrent en aide au frère des Quersonnières. Un d'eux lui légua une modique rente viagère de 720 fr. qui compose toute sa fortune. Le hasard lui fit rencontrer, il y a douze ans, la veuve du capitaine d'artillerie qui lui avait sauvé la vie à Saumur; elle s'est attachée à lui et l'entoure des soins les plus affectueux et les plus attentifs.

Le frère des Quersonnières, si nous nous rapportons à l'écrit que nous avons déjà cité, a l'oreille fine, la vue excellente; il lit et écrit sans lunettes. Son appétit est régulier, sans être très-vif; il a l'estomac bon. Il se couche de bonne heure, dort toute la nuit et se lève avec le jour. Il déjeûne avec du café auquel il mêle du lait de chèvre, et boit, après l'avoir pris, un verre d'eau-de-vie. Vers midi, il fait un second repas, ordinairement composé d'un potage, auquel succède encore un verre d'eau-de-vie. Il dîne le plus souvent avec une omelette, et fait du vin un usage fort modéré. Tel est son régime alimentaire. Sa bouche est entièrement dégarnie de dents; mais ses gencives, très-saines et très-fermes, lui permettent la mastication.

Après le discours du vénérable, quelques couplets furent chantés en l'honneur du nouvel affilié. Vint ensuite une initiation, à laquelle le frère des Quersonnières parut prendre un vif intérêt. La réception terminée, il se retira.

Un autre centenaire, plus jeune seulement de quelques années, et dont nous n'avons pu apprendre le nom, assistait à la solennité. L'amiral Mackau, ministre de la marine, était venu aussi prendre place sur les colonnes.

La loge des *Trinosophes*, après avoir affilié le frère des Quersonnières, a voulu lui donner une nouvelle preuve de son affection et contribuer à améliorer sa condition matérielle. Elle a voté, en conséquence, une souscription en sa faveur. La liste est ouverte chez le vénérable, le frère Bezinge, aux Batignolles, près Paris, rue de l'Eglise, n. 15. Il n'y a certainement pas un maçon qui ne s'empresse de s'associer à une bonne œuvre si justement motivée.

CÉRÉMONIES MAÇONNIQUES.

FÊTE BAPTISMALE CÉLÉBRÉE PAR LA LOGE L'ASILE DU SAGE, A LYON.

Le 12 mai 1844, la loge *l'Asile du sage* a tenu une assemblée dans le local de l'atelier du *Parfait silence*, cours Morand, aux Broteaux pour célébrer solennellement, dit le procès-verbal imprimé de cette assemblée, une fête baptismale maçonnique et profane.

Les travaux ont été ouverts dans le temple, sans batterie, au premier grade symbolique, sous le maillot du frère Corant, vénérable. Parmi les visiteurs qui ont été, peu après, introduits, on remarquait des députations du *Conseil philosophique* de Lyon, des loges *les Arts réunis* de Mâcon, *la Concorde* de Vienne, *les Élus* de Saint-Étienne, et plusieurs vénérables des loges de Lyon. Lorsque les dames eurent été admises, le nombre des assistants s'éleva à cinq cents personnes environ. A chaque introduction, la colonne d'harmonie avait exécuté des morceaux appropriés à la circonstance.

Chacun ayant pris séance à la place qui lui avait été indiquée, quatre frères apprentis, désignés par le président, apportèrent dans la loge, assis sur un brancard orné de fleurs et de verdure, sept louveteaux nommés *Bienfaisant*, *Sincère*, *Prudent*, *Sage*, etc., admis au baptême maçonnique en récompense des services rendus par leurs pères à l'Ordre et à l'atelier. A l'orient, en face du trône, les mères de ces enfants et leurs parrains entouraient une estrade élégamment décorée où avaient été déposés divers objets qui devaient figurer dans la cérémonie.

A ce moment, le vénérable se leva et adressa à l'assemblée, et principalement aux dames, un discours dans lequel il exposa quel est le but de la franc-maçonnerie, ce qu'elle exige de ses adeptes à l'égard des femmes, et enfin quel est l'esprit de la solennité à laquelle elles étaient appelées. Nous passerons sous silence les généralités bien connues qui font le texte de la première partie de cette allocution, et nous rapporterons seulement ce qui a trait au baptême maçonnique.

« Nous appelons, dit le vénérable, la cérémonie qui nous réunit un baptême maçonnique : c'est la consécration d'enfants auxquels la bonne conduite de leurs pères a valu cette faveur. Dès aujourd'hui, nous adoptons ces enfants ; ils deviennent nos frères. Notre protection les entoure ; des parrains les surveillent. A dix-huit ans, ils partageront nos travaux.

« Une fête baptismale a un avantage inappréciable à nos yeux ; c'est de nous rapprocher de vous, mesdames ; c'est de vous associer à nos joies, de vous ouvrir nos temples. Vous devenez nos auxiliaires et nous sommes les vôtres. Nous voulons rivaliser avec vous d'amour et de soins pour ces aimables enfants devenus nos enfants aussi, quoique nous sachions bien d'avance que nous serons vaincus par vous dans cette pieuse lutte ! »

Le vénérable ayant achevé son discours, invita le vénérable d'honneur, le très-sage du chapitre et l'orateur à l'accompagner auprès de l'estrade dressée pour la cérémonie du baptême. Lorsqu'il y fut arrivé, il adressa une invocation à l'Être-Suprême en faveur des louveteaux. Puis il fit flamboyer trois fois le trépied en y jetant de l'encens, et il prononça une nouvelle prière. Cela fait, il interpella les parrains, qui promirent solennellement à la loge d'aider les parents des louveteaux à remplir envers eux les obligations de la maçonnerie.

La main droite de chacun des enfants fut plongée ensuite dans un vase plein d'eau.

« Ce symbole, dit le vénérable, indique la purification. Puissent vos mains, chers enfants, rester pures de tout contact vicieux, rester pures du sang de vos semblables ! Vous ne devez verser le vôtre que pour la défense de la patrie, votre seconde mère. »

Un tablier fut attaché au corps de chaque louveteau, et le vénérable ajouta :

« Cet emblème du travail apprend aux enfants que le temps doit toujours être employé utilement. Le temps, c'est l'étoffe dont la vie est faite. Le travail, pour le riche, c'est la charité, c'est le dévouement au malheur ; pour le pauvre, c'est le moyen d'élever sa famille dans les voies de la vertu ; c'est le courage qui fait supporter le poids du jour et de la chaleur. »

On donna ensuite une paire de gants blancs, emblème de candeur et d'innocence, à chacun des sept enfants ; on passa à leur cou un ruban auquel était suspendu le bijou distinctif de la loge. Le vénérable leur recommanda de le garder avec soin et de s'en décorer dans les visites qu'ils feront aux ateliers en compagnie de leurs pères.

Ce cérémonial accompli, il fut donné lecture des certificats ou attestations délivrés aux baptisés par la loge. Le vénérable détailla à chacun d'eux les engagements qui naissent pour lui du prénom maçonnique que l'atelier lui a donné, et les idées qui se rattachent à cette dénomination. Les expressions employées dans ces petites allocutions parurent exciter un intérêt particulier dans l'auditoire ; les enfants les écoutèrent avec une intelligente attention.

On leur distribua ensuite des fruits et de la

pâtisserie. Les calices de l'eau et du vin circulèrent. Les parrains, les enfants, le très-sage, le vénérable d'honneur, le vénérable titulaire et l'orateur rompirent successivement le pain de la fraternité et approchèrent leurs lèvres de la même coupe.

« C'est, dit le vénérable, la représentation du banquet de la vie, auquel,

Enfants du même Dieu, vivant toujours en frères,

nous assistons par la volonté d'en haut, heureux ou misérables, puissants ou subordonnés. Ne jetons jamais dédaigneusement au malheureux les miettes du festin. Les pauvres sont les meilleurs amis de Dieu. La Providence nous tiendra compte de tout le bien que nous aurons fait aux êtres qui souffrent. Enfants, n'oubliez pas que la vie n'est qu'un passage de tribulations et d'erreurs. Un peu de bruit et de fumée ; et la pelle du fossoyeur proclame l'égalité du tombeau ; la même terre recouvre les restes du pâtre et du monarque. La maçonnerie vous offre aujourd'hui, dans ce banquet commun, la peinture vivante de la fraternité et de l'égalité. »

En achevant ces mots, le vénérable s'approcha de chaque mère et lui remit un anneau en or, dit alliance, dans l'intérieur duquel était gravée cette inscription : « *L'Asile du sage à sœur N... 12 mai 1844,* » comme le gage d'une union impérissable entre elle et l'atelier. Puis les parrains et les officiers présents embrassèrent les enfants ; le vénérable les éleva successivement dans ses bras, les présenta et les nomma à la loge, et s'écria :

« Étendez les bras avec moi, mes frères. Bénissons, au nom de la maçonnerie, ces louveteaux ; appelons sur leurs têtes les bienfaits du Grand-Architecte de l'Univers. Santé, prospérité pour ces enfants ! Qu'ils révèrent leurs parents ! qu'ils honorent la maçonnerie ! qu'ils soient heureux par la vertu, par la pratique des bons exemples ! »

Un membre de l'atelier, placé dans une tribune voilée, fit alors entendre, aux sons de l'harmonie, des stances composées exprès pour la solennité. Chacun des officiers reprit ensuite sa place, et, de retour au trône, le vénérable fit proclamer sur les colonnes, et proclama lui-même à l'orient l'accomplissement de la cérémonie baptismale, et invita tous les frères à reconnaître à l'avenir les sept louveteaux comme enfants adoptifs de l'atelier.

La séance fut terminée par des discours en prose et en vers prononcés par différents frères ; et, après un hommage rendu à la mémoire de deux membres de *l'Asile du sage*, décédés dans le cours de l'année précédente, la majeure partie des assistants prit place à un banquet qui avait été préparé et que suivit un bal qui se prolongea jusqu'au lendemain.

CÉLÉBRATION DU JUBILÉ SÉCULAIRE DE LA LOGE AUX TROIS-ÉPÉES, A HALLE.

La fête séculaire de la loge *aux Trois-Épées*, à Halle, présidée par le frère Germar, son vénérable, a été magnifiquement célébrée les 13 et 14 décembre 1843. Un grand nombre de frères, appartenant à d'autres loges, avaient répondu à l'invitation qui leur avait été faite, et le nombre des assistants s'élevait à quatre cents. Le 13 décembre, à six heures du soir, on tint la loge de clôture du siècle. Quand les frères de la loge *aux Trois-Épées*, et ceux des autres loges, furent entrés dans le temple, brillamment éclairé au gaz, on introduisit les fonctionnaires supérieurs et les députations au son d'une musique ravissante ; on entonna un hymne analogue à la circonstance ; puis les travaux furent ouverts de la manière la plus solennelle. Le vénérable prononça un discours sur la signification de cette journée et salua cordialement tous les frères présents. Le grand-maître de la Mère-Loge *aux Trois-Globes*, le frère O'Etzel, prit ensuite la parole, félicita la loge à l'occasion de son jubilé séculaire, et paya un sincère hommage à son activité, à l'excellent esprit qui l'anime, ainsi qu'aux honorables efforts qu'elle déploie dans l'intérêt de la maçonnerie. Après ce discours, le comte Henckel de Donnersmark dit quelques mots, non-seulement au nom de la Grande-Loge nationale, dont il est le grand-maître, mais encore en qualité d'ancien membre honoraire de la loge *aux Trois-Épées* ; et il fit don à la loge d'un très-beau maillet, comme marque de souvenir.

La Grande-Loge *Royal-York à l'Amitié*, de Berlin, fut représentée par le frère d'Olfers ; la Grande-Loge nationale de Saxe, par le frère Meissner ; et la Grande-Loge éclectique de Francfort, par le frère Fischer. La Grande-Loge de Hambourg avait envoyé ses félicitations par écrit.

La loge d'*Archimède*, d'Altenbourg, qui avait fêté son jubilé séculaire l'année précédente, offrit, par l'organe de son vénérable, le frère Back, à la loge *aux Trois-Épées*, un beau compas sur la tête duquel on voyait ciselée, en argent, la figure d'Archimède occupé à décrire des cercles. La loge *la Constance*, de Bernbourg, donna également un compas par l'organe de son député-maître, le frère Bley. Le vénérable de la loge *Astrée*, le frère Zaccharia, fit présent du sixième volume de sa *Numotheca Latomorum*, dédiée à la loge *aux Trois-Épées*. La loge de *Minerve aux trois Palmiers*, qui est une des plus anciennes de l'Allemagne, et qui célébra sa fête séculaire

en mars 1841, fit, par l'entremise de son vénérable, le frère Wendler, hommage d'un magnifique tronc pour les pauvres, en argent massif.

Les députés de plusieurs loges particulières présentèrent ensuite leurs félicitations auxquelles le frère Germar répondit par quelques paroles touchantes. Puis, la loge effectua sa clôture en éteignant les bougies ; et le frère Francke prononça une prière de remerciement à l'Être-Suprême.

Dans cette journée, la loge décida qu'un capital de 2,000 thalers serait fondé moyennant des quêtes fraternelles ; capital dont les intérêts serviraient au soulagement de deux veuves de maçons. Un membre de la loge, qui ne voulut pas se nommer, versa immédiatement 100 thalers.

Le 14 décembre, à onze heures et demie, les frères se réunirent de nouveau pour ouvrir solennellement la première séance du deuxième siècle de la loge.

L'entrée dans le temple se fit comme la veille. L'autel était brillamment éclairé par trois magnifiques candélabres en argent offerts par les sœurs de la loge.

Après que tous les frères eurent pris leur place, le vénérable s'adressa au premier surveillant et lui demanda :

« Dans quel but les frères se sont-ils réunis ? »

— Pour ouvrir la première loge du nouveau siècle, » répondit le premier surveillant.

Alors on ordonna à deux maîtres des cérémonies d'apporter les grandes lumières. Ils sortirent accompagnés de quatre *stewards*, ou experts, et rentrèrent bientôt solennellement. Le premier maître des cérémonies portait sur un coussin de soie bleue une grande et magnifique Bible imprimée il y a deux cents ans, et offerte à la loge *aux Trois-Épées* par S. A. R. le prince de Prusse, protecteur de toutes les loges maçonniques dans les États prussiens.

On lut, à cette occasion, une lettre adressée par l'auguste protecteur au vénérable, dans laquelle S. A. R. exprimait ses regrets de ne pouvoir assister à la fête de la loge, attendu que la mort d'une personne qui touche de près la maison royale rendait sa présence indispensable à Berlin.

Le deuxième maître des cérémonies portait sur un riche coussin les deux autres grandes lumières, toutes rayonnantes d'or, présent offert par la Mère-Loge nationale *aux Trois-Globes*.

Ces symboles furent posés sur l'autel, et l'on ouvrit la loge. Après une prière chorale, le vénérable prit la parole et traça en peu de mots

l'histoire de la loge *aux Trois-Épées*. Le frère Francke prononça ensuite, à l'occasion de la solennité, un discours remarquable qui sera probablement livré à l'impression.

Le frère Eckstein, secrétaire de la loge, présenta la première partie d'une *Histoire de la franc-maçonnerie dans l'orient de Halle*. Cet excellent ouvrage est dédié au frère Germar, qui a fourni beaucoup de documents à l'auteur, et qui tient le maillet depuis seize années.

La loge ferma ensuite ses travaux, se sépara pour quelques heures, et se réunit à quatre heures dans la salle du banquet, où cette belle fête se termina au milieu des toasts et des chants maçonniques.

La ville de Halle gardera long-temps le souvenir de cette solennité. (Latomia.)

JUBILÉ SÉCULAIRE DE LA LOGE CHARLES A LA COLONNE COURONNÉE, A BRUNSWICK.

Les 11 et 12 février 1844, on a célébré à Brunswick la fête séculaire de la loge *Charles à la Colonne couronnée*. La loge de clôture du siècle accompli s'ouvrit le 11 février à cinq heures, pour la réception des députés et des frères visiteurs. Plusieurs loges envoyèrent leurs félicitations par écrit. La réception eut lieu d'après le rite de Schroeder. Les frères se rendirent ensuite dans la salle du banquet, et cette journée se termina par une foule de toasts maçonniques. Le 12 février, à cinq heures, on tint la première loge du siècle nouveau. On ouvrit les travaux par un chant choral de quatre voix, exécuté par des chanteurs distingués du théâtre, appartenant à la maçonnerie. Après quelques dignes paroles du vénérable, et un discours du frère orateur (le docteur Mansfeld), on exécuta une cantate du frère Fischer, accompagnée de musique instrumentale ; puis, le député-maître, le docteur Lachmann, lut une notice historique sur la loge *Charles à la Colonne couronnée*. Il résulte de cette notice, qui intéressa vivement l'assemblée, que les princes de Brunswick étaient précisément ceux qui, entre tous les princes, s'occupaient avec le plus de sollicitude de la franc-maçonnerie et de tout ce qui s'y rattachait. La plupart des loges célèbres ont été fondées par les soins des princes de Brunswick.

Pour perpétuer le souvenir de cette fête, le frère Fritz a frappé une médaille ornée de symboles et allégories maçonniques, et portant ces mots : « Brunswick, 12 février 1844, » et sur le

revers : « A la fête séculaire de la loge *Charles à la Colonne couronnée*, 12 février 1841. »

Huit mois avant cette fête, le frère Fritz avait frappé une médaille en l'honneur du vénérable, le frère Langerfeldt, qui célébrait alors le vingt-cinquième anniversaire de sa prise de maillet.

HISTOIRE DE L'ORDRE.

NOTICE SUR LA FRANC-MAÇONNERIE DANS LE ROYAUME DE DANEMARK.

Nous empruntons au journal allemand *Latomia* l'article suivant, qui contient des renseignements inédits sur l'établissement, les progrès et l'état actuel de la maçonnerie en Danemark.

« Le comte Munnich, secrétaire de l'ambassade russe, à Copenhague, fonda une loge dans cette ville en 1743. Par suite de dissensions qui s'élevèrent dans son sein peu de temps après sa fondation, cette loge donna naissance à deux autres ateliers, qui s'établirent sous les titres de *Zorobabel* et de *Saint-Martin*.

« *Zorobabel* obtint une constitution de la loge de Hambourg en 1745 ; mais il se soumit quatre ans après au grand-maître provincial nommé par l'Angleterre, au comte Danneskiold Laurwig, qui avait fondé précédemment des loges à Kolding, à Rendsbourg, à Christiania et à Tranquebar. Dans la même année, il pourvut aussi d'une constitution la loge de *Saint-Martin*, fonda une grande-loge provinciale et nomma pour son député l'ambassadeur russe, le baron de Korff.

« Bien qu'il existât déjà en Danemark une autorité supérieure, la Mère-Loge aux *Trois globes*, de Berlin, fonda une nouvelle loge : les *Trois cœurs brûlants*, qui, à côté des trois grades de Saint-Jean, institua un nouveau grade écossais et ne voulut pas se soumettre à la loge provinciale ; ce qui donna lieu à une discussion entre celle-ci et le frère Neergaard, vénérable des *Trois cœurs brûlants* ; et la loge ne fut pas reconnue.

« Le frère Tullmann, secrétaire de l'ambassadeur de Suède, essaya d'apaiser le différend en fondant une nouvelle loge : le *Phénix*, qui, cependant, porta le coup de mort à celle des *Trois cœurs brûlants*.

« Au départ du frère Tullmann, le frère de Malleville prit la direction du *Phénix*, et parvint à faire adopter aux trois loges danoises le même

rite, celui de la Mère-Loge aux *Trois globes*.

« Peu à peu la maçonnerie se propagea dans le Danemarck, et l'on y compta bientôt dix-huit loges en activité, en y comprenant celles des colonies.

« En 1754, on fonda à Copenhague la loge du *Petit nombre*. Il paraît qu'il y eut à Kiel une loge avant 1763 ; car, en 1764, le frère de Prangen parut à Altenberg en qualité de député de Lubeck et de Kiel. Plus tard, grâce à la médiation du frère Jaenisch, de Hambourg, le frère Schubarth se rendit à Copenhague, y fit signer les actes d'obédience, le 6 mai 1765, dissoudre les loges provinciales et les loges de Saint-Jean, et fonder, en remplacement, une Mère-Loge : l'*Étoile du Nord*, avec deux loges succursales : *Zorobabel* et le *Phénix*. Ainsi se resserra le lien maçonnique avec la confraternité allemande.

« Après la mort du duc Ferdinand de Brunswick, qui eut lieu le 3 juillet 1792, le landgrave Charles de Hesse fut élu grand-maître des loges du Danemark. Treize loges danoises et quatre autres loges (celles de Hambourg, de Christiania, de Bergen et de Drontheim) travaillèrent sous ses ordres.

« Grâce au puissant patronage du landgrave Charles, un ordre du cabinet du roi reconnut officiellement la maçonnerie le 2 novembre 1792, mais à condition qu'aucune loge ne serait soufferte dans les états du Danemark, si elle n'avait le landgrave Charles pour chef souverain.

« Vers 1786, le landgrave introduisit dans les ateliers un nouveau mode de travail, d'après les constitutions arrêtées au convent de Wilhelmsbad.

« A sa mort, le roi de Danemark prit le titre de grand-maître général, et se fit représenter, à Copenhague, par un *commissarius magni magistri*, ou député grand-maître. Le directoire écossais de Copenhague peut donc se prévaloir du protectorat spécial de l'auguste grand-maître, qui a même daigné conférer aux présidents d'ateliers l'ordre de Dannebrog, pour être porté par eux en public en signe de distinction.

« A côté des loges, exclusivement composées d'hommes, s'est élevée une espèce de maçonnerie d'adoption, la *Société de la Chaîne*, fondée dans les dernières années du XVIII^e siècle. Cette société, qui n'a pas cessé d'exister, soutient presque seule le grand hospice des aveugles à Copenhague. Son dernier président était le défunt maréchal de cour, Adam Wilhelm Haueh. »

ANECDOTE.

SUITES DE L'INDISCRÉTION D'UN PROFANE.

La maçonnerie n'était pas seulement tolérée sous l'Empire; elle y était puissamment protégée. Le fait suivant en fournit une preuve entre mille autres qu'on pourrait citer. En 1808 ou 1809, le préfet des Bouches-du-Rhône, Thibaudeau, était vénérable de la loge *les Écossais*, à Marseille, la plus ancienne, la plus nombreuse et la mieux composée de toutes les loges de cette ville. Le temple qu'elle avait fait construire, et qui existe encore, est d'une vaste étendue. La loge, proprement dite, n'a pas loin de cent pieds de profondeur, et les ornements dont elle est décorée sont de la plus grande magnificence. L'Anglais Smith en donne une description minutieuse dans son livre *Use and abuse of Masonry*, publié en 1783. Outre les bâtiments, il y a encore une vaste cour et un très-grand jardin dont un large bassin occupe le centre.

En l'année dont nous parlons, cette loge célébra, le 24 juin, la fête de Saint-Jean avec un éclat inusité. Tous les membres étaient à leur poste, et les députations de vingt ou trente loges de Marseille et des villes environnantes étaient venues prendre part aux travaux du jour. Plus de six cents maçons étaient ainsi réunis. Avant de passer à la loge de table, on procéda à la réception d'un profane, qui fut introduit dans le temple au moyen de ce qu'on appelle la coulisse, moyen périlleux, et que les loges ont, pour la plupart, abandonné avec raison. Au moment où il faisait ainsi son entrée, un des assistants se pencha à l'oreille de son voisin, et lui demanda d'un air inquiet ce qu'on allait faire au récipiendaire. Le frère qu'il interrogeait trouva cette question suspecte, se leva, et informa le vénérable qu'il se trouvait dans la loge un assistant décoré de tous les insignes maçonniques, et qui, pourtant, paraissait complètement étranger aux mystères de la société. Le vénérable fit suspendre le cérémonial de la réception. On éloigna le récipiendaire, et l'on appela au milieu de la loge l'imprudent questionneur, qui, interrogé à son tour sur les mystères de la maçonnerie, ne put disconvenir qu'il n'y avait jamais été initié, et que la curiosité seule l'avait poussé à s'introduire frauduleusement dans la loge en se mêlant à une députation à qui l'on avait donné l'entrée.

Ce point une fois acquis, on conduisit cet intrus dans le parvis, et le vénérable, Thibaudeau, proposa à la loge d'infliger au curieux indiscret

une punition qui le guérît à l'avenir de l'envie de s'introduire en contrebande dans une loge. Cette proposition fut accueillie, de même que le mode de punition qu'il indiqua. On se rendit près du coupable, et on lui signifia que la loge, ne pouvant permettre qu'il assistât à la suite des travaux, allait l'expulser de son temple; mais qu'auparavant, et pour qu'il ne pût aller raconter aux profanes ce qu'il avait vu, on allait le plonger dans le fleuve d'oubli. Alors on lui banda les yeux; quatre frères des plus vigoureux s'emparèrent de lui, l'enlevèrent de terre, le portèrent à bras comme si c'eût été un cadavre, et, suivis de tous les assistants, se dirigèrent à pas lents, et au milieu d'un profond silence, jusqu'au centre du jardin. Là, ils lui plongèrent les pieds dans le bassin et l'y maintinrent debout sur le bord; puis, à un signal donné par le vénérable, chaque frère à la file puisa de l'eau dans le bassin, et la versa sur la tête du patient. Jusque-là tout allait bien et faisait présager que cette cérémonie se terminerai joyeusement, car tout le monde s'était proposé seulement de s'amuser aux dépens de ce profane curieux. Mais à peine avait-il reçu la cinquantième douche, qu'il pâlit et perdit connaissance. On se hâta de le retirer du bassin, on l'enveloppa de couverture et de matelas, on le mit dans la voiture du préfet, et on le reconduisit chez lui. La leçon avait été trop forte: déjà il avait éprouvé une grande émotion lorsqu'il s'était vu découvert; ensuite il avait conçu de vives craintes sur les conséquences qui devaient résulter pour lui de son indiscrétion, et enfin, les yeux bandés, plongé dans le bassin, inondé, et ne se rendant pas bien compte de la nature et du but du supplice qu'on lui infligeait, il avait été saisi d'une vague terreur. La réunion de toutes ces circonstances avait amené le résultat que nous venons de voir. Il devint la proie d'une fièvre ardente, et trois jours après il avait cessé de vivre.

Cet événement fit du bruit. La famille du mort voulut faire un procès, et ne trouva personne qui voulût lui prêter son ministère. Elle fit faire à Paris des démarches sans plus de succès, et l'affaire fut étouffée. Le pouvoir avait compris le fâcheux effet qu'un procès de ce genre aurait eu pour la maçonnerie; et, jugeant d'ailleurs que le malheur qui était arrivé était involontaire et qu'il était irréparable, il n'avait pas voulu que les choses allassent plus loin (1).

(1) Nous empruntons cet article à l'*Almanach pittoresque de la franc-maçonnerie* pour 5345, qui paraîtra sous peu de jours à la librairie de Pagnerre.

STATISTIQUE.

LISTE DES GRANDS - MAÎTRES DES PRINCIPALES AUTORITÉS MAÇONNIQUES DU MONDE EN 1844.

ALABAMA (États-Unis). — *Grande-Loge*. Grand-maitre, le frère Edward Hearndon-Gainsville.

ANGLETERRE. — *Grande-Loge unie*. Grand-maitre, le comte de Zetland. — Député grand-maitre, le comte Howe.

BAVIÈRE. — *Grande-Loge au Soleil*, à Bayreuth. Grand-maitre, le frère Sofian Kolb, négociant.

BELGIQUE. — *Grand-Orient*. Grand-maitre, le frère E. Defaez d'Ath, conseiller à la Cour de cassation. — *Suprême-Conseil du 33° degré*. Grand-commandeur, le frère Stevens, avocat.

BÉSIL. — *Grand-Orient*. Grand-maitre, le frère Holanda-Cavalcante-Abuquerque. — *Suprême-Conseil du 33° degré*. Grand-commandeur, ad honores, le frère Candido-Jose Vianna, membre du conseil, chambellan de l'empereur. Grand-commandeur titulaire, le comte de Lages, conseiller d'Etat, sénateur, lieutenant-général en retraite. Lieutenant grand-commandeur, le frère Honorio-Hermeso-Carneiro Leao, ministre secrétaire d'Etat de la justice.

CAROLINE DU SUD (États-Unis.) — *Grande-Loge*. Grand-maitre, le frère Macket.

DANEMARK. — *Grande-Loge nationale*. Grand-maitre, le roi Christian VIII.

ÉCOSSE. — *Grande-Loge de Saint-Jean*. Grand-maitre, lord Glenlyon. — *Grande-Loge de l'ordre royal de Hérédome de Kilwinning*. Gouverneur, le frère H.-R. Brown.

FRANCE. — *Grand-Orient*. Grand-maitre (office vacant). Grand-maitre adjoint, le comte Emmanuel de Las-Cazes. — *Suprême-Conseil du 33° degré*. Grand-commandeur, le duc de Cazes. — Lieutenant grand-commandeur, le général comte de Fernig. — *Puissance-Suprême du rite de Misraïm*. Supérieur grand-conservateur, le frère Michel Bédarride.

FRANCFORT-SUR-LE-MEIN. — *Grande-Mère-Loge de l'Union ecclésiastique*. Grand-maitre, le frère Georges Kloss, médecin. Député grand-maitre, le frère Gerhard Friederich, pasteur.

HAÏTI. — *Grand-Orient*. Grand-maitre, le général Boyer, ex-président de la république.

HAMBOURG. — *Grande-Loge*. Grand-maitre, le frère D.-A. Cords, négociant. Député grand-maitre, le frère H.-G. Buek, médecin.

HANOVRE. — *Grande-Loge*. Grand-maitre, le roi régnant. Député grand-maitre, le général Hattorf.

HOLLANDE. — *Grande-Loge nationale*. Grand-maitre, le prince Guillaume-Frédéric-Charles, frère du roi. Député grand-maitre, le frère J. Schouten. Député grand-maitre pour les Indes-Orientales, le frère Chrétien-Jacques Schouten van oud Haarlem, à Batavia. Député grand-maitre pour les Indes-Occidentales, le frère Jules-Constantin Rijk. Député grand-maitre pour l'Afrique, le frère J.-A. Trutter, au Cap de Bonne-Espérance. — *Grand-Chapter des hauts grades*. Grand-maitre, le prince Guillaume-Frédéric-Charles. Député grand-maitre, le baron H.-Mercus de Kock.

IRLANDE. — *Grande-Loge*. Grand-maitre, le duc de Leinster. — *Suprême-Conseil du 33° degré*. Grand-commandeur, le même frère.

LOUISIANE (États-Unis). — *Grande-Loge de Saint-*

Jean. Grand-maitre, le frère A.-W. Pichot. — *Suprême-Conseil du 33° degré*. Grand-commandeur par intérim, le frère Jean-François Canouge. Lieutenant grand-commandeur, le frère A.-W. Pichot.

MISSOURI. — *Grande-Loge*. Grand-maitre, le frère Priestley H. Mac Bride. Député grand-maitre, le frère Joab Bernard.

NEW-HAMPSHIRE (États-Unis). — *Grande-Loge*. Grand-maitre, le frère Robert Smith.

NEW-JERSEY (États-Unis). — *Grande-Loge*. Grand-maitre, le frère W.-S. Bowen.

NEW-YORK (États-Unis). — *Grande-Loge*. Grand-maitre, le frère Morgan Lewis. — *Grand-Campement des Chevaliers du Temple*. Grand-maitre, sir E.-S. Barnum. — *Suprême-Conseil uni du 33° degré*. (En sommeil depuis 1834). Grand-commandeur, le frère Elias Hicks.

OHIO (États-Unis). — *Grande-Loge*. Grand-maitre, le général Reese.

PRUSSE. — Protecteur, le prince Frédéric-Guillaume-Louis, frère du roi. — *Grande-Loge aux trois Globes*. Grand-maitre, le frère F.-A. O'Ezel, docteur en philosophie. Député grand-maitre, le frère D.-A. Schmückert, conseiller des postes. — *Grande-Loge nationale d'Allemagne*. Grand-maitre, le comte Victor Henckel de Donnersmark. Député grand-maitre, le professeur Diétrich-Guillaume Busch. — *Grande-Loge royal York à l'Amitté*. Grand-maitre, le professeur H.-F. Linck. Député grand-maitre, le docteur C.-F. Kloder.

SAXE. — *Grande-Loge*. Grand-maitre, le frère Charles-Godefroy-Théodore Winkler, propriétaire. Député grand-maitre, le frère F.-L. Meissner, médecin.

SUÈDE. — *Grande-Loge nationale*. Grand-maitre, le roi Oscar I^{er}. Député grand-maitre, le frère Rozenblatt.

SUISSE. — *Grande-Loge nationale*. Grand-maitre (office vacant). Substitut, le frère Roschi, préfet de Berne. — *Directoire allemand de Zurich*. Grand-maitre, le frère N... — *Directoire helvétique roman*. Grand-maitre, le frère Christinat.

TENNESSEE (États-Unis). — *Grande-Loge*. Grand-maitre, le frère Wilkins Tanchill.

TEXAS. — *Grande-Loge*. Grand-maitre, le frère James Webb. Député grand-maitre, le frère E.-H. Tarraut.

VÉNÉZUELA. — *Suprême-Conseil du 33° degré*. Grand-commandeur, le frère Sanavria.

THÉÂTRE MAÇONNIQUE.

ANALYSE DE PIÈCES DE THÉÂTRE POUR OU CONTRE LA MAÇONNERIE, JOUÉES DEPUIS LE COMMENCEMENT DU SIÈCLE DERNIER SUR DIFFÉRENTES SCÈNES.

BALLET COMIQUE exécuté par les écoliers de Caen, le 2 août 1741.

Les jésuites du collège Dubois, à Caen, à la suite d'une représentation de *Rhadamiste et Zénobie*, donnée par leurs écoliers, firent exécuter un ballet comique, dans lequel était figuré le cérémonial qui s'accomplit à la réception d'un ma-

çon. La pièce commençait par une leçon que donnait un maître à danser à un élégant de l'époque. Survenait un bourgmestre hollandais et sa fille, qui entraient par une marche burlesque, et allaient s'asseoir au fond du théâtre. Un Espagnol paraissait alors, suivi de son valet, et faisait au maître à danser et à son élève, qui tous deux étaient initiés, des signes maçonniques qu'ils lui rendaient. Ces trois personnages se jetaient ensuite dans les bras l'un de l'autre et se donnaient le baiser fraternel dans la forme usitée. Ce spectacle excitait la curiosité du Hollandais, qui quittait sa place et venait observer les gestes que faisaient les frères. Ceux-ci, le prenant pour un des leurs, lui faisaient également des signes, qu'il répétait d'une façon grotesque et de manière à laisser voir qu'ils ne lui étaient pas familiers. On lui proposait de se faire initier; il y consentait avec empressement. En conséquence, l'Espagnol ordonnait à son valet de tout préparer pour la réception, et le Hollandais faisait retirer sa fille, qui courait se placer à une fenêtre pour voir de là tout ce qui allait se passer. Bientôt avait lieu la réception, exactement comme elle se pratique en loge. Lorsqu'elle était achevée, et que tous les objets qui y avaient servi avaient été enlevés, le Hollandais rappelait sa fille, qui, à la stupéfaction générale, entrait en scène en imitant les signes et le cérémonial dont elle avait été témoin. Les frères manifestaient le plus vif déplaisir de voir leurs secrets ainsi parvenus à la connaissance d'une femme, mais ils ne tardaient pas à en prendre philosophiquement leur parti. L'Espagnol demandait en mariage la fille du bourgmestre; et, le consentement accordé, les deux futurs époux dansaient un pas comique auquel ils mêlaient les signes des francs-maçons.

LA FRANC-MAÇONNE. Feu d'artifice exécuté au théâtre Italien, le 15 janvier 1748. — Nous n'avons pu nous procurer aucun renseignement sur le cadre de ce divertissement, dont le titre seul est indiqué dans le *Dictionnaire des théâtres de Paris*, imprimé en 1756.

LES FRANCHES-MAÇONNES, par Poinciset. A la foire Saint-Laurent, en 1754.

Des francs-maçons se préparent à tenir une loge, lorsque des femmes de la connaissance du vénérable entrent dans la loge après en avoir forcé les portes. Les frères font de vains efforts pour les obliger à sortir; elles persistent à vouloir rester. Elles gagnent les francs-maçons à force de présents, et les font consentir à les associer à leurs travaux.

ARLEQUIN FRANC-MAÇON, pantomime représentée à Londres, au théâtre de Covent-Garden, en 1780.

L'opinion adoptée par quelques francs-maçons que le prototype de l'architecture est tiré du grand édifice, qui est l'homme, a suggéré l'idée de cette pièce monstrueuse. Dans la première scène, on voit trois francs-maçons travaillant à une figure qui représente l'homme, composée des différents ordres de l'architecture. La tête est composite, les bras corinthiens, le tronc ionique, les cuisses doriques, et les pieds toscans. A un signal qui se donne, les maçons quittent leur ouvrage, et l'on voit paraître l'ombre d'Hiram-Abi, surintendant du palais de Salomon. De la figure dont on vient de parler, Hiram produit Arlequin, lui donne un tablier de maçon, lui enseigne l'usage qu'il doit faire de ses outils, et le munit d'une truelle qui, par sa vertu magique, doit lui faire opérer les plus grandes merveilles, et le tirer de tous les embarras où il pourra se trouver. Il le quitte aussitôt, et le premier objet qu'aperçoit Arlequin est la fille d'un juif, appelée Colombine, qui s'amuse à considérer avec son père les fondements d'une maison qu'il fait bâtir. A peine Arlequin et Colombine se sont-ils vus qu'ils deviennent amoureux l'un de l'autre. Arlequin fait ici le premier essai de sa truelle; il en touche seulement les fondements de la maison, et l'édifice est achevé dans un clin d'œil. Tandis que ceux qui se trouvent là sont pétrifiés d'étonnement à la vue du prodige, Arlequin enlève Colombine; mais son père la retrouve peu de temps après et la présente à un Hollandais qui veut l'épouser.

Arlequin parvient à s'introduire dans la maison du Hollandais en se cachant dans un coffre-fort que le vieux juif y fait porter, et enlève une seconde fois sa maîtresse. Le Hollandais s'endort. Alors descend par la cheminée un ramoneur qui lui vole son argent et se sauve par où il est venu. On court après le voleur. La scène change et présente successivement un jardin, un temple de Bacchus, les serres chaudes de Covent-Garden, où l'on conserve l'aloès américain, et enfin le pilori. Cependant Arlequin et Colombine s'embarquent et arrivent en Hollande. On voit une campagne couverte de neige et de glace où est rassemblée une foule de gens qui glissent avec des patins. Bientôt la scène change et représente d'abord le rivage de la mer, où l'on voit les deux aventuriers se rembarquer pour passer en Angleterre, ensuite une vue de Towerhill, où Arlequin

est arrêté avec Colombine. On lui ôte sa truëlle et on le conduit devant les juges de Westminster pour lui faire son procès comme à un ravisseur. Là, les graves légistes s'injurient, se donnent mutuellement les titres de coquins et de fripons, et finissent par se battre : les sacs et les perruques volent en l'air. Alors le théâtre représente le marché de Billingsgate, où les légistes sont battus de leurs propres armes par une troupe de pois-sardes. Enfin Hiram reparait ; il apaise tout et obtient du vieux juif son consentement pour le mariage d'Arlequin et de Colombine. L'affaire une fois arrangée, Hiram ordonne au héros de la pièce de venir à la Grande-Loge voir la fête annuelle qu'on célèbre pour l'installation d'un nouveau grand-maître de l'ordre des francs-maçons, ce qui amène une scène où l'on voit passer en procession tous les grands-maîtres de l'Ordre qui ont existé depuis Hénoch, chacun précédé de sa bannière.

Voici dans quel ordre ils se suivent :

Première bannière : Hénoch, deux hommes portant des pilastres.

Seconde bannière : Nemrod, deux chasseurs, quatre hommes portant la tour de Babel.

Troisième et quatrième bannière : six soldats, quatre trompettes, six musiciens, quatre enfants, le grand-prêtre, Salomon porté sur son trône et ayant à ses côtés Hiram-Abi et Hiram, roi de Tyr.

Cinquième bannière : la reine de Saba, quatre jeunes Égyptiennes qui portent des vases, quatre hommes qui portent le temple.

Sixième bannière : Darius, fils d'Hystaspe et Zoroastre ; deux hommes qui portent le temple du soleil.

Septième bannière : César-Auguste, deux soldats, deux hommes portant le Panthéon.

Huitième bannière : Titus, le soldat qui met le feu au temple, chargé de fers ; deux gardes, deux hommes qui portent le temple tout en feu.

Neuvième bannière : Constantin, deux sénateurs romains, quatre hommes portant l'arc triomphal.

Dixième bannière : Guillaume-le-Conquérant, la Grande-Bretagne, Guerdolph, Montgom-mery, deux hommes portent la tour de Londres.

Onzième bannière : Edouard III, le prince Noir, Jean, roi de France, et Philippe, son fils, enchaînés ; le lord Dudley, deux hommes portant le château de Windsor.

Douzième bannière : Elisabeth, le comte d'Essex et sir Walter Raleigh, quatre maîtres maçons avec leurs tabliers.

Treizième bannière : Jules II, Michel-Ange, le Bramante, Raphaël, Joconde et San Gallo, deux hommes qui portent le temple de Saint-Pierre.

Quatorzième bannière : Jacques I^{er}, Inigo Jones, deux hommes portant le palais de Whitehall, Gny-Vaux, sir Thomas Pervit, un seigneur.

Quinzième bannière : Charles II, sir William Davenant, Killgrew et le général Monk, un capitaine hollandais, quatre matelots hollandais, le lord maire, deux hommes portant le Monument, c'est-à-dire la colonne élevée à Londres en mémoire de l'incendie qui arriva dans cette ville le 2 septembre 1666.

Seizième bannière : Guillaume III et la reine Marie, deux hommes portant l'obélisque.

Dix-septième bannière : sir Christophe Wren, deux seigneurs, deux hommes portant l'église Saint-Paul.

Dix-huitième bannière : six templiers, deux hommes portant les marques de l'Ordre.

Dix-neuvième bannière : six maçons, deux hommes portant un char de triomphe.

Vingtième bannière : les maçons modernes, un tailleur, deux maçons portant les colonnes de Salomon, quatre intendants ayant des baguettes dans leurs mains, le grand-maréchal avec le bâton de commandement, le secrétaire avec des plumes en sautoir, le grand-trésorier avec des clés.

Telle est, en abrégé, cette pièce extravagante, dont la simple exposition suffit sans doute pour en faire la critique. Tout y est incohérent et bizarre, et l'on peut appliquer avec justice à l'auteur les premiers vers de l'art poétique d'Horace. Cependant elle a été représentée trente-sept fois de suite ; mais ce succès prodigieux pour le temps a été probablement dû au décorateur et au machiniste, qui ont réuni leurs efforts pour enchanter les yeux de la multitude.

ACTES OFFICIELS.

ARRÊTÉ DU GRAND-ORIENT QUI RÈGLE LA FORME DES INSPECTIONS GÉNÉRALES DES ATELIERS.
— 12 JUILLET 1844.

ARTICLE PREMIER. — Une inspection générale aura lieu dans tous les ateliers de Paris et des départements dans le délai de trois mois, à partir du 1^{er} septembre 1844.

ART. 2. — A Paris et dans les orients voisins, ainsi que dans ceux éloignés où la nécessité s'en

fera sentir, cette inspection sera faite par des membres du Grand-Orient, conformément aux dispositions des articles 410 et 419 des Statuts-généraux.

ART. 3. — Pour l'inspection des ateliers des départements, des pouvoirs seront confiés à des délégués choisis à cet effet d'après le mode déterminé par les art. 417 et 418 des mêmes Statuts.

ART. 4. — Des instructions précises et uniformes seront remises aux commissaires-inspecteurs ; ils recevront également un tableau contenant des renseignements qui devront être demandés aux ateliers.

ART. 5. — Dans le mois qui suivra le délai fixé pour les inspections à Paris, et dans les deux mois, pour les inspections des départements, les commissaires-inspecteurs seront tenus d'envoyer leurs rapports au Grand-Orient.

ART. 6. — A l'avenir, les loges et ateliers supérieurs de Paris et de la banlieue devront adresser au Grand-Orient et aux inspecteurs qui leur auront été désignés, cinq jours au moins avant leurs tenues, les planches de convocation contenant l'indication précise des travaux de ces tenues.

ART. 7. — Le présent arrêté sera adressé à tous les ateliers de la correspondance et inséré, ainsi que le rapport qui le précède, dans le *Bulletin trimestriel*.

Au moment de mettre sous presse, on nous communique une planche imprimée, adressée, sous la date du 17 septembre 1844, au nom du Grand-Orient, à tous les ateliers de sa juridiction, et dirigée contre une circulaire de la *Clémentine-Amitié* relative à la délibération prise par cette loge, le 16 avril dernier, à l'effet d'obtenir des modifications dans les Statuts-généraux. La pièce dont nous parlons porte la vignette et le timbre du Grand-Orient et les signatures de la plupart des officiers de sa chambre de correspondance ; et, pourtant, nous avons tout lieu de la croire apocryphe ; car, bien que nous assistions régulièrement à toutes les séances des chambres, il n'est pas à notre connaissance que les termes en aient été discutés et adoptés publiquement. Nous avons, du reste, la conviction la plus entière que, si la rédaction de la pièce dont il s'agit avait été soumise, comme cela est de droit, à la discussion des chambres, elle y eût été essentiellement modifiée, et que des assertions et des insinuations qui s'y trouvent énoncées, et que nous ne voulons pas qualifier ici, auraient été rejetées, si ce n'est unanimement, du moins à une grande

majorité. Le temps nous manque aujourd'hui pour remonter à la source d'un pareil document et pour le commenter comme il convient. Nous remplirons ce devoir dans notre prochain numéro.

FAITS DIVERS.

FRANCE. — Le second numéro du *Bulletin trimestriel*, journal publié par le Grand-Orient, a paru le 10 septembre. Dans la partie officielle, se trouvent le compte-rendu de la séance du 12 juillet, dans laquelle la commission permanente a fait son rapport sur les inspections générales des ateliers, et l'arrêté qui règle la forme de ces inspections. La partie non officielle contient plusieurs articles de doctrine, une notice sur les relations du Grand-Orient de France avec les Grands-Orients étrangers, et des nouvelles de la maçonnerie.

— Le Grand-Orient de Belgique a notifié au Grand-Orient de France la nomination du frère de Facqz d'Ath, en qualité de grand-maître, et lui a fait hommage d'un exemplaire d'une médaille frappée à l'occasion de cet événement.

— Le Grand-Orient a autorisé, le 3 septembre, la loge la *Parfaite-Union*, à Douai, à reprendre ses travaux, depuis long-temps suspendus.

— Des constitutions ont été accordées à une nouvelle loge qui s'est formée à Bressuire sous le titre de *l'Avenir*.

— Un chapitre de récente création : *Bienfaisance et Amitié*, à Lyon, a reçu des lettres constitutives, et sera prochainement installé par des commissaires pris dans le sein du chapitre *l'Asile du sage*, établi dans la même ville.

— Le 18 septembre, la *Clémentine-Amitié* a tenu une séance extraordinaire. Des commissaires du Grand-Orient s'y sont présentés à l'effet de se livrer à une enquête sur les faits qui ont précédé, accompagné et suivi l'envoi fait, au nom de cette loge, d'une circulaire à tous les ateliers en leur transmettant la délibération qu'elle avait prise, le 16 avril précédent, relativement à des modifications à introduire dans les Statuts-généraux.

— Le Suprême-Conseil de France vient de répondre à la notification de la Grande-Loge de Stockholm qui lui annonçait la mort de son grand-maître, le roi Charles XIV Jean, et la nomination de son nouveau grand-maître, le roi Oscar I^{er} (1).

(1) Voir notre numéro de septembre, p. 9.

A cette réponse est jointe une adresse de condoléance et de félicitations pour le roi régnant. Nous espérons pouvoir donner le texte de ces deux documents historiques dans notre prochain numéro.

— On annonce que le prince Paul de Wurtemberg, membre du Suprême-Conseil de France, a découvert dans une vieille tour isolée, près de Châteaudun, une salle offrant dans son pourtour des ornements de franc-maçonnerie dont l'exécution remonterait au moyen-âge.

— On avait dit que la fraternité n'existait pas avec toute la franchise désirable entre les trois loges du Havre. Nous sommes heureux de pouvoir affirmer que cet état de choses n'existe plus. A la tenue funèbre faite par l'*Aménité* au sujet de la mort de son vénérable, le frère Bourlet de la Vallée, assistaient presque tous les membres des deux autres loges. Plusieurs frères des *Trois H* ont assisté au dernier banquet d'hiver de l'*Olivier-Écossais*, et un plus grand nombre de ce dernier atelier se sont empressés d'aller à leur tour prendre place au banquet d'été de l'autre loge. Ainsi, la froideur qu'on avait remarquée pendant trois ans a fait place à la cordialité et à l'union; ce qui ne pouvait manquer d'arriver avec des maçons aussi éclairés que les principaux dignitaires de ces réunions.

— Le 16 août dernier, la loge de l'*Olivier-Écossais*, régime du Suprême-Conseil, au Havre, a offert au frère Lemarchand, son ex-vénérable, un cordon d'honneur du meilleur goût, avec un riche bijou; et, pour être porté à la boutonnière, un autre bijou spécial relatant cette ovation. Quinze ans de travaux non interrompus, parmi lesquels sont quatre ans de vénéralat, un dévouement et un zèle soutenu, sont les titres qui ont attiré au frère Lemarchand ces témoignages d'amitié et de reconnaissance.

— On nous écrit de Lille, le 10 septembre : « Dans le but d'honorer, par une cérémonie funèbre, la mémoire de plusieurs membres de la loge, décédés dans le cours de l'année, et qui s'étaient distingués par leur talent, leur zèle et les plus hautes qualités du cœur, dans le but aussi de récompenser des artisans dévoués, des citoyens intrépides, toujours prêts à sacrifier leur vie pour sauver celle de leurs semblables, la loge des *Amis-Réunis* avait organisé, jeudi dernier (5 septembre), une fête à laquelle elle avait convié un assez grand nombre de dames et quelques personnes non initiées. — Le temple, tendu de noir, éclairé de lampes sépulcrales, offrait un spectacle imposant. La cérémonie, fort bien ordon-

née, était présidée par le frère Vandalle, vénérable, qui fit entendre des paroles pleines d'onction et de convenance. L'orateur prononça ensuite l'oraison funèbre des défunts, et retraça avec éloquence les titres signalés qu'ils avaient à l'amour et à l'estime de leurs frères. Dans le cours de la cérémonie, fut exécuté un chant analogue à la circonstance, dont la musique avait été composée par notre compatriote, le frère Choulet, qui réside actuellement à Douai. En voici les paroles :

O vous qui maintenant rayonnez dans le ciel,
Sur vos frères jetez un regard tutélaire !
Priez avec ferveur l'Architecte éternel
Que toujours sa bonté nous guide et nous éclaire.
Faites que nos accents, au céleste séjour,
S'unissent au concert célébré par les anges
Et chantent avec eux le tribut des louanges
Qu'on doit au Dieu de paix, de bonheur et d'amour.
Vos vertus ont enfin trouvé leur récompense ;
Ici-bas nous restons pour vivre et pour souffrir ;
O frères ! priez Dieu pour que dans sa clémence
Saintement comme vous il nous laisse mourir !

« L'assemblée se transporta ensuite dans un autre local pour la distribution des prix de vertu. Le vénérable adressa de touchantes allocutions aux lauréats dont l'orateur venait de raconter la vie si honorable et si digne.

« Vint enfin un concert sans façon, un concert de famille, plus attrayant mille fois que ces grandes solennités musicales si pompeusement annoncées et si chèrement payées. Les principaux chanteurs étaient Mlle Julian, Altairac, Mathieu, Lavilliers; ajoutez-y le violon de Mulheim, le piano de l'habile professeur Vanghelder, les chansonnettes de Montreuil, dites avec un entrain charmant et assaisonnées d'actualités piquantes, et vous comprendrez les bravos frénétiques envoyés à nos artistes bien-aimés. »

— Nous lisons dans une lettre de la même ville, du 22 septembre : « Dans la tenue du 18 septembre, sur la proposition d'un de ses membres, la loge la *Fidélité*, à Lille, a décidé à l'unanimité et par acclamations que le titre de vénérable d'honneur serait conféré au frère Ghéquière, président du souverain tribunal du 31^e degré de la *Fidélité*. Avant de le proclamer dans cette haute dignité, le vénérable a adressé à ce frère une courte allocution pour lui déclarer que les membres de la *Fidélité* n'avaient point l'intention de le récompenser des nombreux services qu'il a rendus depuis quarante ans à l'atelier; qu'ils voulaient seulement, dans cette circonstance, lui donner un témoignage éclatant de leur estime et de leur admiration pour la manière noble et désintéressée

dont il a su s'acquitter du mandat de maçon pendant sa longue carrière. Vivement ému, le frère Ghéquièr a prié l'atelier de recevoir l'expression de sa gratitude et d'être bien convaincu que, malgré tout le prix que, pour sa part, il a toujours attaché aux titres honorifiques et, entre autres, à la flatteuse distinction dont il était l'objet, l'espoir d'une récompense ne l'avait jamais guidé un seul instant dans l'accomplissement de ses devoirs maçonniques. Les batteries étant terminées, le vénérable s'est empressé de quitter le trône pour remettre au frère Ghéquièr les insignes de son nouveau grade et le prier, au nom de la *Fidélité*, d'accepter le baiser fraternel. »

— La loge des *Frères réunis*, à Strasbourg, vient de fonder une école gratuite d'adultes qui compte déjà cent trente élèves, ouvriers ou apprentis. On y enseigne la lecture, l'écriture, l'arithmétique, la grammaire, la géométrie, le dessin, la comptabilité, l'histoire naturelle, etc. Une bibliothèque, composée de plus de quatre cents volumes, est mise à la disposition des élèves. Elle est le produit de dons volontaires des membres de la loge. Nous ne saurions trop applaudir à de tels actes, et nous les offrons comme exemple à tous les ateliers.

ANGLETERRE. — Sur la proposition du frère Crucefix, amendée par le frère Dobie, la Grande-Loge a décidé, le 6 mars, qu'il serait désormais accordé aux veuves de maçons un délai de deux ans au lieu de neuf mois, après la mort de leurs maris, pour solliciter des secours du *Committee of charity*.

— Un fait assez curieux a été signalé au comité des vénérables de la Grande-Loge. Dans une loge du ressort, un profane ne sachant pas écrire, le vénérable lui a guidé la main pour répondre aux questions d'usage. Dénoncé pour ce fait, le vénérable a répondu qu'il n'avait eu connaissance de l'ignorance du récipiendaire qu'au moment même de son admission aux épreuves, et qu'il avait pensé alors qu'il était trop tard pour l'éliminer. Le comité l'a invité à être plus circonspect à l'avenir.

— Une nouvelle loge a été fondée à Jersey. Elle porte le nom de *Royale-Sussex*, n° 722.

— Les membres de la loge de *Witham*, à Lincoln, ont célébré récemment leur jubilé de cinquante ans. Une loge maçonnique avait été fondée à Lincoln en 1730, à laquelle s'affilièrent les habitants les plus notables de la ville et la noblesse des environs. On ne se rappelle pas à quelle époque cette loge a cessé d'exister ; mais en 1793

s'ouvrit la loge de *Witham*, et depuis cinquante ans elle existe sans interruption.

— Les frères de la loge *One and All* (Un et Tous), à Bodmyn, ont célébré, le 27 décembre dernier, la fête de Saint-Jean. Parmi les principaux membres qui assistaient à la fête, on remarquait sir Charles Lemon, grand-maître provincial de Cornouailles; sir W. Molesworth, patron de la loge *One and All*; les officiers provinciaux récemment nommés, etc.

— La loge *l'Unanimité et la Sincérité*, de Taunton, a célébré, le 28 décembre, d'une manière très-brillante, l'installation du vénérable élu, le frère Tucker, à Coriton-Park. Le grand-maître provincial et plusieurs députations des Grandes-Loges de Bristol, Devon, Dorset, etc., assistaient à cette séance.

IRLANDE. — A l'occasion de la fête de Saint-Jean, les frères de la loge 306, *Banagher*, à Limerick, ont présenté à leur ex-vénérable, le docteur Bird, un magnifique bijou en argent.

— La loge 137 a célébré la fête de Saint-Jean, le 27 décembre dernier, à Balinasloe. Le frère Kelly a été installé vénérable. Au banquet qui a eu lieu dans cette circonstance, le vénérable a porté un toast au frère docteur Heise, ex-vénérable, et lui a fait cadeau d'une riche et élégante tabatière en argent, comme témoignage d'affection fraternelle et d'estime des membres de l'atelier.

— Un bal maçonnique a été donné à Cork, le 14 février, dans la salle Clarence, à l'Hôtel impérial. Le fronton de l'hôtel, ainsi que le vestibule de la salle de bal, était magnifiquement illuminé au gaz, orné de devises, de transparents, d'emblèmes maçonniques, harpes, couronnes, etc. La salle était étincelante de gaz et de bougies, et décorée des drapeaux, des bannières des diverses loges. Au fond de la galerie s'élevait une plate-forme recouverte de drap bleu, et sur cette plate-forme était un fauteuil maçonnique d'une grande beauté. Dans la salle des rafraîchissements se trouvaient des transparents représentant la reine, le prince Albert et l'honorable mistress Aldworth, la seule franc-maçonne connue. Environ quatre cents personnes assistaient à cette fête. Les quadrilles, les valse et les galops se sont prolongés jusqu'à cinq heures du matin. Le produit de ce bal s'est élevé à 100 livres sterling (2,500 fr.). Il est destiné au soulagement des jeunes orphelines.

ALLEMAGNE. — On écrit de Berlin au journal *Latomia*: « Des mésintelligence sérieuses ont, dit-on, éclaté entre quelques loges maçonniques de Ber-

lin et une partie du clergé, qui veut frapper la maçonnerie de son anathème, et invite tous ses adhérents à y renoncer. Un journal ecclésiastique de Berlin ne craint pas même de dire que tous ceux qui ont charge d'âmes doivent se demander tôt ou tard comment la croyance chrétienne peut se concilier avec cette institution. — « Voilà, dit le journaliste, ce qui se passe dans cette Prusse si éclairée, dans cette Prusse où toute la maçonnerie est basée sur le christianisme ! »

— La loge *Charles à la Colonne couronnée*, à Brunswick, a fait frapper, en l'honneur de son vénérable, le frère Jacob Langerfeldt, une médaille qui lui a été présentée, le 24 juin 1843, époque anniversaire du jour où il prit, il y a 25 ans, le premier maillet de l'atelier, qu'il a gardé depuis sans interruption. Dans cette même loge, il s'est formé une société dont le but est le développement de l'éducation maçonnique par l'entretien, la lecture et des conférences oratoires.

— La loge *Vérité, Amitié et Droit*, à Cobourg, constituée en 1816, par la Grande-Mère-Loge de l'*Union éclectique*, à Francfort-sur-le-Mein, avait sommeillé dans ces derniers temps, faute d'un local convenable ; mais elle en a inauguré enfin un nouveau dans une maison particulière, et a pu reprendre ses travaux. Le vénérable de cette loge est le conseiller et directeur de ville, Bergner. Ce frère avait déjà tenu le maillet en 1816, comme député-maître, lors de l'inauguration de la loge.

— *Fidélité fraternelle*, tel est le nom d'une nouvelle loge fondée à Goldap, le 22 mars 1843, sous les auspices de la Grande-Loge *Royal-York à l'Amitié*.

— La Grande-Mère-Loge nationale aux *Trois globes* a constitué à Guben, le 31 mai 1843, une loge qui a pris pour titre : *les Trois colonnes du Côteau*.

— Le 21 décembre 1842, une nouvelle loge de Saint-Jean, la *Croix vivante*, a été fondée à Lippstadt, par la même autorité maçonnique.

— Le baron de Nettelbladt, docteur en droit, et grand-conseiller de la cour d'appel du grand-duché de Mecklembourg, grand-maître de la loge provinciale de Mecklembourg, est décédé le 9 juin 1843. Cette perte est vivement sentie non-seulement par la loge provinciale, mais par toute la maçonnerie allemande.

GRÈCE. — Le 13 novembre est mort, à Corfou, le chevalier Angelo Calichiopulo, un des anciens

de Corfou et grand-maître de l'ordre maçonnique en Grèce depuis 1816. Le gouvernement a rendu les honneurs funèbres au défunt ; le convoi a été suivi par tout le corps maçonnique marchant trois par trois, et l'enterrement a eu lieu avec les honneurs maçonniques. Depuis le 13 novembre jusqu'au 16, les tribunaux, les administrations publiques, les théâtres, enfin tous les lieux d'amusements publics sont restés fermés.

Parmi les personnes qui suivirent le convoi, on remarquait son excellence lord H.-E. Seaton, l'honorable président du sénat, les sénateurs, le très-révérend évêque de Corfou, l'exarque, les principales autorités civiles et militaires et les chevaliers de l'ordre de Saint-Michel et Saint-Georges. Deux colonels de la garnison, le régent de Corfou, un chevalier de la grand'croix, un membre du Suprême-Conseil et un sénateur portèrent les coins du poêle. Les drapeaux de la forteresse et les pavillons de tous les vaisseaux du port restèrent hissés à demi-mât jusqu'au jour des funérailles ; et pendant le convoi, des salves d'artillerie partirent de minute en minute. La dépouille de l'illustre défunt a été déposée dans l'église consacrée à la Vierge.

— Une lettre de Corfou, du 22 novembre, contient le passage suivant : « Il y a à Corfou un chanoine de l'église catholique romaine, appelé R...i : il est franc-maçon. Aussitôt qu'il entendit parler de l'édit de l'évêque de Malte, Carnana, contre la société maçonnique, il essaya de le mettre en vigueur dans l'île pour faire son salut ; mais les membres éclairés de l'église grecque n'ont pas voulu permettre la publication d'un écrit aussi infâme dans ces états où flotte le drapeau anglais. »

AMÉRIQUE. — Le 8 mai 1843, plusieurs délégués de la Grande-Loge de Massachussets s'assemblèrent à Baltimore, et crurent devoir appeler l'attention des maçons sur les points suivants : 1^o Faire régner l'unité dans les travaux maçonniques ; 2^o employer tous les efforts pour élever la maçonnerie au rang et à la considération qui lui appartiennent.

Pour ce qui concerne le premier point, on nommera quatre comités qui auront à s'occuper des objets suivants : 1^o Travail et formalités oratoires pour l'initiation aux hauts grades ; 2^o loges de deuil ; 3^o cérémonies d'initiations et installations ; 4^o jurisprudence maçonnique.

Pour ce qui concerne le second point, on devra former trois comités, dont la tâche sera : 1^o D'examiner s'il ne serait pas convenable de pu-

blier un ouvrage sur l'origine et l'histoire de l'ordre, pour mettre en lumière son ancienneté et sa dignité; 2^o de voir quelles mesures il y aurait à prendre ultérieurement par rapport aux certificats des Grandes-Loges; 3^o d'examiner enfin si la loge doit adresser une circulaire à toutes les loges des États-Unis sur l'état actuel de la maçonnerie.

Dans une autre réunion, il a été décidé qu'on ferait une motion tendante à envoyer des délégués en Europe, pour proposer une langue maçonnique générale et un mode de travail universel.

— On écrit de New-York : « Un imposteur, appelé *John C. Jacobs*, s'est livré à des actes d'escroquerie dont plusieurs frères des États-Unis ont été les victimes. Si l'intention de cet homme est de se rendre en Europe, le présent avertissement suffira pour que nos frères se tiennent en garde contre les manœuvres dont il pourrait user envers eux. »

— Une adresse a été rédigée et envoyée aux maçons de l'état de New-York ; elle est signée *James Herring, William Willis, Alex.-H. Robertson, Jean Horspool et B.-R. Wentthrop*. Voici l'information donnée dans cette adresse : « Un mémoire, signé d'une centaine de frères, a été présenté à la Grande-Loge ; il démontrait la nécessité de voter une somme pour les objets suivants : 1^o la construction d'une salle de francs-maçons convenable ; 2^o un asile destiné aux maçons infirmes, à leurs veuves et à leurs orphelins. La commission, signataire de l'adresse ci-dessus, recommande la prompte exécution de ce projet, invite tous les frères à souscrire, et engage toutes les loges à nommer des comités de souscriptions. »

— Le frère *Alexandre V. Griswold*, évêque du diocèse oriental et premier évêque de l'Église épiscopale dans les États-Unis, est mort à Boston le 15 février 1843, à l'âge de soixante-dix-sept ans. Il était né dans le Connecticut. C'était, après la mort du docteur *Bowdich*, le plus grand mathématicien de l'Amérique. Il pensait que tous les devoirs pouvaient se concilier avec les engagements maçonniques, et il resta fidèle à cette opinion à l'époque des plus fortes persécutions contre les maçons. Il voyait avec plaisir des maçons dans son clergé, et les engageait constamment à remplir leurs devoirs maçonniques. La Grande-Loge de Massachussets a adopté à l'unanimité des résolutions tendant à rendre hommage à ses vertus, et à exprimer à la famille af-

fligée du défunt les sentiments sympathiques dont elle est animée.

— Le major-général *H. Edwards*, grand-maître de la Grande-Loge de la Caroline du Sud, est décédé le 14 avril 1843. Ses funérailles ont été célébrées avec pompe. On y a vu moins de militaires que de francs-maçons de tout grade. La Grande-Loge s'est ensuite réunie et a voté une série de résolutions à l'occasion de ce regrettable décès.

— La loge *Scotia*, de la Barbade, a été rouverte dans le *Masonic-Hall* de Shamrock, le 8 janvier dernier. Cette loge était en sommeil depuis huit ans.

— Le comte de *Zetland* a conféré la dignité de grand-maître provincial pour les îles de Bahama au frère *George-C. Anderson*, attorney-général.

La Grande-Loge provinciale est maintenant composée de la manière suivante : Le frère *G.-C. Anderson*, grand-maître provincial ; *John Pinder*, esquire, député grand-maître ; *V. Munings*, esquire, premier surveillant ; *R.-B. Sands*, esquire, second surveillant ; le révérend *W. Strachan*, docteur en théologie, grand-chapelain ; *Gilbert-O. Smith*, esquire, grand-trésorier ; *James Jarrett*, esquire, grand-secrétaire, etc. L'assemblée anniversaire de la Grande-Loge provinciale, qui dépend de la Grande-Loge d'Écosse, a eu lieu le 30 novembre, jour de Saint-André. On y a installé les nouveaux officiers.

INDE ANGLAISE. — A Calcutta, le frère *Blacquièr* a été nommé vénérable de l'*Étoile de l'Orient*. Le frère *Rejan*, fils de sir Edward, a obtenu la présidence de l'*Industrie et la Persévérance*. Le frère *Birch* a été élu vénérable de la *Vraie-Amitié*. Le frère *Edward Townsend* est vénérable de l'*Humilité dans le courage*. *Saint-Jean* a réélu le frère *H. Torrens*. C'est une excellente loge ; elle compte cinquante-quatre membres. Les frères de cette loge ont présenté à leur secrétaire, le frère *King*, un magnifique vase d'argent en témoignage de leur estime et de leur reconnaissance ; car c'est à ses infatigables efforts que cette loge est redevable de sa prospérité. L'*Ancre et l'Espérance*, ce sanctuaire du frère *Alexandre Grant*, ancien grand-maître provincial, dont on regrette profondément l'absence, n'a pas encore de nouveau vénérable. Le chapitre de l'*Espérance* ne s'est réuni qu'une fois dans l'année.

— Le 27 décembre 1843, la Grande-Loge s'est rendue en procession à la cathédrale où elle

a entendu un sermon prononcé par le vénérable archidiacre. Une collecte a été faite ensuite au profit de la caisse de bienfaisance du district. Le soir, il y a eu un banquet maçonnique. La nomination du frère Alexandre Grant en qualité d'agent maçonnique de la Grande-Loge du Bengale a été confirmée. Voici le résultat des élections pour l'année : les frères Torrens et Egerton, grands-surveillants ; les frères Clapperton et Hoff, diacres ; le frère Seddons, secrétaire.

— A l'assemblée de la loge de *Saint-Jean*, tenue au mois de décembre dernier, sous la présidence du frère Torrens, un élégant vase orné d'inscriptions a été présenté au frère John King, grand-trésorier, en reconnaissance de ses services. Le vase était rempli d'excellent vin de Bordeaux, dont chaque frère a bu à son tour.

— Depuis long-temps une souscription avait été ouverte à Calcutta, à l'effet d'offrir au grand-maître provincial du Bengale, le docteur Grant, une marque d'attachement et de respect. Nous avons aujourd'hui la satisfaction de pouvoir donner la description du magnifique présent qui a été décerné à ce frère. Ce *testimonial* consiste en un élégant piédestal à trois pieds richement travaillés en relief et enroulés, ornés de feuilles d'acanthé en argent, et formant un agréable contraste avec le socle poli qu'ils supportent. Les trois côtés du piédestal sont formés de panneaux, sur l'un desquels on lit l'inscription suivante : *Hommage-testimonial offert par le corps maçonnique du Bengale au très-vénérable John Grant, grand-maître provincial du Bengale, comme marque d'affection, et en reconnaissance des hautes vertus qui le distinguent comme homme et comme maç.* Calcutta, jour de la *Saint-Jean*, 27 décembre 1842. Du milieu de la base du socle, s'élève un magnifique palmier à larges feuilles, qui ombrage trois figures représentant la Foi, l'Espérance et la Charité, placées autour du tronc de l'arbre à chaque angle du piédestal. Cet arbre a été travaillé avec un soin et un goût exquis ; et les trois figures ne sont pas moins remarquables par leur attitude gracieuse et l'harmonie de leurs formes. Au-dessus du palmier, s'élève une corbeille en argent richement ornée ; elle contient un vase en cristal habilement travaillé. L'ensemble de cette corbeille supérieure est arrangé de manière qu'on puisse y adapter des branches et en faire un candélabre à volonté.

— On nous écrit d'Agra : « La maçonnerie est très-florissante dans l'Inde, sous la Grande-Loge provinciale du Bengale ; mais la bienfaisan-

te influence de la Grande-Loge ne s'étend qu'aux loges maçonniques proprement dites (*Craft-lodges*). La maçonnerie de royale-arche (*royal-arch masonry*), sauf les chapitres déjà établis, languit faute de zèle de la part du Grand-Chapitre d'Angleterre, d'où émane exclusivement l'autorisation de former un chapitre. Nous connaissons une ou deux loges qui avaient pris tous les arrangements nécessaires, et ont été obligées d'attendre plusieurs années la charte qui leur a permis de se constituer. »

— Le jeudi 7 décembre 1843 fut un grand jour pour Agra. Le vénérable Burlton, pro-député-grand-maître du Bengale, a posé la première pierre de la loge *la Foi, l'Espérance et la Charité*. C'est la première pierre qu'on ait posée ici avec les honneurs maçonniques. Un peu après trois heures, la loge s'est rendue en procession au lieu de la cérémonie. Le vénérable a récité d'abord une prière à haute voix, ensuite le secrétaire a présenté la plaque portant l'inscription, au frère Curtis, qui en a fait la lecture. Voici le texte de l'inscription : « En commémoration de la loge *Foi, Espérance et Charité*, ouverte le 19 juin 1843, ère chrétienne, et 5843, ère du monde. La première pierre a été posée le 7 décembre 1843, ère chrétienne, et 5843, ère du monde. » Le trésorier a déposé alors sur la pierre quelques pièces de monnaie du présent règne, des exemplaires des statuts de la loge et plusieurs numéros de journaux publiés à Agra, Delhi et autres provinces. Il a placé la plaque sur le réceptacle. Le très-vénérable frère Burlton y a appliqué du ciment, et a placé la pierre supérieure après l'avoir éprouvée avec l'aplomb, le niveau et l'équerre ; puis, il a adressé à l'assemblée un discours approprié à la circonstance. Le soir, de nombreux maçons se sont assis autour de la table du banquet, dressée dans la salle de l'*Agra-Press*, la salle des francs-maçons étant trop petite pour les réunir tous. La fête a été couronnée par des toasts et des cantiques maçonniques.

— Une lettre de Bombay rapporte ce qui suit : « Il a été question, dans ces derniers temps, de recevoir dans le giron de la maçonnerie les citoyens natis de l'Inde. Le défunt grand-maître d'Angleterre, le duc de Sussex, avait appuyé ce projet. C'est au zèle, à l'activité et à l'intelligence du docteur James Burnes, grand-maître provincial de l'Inde-Occidentale, et sous les auspices de la Grande-Loge d'Écosse, que nous devons l'initiative de cette grande mesure. Une requête, datée du 19 novembre 1843, a été adressée au doc-

teur Burnes. Elle renferme les considérations suivantes :

« 1^o Que le temps était arrivé où les indigènes « d'un haut caractère, ceux qui sont dignes de « siéger au banc de la justice, qui possèdent la « crainte de Dieu et connaissent la valeur des « obligations morales, doivent cesser d'être exclus des loges maçonniques ; 2^o que l'admission de ces indigènes donnerait une nouvelle impulsion à la maçonnerie à Bombay et dans toute l'Inde ; 3^o qu'à cet effet, toutefois, pour éviter le mauvais vouloir de quelques ateliers, une nouvelle loge est indispensable ; 4^o que le docteur Burnes est prié d'accorder une charte, de se constituer lui-même le vénérable de la nouvelle loge et de nommer ses surveillants ; 5^o que bien que la plupart des signataires de la présente requête soient membres de la loge de la *Persévérance*, ils n'ont pas l'intention de s'en séparer ; mais qu'ils s'engagent à n'accorder aucun grade maçonnique à des Européens sans la sanction spéciale du docteur Burnes. » (Suivent les signatures.)

« La réponse du grand-maître provincial a été telle qu'on pouvait la désirer. Elle dit en substance que le grand-maître provincial partage entièrement les vues de ses frères, qu'il a la conviction qu'ils ont sagement pesé les conséquences de leur requête. Finalement, il leur recommande la plus grande circonspection, afin de n'admettre dans la nouvelle loge que des hommes dignes de bien comprendre les devoirs maçonniques. Le docteur Burnes accepte la dignité de vénérable de cette loge et propose la rédaction des statuts préparatoires pour l'admission des candidats indigènes. Les constitutions accordées sont du 15 décembre 1843. La nouvelle loge porte le titre de *l'Étoile levante de l'Inde-Occidentale* (*Rising star of Western India*). Les officiers dignitaires sont : le frère James Burnes, vénérable ; P.-W. Le Geyt, maître passé (ex-vénérable) ; A. Larkworthy et H. Fawcett, surveillants ; Spencer Compton et W. Wallis, diacres ; Manockjee Cursetjee, secrétaire ; James Boyd, trésorier. »

LITTÉRATURE MAÇONNIQUE.

LE TABLIER DE MAÎTRE.

M. le comte de Cernay et sa femme émigrèrent tous deux en 93. Tous deux très-jeunes, ils avaient été néanmoins plus prévoyants que beaucoup de gentilshommes qui comme eux quittèrent

la France à cette époque. Dès les premiers troubles de 89, une partie de leur fortune les avait précédés en Angleterre, de façon qu'ils purent y vivre dans une aisance à peu près égale à celle dont ils auraient joui à Paris. M. le comte de Cernay habita Londres et s'y lia avec sir John Melville, jeune homme de quelques années plus âgé que lui et lieutenant dans l'armée anglaise. L'amitié de l'Anglais et du Français ne tarda pas à devenir étroite, et lorsque, en 1814, M. de Cernay quitta Londres pour revenir en France demander à Louis XVIII la récompense due à son exil et à sa fidélité, une des douleurs du départ fut la perte d'une intimité aussi douce que sûre. Cependant, au moment de se séparer, un léger dissentiment s'éleva entre les deux amis. Le Français se réjouissait des malheurs de la France, et l'Anglais lui soutenait que, quelque avantage que ce qu'on appelait déjà la Restauration apportât à la noblesse française, elle devait faire taire son intérêt individuel et gémir du malheur qui accablait son pays.

Le comte de Cernay revint en France avec une fille de quatorze ans ; il se présenta à la cour, et sa fortune déjà brillante s'augmenta des bienfaits de Louis XVIII. Cependant Napoléon revint de l'île d'Elbe. Le roi subit un second exil, qui, par la perte de la bataille de Waterloo, ne dura que cent jours ; et, en 1817, les royalistes prédisaient à la branche aînée des Bourbons un règne tranquille et long. Ce fut alors que sir John Melville, devenu major d'un des régiments de l'armée anglaise, envoya son fils Édouard à Paris, et le recommanda à son ami le comte de Cernay, en lui disant que le jeune homme venait à Paris pour s'y marier. Édouard Melville avait vingt ans ; c'était un de ces beaux Anglais blonds et roses, dont le visage a toutes les grâces d'une figure de jeune fille, jointes à ce je ne sais quoi de mâle qui précède néanmoins l'adolescence d'un homme. Il était le fils d'un homme riche et très-considéré ; c'était un excellent parti pour Mlle Aldégonde de Cernay. Le comte et la comtesse le sentirent, et, puisque sir John leur disait qu'il voulait marier son fils en France, ils pensèrent que ce projet, assez singulier de la part d'un Anglais, ne pouvait regarder que leur fille. C'était une bonne fortune ; cela resserrerait les liens des deux familles et conviendrait particulièrement à Mlle Aldégonde de Cernay, qui avait conservé un souvenir fort doux du jeune Édouard, auprès duquel elle avait passé son enfance. M. et Mme de Cernay la firent venir :

—Aldégonde, lui dit la comtesse, je vais vous annoncer une bonne nouvelle : le petit *Edward* va arriver.

— *Yes, mama*, répondit Mlle Aldégonde, qui, ayant été élevée en Angleterre, avait conservé quelque chose des habitudes surnoises des demoiselles anglaises.

La jeune fille ne fit pas un mouvement, ne leva pas les yeux, et sa mère elle-même ne put pas savoir si l'arrivée du jeune Anglais produisait sur son enfant un effet agréable ou fâcheux.

— C'est que, continua la mère, le petit Édouard est maintenant un beau jeune homme avec lequel on ne peut plus jouer à *Little-boy*, comme on le faisait autrefois... Il vient à Paris, Aldégonde, pour se marier.

— Ah! ah! ah! fit la jeune fille, qui se permit de rougir un peu.

Mme la comtesse ne dit pas à sa fille qu'il lui arrivait un époux de l'autre côté du détroit, mais elle lui demanda si son piano était d'accord, si elle avait fait prendre chez son marchand de musique les romances les plus nouvelles, et lui annonça qu'on allait renouveler sa garde-robe; c'était parler aussi clairement que possible sans se compromettre. M. le comte ajouta que sir John Melville étant son ami intime, le fils logerait chez lui; il voulait lui-même le présenter au Château; et Mlle Aldégonde se retira persuadée que, dans peu de temps, elle allait être la femme d'un jeune gentleman accompli.

Édouard Melville ne tarda pas en effet à arriver à Paris, et il logea chez le comte. Il parut grandi, embelli, et, quoique ce fût un franc Anglais, dont les mœurs avaient quelque chose de rude, Mlle Aldégonde ne manqua pas de le trouver plus aimable et plus poli que les jeunes Français de son âge, gâtés par l'éducation de l'Empire et par quelques idées révolutionnaires dont ils avaient conservé le germe. M. le comte et Mme la comtesse de Cernay jugèrent Édouard autrement. Le jeune homme leur sembla épris de l'amour d'une liberté dangereuse. Quand on lui parla de le présenter au Château, il montra peu d'enthousiasme et se permit sur l'auguste famille des Bourbons quelques phrases dédaigneuses qui blessèrent surtout Mme la comtesse; il ne cacha pas au contraire son admiration pour le captif de Sainte-Hélène, pour l'homme que, dans quelques salons du faubourg Saint-Germain, on appelait encore l'ogre de Corse. Édouard parlait de César vaincu avec les expressions louangeuses et poéti-

ques qu'avait employées lord Byron; seulement il louait le grand homme en prose. Ce n'en était pas moins, au dire de la famille de Cernay, un parfait gentleman; ses opinions politiques, intolérables dans un Français, n'étaient autre chose qu'un peu d'excentricité anglaise; et sans doute sir John Melville, son père, n'avait le désir de l'allier à une famille éminemment monarchique que pour opposer, par un bon mariage, une digue aux penchants ridicules de son fils. Mlle Aldégonde de Cernay serait l'ange conducteur qui ramènerait Édouard dans le giron de ce qu'on appelle en Angleterre *the loyalty*.

—Ces jeunes gens se plaisent et se conviennent, dit le comte à sa femme; les prévisions de sir John se réaliseront.

M. de Cernay connaissait toute la réserve anglaise; néanmoins, comme il était dans la confiance des projets de son ami, il crut pouvoir demander à Édouard si son père viendrait pour assister à un mariage qui paraissait devoir se conclure sans difficulté.

—Oui, oui, répondit le jeune homme; mon père sera ici dans quinze jours.

Il y avait alors à Paris, dans le faubourg Saint-Antoine, et beaucoup plus près de la barrière du Trône que de la place de la Bastille, un petit magasin de merceries dont l'indigente propriétaire se nommait Mme Mathieu. C'était une veuve, la veuve d'un militaire, à peine âgée de quarante ans et qu'on trouvait belle, quoique, assise sur le même banc, dans son comptoir, brillât auprès d'elle une fille de seize ans, radieuse de tout l'éclat de la jeunesse et d'une beauté si singulière qu'elle aurait suffi pour achalander le magasin si, dans ce quartier pauvre, l'amour pouvait être prodigue ou seulement généreux. On savait d'ailleurs que Mme Mathieu avait refusé, pour elle-même, plusieurs partis très-avantageux et qu'elle veillait sur sa fille avec une assiduité telle, qu'aucun geste, aucune parole de Mlle Julie (c'était le nom de la jeune personne), ne pouvaient lui échapper. Les hommes, voyant l'impossibilité d'entrer dans l'intimité de la mère et de la fille, désertèrent le magasin; les femmes s'en éloignèrent par l'espèce de jalousie que leur inspirent quelquefois des personnes de leur sexe polies, réservées et surtout belles; de manière que les marchandes étaient presque toujours sans acheteurs. Les bruits les plus étranges étaient répandus dans le quartier sur ces pauvres femmes isolées et sans relations. On prétendait que la mère avait été maîtresse d'un homme marié et influent au Château, et Mlle Ju-

lie aurait été alors le fruit d'une union adultère que les religieuses susceptibilités de la duchesse d'Angoulême auraient rompues. Quelques-uns voulaient que Mme Mathieu fût placée là par le préfet de police pour éclairer l'autorité sur l'opinion et les menées du faubourg : dans ces temps de contrainte, où la France était gouvernée par des princes qu'elle n'aimait pas, le peuple voyait la police partout. Enfin, la police elle-même, qui savait parfaitement à quoi s'en tenir sur le compte de Mme Mathieu, surveillait son magasin délaissé, parce que la police ne croit pas à la résignation.

Ce fut devant ce magasin que M. Édouard Melville, quelques jours après son arrivée à Paris, fit arrêter son cabriolet. Il entra, salua poliment la mère et la fille et demanda un petit paquet de cette ficelle qu'on appelle du *fouet*, et qu'il prétendait lui être nécessaire pour armer le bout d'un superbe *whip*, monté en or, qui n'avait nullement besoin de cette réparation grossière. Mme Mathieu ne put pas se tromper sur l'intention du jeune Anglais; il avait aperçu de loin sa fille Julie, et il voulait la voir de près; car, en supposant que son *whip* ou fouet eût besoin d'être réparé, le groom qui, au moment même, tenait les rênes du cabriolet, eût dû naturellement venir à la place de son maître. La mère vigilante lança donc un regard de méfiance sur le jeune Anglais et se leva pour lui donner elle-même ce qu'il demandait.

— Pourriez-vous me dire, mademoiselle, dit Édouard à Julie, s'il y a loin d'ici à Vincennes ?

La jeune fille, en voyant l'air poli du beau jeune homme, qui parlait français presque aussi correctement qu'elle, devint rouge comme une cerise, et elle allait se lever à son tour pour indiquer le chemin de Vincennes, en disant en même temps combien avec un aussi beau cheval que celui qui piaffait devant la boutique le trajet serait court, lorsque sa mère l'arrêta :

— Montez, Julie, dit-elle; vous avez à travailler là-haut.

Puis, avec une tristesse sérieuse qui ne l'abandonnait jamais, elle dit à Édouard :

— Vous allez sortir de Paris par la barrière qui est à quelques pas; le chemin de Vincennes est toujours tout droit : votre cheval peut vous y conduire dans dix minutes.

— *What a pretty Girl!* dit Édouard en suivant de l'œil la sortie de Julie, et à qui l'admiration fit employer son idiome national : Mademoiselle votre fille s'appelle Julie? ajouta-t-il.

— Voilà le *fouet* que vous m'avez demandé,

dit Mme Mathieu, sans répondre à Édouard.

Le jeune homme s'inclina et demanda le prix de l'achat qu'il venait de faire :

— Deux liards, monsieur, dit Mme Mathieu.

Et comme l'Anglais ne paraissait pas connaître cette petite monnaie, elle ajouta :

— La moitié d'un sou, monsieur, un demi-sou.

Édouard paya, et voyant qu'il lui serait difficile d'entamer la conversation, il salua, quitta le magasin et remonta dans son cabriolet en se disant :

— La fille est bien jolie! mais la mère n'aime pas les Anglais.

En partant, il oublia deux choses : de se servir de l'achat qu'il venait de faire pour accommoder son fouet, et de prendre le chemin de Vincennes.

— Je ne me trompais pas, pensa Mme Mathieu.

Un instant après, Julie entra dans le magasin, doucement, pas à pas, et entr'ouvrant petit à petit la porte de l'arrière-boutique :

— Il est parti? demanda-t-elle à sa mère.

— Oui, mon enfant.

— Qu'il est joli, ma mère!

— Allons donc, répondit celle-ci avec sévérité : c'est un Anglais!

Ce mot disait tout, répondait à tout; et la jeune fille, confuse, remonta dans la chambre de sa mère pour vaquer aux soins du ménage.

Il régnait à cette époque, en France, une haine profonde contre l'Angleterre, qui s'était unie à l'Europe entière pour nous combattre et pour nous vaincre; mais la France avait l'air d'oublier le reste de l'Europe pour ne se souvenir que de l'inimitié de l'Angleterre : elle avait, en effet, réuni et payé nos vainqueurs. La défaite de Waterloo augmenta profondément l'antipathie des deux nations. Après cette bataille funeste, nous avons impatiemment supporté et notre sort malheureux, et l'arrogance des Anglais, qui ont revendiqué l'honneur de cette journée, tandis qu'en réalité ce sont les Prussiens qui nous ont vaincus. Madame Mathieu partageait le sentiment général et le poussait même plus loin que d'autres; elle fut donc blessée de l'exclamation de sa fille, qui trouvait un Anglais joli, et ne parla plus de la visite mystérieuse de M. Édouard. Cependant, huit jours ne s'étaient pas écoulés qu'un second Anglais entra dans son magasin. C'était cette fois un homme d'un âge mûr, d'une figure qui, quoi que mâle et sérieuse, avait cependant une expres-

sion de douceur remarquable ; il arriva à pied, et, sans dédaigner de regarder Mlle Julie, ce fut néanmoins à Mme Mathieu qu'il s'adressa :

— C'est à madame Mathieu, dit-il, que j'ai l'honneur de parler !

— Oui, monsieur.

— La veuve du capitaine de la garde impériale Mathieu, mort à Waterloo !

— Oui, monsieur.

— Je suis le major Melville, dit-il en s'inclinant ; je viens de Londres exprès pour vous voir et pour conclure avec vous une affaire qui nous intéresse l'un et l'autre... C'est là, ajouta-t-il en présentant sa main dégantée à Mlle Julie, la fille du brave capitaine Mathieu !

Julie, à qui la figure de l'étranger inspirait, sans qu'elle pût s'en rendre compte, une certaine confiance, et qui entendait parler avec éloge de son père, mit sa petite main dans la main du major, qui lui dit avec douceur :

— En bien ! mon enfant, il faudra me laisser seul avec madame votre mère ; j'ai à lui dire des choses qui vous regardent, mais que vous ne pouvez savoir qu'après elle.

Mme Mathieu indiqua au major un petit escalier en bois qui conduisait à un entresol ; celui-ci monta le premier. Mme Mathieu le suivit et laissa sa fille dans le magasin. Le major grimpa jusqu'à un entresol obscur, décoré seulement du luxe du pauvre : la propreté. Sur une cheminée, où il n'y avait ni pendule, ni glace, il vit seulement un portrait, qu'il reconnut aisément pour celui du capitaine Mathieu, et, au bas du portrait, une croix d'honneur, étoile à laquelle manquait une de ses pointes. Mme Mathieu le fit asseoir et le regarda sans parler, attendant qu'il voulut bien s'expliquer. Le major resta quelque temps en silence ; puis, mettant la main sur son cœur, il dit :

— Madame, vive l'Empereur !

— Ah ! oui, s'écria la pauvre veuve avec des larmes dans les yeux ; oui, Dieu le sauve !

— Sans doute, répondit le major ; car maintenant il n'y a que Dieu qui puisse le sauver... C'est très-bien, ajouta-t-il ; maintenant, nous nous entendons. Écoutez-moi. Je vous ai dit que j'étais le major Melville ; j'ai à Londres une maison très-confortable, une assez jolie terre dans le comté de Sussex, cinquante mille livres sterling dans *Indian-Company*, et je suis venu à Paris exprès pour vous épouser.

Mme Mathieu était assise auprès du major ; elle se leva et fit un pas en arrière. Cet homme avait crié vive l'Empereur, mais c'était un An-

glais. La veuve ne répondit rien, et ses beaux yeux, où roulaient encore des larmes, se tournèrent vers le portrait de son mari.

— Ce n'est pas tout, continua tranquillement le major ; j'ai un fils, un joli garçon... Vous le connaissez, madame Mathieu ; il est venu ici, chez vous, il y a huit ou dix jours ; il a acheté du fouet pour son *whip* ; je l'ai envoyé à Paris pour épouser Mlle Julie, votre fille, la fille du brave capitaine.

Mme Mathieu, qui ne pouvait pas se croire l'objet d'une mauvaise plaisanterie, pensa du moins qu'elle était en butte aux poursuites d'un fou ; cependant, comme le major avait l'air très-tranquille, elle lui dit avec douceur et les yeux baissés qu'il lui était impossible d'accepter le double honneur qu'il voulait lui faire.

— Vous refusez ! s'écria le major ; vous refusez ! je m'y attendais... Comptez, madame, que je ne sortirai pas d'ici sans avoir votre parole.

— Mais, monsieur....

— Je vous ai demandé de m'écouter, reprit le major en s'emparant de la main de la veuve ; écoutez-moi. Je vais vous parler de votre mari. J'avais l'honneur d'être à Waterloo.... Rassurez-vous ; je ne veux pas vous faire le récit de la bataille ; il faut cependant que je vous parle de l'épisode le plus douloureux pour vous... Les Français étaient battus. Ceux qui n'étaient pas morts ou blessés fuyaient ; seulement, à l'extrémité du champ de bataille, je vis d'une hauteur où j'étais placé avec mon régiment une vingtaine de grenadiers de la jeune garde qui combattaient encore, ou plutôt qui vendaient leur vie le plus chèrement possible, entourés qu'ils étaient par quatre ou cinq cents Prussiens. Je courus à eux pour les dégager, car si la guerre, madame, a des attrait pour les âmes courageuses, c'est lorsque les chances sont à peu près égales, et non pas si le vainqueur abuse de la victoire en massacrant sans danger ses semblables. J'arrive, je parviens jusqu'aux Français, je fais cesser le feu, et j'allais protéger la retraite de ces braves, lorsqu'un coup de feu, parti à quelques pas de moi, atteint leur chef, qui tomba dans mes bras, la poitrine traversée par une balle... Ce chef était le brave capitaine Mathieu ; c'était votre mari.... Je l'ai fait porter sous nos tentes, madame ; je l'ai livré aux soins d'un chirurgien expérimenté, mon ami ; et un moment j'ai eu l'espoir de le sauver... Lui, n'a pas partagé cette espérance :

Major, me dit-il ; major, votre nom ?

— Je me nommai. J'étais seul avec lui ; le

chirurgien m'avait abandonné pour voir d'autres blessés, et en nous quittant, il m'avait fait un signe désespéré. Votre mari me dit : — Je meurs malheureux, parce que je ne meurs pas tout entier... ma femme... mon enfant... — Capitaine, lui répondis-je, je m'en charge ; je suis riche. — Il me regarda. — Vous n'êtes pas un Anglais ? me dit-il. — Au contraire, mon ami, un des plus francs Anglais de la vieille Angleterre... Mourez tranquille ; encore une fois, je m'en charge de votre femme et de votre enfant. — Eh bien ! me dit-il, vous êtes maçon ? — Et vous ? — Il me fit le signe sacré auquel se reconnaissent les maçons des deux hémisphères ; et, madame, je pris sa main, je la baisai... Alors le vaincu de Waterloo, le fils de la France, le serviteur fidèle du grand Napoléon, entra ouvrit son habit sanglant et en tira, d'une poche placée sur sa poitrine, un objet également couvert de sang et que la balle qui le tuait avait traversé comme elle avait emporté aussi une des branches de sa croix de la Légion-d'Honneur, qui est là, que j'ai fait remettre en vos mains dès que j'en ai pu.

Le major cessa alors un moment de parler, et il mit sous les yeux de la veuve un tablier de peau qu'entourait en liseré un ruban bleu, et au milieu duquel on remarquait trois rosettes faites avec du ruban de même couleur. Ce tablier, plié sans doute en quatre dans la poche du capitaine Mathieu au moment où il fut blessé, avait quatre trous ronds, qui marquaient le passage de la balle ; et, quoique originairement blanc, il était marqué de sang. Le major reprit :

— Frère Melville, me dit le mourant, le voilà... Je le remets entre vos mains... Quoique de deux orientes différents, quoique nos deux pays soient en guerre, nous, nous ne sommes point ennemis ; nous, nous sommes frères.... Que ferez-vous pour ma veuve ? que ferez-vous pour ma fille ?

— La moitié de ma fortune, m'écriai-je, est dès ce moment à elles.

— Non, non, c'est trop.

— Mon frère, ma fortune tout entière.

— Non, non.

— Eh bien ! plus encore ; je ferai tout ce qui me sera humainement possible de faire.

Il me tendit la main et il expira.

Pendant ce récit, la veuve fondait en larmes ; elle voulut prendre cette relique sanglante qu'elle avait sous les yeux ; elle voulut la porter à ses lèvres. Le major l'arrêta :

— Pardon, dit-il, c'est le gage de ma parole. Mon régiment, au lieu de venir en France, fut en-

voyé en Angleterre. Je ne pus pas venir vous voir, mais je pris des informations, je sus qui vous étiez, comment vous viviez. Au moment où je cherchais les moyens d'être fidèle à mon serment et de remplir la promesse faite à un frère mort dans mes bras... je perdis ma femme... Alors, mon dessein fut arrêté et je sus ce que j'avais à faire ; je compris que je vous devais autre chose que l'aumône de mon bien ; je vous devais une protection complète, je devais à votre fille toutes les espérances que donne la jeunesse naissante de mon fils... Cependant, madame, ajouta le major tandis que la veuve avait sa main dans la sienne et que les deux mains se serraient mutuellement, mon fils Édouard pouvait ne pas aimer votre fille, pouvait ne pas être aimé d'elle : ils se sont vus et cette épreuve a suffi !... pour nous...

— Nous nous sommes vus aussi, dit la veuve d'une voix entrecoupée par les sanglots.

— Miss Julie, miss Julie ! s'écria le bon major en se penchant sur le petit escalier de bois, montez, s'il vous plaît... montez donc, c'est votre beau-père qui vous appelle.

La jeune fille se fit un peu attendre ; elle obéit enfin ; elle monta, mais non pas seule : un beau jeune homme, M. Édouard, venait après elle ; et tous deux se jetèrent dans les bras de Mme Mathieu.

Le jour même, sir John Melville dit à son ami le comte de Cernay :

— Je vous avais annoncé un mariage, mon ami ; nous en aurons deux : j'épouse la veuve du capitaine Mathieu, mort au champ d'honneur de Waterloo, et mon fils épouse leur fille ; je vous invite à la noce, ainsi que Mme la comtesse et l'aimable Mlle Aldégonde.

Mais M. le comte fut privé de ce plaisir : il était ce jour-là convié au Château, la comtesse avait la migraine, et Mlle Aldégonde avait eu le malheur de se fouler le pied en dansant la veille au pavillon Marsan. La double noce n'en fut pas moins gaie.

Le tablier de maître, qui porte les stigmates sanglants de la valeur du capitaine, a été déposé dans le trésor de l'*Alpha royal*, à Londres, dont le major sir John Melville est un des membres les plus considérés ; et cette relique est mise avec raison, par tous les frères, au rang des plus précieuses.

Marie AYCARD.

L'administrateur gérant, L. LEFÈVRE.

PARIS.—IMPRIMERIE DE E.-B. DELANCHY,
Faubourg Montmartre, 11.

L'ORIENT,

REVUE UNIVERSELLE

DE LA FRANC-MAÇONNERIE.

QU'IL EST LICITE D'IMPRIMER

EN MATIÈRE MAÇONNIQUE.

Lorsque la maçonnerie anglaise se reconstitua en 1717, il fut question de livrer à l'impression le code moral, les statuts et les cérémonies essentielles de la confraternité. Un tel projet souleva de vives oppositions, et, en 1720, « quelques frères *scrupuleux*, dit Preston, alarmés de la publicité qu'on se proposait de donner à ces documents, en détruisirent une grande partie. » Cet acte de vandalisme n'eut pas cependant les fâcheux effets qu'on pouvait en attendre, et ce qui échappa aux flammes forme la matière du livre qu'on appelle les *Grandes constitutions*, et qui vit le jour en 1723, par ordre et avec la sanction de la Grande-Loge de Londres. Nous avons sous les yeux l'édition-originale de ces grandes constitutions, base de toute la législation maçonnique, et nous n'y trouvons aucune disposition qui prohibe la publicité. Ce corps de lois subit une révision en 1815; il est encore en vigueur aujourd'hui, et il est également muet en ce qui touche la publicité.

Veut-on savoir maintenant quelle est la doctrine des Anglais sur un sujet si important? Qu'on ouvre notamment la *Suite à l'histoire de la maçonnerie*, de Preston, publiée en 1841 par le frère Oliver; on y lira : « Il y a un siècle, des frères méticuleux connaissaient assez peu les *vrais principes* de notre Ordre pour détruire leurs manuscrits, de peur que le public ne fût instruit de la nature et du but de la maçonnerie. Maintenant, nous sommes empressés à manifester au monde les principes généraux de la confraternité; à cet effet, nous avons de nombreuses publications sur la franc-maçonnerie, dont l'existence a valu à cette société le respect de tous ceux qui n'ont pas l'avantage d'être initiés à ses mystères,

et nous possédons un journal pour enregistrer nos travaux, pour révéler aux profanes la vraie tendance de nos secrets, et pour répandre parmi les frères les notions de la philosophie et de la science qui sont conservées dans l'institution. »

En Allemagne, on professe les mêmes doctrines. Dans son *Livre bleu*, imprimé en 1810, le frère Sechal s'exprime ainsi : « Tous les résultats de l'expérience et des réflexions qui ne révélaient point quelques usages secrets de l'Ordre, ou qui ne nuisent point au droit de propriété, ont une *liberté de presse indéfinie*, puisque, par cette seule voie, l'Ordre et ses membres peuvent être *instruits* et même publiquement *défendus*. Dans certaines bornes et avec de la prudence, on peut encore livrer à l'impression les *traités*, les *lois* et tout ce qui regarde la *constitution sociale*, l'*histoire de l'origine*, les *progrès* et les *événements remarquables de l'Ordre*. Avec la plus stricte réserve et la plus grande circonspection, on peut enfin permettre l'impression de tout acte qui prouverait l'*injustice d'une action* pour laquelle l'opprimé n'aurait d'autre appel ou recours qu'au tribunal de l'*opinion de tous les frères*. »

Mais ce n'est point là le sentiment d'un frère isolé; c'est celui de tous les maçons allemands. Dans les six mille articles de la *Bibliographie maçonnique* du frère Kloss, plus de quatre mille ont trait à des ouvrages publiés en Allemagne, et l'on compte dans le nombre trente-quatre journaux ou écrits périodiques. Toutes ces publications ont eu lieu sans entrave, et une poursuite en matière de presse est considérée de l'autre côté du Rhin comme un fait si monstrueux, qu'après avoir rapporté la condamnation de l'*Édition sacrée* du frère Ragon, et celle de l'*Histoire pittoresque de la franc-maçonnerie* du frère Clavel, le rédacteur du journal maçonnique *Latomia* ajoute : « Les persécutions que le Grand-Orient de France fait subir aux écrivains maçons causent en AL-

lemagne autant de surprise que d'indignation.»

La liberté de la presse en fait de maçonnerie existe d'une manière non moins absolue en Suède, en Hollande, en Belgique, en Suisse, en Amérique.

En France même, elle est dans les idées, si elle n'est pas toujours dans les faits.

Voici ce que disait le Grand-Orient dans la préface de son *État*, journal trimestriel publié pour la première fois en 1777 et repris en 1804 : « Donner autant qu'il est possible une *connaissance exacte de la maçonnerie*, c'est présenter les exemples et les modèles de toutes les vertus ; c'est enflammer le zèle des maçons et les encourager à tendre continuellement au but de l'art royal, au bonheur de leurs frères, au bien général de l'humanité ; c'est enfin travailler pour *procurer à notre Ordre toute la considération qu'il a droit d'attendre.* »

Fidèle à cette pensée, le Grand-Orient publia dans son *État* les événements de la maçonnerie, les discours des orateurs, les comptes-rendus des travaux, des instructions et des circulaires, et jusqu'à nos formulaires les plus mystérieux. Lorsque l'*État* cessa de paraître, il continua de traiter des mêmes objets par des publications séparées et notamment par ses procès-verbaux semestriels. Enfin, le 15 décembre 1843, il arrêta la création d'un nouveau journal sous le titre de *Bulletin trimestriel*. On lit dans son arrêté : « Art. 1^{er}. A l'avenir, indépendamment des séances indiquées par les statuts-généraux, le Grand-Orient aura quatre tenues extraordinaires par an, lesquelles seront exclusivement consacrées à la discussion des affaires d'un intérêt général... Art. 3. Il est créé un bulletin trimestriel qui contiendra le *résumé des travaux du Grand-Orient*, et notamment des *discussions et délibérations* qui auront lieu dans les tenues générales fixées par l'art. 1^{er}. Il pourra contenir en outre, en entier ou par extraits, les *morceaux d'architecture* (discours) adressés par les ateliers et les maçons, et mentionnera tous les *faits importants qui se passeront dans la franc-maçonnerie française et étrangère*. Ce bulletin... sera envoyé gratuitement à tous les ateliers de la correspondance et aux officiers du Grand-Orient. Il sera également envoyé aux maçons qui s'y *abonnent*. »

Maintenant, le Grand-Orient entendrait-il s'attribuer le monopole de la publicité maçonnique ? Pas le moins du monde. Sans parler du *Miroir de la Vérité*, du frère Abraham ; des

Annales maçonniques publiées par le frère Caillot ; de l'*Encyclopédie maçonnique*, du frère Chemin-Dupontès ; de la *Revue maçonnique de Lyon*, rédigée par le frère Cherpin ; du *Compas*, de Marseille, édité par le frère Franchi, et de plusieurs autres journaux du même genre, que le Grand-Orient n'a jamais songé un seul instant à poursuivre, d'autres feuilles maçonniques ont non-seulement été tolérées, mais elles ont même obtenu la sanction écrite et formelle de cette autorité suprême.

De ce nombre est l'*Univers maçonnique*, du frère César Moreau. L'autorisation du Grand-Orient est conçue en ces termes : « Le Grand-Orient de France, après avoir examiné et discuté la demande du très-cher frère César Moreau, à l'effet d'obtenir l'autorisation de publier un recueil périodique intitulé : *L'Univers maçonnique, recueil général des progrès et acquisitions de l'esprit humain dans toutes les branches des connaissances maçonniques*, a délibéré, dans la présente séance du 9 octobre 1835 (ère vulgaire), que l'autorisation sollicitée par le frère César Moreau lui était accordée. Signé, le secrétaire de la chambre de correspondance et des finances, BESSIN. »

De ce nombre aussi est le *Globe*, des frères Juge, Desanlis, Morand, Durocher, etc. Ce journal parut sans demander d'autorisation. Cependant il obtint, dès son début, la sanction officielle du frère Bouilly, représentant particulier du grand-maître, qui écrivait aux rédacteurs, le 7 mars 1839 : « J'ai lu avec un vif intérêt le premier numéro du *Globe*, archives générales des sociétés secrètes non politiques, dont vous êtes les rédacteurs. Je ne connais rien qui puisse donner une idée plus vraie de ce lien maçonnique qui nous unit, vous et moi, et que Frédéric-le-Grand surnommait à si juste titre le lien sacré des peuples. Recevez donc mes félicitations bien sincères, et veuillez m'inscrire parmi vos souscripteurs, dont le nombre, je n'en fais aucun doute, répondra à votre noble et utile entreprise. Il n'est pas un seul franc-maçon sentant bien toute la dignité de son initiation qui ne s'empresse de concourir à l'œuvre philanthropique dont le début offre tant d'intérêt et d'utilité. »

Plus tard, les rédacteurs recevaient du Grand-Orient la lettre suivante :

« Très-chers frères, le Grand-Orient, en sa chambre de correspondance et des finances, dans sa séance du 17 de ce mois (juin 1839), a reçu,

par l'entremise de notre frère Morand, archiviste du Grand-Orient, et l'un des administrateurs du *Globe*, l'hommage que vous lui avez fait des cinq premières livraisons de l'ouvrage que vous publiez sous le titre du *Globe, archives générales des sociétés secrètes non politiques*.

« Le Grand-Orient voyait avec regret que la maçonnerie, cette belle et antique institution répandue chez tous les peuples civilisés, et concourant peut-être en première ligne à la civilisation des nations encore barbares, était *privée d'une publicité recommandable*, mais qu'on ne peut tenter pour la gloire de l'institution et le bien de l'humanité que lorsqu'on réunit la sagesse des principes à la prudence et le goût à la discrétion. *La maçonnerie a droit d'être connue*, mais seulement dans sa morale ; car tout ce qui est *mystères, usages et formes*, doit rester dans le secret du temple. Ce sont là les conditions de sa fondation et la garantie de son existence...

« L'hommage de votre *publication a été agréable au Grand-Orient*, et accueilli avec l'expression d'une *satisfaction des plus flatteuses*. La chambre de correspondance et des finances a accepté vos cinq premières livraisons, en a ordonné le dépôt dans la *bibliothèque de l'Ordre*, nous a chargé d'en faire une *mention honorable* dans le compte-rendu des travaux semestriels et de vous adresser ses *remerciements fraternels*, etc.

« Par mandement du Grand-Orient, le secrétaire de la chambre de correspondance et des finances,

VASSAL. »

Il est à remarquer que, dans les cinq numéros parus alors et qui étaient ainsi l'objet des félicitations et de la mention honorable du Grand-Orient, il n'est pas uniquement traité de *morale* maçonnique, mais que les événements de la maçonnerie et beaucoup de nos cérémonies intérieures, c'est-à-dire de nos *mystères*, de nos *usages*, et de nos *formes*, y sont longuement et minutieusement décrits.

Dans les premiers mois de 1843, le Grand-Orient fit plus et fit mieux. Les fondateurs du journal maçonnique *la Fraternité*, à Rouen, s'adressèrent à lui pour obtenir l'autorisation de publier leur feuille. Une solennelle discussion s'ouvrit à cette occasion, et l'assemblée décida « qu'il n'appartient au Grand-Orient ni d'autoriser ni de défendre la publication d'un journal ; que *la Fraternité* n'avait qu'à paraître, et qu'on verrait ensuite s'il y avait lieu à sévir contre elle pour abus de la liberté d'imprimer. »

Comment se fait-il cependant qu'avec de pa-

reils précédents, le Grand-Orient élève aujourd'hui la prétention, non pas de frapper un journal qui aurait abusé de la liberté d'imprimer, mais même de lui interdire absolument de paraître !

On invoque à l'appui de cette prétention l'article 277 des statuts, qui est conçu en ces termes : « Nul maçon, nul atelier, sous peine d'irrégularité, ne peut rendre publics, par la voie de l'impression ou par tout autre moyen, les sujets dogmatiques, administratifs ou contentieux, relatifs à la maçonnerie. »

Cette disposition existe effectivement dans les statuts-généraux ; mais comment et pourquoi s'y trouve-t-elle ? c'est ce que nous allons raconter.

Rien de pareil ne figurait ni dans les règlements de la Grande-Loge de France, ni dans les règlements primitifs du Grand-Orient, qui se forma d'une scission de ce corps en 1772. Les statuts du Grand-Orient subirent une révision en 1777 ; et alors on y inséra la disposition suivante : « Aucune loge ni aucun maçon ne pourront faire imprimer en matière contentieuse. » C'était là sans doute une dérogation aux principes, une négation du droit ; mais du moins cette prohibition était-elle appuyée sur des raisons honorables, et auxquelles il pouvait être utile de déférer. Voici en effet les motifs donnés à l'appui de cet article par le frère Bacon de la Chevalerie, orateur du Grand-Orient, dans la séance du 3 juillet 1777 :

« De tous les soins du Grand-Orient, celui qui lui semble le plus important est *d'entretenir la paix et l'union* parmi les maçons réguliers. Il a cru remplir des vues si particulières en interdisant l'impression en matières contentieuses. C'est le moyen de prévenir l'éclat des *discussions intestines* ; et si malheureusement, dans la *chaleur d'un différend*, il échappe des *personnalités*, la réparation et l'oubli seront bien plus prompts et plus sûrs, lorsqu'il n'en restera point de vestiges. »

En 1826, la disposition que nous venons de citer était encore la seule qui limitât la liberté d'imprimer. Qu'arriva-t-il alors ? *La Clémentine Amitié* ayant publié au mois de février un mémoire dans lequel la suprématie du Grand-Orient sur le rite écossais était niée, les meneurs de l'époque, au lieu d'appuyer cette suprématie sur des preuves, voulurent frapper la loge qui l'avait mise en doute ; et, comme les statuts étaient muets sur ce cas tout nouveau, ils imaginèrent de dénaturer le texte de l'article et d'y substituer le mot de *controverse* à celui de *contentieux*, pour

le rendre applicable à l'espèce. Ce procédé était ingénieux sans doute; mais il fut critiqué par d'assez bonnes raisons. Il se trouva justement que, dans le moment même, on révisait les anciens règlements; et les meneurs, pour fermer, à l'avenir, la bouche aux critiques, introduisirent une modification dans la loi et étendirent la défense d'imprimer, des matières contentieuses aux sujets dogmatiques.

En 1839, nouvelle modification. Le journal du frère Peigné, *la Revue maçonnique*, avait attaqué avec vigueur certains actes administratifs du Grand-Orient, et entraîné les protestations d'un grand nombre d'ateliers de Paris et des départements. Plusieurs loges furent rayées des tableaux; beaucoup de frères, exclus du Grand-Orient; et, pour qu'une telle mesure, si elle devenait encore *nécessaire*, eût au moins une apparence de légalité, les meneurs prohibèrent désormais l'impression sur les sujets administratifs, comme ils l'avaient déjà prohibée sur les sujets contentieux et dogmatiques.

Cet article 277, dont on se fait une arme aujourd'hui contre la publicité, n'est donc que le produit des circonstances et de la colère. A ce titre, il n'a aucun des caractères essentiels d'une loi véritable; il viole d'ailleurs tous les principes maçonniques et profanes, en appliquant une peine à qui n'a pas encore failli.

A-t-il du moins une sanction dans le serment maçonnique? pas davantage.

De deux choses l'une. Ou les prescriptions du serment sont absolues, ou elles ne le sont pas. Si elles sont absolues, le Grand-Orient lui-même, simple fraction de la société universelle des francs-maçons, doit s'y conformer tout le premier, et non-seulement ne point imprimer, mais même ne tenir aucune note écrite de ses travaux. Si les prescriptions du serment ne sont pas absolues, le premier maçon venu, comme le Grand-Orient lui-même, a le droit de s'en affranchir, du moment surtout qu'il peut y avoir utilité à le faire.

Est-ce à dire pour cela que nos SECRETS puissent être livrés sans restriction à la connaissance du public non initié? Telle n'est pas assurément notre pensée. Nous ne subordonnons pas la société à l'individu, et nous admettons la nécessité d'une discipline. Mais aussi nous ne voulons pas qu'on introduise l'usage d'autres règles que celles qui sont universellement admises dans la maçonnerie; et que, sous prétexte d'empêcher l'abus d'une liberté, on supprime cette liberté elle-même.

En résumé, nous le demandons aux frères de bonne foi : lorsque les doctrines et les faits parlent aussi haut, lorsqu'il n'existe en réalité aucune prohibition positive et légale, n'est-il pas parfaitement licite d'imprimer en matière maçonnique, et le Grand-Orient ne commettrait-il pas un véritable abus de pouvoir en prétendant s'attribuer le monopole de la publicité?

IMPORTANTE DÉCISION D'UNE LOGE DE PARIS, EN CE QUI TOUCHE NOTAMMENT LA PUBLICITÉ MAÇONNIQUE.

Dans la séance du 17 octobre, la loge *Saint-Antoine du parfait contentement*, à Paris, a entendu le rapport d'une commission chargée d'examiner les Statuts-généraux et d'indiquer les modifications qu'il importerait d'y introduire. Cette commission se composait des frères Bugnot, vénérable; Levœlle et Milan, surveillants; Miquel, député; Dallent, secrétaire; et Jacquemot, orateur. Son avis a été adopté à l'unanimité par soixante-sept membres présents.

Voici quelles sont les modifications aux statuts généraux proposées par la loge :

- 1° Abaissement à vingt-cinq ans de l'âge d'éligibilité des députés, avec la condition de trois ans d'initiation;
- 2° Réduction du cumul des députations : on ne pourra représenter au plus que deux ateliers de titres différents;
- 3° Suppression du scrutin par les chambres pour les députés élus : leur admission sera prononcée au Grand-Orient à la majorité des membres présents;
- 4° Répartition dans les trois chambres de tous les députés admis, avec voix délibérative dès qu'ils auront prêté leur obligation;
- 5° Changement de rédaction dans les termes de l'art. 177, qui permettent au député de présider la loge, lorsqu'il sera premier ou deuxième surveillant ou premier expert, ces fonctions n'étant point incompatibles avec celles de député;
- Et (ce qui n'a pas encore été demandé) :
- 6° Attendu qu'il n'est ni juste ni convenable de laisser à l'arbitraire d'un président la faculté de changer l'ordre du jour séance tenante, et de laisser arriver à la discussion et convertir en arrêtés des propositions improvisées et sur lesquelles personne n'a pu être averti qu'on aurait à délibérer, dire que :
« Les dispositions des art. 311 et 312 seront applicables aux travaux du Grand-Orient. »

(Ces deux articles sont ainsi conçus :

ART. 311. — Il ne peut être pris de décision sur une proposition nouvelle d'un intérêt général dans la séance même où elle est faite. Cette proposition doit être renvoyée à une tenue prochaine ou à une com-

mission chargée d'en faire le rapport. Dans tous les cas, il faut qu'elle soit annoncée d'avance dans les planches de convocation.

Art. 312. — Un arrêté peut être rapporté dans la même séance où il a été pris, si aucun des frères présents à la délibération n'a couvert le temple. Il ne peut l'être dans une séance suivante, à moins que la proposition du rapport de l'arrêté ne soit formellement indiquée dans la planche de convocation).

7^o Considérant que, s'il importe de ne jamais livrer à l'impression les mots sacrés, les signes, enfin tout ce qui sert aux maçons à se reconnaître entre eux, il n'en est pas de même de ce qui touche aux travaux philosophiques, de moralisation ou de philanthropie, dont s'occupe la franc-maçonnerie de notre époque; attendu qu'il est certain que l'institution ne peut que gagner à faire connaître au monde le but et la nature de ses travaux; qu'il y a avantage pour elle à entrer ostensiblement dans la voie des efforts qui se font de toutes parts pour perfectionner, secourir et améliorer l'humanité; qu'elle ne doit pas craindre de montrer son action si éminemment civilisatrice; que d'ailleurs les moyens de propager ses doctrines et de répandre ses idées lui manquent, puisque ces idées, qui auraient pu être fécondes, si elles avaient été propagées, se trouvent stérilement étouffées dans l'atelier où elles ont pris naissance, et d'où les restrictions réglementaires les ont empêchées de sortir; propose de demander la réforme de l'art. 277 et l'adoption des dispositions suivantes :

« La liberté d'imprimer les travaux maçonniques en ce qui ne touche pas les mystères, les rites et les cahiers des grades, est de droit commun.

« Les écarts de cette liberté seront jugés par le Grand-Orient constitué en grand jury. »

Nous ne pouvons que féliciter la loge *Saint-Antoine* de l'intelligente et courageuse initiative qu'elle a prise, et nous sommes convaincus que son exemple trouvera de nombreux imitateurs. La publicité est le besoin de la maçonnerie à notre époque; et lorsqu'elle sera admise en principe et ne rencontrera plus que de raisonnables obstacles, alors notre association aura puissance de produire tout le bien qui existe en germe dans sa constitution, et rencontrera des sympathies et un appui efficace partout où elle éprouve aujourd'hui des résistances et de l'hostilité.

TROIS PROCÈS.

Alors que la maçonnerie est l'objet de nos plus chères prédilections et de nos plus fermes espérances, que nous nous appliquons à la recommander à l'estime et au respect de tous, pour mieux asseoir son influence et lui faire réaliser plus sûrement et dans un temps plus prochain la généreuse pensée sur laquelle elle repose, c'est

pour nous une triste mais impérieuse nécessité de signaler des faits qui seraient de nature à nuire à sa considération et à compromettre son existence, si, forte de ses principes et de ses tendances, elle n'était heureusement à l'abri de tels dangers. Il nous faut dire bien haut que des maçons, oublieux de leur grande mission, ont enfreint les plus saints de leurs devoirs : la fraternité, la vérité et la justice. A quoi servirait de jeter un voile sur nos plaies? Ne vaut-il pas mieux les mettre entièrement à nu, pour qu'on en mesure toute l'étendue et qu'on s'empresse d'y appliquer un remède?

On a vu que, dans une séance du Grand-Orient, tenue le 16 août dernier, quelques membres de l'autorité maçonnique firent à l'improviste une proposition tendant à interdire la publication de notre feuille, qui n'avait pas encore paru; que cette proposition fut accueillie par le petit nombre des frères présents; qu'il fut arrêté que les loges de la correspondance seraient instruites de cette décision par une circulaire dont la rédaction serait délibérée seulement le 11 octobre; et que, malgré cet ajournement, qui avait pour but de faire connaître complètement les motifs de la prohibition décrétée par l'assemblée, afin d'éviter toute interprétation injurieuse pour le frère qu'elle atteignait, la commission permanente, contre toute raison et toute justice, inséra la décision dans le *Bulletin trimestriel* de septembre, sans déduire les considérations qui l'avaient fait adopter, ouvrant ainsi une vaste carrière aux plus fâcheuses suppositions.

Depuis, la chambre symbolique se réunit le 17 septembre. Le même frère qui, le 16 août, avait obtenu la prohibition de notre feuille, proposa qu'un vœu fût émis à l'effet de déférer notre rédacteur en chef au grand jury extraordinaire, pour avoir coopéré à la publication de *l'Orient*, au mépris de la défense que le Grand-Orient lui en avait faite. La chambre symbolique prit en considération cette demande. Le lendemain, la chambre des rites vota une semblable décision. La chambre de correspondance seule passa à l'ordre du jour.

Dans la séance du 11 octobre, le vœu des deux chambres fut sanctionné, et notre rédacteur en chef renvoyé devant le grand jury extraordinaire, convoqué pour le 30 novembre prochain. Quant à la circulaire, on ne songea pas même à s'en occuper.

La commission permanente ne se contenta pas de cette victoire. Elle vint apporter à la séance

trimestrielle du 18 octobre la question du secret en maçonnerie. Le frère Charassin, son rapporteur, ne se borna pas à traiter ce sujet; il attaqua la publicité avec sa virulence ordinaire, et conclut à ce que l'art. 277 des statuts, qui la prohibe, fût appliqué dans toute sa rigueur. Plus équitable, et surtout plus habile, le frère Guilherry, qui avait provoqué tour-à-tour la défense de publier *l'Orient* et la mise en jugement du rédacteur en chef, proposa la question préalable, faisant d'ailleurs remarquer avec justesse qu'une solution conforme aux vues de la commission permanente serait une condamnation anticipée du frère inculpé. Le frère Cauchois émit l'avis d'ajourner la discussion, s'appuyant sur ce que les votes des membres de l'assemblée motiveraient à juste titre leur récusation, et que, dès-lors, ils ne pourraient plus siéger comme juges dans le procès. Ces considérations et d'autres encore, présentées par divers frères, obtinrent gain de cause; et, malgré la résistance de la commission, la question préalable fut emportée à la majorité de 27 voix contre 25.

Pendant que tout ceci se passait au Grand-Orient, des événements non moins déplorables avaient lieu dans une autre enceinte.

Il y a un an à peine, la loge *la Clément-Amitié*, qui avait joué autrefois un rôle très-important dans la maçonnerie parisienne, se trouvait privée de toute direction par suite de l'absence du frère Juge, son vénérable. Ses colonnes étaient désertes, et souvent elle était obligée d'emprunter des visiteurs pour pouvoir ouvrir régulièrement ses travaux. Le frère Clavel, ancien membre libre de l'atelier, fut sollicité de prendre de l'activité, et, plus tard, d'accepter le vénérat de la loge. Comme il hésitait, le Grand-Orient vint à le condamner pour la publication de *l'Histoire pittoresque de la franc-maçonnerie*, dont il est l'auteur, et *la Clément-Amitié* protesta contre sa mise en jugement. Touché de cet acte de fraternité, le frère Clavel se détermina dès-lors à accepter l'offre qui lui était faite. Il s'attacha à fortifier le personnel de la loge, et fit successivement affilier ou initier de quinze à vingt écrivains, tels que les frères Léon Gozlan, Félix Pyat, Altaroche, Frédéric Lacroix, Charles Ballard, Eugène Duclerc, Léopold Duras, Jean Laffitte, Victor Schœlcher, Jeanron, Moléri, Konrad, Lemansois, Alfred Pourchel, Ange Blaize, Jules Martinet; des avocats, des ingénieurs, des médecins, d'honorables négociants:

le frère Grasier, le frère Pégeron, le frère Pagnerre, un de nos plus fameux éditeurs; tous gens de haute intelligence et désireux de relever la maçonnerie de l'état de décadence dans lequel elle gémissait depuis si long-temps. Une ère nouvelle s'ouvrit pour *la Clément-Amitié*. Les derniers venus examinèrent les causes du mal dont souffrait l'Ordre. Ils reconnurent que ces causes étaient principalement dans la mauvaise organisation du corps dirigeant. Ils proposèrent des réformes qui furent discutées et adoptées, et sur lesquelles les loges des départements furent appelées à se prononcer. Ils s'appliquèrent aussi à régulariser et à féconder la distribution des secours, à fournir aux séances de la loge des sujets de discussions qui rendissent les frères plus assidus et permirent de réaliser quelque bien. La foule des visiteurs se portait à toutes les tenues, et souvent le local n'était pas assez vaste pour les contenir.

Cependant le frère Juge, remplacé dans ses fonctions de vénérable, et poussé par le besoin de paraître quelque chose, méditait un projet dont il pensait pouvoir obtenir la réalisation à l'aide des frères nouvellement admis. Le 18 février 1844, il en convoqua chez lui un certain nombre, pour leur communiquer ses vues et leur demander leur concours. Il s'agissait de créer une grande loge du rite éclectique, régime adopté par la Mère-Loge de Francfort-sur-le-Mein; de rédiger de nouveaux statuts qui aboliraient les hauts grades, supprimeraient le *don gratuit*, le prix des lettres de constitution, le droit d'initiation et d'affiliation, établiraient la plus parfaite égalité entre les membres du corps maçonnique, etc. Toutes ces dispositions tendaient, le frère Juge ne le cachait pas, au renversement du Grand-Orient de France. L'argent nécessaire pour couvrir les premiers frais ne devait pas préoccuper les réformateurs: le frère Juge annonçait qu'il mettait un *millier d'écus* à leur disposition. Contre son attente, cependant, ses desseins furent mal accueillis. Le frère Pagnerre et le frère Clavel déclarèrent nettement qu'ils ne voulaient point s'y associer; le frère Blaize, le frère Maggiolo, vénérable du *Temple des amis de l'honneur français*; le frère Peigné, vénérable de *l'Athénée des étrangers*, firent la même déclaration; et l'assemblée se sépara après avoir décidé seulement qu'on tenterait, par toutes les voies légales, d'introduire des réformes dans l'organisation et la composition du Grand-Orient. A partir de ce moment, le frère Juge couva, contre les frères Pa-

gnorre et Clavel, une haine profonde dont nous dirons plus loin les effets.

Il y avait dans la *Clément-Amitié* un autre membre, le frère Bailleul, qui a la prétention de connaître l'antiquité mieux que personne, et qui se croit obligé de soutenir les hauts grades parce qu'on l'a nommé président de chapitre. Or, le frère Clavel a le malheur d'avoir parlé des Égyptiens et attaqué les hauts grades dans son *Histoire pittoresque de la franc-maçonnerie*. Le frère Bailleul le prit à partie et voulut le contraindre à engager une discussion publique sur ces deux points. Le frère Clavel s'y refusa, non qu'il recule devant un combat de ce genre, mais parce que, sachant à quel champion il avait affaire, il était trop généreux pour accepter une victoire facile. Cette réserve fraternelle lui attira, dans le frère Bailleul, un ennemi de plus.

Enfin la *Clément-Amitié* compte dans son personnel un troisième membre, le frère Leblanc de Marconnay, grand faiseur de procès-verbaux, de rapports et de discours écrits d'une longueur démesurée, dont il se croit en droit d'imposer l'impression à la loge. Les frères Pagnerre et Clavel furent assez malavisés pour faire à cet égard des observations pleines de convenance et de ménagements fraternels, et cette imprudence leur suscita un nouvel et implacable ennemi.

Dès ce moment, la bonne harmonie qui avait jusque-là régné dans la loge se trouva détruite. Les intrigues, les sourdes menées, la calomnie, furent mises en jeu contre les frères Pagnerre et Clavel, et vinrent atteindre du même coup les frères qu'ils avaient amenés. On insinua, malgré mille preuves contraires, qu'ils s'occupaient de politique; on les accusa de vouloir renverser le Grand-Orient, qu'ils avaient constamment défendu; on déclina la responsabilité de la délibération relative aux Statuts, qui avait été prise à la presque unanimité des voix; on blâma une circulaire accompagnant l'envoi de cette délibération, et qui n'avait fait que reproduire, en les affaiblissant, les griefs des anciens membres de la loge contre le pouvoir maçonnique; on éveilla perfidement les susceptibilités du Grand-Orient; on le poussa à sévir contre les auteurs de la circulaire; on annonça faussement que la loge elle-même allait les désavouer, alors que déjà elle les avait innocentés par un ordre du jour. Tout cela fut l'œuvre des trois frères blessés dans leur vanité; le reste des anciens membres de la loge ne

s'y associa que par irréflexion ou par entraînement.

Cédant à ces suggestions, la chambre symbolique incrimina la circulaire, et,

Par un juste retour des choses d'ici bas,

la loge elle-même, qui l'avait implicitement approuvée en décrétant l'envoi aux loges des départements de la délibération relative aux Statuts-généraux et en autorisant son vénérable à former un comité de correspondance. Jusque-là tout était légal. Voici ce qui cesse de l'être. La commission nommée par la chambre pour instruire l'affaire et procéder à une enquête vint faire, à la séance du 22 octobre, un rapport haineux et contraire à la vérité, présentant le frère Clavel comme s'étant mis en révolte contre l'autorité maçonnique dans la tenue de la loge où l'enquête avait eu lieu. Malgré les vives dénégations de plusieurs membres du Grand-Orient, et notamment du frère Besquait, qui avaient assisté comme visiteurs à une partie de cette tenue, le frère Voury, rapporteur, persista dans ses allégations. Il conclut non-seulement à la suspension de la loge, mais encore à celle des frères Clavel et Pagnerre, rédacteurs de la circulaire, bien que la chambre ne fût pas compétente pour les juger, et il engloba dans son réquisitoire le frère Peigné, visiteur, vénérable de l'*Athénée des étrangers*, pour quelques justes observations qu'il avait présentées dans la séance. La chambre passa ensuite à la délibération; les conclusions du rapport furent adoptées; la loge, les frères Clavel et Pagnerre furent mis en prévention; et le frère Peigné lui-même fut cité à la barre.

Les trois membres de la *Clément-Amitié*, que nous avons cités, contribuèrent de tous leurs efforts à ce déplorable résultat. Le frère Leblanc de Marconnay remit comme document à la commission d'enquête un procès-verbal où tous les faits étaient entièrement travestis, et qui n'avait pas obtenu la sanction de l'atelier; le frère Bailleul fit passer à la chambre une lettre contenant des allégations injurieuses dirigées contre les frères Pagnerre et Clavel, et qu'il avait été contraint de rétracter dans la loge où il les avait d'abord produites; le frère Juge adressa contre les mêmes frères un libelle diffamatoire dont ils ignoraient complètement l'existence: factum épiléptique dont chaque assertion renferme un mensonge et chaque imputation une calomnie.

Leur acharnement ne s'arrêta point là: ils poussèrent les anciens membres de la loge à mettre en

jugement les frères Pagnerre et Clavel, comme auteurs de la circulaire, qu'un d'entre eux, pourtant, le frère Leblanc de Marconnay, avait approuvée en manuscrit. Un comité spécial fut formé, qui déclara la plainte fondée, et, se faisant un jeu des formes et des garanties de la justice, suspendit de leurs fonctions les frères Pagnerre et Clavel, et se hâta de donner communication de ce jugement à l'autorité maçonnique.

Il fallait cependant que toutes ces persécutions eussent un terme. Le frère Clavel s'est décidé à donner sa démission. Par ce moyen, toutes les poursuites dont il était l'objet tombent d'elles-mêmes, tous les scandales cessent, et le principe de la publicité, attaqué en sa personne, est sauf jusqu'à la révision des Statuts-généraux, époque à laquelle l'esprit de routine et de ténèbres se propose de l'attaquer corps à corps.

Le mal qui mine la maçonnerie française est profond, on le voit; les causes en sont nombreuses : la réforme de nos codes doit être radicale. Il appartient aux sectateurs de notre grande institution d'y songer sérieusement, de serrer leurs rangs éclaircis et de réunir tous leurs efforts pour sauver l'Ordre du naufrage. Mais pour atteindre ce but, il importe de faire table rase des frères indignes de ce titre qui se sont introduits dans nos temples. C'est la première nécessité à laquelle il faut pourvoir.

Quant à nous, qui nous éloignons du champ de bataille, nous nous sommes mis en mesure de connaître toutes les péripéties de la lutte, et nous viendrons en revendiquer notre part, dès qu'un premier succès nous le permettra.

SCISSION

DANS LA LOGE LA CLÉMENTE-AMITIÉ.

A la suite des événements relatés dans l'article qui précède, la portion des membres de la *Clément-Amitié* qui était venue rendre la vie à cette loge expirante, et qui lui avait fait prendre l'initiative des réformes nécessitées par l'état actuel de la maçonnerie, a donné sa démission en masse le 28 octobre. Après avoir rappelé, dans une déclaration écrite, tous les faits qui motivent ses griefs, elle ajoute :

« Des imputations injurieuses et mensongères, dé-savouées ici, puis renouvelées dans une autre enceinte; un écrit imprimé, dirigé contre des frères à qui l'on n'a pas même la vulgaire loyauté d'en donner communication; de sourdes menées, des mesures illégales, l'annulation de résolutions arrêtées par la loge tout entière, le démenti le plus formel

donné à tous ses précédents, la parodie et l'infraction des formes sacrées de la justice; des luttes sans cesse renaissantes, où la violence du langage a pris la place de la modération et de l'urbanité; la dispute substituée à la discussion, la discorde à la bonne harmonie, les passions haineuses à la fraternité, l'anarchie à la discipline, enfin de ténébreuses intrigues à un antagonisme ouvert et loyal : tous ces faits déplorables, si contraires à l'esprit de notre grande institution, œuvre de quelques-uns, il est vrai, mais qu'une majorité abusée a sanctionnés par son inertie, déterminent les soussignés à quitter une loge où ils ne sauraient plus désormais qu'abaïsser leur dignité et compromettre leur caractère. Ils vont donc chercher ailleurs des relations plus convenables, des habitudes plus maçonniques, et surtout des sentiments plus fraternels. »
(*Suivent les signatures.*)

LA VÉRITÉ.

Dans un moment où la tâche de réformation que nous avons entreprise nous suscite, il faut bien le dire, de nombreux ennemis parmi ceux-là même qui devraient applaudir à nos efforts et nous aider de tout leur pouvoir à atteindre notre but, il ne sera pas hors de propos de publier un discours prononcé par le comte Murair, le 1^{er} août 1822, en installant la loge écossaise d'*Emeth*, qui avait alors pour vénérable notre rédacteur en chef, le frère Clavel. Le programme tracé par l'illustre orateur est aussi le nôtre; et, de quelques périls que soit semée la voie où nous nous engageons, notre foi dans le triomphe définitif de la vérité est assez vive pour que rien ne puisse nous arrêter dans notre marche et même laisser pénétrer un seul instant le découragement dans notre esprit.

« Mes frères,

« Les titres distinctifs des diverses loges qui déjà se sont rangées sous la bannière écossaise sont autant d'hommages vivants par elles rendus à toutes les vertus humaines et sociales.

« O vous, qui, sans la connaître, et parce que vous ne la connaissez pas, calomniez la maçonnerie, et vous, qui, plus ombrageux, vous en méfiez, parce qu'elle enveloppe ses œuvres d'un voile religieux, comme si l'ostentation n'était pas déjà la corruption du bien ! voulez-vous vous éclairer et vous rassurer ? venez, et lisez sur le frontispice de nos temples quelle en est la destination et quels sont les objets de nos pieuses et secrètes pratiques.

« Ici, on donne le précepte et l'exemple des vertus hospitalières.

« Là, on professe et on pratique les principes d'une indulgente et paisible tolérance.

« Ici, comme le peuple de Dieu sur le *Mont-Sinaï*, nous apprenons le respect dû aux lois et le devoir de s'y soumettre.

« Là, par l'étude des fastes de l'honneur français, tous les cœurs s'embrasent du feu sacré de l'amour de la patrie.

« Partout c'est l'amour de l'humanité qui nous inspire, c'est le sentiment de la bienfaisance qui nous anime, c'est la *bonne foi* et la *sincérité* qui nous guident, et c'est toujours vers la *sagesse* et le perfectionnement que se dirigent nos travaux et nos efforts.

« Adeptes de la loge d'*Emeth*, vous avez voulu, par le titre que vous avez choisi, et en dédiant ce nouveau temple à la vérité, vous avez voulu compléter ce magnifique ensemble. Ce vœu était trop moral, il était trop maçonnique pour n'être pas accueilli ; aussi le Suprême-Conseil s'est-il empressé de nous envoyer pour vous apporter sa sanction et pour vous installer.

« Ainsi la vérité, tant méconnue dans un monde dont l'erreur semble être l'apanage ; la vérité, que l'importunité de sa lumière a fait, comme on dit proverbialement, reléguer au fond d'un puits ; la vérité, honnie et repoussée, parce qu'elle montre les hommes tels qu'ils sont à tant d'hommes qui ne sont pas ce qu'ils devraient être ; ainsi la vérité aura parmi nous un temple et des autels ; elle pourra s'y montrer tout entière et brillante de tout son éclat : elle y trouvera des hommes ardents à la rechercher, impatients de la connaître, heureux de la chérir, empressés à la suivre, et qui, n'ayant d'autre but que de s'améliorer, ne redouteront pas sa sévérité.

« Qu'elle est noble et grande la pensée d'une telle institution !

« Vous qui l'avez conçue, qui l'avez embrassée, qui l'avez réalisée, grâce vous soient rendues au nom de la morale et de la maçonnerie, qui, à la bien définir, n'est que la morale mise en action !

« Je dis au nom de la maçonnerie, parce qu'en effet vous en avez aperçu et saisi le véritable but. Ce but n'est-il pas de dissiper la nuit des erreurs et de répandre la lumière ? La lumière est-elle autre chose que la vérité ? Et, d'idée en idée, voyez, par leur enchaînement et leur progression, à quel sublime principe vous vous êtes élevés ; car la vérité est-elle autre chose que Dieu même ?

« Dieu l'a dit : *Je suis la voie, la vérité et la vie*. Eh ! pour quels yeux la cohésion de ces deux principes, qui s'identifient, ne serait-elle pas évidente ? Si toute vertu émane de Dieu, concevez-vous une seule vertu sur la terre dont la vérité ne soit pas le premier et le plus essentiel élément ?

« Mais il ne suffit pas d'avoir aperçu ce but ; il faut y atteindre ; et, quoique très-certainement je ne doute ni de la sincérité de votre amour pour la vérité, ni de la persévérance de votre zèle, il est des difficultés que le beau ministère que je remplis en ce moment au milieu de vous m'impose le devoir de signaler, pour que vous vous armiez de cette sainte constance qui seule peut les vaincre.

« C'est le sort du genre humain, dit un écrivain observateur et philosophe, que la vérité soit persécutée dès qu'elle commence à paraître. » C'est un fruit dont il faut attendre la maturité ; aussi, avec ce sens profond qui caractérise leur mythologie, les païens en avaient fait une divinité allégorique, mère de la Vertu, mais fille de Saturne.

« L'histoire ne nous offre que trop de preuves de la justesse de cette ingénieuse fiction : Socrate boit la

ciguë ; Aristote, abreuvé de persécutions et de calomnies, est réduit à s'empoisonner ; Roger Bacon languit dans les cachots de Rome ; la vérité en cheveux blancs, chargée de fers, trainée dans les prisons, est indignement condamnée par la très-sainte inquisition dans la personne du célèbre et infortuné Galilée, parce qu'il avait démontré le mouvement de la terre ; le grand Descartes cherche en vain le repos dans des solitudes en Hollande : il ne l'y trouve pas et est persécuté ; le savant et généreux Ramus est dénoncé, poursuivi, flétri, enfin assassiné ; et combien d'autres qui, après avoir expié leur amour pour la fille de Saturne dans les cachots ou sur une terre étrangère, par la proscription ou la mort, n'ont obtenu qu'après des siècles une justice lente et les hommages tardifs de la postérité !

« Mais ces exemples de la sottise humaine n'arrêtent pas le génie ; il ne suit pas moins son impulsion et sa noble carrière. Pour surmonter les dégoûts que lui font éprouver dans la recherche et dans la manifestation de la vérité les préjugés et les habitudes routinières, l'ignorance et l'amour-propre, il se dit, et dites-vous avec lui, afin de vous exciter à la persévérance dans la voie où vous êtes initiés, dites-vous que la vérité doit être aimée pour elle-même ;

« Que la vérité est une puissance qui finit toujours par triompher ;

« Dites-vous que tout passe, et que la vérité est éternelle.

« Très-chers frères, que cette vérité, dont le nom auguste, tracé sur la bannière sous laquelle vous vous êtes réunis, est devenu la devise de cette loge, soit l'objet constant de vos travaux ; elle en sera à la fois le soutien et la récompense.

« Il me resterait à présent à vous dire, mes frères, combien les grands-inspecteurs-généraux qui ont bien voulu m'accompagner, et moi, sommes heureux d'avoir reçu du Suprême-Conseil l'intéressante mission de venir inaugurer une loge qui promet au rit écossais ancien et accepté tant d'utiles exemples et tant d'heureux résultats ; une loge qui, déjà remarquable par sa belle composition, se distinguera plus encore par sa régularité, par son zèle et par cette louable émulation qui excite au travail, qui l'encourage et le féconde ; il me resterait à dire à votre vénérable combien le choix que vous avez fait de lui honore votre discernement ; combien, à tous égards, il est digne de votre confiance ; combien, plus à même que personne, par mes relations habituelles et journalières avec lui, de le connaître et de le juger ; combien, dis-je, je sais apprécier sa ferveur et son instruction, l'excellence de ses qualités et l'aménité de son caractère... Mais non ; de critiques épilogueurs prétendraient peut-être que je ments à mes discours sur la vérité en y mêlant des compliments et des phrases... Ah ! croyez bien cependant que je ne vous aurais exprimé que mes plus sincères sentiments ! »

EMPIÈTEMENTS

DE LA COMMISSION PERMANENTE.

Nous parlions, dans notre dernier numéro,

d'une circulaire en date du 17 septembre 1844, adressée aux loges sous le couvert de la chambre de correspondance, et nous disions que nous la croyions apocryphe, parce qu'elle n'avait été délibérée dans aucune des trois chambres. Depuis, nous avons été aux renseignements, et nous avons appris que cette circulaire est l'œuvre propre de la commission permanente, qui y a fait apposer sans droit le timbre du Grand-Orient et les signatures des membres de la chambre de correspondance. Ce n'est pas la première fois que la commission agit de cette façon quelque peu leste. On a vu, d'autre part, qu'elle s'était mise au-dessus des délibérations du Grand-Orient, en ce qui nous concerne, en publiant le 10 septembre un fait que le Grand-Orient voulait ne faire connaître qu'après le 11 octobre. Nous appelons la sérieuse attention du sénat maçonnique sur ces diverses illégalités, et nous pensons que, dans l'intérêt de sa dignité et de la responsabilité qui pèse sur lui, il s'empressera de faire rentrer la commission dans les limites que lui trace l'arrêté de sa création.

LA MAISON DE SECOURS.

Sous le titre de *Maison centrale de secours en faveur des maçons malheureux*, le Grand-Orient de France a fondé, par arrêté du 21 mars 1840, une institution de bienfaisance qui a pour objet de loger et de nourrir pendant un temps déterminé des maçons malheureux et de leur procurer du travail. L'établissement accorde aussi au dehors des secours qui sont donnés en nature, et, dans des cas très-exceptionnels, en argent.

Le principe de l'institution est double : il rassemble dans un seul canal les aumônes jadis éparpillées ; il donne à des parcelles de métal la puissance des capitaux. Il accorde, mais il accorde seulement au vrai malheur, parce que, comme il a le pouvoir de concentrer l'aumône, il a celui de faire aboutir sur un seul point intelligent tous les renseignements.

D'un commun élan, tous les ateliers se sont associés à cette bonne œuvre, il faudrait dire à cette œuvre dont les proportions peuvent devenir puissantes et où se trouve le germe d'une véritable institution, si, à l'esprit d'enthousiasme qui l'a fondée, on fait succéder l'esprit de suite qui maintient, consolide et agrandit.

Ceci n'est pas dit sans motifs, car toutes les lo-

ges ne sont pas encore bien convaincues que la maison centrale soit le meilleur mode d'administrer la bienfaisance. Il faut le dire, la générosité même a sa routine, et la pente qui conduisait à faire quelque bien est difficile à redresser, même quand il s'agit d'un plus grand bien à faire.

Ainsi, depuis tantôt quatre années que la maison centrale de secours a été instituée, les maçons assidus aux tenues ont pu se convaincre qu'il y avait dans les loges une tendance à revenir aux vieilles habitudes, et qu'après l'apaisement qui suit les grandes résolutions, les sollicitateurs nuisibles que l'on avait voulu écarter ne se tenaient pas pour battus et affluaient de nouveau auprès des ateliers.

Et pourtant qui peut avoir oublié que les chefs de la maçonnerie ont dit eux-mêmes que la souffrance et la misère avaient aussi leurs faux-monnayeurs, leurs hypocrites, leurs charlatans de places, et qu'au bout de sa longue vie de gloire, notre grande institution a aussi trouvé ses frères mendiants !

Veut-on un exemple à l'appui de ces vérités maintenant reconnues, veut-on des chiffres ? et, quand l'auteur de cet article se fait un devoir d'écrire pour l'aumône contre l'aumône, quand il vient demander à la bonté des maçons de s'armer contre cette bonté même, veut-on connaître jusqu'où peuvent aller les abus qui de toutes parts recommencent ?

Que l'on suppose un de ces mendiants patentés, un de ces importuns habiles à qui l'on accorde par hiver, sur deux ou trois sollicitations réitérées, une somme de 20 francs. Il y a cinquante-trois loges à Paris, et comme les loges, jalouses de l'administration de leurs deniers, ne se font sur leurs charités respectives aucune communication entre elles, si le sollicitateur en question obtient ces 20 francs de chacune, en échelonnant à propos ses demandes, en se faisant un roulement bien entendu de loges, en allant des *Amis de l'Ordre* aux *Amis fidèles*, des *Émules d'Hiram* aux *Disciples de saint Vincent de Paule*, et de ces derniers à la *Clémentine-Amitié*, cet homme se constituera 1,060 francs de revenu par année ; et, si vous le supposez plus adroit encore, et que vous le fassiez voyager dans la banlieue de Paris, et seulement, ensuite, dans un rayon de 30 lieues, il trouvera, sur chaque ligne qui, du grand centre parisien, rayonne vers la province, des espèces d'étapes au nombre de trente-deux loges, lesquelles, en ne mettant l'aumône qu'à 10 francs, ajouteront à son pécule 320 francs :

Ainsi ce sont 1,960 francs de revenus qu'une ruineuse facilité aura donnés à ces juifs errants de la maçonnerie. Or, pour constituer cette opération financière, pour mener cette douce vie, dont les maçons abusés sont en quelque sorte les payeurs de rentes, il ne faut qu'un habit douteux, un diplôme et de l'effronterie. On le demande : accorder sans plus d'examen, n'est-ce pas donner une prime à la paresse ? n'est-ce pas, sur la compassion d'autrui, fonder au vice une véritable métairie ? n'est-ce pas labourer et ensemer pour lui !

La maison de secours, on l'a trop oublié, a été fondée dans le but de rompre en visière à cette véritable immoralité et de donner à l'aumône maçonnique une force jusqu'à présent inconnue. La maison de secours, disons-nous, concentre, résume, contrôle, surveille, prévoit ; avec elle et par elle le bienfait se discipline. Il conserve ses droits au véritable malheur. Que l'on en juge ! Sur 332 demandes d'admission présentées l'an passé aux administrateurs de la maison centrale, 101 ont dû être rejetées. Si ces demandes eussent été adressées aux loges, faute d'une organisation spéciale pour les renseignements, toutes eussent été admises ; or, pour continuer la ténacité de nos calculs, 104 que l'on multiplie par 10, c'est 1,040 francs d'aumônes conservés aux véritables pauvres, c'est-à-dire de quoi relever le petit commerce de dix boutiquiers, et de quoi sauver vingt familles indigentes du désespoir !

Et maintenant, avant de dire toute notre pensée sur les moyens de rendre stables, d'éterniser en quelque sorte des bienfaits qui n'en sont encore qu'à leurs essais, nous croyons devoir faire connaître à la France maçonnique ce qu'est, dans son état actuel, l'établissement qu'elle a fondé ; nous serions heureux de faire aimer cet hospice qui n'en est encore qu'à ses premiers éléments, et qui toutefois appelle l'intérêt des frères ; car, à certain point de vue, il est, faudrait-il dire, le relief de notre institution.

Dans la rue Neuve-Saint-Gilles, au n° 10, est une maison de peu riche apparence ; toutefois elle est propre et bien tenue. Là, on monte trois étages pour arriver à notre établissement : de tout temps les greniers furent respectables, et nous ne sommes pas encore assez riches pour recevoir nos hôtes de plain-pied.

Ce troisième étage, du reste, est un progrès : l'institution centrale était d'abord en garni, pourrait-on dire ; après la première année, elle s'est mise dans ses meubles. Elle a acquis un matériel

suffisant et a pu se trouver dans une sorte d'indépendance, c'est-à-dire que, lorsqu'il l'a fallu, la commission de gérance a pu augmenter ou changer la nature des secours sans avoir besoin d'attendre l'expiration d'un délai ou d'un traité.

Nous ne pensons ni commettre une indiscretion ni décourager le zèle en disant que c'est une directrice et non un directeur qui reçoit les admis et les visiteurs. L'établissement n'en est pas moins bien dirigé. La pitié des femmes n'est pas plus généreuse, mais elle est mieux entendue que celle des hommes ; cette dame-ci d'ailleurs est une vraie sœur de charité de la maçonnerie, et, sur la robe magistrale de ses hautes attributions, elle sait revêtir à propos le tablier de l'hospitalière.

Nous voudrions pouvoir dire les émotions qui nous sont venues la première fois que nous avons été visiter l'établissement, et faire passer dans l'âme de nos lecteurs le sentiment que nous avons éprouvé à l'inspection des lieux. C'était cet intérêt religieux, tendre et toutefois empreint de cette sorte de pitié que l'on éprouve à l'aspect d'un pauvre ménage qui se monte.

Une entrée, une cuisine, un logement pour l'administration locale : voilà la première partie du plan de l'établissement. Une salle à manger ; pour meubles, une large table avec sa toile cirée. Deux pièces forment le dortoir où se trouvent sept lits de fer, auxquels ne manque même pas la boule de cuivre reluisante : voilà ce qui concerne ceux à qui l'abri est offert.

L'appartement est aéré. Les croisées, en s'ouvrant, donnent sur la rue, et vis-à-vis est le toit abaissé de l'ancien couvent des Minimes, ce qui laisse l'air libre venir jusqu'à la demeure de nos hôtes.

Si nous étions entrés dans un splendide établissement, nous eussions été moins touchés qu'en prenant possession de chacun des détails de cet asile encore bien humble, mais qui, par cela même, a je ne sais quel parfum de vieille probité.

Le carreau est minutieusement ciré. Qui ne sait que la propreté scrupuleuse est une des règles de l'hygiène ? Les matelas sont bien fournis. Les couvertures brunes nous ont semblé bonnes et moelleuses au toucher ; mais les lits manquent de rideaux, mais pour les six couchettes il y a une seule descente de lit : « Ceci est pour le plus âgé ou le plus frileux, nous a-t-on dit, en attendant que tous puissent en avoir. » Nous avons fait des vœux sincères pour que, cet hiver, cinq des-

centes de lit fussent ajoutées à celle-ci ; car il peut arriver que les frères reçussent aussi âgés les uns que les autres, et que tous soient aussi frileux. Nous ajouterons à l'appui de ceci un fait touchant qui appartient aux annales de la maison. Une fois, six frères malheureux étaient là ensemble, et tous six étaient invalides à ce point, nous a conté l'hospitalière, qu'il n'y en avait pas un qui eût la force de tenir un couteau pour couper du pain aux autres.

La nourriture est bonne, saine, abondante. Voici ce que nous a révélé le livre des dépenses.

Deux repas, un déjeuner et un dîner ; deux plats à chaque repas, un plat de gras et un plat de maigre, plus le potage à dîner ; raisonnablement d'un vin généreux, et, autant que possible, sans mélange ; nourriture du reste suivant la saison et combinée de façon à ménager la caisse et à satisfaire l'appétit vraiment maçonnique que la plupart de nos frères voyageurs doivent apporter là : ce problème du bon marché et d'une substantielle réfection a été résolu avec une science vraiment remarquable. Parmi les bonnes notes que nous avons conservées pour fournir une preuve de l'excellente direction donnée à ces repas se trouve celle-ci : par exemple, l'hiver, au déjeuner, on remplace un des plats par un potage.

Voici les paroles qu'on nous a dites : « Dans l'hiver, un bouillon gras réchauffe l'estomac, et j'ai remarqué que parfois il réchauffait en même temps le cœur de nos pauvres admis. »

Nous sommes heureux de rapporter de telles paroles, parce qu'en témoignant de la conscience et de la charité éclairée des employés de la maison, elles témoignent en même temps du bien-être de ceux à qui la *pitié maçonnique* accorde l'hospitalité.

Voilà l'asile que la maçonnerie française a fondé ; il n'est pas certes encore ce qu'elle eût voulu qu'il fût ; mais, tel que nous venons de le montrer, il a rendu d'immenses services. Il a été, pourrait-on dire, un cadre à miracle ; et, comme nous nous reprocherions de rien laisser échapper qui pût intéresser à cet établissement, après avoir dit ce qu'est la maison, voici quels sont ses hôtes et ses secourus.

Ici se placent deux anecdotes :

La femme septuagénaire d'un maçon qui, en d'autres temps, avait eu le bonheur d'être utile à ses frères, figurait à regret au nombre des demandereses. S'en reposant sur elle-même, malgré son âge, du soin de subvenir à son existence, elle désirait ardemment un rouet et une quenouille

pour se livrer au seul travail permis à ses mains débiles : la commission de secours s'empressa de satisfaire un désir si modeste et si digne d'éloges (1).

N'y a-t-il pas en ceci quelque chose de naïf et d'antique presque oublié de nos jours ? ne trouvait-on pas que c'est un acte de loyale et digne probité à consacrer ? Eh bien ! à côté de ce trait, d'une simplicité touchante, nous placerons cet autre, d'un héroïsme rare et d'un dévouement si filial qu'il est désormais acquis à nos annales comme une de ces propriétés morales dont la maçonnerie est si heureuse de s'enrichir.

Un jeune homme, un étranger, un étudiant, un proscrit, a été reçu dans la maison de secours ; ce jeune homme, qui nous fait regretter peut-être pour la première fois le sévère devoir de la discrétion maçonnique, jeté dans une opinion que nous n'avons point à juger pour suivre la voie de son père, vit celui-ci condamné à l'exil. Pour lui, la loi usait d'indulgence ou plutôt elle se taisait à cause de son âge. Eh bien ! ce digne fils a sollicité, au nom d'une faute commune, pour avoir le droit de marcher à côté de son père. Dans son pays, il avait un état et du bien-être ; mais il a hautement et religieusement réclamé ce que des juges attendris lui déniaient : le bénéfice du malheur.

Nous n'avons à ce propos rien à apprécier ; mais, au milieu de tous les faits qui font honneur à l'humanité, nous ne croyons pas que ce soit seulement un épisode au milieu de nos observations que de rapporter celui-ci ; nous ne croyons pas que ce soit un hors-d'œuvre que d'exalter à ce sujet une institution comme la nôtre, qui ne voit que l'homme au milieu du choc des idées, qui n'a qu'une idée au milieu des hommes, la fidélité à sa mission miséricordieuse. Nos temples sont seulement bâtis sur la route où toutes les infortunes se rencontrent, où toutes les souffrances viennent aboutir, et, si l'on nous pardonne l'expression, ceux qui mettent la nappe pour donner le pain du jour à tous les malheurs n'ont pas de drapeau, si ce n'est pour désigner de loin l'abri où peuvent entrer ceux que tous les drapeaux ont renversés. A César ce qui est à César, à Dieu ce qui est à Dieu, mais aussi à la maçonnerie ce qui est à elle : le malheur à secourir.

C'est pour que le malheur trouve des secours efficaces, c'est pour qu'il les trouve toujours, que

(1) Voyez le Rapport de la commission administrative de secours maçonniques, 24 juillet 1843.

notre nouvel hospice doit appeler la religieuse attention de tous nos frères ; il faut le conserver, il faut l'agrandir, il faut que ce fait maçonnique soit non-seulement permanent, mais encore sans cesse en progrès. La maison de secours doit devenir le signe visible des pensées d'union et de charité qui préoccupent la maçonnerie. Beaucoup de choses ont été faites, beaucoup restent à faire ; nous aurons à en parler dans un autre article. La grande question de la maison de secours est celle-ci :

Quels sont les moyens, non pas d'agir avec plus de zèle, mais d'augmenter, d'étendre, de perpétuer les ressources déjà acquises ?

COURS MAÇONNIQUE

OUVERT DANS LA LOGE SAINT-JEAN-DE-JÉRUSALEM,
A PARIS.

On nous communique une brochure de seize pages, publiée par la loge *Saint-Jean de Jérusalem*, et qui, à la suite d'un rapport très-remarquable, fait au nom d'une commission, par le frère Ratte, orateur adjoint, contient une délibération portant qu'un cours maçonnique sera ouvert dans cet atelier. Le cours comprendra les sujets de morale, de philosophie, de sciences et d'arts en harmonie avec l'esprit, le but et les lois de la maçonnerie. Tous les membres de la loge et les visiteurs eux-mêmes seront admis, soit à proposer les sujets, soit à les traiter personnellement. La controverse sera permise, mais seulement par écrit, et les discours, une fois prononcés, seront déposés dans les archives.

Nous ne pouvons qu'applaudir à la pensée qui a inspiré la délibération de la loge *Saint-Jean de Jérusalem* et nous avons foi, pour la réalisation de cette pensée, dans la conviction, la persévérance et le talent de ses membres. Toutefois il nous semble que l'objet qu'elle a en vue serait plus efficacement atteint, si, à l'issue des discussions, elle formulait les vérités qui en seraient sorties, et si elle les livrait à l'impression. Nous admettons avec elle que la maçonnerie a mission d'éclairer le monde, mais ce ne peut être apparemment qu'à la condition de ne pas tenir la lumière sous le boisseau.

Nous pensons qu'on nous saura gré de reproduire le passage suivant du rapport du frère Ratte. C'est, en quelque façon, l'exposé des

motifs de la mesure arrêtée par la loge. Les hautes considérations que renferme ce fragment permettront de juger ce qu'on peut attendre du cours maçonnique projeté.

« Les esprits paresseux, pour ne pas avoir à rechercher les causes de la décadence dont on se plaint, ont trouvé plus facile et plus commode de dire que la maçonnerie, comme toutes les institutions humaines, avait eu son enfance, sa virilité, et qu'elle arrivait, par la vieillesse, à la mort. Mais, dans l'ordre moral, une institution ne tombe que quand elle est sans but, ou que quand ce but est atteint ; de même, dans l'ordre physique, les êtres organiques ne sont condamnés à la mort, suivant les lois de la nature, que quand ils ont satisfait à la condition de leur création : la conservation des espèces. Or, mes frères, la maçonnerie a-t-elle atteint son but ? N'y a-t-il plus de malheureux à secourir, de vérités utiles à propager et à défendre ? L'humanité ne gémit-elle plus sous le joug ignominieux des préjugés ? Les rivalités, les haines entre les individus, les familles, les nations, sont-elles éteintes ? En un mot, la mission de l'homme sur la terre est-elle accomplie ? N'a-t-il plus rien à faire pour le bonheur de ses semblables ? Sans soulever le voile qui dérobe à nos yeux les misères et les dépravations qui se cachent, celles-ci pour échapper à la flétrissure dont les frapperait la loi, celles-là pour ne pas s'exposer à la stérile pitié des heureux, ne sommes-nous pas tous les jours auteurs et spectateurs du drame de la vie, dans lequel les agitations et les luttes incessantes du fanatisme et de la superstition contre la tolérance, de l'égoïsme contre la charité, des croyances impies contre la foi, de l'erreur et des préjugés contre la vérité, rendent indispensable le dévouement de tous pour chacun ? Nous ne sommes plus aux jours déplorables où un roi de France, tout dévoué à l'église et aux moines, qu'il avait enrichis, ne pouvait échapper à l'excommunication et aux désastres qui en étaient la conséquence qu'en répudiant sa femme ; nous ne voyons plus les nations de l'Europe divisées en maîtres et en esclaves ; nous avons traversé les temps difficiles où, quand les partis en France se disputaient les lambeaux d'une royauté qui tombait parce qu'elle voulait rester stationnaire, alors que tout marchait autour d'elle, les hordes étrangères envahissaient notre belle patrie pour se la partager ensuite ; nous vivons dans un pays et dans un siècle de libre discussion, où tous les esprits sérieux s'occupent de la solution des questions fécondes qui peuvent répandre la lumière et activer la vie jusque dans toutes les classes en assurant aux unes la continuation de l'aisance acquise par le travail, et aux autres le travail dont dépend leur existence.

« La maçonnerie, prenant part aux joies de ce monde, doit se préoccuper aussi de ses douleurs ; elle faillirait aux traditions de dévouement qui se perpétuent dans son sein si elle restait étrangère au mouvement. Quand tout progresse, elle ne doit pas être condamnée à suivre uniquement la routine que lui trace son vieux rituel ; il y a dans les loges autre chose à faire qu'à assister à des réceptions et à déposer son offrande dans le tronc de bienfaisance : il y a à initier le peuple aux idées d'ordre, aux doctrines civilisatrices, qui

peuvent seules assurer le bien-être des individus et la prospérité des États. Notre institution est un immense levier; si on en applique les forces avec intelligence à l'amélioration du sort de l'homme par sa moralisation, on peut en espérer des succès. Elle est dans les conditions qui se prêtent merveilleusement à la discussion immédiate et générale des questions d'intérêt et d'ordre social; à la propagation des saines doctrines de morale; aux moyens efficaces de secourir le malheur, sans lui jeter l'aumône qui humilie; ce serait méconnaître son esprit et son but que le nier, et faillir et à l'un et à l'autre que n'en pas profiter.

« Et, indépendamment de ces considérations, n'est-il pas vrai que l'homme est encore une énigme pour lui-même? Sa nature, ses penchants, sa situation, ses plaisirs, ses peines, ses opinions, ses craintes, ses espérances, tout est problème; tout est à étudier dans cet être étonnant, toujours matériellement le même, mais incessamment modifié par les climats, les lois, les usages, la religion, les sciences et les arts; par les relations que lui ouvrent le commerce, la paix et la guerre avec d'autres nations. Il y aura toujours pour le connaître matière à études; il y aura toujours une grande tâche pour ceux qui voudront s'occuper de l'amélioration de son sort; c'est pour parvenir à l'un et à l'autre de ces buts que les philosophes ont fait des systèmes, et les anciennes religions des dogmes insuffisants. »

La première question à l'ordre du jour de la loge est celle-ci :

« Quelle est l'influence de la civilisation sur le bonheur des peuples? »

Le frère Carbonnet, membre de l'atelier, est chargé de la traiter. Il présentera son travail dans la tenue du 15 novembre, qui aura lieu au temple de la rue de la Douane.

MORT DU FRÈRE THOMAS-LAURENT PAILLETTE, Le Sauveteur.

Notre frère Paillette, le digne émule des Brune et des Dacheux, le sauveteur de la Villette, est mort à Paris le 4 octobre, à huit heures du soir. Il était né au Havre, de parents pauvres, le 13 mars 1776. A peine âgé de quatorze ans, il s'engage comme mousse à bord du vaisseau de ligne *la Victoire*. Fait prisonnier avec tout l'équipage, en 1793, il fut conduit sur les pontons anglais, qu'il quitta, en la même année, pour revenir en France. Bientôt après, obéissant à un généreux dévouement, il sauva, au péril de ses jours, un matelot qui se noyait dans la rade de Brest. De retour au Havre, peu de temps après, il s'y maria. En 1798, on lui apprend qu'un enfant vient de tomber à la mer. Le froid était rigoureux; la surface du bassin était gelée. Paillette rompt la

glace, plonge à plusieurs reprises et parvient enfin à sauver l'enfant. Il le ramène à terre, et reconnaît en lui son propre fils. La surprise, l'émotion, lui causèrent une longue et violente maladie, qui mit sa vie en danger, et dont il n'échappa que par une sorte de miracle. En 1804, il quitta la marine et vint se fixer à Choisy, près de Paris. Là il eut de nombreuses occasions de sauver des malheureux que la Seine allait engloutir. Il quitta Choisy en 1810 et s'établit à la Villette, où il ouvrit, sur les bords du canal, un modeste établissement de limonadier, qu'il conserva jusqu'en 1835.

Pendant le long séjour qu'il fit à la Villette, il devint en quelque sorte la providence des habitants. A toute heure du jour et de la nuit, on était sûr de le voir accourir près de tous ceux qui avaient besoin de son secours, soit qu'ils luttassent contre les eaux du canal, soit qu'ils eussent à se défendre contre des malfaiteurs, contre les flammes d'un incendie. Lors que le choléra sévit dans la commune, il quitta sa maison, alla s'installer à l'ambulance qu'on avait établie, et ne s'éloigna du chevet des victimes que lorsque le fléau eut disparu. On évalue à plus de cent les personnes qu'il arracha ainsi à la mort. Tant d'abnégation, tant de courage, lui méritèrent l'admiration générale et les plus honorables distinctions. L'élection le porta au commandement des sapeurs-pompiers de la Villette, qu'il avait organisés; il fut décoré de l'étoile de la Légion d'Honneur et de nombreuses médailles; et le prix Monthyon lui fut décerné.

Initié à la maçonnerie, il faisait partie de la loge *Isis-Monthyon*. Cette loge le décora d'une médaille; et il fut l'objet d'une pareille marque d'estime de la part du Grand-Orient en 1841.

Toutes les loges parisiennes, un immense concours de personnes de tous les rangs, ont suivi son convoi funèbre, qui eut lieu le 7 octobre. Le frère Elie Boisdon a prononcé sur sa tombe un discours qui rappelait les belles actions de sa vie et qui a produit une juste et profonde impression.

CORRESPONDANCE.

INITIATION DE L'HINDOU MANAKJÉE CURSETJÉE.

Au rédacteur de l'Orient,

Très-cher frère, j'ai lu dans le deuxième numéro du journal que vous dirigez qu'une loge

d'indigènes vient d'être fondée à Bombay, sous le titre de *l'Étoile levante de l'Inde-Occidentale*, et qu'au nombre des membres de cette loge se trouve le frère Manakjée Cursetjee, qui y remplit les fonctions de secrétaire. J'ai pensé que les maçons parisiens apprendraient avec intérêt que ce frère a été initié dans une loge de cet orient, *les Admirateurs de l'Univers*, le 11 janvier 1842.

Voici quelques-unes des circonstances qui ont précédé et accompagné sa réception.

Le frère Manakjée Cursetjee, pandit indien, était venu en Europe pour remplir une mission diplomatique. Il fit à Paris la rencontre du frère César Moreau, membre d'une société savante de Bombay. Ce frère suggéra à l'illustre Hindou le désir de se faire initier à la franc-maçonnerie, et il le présenta à la loge *les Admirateurs de l'Univers*, en demandant sa réception immédiate. C'était enfreindre les prescriptions des statuts de l'Ordre; aussi la demande éprouva-t-elle d'abord une vive opposition, notamment de la part de l'orateur, le frère Charles Teissier. Mais, sur les observations du frère Olivier, alors vénérable du *Temple des amis de l'honneur français*, la loge passa outre, attendu la position exceptionnelle du sujet, et l'impossibilité où il se trouverait de recevoir la lumière dans son propre pays, où le préjugé repoussait alors les indigènes de l'initiation.

Après les préliminaires de la réception, le candidat fut soumis aux épreuves morales. Au nombre des questions que lui adressa le frère Godquin, vénérable, se trouvait celle-ci : « Sous quelle forme adorez-vous la Divinité ? » La réponse du profane, qui ne s'exprimait qu'en anglais, fut traduite par le frère César Moreau; elle portait « que, dans l'Inde, on adore le feu et le soleil comme les œuvres les plus parfaites d'un Être-Suprême, et qu'on les regarde comme les véritables images de Dieu. » Le récipiendaire promit de faire tous ses efforts pour implanter au milieu de ses compatriotes, professant le culte de Brahmâ, le drapeau de cette maçonnerie tolérante qui considère tous les hommes comme des frères, quelles que soient leurs opinions et leurs croyances. Il déclara posséder un personnel de cinq cents âmes (deux cents femmes et trois cents domestiques), et prit l'engagement, non de les rendre tout-à-fait libres, ce qui pourrait entraîner des dangers pour l'ordre établi dans le pays, mais de faire régner parmi eux la liberté et l'égalité, et de s'appliquer constamment à adoucir la situation de ses semblables, de tous les hommes

qui seraient atteints par l'infortune ou la proie du désespoir. Il fut admis ensuite à la prestation du serment.

Voilà, mon frère, ce que j'avais à vous apprendre sur un maçon qui est aujourd'hui à une si grande distance de sa mère-loge, et qui a su se rendre digne de l'institution qui l'a reçu dans son sein, en travaillant efficacement à la propagation de la lumière dont elle conserve le précieux dépôt.

Agréez, etc.

HISTOIRE DE L'ORDRE.

LA LOGE ANGLAISE N° 204, A BORDEAUX.

C'est le dimanche, 27 avril 1732, que cette loge tint un premier comité sous la présidence de son vénérable, le frère Martin Kelly. Les travaux auxquels elle se livra depuis cette époque jusqu'au 30 septembre 1733 ne présentent qu'un médiocre intérêt. Le nombre de ses membres s'accroissait difficilement, et elle fut obligée de suspendre ses assemblées dix-sept mois à peine après son établissement. Elle les reprit le 29 juin 1735, pour les interrompre de nouveau du 27 septembre suivant au 26 février 1737. Alors d'utiles acquisitions réveillèrent son zèle, qui ne s'est plus ralenti un seul instant.

L'autorité ne tarda pas à prendre de l'ombrage de l'activité qu'elle déployait; et, le 29 août 1742, M. Boucher, intendant de la Guienne, lui intima l'ordre de se dissoudre et lui interdit le lieu de ses séances. Elle protesta contre les mesures dont elle était l'objet, et décida qu'elle se réunirait dans un autre local; ce qu'elle réalisa, en effet, peu de temps après.

La maçonnerie était alors dans une période d'anarchie. Aucun corps dirigeant de quelque autorité n'existait en France, et beaucoup d'ateliers isolés s'attribuaient le pouvoir de constituer de nouvelles loges. *L'Anglaise* ne manqua pas de suivre cet exemple. Tout porte à croire que la loge *la Française*, aujourd'hui *la Française, élue Écossaise*, lui dut sa fondation dès le 13 décembre 1740. Ce qui est positif, c'est qu'elle institua, le 6 novembre 1745, à Brest, *l'Heureuse rencontre*, présidée par le frère Zolicoffre; le 30 juin 1746, une autre loge dans la même ville, dont le titre n'est pas connu; le 8 juin 1751, une autre loge à Limoges; le 19 février 1754, *l'An-*

glaise, fille de Bordeaux, à Pons ; le 4 février 1755, *l'Anglaise*, fille de Bordeaux, à Cayenne ; le 29 juillet 1760, une loge à Cognac ; *l'Amitié*, à Périgueux, le 7 mai 1765 ; le 16 juillet suivant, *la Consolante des Maçons*, à la Nouvelle-Orléans. Elle se considérait, et elle était généralement considérée comme la loge-mère de cette partie du midi de la France. Elle visait des constitutions, celles, par exemple, de *la Sagesse*, de Toulouse, le 16 décembre 1765, et elle exerçait une suprématie de fait sur beaucoup d'ateliers, contre lesquels elle prit plus d'une fois des mesures disciplinaires. Ses rapports avec les loges n'avaient pas toujours ce caractère d'austérité ; elle s'humanisait quelquefois. Un jour, notamment, le 28 janvier 1766, elle consentait à recevoir une dinde aux truffes et six perdrix, que la loge de Périgueux lui envoyait en témoignage d'amitié.

Citons quelques-uns des faits qui se lient à sa longue existence, et dans lesquels se reflètent souvent, d'une façon singulière, la passion et la versatilité méridionales. Ce que nous allons rapporter est fidèlement extrait des pièces qui composent ses riches et curieuses archives.

Le 3 mai 1746, le frère Vignes, vénérable de *la Parfaite harmonie*, qui était aussi établie à Bordeaux, et d'où sortit, le 6 du même mois, la loge *l'Amitié*, se présenta aux travaux de *l'Anglaise*, et demanda si les juifs pouvaient être admis à l'initiation maçonnique. La réponse fut négative. *L'Anglaise* eut plus tard occasion d'appliquer elle-même, en diverses circonstances, la décision qu'elle venait de prendre. Le 30 novembre 1747, on lui proposa d'affilier le sieur Cappadoce, franc-maçon reçu à Amsterdam. Non-seulement elle refusa d'admettre cet individu dans ses assemblées maçonniques, mais encore elle déclara qu'elle ne le reconnaissait pas pour frère. La proposition ayant été renouvelée le 11 février 1749, avec la recommandation expresse du vénérable de la loge *la Paix*, à Amsterdam, elle maintint sa résolution de ne pas recevoir aux travaux maçonniques le nommé Cappadoce, et arrêta en principe qu'elle n'admettrait jamais de juifs. Elle persévéra dans cette doctrine jusqu'au 8 juin 1810, époque à laquelle elle proclama qu'il n'y avait que les chrétiens qui pussent être initiés aux mystères maçonniques. Le 15 avril 1749, elle avait signifié à la loge *Française* de Toulouse, que si elle continuait, comme elle l'avait fait jusqu'alors, à ne point faire prêter serment sur l'Évangile, et à se contenter de la simple parole d'honneur des récipiendaires, elle ne recevrait

aucun de ses membres à titre de visiteurs.

Sa rigidité alla plus loin encore. Le 2 août 1746, elle étendit l'exclusion aux hommes, quelle que fût leur croyance religieuse, qui tenaient de près ou de loin aux entreprises dramatiques. C'est ainsi que trois musiciens de l'orchestre du théâtre de Bordeaux s'étant présentés à l'initiation dans une loge de cette ville, elle s'opposa à ce qu'ils fussent admis. Cette sévérité outrée l'entraîna à prendre, le 17 septembre 1748, une délibération qui constitue un véritable non-sens : elle résolut de proposer aux autres loges de Bordeaux de ne laisser entrer désormais dans leurs temples aucun comédien, danseur de corde, charlatan ou bateleur, à moins qu'il n'ait été reçu dans une de ces loges.

L'Anglaise se piquait surtout d'orthodoxie en maçonnerie. Elle ne reconnaissait que les trois grades symboliques, et repoussait impitoyablement toutes les innovations que l'on essayait d'enter sur le système primitif, et même tout ce qui eût paru déroger au mystère dont elle pensait que nos dogmes doivent s'entourer. Le 20 mai 1760, on lui annonce que la loge de *l'Amitié* avait inscrit en toutes lettres, dans son temple, les mots : *force, sagesse, beauté*, au lieu de les indiquer par les seules initiales. Aussitôt elle nomme une commission pour s'assurer si un pareil sacrilège a été commis. On ne voit pas dans ses procès-verbaux si, par la suite, le rapport des commissaires la mit dans la nécessité de sévir.

Le 22 juin 1759, elle refusa d'admettre comme visiteur un frère d'une loge de Rochefort, pourvu des hauts degrés, à moins qu'il ne consentît à être introduit comme simple maître. Ce frère se retira. Un membre de la loge *Française*, présent aux travaux du 28 février 1764, rendit compte d'une scène scandaleuse arrivée dans son atelier. « Un officier étranger, dit le procès-verbal, avait voulu entrer de force en loge, et avait même mis l'épée à la main. Au préalable, on lui avait demandé s'il aurait fréquenté la loge bâtarde de cette ville, tenue par le sieur Martinez Pascalis (1). C'est sur sa réponse affirmative que l'entrée du temple lui avait été refusée. Là-dessus, violence de la part de cet officier. Ayant, pour cet objet, averti M. de Ségur, lieutenant du maire, celui-ci lui a défendu de ne plus troubler ni inquiéter à l'avenir aucune loge de cette ville ;

(1) Créateur du rite des *Élus coëns*. Voir *l'Histoire pittoresque de la franc-maçonnerie* par le frère Clavel, p. 169.

menaçant le sieur Martinez Pascalis de le mettre au cachot, et d'écrire en cour pour le faire casser; ce que M. de Segur a bien promis d'exécuter. Comme toutes ces violences sont très-éloignées de l'esprit de la franc-maçonnerie, la loge *Anglaise* décide que tous ceux qui fréquenteraient la prétendue loge du sieur Martinez Pascalis demeureraient exclus du respectable atelier, suivant délibération prise en loge générale. » Le voisinage seul des novateurs paraissait à l'*Anglaise* une véritable souillure; elle voulait éviter tout contact avec eux; aussi décida-t-elle, le 19 décembre 1782, qu'elle abandonnerait le local où elle tenait ses séances, si le propriétaire n'en excluait immédiatement un chapitre de rose-croix qui s'y réunissait, et que les procès-verbaux désignent sous le titre de *loge rouge*.

L'*Anglaise* avait été constituée par la Grande-Loge d'Angleterre; mais bientôt elle avait cessé de correspondre avec cette autorité. Elle s'était déclarée indépendante, comme on l'a vu plus haut, et elle avait assumé les attributions de pouvoir constituant. Ses prétentions avaient été admises par beaucoup d'ateliers; et c'était à elle que ces ateliers s'adressaient à l'occasion, comme à leur régulatrice suprême. On voit, entre autres faits, que, le 27 mars 1759, elle refusa son acquiescement à la réunion de trois loges en une seule, que lui demandait la loge de l'*Amitié*.

Cependant, la Grande-Loge anglaise de France s'était réorganisée en 1756, et elle employait tous les moyens pour amener à elle les ateliers des provinces. On avait senti, à Bordeaux comme ailleurs, la nécessité d'établir de l'unité dans le gouvernement de la maçonnerie, et la Grande-Loge de Paris y avait rencontré de nombreux adhérents. La majorité des maçons y contestait la suprématie de l'*Anglaise*. Des démêlés à cet égard eurent lieu, même dans le sein de cette loge, et l'obligèrent à suspendre une fois encore ses travaux du 13 janvier 1761 au 31 janvier 1764. Vainement essaya-t-elle alors de lutter contre les oppositions qu'elle avait soulevées; elle ne put empêcher que plusieurs ateliers ne s'adressassent à la Grande-Loge de France pour se faire constituer. En outre, la loge *Française*, notamment, soumit, le 19 mars 1765, ses constitutions au visa de la nouvelle autorité.

Bientôt l'*Anglaise* fut la seule loge de Bordeaux qui eût une existence indépendante. Mais elle comprit qu'il lui faudrait céder elle-même au torrent, si elle ne trouvait pas un point d'appui quel que part. Elle s'adressa donc à la Grande-Loge

de Londres pour obtenir la confirmation de ses lettres constitutives. Cette confirmation lui fut accordée le 8 mars 1766; et, le 29 avril suivant, ses nouvelles constitutions lui furent remises dans une séance solennelle.

Lors de la création du Grand-Orient de France, elle eut quelque velléité de s'affilier à cette autorité, et, sans réaliser immédiatement son dessein, elle déclara toutefois, le 6 septembre 1774, qu'elle suspendrait toute correspondance avec la Grande-Loge britannique. Ce n'est que le 27 novembre 1780, que le Grand-Orient, faisant droit à la demande qu'elle s'était enfin décidée à lui adresser, l'inscrivit sur le tableau des loges de sa juridiction. L'installation eut lieu le 25 mars 1781.

Un dissentiment grave surgit peu de temps après entre l'*Anglaise* et le corps maçonnique auquel elle s'était rattachée. On voit en effet qu'il fut donné lecture, dans la séance du 15 juillet 1785, d'une lettre annonçant que le Grand-Orient privait la loge de sa correspondance : « Loin, dit le procès-verbal, de considérer cet événement comme un malheur, les frères le regardent comme un bonheur. Par ce moyen, la loge rentre dans tous ses droits, et la faute qu'on avait faite de s'aggraver se trouve réparée. Il est décidé qu'on tracera une planche au Grand-Orient d'Angleterre pour le prier de renouer la correspondance qui avait été imprudemment négligée. Le Grand-Orient de France demandait que la loge renonçât à ses premières constitutions et qu'il lui en serait accordé de nouvelles. La loge a tenu à la mesure que méritait cette proposition et décidé qu'elle ne correspondrait plus avec le Grand-Orient de France. » Le 20 décembre de la même année, la Grande-Loge d'Angleterre rétablit la loge sur son tableau et lui affecta le n° 240.

Cette défection contraria vivement le Grand-Orient. Il fit faire des démarches officieuses près de la loge pour la déterminer à revenir au giron; mais, chaque fois, notamment dans les séances des 29 décembre 1785 et 9 février 1786, elle passa unanimement à l'ordre du jour. Depuis, le 31 août 1790, elle parvint à former un pacte fédératif avec les loges de Bordeaux : la *Française élue écossaise*, la *Française d'Aquitaine*, l'*Amitié* et l'*Harmonie*, qui, ainsi qu'elle l'avait fait elle-même, déclarèrent ne plus dépendre du Grand-Orient de France. La séparation continua long-temps encore; enfin l'*Anglaise*, après s'être affiliée, le 18 mai 1802, avec la Mère-Loge écossaise de Marseille, se replaça dans la dépendance du Grand-Orient le 27 septembre 1803.

Pendant la tourmente révolutionnaire, la loge se laissa entraîner sur le terrain de la politique. Elle embrassa avec passion les doctrines et les institutions nouvelles. Le 13 novembre 1792, elle fit brûler entre les deux colonnes les attributs distinctifs du frère Mouchy, «proscrit par les saintes lois de la République.» Le 28 novembre 1793, elle prit le titre de *Loge n° 240, dite de l'Égalité*; elle envoya une députation à Isabeau pour l'engager à la visiter; elle changea ses armes et ses décorations, qui devinrent tricolores; enfin elle décida que tous les frères se tutoieraient. Au mois de juillet 1794, elle suspendit ses travaux et ne les reprit qu'au mois d'octobre 1795. Le 31 décembre de cette année, elle fit un retour sur elle-même et envoya une députation à toutes les loges de Bordeaux pour leur annoncer «que le règne de la justice l'a rappelée à la raison et qu'elle reprend son ancien nom, qu'elle n'aurait jamais dû quitter.» Plus tard, elle adhéra solennellement à l'établissement du régime impérial, à la Restauration et au gouvernement de juillet.

Si, comme on vient de le voir, *l'Anglaise* a souvent tergiversé en maçonnerie et en politique, du moins la fraternité a-t-elle constamment régné dans son sein, sauf dans la circonstance que nous avons signalée plus haut relativement au frère Mouchy. Le 21 juin 1787, elle prononça l'exclusion du frère M..., notaire, qui avait fait emprisonner le frère Guitet, son débiteur, et elle paya le 27 une somme de douze cents livres pour l'élargissement du prisonnier. Dans une foule de circonstances, elle se montra non moins généreuse envers les pauvres, et notamment, le 30 octobre 1788, elle vota une somme de mille francs pour le soulagement des familles honteuses.

Depuis les événements que nous avons relatés, les travaux de *l'Anglaise* n'ont offert rien de remarquable. Les tenues se succèdent régulièrement tous les huit jours, et le meilleur éloge qu'on puisse faire aujourd'hui de cet atelier, c'est que, si ses travaux ne brillent pas du même éclat qu'autrefois, du moins la plus parfaite harmonie régne parmi ses membres.

ANECDOTES MAÇONNIQUES.

LA MAÇONNERIE ET LA POLITIQUE.

Un ex-grand steward de la Grande-Loge d'Angleterre raconte l'anecdote suivante dans le *Freemasons quarterly review* :

« Le fils d'un noble Portugais et moi nous avions été liés d'amitié depuis notre plus tendre jeunesse. Le sort nous sépara. Mon ami fut obligé de retourner dans sa patrie. En 1838, mes affaires m'appelèrent à Lisbonne, où notre ancienne amitié se renouvela. Mon ami était aide-de-camp de don Miguel, ce qui ne l'empêcha pas de se faire recevoir franc-maçon par amitié pour moi, et il se dévoua à l'Ordre avec beaucoup de sincérité. Nous étions presque inséparables. Nos goûts et nos penchants étaient les mêmes. Il prit le plus vif intérêt à mes entreprises commerciales. Bien qu'en ma qualité d'Anglais il me fût impossible d'approuver la politique de don Miguel, les fonctions que remplissait mon ami me forçaient à le juger avec beaucoup moins de rigueur que je l'eusse fait sans cette circonstance. Un jour, mon ami entra chez moi en donnant les marques de la plus profonde consternation.

« C'est maintenant, s'écria-t-il, que je vous prouverai que je sais remplir mes engagements maçonniques!... Le roi, dit-il, vient d'ordonner l'arrestation de cinquante Anglais qui se trouvent à bord du bateau à vapeur *Duke of York*, parce qu'ils appartiennent au parti libéral, comme vous, mon ami. Si l'on parvient à les arrêter, ils sont morts. L'ordre est dans mes mains; il n'y a que plus que ma signature. Je vous laisse quatre heures pour aller avertir vos amis; un canot, avec quatre rameurs, est tout prêt pour vous. »

« Nous nous embrassâmes avec une expression muette, et il me quitta. Je me hâtai de m'embarquer dans le canot et me dirigeai, à force de rames, vers le bateau à vapeur, et j'avertis mes compatriotes. Bientôt nous fûmes tous en sûreté, car le capitaine du *Pyrame* consentit à nous prendre à son bord. »

LE PAPE FRANC-MAÇON.

On lit dans le *Freemason's Lexicon* :

« Le pape Benoît XIV, né en 1675 et mort en 1758, confirma la bulle de son prédécesseur Clément XII, en vertu de laquelle les francs-maçons étaient excommuniés. A cette époque, il n'était pas permis à un pape d'annuler la bulle d'un autre pape. Mais on sait que Benoît XIV manifesta par la suite de meilleurs sentiments envers l'Ordre des francs-maçons. Un de ses courtisans favoris, qui était très-attaché à l'Ordre, employa tous ses efforts pour convertir Sa Sainteté à la maçonnerie. Il lui fit donner, entre autres, une ravissante sérénade qui se composait exclusivement des morceaux de musique particu-

liers que Benoît avait pris en affection. Sa Sainteté, ne pouvant dormir, prêta l'oreille à cette musique, s'approcha des fenêtres et entendit ces mots :

« O toi, notre pasteur, abandonneras-tu ton fidèle troupeau ! — Non ! » s'écria Benoît à travers la fenêtre.

« Et, quand il eut ensuite appris que cette sérénade lui avait été donnée par les francs-maçons, il éprouva le désir de connaître à fond la nature de cet Ordre en s'y faisant initier. Cette initiation eut lieu en comité secret. Mais depuis ce jour, Benoît cessa de persécuter les francs-maçons sur son territoire. »

LES SIGNES MAÇONNIQUES.

Un riche négociant (franc-maçon) nous contait dernièrement que d'importantes affaires commerciales l'appelèrent un jour à la Nouvelle-Orléans. Comme il était entièrement étranger dans ce pays, il se proposa exclusivement d'y chercher des maçons, afin de trouver en eux aide et conseil. Sitôt que le canot toucha le rivage, il fit le signe maçonnique, et il ne fut pas plus tôt débarqué que six ou sept personnes l'entourèrent, le saluèrent du nom de frère, et lui prêtèrent une amicale et fidèle assistance. (*Latomia.*)

LES FAUSSES APPARENCES.

« Un banquet public, dit le *Freemason's quarterly review*, vient d'être donné à l'hôtel du *Cygne blanc*, à Nottingham, à un maçon de la loge de cette ville, le frère Jean Spencer, d'Adbolton. Plus de cent cinquante habitants des plus respectables de la ville, appartenant en grande majorité à la maçonnerie, assistèrent à cette joyeuse fête. Voici ce qui a donné lieu à cette imposante manifestation :

« Au mois de novembre 1842, le frère Spencer, jardinier et nourrisseur, revenait de Nottingham à Adbolton, où il demeurait, lorsque, arrivé près d'un pont sur la rivière de Trente, il rencontra un jeune homme qui était jardinier chez un ecclésiastique du village de Holme-Pierrepont. Ce jeune homme devait se marier sous peu de jours, et il venait de retirer ses fonds de la banque de Nottingham et de faire quelques emplettes pour sa noce. Le frère Spencer remarqua que le jardinier était un peu pris de vin ; il lui conseilla de rentrer chez lui plutôt que de rester là, à la taverne du pont de Trente, et de s'enivrer davantage. Ils firent pendant quelque temps route ensemble, et le frère Spencer se sépara de lui à la grille de son jardin, et n'en entendit plus parler.

Pour arriver à son village de Holme-Pierrepont, le jeune homme n'avait plus qu'à suivre le bord de la rivière de Trente. On dragua la rivière pour retrouver son corps, mais en vain. Son panier fut trouvé sur le rivage, les bouteilles de vin et les flacons de liqueur qu'il avait achetés étaient vides. On supposa que quelques bateliers avaient vidé les bouteilles sans oser s'approprier le panier. Plusieurs semaines, plusieurs mois se passèrent sans que ce mystère pût être éclairci. Le jeune jardinier avait eu quelques pièces d'or sur lui, et la rumeur publique en fit bientôt une somme énorme. D'injurieux soupçons, des insinuations perfides se répandirent sourdement contre le frère Spencer. La circonstance accidentelle de sa rencontre avec le défunt sur le pont, et plusieurs autres incidents mesquins, avaient suffi pour entacher de suspicion un homme aussi respectable, aussi intègre, et pour le croire capable d'un assassinat ! L'excellente réputation dont il jouissait depuis si long-temps ne put le protéger contre ces sourdes rumeurs. Au mois de mai dernier seulement, le cadavre du jeune jardinier fut retrouvé dans un endroit écarté de la rivière. Cet endroit, resserré entre deux petits rochers, avait été oublié dans le dragage ; le corps était enfoncé dans le sable. On retrouva dans ses vêtements sa montre et toute la somme intacte, en or et en argent, qu'il avait retirée de la banque de Nottingham, moins ce qui lui avait été nécessaire pour ses emplettes. Probablement, dans son ivresse, il avait chancelé sur le bord de la rivière, et après avoir laissé échapper son panier, il était tombé dans l'eau. Il va sans dire qu'en présence de cette découverte providentielle, tous les injurieux soupçons s'évanouirent complètement, personne ne pouvant avoir intérêt à tuer ce malheureux jardinier auquel on ne connaissait aucun ennemi. Au banquet de congratulation offert à cette occasion au frère Spencer, celui-ci peignit avec une énergique éloquence la douleur profonde qu'il avait ressentie en devenant l'objet des soupçons de ses compatriotes. Il aurait pu quitter le pays, disait-il, pour se dérober à ces infâmes insinuations, mais cela n'eût fait que leur donner plus de force ; il préféra donc rester au milieu de ses compatriotes, et, fort de son innocence, attendre de Dieu la solution du fatal mystère. »

CÉRÉMONIES MAÇONNIQUES.

POSE DE LA PREMIÈRE PIERRE DE LA CHAPELLE
MORTUAIRE DE READING (COMTÉ DE BERK,
EN ANGLETERRE).

On avait remarqué que les inhumations dans le cimetière de Reading compromettaient la santé des habitants voisins; en conséquence, des démarches furent faites auprès du parlement pour obtenir un acte qui autorisât l'acquisition d'un nouveau terrain. La loi fut votée, et les autorités de Reading firent l'achat d'une pièce de terre située à un mille environ du bourg.

Comme ce nouveau cimetière était destiné aux personnes de toutes les confessions, on résolut de faire construire deux chapelles mortuaires : la première, pour les membres de l'église anglaise épiscopale ; la seconde, pour les membres des autres confessions.

La pierre fondamentale de la chapelle mortuaire de l'église épiscopale a été posée avec toutes les cérémonies maçonniques. Des mesures avaient été prises pour que, non-seulement les frères de Reading, mais encore un grand nombre de membres des loges de Londres, pussent prendre part à la solennité.

Le 26 octobre 1842, à midi, tous les frères se rassemblèrent dans une salle de la municipalité de Reading, et tinrent une Grande-Loge présidée par le grand-maître provincial de Berkshire, le frère Ramsbottom. A midi et demi, le cortège se mit en marche. L'annonce de la cérémonie avait attiré un immense concours de spectateurs : toutes les rues que la procession avait à traverser et toutes les fenêtres qui donnaient sur ces rues étaient, dès le matin, envahies par une foule d'hommes et de dames.

Les membres de l'*Institution philanthropique* placée sous le patronage de la duchesse de Kent s'étaient réunis en grand nombre sur la place du marché, avec leurs bannières et musique en tête pour se joindre à la procession. Les écuyers de Batty prirent également part à cette fête ; et quatre poney trainaient un char de triomphe, que suivait un autre char attelé de huit chevaux et plein de musiciens. Une foule d'autres membres escortaient la procession à cheval.

La société des écuyers de Batty formait la tête de la procession. Après elle venait l'*Institution philanthropique*, puis les frères maçons en grand costume et ornés de tous les symboles maçonniques.

Le plus beau temps favorisait la fête, et le cortège imposant se mit en marche à travers les principales rues pour se diriger vers le nouveau cimetière. Là, un arc de triomphe avait été élevé avec des branches de lauriers, au-dessus duquel on voyait flotter le drapeau anglais à côté des bannières de la loge de l'*Union*.

Le lieu destiné à la chapelle mortuaire était entouré d'une grille en bois ; à droite de la pierre fondamentale, on avait construit une plate-forme élevée pour le grand-maître provincial et les frères maçons ; en face, une autre plate-forme pour les dames. Celle-ci avait été garnie de spectatrices long-temps avant l'arrivée du cortège, et tous les abords du terrain étaient littéralement encombrés par la foule empressée et impatiente d'assister à ce spectacle.

Sitôt que la procession fut arrivée à l'entrée du terrain consacré à la chapelle, les frères maçons ouvrirent leurs rangs à droite et à gauche pour laisser passer le grand-maître provincial, le porte-bannière et le porte-glaive, qui s'avancèrent vers le milieu de l'enceinte. Les grands-officiers provinciaux et les frères maçons les suivirent par ordre de grades.

Quand le grand-maître provincial fut arrivé près de la pierre fondamentale, il se rendit sur la plate-forme destinée aux maçons. A côté de lui vinrent se placer le porte-bannière et le porte-glaive, et, tout autour de lui, les grands-officiers provinciaux et les officiers des loges. Le reste de la procession se forma en cercle autour de l'enceinte, afin que l'intérieur restât libre pour la cérémonie.

Le frère Hayes lut alors une prière très-touchante, rédigée pour la circonstance. Toute l'assemblée avait la tête découverte.

Après la prière, le comité de la chapelle mortuaire invita le grand-maître provincial à poser la pierre, et lui présenta à cet effet une truelle en argent.

Le grand-maître provincial descendit de la tribune, se plaça près de la pierre fondamentale qu'on découvrit immédiatement et dans le creux de laquelle on déposa une plaque de bronze avec l'inscription suivante :

« Cette pierre fondamentale de la chapelle mortuaire, construite pour les membres de l'église épiscopale dans le cimetière de Reading, fut posée le mercredi, 26 octobre, année 1842 de Notre-Seigneur Jésus-Christ, par John Ramsbottom, honorable grand-maître provincial pour le

comté de Berk. — Le frère William Brown, architecte, et les frères Biggs père et fils, maîtres maçons. »

Le grand-maître provincial invita ensuite le grand-trésorier provincial à déposer les diverses pièces de monnaie sur la pierre. Après quoi, un apprenti apporta la chaux, que le grand-maître provincial étendit sur les bords; puis la plaque de couverture fut abaissée en trois haltes régulières sur la pierre fondamentale, aux sons de la musique et des cloches.

Le grand-maître provincial s'approcha alors de nouveau de la pierre pour éprouver la rectitude de l'assise fondamentale avec les instruments nécessaires; puis il frappa trois coups de maillet sur la pierre en prononçant ces paroles :

« Puisse le Grand-Architecte de l'Univers nous rendre habiles à commencer heureusement et à terminer de même l'œuvre dont nous posons la pierre fondamentale ! Puisse-t-il, dans sa suprême bonté et dans sa grâce, faire élever cet édifice pour la glorification de son saint nom, par Jésus-Christ, notre seigneur. Et puisse le Créateur être le gardien et le protecteur de cette ville et de ce pays ; puisse-t-il les préserver de tout malheur ! »

Après avoir achevé ces mots, le grand-maître provincial remit les différents outils aux architectes, demanda à voir le plan des travaux, l'approuva ; puis il versa de l'huile et du vin sur la pierre, y répandit du blé et exprima l'espoir que tous ceux qui seraient inhumés dans cette enceinte participeraient à la félicité éternelle.

Il remercia ensuite les frères maçons et toute l'assistance du bienveillant concours qu'ils avaient prêté à cette solennité, et fit entendre que cet édifice, dont on venait de poser la première pierre, serait en même temps un ornement pour la ville de Reading.

Et, pour clore la solennité, le grand-chapelain provincial s'exprima ainsi : « Que la paix de Dieu, qui est plus grand que toute sagesse, maintienne vos cœurs et votre esprit dans la foi et dans l'amour de Dieu et de notre seigneur Jésus-Christ ; que la bénédiction du Dieu tout-puissant, du Père, du Fils et du Saint-Esprit, soit et reste avec vous en tous lieux. Amen ! »

Le cortège quitta ensuite le cimetière et reprit le chemin de l'Hôtel-de-Ville dans l'ordre précédé, toujours suivi par la foule qui parut édiflée de cette calme et imposante cérémonie.

Dans la soirée, il y eut un brillant banquet à la salle de l'hôtel Saint-George, auquel prirent part

environ quatre-vingts frères maçons ; et qui se termina par des toasts et des chants maçonniques.

(*Freemasons' quarterly review.*)

FAITS DIVERS.

FRANCE. — La loge de Lille, *la Fidélité*, a adressé au Grand-Orient des observations sur la position des maçons juifs de la Prusse, et sur des modifications qu'il conviendrait d'apporter aux Statuts-généraux actuels. La chambre de correspondance a pris connaissance, le 7 octobre, des deux planches où ces observations sont consignées. La première a été renvoyée à la commission permanente ; la seconde, à la commission de révision des Statuts.

— Dans la même séance, du 7 octobre, un frère a communiqué l'original en langue allemande d'une lettre de la Grande-Loge *aux trois Globes* de Berlin, dans laquelle les grandes constitutions de 1786, attribuées par le Suprême-Conseil du rite écossais à Frédéric-le-Grand, roi de Prusse, sont déclarées fausses. La chambre a ordonné, avant toute décision, la traduction de ce document.

— Il a également été donné lecture d'une lettre adressée au Grand-Orient par M. Portalis, pair de France, président de l'institution charitable de Petit-Bourg, à l'effet d'obtenir du sénat maçonnique une souscription en faveur de cet établissement. La chambre de correspondance a décidé qu'une commission de trois membres serait chargée de rédiger un rapport sur le régime de la colonie de Petit-Bourg et de donner son avis sur ce qu'il conviendrait de faire à l'égard de la souscription demandée. Les frères Pagnerre, Guilhery et Raffaneau de la Blotterie, ont été nommés commissaires.

— Le 8 octobre, la Chambre symbolique a accordé des constitutions à la loge *l'Océanie française*, aux îles Marquises, et à la loge *la Bienfaisance*, à Calais.

— Les loges *les trois H*, au Havre ; *les Vrais amis de l'Ordre*, à Avize ; *la Réunion*, à Toulon ; *la Constance couronnée*, à Belleville ; *l'Amitié*, à Paris, etc., ont transmis au Grand-Orient leur adhésion à l'arrêt de la loge *la Clémentine-Amitié*, relatif aux modifications à introduire dans les Statuts-généraux.

— Le service funèbre d'un ancien officier a eu lieu le 3 octobre à l'église des Invalides à Paris. Presque tous les membres de la loge *les Amis de*

l'ordre, dont le défunt faisait partie, assistaient à la cérémonie, la boutonnière ornée de fleurs d'immortelles et de feuilles d'acacia. En sortant du saint lieu, les frères se décorèrent de leurs insignes et se rendirent ainsi processionnellement de l'église au champ du repos, à travers la foule accourue de toute part pour être témoin de ce spectacle inusité. Le 8, ce fait a été dénoncé à la Chambre symbolique du Grand-Orient, pour qu'elle informât et appliquât ensuite aux délinquants les peines prononcées par les Statuts-généraux à l'occasion du port public des insignes maçonniques.

— Le chapitre de *la Rose du parfait silence*, à Paris, a procédé, le 25 octobre, sous la présidence de son très-sage, le frère Fouché, et en présence d'un grand concours de visiteurs, à la cérémonie assez rare d'une initiation au grade de chevalier d'Orient. Le président s'est servi pour la réception d'un rituel nouveau, dont il est l'auteur. Ce n'est pas en faire l'éloge que de dire qu'il vaut infiniment mieux que l'ancien.

— La loge *les Amis de la vérité*, à Vaize, constituée par le Suprême-Conseil de France, a été installée le 27 octobre par les frères de Chabrilan et Astier, assistés des vénérables de *la Fidélité*, de Genève; de *la Parfaite égalité* et d'*Avenir et progrès*, de Châlons-sur-Saône. Si nous sommes bien informés, cette cérémonie aurait été remarquable par des manifestations pleines d'intérêt. Un piquet d'honneur du 7^e de ligne, placé à l'intérieur du temple, avait été accordé aux frères des *Amis de la vérité*. La musique du même régiment, six tambours, salves de boîtes, feu d'artifice, illumination : rien n'a manqué pour célébrer dignement cette fête d'inauguration et d'installation.

— Le 14 novembre 1844, la loge *la Constance éprouvée*, à Rouen, inaugurera solennellement le nouveau temple qu'elle a fait construire, passage et galerie Saint-Jean, près le Marché-Neuf. La cérémonie, présidée par le frère Lefèvre, vénérable de l'atelier, commencera à deux heures de l'après-midi et sera suivie d'un banquet. Pour éviter un trop grand concours de visiteurs, les membres actifs, honoraires et affiliés, et les députés des loges de la correspondance, seront seuls admis à participer à la fête.

ANGLETERRE. — Le 24 avril dernier, a eu lieu l'installation solennelle du comte de Zetland comme grand-maître. Le grand-maître a immédiatement nommé les grands-officiers pour l'année suivante : le comte Howe, député grand-maître ; le

frère Ridley Colborn, premier grand-surveillant ; le frère Thomas Smith, deuxième grand-surveillant ; le frère Percival, grand-trésorier ; le frère Hall, grand-chancelier ; les révérends Fallofield et Hayes, grands-chapelains ; le frère White, grand-secrétaire ; le frère Peter Thompson, premier grand-diacre ; le frère Baumer, deuxième grand-diacre ; le frère Thomas Cooke, grand-organiste. Un splendide banquet maçonnique a couronné les travaux.

— Une grande loge spéciale a été tenue le 17 mai pour délibérer sur la fondation d'un nouveau local qu'on se propose d'annexer à celui de *l'Asile calédonien*. L'assemblée était fort nombreuse et présidée par le comte de Zetland. Après les formalités d'usage et les prières solennelles, tous les frères se sont rendus en procession vers le lieu où le nouveau local doit être construit. Le grand-maître a posé la première pierre, et le grand-chapelain a prononcé une touchante bénédiction ; après quoi, les frères sont retournés en loge pour terminer leurs travaux dans les formes habituelles.

— La fête anniversaire au profit de l'école des jeunes filles a été célébrée le 15 mai dans la salle des francs-maçons, à Londres, sous la présidence du grand-maître, le comte de Zetland.

— La neuvième fête anniversaire de *l'Asile consacré aux maçons valétudinaires* a été célébrée le 19 juin dans la salle des francs-maçons. Le colonel Anson, grand-maître provincial pour le Staffordshire, présidait le banquet, auquel assistaient cent trente convives. Un concert magnifique et un bal très-brillant ont été donnés après le banquet.

— A aucune époque précédente, le principe réel de la maçonnerie n'avait été si noblement appliqué qu'en l'année 1844. Tous les établissements de bienfaisance prospèrent. La fête de la maison des orphelins, célébrée en mars, a produit 500 livres sterling (12,500 francs). La fête de l'établissement des jeunes filles, le 15 mai, a donné environ 800 livres sterling (20,000 fr.). Le fonds de l'annuité est également en voie de prospérité, et la cause de *l'Asile* des maçons valétudinaires a été plaidée avec une grande énergie, le 19 juin dernier, par le colonel George Anson, grand-maître provincial pour le comté de Stafford. Le rapport présenté sur cet établissement constate que, depuis la dernière fête, les souscripteurs ont donné plus de 400 livres sterling (plus de 10,000 fr.), en y comprenant

la donation de l'honorable président, qui a contribué pour 20 guinées (500 fr.).

— On sait que l'exécution de la statue qu'on doit ériger à la mémoire du défunt grand-maître, le duc de Sussex, est confiée au frère Baily. Déjà la figure-modèle présentée par cet artiste a été approuvée par le comité; elle est d'une ressemblance frappante. On espère que la statue sera terminée dans deux ans; d'ici là, la loge sera décorée à neuf; alors le local maçonnique, avec ses ornements, offrira un ensemble magnifique. Il est probable qu'il y aura une séance publique pour l'inauguration de la statue.

— Le 9 mai 1844, une brillante solennité a eu lieu dans l'ancienne cité de Lincoln. Les frères maçons ont présenté au révérend docteur et frère George Oliver une coupe magnifique comme témoignage d'estime et de gratitude pour les services que ce digne frère a rendus à la maçonnerie par ses nombreuses publications sur l'histoire et les mystères de la société. Un somptueux banquet a eu lieu à cette occasion (1).

— Une grande loge provinciale pour les comtés de Northampton et Huntingdon a été tenue à Huntingdon, le 7 mai, dans le local de la loge *Socrate*, à l'Institut de Huntingdon. L'assemblée était présidée par le comte d'Aboyne, grand-maître provincial. On a procédé à la nomination de divers officiers pour l'année suivante et à l'initiation d'un candidat. Un banquet a eu lieu ensuite à l'auberge de la *Fontaine*. On a décidé que l'année prochaine la Grande-Loge provinciale se tiendrait à Towcester.

— Le chapitre de *Saint-Botolph de la Royale-Arche*, annexé à la loge de l'*Harmonie*, a été solennellement consacré dans la soirée du 11 juin dernier, à Boston, comté de Lincoln, dans le local privé de Church-Street.

— Une affluence considérable (huit à dix mille personnes) s'était portée à Robert-Town pour être témoin de la cérémonie de la pose d'une première pierre à la nouvelle église *Toussaint* qu'on doit construire dans la paroisse de Birstal, et dont le terrain a été offert comme don par sir Joseph Radcliffe.

La Grande-Loge provinciale de West-Yorkshire s'était réunie d'abord dans le local de la loge *Amphibious*, à l'hôtel du *Globe*, à Mill-bridge; de là, les frères se sont rendus en procession à Robert-Town.

La procession étant arrivée sur le terrain, la cérémonie a été commencée par le vénérable frère Heald, vicaire de Birstal, qui a prononcé à cette occasion un discours fort touchant. La pierre a été posée ensuite, avec toutes les formalités requises, par H. Robertson. Toute l'assistance a entonné le centième Psaume, et M. Robertson a prononcé à son tour un discours remarquable. Après cela, le vicaire a donné la bénédiction; la foule a chanté le *God save the queen*, et la musique a entonné le *Rule Britannia*. Un banquet a terminé cette cérémonie.

— Un magnifique bal a été donné à Newcastle-on-Tyne au profit de l'*Asile* des aveugles et des sourds-muets. Tous les frères étaient en grand costume; plusieurs parurent en templiers. Tous ces divers costumes donnaient à la réunion un coup d'œil très-pittoresque. Il a été décidé qu'un bal semblable aurait lieu tous les ans.

— La nouvelle loge de Kidderminster a été consacrée le 12 juin à l'hôtel du *Lion*. Quarante-vingt-six membres assistaient à cette imposante cérémonie. Le révérend docteur Slade officiait comme chapelain. Le nouveau vénérable, le frère J. Simpson, a été solennellement installé, ainsi que les officiers qu'il avait nommés. Un très-beau banquet a couronné cette journée.

— Un nouveau chapitre a été ouvert, le 30 mai, à Newcastle-under-Line. Le frère John Savage présidait la cérémonie. Huit frères ont été initiés à cette occasion. Tous les membres étaient en grand costume.

— Le 16 avril dernier, on a procédé, à Falmouth, à l'installation de sir Charles Lemon en qualité de grand-maître provincial pour Cornouailles. Un grand nombre de frères de différentes loges assistaient à cette solennité, qui était présidée par le frère Ellis. Une procession à l'église avait précédé l'installation, et un splendide banquet fut le complément indispensable de cette fête maçonnique.

— La nouvelle loge d'Axminster a été solennellement consacrée le 29 mai dernier. Le vénérable, le frère Tucker, a été installé dans sa dignité avec tous les honneurs maçonniques.

— Henri Addington, vicomte de Sidmouth, est mort le 15 février dernier, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Plus de douze ans avant sa mort, lord Sidmouth renonça à une pension de 3,000 liv. st. par an (75,000 fr.) qui lui avait été accordée par une loi et qu'il aurait pu conserver jusqu'à sa dernière heure, mais qu'il cessa de réclamer en

(1) On voit que nos frères de l'autre côté du détroit entendent autrement que nous la publicité maçonnique.

raison de certaines circonstances et qu'il jugea même convenable d'abandonner entièrement. Il s'était peu à peu retiré de tout emploi public et même de presque toute fonction honoraire. Il fut président de la Chambre des communes, depuis mai 1789 jusqu'en mars 1801; premier lord de la Trésorerie et chancelier de l'Échiquier, depuis mars 1801 jusqu'en mai 1804; lord président du Conseil en 1805, garde du sceau privé en 1806, et secrétaire d'État au département de l'intérieur, de 1812 à 1822. Le défunt vicomte fut membre de l'Ordre de la franc-maçonnerie, mais il ne prit jamais une part très-active aux travaux.

IRLANDE. — Le 30 mai dernier, la Grande-Loge d'Irlande a présenté au frère William White une adresse accompagnée d'un magnifique service en argent, en reconnaissance de son zèle et de ses longs travaux maçonniques, en qualité de député grand-maître des francs-maçons d'Irlande, fonctions qu'il remplissait depuis quatorze ans.

ALLEMAGNE. — La loge *Charles aux trois griffons*, à Greifswald, a fait construire un nouveau local très-convenable. Elle vient de fonder, en outre, un établissement de bienfaisance pour les veuves indigentes et les enfants orphelins de francs-maçons. La loge a donné à cet établissement le nom du frère Gustave de Moeller, en l'honneur du 25^e anniversaire de la prise de maillet de ce digne vénérable.

GRÈCE. — A Corfou, les membres de la Grande-Loge et de la loge de *Pythagore* se proposent de faire construire un nouveau local maçonnique qui aura cent pieds de long et trois étages de haut. On n'attend que la permission du sénat et l'on espère l'obtenir.

AMÉRIQUE. — Le 7 avril dernier, l'Ordre maçonnique a perdu le respectable Morgan Lewis, grand-maître de la Grande-Loge de New-York. Ce vénérable frère est mort dans sa quatre-vingt-dixième année, après avoir appartenu à la maçonnerie pendant soixante ans. Ses funérailles ont eu lieu avec une pompe maçonnique inusitée.

LITTÉRATURE.

CONFISEUR ET MINISTRE.

I.

De hautes fortunes politiques ont poussé tout-à-coup sur le sol de l'Espagne, sous l'influence des orages civils, comme des champignons après

l'orage atmosphérique. Que d'embryons couvés dans des œufs de marchands ou de savetiers sont éclos capitaines, généraux ou ministres sous le feu du canon révolté ou à la chaleur plus ardente encore des débats électoraux et parlementaires!

Parmi ces fortunes, celle du frère Felipe Bahamonde, un des plus zélés maçons de la péninsule, n'est pas la moins étrange. De confiseur, il s'est fait publiciste, et de publiciste, il est devenu ministre. Vous comprenez que Felipe Bahamonde est un pseudonyme cachant un nom que les chances de la guerre civile ont rendu historique. Ou Felipe a été hier ministre et il est proscrit aujourd'hui, ou Felipe est ministre aujourd'hui et il sera proscrit demain. Je ne vous en dirai pas davantage : la nature de l'anecdote que je vais conter m'impose dans les deux cas cette réserve.

C'est un acte de la vie intime auquel sont étrangères les opinions du citoyen, la qualité du frère, et ne touchant qu'indirectement les triomphes de l'homme de parti. De la biographie publique de Felipe je pourrais extraire des événements qui ne se voient qu'en Espagne; je choisis dans sa biographie privée un fait qui peut se voir partout: et que je cite, non parce qu'il aurait une portée maçonnique, mais parce qu'il se rattache à la vie d'un des plus célèbres maçons espagnols. Les accidents de la politique ont créé l'acteur, les mouvements du cœur humain ont créé l'action.

Felipe était donc confiseur.

Il avait reçu chez son père, à Valence, une éducation libérale qui l'appelait aux fonctions du barreau ou de la magistrature, et, en attendant, il goûtait les douceurs de l'amitié fraternelle dans la respectable loge de *los Amigos escudados* (*les Amis réunis*), où il n'avait encore que le grade d'apprenti. Mais son parrain Diego lui légua en mourant un magasin qui jouissait à Madrid d'une vogue méritée sous l'enseigne de *Diego, confitenc*. Le jeune homme s'était donc fixé dans la capitale, préférant cette position modeste, mais assurée, à un avenir plus brillant, mais hypothétique.

Sous la raison *Felipe Diego*, nom commercial, pour continuer la tradition, il avait substitué à son nom patronimique, il pastillait et pralinait avec une placidité d'âme qui n'était troublée par le travail d'aucune passion interne ni par le contre-coup d'aucune passion extérieure. Sa

seule ambition, après la maîtrise qu'il venait d'obtenir dans la loge de *Paz y artes* (la Paix et les arts), était de maintenir, d'augmenter peut-être l'humble fortune de son établissement.

Mais tout-à-coup une raffale, qui prit bientôt les proportions d'une tempête, vint traverser le calme de cette vie, monotone à force d'être régulière. Pour son malheur ou pour son bonheur (vous en jugerez plus tard, selon votre point de vue philosophique), Felipe vit Inès. Elle venait faire des emplettes : le jeune confiseur, qui, dans l'opération du pesage, fut six fois plus long qu'à l'ordinaire, eut tout le loisir de contempler sa cliente, de s'enivrer de sa vue, si bien qu'elle emporta le cœur du marchand avec la boîte de dragées.

Inès était en effet une ravissante petite femme. Demandez à votre mémoire les types d'ardentes et brunes Espagnoles que nous ont livrés les poètes, drapez coquettement les robes élégantes, les basquines de soie, les riches mantilles et les flots de dentelles sous lesquelles ils font respirer, soupirer, haleter ces héroïnes, et votre imagination vous rendra une Inès qui ne sera pas trop loin de la réalité. Voilà pour le physique.

Quant au moral, Inès était devenue, de charmante manola, une femme à la mode, une des lionnes de Madrid. Sa beauté avait jusqu'alors largement pourvu à son luxe ; Inès attendait désormais qu'elle assurât sa fortune. Elle comptait pour cela sur l'amour du duc de Terrada, grand d'Espagne, assez avant dans la faveur du pouvoir. Malgré la cour assidue de ce haut personnage, Inès le faisait beaucoup attendre, parce qu'elle attendait beaucoup de lui.

Madame de Vista-Alègre, c'est le nom d'emprunt sous lequel on la connaissait dans son monde, en était aux préliminaires de cette liaison lorsqu'elle entra dans le magasin de Felipe dit Diego. Inès la manola eût peut-être remarqué le jeune homme, qui était un aimable cavalier ; madame de Vista-Alègre ne prit pas même la peine de regarder le modeste confiseur.

Il ne nourrissait plus, lui, qu'une pensée, celle de se faire aimer d'Inès ; l'avoir pour épouse, passer avec elle ses jours, l'associer à la paix d'une existence dont elle doublerait le charme et le bonheur, tel était son rêve, alors qu'il ne connaissait pas Inès..... Mais lorsqu'il sut quelle femme était madame de Vista-Alègre, sans l'aimer moins, il l'aima autrement. Après le premier déchirement de cœur que lui causa cette révélation inattendue, il se prit à espérer qu'il pourrait bien y avoir pour lui une heure, au besoin mysté-

rieuse, dans une vie si occupée. L'amour idéal dégénéra en désir, et le désir ne tarda pas à dégénérer en rage.

Il essaya successivement de tous les moyens usités en pareils cas : il guetta les sorties d'Inès, et lui fit bonne et fidèle escorte au *Prado*, au *Reliro* et à la *Fuente*. Au spectacle, dans les allées des cours, partout madame de Vista-Alègre voyait cet infatigable garde-du-corps qui la suivait dans ses trajets, se croisait avec elle dans ses promenades, et, lorsque leurs regards se rencontraient, lui lançait de muettes déclarations sous forme d'œillades, tantôt vives, tantôt suppliantes. Inès s'amusa d'abord de ce manège, mais elle finit par s'en fatiguer ; elle ne sortit plus, et dans les rares occasions où Felipe parvenait à la joindre, elle lui fit comprendre, en l'évitant avec affectation, que ses recherches lui déplaisaient. Felipe avait trop de savoir-vivre pour persister, mais il avait aussi trop d'orgueil, et d'ailleurs trop d'amour, pour considérer cette intimation détournée comme un veto définitif. Il se dit, et se persuada même que madame de Vista-Alègre avait peur d'être compromise et que ses scrupules portaient sur la forme plutôt que sur le fond de la poursuite.

Il changea dès-lors de procédé, et passa désormais à écrire des lettres passionnées le temps qu'il employait auparavant à se promener sur les traces de sa belle ; mais les lettres lui furent toutes renvoyées ; les premières ouvertes, les autres cachetées.

Alors il lui vint à l'idée de les glisser dans le fond des sacs de bonbons qu'il envoyait chez Inès en galant hommage. D'abord la lettre lui revint sans le sac, puis le sac avec la lettre, enfin on ne voulut plus même recevoir ni lettre ni sac.

Il ne se tint pas pour battu, et comme madame de Vista-Alègre, qui aimait beaucoup les friandises, n'avait pas cru devoir retirer sa confiance au meilleur magasin de Madrid, l'opiniâtre confiseur imagina de placer dans quelques échantillons de tous les produits de son art des devises où un cœur vivement épris rimait pour Inès dans tous les tons et sous toutes les formes. Il y avait de l'ardeur en papillotes, de la passion au caramel, du désespoir au sucre candi, des soupirs au chocolat praliné : il mettait ces échantillons dans des boîtes exclusivement réservées à la maison d'Inès.

Celle-ci, luttant d'obstination, n'envoya plus que des émissaires inconnus, pour dépister le confiseur. Mais Felipe n'était pas homme à reculer devant un si faible obstacle : il sema sa prose

et ses vers dans tous les bonbons indistinctement, et bientôt Madrid ne consumma plus de sucreries que sous l'invocation d'Inès, comme Paris, un moment, ne goûta de mythologie que sous l'invocation d'Émilie.

Madrid, du reste, ne s'en aperçut guère, et madame de Vista-Alègre fit semblant de ne pas s'en apercevoir du tout.

Et pourtant ces devises étaient, je vous l'assure, fort galamment tournées. Plusieurs de ces compositions sont devenues populaires à Madrid, la chanson suivante entre autres, sur l'air si vif et à la fois si mélancolique de la *jota d'Aragon* :

Los ojos de mi morena,
Se parecen à mis males,
Grandes como mis fatigas,
Negros como mis pesares

(Les yeux de ma brune
Ressemblent à mes peines ;
Ils sont grands comme mes tourments
Et noirs comme mes soucis).

Il y avait dans le nombre maints petits chefs-d'œuvre ; car Felipe, comme il l'a prouvé depuis, est un homme d'un esprit rare, ce qui ne l'empêchait pas de faire alors sottises sur sottises... Mais il y avait deux hommes en lui : l'auteur était ingénieux, l'amoureux était stupide.

Les obstacles ne firent que l'enflammer davantage et, cette fois, il prit un parti décisif : il écrivit une lettre sérieuse où, prêchant la morale (première absurdité), il montrait à la jeune femme le peu de sécurité que sa vie actuelle offrait pour l'avenir ; ne vaudrait-il pas mieux échanger ce luxe précaire contre une position moins splendide sans doute, mais solide et durable ? En dénoûment, il lui proposait, non le mariage (Felipe était trop fier et trop digne pour cela), mais une moitié dans la propriété de sa maison de commerce (deuxième absurdité). Enfin il faisait valoir avec une touchante éloquence les honneurs d'un comptoir que la beauté d'Inès rendrait célèbre, et les profits d'une vogue que cette célébrité ne manquerait pas de décupler.

Cette lettre, heureusement pour le confiseur, n'eut pas plus de succès que les précédentes ; et de plus en plus exalté par sa passion, il résolut d'aller lui-même chercher la réponse. Après plusieurs tentatives infructueuses, il parvint à tromper un moment la surveillance des domestiques et pénétra jusque dans le salon de madame de Vista-Alègre, où le duc de Terrada lui tenait alors compagnie. En apercevant Felipe elle poussa un petit cri et dit : « C'est le confiseur ! »

— Que venez-vous chercher ici, monsieur ! fit le grand d'Espagne ; ce n'est point votre place ! Sortez.

— On ne peut chasser les gens que de sa maison ; or, j'ignorais que je fusse chez votre seigneurie.

— Madame de Vista-Alègre n'est pas faite pour un homme de votre sorte.

— C'est vrai, pas même pour un homme de la vôtre.

— Que voulez-vous dire ?

— Je veux dire qu'elle est faite pour plusieurs hommes comme nous. »

Le haut dignitaire se mordit les lèvres, et reprit, après un court moment de silence :

« Vous voyez bien que vous jouez ici un rôle ridicule... Nous venons de lire votre lettre, elle nous a beaucoup divertis.

— Je suis charmé de vous avoir prêté à rire quelques instants, monseigneur : c'est un plaisir que vous procurez continuellement à tout le monde.

— Insolent !... »

La querelle s'échauffa à tel point qu'un duel devint inévitable. Il en coûtait beaucoup à l'orgueil du noble Espagnol de se commettre avec un marchand ; mais les temps étaient révolutionnaires, circonstance qui avait modifié les idées aristocratiques en même temps qu'elle rendait dangereux un refus où le public pourrait voir un acte de mépris de la part de la noblesse envers le tiers-état. En fin de compte, par suite de ces considérations, et aussi son courage personnel aidant, le grand d'Espagne accepta le cartel, et piqua le soir même son épée dans le bras de Felipe. La blessure était peu grave, et, comme les deux combattants avaient également intérêt à ne pas ébruiter l'affaire, personne ne se douta de rien.

Cet incident calma l'effervescence de Felipe et le rendit à la raison. Il s'adonna avec plus de ferveur à la franc-maçonnerie, dont les travaux suivis assidûment fortifièrent son cœur contre un amour sans dignité autant que sans espoir, en même temps qu'ils élevèrent son âme à des idées plus grandes et plus généreuses. Quelque temps après, il trouva à se défaire avantageusement du magasin, délaissa l'enseigne *Diego, confitore*, et redevenu don Felipe Bahamonde, il reprit immédiatement le chemin de Valence, sans plus songer à un amour qui ne lui avait valu que déboires, soucis, pertes de temps, affronts, et finalement un coup d'épée.

Je me trompe, il lui valut mieux que cela, car il fut la cause indirecte de sa fortune. Cet amour, en lui donnant occasion d'écrire, révéla en Felipe un talent qu'il tenait de son éducation distinguée, mais que la confiture n'aurait jamais développé. L'ex-marchand se jeta avec sa plume dans les luttes politiques qui devenaient de plus en plus vives ; il fut promu vénérable de la loge *los Amigos escojidos*, que sa composition rendait fort influente ; il publia des brochures, fonda un journal qui prit une grande importance, paya sa dette dans une insurrection populaire dont le triomphe modifia le gouvernement, et fut élu député aux cortès ; son éloquence le plaça rapidement à la tête d'un parti, et ce parti le fit entrer au cabinet. Quinze mois, jour pour jour, après que Felipe Diego avait donné sa démission de confiseur, don Felipe Bahamonde était fait comte et proclamé ministre.

II.

Un jour, il y avait grande affluence de spectateurs *al congreso*, autrement dit la chambre des députés de Madrid. Don Felipe Bahamonde, comte de Pena-Hermosa, le plus éloquent des nouveaux ministres, devait y répondre aux interpellations que le chef de l'opposition avait adressées au cabinet, et cette brillante joute oratoire, à l'issue de laquelle étaient attachées, comme toujours, les destinées de l'Espagne, préoccupait vivement l'attention publique. Les curieux avaient attendu, dès le matin, l'ouverture des portes, et les privilégiés munis de billets se hâtaient d'aller prendre leurs places. Tout le monde à peu près était entré, et le président ouvrait la séance, lorsqu'une dame élégamment mise se présenta dans la salle des Pas-Perdus, où débouchait l'escalier des tribunes. En cherchant la carte d'entrée qu'il fallait remettre au garçon de contrôle, elle s'aperçut qu'elle l'avait perdue : en vain elle intercédait auprès du cerbère ; celui-ci, ferme sur sa consigne, refusait obstinément de la laisser passer. La dame, dont la physionomie trahissait un cruel désappointement, allait se retirer au moment où entra un personnage qui devint à l'instant même le point de mire de tous les regards et l'objet de tous les respects ; le factionnaire lui présenta les armes et l'huissier de service le salua jusqu'à terre. En passant il jeta un coup d'œil sur la belle solliciteuse, et, après s'être informé sans presque ralentir sa marche, il dit en poussant la porte d'entrée de la salle des séances : « Placez madame dans la tribune de corte. »

Celle-ci, à l'aspect du personnage, était restée muette et comme pétrifiée ; l'huissier eut besoin de lui répéter deux fois. « Veuillez me suivre, madame ; son excellence le premier ministre vous donne une place dans la tribune de la cour. »

Le lecteur se doute déjà peut-être que la dame est Inès de Vista-Alègre, et l'excellence Felipe, connu naguère dans son quartier de Madrid sous le nom légué de Diégo, célèbre aujourd'hui dans toute l'Espagne sous son nom personnel de Bahamonde. Ce changement de nom jeta long-temps quelque vague sur les antécédents de Felipe. Tout le monde savait que la nouvelle excellence était sortie des rangs populaires dans une ville de province, et que c'était un parvenu révolutionnaire ; nul ne se doutait encore que le ministre Bahamonde, comte de Pena-Hermosa, fût le même individu que le petit confiseur Diégo, dont le public connaissait bien l'antique maison, mais dont quelques voisins seuls avait connu la personne depuis long-temps perdue de vue.

Le lecteur a de même soupçonné que monsieur et madame s'étaient mutuellement reconnus, ou avaient cru se reconnaître, et que de cette double reconnaissance procédaient peut-être la galanterie de l'un, et assurément la stupeur de l'autre.

Ceci dit, et pour récompenser le lecteur de son intelligence, je me dispenserai de le faire assister à cette séance parlementaire, qui pourrait être écoutée avec intérêt par des oreilles espagnoles, mais dont une froide analyse serait sans attrait pour des yeux français. Les amateurs fantasques pourront la chercher dans *la Gaceta* de Madrid ; aux autres, c'est-à-dire à l'immense majorité, il suffira de savoir qu'après une lutte des plus éloquentes, et où fut versé à flots tout ce que la langue espagnole possède de voyelles les plus sonores, le ministre conquit la majorité et consolida son pouvoir ;.... le consolida, bien entendu, pour quelques semaines.

Mais son plus beau triomphe fut obtenu dans l'esprit d'une spectatrice. Depuis qu'elle avait reconnu dans le tout-puissant ministre son amant dédaigné, Inès était en proie à de tumultueuses réflexions. Elle s'était d'abord reproché d'avoir si fort maltraité le pauvre jeune homme. « C'était un charmant garçon, se disait-elle, et franchement j'ai été trop cruelle envers lui.... Mais aussi qui aurait pu deviner !.... » Puis elle se consolait en pensant que, puisque Felipe l'avait reconnue, ce

que prouvait la faveur qu'il lui avait si obligeamment offerte, il ne manquerait pas de revénir auprès d'elle, et, le cas échéant, elle se promettait bien de réparer ses torts. Pour commencer, elle se livrait fougueusement à son admiration pour le ministre : elle contemplait sa noble tournure, elle applaudissait aux élans de son éloquence passionnée. — Elle l'aimait donc ? — Bien que les femmes comme madame de Vista-Alègre aiment rarement, c'est possible, eu égard à la singularité romanesque de la reconnaissance ; mais il est à croire qu'Inès ne faisait en cela que s'aimer elle-même : elle était fière de se dire : « Cet homme, pour qui, contre qui, autour de qui toutes les passions se soulèvent, a senti soulevées, agitées, exaspérées par moi toutes les passions de son âme. Sur ce ministre qui gouverne l'Espagne, j'ai régné, je puis régner encore. »

Inès ne pensait qu'à Felipe, et, le soir même, elle demanda avec une insouciance affectée à un des senadores si le ministre Bahamonde n'avait pas habité Madrid. « C'est possible, répondit le pair, mais je l'ignore ; tout ce que je sais, c'est que le comte de Pena-Hermosa a joué dans les événements de Valence un rôle important, et que, parti de là, il est arrivé au ministère. Quoi qu'il en soit, c'est un homme remarquable. »

Il y avait là un gros Castillan, ex-pâtissier, qu'un héritage venait d'enrichir. Grâce à sa nouvelle fortune, ce personnage avait la prétention de se faire bien venir du gouvernement, qui était fort pauvre, et de madame de Vista-Alègre qui voulait être riche. — Don Nicomédès Cararubia entendit en passant la demande d'Inès et la réponse du pair. « La senora, dit-il, pourrait bien avoir raison. Mon valet de chambre m'assurait, ce matin, qu'il a vu ici, il y a deux ans, le premier ministre, à moins que ce ne fût quelqu'un qui lui ressemblait beaucoup. Il était.... dans le commerce, je crois. Cela n'aurait rien d'étonnant ; nous vivons dans un temps (don Nicomédès souriait avec satisfaction) où les fortunes rapides sont le lot des hommes supérieurs. »

L'image de Felipe suivit Inès dans ses rêves, et madame de Vista-Alègre ne fut pas trop surprise lorsque, le lendemain, de son balcon, elle aperçut Felipe lui-même se dirigeant vers sa demeure. Ce n'était pas le ministre dont la vue l'avait troublée la veille ; c'était le marchand qui la poursuivait il y avait dix-huit mois à peine. Le personnage qu'elle voyait devant elle avait le même costume, la même physionomie, la même simplicité que le représentant de la raison de com-

merce *Diego, confitore*, et ne conservait rien des riches habits, du regard imposant et de la fière attitude que, la veille, elle admirait.

Il fredonnait, en entrant, ce couplet d'une de ses chansons :

Ya sabes que te he querido,
Que te he querido y te quiero,
Y te tengo de querer
A pesar del mundo entero.

(Tu sais que je t'ai aimée,
Que je t'ai aimée et que je t'aime,
Et que je dois t'aimer toujours,
En dépit du monde entier.)

« Pardonnez-vous, belle Inès, à un ancien soupirant de se présenter devant vous après une si longue séparation ? »

Inès, en voyant son visiteur ainsi accoutré, avait pensé — ou que, pour donner plus de piquant aux relations à nouer, il voulait redevenir le Felipe d'autrefois, l'amoureux du magasin, — ou que, désirant cacher le ministre, il n'avait trouvé rien de plus simple que de prendre pour déguisement la défroque du confiseur. Dans le premier cas, elle se sentait disposée à savoir gré au jeune homme de cette ingénieuse inspiration d'amour rétrospectif ; dans le second cas, elle ne voyait aucun inconvénient à commencer par accepter cet homonyme pseudonyme, se réservant, le lien une fois formé, d'obtenir que le masque tombât, ou de l'arracher au besoin.

La manière dont Felipe venait d'aborder madame de Vista-Alègre la confirma dans cette supposition, et elle résolut de se prêter à ce qu'elle considérait comme une fantaisie.

« Monsieur, je suis enchantée de vous recevoir.

— Je suis de retour à Madrid depuis peu.

— Je le sais, dit Inès en souriant.

— Je vous ai rencontrée hier.

— Je l'ai remarqué. Vous m'avez donc reconnue sur-le-champ ?

— Sans doute ; et vous de même, madame, puisque vous venez de me dire que vous avez eu la bonté de vous apercevoir de notre rencontre. »

La conversation se prolongea sur ce ton, le cavalier restant imperturbablement Felipe, et la senora se pliant, non sans sourire, à la même réserve. Une promenade à la campagne fut proposée et acceptée, et, dans cette intimité plus familière qui suit un repas partagé, Felipe dit à sa compagne, en lui versant un verre de Xérès :

« Ma chère Inès, je vous remercie du charmant

accueil que vous me faites aujourd'hui ; mais pourquoi, vous qui êtes si bonne pour moi maintenant, m'avez-vous traité si cruellement l'an dernier ? »

En ce moment, Inès se félicita d'avoir auprès d'elle Felipe et non le ministre.

« L'an dernier, répondit-elle, je souffrais plus que vous, Felipe ; mais j'étais dominée par le duc de Terrada.... avec qui vous vous êtes battu. Il était d'une jalousie extrême, et avait saisi plusieurs de vos billets en exerçant autour de moi une surveillance active et continue... Voilà pourquoi, me défiant de moi-même, je vous ai tenu si obstinément rigueur ; mais mon cœur désavouait le rôle que m'imposait la prudence.

— Vous m'aimiez donc, Inès !

— Puisque je vous fuyais !...

— Et aujourd'hui ?...

— Aujourd'hui, le duc n'est plus là ; la révolution l'a proscrit, et, libre, je n'ai pas hésité à recevoir Felipe sans lui demander compte des quinze mois passés loin de nous. »

Il est inutile de suivre plus loin la gradation rapide par laquelle le Felipe présent conquiert un succès qu'avait en vain poursuivi le Felipe passé. Nous nous transporterons, sans plus de détails, au lendemain de cette scène.

Ils déjeûnaient.

« Y aura-t-il ce soir, demanda Inès, une séance intéressante au congrès ?

— Ma foi, je n'en sais rien.

— Comment.... vous n'en savez rien ?

— Est-ce que je m'occupe de cela, moi ?... j'ai bien d'autres affaires !

— Ah ! nous continuons.... C'est que j'aurais bien envie d'y aller.

— C'est facile : je pourrai avoir des billets.

— Il est une tribune que je préfère à toutes les autres.

— Laquelle ?

— La tribune de *corte*.

— Je verrai ; je me trouve, dans la loge, avec des députés francs-maçons : ils me donneront ce qu'ils pourront. »

Il y eut une pause.

« Bahamonde parlera-t-il aujourd'hui ?.... demanda Inès avec une intention de finesse insouciant mêlée d'un peu d'impatience,

— Comment le saurais-je ? »

Et sous prétexte d'une affaire pressée, Felipe sortit.

Inès était dépitée. D'abord elle avait trouvé que la comédie se prolongeait trop long-temps ;

mais du moins si son cavalier s'était fait Felipe, il n'avait pas nié jusqu'alors Bahamonde. Cette fois le désaveu était formel, et, plan conçu ou plaisanterie continuée, cette attitude choquait l'amour-propre de madame de Vista-Alègre. Elle se décida à provoquer une explication positive à la première occasion.

« Felipe, dit-elle le surlendemain, j'ai un oncle dans les carabiniers de la douane ; il mérite, et je désire pour lui, de l'avancement : faites cela pour moi.

— J'y suis tout disposé, si j'y puis quelque chose. Je vais en parler aux députés mes amis, et même à un directeur-général qui est premier surveillant dans notre loge, et ils le demanderont à qui de droit.

— J'ai idée qu'il suffirait de votre volonté.

— De ma volonté ?...

— Oui.... et qu'une signature tracée par vous sur ce papier ferait le bonheur de mon oncle.

— Quelle plaisanterie !... Quoi ! il suffirait que je signasse *Felipe Diego* ?

— Non, mais *Felipe Bahamonde*.

— Ah ! par exemple, voilà qui est drôle !... Cela me rappelle qu'hier, au théâtre de la Cruz, un Ségovien m'a remis un placet en me disant *vostra excellence*. Je ressemble donc au ministre ?... Oui, c'est cela, vous le savez et vous voulez me mystifier.... »

Inès était interdite, et Felipe continua :

« Plût à Dieu pour vous, ma chère, et aussi pour moi, que je fusse ministre.... Hélas ! je ne suis que Felipe Diego, qui, après son malheureux duel, se hâta de gagner la frontière de France, au moyen d'un passeport que le dévouement d'un frère maçon parvint à lui procurer. Je me suis lié à Paris, toujours grâce à mes relations maçonniques, avec quelques grandes maisons de commerce, et, dès que j'ai pu rentrer en Espagne, elles m'ont chargé d'y voyager pour leur compte. Si j'étais dans la même partie qu'autrefois, je vous aurais offert déjà des échantillons de mes produits : vous les aimez tant, friande ! mais par malheur mes marchandises d'aujourd'hui ne peuvent vous convenir : je suis dans les fers et fontes. »

Inès ne l'écoutait plus tant elle était absorbée, et Felipe se dirigea vers la porte ; mais il s'arrêta avant de sortir.

« Ah ! j'oubliais, dit-il : je n'ai pu avoir hier les billets de la chambre ; mais il n'y avait rien d'intéressant. En voici pour aujourd'hui, et précisément de la tribune de *corte*. Soyez heureuse, Bahamonde parlera. »

A ce nom, Inès releva vivement la tête.... Felipe était déjà parti.

« Oh ! oui, dit-elle, j'irai, et je verrai bien si je me trompe ou si je suis trompée !... »

III.

Ce soir-là, Bahamonde occupa la tribune durant trois heures, et les yeux de madame de Vista-Alègre ne se détachèrent pas un seul instant de lui. Ce n'était plus de l'admiration, comme à la première séance, c'était de l'analyse. Elle l'observait dans ses moindres gestes, l'étudiait dans toutes ses intonations. Le résultat de son examen fut que, malgré certaines différences de tenue et d'inflexion qu'expliquaient naturellement le changement de costume et la diversité des rôles, le ministre était le même homme que l'ex-confiseur.

Elle se promit de tenter une nouvelle épreuve à la première entrevue ; cette entrevue eut lieu le soir même. En apercevant Felipe, Inès se dit tout bas : « C'est bien lui !... » Puis, se remettant :

« Qu'avez-vous fait aujourd'hui, mon ami ?

— J'ai couru dans Madrid pour mes affaires.

— Ah !... Je croyais vous avoir vu à trois heures à la Chambre.

— A trois heures ?... j'en étais bien loin : j'étais à la police, où on m'avait mandé et où on m'a fait déposer, je ne sais pourquoi, mon passeport. Voilà qui prouve bien que je ne suis pas Bahamonde : un ministre à qui la police demande ses papiers....

— Je n'y pense plus, mon cher, et la meilleure preuve, c'est que je vais vous faire une confidence que Felipe seul peut entendre. Le duc de Terrada vient de m'informer qu'il est secrètement à Madrid ; il a fait la folie d'y revenir malgré la proscription qui pèse sur lui, et la folie plus grande encore de s'y mêler à je ne sais quelle conspiration. »

Felipe ne sourcilla point.

« Qu'en dites-vous, mon ami, et que dois-je lui répondre, car je connais sa retraite !... »

Elle appuya sur ces derniers mots.

« Je dis deux choses : la première, qu'il faut vous abstenir de toutes relations avec le duc, pour vous d'abord, et aussi pour moi ; la seconde, que la police est fort négligente et qu'elle ferait bien mieux de s'occuper des conspirateurs que de mon passeport.

— Ne serait-ce pas lui ! » pensa Inès surprise de cette impossibilité.

Elle s'attendait pourtant à voir la police rôder autour d'elle, car il lui semblait difficile que Bahamonde, si c'était réellement le ministre, ne prît pas acte, dans l'intérêt de l'État, de la fausse révélation qu'elle venait de faire ; en ce cas la moindre démarche de surveillance l'eût confirmée dans ses soupçons. Contre son attente elle ne remarqua rien et retomba, non dans ses incertitudes (elle n'en avait pas), mais dans l'impossibilité de se convaincre.

Poussée à bout, elle risqua simultanément deux tentatives extrêmes.

Elle se rendit le lendemain au Prado, à l'heure où elle était sûre d'y rencontrer don Nicomédès Cararubia, l'ex-pâtissier millionnaire dont nous avons déjà parlé, et qui se déclarait de plus en plus un de ses poursuivants ; elle se promena quelques instants en sa compagnie et lui demanda s'il lui serait facile de se procurer un autographe du ministre Bahamonde.

« Rien de plus aisé, senora.

— J'y tiens beaucoup, je l'ai promis à une dame française pour une collection à laquelle elle attache un grand prix.

— Avec beaucoup d'argent, et j'en ai, on vient à bout de tout ; d'ailleurs, je dois le voir à la loge où je me présente pour être initié... J'ai été refusé déjà onze fois ; mais, que diable ! on finira bien par m'accepter.... un homme posé comme moi !... Bref, vous aurez demain l'autographe.

— A propos de Bahamonde, n'est-ce pas vous qui m'avez parlé d'un valet de chambre... ?

— Oui, mon valet de chambre, qui affirme avoir connu le ministre, commerçant à Madrid.

— C'est cela même. Faites en sorte que votre valet précise ses souvenirs, et chargez-le de s'informer au besoin.... toujours pour la dame française. Il s'agit d'une biographie, et ce renseignement serait précieux.

— Je vous l'apporterai sans retard... Vous voyez, belle Inès, que je fais tout ce que vous voulez ! Quand aurez-vous un peu de reconnaissance ?

— Je vous attends le plus tôt possible. » Ces mots furent accompagnés d'un sourire que le gros Castillan put prendre pour un gracieux encouragement.

Quoique Inès n'eût pas conservé un seul des billets de Felipe, elle se rappelait assez bien son écriture pour établir facilement une comparaison.

Après avoir quitté don Nicomédès, elle jeta

à la poste une lettre anonyme à l'adresse du cor-régidor. Dans cette lettre don Felipe était signalé comme conspirateur, et on annonçait qu'on le voyait souvent entrer, le soir, dans telle maison de telle rue... C'était la demeure d'Inès.

Puis, madame de Vista-Alègre attendit le résultat.

Le soir, elle était à son balcon à l'heure où Felipe avait coutume de venir la visiter. Dès qu'Inès l'aperçut de loin, elle s'empressa de descendre pour lui ouvrir elle-même la porte ; mais au moment où il se disposait à entrer, trois alguazils, cachés dans une encoignure, se jetèrent sur lui.

« Vous vous nommez don Felipe ?

— Oui.

— Nous vous arrêtons. Suivez-nous. »

Inès n'avait pas perdu de vue le prisonnier ; mais elle ne put surprendre ni un mot, ni un signe, ni un regard échangé entre les alguazils et lui : il se livra sans aucune résistance et se borna à dire : « Je ne comprends rien à ce qui se passe ; je suis innocent ».

A peine la voiture qui l'emportait se fut-elle éloignée, que madame de Vista-Alègre monta bien vite dans la sienne et se fit conduire au ministère, où elle demanda à parler au comte de Pena-Hermosa.

« Son excellence ne reçoit pas à cette heure.

— C'est pour une affaire urgente... une conspiration. Il faut que je voie le ministre à l'instant même.

— Il est absent ; mais nous vous conduirons chez son secrétaire.

— Non, c'est à lui-même que je dois parler, et je vous rends responsable des malheurs qu'un retard peut occasioner. »

L'huissier pria Mme de Vista-Alègre d'attendre quelques instants, et dit qu'il allait s'informer auprès du secrétaire si l'on savait où le ministre se trouvait à cette heure. Deux minutes après l'huissier revint et dit qu'il était impossible de parler à monsieur le comte. Mme de Vista-Alègre allait encore insister pour se donner le temps d'adresser quelques questions ; mais une porte s'ouvrit et Bahamonde parut sur le seuil. Il était enveloppé dans une ample robe de chambre qui le couvrait entièrement de la tête aux pieds.

« Qu'est-ce ? dit-il.

— Madame insiste pour parler à votre excellence, que nous ne savons pas rentrée.

— Madame, veuillez passer dans mon cabinet. »

Comment peindre l'émotion d'Inès en face

de ce personnage qui était pour elle un mystère vivant ! C'est bien Felipe, avec plus de noblesse et de majesté... Oui, mais Felipe suivait, il y a vingt minutes, les alguazils. Certainement il était à la rigueur possible que le faux commis voyageur, après s'être fait reconnaître à la police, fût revenu bien vite à son hôtel et s'y fût dissimulé sous cette robe de chambre mauresque, qui ne laissait en effet rien voir de sa toilette ; mais la précision même de cette manœuvre la rendait invraisemblable aux yeux d'Inès. Cependant, si cet incident la portait à croire que Felipe et Bahamonde faisaient deux, il ne prouvait point encore que Bahamonde et Felipe ne fissent pas un. Ainsi madame de Vista-Alègre poursuivait une certitude ; mais, à chaque effort qu'elle tentait, elle voyait s'évanouir un moyen de conviction.

« Je vous écoute, madame.

— Votre excellence m'excusera si j'ai pris un prétexte pour la voir sans retard ; mais je tenais à lui parler sur-le-champ en faveur d'un brave jeune homme qui vient d'être arrêté à ma porte, et dont une détention causerait la ruine. Il est innocent, je vous l'affirme... Vous savez, en ces temps difficiles, on arrête sur le plus léger soupçon.

— Son nom, madame.

— Don Felipe Diégo.

— Je connais. J'ai là précisément le passeport de M. Diégo, que certains doutes, provenant de sa qualité de commis-voyageur pour des maisons françaises, nous avait fait réclamer avant-hier. Mais ces doutes ont été éclaircis à son avantage, et le passeport lui aurait été rendu si une dénonciation anonyme qu'on m'a communiquée ne nous avait commandé la mesure rigoureuse d'une arrestation. A cette époque de guerre civile, nous sommes exposés à sévir contre des innocents, et bien des haines privées empruntent pour se satisfaire l'apparence de l'intérêt public ; mais si la sûreté de l'État nous oblige à agir avec une promptitude trop souvent fatale à la justice, nous cherchons du moins à atténuer ce tort nécessaire par la rapidité de l'instruction. Nous saurons dans trois jours au plus tard, demain peut-être, s'il y a le moindre fondement dans l'accusation portée contre Felipe. Je vous promets attention et célérité dans cette affaire ; c'est tout ce que je peux vous dire aujourd'hui.

— Après m'être excusée de vous avoir dérangé à cette heure, il me reste, monseigneur, à vous remercier d'un service que vous m'avez

rendu, il y a peu de jours. Votre excellence ne peut me reconnaître....

— Attendez... Il me semble, en effet, vous avoir déjà vue, ce qui est dire vous avoir remarquée.

— Au congrès, dans la salle des Pas-Perdus, vous avez eu l'obligeance...

— De vous faire placer, je me souviens... J'espère, madame, pouvoir vous rendre un service plus important en menant à bien l'affaire de votre protégé. »

Que croire! L'imagination d'Inès était un chaos.

Cependant son expérience des calculs positifs lui suggéra un raisonnement fort juste... Si c'est Felipe, ce n'est qu'un médiocre courtier, et madame de Vista-Alègre n'a nulle envie de filer le parfait amour avec le commis précaire et râpé, après avoir repoussé si long-temps le commerçant aisé et bien établi ; si c'est Bahamonde, il est clair qu'il veut faire d'elle, non la favorite du ministre, mais la maîtresse d'un être fictif, sans position et sans fortune ; par conséquent, il l'a prise pour dupe. Cette dernière hypothèse allumait dans l'âme d'Inès une implacable fureur.

Une visite de don Nicomédès Cararubia la trouva dans ces dispositions.

« Ma toute belle, vos ordres sont accomplis. Mon valet de chambre assure que M. Bahamonde n'est autre qu'un jeune homme qui tenait encore, il y a dix-huit mois, le magasin de confiseur connu sous le nom de *maison Diégo*. Piétro y a souvent fait des emplettes pour ses maîtres d'alors.

— C'est bien ce qu'on m'avait dit.

— Voici l'autographe... Je me trompe et j'en suis bien aise, car cela me fait réparer un oubli... Le papier que je tiens là est une lettre que j'ai prise, en montant, des mains de votre camériste.

— Vous permettez.... »

Inès lut à part :

« Ma chère Inès, mon innocence est reconnue et je suis en liberté. Je comptais venir vous voir à l'instant même ; mais un incident fâcheux me prive de ce plaisir et m'éloigne même de Madrid. Un correspondant à qui j'avais à faire une vente considérable, était venu traiter avec moi à Madrid ; ayant su que j'étais arrêté, il a repris la route de Cadix. Comme il s'agit d'une affaire importante, je dois, dans l'intérêt de mes commettants, ne pas laisser échapper cette occasion. Pour qu'il ne traite pas avec d'autres, je le poursuis sur l'heure jusqu'à Cadix. »

Adieu. FELIPE.

« Voilà bien, se dit Inès, l'écriture de l'ancien Felipe.

— Il me reste, belle dame, à vous donner l'autographe du ministre. Voici des annotations de sa main dans un projet d'emprunt national que je compte soumissionner. »

Inès regarda... c'était évidemment la même écriture.

Il devenait clair pour elle que Felipe Bahamonde l'avait rendue victime d'une conspiration habilement ourdie, et que le ministre avait voulu venger le confiseur. Mme de Vista-Alègre se sentit fléchir sous une humiliation bien amère en songeant qu'elle avait dédaigné le commerçant Felipe, vivement épris, la comblant de marques d'attention, de cadeaux, lui offrant la moitié de sa fortune et risquant sa vie pour elle ; puis écouté un autre Felipe, ministre il est vrai pour tout le monde, mais commis-voyageur pour elle ; un Felipe qui ne lui avait rien promis, rien donné, rien laissé, pas même la certitude absolue d'une identité qu'il nierait toujours. Elle avait éconduit celui qui l'aimait pour se donner à celui qui l'avait mystifiée.

Elle sentit vivement tout ce que la leçon avait de cruel, mais pas aussi bien peut-être tout ce qu'elle avait de juste.

Inès, au milieu de ses tristes réflexions, avait oublié don Nicomédès ; il se rappela à elle en lui disant : « J'ai fait tout ce que vous avez voulu, ma toute belle ; comment me récompenserez-vous ?

— En acceptant l'invitation que vous m'avez si souvent faite : nous dînerons, ce soir, à votre maison de campagne.

— Mille fois merci, ma charmante... Ma foi, je manquerai la loge... d'autant mieux qu'on vient de m'apprendre qu'ils sont capables de me répondre encore par un refus, ne fût-ce que pour compléter la douzaine... C'est dans vos beaux yeux, mon idole, que je me contenterai de voir la lumière ! »

Et madame de Vista-Alègre, quoique confuse et humiliée, lui tendit la main en souriant ; elle se disait : « Mieux vaut, après tout, un bourgeois qui fait le ministre, qu'un ministre qui fait le bourgeois. »

ALTAROCHE.

L'administrateur-gérant, L. LEFÈVRE.

PARIS.—IMPRIMERIE DE E.-B. DELANCHY,
Faubourg Montmartre, 11.

L'ORIENT,

REVUE UNIVERSELLE

DE LA FRANC-MAÇONNERIE.

DE LA NÉCESSITÉ DE MODIFIER

ET DE COMPLÉTER LE PERSONNEL DU GRAND-ORIENT.

Une des causes qui contribuent le plus fortement au malaise, à l'impuissance de la maçonnerie française, c'est sans contredit la mauvaise représentation, nous pourrions presque dire le défaut absolu de représentation des ateliers.

Les ateliers du Grand-Orient sont au nombre de quatre cent quarante-neuf ; il devrait par conséquent y avoir quatre cent quarante-neuf députés ; mais il n'en est pas à beaucoup près ainsi. En réalité, cent soixante-sept ateliers n'ont pas de députés ; et, par l'effet du cumul que les Statuts-généraux autorisent, les deux cent quatre-vingt-deux ateliers restants sont représentés nominale-ment par cent soixante-trois députés. Parmi ceux-ci, quatre-vingt-cinq, il est vrai, ne sont pourvus que d'une seule députation ; mais trente-sept en réunissent chacun deux, et chacun des quarante-et-un autres en cumule jusqu'à trois : Ce n'est pas tout : dans les cent soixante-trois députés qui figurent sur les tableaux, il y en a qui, depuis long-temps, ont complètement abandonné les travaux maçonniques, qui sont morts ou absents de Paris ; il y en a aussi qui n'assistent jamais aux assemblées du Grand-Orient ; de sorte que la masse effective des députés s'élève tout au plus à quatre-vingts maçons. Ajoutons que la plupart de ces députés ne sont pas d'une exactitude exemplaire, et que tout le poids du travail porte en définitive sur trente ou quarante frères assidus, en majeure partie officiers du Grand-Orient, et qui disposent, on sait comment, du sort des délibérations.

Ce déplorable état de choses appelle les plus sérieuses réflexions des loges véritablement animées du désir de faire produire à la maçonnerie tout le bien qu'elle a puissance d'opérer. Il faut

qu'elles se hâtent d'y mettre un terme, si elles ne veulent voir dépérir et s'éteindre sans retour une institution qui, mieux comprise et mieux dirigée, pourrait exercer une salutaire influence sur les destinées de l'humanité.

Le moyen de remédier au mal est bien simple, et il ne s'agit que d'avoir la ferme volonté de l'appliquer. Ce moyen se réduit à ceci.

Les élections approchent. Que les loges qui, jusqu'ici, par insouciance ou par découragement, se sont abstenues de nommer des députés, réparent cette grave omission ; que celles qui ont des députés négligents ou incapables les remplacent par de meilleurs ; que celles qui sont représentées par des frères déjà pourvus d'une ou de deux autres députations les mettent en demeure d'opter.

Ont-elles besoin de renseignements, nous leur en fournirons. Sont-elles embarrassées pour fixer leurs choix sur de nouveaux sujets, nous leur communiquerons des listes de candidats remplissant toutes les conditions voulues de moralité, d'instruction, de zèle et de sagesse, entre lesquels elles seront libres de se déterminer.

C'est surtout le cumul qu'il faut détruire, le cumul qui maintient au pouvoir tant d'hommes inhabiles, qui entretient et perpétue les traditions routinières, et oppose une digue infranchissable au progrès ; le cumul qui, non-seulement, entraîne les plus fâcheuses conséquences, mais encore est essentiellement contraire aux vrais principes de la représentation maçonnique.

Écoutez ce qu'en disait le Grand-Orient lui-même dans une circulaire du 16 mai 1777 : « Il serait à souhaiter, écrivait-il, que le nombre des députés pût répondre à celui des loges. Vous sentez quels inconvénients pourraient résulter de la correspondance trop étendue d'un frère. Il remplirait sans doute avec zèle les différentes députations dont il serait chargé ; mais les talents

d'un seul député nous priveraient des lumières de plusieurs autres qu'on aurait pu choisir... Il est surtout du plus grand intérêt que les loges connaissent la diversité des sentiments sur un même travail. Le député de plusieurs loges ne pourrait faire parvenir à chacune d'elles que son avis, et, si leur représentant était dans l'erreur, le mal serait peut-être irréparable. Les députations, au contraire, étant divisées, les avis sont quelquefois différents, les loges se les communiquent, s'éclairent mutuellement, et connaissent mieux ce qui peut être réellement utile... Peut-être serait-il un jour nuisible au bien de l'Ordre qu'un maçon pût disposer à son gré de la confiance d'un nombre considérable de loges.

Le danger que, dans sa ferveur première, que, dans sa louable bonne foi, le Grand-Orient avait prévu et signalé, s'est malheureusement réalisé. Le cumul des députations est devenu « nuisible au bien de l'Ordre ». Il importe que les loges, instruites par l'expérience du passé, abolissent de fait le cumul ; elles n'en seront d'ailleurs que plus certaines de le voir disparaître des Statuts-généraux, dont la révision est proche.

Afin de leur faciliter les moyens de soumettre à l'option que nous leur conseillons les députés investis de doubles et de triples mandats, nous leur donnons plus loin la liste de ces frères, qu'elles ne pourraient que difficilement dresser, même à l'aide du calendrier du Grand-Orient.

Mais l'option demandée et obtenue, les loges qui auront à élire de nouveaux députés devront apporter la plus grande réserve dans le choix des sujets. Le mandat qu'elles confèrent est de la plus haute importance, et il convient qu'elles le placent en de bonnes mains. Il ne suffit pas que l'élu soit dans une condition sociale qui lui permette de consacrer à l'accomplissement de sa mission tout le temps qu'elle réclame ; qu'il jouisse d'une incontestable réputation d'honneur et de probité ; qu'il comprenne bien les rouages d'une vaste administration ; qu'il soit suffisamment versé dans la connaissance des lois qui régissent l'Ordre, et pénétré de l'esprit qui a présidé à son institution ; qu'il soit doué d'un sens droit et équitable ; qu'il ait enfin reçu l'instruction indispensable, non-seulement « pour cultiver sa raison », mais aussi pour se charger personnellement des travaux d'enquête et de rédaction si fréquents et si nombreux dans le Grand-Orient ; il faut encore qu'il puisse aborder utilement toutes les questions qui se rattachent aux spéculations de la philosophie et de l'économie sociale, afin de pou-

voir contribuer pour sa part à la direction morale d'une société qui a pour devoir et pour nécessité fatale de hâter les progrès de la civilisation.

Telles sont, en effet, les conditions que doit remplir l'élu. Il est moins difficile qu'on ne pense de trouver des frères qui les réunissent toutes ou en grande partie. Les loges de Paris en fourniraient au besoin bien au-delà du nombre voulu, et il suffirait, pour les déterminer à accepter des députations, qu'ils eussent l'espérance de voir la composition du Grand-Orient se faire plus homogène, plus puissante, et la conviction de pouvoir opérer quelque bien.

Que les loges de France ne balancent donc pas un seul instant à user du droit que les Statuts leur donnent, et dont l'exercice est devenu si nécessaire. Les destinées de la maçonnerie sont entre leurs mains, et elles sont comptables envers l'association tout entière, envers le monde profane lui-même, du mal qu'elles ne voudront ou ne sauront pas empêcher, du bien qu'elles ne voudront pas ou ne sauront pas produire.

Liste des Députés pourvus de plusieurs députations, avec les titres des Ateliers qu'ils représentent.

- AGIRONY. Loge *L'Étoile polaire* et chapitre *le Parfait-Silence*, à Lyon.
- ARONSSOHN (Félix). Chapitre *les Frères unis inséparables*, à Paris ; loge *la Sincérité*, à Reims.
- ARONSSOHN (Nestor). Loge et chapitre *l'Accord parfait*, à Rochefort.
- BAILLY. Loge *les trois H*, au Havre, et la *Fraternité*, à Marie-Galante (Antilles).
- BELOT. Loge *les Disciples de Fénélon*, à Paris, et *les Enfants de la Loire*, à Tours.
- BERNAUX. Loges *les Trinosophes*, à Paris, et *l'Honneur français*, à Châteaudun.
- BERTRAND. Chapitre *la Réunion*, à Ajaccio ; loge *la Concorde*, à Sens ; chapitre *la Fraternité*, à Genève.
- BESQUAIT. Loge *les Admirateurs du Grand Architecte*, à Pithiviers ; chapitre *la Bonne-Foi*, à Saint-Germain-en-Laye.
- BESSIN. Loge *la Fraternité des peuples*, à Paris ; loge et chapitre *la Parfaite égalité*, à Rouen.
- BOISSAYE. Loges *les Amis de la nature et de l'humanité*, à Beaune, et *la Parfaite harmonie*, à Mulhausen.
- BOUCHER-LEMAITRE. Loge *L'Étoile de la Gironde*, à Bordeaux ; loge et chapitre *la Française de Saint-Louis régénérée*, à Marseille.
- BOURGEOIS. Loges *l'Union des arts et métiers*, à Arignon ; *Thémis*, à Caen ; et *la Concorde*, à Vienne (Isère).
- BOUSSOUIN. Loges *la Sincère amitié*, à Paris, et *le Parfait accord*, à Saint-Aignan.
- BRIDOU. Loge et chapitre *les Amis de la paix*, à Angoulême ; conseil *la Française de Saint-Louis régénérée*, à Marseille.

BUSSON. Chapitres *l'Athénée français*, à Paris, et *les Enfants de la Loire*, à Tours.

BUNOS. Loges *les Chevaliers de la Croix*, à Paris; *la Candeur*, à Bordeaux; et *les Chevaliers du Temple*, à Lyon.

CAIGNÉ. Chapitres *les Cœurs sincères*, à Paris, et *la Réunion de la parfaite amitié*, à Pézénas; loge *la Persévérance couronnée*, à Rouen.

CAUCHOIS. Loges *les Cœurs unis*, à Melun, et *la Parfaite égalité*, à Tournon.

CHARASSIN. Loges *l'Amitié fraternelle*, à Bourg; *la Candeur et la Sincère amitié*, à Lyon.

CHARDON. Loge *le Silence des Alpes*, à Barraux; loge et chapitre *la Française d'Aquitaine*, à Bordeaux.

CHEMIN-DUPONTÈS. Loges *la Constance réunie au bon accueil*, à Orange; *la Parfaite harmonie et les Vrais amis réunis*, à Toulouse.

CORIOL. Loge et chapitre *la Réunion*, à Toulon; loge *la Réunion des arts*, à Saint-Pierre (Martinique).

DAMIEN. Loges *l'Union parfaite de la persévérance*, à Paris; *la Constance couronnée*, à Angers; *la Parfaite sincérité*, à Marseille.

DAOUST. Loge et chapitre *l'Essence de la paix*, à Bordeaux; loge *l'Amitié*, à Boulogne-sur-Mer.

DEBRY. Loge et chapitre *les Amis réunis*, à Blois.

DEFOGE. Loge *Mars et les arts*, et chapitre *d'Aras*, à Paris; loge *les Vrais amis réunis*, à Avignon.

DELACHANTERIE. Loges *l'Etoile polaire*, à Lyon, et *Bienfaisance et amitié*, à la Croix-Rousse.

DELANCHY père. Loges *la Bienfaisance*, à Fontainebleau; *les Enfants d'Hiram*, à Melun; *les Hiramites*, à Orléans.

DESAINTJEAN. Loges *Saint-Pierre des vrais amis*, à Paris, *la Trigonométrie*, au Fort-Royal (Martinique).

DESANLIS. Chapitre *la Française des vrais zèles*, à Châlons-sur-Saône; loges *la Constance couronnée*, à Rouen, et *les Vertus réunies*, à Vitry-le-Français.

DESATANGS père. Loge, chapitre et conseil *Bélsaire*, à Alger.

DIDIER. Loge *les Amis réunis de Jérusalem*, à Puteaux (Seine); loge et chapitre *l'Etoile neustrienne*, à Vernon-sur-Seine.

DIEUXAYDE. Loges *la Parfaite union*, à Limoges, et *la Française Saint-Joseph-des-Arts*, à Toulouse.

DIOT. Loge et chapitre *Saint-Jean de Jérusalem*, à Paris.

DAOURET. Chapitre *l'Amitié*, à Boulogne-sur-Mer; loges *Cérès et les Amis de l'agriculture*, à Longjumeau, et *les Arts réunis*, à Montaban.

DUROCHER. Loges *les Amis bienfaisants*, et *les Amis triomphants*, à Paris.

FAULTIERA. Loges *la Parfaite harmonie française*, à Bastia, et *la Sagesse*, à Toulouse.

FENET. Loges *les Amis de la morale*, à Aillant-sur-Tholon, et *les Vrais zèles*, à Auxerre.

FROMENTIN. Chapitre *la Constance couronnée*, à Angers; loge *les Amis des arts*, à la Guillotière; chapitre *la Fraternité*, à Marie-Galante (Antilles).

GAMBETI. Loges *la Réunion*, à Ajaccio; *l'Union des Cœurs*, à Bar-sur-Aube; *la Parfaite union*, à Marseille.

GASTROIS. Loge et chapitre *la Sincère amitié*, à Rouen.

GODQUIN. Loge *les Vrais amis de l'ordre*, à Avize; loge et chapitre *la Trinité*, à Dunkerque.

GONTIÉ. Loge et chapitre *l'Aménité*, au Havre; chapitre *les Disciples de Salomon*, à Marseille.

GUANTELAT. Chapitre *les Amis triomphants*, et loge *les Disciples écossais du héros de l'humanité*, à Paris.

HELLIN. Loges *Arts et commerce*, au Mans, et *la Parfaite réunion*, à Saint-Esprit-lès-Bayonne; chapitre *la Concorde*, à Sens.

HODIESNE. Loges *les Vrais amis réunis*, à Bédarieux, et *la Persévérance*, à Vienne (Isère).

LALLIER. Loge *les Admirateurs de l'univers*, à Paris; chapitre *les Francs chevaliers de Saint-André d'Ecosse*, à Bordeaux; loge *la Réunion de la parfaite amitié*, à Pézénas.

LAURADOU. Loge et chapitre *Simplicité constance*, à Lyon.

LÉCOLLE. Loge *les Admirateurs de Monthyon*, et *l'Union philanthropique*, à Saint-Denis, et *la Persévérance*, à Angers.

LUCZOT. Loge et chapitre *Nature et philanthropie*, à Lorient; conseil *Paix et union*, à Nantes.

LOUVAIN-DESFONTAINES. Conseil et tribunal *la Fidélité*, à Lille.

MADAULE. Loges *les Amis de la vérité*, à Metz, et *la Frate harmonie*, à Poitiers.

MALLET. Loges *la Sincérité*, à Bordeaux, et *la Fraternité*, à Langon.

MARCHAL. Loge et chapitre *Saint-Jean de Jérusalem*, à Nancy.

MARTINET. Loge *la Française élue écossaise*, à Bordeaux; chapitre *la Parfaite sincérité*, à Marseille; loge *la Persévérance*, à Saumur.

MASSY. Loge *l'Etoile de la Charente*, à Angoulême; loge et conseil *la Constance*, à Toulouse.

MORAND. Loges *l'Amitié et fraternité*, à Dunkerque, *les Écossais*, à Marseille; *les Cœurs réunis*, à Toulouse.

MOUTIÉ. Chapitre et conseil *la Sincérité*, à Reims.

OLIVIER. Loges *la Fidélité*, à Alençon, et *les Amis réunis*, à Lille.

PAGS. Loge et chapitre *la Parfaite union*, à Saint-Louis (Sénégal).

PHILBERT. Loge et chapitre *le Val d'amour*, à Dôle.

PINET. Loge et chapitre *l'Asile du sage*, à Lyon.

RAGOT. Loge, chapitre et conseil *l'Union*, à Perpignan.

RAMEL. Loge et chapitre *la Fidélité*, à Lille; loge *l'Aigle francfortoise*, à Francfort-sur-le-Mein.

RAMON. Chapitre, conseil et consistoire *la Triple espérance*, à Port-Louis (île Maurice).

RAOUL. Chapitre *la Candeur*, à Bordeaux; loge et chapitre *la Parfaite union*, à Moissac.

REGNAULT. Loge *la Vraie réunion détrée*, à Gray; loge et chapitre *les Cœurs unis*, à Vesoul.

SICARD. Loges *la Réunion philanthropique*, à Longwy, et *la Consolante amitié*, à Sézanne.

SULLY-BRUNET. Loge et chapitre *l'Amitié*, à Saint-Denis (Bourbon).

TARDIEU. Loges *Paix et union*, à Nantes; *les Amis persévérants*, à Périgueux; *les Frères réunis*, à Strasbourg.

TARROUX père. Loges *la Triple unité*, à Alby; *Paix et parfaite union*, à Toulon; *les Arts inséparables*, à Rome (Afrique).

TARNOUX fils. Loges la *Parfaite amitié*, à Alby; les *Vrais amis réunis d'Égypte*, et les *Vrais amis des arts*, à Toulon.

TASKIN. Loges la *Réunion intime*, à Bernay; les *Inséparables*, à Marseille; la *Triple espérance*, à Port-Louis (île Maurice).

TRISSIER. Loges les *Amis de l'humanité*, à Givet, et les *Fidèles d'Hiram*, à Rueil.

TSOSS. Chapitre des *Gaules*, et loge les *Frères unis inséparables*, à Paris.

VAUSSIER. Chapitres la *Réunion des amis choisis*, à Béziers, et les *Arts réunis*, à Rouen; consistoire la *Réunion*, à Toulon.

VOURY. Chapitre la *Rose étoilée régénérée*, à Paris; conseil la *Réunion*, à Toulon.

RÉVISION DES STATUTS-GÉNÉRAUX.

Nous recevons de beaucoup de frères des départements et de Paris des lettres qui nous signalent les vices dont sont empreintes les principales dispositions des Statuts-généraux, et qui nous engagent à les indiquer et à les combattre dans notre feuille. Nous ne faillirons pas à ce devoir quand le moment en sera venu; mais nos correspondants comprendront qu'il faut pourvoir, avant tout, à une nécessité impérieuse et pressante : le renouvellement du personnel du Grand-Orient.

A quoi servirait, quant à présent, de montrer le mal à tant de frères qui ont des yeux, et qui ne veulent pas voir; qui ont des oreilles, et qui ne veulent pas entendre! Ce mal, ces frères le connaissent tout aussi bien que nous; mais il leur convient apparemment de le laisser subsister. Quels arguments si puissants triompheraient de leur mauvais vouloir, de leur amour de ce qu'ils appellent les *principes*? On se souvient de ce qui est arrivé lors de la révision de 1839. Alors, les meilleurs esprits s'étaient mis à l'œuvre; on avait ouvert des conférences dans les loges; de nombreux écrits avaient été publiés; orateurs et journalistes avaient proposé des réformes qui obviaient à tout, et dont l'application eût produit les plus heureux résultats. Qu'advint-il cependant? Loges, orateurs, journalistes, furent condamnés, interdits, réduits au silence; une minorité ardente et compacte maintint les abus existants. Ce qui s'est fait à cette époque se ferait encore aujourd'hui sans doute; car si la minorité dont nous parlons ne s'est pas perpétuée par tous ses membres, du moins règne-t-elle encore par toutes ses traditions.

Nous reconnaissons que beaucoup d'hommes de progrès sont entrés depuis deux ans dans le

Grand-Orient, et que souvent le poids de leurs votes a fait pencher la balance du côté de la raison; mais ce qui leur manque, c'est l'assiduité; et d'ailleurs, par l'effet d'une disposition *subreptice* des Statuts-généraux, ils ne sont, pour la plupart, convoqués qu'aux séances extraordinaires. Nous ne nous lasserons donc pas de le répéter, parce que c'est notre conviction intime, parce que c'est une vérité qui mérite qu'on s'en pénètre fortement : Tout ce qu'il y a de mauvais dans la constitution et dans les actes du Grand-Orient ne saurait disparaître que lorsque la composition de ce corps sera profondément modifiée.

OPINION DES MAÇONS

SUR LA JURISPRUDENCE DU GRAND-ORIENT EN
MATIÈRE DE PUBLICITÉ.

Nous avons rapporté que le journal maçonnique *Latomia*, qui paraît à Leipzig, parlant des poursuites dirigées par le Grand-Orient contre notre rédacteur en chef pour fait de publicité, disait que ces poursuites avaient excité en Allemagne, « autant de surprise que d'indignation ». L'éditeur d'un autre journal, le *Freemason's quarterly Review*, qui se publie à Londres, ne les juge pas avec autant de sévérité : il se borne à les qualifier de risibles (*laughable*).

Un membre d'une loge du midi de la France nous écrit : « Il paraît que le Grand-Orient, ennemi de tout progrès, du moins jusqu'à ce jour, cherche à entraver votre publication; et qu'il vous a traduit à sa barre, pour avoir osé faire ce qu'il fait lui-même; car son *Bulletin trimestriel* n'est autre chose qu'un journal. L'article des Statuts-généraux qui interdit l'impression en matière maçonnique est un de ceux qu'il importe d'en rayer formellement. Ce n'est pas au XIX^e siècle que l'on doit faire un mystère de ce qui se passe dans nos assemblées. D'ailleurs, est-il nécessaire qu'on l'imprime pour que les profanes le sachent tout aussi bien que nous? Les indiscretions des frères y pourvoient, certes, suffisamment; et je suis persuadé que nos sénateurs, si puritains, lorsqu'ils sont investis de leurs hautes attributions, s'humanisent sur ce point, comme de simples mortels, lorsqu'ils descendent de leurs chaises curules. Au surplus, quelle que soit la décision à intervenir du Grand-Orient, l'estime de vos frères sera pour vous toujours la même, et ils ne

cesseront pas d'applaudir à vos utiles efforts. Nous sommes habitués depuis long-temps à regarder de sang-froid les arrêts des membres du sénat maçonnique; nous savons par expérience qu'ils interprètent à leur gré les Statuts, et qu'ils n'ont aucune jurisprudence fixe. Attendez tout du temps... et du caprice : après vous avoir frappé d'ostracisme, qui sait! peut-être viendra-t-il un moment où le Grand-Orient vous tressera une couronne. »

Nous lisons dans une autre lettre : « Je ne veux pas examiner si le Grand-Orient a ou n'a pas le droit de s'opposer à l'impression des journaux et des autres écrits maçonniques, s'il est bien ou s'il est mal que l'on publie ce qui se fait et se dit dans les loges; ce sont là des questions de principes qui peuvent jusqu'à un certain point diviser les esprits. Mais je me demande si le Grand-Orient n'a pas tort d'empêcher que nous puissions la lumière là où elle nous apparaît, alors que lui-même ne veut pas ou ne peut pas nous la communiquer. Il serait vraiment curieux qu'un corps si éclairé fit ouvertement profession d'obscurantisme ! »

« Je ne suis pas étonné, dit un troisième correspondant, que le Grand-Orient s'oppose à ce que d'autres que lui publient et ses actes collectifs et les votes individuels de ses membres. Il est évident que si les loges étaient instruites par des organes indépendants de l'usage qu'il fait du pouvoir qu'elles lui ont confié, ce pouvoir ne tarderait pas à passer en d'autres mains. Pour ma part, je vous félicite et je félicite la maçonnerie française de la tâche courageuse que vous avez entreprise. J'ai la conviction que ce sera pour beaucoup de nos gouvernants un frein salutaire qui les retiendra sur la pente où ils se laissent entraîner si facilement, parce qu'ils ne rencontrent devant eux ni résistance, ni avertissements. Persévérez donc, quoi qu'il arrive, dans la voie où vous vous êtes engagé; le suffrage et l'appui des maçons zélés et instruits ne vous fera pas défaut, et comme ce sont ceux-là, en définitive, qui forment l'opinion et qui donnent le mouvement, vous ne sauriez manquer, avec leur aide, de parvenir à votre but, en dépit de toutes les oppositions et toutes les tracasseries qu'on pourra vous susciter. »

PROCÈS DE L'ORIENT.

Le Grand-Orient nous fait marcher de surprise en surprise; il ne s'agit pourtant pas encore d'un acte intelligent et largement fraternel, ce qui serait le meilleur moyen de nous surprendre, et surtout de nous surprendre le plus agréablement.

Samedi, 30 novembre, venait à l'ordre du jour l'affaire du frère Clavel, inculpé pour avoir publié *l'Orient* sans autorisation. Les colonnes étaient littéralement encombrées, et c'est la première fois que nous avons vu une telle affluence dans le temple du Grand-Orient.

L'assemblée s'est constituée en grand jury extraordinaire; et après qu'on a eu appelé trois fois le frère Clavel, qui, démissionnaire, ne pouvait et ne devait pas se présenter, le frère Cauchois a été désigné comme défenseur d'office.

Le frère de Saint-Jean, rapporteur, a lu un réquisitoire dans lequel il a cherché à prouver que le Grand-Orient devait procéder au jugement nonobstant la démission. Les articles 812 et 824, qui disent formellement que la démission éteint toutes poursuites, ne s'appliquent, à raison de leur ordre de numéros, qu'aux fautes disciplinaires commises dans le sein du Grand-Orient lui-même. La démission est en effet, d'après le rapporteur, une satisfaction, suffisante puisqu'elle met l'inculpé hors d'état de renouveler la faute; mais, lorsqu'il s'agit de délits maçonniques, la démission ne saurait désarmer les poursuites, surtout lorsque le délit est d'un ordre continu, comme dans le cas présent. Voilà le raisonnement du rapporteur dans toute sa force, ou plutôt dans toute sa faiblesse.

Le défenseur n'a pas eu de peine à démontrer qu'il n'y a plus de poursuites possibles après une démission, — légalement, parce que les articles 812 et 824 sont généraux, et la preuve c'est qu'ils prévoient des cas tout-à-fait en dehors du Grand-Orient et des délits même d'un ordre continu; — équitablement, parce qu'il est dans l'esprit généreux et bienveillant de la maçonnerie d'avoir inscrit dans la loi et laissé à la jurisprudence tous les moyens d'éviter la condamnation d'un frère. L'argumentation était serrée et irrésistible; mais il y avait quelque chose de plus serré, et par conséquent de plus irrésistible encore; c'étaient les rangs d'une opposition prévenue et hostile.

Après la clôture des débats et le résumé, le défenseur et les visiteurs ont couvert le temple, et

alors le président a voulu mettre aux voix la question de savoir si on passerait au vote immédiatement et sans délibération. Cette incroyable manière de procéder a soulevé des réclamations nombreuses. Le frère Altaroche a demandé la parole; et, comme le président la lui refusait, il l'a requise pour un rappel au règlement. Il n'est pas d'assemblée délibérante où l'on puisse refuser d'entendre un opinant à ce titre. Qu'importe! Le refus a été maintenu; et, après un tumulte effroyable, au milieu duquel le droit et le règlement, défendus par un grand nombre de frères, ont essayé de lutter contre l'opiniâtreté du président et les clameurs de la majorité, l'illégalité a été consommée. Quarante-quatre voix contre vingt-six ont décidé qu'il n'y aurait pas de délibération, au mépris de l'article 836, qui dit « qu'après la délibération, on passera au vote ».

Un incident non moins curieux a marqué le premier vote. Le frère Altaroche ayant réclamé la scrutin, il lui a été objecté par le président que, démissionnaire de la *Clément-Amitié*, n'appartenant à aucune autre loge, la qualité de député était suspendue en lui (1). Le frère Lefrançois, vénérable de la loge l'*Amitié*, a déclaré que le frère Altaroche venait d'être affilié à l'unanimité à cette loge, et le frère Fabre, député, a confirmé le fait. Alors l'objection a porté sur ce que le frère Altaroche n'a pas encore prêté son obligation devant l'*Amitié*. On a répondu que ce frère ayant déjà prêté l'obligation de député, cette formalité, dont l'accomplissement dépend uniquement de lui, ne saurait être rigoureusement nécessaire. La discussion menaçant de se prolonger, le frère Altaroche a demandé la parole et a déclaré que, pour ne pas laisser continuer un débat si mesquin, il faut même dire si misérable, il aimait mieux s'abstenir par respect pour la dignité du Grand-Orient.

Et le frère n'a pas pris part au vote. Or, il est bon d'ajouter qu'on n'a pas élevé la moindre objection contre certains frères qui se trouvaient dans des cas analogues, pas même contre le frère Juge, qui s'est démis sans réserve de *tous ses grades et titres*, et dont la démission a été acceptée, sur les conclusions du frère Desanlis, orateur. Il est vrai que le frère Juge a retiré plus tard cette démission; mais le Grand-Orient ne l'a fait

rétablir sur l'Annuaire qu'en sa qualité inaliénable de trente-troisième; et pourtant il assistait à la séance comme député. Cette différence tient-elle à ce que la qualité de député est éteinte en lui, et non pas seulement suspendue?

On a passé au vote *sans délibération*; et, sur les conclusions du frère orateur, la question préjudicielle a été repoussée par quarante-trois voix contre vingt-sept.

Alors un grand nombre de membres de la minorité se sont retirés du temple; et, quelques minutes après, ils sont rentrés ayant à leur tête le frère Bugnot, qui a demandé la parole pour lire une protestation qui venait d'être rédigée et signée contre cette inqualifiable procédure. La parole lui a été retirée, comme de coutume, par le bâillon.... nous voulons dire par le maillet du président; et, malgré les réclamations énergiques du frère Pagnerre, qui a été rarement mieux inspiré que dans les sévères paroles qu'il a fait entendre à la majorité, le frère Bugnot a dû se borner à déposer le document sur l'autel du président.

Nous avons reçu communication de cette pièce, et nous croyons devoir en reproduire le texte.

« Vu l'article 836,

« Attendu qu'après la clôture des débats, la délibération secrète est de droit entre les juges; que chacun d'eux est appelé, dans les questions préjudicielles comme dans les questions de fond, à exprimer oralement son opinion, et à en déduire les motifs, et que c'est seulement après cette délibération que le vote a lieu, soit par assis et levé, soit au scrutin secret;

« Attendu que le principe protecteur est de l'essence de toutes les juridictions, qu'il est inscrit dans tous les codes, et qu'il est formellement consacré par les Statuts-généraux;

« Attendu que si la majorité a le droit de clore la délibération entamée, elle ne pourrait avoir le droit d'empêcher de l'ouvrir, parce que cette délibération est la garantie de la minorité, garantie consacrée par la loi;

« Attendu que la délibération prescrite n'a pas même été ouverte, et que ce fait constitue une nullité radicale;

« Les soussignés déclarent protester contre la décision prise pour l'exception posée au nom du frère Clavel, d'après les articles 812 et 824;

« Et déclarent aussi s'abstenir de connaître d'une poursuite déjà entachée de nullité. »

La protestation a reçu immédiatement les si-

(1) Il est assez singulier que l'objection soit venue d'un frère qui, lui-même, n'appartient à aucune loge! Consultez à cet égard le *comput* particulier des officiers du Grand-Orient, page 42.

signatures de seize officiers ou députés du Grand-Orient. Les nombreux visiteurs, qui attendaient dans la salle des Pas-Perdus, exprimaient hautement leurs sympathies, et des adhésions sont parvenues depuis. Nous ferons connaître dans le prochain numéro les noms de tous les signataires.

Dans l'intervalle et en l'absence des frères qui protestaient, la question d'ajournement, soulevée par le défenseur, avait été repoussée, même sans être mise aux voix, et le frère Clavel avait été déclaré coupable et condamné à l'exclusion perpétuelle par trente-trois voix contre quatorze.

Le temps nous manque aujourd'hui pour apprécier comme il convient cette condamnation. Pour la faire juger, il suffit de la résumer : en France, en 1844, un maçon est exclu à perpétuité pour le seul fait d'avoir publié un journal. Cela dit tout.

A quoi bon ajouter que cet arrêt est prononcé en vertu d'un article qui n'a jamais été appliqué, et que les condamnateurs avaient tous publié eux-mêmes, ou assisté, ou approuvé d'autres journaux ! Après tout, la condamnation n'est pas plus sérieuse ici que la pénalité. Aux illégalités du fond viennent se joindre les illégalités de la forme ; et cet arrêt, nul parce qu'il frappe un démissionnaire, est nul aussi parce qu'il a été rendu sans délibération. Ainsi, jugement dépourvu de légalité et peine dépourvue de sanction, voilà toute cette pauvre affaire.

Nous aimons mieux, sans nous occuper davantage de ce ridicule procès, en prendre texte pour rappeler aux maçons que le Grand-Orient, institution qui a tous nos respects et toute notre sympathie, voit sa dignité compromise par la composition inintelligente que lui laisse l'incurie, l'apathie ou l'esprit de routine des loges. Qu'elles se réveillent enfin, qu'elles voient le mal et le remède, et que, par l'exercice de leurs droits légaux, elles modifient une majorité honorable sans doute, quant aux hommes, mais trop notoirement insuffisante, quant aux lumières. Nous tenons, comme maçons dévoués, à ce que le Grand-Orient soit partout respecté, et voilà pourquoi nous voudrions qu'il fût composé de manière à se respecter toujours lui-même.

EFFET DE LA CONDAMNATION DE L'ORIENT.

Nous n'avons pas besoin de dire que la décision du Grand-Orient ne saurait influer en rien sur l'existence de notre feuille. Ce coup d'état n'a fait que rallier plus étroitement autour de cette publication les honorables et nombreuses sym-

pathies qui l'avaient accueillie dès son début. A notre époque, la pensée doit sortir victorieuse de toutes les luttes, et l'intelligence ne saurait être vaincue par la matière.

APPRÉCIATION DE L'ARRÊT DU GRAND-ORIENT.

Un visiteur disait en sortant de la séance du 30 novembre : « Le procès de l'Orient vient d'être jugé par une majorité qui avait un bandeau sur les yeux, et une minorité qui avait un bâillon sur la bouche. »

AFFAIRE DE LA CLÉMENTE-AMITIÉ.

La chambre symbolique a vidé, dans sa tenue du 5 novembre, le procès intenté à la loge la *Clément-Amitié*, à son vénérable et à son député. Le dénouement a été non moins inattendu que la poursuite.

Nos lecteurs savent qu'après avoir adopté, à l'unanimité, un projet de modifications à introduire dans les Statuts-généraux, l'atelier avait décidé, unanimement aussi, que ce projet serait communiqué à toutes les loges de la correspondance, et qu'un comité de rédaction serait composé par le vénérable, pour répondre aux observations qui pourraient être transmises par suite de cet envoi. Conformément à cette décision, le comité de rédaction fut institué, et l'arrêté adressé à toutes les loges, avec une circulaire, œuvre personnelle du frère Clavel, vénérable, et du frère Pagnerre, député, mais qui n'était que le résumé fidèle, bien que l'expression fût un peu affaiblie, des débats qui avaient précédé l'adoption du projet.

Cet acte de la *Clément-Amitié* émut les susceptibilités du Grand-Orient ; la chambre symbolique ordonna une enquête, nomma trois commissaires, et cita la loge à comparaître par ses représentants expressément délégués, ainsi que le vénérable et le député personnellement, pour entendre le rapport. Ce rapport concluait :

1° A la mise en accusation de la loge la *Clément-Amitié*, pour avoir excédé ses pouvoirs en donnant mandat à son vénérable de créer un comité de correspondance et de rédaction, et d'adresser une communication à tous les ateliers ;

2° A la mise en accusation des frères Clavel et

Pagnerre, pour avoir excédé ce mandat en rédigeant la circulaire;

3^o A la suspension de la loge pendant deux mois, du frère Pagnerre pendant trois mois, et du frère Clavel pendant six mois.

Dans l'intervalle, éclatèrent les fâcheuses dissensions qui ont divisé la *Clément-Amitié*, et que nous avons fait connaître à nos lecteurs. D'anciens membres de la loge, qui s'étaient montrés jusqu'alors les ennemis du Grand-Orient, et dont les nouveaux membres avaient dû plus d'une fois tempérer et combattre l'hostilité, s'empressèrent d'abriter leurs rancunes derrière la poursuite ordonnée par la chambre symbolique. De là les indignes procédés multipliés contre le vénérable, les lettres outrageantes, les publications calomnieuses, et finalement la mise en prévention par le comité de la loge (composée presque exclusivement de ces anciens membres) et la suspension provisoire des frères Clavel et Pagnerre, mesure inique qui fut immédiatement suivie de la démission de vingt-quatre frères, motivée sur le mépris flagrant et continu de toutes les formes légales et de tous les devoirs de la fraternité.

La faction des anciens membres, livrée ainsi à elle-même, désavoua la création du comité de correspondance, désavoua la circulaire, désavoua le vénérable et le député, ce qui était tout simplement désavouer la loge, et elle nomma, pour représenter l'atelier disloqué devant la chambre symbolique, trois commissaires qui furent chargés d'apporter aux juges tous ces désaveux.

Le frère Clavel avait, quelques jours auparavant, donné sa démission par deux lettres adressées au Grand-Orient, démission qui, d'après les articles 812 et 824 des Statuts-généraux, éteint de droit toute accusation et fait cesser toute poursuite.

La cause se présentait en cet état le 5 novembre.

Le président, après avoir constaté la présence — des frères Bailleul et Caigné, commissaires de la loge (le frère Juge, troisième commissaire, ne s'est pas présenté), — du frère Altaroche, fondé de pouvoirs du frère Pagnerre, absent, — et l'absence du frère Clavel, démissionnaire, a déclaré les débats ouverts.

Le frère Altaroche a demandé la parole, et a lu un exposé signé du frère Pagnerre, déclarant :

1^o Qu'il pourrait décliner la compétence de la chambre symbolique à l'égard des officiers du Grand-Orient, compétence qui n'est inscrite nulle

part dans les Statuts, et qui est repoussée par le principe général qui veut que le pouvoir seul dont émane un mandat puisse toucher à ce mandat ; ce serait donc au Grand-Orient seul qu'il appartiendrait de juger un de ses officiers ; mais le frère Pagnerre ne prend pas de conclusion formelle à cet égard, et préfère laisser ce moyen préjudiciel à l'appréciation spontanée des membres de la chambre symbolique, officiers comme lui, et comme lui gardiens des prérogatives de ce titre ;

2^o Qu'il demande que sa cause soit distincte de celle de la loge ; les libelles publiés, la suspension prononcée et le nom des commissaires choisis, par le résidu de la loge, parmi les membres qui avaient pris la part la plus vive à ces condamnables intrigues, annoncent un système de défense qui pourrait l'exposer, lui accusé, à manquer de modération, ou le forcer, après avoir trouvé des accusateurs en ses co-prévenus, à les accuser aussi pour se défendre.

Une opposition s'étant manifestée, le frère Altaroche a succinctement démontré le bien fondé de la demande en disjonction.

La chambre, après une assez longue délibération secrète, a refusé la disjonction. Le frère Altaroche a sur-le-champ déclaré qu'il s'abstenait sous toutes réserves.

La parole a été alors donnée aux représentants de la *Clément-Amitié*. Le frère Caigné a lu une sorte de mémoire où est niée toute participation de la loge aux actes incriminés. C'est à tort, suivant ces frères, que les commissaires de la chambre symbolique ont trouvé dans les procès-verbaux la preuve d'un mandat donné par l'atelier ; tout le mal a été fait par les frères Clavel, vénérable, et Pagnerre, député. Voilà les seuls, voilà les vrais coupables, et nous le leur avons fait voir en les accusant et en les suspendant. Quant à la loge, ou plutôt à la fraction qui en reste, à cette fraction blanchie par l'âge, elle est vierge de tout péché ; le jour n'est pas plus pur que le fond de son scrutin, et ce serait une poignante injustice de condamner à deux mois de suspension une innocence si cruellement mécon nue, etc., etc.!!!

« Songez, mes frères, a pathétiquement ajouté le frère Bailleul, que, si vous suspendiez la loge pendant deux mois, vous frapperiez en même temps le chapitre, qui pourtant est aussi un grand innocent. »

La chambre a passé dans la salle de ses délibérations, et après une heure de débat intérieur,

elle est rentrée pour prononcer un arrêt par lequel :

- 1^o La loge *la Clément-Amitié* est démolie ;
- 2^o Le frère Pagnerre, en sa qualité d'officier, est renvoyé devant le Grand-Orient ;
- 3^o Le frère Clavel est condamné à six mois de suspension.

Cette décision a produit l'impression la plus vive sur les nombreux frères que l'intérêt de la cause avait retenus dans le temple malgré l'heure avancée.

La chambre symbolique a sagement agi en déclarant son incompétence en ce qui concerne le frère Pagnerre. Séparer, comme elle l'avait essayé dans son arrêt de renvoi, le membre de la loge de l'officier du Grand-Orient, c'était faire une distinction subtile et mal fondée. Elle est impossible d'ailleurs, puisque les deux titres résident dans la même personne et que l'un est la base de l'autre.

Quant au frère Clavel, l'arrêt n'étant pas motivé, nous ne comprenons point sur quelle raison la chambre symbolique a pu s'appuyer pour frapper, malgré le texte formel de la loi, un frère démissionnaire. La démission, c'est la mort maçonnique, et la chambre a jugé et condamné un cadavre.

Cette question, du reste, sera spécialement débattue ; ce ne peut être là qu'une solution provisoire.

Mais de la condamnation sévère prononcée contre *la Clément-Amitié*, condamnation dont nous pourrions contester ailleurs la parfaite légitimité, ressort, quant à présent, une grande leçon. Lorsqu'il s'est agi de réprimer un acte qu'ils considéraient à tort, selon nous, mais fort consciencieusement, comme une infraction aux Statuts, les commissaires de la chambre symbolique, alors que la direction de l'atelier était aux mains de ceux qui se déclaraient les auteurs de l'acte, avaient requis deux mois de suspension. Aujourd'hui que, par la démission de vingt-quatre membres, la loge appartient aux frères qui se sont fait de la réprobation de la mesure un moyen de satisfaire leurs haines, et après un plaidoyer désavouant le mandat et la manière dont il a été accompli, ce que la chambre symbolique prononce, c'est la démolition de l'atelier. De cette différence, il n'y a qu'une interprétation possible, et cette interprétation est honorable, sinon pour l'esprit de tolérance et de légalité, au moins pour le tact de la chambre symbolique.

En face d'une loge compacte, unie, si la cham-

bre pouvait penser qu'il y avait eu erreur, faute même, elle devait penser aussi qu'on s'était loyalement trompé ; mais lorsqu'a passé sous ses yeux le déplorable spectacle de cette suspension prononcée par une fraction de la loge contre un vénérable et un député accusés avec la loge devant le sénat maçonnique, — de cette dénégation, il vaudrait mieux dire de cette désertion, d'un acte qu'on n'a répudié que depuis qu'il a offert, par l'incrimination, une pâture à des haines anti-maçonniques, — de ces intrigues sourdes qui ont amené la retraite de vingt-quatre frères, — enfin de ces protestations de déférence hypocrite émanant de gens qui, toujours hostiles au Grand-Orient, ne se sont épris d'un soudain respect pour lui qu'à l'heure où ils ont espéré en faire l'instrument docile de leurs vengeances, — à l'aspect de cette misérable cabale qui a produit de si tristes résultats, la chambre symbolique a été impressionnée sans doute d'une manière plus vive, et elle a prononcé la peine la plus rigoureuse. Cette démolition de *la Clément-Amitié*, en de pareilles circonstances, et rapprochée des conclusions du rapport, tourne à l'honneur des frères qui ont quitté l'atelier et à la confusion de ceux qui y sont restés.

Imprudents qui n'ont pas compris que, plus ils se faisaient plats, plus ils offraient de surface et de prise à l'action pénale !

POST-SCRIPTUM.

L'article qui précède a été rédigé sous l'impression immédiate des faits qui venaient de s'accomplir. Depuis, les choses ont changé de face, la décision prise a été rapportée ; de nouveaux juges, agissant sous de nouvelles influences, ont prononcé un nouvel arrêt : *la Clément-Amitié*, sur l'appel qu'elle avait interjeté, le 20 novembre, devant la chambre de conseil, a été relevée de sa démolition et condamnée seulement à une suspension de deux mois, qui expireront le 5 janvier prochain.

Il n'a pas dépendu du frère Juge, principal défenseur de la loge, que le jugement attaqué ne fût maintenu. Il ne s'est pas borné à rejeter la responsabilité des griefs du Grand-Orient contre l'atelier qu'il représentait sur les frères Clavel et Pagnerre, suivant lui, les seuls coupables ; il a incriminé le Grand-Orient lui-même, et lui a reproché en termes acerbes de nombreuses infractions aux Statuts-généraux. Interrompu au milieu de son discours, et mis en demeure de retirer des

expressions blessantes, il a répliqué que la défense qu'il lisait ayant été arrêtée en loge, il ne lui appartenait d'en rien retrancher, d'y rien modifier, et que d'ailleurs il avait des ordres absolus à cet égard. L'assemblée l'a laissé continuer. Mais à peine avait-il cessé de parler que le frère Bailleul, autre défenseur, a demandé à être entendu à son tour. Il a déclaré que les ordres dont excipait le frère Juge n'avaient pas été donnés, et qu'au contraire, la loge avait autorisé ses défenseurs à supprimer de leur plaidoyer tout ce qui pourrait exciter les susceptibilités de la chambre de conseil. Ici s'est passée une scène dont nous nous abstiendrons de rapporter les détails. Les démentis les plus formels ont été échangés entre ces deux frères, et le Grand-Orient a pu apprécier la vérité des allégations qui présentaient les frères Clavel et Pagnerre et leurs amis comme étant venus troubler la bonne harmonie et les sentiments fraternels qui n'avaient cessé de régner entre les anciens membres de la *Clément-Amitié* jusqu'au moment de leur admission. La même scène s'est reproduite plus violente encore après le prononcé de l'arrêt.

La première condamnation était évidemment trop rigoureuse; la peine n'était pas proportionnée au délit. Elle frappait la loge, non pas pour la faute qui lui était actuellement imputée, mais pour tous les actes antérieurs qu'elle avait pu accomplir, pour l'hostilité qu'elle avait pu manifester depuis vingt ans contre le Grand-Orient. La chambre symbolique, en supposant qu'elle fût fondée à se montrer si sévère, avait fait, à proprement parler, de la justice rétrospective. Nous ne venons donc point blâmer, quant au fond, la résolution de la chambre de conseil et d'appel; mais nous ne pouvons nous dispenser de signaler les vices de forme qui ont entaché sa délibération.

Ceux de ses membres qui déjà font partie de la chambre symbolique, ceux du moins qui avaient pris part au premier jugement, ont eu le bon esprit de se récuser eux-mêmes. Il devait en être ainsi des autres membres, qui, appartenant à la loge inculpée, avaient un intérêt direct dans la cause. Cependant le frère Desanlis, qui se trouvait dans ce cas exceptionnel, non-seulement a refusé de s'abstenir, mais encore a revendiqué résolument l'exercice de ses fonctions de président de la chambre. Vainement plusieurs frères, notamment les frères Elie Boisdon et Bugnot, ont-ils réclamé avec chaleur contre une si flagrante irrégularité, le frère Desanlis leur a retiré la parole,

les a réduits au silence, et a dirigé les débats et la discussion intérieure relative à la culpabilité et à l'application de la peine. A ces illégalités sont venues s'en joindre d'autres encore. Lorsque les juges sont passés dans la salle des délibérations, tous les membres de la chambre, ceux qui avaient siégé, ceux qui s'étaient récusés, sont entrés pêle-mêle, et de nouveaux débats se sont ouverts sur le fond même de la question.

Que conclure de tout ceci! Que la décision de la chambre de conseil fût-elle de tous points équitable et juste, elle manquerait de sanction, puisque les juges ne se seraient pas déterminés librement et d'après les seules inspirations de leur conscience.

DROIT MAÇONNIQUE.

LES ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE GRAND-ORIENT
DOIVENT-ELLES AVOIR LIEU A HUIS-CLOS!

Le 19 novembre, à la séance de la chambre symbolique, l'ordre du jour appelait les explications que le frère Peigné devait donner pour répondre au reproche d'avoir méconnu, le 18 septembre dernier, dans une tenue de la *Clément-Amitié*, « les pouvoirs donnés à une commission d'enquête, et excité les membres de cet atelier à ne pas reconnaître l'autorité de la chambre symbolique ».

Préjudiciellement, le frère Peigné, après avoir exprimé le regret de n'avoir point reçu copie de la partie du rapport qui concluait contre lui, demande quelle position la chambre entend lui faire. Si elle ne désire de lui que des *explications*, le frère déclare qu'il est tout prêt à les donner; mais si ce sont des *moyens de défense* qu'il est invité à présenter, d'après les termes de la planche du secrétariat, le frère Peigné dénie à la chambre symbolique le droit de le juger.

Sur la déclaration du président que la chambre ne lui demande que des explications, le frère Peigné, toujours sous le mérite de ses réserves, expose qu'à la tenue de la *Clément-Amitié*, où il assistait comme visiteur, il a cru devoir prendre la parole : 1^o pour demander en vertu de quelle disposition des Statuts on enjoignait aux visiteurs de couvrir le temple; 2^o pour réclamer contre l'exercice du mandat des commissaires-enquêteurs, alors que ce mandat n'avait point encore été produit.

Sur le premier point, le frère Peigné, invoquant les souvenirs et le témoignage des frères commissaires eux-mêmes, dit que, dirigeant les travaux d'un atelier (*l'Athénée des Etrangers*), et se trouvant dans le cas de recevoir, au premier jour, la visite de commissaires inspecteurs, il s'est borné à demander, pour son instruction personnelle, si ces frères commissaires ont le droit d'exiger le huis-clos, et si le vénérable, quand les travaux sont ouverts et que la loge n'est point réunie en conseil de famille, peut ordonner aux visiteurs de couvrir le temple. — Aucun des 867 articles des Statuts, dit le frère Peigné, ne donne ce pouvoir au vénérable ; l'article 320, le seul qui se rapporte à l'espèce, dit au contraire : « Tout maçon régulier est admis de droit dans un atelier dont il n'est pas membre, pourvu qu'il possède le grade auquel travaille cet atelier. — Il doit couvrir le temple si les travaux sont ensuite ouverts à un grade supérieur au sien, ou si l'atelier se réunit en conseil de famille. » — Or, ajoute le frère Peigné, la loge travaillait au grade d'apprenti ; elle n'avait point déclaré vouloir, pour la circonstance, se réunir en conseil de famille : donc, les visiteurs me paraissent avoir le droit d'assister à la suite des travaux. — Voilà pour le premier point.

Quant au second fait qui lui est reproché par les frères commissaires, le frère Peigné explique que ces frères, après avoir fait annoncer qu'ils se trouvaient dans les parvis, avaient été immédiatement introduits avec le cérémonial usité ; qu'ils avaient pris place à l'orient, aux côtés du vénérable, et que, sur-le-champ, ils avaient invité celui-ci à faire sortir les visiteurs.

« A l'appui de mes observations en faveur du droit des visiteurs, continue le frère Peigné, je demandai si les frères commissaires pouvaient commencer l'exercice de leur mandat avant que leur qualité eût été régulièrement constatée et reconnue ; que, jusqu'à l'accomplissement de cette formalité, ils n'avaient à nos yeux ni mandat ni caractère. Ce n'est pas ma faute si les frères commissaires ont vu dans mes paroles la négation de leur autorité. Comme vénérable et comme maçon, j'observe ponctuellement les Statuts dans toutes leurs dispositions : *dura lex, sed lex*. Le Grand-Orient a raison de tenir à ce qu'ils soient observés. mais cette obligation, imposée à tous les maçons, l'est, *a fortiori*, aux législateurs. Or, mes paroles, si mal comprises, n'avaient, je vous le déclare, d'autre objet que le rappel à l'article 416 des Statuts, lequel article dispose que chaque commis-

sion d'inspection est tenue de présenter ses pouvoirs avant son introduction dans l'atelier qu'elle va inspecter. Il est fâcheux que les frères commissaires aient oublié de se conformer à cette prescription. Ils l'ont remplie, dit-on, après la sortie des visiteurs : il était plus rationnel, il était indispensable qu'elle fût accomplie, même avant l'introduction des frères commissaires. J'ajouterai, en ce qui concerne le huis-clos exigé par eux, qu'ils devaient se contenter de faire connaître l'objet de leur venue, et d'inviter le vénérable à consulter la loge sur la convenance de ce huis-clos, qui aurait été décidé par la constitution en conseil de famille. — En définitive, je prie la chambre d'être assurée qu'il n'est aucunement entré dans mon esprit de méconnaître les pouvoirs donnés à sa commission d'enquête, ni d'exciter les membres de la *Clément-Amitié* à ne pas reconnaître l'autorité de la chambre symbolique. Les explications dans lesquelles je viens d'entrer ne lui laisseront, je l'espère, aucun doute à cet égard. »

La chambre se retire pour en délibérer. — Quand, un quart d'heure après, elle reprend séance, le président déclare au frère Peigné que la chambre est satisfaite de ses explications.

DOIT-ON FAIRE PARTICIPER LES FEMMES

à la connaissance des Mystères maçonniques ?

Le Freemason's quarterly review publie une lettre ayant pour but de réclamer l'admission des femmes à l'initiation maçonnique. Cette lettre est signée : *Une femme de franc-maçon*. Voici quelques-uns des principaux arguments présentés par cette dame en faveur des droits du beau sexe.

« Le feu lord Durham était d'avis qu'on ne pouvait, sans injustice, exclure les femmes de la jouissance des privilèges maçonniques, et il y avait tout lieu d'espérer qu'il emploierait son influence pour faire cesser l'ostracisme dont elles sont frappées. Sa mort a anéanti toutes ces espérances, et, depuis, la question n'a plus été remise sur le tapis. En parlant de l'exclusion lancée contre les femmes, dans les temps anciens, lord Durham faisait remarquer à ses frères qu'il existait une grande différence dans la position relative des deux sexes à cette époque, comparativement au siècle actuel. Il rappelait que les femmes devaient être nécessairement placées dans une condition inférieure, alors que la force physique ou l'habi-

leté à manier l'épée suffisait seule pour assurer la prééminence d'un homme sur un autre ; mais il se plaisait à reconnaître qu'aujourd'hui les femmes possèdent au même degré que les hommes les qualités qui rendent dignes d'être admis à la participation des bienfaits maçonniques, — c'est-à-dire la loyauté de caractère, l'aptitude à apprécier la science, sinon à la découvrir, la délicatesse de sentiments, le dévouement et la sincérité d'âme.

« Un ancien historien de 1646 raconte qu'à dater de l'époque où Elias Ashmole, l'un des derniers rose-croix d'Angleterre, devint franc-maçon, le caractère de la maçonnerie s'est graduellement modifié ; que les frères, au lieu de se livrer à des opérations actives, se sont bornés à disserter sur certaines doctrines et certaines théories abstraites. Dès lors, la nécessité d'exclure les femmes de l'Ordre a cessé d'exister ; les progrès de leur éducation et la position qu'elles ont conquise dans le monde moral ne permettent plus de les considérer comme des créatures inférieures. Depuis un siècle, la littérature de presque tous les peuples civilisés a surabondamment fourni des preuves de leur puissance intellectuelle, et aujourd'hui, que l'on reconnaît généralement combien est utile et importante l'influence des mères sur le caractère de leurs fils, n'est-il pas certainement à désirer qu'elles puissent être admises dans le temple où ces mêmes fils reçoivent, dit-on, de précieuses instructions ? On ne cesse de proclamer que la maçonnerie tend à purifier et à élever l'âme, que ses préceptes inculquent toutes les vertus, qu'un homme ne peut être bon maçon sans devenir, par cela même, meilleur mari, meilleur père, meilleur ami, meilleur citoyen ; puisque tels sont les fruits des doctrines qu'on leur enseigne, ne s'ensuit-il pas que, si on initiait les femmes à la connaissance de ces mêmes doctrines, elles deviendraient, elles aussi, meilleures épouses, meilleures mères, meilleures amies pour leur maris, et meilleures institutrices pour les jeunes citoyens que leur devoir est de guider dans les sentiers de la loyauté et de la vérité ?

« Qu'on ne croie pas que cette demande des femmes soit dictée par une vaine curiosité de pénétrer dans les mystères de la maçonnerie. Eh, mon Dieu ! ces mystères, rien ne leur serait plus facile que de les connaître, sans avoir besoin d'être admises à entrer dans l'intérieur du sanctuaire ; elles n'auraient, pour cela, qu'à user de l'ascendant qu'elles ont sur leurs maris, ou à profiter de

leurs dispositions expansives au sortir des libations d'un dîner maçonnique. De deux choses, l'une : ou l'on admet qu'elles sont instruites de ces mystères, et alors il faut reconnaître que, quoi qu'on en dise, les femmes sont capables de garder un secret, — ou elles ne le connaissent pas, et, dans ce cas, on doit leur rendre cette justice, qu'elles sont trop jalouses de l'honneur de leurs maris pour profiter des instants de faiblesse ou d'abandon, et les engager à violer un serment sacré. »

MOYEN DE PERPÉTUER ET DE FÉCONDER

LA MAISON DE SECOURS.

On sait comment la maison de secours s'est constituée : c'est une souscription qui a fait les premiers fonds. Mais qui dit souscription dit par cela même une chose qui n'a qu'un temps ; c'est un appel à l'enthousiasme : une souscription se fait par élan. Le cœur de l'homme, le cœur des hommes choisis, tels que ceux qui composent nos ateliers, tient comme en réserve des mouvements généreux qu'un mot d'honneur ou d'humanité met spontanément en dehors. En ces moments, il y a bonheur à donner, et le don peut aller jusqu'au sacrifice.

Mais, sur ces mouvements, et par cela même qu'ils sont, non pas un effort, mais une excitation qui ne saurait se reproduire chaque jour, peut-on baser une constitution financière ? l'enthousiasme peut-il avoir la permanence nécessaire pour soutenir une institution dont les besoins se renouvellent sans cesse et sont sans cesse augmentés ?

La réponse à ces questions est dans l'histoire même des trois premières années de la maison de secours.

Il faut bien le dire, dans la deuxième année les dons ont faibli, et s'ils se sont soutenus pendant la troisième, c'est qu'on a pu ajouter au chiffre de la recette le produit d'un bal. Or, ne doit-on pas conclure de là qu'en les fièvres généreuses, ni la danse, ne sauraient fonder pour l'avenir, et que c'était sur de plus solides appuis qu'il fallait poser les bases d'un établissement que l'on voulait perpétuer ?

Et cependant, à ce propos, quelques justes griefs que nous ayons contre le Grand-Orient, nous ne voulons point passer sous silence les efforts de cette autorité pour maintenir la maison de secours. Ses dons ont été augmentés en raison des

insuffisances qui se sont rencontrées. Afin de rétablir l'équilibre des recettes et des dépenses, le Grand-Orient, qui s'était d'abord imposé à 1,000 fr., s'est imposé à 1,500 fr. la seconde année. Nous le louerons donc de s'être fait des devoirs plus larges à mesure que de nouvelles lacunes financières se faisaient sentir.

Toutefois, si le sénat maçonnique a agrandi, en quelque sorte, le cercle de la générosité, cette générosité même n'est-elle pas une indication du mal ! Cela a été compris ainsi ; car, pour y porter remède, un arrêté a été pris sur les grades et sur les admissions à venir ; c'est-à-dire qu'un nouvel impôt a été créé au bénéfice de la charité.

Nous venons de louer le Grand-Orient du bien qu'il a fait ; nous avons aimé à trouver sous notre plume une de ces initiatives généreuses dont il a quelquefois donné l'exemple. Qu'il nous soit donc permis aussi de dire en passant quelles peuvent être les conséquences de l'arrêté relatif aux initiations.

Et d'abord, pour ne parler que des grades supérieurs, ne peut-on pas trouver que l'arrêté accoutume l'esprit à associer l'avancement à la pensée de vénalité ! Compter sur l'ambition des frères, non pas pour la gloire de la maçonnerie, mais pour le coffre-fort maçonnique, n'est-ce pas inviter presque à l'achat des honneurs ! Les hauts symboles de la hiérarchie, les mots sacrés révélés à mesure que l'on remonte l'échelle des grades, les signes extérieurs destinés à commander la vénération, ces vêtements suprêmes dont les couleurs doivent éclater aux regards comme la glorification accordée à la vertu, au dévouement, à la haute probité, au talent, à la charité, à la vétéranie active, seront-ils donc regardés comme un appoint aux difficiles heures de la comptabilité ! Soutenir ainsi l'hospice, n'est-ce pas ébranler l'atelier !

Sans entrer plus avant dans une pensée qui doit appartenir à un travail d'un autre ordre, hâtons-nous de dire que les circonstances pressaient le Grand-Orient ; que la maison de secours était menacée ; et qu'après une année heureuse, il eût été cruel de retirer la main qu'on avait fraternellement tendue à l'infortune et au malheur. Pour ne pas cesser d'être bienfaisants, on pensa moins à être législateurs : l'arrêté sur les admissions et sur les grades fut donc pris.

Or, en supposant que nos craintes soient sans fondement, et pour revenir au point de vue spécial de cet article, l'arrêté dont nous parlons ne porte que sur les maçons à venir en ce qui con-

cerne les candidats, que sur les maçons qui ont le zèle de l'avancement en ce qui concerne les frères déjà reçus. Ce n'est donc qu'une manière de casuel, un impôt sur le désir qui peut bien ne pas naître, un impôt sur l'ambition qui peut bien ne pas s'éveiller.

Le moindre inconvénient de cette mesure est d'avoir décrété la perception de l'inconnu.

Nous en apportons en preuve l'article unique inscrit au rapport qui a succédé à l'arrêté dont nous parlons : nous y trouvons 15 fr. pour droit de réception d'un frère admis par le Grand Collège des rites (1).

Tout ceci examiné, voilà notre utopie.

Nous la soumettons avec d'autant plus de confiance aux nombreux ateliers de la correspondance du Grand-Orient, que nous sommes seulement ici l'écho des pensées de plusieurs de nos plus dignes frères, vieilliss dans l'institution, ardents au bien, et que nous pourrions nommer les pères de l'église de la maçonnerie.

Le Grand-Orient de France a, sous son obédience, 282 loges (2) ; plusieurs de ces loges ont jusqu'à 200 membres. Mais nous n'admettons pas ce luxe de personnel qui jetterait nos calculs hors des voies vraies. Nous supposons 50 membres fervents par loges ; on ne peut pas supposer moins (3), et ici nous sommes dans le réel.

La multiplication de 282 par 50 donne 14,100.

Ces 14,100 membres, qui se divisent sur toutes les loges, seront nos imposés volontaires.

Nos imposés ! effaçons bien vite ce mot, qui dit plus que nous ne voulons dire ; et, au moment où nous venons de prendre parti contre un nouvel impôt, ne grevons pas plus qu'elle ne l'est la bourse de nos charitables aumôniers. Ne cherchons pas le bien en imposant de nouveaux sacrifices ; ne demandons pas une aumône nouvelle pour faire mieux que ce qui est ; mais faisons faire à l'aumône établie une évolution à laquelle on n'avait pas pensé.

Là est tout le problème.

Faire mieux et le faire au même prix, si cette

(1) Nous savons bien que le rapport de la quatrième année, publié depuis peu, porte ce chiffre à 97 fr. ; mais, quelle que soit la somme, elle ne sera jamais, nous le répétons, qu'un appoint.

(2) Dans ce nombre ne sont pas compris les ateliers des hauts grades.

(3) La moyenne des membres des loges de la Prusse, dont la statistique a été publiée l'an dernier, est de quatre-vingts.

expression peut nous être passée, voilà ce à quoi il nous faut parvenir.

Pour cela, nous supprimons tout-à-fait les collectes; et, afin de les remplacer, nous établissons une contribution, par mois ou par an, qui ne va pas plus loin que le chiffre ordinaire de ces mêmes collectes, qui n'est pas non plus cotée plus bas.

Nous avons douze tenues; nous les mettons chacune à 50 centimes, soit 6 fr. de capitation maçonnique par année.

Ici, et avant d'établir notre total, disons que nous ne faisons rien de nouveau, et que ce procédé est une importation d'outre-mer. En Angleterre, après de longues et patientes délibérations, sur lesquelles des lumières suffisantes ont été faites, on a définitivement supprimé les collectes pour adopter les cotisations annuelles. Ainsi, sans grever le maçon, on a eu un chiffre plus exact, sur lequel il a été possible de baser des calculs vrais et qui n'ont plus eu de variation à éprouver.

Comme cela se pratique dans un pays où la ferveur fraternelle peut être donnée en exemple, supprimons l'aumône flottante; fixons-la; fondons des choses stables, permanentes, je devrais dire maçonniques.

N'oublions pas que nous avons trouvé 14,100 membres à qui nous demandons à chacun 6 fr., avec lesquels nous multiplierons la somme de notre personnel,

Cette seconde opération nous donnera	14,100
multiplié par	6
Total.	84,600 fr.

Quatre-vingt-quatre mille six cents francs !

Voilà la maçonnerie française riche ! la voilà bienfaisante avec faste, voulons-nous dire ; avec elle, ce mot n'a pas d'autre signification.

Ainsi, parce qu'on n'aura pas laissé gaspiller les forces actives de l'atelier; parce qu'on aura enfin renoncé à la petite monnaie de la bienfaisance; parce qu'on n'aura pas dépensé, comme on le dit dans nos ménages, la fortune de la maison en argent de poche : voilà une puissante caisse fondée, des secours toujours prêts, toujours efficaces ! D'un bon mouvement du cœur, on aura fait une institution; d'une émotion généreuse qui apaisait à peine la douleur présente, on aura fondé l'avenir.

Cette somme de 84,600 francs est énorme, si nous mesurons tout ce qu'on a pu faire dans la maison de secours, pendant les trois premières

années, avec un total qui n'a pas atteint le chiffre de 14,000 francs.

Veut-on des détails ?

Un mobilier acheté, un loyer payé, sept lits toujours prêts, une administration toujours en éveil, une table toujours servie, des vêtements et du linge donnés, de l'argent accordé, des effets retirés du Mont-de-Piété, des voyages payés, des objets de travail fournis, du pain, de la viande, du bois, envoyés au dehors. Nous renonçons à particulariser tant de choses, que les rapports du Grand-Orient feront mieux connaître que nous ne le pourrions faire; mais un seul fait nous résume. Pendant la deuxième année, c'est-à-dire pendant l'année la moins fructueuse pour la recette, on a pu toutefois faire des dons extérieurs, acheter des meubles, accorder dans la maison centrale 331 jours de nourriture et donner 289 couchers.

Néanmoins, malgré tous les avantages de la mesure que nous proposons, et quoiqu'elle soit adoptée chez une nation, notre aînée peut-être en maçonnerie, plusieurs d'entre nos frères réclameront; on ôte ainsi quelque chose à l'élan de leur cœur. Habitues à prendre à leur collecte, au moment où la souffrance actuelle avertit leur compassion, ils trouveront quelque chose d'aride à cette aumône mise en comptabilité. La misère frappe à leur porte; ils veulent pouvoir dire à l'instant : Nous voilà ! Ils ne veulent pas qu'on étouffe, en quelque sorte, cette précieuse spontanéité qui n'attend point qu'un administrateur passe entre l'émotion et le secours. Eh bien ! nous avons aussi fait la part de ce sentiment louable : l'institution sera riche, et nous n'aurons pas fait taire le premier élan d'une religieuse générosité.

Les chiffres ont leur raison, avons-nous dit en commençant; ils ont aussi leur éloquence. Nous continuerons à examiner ce qu'on peut obtenir en les interrogeant, ou plutôt nous dirons à nos lecteurs de nous suivre et de nous dire ensuite si ce que leur imagination a pu rêver pour la maçonnerie et par la maçonnerie est plus brillant que ne peut le devenir la réalité.

Nous avons trouvé 84,100 francs; nous les divisons par cinquièmes.

Chaque cinquième nous donne 16,920 francs.

Nous accordons par année, à la maison de secours, deux cinquièmes, et nous trouvons pour elle un total de 33,840 francs.

Donc, avec ces deux cinquièmes, en un an, voilà notre secourable établissement doté presque du double de la somme qu'il a reçue dans

les trois années qui en ont suivi la fondation ; car, pour toute cette période, avec tous les dons qui ont été reçus, avec tous les enthousiasmes que la sollicitude du Grand-Orient a groupés autour d'une belle pensée, la recette définitive n'a produit qu'un total de 13,000 francs.

Ceci fait, nous ouvrons un crédit à toutes les loges de l'obédience ; et, pour satisfaire aux charités pressantes, nous accordons un autre cinquième, soit 16,920 francs.

Nous savons combien cette somme paraîtra peu considérable si nous la divisons entre les 282 loges ; mais c'est ici que l'arrêté du Grand-Orient sur les grades pourrait être matériellement utile en augmentant ce total, et que ce qui n'est qu'un chiffre amoindri, quand il s'agit de l'appliquer sur une grande échelle, peut devenir une somme efficace quand elle se circonscrit dans l'atelier.

Dans le roulement financier que nous avons proposé, après que notre hospice a acquis des revenus suffisants pour qu'il prenne un accroissement digne de nous, et qu'il devienne un établissement propre à réaliser de plus grandes choses, après que nous avons fait la part de l'aumône quotidienne, nous trouvons un excédant.

On n'a pas perdu de vue que nous avons divisé le produit de nos revenus en cinq cinquièmes.

Il reste donc deux cinquièmes, lesquels étant chacun de 16,920 fr., forment la somme de 33,810 fr.

Nous voilà au delà de la maison de secours ; mais tout se tient dans notre institution ; et quand nous avons fondé la bienfaisance permanente pour l'infortune, le malheur, la vieillesse, cherchons si nous ne pourrions pas fonder le travail pour la jeunesse et pour la force, qui, s'ils sont inactifs, sont encore plus l'infortune, encore plus le malheur.

Ce montant de nos deux cinquièmes, nous le gardons comme un fonds social ; nous en faisons le placement à 4 pour cent.

Soit donc d'abord.	33,810 fr.
Multipliés par cinq années. . . .	5
Total pour les cinq ans.	169,200 fr.

Nous faisons grâce à nos lecteurs de la supputation rigoureuse des intérêts composés ; mais ces cinq années et leurs simples intérêts, multipliés à chacun des placements de la somme mise en réserve, forment un total, lequel, sauf erreur, donne 169,504 fr.

Après ces calculs, dont on peut vérifier la jus-

tesse, que pourrions-nous ajouter de mieux que les propres réflexions de chacun !

Et maintenant, dirons-nous au Grand-Orient, dirons-nous à nos frères : Quand l'aumône avait été faite impuissante, vous pouvez la faire féconde, vous pourrez la grandir jusqu'aux proportions d'une institution ; quand vous le voudrez, vous pouvez fonder des ateliers de travail, coloniser, prêter libéralement et à petits intérêts, devenir religieusement banquiers et commanditaires, occuper des bras, créer des administrations où vos vieux maçons iront chercher des retraites, où vos jeunes intelligences pourront trouver des emplois ; vous pourrez enfin marcher avec le progrès et vous mêler efficacement au jeu social.

Et si l'on nous répondait que nous avons rêvé, nous répliquerions que nous avons rêvé la tête hors de l'oreiller, du moins, et qu'autour de nous de bien concluantes réalités se constituent avec de pareils rêves. Par exemple, pour ne pas sortir de la maçonnerie, et les yeux sur la carte géographique de l'Europe maçonne, voyez, dirions-nous, toutes ces institutions qui la signalent ! C'est l'Angleterre avec ses deux écoles des filles orphelines et des fils orphelins, son fonds royal de bienfaisance pour les maçons nécessiteux, son comité de charité, son asile pour la vieillesse. C'est la Prusse, elle aussi, avec ses écoles. A Leipzig, c'est une école dominicale de francs-maçons pour l'éducation des enfants pauvres ; c'est une caisse de secours pour les veuves ; c'est un comité pour l'enterrement des frères décédés dans l'indigence. C'est, à Rostock, un établissement au profit des veuves, une caisse de secours maçonniques, une école du dimanche. A Erlangen, c'est une institution élémentaire. A Dresde, ce sont plusieurs écoles publiques et gratuites pour les enfants indigents des deux sexes. C'est à Meiningen un séminaire normal pour l'éducation primaire. Mais l'Allemagne est si fervente ! mais l'Angleterre est si riche ! Eh bien ! que nos frères retiennent ceci : La pauvre Irlande a son école d'orphelins ; la petite contrée de Schleswig a sa maison de secours pour les femmes en couches ; Schweidnitz même, qui n'a pu constituer qu'une loge, a pourtant donné à la maçonnerie une école primaire et une école industrielle (1) ; et cela parce que partout on a été patient, persévérant, parce que partout on a

(1) Voir, pour les autres fondations maçonniques étrangères, l'*Histoire pittoresque de la franc-maçonnerie*, par le frère Clavel, pages 69 et 70.

su ce que valait l'accumulation du denier de la veuve, et qu'enfin, bien que ces mots paraissent un étrange contraste, partout on a su moraliser les capitaux. Aussi là, la maçonnerie compte parmi ses zéloteurs les rois et les peuples ; là, les princes la président ; là, pour conclure, il n'est pas un fait national auquel les populations ne la convoquent.

S'il nous a manqué ces hautes sanctions, s'il nous a manqué ces appuis de la famille en dehors, c'est que la maçonnerie française n'avait pu constituer encore quelques-unes de ces grandes choses qui donnent un corps aux pensées dont elle se préoccupe.

Notre maison de secours est la pierre d'attente d'un avenir que nous appelons de tous nos vœux, que nous servirons de tout notre zèle. A nos frères à nous seconder ; au Grand-Orient à nous prêter l'appui de ce qu'il a d'influence, de ce que ses mandements ont de force.

Un dernier mot. Notre maison de secours est notre ancre de salut : c'est le grand événement maçonnique de notre époque ; c'est la preuve au dehors de notre existence et de la valeur de nos actes. Nous étions charitables, et rien d'important ne témoignait de notre charité. Nos pensées étaient toutes tournées au bien, mais il manquait un fait permanent à notre pensée ; la maison de secours, nous l'avons dit déjà, est en quelque sorte le relief de notre institution. Que nos frères y pensent ; si, à de généreuses considérations, qui ne peuvent encore être appréciées au delà des murs de nos temples, des considérations d'un autre ordre doivent être ajoutées, il est temps que le monde extérieur soit averti combien la maçonnerie française est puissante pour le bien. Par l'indifférence qui se fait dans tous les cœurs, au milieu d'intérêts égoïstes, il est moral qu'on sache à quelque signe visible qu'il est des hommes dont la vie est consacrée à la plus-sainte des vertus. Si le précepte a dit : « Il faut que la main droite ignore ce qu'a fait la main gauche, » le précepte n'a parlé que des individus, car les institutions doivent battre des mains à leur propre charité ; car il ne faut pas que les institutions soient plus humbles que les nationalités. L'orgueil de nos bienfaits est notre devoir ; le silence sur eux serait notre faute. Il est temps qu'on ne dise plus dans le monde : A quoi bon la maçonnerie ? car c'est dans le monde que nous avons à chercher nos recrues. Vous êtes dans un pays avancé, fier et ardent, mais où l'habitude du sentiment et du respect s'en va chaque jour ;

il faut que ce que l'on dit dans nos ateliers, que ce que nos dignes frères y délibèrent, ait comme un vif rayonnement qui nous désigne à la vénération. Notre conviction est celle-ci : Nous ne sommes plus si nous ne sommes connus. L'arche des Israélites était sainte, mais elle avait sa nuée lumineuse qui marquait son chemin.

LES LOGES ALLEMANDES

ET LES MAÇONS ISRAËLITES.

Le dernier cahier du *Freemason's quarterly review* contient la lettre suivante, adressée à l'éditeur :

« Berlin, 25 juillet 1845.

« Cher monsieur et frère, vous savez sans doute que les loges de Prusse refusent non-seulement de recevoir les juifs dans la maçonnerie à cause de leur religion, mais encore qu'elles se font une loi de ne point les admettre même en qualité de simples visiteurs, lorsque par hasard des sectateurs du culte israélite viennent à passer ou à séjourner dans les endroits où existent des loges. Ce système absolu d'exclusion a donné lieu, ainsi que vous pouvez le penser, à de grandes discussions tant en dedans qu'en dehors des loges, et plusieurs de nos frères les plus distingués se sont prononcés pour l'admission des juifs. Comme c'est le moment, pour les grandes loges étrangères, de manifester leurs opinions, je prends la liberté de vous écrire relativement à cette question. Il est bon aussi, peut-être, de dire qu'il existe aujourd'hui en Prusse trois grandes loges qui ne sont aucunement liées entre elles ; le prince de Prusse est le protecteur de toutes les trois, mais il n'y a pas de réunion, par conséquent point de communauté et pas de sympathie et d'amitié. Une des trois grandes loges susdites, nommée *Royal-York à l'amitié*, trouve convenable de remanier et de renouveler ses lois tous les neuf ans. L'époque du renouvellement est maintenant arrivée, et le nouveau code doit être présenté le jour de la Saint-Jean 1845. Il serait donc extrêmement important pour la maçonnerie en général que la Grande-Loge d'Angleterre communiquât à la Mère-Loge *Royal-York* de Berlin son opinion sur la non-admission de nos frères juifs, particulièrement en ce qui concerne ceux d'Angleterre, qui ont toujours entendu professer la maxime que « la maçonnerie est universelle ». Autrement il faudrait qu'à l'avenir chaque maçon déclarât son opinion religieuse en se présentant à la porte d'une loge. Mais j'apprends que la grande loge de France (1) a déjà protesté contre un vote émi-

(1) L'auteur de la lettre entend parler du Suprême-Conseil de France, rite écossais ancien et accepté, et non du Grand-Orient de France, qui, saisi de divers côtés de la grave question des maçons juifs d'Allemagne, n'a pas jugé à propos jusqu'à présent de manifester son opinion sur ce sujet. (Note du rédacteur de l'*Orient*.)

nemment contraire à l'esprit maçonnique, et l'opinion des loges d'Angleterre est vivement préoccupée à ce sujet. Comme la Mère-Loge *Royal-York à l'amitié* possède un représentant de la maçonnerie anglaise dans ses assemblées, j'espère que votre grand-secrétaire sera chargé de lui transmettre, de la part du grand-maître, le vénérable comte de Zetland, des instructions sur ce point. J'ai la ferme confiance qu'enfin la Grande-Loge fera quelque chose de définitif à cet égard, d'autant mieux que la maçonnerie tend à devenir une question religieuse au lieu d'une question sociale, et que de là à y mêler la politique il n'y a qu'un pas. Vous me pardonnerez, j'en suis sûr, d'avoir eu recours à votre revue si influente et si répandue pour appeler l'attention des frères d'Angleterre sur un sujet si important.

« Agréez mes respectueuses et fraternelles salutations.

Signé : JOSEPH BEHREND. »

Dans notre numéro d'octobre (page 38), nous avons dit que la Grande-Loge d'Angleterre avait résolu de présenter une adresse de félicitations au prince Frédéric-Guillaume-Louis, protecteur des loges de la Prusse, qui se trouvait en ce moment à Londres, et qu'un maçon israélite, présent à la délibération, avait combattu cette mesure, à raison de la décision prise par le prince de maintenir l'exclusion prononcée par les loges prussiennes contre les sectateurs du culte mosaïque. Le *Freemason's quarterly review* donne sur cet incident les détails qu'on va lire :

« Le 4 septembre, l'assemblée de la Grande-Loge s'est occupée du vote d'une adresse au prince de Prusse, en qualité de protecteur de la maçonnerie dans ce royaume.

« Le frère Faudel s'est opposé au vote de cette adresse, en raison de l'exclusion dont les frères juifs sont frappés en Prusse.

« Le frère Hebler a déclaré qu'autrefois les choses avaient pu se passer ainsi dans ce pays, mais qu'à présent l'exclusion dont il s'agissait avait complètement cessé d'être mise en pratique.

« Le frère Brumster a confirmé cette assertion du frère Hebler.

« Le frère Faudel a répliqué que des lettres reçues le matin même étaient loin de s'accorder avec les assurances données par les frères préopinants.

« Le frère Brewster a dit qu'il n'appuierait l'adresse qu'à condition qu'elle contiendrait une allusion directe au sujet en question.

« Le frère Crucefix a résumé la discussion en ces termes : « Les loges prussiennes n'étant pas basées sur la glorieuse universalité du système de la création, c'est par suite de cette fâcheuse situation, plutôt que par sa faute personnelle, que le prince a persisté dans les errements suivis jusqu'à lui ; en conséquence, je suis d'avis qu'il est à désirer que l'adresse soit votée à l'unanimité. Au surplus, les frères qui ont prononcé des paroles si pleines de justice et de raison au sujet de la question subsidiaire ment soulevée, peuvent être assurés qu'il y a eu

« des manifestations suffisantes pour amener la réintégration des maçons juifs dans leurs droits et privilèges. »

« L'adresse a été ensuite votée à l'unanimité. »

CÉRÉMONIES MAÇONNIQUES.

ADOPTION DE LOUVETEAUX.

Le 8 septembre 1844, la loge *l'Auguste-Amitié*, à Condom, a procédé, sous la présidence du frère Daulhième, son vénérable, à une intéressante cérémonie, celle de l'adoption de plusieurs louveteaux, fils de membres de l'atelier.

Rien n'avait été négligé pour donner de l'éclat à cette solennité maçonnique. Le temple avait été décoré avec autant de goût que d'élégance. L'Orient était tapissé de draperies blanches, sans autre ornement. A la place de *l'étoile flamboyante*, était suspendue une couronne de verdure et de fleurs. Partant du centre de la couronne et venant se confondre, à droite et à gauche, avec les dentelures de la *houpe* qui s'étend de l'orient à l'occident en faisant le tour des colonnes, un double rang de guirlandes formait, au milieu du temple, un berceau de feuillage. Sous cette voûte verte et fleurie, était disposée une estrade destinée à recevoir les louveteaux au maillot. En avant de l'estrade, et faisant face à l'orient, avaient été préparés deux rangs de sièges en amphithéâtre pour les louveteaux les plus âgés. Au milieu de la couronne brûlaient trois étoiles, disposées en triangle et correspondant au *Jéhovah* placé dans le vide du triangle lumineux qui brille au-dessus de l'autel. Les guirlandes formant le berceau de feuillage étaient ornées, de distance en distance, d'étoiles dont la disposition figurait autant de triangles de feu, et le pavé du temple était parsemé d'une abondante jonchée de branches d'ifs et de feuilles d'acacias.

Le moment venu, les travaux furent ouverts suivant les rites mystérieux, et le vénérable exposa en quelques mots l'objet de la réunion.

« La solennité qui nous réunit aujourd'hui, dit-il, est une des plus éminemment conformes au but et à l'esprit de notre institution.

« Ce n'est pas seulement un vain cérémonial destiné à donner un vain titre à de faibles enfants encore incapables de rien discerner, de rien voir, de rien entendre. C'est donc bien moins pour les enfants eux-mêmes que pour leurs pères que le baptême maçonnique me paraît avoir été institué ; le baptême dont nous retrouvons la formule dans des ouvrages imprimés sur la franc-maçonnerie, et que je regrette profon-

dément de ne pas voir figurer au nombre des fêtes et des cérémonies prescrites par nos statuts et nos règlements.

« Et ne vous semble-t-il pas en effet, comme à moi, mes frères, que la cérémonie du baptême maçonnique à conférer à nos enfants nouveaux-nés devrait occuper une des premières places dans notre rituel, puisque c'est une occasion pour chaque père de renouveler ses propres serments ; puisque chaque père, en inoculant ainsi, par anticipation, à chacun de ses enfants, le caractère de maçon, s'oblige, par cela même, à l'élever dans les principes de la franc-maçonnerie, et à inculquer dans son jeune cœur, avec les sentiments d'égalité et de fraternité, base de notre loi, l'habitude de la bienfaisance, l'amour des beaux-arts et la pratique de toutes les vertus ? »

Son allocution achevée, le vénérable fut averti que les louveteaux, au nombre de onze, venaient d'arriver dans les parvis sous la conduite de leurs mères. Alors il invita les deux surveillants, qui devaient remplir l'office de parrains, à confier momentanément leurs maillets aux frères chargés de les remplacer dans l'ordre hiérarchique ; puis il désigna trois frères pour aller recevoir les louveteaux dans la salle des Pas-Perdus. Ces frères, les surveillants et les maîtres des cérémonies, s'empressèrent d'aller accomplir leur mission, et rentrèrent bientôt dans le temple dans l'ordre suivant : un maître des cérémonies ouvrait la marche, immédiatement suivi d'un frère portant un candélabre à trois branches surmontées de trois étoiles ; de front s'avançaient ensuite deux frères portant des coussins de couleur bleue, sur lesquels reposaient deux des louveteaux ; enfin venaient les neuf autres enfants et les deux parrains, qui fermaient la marche. Le cortège s'arrêta entre les deux colonnes, et, les frères debout et à l'ordre, un des pères, au nom de tous, adressa un remerciement à la loge, et exprima l'espérance que les louveteaux, constamment placés sous les yeux des membres de l'atelier, sauraient se rendre dignes de leur affection et profiter de leurs leçons et de leurs exemples.

« Puissent, ajouta-t-il, toutes les loges de la correspondance, à votre imitation, faire des Initiés qu'elles pourront façonner dès leur plus tendre jeunesse à la pratique de toutes les vertus ! »

— Le vénérable répondit :

« Oui, la loge est heureuse et fière de pouvoir adopter comme ses enfants les enfants de ses frères ! C'est avec joie que chacun de nous accepte les nouvelles obligations que cette adoption lui impose, et s'engage de nouveau à édifier le monde profane par sa conduite et par ses exemples. Car ce n'est que par l'autorité de l'exemple que nous devons diriger le développement de ces jeunes intelligences et les amener insensiblement à connaître, à aimer, à pratiquer notre loi ; loi

douce et sainte de la fraternité qui nous relie tous dans un même amour ; noble et sublime loi de l'égalité qui, n'abandonnant rien au hasard, n'admet d'autre distinction et d'autre supériorité que celles du plus digne et du plus vertueux ! »

On conduisit alors les louveteaux à la place qui leur avait été préparée. Le vénérable répandit des parfums dans des vases qui lui furent présentés par le maître des cérémonies. « L'encens brûla dans les cassolettes déposées au pied de l'autel ; et, à voir toutes ces têtes d'enfants, fraîches et épanouies, au milieu du nuage odorant qui s'élevait des cassolettes d'encens et des vases de parfums, on eût dit d'un groupe gracieux d'anges et de chérubins. » En cet instant, le temple présentait le coup d'œil le plus touchant, et tout semblait inviter au recueillement et à la prière. Le vénérable adressa une invocation au grand architecte des mondes.

« Dieu puissant et fort, dit-il, protège ces frères créatures ; soutiens à leur entrée dans la vie leurs pas faibles et incertains ! Aide-nous à éloigner d'elles le contact des méchants et à les préserver des atteintes du vice ! Puissent-elles un jour, plus heureuses que ces plantes pâles et étiolées qu'un souffle impur fait retomber prématurément vers la terre, s'élever vers toi, arbustes pleins d'une sève vivace, pour te rendre grâces de ta protection et de ton soutien !... Dieu fécond et beau ! révèle-toi, à ces imaginations vierges encore, dans toute ta splendide majesté ! Que l'aspect de tes beautés infinies fasse germer en elles le sentiment de l'art ! Qu'elles s'inspirent de tout ce que ce sentiment, face poétique de la vie, renferme de dévouement généreux, d'amour passionné et de noble abnégation ! Et alors nos enfants seront devenus nos frères, et alors nous n'aurons plus qu'à te glorifier et à te bénir. Enfants, daigne donc le Grand-Architecte de l'univers vous protéger par sa force, vous instruire par sa sagesse, vous inspirer par sa beauté. Et nous, mes frères, pour tous ses bienfaits, répétons par trois fois : Gloire à lui ! »

Cette acclamation fut répétée par trois fois sur chaque colonne, et le silence se rétablit. Le vénérable fit conduire par les maîtres des cérémonies les deux parrains au pied de l'autel où ils se placèrent à genoux dans la posture du néophyte après les épreuves. Il prononça le serment du grade d'apprenti et les surveillants répétèrent au nom des louveteaux : « Nous le jurons ! » Puis le vénérable, au nom de la loge, déclara les adopter comme apprentis maçons, remit aux surveillants les tabliers d'apprentis dont les louveteaux adoptés doivent être décorés, et adressa ces paroles à leurs parrains :

« Frères premier et second surveillants, j'en décorant les jeunes louveteaux de ces tabliers, emblème du travail auquel l'homme est destiné, vous vous engagez à leur rappeler sans cesse que le maçon doit

mener une vie active et laborieuse. Dans les premiers temps de la maçonnerie, à cette époque reculée où le réseau du privilège enlaçait l'univers, où l'oisiveté était en honneur, où la noblesse privilégiée ne pouvait, sans déroger, se livrer au travail, ce fut une pensée bien féconde que celle qui adopta l'emblème du travail comme signe distinctif; après avoir posé le dogme de l'égalité comme principe. Frapper à la fois le privilège et l'oisiveté fut l'ouvrage de nos devanciers; et, depuis, la civilisation, marchant de progrès en progrès, a flétri l'oisiveté et relevé le travail; et aujourd'hui chacun, sans distinction de rang et de fortune, doit apporter son contingent dans l'accomplissement du grand œuvre, et chacun doit poser sa pierre dans l'édification du Temple... »

Le vénérable ayant cessé de parler, vint le tour de l'orateur, le frère Lucien Lamarque, dont nous regrettons de ne pouvoir rapporter en entier le remarquable discours. Après avoir émis le vœu que le Grand-Orient fit de la cérémonie qui venait de s'accomplir une prescription des Statuts et en fixât le rituel, et avoir adressé une tendre apostrophe aux jeunes louveteaux, il donna quelques instructions, à son tour, aux pères de ces enfants et aux surveillants, investis par la loge de la qualité et des devoirs de parrains.

« Dites, continua-t-il; dites à ces enfants consacrés, quand, avec les années, leur intelligence se développera, dites-leur qu'ils sont voués à une tâche sublime... Rappelez-leur que, couchés sur des fleurs au pied de l'autel de l'égalité, ils ont été bénis comme des frères... Dites-leur qu'ils ne s'appartiennent pas, qu'ils se doivent sans restriction à leurs semblables, que leur devoir est de les aimer et de les protéger toujours, malgré leurs vices et leur ingratitude.

« Inspirez-leur l'amour de la famille avec ses joies calmes et pures; habituez-les à chérir leur belle patrie, à la servir avec zèle, à verser leur sang pour sa dignité et sa conservation. Faites-en de bons citoyens. Dites-leur bien que tous les hommes sont frères, et que la guerre n'est pardonnable qu'en cas de légitime défense... Le glaive que nous portons dans nos mains n'est pas un signe belliqueux; c'est l'emblème de notre protection absolue pour toutes les infortunes, de notre haine éternelle contre toutes les tyrannies. Nous n'avons d'autres armes que la persuasion et d'autres désirs que le bonheur de tous...

« Unissez-vous à moi, vous tous, mes frères, dit-il en terminant; prions avec ferveur le Grand-Architecte de l'univers d'exaucer nos vœux, afin que la liberté, prenant sous son aile nos doctrines vivifiantes, les souffle sur le monde entier; et que cette trilogie sublime, ce foyer éternel de lumière : égalité, fraternité, unité, embrase le cœur de l'humanité comme il embrase celui des vrais maçons !

Ce discours achevé, le vénérable fit applaudir à l'adoption des louveteaux; le frère Betous, premier surveillant, adressa en leur nom des remerciements à la loge; et, la cérémonie étant alors accomplie, les jeunes enfants furent reconduits à

l'extérieur du temple en la même forme qui avait accompagné leur introduction.

POSE DE LA PREMIÈRE PIERRE DU MONUMENT
ÉLEVÉ A LA MÉMOIRE DU COMTE DE DURHAM,
EX - PRO - GRAND-MAÎTRE D'ANGLETERRE, A
PENSHER-HILL.

Le 6 août dernier, après la tenue d'une grande-loge à Gatheshend, soixante-cinq frères se sont réunis pour dîner dans une vaste salle appartenant à la compagnie du chemin de fer de Darlington, et que la compagnie avait gracieusement offerte pour la circonstance. Le président, sir Cuthbert Sharp, ex-grand-maître, a annoncé aux frères que le comte de Zetland, grand-maître de l'Angleterre, poserait, le 28 août, la première pierre du monument en l'honneur du feu comte de Durham, à Pensher-Hill.

Cette cérémonie a eu lieu en effet au jour fixé. La mémoire du comte de Durham, de son vivant grand-maître provincial, a reçu les honneurs maçonniques au milieu d'un immense concours de spectateurs accourus de différents points du comté de Durham.

Un vaste pavillon avait été élevé pour l'usage des francs-maçons, et c'est là que s'est tenue une grande-loge provinciale, sous la présidence du comte de Zetland, le très-vénérable grand-maître. L'entrée du pavillon était ornée de guirlandes, de lauriers, d'ifs et de cyprès.

Après les cérémonies d'usage, les frères maçons se sont formés en procession, musique en tête, et se sont rendus au sommet de la colline où devait s'accomplir la touchante solennité. L'emplacement était défendu contre les intrus par une barricade en bois que gardait un détachement de police rurale. A peine arrivés, les frères se sont placés sur deux files, en ouvrant leurs rangs afin de former la haie sur le passage du très-vénérable grand-maître qui marchait précédé de sa bannière et suivi de la *Lumière ionienne*, du député grand-maître et des grands-officiers. Ceux-ci ont pris place sur une plate-forme disposée à cet effet. A ce moment, la scène était extrêmement pittoresque; les somptueux insignes des frères maçons, chatoyant sous les rayons d'un brillant soleil, les nombreuses bannières flottant au vent, les élégantes toilettes des dames, la foule des spectateurs regardant de chaque côté de l'amphithéâtre, tout cela formait un magnifique spectacle.

Le grand-secrétaire a donné à haute voix lecture de l'inscription suivante, gravée sur une plaque d'argent qui devait être placée dans une cavité de la pierre de fondation :

« Cette pierre a été posée par le comte de Zetland, grand-maître des francs-maçons libres et acceptés d'Angleterre, assisté par les frères des provinces de Durham et de Northumberland, le 28 août 1844 ; la dite pierre servant de fondation à un monument qui doit être érigé à la mémoire de John-Georges, comte de Durham, lequel, après avoir représenté le comté de Durham pendant quinze ans au Parlement, fut élevé à la présidence, plus tard investi des fonctions de lord du sceau privé, d'ambassadeur extraordinaire à Saint-Pétersbourg, et de gouverneur-général du Canada. Il mourut, le 28 juillet 1840, dans la quarante-neuvième année de son âge. Ce monument a été élevé au moyen des souscriptions particulières de ses concitoyens, admirateurs de ses principes politiques et de ses vertus privées. »

Le grand-trésorier a déposé ensuite une boîte renfermant un certain nombre de pièces de monnaie à l'effigie du présent règne ; puis, le grand-maître a pris en main une truelle d'argent, préparée tout exprès pour la circonstance et portant une inscription destinée à rappeler son usage spécial. Après quoi il a ajusté la position et la forme de la pierre avec le niveau, le levier et l'équerre, qui lui ont été présentés par le député grand-maître. Cette opération remplie, il a frappé trois fois la pierre avec le maillet. Alors on lui a remis le sac contenant le froment ainsi que les aiguères renfermant le vin et l'huile ; il a répandu le tout sur la pierre avec la cérémonie accoutumée et en prononçant, d'une voix émue, les paroles suivantes :

« Ainsi que nous avons posé cette pierre, puisse le grand gouverneur de l'Univers, dans sa bienveillante providence, nous mettre à même de poursuivre et d'achever ce que nous avons commencé ; puisse-t-il garder cet emplacement ainsi que le pays en général, et les préserver de la ruine et du malheur jusqu'à la fin des siècles ! J'ai semé ce blé comme emblème d'abondance ; je répands ce vin comme emblème de joie ; je verse cette huile comme emblème de soulagement et de consolation ; et puisse le bienfaisant auteur de la nature bénir cette contrée ainsi que le royaume en général ; puisse-t-il leur accorder en abondance le blé, le vin, l'huile et tout ce qui est nécessaire aux besoins et aux agréments de la vie !

« Et puisse également, ce Dieu tout-puissant, maintenir les hommes dans la paix, l'union, l'amour fraternel. Personne ne se consacra avec plus de zèle et de bonheur sur cette terre à obtenir ce précieux résultat que le noble seigneur dont nous honorons aujourd'hui la mémoire. »

La cérémonie s'est terminée par une prière qu'a récitée le grand-chapelain provincial, le révérend Green de Newcastle.

Le monument qui doit être élevé en l'honneur du comte de Durham aura la forme d'un vaste temple grec, avec un entourage de colonnades qui pourront servir de promenades lorsque l'édifice sera achevé.

Plus de trois cents frères assistaient à la touchante solennité que nous venons de décrire.

(*Freemason's quarterly review.*)

HISTOIRE DE L'ORDRE.

ÉTABLISSEMENT, PROGRÈS ET VICISSITUDES DE LA SOCIÉTÉ MAÇONNIQUE DANS LES DIVERS ÉTATS DE L'ALLEMAGNE.

Nous traduisons du journal maçonnique allemand *Latomia* la rapide notice historique qui suit. Bien qu'en général elle reproduise des faits déjà consignés dans l'*Histoire pittoresque de la franc-maçonnerie*, par le frère Clavel, cependant elle complète ce livre en plusieurs points et renferme quelques notions nouvelles que l'auteur avait dû laisser à l'écart, pour ne pas sortir du cadre qu'il s'était tracé. A ce double titre, nous pensons que la notice de la feuille allemande sera lue avec intérêt :

HAMBOURG.

La première loge établie en Allemagne fut celle de Hambourg, qui date de 1737. Dès 1740, une patente délivrée par la Grande-Loge de Londres, sous la date du 30 octobre, pour l'érection d'une Grande-Loge provinciale aux trois degrés symboliques, fut apportée à Hambourg par le frère Luttman, grand-maître provincial désigné. De cette dernière loge est provenue la Grande-Loge, encore aujourd'hui existante, de Hambourg et de la Basse-Saxe, à laquelle, outre cinq loges de Hambourg, sont subordonnées douze loges de Stuttgart et de plusieurs autres duchés et principautés d'Allemagne. Jusqu'en 1811, la Grande-Loge de Hambourg avait été grande-loge provinciale anglaise ; mais, à cette époque, les circonstances politiques la forcèrent de s'affranchir de la dépendance de l'Angleterre. Au XVIII^e siècle, les loges de Hambourg, comme la plupart des loges de l'Allemagne, professaient le rite de la stricte observance ; le frère Schröder, qui acquit une si grande célébrité dans le monde maçonnique comme grand-maître de la Grande-Loge provinciale de Ham-

bourg et de la Basse-Saxe, prépara en silence une réforme salutaire; il ramena la franc-maçonnerie aux principes de l'ancienne Grande-Loge anglaise, et rédigea un rituel simple et digne, qui fut adopté depuis par presque toutes les loges du royaume de Saxe, par une nouvelle loge de Wurtemberg, par les ateliers de Brunswick, de Mecklenbourg, etc., etc. Dès lors toutes ces loges ne travaillèrent plus qu'aux trois degrés symboliques. Pour ceux des frères qui étaient désireux de s'occuper de l'étude des hauts grades, Schröder, à l'exemple de Fessler, qui avait composé des degrés scientifiques supérieurs, institua le degré historique, encore existant, nommé l'*Étroite-Alliance*, et dont les membres correspondent entre eux à l'aide de circulaires. L'association des loges de Hambourg formée pour le soulagement des frères étrangers nécessiteux fut l'œuvre de Schröder; ce fut lui aussi qui provoqua, en 1795, l'établissement de l'hospice des francs-maçons.

Deux nouvelles loges furent fondées, en 1770, par la Grande-Loge nationale d'Allemagne, de Berlin; la fondation d'une troisième suivit, en 1771; trois autres vinrent encore s'y joindre plus tard; enfin une seconde grande-loge provinciale de Basse-Saxe fut érigée à Hambourg par la Grande-Loge nationale d'Allemagne.

PRUSSE.

A peine la première loge de Hambourg (laquelle prit, en 1740, le nom d'*Absalon*) eut-elle été fondée, le 6 décembre 1737, que Frédéric II, qui n'était encore que prince royal, eut avis de l'existence de l'association. Des députés de la loge de Hambourg, commis à cet effet par le comte de Schaumbourg-Lippe, le reçurent à Brunswick, avec toutes les formalités requises, dans la nuit du 14 au 15 août 1738 (1). Cet événement exerça la plus grande influence sur le sort de la franc-maçonnerie en Allemagne. En 1740, peu de temps après l'avènement de Frédéric au trône, la première loge symbolique fut fondée avec son autorisation, le 13 décembre, à Berlin, sous le nom de loge *aux Trois-Globes*. Dès l'année suivante, elle commençait à constituer des loges-filles, et en 1744, elle se proclamait Grande-Loge, et prenait le nom de Grande-Loge-Mère royale *aux Trois-Globes*. A son exemple, la loge *Royal-York à l'Amitié*, qui existait à Berlin depuis 1752, se proclama Grande-Loge en 1798. Le 30 novembre 1773, la Grande-Loge nationale d'Allemagne, fondée aussi à Berlin, le 27 décembre 1770, avait été proclamée Grande-Loge indépendante par l'autorité maçonnique de Londres.

Depuis, la franc-maçonnerie de Prusse n'a pas cessé d'être protégée par la couronne. Le roi Frédéric-Guillaume II, parvenu au trône le 17 août 1786, et lui-même membre de l'association, confirma, sous la date du 9 février 1796, le protectorat que Frédéric II, son prédécesseur, avait accordé à la Grande-Loge *aux Trois-Globes*. Frédéric-Guillaume III étendit ce protectorat à la Grande-Loge *Royal-York*, qui avait postulé cette faveur en fournissant un exposé de ses statuts et un extrait de son rituel. Conformément à ce triple protectorat, il ne peut exister, dans les états prussiens, aucune loge qui ne soit dépendante d'une des trois

grandes loges reconnues, aucun candidat ne peut être reçu avant l'âge de 25 ans accomplis. Peu de temps avant sa mort, Frédéric-Guillaume III, qui, suivant la tradition, aurait été reçu en 1814, à Paris, par l'empereur de Russie, Alexandre, consentit à ce que son second fils, Frédéric-Guillaume-Louis, prit le protectorat de l'association des francs-maçons. Sous cette bienfaisante protection, la société s'étend et prospère de jour en jour davantage dans toute la monarchie prussienne.

Une circonstance qui frappe et qui étonne, c'est que, dans un état aussi éclairé, l'association soit animée de sentiments d'intolérance d'un autre âge, et se mette en opposition, sous ce rapport, avec la maçonnerie universelle en défendant aux juifs l'accès de ses assemblées, parce qu'elle regarde la maçonnerie comme une institution exclusivement chrétienne. Non-seulement les loges de la Prusse n'admettent point de juifs à l'initiation, mais elles interdisent même aux juifs qui ont été reçus ailleurs la faculté de visiter leurs travaux. Il est bien vrai que les membres des trois grandes-loges de Prusse paraissent sentir qu'il y a une véritable contradiction à reconnaître la Grande-Loge d'Angleterre, tout en refusant cette adhésion à la loge *l'Aurore-Naissante* de Francfort-sur-le-Mein, loge qui tient de celle-ci sa constitution, et qui est composée uniquement de juifs; à considérer comme régulières les loges fondées par le Grand-Orient de France, et à en excepter toutefois la loge *l'Aigle-Francfortoise*, qui admet indistinctement des chrétiens et des israélites. Ils expliquent cette conduite en disant qu'ils ne sauraient reconnaître aux deux grandes-loges mentionnées le droit d'établir des loges sur le sol allemand; toutes considérations politiques qui pourtant devraient rester étrangères à l'association maçonnique.

SAXE.

Après que les premières loges, celles de Hambourg et de Berlin, eurent été fondées en Allemagne, la franc-maçonnerie fraya son chemin d'abord vers la Saxe, où la première loge fut établie à Dresde, en 1736, sous le nom de loge *aux Trois Aigles Blancs*, de concert avec plusieurs frères français, par le lieutenant-général comte de Rutowsky, anciennement brigadier dans l'armée française. Un an ne s'était pas écoulé qu'elle comptait déjà plus de cent membres; et l'année suivante, elle constituait la loge *aux Trois-Épées*, encore existante à Halle, et qui a célébré la fête séculaire de sa fondation le 6 janvier 1840. Le 20 mars 1741, la loge de *Minerve* (depuis 1776 *Minerve aux Trois-Palmiers*) fut instituée à Leipzig par plusieurs frères qui, dès l'année 1736, s'étaient rassemblés secrètement pour se livrer aux travaux maçonniques. Cette loge établit à son tour, le 31 janvier 1742, la loge *Archimède aux Trois Planches à tracer*, à Altenbourg. Ces ateliers ont également célébré leurs jubi-lés, aux jours désignés, en 1841 et 1842. A dater de cette époque, la franc-maçonnerie n'a cessé de prospérer en Saxe, et bien qu'elle n'ait jamais eu la protection déclarée du gouvernement, elle a été paisiblement tolérée, les princes de la Saxe ne s'étant jamais vus dans le cas de retirer à leurs sujets la confiance qui, de tout temps, a régné entre le prince et son peuple. De leur côté, les frères maçons de la Saxe ont mérité la confiance qui leur a été accordée; et l'institut d'é-

(1) Voir, dans l'*Almanach pittoresque de la franc-maçonnerie* pour 5845, par le frère Clavel, des détails circonstanciés sur l'initiation de Frédéric.

ducation, de Friedrichsstadt, fondé à Dresde, en 1772; l'école des dimanches, de la loge *Baudouin-aux-Tilleul*, laquelle compte cinquante années d'existence; les étrennes pour les enfants pauvres, de la loge de *Minerve-aux-Trois-Palmiers*; le vêtement fourni aux confrères dépourvus de ressources, dans la loge *Apolon*, à Leipzig, ainsi que beaucoup d'autres établissements de bienfaisance des loges saxonnes, sont autant de témoins glorieux de l'esprit qui anime les francs-maçons de la Saxe. Ce fut seulement en 1812 que se constitua la Grande-Loge nationale de Saxe, à laquelle appartiennent toutes les loges du royaume, à l'exception de deux de Leipzig, qui se maintiennent dans l'isolement. Hormis une de ces loges isolées, qui a encore un directoire écossais, sans toutefois tenir des assemblées régulières au degré écossais, toutes les loges saxonnes ne travaillent plus, depuis 1805, que dans les trois degrés symboliques. Parmi les loges des duchés de la Saxe, celle de Meiningen, aux *Trois-Oeillets*, s'est également réunie à la Grande-Loge nationale de Saxe; celles d'Altenbourg, de Géra et de Hildburghausen, demeurent isolées, et la loge de Weimar, *Amélie*, appartient à la Grande-Loge de Hambourg.

FRANCFORT-SUR-LE-MEIN.

En 1742 fut fondée la première loge de Francfort-sur-le-Mein, nommée *les Trois-Charbons*, et devenue fameuse par l'admission dans son sein du baron de Hund, le fondateur du régime de la stricte observance, qui avait pour but le rétablissement de l'ordre des templiers comme ordre de chevalerie séculier. Une loge provinciale de Franconie et du Haut et Bas-Rhin fut encore constituée dans la même ville, en 1766, par la Grande-Loge de Londres; mais elle cessa d'exister après la mort de son grand-maître, J.-P. Gogel, arrivée en 1782. Par suite des efforts de Zinnendorf, fondateur de la Grande-Loge nationale d'Allemagne, la Grande-Loge de Londres en était venue à décider qu'après la mort de Gogel la loge provinciale de Francfort rentrerait sous la juridiction de la Grande-Loge nationale d'Allemagne. Mais la loge de Francfort, n'adhérant point au système mystiquement dévot (comme elle s'exprimait) de Zinnendorf, se réunit à la loge provinciale de *Joseph à l'Aigle Impériale*, de Wetziar, pour fonder le système éclectique et la Grande-Loge-Mère de l'association électique des francs-maçons, à Francfort-sur-le-Mein. Ne travailler que dans les trois degrés symboliques, délivrer la maçonnerie de tout enthousiasme exagéré, de tout esprit de secte, et pratiquer une tolérance complète envers tous les autres systèmes, tel était le but qu'on se proposait. A cette Grande-Loge appartiennent, outre trois loges existant à Francfort-sur-le-Mein, celles d'Alzen, de Darmstadt, d'Erlangen, de Nuremberg, de Mayence, d'Offenbach et de Worms.

(La suite au prochain numéro).

ANECDOTES MAÇONNIQUES.

LE GÉNÉRAL PUTNAM.

Pendant la guerre des Indiens et des Français (en Amérique), le général Putnam commandait un corps de partisans sur la frontière. A la suite

d'un engagement sanglant, il tomba entre les mains des Indiens. Un si brave guerrier ne leur parut pas mériter une mort ordinaire. Après l'avoir insulté et soumis à des tortures recherchées dans leur village, ils finirent par l'attacher au fatal poteau. Les fagots avaient été amoncelés pour former un immense bûcher. Déjà il était environné d'une voûte de feu, déjà il avait dit un dernier adieu à ce monde, et ne songeait plus qu'à recommander son âme à Dieu, lorsqu'il aperçut dans la foule un officier français. Comme dernière ressource, il lui adressa un signe de reconnaissance maçonnique, un de ces signes qui produisent un effet électrique sur le cœur d'un frère. Aussitôt les cordes étaient coupées, les fagots en feu dispersés, et l'officier français sauvait Putnam au péril de sa propre vie. Telle est la puissance de nos liens de fraternité au moment du danger. Putnam ne cessait de dire qu'il était redevable de son salut à la maçonnerie. Il était convaincu que l'officier ne se serait pas exposé à braver la colère et la vengeance des Indiens, s'il ne se fût agi de sauver un frère. Aussi s'efforça-t-il, tant qu'il vécut, d'acquitter par son zèle et ses services la dette qu'il avait contractée envers la bonne cause. (*Freemason's magazine.*)

ÉPISODE DE LA DERNIÈRE RÉVOLUTION D'HAÏTI.

Lors de la révolution qui, il y a quelques mois, éclata dans la république d'Haïti, un créole espagnol, nommé Eugène-Marie Lagratia, était cité comme un des plus riches et des plus recommandables négociants du Port-au-Prince. Bien que complètement étranger à toutes les agitations politiques, il devint suspect d'être révolutionnaire, et craignant les suites de cette suspicion, il songea à fuir; mais il fut arrêté avant d'avoir pu y parvenir. Ce simple projet de fuite fut jugé digne d'être puni de mort, et on le condamna à être immédiatement exécuté. Le fatal piquet qui devait le fusiller était prêt. Le malheureux, à genoux auprès de son cercueil, pria avant d'avoir les yeux bandés. A ce moment suprême, lorsqu'il avait renoncé à toute espérance, hors celle du ciel, il sentit tout-à-coup des bras l'étreindre, et il s'évanouit. En revenant à lui, il se trouva dans un corps-de-garde, en face de l'officier haïtien chargé de commander le piquet d'exécution. Ce dernier avait reconnu dans l'infortuné patient, implorant le ciel à l'heure de son agonie, un frère qu'il se rappelait avoir vu naguère dans une loge maçonnique. En conséquence, il avait cru devoir prendre sur lui de suspendre le

supplée. Il ne s'en tint pas là, et par ses actives démarches, il eut le bonheur de faire commuer la sentence de mort en un exil avec confiscation. Le frère Lagratia fut embarqué à bord d'un navire faisant voile pour New-York, où il se fit connaître au frère James Herring, grand-secrétaire, qui vint heureusement à son secours, et lui donna une lettre de recommandation pour la loge de la *Bienveillance*, du Grand-Orient d'Angleterre. Le 31 juillet dernier, le frère Lagratia présenta à cette loge une pétition à l'effet de demander qu'on lui procurât les moyens de se rendre à Barcelonne où il avait des amis et des relations commerciales. Nous n'avons pas besoin d'ajouter que sa pétition a été favorablement accueillie.

(*Freemason's quarterly review.*)

FAITS DIVERS.

FRANCE. — Dans sa séance du 4 novembre, la chambre de correspondance du Grand-Orient a reçu la prestation de serment d'un nouveau député, le frère Porret fils, négociant. En répondant à l'allocution du président, ce frère a protesté de son zèle et de son dévouement à l'Ordre, et il a ajouté que la maçonnerie était sacrée à ses yeux à un double titre, d'abord parce que ses principes et ses œuvres tendent au bonheur de l'humanité, et ensuite parce qu'en se faisant initiateur, il avait obéi au vœu de son père expirant. Son père, ancien officier dans la garde impériale, blessé dans un combat, incapable de défendre sa vie menacée par la fureur des soldats ennemis, avait hasardé le signe de détresse; aussitôt un officier anglais était accouru à son aide et l'avait protégé et sauvé. Plus tard, il mourut, laissant un enfant en bas-âge; et, avant de remonter vers son créateur, il avait voulu que son fils acquittât un jour sa dette envers la maçonnerie. Fidèle à ce désir, sa veuve exigea que ce fils, notre frère Porret, se fît recevoir, aussitôt qu'il eut réuni les conditions nécessaires.

— Le comité central et d'élections s'est réuni le 12 novembre. Les frères Serrurot, Caylus et Bailly ont été nommés officiers. On a ajourné une quatrième nomination, à laquelle aspiraient les frères Altaroche, Bailleul, Delro, Martin, etc. Un frère, nommé député par le *Temple de l'union des peuples*, avait été repoussé par les chambres. Sur de sages observations des frères Godquin, Pagnerre et de Saint-Jean, le comité a réformé la décision des chambres et a visé le pouvoir.

— Sur le rapport du frère Pagnerre, chargé,

concurrentement avec les frères Guilhery, de la chambre symbolique, et Raffaneau de la Blotterie, de la chambre du suprême-conseil des rites, de se transporter à la colonie agricole et industrielle de Petit-Bourg, pour prendre connaissance de l'organisation et de la situation de cet établissement philanthropique, la chambre de correspondance et des finances a voté le 18 novembre une souscription annuelle de cent francs, pendant quatre ans, au profit de cette institution. Pareille décision a été prise le lendemain et le surlendemain par les deux autres chambres, après avoir entendu les rapports particuliers des frères Guilhery et Raffaneau. Il ne manque plus que la sanction du Grand-Orient en assemblée générale; elle ne saurait être refusée à une si bonne œuvre. L'impression du rapport du frère Pagnerre a été ordonnée. Ce document sera publié dans le *Bulletin trimestriel*.

— On se souvient que la loge *Saint-Jean-de-Jérusalem*, à Paris, présidée par le frère Vausier, secrétaire de la chambre de correspondance du Grand-Orient, avait mis au concours la question suivante : « Quelle est l'influence de la civilisation sur le bonheur des peuples ? » Cette question a été traitée, le 15 novembre, par le frère Carbonnet, membre de la loge, dans un discours non moins remarquable par l'élégante concision de la forme que par la justesse des aperçus qui y sont exprimés. L'orateur a victorieusement défendu la civilisation contre les attaques dont elle a été tant de fois l'objet depuis le fameux mémoire de Rousseau; et il a démontré que l'état social des Romains et des anciens peuples de l'Orient, sur lequel on avait argumenté, ne constituait pas une civilisation véritable, selon le sens qu'on doit attacher à ce mot. La loge a ordonné l'impression de ce discours. Toutefois, un visiteur a annoncé qu'il se proposait de traiter la thèse contraire; ce frère sera entendu dans une des prochaines séances.

— Plusieurs autres ateliers ont ouvert aussi des conférences sur des questions de morale, de philosophie et de législation générale, d'un haut intérêt. Telles sont les loges *l'Alhénéa des ét.angers*, *l'Amitié*, *la Persévérante-Amitié*, *le Temple des Amis de l'honneur français*. La dernière a discuté, dans sa séance du 20 novembre, la question de la puissance paternelle. Trop préoccupés, peut-être, par le droit de la société, quelques orateurs avaient émis l'opinion qu'on doit renfermer cette autorité dans des limites beaucoup plus étroites que celles que lui traient les

lois en vigueur ; ils ont été combattus avec une grande force de logique par le frère Lefrançois, vénérable de la loge *l'Amitié*, qui a démontré combien est sage, comparativement aux législations antérieures sur la matière, celle qui la régit parmi nous. Cependant ses adversaires ne se sont pas tenus pour battus, et la suite de la discussion a été ajournée. Précédemment, la loge *la Persévérante-Amitié* avait entendu un mémoire du frère de Précorbin, contenant un plan de réforme à introduire dans l'organisation du travail, et qui, depuis, a été livré à l'impression. Ces sortes de discussions sont d'une haute utilité. Il se peut bien que quelques frères émettent des vues mal digérées, des projets inexécutables, que rendraient séduisants le charme du style et la conviction de leurs auteurs ; mais il n'est pas à craindre que l'erreur se propage, puisque, dans les réunions où elle se produit, vingt frères pour un se trouvent là pour la signaler et la faire évanouir.

— Dans sa séance du 8 septembre dernier, la loge *l'Auguste-Amitié*, à Condom, a émis, à l'unanimité, le vœu que le Grand-Orient mît l'adoption des louveteaux au nombre des fêtes prescrites par les Statuts, et traçât lui-même le cérémonial à observer, afin d'établir de l'unité dans le travail des ateliers.

— Une caisse centrale de secours a été fondée à Rouen par les loges *la Vérité*, *la Constance-Éprouvée*, *les Arts-Réunis* et *la Persévérance-Couronnée*. Le 25 septembre dernier, les membres du comité nommé pour administrer cette caisse ont commencé leurs opérations.

— Le 5 octobre, trois de ces loges : *les Arts-Réunis*, *la Vérité* et *la Persévérance-Couronnée*, ont célébré, par une fête brillante, l'anniversaire de l'inauguration du temple qu'elles ont fait construire en commun pour y tenir leurs travaux. Le frère Delzeuzes, vénérable de *la Vérité*, présidait la séance. Des discours appropriés à la circonstance ont été prononcés par le président, par le frère Peulevey, orateur des *Arts-Réunis* ; par le frère Besson, orateur de *la Persévérance-Couronnée* ; et par le frère Desseaux, vénérable de la même loge.

— La loge *la Persévérance-Couronnée* a voté une adresse au Grand-Orient pour lui signaler différentes modifications à introduire dans les Statuts-généraux. La loge demande l'unité des rites et la suppression des hauts grades, et provisoirement la réforme des ateliers supérieurs. Elle demande en outre que les conditions d'admission

soient plus sévères ; que le Grand-Orient améliore son organisation intérieure, et fasse cesser les plaintes qui se sont élevées sur les obstacles apportés au visa des pouvoirs des députés ; que le droit de délibérer dans les assemblées n'appartienne qu'aux députés élus ; que le nombre des ateliers soit réduit ; que *l'instruction* soit introduite dans les travaux des loges ; que les intervalles à observer pour le passage d'un grade à un autre soient étendus ; que l'inspection des loges des départements soit régularisée ; que les loges soient tenues d'adresser, chaque année, au Grand-Orient, un budget dûment certifié de leurs finances ; enfin que les cahiers-rituels soient révisés.

— Le 14 novembre, a eu lieu, à Rouen, l'inauguration du nouveau temple de la loge *la Constance-éprouvée*. Le Grand-Orient était représenté par les frères Jobert, Bugnot et Teissier, à cette cérémonie, qui a été des plus brillantes, et à laquelle assistaient par députations toutes les loges de Rouen, celle de Neufchâtel et d'autres ateliers voisins. On y remarquait aussi un certain nombre de frères de Paris.

— Nous recevons de fâcheuses nouvelles de Marseille : « Que puis-je vous dire de la maçonnerie marseillaise ! nous écrit un de nos correspondants. Elle ne fait rien et ne songe à s'occuper de rien ; elle est dans un état déplorable. Depuis long-temps la majeure partie des frères qui, par leur position sociale ou par leur instruction, auraient pu la relever, ont abandonné les ateliers, et le petit nombre de ceux qui restent, bien qu'animés de la meilleure volonté, ne peuvent porter remède au mal, qui est trop profond. Le Grand-Orient est instruit de cette situation inquiétante. S'en émeut-il ? avise-t-il à la faire cesser ? Il nous avait annoncé à grand bruit des inspections : où sont-elles ? En vérité, il est bien triste de voir les rênes de l'Ordre remises en des mains si faibles, si elles ne sont pas inhabiles. Le Grand-Orient juge, condamne, démolit à merveille ; mais que sait-il concilier, soutenir, édifier ? Il y aurait bien un moyen de ramener parmi nous la discipline et le zèle, ce serait d'établir à Marseille, comme dans plusieurs grandes villes où la maçonnerie ne va pas mieux, des comités locaux investis de pouvoirs étendus. Mais le Grand-Orient est trop ombrageux pour laisser se créer une si utile institution : témoin le comité central des loges lyonnaises, qu'il a poursuivi jusqu'à ce qu'il se fût dissous. »

BELGIQUE. — La loge *les Vrais amis*, à Gand,

a ouvert un concours maçonnique dont voici l'objet et les conditions : Question. « Quelles ont été, pendant la première moitié du XVI^e siècle, les relations réciproques entre les loges maçonniques et les chambres de rhétorique dans les Pays-Bas ? » Une médaille en or de la valeur de deux cents francs, ou bien une somme égale en numéraire, sera remise à l'auteur du mémoire couronné. La loge offre en outre une médaille d'or de la valeur de huit cents francs à la personne qui déposera entre ses mains un exemplaire reconnu authentique de la fameuse charte maçonnique, rédigée, dit-on, à Cologne, le 24 juin 1535, et dont le *fac simile* a été publié dans le 1^{er} volume des *Annales maçonniques des Pays-Bas* ; et une médaille en vermeil, de la valeur de vingt-cinq francs, ou bien une somme égale en numéraire, à toute personne qui fera parvenir à la loge une signature authentique de l'un des vingt-sept signataires de la charte de Cologne dont les noms suivent : Harmanus, Carlton, Jo. Bruce, Cornelis Banning, Fr.-V. Upna, de Colligni, Virieux, Johan Schroder, Hofman, Jacobus Prepositus, A. Nobel, Ignatius de la Torre, Doria, Jacob Uttenhove, Falck, Nicolaes van Noot, Philippus Melanthon, Huysen, Wormer Abel. Pour concourir, il n'est pas nécessaire que l'on possède la qualité de franc-maçon. Les mémoires, écrits en latin, en italien, en allemand, en anglais, en français ou en langue néerlandaise, devront avoir été expédiés, revêtus d'une devise, à l'adresse de M. Simarivas, rue du Refuge-Saint-Bavon, n. 1, à Gand, avant le 1^{er} décembre 1844 ; les chartes, titres et autres documents devront être déposés à la même adresse, avant le 1^{er} janvier 1845.

ANGLETERRE. — Après plusieurs séances à la chambre des lords, à l'effet d'examiner les prétentions de sir Auguste d'Est à la succession des honneurs, titres, etc., de son illustre père, le feu duc de Sussex, leurs seigneuries ont fini par décider que le mariage secret de S. A. R. avec lady Augusta Murray (1) pouvait avoir une valeur morale, mais que, dans le sens parlementaire, ce n'était pas une union légale.

— Dans l'assemblée de la Grande-Loge-Unie d'Angleterre (comité des vénérables), qui s'est tenue le 28 août dernier, on a adopté la résolution suivante : « Attendu que, le 6 décembre 1833,

la Grande-Loge a émis à l'unanimité un vote à l'effet de recommander à l'attention bienveillante de l'Ordre tout entier le projet de la fondation d'un asile pour les francs-maçons âgés et malheureux, arrête qu'un comité sera immédiatement nommé, et qu'il se composera de délégués de la Grande-Loge, du comité de l'asile pour les francs-maçons âgés et malheureux, du comité du fonds royal maçonnique de bienfaisance, afin de réunir ces deux dernières et excellentes institutions sous le patronage de la Grande-Loge, rien n'étant plus dommageable pour les deux fondations, et plus fâcheux pour la maçonnerie, que de laisser apparaître aucune trace de l'ancienne désunion entre les différentes parties de l'Ordre. »

— Nous trouvons dans une *Description de Londres*, par Stowe, l'un des vieux écrivains de l'Angleterre, le passage suivant qui fournit une nouvelle preuve de l'antiquité de la franc maçonnerie :

« On voit à l'est de Bridge-War la belle église paroissiale de Saint-Magnus, dans laquelle ont été enterrés un grand nombre de personnages de haute distinction. Parmi ces monuments se trouvent ceux de Jonh Blund, maire de Londres, en 1307, d'Henry Yencle, *franc-maçon*, qui vivait sous le règne de Richard II, etc., etc. »

— Depuis la nomination du frère Haskins comme vénérable de la loge d'*Alfred*, à Oxford, de nombreuses initiations ont lieu dans cette loge. Quatre membres ont été reçus à la dernière assemblée. Le vénérable a saisi cette occasion pour apprendre à ses frères que la Grande-Loge venait de nommer le frère Charles Ridley, de l'Université, grand-maître provincial pour l'Oxfordshire. Cette nouvelle a été accueillie avec joie par tous les assistants. Un très-beau banquet a complété les solennités de cette journée, et les toasts et les chants maçonniques ont joyeusement couronné la fête.

— Le 1^{er} juillet dernier, la grande fête provinciale maçonnique a été célébrée à Gravesend. De bonne heure, les frères des différentes loges se sont réunis à l'Hôtel-de-Ville. Après un déjeuner splendide, le député grand-maître provincial a ouvert la Grande-Loge provinciale ; puis, les nombreux frères qui étaient présents se sont rendus à la place du Marché, et de là ils se sont mis processionnellement en marche vers l'église de Gravesend. Cette fête, dont l'éclat était encore rehaussé par un temps magnifique, avait attiré un immense concours de spectateurs.

(1) Voyez des détails sur ce mariage dans l'*Almanach pittoresque de la franc-maçonnerie*, pour 5844, par le frère Clavel. Paris. Pagnerre, éditeur.

En entrant dans l'église, tous les yeux se tournaient vers les tribunes occupées par une foule de dames élégamment parées. Un hymne maçonnique a été chanté par les élèves de l'école nationale ; puis il y a eu sermon prêché par le révérend docteur John, grand-chapelain provincial de l'Ordre. Après quoi l'assemblée est retournée, toujours processionnellement, à l'Hôtel-de-Ville, précédée d'une musique jouant l'air des apprentis francs-maçons. Cette brillante solennité s'est terminée par un diner auquel ont pris part près de cent membres, y compris les officiers de la Grande-Loge provinciale.

— Une Grande-Loge pour la province de Staffordshire a dû se tenir à Wolverhampton, le 26 septembre, dans la salle de l'Assemblée, sous la présidence du colonel G. Anson, ex-grand-maître provincial.

— On attend l'établissement d'une loge à Rugby. Déjà plusieurs notables gentlemen se sont fait inscrire à la loge de *Shakespeare*, à Warwick, afin d'être prêts pour l'ouverture.

— Il y a eu, le 31 août, nombreuse réunion de la Grande-Loge à Bridgewater. Le grand-maître provincial a, dans un éloquent discours, énuméré les bienfaits opérés par la maçonnerie, et a engagé les membres à persévérer dans l'observance de ce règlement, qui tend à développer l'amour fraternel. Le frère trésorier a ensuite présenté un rapport contenant le détail de nombreux secours distribués dans la province aux veuves de maçons ainsi qu'aux frères tombés dans le malheur.

— La loge de la petite ville de Neath, fermée en 1833, par suite de la mort ou de la dispersion des frères, s'est rouverte en juin 1843, par les soins du vénérable, assisté de trois ou quatre frères zélés. Le frère Savours, propriétaire du Castle-Hotel, a bâti de ses deniers une salle commode pour servir de lieu de réunion. L'inauguration a été opérée en grande pompe le 16 juillet dernier.

— Une nouvelle loge a été ouverte, le 6 juillet, à Saint-Austel. La cérémonie a été annoncée par des salves d'artillerie et par le son des cloches des paroisses.

ÉCOSSE. — Nous avons à regretter la perte du frère Alexandre Deuchar, décédé le 12 août dernier dans sa soixante-dixième année. Ce membre éminent de la maçonnerie écossaise fut initié de bonne heure dans les mystères de l'Ordre ; il avait été séduit par l'attrait de notre mystérieuse histoire et du but de notre institution. Il montra

un zèle et un enthousiasme qui ne se démentirent pas un seul instant. Le service de *la bonne cause* fut l'objet constant de sa vie et de ses pensées. Si jamais un homme sacrifia son temps ou ses intérêts matériels en faveur de la propagation de la franc-maçonnerie, ce fut Alexandre Deuchar. Il fut pendant nombre d'années grand-maître de l'ordre des Chevaliers-du-Temple, et on peut dire que tout l'édifice reposait sur lui. Son dernier acte a été la nomination de son ami, le docteur Crucefix, aux fonctions de procureur-général du grand conclave d'Écosse près de celui d'Angleterre. Peu de temps après, il se démit de sa haute dignité. Il fut aussi grand-prieur principal de *la Royale-Arche*, et présida souvent en qualité de grand-maître de loge maçonnique. La perte douloureuse de ses trois fils, qui se noyèrent, avait blessé cet excellent père au cœur.

LITTÉRATURE MAÇONNIQUE.

LA MÉDAILLE D'HONNEUR.

Le récit que je vais vous faire n'a pas été imaginé à plaisir ; c'est une histoire vraie, commencée, il y a douze ans, dans une de nos villes maritimes de l'Ouest, et dénouée tout récemment à Paris. Je donnerai, par discrétion, aux personnages qui en sont les héros d'autres noms que ceux sous lesquels ils sont connus dans le monde ; et j'essaierai de raconter avec simplicité des événements assez étranges, assez intéressants par eux-mêmes pour qu'il soit inutile de les colorer à l'aide d'un style brillant et recherché.

I.

Le 23 juin 1832, Marie Duresnel, petite fille de cinq ans, d'une physionomie aussi mutine que jolie, courait et jouait, avec l'ardeur de son âge, en face d'un pont de bois jeté sur la Loire. Pous-
sée par le désir de contempler de plus près la rivière, l'imprudente petite fille trompe la surveillance de sa bonne, franchit les degrés du pont et va passer sa tête dans une des losanges de la galerie qui sert de parapet. Ne voyant pas encore assez à son gré, elle avance le corps, se penche, perd l'équilibre et tombe au moment où la bonne, qui vient de s'apercevoir de son absence, accourt et tend les bras pour la retenir. La malheureuse fille, en voyant l'enfant lui échapper, se met à jeter des cris déchirants qui attirent auprès

d'elle quelques rares promeneurs. Mais quel secours espérer ? Le pont a trente pieds au moins d'élévation, et la Loire, en cet endroit, a autant de rapidité que de profondeur. Un marin seul oserait braver le danger, et la fatalité veut qu'il n'y ait en ce moment, dans le voisinage du pont, ni marin, ni bateau. Cependant l'enfant, que quelques mouvements instinctifs ont un instant maintenues sur l'eau, va s'enfoncer et disparaître. Alors un jeune homme qui, à la vue du rassemblement, vient d'accourir sur le pont, monte sur le parapet, sans prendre même le temps de se débarrasser de son habit, s'élance, plonge, revient à l'endroit où se débat la petite Marie, la saisit d'un bras avec lequel il la soutient hors de l'eau, de l'autre nage vigoureusement, et, après une lutte difficile, atteint le bord aux acclamations des spectateurs.

Au moment où il montait sur la berge, tenant entre ses bras son précieux fardeau, un homme accourait au-devant de lui, pâle, les yeux égarés : c'était le père de l'enfant. M. Duresnel, à la vue de sa fille, jette un cri de joie et s'élance, les bras tendus, vers le sauveur de Marie ; mais, cédant à la force de son émotion, il tombe presque aussitôt sans connaissance. Un groupe nombreux des habitants du quartier se forme sur la berge ; les uns se hâtent de déshabiller la petite fille pour la couvrir de vêtements secs ; les autres prodiguent au père les soins les plus affectueux. Veuf, depuis quelques mois, d'une épouse adorée, demeuré seul avec un enfant qui était toute sa consolation en ce monde, aimé de ses voisins, non-seulement par suite de l'intérêt qu'inspirait sa position, mais encore pour ses qualités personnelles, M. Duresnel absorba dès-lors l'attention de tous ceux qui l'entouraient ; lorsqu'il eut repris ses sens, le premier objet qu'on offrit à ses regards fut sa fille qui lui tendait en souriant ses petits bras ; après avoir couvert des plus tendres baisers ce trésor que la Providence venait de rendre si miraculeusement à son amour, il se leva et ses yeux parurent chercher avidement quelqu'un dans la foule : ce fut inutilement, le sauveur de son enfant avait disparu.

— Oh ! s'écria-t-il, c'est en vain que cet homme généreux voudrait se soustraire à ma reconnaissance ; ses traits ont frappé trop vivement mes regards pour que je puisse les oublier... Je le retrouverai !

Le lendemain, M. Duresnel, qui était franc-maçon, assistait à une tenue de la loge dont il faisait partie. On procédait à l'initiation d'un nouveau membre.

Le candidat, dont un large bandeau voilait presque toute la figure, excitait l'admiration des assistants autant par son intrépidité à surmonter les épreuves que par l'à-propos et la précision de ses réponses. Chacun s'applaudissait intérieurement d'avoir pour frère un homme qui paraissait réunir à un si haut degré les deux principales vertus maçonniques : le courage et l'intelligence. Aussi ce fut avec une joie réelle que le vénérable, après avoir prononcé les paroles sacramentelles, invita les maçons présents sur les colonnes à reconnaître, à aimer et à protéger le nouvel initié ; mais au moment où tous les frères, debout et armés du glaive, tournaient leurs regards bienveillants vers des traits que le bandeau ne dérobaient plus à leurs yeux, une exclamation troubla tout-à-coup le silence religieux du temple.

C'était Duresnel qui venait de reconnaître le sauveur de sa fille ; s'il n'eût obéi qu'à l'élan de son cœur, il se fût précipité vers le jeune maçon pour le serrer dans ses bras ; la solennité de la cérémonie ne le lui permettait pas ; mais, ayant demandé et obtenu la parole, il s'exprima ainsi d'une voix profondément émue :

« J'ai applaudi comme vous, mes frères, au triomphe du membre distingué que la maçonnerie a aujourd'hui le bonheur d'admettre dans son sein ; mais à peine la lumière, en faisant tomber le bandeau qui voilait le visage du candidat, a-t-elle fait apparaître ses traits à mes regards, que le sentiment de la reconnaissance est venu se joindre dans mon cœur à celui de l'admiration, et j'éprouve le besoin impérieux de le manifester ici, hautement, en présence de tous. »

Alors M. Duresnel fit un récit animé du danger que sa fille avait couru la veille et du généreux dévouement de son sauveur.

Les plus vifs transports accueillirent ce récit dont le héros se vit aussitôt entouré, fêté et cordialement embrassé par tous les membres de la loge ; il me serait impossible de décrire l'impression que produisit cet incident. Les travaux, après une longue suspension, furent enfin repris ; on conféra d'urgence, dans la même tenue, le deuxième et le troisième grade au nouvel initié qui devait partir quelques jours après pour la Louisiane ; et la loge, avant de se séparer, décida qu'elle lui offrirait, en mémoire de sa belle action, une médaille d'or sur laquelle serait gravée la date du 23 juin 1832.

Le jour même de son départ, en mettant le pied sur le navire qui allait l'emporter vers le

nouveau monde, notre jeune héros, — il avait à peine vingt-trois ans, — reçut des mains de M. Duresnel la médaille qui avait été votée en son honneur.

« Dieu veuille, lui dit celui-ci en lui donnant fraternellement le baiser d'adieu, que ce talisman vous porte bonheur, et que le ciel vous rende promptement à votre patrie et à mon amitié. »

II.

Douze années s'étaient écoulées. Marie, devenue une belle grande fille de dix-sept ans, justifiait de plus en plus l'amour de son père par ses grâces, son esprit et sa vertu. M. Duresnel voyait avec inquiétude approcher le moment où la tendresse paternelle ne suffirait plus au bonheur de son enfant bien-aimée; toutefois cette inquiétude n'avait rien d'égoïste, et ce n'était point l'idée d'une séparation qui l'affligeait. Ce qui le préoccupait vivement, c'était le choix d'un gendre. La richesse lui paraissait bien une des conditions nécessaires au bonheur d'un jeune ménage, mais il n'y voyait point une garantie des vertus qu'il souhaitait dans l'époux de sa fille. Si sa propre fortune lui eût permis de suppléer à l'insuffisance de celle d'un gendre, son esprit, rassuré par une plus grande latitude du choix, eût été plus tranquille; il n'en était pas ainsi. Un modeste patrimoine composait tout son avoir; et ce qui avait suffi jusqu'alors à l'existence économe et paisible du père et de la fille, ne pouvait répondre aux vœux que se proposait M. Duresnel pour l'avenir de Marie.

Une lettre de Paris vint un jour mettre fin à cette anxiété paternelle; cette lettre était écrite par un ami placé depuis long-temps à la tête d'un des plus riches établissements de la capitale, et dont l'associé venait de mourir. La prospérité de l'établissement exigeait que cet associé fût remplacé au plus vite par un homme intelligent, probe et qui pût en même temps prendre un intérêt dans l'entreprise. On proposait à M. Duresnel d'être cet homme; il accueillit avec joie une ouverture qui s'accordait si bien avec son désir; quelques jours lui suffirent pour réaliser une somme de soixante mille francs qu'il convertit en billets de la banque de Paris, et il se prépara à quitter la ville de.... avec sa fille.

La Providence a des voies étranges, imprévues; la circonstance la plus insignifiante en apparence est quelquefois le point de départ des événements les plus graves, les plus importants de notre vie.

M. Duresnel, pour qui les soixante billets de

banque renfermés dans son portefeuille représentaient tout l'avenir de sa fille, résolut, afin de se mettre en garde contre tout fâcheux événement, de placer ce portefeuille dans une cassette qui contenait aussi des papiers de famille. Cette cassette, il devait la tenir sous ses pieds durant tout le voyage, et ne s'en séparer qu'au moment où il ferait la remise de ses fonds à son ami.

Occupé à faire ses derniers préparatifs, quelques instants avant son départ, M. Duresnel rangeait donc ses papiers et le précieux portefeuille dans la cassette placée sur une grande malle encore ouverte. Tout-à-coup il entend sonner violemment; il court à la porte; c'est le facteur des messageries qui vient chercher ses effets et l'avertir de se hâter. Pendant sa courte absence, un jeune chien, alléché par l'odeur du cuir, saute sur la malle, et tire en jouant le portefeuille qu'il lâche, reprend, lâche encore, jusqu'à ce que le retour de son maître le mette en fuite. M. Duresnel, certain d'avoir déposé son trésor dans la cassette, ferme celle-ci avec le plus grand soin, et recommande à sa fille d'achever promptement de remplir la grande malle.

Une heure après, la diligence emportait nos deux voyageurs sur la route de Paris. M. Duresnel avait sous ses pieds la cassette dont il ne se sépara pour ainsi dire pas pendant toute la durée du voyage; car, chaque fois qu'il lui arriva d'être obligé de descendre, il eut la précaution de faire prendre aussitôt sa place par Marie. Arrivé à la barrière, il chargea sa fille de diriger les commis de l'octroi dans la visite de ses autres malles, et ne s'en rapporta qu'à lui-même du soin d'ouvrir la cassette; enfin ce fut encore lui qui emporta sous son bras l'objet de tant de sollicitudes durant le trajet de la cour des messageries à l'hôtel où il descendit.

III.

La première démarche de M. Duresnel, après avoir pris possession de son appartement, devait naturellement être d'aller porter ses fonds chez son ami, afin de se débarrasser d'une surveillance qui lui causait tant de soucis. Qu'on se figure son effroi, son désespoir, en ne retrouvant plus le portefeuille dans la cassette!

Cependant la réflexion ayant succédé aux premières manifestations de sa douleur, il chercha à se rendre compte d'une disparition aussi inexplicable et appela à son aide tous ses souvenirs.

Depuis le moment de son départ jusqu'à celui de son arrivée dans l'hôtel qu'il occupe, M. Du-

resnel n'a pas un instant perdu de vue sa cassette ; une seule fois, il l'a ouverte ; c'était à la barrière ; le vol n'a pu être commis que dans cette circonstance ; et comme l'employé chargé de la visite est le seul qui ait mis la main dans la cassette, c'est cet employé qui est le voleur ; impossible de conserver le moindre doute à cet égard.

Eclairé par ce raisonnement, qui eût paru sans réplique à tout autre comme à lui, M. Duresnel retourne en toute hâte à la barrière ; il se fait introduire auprès du receveur et lui déclare qu'il vient formuler positivement une accusation de vol contre un des employés de l'octroi.

« Prenez garde, monsieur, dit le receveur après avoir écouté attentivement le récit que lui fit M. Duresnel ; il est de votre propre intérêt de ne pas agir à la légère dans une affaire aussi grave ; cependant les apparences sont telles que moi-même, je l'avoue, je suis bien près de partager votre conviction. Mais, avant de recourir aux voies judiciaires, permettez-moi d'employer des moyens moins rigoureux et peut-être plus prompts. Pourriez-vous reconnaître le commis qui a visité votre cassette ? »

M. Duresnel ayant répondu affirmativement, le receveur sortit avec lui de son cabinet et le conduisit successivement auprès de tous les commis de service.

Après quelques minutes d'examen, M. Duresnel dit au receveur :

« Celui que nous cherchons n'est pas ici. »

Mais au même instant accourait un commis qui s'était absenté du poste.

« Le voilà ! s'écria M. Duresnel en le désignant au receveur ; je le reconnais parfaitement.

— Vous êtes certain de ne pas vous tromper !

— Je suis prêt à l'affirmer par serment. »

Le receveur fit signe au commis de le suivre dans son cabinet, et là, il se mit à l'interroger en présence de M. Duresnel :

« Menneval, pourquoi vous êtes-vous absenté du poste ?

— Pour aller voir une personne qui m'a promis d'employer son crédit pour me faire obtenir de l'avancement, et qui m'attendait aujourd'hui.

— Vous auriez dû m'en demander l'autorisation.

— Mon absence ne devait pas être longue, et mes camarades avaient offert de me remplacer, s'il en était besoin.

— Regardez bien monsieur, continua le receveur en désignant M. Duresnel ; n'est-ce pas vous qui avez visité ses effets ?

— Il me serait difficile de dire si j'ai visité les effets de monsieur, ou ceux de tout autre voyageur.

— Rappelez bien vos souvenirs, dit M. Duresnel ; j'étais dans le coupé de la diligence de *** ; j'ai ouvert devant vous une cassette et vous y avez introduit la main pour vous assurer qu'elle ne contenait que des papiers.

— Je ne pourrais pas plus nier qu'affirmer cette circonstance. Il a passé bien des diligences depuis ce matin, et j'ai fait ouvrir bien des cassettes.

— Songez, Menneval, reprit le receveur, qu'il s'agit d'une chose très-grave, et qui peut avoir pour vous les conséquences les plus fâcheuses.

— Je ne vous comprend pas, répondit le commis en regardant son chef avec étonnement.

— Écoutez-moi : Je dois vous rendre cette justice que, jusqu'à ce jour, vous avez mérité par votre conduite l'estime et la confiance de vos supérieurs ; ce n'est donc qu'avec une extrême circonspection que j'accueillerais une accusation capable de porter atteinte à votre honneur. Cependant monsieur affirme sans hésiter qu'il vous reconnaît, et il résulte des renseignements précis qu'il vient de me donner, que vous seul avez pu soustraire dans sa cassette un portefeuille renfermant soixante billets de banque de mille francs. »

Menneval, en écoutant cette accusation nettement formulée, parut frappé de consternation ; il pâlit et répondit en balbutiant :

« Je proteste de mon innocence.

— Votre contenance, en ce moment, n'est pas de nature à nous en convaincre, objecta le receveur d'une voix sévère. »

Mais le commis, se remettant du trouble où l'avait jeté le premier moment de surprise, répondit d'une voix plus assurée :

« Mon émotion est bien naturelle ; quel homme pourrait entendre de sang-froid une accusation aussi terrible et aussi peu méritée ?

— Malheureusement les dénégations d'un innocent et celles d'un coupable se ressemblent... Des preuves seraient plus utiles à votre cause que des paroles.

— Des preuves !... Je n'en puis avoir d'autres à donner que mes antécédents.

— C'est fâcheux ; on a vu des hommes, après de longues années d'une vie irréprochable, se jeter tout-à-coup dans la voie du crime, comme s'ils

étaient pris de vertige ou de folie. Peut-être avez-vous été victime d'un de ces moments d'égarement; et si vous vous obstinez à taire la vérité, c'est que la crainte de la sévérité des lois retient sur vos lèvres l'aveu d'une faute dont vous êtes repentant... Eh bien! il est temps encore d'éloigner de vous les rigueurs de la justice; si vous êtes coupable, avouez-le franchement; restituez la somme que vous avez dérobée, et nous vous promettons le silence.

— Je vous remercie de l'intérêt que vous me témoignez, mais je vous le répète, je ne suis point coupable.

— Songez-y bien; votre absence du poste, après le passage de la diligence, votre mémoire en défaut lorsqu'on vous demande si vous avez visité la cassette de monsieur, le trouble où vous a mis tout d'abord l'accusation portée contre vous; toutes ces circonstances réunies nous font présumer, au contraire, que vous n'êtes pas innocent. »

Deux grosses larmes s'échappèrent des yeux du commis qui se contenta de répondre :

« Il n'y a donc que Dieu qui puisse connaître la vérité dans cette malheureuse affaire! Je me remets à lui du soin de me justifier. »

Le receveur prit à l'écart M. Duresnel et lui dit :

« Je ne vous cacherai pas, monsieur, que, malgré les apparences, mon esprit hésite encore à croire à la perversité de cet homme. Vous avez le droit sans doute de le livrer, dès à présent, aux mains de la justice; mais, je vous en conjure, avant d'en venir à cette extrémité, permettez-moi d'épuiser tous les moyens qui seront en mon pouvoir pour arriver à la connaissance de la vérité.

— J'y consens de grand cœur, répondit M. Duresnel; un retard de quelques instants ne saurait compromettre mes intérêts, et je ne voudrais pas avoir à me repentir d'une précipitation irréfléchie. »

Le receveur serra la main de M. Duresnel en signe de reconnaissance, et se tournant vers le commis :

« Consentez-vous, lui dit-il, à nous conduire chez vous immédiatement? »

Un rayon de joie illumina la physionomie de Menneval.

« Si j'y consens! s'écria-t-il; mais c'est une faveur que je sollicite de votre justice. »

Et se plaçant entre le receveur et M. Duresnel, qui lui donnèrent le bras par mesure de précau-

tion, il les conduisit d'un pas rapide à son domicile.

Mais, pendant le trajet, une pensée se présenta subitement à son esprit; son front devint tout-à-coup soucieux, et ses lèvres tremblantes murmurèrent :

« Ah! mon Dieu!... j'avais oublié!... Malheureux que je suis! »

IV.

Il y avait une heure déjà que le receveur et M. Duresnel passaient en revue tous les meubles, ouvraient tous les tiroirs, déplaient le linge et visitaient les papiers du commis qui les dirigeait lui-même dans leurs investigations. Partout ils reconnaissaient les traces d'une pauvreté honnête, laborieuse, rangée, mais nulle part le moindre indice de penchants pervers. Le seul aspect de ce réduit à la fois si misérable et si propre, dont le bon ordre attestait des soins qui ne sont compatibles qu'avec un cœur tranquille et une conscience pure, eût suffi pour détruire toute idée de soupçon. M. Duresnel lui-même se sentait ébranlé dans sa conviction, et il allait proposer au receveur de se retirer, lorsque celui-ci découvrit une petite armoire pratiquée dans le mur.

« Voici, dit-il à Menneval, un endroit que nous n'avons pas encore visité. Je suis persuadé d'avance que nous n'y trouverons rien de plus qu'ailleurs; mais vous avez sans doute autant que moi le désir que rien n'échappe à l'examen de monsieur: veuillez me donner la clé de cette armoire. »

Cette demande si simple produisit sur le commis l'effet d'un coup de foudre; il se laissa tomber sur une chaise, et, se frappant le front, il s'écria avec l'accent du désespoir :

« Je suis un homme perdu! »

— La clé de cette armoire! » répéta d'une voix impérieuse le receveur qui sentit s'évanouir aussitôt tous ses sentiments de bienveillance.

Le pauvre Menneval, se soutenant à peine, alla prendre dans un tiroir de sa commode une clé avec laquelle il ouvrit l'armoire; celle-ci renfermait une cassette; dans la cassette se trouvait une liasse de billets de banque de mille francs; le receveur les compta: il y en avait soixante!

Le doute n'était plus possible; aussi l'indignation du receveur se manifesta-t-elle d'autant plus vive qu'il avait mis plus d'hésitation à croire au crime.

« Misérable! qu'oseriez-vous alléguer maintenant pour votre justification? »

Menneval était tombé à genoux, les mains jointes et les yeux levés au ciel.

« Hélas ! messieurs, cette preuve est terrible, je l'avoue ; et pourtant, j'en atteste le ciel, je suis innocent ! »

— Quoi ! vous persistez à nier, quand l'évidence est là pour vous confondre !

— Je suis victime d'une inconcevable fatalité.

— Vous auriez encore l'audace de prétendre que ces soixante mille francs !...

— N'ont jamais appartenu à ce voyageur : c'est un dépôt...

— Un dépôt !

— Et voici comment il m'a été confié : Je fis, en Amérique, il y a quelques années, la connaissance d'un Espagnol dont je suis obligé de vous taire le nom pour des raisons politiques. La fortune, qui paraissait avoir voulu me sourire, étant venue à m'abandonner complètement, je revins en France et j'y obtins le modeste emploi qui me fait vivre. Mon ami, qui, depuis long-temps, avait quitté l'Amérique pour retourner en Espagne, se trouva compromis dans les troubles de Barcelone ; il passa en France avec son fils et une partie de sa fortune qu'il était parvenu à réaliser. Je le rencontrai l'année dernière à Paris, et nous renouâmes une liaison dont nous n'avions conservé tous deux que de bons souvenirs. Rappelé dernièrement dans sa patrie, par ses amis politiques, pour prendre part à un mouvement qui était sur le point d'éclater, il me dit, la veille de son départ : « Je laisse mon fils à Paris dans une pension ; je te confie le soin de veiller sur lui. Cette cassette renferme tout ce que j'ai pu sauver de mes richesses ; je la remets entre tes mains. Si dans trois mois, tu n'as pas reçu de mes nouvelles, c'est que j'aurai succombé ; alors ces soixante mille francs, dont je te fais jusque-là le dépositaire, tu les placeras sur la tête de mon fils, et tu exauceras mon dernier vœu en reportant sur le pauvre orphelin l'amitié qui t'unissait au père. » Deux mois se sont écoulés ; fidèle à ma promesse, je veille sur le fils et sur la fortune de mon ami... Telle est toute la vérité.

— Cette histoire est fort bien arrangée, dit sèchement le receveur ; mais les circonstances qui en ont provoqué le récit la rendent trop invraisemblable pour que nous puissions y ajouter foi. Croyez-moi, renoncez à un système de dénégation qui ne peut vous offrir aucune chance de salut ; la somme que réclame monsieur est intacte ; rendez-la-lui volontairement ; nous verrons dans cette démarche un acheminement au repentir, et

nous consentirons à ne pas pousser plus loin cette malheureuse affaire.

— En faisant ce que vous me proposez, répondit Menneval, je me reconnais coupable d'un vol que je n'ai point commis, et je serais un dépositaire infidèle ; je ne balancerai point entre le châtement pour n'être point criminel et le crime pour m'épargner le châtement.

— Qu'il soit donc fait ainsi que vous le voulez dans votre endurcissement. Nous allons envoyer chercher un magistrat pour recevoir nos dépositions. »

Le receveur replaça la cassette dans l'armoire, afin que les choses fussent exactement dans l'état où on les avait trouvées ; dans le mouvement qu'il fit pour retirer son bras, il entraîna une petite boîte qui s'ouvrit en tombant et laissa échapper une médaille d'or sur le plancher. A la vue de cette médaille, M. Duresnel poussa un cri de surprise, et dit au receveur :

« Laissez-moi interroger cet homme à mon tour ; je vais lui parler un langage qu'il comprendra, je l'espère.

Puis, se tournant vers le commis :

« Vous êtes franc-maçon ? lui demanda-t-il vivement.

— Je le suis, répondit Menneval.

— Et vous avez pu oublier, fouler aux pieds les devoirs les plus ordinaires, vous qui, revêtu d'un caractère aussi respectable, devriez avoir des principes d'honneur plus sévères que ceux qui dirigent les autres hommes ! Moi aussi je suis maçon, et c'est comme frère que je vous adjure ici de ne pas consommer votre perte. La faute que vous avez commise peut n'avoir été que le résultat d'un égarement passager ; pour tout réparer, il suffit encore d'un aveu franc, d'un noble repentir. Parlez, et je suis prêt à vous prendre sous ma protection, à vous serrer fraternellement dans mes bras.

— Je vous ai fait connaître la vérité ; je n'ai rien à changer à ce que je vous ai dit.

— Dans quel atelier avez-vous reçu la lumière ?

— Dans la loge de *** , orient de ***.

— Quel souvenir !... ce nom de Menneval, qui d'abord ne m'avait pas frappé !... cette médaille !... oui... oui, c'est bien cela, continua M. Duresnel après avoir ramassé la médaille qu'il considérait avec émotion ; voici la date que moi-même j'y fis graver... Grand Dieu ! fallait-il, malheureux jeune homme, que je vous retrouvasse dans une pareille circonstance ! »

Et s'adressant au receveur :

— Je vous demande pardon, monsieur, de vous avoir dérangé ; ma résolution bien formelle est maintenant de ne donner aucune suite à ma plainte ; c'est une affaire qui doit se terminer entre M. Menneval et moi.

— J'admire votre générosité, répondit le receveur, et je n'ose la blâmer. Je regrette que ma position m'oblige à montrer moins d'indulgence que vous ; mais mon devoir est de faire immédiatement mon rapport au directeur, et de provoquer la destitution d'un commis infidèle.

— Menneval, dit M. Duresnel, lorsque le receveur fut sorti, nous sommes seuls ; que la honte ne retienne plus votre aveu.

— Mon cœur est navré, mais je n'ai point d'aveu à vous faire.

— Je laisse donc à vos remords le soin de venger ma ruine, car je ne livrerai point à la justice le sauveur de mon enfant ! »

V.

Menneval, resté seul, demeura long-temps plongé dans une sorte d'anéantissement ; deux mots seulement sortaient par intervalles de sa bouche : Destitué ! déshonoré !...

Enfin, il se leva d'un air résolu, prit les soixante mille francs renfermés dans la cassette, et se rendit chez un notaire auquel il en fit la remise. Prétextant un voyage, il donna à l'officier public toutes les instructions nécessaires, soit pour restituer ce dépôt à son ami, s'il se représentait, soit pour en assurer l'héritage à l'enfant dont les intérêts lui avaient été confiés.

Après s'être acquitté de ce devoir, il rentra chez lui et se mit à écrire deux lettres : la première était adressée au maître de pension chez qui était le fils de son ami ; dans la seconde, qu'il destinait à rester ouverte sur son bureau, il protestait encore une fois de son innocence, et il terminait en disant que ce n'était point la perspective de la misère qui l'avait effrayé, mais que les forces lui avaient manqué devant la pensée du déshonneur.

Ces lettres achevées, il alla prendre sur sa cheminée un pistolet qu'il chargea ; puis, joignant les mains, il se mit à genoux et pria Dieu de lui pardonner. Enfin, saisissant l'arme meurtrière, il en appuya le canon sur son front...

Le coup partit ; mais une main avait, par un mouvement brusque, repoussé l'arme, et la balle alla frapper le mur, en même temps que se faisait entendre cette exclamation :

« Merci, mon Dieu ! merci ! vous m'avez fait arriver à temps ! »

Menneval, dans sa préoccupation, avait laissé sa porte ouverte, et la main qui venait de détourner le coup fatal était celle de M. Duresnel.

Celui-ci était accouru avec tant de précipitation qu'il pouvait à peine respirer.

« Oh ! monsieur, dit Menneval d'une voix sombre, m'avoir déshonoré, et vouloir que je survive au déshonneur ! c'est être deux fois cruel !

— Non ! non ! s'écria M. Duresnel, plus de déshonneur pour vous, et c'est moi maintenant qui viens implorer votre pardon. »

Alors il lui apprit que, pendant son absence, sa fille ayant défait ses malles, avait retrouvé au fond de l'une d'elles le portefeuille dont la disparition avait été sur le point de causer un si grand malheur.

Comment ce portefeuille, qu'il était sûr d'avoir placé dans la cassette, se trouvait-il dans une de ses malles ? Voici l'explication à laquelle M. Duresnel était arrivé, en se rappelant un fait auquel il avait d'abord prêté peu d'attention.

Le lecteur se souvient que, au moment où M. Duresnel faisait ses préparatifs de départ, la cassette était placée sur une malle ouverte et déjà pleine de linge. Le chien qui s'était emparé du portefeuille, s'enfuyant à la vue de son maître, avait laissé retomber sa proie dans la malle ; le portefeuille avait glissé entre deux piles de chemises, et la malle avait été fermée par Marie, sans qu'elle se fût aperçue de cette circonstance.

« Grâce au ciel, ajouta M. Duresnel, je puis acquitter la dette que j'ai contractée envers le sauveur de ma fille et réparer le tort que j'ai fait à la réputation d'un honnête homme. Menneval, consentez-vous à me pardonner, à mettre votre main dans celle d'un ami dévoué ? Voulez-vous que nous ne nous séparions plus ? »

Menneval pleurait de joie ; il ne put répondre qu'en se jetant dans les bras de M. Duresnel.

Huit jours après, Menneval occupait une place importante dans l'entreprise où Duresnel avait mis ses fonds ; et l'année ne s'était pas écoulée qu'il recevait de Marie, au pied de l'autel, un serment dicté autant par l'amour que par la reconnaissance.

MOLÉRI.

L'administrateur-gérant, L. LEFÈVRE.

PARIS.—IMPRIMERIE DE F.-B. DELANCHY,
Faubourg Montmartre, 11.

L'ORIENT,

REVUE UNIVERSELLE

DE LA FRANC-MAÇONNERIE.

DE QUELQUES OBJECTIONS CONTRE LA RÉFORME DU GRAND-ORIENT.

Notre voix a été entendue : un bon nombre de loges des départements nous ont demandé des noms de maçons disposés à accepter des députations ; beaucoup d'autres se sont enquis auprès de nous de l'usage que font leurs députés du mandat qu'elles leur ont confié. Nous avons adressé aux unes des listes de candidats instruits, zélés et intègres, appartenant aux divers ateliers de la capitale ; aux autres, nous avons fourni les renseignements réclamés, avec la franchise, mais aussi avec la loyauté qu'on doit attendre de nous. Nous avons fait, même à nos contradicteurs les plus ardents, la part d'éloges qui revient à chacun d'eux, et il a fallu que notre blâme sur quelques-uns fût bien puissamment motivé pour nous décider à l'exprimer sans réserve. Tout nous fait donc espérer qu'avant peu de salutaires modifications seront apportées par les ateliers dans la composition du Grand-Orient, et qu'une ère nouvelle, une ère féconde en heureux résultats, s'ouvrira pour notre institution en France.

Mais que cette perspective satisfaisante n'arrête pas l'élan des ateliers animés du véritable esprit maçonnique. Qu'ils se tiennent en garde aussi contre les pièges qu'on pourrait tendre à leur bonne foi. — Qu'ils se défient surtout de ces insinuations calomnieuses que certains hommes, indignes du nom de maçon, qui malheureusement se sont glissés jusque dans les rangs du sénat maçonnique, ne craignent pas de diriger contre leurs adversaires les plus honorables, et qu'ils exigent, avant de croire, la preuve des faits articulés.

Ces hommes ne manqueront pas de leur dire que nous avons une arrière-pensée politique, que nous méditons des réformes en dehors de la ma-

çonnerie. Peut-être iront-ils jusqu'à prétendre que nous sommes des perturbateurs du repos public, des républicains, des communistes, que sais-je encore ! Le plus simple raisonnement suffira pour réduire à néant ces allégations mensongères. Nous sommes des maçons ardents et convaincus, et pas autre chose. Notre seul but est de tirer la maçonnerie de la fatale ornière où l'a poussée l'impéritie de quelques-uns, et de lui restituer l'importance et la considération qu'elle a perdues. Qu'on jette, en effet, les yeux sur la liste des collaborateurs de *l'Orient* : qu'y verra-t-on ? des hommes dont la probité est, Dieu merci ! à l'abri de tout soupçon, et qui, bien que rangés, dans le monde profane, sous des bannières diverses et souvent opposées, se sont cependant rencontrés sur un terrain commun, où les avaient amenés un même sentiment d'amour de l'humanité, une même pensée d'améliorations morales et sociales. Car, qu'on se le rappelle bien, la tolérance religieuse n'est pas la seule qu'enseigne et prescrive la maçonnerie : elle enseigne et prescrit également la tolérance politique, laissant à la conscience de chacun le choix du moyen qui lui paraît le plus propre à opérer son salut dans cette vie et dans l'autre.

Et c'est justement parce que la maçonnerie commande la tolérance des croyances et des opinions et qu'elle réunit dans ses temples les sectateurs de toutes les religions, les partisans de tous les systèmes de gouvernement, qu'il y aurait plus que de la folie, qu'il y aurait de la stupidité à entreprendre de se servir de l'association maçonnique comme d'un instrument de conspiration, et même comme d'un point d'appui propre à favoriser le triomphe d'un parti politique à l'exclusion des autres.

Qu'on ne s'imagine pas toutefois qu'en signalant la possibilité qu'on formule contre nous une accusation de ce genre, nous nous permettions

une supposition gratuite, qui serait d'autant plus condamnable qu'elle aurait pour effet de déconsidérer quelques frères. Nous ne sommes, par malheur, que trop bien fondés à penser qu'on emploiera de telles armes contre nous ; car nous savons, à n'en pas douter, que déjà quelques-uns de nos adversaires y ont eu recours dans des circonstances toutes récentes. Nous ne ferons point de réflexions à cet égard ; nous craindriens que notre juste indignation ne l'emportât sur la pitié que nous inspirent des attaques si déloyales.

Quelques coryphées de la minorité directrice, se drapant fièrement dans leur profonde nullité, ne manqueront pas non plus de faire valoir un argument que nous leur avons vu souvent mettre en usage ; ils diront : « Prenez garde ! le gouvernement ne tolère la maçonnerie que parce qu'elle est impuissante et pour le bien et pour le mal. Qu'elle essaie seulement de ressaisir quelque importance, et bientôt ses loges seront fermées et ses assemblées interdites. » Il y a deux choses dans cette proposition : une absurdité et une calomnie. Comment ! le gouvernement viendrait s'opposer à ce qu'une société essentiellement philanthropique répandit des bienfaits autour d'elle, distribuât des aumônes, fondât des prix de vertu, ouvrît des asiles pour l'enfance et pour la vieillesse, organisât des ateliers pour occuper des bras oisifs, propageât l'instruction et la moralité, cherchât la solution de quelque problème philosophique ou social, employât enfin tous les moyens que fournit l'association pour accomplir des œuvres charitables et utiles ! Mais où donc est le pouvoir assez oublieux de sa mission pour concevoir une aussi odieuse pensée ? Et si, ce qui n'est pas possible, un tel pouvoir existait, ne s'élèverait-il pas de toutes parts contre lui un cri de généreuse réprobation, du moment qu'il essaierait de réaliser son dessein ?

Peut-être prétendra-t-on encore, car ne faut-il pas tout prévoir ? qu'il y a, au fond de la réforme que nous appelons de tous nos vœux et de tous nos efforts, une soif ardente d'emplois et de distinctions maçonniques. Certes, si, en effet, nous éprouvions une telle ambition, elle n'aurait rien que d'honorable. Quel est l'homme qui ne fût jaloux de faire prévaloir ses vues, et ne s'estimât heureux d'être en état de les appliquer lui-même ? Ensuite, y aurait-il donc à nous une vanité excessive à nous flatter de l'espérance de faire mieux que ceux qui tiennent aujourd'hui les rênes de l'administration de l'Ordre ? Et d'ailleurs, n'aurions-nous pas d'autre moyen pour arriver aux

dignités que de renverser du pouvoir ceux qui en sont investis ? Rien ne nous eût été et ne nous serait encore plus facile que d'être tous, comme plusieurs de nous le sont déjà, députés, officiers du Grand-Orient : il ne s'agirait pour cela que de nous montrer de facile composition, de donner quelques gages et de laisser aller les choses de leur train actuel.

Mais nous nous arrêterons ici. Il serait, en effet, superflu de nous attacher à réfuter à l'avance toutes les considérations que pourront imaginer nos adversaires pour paralyser le mouvement de réforme qui se généralise de plus en plus, et que nous sommes fiers d'avoir, pour notre part, contribué à propager. Le bon sens des loges fera de lui-même justice de tous les sophismes et de toutes les calomnies ; et, considérant les œuvres des hommes qui gouvernent aujourd'hui la maçonnerie, il ne craindra pas de voir tomber cette institution dans un pire état, en en remettant les destinées entre les mains d'hommes nouveaux.

DE LA RÉVOCATION DES DÉPUTÉS.

Plusieurs loges nous écrivent que, désespérant de voir sortir la maçonnerie de la situation insignifiante que lui a faite le Grand-Orient, et obéissant à la force de l'habitude, elles ont continué à leurs députés, dans les élections qui viennent d'avoir lieu, le mandat qu'elles leur avaient confié précédemment ; qu'aujourd'hui cependant elles en éprouvent du regret, et qu'elles seraient heureuses de révoquer ce mandat, si les Statuts-généraux n'y mettaient pas obstacle ; et elles nous demandent notre avis sur cette importante question.

Les Statuts disposent que les loges devront procéder chaque année au renouvellement de leurs officiers, et, dans le nombre, figure le député au Grand-Orient. Pour les dignitaires de la loge, il n'y a pas à concevoir le moindre doute ; ils ne peuvent être dépouillés de leurs fonctions qu'à l'expiration de la période pour laquelle elles leur ont été dévolues. Mais le député, qui, le plus souvent, n'est pas membre de la loge dont il a reçu ses pouvoirs, peut-il être environné de la même inviolabilité ? Nous ne le pensons pas ; et d'ailleurs les Statuts ne contiennent aucune disposition qui interdise à la loge la révocation de son mandataire, du moment qu'elle n'est plus satisfaite de la manière dont il défend ses intérêts. Il est de la nature de tout mandat d'être essentiellement révocable, et, sous ce rapport, la maçon-

nerie ne saurait déroger au droit commun. Mais dans un acte aussi grave, la simple majorité des voix ne suffirait plus ; il faudrait une complète unanimité. Quoi qu'il en soit, la difficulté est assez sérieuse pour qu'il importe de la faire trancher par le Grand-Orient. Les loges qui voudraient l'essayer auraient de grandes chances de réussite : il n'est pas probable, en effet, que le Grand-Orient prononçât le maintien d'un député que ses mandants persisteraient à désavouer.

Nous ne parlons ici que des députés pourvus d'une seule députation. Il y en a d'autres qui en cumulent jusqu'à trois, et ceux-là sont nombreux. Que les loges qui ont des députés de cette catégorie les mettent en demeure d'opter, ainsi que nous le leur avons déjà conseillé. S'ils optent en leur faveur, ce peut être fâcheux sans doute ; mais du moins les autres loges qu'ils représentent seront tenues de les remplacer, et parmi les nouveaux élus, le Grand-Orient pourra gagner quelques voix intelligentes. Il n'est pas à craindre que le pouvoir suprême s'oppose à l'option réclamée ; car déjà la commission de révision des Statuts, composée en majeure partie de membres de la minorité directrice, n'a pu résister à la force des arguments présentés contre le cumul des députations, et elle a adopté en principe l'abolition de ce cumul.

Dans les deux cas, nous ne supposons pas qu'il se rencontre un seul homme qui osât dénier à une loge le droit de se faire représenter par le mandataire qui lui convient, et qui émit la prétention de la représenter malgré elle.

Nous ne voyons donc, en résumé, aucun inconvénient à ce que les loges qui croient avoir fait un mauvais choix usent de tous les moyens qui s'offrent à elles pour parvenir à en faire un meilleur.

APPEL DE LA PRESSE PÉRIODIQUE

A LA MAÇONNERIE.

Il s'est opéré depuis un an une réaction favorable à la maçonnerie dans l'opinion du monde profane. Les écrits de notre rédacteur en chef et notre propre publication, qu'on nous pardonne de le dire, ont contribué pour beaucoup à cet heureux résultat, en éclairant le public sur le véritable caractère de notre institution, qu'il s'était habitué à regarder comme une grande inutilité, sinon comme une ridicule momerie. La presse

politique ne craint pas aujourd'hui de la citer avec éloges, et même de lui demander son concours pour parvenir à résoudre un des plus importants et des plus difficiles problèmes qui ait encore occupé les esprits sérieux : l'amélioration du sort des travailleurs.

Plusieurs journaux, en effet, ont reproduit avec empressement, et en y donnant leur adhésion complète, cet article du *Progrès du Pas-de-Calais* :

« Dans une circulaire récente, le Grand-Orient a invité les loges qui sont sous ses ordres à rechercher les moyens de revivifier la maçonnerie. Plusieurs ont répondu, et nous citerons la *Constance*, d'Arras ; elles ont répondu que, pour devenir efficacement utile, la maçonnerie devait sortir de l'ornière du passé, cesser de s'occuper exclusivement de discussions de rites, de dogme, de philosophie spéculative ; qu'il fallait entrer dans le vif de la société, en sonder les plaies, et tâcher de les guérir... Il existe en France deux cent quatre-vingt-deux loges sous l'obédience du Grand-Orient, et vingt-sept autres sous l'obédience du Suprême-Conseil. Quel appui, quelles ressources, quelle importance apporteraient à l'enquête ouverte par la presse sur l'organisation du travail ces trois cents et quelques loges, employant leurs quinze mille *membres actifs* à la recherche des causes de détresse qui atteignent les classes ouvrières et à la recherche des moyens qui peuvent, sinon détruire instantanément le mal, du moins le diminuer !... Pourquoi la maçonnerie est-elle si puissante, si populaire en Belgique ? Comment se fait-il que, lorsque nos ateliers sont presque déserts, plus de deux cents maçons empressés, dévoués, éloquents, énergiques, assistaient à la dernière réunion de Gand ? C'est que, dans les loges belges, on s'occupe du sort des travailleurs et des classes pauvres, et que, dans ce moment, tous les efforts de la maçonnerie belge se réunissent pour arracher le peuple à l'influence du parti monacal, qui tend à le dominer, pour le ramener ensuite à l'état d'ignorance, de superstition et de vasselage de l'ancien temps. »

Il n'est pas venu à notre connaissance que le Grand-Orient ait invité les loges de son ressort à rechercher les moyens de rendre la vie à la maçonnerie ; c'est, malheureusement, tout le contraire qui est arrivé : les ateliers demandent en vain depuis de longues années à l'autorité qui les gouverne une direction pour leurs travaux, un but pour l'activité qui les dévore et qui s'éteint faute d'aliment. Que de choses utiles pourtant ne pourrait-on pas attendre de tant de bonnes volontés réduites à l'impuissance ! que de précieuses solutions ne serait-il pas permis d'espérer des lumières réunies d'une association qui se forme en définitive de l'élite de la grande société ! Qu'on se figure, en effet, une enquête à laquelle prendraient part, non-seulement les quinze mille membres actifs des loges de France ; mais même

les deux cent mille maçons qui couvrent la surface de la terre et entre lesquels existe une communauté complète de vues et de sentiments; et qu'on dise alors si l'on n'en pourrait pas obtenir de merveilleux résultats! En présence de cette possibilité, et lorsque la presse profane lui fait appel et lui offre ses encouragements, une plus longue apathie du Grand-Orient ne trahirait-elle pas de sa part une profonde incapacité ou de coupables intentions! Nous le savons par notre propre expérience: la première de ces deux hypothèses est la seule vraie. Tout le mal est là. Nous en avons indiqué le remède; que les loges se hâtent donc de l'appliquer en élisant de nouveaux députés.

CORRESPONDANCE.

Dans le nombre des lettres qui nous parviennent, beaucoup nous signalent l'état fâcheux de la maçonnerie dans quelques départements, et font remonter jusqu'au Grand-Orient lui-même la cause de cette situation. En voici une qui résume en quelque sorte toutes les autres, et qui a l'avantage d'être conçue en termes sages et mesurés.

« ***, 20 décembre 1844.

« Depuis long-temps déjà la loge de..... à l'Orient de... a compris la nécessité d'apporter quelques changements aux Statuts-généraux, et la nécessité tout aussi grande d'obtenir du Grand-Orient qu'il se mît plus souvent en rapport avec les ateliers de la province, dont la majeure partie est tombée dans le découragement par suite de l'abandon dans lequel les laisse le sénat maçonnique, les relations se bornant, d'une part, à l'envoi des tableaux annuels et du don gratuit, et, de l'autre, à l'envoi de l'Annuaire maçonnique et des procès-verbaux des fêtes célébrées au Grand-Orient.

« Les loges, et nous en avons l'exemple sous les yeux, travaillent avec tiédeur et relâchement; heureuses encore lorsqu'elles n'en sont pas venues au point où, mettant tous Statuts et règlements de côté, elles font une triste spéculation des initiations et des grades maçonniques! Les abus existent; ils sont nombreux, et il est temps qu'on travaille à les détruire. Le zèle de quelques maçons, la régularité des travaux et les efforts de quelques ateliers, ne peuvent suffire pour rendre à l'art royal tout son éclat, et particulièrement

toute son utilité au point de vue humanitaire. Le Grand-Orient peut seul donner l'élan nécessaire pour atteindre ce but, et, comme vous l'avez fort bien fait observer, il n'est pas assez complet, pas assez bien composé, pour qu'on puisse espérer un résultat favorable des demi-efforts qu'il fait pour triompher des obstacles de toute nature qu'un aussi long délaissement a laissé enraciner dans la plupart des ateliers de province.

« Désirant coopérer, autant qu'il dépend de nous, à amener un changement que nous croyons devoir être avantageux à la maçonnerie, nous avons l'intention de remplacer le frère ***^{***}, député de nos deux ateliers, par deux frères ne représentant aucun atelier et qui seraient disposés à ne pas accepter d'autres députations que celles de notre loge et de notre chapitre, et, à cet effet, nous vous prions de nous faire parvenir une liste des frères que vous jugeriez disposés à accepter ces fonctions et à les remplir à l'avantage de la maçonnerie. »
« ***. »

MANIFESTATION

DU REPRÉSENTANT PARTICULIER DU GRAND-MAÎTRE.

Un incident remarquable a signalé la dernière fête solsticielle du Grand-Orient. Le frère Bertrand, représentant particulier du grand-maître, a trouvé l'occasion de faire une profession de foi favorable à la publicité maçonnique; et, s'il a paru ensuite approuver « la condamnation sévère » prononcée contre le rédacteur en chef de *l'Orient*, les termes dont il s'est servi, l'inflexion de sa voix, le jeu de sa physionomie, tout donnait clairement à entendre que sa conscience démentait une restriction que lui commandait sa position officielle. Son discours a produit une profonde sensation sur l'auditoire, et il ne serait pas impossible que plusieurs frères qui, cédant à un entraînement irréfléchi, s'étaient associés à la persécution dont le frère Clavel est l'objet, ne fussent déjà revenus à de meilleurs sentiments. Il est à regretter que le frère Bertrand n'assiste pas plus souvent qu'il ne le fait aux assemblées du Grand-Orient: l'influence qu'il exerce à juste titre par son caractère honorable, par sa haute intelligence et par son élocution à la fois spirituelle, souple et affectueuse, ne manquerait pas d'imprimer une sage direction à beaucoup de bonnes volontés qui se fourvoient à la suite de mauvaises passions.

EFFETS DE LA CONDAMNATION

DE L'ORIENT.

Le jugement prononcé par le Grand-Orient contre notre rédacteur en chef a produit une vive irritation dans beaucoup de loges de province. Quatre d'entre elles ont cru ne pouvoir mieux protester contre un acte si exorbitant qu'en éliminant le frère Clavel pour leur député. Nous dirons plus tard quelle résolution ce frère a prise à cet égard.

IMPORTANTE DÉCISION

DE LA LOGE LA FIDÉLITÉ, DE LILLE.

La loge *la Fidélité* a célébré sa fête solsticiale le 29 décembre. L'assemblée était nombreuse et brillante, et l'on voyait dans ses rangs des députations des ateliers de Gand et de Liège, et d'autres ateliers plus voisins. Dans la séance, le frère Castelain, vénérable, après avoir rappelé la condamnation prononcée contre le rédacteur en chef de *l'Orient*, et en avoir signalé toutes les irrégularités et toute l'injustice, a fait la proposition que la loge protestât, dans la limite de ses droits, contre cette condamnation. La prise en considération a été vivement appuyée par plusieurs frères de l'atelier et par les présidents des diverses députations des loges étrangères. Le vénérable des *Vrais amis*, de Gand, le frère Vervier, connu dans le monde maçonnique par ses travaux littéraires et par son dévouement à l'Ordre, s'est énergiquement élevé contre la mesure qui a frappé le frère Clavel. Aussi la proposition du vénérable a-t-elle été prise en considération à l'unanimité par plus de cent membres de *la Fidélité*, et son adoption définitive ne saurait-elle faire l'objet du moindre doute. Le frère qui nous transmet ces détails ajoute : « Je vous écris à la hâte ce résultat, afin que vous ayez encore le temps de le faire connaître dans le prochain numéro de *l'Orient*. Je ne doute pas que notre exemple ne soit suivi par d'autres loges, dans l'intérêt même du Grand-Orient, dont l'autorité morale a tout à perdre à persévérer dans la fatale voie où d'imprudents conseillers l'ont poussé. »

OPINION DES MAÇONS

SUR LA JURISPRUDENCE DU GRAND-ORIENT EN
MATIÈRE DE PUBLICITÉ.

Depuis que le sénat maçonnique a condamné la publicité en notre personne, il nous arrive de toutes parts des protestations contre ce malheureux arrêt et des adhésions à notre programme. Ces manifestations privées, qui sont déjà suivies de manifestations officielles, comme on l'a vu plus haut, sont si imposantes par le nombre et par l'ensemble, qu'elles nous permettent de considérer la question de publicité comme définitivement gagnée dans l'opinion des maçons. C'est sous ce rapport seulement que l'arrêt du Grand-Orient aura rendu à la maçonnerie un véritable service.

Un frère, éminemment distingué par ses qualités et sa position sociale, nous écrit une lettre qui résume vivement la question :

« Il m'est impossible de comprendre la colère du Grand-Orient contre votre journal, qu'il n'a pu essayer d'atteindre spécialement qu'en frappant d'interdit la publicité en général. En effet — ou le sénat n'ira pas au-delà de *l'Orient*, et alors il aura été violent et partial, — ou il poursuivra tous les autres journaux sans exception, et alors il sera rétrograde et absurde.

« Les frères qui composent cette majorité intelligente, n'ont donc jamais séjourné dans la province, et notamment dans le centre de la France, où la population, dispersée dans de petites villes, est plus éloignée du mouvement de l'intelligence sociale ! Ils auraient vu que la maçonnerie y est jugée sous deux aspects non moins faux l'un que l'autre, mais aussi déplorable que faux.

« Les gens timorés, accessibles à toutes les superstitions, les esprits faibles, croient que les maçons sont des hommes perdus, réunis pour le mal, ayant fait pacte avec les puissances occultes et surnaturelles, afin de travailler à la magie noire, tous suppôts du diable et apprentis sorciers.

« Les gens superficiels, qu'une éducation cultivée met à l'abri de préjugés routiniers, mais qu'une légèreté un peu présomptueuse livre trop souvent à des jugements téméraires et à de singuliers partis pris, les esprits forts, enfin, ne se gênent pas pour dire que les francs-maçons sont d'aimables farceurs qui, sous le voile d'un hypocrite mystère, se réunissent pour rire, s'amuser, manger et boire. Notre secret ressemble

beaucoup, à leurs yeux, aux ténèbres d'une cave, et la société maçonnique est pour eux une sœur de celle que Désaugiers a fondée sous le nom de *Caveau*.

« Ces deux croyances sont plus répandues en province que vous ne pouvez le supposer à Paris. Ainsi, pour les imbéciles nous sommes des magiciens, pour les étourdis, des viveurs, et pour les badauds de toutes les espèces, des gens peu recommandables. — Se moquer des badauds est bien ; mais les éclairer serait encore mieux.

« Or, qui peut remplir cette mission, sinon la presse ! Quand la publicité apprendra à tous, non nos mystères, non nos moyens de reconnaissance, qu'il faut cacher ; mais les travaux de fond, pour ainsi dire, les actes de charité, les fondations utiles, les secours mutuels, les témoignages de fraternité dont notre association est le moyen, les étourdis ne pourront pas dire que nous sommes des gastronomes, et les imbéciles que nous sommes des sorciers.

« Sous ce premier rapport, la publicité ne peut donc qu'être utile à la maçonnerie. Mais, sous un autre point de vue, elle lui est plus nécessaire encore.

« Quel est le premier devoir des maçons ? C'est de fraterniser. Ce mot dit tout : Aimer ses frères, les secourir dans le malheur, se vouer à eux pour qu'à leur tour ils se vouent à vous, c'est la fraternité. Mais la fraternité, qui est un mot, a besoin d'être exercée pour devenir une chose : or, elle ne s'exerce que par des organes. Quel organe est plus puissant que la presse ! Vous voulez rallier tous les hommes entre eux ? la presse est le seul lien assez long, assez fort. — Vous voulez que tous les hommes s'entendent sur la surface du globe ? la presse est le seul porte-voix assez puissant. — Vous voulez le but ? veuillez donc le moyen.

« Vous qui, vous disant maçons, prohibez la publicité, vous ressemblez à quelqu'un qui lierait à deux personnes les mains derrière le dos, et leur dirait ensuite : « Donnez-vous une poignée de main ». Comment nous parlerons-nous, si la voix nous manque ; comment nous aiderons-nous, si nous n'avons pas de bras !

« La voix, nous dira-t-on, vous l'avez. Vos bras ne sont-ils pas libres ? — Sans doute, mais la voix de chacun de nous n'est que la voix d'un seul homme, nos bras ne sont que les bras d'un seul individu. La presse, elle, c'est la voix, ce sont les bras de plusieurs milliers d'hommes. Ne vaut-il pas mieux avoir mille mains que deux,

quand chacune de ces mains a pour mission d'aider ou de soutenir un frère ?

« D'ailleurs la presse est le seul organe possible des associations : c'est une bouche qui parle pour cent autres, et plus posément, plus distinctement qu'aucune des cent ne pourrait le faire. Quand toutes les voix de la presse parlent, il y a une puissance irrésistible d'intonation et de portée dans l'accord, sans qu'il y ait jamais cacophonie dans la dissidence.

« Le Grand-Orient devrait donc, comme toutes les autorités maçonniques de tous les autres pays, aimer la presse ; il devrait tenir à voir le plus de feuilles possibles autour de son *Bulletin*, qui est une bonne création. Plus elle aura de journaux et plus la maçonnerie sera florissante : c'est la lumière, c'est la vie.

« La publicité étant non-seulement une bonne chose, mais une chose nécessaire, indispensable, il faut ou que la majorité du Grand-Orient modifie son opinion, ou que les loges modifient la majorité du Grand-Orient. Le second point de l'alternative est plus probable, et d'ailleurs plus sûr que le premier.

« Agréer, etc. »

Un frère qui nous écrit d'Aurillac fait aussi valoir les considérations contenues dans la première partie de cette lettre ; il ajoute que la publicité est le seul moyen d'entretenir entre les loges l'émulation du bien. Un grand acte de bienfaisance porté à la connaissance de toutes les loges en inspirerait cent ; et, de ce concours de charité incessamment ouvert et toujours ardent, jaillirait le progrès.

RÉPONSE A LA REVUE MAÇONNIQUE

DE LYON.

La plupart des journaux de Paris et des départements ont reproduit un article du *National* ainsi conçu :

« Le Grand-Orient de France vient de condamner un de ses membres pour le seul fait d'avoir publié un journal spécial, qui, du reste, n'était point incriminé. Est-ce en maintenant les traditions de tyrannie et d'ignorance du moyen-âge, que le corps maçonnique croit remplir sa mission de progrès et de fraternité ? Les loges feront bien de veiller à ce qu'une association importante ne finisse point, grâce à ceux qui la dirigent, par s'éteindre dans le ridicule. »

Cet article a inspiré les lignes suivantes à la *Revue maçonnique* de Lyon :

« Des journaux politiques ont fait un crime au Grand-Orient d'avoir condamné l'un de ses membres pour le seul motif de publication d'un recueil maçonnique. Dans l'intérêt de la vérité, nous devons relever cette assertion inexacte. Voici bientôt sept années que la *Revue maçonnique* existe, et, pendant cet espace de temps assez long, nous n'avons nullement été inquiété par le Grand-Orient pour le fait même de notre publication. Le *Globe*, de Paris, au bout de sa quatrième année, est mort dans les bras du Grand-Orient. Le *Lien des peuples*, de Marseille, a succombé à la maladie naturelle des journaux sans abonnés. La *Fraternité*, de Rouen, semble se bien porter, et le Grand-Orient lui-même vient de se faire journaliste en créant son *Bulletin trimestriel*. Ainsi, le Grand-Orient ne tolère pas seulement la presse, mais il lui rend hommage en s'en servant comme d'un bouclier. S'il vient de condamner un de ses membres, ce n'est point pour avoir publié un journal. Président d'une loge de Paris, le frère C. (Clavel) s'était adressé à tous les ateliers de la correspondance pour leur demander leur concours afin de saper les fondements du pouvoir maçonnique constitué. Ce dernier, qui tient beaucoup à l'existence, a voulu faire un exemple en condamnant celui qu'il accusait d'avoir voulu attenter à ses jours. »

Tout ce que dit la *Revue* de Lyon, de la tolérance du Grand-Orient envers la presse maçonnique en général, est de la plus scrupuleuse exactitude; nous l'avions déjà constaté nous-mêmes; et nous enregistrons avec plaisir ce témoignage donné par un organe si important à la vérité de nos assertions. Dans le reste de son article, la *Revue* ne se montre pas, à beaucoup près, aussi bien informée, et c'est à tort qu'elle s'attache à démentir le fait très-positif signalé par les journaux. Nous comprenons que la probité de son directeur se soit révoltée à l'idée de l'acte d'iniquité qui a frappé notre rédacteur en chef, et qu'en présence d'une énormité pareille, elle se soit refusée à croire, et ait attribué à d'autres causes la condamnation prononcée. Mais aujourd'hui, qu'elle a reçu le numéro de l'*Orient* où sont consignés les détails de cette triste affaire, la *Revue* ne saurait plus conserver l'ombre d'un doute, et nous sommes certains qu'elle reviendra loyalement, dans l'intérêt de la vérité, sur le démenti qu'elle s'est un peu trop hâtée d'insérer. Dans cette confiance, nous lui indiquerons encore une autre rectification essentielle. Contrairement à ce qu'elle avance, la circulaire de la *Clément-Amitié*, rédigée en commun par les frères Pagnerre et Clavel, et qui a motivé une première condamnation de celui-ci à six mois de suspension de ses droits maçonniques, avait pour but, non pas de saper les fondements du Grand-Orient de France, mais de les raffermir; ce qui est bien différent! Il suffit pour

s'en convaincre de relire les termes dans lesquels est conçue cette pièce. La minorité directrice du Grand-Orient s'en est émue, il est vrai; mais qu'est-ce que cela prouve? Rien, sinon que les auteurs de la circulaire, en signalant certains abus, avaient justement mis le doigt sur la plaie.

Au reste, voici un document officiel qui prouvera à la *Revue* combien elle est dans l'erreur à cet égard; c'est une réponse délibérée par la loge la *Fidélité*, de Lille, à la circulaire du Grand-Orient qui incriminait celle de la *Clément-Amitié*.

LA LOGE LA FIDÉLITÉ, A LILLE,

AUX TRÈS-RESPECTABLES FRÈRES COMPOSANT LE
GRAND-ORIENT DE FRANCE.

Très-chers frères,

Conformément à vos instructions, la circulaire du Grand-Orient de France en date du 17 septembre 1844 a été communiquée, travaux tenants, à la loge la *Fidélité*, dans la tenue du 15 octobre dernier; ses membres vous en accusent aujourd'hui réception et vous soumettent avec la plus respectueuse sincérité les observations qui leur ont été suggérées par cette lecture.

Comme ils ont eu déjà la faveur de vous en informer, les frères de la *Fidélité* ont adhéré complètement, en ce qui concerne la révision des Statuts-généraux, aux propositions formulées par la *Clément-Amitié*, dans sa circulaire en date du 1^{er} juin 1844. Plus tard, pour se conformer à la lettre de votre circulaire en date du 26 juillet dernier et pour satisfaire à la fois aux convenances, aux traditions et à la loi écrite, ils ont adopté, avec l'autorisation des frères de la *Clément-Amitié*, comme les leurs, ces propositions et vous en ont fait parvenir l'expression par voie directe comme au seul pouvoir régulateur de la maçonnerie. Si les frères de la *Clément-Amitié* eussent montré des tendances hostiles à l'unité maçonnique, s'ils eussent tenté le moins du monde de fédéraliser l'institution, tous les membres de la *Fidélité* eussent repoussé et leurs idées et leurs communications, remplis qu'ils sont d'un respect profond à l'égard du principe fondamental sur lequel est basé le Grand-Orient de France. Mais, ayant aperçu chez eux, au contraire, l'intention formelle de ne porter aucune atteinte au système si éminemment français de l'indivisibilité de direction, ils se sont franchement et sans arrière-pensée laissé aller au courant d'une fraternelle sympathie. Il est vrai qu'ils n'avaient guère approfondi la question de savoir s'il y avait, dans le fait de la correspondance établie entre la loge la *Clément-Amitié* et eux, une violation précise et incontestable des art. 98 et 257 des Statuts. Votre circulaire précitée a attiré leur attention sur ce point, et, après avoir bien étudié les dispositions de cet article, ils croient qu'il y a nécessité de les formuler à l'avenir de manière à ne rien permettre au doute et à la controverse. L'article 98, en effet, interdit bien positivement et fort sagement, à leur avis, la délibération en commun; mais il semble donner au mot *affiliation* le sens le plus

large et le plus libéral, que confirment encore les termes de l'article 265 et notamment ceux de l'article 266, où l'objet de l'affiliation est appelé une communication plus intime de pensées et d'intérêts, mais que limitent toutefois les dispositions de l'article 269. Sous ce dernier rapport, la loge *la Fidélité* a la faveur de faire observer au Grand-Orient que ses communications avec la *Clément-Amitié* sont parfaitement régulières, puisqu'elle est au nombre des loges légalement affiliées à cet atelier. Aucune défiance ne pouvait donc s'emparer de son esprit contre les intentions de la *Clément-Amitié*, intentions qui lui semblent n'avoir point été appréciées par certains frères avec toute la réserve, toute l'indulgence qu'on doit apporter en pareille matière. Malgré la franchise de cette adhésion, les frères de la *Fidélité* espèrent ne point être comptés parmi ceux auxquels l'indifférence, pour ne pas dire l'incapacité, ne permettrait pas de penser ou d'agir en maçons libres. Ils ont donné au Grand-Orient, du moins ils l'espèrent, trop de preuves de zèle, sinon de capacité, en matière de maçonnerie, pour mériter ce reproche. Ils croient donc, très-chers frères, qu'il est d'un intérêt urgent de bien définir désormais ce qu'on entend par affiliation, et de vouloir bien saisir une prochaine occasion pour leur dire si votre censure s'applique plus, dans l'espèce, à la forme qu'au fond.

Les frères soussignés termineront par une réflexion que l'expérience leur suggère et que probablement vous avez déjà faite avant eux.

Les temples maçonniques consacrés au Grand-Architecte de l'univers doivent être soigneusement fermés aux passions du dehors. À leurs portes doivent expirer les haines, les jalousies, les antipathies qui affligent le monde profane. Lorsque des maçons éprouvent la douleur de voir quelque nuage obscurcir leur ciel, d'ordinaire si pur et si serein, ils ont de tout temps fait la remarque que ces passagères discussions prennent tout aussi bien leur source dans l'extrême défiance que dans l'entraînement de la jeunesse et la fougue d'un zèle hasardé. Pourquoi l'amour ardent de l'humanité, l'inflexible logique, même quand elle s'abandonne à l'amertume, seraient-ils *a priori* jugés à tout jamais dangereux et intempestifs?... Pourquoi une vérité, sortie d'une bouche que l'on soupçonne imprudente, cesserait-elle donc d'être une vérité?... Nos divines maximes d'union et de solidarité font cependant à tous les maçons une loi d'apporter la plus grande indulgence dans l'appréciation des actes d'autrui et de les interpréter toujours de la manière la plus favorable. Ces paroles qu'ils adressent particulièrement aux frères éparés çà et là dans le monde maçonnique et toujours disposés à voir dans la moindre tentative de réforme une tendance hostile, les soussignés vous les soumettent avec toute sécurité et vous prient, si vous le jugez convenable, de rappeler à tous les maçons cette grande vérité morale, que la conscience doit être un sanctuaire impénétrable.

Le vénérable, CASTELAIN, maître.

1^{er} surveillant, LECHAT WELLCOME, 30^e.

Pour le 2^e surveillant en congé,
JULKS ABOUT, 33^e.

L'orateur, GIBOU, maître.
Le secrétaire, GODFRAY, maître.

PETITES INFRACTIONS

AUX STATUTS-GÉNÉRAUX.

On pourrait croire que la minorité directrice du Grand-Orient, si sévère pour les autres, lorsqu'il s'agit de l'application des Statuts-généraux, les applique, en ce qui touche ses propres membres, avec une religieuse ponctualité : trois exemples, entre beaucoup d'autres que nous pourrions citer, montreront jusqu'où va, à cet égard, son puritanisme.

Une disposition des Statuts considère comme démissionnaires les députés qui laissent passer trois séances sans assister au Grand-Orient, et oblige l'autorité maçonnique à faire procéder, par les loges qui les ont chargés de leurs pouvoirs, au choix de nouveaux représentants. Eh bien ! il n'y a pas de traces qu'une seule loge ait été mise en demeure de remplacer son député par ce motif ; et pourtant beaucoup de députés morts, absents de Paris ou complètement étrangers à la maçonnerie depuis plusieurs années, continuent de figurer sur les tableaux.

Une autre disposition veut que tout député appartienne, comme membre actif, à une loge symbolique. Cependant l'autorité suprême souffre que les frères Breuillaud, Gontié, Lefèvre d'Aumale, Levilain-Dufriche, Morand, et quelques autres, peut-être, ne remplissent pas cette condition essentielle de la validité de leur mandat (1).

Enfin, une disposition non moins impérieuse s'oppose à ce qu'un député cumule plus de trois députations. Mais que fait-on pour éluder la loi ! On accepte toutes les députations qui se présentent, sauf à n'en faire figurer que le nombre légal sur l'Annuaire. En veut-on une preuve, entre plusieurs que nous avons acquises ! La voici : Le frère Morand est porté au tableau comme mandataire des loges *les Écossais*, de Marseille ; *les Cœurs-Unis*, de Toulouse ; *l'Amitié et Fraternité*, de Dunkerque ; mais ce que ce tableau ne dit pas, c'est que le frère Morand est aussi le député du chapitre souché sur cette dernière loge. De compte fait, voilà bien quatre députations au lieu de trois. Peut-être n'aurions-nous pas beaucoup de mal à en découvrir une cinquième.

Et voilà comme les Statuts-généraux sont observés par le Grand-Orient !

(1) Voir le *comput* particulier des officiers du Grand-Orient, pages 40 et 42.

DÉNI DE JUSTICE.

Nous recevons du frère Dejean, de Marseille, de longs détails sur un déni de justice qu'il reproche au Grand-Orient. Depuis plusieurs années ce frère réclame vainement sa réintégration dans ses droits maçonniques, dont le Grand-Orient l'a dépouillé, d'après des documents entachés de *faux matériels*. Long-temps l'autorité maçonnique a pu, s'étayant sur des pièces qu'elle croyait bonnes et sincères, persister dans l'arrêt qu'elle avait prononcé ; aujourd'hui, elle ne saurait avoir conservé sa première conviction. Le frère Morand, chargé d'inspecter quelques loges du midi de la France, a acquis, lors de son passage à Marseille, la preuve irréfragable de la vérité des assertions du frère Dejean ; la certitude des *faux* signalés par ce frère est démontrée pour lui ; il a dû en faire son rapport depuis plus de trois mois : qu'attend donc le Grand-Orient pour réparer le mal qu'il a causé ?

DE LA TOLÉRANCE

PRESCRITE AUX MAÇONS.

Un fait d'une plus grande portée qu'il ne semble au premier coup d'œil s'est passé il y a peu de temps aux portes de Paris, à Belleville. Une foule de maçons s'étaient empressés d'assister aux obsèques du frère Luczot, officier du Grand-Orient, et avaient suivi le corps de la maison mortuaire à l'église et de l'église au cimetière. Comme le convoi funèbre atteignait le champ du repos, plusieurs maçons se sont décorés de leurs insignes, et un d'entre eux, qui était rose-croix, a retourné son cordon en signe de deuil : on sait que le revers de ce cordon est de couleur noire et qu'une croix est brodée sur la pointe. Le prêtre qui était venu pour accomplir les derniers rites funéraires a demandé quelle était cette croix ; et, apprenant du frère qui la portait que c'était un symbole maçonnique : « Je ne connais, a-t-il dit, d'autre croix que celle de l'église. Veuillez donc vous dépouiller de cet ornement, si vous ne préférez que je me retire, pour ne pas m'exposer, peut-être, à commettre un sacrilège que condamneraient à la fois la voix de ma conscience et les devoirs de mon ministère. » A cette injonction, le rose-croix a opposé un refus formel, accompagné de réflexions blessantes. Le prêtre

s'est éloigné aussitôt, et les prières n'ont pas été dites.

Nous aurions évité de livrer à la publicité un événement de cette nature, si nous ne nous étions fait une loi immuable de dire sur tout et toujours la vérité à nos frères. Fermer les yeux sur leurs fautes, ce ne serait pas, selon nous, pratiquer l'indulgence ; ce serait assumer une sorte de complicité. Passer ces fautes sous silence, ce serait perdre l'occasion de donner un avis salutaire, une utile leçon. Et lorsque ceux-là même de qui devrait venir l'instruction restent insouciant et muets dans de telles circonstances, nous croyons qu'il appartient à tout fidèle sectateur de la maçonnerie de proclamer les préceptes méconnus et de rappeler à leur observance.

Les pères de notre institution nous ont fait particulièrement de la tolérance religieuse une règle absolue et sans limites. Ils pensaient qu'il y a, de la part de la créature, une usurpation téméraire et impie à prendre en main la cause du Créateur, à condamner ce qu'il lui convient de souffrir. Ils voulaient d'ailleurs éviter avec soin d'attiser les ferments de discordes entre leurs disciples, et spécialement de toucher aux croyances, qui, de tout temps, ont été une cause fatale d'ardentes et inextinguibles divisions. Et ce n'est pas seulement parmi les maçons qu'ils entendaient que cette règle tutélaire fût observée : ils nous ont prescrit d'en porter le bienfait en dehors de nos sanctuaires et de l'y faire prévaloir autant par nos paroles que par notre propre exemple. C'était un premier pas vers la réalisation de cette grande pensée qu'ils ont conçue de réunir tous les peuples en un seul peuple, tous les individus en une seule famille, tout le troupeau sous un même pasteur.

Le frère dont nous parlons a violé cette loi sainte. Il a manqué au devoir de la tolérance en ne déférant pas à la réquisition du prêtre au moment où elle lui était faite ; il y a manqué en adressant à ce prêtre des paroles qui exprimaient un doute injurieux. Il ne faut pas que les maçons se laissent aller à des préventions haineuses. Sans doute la cour de Rome a lancé, sans de justes motifs et par un sentiment d'aveugle intolérance, les foudres de l'anathème contre notre société ; sans doute les bûchers de l'inquisition se sont allumés pour nos frères ; sans doute, et toujours et partout, nous avons été poursuivis, persécutés par le clergé catholique ; mais qui nous dit que pontifes, inquisiteurs et prêtres, en agissant ainsi, n'obéissaient pas à un zèle véritable, quoique

égaré par l'erreur et le fanatisme ! Qui nous dit que les uns et les autres ne se sont pas trompés de bonne foi ! Et, en ce qui touche spécialement le prêtre de Belleville, ne devait-il pas avant tout obéissance à ses supérieurs hiérarchiques, et pouvait-il, de son autorité privée, abolir les bulles que les papes ont fulminées contre nous ! Pourquoi donc essayer de lui faire violence ! pourquoi gêner sa liberté et risquer de lui nuire dans sa carrière ecclésiastique ! Mais, en supposant un instant qu'il eût cédé aux inspirations d'un préjugé hostile, était-ce une raison pour provoquer un scandale capable d'affliger les assistants animés d'une piété sincère ! Le prêtre lui-même, après tout, pouvait être de ce nombre. Le frère qui a donné lieu à ce fâcheux éclat devait respect à sa conscience ; comme maçon, il devait soumission aux préceptes de la maçonnerie : il était obligé d'être tolérant.

D'ailleurs était-ce lui qui avait demandé les prières de l'église ! C'était la famille, la famille qui croyait à leur efficacité, qui pensait qu'elles étaient nécessaires pour assurer le salut de l'ami qu'elle pleurait. De quel droit donc un étranger venait-il alarmer sa tendre et pieuse sollicitude et se placer brutalement entre une âme et le ciel que lui ouvrait la foi !

Hâtons-nous toutefois de le dire, c'est peut-être le premier exemple d'un événement de ce genre auquel ait donné lieu un maçon. Cet événement eût été impossible si les hommes qui président aux destinées de la maçonnerie française, au lieu de se préoccuper de misérables querelles, au lieu de tenter de vains efforts pour retenir le pouvoir qui leur échappe, et interprétant d'une tout autre façon la mission qui leur a été confiée, s'appliquaient à répandre dans les loges la connaissance de nos préceptes et de nos lois, qu'ils y laissent tomber dans un profond oubli.

NOUVELLE CIRCULAIRE

DE LA CLÉMENTE-AMITIÉ.

La Clémente-Amitié vient d'adresser une circulaire aux maçons qui avaient autrefois l'habitude de fréquenter ses tenues. Le prétexte avoué de cette publication est d'annoncer la reprise des travaux de la loge ; mais il est évident que le véritable motif est de reproduire une fois encore contre les dissidents, et particulièrement contre les frères Pagnerre et Clavel, les allégations men-

songères, les insinuations *calomnieuses* que tant de fois déjà ils ont réduites à leur juste valeur. Nous n'entreprendrons pas la tâche facile, mais repoussante, de réfuter une pareille pièce, dans laquelle les rédacteurs affectent une modération hypocrite et rampent basement aux pieds de ce même Grand-Orient qu'ils attaquaient naguère avec violence. Le dégoût que cet écrit ne peut manquer d'inspirer à tous les maçons honnêtes leur en fera faire prompt et bonne justice, et leur démontrera mieux que jamais la nécessité urgente d'opérer une épuration dans les rangs d'une société qui ne saurait acquérir de force et conserver de considération qu'au prix de la moralité de ses membres.

LES LOGES ALLEMANDES

ET LES MAÇONS ISRAËLITES.

Nous continuons d'enregistrer les manifestations des maçons en faveur de nos frères de Prusse, professant le culte mosaïque.

Il y a quelque temps, la loge *l'Étoile de Bethléem*, à Paris, appartenant à la correspondance du Suprême-Conseil de France, a adressé une circulaire aux loges prussiennes, où, avec autant de raison que de fraternité, elle leur signale l'injustice qu'elles commettent envers les maçons israélites en leur refusant l'accès des temples maçonniques. Nous regrettons que l'étendue de cette pièce ne nous permette pas de la reproduire en entier. Elle se termine ainsi :

« Très-chers frères, c'est au nom de la charité, de la fraternité, qui doivent régner entre tous les hommes, que nous réclamons en faveur de nos frères israélites ; car celui qui a chassé les marchands du temple a dit aussi : « Aimez-vous les uns les autres ; vous êtes tous frères. » Nous osons espérer que notre voix sera entendue ; que nous trouverons un écho dans vos cœurs, surtout dans un moment où plus que jamais la France et l'Allemagne doivent se donner la main, échanger le baiser de paix, et renverser bientôt cette barrière que Dieu n'a placée entre elles que pour les mieux unir un jour. »

La loge *les Commandeurs du Mont-Liban*, constituée aussi à Paris par la même autorité, s'est associée à cette protestation fraternelle.

A Lyon, le 15 septembre, dans la loge *Union et Confiance*, un orateur a appelé l'attention des frères sur la position fâcheuse faite par les ateliers prussiens aux maçons israélites. Son discours a éveillé parmi les assistants la plus vive sympathie.

Enfin nous lisons dans une feuille de Lille l'article que voici :

« Il s'est passé mercredi dernier (4 décembre), dans le sein de la *Fidélité*, une circonstance bien simple, bien ordinaire pour des maçons, puisqu'il s'agissait de procéder à l'initiation de plusieurs profanes. A quoi donc attribuer le vif empressement qu'ont mis d'abord tous les membres de cette loge à se rendre à leur poste, et le concours affectueux que sont venus leur offrir de nombreux visiteurs ?.... C'est que parmi les récipiendaires se trouvait un homme professant la religion israélite, et que tous les maçons avaient à cœur de protester par des marques de sympathie contre les mesures iniques dont cette secte religieuse est encore l'objet en Allemagne. Oui, ce que le monde profane ne sait peut-être point, et il est bon qu'il le sache, car il ne peut manquer d'élever aussi la voix contre un état de choses aussi révoltant, c'est qu'aujourd'hui, au XIX^e siècle, contrairement aux sublimes principes de fraternité et de tolérance sur lesquels est basée l'institution maçonnique, les loges d'Allemagne frappent d'exclusion les frères israélites et refusent l'initiation à ceux qui la leur demandent.

« Il est à regretter que nous ne puissions rappeler tout ce qui a été dit de grand, de noble, de généreux, pendant le cours des épreuves morales auxquelles ont été soumis les néophytes ; nous nous bornerons à dire que, s'adressant particulièrement au profane israélite, le vénérable lui déclara d'abord que la maçonnerie ne demandait compte à ses adeptes que de leur vie et non de leur foi, et s'attacha à démontrer la supériorité de cette institution sur toutes les sectes religieuses, qu'elle domine de toute la hauteur de son principe de tolérance. Passant ensuite à l'examen des griefs articulés contre l'admission des juifs dans les loges, et voulant s'assurer de l'étendue de l'intelligence et de l'énergie de convictions du même néophyte, il les lui présenta et eut la satisfaction de les voir tomber un à un sous les coups d'une argumentation claire et précise. Après la cérémonie d'usage, les frères orateurs prononcèrent deux discours remarquables, que les limites restreintes de cet article nous empêchent de reproduire ; nous ferons cependant de l'un d'eux l'extrait suivant qui a semblé exciter la plus vive sympathie de la loge :

« Permettez-moi d'insister, par un dernier mot, sur l'admission d'un frère israélite. En d'autres circonstances, nous n'aurions pas même besoin de mentionner un fait aussi naturel, aussi conforme à des principes universellement répandus et solidement acceptés. Mais vous n'ignorez pas que précisément en Prusse, dans ce pays qui semble ambitionner le sceptre intellectuel et philosophique de l'Allemagne, dans ce pays où la franc-maçonnerie jouit d'une protection officielle et royale, où, sous le nom d'éclectisme, des idées de réforme sur notre organisation intérieure se sont depuis quelque temps accréditées ; dans ce pays, dis-je, on a, sans prétexte plausible, sans raisons avouables, exclu de notre communauté les frères israélites. La loge la *Fidélité*, on vous l'a déjà répété, mon très-cher frère, a été une des premières à protester contre cet acte inouï et marqué au coin de l'iniquité. Eh quoi ! c'est dans un moment où les sectateurs de la loi mosaïque relèvent victorieusement la tête, c'est

« lorsque nous entendons une voix honnête et sympathique retentir au barreau, que nous voyons une jeune fille deviner et recréer en quelque sorte Corneille et Racine, la scène lyrique inondée de chefs-d'œuvre dus au génie de Meyer-Beer et d'Halévy, si habilement rendus sur la scène lilloise par un artiste israélite aussi, que nous laisserions chasser de nos réunions des frères dont le crime unique est de ne pas partager toutes nos croyances ! Cela ne sera pas, car ce serait sacrifier à Baal ! Nous sommes heureux, frère, de votre venue parmi nous, autant parce que vous nous avez offert l'occasion de faire un acte significatif de justice et de tolérance, que parce que vous vous êtes incessamment rendu digne de l'estime de vos concitoyens et de l'affection des personnes que vos affaires profanes ont mises en relation avec vous.

« Recevez, frère O....., et autres chers frères nouvellement initiés, l'expression franche et sincère de nos sentiments fraternels. »

« De telles paroles n'ont pas besoin de commentaires ; elles prouvent que la fraternité existe réellement dans la maçonnerie. Nous félicitons les membres de cette association des sentiments qui les dominent et avec lesquels nous sympathisons de tout notre cœur. »

Au reste, nous savons par nos informations personnelles que les droits de la raison ne tarderont pas à l'emporter, dans les loges prussiennes, sur d'absurdes et gothiques préjugés. Nous n'osons croire, quoiqu'on nous l'affirme, que l'appui prêté par l'*Orient* à une cause si juste ne serait pas étranger à l'heureux résultat qui se prépare ; mais, si cela est exact, nous en serions heureux et fiers. On ajoute que le prince protecteur des loges de Prusse use loyalement de toute l'influence que lui donnent et sa haute position et les lumières de son esprit pour en rapprocher, autant que possible, le moment désiré, et qu'il voudrait préluder à l'émancipation maçonnique des juifs par leur émancipation civile. Serait-ce donc à son intervention puissante qu'il faudrait attribuer les projets du gouvernement prussien dont parle l'article suivant, extrait des feuilles allemandes ?

« On assure que le gouvernement prussien prépare un projet de loi qui aurait pour objet d'accorder aux israélites quelques-uns des droits civils dont ils sont encore privés. Des personnes ordinairement bien instruites soutiennent même qu'il est question de conférer aux juifs tous les droits civils sans exception, de sorte qu'ils seraient seulement exclus de l'exercice des droits politiques, qui, chez nous, se bornent à pouvoir élire les députés aux états, et à être élu à ces fonctions. Ce qui est certain, c'est que le grand rabbin de Berlin, M. le docteur Adolphe Saxe, ancien avocat, et qui passe avec raison pour un savant légiste, a été mandé par les ministres de la justice et de l'intérieur, avec lesquels il a eu de longues conférences dans lesquelles ont été discutés tous les points de la doctrine religieuse des israélites qui sembleraient être en opposition avec les lois actuellement en vigueur dans la monarchie prussienne. »

DIVISIONS

DANS L'ORDRE MAÇONNIQUE EN IRLANDE.

Voici, d'après le *Freemason's quarterly review*, l'origine et les conséquences de ces tristes luttes intestines qui passionnent vivement nos frères des trois royaumes, et qui donnent lieu à des conflits, à des récriminations, à un échange de pamphlets, que les amis de la fraternité doivent sincèrement déplorer.

« Il existe à Dublin une loge de princes-maçons connue sous le nom de *Grand chapitre des Princes-Maçons d'Irlande*. Ce chapitre se flatte de remonter à une respectable ancienneté, et ses membres sont fiers de rappeler que leur grand-maître est le successeur immédiat des frères John Peree et John Boardman, qui présidaient le Grand-Chapitre vers la fin du dernier siècle, et qui étaient universellement cités comme les princes-maçons les plus distingués et les plus instruits d'Irlande et probablement du monde.

« Dans ces derniers temps, quelques contestations s'étaient élevées quant à l'ancienneté du Grand-Chapitre et à ses prétentions de descendre des hautes lumières de la maçonnerie ; mais nous nous plaisons à reconnaître qu'il y fut répondu par des preuves authentiques et qui ne pouvaient plus laisser de prétexte au moindre doute.

« Arrivons maintenant au sujet de la regrettable querelle qui a éclaté entre nos frères. Elle a été suscitée par un parti opposé qui prend le titre de Grand Conseil des Rites d'Irlande.

« L'histoire du Grand Conseil des Rites peut être exposée très-brièvement. En 1802, le frère John Fowler fonda à Dublin un chapitre de princes-maçons sous le nom de *Premier Chapitre des Princes - Maçons*. Le frère Fowler créa ce chapitre en vertu d'une autorisation à lui conférée par un individu du nom d'Emmanuel Zimmerman, qui avait été expulsé du Grand Chapitre en 1800.

« Le Chapitre ainsi institué par le frère Fowler continua de fonctionner comme chapitre particulier de princes-maçons jusqu'en l'année 1838. A cette époque, il essaya de se former en corps suprême et dirigeant, sans avoir reçu à cet effet l'adhésion ou la permission d'aucun autre chapitre de princes-maçons, puis il dénonça le Grand Chapitre comme irrégulier, attendu que celui-ci ne tenait pas son mandat du Conseil des Rites.

« Tel est le *casus belli*.

« Les prétentions du Conseil des Rites soule-

vèrent une vive opposition. On lui reprocha de s'arroger de lui-même, et sans aucun titre, l'autorité suprême, de diriger dans les journaux des insinuations malveillantes ou des attaques ouvertes contre tous les anciens chapitres d'Irlande, enfin d'avoir adopté une résolution à l'effet de déclarer que ceux-là seuls devaient être dûment reconnus pour princes-maçons, dont les titres étaient signés par son président, le duc de Leinster.

« Les choses en étaient là, lorsqu'au mois d'août 1840 le marquis de Kildaire, qui avait été préalablement admis dans l'ordre des chevaliers maçonniques du temple du campement *la Croix du Christ*, à Londres, fut reçu dans celui du *Pélican et de l'Aigle*, et investi du grade de rose-croix par la même autorité. A cette occasion, le frère Hercule Ellis, souverain du Grand-Chapitre, fut admis comme visiteur. Ces faits furent annoncés par les journaux de Dublin.

« Deux mois après, le 22 août, le Grand-Conseil des Rites fit paraître une publication à l'effet de déclarer que le nom d'Hercule Ellis ne figurait pas sur ses registres et de dénier l'existence maçonnique du Grand-Chapitre ; cette déclaration était approuvée par le duc de Leinster.

« Le frère Hercule Ellis se défendit pas des raisons et des faits concluants ; le Conseil des Rites riposta par des injures et des personnalités. Puis, le frère Ellis ayant publié une nouvelle lettre adressée aux premiers maçons d'Irlande, dans laquelle il rappelait qu'en sa qualité de souverain du Grand-Chapitre, il avait visité le chapitre anglais de *la Croix du Christ*, en 1840, et qu'il avait été introduit dans la forme accoutumée par le docteur Crucifix, le Conseil des Rites vota les résolutions suivantes :

« 1^o L'exclusion du docteur Crucifix de tous les grades élevés de la franc-maçonnerie ;

« 2^o La suspension du frère Ellis pendant deux ans ;

« 3^o Une déclaration d'illégalité de tous les chapitres anglais du degré de *rose-croix* ;

« 4^o La suprématie de la Grande-Loge d'Irlande sur les plus hauts degrés de la maçonnerie.

« L'irritation causée par ces mesures extraordinaires s'est augmentée encore à la suite d'une lettre écrite par le grand-maître de la franc-maçonnerie d'Irlande, lord Leinster, dans laquelle sa grâce déclarait que le marquis de Kildaire avait été reçu dans un chapitre anglais non dûment autorisé, et qu'il ne consentirait à le reconnaître

qu'autant que ce frère se résignerait à se faire recevoir de nouveau. »

Ces déplorables discussions continuent de s'envenimer ; le *Freemason's quarterly review* fait un appel à tous les frères des trois royaumes, afin qu'ils interviennent pour rétablir la concorde et la fraternité.

CÉRÉMONIES MAÇONNIQUES.

POSÉ DE LA PREMIÈRE PIERRE DES BAINS PUBLICS
POUR LES CLASSES OUVRIÈRES D'ÉDIMBOURG,
LE 29 JUILLET 1844.

L'idée de célébrer par une grande procession la cérémonie de la pose de la première pierre des bains publics pour les classes ouvrières d'Édimbourg ayant été approuvée par le lord-prévôt, par les magistrats et par le conseil municipal, ne pouvait manquer de rencontrer une vive sympathie parmi les différents corps de métiers appelés à concourir à l'éclat de cette solennité philanthropique.

En conséquence, les travailleurs, bannières et musique en tête, se sont mis en marche, le 29 juillet, vers les bâtiments de l'Université. A ce moment, la procession a reçu un renfort qui a été salué par de bruyants applaudissements : c'était la Grande-Loge qui venait se joindre à elle, conduite par le très-honorable lord Glenlyon, grand-maître d'Écosse. Les officiers portaient les insignes de la Grande-Loge, et ils étaient précédés de l'excellente musique du régiment des gardes écossaises. Un détachement de ce même régiment escortait la procession et faisait la haie dans les rues pendant le temps qu'a duré la cérémonie. A l'extrémité de Leith-Street, le lord-prévôt, les magistrats et les conseillers municipaux, revêtus de leurs robes, ont pris place dans les rangs de la procession, accompagnés d'une garde de hauts constables.

Le vaste emplacement destiné à l'érection des bains est situé dans la partie basse de Carlton. A côté de l'excavation pratiquée pour la pose de la première pierre, on avait préparé une estrade recouverte de draperies vertes et cramoisies, destinée à recevoir la Grande-Loge. En face s'élevait une plate-forme commode pour le lord-prévôt, les magistrats et le conseil municipal.

L'approche de la procession a été annoncée par la *marche des francs-maçons*. Ce morceau, d'un effet si entraînant, a été bien exécuté par la

musique des gardes. Les divers corps de métiers se sont rangés sans la moindre confusion aux places qui leur avaient été réservées. Sur une table, devant la Grande-Loge, étaient déposés la corne d'abondance et les vases d'argent renfermant le vin et l'huile. A ce moment, la scène offrait un coup d'œil magnifique ; les yeux étaient frappés du mélange de pompes civiles et maçonniques, et pour encadrement du tableau, des milliers de spectateurs encombraient les rues d'alentour, ou se pressaient aux fenêtres et aux balcons. Tout étant disposé, la cérémonie commença par une prière appropriée à la circonstance et prononcée par le révérend frère Boyle, de l'église épiscopale, chapelain de la Grande-Loge. La pierre de fondation ayant été abaissée, les différentes parties du cérémonial maçonnique, qu'il n'est pas besoin de rappeler ici, furent accomplies dans les formes accoutumées. Le grand-maître descendit alors et prit place près de la pierre, ayant le maillet à la main. Puis, s'étant assuré que tout s'était accompli suivant les rites maçonniques, il frappa sur la pierre trois coups distincts, en disant : « Puisse-t-elle supporter l'édifice jusqu'à la fin des siècles ! » La foule s'associa à ce vœu par de nombreux applaudissements. Sa seigneurie remonta ensuite à sa place sur la plate-forme, et s'adressant au lord-prévôt, aux personnages de l'assemblée et aux fondateurs de l'institution ; il ajouta : — « Permettez-moi de vous féliciter de rechef à cette occasion ; je prie ardemment le ciel pour que l'œuvre commencée par nous en ce jour puisse être heureusement achevée, et procure tous les avantages que nous en espérons en faveur des classes laborieuses d'Édimbourg. » (Nouveaux applaudissements.)

Le lord-prévôt répondit : « Très-vénérable grand-maître, je félicite votre seigneurie du bonheur qu'elle a eu d'être appelée à poser la première pierre d'un semblable édifice. Vos prédécesseurs ont présidé à la fondation de somptueux palais, de magnifiques temples, de solides et brillants monuments construits avec un art exquis et une richesse qui souvent a épuisé les trésors de l'État. La plupart de ces édifices n'avaient pour but que de satisfaire l'amour-propre et la vaine gloire de quelques hommes ; mais le bâtiment que nous venons de commencer, quoique modeste en apparence, est réellement plus important et plus utile que beaucoup de constructions élevées jusqu'à ce jour. » (Bruyantes acclamations.)

Le révérend frère Boyle, après avoir rendu

hommage aux nobles paroles du grand-maître et du lord-prévôt, a donné la bénédiction du départ.

L'assemblée alors s'est séparée avec le même calme et le même ordre qui avaient présidé à sa réunion.

HISTOIRE DE L'ORDRE.

RECHERCHES SUR LA MAÇONNERIE DE ROYALE-ARCHE (1).

Nous empruntons l'article suivant à la *Revue maçonnique anglaise* :

« Quelques personnes supposent que la maçonnerie de *royale-arche* a été importée de Palestine par les croisés, peut-être par les Templiers ; d'autres prétendent qu'elle a été instituée en Angleterre, vers la fin du XVI^e siècle, par quelques frères servants, écuyers ou chevaliers de l'ordre du Temple. D'autres affirment qu'elle a été fondée dans le dernier siècle ; car on lit ce qui suit dans la *Maçonnerie comparée avec les religions égyptienne, juive et chrétienne*, vol. II, pag. 124 : « L'un des réformateurs les plus accrédités était « le chevalier Ramsay, Écossais ; il créa, en « 1728, un nouveau rite : aux trois grades symboliques, il en ajouta quatre autres, basés sur « de nouvelles institutions et doctrines : 1^o l'écossais ; 2^o le novice ; 3^o le chevalier du Temple, enfin le quatrième et le dernier des sept « était le *royal-arche*, sous l'emblème duquel « l'Église est toujours symbolisée : chacun de ces « ordres avait différents points. »

« Cependant, dans tous les autres écrits sur les grades maçonniques de sir John-Michel Ramsay, on le reconnaît seulement inventeur des trois premiers de ces hauts degrés.

« Si Ramsay a introduit la maçonnerie de *royale-arche* en France, il est probable qu'il l'a importée d'Angleterre ; mais le grade en question est sans doute, ce qui est encore aujourd'hui généralement connu en France, partie intégrante du *rite écossais ancien et accepté*.

« D'autres soutiennent que la *royale-arche* anglaise ne fut connue en Angleterre que postérieurement à la fondation de la *royale-arche* française (communément appelée la *royale-arche d'Énoch*, ou les chevaliers de la neuvième ar-

che). Et, tout récemment, on nous a appris qu'elle n'avait été connue que depuis 1777.

« D'un autre côté, Laurence Dermott fait mention de la *royale-arche* dans son *Ahiman Rezon*, publié en 1756. Dermott était un vigoureux soutien des anciennes loges contre les loges modernes (1) ; et, dans un chapitre de son ouvrage, il adresse diverses questions aux francs-maçons ; entre autres : s'il est possible d'initier et d'admettre un maçon moderne dans la loge de la *royale-arche* (véritable essence de la maçonnerie), sans le faire passer par les anciennes cérémonies.

« Nous lisons dans le règlement organique de la Grande-Loge (1836), qu'en Écosse il existait un nombre considérable de loges portant le nom de *royale-arche* au moment où elles s'adressèrent à la Grande-Loge pour obtenir des lettres confirmatives, telles que la *royale-arche* de Glasgow en 1755, la *royale-arche* de Stirling en 1759, etc., qui toutes pratiquaient anciennement la maçonnerie de l'*arche-royale*, et qui portent encore aujourd'hui, dit-on, des rubans rouges à leurs tabliers, des colliers rouges et des cordons rouges ; car, en Écosse, la Grande-Loge n'ordonne pas une seule couleur, comme en Angleterre. Mais à quelle époque toutes ces loges requèrent-elles leur autorité primitive et le nom qu'elles portaient ? Probablement elles l'ignorent elles-mêmes.

« Toutefois on n'a pas de traces positives de la *royale-arche* avant le commencement du XVIII^e siècle. Mais il faut espérer que de nouvelles recherches seront faites à ce sujet ; car, si l'on peut prouver que la *royale-arche* n'a été inventée que depuis environ deux cents ans, il en résulte que c'est une institution moderne, et l'histoire secrète de son origine est alors faussée et apocryphe. »

ÉTABLISSEMENT, PROGRÈS ET VICISSITUDES DE LA SOCIÉTÉ MAÇONNIQUE DANS LES DIVERS ÉTATS DE L'ALLEMAGNE. (*Suite et fin*).

AUTRICHE.

Vers le milieu du XVIII^e siècle, la franc-maçonnerie avait déjà pénétré en Autriche, de même que dans tous les états allemands, et des loges avaient été fondées en plusieurs lieux dans ce vaste empire. Mais ici, comme dans tous les états catholiques, l'association ne put jamais s'établir d'une manière solide, le

(1) Cette maçonnerie comprend quatre grades : 1^o *mark master* (maître de marque) ; 2^o *past master* (maître passé) ; 3^o *super excellent mason* (très-excellent maçon) ; 4^o *holy royal arch* (sainte royale arche).

(1) Voir dans l'*Histoire pittoresque de la franc-maçonnerie*, par le frère Clavel, des détails sur les diverses phases de ce schisme, commencé en 1734 et qui se termina en 1813.

clergé agissant ouvertement contre elle, et sachant toujours amener les gouvernants à la frapper d'interdiction. La première défense rigoureuse qui vint l'atteindre fut décrétée par l'impératrice Marie-Thérèse, en 1764, par suite du refus de trois maîtres de loges de Vienne de lui divulguer l'organisation intérieure de la confraternité. Joseph II ferma l'oreille aux discours de gens qui lui conseillaient de semblables interdictions, et il approuva les assemblées des francs-maçons; mais il arrêta en même temps, dans un ordre de cabinet écrit de sa main, le 1^{er} décembre 1785, que des loges ne seraient établies que dans les villes principales de son empire, sans pouvoir excéder le nombre de trois dans un même lieu; que les listes des membres devraient être soumises, et les jours d'assemblée, ainsi que les maîtres de loges désignés, au ministère; en retour de quoi tous les gouverneurs seraient tenus d'accorder aux francs-maçons, admission, protection et liberté. Grande fut la joie des maçons. Ils s'empressèrent d'accourir aux ateliers; ils furent pris d'un amour enthousiaste pour leur prince, qu'ils considéraient comme un père, et le journal des francs-maçons, publié à Vienne, témoigne de l'esprit qui régnaît dans l'association et des efforts que faisaient ses membres pour mériter la confiance de l'empereur.

Néanmoins, dès l'année 1790, après avoir joui peu de temps des bienfaits de la tolérance, les francs-maçons la virent cesser pour eux lors de l'avènement de Léopold II; et l'empereur François II, qui succéda à son père Léopold, le 1^{er} mars 1792, se déclara également contre l'association; il alla même jusqu'à proposer aux princes allemands réunis, en 1794, à la diète de Ratisbonne, d'interdire et de réprimer, dans tous les pays germaniques, les sociétés secrètes, francs-maçons, roses-croix, illuminés, et autres semblables, quelque nom qu'elles pussent porter d'ailleurs! Heureusement cette proposition n'obtint pas l'assentiment des états de l'empire. Sur les représentations des députés de Prusse, de Brunswick et de Hanovre, ils répondirent qu'à la vérité l'on ne pouvait contester à l'empereur le droit de porter cette interdiction dans ses états; mais que, pour eux, ils ne se considéraient point comme tenus à le faire, et qu'à cet égard ils invoquaient la liberté allemande. En conséquence, l'empereur François II ne donna suite à ce projet de loi que dans ses propres états; et, pour agir plus sûrement, il arrêta en outre, par une disposition particulière du 23 avril 1801, que tout serviteur de l'État aurait à produire une déclaration, corroborée du serment, de n'appartenir à aucune société secrète, et à promettre de ne se laisser entraîner en aucun temps, ni sous aucun prétexte, à entrer dans une société semblable. Fidèle à ce principe, jusqu'à présent souverain, le gouvernement a également interdit la franc-maçonnerie dans tous les états autrichiens. Les loges de Prague, qui, malgré l'interdiction rigoureuse de l'impératrice Marie-Thérèse, tenaient encore des assemblées et ne craignaient pas de se produire au grand jour en fondant, en 1778, l'hospice des Orphelins, à *Saint-Jean-Baptiste*, furent elles-mêmes fermées par suite de l'interdiction de l'empereur François II.

BAVIÈRE ET BADE.

En Bavière et dans le duché de Bade, la franc-maçonnerie eut un sort tout-à-fait semblable à celui qu'elle avait éprouvé en Autriche. Elle se répandit

également de bonne heure dans ces contrées; et dès l'année 1737, une loge, entre autres, aurait été érigée à Mannheim; toutefois, nous ne possédons point là-dessus de renseignements incontestables. Mais il est hors de doute qu'en 1768, il y avait dans cette ville une loge écossaise (*Saint-Charles-à-l'Union*), à laquelle le prince Frédéric de Deux-Ponts avait accordé sa protection en qualité de grand-maître. Cette loge paraît avoir été fondée secrètement, vingt-cinq ans auparavant, par des Français qui avaient été appelés à la cour de l'électeur régnant du Palatinat; mais elle aurait subi plusieurs interruptions dans le cours de son existence. Ces conjectures sont fondées sur la polémique du vénérable Le Bauld-de-Nans (plus tard orateur et vénérable de la loge *Royal-York-à-l'Amitié* de Berlin) avec le père recteur de la maison des jésuites de cette ville, au sujet d'un sermon prononcé par un jésuite contre les francs-maçons (1). De cette même loge est sortie, en 1778, la loge *Charles-à-l'Unité*, qui, en qualité de Mère-Loge, constitua, de Mannheim, des loges à Kaiserslautern et à Landau. Jusqu'alors le gouvernement n'avait paru attacher qu'une médiocre importance à la franc-maçonnerie; mais, lorsque Weishaupt eut érigé, en 1776, l'Ordre des illuminés en Bavière, qui n'excita pas moins la désapprobation du gouvernement que celle des jésuites (Weishaupt avait été élève des jésuites, et il avait mêlé dans ses statuts de l'Ordre plusieurs de leurs principes et de leurs règles), alors l'association des francs-maçons fut supprimée, aussi bien que l'Ordre des illuminés, par les édits de l'électeur Charles-Théodore, du 22 juin 1784 et du 2 mars et du 16 août 1785. Depuis, les loges de Bavière sont restées fermées. Le successeur de Charles-Théodore, Maximilien-Joseph, renouvela par des ordonnances, le 4 novembre 1799, lors de son avènement, et le 5 mars 1804, l'interdiction portée par son prédécesseur. Il ne laissa subsister que les loges existantes dans les principautés d'Anspach et de Bayreuth, cédées à la Bavière par la Prusse en 1807, à la condition toutefois, pour les fonctionnaires de l'État, sans exception, de prêter serment qu'ils n'appartenaient pas à l'association. Cette tolérance est pratiquée encore aujourd'hui dans ces deux principautés. La franc-maçonnerie ne tarda pas à se propager dans celle de Bayreuth, par les soins du margrave régnant, beau-frère de Frédéric-le-Grand, qui le reçut lui-même en novembre 1740.

Sur ces entrefaites, Mannheim était échu au grand-duché de Bade. Charles-Frédéric, margrave, puis grand-duc de Bade, aimait et protégeait beaucoup les francs-maçons; aussi une nouvelle loge fut-elle érigée en 1805 dans cette ville: il se forma même un grand-orient de Bade, toléré par le gouvernement, dont le prince Charles d'Ysenbourg fut le premier grand-maître, et qui s'affilia au Grand-Orient de France. Mais, après la mort de Charles-Frédéric, arrivée le 10 juin 1811, et lorsque la France eut vu pâlir son étoile, le nouveau grand-duc Charles-Louis-Frédéric, qui n'était pas favorable à l'association, ordonna la fermeture des loges et il interdit, par les ordonnances du 16 février 1813 et du 7 mars 1814,

(1) Recueil de discours prononcés en différentes époques solennelles par le vénérable frère Le Bauld-de-Nans. Berlin.

toutes les sociétés secrètes, y compris la franc-maçonnerie. — Actuellement, les loges de Bayreuth, de Frankenthal, de Fürth, de Hof, et une des loges nouvellement fondées à Stuttgart, appartiennent à la seule Grande-Loge *au Soleil*, encore existante à Bayreuth, laquelle a célébré son jubilé séculaire le 21 janvier 1841.

WURTEMBERG.

Des loges existèrent aussi de bonne heure dans le royaume de Wurtemberg, et elles furent tacitement tolérées, comme elles l'avaient été, dans le principe, en Bavière. La loge *Charles-aux-Trois-Cèdres*, de Stuttgart, entre autres, à laquelle appartenait Wœchter, s'est fait une réputation universelle. Toutefois, il paraîtrait que l'interdiction de la franc-maçonnerie en Bavière en aurait fait naître une semblable en Wurtemberg. En effet, le journal de Vienne pour les francs-maçons de l'année 1784 contient une circulaire sous la date du 7 juillet de la même année, adressée aux loges sœurs par la loge *Charles-aux-Trois-Cèdres*, dans laquelle celle-ci les informe que, par suite de diverses circonstances locales, elle se voit dans la nécessité de congédier les frères, de leur rendre le prix de leur réception à tous les grades et d'abandonner à une postérité plus heureuse l'exécution de ce qu'avec la meilleure volonté elle n'est pas en état d'accomplir. Cette heureuse postérité, nous la trouvons dans nos contemporains wurtembergeois, qui, avec l'approbation du roi actuel, ont ouvert la première loge en 1836, à Stuttgart. Il en existe maintenant déjà deux, dont l'une, *Guillaume-au-Soleil-levant*, s'est affiliée à la Grande-Loge de Bayreuth, et l'autre, *aux Trois-Cèdres*, à la Grande-Loge de Hambourg.

HESSE.

Dans la Hesse, la franc-maçonnerie ne jouit jamais de la protection avouée du gouvernement. Elle n'en a pas moins été constamment tolérée jusque dans ces derniers temps. Plusieurs souverains même et presque tous les princes de la famille régnante appartenaient à l'association. Le landgrave Frédéric de Hesse-Cassel, en considération des grands services par lui rendus en 1780, fut nommé, par la Grande-Loge nationale des Pays-Bas unis, protecteur de la confraternité de sa juridiction. Le landgrave Louis III de Hesse-Darmstadt s'efforça, comme membre de l'association, de propager autant que possible la franc-maçonnerie dans ses états. Le prince Louis-Georges-Charles de Hesse-Darmstadt fut grand-maître de la Grande-Loge nationale d'Allemagne à Berlin et prit part à la fondation des *Philatéles*, à Paris, dont l'association fut dissoute peu avant la révolution française. Enfin, le landgrave Charles de Hesse, feld-maréchal danois et gouverneur de Schleswig et de Holstein, fut élu non-seulement grand-maître de toutes les loges de Danemarck et de Holstein, mais encore protecteur des quatre loges unies de Hambourg, auxquelles il en ajouta une cinquième. Après l'érection de la Westphalie en royaume sous Jérôme Napoléon, la Grande-Loge westphalienne fut constituée à Cassel; mais la destruction de ce royaume en 1813 amena aussi la sienne. Il est vrai qu'en 1817 elle fut restaurée comme loge dépendante de la Hesse électorale; mais depuis elle s'est dissoute et a été fermée, ainsi que les autres loges de la Hesse électorale.

BRUNSWICK.

Le duché de Brunswick a toujours été ouvert à la franc-maçonnerie, et la loge *de la Colonne couronnée*, encore existante dans la capitale, fut fondée dès 1744. Dans les premiers temps, tous les princes de Brunswick furent des maçons actifs, et ils ont rendu de très-grands services à l'Ordre. Le duc Ferdinand de Brunswick-Lunebourg, en particulier, joua un grand rôle dans l'association des maçons allemands, à dater de 1770. Brunswick fut aussi le siège principal du directoire de la stricte observance, dont le duc Ferdinand fut le grand-maître, dignité à laquelle il avait été élu à l'assemblée tenue, en 1772, à Kohlo, par la stricte observance. En 1775, il convoqua, à Brunswick, une assemblée des loges placées sous sa grande-maîtrise; il en convoqua, en 1778, à Wolfenbüttel, une seconde qui dura six semaines, et enfin une troisième à Wilhelmsbad, qu'il présida en personne. Le duc Frédéric-Auguste de Brunswick-Lunebourg, lieutenant-général et royal de Prusse, fut nommé grand-maître de la loge nationale *aux Trois-Globes*, dignité qu'il conserva depuis 1772 jusqu'en 1797; et le prince Maximilien-Jules Léopold de Brunswick, résident à Francfort-sur-l'Oder en qualité de major-général et chef de régiment de Prusse, et qui était vénérable titulaire de la loge *au Cœur-Sincère* de cette ville, mourut en vrai maçon, dans un débordement de l'Oder; il fut abîmé dans les flots en s'efforçant de leur arracher des victimes. Les membres de la loge *de la Colonne-Couronnée* ont donné un beau témoignage de leurs bons sentiments-maçonniques par la fondation d'un institut d'éducation, effectuée en 1771; institut à l'agrandissement et à l'entretien duquel les autres loges du duché ont contribué plus tard.

HANOVRE.

La franc-maçonnerie a été, de tout temps, tolérée et protégée dans le royaume de Hanovre. C'est le siège d'une des plus anciennes grandes loges, la loge provinciale, constituée, en 1775, par la Grande-Loge de Londres, et dont le conseiller secret de légation de Hinuber, le comte de Kielmannsegg et le grand-duc Charles-Louis-Frédéric de Mecklenbourg-Strelitz, furent les premiers grands-maîtres. Le petit évêché de Hildesheim, entouré par le Hanovre, forme l'unique exception à ce système de tolérance. Les princes ecclésiastiques de cet évêché se servirent maintes fois contre les francs-maçons des bulles papales, déjà tombées dans l'oubli, comme d'un prétexte pour opprimer l'association et en poursuivre les membres. Ainsi, en 1775, le prince-évêque, Frédéric-Guillaume de Westphalie, mit l'interdiction papale à exécution avec une rigueur particulière, quoique presque tous ses sujets fussent protestants. Lorsque Hildesheim échut, en 1803, à la Prusse, ces interdictions perdirent de leur vigueur, et quoique l'évêché ait encore changé deux fois de gouvernements, ayant été incorporé au royaume de Westphalie par la paix de Tilsitt, et réuni, en 1813, au Hanovre, la tolérance exercée envers la franc-maçonnerie depuis 1803 ne lui a plus fait défaut. Les premières assemblées maçonniques doivent avoir été tenues en Hanovre dès 1730. Toutefois, il ne s'y trouvait encore, à cette époque, aucune loge régulière, mais seulement des loges dites volantes, à la formation desquelles avaient concouru des membres

de l'association reçus en Angleterre, et se trouvant accidentellement en Hanôvre.

Si nous jetons un coup d'œil sur le caractère de la franc-maçonnerie en Allemagne, nous serons obligés de convenir qu'elle s'est peut-être plus falsifiée, à diverses époques, dans notre patrie que dans toute autre contrée. Il faut certainement en rechercher la cause principale dans les efforts d'un esprit d'investigation qui est tout-à-fait particulier aux Allemands. La guerre de Sept ans favorisa surtout la propagation du système des templiers dominant en France et introduit alors par les officiers et les aumôniers français, ces derniers étant pour la plupart jésuites. La masse des degrés supérieurs fut transplantée sur le sol allemand, du moins en partie. Ceux qui se firent surtout remarquer en cette circonstance furent : Henri-Guillaume de Marschall, qui avait été gagné en France même au système des templiers de Clermont, par les partisans de Jacques II ; Gabriel, marquis de Lernaïs (souvent aussi désigné à tort sous le nom de Bernéz), qui, étant prisonnier de guerre à Berlin, fonda, de concert avec le baron de Prinzen, un chapitre des degrés supérieurs dans la Grande-Loge aux Trois-Globes ; Rosa, de la province d'Anhalt, prédicateur déposé, qui voyageait également comme missionnaire pour cette Grande-Loge, et qui mêlait encore à la franc-maçonnerie des rêveries alchimiques et mystiques ; et le conseiller secret Charles Gotthelf-Reichsfreihew de Hund, qui, dans son humeur enthousiaste et aventureuse, s'efforçait de rappeler à la vie l'Ordre éteint des templiers, et apportait dans ces tentatives une sorte d'esprit chevaleresque qui avait pour tant de gens un attrait irrésistible. Mais ce système, propagé au loin, étant devenu suspect par de nombreuses fourberies, et entre autres par celles d'un Johnson, à Funen (nom que s'était donné un juif autrefois secrétaire au service du duc d'Anhalt-Bernburg), qui mourut prisonnier à Wartbourg, près d'Eisenach, on se réunit, en 1782, à l'assemblée des francs-maçons tenue à Wilhelmsbad, près de Hanau, dans le but de détruire complètement ce système qui est devenu fameux sous le nom de *la stricte observance*. Les falsifications ultérieures de la franc-maçonnerie, telles que le rite des clercs de la late observance, fondé par le grand prédicateur autique de Starck, rite qui marchait encore dans la voie du système des templiers, ainsi que les tromperies de Cagliostro et de Schœpfer, qui se vantaient de posséder la pierre philosophale, de lire dans l'avenir et d'évoquer les morts ; ces falsifications ne firent pas de grands progrès, et elles perdirent bientôt tout crédit par la mort ignominieuse de Cagliostro dans les prisons du château Saint-Ange, à Rome, et par le suicide bien connu de Schœpfer dans le Rosenthal, près de Leipzig. Depuis, on est devenu plus circonspect ; on a accordé moins de confiance aux paroles des faux prophètes maçonniques ; et, par ces épurations nombreuses, l'association est parvenue à une pureté et à une unité qui ont mis, pour l'avenir, ses adhérents à l'abri de nouvelles déceptions. (*Latonia*).

ANECDOTES MAÇONNIQUES.

LE PIRATE. — Dans son livre intitulé : *Travel in the West*, miss Harriet Martineau rapporte

l'anecdote suivante : « Le capitaine L.... commandait un navire du commerce. Un jour, attaqué par des forbans, il est pris, dépouillé de tout ce qu'il possédait et déposé avec son équipage, sans armes, sans provisions, sur une île déserte et complètement stérile. Là, pendant trente-six jours, ses compagnons et lui ne purent se procurer que quelques coquillages en quantité insuffisante pour apaiser leur faim. Presque tous les matelots périrent. Lui-même il allait expirer, lorsque le dévouement maçonnique lui apporta un secours inespéré. Parmi les pirates se trouvait un Ecossais, franc-maçon comme le capitaine L.... Ils avaient échangé des signes au moment de la capture du navire. Le pirate n'avait osé, en cet instant, intervenir en faveur de son frère ; et l'eût-il fait, il n'aurait pu qu'exciter davantage la férocité des misérables auxquels la violence seule avait uni son sort. Il reprit donc la mer avec eux, mais, dès lors, il chercha le moyen de leur échapper, afin de pouvoir à son tour arracher à la mort un infortuné qu'un serment mutuel et sacré désignait à sa protection. Après de nombreuses tentatives qui avaient successivement échoué, il parvint enfin à se saisir furtivement d'un canot avec lequel il erra quelque temps sur la mer, dans le but de découvrir l'île fatale où il avait laissé un frère sous la seule garde de Dieu. Lorsqu'il l'aperçut, trente-six jours s'étaient écoulés, et il avait perdu l'espérance de retrouver vivant le capitaine. Débarqué sur l'île, les premiers objets qui frappèrent ses regards furent les cadavres déoharnés de plusieurs matelots. Il appelle, et l'écho du rivage répond seul à ses cris. Emu, désolé, il avance, et bientôt il rencontre le capitaine, mais privé de connaissance et sans mouvement. Cependant il respirait encore. Il lui verse quelques gouttes de vin dans la bouche, et, par ce moyen, il réveille en lui un reste d'existence. Les soins dont il l'entoura depuis ce moment, lui et les rares matelots qui avaient survécu, leur rendirent à tous assez de force pour qu'il pût, deux jours après, les recueillir dans son embarcation et les conduire dans un lieu habité. De retour en Angleterre avec son libérateur, dont il ne voulut plus se séparer, le capitaine L.... l'établit dans sa maison, et l'y garda jusqu'à sa mort, dont il est inconsolable. »

HISTOIRE DE BANQUET. — Il y a quelques maçons qu'on ne voit jamais qu'aux solennités solsticiales et tout juste assez tôt pour prendre part au banquet : on pourrait les appeler des maçons parasites. Mais, pour peu que nos restaurateurs

continuent de nous traiter mal, comme ils le font depuis un assez bon nombre d'années, il est probable que cette espèce de maçons, qui devient de jour en jour plus rare, Dieu merci ! finira bientôt par disparaître entièrement. Ceci nous remet en mémoire une anecdote dont nous tenons le récit d'un témoin oculaire, et qui, par conséquent, est on ne peut plus authentique. Notre frère Joly, membre de la chambre des députés, était, sous la restauration, vénérable de la loge de Limoux. Un jour de fête de Saint-Jean, comme on allait passer dans la salle du banquet, arrive un visiteur, honorable architecte de la ville, haut de six pieds, d'une corpulence passablement respectable, et portant tous les signes d'une santé parfaite et d'un excellent appétit. « Vénérable, dit-il, je suis un vieux maçon ; voilà mon diplôme, qui date des premières années de la république. Voudriez-vous m'affilier à votre atelier ? Je suis un peu rouillé, sans doute ; mais sous un maître aussi habile que vous l'êtes, je ne puis manquer de me remettre promptement au courant. — Quant à moi, répondit le frère Joly, je n'y vois aucun empêchement ; cependant je consulterai la loge, qui sera, je le pense, de mon avis. — Quand cela ? — Mais à notre prochaine tenue. — Diantre ! dit le visiteur en jetant un long regard sur la table, qui était abondamment servie, c'est que j'aurais bien voulu travailler aujourd'hui ! » Ce désir fut satisfait sans difficulté, et il faut dire à la louange du zélé visiteur qu'il se dévoua bien vite et qu'il travailla comme quatre.

FAITS DIVERS.

FRANCE. — Il s'est produit, le 2 décembre, à la chambre de correspondance du Grand-Orient, un fait qui vient à l'appui de nos observations sur la mauvaise représentation des ateliers. On a annoncé que la loge *les Amis de la patrie*, de Montévidéo, avait élu pour député le frère Bessin, qui, déjà investi de trois mandats, ne pouvait en cumuler un quatrième sans enfreindre les Statuts-généraux. Dans cette situation, il était tout simple d'ordonner que le secrétariat écrivit à la loge pour l'instruire de l'obstacle qui se présentait, et pour l'inviter à procéder à une nouvelle élection. Mais, d'un autre côté, il était à craindre pour les faiseurs du Grand-Orient que si les *Amis de la patrie* n'étaient pas guidés dans leur choix, ils ne vinssent à confier leurs pouvoirs à quelque maçon *raisonneur*. Le frère Bessin a levé toute difficulté en faisant savoir qu'il se chargeait de désigner un sujet *convenable* aux suffrages des frères de Montévidéo.

— Dans la même séance, il a été donné connaissance d'une lettre de la Grande-Loge de New-

York qui institue le frère Leblanc de Marconnay son garant d'amitié près le Grand-Orient de France ! Le frère Bizot, député de la loge *la Bienfaisance*, de Calais, a prêté ensuite son obligation, et la chambre a été informée du décès et des obsèques du frère Lucrot, officier du Grand-Orient.

— Le 3 décembre, la chambre symbolique a suspendu provisoirement la loge *Jérusalem écossaise*, qui refusait de communiquer les pièces du procès fait par elle à son ex-vénérable, le frère Raffaneau de la Blotterie, dans les circonstances que voici : Cette loge avait décidé qu'une fête maçonnique et profane, suivie d'un bal, aurait lieu par ses soins au profit de la maison de secours. La rétribution fixée parut au frère Raffaneau beaucoup trop modique, et bien qu'il exprimât cette opinion avec une vive insistance, la décision prise n'en fut pas moins maintenue. Le scrupule éprouvé par ce frère fut partagé par le Grand-Orient, qui, sur la dénonciation du frère Morand, arrêta qu'il serait écrit à l'atelier pour lui enjoindre de renoncer à la fête projetée. La fête eut lieu néanmoins avec le concours d'un petit nombre d'assistants ; et, loin de produire un reliquat en faveur de la maison de secours, elle devint onéreuse à la caisse de la loge. Ce fâcheux résultat fut attribué à l'opposition du frère Raffaneau ; on l'accusa d'avoir provoqué la mesure du Grand-Orient, ou au moins de n'avoir pas défendu la résolution de la loge lorsqu'elle avait été attaquée. Il fut en conséquence mis en jugement et condamné à vingt-cinq francs d'amende pour délit *contre les mœurs*. Cette procédure était entachée d'illégalités multipliées ; le frère Raffaneau en appela au Grand-Orient. Saisie de cette affaire, la chambre symbolique demanda la communication des pièces, qui lui fut refusée. Elle accorda cependant un nouveau délai qui expirait le 17 décembre. Ce jour-là, le frère Duplais, membre de la loge, est venu déclarer que *Jérusalem écossaise* persistait dans son refus, et qu'elle se mettait en instance près du Suprême-Conseil pour obtenir de nouvelles constitutions.

— Le Grand-Orient s'est réuni en assemblée générale le 14 décembre. Après la lecture du procès-verbal de la séance du 30 novembre précédent, le frère Pagnerre a réclamé la parole. Il a demandé que la protestation déposée dans cette séance par seize officiers et députés, contre la direction imprimée au procès du frère Clavel, fût insérée textuellement dans le procès-verbal avec les signatures des frères qui avaient protesté.

Cette demande, appuyée par les frères Baudin et Bugnot, combattue par le frère de Saint-Jean, a donné lieu à un débat long et animé. Enfin le frère Desanlis, orateur, appelé à formuler son avis, a conclu à ce que le texte de la protestation ne fût point inséré au procès-verbal, mais à ce qu'on y inscrût les noms des signataires. Le vote par division a donné pour résultat l'adoption de la première partie des conclusions et le rejet de la dernière : ainsi la protestation sera passée sous silence au livre d'or.

— Immédiatement après cet incident, le frère Vaussier, rapporteur de la commission des récompenses, a proposé au Grand-Orient de décerner trois médailles d'honneur. La première médaille serait accordée à la loge *la Concorde*, de Sens, comme témoignage de satisfaction du sénat maçonnique pour la constante régularité de ses travaux, pour la bienfaisance qu'elle a déployée dans toutes les occasions depuis 1788, époque où elle a été fondée ; en un mot, « pour la considération qu'elle s'est acquise par tous ses actes dans l'opinion publique. » Le second lauréat désigné est le frère André Coquet, marchand de bois à la Guillottière, près de Lyon. Déjà père d'une nombreuse famille, ce digne maçon n'a pas craint de se charger encore de dix enfants orphelins : il a établi les filles et il a placé les garçons en apprentissage. Récemment, un de ses ouvriers, père d'un de nos braves soldats d'Afrique, vient à mourir, laissant de nombreuses dettes. Les créanciers obtiennent judiciairement l'autorisation de faire vendre à l'encan le mobilier du défunt pour se payer de ce qui leur est dû. Le frère Coquet se présente, couvre toutes les enchères, et se rend adjudicataire du mobilier, qu'il garde en réserve pour le fils, qui, du moins, n'aura pas perdu son modeste héritage. Nous ne pouvons qu'applaudir et nous applaudissons sans réserve à ces deux premières désignations de la commission des récompenses. En sera-t-il ainsi de la troisième, celle du frère Desanlis ! La médaille qu'on propose de lui délivrer aurait pour motifs, suivant le rapporteur, la première idée de la maison de secours, instituée depuis à sa demande, et les nombreux services qu'il a rendus à la maçonnerie comme président et comme orateur de chambre au Grand-Orient, et comme grand-maître du conseil de la *Clément-Amitié*. Si la dernière considération suffisait pour faire obtenir une médaille d'honneur, beaucoup d'autres frères du Grand-Orient y auraient certes pour le moins autant de droits. Pourquoi donc ne partagent-ils pas la fa-

veur accordée au frère Desanlis ! Quant à l'invention de la maison de secours, est-ce bien sérieusement que l'on fait valoir ce titre ! La commission sait bien que le plan de cet établissement avait été réalisé plus complètement, en 1828, par le Suprême-Conseil de France. Au reste, certains faits nous donnent à penser que la médaille aurait plutôt pour but un encouragement qu'une récompense, et nous ne sommes pas étonnés que onze voix aient protesté, lors du vote, contre les conclusions du rapport en ce qui touche ce frère.

— Une récompense plus justement acquise est celle qui a été accordée, sur la demande des frères Élie Boisdon et Peigné, aux employés du secrétariat. Cette fois, la gratification annuelle qu'il est d'usage d'accorder à ces frères a été portée à un chiffre, sinon en rapport avec les services réels qu'ils rendent à l'administration, du moins plus digne du Grand-Orient que par le passé.

— Les frères Caylus, Serrurot et Bailly, ont été nommés officiers de la chambre symbolique. Les frères Houtelet, Fleulard et Rhénon ont été appelés à faire partie de la commission de la maison de secours en remplacement d'un nombre égal de démissionnaires. Il sera pourvu plus tard aux vacances de la commission de révision des statuts.

— Il a été donné lecture, le 16 décembre, à la chambre de correspondance d'observations relatives à la révision des Statuts-généraux adressées au Grand-Orient par une réunion de huit vénérables des loges de Lyon, qui s'est formée en commission et a nommé un rapporteur et un secrétaire. Nous remarquons, dans le nombre des modifications proposées, plusieurs dispositions déjà formulées par la délibération de la *Clément-Amitié*, du 16 avril dernier. Il s'y trouve aussi quelques propositions nouvelles que nous adoptons volontiers en principe, et d'autres dont nous signalerons les inconvénients lorsqu'arrivera le moment opportun. Une loge de la même ville, en dissidence avec les huit vénérables dont nous venons de parler, a protesté dans une lettre, qui a été lue ensuite, contre le travail de la réunion ; voulant, dit cette loge, attendre de la sagesse et des lumières du Grand-Orient les améliorations dont les Statuts-généraux sont susceptibles. Une assez vive discussion s'est engagée à l'occasion de ces deux pièces. Le frère Morand a demandé que l'on repoussât le projet de la commission lyonnaise, et il a contesté à des maçons isolés le droit d'adresser individuellement ou collectivement des observations sur les Statuts. Le frère

Bugnot a défendu le droit de ces frères, et il a démontré que ces droits sont formellement établis par les art. 257 et 860. L'orateur, consulté, a conclu à ce qu'on accueillît et à ce que l'on renvoyât à la commission de révision le travail très-bien fait, dit-il, de la réunion lyonnaise, mais sans reconnaître à cette réunion le titre de commission. Cet avis a prévalu.

— Un autre incident important a signalé cette séance. On a lu une lettre de la loge l'*Étoile-de-la-Gironde*, dans laquelle cet atelier bordelais se plaint au Grand-Orient de ce que les inspections qu'il avait annoncées n'ont pas encore eu lieu. Il dit qu'on ne saurait avoir foi dans le sénat maçonnique s'il prend des arrêtés et ne les exécute pas. Il indique enfin le moyen d'arriver au résultat désiré : ce serait de faire élire par toutes les loges de France trois candidats aux fonctions d'inspecteurs, parmi lesquels le Grand-Orient devrait faire un choix. La lecture achevée, le frère Cauchois a rappelé qu'un travail sur les inspections avait été préparé par le frère Faultrier, et que la chambre symbolique en a été saisie. Il a été répondu que ce travail est encore à l'état de projet, et qu'il n'a pas même été discuté. Le frère de Saint-Jean a répliqué que l'assertion du préopinant n'était pas exacte, et que le temps seul avait manqué pour l'expédition des pouvoirs et la mise à exécution de l'arrêté du Grand-Orient. Alors le frère Cauchois a émis l'avis qu'il fût répondu à la loge que l'on s'occupe de faire droit à sa réclamation, mais il a été combattu à son tour par le frère de Saint-Jean, qui a objecté que les faits répondraient suffisamment. Le frère Desanlis, orateur, a conclu à ce qu'une réponse fût faite par le secrétariat, qui expliquerait la cause du retard apporté à l'exécution de la mesure décrétée ; mais, attendu que les termes de la lettre sont acerbes et impérieux, il a demandé que la loge fût invitée à être plus respectueuse à l'avenir, si elle ne voulait s'attirer les censures du Grand-Orient. Ces conclusions ont été adoptées.

— Ces débats terminés, le frère Desanlis a rendu compte de l'inspection qu'il a faite des loges de Reims, de Vitry et d'Avize. La première de ces loges est parfaitement composée, et compte parmi ses membres les hommes les plus recommandables du département. Les travaux en sont dirigés dans un but vraiment utile. L'orateur a cité notamment une discussion sur l'extinction de la mendicité dans le département de la Marne, discussion suivie d'une délibération qui a été adressée, au nom de la loge, au conseil-général du dé-

partement, lequel l'a convertie en arrêté administratif, approuvé depuis par le préfet. — Cette loge, a ajouté l'orateur, a l'intention d'envoyer prochainement au Grand-Orient plusieurs propositions, particulièrement celle de la convocation d'un congrès de maçons qui se réunirait à Paris tous les ans ou tous les trois ans, et traiterait de tout ce qui se rattache aux grands intérêts de l'Ordre. — Le frère Desanlis a parlé en termes également avantageux des loges d'Avize et de Vitry.

— Il a été donné ensuite communication d'un vœu émis par la chambre du Suprême-Conseil des rites, tendant à ce que la chambre de correspondance fût invitée à examiner avec le plus grand soin les nouvelles nominations de vénérables et de députés. Le frère Bugnot s'est demandé quel pouvait être le motif de ce vœu. Il a fait observer que, quant aux présidents d'ateliers, la chambre n'a à examiner que la forme de leur élection, et que le fond échappe à ses recherches et à sa compétence ; que, quant aux députés, les trois chambres étant appelées à voter leur admission, il n'y a pas de raison pour que ce vœu soit adressé à la chambre de correspondance plutôt qu'aux deux autres chambres. Note a été prise purement et simplement du vœu de la chambre du Suprême-Conseil. Dans le cours de la discussion engagée sur ce sujet, le frère Pagnerre a demandé que la disposition de l'article 764 des Statuts, qui oblige les députés à être assidus aux séances, sous peine de révocation, fût appliquée dans toute sa rigueur. On a promis de faire droit à cette réclamation ; mais il est probable qu'il en sera de cela dans l'avenir ce qu'il en a été dans le passé. La minorité directrice s'accommode trop bien de l'état de choses existant pour s'occuper sérieusement de le faire cesser.

— A la fin de la séance du 16 décembre, il a été demandé qu'une circulaire fût adressée à toutes les loges pour leur faire connaître le jugement rendu contre le frère Clavel, et l'on a insisté pour que le secrétariat fût chargé de rédiger et d'expédier immédiatement cette circulaire, afin qu'elle arrivât à sa destination avant la publication du *Bulletin trimestriel*. Un débat s'est élevé à cette occasion. Le frère Bugnot a fait remarquer que, si la chambre décidait qu'une circulaire serait envoyée aux ateliers, il n'y aurait pas à s'embarrasser de la rédaction, puisque, d'après les prescriptions absolues de l'article 841 des statuts, elle ne saurait être conçue qu'en ces termes : « Le frère Clavel a donné sa démission

devant le grand-jury. » Les frères Charassin et de Saint-Jean se sont prononcés fortement contre cette forme de rédaction ; ils ont allégué que le Grand-Orient a le droit d'énoncer les motifs du jugement, et d'y joindre des réflexions ; que d'ailleurs l'article 841 s'applique aux affaires traitées devant le grand-jury, et non devant le Grand-Orient constitué en grand-jury extraordinaire. Le frère Bugnot n'a pas eu peine à faire justice d'une pareille argutie, et il s'est appuyé surabondamment du texte de l'article 855. Cependant le frère Lefebvre d'Aumale, qui présidait la séance, a essayé de démontrer qu'il y aurait contradiction à dire que le frère Clavel a donné sa démission devant le grand-jury, alors que le Grand-Orient avait décidé qu'il jugerait ce frère, quoiqu'il eût donné sa démission, et malgré les dispositions formelles des articles 812 et 824. Le frère Pagnerre a signalé la confusion que faisait le président entre la démission réellement donnée et la démission fictive énoncée par une formule prescrite par les Statuts pour faire connaître la condamnation. Le frère Bourgeois a dit avec beaucoup de sens que le Grand-Orient ne doit pas engager une polémique, que si des réflexions étaient jointes à la simple annonce du jugement, ces réflexions pourraient être combattues par d'autres, soit dans les journaux, soit ailleurs. Il a terminé en votant contre toute espèce de circulaire. Le frère Cauchois a émis un avis opposé ; il a demandé que la circulaire eût lieu, et qu'elle fût votée en Grand-Orient général. Contrairement à cette dernière opinion, le frère Godquin, après avoir fait ressortir combien, en présence du débat qui venait d'avoir lieu, il était nécessaire que la chambre au nom de laquelle la circulaire serait envoyée en connût et pût en discuter les termes, a dit que le Grand-Orient avait beaucoup à se faire pardonner dans cette affaire, et qu'il ne fallait pas ajouter une illégalité à toutes celles qu'elle présentait déjà. Alors la discussion ayant été close, l'orateur a conclu à ce que la circulaire fût rédigée par le secrétariat et soumise à la chambre dans sa prochaine séance. Ces conclusions ont été adoptées à une forte majorité.

— Le chapitre des *Francs-Chevaliers de Saint-André d'Ecosse*, à Bordeaux, avait formé près du Grand-Orient une demande en concession de lettres d'érection d'un conseil du grade de kadosch, et le Grand-Orient avait décidé que les lettres lui seraient accordées, si aucun autre chapitre de cet orient, constitué à une époque

antérieure, ne faisait la même demande. Ce cas vient de se présenter : le chapitre de la *Candeur*, institué aussi à Bordeaux, se met en instance pour obtenir un conseil de kadosch ; tout porte donc à croire que c'est celui-ci qui sera préféré.

— Le 26 décembre, une affluence considérable de maçons de tous les rites, parmi lesquels on remarquait le frère Guilhery, officier du Grand-Orient, s'était portée à la fête solsticiale d'hiver qu'allaient célébrer le Suprême-Conseil et la Grande-Loge centrale de l'Écossisme. Les travaux de la Grande-Loge ont été ouverts par le frère Huvier ; et, bientôt après, de nombreux visiteurs ont été admis. Dans les quelques mots que leur a adressés le frère Huvier se trouvait exprimée une pensée de concorde et d'union, dont le frère Guilhery s'est emparé et qu'il a développée chaleureusement dans sa réponse au nom des visiteurs. En ce moment, les colonnes et l'orient étaient littéralement encombrés de frères et les bannières des loges venues en députation à la solennité tapissaient les parois du temple de leurs couleurs variées et de leurs emblèmes mystérieux. La parole a été accordée au frère Gay, qui, se faisant l'interprète des ateliers de l'obédience, a demandé que les rapports entre l'autorité suprême et les maçons écossais fussent désormais plus actifs et plus intimes, et il a insisté particulièrement sur la nomination de commissaires-inspecteurs qui allassent dans chaque loge imprimer une nouvelle impulsion aux travaux, fournir un nouvel aliment au zèle et ramener dans les limites de la régularité ceux des ateliers qui pourraient s'en être écartés un instant. Il avait à peine achevé, que le Suprême-Conseil a été annoncé, et presque aussitôt introduit. Le frère Decazes, qui marchait en tête, a pris des mains du frère Huvier le maillet de direction et a complimé l'assemblée. Faisant allusion aux paroles prononcées en son absence par le frère Gay, il a abondé dans le sens de ce frère et témoigné qu'il avait l'intention de s'appliquer à faire produire à l'Écossisme, en particulier, tous les résultats utiles qu'on a droit d'attendre de la maçonnerie. Deux discours d'apparat ont été prononcés successivement par le frère Gay et par le frère Dupin jeune. Tous deux avaient pour sujet la tolérance. Ces discours ont été suivis de quelques paroles du grand-commandeur, le duc Decazes, qui, désignant le baron de Rothschild, qui se trouvait parmi les assistants, a remarqué que la présence de ce frère dans le temple avait toute la valeur d'un principe, et fournissait la preuve

que les protestations des maçons écossais étaient appuyées par leurs exemples. Le frère qui était l'objet de cet incident a répondu avec une vive et profonde émotion. Peu après, les travaux de la loge ayant été fermés, l'assemblée a passé dans la salle du banquet.

— Il a été annoncé dans cette séance que le Suprême-Conseil avait pris un arrêté qui abolit le cumul des députations dans la Grande-Loge. Ainsi cette autorité, dont la constitution est tout aristocratique, se montre plus libérale que le Grand-Orient lui-même, qui repose pourtant sur une base tout opposée. On a pu voir aussi que, mieux que le Grand-Orient, elle savait tenir compte des manifestations *d'en bas*.

— La fête solsticielle du Grand-Orient, qui a eu lieu le lendemain, 27 décembre, avait réuni très-peu de monde. Annoncée pour trois heures, l'ouverture des travaux a pu à grand-peine avoir lieu à cinq. A ce moment encore, les colonnes étaient désertes et l'orient dégarni : on comptait un petit nombre de visiteurs. Le frère Jeanin a présidé au commencement de la séance, et ce n'est qu'assez tard que le frère Bertrand, représentant particulier du grand-maître, lui a succédé au fauteuil. Le frère Drouet, secrétaire en tour, a présenté le compte-rendu des opérations du semestre. Entre autres faits, il a rapporté notre condamnation en termes succincts et réservés. Le compte, lu ensuite par le frère Hellin, trésorier, a montré les finances de l'Ordre sous un jour peu favorable. Le frère Tardieu a prononcé le discours d'usage : le texte qu'il avait choisi est *le Malheur*. Il a sagement terminé par un appel à la concorde. Alors le frère Vaussier a fait, au nom de la commission des récompenses, le rapport que nous avons analysé plus haut. La médaille du frère Coquet, de la Guillotière, a été remise entre les mains du frère Pinet, député de *l'Asile du Sage*, de Lyon, qui s'est chargé de la faire parvenir au lauréat. Une députation spéciale de la loge de Sens, dans laquelle nous avons remarqué le frère Vuitry, membre de la chambre des députés, est venue recevoir la médaille décernée à cet atelier. Quant au frère Desanlis, il est probable que sa modestie bien naturelle s'était refusée à subir publiquement l'honneur qu'on lui avait réservé : il n'assistait pas à la séance. Au banquet, le nombre des convives était également peu considérable. Le frère Guilhery y a raconté ce qui s'était passé la veille à la fête du Suprême-Conseil, et il s'est fait l'organe des sentiments de paix et d'union qui animent les membres de cette autorité. Le frère

Bertrand, en lui répondant, s'est réjoui avec lui des bonnes dispositions de l'autre puissance maçonnique ; mais, a-t-il ajouté, avant de s'abandonner sans réserve à la satisfaction que de tels sentiments doivent inspirer, peut-être serait-il prudent d'attendre que les actes répondissent complètement aux paroles. Le frère Guilhery, se méprenant sans doute sur la pensée du président, a voulu répliquer à ce qu'il venait de dire ; mais les règlements interdisant toute discussion pendant le banquet, il a été obligé d'ajourner ses observations.

— La loge *l'Amitié*, de Paris, a célébré sa fête solsticielle et installé ses nouveaux officiers, le 2 janvier 1845. Le frère Grellet a succédé, comme vénérable, au frère Lefrançois qui avait accompli ses trois années d'exercice ; et, comme orateur, le frère Altaroche, au frère Grellet. La plupart des autres dignitaires ont été maintenus dans leurs fonctions. Si la réunion n'était pas très-nombreuse, elle était du moins cordiale et choisie. Entre autres visiteurs on y remarquait le frère Joly, membre de la Chambre des députés. Au banquet, un toast a été porté à la liberté de la presse maçonnique et accueilli avec une faveur unanime et de vifs applaudissements.

— La loge *l'Etoile de la Charente*, d'Angoulême, qui travaille sous l'habile direction du frère Saint-Just, a transmis dernièrement au Grand-Orient des observations pleines de sens et de valeur sur les améliorations à introduire dans les Statuts-généraux. Les réformes proposées par la loge portent principalement sur le mode d'admission des profanes, sur la forme des inspections et sur la mauvaise distribution des secours maçonniques. Nous nous réservons de soutenir plus tard quelques-unes des vues émises par ce recommandable atelier.

— La loge *les Amis persévérants*, de Périgueux, a rendu, le 3 septembre, les derniers devoirs à un de ses membres, le frère Duzard, ancien directeur des contributions indirectes, mort dans sa soixante-quinzième année. Le convoi funèbre était considérable ; on remarquait particulièrement dans ses rangs M. le préfet de la Dordogne, les principales autorités de la ville et la loge tout entière. Les cérémonies maçonniques ont été accomplies autour de la tombe, et un frère a rappelé, dans un discours qui a vivement ému l'auditoire, les vertus et les services du digne maçon que la loge venait de perdre.

— Une décision fort importante, qui, probablement, n'aura pas l'assentiment des membres

du sénat maçonnique, a été prise, il y a peu de temps, par la loge *le Parfait silence*, de Lyon. Cet atelier a supprimé le droit d'initiation et porté à cinquante francs la cotisation annuelle de chacun de ses membres.

— Nous apprenons que, le 30 novembre, la brochure dirigée par le frère Juge contre les frères Clavel et Pagnerre et les autres membres dissidents de la *Clément-Amitié* a été lue, travaux tenants, par la loge d'Avise, *les Vrais amis de l'ordre*, et que, la lecture achevée, l'atelier, par un vote unanime, a décidé que la mention suivante serait inscrite sur la couverture de l'écrit : « Renvoyé à l'auteur comme anti-maçonnique », et qu'elle serait signée par les principaux dignitaires. On nous informe, en outre, que cette résolution a été immédiatement exécutée, et que la brochure, mise sous enveloppe, a été retournée par la poste au frère Juge. On cite encore plusieurs loges où la lecture de cette pièce a été interrompue dès le début, et où le simple dépôt aux archives a même été refusé.

— Le 10 décembre, la loge *l'Etoile de la Gironde*, à Bordeaux, a tenu une assemblée solennelle d'instruction. La question à l'ordre du jour était celle-ci : « Quel est le sens du mot charité sous le point de vue maçonnique et les obligations qui en dérivent ? » Ce sujet a été traité avec talent par plusieurs frères, notamment par le frère Schmit, orateur de la loge *la Française d'Aquitaine*, de la même ville. Quoiqu'il fût un temps affreux, l'affluence des visiteurs était considérable.

— A Tournon, la loge *la Parfaite-Egalité* a célébré, le 26 décembre, sa fête solsticiale d'hiver avec une solennité inaccoutumée. Un des membres de l'atelier, le frère Guibert, deuxième surveillant, avait émis le vœu qu'une distribution de pain fût faite aux pauvres de la localité, afin, disait-il, que, lorsque la loge procéderait aux travaux du banquet, personne n'eût faim autour d'elle. Cette proposition avait été adoptée à l'unanimité ; et, pour ne pas grever la caisse de la loge de la dépense ainsi votée, chaque frère s'était imposé une cotisation extraordinaire. En conséquence, dans la matinée du 26, une distribution abondante de pain a eu lieu au local de la loge, sous les yeux des frères Rousset, vénérable, et Madier, trésorier, et par l'entremise du maire de Tournon, M. Deville, et des sœurs de Charité, qui avaient bien voulu prêter leur concours à l'accomplissement de cette bonne œuvre. Les travaux ouverts à midi, de nombreux visiteurs

ont été introduits ; il a été procédé ensuite à trois affiliations et à une initiation. Le frère Darnaud, orateur, a prononcé, dans cette circonstance, un discours où sont exposés avec autant de clarté que de précision les nouveaux devoirs qu'impose au néophyte son admission aux mystères de la maçonnerie. Les frères Guibert, Darnaud et Debicki, ont été, immédiatement après, décorés du bijou de la loge en récompense de leur zèle et de leurs services. Puis, deux autres discours ont été lus, le premier par le frère Rogol, récemment affilié ; le second, par le frère Rousset, vénérable. Dans tous les deux, la grandeur et l'utilité de la maçonnerie étaient exprimées avec chaleur et avec conviction ; et les orateurs ont été vivement applaudis. Avant de clore la séance, la loge a reçu plusieurs demandes en affiliation et en initiation, sur lesquelles il sera plus tard statué.

ÉCOSSE. — La grande assemblée de l'Ordre du Temple s'est tenue, le 19 juillet, à Édimbourg. Le greffier, en conséquence d'une lettre à lui adressée par le grand-maître, l'amiral sir David Milne, a présenté à l'Ordre, au nom de son éminence, les ornements en or massif qui avaient appartenu à feu S. A. R. le duc de Sussex, grand-prieur d'Angleterre. Ces riches décorations se composent de l'anneau, signe de la dignité, sur lequel est gravée une croix rouge ; d'une chaîne composée de cent trente-huit chaînons, à laquelle sont suspendues deux croix. Tous ces objets sont de l'or le plus pur. L'assemblée a voté des remerciements au grand-maître pour ce don splendide.

(*Les journaux d'Édimbourg.*)

IRLANDE. — La Grande-Loge a publié la circulaire suivante : « La Grande-Loge a été officiellement informée que les chevaliers du Temple, admis en Écosse, ne seront pas tenus, à l'avenir, d'être francs-maçons, ainsi qu'on l'avait exigé jusqu'à ce jour. En conséquence, les loges d'Irlande ne considéreront plus le certificat ou le diplôme de chevalier du Temple comme une preuve que le porteur est franc-maçon ; mais elles demanderont d'autres attestations maçonniques, absolument comme si le certificat de templier n'avait pas été produit. »

Le Suprême grand campement de hauts chevaliers templiers d'Irlande a adopté à l'unanimité une résolution portant qu'il ne reconnaissait pas l'ordre de la Grande-Loge d'Irlande, en date du 1^{er} février dernier, relativement aux réunions maçonniques, et qu'il refusait de s'y soumettre, attendu qu'agir autrement ce serait reconnaître à

la dite Grande-Loge d'Irlande (constituée *uniquement* pour la direction et le gouvernement de la maçonnerie symbolique) le droit d'intervenir dans les privilèges et de restreindre l'indépendance du Suprême grand campement et des campements ses subordonnés.

— Une lettre de Toome porte ce qui suit : « Le lundi 24 juin, fête de la Saint-Jean, un grand nombre de frères de différentes loges maçonniques s'étaient réunis en procession, suivant l'antique coutume, dans le voisinage de la ferme de Ballyscullion, près de la ville de Toome. Le même jour, des amateurs de combats de coqs s'étaient donné rendez-vous sur une colline voisine. On a tout lieu de croire que le combat de coqs n'était qu'un prétexte, et que le but réel des meneurs était de provoquer un rassemblement, afin d'insulter et d'assaillir les francs-maçons au moment où la procession passerait. M. Hamilton Jones, jeune magistrat qui mérite les plus grands éloges pour la vigilance et l'énergie qu'il a déployées dans cette circonstance, s'était rendu au lieu fixé pour les combats de coqs, avec un petit détachement d'agents de police, quelques moments avant l'arrivée des maçons. Sans cette mesure de précaution, il n'est pas douteux qu'il y aurait eu beaucoup de sang répandu. Cependant la procession maçonnique eut beaucoup de peine à se frayer un passage, malgré la présence de M. Jones. Mais bientôt nos ennemis se remontreurent et résolurent d'attaquer nos frères dans un autre endroit loin des regards de la police. En conséquence, ils allèrent les attendre près de la ferme de Mill-Town. Ils commencèrent à lancer des insultes et des provocations, puis ils arrivèrent à des violences ouvertes, et peu à peu la mêlée devint générale. Une grêle de projectiles de toute espèce tombait de tous côtés. A ce moment, M. Jones arriva et parvint à arrêter neuf ou dix des combattants. Plusieurs personnes ont été gravement maltraitées. Un nommé Dunlop a eu la jambe cassée; lui et sa femme sont, à cette heure, dangereusement malades. Nous nous plaisons de rechef à rendre justice à la noble conduite de M. Jones; nous espérons que les magistrats de la contrée s'uniront à lui pour prévenir le retour de ces scènes sauvages qui feraient la honte d'un pays civilisé. »

— A Comber, le 24 juin, jour de la Saint-Jenn, on a procédé en grande pompe à la pose de la première pierre d'un monument en l'honneur du général Gillespie, militaire aussi distingué que zélé

franc-maçon. Les différentes loges du voisinage, au nombre de trente-cinq, se sont réunies en procession; un grand nombre de frères étaient venus de plusieurs milles. La pose de la première pierre devait être faite par le noble marquis de Londonderry, mais des circonstances imprévues ayant empêché sa seigneurie de se rendre à cette solennité, elle a été remplacée par le lieutenant-colonel Cairness.

AMÉRIQUE. — Les nouvelles qui nous arrivent des États-Unis sont en général très-satisfaisantes. La question de réunir toutes les loges des différents États sous une direction suprême n'est pas encore résolue; les avis sont fort partagés à ce sujet. L'objection la plus grave règne sur la distance qui sépare la ville de Washington des États de l'Union. Or, ajoute-t-on, la Grande-Loge ne pourrait se tenir que dans la capitale. Quelques-uns voudraient qu'une grande loge eût lieu tous les sept ans à Washington, afin de confirmer comme édits les opérations des Grandes-Loges d'État.

L'envoi d'une députation aux Grandes-Loges d'Europe est toujours à l'état de vague projet.

L'exclusion dont les juifs sont frappés dans les loges prussiennes a causé une vive sensation parmi les frères américains, qui considèrent avec raison cet acte anti-maçonnique comme une violation de nos préceptes et une flétrissure pour notre Ordre.

Le *Freemason's Monthly magazine*, qui se publie à Boston, annonce l'établissement de plusieurs nouvelles grandes loges sur divers points du territoire de l'Union.

Le Suprême-Conseil du 33^e degré du rite écossais, pour les États-Unis du Nord, a été pareillement réveillé à New-York. Le nouveau corps se propose de solliciter l'affiliation avec toutes les autorités maçonniques existant sur le globe.

— Une souscription a été ouverte parmi les frères des îles de Bahama pour l'érection d'un temple maçonnique. Déjà de nombreuses offrandes ont été reçues; d'autres sans doute les suivront. Les loges des environs se sont engagées à consacrer l'excédant de leurs fonds disponibles à cette louable entreprise. On ajoute que le frère docteur Clutsmann, grand-maître provincial, se propose d'organiser, dans un théâtre particulier, une représentation dont le produit sera versé dans la caisse de la souscription.

AUSTRASIE. — Nous avons le plaisir d'apprendre qu'une nouvelle loge maçonnique vient de se former dans la ville d'Adélaïde, sous le nom de

Saint-Jean-d'Adélaïde. Elle est fondée au rite des loges écossaises, et a dû s'adresser à la Grande-Loge d'Écosse pour lui demander une charte. Les demandes en initiation sont très-nombreuses.

— La cérémonie de la pose de la première pierre de la nouvelle église écossaise, dans Grenfell-Street, a eu lieu le 6 février avec une grande solennité. A cette occasion, les devoirs dévolus à l'ordre maçonnique ont été remplis suivant les rites accoutumés.

— Le 12 mars, il y a eu, à Hobart-Town, assemblée générale des membres de l'institution des fonds de bienfaisance maçonnique, afin d'entendre le rapport du comité, de confirmer le règlement d'ordre et de s'occuper d'autres objets. La réunion était très-nombreuse.

INDÉS. — Les correspondances des provinces nous apprennent que le député grand-maître, le frère Robert Neave, continue de travailler pour la bonne cause avec tout le zèle et toute l'activité qui le caractérisent. Dans un district aride et dans lequel on ne pouvait espérer de recueillir de moisson, il a établi un grand nombre de nouvelles loges, telles que *la loge du Pèlerin*, à Futtegurh ; — *l'Étoile Rohilla*, à Barrely, *la Foi, l'Espérance et la Charité*, à Agra. Notre estimable frère se dispose également, aussitôt que le temps le permettra, d'aller consacrer une loge de *Saint-Jean* à Chazepoor.

Les indigènes (qui professent la religion mahométane) se montrent très-empressés à demander l'initiation ; mais, sous ce rapport, il y a lieu d'agir avec une grande réserve, attendu que la majorité est loin de posséder les qualités requises pour entrer dans l'Ordre.

— La fête maçonnique de la Saint-Jean a été pompeusement célébrée, le 24 juin, à Bombay. On remarquait surtout la présence en loge de nombreux indigènes parsis et mahométans. Leur tenue était parfaite, et c'était un spectacle aussi nouveau qu'agréable pour les frères européens. Rien ne saurait mieux démontrer l'heureuse influence de la maçonnerie que cette réunion fraternelle des éléments les plus opposés. — Séparés par la religion, et cependant s'harmonisant entre eux, parlant dès leur enfance des idiomes différents, et maintenant conversant ensemble dans la langue universelle de l'Ordre, le disciple de Zoroastre, le sectateur de Mahomet et le chrétien étaient là réunis comme les enfants d'un

même père, indispensablement liés par ces nœuds impérissables qui attachent les frères.

POST-SCRIPTUM.

Nous venons de parcourir à la hâte la dernière livraison du *Bulletin trimestriel* qui a été distribuée hier, 6 janvier, dans la soirée. Les rédacteurs s'y montrent, en ce qui touche *l'Orient*, d'une singulière partialité, autant par ce qu'ils disent que par ce qu'ils taisent. Ils présentent la publicité comme l'objet des plus chères préférences du Grand-Orient, et néanmoins ils avouent, page 80, que notre rédacteur en chef a été *démaçonné* pour avoir fait usage de la publicité en dépit de la *défense préalable* que lui en avait intimé le Grand-Orient ! De qui donc, s'il vous plaît, ces frères se moquent-ils ? de leurs lecteurs ou d'eux-mêmes ! Nous reviendrons, dans notre prochain numéro, sur cette publication, qui nous fournira le sujet de piquantes remarques.

LITTÉRATURE MAÇONNIQUE.

LE FRANC-MAÇON DE LISBONNE.

Le 30 septembre 1807, une frégate portugaise, commandée par don Manoël d'Alveyras, était partie de Rio-Janeiro avec deux cargaisons de diverse nature. La plus importante aux yeux des hommes et surtout de don Jean de Bragance, régent du royaume, consistait en plusieurs caisses remplies d'or, de diamants et de pierres précieuses, que ce prince attendait avec anxiété pour réparer les brèches de son trésor, et pour ajouter de nouvelles richesses au monastère de Mafra dont il avait fait son séjour. L'autre cargaison se composait d'une douzaine de moines, qui, après s'être acquittés de pieuses missions dans les différentes contrées du continent américain, regagnaient la péninsule espagnole et les couvents qu'ils avaient envoyés. L'équipage, certain d'arriver à bon port sous les auspices de ces vénérables enfants de Saint-Dominique et de Saint-François-d'Assise, était pour eux plein de respect, de soins et de prévenances ; et la mer, comme les vents, semblait en effet justifier l'opinion que les matelots avaient conçue de l'ascendant des bons pères sur les éléments dont dépendait leur existence. Je prévien donc le lecteur que je n'aurai ni tempête ni naufrage à lui décrire. La brise était constamment favorable ; la frégate naviguait sous toutes ses voiles, à la clarté resplendissante du soleil des

tropiques, pu à la douce lueur des mille et mille étoiles que nous connaissons en France, si jamais le soleil vient à s'éteindre en plein midi.

Une aussi heureuse navigation a ses inconvénients. La monotonie d'abord, et bientôt après l'ennui qui marche toujours à sa suite. L'activité et l'énergie, nobles qualités des hommes de mer, sommeillaient dans ces âmes avides d'émotions fortes, et il leur était difficile de chercher des distractions dans le jeu et dans la lecture. Les livres dont le capitaine et les officiers avaient composé leurs bibliothèques de voyage ne pouvaient point sans péril être exposés aux regards de leurs pieux passagers. La maudite philosophie du dix-huitième siècle et le venin des doctrines de la révolution française avaient pénétré dans la péninsule à travers les réseaux de l'inquisition, et si ceux des bons pères qui savaient lire avaient fouillé les cabines, ils n'auraient pas trouvé peut-être un livre ou une brochure que les deux grands-inquisiteurs de Portugal et d'Espagne n'eussent déjà mis à l'index. Le jeu n'aurait pas scandalisé la plupart de nos moines ; mais il en était un dans le nombre qui imposait par son maintien et par son langage : c'était un dominicain nommé le père Xavier. Ses passions, amorties par les soixante bivers accumulés sur sa tête, laissaient le champ libre à sa piété sévère et à l'esprit de domination qu'avaient entretenu dans son âme les hautes fonctions dont ses supérieurs et ses égaux l'avaient successivement honoré. Supérieur lui-même du plus riche couvent de Bahia, il se rendait à Lisbonne pour défendre les intérêts de son ordre, et sa réputation de sévérité était si bien établie dans l'ancien et le nouveau monde, que la seule annonce de son passage à bord de la frégate avait fait pâlir le capitaine et son état-major.

La conversation était donc la distraction unique dont ces messieurs pussent jouir ; mais comme on ne savait pas trop si l'opinion qu'on allait émettre n'irait pas se heurter contre les principes du grave personnage qui avait bien vite usurpé la présidence de cette réunion de frocs et d'épaulettes, il en résultait une froideur, une réserve qui ne dérangerait presque rien à la monotonie de leur situation. Le père Xavier s'animait cependant, et surtout quand l'entretien venait à rouler sur la révolution de France. Napoléon en avait toutefois singulièrement modifié les principes. Mais le rétablissement du culte était un acte assez insignifiant aux yeux de sa révérence. La restauration des moines ne lui aurait pas même suffi pour accorder son assentiment à l'avènement du

républicain Bonaparte. La nomination d'un grand-inquisiteur pouvait seule lui ramener l'opinion du père Xavier qui, après cet acte de piété, ne lui eût plus demandé d'où il était venu.

Cette satisfaction n'étant pas près de lui être donnée, le dominicain ne faisait pas plus de cas du vainqueur d'Austerlitz et de Friedland que du dernier des Français ; et comme à l'époque de l'entrevue de Tilsitt, il était impossible à tout désœuvré de deux ou trois parties du monde de ne pas s'entretenir de ces grands événements, c'était toujours avec un redoublement de colère que le père Xavier comprimait l'admiration et même l'étonnement de ses interlocuteurs.

Un incident vint donner un caractère de justice aux déclamations du dominicain, et lui procurer l'approbation sympathique de tous ceux qui jusque-là lui avaient opposé quelques timides observations. La rencontre d'un bâtiment de commerce, parti depuis dix jours de Plymouth, changea tout-à-coup la situation de nos navigateurs. Ils apprirent que le 27 octobre, trois ou quatre jours avant leur départ du Brésil, le Portugal avait été rayé de la carte en vertu d'un traité signé à Fontainebleau par Napoléon et par un envoyé du roi d'Espagne ; que la Lusitanie et les Algarves passaient sous la domination de Charles IV ; que le général français Junot avait déjà franchi les Pyrénées à la tête de vingt-cinq mille hommes ; qu'il était chargé de signifier à la maison de Bragance qu'elle avait cessé de régner, et que déjà les vaisseaux de France avaient ordre d'attaquer et de saisir ceux du Portugal.

Le capitaine anglais éprouvait une sorte de joie à communiquer ces étonnantes nouvelles. Chaque homme de cette nation se regarde comme solidaire de la gloire de son pays, et l'Angleterre pouvait gagner encore de riches colonies à la destruction de son ancien allié, ce qui l'aurait facilement consolée de ce malheur. Cet acte de l'empereur tranchait d'ailleurs une question que don Jean de Bragance, le plus faible, le plus nul, le plus irrésolu des hommes, n'aurait jamais décidée. Sollicité de fermer ses ports aux Anglais, il flottait depuis un an entre la crainte de s'exposer à leur vengeance en obéissant, et celle d'attirer sur son royaume des armées qui avaient triomphé de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie. Don Jean n'avait plus la peine de chercher une solution ; et cette réflexion du capitaine anglais fut le dernier adieu jeté du haut de son navire à don Manoël d'Alveyras.

L'attitude pacifique de la frégate et de son

équipage fit place sur-le-champ à une activité belliqueuse. Les canons furent nettoyés et mis en batterie, les poudres visitées, le branlebas de combat exécuté ; et en attendant l'occasion de tirer des bordées contre le pavillon aux trois couleurs, le père Xavier renouvela les siennes contre Bonaparte et la révolution qui l'avait produit. « Eh bien ! s'écriait-il, vous voyez quel est cet homme et son ambition insatiable ! Ses soldats vont nous porter la guerre et propager parmi nous les abominables doctrines de ce peuple de mécréants. Leur contact impur développera les germes que l'exécrable philosophie de Voltaire a semés dans nos contrées. Nos colonies mêmes en sont infectées. On y parle déjà de liberté, de constitution ; les droits de la métropole y sont ouvertement discutés. Toutes les opinions philosophiques nous arrivent par les vaisseaux d'Europe, tout, jusqu'à la *maçonnerie*, cette œuvre des ténèbres que les impies appellent la vraie lumière, et à laquelle je me suis vu forcé, dans l'intérêt du ciel, d'opposer les arrêts et les bourreaux de la sainte-inquisition. »

Ces derniers mots, jetés au hasard par le père Xavier à la fin de sa philippique, firent tressaillir don Manoël ; mais il eut assez d'empire sur ses mouvements pour que sa figure ne les trahît pas, et le fougueux dominicain ne se douta point qu'il avait devant lui un adepte des hérétiques dont il avait ordonné le supplice. Don Manoël détourna la colère du révérend sur les Français, et l'insulte qu'on venait de faire à sa patrie soulevait dans son cœur assez d'indignation et de haine, pour qu'on le crût uniquement occupé de ses justes pensées de vengeance. L'occasion ne se fit pas long-temps attendre. Dès l'aurore du jour suivant, la vigie cria : « Navire ! » et l'équipage, groupé sur le pont, dans le silence de l'incertitude, répondit bientôt par une explosion d'enthousiasme patriotique à l'annonce du pavillon tricolore. Tous les regards se portèrent sur le point de l'horizon qu'avait signalé la vigie ; mais le capitaine, responsable de la riche cargaison qu'il avait ordre de rendre à Lisbonne, n'en poursuivit pas moins sa route, sans forcer ni ralentir sa marche. Celle du bâtiment français était évidemment supérieure. Il se rapprochait à vue d'œil ; son bois s'élevait tout entier sur les flots. Don Manoël put compter ses sabords, le reconnaître bientôt pour une corvette de premier rang, et finit par s'étonner de l'audace de sa manœuvre. Supérieur en force à son ennemi, le capitaine portu-

gais ne concevait pas qu'on osât ainsi manifester le dessein de le combattre, et il en vint à douter que ce bâtiment fût instruit d'une rupture dont il était à peine informé lui-même. La corvette le gagnait cependant ; elle était déjà par le travers de sa frégate, mais à une distance trop grande pour que leurs feux pussent encore se croiser. Don Manoël crut devoir alors assuter son pavillon par un coup de canon qui ne fut suivi d'aucune réponse ; mais la corvette profitait de l'avantage du vent pour dépasser la frégate, et il était facile d'y voir l'intention d'un abordage. Don Manoël s'indigna de ce mélange de mépris et d'audace. La corvette était alors par sa joue de tribord ; il jugea qu'elle était enfin à portée de son artillerie, lui refusa sa proue en cédant au vent qu'elle avait serré jusque-là, et lui présentant son travers, il lâcha sa bordée aux acclamations bruyantes de son équipage.

Les épais tourbillons de fumée dont s'enveloppa tout-à-coup la frégate portugaise lui déroberent quelque temps la corvette, et le silence des Français laissa don Manoël et ses matelots dans l'incertitude des effets que leur feu avait pu produire ; mais leur doute ne fut pas de longue durée. La fumée en se dissipant leur découvrit tout-à-coup le pont, la mâture et les vergues de l'audacieuse corvette qui, se laissant dériver sur eux, ne faisait feu de ses canons qu'au moment où leurs bouches enflammées allaient heurter le plat-bord de la frégate. Aucun coup n'avait été perdu, et, tandis que deux boulets à peine avaient labouré le pont de la corvette française, sa mitraille et ses boulets avaient porté la mort et le désordre dans la batterie portugaise.

Des cris de rage annoncèrent un autre danger. Cinquante Français, armés jusqu'aux dents, s'étaient précipités sur le pont de la frégate, et les Portugais surpris reculaient vers la dunette sans songer à se défendre. Deux hommes intrépides arrêtaient tout-à-coup ce mouvement de frayeur et de retraite. « Pour Bragance et le Portugal ! s'écria don Manoël en s'élançant au-devant des Français. — Pour Dieu et sa sainte religion ! » cria de son côté le père Xavier en brandissant un crucifix d'une main et un sabre de l'autre. Moines, soldats, matelots, officiers, tous revinrent de leur stupeur première. Les Français, refoulés jusqu'au pied du grand mâ, eurent à se défendre contre des furieux qui joignaient, à l'avantage du nombre, la rage d'un patriotisme indigné et le fanatisme d'une religion menacée. Il restait encore assez de Portugais pour exécuter les ordres

qu'avait donnés leur capitaine. Les uns, montés sur le bastingage, s'opposaient à une invasion nouvelle; les autres rejetaient en dehors les grappins de la corvette, ou rompaient ceux de ses agrès qui s'étaient engagés dans les leurs; et tout-à-coup, au signal d'un officier intelligent, un coup de gouvernail ayant séparé les proues des deux bâtiments, la mer mugit bientôt entre les deux ponts, sans qu'il fût désormais possible au capitaine français de porter secours à la portion de son équipage qu'il avait lancée sur la frégate. De pareils traits d'audace n'ont qu'un moment pour réussir; et ce moment passé, il n'y a plus que des périls pour les téméraires qui les ont tentés.

Ce ne fut plus entre les deux vaisseaux qu'un échange de bordées; et cette lutte inégale était d'autant plus dangereuse pour la corvette, que de peur de blesser les Français qui combattaient encore sur le pont de la frégate, son feu n'était dirigé que sur la mâture de son ennemi. Le péril devenait de plus en plus pressant pour ces hommes intrépides qui soutenaient une lutte désespérée. Les deux tiers au moins étaient déjà hors de combat, et malgré le carnage effroyable qu'ils faisaient autour d'eux, ceux qui survivaient à cette sanglante mêlée étaient forcés de se replier vers la proue par les étroits passavants qui séparaient les deux gaillards. Encore fallait-il s'ouvrir un passage à travers les ennemis qui assaillaient leurs derrières. Don Manoël leur criait en vain de se rendre; il leur offrait en vain les assurances de sa clémence et de son estime. Le jeune officier qui avait commandé cet abordage ne cessait d'animer le faible reste de ses compagnons par l'exemple de son intrépidité. Dix Portugais avaient péri sous ses coups; et la perte de son sang, qui s'échappait déjà par deux blessures, n'avait diminué ni sa vigueur ni son courage, quand une balle vint fracasser son épaule et lui ôter enfin la force de tenir son épée. Affaibli, chancelant, menacé par dix haches d'armes qui se disputaient sa vie, il n'eut que le temps de croiser ses mains sur sa tête en jetant au hasard dans les airs des paroles mystiques.

L'oreille de don Manoël d'Alveyras en fut heureusement frappée. « Arrêtez, cria-t-il, arrêtez ! » et s'élançant sur le jeune officier qui était tombé sur ses genoux contre le bastingage, relevant de son glaive les haches qui allaient l'achever, il ramassa l'épée de cet intrépide jeune homme, et le fit transporter sur sa propre couche en ordonnant au chirurgien de prendre soin de sa vie. Le

combat réclamait ailleurs sa présence. Le feu de la corvette semblait redoubler d'intensité; et don Manoël reconnut bientôt la cause de cet acharnement en découvrant à l'horizon deux ou trois voiles nouvelles que le bruit du canon semblait attirer vers lui. Le pavillon aux trois couleurs flottait à leur poupe; et il était temps de prendre chasse. Un boulet adroitement ou heureusement dirigé ayant abattu le mât de misaine de la corvette, dont Manoël ne songea point à mettre à profit ce coup d'adresse et de fortune; les moments étaient précieux; le soleil avait encore une heure de lumière à répandre sur l'immensité de l'Océan, il était important de s'éloigner assez des nouveaux ennemis qui allaient le suivre, pour que l'obscurité de la nuit lui permit de leur échapper. Une dernière bordée lâchée sur la corvette la mit hors d'état de manœuvrer; et la frégate, couverte de toutes ses voiles, agrandit en peu de temps le mugissant abîme qui l'en séparait. La nuit survint; et après avoir commandé et surveillé une manœuvre habile qui devait dépister la division française, don Manoël rentra dans sa chambre pour s'informer de l'état du blessé que le chirurgien en chef avait laissé sous la garde d'un sous-aide.

La balle avait été extraite de la plaie, le malade reposait; et dont Manoël lui prenant la main, lui prouva et reconnut lui-même par des signes sympathiques, qu'ils étaient affiliés tous deux à cette société secrète dont l'inquisition et le père Xavier poursuivaient l'extermination. Une confiance réciproque succéda bientôt à la haine qui séparait les deux peuples; mais au nom d'Alveyras, que révéla le capitaine portugais, la main du jeune Français se retira avec une sorte de crispation nerveuse, qui, jointe à l'altération de ses traits, excita la surprise de don Manoël. Un secret pénible semblait peser sur la conscience du malade. Ses regards détournés paraissaient éviter ceux du capitaine; mais la nécessité de répondre à ses questions embarrassantes rappela bientôt sa raison, et le força de recourir à la feinte pour dissiper les soupçons qui auraient pu naître dans l'esprit de l'ombrageux Portugais. Les angoisses que lui faisaient éprouver ses blessures servirent d'excuse naturelle au mouvement dont la brusquerie avait provoqué l'étonnement de don Manoël; et le tendre abandon qu'il laissait percer à travers des souffrances à chaque instant renouvelées, fit bientôt disparaître les nuages qui avaient un moment troublé cet entretien fraternel. Le jeune Français, obéissant à l'instinct de

conservation dont la nature a doué tous les êtres, se mit dès-lors, par un heureux et violent effort sur lui-même, à l'abri de toutes les surprises d'une conversation dangereuse ; et quand, par une suite naturelle de leur familiarité toujours croissante, don Manoël en vint à demander le nom de son prisonnier, celui-ci lui jeta sans hésiter celui de Jules de Renti, qui servit de voile au mystère fatal dont cette amitié naissante, cette fraternité même n'eût point soutenu la révélation.

Un témoin importun ne tarda point à se mêler dans ces entretiens. Le père Xavier, occupé pendant le combat sur un autre point de la frégate, n'avait vu ni les signes du jeune Français, ni l'empressement de son vainqueur à lui sauver la vie. Ce sentiment d'humanité l'avait seulement étonné. Tout entier à sa haine politique et religieuse, il ne concevait guère ce trait de clémence envers des prisonniers qui avaient le double tort d'être les sujets d'un conquérant dont l'ambition venait de renverser la maison de Bragance, et d'appartenir à un peuple dont les impiétés avaient révolté son fanatisme. Il avait souffert avec peine l'exécution des ordres qu'avait donnés Alveyras pour assurer la vie de ses captifs, et cette contrainte avait jeté dans ses rapports avec le capitaine une sorte de réserve ombrageuse qui se manifestait souvent par des paroles solennellement acerbes.

Cette aigreur parut redoubler encore le cinquième jour qui suivit le combat... Un matelot avait raconté devant le père Xavier la lutte du jeune Français ; et, dans les détails de cette courageuse résistance, il n'avait point oublié le croisement de mains qu'il regardait comme un acte de résignation. Le vieux dominicain y vit autre chose. Tous les papiers de la loge qu'il avait persécutée à Bahia avaient passé sous ses yeux, et l'instinct de la persécution avait gravé dans sa mémoire tous les signes mystérieux de la maçonnerie. Le témoignage du matelot n'avait pas pourtant cette rigoureuse exactitude qui détermine la conviction ; mais le soupçon était éveillé dans l'esprit de l'inquisiteur, et toutes les paroles qu'il semblait jeter avec une indifférence marquée dans ses entretiens avec don Manoël et son prisonnier tendaient à provoquer des réponses, des impressions ou des mouvements qui pussent confirmer ou accroître ses préventions.

Don Manoël pénétra facilement les investigations du vieux dominicain ; il eut l'occasion d'en prévenir son nouvel ami ; ils se mirent tous deux sur leurs gardes, et s'entendirent merveilleuse-

ment pour dérouter les soupçons dont ils étaient l'objet ; ils espéraient même échapper entièrement à cette inquisition de tous les instants. Le terme de leur voyage approchait. Déjà les montagnes qui avoisinent l'embouchure du Tage se dessinaient à l'horizon. Encore un jour et don Manoël serait affranchi de cette incommode surveillance ; mais ce court intervalle de temps avait été aussi mesuré par l'intraitable dominicain, et il avait résolu de ne point arriver au jour de leur séparation sans avoir éclairci les doutes qui troublaient sa conscience. Déjà quelques-uns de ses moines avaient jeté dans l'esprit de certains matelots fanatisés des germes de suspicion et d'intolérance. Don Manoël avait même observé depuis quelques jours que plusieurs hommes de son équipage affectaient de s'éloigner de lui quand il paraissait sur le pont. Il l'attribua d'abord à un sentiment respectueux ; mais l'opiniâtreté de leurs regards observateurs, où se mêlait une sorte d'horreur et de pitié, lui révéla bientôt la cause véritable de cet éloignement. Il ne put s'empêcher d'y voir la crainte d'un contact avec un homme que l'Église aurait frappé d'anathème. Il observa à son tour la conduite particulière de chacun de ses matelots ; il provoqua même, par une familiarité affectée, la manifestation des sentiments intimes qui les agitaient, et reconnut avec plaisir que les perfides confidences des moines n'avaient aliéné ou effrayé qu'une faible portion de son équipage.

C'était d'ailleurs une puissante diversion à ce trouble intérieur, fomenté par l'intolérance du révérend, que l'aspect des rivages de la patrie ! Les circonstances politiques ajoutaient encore un intérêt puissant à cette émotion du marin qui rentre sur la terre natale. Don Manoël et ses compagnons de voyage étaient impatients de savoir les résultats du traité de Fontainebleau ; et l'arrivée d'un pilote à bord de la frégate attira l'attention de tous avant que les récits eussent excité l'indignation des uns et jeté dans les autres le découragement de l'impuissance. Il annonça que le prince régent du Portugal avait cru vainement conjurer la tempête en fermant ses ports aux Anglais, et que cette mesure tardive n'avait point arrêté la marche de l'armée française. Le général Junot, arrivé à Salamanque, avait répondu que, dans ce cas, il entrerait en Portugal comme allié. La cour de Lisbonne, peu rassurée par ses paroles, ne savait que résoudre. Elle n'avait ni soldats ni argent. L'agitation du peuple se manifestait par des cris de rage contre les Français,

mais personne ne prenait les armes pour les repousser, et il était à craindre que la destinée du Portugal ne fût accomplie.

« Dieu y pourvoira, s'écria le père Xavier ; il soutiendra ceux qui auront le courage de faire leur devoir ; un peuple est toujours fort quand il combat pour son indépendance ; les ministres du Dieu des armées lui rendront au besoin l'énergie du désespoir, et malheur à ceux de ses chefs qui trahiraient sa cause par une tolérance criminelle, ou par une adhésion secrète aux principes infâmes qui perdent les états ! »

C'est ainsi qu'aux scrupules religieux soulevés par ses prédications dans l'esprit de quelques matelots, le vieux dominicain essayait d'ajouter des ressentiments patriotiques pour grossir le nombre des factieux qu'il espérait amener contre les objets de son intolérance.

Don Manoël pénétra ses intentions secrètes et s' alarma de quelques symptômes d'insurrection que provoquait ce langage. Un officier courut, par ses ordres, au poste où se tenaient les dix ou douze Français qui avaient partagé la captivité de celui qui s'était nommé Jules de Renti, pour les défendre contre la violence des fanatiques dont les murmures annonçaient déjà la colère. La manœuvre en fut même suspendue au moment où la frégate allait franchir la barre ; mais la voix du capitaine se fit entendre ; les nécessités d'une navigation, qui n'est pas toujours sans péril, donnèrent à ses paroles un tel accent de sévérité, que les matelots les plus fanatiquement dévoués à la puissance monacale se hâtèrent de reprendre leur poste, en dépit des prédications du père Xavier et de ses frères. La marée et le vent favorisèrent à tel point l'entrée de la frégate qu'elle atteignit en peu de temps la tour de Belem, devant laquelle ne passe aucun navire sans décliner son nom, sa provenance et le but de son voyage. Dix pièces d'or glissées dans la main du pilote le rendirent muet et comme insensible aux ordres secrets dont il allait, sans le savoir, faciliter l'exécution. En effet, pendant que l'équipage était occupé tout entier à mouiller une ancre, à serrer les voiles, à dégager les embarcations entassées au milieu de l'entrepont, l'officier français et ses dix compagnons de captivité traversèrent rapidement le gaillard d'arrière et se précipitèrent dans la chaloupe du pilote avant que les moines et les matelots eussent pu prévoir cette espèce de fuite. Un des officiers de don Manoël prit le commandement de la chaloupe, et quand des clameurs de haine et de vengeance partirent

du haut des huniers et des bastingages, les captifs qu'elles poursuivaient voguaient à force de rames vers la tour de Belem, sous la protection du lieutenant qui avait résolu d'exécuter à tout prix les généreuses intentions de son capitaine.

Je laisse don Manoël soutenir et réprimer les colères qui s'adressaient maintenant à lui-même ; j'arrive au pied de la tour avec les prisonniers. Le gouverneur, averti par un billet que lui remet le lieutenant, ouvre la porte à ses nouveaux hôtes en leur donnant l'assurance qu'il saura les préserver de toute espèce de représailles. Mais au moment où le jeune chef de ces captifs se dispose à les suivre, le lieutenant de don Manoël lui annonce qu'il est chargé de le conduire dans une autre retraite. La chaloupe est renvoyée vers la frégate, et une voiture de place emporte les deux officiers vers Lisbonne.

Le jeune Français croit pénétrer alors les desseins de celui qui a pris soin de ses jours avec une attention toute fraternelle. Rien n'est plus dangereux pour lui, rien ne peut lui devenir plus funeste que l'hospitalité dont on le menace. Cette pensée bouleverse ses traits et son esprit ; et si le crépuscule, qui s'étendait sur la ville et le fleuve, n'eût dérobé son agitation à son guide, il aurait donné naissance à des soupçons qu'à tout prix il lui importait d'éviter. Tel était son trouble qu'il n'osait interroger son compagnon de voyage ; mais il connaissait trop bien les rues de Lisbonne pour ne pas s'apercevoir qu'il approchait de la rue et de l'hôtel où il ne pouvait rentrer sans péril.

« Monsieur, dit-il enfin au lieutenant, je vois où vous avez ordre de me conduire ; mais la générosité de don Manoël peut lui être funeste. Il est l'objet de je ne sais quels soupçons de la part du père Xavier ; certains mots de ce fanatique m'ont fait craindre que je ne fusse en partie la cause de cette animadversion. Laissez-moi libre ; je connais Lisbonne, j'y ai quelques amis, j'en obtiendrai facilement un asile et j'en instruirai de suite l'homme généreux qui s'est peut-être compromis pour moi. »

Ce discours, où quelque vérité se mêlait à des suppositions intéressées, et surtout à de vaines espérances, ne changea point la détermination du lieutenant. Il avait ordre de rendre son prisonnier à l'hôtel du comte d'Alveyras, et il aurait cru manquer à son devoir s'il n'avait suivi les instructions de son capitaine. « C'est l'asile le plus sûr que vous puissiez trouver dans Lisbonne, » répondit-il au jeune Français. Nous arrivons

« d'ailleurs chez le comte ; son hôtel est devant vous ; il n'est plus temps d'en chercher un autre. »

La voiture s'arrêta à l'instant même, et un frisson involontaire fit tressaillir le malade ; il n'eut plus même la force d'articuler une réponse. Ce n'était pas un asile qu'on allait lui donner, c'était une prison, et peut-être un tombeau. Son esprit n'était occupé qu'à chercher un moyen d'échapper à son surveillant ; aucun ne s'offrit à son imagination égarée, et l'espérance l'avait abandonné, quand le lieutenant vint lui-même à son secours : « Attendez-moi là, dit-il ; j'ignore si le comte est chez lui, et s'il voudra vous recevoir. Les passions qui fermentent dans Lisbonne ont pénétré peut-être dans cette maison ; et les nombreux domestiques qu'elle renferme seraient sans doute moins généreux que leurs maîtres. »

Le lourd marteau retentit sous la main de l'officier portugais, et son prisonnier le vit avec joie s'enfoncer sous la voûte ; mais le cocher ne quittait point encore la portière : il fallut attendre qu'un caprice de cet homme ou de son cheval vint distraire son attention, quand des cris partis de l'intérieur de l'hôtel les effrayèrent l'un et l'autre : « Un Français ! s'écriait une voix terrible, un Français dans ma maison ! jamais ! jamais elle ne s'ouvrira pour un homme de cette nation. Qu'il s'éloigne, qu'il fuie de ma présence, je ne saisis pas maître de mon ressentiment. »

Cette voix fut aisément reconnue par le prisonnier de don Manoël : c'était celle du vieux comte ; et la colère lui donnait un accent si terrible, que le patient quadrupède fut lui-même tenté de prendre la fuite. Cet incident fut le salut du jeune Français : le cocher ayant couru à la bride de son cheval, le prisonnier s'élança d'un bond sur le pavé ; et les rues tortueuses de ce quartier de Lisbonne l'avaient déjà dérobé aux regards de ses surveillants quand l'officier de don Manoël revint à sa voiture. La nuit couvrait le fugitif de son ombre, que chassait à peine la faible lueur des sales réverbères qui avaient la prétention de remplacer le magnifique soleil de la Lusitanie. Mais que faire au milieu de cette capitale ! à qui s'adresser ! à qui demander un refuge et les soins qu'exigeait encore sa faiblesse ! Des trois blessures qu'il avait reçues, deux étaient entièrement fermées ; mais la plus grave, celle de l'épaule, avait besoin de ménagements et de repos. Il pouvait marcher sans doute ; mais ses forces affaiblies ne lui permettaient pas une longue fuite. Il était déjà em-

barrassé de sa liberté, quand les chants d'une taverne voisine lui rendirent le triste courage de la crainte. C'étaient des chants de mort contre les Français que vociféraient des soldats et des matelots échauffés par les vins généreux que produisent les riches campagnes de Porto. Rien n'était plus inutile que la témérité dans la position du fugitif : la prudence était l'unique conseillère qu'il pût prendre. La langue du Camoëns lui était familière à tromper le plus savant docteur de l'université de Coimbre ; et la prévenante amitié de don Manoël l'avait forcé d'accepter une de ses vestes d'uniforme. Il pouvait se donner hardiment pour un marin portugais ; et quoique tout ce peuple fût prédestiné à fuir devant une avant-garde française, il n'en était pas moins dangereux pour un Français sans défense et sans escorte d'avouer hautement son pays ; car les chants de guerre et de mort semblaient le suivre. Toutes les tavernes paraissaient se répondre ; et il lui devenait impossible de trouver un asile où n'eussent point pénétré les ressentiments dont ces chants sinistres étaient la manifestation bruyante. Son unique ressource était de gagner la porte de Lisbonne, où commence la route d'Abrantès, de remonter la rive gauche du Tage en se donnant pour un officier portugais qui allait rejoindre les défenseurs de la frontière menacée ; mais l'exécution de ce projet était au-dessus de ses forces : la fatigue commençait à se faire sentir. La douleur que lui causait sa blessure lui rappelait fréquemment le besoin d'un refuge ; et si une borne ne s'était trouvée sous sa main, ses genoux auraient fléchi sous le poids de son corps.

C'est dans cette situation que le rencontrèrent des jeunes gens dont la gaité tapageuse annonçait la fin d'une orgie ; et la joyeuse bande l'assaillit de cent questions auxquelles il lui était difficile de répondre, lorsqu'en voulant le soutenir, un de ces jeunes lions vint appliquer une lourde main sur son épaule blessée. Le cri douloureux qu'il jeta les fit reculer d'abord et lui attira bientôt des marques d'intérêt de la part de ces jeunes gens de famille dont la voix ne lui paraissait pas inconnue. Ils demandèrent presque tous à la fois si c'était dans un combat contre les Français sur terre, ou dans une rencontre sur mer, ou enfin dans un duel qu'il avait été blessé. Il profita du choix qu'on lui laissait, et, forcé de mentir pour la seconde ou la troisième fois depuis sa captivité, il se donna pour une des premières victimes de l'invasion que dirigeait le général Junot. Alors éclatèrent de bruyants témoignages

de sympathie, suivis de vigoureuses poignées de main dont sa blessure ne s'arrangeait guère ; les plus étourdis, oubliant la cause de sa faiblesse, proposaient déjà de retourner à la taverne, et cette proposition fit tressaillir le jeune Français, qui avait reconnu la plupart de ces tapageurs et aux regards desquels il se souciait fort peu d'exposer sa figure en des lieux plus éclairés que les rues de Lisbonne.

Le hasard vint à son secours ; une main plus affectueuse que les autres fit sentir à la sienne une pression symbolique à laquelle il se hâta de répondre, et celui dont le contact mystérieux venait ainsi de l'interroger se déclara dès-lors son appui et son guide. « Amis, dit-il à ses compagnons de débauche, ce jeune homme a plus besoin d'un lit que d'une partie de plaisir. Il paraît étranger à notre capitale et je me charge de lui payer la dette de l'hospitalité. » Des éloges et des remerciements suivirent cette courte allocution du marquis de Vallejos ; on fit de tendres adieux au blessé, des recommandations touchantes à son protecteur ; et, débarrassés enfin de la bruyante cohue, les deux amis se dirigèrent vers un grand bâtiment dont les murs se dessinaient à quelques pas dans l'obscurité.

« Je ne puis vous recevoir chez moi, dit le marquis à celui dont il soutenait la faiblesse. Mon père vous prendrait pour un pilier des cafés et des tavernes où je passe une bonne partie de mes journées, et ce serait une triste recommandation que la mienne. Mais j'ai une tante ici près ; c'est la supérieure des sœurs Hospitalières qui desservent l'hôpital de Saint-Joseph. Elle a plus d'indulgence que mon père pour les fredaines de son neveu, et je crois pouvoir vous promettre un accueil favorable. » Le jeune Français avait eu à peine le temps de le remercier que le marquis agitait la sonnette de l'hôpital, et, comme il était connu des portiers et des tourières, il fut bientôt en présence de sa grand'tante.

« Tu nous fais une visite un peu tardive, mon cher marquis, dit la supérieure en arrivant au parloir.

— Il n'est jamais tard pour faire une bonne œuvre, et je vous amène un officier blessé que je recommande à vos soins les plus tendres. » Il se garda bien d'ajouter le lien maçonnique qui les unissait ; tout l'hôpital en eût frémi ; et la porte se serait brutalement fermée sur le malheureux qui attendait près de là l'issue de cette négociation.

La charité chrétienne put donc agir dans toute sa liberté, sans qu'un scrupule de conscience vint

paralyser, dans le cœur de la supérieure, un sentiment aussi naturel que celui de la pitié pour les souffrances de ses semblables. Mais la religion, ou plutôt le fanatisme, ne permet pas toujours à la simple philanthropie de lui disputer le monopole des secours qu'elle prodigue aux malheureux ; et ce jeune homme, que les sœurs de l'hôpital Saint-Joseph allaient accueillir avec tant d'humanité, n'eût été qu'un objet d'horreur si l'on avait pu soupçonner qu'il appartenait à l'institution la plus éminemment philanthropique des temps modernes.

Un incident imprévu faillit cependant ruiner toutes ses espérances : tandis qu'il attendait à la porte du parloir l'issue de l'entretien dont il était l'objet, et que les sœurs tourières s'empressaient à le plaindre et à le rassurer, une novice à la taille élancée traversait ce couloir. Elle s'approcha par hasard de ce groupe et s'enfuit avec la rapidité de l'éclair en jetant un long cri de surprise. Le jeune Français releva la tête et, dirigeant ses regards vers la fugitive, n'eut que le temps de la voir disparaître par une porte qu'elle ferma brusquement sur ses pas. Les deux tourières elles-mêmes n'avaient pas eu le temps de voir sa figure et ne purent répondre aux questions du malade ; dont les pensées furent sur-le-champ détournées par la subite apparition de la supérieure.

Ce cri avait aussi frappé son oreille ; mais son premier soin fut de désigner le dortoir où le blessé devait être conduit, et ce fut seulement après avoir accompli cet acte de charité, après avoir reçu les actions de grâces du jeune homme, qu'elle s'informa de la personne dont les cris venaient d'interrompre le silence de cet asile de paix. Les tourières n'ayant pu satisfaire leur vénérable supérieure, toutes les novices furent appelées dans sa chambre, et la coupable s'étant dénoncée elle-même pour épargner à ses sœurs un châtement injuste, la souveraine de la communauté enjoignit à toutes les autres de rentrer dans leurs cellules ou de retourner dans les salles qui leur étaient affectées.

Alors commença un interrogatoire dont nous renvoyons les détails à un autre jour.

(La suite au prochain numéro.)

VIENNET.

L'administrateur-gérant, L. LEFÈVRE.

PARIS.—IMPRIMERIE DE L.-B. DELANCHY,
Faubourg Montmartre, 11.

L'ORIENT,

REVUE UNIVERSELLE

DE LA FRANC-MAÇONNERIE.

DE LA LUTTE QUE NOUS SOUTENONS.

Nous regrettons bien sincèrement que la position qu'on nous a faite nous oblige à parler si fréquemment de nous et à remplir, par le détail de nos débats individuels, l'espace que nous voudrions consacrer dans *l'Orient* à l'exposé des améliorations et des réformes que sollicite si vivement l'état actuel de la maçonnerie française.

Cependant cette nécessité, toute déplorable qu'elle est, n'en a pas moins une conséquence utile : en défendant le principe de la publicité et les droits de la justice attaqués en nos personnes, nous nous constituons, par le fait, les soutiens de la cause de l'ordre en général.

La publicité, c'est la lumière dans toute son expansion ; c'est la voix de tous et de chacun portée à toute son étendue, élevée à toute sa puissance ; c'est le lien le plus étroit, le plus fort de la société ; c'est le merveilleux véhicule qui efface les distances ; c'est l'unité. La justice, c'est l'égalité, c'est la fraternité, c'est le fondement et la clé de l'édifice, c'est la vie.

Laisser opprimer en nous la liberté de manifester notre pensée, courber le front devant l'injustice et la violence, ce serait désertir lâchement les intérêts de tous ceux de nos frères qui seraient tentés de marcher sur nos traces ou qui seraient en butte aux mêmes persécutions ; ce serait plus encore : ce serait nous prêter, par une connivence coupable, à l'avilissement de la maçonnerie, et abdiquer la haute mission que nous avons embrassée, en laissant mettre, sans obstacle, une barrière au progrès.

Nous lutterons donc, et de toutes nos forces et avec une persévérance qui ne se démentira pas un seul instant, jusqu'à ce qu'enfin nous ayons triomphé de nos adversaires ou que nous les ayons ramenés à de meilleurs sentiments.

Après tout, cette lutte, ce n'est pas nous qui l'avons engagée ; et, quelque affliction qu'elle nous cause, nous sommes contraints de la subir. Si elle porte préjudice à la considération, au développement, à l'existence même de la maçonnerie, ce n'est pas nous qu'il faut en accuser. Au reste, dès qu'elles en auront la volonté fermement arrêtée, les loges pourront facilement y mettre un terme, en révoquant des mandataires assez oublieux de leur dignité personnelle pour substituer les misérables satisfactions de leur amour-propre et de leurs préventions haineuses à l'accomplissement de la grande et généreuse tâche qui leur a été confiée.

LE FRÈRE CLAVEL A SES JUGES.

C'est par hasard, très-chers frères, que la circulaire dont je donne ci-après le texte est arrivée à ma connaissance. Comme cette circulaire me concerne, vous eussiez dû, peut-être, me l'adresser directement, n'eût-ce été qu'à titre de notification de l'arrêt que vous avez prononcé contre moi. Les tribunaux profanes ne se dispensent jamais de l'accomplissement d'une formalité si essentielle, même à l'égard du moindre délinquant ; à plus forte raison un tribunal maçonnique doit-il informer officiellement un frère qu'il l'a frappé de la *peine capitale*. Mais brisons sur ce point de simple convenance, et voyons ce que vous écrivez :

LE GRAND-ORIENT DE FRANCE

A TOUS LES ATELIERS DE SA CORRESPONDANCE.

Paris, 6 janvier 1845.

Très-chers frères,

Le Grand-Orient s'étant trouvé dans la nécessité, toujours si douloureuse, de sévir contre un maçon en-

vers lequel une première fois déjà il avait été dans le cas d'user d'indulgence, nous venons vous faire connaître les circonstances impérieuses dans lesquelles cette décision a dû être rendue.

Le frère Bègue-Clavel ayant cru devoir publier un journal maçonnique sans autorisation, contrairement aux Statuts et à la défense qui lui en avait été faite par le Grand-Orient, et rendre compte dans cette feuille, d'une manière inexacte, des séances des chambres administratives ainsi que du Grand-Orient lui-même, a dû être appelé devant ce dernier, assemblé en grand jury extraordinaire, pour y rendre compte de cette infraction aux règlements généraux.

Ce frère ne s'étant présenté ni par lui-même ni par un mandataire spécial, un défenseur d'office lui a été nommé, et toutes les formalités ayant été accomplies, le Grand-Orient, après avoir reconnu la culpabilité du frère Bègue-Clavel, a, conformément à l'article 839, prononcé, en sa séance spéciale du 30 novembre dernier, que ce frère était exclu à perpétuité des travaux, avec privation de tous ses droits maçonniques.

En vous notifiant cet arrêté, très-chers frères, nous devons vous prémunir contre les allégations qui pourraient être produites, si déjà elles ne l'ont été, que le Grand-Orient, fermant lui-même les yeux à la lumière, et voulant arrêter l'essor de l'intelligence, est l'ennemi de toute publication maçonnique, et prétend rester stationnaire au milieu des idées progressives qui débordent de toutes parts ! Non, telle n'a jamais été, telle ne sera jamais la pensée dirigeante des frères appelés par votre confiance à l'administration de l'Ordre maçonnique en France : ce qu'ils veulent empêcher, c'est l'abus auquel ne peuvent échapper les choses les meilleures et les plus utiles ; ce qu'ils veulent aussi, c'est qu'une coupable indiscrétion ne vienne pas dévoiler ce qui se passe au sein de nos temples, alors que ces indiscrétions sont souvent accompagnées de personnalités toujours fâcheuses et surtout si déplorables en maçonnerie.

Mais, très-chers frères, lorsque le talent des maçons se produira par d'utiles travaux pouvant éclairer les hommes en leur indiquant les moyens d'améliorer leur existence morale ou matérielle ; lorsqu'il s'agira de proclamer et donner en exemple les actes qui honorent l'humanité et peuvent produire d'heureux fruits, le Grand-Orient sera toujours le premier à y applaudir et à encourager ces nobles et généreux efforts, ces preuves réelles du véritable progrès intellectuel.

C'est alors, très-chers frères, que si, méconnaissant la grandeur de leur mission, des maçons tentaient d'arrêter ce développement des idées créatrices de ce qui est réellement grand, utile et bon, leur résistance viendrait se briser d'elle-même contre cette volonté universelle des hommes sincèrement dévoués à leurs semblables, qui n'ont d'autres vues que celles du bien public, d'autre intérêt que celui de l'Ordre en général, d'autre ambition que celle qui est inspirée par l'amour de l'humanité.

Le Grand-Orient, très-chers frères, n'établira aucune polémique pour répondre aux attaques dont il pourrait être l'objet ; il a trop de confiance dans la sagesse et le dévouement des ateliers pour penser qu'ils pourraient céder à des suggestions suscitées par des considérations personnelles. Agissant comme précédemment, c'est-à-dire s'appuyant sans cesse sur la loi

commune qui régit les maçons en France, il continuera sa marche vers le but de ses constants efforts, la gloire et la prospérité de l'Ordre.

Veillez agréer, très-chers frères, la nouvelle assurance de nos sentiments les plus fraternels.

Les officiers dignitaires de la chambre de correspondance et des finances, LEPEVRE D'AUMALE, président ; BESSIN, 1^{er} surveillant ; BRIDOU, 2^e surveillant ; CHARRASSIN, orateur-adjoint.

Scellé par nous, grand garde du sceau du Grand-Orient de France, FÉRY.

Par mandement du Grand-Orient,
VAUSSIER, secrétaire.

Vous me rendrez cette justice, très-chers frères, du moins j'ose encore l'espérer, que j'ai reproduit fidèlement vos paroles ; et que, cette fois, comme toujours, je n'ai ni tu ni déguisé une seule pensée, un seul argument de mes adversaires, pour me donner le facile avantage d'avoir raison contre eux dans la forme, si par aventure j'avais tort dans le fond. Je ne me targue pas, à Dieu ne plaise ! de cette action toute naturelle et que commande la plus vulgaire probité : je ne la constate que parce qu'elle contraste singulièrement avec votre conduite envers moi. Il est à regretter qu'il ne vous ait pas convenu d'imiter mon exemple, et qu'au contraire, vous ayez dénaturé les faits qui me touchent, travesti mes intentions, pour me nuire dans l'esprit de mes frères : si vous aviez agi autrement, nous y aurions gagné, vous et moi ; vous, en faisant un acte de loyauté qui eût honoré votre caractère ; moi, en n'étant pas obligé de faire violence à ma paresse pour me livrer à une réfutation que l'évidence de mon droit eût alors rendue inutile.

Il y a dans tout ceci, très-chers frères, permettez-moi de le dire, quelque chose de douloureux, et de nature à faire douter de l'influence de la maçonnerie sur le moral des hommes. Vous êtes, je le reconnais, d'honnêtes gens dans la vie profane : avocats, médecins, négociants, vous exercez votre profession avec conscience ; et c'est à juste titre que vous êtes entourés de considération. D'un autre côté, vous êtes tous d'anciens maçons, d'un âge mûr et discret, convenablement instruits des préceptes de notre Ordre, et chargés par la confiance des ateliers qui vous ont élus d'en propager la connaissance, de tenir la main à leur application. Les dignités dont vous êtes revêtus, les fonctions que vous remplissez, vous constituent les chefs, les guides et les exemples d'une société d'élite, nombreuse, pleine de foi, d'ardeur et de bonne volonté pour le bien.

Si vos droits sont étendus, vos devoirs aussi sont grande et impérieux : de votre part une erreur serait une faute grave ; une faiblesse irait jusqu'à l'iniquité.

Et cependant, qu'avez-vous fait ?

Mettant en oubli, et votre âge, et vos devoirs, et la raison, et tout respect humain, vous vous êtes acharnés sur un frère qui ne vous avait fait aucun mal, qui ne demandait qu'à vivre en paix avec vous, qui vous apportait le tribut tout entier de son zèle, de son activité, de ses études, de son expérience, pour vous aider à tirer la maçonnerie du fâcheux état dans lequel elle est tombée, et à lui restituer le rang, l'éclat et l'utilité qui lui appartiennent. Vous irritant davantage à mesure que vos torts s'aggravaient, vous en êtes arrivés à méconnaître, à l'égard de ce frère, toute loi, toute équité, toute convenance. Et lorsque, fort de son droit et de la pureté de ses intentions, il a élevé la voix pour sa propre défense, vous avez mis le comble à votre hostilité en présentant sa conduite sous un jour faux, et en vous efforçant, par des insinuations malveillantes, d'imprimer à son front le stigmate de la réprobation !

Voilà, très-chers frères, ce que, saisis de je ne sais quel vertige, vous avez fait contre moi, et ce que votre circulaire elle-même va me fournir l'occasion de prouver.

Vous avez été, dites-vous, une première fois déjà, dans le cas d'user d'indulgence à mon égard. Vos souvenirs vous servent mal, mes frères : cette indulgence s'était manifestée deux fois en ma faveur avant la condamnation, non moins indulgente, qui m'a frappé de mort maçonnique. Je vais rappeler les faits.

En 1843, j'ai publié une *Histoire pittoresque de la franc-maçonnerie et des sociétés secrètes anciennes et modernes*. C'est, je ne crains pas de le dire, un des livres les plus consciencieux et les plus favorables à notre institution qui aient vu le jour depuis qu'on a commencé à imprimer sur cette matière. J'avais mis à en réunir les éléments vingt-cinq années de ma vie ; et le frère Pagnerre, mon ami, lui attribua une importance assez grande pour n'hésiter pas à en faire une édition de luxe, dans laquelle il exposa plus de vingt mille francs. Il faut bien que cet ouvrage eût au fond quelque valeur, puisque, l'année suivante, il était, pour la troisième fois, réimprimé à un nombre considérable d'exemplaires ; qu'il était traduit en plusieurs langues, notamment en allemand et en hollandais ; que les Revues anglaises et américaines en donnaient des extraits étendus ; et qu'aujourd'hui

d'hui il n'existe pas une seule contrée sur le globe où il ne soit cité comme une des plus graves autorités historiques. Ne voyez pas, très-chers frères, dans ce que je dis de cette œuvre, l'expression d'un orgueil satisfait. Je ne m'aveugle pas, Dieu merci ! sur les imperfections qui la déparent ; et j'en attribue le succès moins à ce que j'ai pu y mettre de talent réel, qu'à un heureux concours de circonstances ; mais il m'est permis, sans doute, de penser qu'elle n'est pas tout-à-fait indigne de la faveur générale qu'elle a obtenue, et d'opposer cette faveur au jugement que vous en avez porté vous-mêmes. Poursuivons. Dénoncé par des frères qui ne l'avaient pas lue, l'*Histoire pittoresque de la maçonnerie* a été condamnée par des frères qui ne la connaissaient pas mieux. Une première sentence, cassée depuis pour vice de forme, frappa l'auteur de l'exclusion perpétuelle ; et il fallut que de nouveaux juges vinsent siéger parmi les anciens pour que l'exclusion perpétuelle fût réduite à une simple censure. Je ne pousserai pas la rancune, très-chers frères, jusqu'à remettre sous vos yeux les termes dans lesquels les feuilles maçonniques, tant françaises qu'étrangères, ont apprécié ce premier acte d'indulgence.

Chargé par la *Clément-Amitié*, en qualité de vénérable, d'expédier aux ateliers des départements la délibération de cette loge tendant à obtenir certaines modifications dans les Statuts-généraux, il me sembla convenable de joindre au texte de cette délibération une lettre d'envoi qui en fût en quelque sorte l'exposé des motifs. Je m'adjoignis pour ce travail le frère Pagnerre, député de l'atelier près le Grand-Orient. La lettre, rédigée en commun par ce frère et par moi, ne faisait que reproduire les principaux arguments qui avaient prévalu dans la discussion ; des abus très-réels y étaient signalés, et les loges y étaient invitées à s'associer, par leurs votes, au succès des propositions de la *Clément-Amitié*. Cette pièce vous fut déferée, très-chers frères, comme illégale et irrévérencieuse ; le frère Pagnerre et moi nous en prîmes la responsabilité, et nous dûmes l'un et l'autre, pour le même acte, au même titre, passer en jugement devant vous. Qu'est-il arrivé, cependant ? Ce qu'il est arrivé ! Oh ! c'est ici, très-chers frères, que se manifeste dans toute son ampleur et dans toute sa mansuétude l'ineffable indulgence dont vous daignez m'accabler : vous m'avez condamné à six mois de privation de mes droits maçonniques, tandis que vous avez renvoyé de la plainte, sans jugement et à l'unanimité des voix, le frère Pagnerre, mon complice,

Que dis-je ? pendant que vous m'expulsiez de vos séances, le frère Pagnerre recevait de votre président l'accolade fraternelle ! Je rappelle sans amertume cette préférence accordée à un frère que j'aime ; je n'en suis pas jaloux.

Après deux actes d'indulgence aussi éclatants, vous vous êtes trouvés, ajoutez-vous, dans la nécessité, toujours si douloureuse, de sévir contre moi. Votre rigueur a été motivée par la publication d'un journal maçonnique que j'avais entreprise sans autorisation, contrairement aux Statuts et à la défense qui m'en avait été faite ; journal dans lequel j'avais rendu compte, d'une manière inexacte, des séances des chambres administratives et du Grand-Orient.

Examinons, très-chers frères, si vos griefs sont bien fondés, et s'il ne vous eût pas été possible de vous soustraire à la nécessité, toujours si douloureuse, de sévir contre moi.

Que s'est-il passé, en effet !

Le 16 août 1844, un d'entre vous est venu signaler la prochaine apparition de ce journal, sous le titre usurpé de *Grand-Orient*, et a demandé qu'il me fût enjoint de renoncer à ce titre. Là, remarquez-le bien, se bornait sa prétention. Je répondis aussitôt qu'une telle injonction était inutile, attendu que mes associés et moi, de notre propre mouvement et par des considérations que nous serions connaître, nous avions résolu de substituer un autre titre à celui que nous avions primitivement adopté. Cette déclaration eût dû vous suffire, puisqu'elle donnait satisfaction au scrupule qui s'était manifesté ; la proposition devenait sans objet ; et, si vous l'aviez voulu, vous pouviez vous soustraire à la nécessité de sévir, toujours si douloureuse pour vous.

Il n'en fut pas ainsi cependant. Un autre d'entre vous, dominant sa douleur, je suppose, émit le vœu que la défense demandée n'en fût pas moins prononcée, dût-elle s'appliquer à un autre écrivain, qui, par la suite, pourrait être tenté de s'emparer du titre prohibé. Pendant que vous discutiez sur ce nouvel incident, un troisième d'entre vous, qu'il faut plaindre plus que les autres, si l'on mesure sa douleur à la gravité de la peine qu'il voulait m'infliger, vint requérir qu'aux termes de l'article 277 des Statuts, il me fût interdit de publier un journal maçonnique, sous quelque dénomination que ce fût. En vain objectai-je que le Grand-Orient lui-même avait rayé des Statuts l'article invoqué par une foule de décisions successives, autorisant, après coup et sans y être invité, des journaux maçonniques en

voie de publication, et décernant, d'un mouvement non moins spontané, des mentions honorables à quelques-uns de ces journaux ; en vain fis-je valoir la tolérance dont vous usiez envers la *Revue* de Lyon et la *Fraternité* de Rouen, tolérance qui ne s'est pas encore démentie ; en vain vous fis-je observer que, sur la foi d'une jurisprudence si bien établie, j'avais pu, en toute sécurité, prendre des engagements, signer des traités ; et qu'en exigeant que je refusasse de les exécuter, vous m'exposeriez à une action en dommages-intérêts dont ma ruine pourrait être le résultat : vous ne tintes aucun compte de tant et de si bonnes raisons ; et, les larmes aux yeux, sans doute, vous décidâtes qu'il me serait défendu de publier l'*Orient*.

Il y avait bien un moyen de concilier, avec ce que vous inspirait votre cœur, les prescriptions impératives d'un article tant de fois violé par vous-mêmes, ou dont vous-mêmes vous aviez tant de fois souffert la violation : c'était de décréter à l'instant l'autorisation nécessaire pour que l'*Orient* ne fût pas une publication illégale. Il est à croire que le trouble de vos esprits, que l'affliction dont votre âme était navrée, ne vous permirent pas de songer à cet expédient si simple et si naturel, si fraternel surtout ; et vous ne vîtes que la nécessité, toujours bien douloureuse, qui vous poussait fatalement à sévir.

Tel est, très-chers frères, vous ne sauriez le nier, le point de départ du procès que vous m'avez intenté. Votre défense de publier l'*Orient*, à laquelle il m'était matériellement impossible de déférer, était une mesure toute préventive, que rien, ni mes intentions, ni mon caractère, ni ma position personnelle, ne motivait raisonnablement. Elle était entachée d'une injuste partialité, du moment que vous n'inquiétiez point des publications maçonniques déjà existantes. Vous ne pouviez prétendre que dans un journal qui n'avait pas encore paru, qui n'était qu'à l'état de projet, j'avais rendu compte d'une manière inexacte des séances des chambres administratives et du Grand-Orient. Si donc vous m'avez poursuivi et frappé, ce n'est pas pour des délits alors perpétrés. Vous n'avez pu vous appuyer plus tard sur ce que j'ai imprimé dans le premier numéro de l'*Orient* ; car vous y cherchiez en vain un fait relatif aux travaux du Grand-Orient que le Grand-Orient lui-même n'eût précédemment livré à la publicité. Vous y cherchiez en vain aussi une circonstance inexactement rapportée, à moins que vous ne consentiez à avouer implicitement que le

Grand-Orient rend un compte inexact de ses propres séances. Persistez-vous néanmoins à soutenir qu'il s'y trouve des inexactitudes provenant uniquement de mon fait ! J'y consens ; mais, dans ce cas, citez-en du moins un seul exemple. Nul n'est dispensé de prouver son affirmation, ni vous ni qui que ce soit au monde. Prouvez donc ce que vous avancez ; autrement, je serai autorisé à dire que vous avez imité le loup de la fable, qui, n'ayant aucun prétexte plausible pour commettre une injustice, n'avait rien trouvé de mieux pour en venir à ses fins que d'articuler un grief imaginaire.

Si, depuis ma mise en jugement, j'ai rendu compte de mon chef des séances du Grand-Orient, vous-mêmes, très-chers frères, vous m'y avez contraint en parlant d'une manière *inexacte* de la procédure dirigée contre moi et qu'une délibération solennelle vous avait interdit de publier avant une époque fixée : ne fallait-il pas que je rétablisse des faits tronqués, dénaturés, présentés sous un jour défavorable à ma cause ? J'avais encore une raison non moins péremptoire ; et cette raison, la voici : Quoi que puissent dire de contraire les Statuts-généraux, je vous conteste le droit d'interdire la publication de vos séances, alors que la connaissance n'en est destinée qu'à des maçons. Qu'êtes-vous, en effet, très-chers frères ! des députés de loges, investis d'un mandat dont vous devez compte à ceux qui vous l'ont confié. Ne dites pas que vous rendrez ce compte vous-mêmes : le seul exposé des *inexactitudes* que je viens de relever en ce qui me concerne montre suffisamment de quelle manière vous vous acquittez de ce devoir. Il faut que les loges soient informées par une autre voie que la vôtre ; sans cela, elles ne seront pas certaines de connaître la vérité, et de la connaître tout entière. Elles ne sauraient trouver cette garantie que dans un organe indépendant du pouvoir délégué.

J'ai dû, dites-vous plus loin dans votre circulaire, être cité devant le Grand-Orient assemblé en grand jury pour y rendre compte des infractions aux Statuts-généraux que j'avais commises ; je ne me suis pas présenté ; personne ne s'est présenté pour moi ; vous m'avez donné un défenseur d'office ; et, toutes les formalités ayant été accomplies, vous m'avez reconnu coupable et vous m'avez exclu à perpétuité des travaux maçonniques.

Voilà ce que vous dites, très-chers frères ; voici maintenant la vérité :

Il ne fallait pas être doué d'une bien grande

pénétration pour savoir à l'avance quelle serait l'issue du procès que vous m'aviez intenté. Il y avait de votre côté, très-chers frères, un vigoureux parti pris, contre lequel devaient inévitablement échouer le bon droit, la raison, l'évidence. Des préventions haineuses avaient couvert d'un triple bandeau l'œil de votre justice ; lui avaient scellé les oreilles et cuirassé le cœur ; et, au lieu de l'équitable balance, elles avaient placé dans ses mains un glaive et une massue. A quoi donc eût servi de me présenter devant vous ? Ne valait-il pas mieux vous épargner le scandale d'une condamnation injuste, dont le fâcheux retentissement eût d'ailleurs porté préjudice à la considération de la maçonnerie elle-même ? Les Statuts-généraux m'offraient le moyen de me soustraire à votre tribunal. Les articles 812 et 824 portent que toutes poursuites cessent de droit contre l'inculpé qui donne sa démission. Je vous adressai ma démission le 29 octobre 1844. Je n'ignore pas que vous avez objecté, pour retenir la proie qui allait vous échapper, que les articles invoqués ne s'appliquent qu'aux membres du Grand-Orient, et que je n'étais pas classé dans cette catégorie. Un autre à ma place dirait que c'est là une erreur ; je serai plus juste envers vous, très-chers frères : je reconnaitrai que c'est une chicane. Les articles 812 et 824 m'étaient on ne peut plus applicables ; car, en qualité de vénérable reconnu et assermenté, j'étais *membre-né* du Grand-Orient : j'en étais membre aussi, puisque je faisais partie des commissions de révision des Statuts et de la maison de secours. Donc, lorsque, le 30 novembre, est venu devant vous le jugement de mon procès, vous avez rejeté le moyen préjudiciel que je vous avais opposé ; vous l'avez rejeté *sans délibération*, comme le constate une protestation de seize officiers et députés ; vous l'avez rejeté en refusant le droit de voter à un maçon qui m'était favorable, et qui avait pleinement qualité pour exercer ce droit. Et voilà, très-chers frères, comme vous avez *accompli toutes les formalités* !

Battu sur ce terrain, le défenseur qui s'était chargé de ma cause a requis un ajournement. Je l'en remercie. L'exception que j'avais posée ne me paraissait pas susceptible de discussion ; les règlements étaient formels ; ma position était bien définie. Je croyais et j'avais lieu de croire mon moyen victorieux ; pouvais-je prévoir que des juges fouleraient aux pieds la loi ! Je n'avais donc fait, je ne devais faire aucune réserve. Il était juste que la cause étant retenue, vous me

missiez en demeure de me défendre au fond : vous ne l'avez pas fait, vous n'avez pas voulu le faire. Ce que vous vouliez, ce n'était pas un jugement, c'était une condamnation. Vous l'avez prononcée : elle est sévère !

Après les illégalités que vous aviez commises, une de plus ne devait pas vous coûter. L'article 841 des Statuts vous traçait la forme dans laquelle il vous était prescrit de faire connaître ma condamnation ; vous ne pouviez en instruire les loges qu'en ce peu de mots : « Le frère Clavel a donné sa démission devant le grand jury. » Mais cette fiction légale vous a paru trop fraternelle ; vous l'avez dédaignée.

Non-seulement votre circulaire dit ce que vous eussiez dû taire et elle tait ce que vous eussiez dû rapporter, mais encore elle contient des insinuations dont la probité vous commandait impérieusement de vous abstenir. Quels antécédents de ma vie vous autorisaient, je vous le demande, à faire suspecter ma moralité et la droiture de mes intentions ? car, n'est-il pas évident, malgré les précautions de style que vous avez employées, que c'est sur moi que vous faites peser les inculpations d'avoir méconnu la grandeur de la mission de la maçonnerie, de vouloir arrêter le développement des idées généreuses, d'avoir d'autres vues que celles du bien public ; un autre intérêt que celui de l'Ordre en général ; une autre ambition que celle qui est inspirée par l'amour de l'humanité ; et de me livrer à des suggestions suscitées par des considérations toutes personnelles ?

Voyez, très-chers frères, dans quels excès ont pu vous jeter l'entêtement de la routine, l'aveuglement de la haine, la paralysie du sens moral ! Si, au lieu d'avoir pris part à ces fâcheux débats, vous en aviez été les simples spectateurs, vos impressions, j'en suis convaincu, eussent été toutes différentes, et ce ne sont pas mes juges, je veux dire mes persécuteurs, qui auraient eu vos sympathies. Ouvrez donc enfin les yeux ; revenez à de meilleurs sentiments, et réparez, s'il se peut, le mal que vous avez fait. Songez à tout le bien que peut produire la maçonnerie, forte du concours de toutes les bonnes volontés qu'elle a appelées à elle, et qui se refroidissent et se découragent à l'aspect de tant de misérables passions, de tant de criantes injustices ! Ne répudiez pas votre part de la gloire que des maçons unis par une pensée commune de paix, de charité et de progrès, peuvent acquérir à si juste titre dans le monde profane ; ne divisez pas le faisceau d'efforts généreux qui tend à se former dans nos

loges à cette époque de saintes investigations, et ne vous dérobez pas à l'étreinte fraternelle d'hommes qui vous valent certainement par le cœur et sans nul doute aussi par l'intelligence. Quant à moi, très-chers frères, qui veux avant tout la prospérité et l'honneur de la maçonnerie, je suis prêt à déposer les armes que je n'ai prises qu'avec un douloureux regret, et, en échange de la justice que vous me devez, je vous offre l'entier oubli de mes griefs. F.-T. B.-CLAVEL.

LA COMMISSION PERMANENTE.

Le Grand-Orient a institué, par arrêté du 15 décembre 1843, sous le titre de *Commission permanente*, un comité de quinze membres, dont font partie neuf officiers pris par tiers dans chacune des chambres administratives. Ce comité est chargé, 1^o de l'examen de toutes les questions d'un intérêt général dont pourrait être saisi le Grand-Orient, et de faire des rapports sur ces questions dans quatre séances trimestrielles extraordinaires, décrétées par le même arrêté ; 2^o de rédiger, concurremment avec le secrétariat, un *Bulletin trimestriel* résumant les discussions et les délibérations auxquelles donneraient lieu les questions dont nous venons de parler, résumant aussi les autres travaux du Grand-Orient, et mentionnant les événements importants de la maçonnerie française et étrangère.

Telles sont les attributions, bien nettement définies, de la commission permanente. Droits et devoirs, tout est là.

Mais la commission n'a pas tardé à franchir les limites qui lui avaient été tracées. D'empiètement en empiètement, elle s'est faite supérieure au Grand-Orient lui-même. Elle agit pour lui et sans lui ; elle emprunte sa voix ; elle modifie ou annule ses décisions, et n'a de règle et de loi que sa propre volonté.

Veut-on des preuves ? en voici.

Le 16 août 1844, le Grand-Orient arrête qu'une circulaire sera rédigée pour faire connaître aux loges de la correspondance la défense intimée au frère Clavel de publier le journal *l'Orient*, et renvoie au 11 octobre la discussion des termes de cette circulaire. Que fait cependant la commission permanente ? Dès le 10 septembre, elle publie dans le second numéro du *Bulletin trimestriel* l'annonce même de la défense dont le Grand-Orient s'était réservé la faculté de déterminer la forme *un mois plus tard*.

Le 20 août, la chambre symbolique décide qu'une circulaire sera envoyée aux ateliers de l'obédience au sujet de l'écrit publié par la *Clément-Amitié*; à la chambre de correspondance revenait de droit ce travail. Eh bien ! la commission permanente le prend sur elle, et, sans délibération, elle appose à son œuvre le sceau du Grand-Orient et fait imprimer au bas les signatures des membres de la chambre de correspondance, qui n'avaient pas été données !

Dans la séance du 18 octobre, la commission fait lire un rapport traitant du *secret en maçonnerie*. Sur la demande du frère Guilhery, la question préalable est adoptée à la majorité des voix. Le rapport se trouvait naturellement renvoyé à la séance trimestrielle du 10 janvier, dans laquelle il pouvait arriver qu'on le rejetât. La commission s'irrite de ce vote du Grand-Orient; elle menace de donner sa démission; elle demande ce qu'elle insérera dans le *Bulletin trimestriel*, dont la publication approche, si on rejette à trois mois la discussion de son rapport. Toutefois elle s'apaise, et le rapport est imprimé dans le *Bulletin*, comme s'il avait été approuvé !

Enfin, le 16 décembre, à la suite d'un débat assez vif, la chambre de correspondance ajourne à quinzaine, c'est-à-dire au *six janvier*, la discussion du texte de la circulaire votée à l'effet d'instruire les loges de la condamnation du frère Clavel pour fait de la publication de l'*Orient*. Le croira-t-on ! le soir même du *six janvier*, la commission permanente faisait distribuer une circulaire sur le même sujet, insérée dans la PARTIE OFFICIELLE du *Bulletin trimestriel* !

Un mot encore : le Grand-Orient examine, discute, modifie et sanctionne en assemblée générale, témoin ce qui s'est passé dans la séance extraordinaire du 15 janvier, la simple rédaction des procès-verbaux de ses fêtes solsticiales; et la commission permanente rédige et publie sans contrôle, de sa pleine puissance et autorité, et parce que tel est son bon plaisir, les divers articles qui composent le *Bulletin trimestriel* !

Nous le demandons à tout homme impartial, n'y a-t-il pas là un mépris flagrant du pouvoir, ou, pour mieux dire, existe-t-il un pouvoir au milieu de ce désordre et de cette anarchie ! Et que penser du Grand-Orient qui tolère et souffre de pareilles illégalités, qui n'a ni la force ni la volonté de faire respecter ses droits !

Que les loges y songent bien; il n'y a de remède assuré à ce déplorable état de choses, comme aux autres abus qui se sont introduits

dans le régime de la maçonnerie, qu'une profonde modification dans le personnel du Grand-Orient.

AMÉNITÉS

DE LA COMMISSION PERMANENTE.

La commission nous accuse d'*abuser de la publicité, de fouler aux pieds les convenances*. Ce qu'elle oublie de faire, c'est de justifier ce qu'elle avance par quelque citation des articles de l'*Orient*. Affirmer et ne pas prouver est une tactique familière à la minorité directrice du Grand-Orient.

Que la commission nous permette de rétorquer contre elle-même l'argument qu'elle emploie contre nous. Nous le ferons avec d'autant plus de force que nous apporterons des textes à l'appui de nos assertions.

Voici, en effet, ce que dit de nous la commission, page 84 du *Bulletin trimestriel*, numéro de décembre, publié le 6 janvier :

« L'accuser (le Grand-Orient) d'obscurantisme, d'être l'ennemi de tout progrès, de vouloir étouffer la lumière ou tout au moins de la laisser sous le boisseau, c'est aller contre la réalité des faits, c'est invoquer au profit de quelques INTÉRÊTS PRIVÉS, de quelques AMBITIONS PERSONNELLES DÉÇUES, les grands principes qu'il s'empresse au contraire d'adopter et répandre. »

Et plus loin :

« Il était de son devoir d'empêcher autant qu'il dépendait de lui les abus de cette publicité sans contrôle, dont une coupable indiscrétion et de fâcheuses personnalités formeraient le principal attrait. »

Certes, si quelqu'un abuse de la publicité et foule aux pieds les convenances, ce sont bien évidemment les écrivains qui osent, sans preuve et contrairement à la vérité, imputer à leurs adversaires de mettre leur plume au service de quelques intérêts privés, de quelques ambitions personnelles déçues, de commettre de coupables indiscrétions et de s'abandonner à de fâcheuses personnalités.

Nous avons signalé des abus. C'était notre droit et notre devoir.

Nous avons dit que le Grand-Orient, ou plutôt la minorité qui le dirige, s'oppose aux réformes les plus indispensables. Qui pourrait le nier !

Nous avons avancé que cette minorité direc-

trice veut étouffer la lumière. Sa conduite envers nous ne le prouve-t-elle pas ?

Mais de quelles indiscretions sommes-nous coupables ? Quelles personnalités nous sommes-nous permises ? La commission serait fort embarrassée d'en rapporter un seul exemple ; à moins qu'en signalant certaines violations des Statuts nous n'ayons, suivant la commission permanente, commis une indiscretion coupable, et qu'en disant les noms des maçons qui les ont provoquées ou défendues nous n'ayons fait des personnalités.

La commission déclare qu'elle ne veut pas entamer de polémique avec nous ; c'est sans contredit ce qu'elle pourra faire de plus habile dans la position où elle s'est placée.

MANOEUVRES

DIRIGÉES CONTRE NOUS.

L'événement a justifié nos prévisions : non-seulement plusieurs de nos adversaires écrivent contre nous des lettres confidentielles, où nous sommes signalés comme des ennemis de la maçonnerie ; mais encore ils font publier dans les journaux maçonniques des articles où tous les faits qui nous concernent sont odieusement travestis, où toutes nos intentions sont calomnieusement interprétées. Voici particulièrement le *factum* auquel la *Revue* de Lyon a cru devoir donner place dans ses colonnes.

CONDAMNATION DU FRÈRE F.-T. B.-CLAVEL,
PAR LE GRAND-ORIENT (1).

Orient de Paris, le 30 décembre 1844.

« Très-chers frères,

« Je vais essayer de vous rapporter, avec la plus grande impartialité, un fait dont vous avez fait mention dans votre précédent numéro, et qui a été bien diversement interprété. Il s'agit de la dernière condamnation du frère Bègue-Clavel. Il y a quelque temps, ce frère, comme vous le savez, avait déjà été condamné pour la publication d'un ouvrage maçonnique

dont vous avez parlé dans votre *Revue*, à une suspension de travaux pendant cinq mois, si j'ai bonne mémoire. Après avoir encouru sa peine, ce frère mit au jour un journal maçonnique auquel il avait d'abord donné le titre de *le Grand-Orient*. Des observations et même des menaces lui ayant été faites sur l'usurpation de ce titre, il en retrancha le premier mot, et le nouveau journal s'appela simplement *l'Orient*. Ce journal avait paru sans l'autorisation du sénat maçonnique, et c'est en raison de ce fait qu'il fut incriminé. Je doute fort que ce soit le véritable motif de l'accusation. Le Grand-Orient aura probablement vu dans la publication de ce journal une spéculation de librairie, et il aura voulu y mettre un terme.

« Dans la première séance *ad hoc* qui eut lieu dans le mois de septembre dernier, et à laquelle le frère Clavel assistait, de grands débats s'élevèrent. La discussion prit, dans la bouche de quelques-uns des partisans de l'accusé, un ton de violence si inconvenant que je craignis un instant qu'on en vint aux extrêmes les plus fâcheux. Les expressions les plus désobligeantes, les gros mots ne furent pas épargnés. Le frère Clavel et ses partisans prétendaient être dans leur droit, et voulaient assimiler la liberté de la presse maçonnique à la liberté de la presse politique. Les frères Altaroche et Pagnier furent entendus dans l'intérêt de l'accusé. Leur plaidoirie, si je puis m'exprimer ainsi, et notamment celle du frère Altaroche, fut convenable, sage et prudente. Enfin, après bien des dires pour et contre l'accusé, on alla aux voix. Le Grand-Orient, consulté par la voie du scrutin, décida, à une forte majorité, que la mise en accusation serait prise en considération et renvoyée au 30 novembre prochain. Il était plus de onze heures lorsque les travaux, qu'on avait ouverts à sept heures, furent fermés.

« Le frère "... parla violence de ses expressions, fit le plus grand tort à la cause du frère Clavel. Bon nombre d'assistants, qui étaient d'abord portés à l'indulgence, votèrent pour la mise en accusation, parce qu'ils pensèrent qu'il existait au sein du Grand-Orient une coalition tendant à tout renverser avec violence.

« Le 30 novembre arriva, les colonnes étaient bien garnies, et un grand nombre de visiteurs s'étaient empressés de se rendre à cette séance. Le frère Clavel n'était pas présent. Le frère Lefebvre d'Aumale, qui avait eu tant de peine à maintenir l'ordre dans la précédente séance, présidait les travaux. Par son ordre, le frère Clavel fut appelé trois fois dans les parvis du temple. Aucune réponse n'étant faite, un défenseur d'office fut donné à l'accusé absent. Ce fut le frère Cauchois qui accepta cette mission pénible et difficile.

« L'orateur du Grand-Orient fit son rapport, et conclut à l'existence de la culpabilité. Le défenseur fit tous ses efforts pour disculper le frère Clavel. Plusieurs autres frères furent entendus pour et contre l'accusé. Enfin, après de longs et pénibles débats, le frère Clavel fut reconnu coupable par la voie du scrutin, qui plus tard vint le frapper de l'exclusion maçonnique et de la privation de tous ses droits de maçon.

« Je vous ai dit quelques-unes des causes qui ont poussé le Grand-Orient à une détermination si violente ; il faut y ajouter le puissant motif de la circu-

(1) Le frère Clavel, dans le dernier numéro de son journal, considère comme inexacte la note que nous avons récemment publiée sur sa condamnation par le Grand-Orient. Ce que nous désirons, c'est de connaître la vérité, et nous espérons que nos frères la trouveront dans la lettre suivante, qui ne renferme rien de personnel contre le frère Clavel, et qui nous est adressée par un frère en qui nous avons la plus grande confiance. (Note du rédacteur de la *Revue*.)

laire de la loge *la Clément-Amitié*, adressée aux ateliers de la correspondance par les soins du frère Clavel. Cette circulaire tendait à faire opposition au Grand-Orient.

« Cette opposition existe, il est vrai, mais si elle tend à renverser le Grand-Orient, elle trouvera une grande résistance au sein même des adeptes qui désirent vivement le progrès, et demandent des réformes qu'on ne saurait leur refuser. Je suis de ce nombre, très-cher frère, et je pense que vous m'approuverez. Non, je ne travaillerai jamais à renverser le Grand-Orient ; il est déjà assez contrarié par le rite dissident qui se laisse aller à un abus de constitutions d'ateliers vraiment déplorable. Une entente cordiale devrait exister entre les deux rites ; mais cela n'a pas lieu malheureusement ! De grandes protestations d'amitié furent faites de part et d'autres, il y a trois ans. Qu'en est-il résulté ? Aucun avantage pour la maçonnerie, qui pourrait retrouver son ancienne splendeur, si elle n'avait qu'un seul chef, honnête, dévoué et intelligent. Mais quand cela sera-t-il ? Dieu seul le sait.

« Agréez, etc. »

C'est ainsi que l'on s'attache à fausser, à égarer l'opinion des ateliers des départements. Nous ne descendrons pas à réfuter une pareille pièce, à laquelle répond d'ailleurs suffisamment la lettre du frère Clavel à ses juges, que nous avons insérée ci-dessus. Nous regrettons toutefois que cette pièce soit anonyme : si l'auteur avait osé la signer, nous aurions dit quel intérêt plus spécial il avait à trahir la vérité.

Ce qui nous étonne et nous afflige, c'est que le directeur de la *Revue* de Lyon ait accueilli et publié un tel article, alors qu'il pouvait puiser ses informations à des sources honorables. Ce frère sait qui nous sommes, et, dès-lors, nous lui contestons le droit de suspecter la loyauté de nos intentions et de nous croire des énergumènes. Moins que tout autre, il eût dû se prêter à propager, par la publicité dont il dispose, l'allégation qui nous présente comme voulant renverser le Grand-Orient ; car sa correspondance avec un de nous, avec le frère Clavel justement, dans une circonstance peu éloignée, lui a fourni la preuve irréfutable du contraire.

DE QUELLE MANIÈRE

LE GRAND-ORIENT COMPREND LA PUBLICITÉ.

La minorité directrice du Grand-Orient s'indigne de ce qu'on la soupçonne de vouloir étouffer la lumière. Elle proteste que la publicité n'a pas de partisan plus ardent, plus dévoué qu'elle-

même. A la façon dont elle l'entend, nous sommes complètement de son avis. Oui, elle veut la publicité ; mais elle la veut pour elle seule. Cependant, hâtons-nous de le dire, car, avant tout, il faut être juste : elle n'embrasse pas dans son monopole tous les sujets indistinctement. Elle est bien trop libérale pour cela ! Imprimez tant qu'il vous plaira des généralités de morale et de philosophie ; elle n'y mettra pas d'empêchement, elle applaudira même à vos travaux. Et voyez combien elle est généreuse, puisqu'à ses yeux, toute la maçonnerie est là. Mais n'allez pas vous aviser de vous immiscer dans l'examen de ses actes ; gardez-vous surtout d'en faire la critique, même la plus modérée et la plus fraternelle ! Sur ce chapitre-là, elle n'entend pas raison ; c'est le fruit défendu auquel elle vous interdit de toucher ; et elle en est si jalouse que si, tentés par le malin esprit, vous vous risquiez à y porter la main, il n'y a pas d'anathème si formidable, pas de foudres si brûlants dont elle ne s'empresse de vous frapper. N'inférez pas de là qu'elle veuille le moins du monde soustraire ses actes à la connaissance des loges, à Dieu ne plaise ! Ce qu'elle prétend faire, c'est en rendre compte elle-même, comme il lui convient, à sa façon, et en taisant les choses que les loges n'ont pas besoin de savoir. Ce n'est que sur ce modèle et dans ces conditions, entendez-vous bien ! qu'il peut exister de la bonne publicité.

OPINION DES MAÇONS

SUR LA JURISPRUDENCE DU GRAND-ORIENT EN
MATIÈRE DE PUBLICITÉ.

Une feuille de département, le *Barbier de Lille*, contient de nouveaux détails sur la séance dans laquelle la loge *la Fidélité* a décidé qu'elle protesterait contre la condamnation de notre rédacteur en chef par le Grand-Orient de France. Nous croyons utile d'extraire de ce compte-rendu les fragments qu'on va lire :

« Avant la fin des travaux maçonniques, un membre de la *Fidélité* fit une proposition très-importante, puisqu'elle avait pour but d'appeler l'attention des frères présents sur la question de publicité en matière de maçonnerie, question que le Grand-Orient de France semble avoir voulu dernièrement résoudre d'une manière négative en condamnant le journal *l'Orient* pour le seul fait de publicité. Cette condamnation paraissant, à l'auteur de la proposition, contraire aux précédents établis par le Grand-Orient lui-même, qui,

non content de publier tous les six mois des comptes-rendus de ses fêtes solsticiales, vient de fonder un *Bulletin trimestriel* qui n'est rien autre qu'un journal maçonnique, auquel tous les maçons peuvent s'abonner ; — contraire aux lois de l'équité, puisque le Grand-Orient de France tolère d'autres publications maçonniques, entre autres l'*Encyclopédie* du frère Chemin-Dupontès, la *Revue maçonnique de Lyon*, la *Fraternité de Rouen*, etc. ; — contraire enfin aux besoins du siècle, puisqu'aujourd'hui, que le temps des sociétés secrètes est passé, tout vit par la publicité, la maçonnerie comme les autres associations ; cette condamnation, continua l'auteur de la proposition, ne peut donc être admise sans examen.

« Quoique partisan du système de publicité, ce frère s'empessa d'aller au-devant de certaines objections qu'on pouvait lui faire, en déclarant qu'il ne l'adoptait point d'une manière absolue ; pour lui, la maçonnerie peut être divisée en deux parties bien distinctes : une *mystique* qui comprend les formes, les usages, les signes, etc., et qui doit être cachée religieusement aux regards profanes ; l'autre, *philosophique*, qui comprend l'esprit et l'essence des principes sur lesquels est basée l'institution, et qui doit être propagée au dehors par tous les moyens possibles, comme le meilleur argument à opposer aux détracteurs de la maçonnerie qui soutiennent que les maçons ne font rien de bon ni de bien, puisqu'ils se cachent derrière le rideau de leurs mystères. Ce frère se résume enfin en soumettant à l'appréciation de la loge cette condamnation, qu'il considère comme une atteinte portée au principe de publicité, et en priant les membres de la *Fidélité* de transmettre au Grand-Orient, avec la soumission la plus respectueuse, l'expression et le résultat des débats auxquels sa proposition pourra donner lieu. Plusieurs frères ayant appuyé chaudement cette proposition, entre autres les députés de la Belgique, sa prise en considération fut mise aux voix et adoptée à l'unanimité. »

Sans être aussi explicite que l'atelier lillois, la loge les *Trinosophes*, de Paris, dont l'opinion est toujours d'un si grand poids, n'en a pas moins saisi l'occasion de protester en faveur de la publicité maçonnique, par les mêmes raisons qui nous ont déterminés nous-mêmes. Voici, en effet, ce qu'on lit dans une circulaire en date du 1^{er} janvier, par laquelle cette loge invite les maçons à prendre part avec elle à la célébration de la fête solsticiale :

« Il faut que la maçonnerie participe, elle aussi, au mouvement qui se fait remarquer autour d'elle. N'est-ce pas la maçonnerie qui la première a réclamé, au nom de l'humanité, ces améliorations sociales dont l'urgence se fait sentir si vivement au sein des classes laborieuses ? N'est-ce pas elle qui la première a osé réclamer en leur faveur le bienfait de l'instruction comme le meilleur moyen de moralisation ? Et lorsque, de toutes parts, d'heureuses dispositions se manifestent, que les hommes éclairés de tous les pays s'occupent activement de la solution de ce grand problème, la maçonnerie demeurerait inactive, impuissante ! N'abdiquerait-elle pas sa légitime part

d'influence dans un moment où le fanatisme et l'intolérance la dénoncent au monde comme une école de perdition et de scandale ? Ah ! si le passé n'était pas là pour la venger de ces absurdes accusations, de ces calomnies sans cesse renouvelées, elle succomberait moins sous les coups de ses ennemis que devant la tiédeur de ses sectaires. Nous le disons à regret, mais si nous devons rester indifférents en présence des attaques dont nous sommes l'objet, le monde profane aurait le droit de douter de l'efficacité de notre morale, de la bonté de notre doctrine et de nos principes ; essayons au moins de les lui faire connaître ! »

Le frère Sponi vient de faire imprimer le discours qu'il a prononcé dans le conseil des chevaliers kadoschs de la *Clément-Amitié*, sur cette question : « Quelles sont les causes qui ôtent à la maçonnerie son influence, et quels moyens peut-on employer pour y remédier ? » ! Cet écrit, de seize pages in-8° (1), renferme des vues neuves et ingénieuses que nous recommandons spécialement à l'attention des maçons amis du progrès. Nous y remarquons les passages suivants :

« La publicité qui résulte de journaux et d'ouvrages maçonniques ne peut pas nuire à l'institution. Vouloir mettre la maçonnerie à la portée de tout le monde par ces publications n'offre point de danger réel pour l'initiation. Qu'on empêche la divulgation de ce qu'il est bon de laisser secret : c'est bien ; mais qu'on veuille tout interdire en matière de publicité, c'est confirmer le vulgaire dans les idées qu'il a conçues de notre Ordre. Il faut que ce qu'il y a de sérieux dans nos pratiques puisse être légalement rendu public. Pourquoi vouloir persister dans un silence qui nous fait détester, quand nous pouvons attirer sur nous l'estime générale et gagner des adeptes en nous faisant connaître ? »

LA PUBLICITÉ MAÇONNIQUE

SELON LES ANGLAIS ET LES AMÉRICAINS.

Nous empruntons l'article suivant au *Freemason's monthly magazine* de Boston. (Livraison de novembre dernier.)

« L'utilité des revues et des journaux maçonniques bien dirigés, pour le service de la *bonne cause* et comme moyen de rehausser le caractère de notre confraternité, ne saurait plus aujourd'hui être discutée. Ces publications existent, et elles sont patronées et encouragées par les meilleurs et les plus sages de nos frères dans toutes les contrées où la maçonnerie s'est mise au niveau des

(1) On peut se le procurer aux bureaux de l'*Orient*, rue Grange-Batelière, 9. Le prix, de 30 centimes par exemplaire, est versé intégralement dans la caisse de la maison de secours.

progrès de l'époque. Elles occupent en Angleterre, en France, en Allemagne, un rang distingué dans la littérature périodique, et elles sont considérées comme d'indispensables auxiliaires de la prospérité de l'Ordre. C'est là un fait établi et confirmé surtout par l'expérience des vingt dernières années. Le révérend docteur Oliver, un des maçons les plus instruits et les plus méritants de l'Europe, a dit que « ceux d'entre les frères qui cherchent à s'opposer à la diffusion des écrits maçonniques nuisent non-seulement à la fraternité, mais encore portent un grave préjudice à l'Ordre. »

• La popularité de la maçonnerie, ajoute-t-il, est incontestablement essentielle à sa prospérité. Depuis un siècle, elle a graduellement gagné dans l'opinion publique, mais ses progrès ont été lents et incertains. Maintenant sa beauté et son utilité frappent plus clairement les esprits ; elle prend rang parmi les institutions du pays ; et pour peu qu'elle soit prêchée et défendue par les gens de talent, elle sera bientôt reconnue par l'univers entier comme un Ordre où la recherche de la science s'allie à la moralité, à la vertu, à la bienveillance et à la charité. Or, qui peut mieux contribuer aux progrès de sa renommée que ceux qui connaissent ses mérites et sont chargés de la direction de ses affaires ? Le public, en général, doutera certainement de sa pureté, tant que les membres éminents de l'Ordre montreront de la répugnance à laisser établir la discussion sur son but et ses effets. Ne serait-ce pas une anomalie, dans le dix-neuvième siècle, qu'on pût se plaindre qu'aucune branche de la science a été soustraite à la connaissance du public par des mains jalouses, et un coin de la lumière placé sous le boisseau.

• La disette d'écrivains maçonniques doit être attribuée, en grande partie, à un principe faux et exagéré ; et il est résulté, contre la maçonnerie, cette accusation grave d'avoir, en tant que science réelle, contribué très-peu au fond général d'intelligence qui distingue l'époque actuelle.

• Personne, à l'exception des maçons admis, ne songe jamais à consulter un livre sur ce sujet défendu, afin d'accroître son instruction morale et intellectuelle. La foule est imbuë du préjugé enraciné contre cette institution, et tout ce qui s'y rapporte est pour elle dénué d'intérêt ; que si, au contraire, la philosophie de la maçonnerie avait été généralement livrée à l'étude et à la méditation, si elle s'était présentée franchement au public, sous une forme scientifique, elle aurait

obtenu la même attention que tous les autres systèmes religieux, moraux ou artistiques.

« Les maîtres et les directeurs suprêmes de la maçonnerie se sont, à différentes époques, montrés animés d'un esprit libéral au sujet de cette importante question, et c'est alors précisément que l'Ordre a progressé d'une façon notable, tant sous le rapport de l'utilité, que sous celui de la popularité. Ils ont répandu sur le monde maçonnique un rayon de gloire passagère, semblable à l'éclair qui sillonne une atmosphère couverte de nuages. L'établissement d'une bibliothèque et d'un musée, par la Grande-Loge d'Angleterre, il y a quelques années, est une preuve vivante de la politique libérale du grand-maître d'alors (feu le duc de Sussex) sur cette matière.

« De nos jours se manifeste de toutes parts une louable émulation pour éclairer, moraliser l'humanité, et arriver à l'amélioration du sort de toutes les classes de la société. La maçonnerie a une large tâche à remplir dans cette sainte entreprise ; mais pour que son intervention puisse être appréciée et agir efficacement, il faut que l'institution soit parfaitement connue. C'est donc évidemment un devoir pour tous les membres de l'Ordre, depuis ceux qui sont investis des plus hauts grades, jusqu'aux simples frères, d'user de tous les moyens en leur pouvoir pour diriger le public dans la bonne voie, pour combattre et détruire les erreurs et les préjugés qui peuvent paralyser l'action bienfaisante de la Maçonnerie. »

D'UNE INSTITUTION QUI MANQUE.

Nous avons dit qu'avec sa constitution actuelle et avec les hommes qui le dirigent, le Grand-Orient est impuissant à produire le moindre bien : ce qui se passe au sujet des inspections des loges vient pleinement confirmer notre opinion.

Dans sa tenue trimestrielle extraordinaire, dite des intérêts généraux, qui a eu lieu le 12 juillet de l'an dernier, le Grand-Orient a décidé qu'à partir du 1^{er} septembre suivant il y aurait une inspection générale de tous les ateliers de Paris et des départements. Le Grand-Orient voyait là une infailible panacée, destinée à guérir tous les maux qui affligent la maçonnerie.

Quel a été cependant le résultat de cette détermination ?

Deux officiers du Grand-Orient, les frères Morand et Desanlis, profitant de voyages qui les ap-

pelaient hors de Paris, ont visité quelques ateliers situés sur leur passage, à Vitry, à Reims, à Avize, à Toulon, à Marseille, à Nantes, à Lyon. Ce qu'ils ont fait alors, ils l'eussent fait dans tous les cas, même si la décision du 12 juillet n'avait pas été prise.

Il s'est offert récemment l'occasion d'agir, en vertu de cette décision, dans une localité peu éloignée de Paris. On ne l'a pas fait pourtant ; nous ne dirons pas par quels insignifiants prétextes. Cependant l'urgence était impérieuse ; des désordres graves avaient été signalés ; une scission déplorable s'était opérée entre les membres de l'atelier ; les deux partis, travestissant à l'envi les faits, se présentaient l'un et l'autre comme victimes. Six heures auraient suffi pour l'aller et le retour ; le Grand-Orient eût connu la vérité et rendu justice à qui de droit. Au moment où nous écrivons, les choses sont encore dans le même état.

Depuis cinq mois, la décision du 12 juillet attend sa réalisation. Les loges se plaignent. Qu'objecte le Grand-Orient ? 1^o Qu'une inspection aussi vaste entraîne de nombreuses difficultés et qu'il faut le temps nécessaire pour les aplanir ; 2^o que l'époque indiquée (de septembre à novembre) est une époque consacrée au repos par la plupart des grandes administrations, et qu'il eût été à craindre que beaucoup d'ateliers ne fussent privés de leurs principaux membres au moment des inspections.

Mais les difficultés qui se présentent aujourd'hui, le Grand-Orient eût dû les apercevoir et s'attacher à les faire disparaître avant de prendre sa décision ; mais il devait savoir que le moment fixé était mal choisi, et alors en indiquer un autre. Il est clair que ce sont là des considérations imaginées après coup pour dissimuler une grande légèreté ou une grande inaptitude.

Ne soyons pas trop sévères pourtant, et reconnaissons que les dispositions des Statuts relatives aux inspections générales des ateliers sont essentiellement vicieuses et sont presque inapplicables.

Il existe bien, selon nous, un moyen de rendre ces inspections possibles et fructueuses ; mais les Statuts ne l'ont pas admis, et le Grand-Orient est trop ombrageux pour qu'il soit permis d'espérer qu'il l'y introduise lors de la prochaine révision, à moins cependant que d'autres hommes ne soient venus à cette époque remplacer ceux qui maintenant mettent obstacle à toutes les améliorations.

Ce moyen, nous allons l'indiquer, et nous engageons les ateliers à l'examiner mûrement et à en réclamer l'adoption, s'il apparaît à leurs yeux aussi efficace qu'il l'apparaît aux nôtres.

Quel'on déploie la carte maçonnique de France, et que, partout où les loges sont suffisamment agglomérées, on constitue entre elles une sorte de commission, non pas indépendante, ce qui viendrait rompre cette précieuse unité qui fait le mérite et la force de notre institution dans ce pays, mais subordonnée à l'autorité souveraine du Grand-Orient, et ne prenant jamais de décisions définitives.

Que ces commissions soient formées de députés spécialement élus par les ateliers des différentes villes de la circonscription, et que ces ateliers aient soin d'élire les députés parmi leurs membres les plus capables, les plus sérieux et les plus considérés.

De pareilles commissions fourniraient, ce nous semble, les hommes les plus convenables pour procéder aux inspections. Leur mission ne serait-elle pas d'une réalisation d'autant plus facile qu'ils seraient sur les lieux, que leur déplacement ne leur deviendrait pas onéreux, qu'ils seraient acceptés d'avance, et qu'honorés du suffrage de leurs frères, ils ne pourraient que se montrer empressés à remplir le mandat dont on les aurait investis ?

Mais nous pensons que là ne se bornerait pas l'utilité de ces commissions.

Elles pourraient intervenir comme arbitres dans les différends qui s'élèveraient, soit entre les membres des loges, soit entre les ateliers. Si leurs décisions étaient acceptées, tout rentrerait dans l'ordre, et la bonne harmonie renaîtrait ; si, au contraire, une des parties s'en montrait mécontente, le Grand-Orient, saisi de l'appel, prononcerait en dernier ressort, et la commission tiendrait la main à l'exécution de la sentence. Dans notre opinion, ce mode de jugement serait le meilleur, puisque les premiers juges, pouvant procéder à une enquête directe, seraient plus aptes que le Grand-Orient, à la distance où il est placé de la plupart des loges, à connaître la vérité des faits et à les apprécier sainement. D'un autre côté, le Grand-Orient, débarrassé de la discussion de ces sortes d'affaires, aurait la faculté de s'occuper davantage des intérêts généraux de la société.

Ces commissions pourraient aussi informer sur les loges en instance de constitution ; nommer, dans leur sein, les commissaires installateurs ;

recevoir et transmettre en une seule fois au Grand-Orient les tableaux annuels des ateliers de la circonscription, les nominations de vénérables et de députés, les demandes de diplômes ; vérifier, avant de les expédier, la régularité de ces pièces ; stimuler la lenteur des ateliers qui tarderaient à les fournir ; en un mot, épargner au Grand-Orient une perte de temps considérable, aux loges des frais, souvent inutiles, de port et de correspondance.

Nous ne savons si nous nous abusons, mais nous croyons que ces commissions établies, il en résulterait d'immenses avantages pour la maçonnerie. Désormais tout marcherait avec ordre, ensemble et promptitude ; une foule d'activités et d'heureuses facultés, qui s'usent sans profit en province, trouveraient là un utile emploi de leurs forces ; les mauvaises loges, dénoncées à l'autorité suprême et supprimées par elle, cesseraient de scandaliser les maçons et de nuire à leur considération dans le monde profane ; de nouvelles loges se formeraient, composées de bons éléments, qui, par de savantes et fécondes investigations, ou par des actes de charité et de philanthropie, replaceraient notre institution au rang dont elle n'eût jamais dû déchoir aux yeux du public.

Voilà notre plan, rapidement esquissé. Nous l'abandonnons à l'appréciation des loges. Elles décideront s'il répond à leurs besoins et s'il serait de nature à cicatriser les plaies qu'elles signalent depuis si long-temps en vain à l'intérêt du Grand-Orient. Si ce plan est défectueux, s'il n'est pas capable de leur faire atteindre le but auquel elles tendent, qu'elles en proposent un autre ; nous nous empresserons d'en propager la connaissance et d'en favoriser la discussion. Ce qu'il nous importe, avant tout, ce n'est pas que nos idées prévalent, c'est que la maçonnerie sorte du fâcheux état dans lequel la laisse gémir l'insouciance ou l'impéritie du Grand-Orient.

PROFESSION DE FOI MAÇONNIQUE

DE LA LOGE L'ÉTOILE DE BETHLÉEM, A PARIS.

Le mouvement est donné, et rien désormais ne saurait l'arrêter. De toutes parts, les loges sortent de leur long sommeil et ouvrent des conférences où se débattent les plus importantes questions. Les esprits sérieux remontent aux principes de la maçonnerie ; ils les analysent, ils

les fixent, et recherchent les moyens de les appliquer. La loge *L'Étoile de Bethléem* est un de ces ateliers de nobles et généreuses investigations. Elle vient de mettre au jour une déclaration de principes devant servir de base à ses travaux. L'étendue de cette pièce, due à la plume du frère G. Wallon, ne nous permet pas de la reproduire en entier ; mais nous en extrairons quelques passages qui feront juger des sentiments qui animent la loge, de la largeur de ses vues, et de la sainte ardeur avec laquelle elle aborde son œuvre. Nous regrettons toutefois qu'elle ait donné à cet écrit une forme trop scientifique et trop concrète. Les excellentes pensées qui y sont exprimées n'auraient rien perdu, elles auraient, au contraire, tout gagné à être rendues en des termes plus vulgaires ; elles auraient été accessibles à un plus grand nombre d'intelligences, et dès-lors leur réalisation aurait appelé le concours d'un plus grand nombre de volontés.

« La maçonnerie, mes frères, c'est le Verbe incarné dans l'humanité, c'est le souffle de Dieu, c'est la grande figure de l'HOMME accomplissant, au sein des générations, à travers le temps et l'espace, le grand travail de rénovation sociale qui doit conduire le genre humain de l'enfance à la virilité, des langes de l'ignorance aux splendeurs du savoir, en un mot, des souffrances de la misère au bonheur de l'éternité.

« La maçonnerie, mes frères, c'est le temple où viennent se réfugier tous les bons sentiments, toutes les nobles pensées, toutes les grandes aspirations de l'homme vers l'avenir ; c'est l'asile sacré où des cœurs purs viennent s'épancher et s'étreindre fraternellement ; c'est le foyer d'amour et d'espérance où nous venons retremper nos forces quand, long-temps balotés sur la mer orageuse des passions humaines, vaincus par les turpitudes et les misères sociales, nous ne voyons plus d'asile que dans l'égoïsme et le doute. Alors la maçonnerie paraît, et de son flambeau divin, dirigeant nos pas, enflammant nos cœurs, éclairant nos esprits, elle insuffle à notre âme une vie plus grande, plus forte, plus généreuse.

« La maçonnerie, mes frères, c'est le sanctuaire de l'amour envers tous les hommes, sanctuaire divin de charité et de fraternité ; c'est le temple auguste où l'homme doit venir se purifier et puiser auprès de ses frères les vertus qui, dans le monde profane, planeront sur toute sa conduite ; c'est l'athénée moral où l'homme doit apprendre à connaître ses devoirs, où il doit trouver les lumières qui éclaireront ses pas dans la voie de la vertu et de la probité...

« La maçonnerie, mes frères, c'est la sentinelle avancée de l'humanité ; c'est elle qui marche à la tête de tout progrès sage et pacifique ; c'est elle qui, dans sa modeste et glorieuse carrière, a donné le mot d'ordre et de ralliement à toutes les grandes époques dont s'enorgueillit la civilisation...

« La maçonnerie, c'est l'asile inviolable de la vérité ; c'est l'asile où elle doit naître, pour de là s'élancer

dans le monde en s'adressant à tous, grands et petits, riches ou pauvres, à tous enfants bien-aimés du Seigneur !...

« A tous, la maçonnerie ouvre ses portes ; tous ont accès dans son sein, soit pour s'élever jusqu'à elle, soit pour l'élever jusqu'à eux ; car, tandis qu'au nom de la charité et de Dieu, elle rappelle à ceux que la fortune favorise les saints devoirs de la fraternité, elle grandit les autres à leurs propres yeux, et les force à conquérir la science et la vertu. Elle appelle cette grande fusion de tous les hommes, de tous les peuples, de toutes les races, en une seule famille humanitaire, comme tous nous descendons d'un seul père qui est Dieu. Elle prépare cette unité future du genre humain, unité sublime qui veillait à son berceau, à son enfance, et doit sourire encore à sa virilité...

« Nous assignons à la maçonnerie deux rôles importants à remplir : l'un qui consiste à éclairer la société, la conduire en avant, la faire progresser en lui donnant des hommes pour la guider dans la voie du progrès ; l'autre, plus modeste, peut-être, mais d'une utilité plus grande, s'il se peut, a pour but de détruire les erreurs du passé, de combattre les préjugés qui pourraient enrayer la marche de l'humanité. Si le premier plante de nouvelles sciences et de nouvelles vertus au cœur de l'homme, le second, de son côté, chasse et l'erreur et le vice. L'un sème et répand le bon grain sur le sol que l'autre a préparé. L'un agit sur l'avenir, l'autre réagit sur le passé. Ainsi tous deux se secondent et se complètent mutuellement. Et voilà pourquoi nous recevons avec bonheur tous les ouvriers de paix qui viennent vers nous avec un cœur libre, c'est-à-dire capables d'écouter et d'entendre la vérité ; avec des mœurs pures, c'est-à-dire incapables de défendre sciemment l'erreur, d'exécuter le crime et de nous forcer à rougir de nous-mêmes en nous faisant rougir de leurs fautes et de leur corruption ; — voilà pourquoi nous appelons à nous tous les hommes de bonne volonté. Mais les cœurs froids, égoïstes, les cœurs secs et lâches qui n'ont jamais battu aux mots de charité, de fraternité ! nous les répudions comme ils se sont répudiés eux-mêmes du sein de l'humanité. Trop lâches pour comprendre le bien et le vouloir, impuissants à sentir leur impuissance même, que viendraient-ils faire parmi nous ! que pourrions-nous faire pour eux ? — Qu'ils restent donc parqués dans les misères et l'ignorance de la civilisation où ils semblent n'avoir été jetés par la Providence que pour faire la honte et l'opprobre de la société ! Mais vous tous, cœurs généreux qui battez à l'unisson des nôtres, vous tous qui sondez l'avenir et l'interrogez d'un regard plein d'espérance, vous tous les élus du Seigneur, vous tous les fils bien-aimés qu'il a marqués au front du sceau du génie et de la foi, — venez à nous ! — Frères ! venez à nous !

« A l'œuvre, mes frères ! — Ne soyons pas les fils bêtards, les enfants dégénérés de nos aïeux ; conservons et enrichissons le dépôt de science et de gloire qu'ils nous ont légué.

« Ils étaient douze ceux qui vinrent convertir le monde à la charité, à la fraternité ; ils étaient douze pour révolutionner par la parole une société corrompue ; ils étaient douze ! et toute la terre a retenti des échos de leur voix, et le vieux monde s'est régénéré. Nous, plus nombreux, ne pourrions-nous pas continuer l'œuvre sainte de la civilisation ? — Serions-nous impuissants

à faire entendre la voix de la vérité ? Eh ! quoi ! la société ne se débattrait depuis tant de siècles aux bras de la misère que pour enfanter le chaos ! Non, non, mes frères ! il y a dans l'avenir de glorieux et fertiles travaux. Courage ! courage ! Les espérances que Dieu a mises dans nos cœurs vont se réaliser ; cette divine ascension de l'humanité gravitant fatalement vers le ciel n'est pas un rêve, une illusion mensongère ; ce que l'homme conçoit, il peut, il doit le réaliser ; c'est sa mission sur la terre. A l'œuvre, mes frères ! l'horizon s'éclaircit, les nuages de l'erreur sont balayés par le vent puissant de l'intelligence. Le Grand-Architecte de l'univers sourit à nos généreux efforts ! »

APPEL A LA BIENFAISANCE

DES MAÇONS.

Dans le déplorable état de choses que nous a fait l'incurie du Grand-Orient, la bienfaisance des maçons est si souvent exposée à mal placer ses dons, qu'elle doit se réjouir quand l'occasion se présente de soulager une infortune réelle, imméritée et digne par conséquent de tout son intérêt. C'est à ce titre que nous l'engageons à prendre en considération particulière la situation malheureuse d'un frère que signale et recommande aux ateliers français une des loges les plus honorables et les plus méritantes des départements : la loge *la Concorde*, de Vienne (Isère).

Voici en quels termes simples et touchants s'exprime la loge sur le compte de son protégé :

« Le frère R., né à Vienne, a reçu la lumière dans la loge *la Concorde*, dont il a fréquenté assidûment les travaux pendant plus de vingt ans. Fils unique d'un marchand chapelier aisé, il succéda à son père, et continua son commerce avec des chances favorables jusqu'à son mariage, qui devint plus riche encore pour lui par la mort des autres sœurs de son épouse. Alors il quitta la chapellerie à cause de la faiblesse de sa vue, et entreprit en grand le commerce des charbons. Mais, peu habitué aux transactions commerciales, confiant à l'excès, il fut la dupe de fripons, et il vit bientôt s'anéantir sa fortune privée, malgré tous ses efforts, ses labeurs et ses peines pour la conserver.

« Un homme fort honorable de notre cité, actionnaire lui-même dans des mines de houille de Rive-de-Gier, se faisait fort d'arranger les affaires de R., dont il appréciait la probité et l'extrême délicatesse, en proposant des arrangements à ses créanciers ; mais R. voulut rester maçon pur, et s'exagérant, peut-être, la juste sévérité de la *Concorde* pour tout ce qui touche à l'honneur, il refusa. « Ma fortune suffit pour payer ce que je dois, dit-il ; je l'abandonne à mes créanciers ; il ne me restera rien, mais j'aurai la conscience nette ; j'aurai fait ce qu'un honnête homme doit faire ; je serai toujours digne de mes frères. » Les créanciers, pleinement désintéressés, rendirent justice à la bonne foi de R.

« Sa jeune femme mourut, laissant un fils unique. Sur la tête de cet enfant reposait désormais tout l'espoir, tout l'avenir de R.; car cet enfant devait être riche un jour comme héritier direct de son aïeul maternel, possesseur de propriétés rurales représentant une valeur de plus de deux cent mille francs.

« Mais le temps des épreuves n'était pas accompli pour R. Le jeune fils qu'il aimait, qui devait un jour bénir et soulager son honorable vieillesse, lui fut ravi par une brusque maladie. A quelques mois de là mourut son aïeul maternel, laissant sa fortune à un fils naturel, oubliant ainsi que sa fille avait été l'épouse bien-aimée, l'épouse heureuse de R., auquel il reprochait son rigorisme en fait de probité.

« R., presque sans ressource, devint complètement aveugle. Une jeune et intéressante femme voulut associer son sort à celui de cet être si malheureux, et pourtant si pur et si intéressant dans son malheur. Tous deux furent se réfugier à la campagne, et y vécut avec la plus stricte économie. Ils avaient même réussi à établir un petit commerce qui semblait prospérer; mais R. fut trompé en petit au village comme il avait été trompé en grand à la ville; il fut réduit à la misère. Aujourd'hui R., aveugle et malheureux, est père de trois fils, dont l'aîné est à peine âgé de treize ans. Son épouse, qui travaille avec eux sans relâche, pour gagner le pain de chaque jour, va le rendre père pour la quatrième fois.

« Nous sommes allés visiter R., et nous l'avons trouvé calme et grand dans sa misère : pas un blasphème, pas une plainte ne s'exhalent de cette belle âme. De sa part point de regrets amers sur sa brillante position passée, sur le résultat de ses affaires. « J'ai fait ce que j'ai dû, nous disait-il; le Grand-Architecte de l'Univers aura pitié de moi... Oh ! si je pouvais travailler !... »

« Et ce n'est pas lui qui nous a révélé ses malheurs; nous en avons surpris le secret dans les larmes de sa famille.

« Nous n'ajouterons rien de plus au tableau vrai de cette misère imméritée s'appesantissant sur un homme vertueux, bon citoyen, maçon dévoué, zélé et fervent, sur un père de famille aveugle et dénué de tout.

« Nous laissons à vos cœurs généreux à apprécier tout ce qu'il y a de poignant et de sacré dans une telle situation.

« Seuls, nous ne pouvons cicatriser une aussi large plaie; aussi avons-nous recours à tous nos frères, auxquels nous promettons réciprocité, reconnaissance profonde et fraternel attachement. »

Nous ne doutons pas que tous les frères animés des vrais sentiments maçonniques ne viennent apporter leur offrande pour aider à l'accomplissement d'une si bonne œuvre. Ce sera non-seulement un acte de louable assistance, ce sera plus encore : ce sera un encouragement à la probité. Les exemples de ce genre sont trop rares aujourd'hui pour que, lorsqu'ils se produisent, ils ne reçoivent pas au moins un témoignage de sympathie d'une société qui a surtout pour mission d'enseigner et de propager les idées de moralité.

Mais c'est ici, plus que jamais, le cas de dé-

plorer que l'imprévoyance ou l'impéritie des directeurs de l'Ordre n'ait su rien fonder, rien établir pour soulager efficacement de pareilles infortunes, et que le maçon qui s'est ennobli par l'exercice de la vertu la plus sévère, et a préféré les horreurs de la misère à l'aisance qu'eût pu lui procurer l'improbité, en soit réduit, sur ses vieux jours, à n'attendre de soulagement à ses maux que de la pitié trop souvent impuissante de ses frères !

Les dons en faveur du frère R. sont reçus à Vienne, chez le frère Malacourt fils aîné, marchand de laine, place des Capucins.

QUESTION DES MAÇONS ISRAËLITES.

Le grand-secrétaire de la Grande-Loge de New-York, dans son rapport à cette grande-loge, lors de la réunion annuelle qui a eu lieu en juin dernier, a soumis de rechef l'importante question des maçons israélites à l'attention de l'assemblée. L'extrait du rapport que nous allons citer expose l'affaire sous son véritable jour. Nous sommes persuadés que la Grande-Loge de New-York, ainsi que toutes les grandes-loges des États-Unis en général, persévéreront dans leurs manifestations et useront de tous les moyens en leur pouvoir jusqu'à ce que l'interdit ait été levé et que nos frères de Berlin aient abjuré des idées si contraires à l'esprit et au but de l'institution :

« Vous savez tous, a dit le grand-secrétaire, que les trois grandes-loges de Berlin agissent en commun et solidairement, et qu'à leur exemple les loges de leur obédience, répandues dans une grande partie de l'Allemagne, sont dans l'usage de refuser l'admission des frères affiliés à des loges étrangères qui professent le culte israélite. Une loge prussienne ayant fermé ses portes à un frère muni d'un diplôme de la Grande-Loge de l'état de New-York en raison de sa religion, une plainte fut portée à cette grande-loge lors de l'assemblée trimestrielle de mars 1842, et renvoyée aux grands-officiers avec plein pouvoir d'agir comme il conviendrait. Le 19 du même mois, des dépêches furent envoyées au représentant des États-Unis, à Hambourg, dépêches par lesquelles on le chargeait de porter l'affaire à la connaissance des grandes-loges de cette partie de l'Allemagne et de réclamer leur intervention pour obtenir la révocation de la mesure illibérale et anti-maçonnique adoptée par les grandes-loges prussiennes. La lettre du grand-maître de Hambourg sur ce grave sujet se trouve dans le rapport imprimé de notre comité de correspondance étrangère (année 1843), et elle a attiré généralement l'attention des grandes-loges américaines. D'après ce qui nous a été révélé au sujet des dé-

libérations de la Grande-Loge des *Trois-Globes*, à Berlin, nous voyons que, sur les instances de la Grande-Loge des Pays-Bas, on a discuté une modification de la mesure qui frappe d'exclusion les Israélites. On ajoute que la modification proposée a rencontré de l'appui dans l'assemblée ; mais que cependant elle n'a pas réuni en sa faveur une majorité suffisante de suffrages ; en conséquence elle ne pourra pas être représentée à l'assemblée avant un an. C'était donc le cas de traiter de nouveau la question à fond et de manière à ne plus laisser de prétexte à la moindre objection.

Une lettre écrite le 28 juillet 1843, au nom de la Grande-Loge de l'état de New-York, revêtue de la signature de Morgan Lewis, grand-maître ; d'Alexandre H. Robertson, député grand-maître ; de sir James Herring, grand-secrétaire, a été adressée au grand-maître, aux grands-officiers ainsi qu'aux membres de la Grande-Loge aux *Trois-Globes*, à Berlin.

Nous reproduisons les principaux passages de cette lettre : « On nous a toujours enseigné (et nous avons toujours agi en conséquence) que la *maçonnerie est universelle*, que les maçons répandus sur toutes les parties de la terre ne sont *qu'une famille de frères*, les enfants d'un seul et même père, unis par une *seule et même constitution fondamentale et un seul covenant sacré* ; que leur fraternité ne doit jamais être troublée par les questions de croyances, de systèmes, de religion ou de politique, qui agitent le reste du monde.

« Les traditions et les annales historiques de notre Ordre font remonter sa fondation à l'exécution du temple de Jérusalem par un roi hébreu ; plusieurs de nos statuts et de nos usages proviennent de la source mosaïque, les écrits de Moïse et des prophètes sont ouverts sur nos autels, et le Dieu tout-puissant, au nom duquel nos loges sont consacrées, est également adoré des juifs et des chrétiens. La seule condition religieuse exigée par l'ancienne constitution de l'Ordre est une ferme croyance au Dieu vivant, le Grand-Architecte du ciel et de la terre. C'est sur cette base fondamentale qu'est bâti l'édifice maçonnique. Si donc l'institution maçonnique est *une*, elle doit provenir par succession régulière de la même souche et être *gouvernée par les mêmes lois fondamentales*.

« Nous venons donc avec confiance et candeur vous soumettre nos objections contre l'exclusion dont vous avez frappé les sectateurs de la religion juive.

« Mais il est un autre point sur lequel nous croyons devoir vous expliquer avec sincérité.

« Nous ne pouvons souffrir qu'aucun membre de l'Ordre, porteur de diplômes réguliers émanant de la Grande-Loge de l'état de New York, soit exclu de l'association de ses frères du même grade, par le seul motif d'une dissidence de religion ; sur ce point, nous sommes assurés que la confraternité tout entière de l'Amérique du nord partage notre opinion.

« En conséquence, nos dignes et vénérables frères, nous venons vous requérir affectueusement, mais avec la plus vive instance, de vouloir bien examiner mûrement la question et de nous faire connaître la décision que vous aurez prise à cet égard. Nous faisons en même temps des prières et des vœux pour que vous soyez ainsi que nous guidés dans tous vos actes par la véritable sagesse et pour que désormais nous soyons

étroitement liés par cette unité qui est la beauté et la gloire de notre vénérable institution. »

Le rapport du comité de correspondance étrangère de la Grande-Loge contient également un extrait d'un rapport du grand-maître national de Suède (année 1842) qui se prononce sur la question dans le même sens que les grandes-loges des États-Unis. Il s'appuie sur l'opinion suivante manifestée par le grand-maître d'Angleterre, le duc de Sussex (décédé depuis).

« Parmi les francs-maçons, toute dissidence religieuse ou politique doit être oubliée ; tous les maçons doivent se tendre les uns aux autres la main de la fraternité. Ces principes maçonniques sont ceux de toute ma vie, et je puis dire que j'ai vieilli dans l'exercice de l'art royal de la franc-maçonnerie. C'est ce qui fait ma gloire, ce qui m'a donné le calme dans les moments de trouble, la consolation lorsque le chagrin est venu me visiter ; c'est sur la pratique de ces devoirs sacrés que je fonde mes espérances dans la vie future. »

Reproduisons encore une délibération de la loge de *Saint-Georges au pin verdoyant*, de Hambourg, sur ce sujet :

« Dans cette loge, au scrutin pour l'admission d'un frère israélite, il y a eu 86 votes pour et 20 seulement contre. Ces suffrages négatifs ont donné lieu à une discussion, de laquelle il est résulté que leur seul motif avait été basé sur la différence de religion. La loge a déclaré ces motifs inadmissibles et incompatibles avec la tolérance maçonnique. Voici en quels termes elle a formulé sa décision :

« Depuis long-temps, les grands-orient d'Angleterre, de France, de Hollande et de l'Amérique du nord admettent les Israélites dans le sein de leurs loges. Refuser un maçon uniquement parce qu'il n'est pas chrétien, c'est se mettre en opposition avec les anciens statuts de la confraternité. Si l'on consulte le plus ancien document de la franc-maçonnerie en ce qui concerne l'initiation d'un profane ou l'agrégation d'un frère, on verra qu'ils exigent uniquement que le récipiendaire *ne soit pas athée* et qu'il professe la religion *sur laquelle tous les hommes s'accordent*, en d'autres termes, qu'il soit un bon et loyal citoyen, et un homme d'honneur et de probité. »

On lit dans le *Bulletin trimestriel* :

« La position exceptionnelle des maçons israélites, en Prusse, *semble préoccuper* vivement les maçons de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre, et on s'étonne, à bon droit, de cet ostracisme prononcé au nom de l'intolérance. Des observations ont été adressées à ce sujet au Grand-Orient de France, qui les a renvoyées à l'examen d'une commission. Nous croyons *pouvoir assurer* qu'un article dans lequel cette question sera examinée paraîtra dans le prochain numéro du *Bulletin*. »

Nous ne pourrions qu'applaudir à la manifestation, quelque peu tardive, d'ailleurs, faite par

la commission permanente dans la question des maçons israélites, si une décision préalable du Grand-Orient l'y avait autorisée. Mais en ceci, comme en toute autre matière, la commission a agi de son propre mouvement. Dans le fond, son initiative est louable ; dans la forme, elle est illégale et compromettante. Il est évident que si le Grand-Orient lui-même avait eu à se prononcer, il aurait évité avec soin, en réclamant une mesure juste de la part des grandes-loges de Prusse, d'employer des termes de nature à blesser les susceptibilités de ces corps souverains. S'il s'était étonné, à bon droit, d'un *ostracisme* prononcé par eux au nom de l'intolérance, il eût certainement adouci l'expression de son étonnement et de ses regrets. Au surplus, la position des maçons israélites exige plus qu'un simple article de journal : elle demande, elle veut l'intervention directe et officielle du Grand-Orient. Une commission a été nommée : que le Grand-Orient l'entende, qu'il décide et qu'il parle ; alors la commission permanente aura, non le droit, mais le devoir de se faire l'écho de sa pensée.

ANECDOTES MAÇONNIQUES.

UN SECOURS INESPÉRÉ. — La lettre suivante a été adressée, au mois de novembre dernier, à l'éditeur du *Freemason's monthly magazine* de Boston : « Frère, dans votre numéro du mois d'août dernier vous avez raconté un trait touchant de fraternité et de charité maçonniques. Permettez-moi de vous transmettre à mon tour une anecdote du même genre dont je tiens les détails de la bouche même du frère qui s'est vu tout-à-coup retiré de l'abîme du malheur, alors qu'il ne pouvait compter sur aucune assistance humaine.

« En 1795, le navire *la Betsy*, appartenant à William H. Boordmann, riche armateur de Boston, quitta ce port pour se diriger vers les parages barbaresques. Ce bâtiment était commandé par le capitaine Chapin Sampson, qui aujourd'hui est âgé de quatre-vingts ans et habite West-Gardner, dans le Maine. C'est un vieillard dont l'esprit et le corps ont conservé toute leur vigueur ; il avait été initié apprenti maçon à Liverpool, en Angleterre, le 15 août 1793, et reçu maçon de royale-arche en juin 1801.

« Mais revenons à mon récit : Le navire du capitaine Sampson fut capturé à la hauteur de Malaga par un corsaire barbaresque et conduit à

Tripoli. Là, le capitaine fut, ainsi que l'équipage, dépouillé de ses vêtements et laissé presque nu. Comme c'étaient les premiers captifs américains que l'on eût vus à Tripoli, on les promena, chargés de chaînes, dans les rues de la ville, et, pendant cette pénible promenade, ils furent accablés d'outrages et de projectiles par la populace. Aussitôt après, le capitaine fut contraint de travailler à décharger son propre navire. Pendant qu'il était occupé à ce rude labeur, un officier tripolitain, nommé Hassan-Bey, se fit reconnaître comme franc-maçon ; il assura le pauvre captif qu'il l'assisterait de tout son pouvoir, ajoutant cependant que, si leur intelligence venait à se découvrir, il courrait risque de sa tête. Quelques jours ne s'étaient pas écoulés que le capitaine Sampson se trouvait libre, bien vêtu, confortablement nourri. Son généreux bienfaiteur, ne croyant pas avoir encore suffisamment rempli ses devoirs maçonniques, lui procura la facilité de s'embarquer, et, en lui disant adieu, il le combla de présents. Ce digne et loyal frère tripolitain avait été, dit-il, reçu franc-maçon en France. J'ai pensé que cette véridique histoire aurait de l'intérêt pour nos amis, et je vous prie de lui accorder une place dans votre estimable recueil. »

L'ASSISTANCE MAÇONNIQUE EN ANGLETERRE.

— En 1757, il fut donné lecture à la Grande-Loge de Londres d'une lettre du capitaine de Court, commandant le navire français *le Saint-Jacques*, capturé par le vaisseau de la marine britannique *le Windsor*, et qui était alors prisonnier de guerre. Il s'appuyait de sa qualité de maçon pour demander que le grand-maître d'Angleterre intervînt près du gouvernement pour lui faire obtenir sa liberté. La Grande-Loge décida qu'en l'absence de tout cartel pour l'échange des prisonniers, une telle demande ne pouvait être prise en considération ; mais qu'instruite d'ailleurs que le capitaine se trouvait dans une gêne momentanée, il lui serait offert, à titre de secours fraternel, une somme de trente livres sterling (750 fr.).

PUISSANCE DU LIEN MAÇONNIQUE. — Le 11 février 1843, il s'agissait à Athy (Irlande) d'élire un chirurgien pour la maison des pauvres. Trois candidats se présentaient : le docteur Ferris et le docteur Kinsey, tous deux catholiques romains ; et le docteur Clayton, protestant. Le docteur Ferris était soutenu par le corps nombreux des catholiques romains libéraux, et le docteur Clay-

ton par les conservateurs. Le docteur Kinsey n'était recommandé que par son titre de maçon ; mais tous les frères de l'un et de l'autre parti votèrent pour lui, et il l'emporta sur ses concurrents. « Ainsi, dit le *Freemason's quarterly review*, qui nous fournit ces détails, les passions des parties et les haines de religion disparaissent devant la bénigne influence de la maçonnerie ! »

L'ÉGLISE ET LA LOGE. — Il y a deux ans, l'évêque de Chersonèse a refusé de donner la bénédiction nuptiale à un pauvre soldat, nommé Millem, qui est depuis plusieurs années frère-servant de la loge de Luxembourg. L'évêque a déclaré ne vouloir consentir à bénir le mariage de ce soldat que lorsque celui-ci aura cessé d'appartenir à la maçonnerie. Une chose digne de remarque, c'est que Millem s'était déjà marié deux fois dans les mêmes circonstances, sans que le clergé eût mis la moindre entrave à la bénédiction nuptiale. Ce n'est que depuis l'installation du nouvel évêque à Luxembourg que les francs-maçons sont mis au ban de l'Église. Millem, qui, bien que franc-maçon, est très-bon catholique, a voulu recevoir la bénédiction nuptiale sans renoncer à la maçonnerie. Il a fait des démarches près de l'évêque et même auprès du roi, mais en vain ; il a fallu qu'il se contentât de se faire marier à la municipalité. Les maçons, qui sont nombreux et puissants à Luxembourg, en ont témoigné un vif mécontentement. Le peuple se venge par des épigrammes. Le vin de l'année qui a précédé l'arrivée de l'évêque étant très-mauvais, on l'a généralement baptisé du nom de *Vin Chersonèse*.

FAITS DIVERS.

FRANCE. — Dans la chambre de correspondance, venait, le 6 janvier, la discussion des termes de la circulaire ayant pour objet de faire connaître aux ateliers l'arrêt de mort maçonnique prononcé par le Grand-Orient contre le frère Clavel, pour le seul fait de la publication d'un journal. On connaît le texte de cette pièce ; nous l'avons rapporté ci-dessus. Plusieurs frères ont demandé des suppressions de paragraphes, proposé des amendements, qui n'ont pas été admis, bien que le secrétariat lui-même y donnât son adhésion. Enfin on a passé au vote sur l'ensemble. Le nombre des votants était de seize. Il y a eu partage, et la circulaire n'a été adoptée, après deux épreuves par assis et levés, que parce qu'on a donné

un double suffrage au président. Voici les noms des frères qui ont voté pour la circulaire : les frères Lefebvre d'Aumale, Taskin, Boucher-Lemaître, Charassin, Cauchois, Morand, Tarroux père et Bourgeois. Les frères qui la repoussaient sont : les frères Godquin, Ferdinand Pillot, Mongenot, Drot, Pagnerre, Bugnot, Besquait et Jurain. A chacun ses œuvres.

— Le lendemain, 7 janvier, la chambre symbolique a prononcé la démolition de la loge *Jérusalem-Écossaise* pour les faits que nous avons rapportés dans notre dernier numéro, page 146. Pourquoi démolir cette loge, qui annonçait son passage au Suprême-Conseil ? Ne suffisait-il pas de constater qu'elle cessait d'appartenir à la correspondance du Grand-Orient ? Il est fâcheux que, lors même que le sénat maçonnique a raison, ses décisions soient marquées au coin de la colère.

— Bien que la commission permanente eût fait imprimer, sans autorisation du Grand-Orient, son rapport sur la question *du secret en maçonnerie*, elle n'a pas laissé de le lire de nouveau dans la séance trimestrielle du 10 janvier ; et elle a conclu à ce que le Grand-Orient rappelât les loges et les maçons à l'exécution des articles 203, 215 et 277 des Statuts-généraux, qui interdisent la libre publicité en matière maçonnique. Plusieurs membres, notamment les frères Baudin, Maggiolo, Bugnot et Pagnerre, se sont fortement élevés contre la décision proposée, et ont fait valoir des arguments de la plus grande valeur en faveur du principe de la publicité. Le frère Pagnerre, abordant ensuite la discussion sur le terrain de la forme, a soutenu que les conclusions de la commission étaient inadmissibles ; qu'elles mettaient en question les règlements généraux eux-mêmes, puisque demander l'exécution spéciale de quelques dispositions de ces Statuts, c'était déclarer implicitement qu'il était licite de violer les autres. Nous regrettons de n'avoir pu recueillir les différents discours prononcés dans cette séance, où tout a été dit pour et contre ; nos lecteurs auraient pu juger de quel côté étaient la raison et le bon droit. Nous passerons sous silence ce qui a eu lieu lorsqu'il s'est agi de voter ; nous ne parlerons pas de la nécessité où nos amis se sont trouvés de définir les expressions les plus élémentaires en usage dans les assemblées délibérantes ; notre mission est plus haute et plus fraternelle, quel que soit le rôle d'opposants qu'il nous faille subir. Qu'il suffise de savoir que l'ordre du jour proposé n'a pas été ac-

cueilli, et que les conclusions de la commission ont été adoptées.

— Un grand-orient extraordinaire s'est réuni, le 15 janvier, pour statuer sur la rédaction du procès-verbal de la dernière fête solsticiale. Ce procès-verbal a été sanctionné. On avait bien demandé qu'il fût modifié dans la partie où se trouvaient reproduites les paroles prononcées par le frère Bertrand, représentant particulier du grand-maître, relativement aux protestations de bon-vouloir et de fraternité du Suprême-Conseil, rapportées par le frère Guilhery (1); mais cette proposition a été repoussée. L'ordre du jour indiqué dans la convocation se trouvant épuisé, il semblait qu'on dût immédiatement lever la séance : il n'en a pas été ainsi. Le frère Lefebvre d'Aumale, qui présidait, a invité le frère Pagnerre à s'éloigner un instant ; puis il a consulté l'assemblée pour savoir si elle entendait que ce frère fût renvoyé devant le grand jury pour sa participation à la circulaire de la *Clément-Amitié*. Quelques frères ont fait remarquer que l'ordre du jour ne mentionnait pas de délibération sur ce sujet, et que dès-lors il serait plus régulier de renvoyer l'affaire à une séance spéciale. Une assez forte majorité a rejeté l'ajournement, et le fond de la question a été mis en délibération. Le frère Elie Boisdon a fait valoir, en faveur du frère Pagnerre, un premier ordre du jour prononcé par la chambre de correspondance et motivé sur la justification victorieuse des termes de la circulaire incriminée, présentée par le frère lui-même. On a été ensuite aux voix, et il a été décidé, à l'unanimité, que l'affaire n'aurait pas de suite. On a rappelé immédiatement le frère Pagnerre ; le président l'a félicité sur le résultat de la délibération ; et, en gage de réconciliation, il lui a offert et donné l'accolade fraternelle. Cela est à merveille ; mais alors pourquoi avoir condamné, comme complice, le frère Clavel à six mois de privation de ses droits maçonniques ? Une pareille partialité serait qualifiée d'iniquité dans le monde profane : quel nom lui donner dans la maçonnerie ?

— L'article capital du dernier *Bulletin trimestriel* est le rapport sur la colonie agricole et industrielle de Petit-Bourg, fait par le frère Pagnerre, un des membres du Grand-Orient qui demandent avec le plus d'énergie et de persévérance les améliorations et le progrès dans nos institutions maçonniques. Nous recommandons

la lecture de cette pièce à ceux de nos frères qui seraient désireux de se prononcer en connaissance de cause entre nos adversaires et nos partisans. Ils pourront consulter, comme objet de comparaison, le rapport relatif à la question du *secrel en maçonnerie* inséré dans le même numéro ; et ils décideront alors de quel côté se trouvent la raison, la modération et les sentiments véritablement fraternels.

— Le *Bulletin trimestriel* blâme, comme nous l'avons fait nous-mêmes, ce qui s'est passé à Belleville lors des obsèques du frère Luczot. Peut-être croira-t-on qu'il se borne à rappeler les préceptes maçonniques violés dans cette circonstance. Non ; il menace des peines portées en l'article 379 des Statuts les frères assez ignorants de leurs devoirs pour commettre la même faute ! La minorité directrice du Grand-Orient, qui rédige cette feuille, compte-t-elle donc assez peu sur le bon-vouloir et sur l'intelligence des maçons, pour qu'elle se croie constamment obligée d'invoquer les rigueurs de la loi à l'appui de ses recommandations ?

— Une nouvelle loge, l'*École-de-la-Sagesse*, à Avignon, a formé une demande de constitution près du Grand-Orient. Une autre loge, sous le titre d'*Orion*, qui était en sommeil, s'est adressée à la même autorité pour obtenir la faculté de reprendre ses travaux.

— Le Grand-Orient a accordé des lettres d'érection de chapitres, le 18 décembre, à la loge les *Disciples-d'Hiram*, à la Pointe-à-Pître (Guadeloupe), et, le 22 janvier, à la loge *Saint-Auguste-de-la-Bienfaisance*, à Boulogne, près Paris. Il a également constitué, le 8 janvier, un conseil de kadoschs près la loge la *Grandeur*, à Bordeaux.

— Le festival annuel donné par la commission de la maison centrale de secours maçonnique, sous le patronage et dans le local du Grand-Orient, rue de la Douane, 12, aura lieu le 8 du mois de mars prochain. Le prix d'admission est de 10 francs par frère et de 5 francs par sœur. Les profanes ne sont pas reçus. Dans notre prochain numéro, nous ferons connaître le programme de la fête et les noms des frères chez qui on pourra se procurer des cartes d'entrée.

— La loge les *Hospitaliers français*, à Paris, en quittant le Suprême-Conseil pour se ranger dans la correspondance du Grand-Orient de France, ajouta à son titre le mot : *régénérés*. Il lui parut alors nécessaire de faire quelques changements à son drapeau, et c'est par suite de cette

(1) Voir notre dernier numéro, page 150.

nécessité qu'elle a procédé, le 14 janvier, à l'inauguration d'une nouvelle bannière, qui lui avait été offerte, comme un témoignage d'attachement, par trois de ses membres. La cérémonie avait réuni un grand nombre de frères et s'est accomplie au milieu du plus profond recueillement. Le vénérable a prononcé un discours approprié à la circonstance et a retracé en terminant les obligations que contractent des maçons qui ont inscrit sur leur bannière le mot : *Hospitaliers*.

— Le frère Guerrier de Dumast est mort dans le courant du mois de décembre dernier. Il fut d'abord zélé maçon et un des membres les plus distingués de la loge *les Artistes*, qui comptait dans ses rangs des illustrations de tous les genres. Il est l'auteur d'un poème intitulé : *la Maçonnerie*, œuvre littéraire remarquable, qu'enrichissent de nombreuses notes, où un immense savoir s'unit aux plus ingénieuses déductions. Tout-à-coup il renia son passé, brûla de ses propres mains tous les exemplaires de son poème qu'il put réunir, et se jeta à corps perdu dans les pratiques d'une dévotion outrée. C'était un noble cœur et un beau caractère, mais un esprit inquiet et rêveur. Il avait tout un avenir de gloire devant lui ; il s'est éteint dans un cilice !

— La maçonnerie vient aussi de perdre le frère Azaïs, fameux par son système des compensations et par son élocution si fluide et si attrayante. Né à Sorèze, le 1^{er} mars 1766, il est mort à Paris, le 23 janvier 1845. La loge *les Trionosophes* lui avait donné la lumière le 5 août 1834. Il était alors âgé de 69 ans.

— Une lettre de Bordeaux porte ce qui suit : « Nos loges sont en grande partie languissantes et désertes. Ici, comme à Paris, les frères dévoués attendent avec anxiété que le Grand-Orient débarrasse notre Ordre des éléments hétérogènes qui se sont introduits dans sa composition et au milieu desquels nous essayerions vainement de travailler à atteindre notre but. Plusieurs ateliers de cette ville ont adressé à l'autorité maçonnique des observations et des avis sur les modifications à apporter aux Statuts-généraux. Veuillez le Grand-Architecte éclairer la commission chargée de préparer une œuvre aussi sérieuse et de si grave conséquence ! »

— Il y a quelque temps, plusieurs frères distingués de Bordeaux, à la tête desquels était le frère Débessé, vénérable de la loge *l'Étoile de la Gironde*, conçurent le dessein de former une caisse centrale de bienfaisance. Ce projet, communiqué à toutes les loges, a été favorablement

accueilli ; et tout fait espérer que l'établissement pourra fonctionner avant un mois.

— « Tous les ateliers bordelais, nous écrit un de nos correspondants, ont fêté la Saint-Jean-d'hiver. *L'Anglaise*, n° 201, a donné à sa fête une pompe inaccoutumée. L'heureuse disposition du local, le grandiose et la richesse du temple, et surtout le nombreux personnel de cet atelier, lui fournissent les moyens de célébrer avec un éclat convenable les solennités de l'Ordre. Une colonne d'harmonie, composée des meilleurs artistes de nos théâtres et d'un grand nombre de professeurs de cette ville, y est attachée, et donne aux tenues de la loge un attrait et un charme de plus. » Notre correspondant ajoute que *l'Anglaise* a fait de brillantes acquisitions littéraires, et qu'un des frères nouvellement affiliés va commencer un cours de doctrine maçonnique qui promet d'offrir un très-grand intérêt, si l'on doit en juger par le vaste savoir et la brillante élocution de l'orateur.

— La loge d'Avize, *les Vrais amis de l'ordre*, va devenir propriétaire d'un terrain et élever un temple. Tous les frères se sont empressés de souscrire avec un désintéressement vraiment exemplaire. « Nous augurons beaucoup de bien de cette mesure, nous écrit-on ; elle réchauffera l'ardeur des frères ; elle ajoutera au prestige de la maçonnerie au-dehors ; elle montre tout ce qu'a pu faire la forte et intelligente direction de notre vénérable, le frère Lecureux, dans une petite loge de trente-huit membres seulement. »

— On nous écrit de Calais, le 22 janvier : « Le 12 de ce mois, en vertu de constitutions accordées, le 8 octobre 1844, par le Grand-Orient de France, la loge *la Bienfaisance* a été installée par le vénérable et les deux surveillants de la loge *l'Amitié*, de Boulogne-sur-Mer, délégués à cet effet par le Grand-Orient. Une députation de cette loge, accompagnée de nombreux visiteurs, des députations des loges *la Trinité*, et *la Vertu*, de Dunkerque, de *la Persévérance*, de Calais, auxquelles des visiteurs de ces ateliers s'étaient joints, sont venues témoigner à la loge naissante les sentiments fraternels dont ses aînées sont animées pour elle. La cérémonie a été suivie d'un banquet, dans lequel les maçons des divers ordres étaient confondus pour ne former qu'une même famille, célébrant en commun le jour heureux qui les réunissait. »

— Une conformité de terminaison dans les noms des deux loges de Calais nous a fait commettre dans notre dernier numéro, page 146, une erreur peu importante au fond, mais que nous rec-

tifierons néanmoins pour l'acquit de notre conscience : ce n'est pas de la loge *la Bienfaisance* que le frère Bizot est le député ; c'est de la loge *la Persévérance*.

— Nous avons rapporté, d'après notre correspondance privée et d'après le journal *le Barbier de Lille*, ce qui s'était passé, le 29 décembre, relativement à la condamnation de *l'Orient*, dans la tenue de fête d'Ordre de la loge *la Fidélité*. Nous empruntons en outre à la feuille lilloise des détails sur ce qui a précédé et suivi l'importante décision de cette loge :

« Un grand nombre de frères visiteurs et de députés étaient venus concourir à la solennité du jour et resserrer avec les membres de l'atelier les liens d'une institution qui, en présence des prétentions toujours croissantes du parti prêtre, est loin encore d'avoir accompli sa mission de tolérance et de progrès. Les députations de Gand et de Liège ont été surtout l'objet des plus vives sympathies de la part de leurs frères de France : la lutte courageuse qu'ils soutiennent en ce moment dans leur pays contre le clergé, les révoltantes persécutions auxquelles ils sont en butte, les sourdes menées dont ils tombent victimes, tout faisait un devoir aux membres de *la Fidélité* de donner à ces maçons un témoignage éclatant de sympathie et d'admiration. A leur introduction dans le temple, les députés de Liège et de Gand répondirent aux allocutions du vénérable par des paroles chaleureuses et vivement senties ; le vénérable de la loge *les Vrais-Amis* de Gand, homme d'une érudition rare et profonde, se fit surtout applaudir par la plus énergique improvisation.... On procéda ensuite à l'initiation de plusieurs profanes dont les épreuves morales furent satisfaisantes, et on entendit après deux remarquables discours prononcés par le frère orateur et le frère secrétaire de la loge....

« Après une courte suspension, tous les membres présents se rendirent processionnellement dans la salle de banquet où un splendide repas fut servi. Toutes les santés d'usage furent portées et acceptées avec le plus vif enthousiasme ; celle des officiers dignitaires de *la Fidélité*, des frères visiteurs et députés, excita surtout les bravos les plus sympathiques. Trois frères furent désignés pour y répondre : un frère de *la Fidélité*, au nom de cette loge, le vénérable de Gand, au nom des *Vrais-Amis* de cette ville, et un député de Liège au nom de la maçonnerie belge. Le premier de ces frères, qui avait pris pour texte de son allocution la théorie du progrès, prouva com-

bien il était facile d'allier les réformes sociales avec le plus sincère amour de l'Ordre et la plus parfaite modération ; le deuxième, abordant la question de l'influence de la maçonnerie sur la civilisation, démontra quel était son véritable but et les moyens d'y parvenir pacifiquement ; le troisième enfin, après avoir déroulé dans la plus saisissante improvisation tous les maux que l'ultramontanisme et le jésuitisme font actuellement peser sur la Belgique, fit des vœux pour voir sortir la maçonnerie victorieuse de la lutte où elle est aujourd'hui engagée. La plus franche cordialité ne cessa de régner un seul instant pendant tout le repas, qui se prolongea fort avant dans la nuit et fut égayé par des symphonies, des chants, des pièces de vers, etc. »

BELGIQUE. — La loge *les Vrais-Amis*, de Gand, vient de publier, en une brochure de seize pages, le précis de ses travaux depuis le 12 décembre 1843 jusqu'au 14 décembre de l'année suivante. On s'étonne du nombre et de la variété des objets historiques, scientifiques, artistiques, qui en ont fait la matière dans un si court espace de temps, et qui ont encore permis à beaucoup de membres de l'atelier d'assister comme députés aux séances solennelles de la plupart des loges de la Belgique, de la Hollande et du nord de la France. Nous le disons à la louange des *Vrais-Amis* : nous ne connaissons pas une seule loge où tant de lumières se trouvent réunies, où la maçonnerie soit cultivée avec autant de zèle et soit autant prise au sérieux. Elle possède une riche bibliothèque, des archives très-précieuses et un musée archéologique dans lequel les antiquités de la maçonnerie tiennent une place importante. Le frère C.-A. Vervier est le vénérable de cette loge.

ALLEMAGNE. — Le banquier Salomon Heine, oncle du fameux poète Henri Heine, que la loge *les Trinosophes* compte aujourd'hui au nombre de ses membres, est mort millionnaire à Hambourg. Son testament contient un legs de 1,000 florins (1,900 fr.) en faveur des hospices de francs-maçons de la ville. Salomon Heine n'était pas initié, et il n'ignorait pas que beaucoup de loges allemandes, et de la ville de Hambourg elle-même, repoussent les juifs de l'initiation.

IRLANDE. — Sterne, le célèbre auteur du *Voyage sentimental*, a été enterré avec les cérémonies maçonniques dans le cimetière de St-Georges, sur la route de Bayswater. Un modeste monument funéraire lui fut érigé par ses frères, mais aujourd'hui l'inscription en est presque complètement effacée. « Nous espérons, dit une feuille maçoni-

que, que nos frères ne négligeront pas plus longtemps de la faire rétablir. »

— On écrit de Charleville (Irlande) : « Les frères de la loge *l'Émeraude*, n° 139, se sont assemblés à Mountmelick, suivant l'ancien usage, pour célébrer la fête de la Saint-Jean. Les officiers de l'année précédente ont été réélus, et les frères se sont réunis dans un banquet auquel assistaient plusieurs membres des loges du voisinage.

— La prospérité de la maçonnerie soulève encore de temps en temps des attaques de la part des envieux et des gens peu éclairés. Une justification triomphante de la Société vient d'être publiée par le frère Mils Burke O'Ryan, vénérable de la loge n° 206, à Dublin. Elle est dédiée au frère Turnell, grand-maître de North-Munster. Cette noble apologie, de la part d'un frère zélé et plein de talent, est de nature à réduire définitivement au silence nos ennemis laïcs ou cléricaux qui persistent encore à essayer d'attaquer l'ancienne et honorable société des francs-maçons. (*Freemason's quarterly review.*)

AMÉRIQUE. — L'assemblée annuelle de la Grande-Loge de Kentucky a eu lieu le 26 août dernier. Des représentants d'un grand nombre de loges s'étaient empressés de s'y rendre. Le grand-maître a déclaré que, depuis l'assemblée de l'année dernière, il avait accordé des constitutions à neuf loges nouvelles.

Le premier jour de la session, on a fait une collecte en faveur du *Collège maçonnique du Mississippi*. Le second jour, on s'est rendu processionnellement, suivant l'usage, à l'église méthodiste épiscopale, où un discours a été prononcé par le révérend frère Henkle, grand orateur.

À la suite d'un rapport présenté par le comité de *l'Asile pour les orphelins maçons*, la Grande-Loge a voté une série de résolutions portant qu'elle procéderait à la nomination d'un comité d'éducation composé de six maîtres-maçons, lesquels se feraient chargés de pourvoir à l'éducation des orphelins maçons, d'en surveiller la direction, d'affecter sur les revenus de l'Ordre la portion nécessaire à cet objet, etc. Une résolution subséquente a décrété que chaque maçon dans l'état de Kentucky, serait tenu de s'imposer une contribution d'un dollar, afin d'assurer l'accomplissement de l'œuvre d'éducation charitable.

Enfin la Grande-Loge a décidé que toutes les loges dépendantes de sa juridiction devraient également s'occuper de pourvoir à l'éducation des enfants des maçons défunts, qui se

trouvent dans leur circonscription. En cas d'insuffisance de moyens, la Grande-Loge s'engage à envoyer les fonds qui manqueraient.

— La Grande-Loge du Mississippi a voté des résolutions absolument semblables sur cette importante et intéressante question.

— Dans sa réunion annuelle du 26 août 1844, la Grande-Loge de Kentucky a adopté une résolution portant que le *Miroir maçonnique*, actuellement publié à Maysville, par le frère Basile D. Crookshanks, est et sera l'organe avoué de la Grande-Loge de Kentucky, et qu'on recommandera ce recueil au patronage de la confraternité en général.

— On écrit de Vicksbourg (Mississippi) en date du 25 septembre 1844 : « Notre Ordre continue à se maintenir dans un état florissant, bien que la chaleur excessive de l'été qui vient de s'écouler ne nous ait pas permis de nous réunir souvent. Le 28 août dernier, la loge *Tappan*, à Brownsville, a célébré l'anniversaire de sa fondation, laquelle ne remontait qu'à une année. Cette loge avait commencé avec sept membres, et on en compte aujourd'hui près de quarante. Des témoins oculaires m'ont assuré que cette cérémonie était une des plus brillantes qui se soient jamais vues dans cet état. On y comptait près de soixantedix maçons et une centaine de dames, parentes des membres de l'Ordre ; chacune d'elles portait une écharpe de la couleur indicative du grade auquel son parent appartenait. La fête, commencée par une prière, a été terminée par un banquet suivi d'un bal.

« Nous devons nous féliciter de ces démonstrations de la part du beau sexe, car elles ont toujours puissamment contribué aux progrès de l'Ordre. »

— Les nouvelles de l'état de Michigan portent que quatre loges maçonniques, dont les constitutions avaient été visées par la Grande-Loge de l'état de New-York, viennent de se réunir et de former une grande-loge. Les malheureux dissentiments qui avaient éclaté dans ces derniers temps parmi nos frères ont, dit notre correspondant, complètement disparu, et l'Ordre est à présent en pleine prospérité. Le général Cass, ex-grand-maître, a procédé à l'installation des officiers.

— La maçonnerie n'a jamais été aussi florissante dans la ville de Saint-John ; les citoyens les plus distingués et les plus respectables demandent à l'envi l'affiliation. On ne compte à présent pas moins de six loges, dont voici les noms : *Albion*, — *Saint-John*, — *Hibernian*, — *Port-*

land-Union, — Mark-Loge, Carlton, — Royal-Arch, Carlton.

LITTÉRATURE MAÇONNIQUE.

LE FRANC-MAÇON DE LISBONNE.

(Suite et fin.)

Avant d'en venir à l'histoire de la novice que nous avons laissée baissant les yeux et prête à répondre à l'interrogatoire de sa supérieure, nous demandons la permission de retourner à bord de la frégate, qui a eu tout le temps de lever son ancre, d'entrer avec le crépuscule dans la magnifique rade de Lisbonne, et de mouiller au milieu de deux cents vaisseaux de guerre ou de commerce dont les pavillons divers venaient d'être amenés au dernier rayon que le soleil avait jeté sur cette capitale. Les voiles avaient été repliées ; et, pendant qu'une portion de l'équipage se livrait à cette occupation essentielle, l'autre recevait l'ordre de mettre à l'eau toutes les embarcations de la frégate. Il en résultait un redoublement d'activité, à travers lequel le père Xavier lançait vainement ses déclamations furibondes. Don Manoël se multipliait pour étouffer, par sa présence, les murmures qu'elles provoquaient ; et, dès que la quille des canots eut touché les eaux du fleuve, il donna l'ordre de débarquer les révérends. Il éprouva une sorte de satisfaction en écoutant le bruit des rames qui le débarrassaient enfin de cette dangereuse compagnie. Mais sa joie fut troublée par la voix sinistre du vieux dominicain. « Adieu, lui criait cette voix du fond du grand canot, comme un *de profundis* parti du fond de l'abîme ; adieu, frère Manoël ; vous aurez bientôt de mes nouvelles. »

Ces paroles ne manifestaient que trop les intentions de l'inquisiteur, et jetèrent une tristesse profonde au cœur de celui qu'elles menaçaient. Mais avant qu'il eût trouvé, dans son imagination, les moyens d'échapper au fanatique ressentiment du père Xavier, le retour de son lieutenant, qu'avait ramené l'embarcation des révérends, lui donna des inquiétudes d'une autre nature. Il apprit les refus du vieux comte d'Alveyras, la disparition subite du prisonnier, dont la détresse et le salut avaient compromis son propre repos ; et le désir d'éclaircir quelques doutes se joignit à l'impatience d'embrasser son vieux père et sa

jeune sœur, dona Leonor, dont il était séparé depuis près de deux années. Il laissa le commandement à son second ; et une demi-heure après, il frappait à la porte de son hôtel. « Mon père ! ma sœur ! » s'écria-t-il en entrant ; et la silencieuse tristesse qui fit place tout-à-coup à l'expression de joie qu'avait excitée sa subite présence, le pénétra lui-même d'une douloureuse incertitude : il retrouva l'empreinte de cette même tristesse sur la figure vénérable de son vieux père, que le retour d'un fils bien-aimé ne put même animer d'un rayon de joie.

Un embrassement convulsif et un torrent de larmes furent les seuls témoignages de sa tendresse ; et ces larmes redoublèrent encore quand la voix de don Manoël eut demandé sa sœur. Le silence du vieillard fut sa seule réponse ; et ce silence était forcé : ses sanglots ne permettaient point à sa voix d'en expliquer la cause. Il montra un siège à son fils d'une main tremblante, s'assit à côté de lui, s'efforça de reprendre ses sens ; et, après avoir interrompu dix fois sa phrase commencée, il lui dit enfin : « Tu demandes ta sœur !... elle vit... peut-être... mais je ne sais où... »

Don Manoël tressaillit à son tour : de sinistres pensées se croisèrent dans son imagination ébranlée ; il se demandait, il demandait même à son père quel rapport il pouvait y avoir entre la disparition de sa sœur et les imprécations que le vieillard avait lancées contre tous les Français à l'aspect du jeune prisonnier.

« Écoute-moi, dit le vieux comte, et tu verras s'il m'était possible d'accorder cette hospitalité que tu me demandais. Quelques mois après ton départ pour la station du Brésil, et pendant l'ambassade de ce même général Junot qui menaçait aujourd'hui notre indépendance, une corvette française vint s'établir dans la rade de Lisbonne. Au nombre de ces officiers que les familles les plus considérables s'empressèrent d'accueillir se trouvait le jeune Adolphe de Salbris, un de ces hommes à la mode qui placent leur honneur à perdre celui des femmes, et qui comptent pour rien les larmes et le désespoir de leurs victimes. L'aménité de son caractère, la distinction de ses manières, la brillante éducation qu'il avait reçue, les agréments de son esprit, lui avaient ouvert tous les salons de la noblesse, et ma maison l'accueillit comme les autres. Je ne songeais pas que j'étais père de la plus belle, de la plus aimable des créatures. On est imprudent à tout âge. Adolphe de Salbris ne put voir ta sœur sans en être épris, et malheureusement il n'eut qu'à se présenter

pour plaire. Les nombreux rivaux qui se disputaient l'amour et la main de Leonor ne tardèrent pas à reconnaître leur vainqueur ; et ma fille ne prit point la peine de dissimuler sa préférence. Je ne m'opposai point à cet amour. La naissance de M. de Salbris était égale à la nôtre : ses camarades confirmaient l'illustration, l'antiquité de sa famille ; et je croyais à la pureté de ses intentions, à la délicatesse de ses sentiments. Le temps marchait cependant ; et cette liaison, devenue la fable de Lisbonne, donnait lieu à des bruits fâcheux qu'un ami crut devoir me rapporter. Je conçus alors des inquiétudes, et j'écrivis à ce jeune Français pour lui demander une explication. Sa réponse fut des plus rassurantes. Adolphe de Salbris parlait du vif désir qu'il éprouvait de s'unir à l'objet de son amour : il exaltait les vertus de ma fille, et attendait pour se déclarer le consentement de ses parents. La joie de Leonor fut à son comble : j'étais heureux moi-même du bonheur de ma fille ; mais au moment où je me réjouissais avec elle d'une union à laquelle ta sœur attachait la félicité de sa vie, la corvette française cinglait vers l'embouchure du Tage pour gagner le port de Brest, où l'appelaient de nouveaux ordres.

Un rival de M. de Salbris se fit un malin plaisir de venir nous annoncer ce départ, auquel je refusai de croire. Leonor fut habile à se flatter et à me rassurer moi-même. Elle trouva mille raisons pour justifier son amant. « Salbris ne s'appartient point, disait-elle ; l'ordre de départ a dû le surprendre ; il n'aura pas eu le temps d'écrire une seconde lettre, il s'acquittera de ce devoir dès son arrivée en France. » Sans partager cette confiance exagérée, je ne voulus point ruiner les espérances de ta sœur, et je l'aidai à cacher notre incertitude aux yeux d'un monde que la jalousie des prétendants sacrifiés remplissait d'injurieuses conjectures. Tourmenté par une vague inquiétude, je crus devoir cependant en écrire au comte de Lima, ministre de Portugal à Paris. Je lui demandai des informations précises sur Adolphe de Salbris, sur sa famille, sur ses mœurs, sur son avenir ; et après un mois de crainte, d'incertitude et d'angoisses, une réponse foudroyante vint porter le désespoir dans mon âme et dans le cœur de la malheureuse Leonor. Adolphe de Salbris, écrivait le ministre, est l'unique rejeton d'une famille honorable, et son mérite lui donne le droit d'aspirer à une fortune rapide ; mais sa main n'est pas plus libre que son cœur : il est uni, depuis six mois, à une de ses cousines...

— Le monstre ! s'écria don Manoël.

— Ce fut ainsi que le nomma ta sœur en tombant évanouie à mes pieds, et la crainte de la voir succomber à sa douleur l'emporta sur la colère. Eh ! pourquoi l'aurais-je condamnée, quand j'avais partagé sa confiance ? M. de Lima ajoutait que, dès son arrivée à Brest, Salbris avait été appelé à Paris ; le ministre l'avait vu, il lui avait reproché l'indignité de sa conduite, le déshonneur de ma famille... Ces derniers mots avaient jeté quelques remords dans l'âme de ce jeune homme. Il avait protesté de l'innocence de ma fille ; et s'il l'avait trompée, il se félicitait du moins de n'avoir pas eu le temps de la perdre.

— Et cependant elle vous a quitté, mon père ! Cette fuite dépose contre son innocence.

— Elle n'a pu soutenir les injustices de l'opinion qui l'accusait, ni les regards des prétendants qu'elle avait éconduits, et qui, vengés par la perfidie de Salbris, l'accablaient de leurs insolentes railleries. Elle s'est échappée pendant la nuit, et s'est bornée à me rassurer sur son existence ; mais sa retraite m'est inconnue, et je gémis depuis un mois sur l'inutilité de mes recherches. »

Don Manoël n'écoutait plus son père ; tourmenté d'un vague soupçon, il rassemblait dans sa pensée toutes les circonstances de son dernier voyage ; il cherchait à établir quelque rapport entre les révélations du vieillard et les événements dont il venait d'être témoin. Frappé d'une lueur subite, il demanda le nom de la corvette qui avait stationné à Lisbonne ; et en entendant nommer *la Vigilante* : « Damnation ! s'écria-t-il ; c'était la même ! mon prisonnier n'a pu me le cacher. Ses matelots l'avaient déjà dit.... mais il a balbutié, il a hésité. Son nom, son propre nom n'est pas sorti franchement de sa bouche.... mais il ne se nomme point Jules de Renty.... il m'a trompé.... oui, c'était Salbris lui-même. C'est lui que je vous adressais ; vous le teniez, mon père, vous avez repoussé la vengeance que Dieu vous envoyait par la main de votre fils. Où le retrouver maintenant ? Il connaît Lisbonne ; il aura trouvé facilement un refuge. Oh ! je le découvrirai, fût-il dans les entrailles de la terre. Je vengerai ma sœur, je vengerai mon père, ma maison des outrages d'un perfide.... » Et don Manoël se disposait à sortir, quand le vieillard, plus calme, lui montra l'heure que marquait l'aiguille de la pendule. Tout dormait dans Lisbonne, et don Manoël fut contraint de renvoyer

au lendemain les recherches que méditait sa vengeance.

Celui dont la fuite désespérait le frère de Leonor portait ailleurs, par sa présence, un trouble d'une autre nature. La supérieure de l'hôpital Saint-Joseph n'avait renvoyé toutes les sœurs que pour rester seule avec la novice dont elle connaissait tous les secrets ; et je n'ai plus besoin de la nommer. Leonor s'était en effet retirée dans cette maison. Elle avait tout dit à la supérieure ; et de peur que le comte d'Alveyras ne vint l'arracher à sa retraite, celle qu'elle appelait désormais sa mère était devenue, par esprit de charité et plus encore par intérêt, la complice de sa fuite. La volonté incertaine de la supérieure flottait entre le désir d'enrichir sa communauté d'une fille de grande maison et la pensée secrète de procurer à sa famille un opulent mariage. Sûre de l'innocence de Leonor, elle n'ignorait pas que le marquis de Vallejos, son neveu, s'était mis au nombre des prétendants ; et de peur que d'autres passions ne vinssent à se réveiller, elle cachait avec soin le nom de la jeune novice, dont elle combattait adroitement la vocation naissante. Elle laissait tomber les rumeurs injurieuses qu'avaient accréditées le départ du séducteur, et la disparition de celle qu'on appelait sa victime, mais qui n'était heureusement que sa dupe. La vieille tante du marquis connaissait la puissance du temps, et rassemblait avec soin tous les témoignages qui pouvaient un jour démentir son neveu. Le cri qu'avait jeté Leonor l'avait troublée dans ses calculs, et elle était impatiente d'en savoir la cause.

« Eh bien, ma jeune amie ! lui dit la supérieure dès qu'elle fut débarrassée de ses sœurs, quel nouveau chagrin avez-vous à m'apprendre ?

— Le plus grand de tous, madame ; ce jeune homme que votre maison vient d'accueillir... est M. de Salbris lui-même.

— Impossible ! vous avez été dupe de quelque illusion. Il a quitté Lisbonne depuis deux mois à peine, et dans les circonstances critiques où se trouve le Portugal à l'égard de la France, aucun bâtiment de cette nation n'oserait se montrer dans le Tage, aucun Français n'oserait s'aventurer sur nos côtes, au risque d'y être pris comme espion. Comment M. de Salbris y serait-il venu ? dans quel combat aurait-il été blessé ? Le marquis de Vallejos l'aurait d'ailleurs reconnu.

— Il n'a dû le voir que dans l'obscurité. L'altération de ses traits, sa pâleur extrême, l'ont

d'ailleurs défiguré à tel point, son visage à demi caché par son mouchoir se dérobait si bien aux regards des indifférents, qu'il a fallu les yeux de l'amour pour le reconnaître.

— L'amour est sujet à se tromper ; une image gravée dans une tête ardente se réfléchit sur les objets qui lui sont les plus étrangers. Celui que vous avez cru voir ne peut être à Lisbonne ; mais il m'importe, comme à vous, de vous détromper », ajouta-t-elle en agitant la sonnette.

Une sœur étant rentrée, la supérieure, affectant plus d'indifférence que n'en permettait la charité chrétienne, demanda si on avait eu soin du jeune blessé.

« Oui, madame, répondit la sœur, et le frère Anselme, qui l'a pansé, prétend que dans trois jours la blessure sera presque entièrement cicatrisée. La fatigue l'avait affaibli ; mais il repose, et une bonne nuit le remettra sur pied.

— C'est bien », répliqua la supérieure, en la renvoyant par un geste affectueux. Elle gagna un peu de temps en essayant de calmer l'imagination de dona Leonor, en combattant un amour qui n'était, disait-elle, qu'une source de chagrins sans espoir. Elle prit enfin un bougeoir sur son prie-Dieu, et dit à la jeune novice de la suivre. Elle parcourut quelques dortoirs en ayant l'air de remplir le devoir de surveillance que lui imposait son ministère ; et plus elle approchait du lit que cherchait sa curiosité intéressée, plus elle ralentissait sa marche légère, de peur que le bruit de ses pas et de ceux de sa jeune compagne ne troublât le sommeil du malade. Le cœur de Leonor battait à rompre son corsage ; son voile blanc, ramené sur sa belle figure, la cachait aux regards les plus pénétrants ; elle ignorait sur quelle couche reposait celui que ses yeux allaient chercher ; et croyant le voir partout, elle sentait à chaque pas défaillir sa force et son courage. Bientôt la clarté du bougeoir s'arrêta sur la figure pâle et calme d'un jeune homme endormi ; et Leonor n'eut que le temps de dire : « C'est lui ! » Sa voix s'éteignit tout-à-coup, ses genoux fléchirent ; la supérieure, effrayée, laissa tomber le bougeoir de sa main tremblante pour la retenir dans ses bras, et le bruit que fit le flambeau en roulant sur les dalles réveilla brusquement le jeune malade.

Le bougeoir éteint ne laissait plus à ce dortoir que la clarté vacillante d'une lampe suspendue à la voûte d'un corridor voisin. Salbris, relevé sur son séant, jetait autour de lui des regards étonnés. Il ne vit d'abord qu'une sœur

accourue au bruit, et qui s'efforçait de le calmer en le retenant sur sa couche. Mais bientôt deux autres se dessinèrent à ses yeux dans l'ombre ; une grande figure noire en soutenait à peine une blanche penchée sur son épaule, et ce groupe s'éloignait à pas lents et silencieux pour gagner la porte du dortoir. Des gémissements plaintifs arrivaient à son oreille ; et la sœur qui le retenait était vainement importunée des questions auxquelles son ignorance ne savait que répondre.

Leonor, transportée chez la supérieure, reprit peu à peu l'usage de ses sens et de sa voix ; et toutes les deux s'épuisèrent en conjectures pour pénétrer le mystère de ce retour. Les réflexions se pressaient en foule dans l'esprit de la plus âgée de ces deux femmes. Le séducteur de Leonor était sous le même toit que cette infortunée ; et un pareil secret pouvait éclater à l'instant ; il était impossible de ne point les séparer. Mais que faire de ce Français ! à qui le livrer sans le perdre ? Hélas ! faut-il dire qu'à cette pensée un sourire effleura les lèvres de la supérieure ? Le cœur humain est si bizarre, quand il bat sous l'ascendant de l'égoïsme. Le désir de délivrer le marquis de Vallejos d'un rival dangereux avait un moment surpris la délicatesse de la vieille tante. De telles pensées arrivent presque toujours, dans les circonstances difficiles, sans qu'on sache d'où elles viennent : c'est le génie du mal qui se glisse à travers les intentions les plus pures ; c'est comme un démon qui parle à l'oreille des plus honnêtes créatures. Mais ces pensées criminelles ne font que passer : la conscience se soulève, et le cœur en frissonne comme d'un malheur qu'on vient d'éviter. Ce retour à la raison ne donnait pas pourtant à la supérieure le moyen de sortir d'embarras ; et Leonor n'était pas plus tranquille. La perfidie de Salbris avait à peine affaibli l'amour de la sœur de don Manoël : l'aspect du perfide le lui avait rendu tout entier. La supérieure ne tarda pas à s'en apercevoir, et s'efforça d'étouffer une exaltation qui tenait du délire. Une cellule qui dépendait de sa chambre, comme un boudoir de celle d'une Parisienne, reçut la jeune novice. Elle était là sous les yeux de son austère surveillante ; mais le sommeil fut lent à venir ; et son réveil devança le jour, qui ne lui apporta ni du repos ni des consolations.

La supérieure, éveillée plus tard que sa jeune novice, s'était empressée d'écrire à son neveu pour réclamer un service éminent de son amitié ; et midi sonnait à peine que le marquis de Vallejos

fut annoncé chez sa grand'tante. Elle le fit introduire de suite et défendit aux tourrières de laisser entrer personne.

« Connaissez-vous le jeune homme que vous m'avez amené hier ? demanda-t-elle au marquis.

— Non, madame ; je l'avais pris dans une rue assez obscure ; et comme il avait tenu constamment son mouchoir sur son visage, je m'en étais rapporté à sa bonne mine... mais...

— Avez-vous un domestique dont vous puissiez répondre ? pouvez-vous disposer à l'instant même d'une voiture ?

— Oui, madame ; l'un et l'autre seront à vos ordres.

— Il faut que ce jeune homme soit reconduit sur-le-champ hors de Lisbonne, accompagné même jusqu'à la frontière d'Espagne. »

Le marquis sourit comme un homme qui en savait beaucoup plus qu'on ne le croyait ; mais il ne concevait pas l'intérêt que la supérieure des hospitalières mettait à favoriser ainsi la fuite du jeune Français. A son âge, on ne dissimule pas longtemps ; et pour mettre la grand'tante plus à l'aise, il lui demanda le motif de sa bienveillance pour M. de Salbris.

« Vous savez donc que c'est lui ?

— Je le présume, car je viens d'être brusquement séparé d'un gentilhomme qui en veut à sa vie. » Il raconta alors l'arrivée de don Manoël, le combat de sa frégate, la captivité de Salbris, le nom qu'il s'était donné pour tromper la vengeance de son vainqueur, l'ignorance de don Manoël à l'égard des événements qui avaient troublé sa famille. Il a tout appris de son père, ajouta le marquis ; et, après avoir couru tout Lisbonne, ayant découvert que j'avais recueilli sur le pavé un officier blessé, il est venu me supplier de le mettre sur les traces du fugitif, dont il voulait, disait-il, punir la perfidie... A l'aspect d'un ressentiment sanguinaire, j'ai hésité à lui désigner l'asile qui avait reçu mon heureux rival ; et j'ai attendu que sa colère, un peu calmée, m'eût juré de s'en tenir à un cartel, avant de lui révéler la retraite de Salbris. Nous marchions enfin vers cette maison, et nous allions en franchir le seuil, quand les sbires du Saint-Office ont enveloppé, désarmé et arrêté mon malheureux ami.

« Mon frère ! » s'écria dona Leonor en se précipitant hors de la cellule d'où elle avait tout entendu ; et cette apparition jeta le marquis de Vallejos dans la silencieuse stupeur d'un homme qui n'a ni voix ni expression pour rendre sa surprise. « Monsieur, poursuivit Leonor, pourquoi mon

frère est-il arrêté ? quel crime a-t-il commis ? que lui veut l'Inquisition ? Parlez. Juste ciel ! n'est-ce pas assez des chagrins que j'ai causés à mon père ! Ce malheureux vieillard sera-t-il aussi privé de son fils ? »

Le marquis retrouva enfin la parole. Parmi les injures que les familiers du Saint-Office avaient proférées contre don Manoël, il avait remarqué le nom de franc-maçon, et il avoua qu'il attribuait à cette qualité les persécutions dont il était l'objet.

La supérieure frémit de cette supposition ; et prenant un air sévère, elle demanda à son neveu si son amitié pour don Manoël ne l'avait point entraîné dans ce lieu de perdition ; mais elle se souvint tout-à-coup qu'elle était en présence de la sœur du proscrit ; qu'elle avait intérêt à la ménager, et débarrassa bien vite le marquis de la nécessité de répondre à une question qui l'avait légèrement troublé. « Ainsi, dit-elle, je puis vous confier M. de Salbris : vous protégerez sa fuite jusqu'à la frontière !

— Et vous ne l'accompagnerez point vous-même ? interrompit Leonor dont le cœur était en ce moment partagé entre les deux objets de son affection ; vous ne pouvez abandonner mon frère, vous le défendrez contre la calomnie, vous emploierez tout votre crédit et celui de votre famille pour l'arracher au péril qui le menace.... Quant à M. de Salbris, ajouta-t-elle, vous sentez que l'humanité seule me fait désirer son salut...

— Vous avez trop à vous plaindre de lui, répondit Vallejos, pour que je vous prête un autre sentiment. Toutes vos intentions seront remplies. A l'entrée de la nuit, une voiture, conduite par un de mes domestiques, viendra prendre M. de Salbris ; et vous me permettrez d'ajouter que je suis trop intéressé à l'éloigner de certains regards, pour ne pas m'en occuper avec toute l'ardeur d'un rival. C'est donc à moi-même que je rends service, et je ne demande à la reconnaissance de dona Leonor que le souvenir des efforts que je tenterai pour sauver don Manoël.

— Et ce service ne sera point perdu, je l'espère, observa finement la supérieure en désignant de l'œil celle qui baissait les yeux en rougissant ; je crois même que dona Leonor ne sera point fâchée de savoir jour par jour la nature et les progrès de vos démarches : je n'ai pas besoin d'ajouter que vous lui garderez le secret de sa retraite.

— Oh ! non, madame, interrompit Leonor qui, jusque-là, ne savait si elle devait ratifier

les obligations que lui imposait la supérieure, ou mécontenter un jeune homme qui lui offrait de sauver les deux objets de son affection ; non, madame, ma place est désormais auprès de mon père : il n'a plus d'autre consolation que la tendresse de sa fille. »

La supérieure combattit vainement cette résolution subite. Le marquis de Vallejos, qui, sur quelques signes d'intelligence de sa tante, s'était flatté d'être seul admis dans ces mystérieux entretiens, fut le premier à l'approuver, quand dona Leonor eut ajouté qu'elle n'osait, qu'elle ne pouvait plus demeurer sous le même toit que Salbris. Il fallut appeler le chapelain de la maison, écrire au vieux comte d'Alveyras, et la renvoyer sur-le-champ auprès de son père, sous la guimpe de novice, pour offrir au vieillard un témoignage nouveau de la sainte retraite qu'elle s'était choisie. Mais pour vaincre la résistance de la supérieure, elle promit de son côté de rentrer dans son couvent, d'y prononcer même des vœux éternels, quand son frère serait rendu à la liberté et à sa famille. Ces derniers mots étouffèrent dans le cœur de Vallejos l'espoir qu'y avait ramené la rentrée de Leonor dans le monde. Elle s'aperçut de la douleur qu'il n'avait pu contraindre ; et lui tendant la main avec le calme d'une pieuse résignation : « Marquis, dit-elle, vous saurez être généreux sans intérêt ; vous sauvez don Manoël et M. de Salbris sans en exiger la récompense ».

Le marquis se précipita en pleurant sur cette main que lui présentait la plus belle, la plus aimée des femmes ; mais elle s'échappa avant que le baiser de l'amour n'y fût imprimé. La supérieure rassura son neveu, elle encouragea sa bonne volonté ; et le courage lui revint avec l'espérance. Il sut, avant la nuit, dans quelle prison don Manoël avait été renfermé ; il disposa tout pour le départ de Salbris, que sa vieille tante prévint sur-le-champ de ce projet de fuite ; et quand la nuit fut venue, quand sa voiture eut emporté à travers les rues de la capitale un rival qui ne comprenait rien aux attentions dont il était l'objet, le marquis s'achemina vers les quartiers tortueux dont soixante ans auparavant le tremblement de terre avait épargné les sales et vieilles constructions.

On trouve des hommes qui, sans être architectes ni despotes, s'applaudissent, dans l'intérêt de la civilisation, des catastrophes qui détruisent les vieilles cités de l'Europe. Ils n'y mettraient pas le feu comme Néron ; mais, après l'incendie, ils sont tout prêts à se féliciter de pouvoir élever

des monuments plus réguliers et plus modernes. Entre cette opinion et celle des fanatiques du moyen-âge qui raffolent encore des portes étroites et basses, des fenêtres à double ogive, des grossières tentures et des fauteuils de cuir, j'avoue que je me mets du côté des architectes; j'aurais donc préféré me promener dans les beaux quartiers de la nouvelle Lisbonne; mais les carrefours étroits, les rues tortueuses et obscures convenaient en ce moment au marquis de Vallejos et à ceux de ses compatriotes dont il voulait implorer les secours. Il sonna donc à une porte surbaissée, que n'éclairait aucun réverbère, et un portier silencieux l'introduisit sous la sombre voûte d'un corridor étroit, au fond duquel s'ouvrit à son approche un panneau mystérieux. La salle où le conduisit cette nouvelle issue pouvait donner une idée de la confusion qui régna dans la tour de Babel au jour où furent créés le syriaque et le bas-breton, le russe et l'iroquois, le sanscrit et le français. La nouvelle de l'arrestation de don Manoël avait rassemblé tout ce qu'il y avait de francs-maçons dans Lisbonne, et aucun ne songeait à donner à leurs délibérations la solennelle régularité de leurs réunions ordinaires. Les uns tremblaient pour eux-mêmes, et reculaient devant la persécution; les autres, avec plus de courage, ne trouvaient aucun moyen de salut pour celui de leurs frères que le sort avait jeté dans les cachots de l'inquisition. L'état de Lisbonne était d'ailleurs peu propre à les rassurer. Les malheurs qui allaient fondre sur le Portugal soulevaient toutes les passions haineuses qui, dans les crises violentes, fermentent chez les peuples superstitieux. On s'occupait moins de repousser les Français que de gémir d'avance sur les maux que leur invasion allait produire. Il eût été trop simple et trop naturel d'attribuer aux fautes du gouvernement, à la domination des moines, à l'ignorance du peuple, l'avilissement d'une nation qui avait produit des Gama et des Albuquerque, et qui ne trouvait plus, dans une population de deux millions d'habitants, une armée capable d'exterminer vingt-cinq mille étrangers. On aimait mieux s'en prendre aux péchés mortels ou véniels qui défrayaient les prédications des moines, et qui avaient armé la colère divine contre des pécheurs qui donnaient à peine la moitié de leurs journées à la prière et aux cérémonies de l'église. On peut juger du bouleversement qu'avait produit l'arrestation d'un franc-maçon, c'est-à-dire d'un émissaire du diable, au milieu d'un peuple auquel on ne permettait d'autres lectures que celles des

vies des saints, des miracles opérés par les reliques, et des contes de fées que les duègnes et les nourrices enrichissaient de quelques histoires de revenant. Un franc-maçon dans Lisbonne! c'était plus qu'il n'en fallait pour attirer sur cette ville et sur le royaume tous les fléaux inventés pour la destruction du genre humain. Eh! qu'auraient pu cinquante ou soixante jeunes adeptes de l'institution maçonnique! C'était se vouer à la mort que d'essayer à force ouverte la délivrance de don Manoël, et le temps des martyrs était passé.

Cependant, après cent propositions que renversait l'une sur l'autre l'impossibilité de leur exécution, on en vint à réfléchir que les neuf dixièmes des délibérants appartenaient à des familles puissantes, ayant voix à la cour; et que, sans se compromettre, chacun d'eux pouvait employer le crédit de son père ou de son frère, ou de son oncle, en faveur du prisonnier. Bien entendu que chacun renierait son affiliation et contesterait l'existence de l'Ordre en Portugal. Cette contestation était difficile à l'égard du vieux dominicain dont nous avons dépeint le caractère, et qui prouvait l'introduction de cet Ordre diabolique par le supplice de quelques francs-maçons d'Amérique. Don Manoël ne suffisait pas à la vengeance du père Xavier: mais le Français lui était échappé, et Adolphe de Salbris était déjà aux portes de la ville d'Abrantès quand cet inquisiteur eut découvert son entrée à l'hôpital Saint-Joseph. L'apparition tardive du père Xavier dans cette maison n'eut donc pour résultat que de jeter dans l'âme des religieuses, des infirmiers, des malades et des convalescents, l'horreur d'avoir passé une nuit sous le même toit qu'un franc-maçon. Les cinq ou six malades qui avaient dormi dans le même dortoir furent, sur l'heure, transportés dans un autre, en hurlant des *miserere*. Le lit qu'avait profané l'homme abominable en qui se réunissait la double souillure de Français et de franc-maçon, fut traîné dans la cour de l'hospice et livré aux flammes, après avoir été abondamment aspergé par une pluie d'eau bénite. Tous les bénitiers de l'église, des chapelles et des chevets ne purent suffire à la purification du dortoir, à laquelle procéda sur-le-champ le père Xavier, en reprochant à la supérieure la précipitation qu'elle avait mise à lui enlever une seconde victime.

Il en fallait d'autres à sa rage; le vieux dominicain ne pensait pas que cet adepte de la maçonnerie fût le seul Portugais affilié à cette

secte diabolique, et tous les espions du Saint-Office étaient en campagne pour en découvrir. Don José Maria de Mello, évêque des Algarves et inquisiteur-général, était arrivé dans la capitale pour diriger le procès du criminel et la découverte de ses complices, et il avait remis au père Xavier l'instruction d'une affaire que cet inquisiteur du Brésil avait si habilement entamée. Les dénégations de don Manoël n'en suspendirent point la marche : les preuves administrées par le père Xavier, confirmées par les dépositions des matelots qui avaient vu les signes de l'officier français, triomphèrent de ces dénégations aux yeux du tribunal sacré, en dépit de la courageuse persistance de don Manoël au milieu des tortures.

Je ne sais point si mes lecteurs me sauront gré de ménager leurs nerfs que nos modernes romanciers se plaisent à agacer de toutes les manières ; j'avoue que je suis fort incertain là-dessus. On gagne tant d'or et de gloire à découvrir les horreurs mystérieuses, les infirmités morales, les plaies dégoûtantes qui se cachent sous le vernis brillant de notre civilisation avancée, quel esprit le plus consciencieux peut aisément se laisser entraîner par la vogue prodigieuse de cette littérature retardataire qui barbotte en plein moyen-âge devant des spectateurs en frac ou en cachemire. Je perds peut-être ma fortune et ma réputation de romancier en négligeant la mise en œuvre des crics, des chevalets, des étaux, des poulies et autres engins d'investigation judiciaire à l'usage de toutes les inquisitions d'Espagne et d'Italie ; mais je me laisse encore duper par ce précepte latin qui engage tous les faiseurs de romans, de poèmes et de drames, à se presser vers le dénouement ; et pour abrégé ce récit, que j'aurais pu facilement élever jusqu'au volume, je me borne à dire qu'après trois jours de tourments courageusement subis par don Manoël, l'inquisition fut réduite à se contenter d'un seul coupable.

Mais dans les temps que nous décrivons, il ne suffisait déjà plus aux inquisiteurs de prononcer un arrêt de mort pour donner au peuple le spectacle d'un supplice avec accompagnement de pénitents et de san-benito. Le célèbre marquis de Pombal avait aboli du même coup les jésuites et les auto-da-fé ; et depuis plus de trente ans, Joseph I^{er}, son roi, les moines disent son complice, avait décrété qu'aucune sentence prononcée par l'inquisition ne serait exécutée sans l'approbation de la couronne.

Il fallut donc que l'inquisiteur-général, escorté du père Xavier, se présentât au palais de don Jean, prince régent du Portugal, pour demander sa royale signature. Ce prince avait alors d'autres affaires à régler. L'avant-garde de Junot était déjà maîtresse d'Abrantès ; et terrifié par cette nouvelle, le régent avait quitté le monastère de Mafra pour se rapprocher de ses conseillers. Il ne s'agissait plus de chanter au lutrin comme notre roi Robert, il était plus qu'urgent de pourvoir à la défense de la capitale, puisque les frontières et une bonne partie des provinces étaient déjà envahies ; et le conseil était assemblé depuis deux jours, sans avoir rien décidé, quand les chefs de l'inquisition se firent annoncer.

« Salut au révérend don José de Mello, s'écria le prince Jean de Bragance en se levant à son approche ; il sait notre embarras, et s'il nous apporte un moyen quelconque de repousser l'invasion dont nous sommes menacés, il sera le bienvenu.

— Je vous apporte le meilleur de tous, répondit l'inquisiteur-général ; et à ces mots, tous les conseillers de cette couronne chancelante se rapprochèrent des révérends avec l'empressement que donne une espérance imprévue à des gens qui n'en avaient plus. « C'est d'apaiser la colère de Dieu, poursuivit l'évêque des Algarves, et de l'apaiser par le supplice d'un franc-maçon. »

Cette chute fut un coup de foudre pour les hommes d'état aux abois. Chacun reprit lentement son siège autour du tapis vert, et le prince régent laissa retomber sa tête dans ses mains et resta dans un tel abattement, qu'on l'eût pris pour le condamné dont on venait lui demander la tête. Le père Xavier prit alors la parole. « Si le bien et le mal nous viennent de Dieu, dit-il, c'est lui seul qu'il faut désarmer quand il frappe, ou bénir quand il relève. Et quel acte de foi, de justice et de piété peut lui être plus agréable que le supplice d'un de ces hommes qui prêchent aux nations l'indiscipline et la désobéissance ! En est-il de plus odieux que ceux-là même qui renient son nom en le considérant uniquement comme le suprême architecte ! Dans un siècle où la philosophie et l'impiété prêchent à découvert leurs maximes abominables, que ne doivent pas faire et dire ceux qui se cachent dans l'ombre ! Frappez donc cette hérésie nouvelle, prince, et livrez au feu des bûchers l'impie don Manoël d'Alveyras !

— Don Manoël d'Alveyras ! s'écria le prince

régent, celui qui vient d'apporter deux millions de cruzades d'or, qui m'a mis à même de payer ma chapelle et mon orgue de Mafra; de donner, si tel est mon plaisir, un mois de solde à mes troupes sur les douze que je leur dois! Don Manoël d'Alveyras!... » Mais l'exclamation ne fut point terminée par une solution quelconque; et cet effort d'énergie n'ayant pas été plus loin que l'énumération des bienfaits de don Manoël, le père Xavier profita du muet affaissement où don Jean était retombé pour reprendre sa sommation où il l'avait laissée. Il démontra que plus la victime était élevée, plus le sacrifice était méritoire; il ajouta que du bûcher de cet adepte de Satan sortiraient des armées pleines de force et de courage, et que le bras de Dieu les guiderait à la victoire.

Cet espoir ne fut point partagé par tous les conseillers de la couronne. On osa dire que Dieu ne s'apaisait point par des supplices; que si les Français étaient des lions, ils n'étaient pas de l'espèce de ceux que repousse le feu des bûchers, et que venir parler d'auto-da-fé en l'an de grâce 1807, c'était reculer vers les temps de barbarie. Il était évident que l'orateur avait un fils ou un frère dans la maçonnerie, s'il n'y avait pas trempé lui-même; et le père Xavier ne manqua point de l'insinuer dans sa réplique. Mais cette controverse mettait le prince Jean dans un grand embarras. Il était obligé de prendre un parti; et cette science ou cette faculté lui était absolument étrangère. Il ne trouvait à dire que ce qu'il avait déjà dit sur don Manoël, et son esprit irrésolu flottait entre les deux avis dont on venait de l'embarrasser, quand l'arrivée un peu brusque du duc de Vallejós, père du marquis, vint donner une face nouvelle à la discussion. « Prince, dit-il, les Français sont à six lieues de Lisbonne. Le domestique de mon fils a été poursuivi par les chasseurs de leur avant-garde, et votre altesse royale n'a qu'à donner ses ordres. »

— Mes ordres! mes ordres! à qui? où sont mes soldats?... Non, non, que mes vaisseaux s'apprentent à mettre à la voile; qu'on y conduise ma mère, mes enfants; que ma cour se dispose à me suivre; je transporte au Brésil le siège de ma puissance. Ainsi, père Xavier, je n'ai pas le temps de signer la sentence de ce pauvre diable; et s'il vous convient de retourner à Bahia, je vous donne passage sur mon vaisseau. »

Comment dire l'étonnement que produisirent ces paroles, la confusion qui en fut la suite, les lamentations du peuple, l'empressement des fu-

gitifs, l'encombrement des quais, le tumulte, les cris, le désordre d'une capitale que vont abandonner ses maîtres; les ministres, les courtisans courant à leurs hôtels, semant sur leur passage la sinistre nouvelle qui passe de bouche en bouche, de carrefour en carrefour, de quartier en quartier, jusqu'à l'extrémité des faubourgs; les meubles, les effets les plus précieux, les trésors entassés pêle-mêle dans des ballots ou des caisses qu'on roule à grand bruit à travers les rues, qu'on jette dans les chaloupes, dans les canots; des familles entières, femmes, enfants, vieillards, réclamant, envahissant les places vides de ces embarcations encombrées; d'autres se dirigeant à grands renforts de chevaux vers les portes de la ville, cherchant un refuge vers les montagnes de l'Estremadura ou des Algarves; une foule avide, curieuse, inquiète, se croisant, se heurtant, se poussant, questionnant, répondant, jetant des prières ou des imprécations aux fugitifs; l'immense rade bouillonnant sous les rames, des milliers de barques sillonnant les flots, abordant ou quittant les vaisseaux de guerre ou de commerce qui vont emporter au-delà des mers tout ce que Lisbonne a de puissant et de riche; les marchés, les magasins dépouillés pour ravitailler ces navires; les mâtures et les vergues couvertes de matelots; le grincement des cabestans et des poulies, et ce tumulte inexplicable dominé de temps en temps par des malédictions contre les Français que personne ne songe à repousser. Cette flotte de trente-deux navires de tous rangs était depuis long-temps préparée pour ce voyage. Un prudent ministre, don Antonio Aranjó, avait prévu et conseillé cette expatriation comme le seul moyen de sauver l'indépendance de la maison de Bragance; et la détermination subite du prince régent n'était que le résultat un peu tardif de ses conseils.

Bientôt parurent, à travers cette populace désordonnée, les voitures qui amenaient la cour fugitive. La reine Marie, privée depuis quatre ans de sa raison, n'avait pu la recouvrer un moment que pour demander si on quitterait le Portugal sans combattre; et ce cri d'un patriotisme indigné avait été pris pour un nouvel acte de folie. La femme du prince régent, son fils, montra vainement le même courage en présentant ses enfants au peuple; le prince et ses enfants étaient décidés à la fuite. Don Jean de Bragance ne savait répondre que par des pleurs aux instances de sa famille et de ses sujets. Un canot reçut cette famille désolée, qu'accompagnèrent sur les flots

des cris de désespoir et des acclamations de fidélité. Le vaisseau-amiral fit connaître, en hissant la bannière royale, que les maîtres du royaume n'avaient plus d'autre palais en Europe; et un coup de canon fut le dernier adieu de leur détresse. Mais les vents se refusèrent long-temps à cet acte de lâcheté. Cette flotte ne put franchir l'embouchure du Tage qu'après deux jours de lutte et d'impatience; et le peuple de Lisbonne, entassé sur les quais, ou groupé aux fenêtres qui bordaient le port et la rade, contemplait cette résistance des vents et de la mer à la fuite d'une cour épouvantée. La mer et les vents cédèrent enfin; c'était le 29 novembre, et les vaisseaux fugitifs ne s'étaient pas encore dérobés aux tristes regards d'un peuple orphelin, que déjà l'attention de ce peuple était attiré vers les routes des Algarves et du Valentejo. De tous côtés arrivaient, pressés par la peur, des ramas de fuyards que chassaient devant elles les armées de France et d'Espagne. Le lendemain on entendit au loin le roulement des tambours; et bientôt deux ou trois milliers de Français, groupés en avant-garde, entrèrent en conquérants dans une ville qui comptait deux cent quarante mille âmes de population. Vingt mille Français restaient en arrière, non pas en corps d'armée, mais en bandes isolées, éparées, abîmées de fatigue, exténuées par la faim, mouillées jusqu'aux os, cherchant à vivre, et ne trouvant nulle part à combattre. Le temps n'était pas venu : le prestige napoléonien durait encore : devant elles marchaient les grands noms de Marengo, d'Austerlitz, d'Iéna; et le Portugal n'osait lutter contre des géants dont le souffle renversait les empires.

Adolphe de Salbris rentrait dans Lisbonne avec l'avant-garde. En moins de dix jours, deux tristes nouvelles avaient changé sa situation et donné plus d'activité à son impatience. Le guide qui l'avait conduit jusqu'à la porte d'Abrantès, lui avait annoncé l'arrestation de don Manoël; et un aide-de-camp de Junot lui avait appris qu'en lui donnant un fils, sa jeune épouse avait perdu la vie. Nous ne calomnierons pas son cœur : son premier sentiment fut un regret sincère pour celle qu'on avait liée à son existence; mais l'image de l'infortuné qui souffrait pour lui, qui était en danger de périr dans les tortures, pour avoir sauvé sa tête, se mêlait à la triste image de son épouse au cercueil. Il pressait des vœux ardents la marche des Français. Il cherchait une consolation dans l'espoir de rendre à don Manoël le service qu'il en avait reçu; et, en passant du frère à

la sœur, son imagination brûlante s'arrêta un moment à la pensée de rendre à Leonor l'honneur que sa criminelle recherche lui avait peut-être fait perdre. Cette dernière pensée balança bientôt toutes les autres; et, à sa rentrée dans Lisbonne, il était incertain de savoir s'il dirigerait ses pas vers les prisons de l'Inquisition ou vers la demeure du comte d'Alveyras.

La rencontre d'un groupe de jeunes gens termina son incertitude. Il reconnut au milieu d'eux une partie de la joyeuse bande qui, dix jours auparavant, l'avait ramassé au coin d'une borne. Le marquis de Vallejos la conduisait en criant : « Meure l'Inquisition ! Vive don Manoël ! » L'arrivée de Salbris excita un cri de surprise de la part de ceux qui le reconnurent : la vivacité de cette reconnaissance l'empêcha même de remarquer de l'embarras et de la gêne dans les embrassements de Vallejos. Mais tels étaient les progrès de la civilisation et la réputation de clémence que s'étaient faite les Français dans toutes les capitales de l'Europe, que dans toutes ces âmes de vaincus et de vainqueurs il n'existait ni haine ni crainte. Salbris, suivi de soldats et de sapeurs, se joignit à ce groupe qui grossissait en marchant. Une pensée commune les animait tous; et la présence de la porte fatale absorba bientôt toutes leurs pensées.

Cette porte résista long-temps à leurs efforts : l'intérieur de l'immense prison ne répondait que par le sourd retentissement du pesant marteau que Vallejos agitait avec une violence extrême; il fallut recourir aux sapeurs de Salbris. Les poutres de chêne volèrent en éclats sous les coups de la hache, et donnèrent passage à cette foule bruyante. Les sombres corridors et les voûtes résonnèrent sous les pas tumultueux de ce mélange de Français et de Portugais. Dix portes nouvelles furent enfoncées et franchies; on pénétra enfin dans la salle des tortures, et un cri d'horreur partit tout-à-coup des premiers rangs : un corps humain était suspendu à un croc de fer; et le nom de don Manoël fut à la fois répété par Salbris et par Vallejos et par tous ceux qu'avait amenés l'espoir de sa délivrance. On essaya vainement de le rappeler à la vie; le corps conservait encore la chaleur du sang, mais son dernier souffle s'était exhalé; et sur sa poitrine était attaché cet écriteau qui ne laissait aucun doute sur les auteurs de cet infâme assassinat :

« Quand les rois n'osent plus faire justice, c'est à Dieu de veiller au salut des peuples. »

Cette abominable maxime, qui investissait de

l'autorité divine des hommes passionnés, barbares, impitoyables, souleva l'indignation de cette multitude épouvantée. Le nom du père Xavier, accusé par Salbris, fut maudit et voué à l'exécration des siècles. Le jeune Français pressait la main glacée de son malheureux ami. « C'est moi, » se disait-il, c'est moi qui l'ai perdu. Sans moi, « son caractère de franc-maçon n'eût pas été révélé. » Et il ajoutait plus bas qu'il lui devenait impossible de se présenter devant la sœur de l'infortuné dont il avait causé la mort. Un nouveau cri vint l'arracher à sa stupeur : le nom du père Xavier leur fut jeté du haut d'une lucarne qui ouvrait dans cet antre du fanatisme. On crut un moment que l'assassin sacré venait d'être découvert et saisi. Salbris se précipita hors de cette affreuse salle ; et, entraîné par l'espoir de venger don Manoël, suivi de ses sapeurs, guidé par un flot de peuple, il déboucha enfin dans une rue étroite au moment où une voiture était emportée par quatre chevaux vigoureux. La foule, dominée par l'ascendant du vieil inquisiteur, n'avait osé s'opposer à sa fuite ; mais il fut nommé par toutes les bouches ; et Salbris s'élança au pas de course sur les traces de la voiture fugitive. Bientôt un escadron de chasseurs français se rencontre sur sa route ; il leur montre cette voiture, s'élance sur un cheval qu'un des chasseurs menait en laisse, et entraîne l'escadron sur ses pas. Vaine et folle espérance ! au delà de la tour de Belem, et non loin de l'embouchure du Tage, une chaloupe attendait le père Xavier, et un large espace la séparait de Salbris, quand cet officier et son escadron rejoignirent la voiture abandonnée. Une grêle de balles fut lancée au hasard vers la chaloupe, mais leur sifflement lointain se perdit dans le bruit des flots et des rames. Une escadre anglaise était mouillée près de la barre ; commandée par Sydney Smith, elle était là depuis quelques jours pour observer les événements dont Lisbonne allait être le théâtre, et son artillerie avait salué le passage de la cour de Bragance.

Le père Xavier fut recueilli par le vaisseau du commodore, qui s'empressa de lui demander si c'étaient des Français qui l'avaient poursuivi. « Non, répondit le fougueux inquisiteur, dominé par son idée fixe ; non, ce sont de misérables francs-maçons qui voulaient venger dans mon sang la mort d'un impie que je viens d'envoyer au diable, son père, pour en faire une éternelle justice.

— Misérable ! » s'écria Sydney Smith, cet Anglais dont tout Paris a connu la vieillesse, et

dont toutes les loges maçonniques ont reçu, depuis, la visite. « Misérable ! sais-tu bien que je suis l'un des plus zélés, des plus ardents d'une secte dont tu calomnies la mission et dont tu poursuis la ruine ! Je devrais attacher un boulet à chacun de tes pieds et te livrer aux monstres de la mer. »

Il faut renoncer à peindre la figure du père Xavier, ce mélange de pourpre et de livide qui en dénaturait le coloris, ses yeux hagards, sa bouche béante, les cheveux de sa couronne dressés comme les crins d'une brosse, le tremblement de ses nerfs, l'immobilité de ses pieds et de sa tête hideuse. C'était un réprouvé en face de Satan. Mais personne n'était moins diable que le personnage aux mains duquel il venait de se livrer. Il suffisait qu'il y eût une façon d'homme sous le froc de ce dominicain pour modérer ce premier mouvement de colère. Sydney Smith se contenta de le regarder en pitié, de lui prouver que les francs-maçons étaient moins dangereux, moins stupides et surtout plus humains que les moines, et de le condamner à dîner pendant quinze jours en face d'un de ces prétendus enfants du diable.

Après ce temps d'épreuves, Sydney Smith se souvint qu'il était Anglais et qu'il y avait dans la péninsule des soldats de ce même Bonaparte qu'il avait combattu à Saint-Jean-d'Acre. Il lança le père Xavier comme un brandon de discorde dans les montagnes qui séparent les deux embouchures du Minho et du Douro, et dans lesquelles fermentait déjà le levain de cette insurrection sublime qui embrasa tous les royaumes de la vieille Ibérie, et qui les affranchit de la domination étrangère.

Quant à Salbris, il ignora long-temps ce qu'étaient devenus, dans cette conflagration, le père et la sœur de don Manoël. Mais six ou sept ans après, quand la paix fut rendue au monde, une frégate l'ayant porté à Rio-Janeiro, il vit passer le convoi du vieux comte d'Alveyras, et remarqua que le deuil était conduit par le marquis de Vallejos. Il apprit ainsi que dona Leonor était devenue l'épouse du marquis, et il se fit justice à lui-même en disant qu'il l'avait bien mérité.

VIENNET.

L'administrateur-gérant, L. LEFÈVRE.

PARIS.—IMPRIMERIE DE E.-B. DELANCHY,
Faubourg Montmartre, 11.

L'ORIENT,

REVUE UNIVERSELLE

DE LA FRANC-MAÇONNERIE.

ÉLECTIONS TRIENNALES DU GRAND-ORIENT.

COMITÉ CENTRAL DU 25 FÉVRIER. — GRAND-ORIENT DU 1^{er} MARS.

Le renouvellement de l'année maçonnique amenait, ces jours derniers, les élections triennales pour les offices, dans les trois chambres administratives du Grand-Orient. Ces élections empruntaient, cette année, un intérêt plus puissant de la lutte qui s'est établie, comme on sait, au sein du sénat maçonnique.

Un grand nombre d'officiers et de députés pensent, et c'est l'opinion proclamée par nous, que la maçonnerie doit marcher avec son siècle, et prendre sa part de tous les progrès de la civilisation; d'autres, et ce sont malheureusement les membres directeurs, n'affichent pas un programme contraire, mais ils font tout ce qu'ils peuvent pour river le corps maçonnique à une stérile immobilité. En un mot, il y a d'un côté les partisans du progrès, et de l'autre, ce que, dans la langue vulgaire, on appelle les *bornes*; mais ce que, pour éviter toute équivoque blessante, nous désignerons sous la dénomination de *termes*.

Les élections triennales étaient une occasion qui permettait aux progressistes de remettre les offices des trois chambres en des mains, non pas plus honorables, Dieu merci, mais plus intelligentes et plus actives.

Voici le tableau des élections faites par le comité central dans la séance du 25 février 1845.

COMITÉ CENTRAL, 25 FÉVRIER 1845.

Chambre de correspondance.

Président. Candidats : Desanlis, Godquin, Jobert.

Votants, 32. — Majorité, 17.

Desanlis 22

Godquin 9
Jobert 1

Premier surveillant. Candidats : Fromentin, Courvoisier, Raffaneau.

Votants, 43. — Majorité, 22.

Fromentin 25
Courvoisier 18

Deuxième surveillant. Candidats : Mongenot, Guilhery, Boucher-Lemaître.

Votants, 44. — Majorité, 23.

Mongenot 27
Guilhery 15
Boucher-Lemaître 2

Orateur. Candidats : Charassin, Cauchois.

Votants, 49. — Majorité, 25.

Charassin 28
Cauchois 21

Secrétaire. Candidats : Durocher, Godquin, Boucher-Lemaître et Fleulard.

Votants, 49, — Majorité, 25.

Durocher 28
Godquin 20
Fleulard 1

Trésorier. Candidats : Morand, Besquait, Mongenot.

Votants, 50. — Majorité, 26.

Morand 26
Besquait 19
Mongenot 5

Grand-hospitalier. Candidats : Taskin, Coletta.

Votants, 52. — Majorité, 27.

Taskin 49
Coletta 4

Chambre symbolique.

Président. Candidats : Faultrier, Henri Wentz.

Votants, 51. — Majorité, 26.

Faultrier	29
Wentz	22

Premier surveillant. Candidats : Lefebvre d'Aumale, Guilhery, Breuillaud.

Votants, 58. — Majorité, 27.

Lefebvre d'Aumale	38
Guilhery	15

Deuxième surveillant. Candidats : Fromentin, Lallier, Godquin, Guilhery.

Votants, 56. — Majorité, 29.

Lallier	30
Godquin	25
Guilhery	1

Orateur. Candidats : Cauchois, Charassin, Hellin, Lallier.

Votants, 56. — Majorité, 29.

Cauchois	55
Lallier	1

Secrétaire. Candidats : Fréchet, Hellin, Levillain-Dufrique, Jobert.

Votants, 55. — Majorité, 28.

Hellin	25
Fréchet	19
Jobert	9
Levillain-Dufrique	2

Deuxième tour. Votants, 57. — Majorité, 29.

Hellin	41
Fréchet	15
Levillain-Dufrique	1

Grand-garde-des-sceaux. Candidats : Lallier, Fréchet, Hodiesne.

Votants, 54. — Majorité, 28.

Lallier	33
Fréchet	21

Grand-architecte-vérificateur. Candidats : Fréchet, Fery.

Votants, 56. — Majorité, 29.

Fréchet	37
Fery	19

Chambre du Suprême-Conseil.

Président. Candidats : Tardieu, Jobert.

Votants, 54. — Majorité, 28.

Tardieu	52
Jobert	2

1^{er} surveillant. Candidats : Jannin, Durocher.

Votants, 55. — Majorité, 28.

Jannin	41
Durocher	14

Deuxième surveillant. Candidats : Drouet, Raffaneau, Didier.

Votants, 51. — Majorité, 26.

Drouet	32
Raffaneau	18
Didier	1

Orateur. Candidats : De Saint-Jean, Jannin, Vaussier, Desforges.

Votants, 49. — Majorité, 25.

De Saint-Jean	35
Jannin	14

Secrétaire. Candidats : Fleulard, Hodiesne, Durocher, Jannin.

Votants, 48. — Majorité, 22.

Fleulard	35
Hodiesne	7
Jannin	1

Grand-archiviste. Candidats : Vaussier, Christophle.

Votants, 31. — Majorité, 16.

Vaussier	30
Christophle	1

Grand-expert du Grand-Orient. Candidats : Mollier, Blanc.

Votants, 31. — Majorité, 16.

Mollier	30
Blanc	1

Ces élections étant presque toutes favorables à la fraction des *termes*, sauf quelques-unes où la quasi-unanimité des suffrages a rendu hommage à la personne sans considérer l'opinion maçonnique, l'opposition s'était donné rendez-vous au

Grand-Orient du 1^{er} mars, qui avait à les confirmer.

Ce jour-là, on a compté jusqu'à quatre-vingts membres présents. Ce chiffre, qui n'avait jamais été constaté dans les scrutins du Grand-Orient, témoigne de l'ardeur avec laquelle la lutte est offerte et soutenue. Cette lutte a réveillé de leur torpeur les membres dirigeants, et a rallumé la vie dans ce corps où elle semblait près de s'éteindre. C'est un service déjà que l'opposition a rendu au Grand-Orient, en attendant qu'elle lui en rende de plus directs et de plus efficaces.

Le nombre des visiteurs était aussi fort considérable. Comme on a craint que leur présence n'apportât de la lenteur et du désordre dans le vote, on les a fait asseoir à l'orient, et il n'est plus resté que des votants sur les colonnes. Si nous signalons cet incident, c'est que nous voudrions voir passer en habitude ce qui a été dans cette séance un fait imprévu et fortuit. Que les ateliers, dans leurs tenues, réservent l'orient pour les hauts dignitaires et les membres du sénat, c'est conforme aux convenances; mais c'est une raison de plus pour que le sénat, qui se compose de hauts dignitaires, réserve ses places d'honneur aux visiteurs, qui sont le peuple maçonnique, le souverain dont il émane. L'ordre des délibérations, aussi bien que le véritable esprit maçonnique, gagnerait à cette innovation.

Les élections du comité central ont été scrutonnées dans l'ordre et avec les résultats qui suivent :

GRAND-ORIENT DU 1^{er} MARS 1845.

Chambre de correspondance.

<i>Président,</i>	Desanlis.	49 b. bl.	27 n.
<i>1^{er} surveillant,</i>	Fromentin.	56	— 21
<i>2^e surveillant,</i>	Mongenot.	66	— 8
<i>Orateur,</i>	Charassin.	47	— 29
<i>Secrétaire,</i>	Durocher.	45	— 33
<i>Trésorier,</i>	Morand.	36	— 42
<i>Hospitalier,</i>	Taskin.	67	— 13

Chambre symbolique.

<i>Président,</i>	Faultrier.	54	— 24
<i>1^{er} surveillant,</i>	L. d'Aumale	58	— 20
<i>2^e surveillant,</i>	Lallier. — N'accepte pas.		
	(Point de scrutin).		
<i>Orateur,</i>	Cauchois.	75	— 2
<i>Secrétaire,</i>	Hellin.	52	— 23
<i>G.-garde-des-sceaux,</i>	Lallier.	58	— 9
<i>G.-archiviste,</i>	Fréchet.	49	— 17

Chambre du Suprême-Conseil.

<i>Président,</i>	Tardieu.	49	— 7
<i>1^{er} surveillant,</i>	Jannin.	45	— 12
<i>2^e surveillant,</i>	Drouet.	31	— 29
<i>Orateur,</i>	De St-Jean.	34	— 29
<i>Secrétaire,</i>	Fleulard.	27	— 13
<i>G.-archiviste,</i>	Vaussier.	36	— 3
<i>G.-expert,</i>	Mollier.	30	— 9

Dans cette épreuve encore, l'opposition a été conséquemment battue; mais c'est une défaite dont elle doit s'enorgueillir, et qui équivaut à une victoire.

Nous ne parlons pas de l'échec grave qu'ont subi les *termes* dans l'élection du frère Morand, un des plus tenaces représentants de la routine, élection qui a été infirmée par 42 boules noires contre 36 blanches, chose inouïe au Grand-Orient, où toutes les élections du comité central avaient été jusqu'à présent confirmées. Il est évident que les indifférents, ou peut-être même le côté opposé, ont apporté à l'opposition un appoint de huit ou neuf boules noires. Sa véritable force était de 32 à 33 voix, ainsi que l'ont clairement montré le scrutin pour le frère Durocher, et ceux pour les frères Drouet et de Saint-Jean, qui ont eu lieu à un moment où déjà plusieurs votants étaient partis : 45 à 33 (scrutin Durocher), 31 à 29 (scrutin Drouet), ont à peu près marqué, à deux heures différentes, la proportion réelle qui existait entre la majorité et la minorité.

C'est pourquoi nous disons que ce résultat est des plus satisfaisants pour l'opposition.

D'abord, outre les deux opinions nettement tranchées que nous avons définies plus haut, existent un certain nombre de membres qui n'appartiennent ni à l'une ni à l'autre; ceux-là, en matière d'élection à sanctionner, confirment toujours, quelle que soit la couleur; car infirmer exige une résolution dont ils sont incapables : c'est une sorte de fait accompli qu'ils acceptent. Mais lorsqu'une proposition est débattue, et sollicite leur conscience, alors leur libre arbitre les porte aussi souvent du côté de l'opposition que du côté des membres directeurs.

En second lieu, l'opposition avait à regretter, le 1^{er} mars, l'absence d'un grand nombre de ses membres. Nous ne parlons pas de ces députés qui ne figurent que sur le tableau, qui ne viennent jamais aux séances, et qui cependant donneraient aux progressistes une majorité incontestable; nous parlons des frères qui suivent d'ordinaire plus ou moins exactement les travaux, et qui,

cette fois, manquaient au nombre d'environ dix ou douze. Ces frères regretteront de s'être abstenus dans une circonstance si décisive, lorsqu'ils verront que leur concours aurait déterminé l'infirmité d'un certain nombre des élections du comité central. Nous ne saurions trop leur répéter que l'exactitude est le premier devoir de tout représentant, et que ne pas remplir son mandat est peut-être plus coupable encore que mal le remplir.

Un incident a marqué la sanction des élections pour la chambre d'appel. Le président proposait de les sanctionner en masse, ainsi que cela s'était pratiqué jusqu'à présent. Mais l'opposition a réclamé, soutenant avec raison que, lorsqu'il s'agit de personnes surtout, la division est toujours de droit. A ces arguments, on n'opposait que l'usage : l'usage était mauvais ; il ne pouvait prévaloir, et n'a pas prévalu.

Ces élections ont donc été confirmées par scrutins individuels, auxquels ont pris part un petit nombre de votants. L'heure avancée avait dégarni les deux colonnes, et le dernier scrutin n'a pas été clos avant minuit.

On le voit, une opposition ferme et compacte est définitivement constituée dans le sein du Grand-Orient. Notre journal n'a fait que proclamer les vœux et les tendances de cette opposition. Le but de ces frères est de rendre au sénat maçonnique son ancienne splendeur, qui n'était plus compatible avec l'immobilité à laquelle elle est aujourd'hui condamnée, et d'améliorer les Statuts au moyen de quelques réformes qui empêcheront la maçonnerie d'être en contraste vis-à-vis de notre époque, et de rester stationnaire au milieu du mouvement général.

Cette opposition a pour elle l'opinion de la grande majorité des loges. C'est donc aux loges qu'il appartient de la renforcer par des choix intelligents ; et, en attendant, c'est le devoir des députés de se grouper et d'agir avec ensemble et zèle, pour soutenir vaillamment un combat qu'ils rendront égal, jusqu'à ce que de dignes auxiliaires viennent leur donner définitivement la victoire.

POST-SCRIPTUM.— Le temps nous manque pour rapporter dans ce numéro des faits très-graves qui se sont produits dans la séance de la chambre de correspondance du 3 mars, faits qui démontrent que les membres-directeurs du Grand-Orient sont résolus à user de tous les moyens pour se maintenir au pouvoir. Nous espérons, d'ail-

leurs, que, mieux inspirés, ces frères ne donneront pas suite à leur incroyable tentative. Si cependant notre espérance était trompée, nous raconterions cet incident avec le commentaire convenable dans notre numéro d'avril.

RÉFORME MORALE.

Quand un pays a été agité comme le nôtre par de longues et violentes secousses, il arrive un moment où les générations fatiguées essaient de chercher un repos trompeur sur le sol tremblant encore.

Chez les nations fortes et jeunes, ce temps d'arrêt sert à retremper les âmes, et chacun puise dans le calme la vigueur nécessaire pour s'élancer bientôt avec une énergique résolution vers le but ouvert par la loi du progrès à l'activité humaine.

En France, au contraire, il semble que la vie s'éteigne dans les cœurs et dans les esprits. Nous tombons de lassitude, laissant inachevée la tâche commencée par nos pères, et notre sommeil n'est plus que l'engourdissement de la mort.

Ainsi vont s'affaiblissant les généreuses inspirations, les nobles instincts, les grandes pensées, qui plaçaient la France à la tête des nations. — Le besoin du repos engendre l'indifférence ; tout effort est repoussé comme une fatigue ; et, si l'égoïsme général secone par instant sa torpeur, c'est en vue de commander le silence aux bruits importuns qui viennent troubler sa couche.

Plus de centre commun, plus d'idée-mère autour desquels viennent se rallier les esprits tourmentés par le besoin de faire marcher le siècle dans la voie du progrès. Isolés dans leurs tentatives, impuissants à lutter contre la résistance apathique des masses, les disciples de la grande loi de la fraternité humaine s'épuisent et se lassent tour-à-tour.

N'est-ce pas le moment pour la maçonnerie de revendiquer la mission qu'elle a si bien remplie à d'autres époques ? N'y a-t-il pas dans cette réunion d'hommes liés ensemble par un communauté de sentiments honnêtes, de vues larges et droites, de dévouement désintéressé, les éléments indispensables pour reconstituer une société qui s'affaisse sous le poids de l'intérêt matériel ?

Les meilleures lois sont l'œuvre des mœurs ;

et les plus habiles et les plus vertueux législateurs ne seront jamais qu'une œuvre inutile, s'ils ne trouvent pas les esprits préparés à comprendre et à accepter leurs codes. La loi commande, mais la morale lui donne seule l'autorité sans laquelle elle reste une lettre morte.

Les peuples ne s'améliorent pas en obéissant à la force, mais en cédant aux conseils et aux exemples qu'on leur donne.

Eh bien ! voilà le rôle que nous rêvons pour la maçonnerie.

Nous voulons qu'elle devienne grande et forte, pour conquérir pacifiquement le monde et lui donner l'égalité et la fraternité. Nous voulons qu'elle soit, au milieu de l'anarchie des opinions, de la guerre des intérêts, le type de l'ordre et de la paix. Nous ne la voulons pas immobile, nous la voulons active, mais sans tapage stérile et sans mouvement superflu. Enfin, nous voulons la présenter à la société profane comme un modèle et un enseignement.

Mais, ne nous le dissimulons pas, pour atteindre ce but magnifique, pour aspirer à exercer une action supérieure sur les mœurs de notre pays, il faut que nous nous réformions nous-mêmes. Il ne nous est pas permis de donner le précepte sans y joindre l'exemple. Le jour où nous serons devenus meilleurs que les autres, ce jour-là seulement nous aurons le droit de montrer notre visage et de tendre la main à cette société qui va à l'aventure, sans guide et sans drapeau.

C'est donc en agissant vigoureusement, résolument sur nous-mêmes, que nous devons commencer le grand travail de reconstitution sociale. L'intérieur de chaque atelier doit devenir l'asile des hommes de bonne volonté et de bonnes intentions. Mais en même temps l'action générale de la maçonnerie, le lien solidaire qui unit tous ses membres, devront dépasser l'enceinte du temple et suivre les maçons jusque dans le monde profane.

A Dieu ne plaise que nous prêchions la délation et l'espionnage entre frères ! mais nous n'admettons pas que le maçon digne de ce titre soit dispensé d'en remplir les obligations sérieuses et réelles, dès l'instant où il a quitté la loge. S'il y manque, il faut qu'il en soit puni par le blâme ou par l'exclusion.

Au surplus, le mode d'organisation de cette surveillance morale exigeant d'assez grands développements, nous nous contenterons d'avoir indiqué aujourd'hui le but que nous voulons at-

teindre. Reste à trouver le moyen, et ce sera là le sujet d'un second article.

LES CONFÉRENCES MAÇONNIQUES.

Il s'est introduit depuis quelque temps dans les loges, que le Grand-Orient laisse sans direction, un mode de travail que nous ne saurions trop louer. Ce mode consiste à entamer des discussions sur des problèmes d'économie sociale dont la solution n'a pas encore été trouvée.

Cette innovation présente une foule d'avantages : elle permet de remplir utilement les séances ; elle habitue les maçons à s'occuper de sujets sérieux ; elle étend le cercle de leurs réflexions et de leurs études ; elle les façonne au grand art de la parole ; elle fait plus : elle les met à même de s'acquitter dignement de la mission à laquelle ils se sont voués, à savoir, de contribuer aux progrès de la civilisation.

Et ceci nous offre une occasion toute naturelle de donner de l'association maçonnique une définition qui nous paraît beaucoup plus exacte que celle que nos législateurs ont inscrite en tête des Statuts-généraux :

La franc-maçonnerie est une société d'élite, unie par le lien de la fraternité et de la morale, et qui a pour but essentiel la recherche et la propagation des vérités utiles à l'humanité.

Si tels sont en effet, et on ne saurait le nier, l'essence et l'objet de notre institution, n'est-il pas évident que les conférences dont nous parlons entrent nécessairement dans le plan du travail maçonnique ? Ces conférences ne sauraient donc trop se généraliser ; aussi engageons-nous vivement toutes les loges à en établir dans leur sein.

Le champ des discussions qu'elles peuvent aborder s'ouvre devant elles vaste, sans limites.

Combien de questions de l'ordre le plus élevé se rattachant à la société profane ne reste-t-il pas à traiter ? Combien d'améliorations de toutes sortes ne sollicite pas encore l'organisation de notre Société elle-même ?

Ne serait-il pas bon, par exemple, d'aviser aux moyens de constituer un *capital maçonnique* ? Qu'on suppose un instant ce capital réalisé, et qu'on juge de tout le bien que l'on pourrait opérer ! On ouvrirait des asiles pour les maçons âgés et hors d'état de pourvoir à leurs propres besoins, pour les veuves et pour les enfants orphelins de maçons décédés ; des ateliers pour les

maçons valides inoccupés ; des bureaux de placement pour les commis ou pour les frères exerçant des professions libérales. On établirait des centres de distribution de secours, échelonnés sur différents points, pour les frères malheureux dont la position réclamerait un soulagement immédiat ; et des caisses d'avances et d'escompte pour les maçons commerçants ou industriels qui éprouveraient des embarras passagers. On instituerait des écoles ; on patronerait des enfants pauvres ; on subventionnerait des institutions philanthropiques déjà existantes ; on fonderait des prix de vertu et d'émulation. On formerait, enfin, des bibliothèques, des musées, des cabinets de physique, des laboratoires de chimie, pour l'instruction et le plaisir de tous.

Il y aurait à examiner également s'il ne serait pas avantageux d'entreprendre quelque grand travail collectif ; d'associer les femmes à l'action de la maçonnerie ; de provoquer et de diriger les améliorations locales, soit morales, soit matérielles.

En dehors de la maçonnerie, des matières non moins importantes appellent les investigations des frères et fourniraient le sujet de discussions du plus haut intérêt.

Tels sont l'amélioration du sort actuel et futur des travailleurs des deux sexes : artisans, cultivateurs, artistes, savants, gens de lettres ; l'établissement de colonies agricoles et industrielles ; la réforme et la centralisation du compagnonnage ; l'assainissement des procédés employés dans certaines professions manuelles ; l'extinction de la mendicité ; la suppression des causes qui produisent la prostitution ; la moralisation des masses ; la propagation de l'instruction publique ; l'extirpation des préjugés et des superstitions ; et tant d'autres questions qu'il serait superflu d'énumérer.

Mais, pour que la discussion de ces divers objets amenât de bons résultats, il y aurait à rectifier la forme actuelle des conférences maçonniques. Il ne suffit pas de discuter, il faut conclure ; et il est indispensable que les solutions obtenues franchissent le seuil des loges et accomplissent au dehors leurs destinées.

Voici quelle serait, selon nous, la manière de procéder : Les loges mettraient une question quelconque à l'ordre du jour ; une discussion générale s'ouvrirait ; une commission chargée d'examiner les diverses opinions émises donnerait ses conclusions ; l'avis de la commission, discuté paragraphe par paragraphe, et adopté, s'il y avait

lieu, serait ensuite imprimé et distribué, soit parmi les maçons, soit parmi les profanes, suivant la nature du sujet.

Admettons maintenant que le Grand-Orient, fortifié dans sa composition, voulût réglementer et diriger les conférences, l'utilité de cette institution nouvelle serait incalculable. Le Grand-Orient mettrait la même question à l'ordre du jour de toutes les loges, et les inviterait à lui transmettre les procès-verbaux de leurs débats, relatant les diverses opinions présentées et les conclusions formulées par chacune d'elles. Ces documents réunis seraient soumis à une commission d'hommes compétents, qui les examinerait avec soin et ferait un rapport sur l'ensemble de la question. Si, malgré cette grande enquête, la solution, ce qui serait possible, n'avait pas été trouvée, le Grand-Orient inviterait les autres grandes-loges à mettre la même question à l'ordre du jour de leurs ateliers et à lui transmettre le résultat de l'examen qu'elles en auraient ordonné. Qui peut dire ce qui ressortirait d'une discussion ouverte successivement sur tous les points de la terre et à laquelle prendraient part de deux à trois cent mille maçons !

C'est ainsi que la maçonnerie, tout en grandissant dans l'estime du monde profane, parviendrait à réaliser enfin les vœux généreuses dont elle est animée.

Et que l'on n'objecte pas que ce n'est là qu'une vaine et stérile utopie : les loges ont un moyen infailible de la traduire en fait ; et ce moyen, c'est LA VOLONTÉ.

L'utilité des conférences est reconnue par tous les bons esprits ; et c'est avec bonheur que nous voyons le Suprême-Conseil écossais inviter les ateliers de sa dépendance à s'engager dans cette voie. Nous lisons, en effet, dans le compte-rendu des travaux de cette autorité pendant le dernier semestre de 1844, par le général de Fernig, lieutenant grand-commandeur, ces paroles pleines de sens et de justesse :

« Pour réussir dans l'apostolat maçonnique, il faut que les loges s'occupent sérieusement des grandes questions qui fixent les regards des plus excellents esprits de notre époque ; il faut qu'elles se créent des séries d'études ; et que, de nos tribunes, jaillissent d'utiles enseignements. Ainsi notre institution s'assurera le concours des natures élevées, jettera sa lumière sur les incrédules, qui, encore aujourd'hui, nient sa valeur et son autorité morales ; ainsi, seulement, elle prendra rang parmi ces créations d'ordre et de progrès qui font la force et la gloire de notre pays. »

Le duc Decazes, grand-commandeur, prenant

la parole après le général de Fernig, a insisté sur les recommandations faites aux loges écossaises par ce frère :

« Les principes, dit-il, que vous venez d'entendre émettre sont ceux de la vraie maçonnerie, de cette institution d'ordre et de paix, qui ne veut et ne recherche que l'amélioration de l'homme, que ce qui peut élever son cœur et épurer son esprit. Cette noble mission, pensée constante des meilleures intelligences, doit se révéler et se traduire par des actes; et nous ne saurions trop vivement solliciter les loges de se livrer à des travaux sérieux, à l'examen des hautes questions qui touchent et intéressent l'avenir. »

Plus tard, à la suite d'un excellent discours du frère Dupin jeune, sur la tolérance religieuse, le duc Decazes est revenu sur le même sujet :

« Quelques frères, a-t-il ajouté, ont demandé que les ateliers s'occupassent d'objets sérieux. Eh bien ! qu'ils gardent le souvenir de ce qui vient de se passer; que ceci serve d'encouragement et d'exemple. Le Suprême-Conseil n'a rien de plus à cœur que de voir la maçonnerie s'adonner à des recherches utiles, se livrer à de graves études. Si nous n'agrandissons pas notre puissance, si surtout nous ne l'appliquons pas à des travaux dignes d'être approuvés par la raison, *pourquoi existons-nous ?* Que les loges élèvent leurs regards; qu'elles ne consomment pas leur temps dans des discussions étroites; qu'elles ne végètent pas en dehors de tout ce qui peut leur donner la force et la vie : c'est notre vœu le plus cher, c'est le plus ardent de nos désirs. »

LUTTE DE LA MAÇONNERIE BELGE

CONTRE L'ULTRAMONTANISME.

Nous appelons l'attention de la société maçonnique tout entière sur la fâcheuse situation dans laquelle se trouvent placés nos frères de la Belgique. Cette situation est exposée avec beaucoup de force dans l'invitation suivante, qui nous a été adressée trop tard pour que nous puissions y déférer, à l'effet d'assister à une tenue solennelle de la loge *les Vrais-Amis*, à l'Orient de Gand :

« Très-chers frères,

« Votre zèle pour le maintien et la prospérité de l'Ordre auguste auquel nous avons le bonheur d'appartenir vous déterminera sans doute à venir nous serrer affectueusement la main; à venir nous encourager et nous aider de vos conseils dans la lutte actuellement engagée entre la franc-maçonnerie et ses plus cruels ennemis.

« L'anathème de l'Église prononcé contre les membres de notre Ordre en Belgique; le refus des sacrements, et notamment de celui du mariage; la destitution ré-

cente du frère De Stassaert; l'influence exorbitante du clergé sur le gouvernement du pays; son intervention occulte dans la distribution des emplois publics; ses tendances à s'emparer exclusivement de l'instruction primaire, moyenne et supérieure; l'érection successive des 453 couvents, qui, depuis peu d'années, se sont élevés sur le sol belge; toutes ces circonstances suffiront sans doute pour vous démontrer que l'existence de la lutte dont nous venons vous entretenir n'est pas une chimère.

« Champ clos habituel des puissances européennes, à chaque fois que de sanglantes batailles devaient décider leurs contestations, la Belgique a vu récemment s'établir dans son sein une collision d'un autre genre; une lutte violente s'y est engagée entre le principe d'oppression et celui de diffusion des lumières. Dans notre pays, depuis quinze ans, un esprit d'improbation s'est manifesté et se propage contre tout ce que le XVIII^e siècle a produit, dans le monde moral, de noble, de généreux et de grand. Ce n'est certes point l'esprit public qui se révolte ainsi contre les idées libérales; car l'esprit public c'est l'opinion de cette partie civilisée de la nation, dont les intérêts réclament le bien-être du pays; qui juge sainement et avec modération des véritables sources de ce bien-être, et qui, dans un état où la presse est libre, se fait jour dans la plupart des feuilles périodiques.

« L'esprit donc qui cherche à nous ravir graduellement nos garanties d'indépendance civile et morale, à mettre au néant toutes les conquêtes de la philosophie moderne, c'est l'esprit d'au-delà des Alpes; c'est l'esprit de cette caste qui, n'ayant ni rien oublié ni rien appris, compromet de nouveau ses plus chers intérêts et la consolidation de son empire par les emportements de son insatiable ambition et par l'imprudente témérité de ses entreprises. Aussi verra-t-on les temples voués au culte du Seigneur survivre, ainsi que leurs dignes ministres, à toutes les tempêtes (ce sont vos désirs et les nôtres); mais les refuges de la fainéantise, de l'intolérance et du fanatisme subiront une nouvelle suppression; ce que le siècle aura édifié sera détruit par le siècle. D'ici là, il importe que nous combattons de toutes nos forces les progrès de la superstition et de l'ignorance; que nous veillions avec soin sur toutes les démarches d'un ennemi astucieux et adroit; et que nous prenions nos mesures de manière à pouvoir, lorsque l'heure aura sonné, faire marcher nos phalanges à l'entière conquête des lumières et de l'affranchissement de l'esprit humain.

« Vous viendrez donc nous visiter; vous viendrez vérifier si nos appréhensions et nos craintes sont mal fondées, lorsque, sentinelles vigilantes, placées à un poste périlleux et contemplant l'envahissement du domaine maçonnique, nous crions à nos adeptes : *Prenez garde à vous!* »

Cette lettre est signée, au nom de la loge, par les frères C.-A. Vervier, vénérable; et M. Sistermans, secrétaire.

On le voit; la position de nos frères belges est grave et difficile. Ce n'est pas nous qui mettrons jamais en oubli la tolérance religieuse, que nous prescrivons les lois maçonniques et qui est d'ailleurs en parfaite harmonie avec nos propres sen-

timents ; mais le juste respect que nous éprouvons pour toutes les croyances, quand elles sont sincères et qu'elles ne visent pas à la domination, ne saurait s'étendre ni au fanatisme aveugle et brutal qui n'a pour argument que la violence, ni à l'hypocrisie ambitieuse qui veut asseoir son empire sur les ténèbres de l'ignorance et sur l'abrutissement du genre humain. Nous faisons donc, sans scrupule, un chaleureux appel à toutes les loges, à tous les maçons, pour qu'ils donnent un témoignage éclatant de leur sympathie et de leur solidarité à nos frères de la Belgique. Une telle manifestation leur est due à bien des titres ; et elle ne pourrait que soutenir leur courage et multiplier leurs forces par l'espérance du succès, puisqu'ils seraient autorisés à compter sur notre appui.

D'ailleurs, sommes-nous bien nous-mêmes à l'abri de tout danger, et notre intérêt personnel ne nous commanderait-il pas, dans tous les cas, cette manifestation contre l'ennemi commun ? Pour être moins imminent, le péril qui nous menace n'en est pas moins certain. Ne voyez-vous pas déjà les tentatives que fait l'ultramontanisme pour s'emparer de l'instruction de nos enfants ? nos campagnes, nos villes elles-mêmes ne sont-elles pas sillonnées en tous sens par les agents d'une société immorale et envahissante qui ne prend plus même le soin de se cacher, qui à ses journaux officiels, sa presse clandestine, qui trafique du ciel au chevet des mourants, qui enrégimente nos ouvriers, nos domestiques, et qui fanatise les classes ignorantes en leur inculquant les croyances d'un autre âge ? Cette société n'a-t-elle pas commencé à nous attaquer de nouveau, à Paris même, dans son principal organe, le journal *l'Univers*, à propos de l'hommage d'une plume d'or fait par une loge belge à l'auteur du *Juif errant* (1) ?

Qu'attendrions-nous donc pour nous préparer à la résistance, pour serrer nos rangs, alors que le gouvernement, tout le premier, est attaqué avec une audace extrême, et est contraint d'employer, pour se défendre, les hautes censures de son conseil-d'état, et la répression plus efficace des pénalités matérielles prononcées par les lois ?

Ce n'est pas ici, qu'on le remarque bien, de la controverse religieuse : la religion n'a rien à faire dans la lutte qui est engagée entre la milice jésuitique et la maçonnerie ; il ne s'agit que

d'une question purement humaine, et cette question se réduit à ceci : La civilisation rétrograde-ra-t-elle ou suivra-t-elle au contraire sa marche progressive et bienfaisante ? Les maçons se sont voués à la propagation de la lumière ; ils ne sauraient abdiquer cette grande et généreuse mission qu'à la condition de cesser d'être au même instant.

LA TOLÉRANCE.

Nous trouvons dans le procès-verbal imprimé de la dernière fête solsticielle du Suprême-Conseil écossais, un discours du frère Barbier, orateur de la Grande-Loge, dont nous croyons utile d'extraire les passages suivants, parce qu'ils contiennent tout à la fois une profession de principes et une manifestation importantes.

Après avoir rappelé que la nécessité a forcé de nos jours la maçonnerie à défendre de nouveau le dogme imprescriptible de la tolérance, dont elle avait obtenu le triomphe et qu'elle croyait désormais à l'abri de toute atteinte, l'orateur ajoute :

« Eh quoi ! au XIX^e siècle, après la parole même des pères de toutes les grandes religions, après la belle et éloquente philosophie des écrivains du XVIII^e siècle, il est des hommes assez imprudents pour chercher à exercer des violences sur le for intérieur de la conscience humaine ; il est des esprits assez barbares pour vouloir procéder à la domination par les sourdes violences d'une ardeur sans justice ! Et que l'on ne vienne pas confondre la pensée tolérante de la maçonnerie avec cette torpeur de l'âme, avec cette indifférence qu'un philosophe de nos temps a si brillamment combattue.

« Nous, indifférents ? Ah ! c'est parce que nous ne le sommes pas, que nous voulons la liberté de conscience ! Nous, indifférents ? Ah ! c'est parce que nous ne le sommes pas, que nous voulons que la pensée, fille de Dieu, ne soit responsable que devant Dieu. C'est au nom de la dignité morale de l'homme que nous demandons que nul n'ait le droit de porter une main violente dans les arcanes de la conscience humaine. Le Grand-Architecte de l'Univers n'a mis l'infailibilité dans le jugement de personne. Qui donc aurait le droit de persécuter et de maudire ? C'est ce sentiment profond du respect dû à la créature intelligente, le plus sublime ouvrage du Père des mondes, qui fait que la maçonnerie ne demande compte à personne de ses croyances et de sa religion ; elle ne demande que des hommes de foi, parce qu'ils sont des hommes de charité.

« La Tolérance est mère et sœur de la Fraternité universelle ; elle doit présider à tous les rapports, adoucir tous les caractères, réunir en un faisceau toutes les pensées et toutes les institutions humaines, et, dans la maçonnerie, rapprocher tous les rites. Pour

(1) Voir, aux faits divers, la note, page 218.

nous, enfants des mêmes temples, ces rapprochements ont toujours été pleins de charme et d'utilité : ils réveillent tout ce qu'il peut y avoir de bons sentiments au fond de nos cœurs ; ils nous montent, sinon à la puissance, du moins à la volonté de bien faire.

« Oui ; l'union, la paix, la tolérance, voilà les vertus de la maçonnerie ; resserrer tous les doux liens de la société, du cœur et de l'intelligence, voilà ce qu'elle veut, voilà ce à quoi elle aspire. Et que pourrait, contre une semblable volonté, cette société qui va prêchant des doctrines contraires, des doctrines flétrissantes qui parquent l'homme, l'isolent, le dessèchent, morcellent la famille, plient l'intelligence jusqu'à la briser, et font de l'individu un instrument passif et aveugle. Entre cette société et nous, la lutte est impossible ; l'avenir nous appartient, parce qu'il y a un Dieu. »

AFFAIRE DES MAÇONS ISRAËLITES.

Déjà le général de Fernig, lieutenant grand commandeur du Suprême-Conseil écossais, avait fait une manifestation en faveur des maçons israélites de Prusse. Le Suprême-Conseil lui-même a voulu protester officiellement et en corps contre l'exclusion de ces frères des travaux des loges prussiennes : il a nommé une commission présidée par le frère Dupin jeune, à l'effet de rédiger une adresse au prince protecteur, pour demander la cessation de cet état de choses anormal. Le Grand-Orient se décidera-t-il enfin, de son côté, à faire une semblable démarche ?

Le *Freemason's quarterly review* publie une lettre de la loge *l'Étoile-de-la-Gironde*, de Bordeaux, adressée au frère Behrend, à Berlin, un des signataires de la supplique des maçons israélites au prince royal de Prusse. *L'Étoile-de-la-Gironde* exprime à ce frère toute la sympathie que lui inspire l'injuste exclusion dont sont l'objet ses co-religionnaires maçons.

SUPRÊME CONSEIL ÉCOSSAIS.

ACTES LÉGISLATIFS.

Nous avons dit, dans notre précédent numéro, que le Suprême-Conseil avait aboli le cumul des députations dans la Grande-Loge centrale ; aujourd'hui nous donnons le texte de son décret, qui a été rendu dans la séance du 8 décembre dernier. On a vu, plus haut, dans quel esprit le

Suprême-Conseil entend le mouvement maçonnique ; le décret que nous rapportons signale un nouveau progrès. Que le Grand-Orient y prenne garde ! Si, de son côté, il n'améliore pas sa constitution, et n'imprime pas à ses ateliers une direction intelligente et forte, il aura, dans le Suprême-Conseil, un rival redoutable, qui, à l'aide des grands noms inscrits sur son tableau et de son habile politique, pourrait bien arriver à lui enlever le sceptre de la maçonnerie en France :

« LE SUPRÊME-CONSEIL,

« Considérant qu'il a toujours été dans sa pensée de s'entourer du plus grand nombre de lumières possible pour donner à ses actes la plus grande autorité ;

« Considérant que la constitution même de la respectable Grande-Loge, dans son ensemble et dans chacune de ses sections, révèle cette pensée ;

« Que, par conséquent, la représentation des ateliers doit être, dans les termes légaux, la plus large possible, c'est-à-dire composée du plus grand nombre de frères ;

« Que, d'ailleurs, le double vote, au sein des sections, n'étant point admis, il n'est point juste d'admettre la double représentation ;

« Décrète :

« Art. 1^{er}. Nul frère ne peut tenir, dans une section de la très-respectable Grande-Loge, un mandat de plusieurs ateliers.

« Art. 2. Par la promulgation du présent décret dans les sections de notre respectable Grande-Loge, les dites sections auront à faire opter les frères qui possèdent plusieurs mandats d'ateliers qui relèvent d'elle.

« Art. 3. Ensuite de cette option, notre secrétariat fera connaître aux ateliers qui seraient, par ce fait, privés de député, la nécessité où ils se trouvent de faire des élections de nouveaux députés dans le plus bref délai possible.

« Art. 4. Il n'est fait d'exception qu'en faveur des frères qui, dans la même section, tiennent plusieurs mandats de nos ateliers d'outre-mer.

« Signatures des membres présents :

« Général comte MONTIGNON ; — MOITIÉ ; — PH. DUPIN ; — général THIÉBAULT ; — PAUL, prince DE WURTEMBERG ; — comte LEPELLETIER D'AUNAY ; — GUIFFRAY ; — comte de SAINT-LAURENT ; — ALLEGREY ; — comte de FERNIG ; — duc DECAZES.

« Pour copie conforme :

« A. GENÉVAY. »

GRAND-ORIENT DE FRANCE.

ACTES ADMINISTRATIFS.

Le Grand-Orient (il doit être bien entendu que nous ne voulons parler que de la minorité directrice) ; le Grand-Orient, qui crie si fort contre la publicité *sans contrôle*, éprouve tout le premier

combien elle est utile. Depuis bien des années déjà, les loges négligeaient, pour la plupart, d'élire des députés; et le plus grand nombre des députés s'abstenaient d'assister aux travaux. Le Grand-Orient faisait bien, de temps à autre, un appel au zèle des loges; mais il laissait les députés parfaitement tranquilles, bien que le texte de l'article 764 des Statuts l'obligeât à requérir leur remplacement en cas d'absence prolongée. Mais voici que *l'Orient* signale à l'attention des frères un état de choses si nuisible à leur intérêt; et aussitôt le Grand-Orient sort de sa longue apathie; et, avec une ardeur qu'on était loin de lui soupçonner, demande justement ce que réclame le journal *sans contrôle*. Nous ne pouvons qu'applaudir, on le comprend de reste, à ce besoin de légalité qui se manifeste en lui au moment où nous nous y attendions le moins; et, pour lui prouver que nous ne lui faisons pas une opposition systématique, nous reproduisons en entier l'acte suivant émané de son secrétariat; heureux si, à l'aide de la publicité dont nous disposons, nous pouvons contribuer à lui faire atteindre son but!

AVIS IMPORTANT A TOUS LES ATELIERS.

« Malgré ses invitations souvent renouvelées à tous les ateliers de nommer exactement leurs députés, le Grand-Orient voit avec peine qu'un certain nombre d'entre eux négligent encore, et depuis long-temps, de se conformer aux prescriptions des art. 147 et 161 des Statuts qui leur imposent cette obligation essentiellement dans leur intérêt.

« Le Grand-Orient réitère donc avec instance aux ateliers qui sont sans députés l'invitation fraternelle, à chacun d'eux, de se choisir un mandataire spécial, et leur recommande en même temps de se bien pénétrer des articles 138, sur les conditions imposées pour le choix d'un député, et 119, sur les qualités personnelles qu'il doit réunir.

« C'est dans l'accomplissement réfléchi de ces deux articles que se trouvent les éléments de la dignité du Grand-Orient et de la prospérité de l'Ordre, dont la représentation toute-puissante, législative, régulatrice et administrative, est aussi dans la réunion des mandataires élus. Il convient donc, et c'est le plus ardent désir du Grand-Orient, que la représentation maçonnique soit aussi complète que possible, afin que ses relations s'étendent chaque jour davantage. Il en résulte pour tous de plus intimes communications, une plus parfaite identité de pensée et d'action, et de plus, la conviction entière que les intentions constantes du Grand Orient sont de donner aux principes sublimes de la franc-maçonnerie toute l'extension dont elle est susceptible dans le seul but de l'humanité.

« Pour cet effet, le Grand-Orient réclame également, avec la même instance, de tous les ateliers, la recommandation par eux à leurs députés de remplir fidèlement, auprès du Grand-Orient, leur mandat, dont la mission spéciale est de veiller près de lui aux intérêts

de leurs ateliers, de communiquer réciproquement à l'un et à l'autre les vœux ou les délibérations d'une importance générale, et d'entretenir, par leurs efforts, le feu sacré de l'union fraternelle.

« VAUSSIER, secrétaire. »

Nous le répétons; cette mesure est bonne, et nous l'approuvons sans réserve; mais elle sera incomplète si, les loges ayant répondu au vœu du Grand-Orient, le Grand-Orient, de son côté, ne se conforme pas aux prescriptions de l'art. 764, relatives à l'assiduité des députés. Au besoin, nous les lui rappellerons.

CE QUE VEULENT NOS AMIS.

Comme nous n'avons l'intention de tromper personne et que nous n'avons à cacher aucune arrière-pensée, nous nous sommes fait une loi de *jouer cartes sur table*, suivant l'expression reçue. Nos amis ont adopté la même ligne de conduite; et ceux d'entre eux qui sont appelés à représenter des loges au Grand-Orient ne se considèrent comme définitivement élus que lorsqu'ils ont obtenu pour leur programme l'approbation de leurs mandants. Parmi les professions de foi soumises par ces frères aux ateliers qui les ont choisis, nous citerons, avec quelque fierté, celle que voici, qui résume toutes les autres, et où nous nous plaisons à croire que l'on reconnaîtra avec nous autant de franchise et de loyauté que de véritable esprit maçonnique.

AU TRÈS-CHER FRÈRE *** , VÉNÉRABLE DE LA
LOGE DE ***.

« Paris, le 24 janvier 1846.

« Monsieur et frère,

« J'ai reçu votre lettre qui me fait connaître la décision par laquelle la respectable loge *** m'a constitué son député près le Grand-Orient de France.

« Cette haute mission, que j'aurais pu ambitionner, mais que je n'aurais osé solliciter, est acceptée par moi, non-seulement avec les sentiments d'une profonde et fraternelle reconnaissance pour la distinction flatteuse dont elle me fait l'objet, mais encore avec la satisfaction que tout homme de cœur et de conviction éprouve quand il lui est donné de coopérer, autant qu'il est en lui, au succès d'une cause qui lui est chère.

« Je remercie du fond du cœur le très-digne frère et ami *** de la responsabilité qu'il a prise en me recommandant à votre respectable atelier; mais, bien que j'aie la confiance que mes sentiments maçonniques sont en parfaite harmonie avec les siens et ceux de mes frères qui ont bien voulu m'honorer de leurs

suffrages, je crois de mon devoir, avant de leur demander la confirmation de leur mandat, de leur dire hautement ce que je pense, sincèrement ce que je veux.

« Vous connaissez la très-fâcheuse scission qui s'est opérée dans une des loges de Paris, — la *Clémentine-Amitié*, — et les conséquences fatales qui l'ont suivie. Je faisais partie de cette loge, dont les travaux avaient eu quelque retentissement, car ils avaient pour but la régénération, l'émancipation de la maçonnerie, qui se débat et s'éteint dans les vieux liens qui l'enserrent. Les hommes de talent et de conviction qui avaient conçu cette pieuse et énergique pensée ont été l'objet des calomnies les plus indignes, de la jalousie la plus basse; et le sénat maçonnique lui-même n'a pas craint de sanctionner, par une sentence que je ne veux pas qualifier, ces sentiments de haine aveugle. Eh bien ! très-cher frère, dites bien à la loge *** que toutes mes sympathies sont pour les persécutés; que je partage leurs vues, leurs idées, que je désire, comme eux et avec eux, les réformes qu'ils ont demandées et qui me paraissent de la plus urgente nécessité, si nous voulons que la maçonnerie soit féconde et accomplisse dans le monde sa mission providentielle.

« Je voudrais d'abord que nos admirables préceptes ne fussent plus de vains mots; que leur sublimité fût enseignée à ceux qui ne la comprennent pas; leur application prêchée, imposée à tous; je voudrais que tous les maçons pussent se donner la main et le baiser fraternel, sans acception de rite ou d'obédience, schismes déplorables enfantés par les passions toutes profanes et anti-maçonniques de quelques-uns.

« Je voudrais que la maçonnerie fût progressive, humanitaire; qu'elle devint un centre d'attraction pour tout ce qui est beau, tout ce qui est bon, et, par là, formât un éclatant foyer d'amour, de science et de lumières, projetant ses rayons vivifiants jusqu'au cœur du monde profane. C'est vous dire, en d'autres termes, que je veux la publicité dans toute son étendue, dans toute sa puissance.

« Je voudrais que la maçonnerie fit de grandes choses, donnât de nobles exemples, devint un des plus puissants leviers de la civilisation; que, la religion et la politique exceptées, tout lui fût révélé et qu'elle révélât tout : enseignement, sciences, arts, travail, industrie; tout ce qui, en un mot, porte en soi un principe d'élévation, de bien-être et de moralité pour les hommes.

« Je voudrais enfin que notre admirable institution fût grande par les principes, forte par l'unité et la fraternité de ses membres, respectée pour sa dignité, honorée pour ses actes; aimée, vénérée pour sa charité.

« Tels sont mes vœux, mes plus ardents desirs, et pour les voir se réaliser, la maçonnerie française n'a besoin, j'en suis convaincu, que d'être véritablement représentée, dirigée et gouvernée par de vrais maçons.

« Le principe électif pour la constitution du pouvoir maçonnique me paraît offrir toutes les garanties désirables et j'y suis dévoué; mais il faut que, contrairement à ce qui existe, l'application en soit sérieuse et vraie, que les députés soient réellement élus et non recrutés, qu'il y ait pour eux obligation et responsabilité; il faut aussi que chaque atelier ait son député

et que tout député ne puisse représenter qu'un seul atelier.

« Les Statuts-généraux permettant ou tolérant les abus existants, j'en veux la révision et la réédification sur des bases nouvelles qui nous garantissent pour l'avenir la vérité, la sincérité de la représentation.

« Maintenant, très-cher frère, vous me connaissez; si les sentiments que je viens d'exprimer et que je vous prie de communiquer à la loge *** sont approuvés par elle et qu'elle daigne me confirmer les pouvoirs qu'elle m'a conférés déjà, j'en serai heureux et fier; puis, si le zèle et le dévouement peuvent suppléer parfois à l'insuffisance du talent, j'ose vous donner l'assurance qu'ils ne seront pas complètement stériles entre mes mains.

« Agréez, etc. »

La loge a fait répondre officiellement par son secrétaire :

« Votre lettre du 24 du mois dernier, lue en tenue solennelle, a produit une vive sensation. Nous partageons les principes de votre profession de foi, et nous comptons sur votre zèle pour les faire prévaloir tôt ou tard au Grand-Orient. »

UN AVEU.

Un membre de la minorité directrice, qui pourtant ne manque pas de valeur personnelle, disait dernièrement à un de nos amis, par une de ces distractions dont les plus habiles ne sont pas exempts : « Nous avons songé un instant à fortifier le personnel du Grand-Orient, en y appelant des hommes de savoir et d'intelligence; mais l'expérience que nous en avons déjà faite nous a donné la certitude *qu'il ne nous est pas possible de gouverner avec des CAPACITÉS.* » Ces paroles renferment tout un programme et donnent la clé de beaucoup d'énigmes. Nous les recommandons aux méditations des loges. Elles décideront s'il leur convient d'être gouvernées par le contraire des capacités.

DÉNI DE JUSTICE.

Il y a déjà plusieurs années que le frère Dejean, de Marseille, frappé d'une condamnation injuste par des ateliers dont il faisait partie, réclame vainement du Grand-Orient la réparation de ses griefs. A l'appui des arguments purement moraux qui militaient en faveur de sa cause, il a offert de fournir la preuve que sa condamnation avait été prononcée sur des pièces entachées de faux matériels. Cette preuve, il l'a mise sous

les yeux du frère Morand, qui inspecta, il y a plusieurs mois, les loges de Marseille; et le frère Morand parut ouvrir les yeux à la lumière, et promit au frère Dejean de faire son rapport au Grand-Orient et de solliciter avec instances la révision d'un procès reposant sur de pareilles bases. Il y a près de quatre mois que le frère Morand est de retour à Paris. Quel rapport a-t-il fait sur cette déplorable affaire! Quelle décision a prise le Grand-Orient! Comment! le frère Morand acquiert la certitude qu'un frère a été l'objet d'une mesure inique, et il ne s'émeut pas! et il ne fait rien! le Grand-Orient est instruit des faits et par le frère Dejean, et par la presse, et il reste dans la même inaction, dans la même indifférence! On lui reproche un déni de justice, et il se tait! Mais en vérité, une telle incurie, un tel dédain de l'opinion, un tel oubli d'un devoir sacré, ne se conçoivent pas! De deux choses l'une: ou le frère Dejean se plaint à tort, et dans ce cas il faut que le Grand-Orient le proclame bien haut, afin de ne pas rester sous le coup d'un soupçon de partialité, pour ne rien dire de plus; ou le frère Dejean se plaint avec raison, et alors il faut que l'affaire soit révisée et que justice soit faite à qui de droit. Il n'y a aucun moyen honorable de sortir de ce dilemme.

AUTRE DÉNI DE JUSTICE.

Nous trouvons dans la *Revue maçonnique* de Lyon deux documents dont nous allons reproduire la substance.

Le premier est une lettre en date du 12 mars 1842, adressée au Grand-Orient par le vénérable de la loge *la Parfaite-Union*, de Moissac. L'auteur rappelle qu'une décision de la chambre symbolique, qui lui a été transmise le 23 février précédent, suspend provisoirement la loge et le chapitre *la Parfaite-Union*, « pour des scènes déplorables, de graves irrégularités commises, soit dans les initiations, soit dans les élections, soit dans d'autres travaux. » D'abord le vénérable nie que, depuis son entrée dans la loge, aucune scène de désordre ait troublé la paix des réunions. Il fait observer ensuite que, si la sentence de la Chambre symbolique est motivée sur des faits antérieurs, il eût été au moins convenable qu'elle précisât les griefs reprochés aux deux ateliers; que, formulés vaguement comme ils le sont, ces griefs ne sauraient être discutés,

et que, dès lors, toute justification deviendrait impossible. Il ajoute que l'article 473 des Statuts-généraux ne donne à la chambre symbolique la faculté de suspendre provisoirement une loge qu'à la condition d'instruire immédiatement et d'entendre la défense de la loge suspendue, et non de statuer directement sur la dénonciation de quelques frères dissidents ayant un intérêt personnel dans la cause, et hors de tout débat contradictoire. Le vénérable termine en priant le Grand-Orient de faire procéder à une enquête par un atelier de quelque orient voisin, afin d'arriver ainsi plus sûrement à la connaissance de la vérité.

Le second document est une lettre adressée tout récemment au rédacteur de la *Revue maçonnique*; on y lit :

« Sur notre demande, une commission fut nommée, mais bien long-temps après notre sollicitation, c'est-à-dire plus de huit mois après. Elle fut prise dans les deux loges de Montauban. Elle vint à Moissac; elle convoqua tous les membres de l'atelier, et un débat solennel fut ouvert. Tous les moyens d'investigation furent employés. La commission recueillit religieusement les moyens d'attaque et de défense. Nous lui remîmes tout le matériel et jusqu'aux clés de la loge.

« Son rapport fut fait: nous avons la conviction qu'il nous est favorable. Nous tenons ce fait de la commission elle-même. Depuis long-temps il a été envoyé au Grand-Orient, avec prière réitérée de prononcer au plus tôt sa décision. Plusieurs fois encore, les deux loges ont écrit de pareilles demandes; nous sommes instruits qu'elles ont protesté auprès du sénat contre un silence qui blessait la justice. Si nous sommes bien informés, une loge d'Agen s'est jointe aux loges de Montauban.

« De notre côté, nous avons écrit planche sur planche; nous nous sommes adressés à notre représentant à Paris, à un autre frère (de Saint-Jean, médecin), officier du Grand-Orient et rapporteur dans cette affaire. Toujours et partout silence absolu. Nous avons demandé une décision, quelle qu'elle fût; nous avons demandé, en cas de condamnation, la restitution de nos métaux, que nous avions envoyés par anticipation, et quatre jours avant la réception de l'avis de notre suspension. Toujours même silence. Enfin, notre cause est en suspens depuis le mois de mars 1842; nous sommes privés de 70 francs que nous avons envoyés; et cependant le loyer du local est resté à notre charge depuis près de trois ans que nous sommes suspendus. Voilà 600 francs inutilement payés. Ajoutez que cet état de désordre décourage les frères, et que les versements ne s'opèrent pas...

« Signé: A. CHAMBRONNEAU, vénérable; MASSIE, premier surveillant; BOUGERAN, deuxième surveillant; LACASSAGNE, orateur; MACAGNOSE, secrétaire; RENOU, grand expert; LACASSAGNE, trésorier; ALBOUR, garde des sceaux. »

A la lecture de ce simple exposé des faits,

les réflexions se présentent en foule à notre esprit. Nous ne les exprimerons pas, cependant, pour ne pas sortir des bornes d'une discussion modérée, et de peur aussi de fournir un nouvel aliment à l'indignation que le ton de nos critiques inspire à la *Revue* lyonnaise, comme elle a la bonté de nous en informer dans son dernier numéro. Nous préférons emprunter les propres réflexions de la *Revue*, très-justes au fond, et dont le ton est sans doute irréprochable, puisque cette feuille est honorée des communications anonymes des membres de la minorité directrice ; ce qui est plus que la tolérance dont elle a joui jusqu'à présent, et ce qui l'élève au rang d'organe semi-officiel.

Voici donc en quels termes la *Revue maçonnique* apprécie la conduite du Grand-Orient dans l'affaire de la loge de Moissac :

« Le fait auquel a donné lieu la protestation dont il s'agit est de même nature que celui dont s'est plaint un frère de Marseille. Il accuse une grande précipitation de la part du Grand-Orient à prendre des décisions sur des rapports souvent erronés, et une volonté inébranlable à ne pas vouloir reconnaître son erreur lorsqu'elle est parfaitement démontrée. Nous savons combien il en coûte de revenir sur des actes sanctionnés par une apparence de justice, et qui ne se trouvent être que le résultat de honteuses passions ; mais nous pensons qu'il y a plus de courage et de franchise à déclarer qu'on s'est trompé, que de garder un silence obstiné et toujours mal interprété ! »

Nous n'ajouterons qu'un mot :

Ne se trouvera-t-il pas enfin quelque membre du Grand-Orient, qui, dans l'intérêt de la justice et de la dignité de l'Ordre, fasse une proposition formelle à l'effet de réparer les torts, involontaires, nous le pensons, de l'autorité maçonnique envers la loge de Moissac et le frère Dejean !

IMPORTANTES RÉOLUTIONS

DE LA LOGE LES HOSPITALIERS FRANÇAIS RÉGÉNÉRÉS, DE PARIS.

Dans sa tenue du 18 février, la loge *les Hospitaliers français régénérés* avait nommé une commission à l'effet d'examiner s'il convenait de demander au Grand-Orient l'abrogation de l'article 277 des Statuts-généraux, qui interdit la libre publicité maçonnique. La commission a fait son rapport dans la séance du 25 du même mois. Ce rapport est ainsi conçu :

« La liberté d'imprimer les travaux maçonniques, en ce qui ne touche pas les mystères, les rites et les cahiers des grades, doit-elle être de droit commun ? Telle est la question qui vous est adressée, et à laquelle vous êtes appelés à répondre.

« Avant d'aborder le fond de la question, votre commission a eu d'abord à examiner s'il est licite d'imprimer en maçonnerie.

« Dans les temps déjà loin de nous, alors que les hommes se livraient des combats acharnés, poussés qu'ils étaient par le fanatisme religieux ; alors que la moitié du genre humain était livrée à l'exploitation de l'autre, la maçonnerie avait pour but caché d'épurer les croyances et de réunir dans son sanctuaire les hommes que les préjugés n'aveuglaient pas. A cette époque de désastreuse mémoire, nous comprenons pourquoi la maçonnerie devait rester une société secrète, et tellement secrète, qu'aucun de nos travaux ne pouvait être révélé sous les peines les plus sévères ; et le serment exigé dans le premier grade, et à la clôture de nos séances, en est une preuve évidente. Alors que nos idées de liberté, d'égalité et de fusion, n'avaient point franchi le seuil de nos temples, il eût été dangereux de publier nos doctrines, car le titre seul de franc-maçon était un crime que plusieurs de nos frères ont expié dans les tortures, lorsque des circonstances sont venues le révéler en eux. La raison, la conservation de soi, imposaient la nécessité du silence, et on n'avait garde de le rompre, puisque la proscription aurait atteint le téméraire assez osé pour se dévoiler lui-même. Mais, aujourd'hui que le fanatisme et l'intolérance sont, sinon vaincus, du moins désarmés ; aujourd'hui que les hommes sont à peu près d'accord pour se reconnaître tous enfants d'un même Dieu, et qu'ils comprennent que la fraternité universelle est une œuvre réalisable, il n'y a plus de danger à publier nos principes, et nous pouvons ouvertement les faire connaître, puisqu'ils ne tendent qu'à moraliser l'homme et à le faire progresser vers le bien.

« Il n'est plus, le temps où notre parole ne pouvait être écoutée qu'à l'ombre du sanctuaire. Aujourd'hui que la civilisation, aidée de la puissance de la presse, va chercher l'homme jusque dans les contrées les plus barbares, pour agrandir sa pensée et améliorer sa condition, il nous est permis, et il est licite de proclamer hautement qui nous sommes et ce que nous voulons, afin d'appeler à nous celui que la lumière de la raison a éclairé, et pour éclairer celui que fatalement le préjugé tient encore asservi.

« Abordant maintenant la proposition qui vous est faite, votre commission est d'accord pour reconnaître que la liberté d'imprimer en maçonnerie doit être de droit commun. En Angleterre, en Allemagne, en Amérique, cette liberté existe ; les sénats maçonniques de ces orients n'ont point imposé de conditions pour obtenir le droit de publier sa pensée. Et pourquoi n'en serait-il pas de même en France, où nos lois politiques ont fait une si large part aux écrivains ?

« Il est inutile, je crois, de vous parler de la publicité en elle-même ; la proposition ne nous a pas amenés sur ce terrain. Du reste, les Statuts-généraux ne la prohibent pas d'une manière absolue. Quoique l'art. 277 défende de publier les travaux maçonniques, l'art. 278 détruit cette défense en tant que l'autorisation d'imprimer sera demandée au Grand-Orient. Mais c'est là un entrave : le Grand-Orient peut se laisser entraîner

à refuser son autorisation à une publication qui n'aurait rien que de légal ; d'ailleurs, c'est la censure préventive ; et, lorsqu'elle est abolie dans le monde profane, doit-on la retrouver dans la maçonnerie, dans cette institution qui se place au-dessus de toutes les autres, qui professe les principes les plus libéraux ? C'est une anomalie qu'il faut faire disparaître de notre code.

« Pourtant il ne faudrait pas que la liberté d'imprimer en maçonnerie dégénérât en abus ; et, afin de réprimer les écarts auxquels quelques écrivains pourraient se livrer, il est nécessaire d'établir une loi pour les arrêter ou les punir, sans cependant que cette loi puisse priver à perpétuité de leurs droits maçonniques les frères coupables.

« En conséquence, considérant que si, à une époque déjà loin de nous, il eût été dangereux de publier les travaux maçonniques, ce danger n'existe plus aujourd'hui, grâce aux progrès de la civilisation et des lumières.

« Considérant aussi que la publicité en maçonnerie ne peut que contribuer à faire rejaillir sur l'Ordre une plus grande somme de considération, et que la liberté d'imprimer ne doit pas être préalablement entravée ;

« Votre commission vous propose, à l'unanimité, d'adopter la résolution suivante :

« La liberté d'imprimer les travaux maçonniques, en ce qui ne touche pas les mystères, les rites et les cahiers des grades, est de droit commun.

« Les écarts de cette liberté seront jugés par le Grand-Orient constitué en grand-jury, et ces écarts ne pourront jamais être punis par l'exclusion à perpétuité des travaux maçonniques. »

Les conclusions de la commission, mises en discussion, ont ensuite été adoptées à l'unanimité des voix.

Ce résultat proclamé, le rapporteur de la commission a de nouveau demandé la parole, et s'est exprimé en ces termes :

« Votre commission, douloureusement affectée par un jugement rendu tout récemment contre un de nos frères, et considérant les dispositions de l'article 203, paragraphe 9 des Statuts-généraux, ainsi conçues :

« Sont maçons irréguliers :

« Ceux qui publient les travaux des ateliers de la correspondance, ou ceux du Grand-Orient, sans l'autorisation spéciale des assemblées maçonniques ;
« desquelles ces travaux émanent ; »

« Et les dispositions de l'art. 277, où il est dit :

« Nul maçon, nul atelier, sous peine d'irrégularité, ne peut rendre publics, par la voie de l'impression, ou par tout autre moyen, les sujets dogmatiques, administratifs ou contentieux, relatifs à la maçonnerie ; »

« Attendu que tout frère, par le fait de la violation de ces deux articles, est déclaré irrégulier, et qu'un maçon irrégulier cesse d'appartenir à la juridiction du Grand-Orient ; et que, par conséquent, le Grand-Orient n'a plus d'action sur le frère ainsi frappé ;

« Qu'en admettant, néanmoins, qu'un frère déclaré irrégulier par les articles précités puisse encore être traduit devant le Grand-Orient constitué en grand-jury,

il en résulterait que, dans l'espèce, le deuxième alinéa de l'art. 215 des Statuts-généraux lui serait seul applicable, puisqu'il y est dit :

« Sont passibles d'une suspension temporaire d'un à trois ans ceux qui, par la voie de l'impression ou de la lithographie, ou par tout autre moyen, ont rendu compte des actes administratifs du Grand-Orient ou des ateliers de sa correspondance ;

« Par ces motifs,

« Votre commission vous propose d'adopter la résolution suivante :

« La loge les *Hospitaliers français régénérés* proteste, dans la limite de ses droits, contre la condamnation dont a été frappé le frère Bègue-Clavel, relativement à la publication du journal *l'Orient*. »

Cette nouvelle proposition, discutée et soumise au vote de l'assemblée, a été prise en considération à une grande majorité, et renvoyée, pour y être débattue et adoptée définitivement, s'il y a lieu, à la plus prochaine tenue de la loge.

Cette séance est fixée au 11 mars. Nous rendrons compte du résultat de la délibération, qui ne peut manquer d'appeler le concours d'un grand nombre de frères.

UN DERNIER MOT

A LA REVUE MAÇONNIQUE DE LYON.

Nous avons reproduit, dans notre dernier numéro, et qualifié comme elle méritait de l'être, une communication SANS SIGNATURE, publiée par la *Revue maçonnique*, où les débats de notre procès au Grand-Orient sont rapportés d'une manière aussi malveillante qu'erronée. La *Revue* répond :

« Le frère Bègue-Clavel se plaint vivement, dans le dernier numéro de *l'Orient*, que nous venons de recevoir, de l'inexactitude des faits contenus dans une lettre relative à sa condamnation, et publiée dans la *Revue maçonnique* le mois précédent. Voici notre réponse ; nous la trouvons dans notre correspondance de Paris, qui nous arrive en même temps que le journal du frère Clavel :

« Très-cher frère, un grand nombre de membres du Grand-Orient ont lu, dans votre dernier numéro, la lettre relative au frère Clavel. Ils ont applaudi à la publicité que vous lui avez donnée, car elle est d'une parfaite exactitude ; c'est, selon eux, le compte-rendu fidèle de ce qui a eu lieu au sénat, etc. »

Cette lettre, comme la précédente, ne porte aucune signature.

Nous lui opposerons, non plus notre affirmation personnelle seulement, mais une attestation SIGNÉE par des membres du Grand-Orient,

qui ont bien voulu intervenir dans l'intérêt de la vérité. Cette attestation est ainsi conçue :

« Les soussignés, après avoir pris connaissance d'une lettre insérée dans la *Revue maçonnique* de Lyon, numéro de décembre dernier, où il est rendu compte du procès intenté par le Grand-Orient au frère Clavel pour la publication du journal *l'Orient*, déclarent, comme témoins oculaires, que les faits rapportés dans cette lettre sont COMPLÈTEMENT DÉFIGURÉS.

« Orient de Paris, le 25 février 1845.

« Signé : GODQUIN, PAGNERRE, SERBURIOT, J. BESQUART, BOGNOT, RAFFANEAU DE LA BLOTTERIE, GUILBART, officiers du Grand-Orient; JURAIN, BAUDIN, RÉTIF DE LA BRETONNE, DROT, ALTAROCHE, HOUTELET, A. FABRE, ELIE BOISDON, députés. »

La *Revue* trouvera-t-elle le démenti assez formel, assez complet, assez authentique ?

Nous n'accuserons pas sa bonne foi ; nous sommes convaincus que c'est avec loyauté qu'elle s'est laissé tromper ; mais nous lui conseillerons fraternellement de mieux choisir ses correspondants à l'avenir, et de se garder avec soin de prendre, comme elle le fait, sous sa propre responsabilité, le récit de faits dont ses rédacteurs n'auraient pas été *personnellement* témoins. Nous avouerons volontiers avec elle, qu'en présence des calomnies que l'on répand sur notre compte, nous n'avons pas conservé tout le calme que notre bon droit nous imposait ; mais si c'est là un tort, il a, nous le pensons, pour excuse notre amour de la maçonnerie, que des maçons, indignes de ce titre, déshonorent par le mensonge et par de haineuses passions.

Maintenant que notre véracité ne saurait être l'objet du moindre doute, nous sommes bien résolument décidés à ne plus faire l'honneur d'une réponse aux attaques que l'on pourrait encore diriger contre nous.

VARIÉTÉS.

INITIATION DES JÉSUITES.

On comprendra que, n'appartenant pas à la trop fameuse compagnie de Jésus, nous ne saurions affirmer que les aspirants qui s'y sont agréger sont soumis à des épreuves et reçoivent une initiation. Cependant, tant d'écrivains ont attesté le fait que les plus incrédules auraient mauvaise grâce à le nier. Mais ce point étant une fois admis, il resterait encore un problème à résoudre ; à savoir : en quoi consistent la nature

et la forme de l'initiation jésuitique. Ici le doute commence ; car les auteurs qui ont traité ce sujet, d'accord sur quelques détails, varient sur le plus grand nombre.

Il est constant que les membres de l'ordre des jésuites sont divisés en six classes : *profes* ; *coadjuteurs spirituels* ; *écoliers approuvés* ; *frères laïcs*, ou *coadjuteurs temporels* ; *novices* ; *affiliés*, ou *adjoints*, ou *jésuites de robe courte*. Or, cette hiérarchie permet de supposer, avec quelque fondement, qu'il existe des degrés d'instruction que franchissent successivement les adeptes pour arriver finalement à la connaissance complète du but que se propose la société : c'est effectivement ce qui se pratique dans toutes les associations secrètes, et, sous quelques rapports, il faut ranger le jésuitisme dans cette catégorie. Il y a, pour passer d'une classe à l'autre, des intervalles déterminés. Ainsi, on ne parvient au grade de *profes* qu'après deux ans de noviciat, sept ans d'études, sept ans de régence, une troisième année de noviciat, et lorsqu'on a atteint l'âge de trente-trois ans. Pourquoi aurait-on établi de pareilles conditions d'avancement, s'il n'y avait pas au fond du jésuitisme quelque grand mystère qui ne pût être dévoilé qu'à des hommes faits et longuement éprouvés ? Est-ce que, par hasard, toutes les organisations se ressemblent, et la capacité se manifeste-t-elle à point nommé au moment qu'on lui a fixé ?

On lit dans l'interrogatoire de Jean Châtel : « Interrogé s'il avait étudié en théologie au collège des jésuites, a dit que oui, et ce, sous le père Guéret, avec lequel il avait été deux ans et demi. Enquis s'il n'avait pas été dans la *chambre des méditations*, où les jésuites introduisent les plus grands pécheurs, qui voient en icelle chambre les portraits de plusieurs diables de diverses figures épouvantables, sous couleur de les réduire en une meilleure vie (mais, pour ébranler leurs esprits, et les pousser par telles admonitions à faire quelque grand cas, a dit qu'il avait été souvent en cette chambre. Enquis si les propos de tuer le roi n'étaient pas ordinaires aux jésuites, a dit leur avoir oui dire qu'il était loisible de tuer le roi. »

Ainsi, à l'exemple du Vieux de la Montagne, les jésuites, à cette époque, avaient aussi leurs *fédavis*, malheureux fanatiques qu'ils façonnaient au meurtre à l'aide de maximes pernicieuses et d'une sorte de fantasmagorie. Plus tard, encore, par les mêmes moyens, ils armèrent du poignard homicide, et Ravillac, et Damiens, et tant d'au-

tres. Bien que les jésuites actuels n'aient rien désavoué des doctrines et des actes de leurs devanciers, nous ne les confondrons pas tout-à-fait avec eux ; nous sommes persuadés qu'ambitieux hypocrites, toujours, ils tendent à la domination par l'intrigue, l'audace et la persévérance, et non plus par l'assassinat : le progrès des mœurs les a, sans aucun doute, sous ce dernier rapport, emportés dans son tourbillon.

Quoi qu'il en soit, le passage de l'interrogatoire de Jean Châtel, que nous venons de rapporter, donne quelque vraisemblance aux détails ci-après, que nous fournissent, sur l'initiation jésuitique, l'abbé Reghellini, dans *la Maçonnerie comparée avec les religions égyptienne, juive et chrétienne*, et Le Sueur, dans *les Masques arrachés*.

Voici d'abord en quels termes s'exprime l'abbé Reghellini :

« Les jésuites avaient dans leurs établissements une chambre noire, dont les murailles étaient peintes ; elles représentaient les enfers ; les novices y subissaient leurs épreuves : là, ils prêtaient le serment de ne jamais révéler ce qui se passerait dans l'intérieur de leur maison, et d'obéir aveuglément au général de l'ordre, avec l'abandon de leur corps, comme s'il eût été un cadavre.

« Outre cette chambre, ils en avaient une autre, dite de méditation, espèce d'oratoire secret où se trouvait un autel, et, sur celui-ci, un tableau couvert d'un rideau. C'était là qu'ils préparaient, selon leurs vues, le candidat, lorsqu'ils avaient découvert en lui une croyance aveugle unie à une âme enthousiaste et à un courage à toute épreuve ; alors ils procédaient à l'initiation.

« Dans cet oratoire, fermé à la curiosité des autres frères, les grands dignitaires de l'ordre recevaient le malheureux et trop crédule néophyte. Les révérends Pères, décorés de leurs ornements sacerdotaux, debout autour d'une table, lui montraient une boîte ornée de caractères emblématiques et supportant l'image de l'Agneau de Dieu. Un desservant, avec un air mystérieux, ouvrait cette boîte et il en sortait un poignard enveloppé dans un linge ; le Père qui présidait à la cérémonie le baisait avec dévotion, et l'arrosait d'eau bénite ; l'orateur assurait au récipiendaire qu'il pouvait délivrer des peines terribles du Purgatoire autant d'âmes qu'il donnerait de coups avec cet instrument à la victime d'expiation qu'on lui désignerait.

« Ensuite, le plus ancien présentait à l'initié

et suspendait à son cou le poignard qui était attaché, comme médaille, à un chapelet dont les grains en corail rappelaient qu'il devait verser du sang.

« Le desservant lui disait alors que Dieu l'avait fait son élu, et que, par sa dévotion et son dévouement, le glaive dont il était décoré surpasserait le mérite de celui de Jephthé, de Samson, de David, de Judith, des Machabées, et même de Jules II, pape, qui était parvenu, par ce moyen, à se délivrer de ses ennemis et de ceux de l'église.

« Le doyen des initiants, tourné vers l'autel, et à genoux, demandait pour l'initié, à l'Éternel, la couronne de gloire, celle qu'il avait accordée à la vierge Marie et aux plus grands saints, disant :

« Et vous, Dieu invincible et terrible, qui avez résolu d'inspirer à cet élu, votre serviteur, le dessein d'exterminer N.-N., ce tyran hérétique, fortifiez-le, et rendez parfaite la consécration que nous avons faite de ses membres, par une heureuse exécution du Grand-Oeuvre. Augmentez sa force, grand Dieu ! afin qu'il puisse accomplir son dessein. Donnez-lui cette cuirasse puissante et divine avec laquelle vous couvrez vos élus. Répandez sur lui cette force vive qui bannit toute crainte et qui fortifie les corps au milieu même des dangers et des supplices. »

« Cette oraison et invocation finie, un desservant tirait le rideau qui couvrait le tableau, et on y voyait le dominicain Jacques Clément entouré d'anges qui le soutenaient et le transportaient dans une gloire céleste.

« Le plus ancien plaçait sur l'initié une couronne qui faisait allusion à la couronne céleste, et disait :

« Que tous les saints se lèvent pour te donner une place parmi eux dans le paradis. Seigneur, daignez jeter un regard favorable sur celui que vous avez choisi pour votre bras, et pour l'exécution de vos éternels décrets de justice. Ainsi soit-il. »

« Tous les jésuites qui se trouvaient présents à l'initiation montraient beaucoup d'envie de n'avoir pas eu assez de mérite pour pouvoir entrer dans le nombre des élus.

« La cérémonie finissait par l'harmonica, l'apparition des anges, des corps célestes, des saints, de Jésus, de Marie, des spectres, des diables. Enfin rien n'était épargné, selon la circonstance et le caractère du néophyte. »

La version de Le Sueur offre des différences notables :

• Le récipiendaire, dit cet auteur, était conduit par un chemin ténébreux dans l'ancre des évocations, dont la voûte, le parquet, les murs, étaient couverts d'un drap noir parsemé de flammes rouges ; trois lampes sépulcrales jetaient une lueur blafarde qui servait à découvrir les débris d'ossements et de squelettes humains.

• L'épreuve durait vingt-quatre heures ; le jeûne, l'abstinence, concouraient à énerver les organes et enflammaient l'imagination du néophyte ; des breuvages achevaient d'affaiblir ses sens. Les deux préparateurs paraissaient devant lui sous la forme d'anges des ténèbres. Ils lui ceignaient le front d'un ruban blanc teint de sang et surchargé de hiéroglyphes ; ensuite, on lui mettait à la main un crucifix en lui attachant au cou des reliques ; ses habits lui étaient enlevés, on les déposait sur un bûcher, et, sur son corps nu, on traçait des croix avec du sang. Un troisième préparateur se présentait, qui lui liait les parties honteuses avec un cordon de soie rose et ponceau ; sept frères, armés de glaives, étaient présents, couverts de draps sanglants, le visage voilé.

• Après cette préparation, ils tendaient un tapis sur le plancher, s'y agenouillaient, se mettaient en prière, restaient les mains croisées sur la poitrine, la face contre terre ; après une heure de silence, le bûcher brûlait, et ils employaient la fantasmagorie pour faire paraître des spectres.

• Dans cet intervalle, on répétait à l'initié le serment ainsi conçu :

« Au nom du Fils crucifié, je jure de briser
« les liens charnels qui m'attachent encore à
« père, mère, frères, sœurs, parents, amis, rois,
« chefs, et à tout autre quelconque, à qui j'au-
« rais pu jurer foi, obéissance, gratitude et ser-
« vice.—Je renonce à N., lieu qui me vit naître,
« pour exister dans une autre sphère. Je jure
« de révéler au nouveau chef que je désire
« reconnaître ce que j'aurai fait, pensé, lu ou
« entendu, appris ou deviné, et de rechercher,
« épier ce qui s'offrirait à ses yeux. Je jure de
« fuir la tentation, de révéler ce que j'entendrai,
« sachant que le tonnerre n'est pas plus prompt
« que le glaive à m'atteindre, en quelque lieu
« que je puisse être. Que la vie me soit accordée,
« au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit. »

• Le serment prêté, les assistants se prosternaient, et le récipiendaire était introduit dans une cellule où il y avait un bain, et après on lui servait des restaurants. »

L'abbé Reghellini et Le Sueur ne faisaient pas partie, que nous sachions, de l'ordre des jésuites ; aussi y aurait-il quelque légèreté à accorder une foi explicite à des faits dont ils n'auraient pas été personnellement témoins. Mais voici des détails qui méritent toute confiance, puisque l'écrivain qui les a publiés avait pu tout voir et tout entendre par lui-même. Nous les extrayons de l'ouvrage intitulé : *Mémoires d'un jeune jésuite*, par l'abbé Martial Marcet de la Roche-Arnaud, qui parut en 1828 ; ils retracent le cérémonial de l'admission d'un jésuite de robe courte dans la maison supérieure de Montrouge :

« Je ne raconte ici que la réception du fameux président de la congrégation, M. de M... ; elle suffira pour donner une idée de toutes les autres ; car j'encourrais le reproche d'une ennuyeuse uniformité si j'allais donner les moindres détails des réceptions de M. le duc de R..., de M. Th..., de M. le prince de P..., de M. le duc de P..., de M. le comte de M..., de M. de D..., de M. le marquis de C...-T..., de M. le comte de M..., de M. le comte de B..., du prince de C..., du prince de G..., du duc de S...-C..., de M. M..., archevêque de Dublin, et d'une troupe de prélats, de plusieurs cardinaux trop connus, du pape lui-même, représenté par M. M..., son légat à *latere* ; enfin d'une multitude de grands personnages trop peu intéressants pour nous. Tenons-nous-en à celle de M. de M... »

« Il faut d'abord distinguer deux sortes de réceptions : celle qui se fait dans la rue du Bac, par le R. P. Roussin, directeur-général de toutes les congrégations de France, et celle qui a lieu à Montrouge, sous les ordres de celui qui représente le général de la congrégation universelle.

« Dans la première, on jure de propager le culte du sacré-cœur de Marie, et d'employer sa vie entière à l'établir par toute la terre, en dépit des efforts des impies. L'initié fait le serment, s'il est puissant, de donner les places de l'État aux protégés seuls de la congrégation ; et, s'il est riche, de faire servir sa fortune au triomphe des jésuites et à l'accroissement de la puissance papale. Voilà tout ce que c'est qu'un congréganiste du R. P. Roussin ; et, pour le dire en passant, la congrégation de ce modeste jésuite est composée de plus de huit cents Français, tous ou barons, ou comtes, ou marquis, ou princes, ou riches des pensions de l'État.

« Quant à la seconde réception, c'est autre chose. On appartient irrévocablement au pape et au général des jésuites ; et ce n'est plus seule-

ment l'affaire du culte de Marie. Mais revenons au noble congréganiste M. de M...

« Il fut reçu en même temps que le maréchal-de-camp comte de M..., que le cardinal duc de T...-P..., que le prince de C... et que quelques autres dont il est inutile, quant à présent, de citer les noms. En arrivant à Montrouge, il fut conduit, avec les nouveaux initiés, dans la chambre des conférences, où il fut laissé pour méditer sur les grands mystères qu'il allait bientôt connaître. Un petit livre, contenant des secrets et des maximes importantes, lui fut donné par un père qui le surveillait.

« Quelques moments après, on le tire de cette sombre méditation, on le mène à la chapelle, où, en présence des initiés, à genoux, le front incliné vers la terre, il proteste qu'il n'ignore rien de ce qu'il va faire, et qu'il désire avec transport d'être lié par des vœux éternels à la société de Jésus. Le chef de Montrouge, qui jusque-là était resté sur un fauteuil, se lève, monte à l'autel, y prend une lettre avec des marques d'une vénération singulière, la baise trois fois au nom de la très-adorable Trinité, et, se tournant ensuite vers le nouvel élu, il ordonne qu'on le dépouille du *vieil homme*, qu'on le purifie, et qu'on lui donne la livrée de Jésus-Christ. Aussitôt les deux initiés, qu'on appelle les purificateurs, lui ôtent ses habits, versent l'huile sainte sur sa tête, dans ses mains, sur sa poitrine, appliquent le baume sacré, font tous les exorcismes, le couvrent du manteau des jésuites ; et quand toutes les cérémonies de l'expiation sont remplies, le chef des élus descend de l'autel, et va présenter au nouvel initié la lettre du général de Rome, qui l'admet au nombre de ses sujets.

« Alors l'élu tombe aux pieds de ce représentant du lieutenant-général d'Ignace, les baise et se relève pour adorer et baiser respectueusement le sceau du grand-maître de la société de Jésus.

« Cependant, avant d'entendre lire cette lettre, il jure de garder le secret le plus inviolable, et de ne communiquer à personne rien de ce qu'on va lui révéler. Il promet de renoncer à sa famille, de sacrifier femme, enfants, père, mère, amis, pour la conservation et l'agrandissement de la sainte compagnie. Il fait les vœux de pauvreté, de chasteté et d'obéissance, avec la permission d'user de son bien et de sa femme. Quant au vœu d'obéissance, il se fait sans restriction. Il n'est pas permis là d'être libre.

« Après ces serments, les purificateurs le dépouillent du manteau jésuitique, et lui mettent

autour du cou un scapulaire, qui est l'habit et le signe des jésuites à robe courte, et il ne doit pas le quitter de sa vie.

« Quand l'élu eut consommé ce sacrifice, on le fit passer au réfectoire, où une petite table basse, pourrie et dégoûtante, était dressée pour lui au milieu des tables propres et bien servies de nos révérends pères. Il se mit à genoux, fit une déclaration publique de quelques scandales dont il s'était rendu coupable, et demanda l'aumône à tous ses confrères qui dinaient devant lui. Lorsqu'il eut mangé les restes des bons pères, il se jeta la face contre terre, baisa les pieds de tout le monde, s'étendit sur le seuil de la porte, et les religieux de la compagnie de Jésus n'en pouvaient plus d'aise d'humilier ainsi une des plus anciennes maisons de France.

« Après cette cérémonie, l'élu demeura seul avec le père-maître, se félicitant d'avoir triomphé du monde et de lui-même ; et, après un entretien de plus de trois heures, il se rendit à la chapelle, où il écrivit à genoux au général de la compagnie ses engagements, ses sentiments, ses résolutions et ses vœux, et termina cet effrayant sacrifice par cet autre vœu effrayant d'obéir à notre saint-père le pape au moindre signe de sa volonté, dût-il commander de traverser les mers sans argent, sans aliments, sur une simple planche, reste de quelque malheureux naufrage. »

FAITS DIVERS.

FRANCE. — Nous avons sous les yeux le procès-verbal imprimé de la dernière fête solsticielle du Grand-Orient. Ainsi que nous l'avons déjà constaté, le compte des opérations du semestre expiré, rendu par le frère Drouet, secrétaire en tour, se distingue, notamment en ce qui nous concerne, par une réserve du meilleur goût ; et cet éloge est d'autant plus désintéressé de notre part, que nous avons lieu de croire que le frère Drouet n'est pas de nos amis. Nous extrairons du travail de ce frère quelques particularités qui nous avaient échappé.

— Une loge, les *Trois-Temples*, à Carouge (Suisse), a formé une demande en constitution. Le chapitre de *Thémis*, à Caen, a été autorisé à reprendre ses travaux. Enfin il sera prochainement statué sur l'érection d'un chapitre de *rose-croix* sollicitée par la loge l'*Union-Africaine*, à Oran (Algérie).

— Outre les députés que nous avons désignés

précédemment, ont été admis dans le cours du semestre les frères Miquel, de la loge *Saint-Antoine du parfait contentement*, à Paris; Caylus, de l'*Etoile-Polaire*, aux Batignolles; Brique, de la loge *Union et Confiance*, à Lyon; Delerot, de la loge *les Amis-Philanthropes*, à Versailles. Les frères Caylus, Serrurot et Bailly ont été appelés aux fonctions d'officiers. Le frère Gautier, qui remplissait ces fonctions depuis neuf ans, a pris ses lettres d'honneur. Ajoutons que, depuis la publication du procès-verbal d'où nous tirons ces renseignements, le frère Bessin a pris également sa retraite.

— Du compte rendu par le frère Hellin, trésorier, il résulte que, du 1^{er} mars au 30 novembre 1844, la dépense a excédé la recette d'une somme de 4,500 fr. environ.

— Dans sa tenue du 17 février, la chambre de correspondance du Grand-Orient a rejeté la demande d'autorisation qui lui avait été adressée par le frère Cherpin et d'autres rédacteurs de la *Revue maçonnique* de Lyon, à l'effet de publier un ouvrage sur la maçonnerie contemporaine. Le refus d'autorisation a été prononcé sur les conclusions conformes du frère Desanlis, orateur. La chambre a décidé qu'il serait écrit aux frères impétrants que l'intérêt de l'Ordre est en opposition avec la publicité. Comment la minorité directrice conciliera-t-elle cette résolution avec les protestations qu'elle faisait naguère en faveur de cette même publicité, à propos de la condamnation de notre rédacteur en chef?

— Le festival au profit de la maison de secours aura lieu irrévocablement le 8 mars, dans le local du Grand-Orient. C'est le frère Bertrand, représentant particulier du grand-maître, qui le présidera. Les frères Bertrand, Bugnot et Elie Boisdon prononceront des discours. On entendra un morceau de chant dont les paroles sont du frère Altaroche. On entendra aussi, sur divers instruments, les frères Taskin, Duvernois, Jancourt, Aumont, Petiton, Prumier et Mlle Cloutier, professeur au Conservatoire. La partie vocale sera exécutée par les frères Fleury, Thys, Lincelle, et par Mlle J. Pillot, de l'Ecole royale de musique. Enfin, les frères Hoffmann et Neuville, du théâtre des Variétés, égayeront la fête par plusieurs intermèdes.

— Le Suprême-Conseil de France a annoncé, à la dernière fête de l'Ordre, qu'il avait signé un traité d'alliance avec le Suprême-Conseil de l'empire du Brésil, présidé aujourd'hui par le comte de Lages. Le représentant, à Paris, de ce Su-

prême-Conseil est le frère Horace Vernet. Une demande d'alliance a été adressée au Suprême-Conseil de France par le Suprême-Conseil de la Nouvelle-Orléans; une autre par une puissance maçonnique d'Europe. Il n'a rien été décidé à l'égard des deux dernières demandes.

— Indépendamment de la constitution de la loge de Vaise, dont nous avons parlé précédemment, le Suprême-Conseil a fondé une nouvelle loge à Genève, qui a été installée par le comte Lepelletier-d'Aunay, spécialement délégué à cet effet. La loge de Paris, *les Commandeurs du Mont-Liban*, s'est mise en instance de reprise de travaux.

— Ont été élevés par le Suprême-Conseil, au 33^e degré, le frère James de Rothschild; au 32^e degré, le frère Chasseloup-Laubat, ministre de France près la diète germanique; au 31^e, le frère Ch. Mayer, baron de Rothschild; au 30^e, les frères Kloos et Weil.

— Sur la proposition du frère Blaize, officier du Grand-Orient, la loge l'*Athénée des étrangers*, à Paris, a mis à l'ordre du jour de ses conférences la question de la publicité en matières maçonniques. L'esprit éclairé des membres de cette loge ne permet pas de douter que la solution qu'elle donnera à la question ne soit favorable.

— La loge écossaise *les Chevaliers-Croisés*, à Paris, a installé, le 24 février, son nouveau vénérable, le comte Jules de Chabrilan. Parmi les autres officiers installés dans la même séance, il faut citer le marquis de Tanlay; le frère Duchêne, un des conservateurs de la Bibliothèque royale, etc. Le nouvel orateur, le frère Duchêne, a lu un travail historique sur les anciennes initiations. Le frère de Blancmesnil, ex-vénérable, retenu chez lui par une indisposition, n'a pu assister à la réunion. Il devait développer la question qu'il avait posée, savoir: « De la convenance et de l'opportunité de créer, dans la presse périodique, un organe des vérités et des intérêts les plus graves, au point de vue maçonnique. » La question a donc été forcément ajournée. Un profane, secrétaire d'ambassade, a été proposé à l'initiation et sera reçu à la prochaine tenue de la loge.

— On nous communique une circulaire du frère Marc Bédarride, premier grand-conservateur du rite de Misraïm, dans laquelle est annoncée la prochaine publication de l'histoire complète de ce système maçonnique. Quand l'ouvrage aura paru, nous nous empresserons d'en rendre compte.

— On nous annonce que la loge *la Constance*, d'Arras, à l'exemple de *la Fidélité*, de Lille, a protesté dernièrement contre la condamnation dont le frère Clavel a été l'objet à l'occasion de sa participation à la publication de *l'Orient*. Nous espérons pouvoir donner quelques détails sur la délibération qui a précédé cette mesure, et peut-être aussi le texte même de la protestation.

— Dans son numéro de janvier, le journal *la Fraternité*, de Rouen, a reproduit un fragment du *factum* publié par le frère Juge contre les membres dissidents de *la Clémentine - Amitié*, fragment dans lequel ces frères sont signalés, en dépit de cent preuves contraires, comme ayant voulu imprimer une tendance politique à la maçonnerie. La même feuille rapporte également les condamnations prononcées contre le frère Clavel par le Grand-Orient, pour fait de l'impression de la circulaire de *la Clémentine-Amitié*, et plus tard, de la publication du journal *l'Orient*. Nous comptons assez sur la loyauté du rédacteur de *la Fraternité* pour être convaincus qu'après s'être fait l'écho de nos adversaires, il dira aussi les raisons que nous leur avons opposées. Il est non-seulement de l'intérêt de la presse maçonnique, il est de sa dignité de tenir la balance égale entre tous. Elle ne doit pas se faire un instrument de partis; sa mission est plus noble et plus haute : elle consiste essentiellement à manifester LA VÉRITÉ.

— La loge *les Arts-Réunis*, à Rouen, a célébré dans une de ses dernières séances une fête funéraire en mémoire de plusieurs de ses membres et des grands-maîtres de la maçonnerie de France et de Suède, les frères Joseph Bonaparte et Charles - Jean Bernadotte. Le frère Buisson, vénérable, a fait l'oraison funèbre au milieu d'un profond recueillement et d'une vive émotion; le frère Peulevey, orateur, a dit le triple adieu; puis une députation des sœurs maçonnnes de Rouen ayant été admise à participer à la solennité, le cérémonial s'est terminé au son d'une harmonie appropriée à la triste circonstance qui avait motivé la réunion. Plusieurs discours ont été prononcés, notamment par la grande-maîtresse d'adoption; et le frère Théodore Lebreton, de la loge *la Persévérance couronnée*, a récité une pièce de vers qui ne dément, sous aucun rapport, la réputation méritée de talent que s'est acquise ce frère.

— Les différentes loges de Rouen ont procédé au renouvellement de leurs officiers. Ont été nommés vénérables : des *Arts-Réunis*, le frère

Buisson; de *la Parfaite-Égalité*, le frère Lancien; de *la Persévérance couronnée*, le frère Desseaux; de *la Sincère-Amitié*, le frère Cessaut; de *la Constance éprouvée*, le frère Voisin; de *la Vérité*, le frère Deschamps.

— Quand la minorité directrice du Grand-Orient donne l'exemple de l'infraction des lois, il serait assez difficile que les loges les observassent avec un soin plus scrupuleux. En général, les administrés modèrent leur conduite sur celle des gouvernants. Il ne faut donc pas s'étonner de l'anarchie qui s'est introduite dans beaucoup d'ateliers, et qui a substitué à la bonne harmonie et aux sentiments fraternels qu'on y voyait régner autrefois, les divisions, les querelles, les luttes passionnées. Entre autres faits qui viennent à l'appui de nos réflexions, citons ce qui s'est passé récemment dans une loge de Rouen. Un frère que nous avons eu occasion de rencontrer plusieurs fois aux séances du Grand-Orient, maçon zélé, intelligent et doué d'une grande aménité de caractère, présidait depuis deux ans la loge à laquelle nous faisons allusion. Des membres projetèrent de porter leurs suffrages sur un autre frère, à l'effet de l'appeler à l'exercice du vénérat. Jusque-là ils étaient dans leur droit; et la loge renfermait assez de sujets capables pour justifier, sous quelques rapports, une telle résolution. Qu'est-il arrivé cependant? au lieu de choisir le nouveau vénérable, conformément aux Statuts-généraux, parmi les candidats domiciliés dans la ville, ils élurent un frère qui habitait au dehors. Par une autre violation des Statuts, ils nommèrent orateur un frère qui ne supportait pas depuis trois mois sa part des charges de l'atelier. Comme il fallait s'y attendre, il y eut une protestation de la minorité. Le Grand-Orient, appelé à se prononcer sur cette réclamation, s'appuyant des articles 134 et 135 des Statuts, annula les deux élections comme illégales. A l'infraction de la loi succéda la résistance envers l'autorité qui l'avait appliquée. Le 23 janvier, la majorité de la loge se refuse à obéir, sous prétexte que la notification de l'arrêté du Grand-Orient ne portait ni le sceau de l'Ordre, ni la signature du fonctionnaire qui en a la garde; elle passe outre et installe les officiers irrégulièrement élus. Nouvelle protestation, qui motive un second arrêté du Grand-Orient, par lequel la loge est suspendue provisoirement, et est citée à comparaître, par fondés de pouvoirs, devant le Grand-Orient dans le délai d'un mois pour présenter ses moyens de défense. Cet acte

de vigueur a fait réfléchir la majorité : elle a décidé qu'elle ferait présenter sa défense ; mais, dans la forme, la résolution qu'elle a prise déroge aux dispositions de l'arrêté du Grand-Orient, puisqu'au lieu de faire procéder au choix des défenseurs par un comité de famille qui eût été présidé par l'ex-vénérable, elle y a pourvu elle-même en assemblée générale sous la présidence du vénérable nouvellement élu et sur les conclusions du nouvel orateur. Cette dernière irrégularité va donner lieu à une foule de démêlés et de disputes. Déjà on se demande qui paiera les frais du voyage que feront les défenseurs. Sera-ce la caisse de la loge, ou bien la dépense sera-t-elle supportée par les seuls membres de la majorité qui ont abusé de leur nombre ? Ainsi, parce qu'il a plu à quelques frères d'enfreindre des Statuts qu'ils étaient tenus de respecter, une loge, jusque-là parfaitement unie, formée d'excellents éléments, d'hommes qui se convenaient sous tous les rapports, se trouve jetée dans des dissensions que l'entêtement menace de perpétuer et d'accroître, et finira par se dissoudre, après avoir été un sujet d'affliction pour tous les vrais maçons, qu'elle eût pu édifier par ses exemples. Complètement étrangers à ces malheureux débats, nous ne saurions être suspects de partialité. Nous engageons les frères, au nom de la maçonnerie, qui ne peut que perdre en considération, en influence et en force, à de pareilles divisions, à se rapprocher, à s'entendre, à annuler surtout ce qui a été fait ; et à choisir des officiers parmi les plus dignes, en se conformant aux dispositions invoquées des Statuts, dispositions qui sont du petit nombre de celles qu'il faudra conserver parce qu'elles sont sagement conçues et que l'application n'en peut être que salutaire.

— La loge *Jean-de-la-Fontaine*, à Château-Thierry, vient d'adresser à toutes les loges de France une circulaire dans laquelle elle fait appel à leur bienfaisance en faveur d'un de ses membres, ancien officier, décoré de l'étoile de la Légion-d'Honneur, qui se trouve en ce moment réduit à la plus affreuse misère. C'est un nouvel argument à l'appui des réflexions que nous a suggérées, dans une circonstance analogue, le manque d'une institution qui vienne efficacement au secours de grandes et honorables infortunées, que les ressources limitées des loges ne leur permettent pas de soulager. Mais jusqu'à ce que la fâcheuse lacune que nous signalons ait été comblée, il est du devoir des maçons à l'abri du bc-

soin de venir en aide à leurs frères malheureux ; et nous sommes certains que, cette fois comme toujours, la charité ne leur fera pas défaut.

— Dans le mois de décembre dernier, la loge *Jeanne-d'Arc*, d'Orléans, a célébré avec une grande solennité, sous la présidence du frère Woestyn fils, la fête solsticielle d'hiver. A l'issue du banquet, le frère Boullemier, orateur, a appelé l'intérêt de l'atelier sur le triste état où sont réduites la femme et la fille du frère servant de la loge *les Hiramites*, de la même ville, par suite du décès de ce frère. Sur la proposition du frère Woestyn père, une souscription a été immédiatement ouverte et s'est élevée à la somme de 350 francs, qui, le lendemain, a été déposée à la caisse d'épargne au nom de l'enfant du défunt. Depuis, les nouveaux dons ont été versés par des frères qui n'assistaient pas à la tenue, et ont dû recevoir la même destination. Nous nous plaisons à consigner ici cet acte de généreuse et prévoyante assistance, et nous espérons que l'atelier trouvera des imitateurs. Il est utile d'observer que la loge *Jeanne-d'Arc* reconnaît l'autorité du Suprême-conseil de France, et que la loge *les Hiramites* dépend du Grand-Orient : la première a donc donné un exemple de charité et de tolérance à la fois ; et cette circonstance augmente, s'il se peut, le mérite de sa bonne action.

— « Calomniez, calomniez ! dit Basile : il en reste toujours quelque chose. » Nos amis de la *Clément-Amitié* (les dissidents, bien entendu) ont expérimenté à leurs dépens la vérité de cet axiome jésuitique. On les a accusés mensongèrement de faire un champ clos politique de la loge à laquelle ils appartenaient, et, bien qu'à vingt reprises différentes, ils aient démontré mathématiquement la fausseté d'une telle allégation, « il en est toujours resté quelque chose. » La loge *Jeanne-d'Arc*, dont nous venons de parler, toute sage et toute intelligente qu'elle est, n'a pu se soustraire à la contagion de l'erreur que des bouches ennemies, malgré tous les démentis, ont propagées avec une persévérance que rien n'a pu ni décourager ni fatiguer. C'est du moins ce que nous donnerait à penser un discours prononcé par un frère de cette loge à la dernière fête solsticielle. « La *Clément-Amitié*, y est-il dit, gangrenée par l'esprit politique qui s'y est introduit, est perdue, et mérite le blâme de tous les vrais maçons. » Que ce frère se rassure toutefois, et avec lui, la loge, si elle partage son opinion : les dissidents de la *Clément-Amitié*, car c'est à eux qu'il est fait allusion, ne

sont ni assez oublieux de leurs devoirs, ni assez dépourvus de sens, pour avoir tenté et pour tenter jamais de mêler la politique à la maçonnerie. Il y a mieux; c'est qu'aucune loge en France, que nous sachions, et nous sommes renseignés à merveille, ne s'est engagée depuis bien des années dans une pareille voie.

— Il n'y a plus de maçonnerie à Bourges. Les deux loges de cette ville ont complètement cessé leurs travaux. *Sainte-Solange* s'est dissoute il y a plus d'un an; *Caroline* s'est mise en sommeil au mois de décembre dernier. Privées, comme toutes les autres, d'une direction supérieure, abandonnées à elles-mêmes, ces loges ne savaient que faire et ne faisaient rien. Leurs membres se retiraient l'un après l'autre, ou refusaient d'acquitter leur part des dépenses communes; elles ont fini par mourir d'épuisement. Elles avaient cependant un beau rôle à remplir au milieu d'une population arriérée de deux siècles en toutes choses; mais il leur fallait des guides, il leur fallait une impulsion d'en haut; tout cela leur a manqué. Cette nullité et quelques admissions imprudentes les ont déconsidérées aux yeux des profanes; et la déconsidération en est venue à ce point, que personne aujourd'hui, à Bourges, n'ose avouer son agrégation à la société maçonnique! Voilà l'œuvre de la minorité qui gouverne le Grand-Orient! A Moulins, les maçons n'ont rien perdu de l'estime dont on les environnait; mais, là aussi, et par les mêmes causes, il n'existe plus d'atelier. Par malheur, nous ne sommes pas au bout de cette triste statistique; nous la compléterons dans nos prochains numéros.

— Il existe, dans les loges, un usage qu'il importe de supprimer ou de modifier. Cet usage consiste à faire circuler, à la fin des banquets, un mot d'ordre donné par le vénérable pour la circonstance seulement. Déjà, dans la même séance, le mot de semestre a circulé d'une manière semblable. Or, il peut arriver, et il arrive en effet quelquefois, qu'un frère distraait confonde les deux mots; dise, en se présentant en loge comme visiteur, le mot du banquet au lieu du mot de semestre, et soit, en conséquence, repoussé comme un intrus. Un de nos frères, voulant visiter dernièrement une loge de province, celle de Roanne, je crois, s'est vu refuser l'accès des travaux parce qu'il avait commis une erreur de ce genre. Nous pensons que, si les vénérables persistent à faire passer un mot au banquet, il serait préférable que ce fût le mot de semestre

plutôt que tout autre: on y trouverait au moins l'avantage de se graver plus profondément ce mot dans la mémoire.

ANGLETERRE. — Le suprême grand-chapitre des maçons de *Royale-Arche* s'est assemblé dans le courant du mois de novembre dernier. Des autorisations ont été délivrées pour l'établissement de chapitres provinciaux à Worcester et à Gosport. Il a été constaté que la situation financière était des plus prospères. Une allocation de trente guinées (750 fr.) a été votée pour les écoles maçonniques de jeunes filles et de jeunes garçons orphelins. Un compagnon, le frère Mac Mullen, a annoncé, pour la prochaine convocation, une motion tendante à demander que, pour venir en aide au fonds d'annuités bienfaisantes des maçons de *Royale-Arche*, tout membre de chapitre d'un district de Londres serait tenu de payer 4 shillings (5 fr.) par an, et chaque membre d'un chapitre provincial, 2 shillings (2 fr. 50 cent.).

— La circulaire suivante a été adressée aux membres du Grand-Conclave de l'Ordre des chevaliers du Temple, siégeant à Londres, par le frère W.-H. White, grand chancelier et secrétaire, sous la date du 14 octobre dernier:

« Sire chevalier, vous êtes respectueusement invité à assister au Grand-Conclave qui se tiendra, le 29 octobre 1844, dans la salle des francs-maçons, à trois heures de l'après-midi, afin de procéder à la confirmation des Statuts-généraux de l'Ordre, approuvés à l'unanimité dans la réunion précédente du Grand-Conclave, en date du 26 août, et de vous occuper de diverses autres matières.

« Le Grand-Conclave a été officiellement informé que les chevaliers du Temple, admis en Écosse, ne seront pas tenus désormais d'être francs-maçons, ainsi que cela avait été exigé jusqu'à ce jour. En conséquence, on ne doit plus, à présent, conclure que le porteur d'un certificat de chevalier écossais du Temple est franc-maçon. »

— Dans le comité des maîtres de la Grande-Loge, tenu le 27 novembre, on a donné connaissance d'une communication du grand-maître, à l'effet d'annoncer que la Grande-Loge du Texas a nommé le frère Lea Wilson comme son représentant près la Grande-Loge d'Angleterre; que cette nomination a reçu l'assentiment du grand-maître, et qu'en conséquence le frère sus-nommé serait présenté à la prochaine grande loge. Le comité a été également informé que l'adresse de

la Grande-Loge au prince de Prusse avait été dûment présentée à son Altesse Royale. Il a été constaté, par un rapport spécial, que le fonds de bienfaisance est arriéré, tandis que le fonds général augmente incessamment, de telle sorte qu'on a récemment acheté des consolidés pour une somme de 500 liv. sterl. (12,500 fr.).

— L'installation du frère Lea Wilson a eu lieu à la Grande-Loge le 14 décembre.

— Le bal maçonnique qui est donné chaque année, au bénéfice de frères âgés ou malheureux, a eu lieu le 22 janvier dernier à Londres. L'assemblée était nombreuse et brillante, et la recette a dû être très-productive.

— Dans l'assemblée du 10 octobre, à la Grande-Loge de Londres, on a procédé, par la voie du scrutin, à l'admission de quatre nouvelles orphelines dans l'école fondée pour les filles de maçons morts sans laisser une fortune suffisante à leur famille. Un des frères inspecteurs de l'école a assuré à ce propos que cet établissement est tenu avec le plus grand soin, et qu'il ne laisse rien à désirer sous le rapport de la sollicitude dont sont l'objet la santé et l'instruction des pensionnaires.

— Le 15 octobre, une représentation théâtrale, suivie d'un bal, a eu lieu sous les auspices de plusieurs frères au bénéfice de l'école maçonnique des jeunes garçons.

— Un frère James Gardner, qui tient un hôtel dans Croydon (quartier de Londres), se trouvait avec sa femme et deux filles dans la plus grande gêne. L'assistance maçonnique ne lui a pas manqué; on a organisé une souscription en sa faveur. Ce fait ayant été connu du frère Hobbs, un des chanteurs les plus en réputation de l'autre côté du détroit, celui-ci s'est empressé d'organiser un concert au bénéfice du malheureux père de famille. On ajoute que le digne frère Hobbs est accoutumé à faire ainsi un généreux usage de son talent; il a chanté au profit de tous les établissements charitables de Londres et d'autres villes d'Angleterre.

— Un magnifique service de table en argent a été offert par souscription, le 10 décembre dernier, au frère E.-F. Leeks, ex-vénérable de la loge de l'*Unité*, à Londres, comme témoignage d'estime publique. A l'occasion de la remise de ce présent, il y a eu un banquet splendide auquel assistaient un grand nombre de dignitaires de l'Ordre, de frères et d'élégantes ladies. Au dessert, le service a été étalé sur la table; le président Bond Cabdell, ex-second grand-surveillant de la Grande-Loge, a

adressé un très-beau discours au frère Leeks; ce lui-ci a exprimé toute sa reconnaissance d'une voix pleine d'émotion. Parmi les souscripteurs pour le témoignage d'estime offert à notre vénérable frère, se trouvent S. A. R. le duc de Cambridge, l'archevêque de Cantorbéry, plusieurs membres du banc des évêques à la chambre des lords, des dignitaires du clergé, des gentlemen et des dames de la plus haute distinction.

— La Grande-Loge provinciale annuelle pour le comté de Stafford a eu lieu à Wolverhampton, le 26 septembre dernier. Parmi les bannières des frères, on remarquait les nobles et brillants écussons armoirés de lord Ingestre, du colonel Anson, du révérend docteur Slade, etc., etc. La solennité s'est terminée par un grand banquet. En proposant au dessert la santé de la reine, le président a ajouté que Victoria avait des droits particuliers à l'attachement fidèle et respectueux de l'ordre maçonnique, en ce qu'elle est la descendante de frères du sang royal. Le grand chapelain a prononcé un discours très-intéressant. Il a signalé comme un fait inouï dans l'histoire religieuse du monde et des plus honorables pour la confraternité maçonnique, une récente assemblée de la Grande-Loge de Bombay (Indes-Orientales), à laquelle assistaient *neuf frères indigènes*, dont trois professaient la religion de Zoroastre, deux, celle de Confucius, et les quatre autres, le culte mahométan. Et cependant on les a vus réunis aux adorateurs du Christ par le lien de la fraternité, et voués à l'exercice du même culte maçonnique. Comme témoignage de la haute antiquité de l'Ordre, le grand-chapelain a parlé ensuite des recherches récentes de la Société archéologique, lesquelles ont abouti à découvrir sur des pierres de la cathédrale de Cantorbéry et d'autres édifices les plus anciens et les plus célèbres de l'Angleterre, des signes et des symboles maçonniques correspondant à ceux qui sont encore aujourd'hui en usage parmi nous : preuve évidente que les fondateurs de ces monuments appartenaient à la maçonnerie. Le grand-chapelain a assuré avoir vu lui-même dans la chapelle du château de Rosslyn, près Edimbourg (une des plus précieuses reliques de l'architecture du moyen-âge), une marque qui retrace clairement une certaine partie de la cérémonie spéciale du troisième degré.

— Le chapitre de la ville de Dudley, attaché à la loge n° 318, a été consacré le 13 décembre. Suivant l'ancien usage, six frères *mark masters* (maîtres de marque) de la loge n° 313 ont été

élevés au suprême degré de royale-arche ; et les compagnons Sheddan et Morris, de la même loge, ont été solennellement installés dans le second et troisième fauteuil. Après cinq heures consacrées à la célébration des *anciens mystères*, le chapitre a été clos, et les compagnons, au nombre de vingt, se sont assis à un excellent banquet.

— A Nottingham, le 19 novembre, le très-digne et très-honorable grand-maître provincial, colonel Thomas Wildman, a tenu une loge pour l'initiation d'un frère ; après quoi, une grande loge s'est ouverte sous la présidence du même grand-maître assisté des grands-surveillants et officiers provinciaux, des grands officiers des provinces voisines. Les maîtres et surveillants du comté de Nottingham ayant été admis, les diverses loges ont été réunies sous leurs bannières respectives par le grand-poursuivant provincial. Le grand-maître provincial a commencé par exposer la matière des travaux, puis il a invité les secrétaires des loges de la province à présenter leurs rapports. Le digne et honorable grand-maître a exprimé sa satisfaction au sujet de ces rapports et de la situation maçonnique dans la province. A quatre heures et demie, tous les travaux étant terminés, le grand-directeur des cérémonies a disposé la procession pour se rendre à la salle du banquet. Cette salle était ornée d'allégories, de bustes, etc., de tentures bleues et blanches, de guirlandes de verdure, et de fleurs ; le coup d'œil était des plus pittoresques. On avait disposé des sièges pour les dames, qui, des fenêtres de la salle, avaient assisté au défilé de la procession. Enfin, la fête était encore embellie par un excellent orchestre.

— La Grande-Loge provinciale annuelle, pour la partie occidentale du comté de Lancastre, s'est réunie le 24 à l'hôtel d'Adelphi à Liverpool. L'assemblée des frères a été extrêmement nombreuse ; on y remarquait la députation de seize loges ainsi que plusieurs visiteurs distingués dans la science de la franc-maçonnerie. Après l'expédition des travaux, on s'est réuni en un splendide banquet ; pendant le repas, des frères musiciens ont chanté divers hymnes maçonniques. Un orchestre placé dans une galerie a également exécuté nos marches et airs favoris.

— Le 24 octobre dernier, la Grande-Loge provinciale annuelle, pour la partie occidentale du comté d'York, s'est réunie à Halifax, sous la présidence du comte de Merborough. Cette solennité avait excité un intérêt extraordinaire ;

jamais l'assemblée n'avait été aussi nombreuse : on savait qu'à cette occasion un *testimonial*, ou témoignage public d'estime, devait être offert au frère Charles Lee, député, grand-maître provincial du district occidental. Après l'expédition des affaires maçonniques de la province, les frères se sont rendus processionnellement à la salle du banquet ; près de deux cents y ont pris part. La table réservée pour les principaux officiers était couverte d'un surtout cramois ; neuf autres tables étaient disposées pour les frères. Au dessert, un brillant essaim de dames a envahi les galeries ; et, au moment où le héros de la fête, le frère Lee, est venu s'asseoir sur un siège préparé en face, toute l'assemblée s'est levée et l'a salué trois fois des plus vifs applaudissements. Alors une magnifique pièce d'argenterie a été apportée dans la salle et déposée devant le président. C'était le présent qui devait être offert au frère Lee comme un noble témoignage de l'estime générale qu'il a su mériter de la part de ses frères des loges occidentales du comté d'York. Ce présent consistait en deux riches flacons à vin, entourés d'un grillage d'argent, sur lequel se relevaient, en bosse, des emblèmes maçonniques. Chacun de ces flacons était posé sur un plateau aussi d'argent, et élégamment ciselé ; sur le pied ressortaient les bijoux indicatifs du grade de député grand-maître provincial ; on lisait, sur le côté, cette inscription : *Honor dignissimo ferat*. L'apparition de ce magnifique cadeau a été saluée par de nouveaux applaudissements. Le président, en l'offrant au destinataire, a rappelé les longs et nombreux services qu'il a rendus à la maçonnerie depuis quarante ans. Le frère Lee a exprimé sa reconnaissance et ses remerciements avec une vive et profonde émotion. La fête s'est terminée par l'*antienne nationale*, exécutée à grand orchestre.

— Le grand-maître d'Angleterre, comte de Zetland, a tenu, le 23 octobre, à Whitby, une Grande-Loge pour la province orientale et occidentale du comté d'York. Les frères des loges d'York, de Richmond, de Beverly, et d'autres loges de la province, y assistaient. Il y a eu ensuite un grand banquet présidé par sa seigneurie.

— Les frères de la loge de Taunton ont décidé qu'un élégant joyau, insigne de son grade, serait offert au vénérable, le frère Tucker, au moment où il résignerait ses fonctions, en reconnaissance du zèle et de l'habileté maçonnique qu'il n'a cessé de déployer.

— Le 3 décembre a eu lieu, à Maidstone, la

consécration de la loge le *Belvédère* par les grands maîtres provinciaux, en présence d'une nombreuse assistance de membres de la maçonnerie. Après l'installation du maître, le frère Ch.-Gustave Witaker, on a nommé les différents officiers de la loge. L'assemblée s'est ensuite réunie à un banquet fraternel.

— Le très-honorable comte Howe a été installé, en qualité de grand-maître, pour le comté de Warwick, dans une grande loge provinciale qui s'est tenue le 25 novembre. Cette cérémonie a été très-brillante.

— Une nouvelle loge a dû être consacrée, le 1^{er} janvier 1845, dans la ville de Berkhamstead. C'est au zèle infatigable du révérend frère Stéphen Lea Wilson, le plus jeune frère du représentant de la Grande-Loge du Texas, qu'on doit l'existence de ce nouveau rameau de l'arbre maçonnique; c'est également lui qui doit en être le premier vénérable. Le révérend frère Wilson est pasteur de la congrégation de Berkhamstead, et on le cite comme un des membres les plus pieux et les plus instruits du clergé.

ÉCOSSE. — La loge de l'*Étendard-Royal*, n° 530, à Kidderminster, continue de prospérer de façon à dépasser les espérances de ses fondateurs. Depuis l'ouverture, en date de juin dernier, elle a accordé l'initiation à seize nouveaux membres. Cette loge vient d'adopter une excellente mesure, et qui mérite d'être proposée comme modèle : il a été décidé que, pendant l'intervalle d'une assemblée de loge à l'autre, une *conversation maçonnique* aurait lieu à tour de rôle dans la maison des frères domiciliés dans la ville. Ce moyen de s'entretenir des intérêts de l'Ordre, et de matières qui le concernent, ne peut manquer de produire de bons résultats et de resserrer les liens de la fraternité entre les maçons.

— Environ quarante membres de la loge de l'*Alliance Défensive*, à Édimbourg, se sont cotisés pour offrir au frère Kert une très-belle tabatière d'argent avec une inscription constatant que ce présent est un témoignage d'estime et d'affection fraternelle.

— Les frères de la loge de Dundee ont également offert à leur digne ex-vénérable, le frère député provincial Ritchie, un superbe vase d'argent.

— Il vient de se former à Édimbourg une association sur la vie pour les francs-maçons écossais. Cette association est placée sous le patronage du grand-maître, et sous celui des grands-maîtres provinciaux et autres officiers de la

Grande-Loge d'Écosse. Le fonds de la société sera fourni au moyen d'un emprunt de 20,000 liv. sterl. (4 millions de francs), divisé par souscriptions de 2 liv. sterl. (50 fr.) chaque. Les maçons seuls seront admis comme souscripteurs.

— Le 18 novembre, on a procédé à l'élection du grand-architecte de la Grande-Loge d'Écosse. Plusieurs des principaux membres de l'Ordre s'étaient portés candidats à cette haute dignité de l'ancienne franc-maçonnerie écossaise. MM. Burn et Bryce ont réuni 156 suffrages, et M. Rhind n'en a obtenu que 100. Ce dernier a, dit-on, protesté contre le scrutin comme entaché d'irrégularité.

IRLANDE. — Le Grand-Chapter de rose-croix a ouvert, le 9 novembre, à Dublin, sa session d'hiver avec une grande solennité et au milieu d'un nombreux concours. On y voyait des membres venus des points les plus éloignés pour assister à la cérémonie d'ouverture.

BELGIQUE. — Le Grand-Orient de ce pays donne lieu, comme le nôtre, à de nombreuses critiques. « Il ne fait rien et nuit à qui veut faire. » Tout y est dans un désarroi complet; la correspondance est négligée; les loges ne sont instruites de rien de ce qui peut les intéresser, dans un moment surtout où elles ont à soutenir une lutte terrible contre le clergé ultramontain; elles ne sont pas même en mesure de calculer les forces qu'elles peuvent opposer à leur implacable ennemi, le Grand-Orient ayant cessé de publier son Annuaire statistique depuis 1840, malgré les prescriptions formelles de son décret de 1838. Cependant, il ne tiendrait qu'aux loges belges de faire cesser un si fâcheux état de choses : ce serait de renouveler complètement le personnel du corps dirigeant; c'est à la fois leur droit et leur devoir. Espérons qu'elles ne failliront ni à l'un ni à l'autre.

— Une feuille semi-maçonnique, intitulée *la Voix du Peuple*, paraît à Liège, depuis le mois de décembre dernier, avec le concours de la loge *la Parfaite-Intelligence et l'Étoile réunies*. Cette publication mensuelle est principalement destinée à combattre les progrès et l'influence du jésuitisme en Belgique. Nous pensons que, sans négliger cette tâche essentielle, il serait utile que *la Voix du Peuple* donnât une part plus large à l'exposé des doctrines et des actes de la maçonnerie. C'est parce que notre association n'est pas assez connue et qu'elle s'entoure d'un voile trop épais, que ses ennemis ont tant de facilité à faire accueillir leurs calomnies.

— Une loge d'Anvers, la *Persévérance*, a adressé la lettre suivante à l'auteur du *Juif Errant* : « Anvers, le 23 janvier 1845. — Monsieur, pénétrés d'un profond sentiment d'estime et d'admiration pour les utiles travaux auxquels vous vous livrez sans relâche, travaux dont le but est si noble et si élevé, puisqu'il s'agit de l'amélioration et du bien-être de la société en général, depuis l'ouvrier laborieux réclamant sa part du grand travail social, jusqu'aux classes les plus élevées, nous avons l'honneur de vous informer que les membres de la loge maçonnique la *Persévérance*, d'Anvers, ont décidé, à l'unanimité, qu'ils vous offriraient une plume d'or, comme faible gage de leur reconnaissance et de la sympathie qu'ils éprouvent pour tout ce qui est grand et beau. Les membres de la dite loge ne se dissimulent pas les difficultés sans nombre que vous devez rencontrer en poursuivant la rude tâche que vous vous êtes imposée ; ils n'ignorent pas non plus combien le nombre de nos ennemis communs est formidable, et qu'aucun sacrifice ne leur coûte pour assurer le triomphe de leur œuvre de ténèbres ; mais ils ont la confiance que vos œuvres, en éclairant le peuple sur ses droits naturels, paralyseront les effets désastreux de leurs doctrines impures, et une fois votre tâche accomplie, alors l'Europe civilisée dira avec orgueil : « *Honneur à Eugène Suë, honneur au noble et courageux écrivain !* » (1) »

— La brochure intitulée : *Aperçu des tra-*

(1) Voici ce qu'on lit en tête de cette lettre, reproduite par le journal jésuitique l'*Univers*, dans son numéro du 4 février : « Un journal *sulâtre* (a) et fourrieriste (b) publie l'article suivant sous ce titre : *Récompenses publiques*, titre d'autant plus vrai qu'il s'agit d'une société secrète dont on connaît la sympathie pour tout ce qui est grand et beau... en fait de *franche tippée*. »

L'*Univers* ne se borne pas à cette attaque de mauvais goût contre la maçonnerie ; il l'accuse dans son numéro du 23 du même mois, au risque d'exciter contre elle la haine de malheureux fanatiques ; il l'accuse d'avoir provoqué et organisé l'insurrection populaire du canton de Lausanne contre les jésuites de la Suisse : « Le triomphe obtenu à Lausanne par le *Grand-Orient de Berne*, dit-il, est devenu, pour la *franco-maçonnerie suisse*, dans toutes ses branches, le signal d'un effort furieux contre Lucerne et ses alliés ».

Ce ne sont là, il est vrai, que de simples escarmouches ; mais toutes les guerres commencent ainsi, et nous devons, puisqu'il en est temps encore, nous mettre en mesure de soutenir le combat.

(a) Adorateur de M. Eugène Suë.

(b) La *Démocratie pacifique*.

vauz de la loge les *Vrais-Amis de Gand*, en 1844, que nous avons déjà citée, renferme une nomenclature de pièces recueillies par l'atelier et déposées dans ses archives. Dans le nombre, nous en remarquons une qui est d'un grand intérêt pour la maçonnerie ; c'est la copie de cinq fresques trouvées il y a peu d'années à Nieupoort, et représentant des *épisodes de l'histoire d'Hiram*. « Ces productions artistiques, dit la Notice, dont les personnages sont de grandeur naturelle, datent du XIII^e ou du XIV^e siècle. »

ALLEMAGNE. — Un certain nombre de membres de la loge de Chemnitz, réunis à des frères de la loge de l'*Harmonie*, à Hohenstein, ont organisé entre eux une souscription à l'aide de laquelle ils pourvoient à l'éducation de quatorze enfants, parmi lesquels il doit toujours y en avoir deux catholiques. De plus, on les habille complètement aux fêtes de Noël.

— Bien qu'il existe une loge à Dippoldirwalde, plusieurs maçons ont formé par souscription un club de lecture, et comme il y a eu un excédant de fonds, ils l'ont employé à l'achat de Bibles qu'ils distribuent comme prix aux enfants des écoles signalés comme les plus studieux.

— La veille de l'ouverture d'un nouveau temple maçonnique, à Esleben, les frères ont donné un excellent dîner à 150 pauvres de la ville.

— Une souscription et un emprunt à 2 p. 0/0 ont été récemment ouverts avec succès à Posen, pour l'érection d'un nouveau temple consacré à la maçonnerie.

ESPAGNE. — Stimulés par l'activité que déploient leurs frères du Portugal, plusieurs maçons de Madrid s'occupent de rouvrir des loges que les longues agitations politiques du pays avaient forcées de suspendre leurs travaux. Une circonstance que notre correspondant considère comme très-favorable au succès de cette tentative est la publication d'une traduction espagnole du livre du frère Clavel, qui est commencée, depuis le 15 janvier, à la librairie de Monier, sous ce titre : « HISTORIA PITTORESCA DE LA FRANCO-MASONERIA Y DEMAS SOCIETADES SECRETAS ANTIGUAS Y MODERNAS. redactada en francés por F.-T. B.-Clavel, y traducida al castellano con notas y aclaraciones, por don Nicolas-Vicente Magan. » (*Histoire pittoresque de la Franco-Maçonnerie*, etc., traduite en espagnol, avec des notes et des éclaircissements, par M. N.-V. Magan.)

INDES ANGLAISES. — Une nouvelle loge, l'*É-*

toile de l'Espérance, s'est ouverte le 14 août à Agra, et, le 11 septembre suivant, le vénérable frère French, délégué par le grand-maître, a procédé à l'installation du vénérable et des officiers.

— Le *Courrier de Bombay* renferme un brillant compte-rendu d'un bal déguisé, donné par lady Mac-Mahon dans la salle des Franca-Maçons.

— Les frères de la loge *Saint-André*, à Bombay, ont offert un magnifique joyau maçonnique au digne grand-maître provincial des Indes-Orientales. Le présent était accompagné d'une adresse des plus flatteuses.

BIBLIOGRAPHIE.

On vient de mettre en vente, chez le frère Berlandier, libraire, rue de l'Eperon, 7, une *Biographie du frère Noël des Quersonnières*, âgé de 117 ans, affilié le 6 septembre dernier à la loge *les Trinosophes*. Cette brochure est ornée d'un portrait et d'un *fac simile*. Elle se vend 1 fr. 25 cent. au profit du centenaire.

— On trouve à la même librairie un nouveau *Manuel pratique du franc-maçon*, où l'auteur a réuni une foule de notions utiles dans un cadre très-resserré. Le prix de l'ouvrage est d'un franc.

LITTÉRATURE MAÇONNIQUE.

LE SOUS-PRÉFET ET LE COMÉDIEN.

En avril 182..., Florimond, basse-taille, qui venait de recueillir une large moisson de couronnes dans la ville de Toulon, passa du Midi au Nord et débuta dans la petite mais gracieuse salle de spectacle de Lorient. C'était presque ne pas changer de public : des officiers de marine, des aspirants, des matelots, des femmes de pêcheurs, un auditoire gai, turbulent, qui demande à être impressionné vivement, qui exige qu'on frappe fort, voilà ce qui se rencontrait dans les deux villes et ce qui convenait au talent de Florimond, homme de cinquante ans environ, grand et gros à proportion, d'une figure mâle et caractérisée ; ses cheveux encore noirs frisaient naturellement, et il se donnait à lui-même le surnom de *Crispus*, frisé, surnom qu'il partageait avec Saluste, faisait-il

observer, car Florimond avait fait de bonnes études, et citait volontiers les classiques ; ses yeux noirs étaient pleins de feu et son teint brun le faisait ressembler à un vieux marin dont la figure a été bronzée pendant vingt ans par le soleil du tropique. Il jouait de préférence les rôles de vieux capitaines, de vieux matelots ; il triomphait dans *les Deux frères*, de Kotzebue ; il avait, en effet, le physique de l'emploi. Il aimait aussi à étudier les mœurs des matelots, et à Toulon comme à Lorient on le trouvait, vêtu d'un habit bleu à boutons d'or, sous lequel on apercevait son gilet blanc, assis dans un estaminet, et fumant sa pipe au milieu des équipages des vaisseaux en rade ; il plaçait son sac à tabac à côté de son verre de grog, et n'était jamais plus heureux que lorsqu'il entendait dire derrière lui :

« Voilà Florimond, un ancien capitaine de frégate sous l'autre ;... les Bourbons n'ont pas voulu l'employer et il s'est fait comédien... Fameux talent ! »

A cette innocente distraction, Florimond joignait le soin d'acquiescer tous les petits talents qui peuvent donner dans une ville de la popularité à un comédien ; il se munissait des costumes du pays, il en apprenait les chansons, et dans les jours de carnaval, où l'on donne volontiers au public quelque chose qui sente le terroir, c'était Florimond qui se chargeait de cette tâche. Il se fit beaucoup d'honneur à Lorient en intercalant, dans un vaudeville, cette chanson connue :

Je vais à Lorient
Pêcher des sardines ;
Je vais à Lorient
Pêcher des harengs.

Du reste, économe, rangé et laborieux, Florimond remplissait scrupuleusement tous ses devoirs de comédien, et chez lui il surveillait l'éducation de sa fille unique, mademoiselle Sylvia, qui comptait à peine seize printemps, et qui, depuis cinq ans, était privée de sa mère. Madame Florimond avait été une bonne mère, une épouse vertueuse, et en même temps une excellente comédienne ; elle avait joué les soubrettes avec un grand succès et chanté l'opéra-comique d'une manière distinguée.

Dès que sa femme fut morte, Florimond perdit l'envie qu'il avait eue d'aller à Paris et borna son ambition à faire briller son talent dans les ports de mer ; mais sa fille devint l'objet de tous ses soins. C'était une enfant de la balle ; il l'éleva pour le théâtre, parce qu'il était persuadé que cette profession, malgré les dangers qui l'entourent, est aussi morale qu'une

autre, et qu'une femme peut y faire sa fortune sans perdre sa réputation. Sylvia était grande, bien faite; elle avait les beaux yeux noirs de son père, mais ses cheveux n'étaient pas frisés comme ceux de Saluste et de Florimond; ils étaient, au contraire, longs et soyeux, ainsi que les avait eus feu madame Florimond. Le teint de la jeune fille était blanc, son visage d'un ovale parfait : à ces qualités se joignaient un esprit vif et prompt, un organe souple et pénétrant, mais aussi une sensibilité excessive. Florimond fut le professeur de sa fille; il lui apprit la musique, le chant, l'art difficile de la déclamation, et la mit en état de joindre aux talents d'une chanteuse ceux plus rares encore d'une comédienne. Cependant, comme la jeune fille était très-timide, et qu'avant de l'exposer aux hasards d'un début il fallait l'accoutumer peu à peu au public, lui apprendre à affronter ce monstre à mille têtes, et l'aguerrir contre l'éblouissement des quinquets, Florimond plaça sa fille au nombre des figurantes : c'était, suivant lui, un noviciat nécessaire; ce noviciat faillit perdre la jeune fille.

On sait qu'avant la révolution, les jeunes seigneurs et tous les gens du bel air encombraient les deux côtés de la scène; que, placés à côté même des acteurs, leur présence détruisait l'illusion et empêchait le public de jouir pleinement de nos chefs-d'œuvre. Nous devons à M. de Lau-raguais la fin d'un aussi ridicule abus. En province, les choses ne sont pas comme avant la révolution; la scène est libre, mais les coulisses sont encombrées par les abonnés. Le droit d'y paraître est réclamé par eux avec une insistance particulière; c'est même là souvent la condition *sine qua non* de leur abonnement, et un directeur se ruinerait s'il refusait une chose à laquelle les jeunes gens tiennent plus qu'à leur entrée même dans la salle. Sylvia fut donc en butte, dès son apparition, aux poursuites de tous les lions de Lorient, poursuites dangereuses et d'autant plus actives, que parmi ces lions se trouvaient des officiers de marine jeunes, aimables, entreprenants, et que leur position oblige à mener rondement les affaires de cœur, parce que d'une heure à l'autre un ordre du ministre peut les obliger à aller faire l'amour à deux mille lieues plus loin. Florimond savait tout cela; mais qu'y faire? ce sont les dangers de l'état : il faut qu'une comédienne se garde elle-même. Il ne négligea pas cependant de la surveiller et de lui prodiguer ses conseils; il cherchait surtout à la prémunir contre les obsessions des officiers de marine, qu'il re-

doutait beaucoup et qu'il jugeait fort redoutables.

« Garde-toi de les écouter, lui disait-il; rien n'est plus dangereux que ces messieurs; ils sont gentils, aimables, mais la griffe est là-dessous; ils se font un plaisir de séduire une jeune fille pour l'abandonner... c'est infâme! n'est-il pas vrai? Eh bien! il faut le dire à leur louange, eux ne le regardent pas comme infâme; ils ne pensent pas que ce soit contre l'honneur; c'est ce qui les rend moins coupables, mais encore plus à craindre. Ainsi, Sylvia, veille sur toi, mon enfant. »

Comme il arrive toujours, Florimond prévoyait un danger imaginaire, et ne prenait aucune précaution contre un péril plus réel et plus prochain.

Il y a à Lorient un préfet maritime et un sous-préfet; celui-ci n'a qu'un pouvoir civil et nécessairement limité par la puissance d'une autorité supérieure. Le sous-préfet de Lorient était, en 182..., M. N**, homme de la révolution qui, comme tant d'autres, avait abjuré ses premières croyances et s'était dévoué aux Bourbons. M. N** avait, sous le directoire, épousé une femme noble, et il poursuivait avec ardeur deux choses : une préfecture pour lui et un établissement avantageux pour son fils Jules N**, jeune homme de vingt-trois ans, son unique enfant. Le père avait besoin de faire oublier ses anciennes erreurs, et en toute occasion il se montrait plus royaliste que le roi, et plus catholique que le pape; assez honnête homme, cependant, et plutôt poussé par sa femme à agir comme il le faisait que par sa propre inclination. Pour se mettre bien en cour, il fallait affecter des habitudes religieuses et rejeter les plaisirs un peu trop mondains; le théâtre était de ceux-là, et ni M. le sous-préfet ni madame la sous-préfète n'y mettaient les pieds. Monsieur s'occupait, dans la soirée, de sa correspondance avec le ministre; madame présidait des assemblées de dames de charité et recevait les missionnaires qui commençaient à agiter la France; mais M. Jules N** était un des abonnés les plus assidus du théâtre : c'était un jeune homme d'une jolie figure, d'une tournure élégante, et dont l'extérieur doux et modeste prévenait en sa faveur. Soit calcul, soit hasard, il avait évité de se mettre en rapport avec Florimond, et il n'en était pas connu. Il est probable que s'il en eût été autrement, l'acteur ne se fût pas défié d'un jeune homme doux comme une jeune fille et qui n'avait pas l'honneur d'être officier de marine. M. Jules était loin d'éviter la fille comme le père; il était parvenu, au contraire, à se faire trop bien venir de Sylvia, et l'un et

l'autre conduisaient leurs affaires avec tant de secret que personne ne se doutait de leur intelligence.

Un soir, un agent de police se présenta à la sous-préfecture et demanda à être introduit auprès de M. le sous-préfet ; il éprouva quelques difficultés à obtenir une audience : il y parvint cependant ; et, quand il fut seul devant ce personnage, il salua profondément et commença d'un air embarrassé :

— J'espère que monsieur le sous-préfet est persuadé de mon respect et de mon dévouement pour sa personne!...

— Sans doute, Lorois ; qu'y a-t-il ? que voulez-vous ? pourquoi me déranger ? j'écrivais au ministre.

— Et que monsieur ne m'en voudra pas de mon zèle ? continua l'agent.

— Au contraire, au contraire ; j'aime le zèle : qu'y a-t-il ?

— Monsieur me pardonnera de me mêler d'une affaire de famille...

— D'une affaire de famille ! dit le sous-préfet ; de quoi s'agit-il ?

— Et me protégera contre la colère de monsieur son fils, s'il vient jamais à savoir...

— Mon fils ! mon fils ! parlez donc !

— Voici, monsieur ; il y a une figurante au théâtre, une nommée Sylvia, qui est fort jolie.

— Qu'est-ce que cela me fait, imbécile !

— Pardon, monsieur, continua l'agent en faisant un profond salut, monsieur votre fils en est amoureux.

M. le sous-préfet avait été jeune, et sa jeunesse avait été orageuse ; il s'en souvint et fut sur le point de mettre l'agent de police à la porte de son cabinet ; mais le rôle que lui faisait jouer sa femme lui revint en mémoire ; il fallait qu'il se montrât non-seulement royaliste, mais encore religieux ; il fronça donc le sourcil, et dit à l'agent :

— Comment, mon fils se permet...

— Oui, monsieur, et il y a pis.

— Comment ! il y a pis, dit-il sérieusement alarmé.

Et l'agent, certain d'être écouté avec attention, continua ainsi :

— Monsieur votre fils est devenu amoureux de mademoiselle Sylvia, et comme il est fort joli cavalier, il n'a pas eu de peine à lui plaire.

— Vraiment ?

— Oui, monsieur ; c'est un jeune homme fort aimable, comme vous savez.

— Après, après, dit le sous-préfet.

— Oui, monsieur ; et comme il vous craint infiniment et avec raison, et que la demoiselle redoute beaucoup son père, ils ont pris le parti de quitter Lorient.

— Mon fils s'est enfui avec une figurante ! s'écria le sous-préfet.

— Oui, monsieur ; mais il y a autre chose : comme pour aller à Paris ou ailleurs il faut de l'argent, et que monsieur votre fils a pensé qu'il n'en pourrait pas tirer de vous, il en a emprunté à un usurier, lequel s'est bien gardé de refuser la signature d'un homme comme monsieur votre fils.

A cette dernière révélation, M. le sous-préfet bondit sur son fauteuil, il se pendit à sa sonnette et fit appeler sa femme. Madame la sous-préfète présidait une conférence spirituelle ; troublée par l'appel vigoureux de la sonnette, elle accourut, la pâleur sur le visage, et craignant que son mari ne fût appelé à d'autres fonctions pour faire place à quelque favori du ministre, ce à quoi les sous-préfets sont grandement sujets : elle s'arrêta en voyant l'agent de police, et ses idées prenant un autre cours, ses mains tremblèrent, une terreur profonde s'empara d'elle ; elle eut peur que les bonapartistes n'eussent levé l'étendard aux trois couleurs dans la bonne ville de Lorient.

— Approchez, madame, approchez, et apprenez la conduite de votre fils...

— Mon fils, dit la sous-préfète, sera toujours digne, je l'espère, du sang de ma famille qui coule dans ses veines ; il est dévoué à l'autel et au trône...

— C'est possible, mais ce dévouement ne l'empêche pas de contracter des dettes usuraires et d'enlever des comédiennes.

— Des comédiennes ! s'écria madame N**.

— Je veux dire une comédienne », répliqua le sous-préfet.

Après le premier moment donné à la douleur qu'inspirait une pareille conduite, il fallut songer au remède. Madame la sous-préfète décida que son fils avait été trompé, séduit par une coquette rompue aux intrigues galantes, habile à s'emparer du cœur et de l'esprit des fils de famille pour les dépouiller ; qu'il fallait mettre la gendarmerie aux trousses des fugitifs, écrire à M. le ministre pour lui demander de mettre la fille à la Salpêtrière, et de faire reconduire le jeune homme à Lorient sous bonne escorte. M. le sous-préfet ne vit à cela nul inconvénient. Le soir même, toute la ville apprit l'enlèvement de mademoiselle Sylvia et les mesures sévères qui avaient été prises contre elle.

Le lendemain se passa sans nouvelles. Le surlendemain, à dix heures du soir, M. le sous-préfet reçut un petit billet, par lequel M. le préfet maritime le pria de vouloir bien passer chez lui. M. N^o, jaloux de se rendre à l'invitation de son supérieur, prit son manteau et sortit de chez lui pour se rendre à la préfecture. A dix pas de sa porte, quatre gaillards déterminés s'emparèrent de lui, l'enveloppèrent dans son manteau et le firent monter dans une voiture, après l'avoir bâillonné et lui avoir bandé les yeux. M. le sous-préfet n'était pas très-bien avec M. le préfet maritime : les deux femmes de ces deux fonctionnaires ne s'entendaient pas : eux-mêmes étaient toujours à batailler sur leurs prérogatives, et MM. les officiers de marine étaient très-peu prévenants pour M. le sous-préfet. Il s'imagina donc qu'il était victime de quelque dénonciation, et que M. le préfet, par esprit de vengeance, procédait rigoureusement. La voiture roula pendant une heure et s'arrêta enfin ; on le fit descendre, on lui recommanda de se courber, et il marcha pendant dix minutes dans un lieu qu'à son extrême fraîcheur il pensa être un souterrain. Alors il se crut tombé dans les mains des bonapartistes ; et comme il avait quelques petites peccadilles à se reprocher, il se sentit peu à l'aise. On ouvrit une porte devant lui, on lui fit faire quelques pas, et la porte se referma. Il jugea qu'il était seul, et son premier soin fut d'ôter le bandeau qui lui couvrait les yeux ; il était dans une espèce de cave, sur les murs de laquelle il put lire les inscriptions suivantes :

« Si tu crains d'être éclairé sur tes défauts, tu n'as que faire ici. »

« Si tu es capable de dissimulation, tremble ; on te pénétrera. »

« Si tu tiens aux distinctions humaines, sors ; on n'en connaît point ici. »

Il tenait beaucoup aux distinctions humaines, mais il n'était pas libre de sortir. Sur une table était un flambeau, et à côté un tablier et une tête de mort. Il se trouvait dans cette partie d'une loge maçonnique qu'on appelle la salle de réflexions ; il était, il n'en pouvait douter, entre les mains des francs-maçons ; cette certitude le rassura. Les francs-maçons sont d'honnêtes gens, point cruels, leurs mains sont pures et leur morale est sainte : lui-même était maçon, et jamais il n'avait trahi les secrets qui lui avaient été confiés, ni persécuté ses frères : loin de là, il leur portait un amour secret mais sincère ; et malgré les anathèmes de Rome et les terreurs religieuses de sa femme, il se sentait plutôt disposé à les défendre qu'à

les opprimer. Au milieu de ces réflexions, la porte s'ouvrit, et il vit entrer deux messieurs revêtus de l'uniforme des officiers de marine, et qui portaient les insignes des maîtres ; un troisième personnage en habit bleu et également décoré du tablier et du cordon du maître les suivait ; c'était un homme de son âge à peu près, grand, vigoureux, et dont la figure remarquable portait en même temps le double caractère de la fierté et de la bonne humeur. Ce dernier venu donna au sous-préfet le baiser fraternel, et l'aborda avec les signes, mots et attouchements connus des vrais enfants de la lumière :

— Eh bien ! Brutus, lui dit-il, ne me reconnais-tu pas ?

A ce nom de Brutus, le royaliste sous-préfet fit un pas en arrière, mais le maître se rapprocha de lui, et continua :

— Tu ne reconnais pas ton ami Crispus, avec lequel tu allais, en 93, aux Jacobins soutenir les motions de Maximilien Robespierre ?

Au souvenir des temps passés, en entendant parler de 93, des Jacobins, de Robespierre, le sous-préfet recula jusqu'au moment où il fut arrêté par la muraille de la salle de réflexions.

Crispus lui rappela alors dans quelle douce intimité ils avaient vécu tous deux en 93, tous deux imbus des mêmes principes d'égalité et de liberté, n'ayant qu'un même logement, qu'une même table, une même bourse ; et Crispus rappela à Brutus que cette bourse dans laquelle Brutus ne mettait jamais rien, c'était toujours Crispus qui la remplissait. Il revint ensuite sur les plaisirs de ce temps, sur les soirées passées chez le citoyen Talma et chez le citoyen David, temps d'ardeur et de gloire où l'amour des arts et de la liberté remplissait leurs âmes fraternelles.

— Enfin, lui dit-il, te souviens-tu, Brutus, que nos yeux se sont ouverts ensemble à la lumière, et que tous deux nous avons eu l'honneur d'être reçus maçons en 93, à Paris, au carré Saint-Martin, dans la loge des *Amis de la Liberté* ? On nous appelait Oreste et Pylade. »

A ces souvenirs de sa jeunesse, le sous-préfet ne put pas dissimuler plus long-temps, il se laissa aller malgré lui au plaisir de revenir sur ses jeunes années, et ouvrant ses bras à Crispus, il lui dit :

— Ah ! mon Dieu ! oui, mon cher Crispus, je te reconnais parfaitement, tu es Brunet, Edme Brunet, fils du marchand de draps de la rue de la Harpe.

— Comme toi, mon bon Brutus, lui dit l'autre, tu es le fils du fruitier du quai de la Vallée.

— C'est vrai, lui dit le sous-préfet en rougissant un peu, mais que me veut-on ? pourquoi m'a-t-on bâillonné ? pourquoi m'a-t-on conduit ici, les yeux bandés ?

— Je vais te le dire, Brutus. »

Le sous-préfet crut reconnaître alors les deux acolytes de Crispus Edme Brunet, et il dit :

— Il me semble que ces deux messieurs sont deux lieutenants de vaisseau que j'ai eu l'honneur de recevoir chez moi !

Les deux lieutenants s'inclinèrent.

— Deux de mes amis, dit négligemment Crispus... Écoute, je suis non-seulement ton Crispus d'autrefois, non-seulement Edme Brunet, le fils d'un marchand de draps, mais je suis encore Florimond, première basse-taille au théâtre de Lorient, et je joue les pères dans la comédie. »

Le sous-préfet manifesta le plus vif étonnement.

— Si tu aimais les arts autant qu'autrefois, dit Florimond, quand tu tourmentais Talma pour avoir un billet de parterre, tu saurais cela. Je suis donc comédien, et, mon cher Brutus, je porte de temps en temps l'habit brodé comme toi, et même, au dire des habitués du théâtre, un peu mieux. Comme toi, enfin, je me suis marié ; et si le ciel t'a donné une sage et honnête femme, tu es aussi heureux que je l'ai été, car feu madame Florimond était un modèle de vertu ; elle m'a laissé une fille que j'ai élevée dans des principes d'honnêteté, et qui a heureusement les meilleures inclinations. Il n'en est pas de même de ton fils, Brutus ; je crains que ce ne soit un mauvais sujet. »

M. le sous-préfet crut devoir prendre le parti de son fils et répondre de ses qualités.

— Très-bien, répliqua Florimond ; s'il a un bon naturel, et qu'on ne puisse lui reprocher que l'étourderie naturelle à un homme jeune et amoureux, je pourrai m'entendre avec lui ; il ne me restera alors qu'un adversaire, et cet adversaire, ce sera toi, Brutus.

— Moi ! s'écria le sous-préfet.

— Écoute ; ton fils a séduit ma fille, il l'a enlevée ; et toi, sans prendre aucune information, sans daigner apprendre, dans une affaire aussi grave, quel était le séducteur, tu as appelé sur ma fille, une pauvre enfant de seize ans, toute la rigueur des lois. Un jeune homme de vingt-trois ans séduit une fille, la ravit à son père, et Brutus abuse de sa position pour flétrir une enfant de seize ans, que peut-être on a violemment arrachée de sa maison, qu'assurément on a trompée ; Brutus, mon ancien ami, mon frère, veut faire

mettre ma fille à la Salpêtrière ! Oh ! non, non, s'écria d'une voix forte Florimond, ma fille ne sera pas la victime des passions désordonnées de ton fils, elle n'ira point à la Salpêtrière ; ou si elle y va, si ce déshonneur doit passer sur la tête de mon enfant, le sang du père et celui du fils me répondront de cette tache dont l'innocence de ma fille serait injustement souillée..... Brutus, ajouta-t-il en serrant la main du sous-préfet, dans ma défroque de comédien, il y a plus d'une bonne lame de Tolède ; ces deux messieurs seront mes témoins ; ils connaissent ma fille, ils savent la justice de ma cause ; et quand j'en aurai fini avec le père j'irai trouver le fils : je sais bien qu'un sous-préfet a mille moyens d'échapper à un comédien, et voilà pourquoi tu es ici ; et tu n'en sortiras qu'après m'avoir rendu raison d'une façon ou d'une autre.

A ces mots, Florimond ouvrit une caisse plus longue que large, qui était dans un coin de la salle de réflexions, et que M. le sous-préfet n'avait pas aperçue jusque-là ; il en tira deux épées d'une égale longueur, qu'il plaça sur la table entre la tête de mort et le sablier. Une larme mouilla alors les yeux du comédien ; il se retourna vers le sous-préfet et le serra dans ses bras.

— Brutus, lui dit-il, rappelle-toi notre ancienne amitié, quand nous étions tous les deux républicains et maçons... Pour moi, je suis toujours l'un et l'autre... Tes convictions politiques ont changé ; cela ne me regarde pas : je n'ai rien à y voir ; mais n'oublie pas que nous sommes frères.

On lisait sur la figure mobile du comédien toutes les impressions qui l'agitaient : la rage, la tendresse paternelle, et jusqu'à son ancienne amitié pour Brutus, pour son frère changé en sous-préfet ; il secoua le bras de M. N**, et lui dit encore avec une jovialité d'expression que démentait l'ardeur de ses regards :

— Je joue les pères, Brutus, mais je ne suis pas un père-dindon.

Un des deux officiers de marine s'approcha du sous-préfet :

— Monsieur, lui dit-il, vous ne vous figurez pas l'exaspération de Florimond lorsqu'il a appris l'enlèvement de sa fille par M. votre fils, et les mesures que vous avez cru devoir prendre... Sur l'honneur, monsieur, vous ne devez la vie qu'à votre qualité de maçon : nous le sommes comme vous, monsieur, et comme tels, nous n'avons pas cru devoir refuser notre assistance à un

frère dont la cause est juste, et que votre fils et vous avez réduit au désespoir. Florimond veut une réparation complète ou il exige un duel dans quelques heures, et vous devez savoir quelle est son extrême habileté, les armes à la main... Cependant, monsieur, je ne vous cache pas que si vous refusez de vous battre, vous serez libre de vous retirer; nous avons trop d'honneur, mon camarade et moi, pour vous avoir attiré dans un guet-apens, pour permettre qu'il vous soit fait aucune violence. Mais, prenez-garde; Florimond est un honnête homme, et c'est en même temps un homme à redouter. Ami dévoué, il est ennemi irréconciliable; si vous déshonorez sa fille, votre position, votre vie, celle de votre fils, ne sont plus en sûreté... Florimond rendra publique votre conduite durant la révolution: ce nom de Brutus, qu'il vous donne ici du meilleur de son âme, il vous le donnera pour vous ruiner; et je ne sais pas si S. M. Louis XVIII, si Monsieur, si la duchesse d'Angoulême, s'accommoderont d'un sous-préfet qui s'est appelé Brutus et qui a applaudi M. de Robespierre aux Jacobins... C'est possible, ajouta l'officier avec un sourire malin, c'est possible, mais c'est douteux. »

M. le sous-préfet était un homme d'un esprit juste et prompt; il comprit parfaitement le danger qu'il courait, il jugea même sa position plus dangereuse que ne le disait l'officier de marine; il y avait enlèvement de mineure: et une fois qu'il serait prouvé que Sylvia était la fille honnête d'un artiste irréprochable, il était facile de faire à M. Jules N**, son fils, un procès dont l'issue serait fatale. M. N** ne se dissimulait pas non plus que Florimond était aimé à Lorient; il voyait qu'il avait su rattacher à sa cause deux officiers de marine respectables, et sentait que M. le préfet maritime et sa femme ne seraient pas fâchés de prendre parti contre M. le sous-préfet et madame la sous-préfète.

— Brutus! Brutus! se disait-il, que deviendrai-je si on m'appelle Brutus à Lorient?

Enfin il était dominé par d'autres considérations plus honorables: il aimait Florimond ou pour mieux dire Edme Brunet, avec lequel il avait passé sa jeunesse dans une si douce camaraderie; il se souvenait, en effet, d'avoir reçu la lumière avec lui à la loge des *Amis de la liberté*, et d'avoir devant tous ses frères laissé éclater une si vive tendresse pour son ami, qu'on les avait appelés Oreste et Pylade. Ces liens fraternels qu'impose la maçonnerie ont leur valeur, et ils sont autre chose que de vaines paroles qu'emporte le

vent; M. le sous-préfet sentit se réveiller dans son cœur ses sentiments d'autrefois; il s'élança dans les bras de Florimond en s'écriant:

— Crispus, mon cher Crispus, mon frère, aime-moi, pardonne-moi et accorde à mon fils la main de ta fille.

Les officiers de marine formèrent sur les deux amis la voûte d'acier; et leurs nouveaux serments furent ainsi ratifiés. Il restait au sous-préfet à faire entendre raison à madame la sous-préfète: la tâche était rude. — Son fils! l'espoir de sa race, celui qui avait dans ses veines le sang de ses nobles aïeux, épouser une figurante!

Le sous-préfet raconta à sa femme l'histoire de sa jeunesse et celle de ses variations politiques; il lui dit qu'il avait été jacobin, qu'il avait beaucoup connu messieurs les Girondins, et même les citoyens Robespierre et Saint-Just; il lui avoua que la tête couverte d'un bonnet rouge, il avait souvent soupé avec le citoyen David, et après l'avoir mise au courant de la situation où il se trouvait, il lui demanda si elle serait bien aise d'être appelée à Lorient madame Brutus.

Il fallut céder: on retrouva facilement les jeunes gens qui n'étaient pas sortis de la ville, et madame N** alla *in flocchi* demander la main de mademoiselle Sylvia. Le malin Florimond lui dit dans l'oreille:

« Ma foi, madame, je vous avoue que j'avais l'intention de marier ma fille à un *ut* de poitrine fort aimable qui lui aurait donné un équipage et cent mille francs de rentes; mais l'argent ne fait pas le bonheur, il paraît que ma Sylvia aime votre fils... je suis bon père... et d'ailleurs votre mari, BRUTUS, est mon ami, c'est mon frère: je vous accorde ma fille. »

Le mariage eut lieu. Florimond continua à jouer la comédie et à charmer son auditoire en lui chantant de temps en temps:

Je vais à Lorient
Pêcher des sardines;
Je vais à Lorient
Pêcher des harengs.

Il fut toujours bon père, excellente basse-taille et zélé maçon.

MARIE ATCARD.

L'administrateur-gérant, L. LEFÈVRE.

PARIS.—IMPRIMERIE DE E.-B. DELANCHY,
Faubourg Montmartre, 11.

L'ORIENT,

REVUE UNIVERSELLE

DE LA FRANC-MAÇONNERIE.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE

CONTRE LA FRANC-MAÇONNERIE.

Les journaux ont reproduit une circulaire de M. le ministre de la guerre, adressée à tous les chefs de corps, et qui est ainsi conçue :

« Colonel, il a été rendu compte à M. le ministre de la guerre que des militaires en activité de service, cédant à des sollicitations venues quelquefois de leurs anciens camarades, se sont fait recevoir francs-maçons.

« Sans jeter aucun blâme sur une institution tolérée par le gouvernement, le ministre croit devoir rappeler que les règles de la discipline s'opposent à ce que les militaires entrent dans une association, quel qu'en soit le but, et que ce sont ces principes qui ont motivé la circulaire du 5 juillet dernier, relative à la *Société de Saint-Maurice*, à laquelle il invite à se reporter.

« Conformément aux instructions du ministre, vous donnerez, avec la réserve convenable, des instructions aux officiers placés sous vos ordres ; vous leur recommanderez de prémunir leurs subordonnés contre les tentatives qui pourraient être faites pour les entraîner dans une association quelconque, et de prescrire à ceux qui se trouvent déjà liés de ne se rendre, sous quelque prétexte que ce soit, aux loges et aux réunions maçonniques.

« Vous m'informerez immédiatement de tout ce qui vous parviendrait de contraire à ces prescriptions, et vous m'accuserez réception de la présente circulaire, qui devra conserver un caractère confidentiel. »

À la lecture de cette pièce, notre premier mouvement a été d'en nier l'authenticité ; et nous croyions avoir pour cela des raisons sans réplique.

D'abord, nous nous demandions s'il était possible que le frère Soult, jadis si zélé maçon, second grand-surveillant d'honneur du Grand-Orient de France, eût mis tout d'un coup en oubli l'enthousiasme qu'il avait manifesté tant de fois pour notre belle institution et entrepris de rompre la chaîne fraternelle qui en unit les sectateurs.

Nous nous demandions encore si l'acte qu'on lui attribuait pouvait réellement émaner d'un politique aussi habile, aussi versé dans la connaissance des hommes.

Quoi ! nous disions-nous, le rédacteur de la circulaire avoue qu'il ne veut jeter aucun blâme sur la maçonnerie, que le gouvernement tolère, et pourtant il interdit à l'armée la fréquentation des loges, qui ne seraient, certes, pas tolérées par le gouvernement, si l'on y commettait des actes qui fussent contraires au bon ordre !

Il interdit à l'armée la fréquentation des loges, et pourtant il sait bien que l'autorité les surveille, et qu'il ne s'y passe rien dont elle ne soit aussitôt informée !

Mais, de tous les maçons, peut-être, ceux qui appartiennent à l'armée sont le plus zélés, le plus ardents ; ce sont ceux qu'anime la foi la plus vive. S' imagine-t-on que, s'ils ne peuvent fréquenter les ateliers ordinaires, ils ne seront pas entraînés, malgré eux et sans penser qu'ils font mal, à former entre eux des assemblées maçonniques !

Et voilà justement où est le danger ! D'une association mystérieuse on aura fait une société secrète. Qui vous dit qu'alors des malveillants, loin de toute surveillance, n'essaieront pas d'exploiter au profit d'un parti quelconque le mécontentement que vous aurez soulevé ! Qui vous dit qu'une réunion innocente ne pourra pas devenir, dans des circonstances données, le foyer d'une véritable conspiration !

Ainsi, de gaité de cœur, sans motif sérieux, on aura créé un péril qui n'existait pas, et fourni une fatale occasion de faillir à des hommes qui, sans cela, se seraient maintenus dans le sentier du devoir et de l'honneur !

Lors même que le péril que nous apercevons serait purement chimérique, pourquoi exclure les

militaires des avantages divers et précieux que leur offre l'association maçonnique ?

Que l'on consulte l'histoire de toutes nos guerres depuis bientôt deux siècles, et l'on y verra quels services la maçonnerie a rendus à ces époques de succès et de revers. Bien souvent, alors, nos soldats, près de recevoir la mort de la main d'un ennemi victorieux, n'ont dû leur salut qu'à la puissance mystérieuse du signe de détresse. Bien souvent aussi, laissés expirants sur un champ de bataille, le même signe leur a fait trouver des secours et des soins qui leur eussent manqué sans cela. Prisonniers, dépouillés de tout ce qu'ils possédaient, c'est encore la maçonnerie qui leur a fait rencontrer une généreuse assistance sur la terre étrangère.

Mais, laissant de côté les chances des combats, la maçonnerie n'a-t-elle pas aussi son utilité pour les militaires au milieu même de la paix ? Croit-on que les réunions de loges ne contribuent pas, par les discussions qui s'élèvent, par les matières diverses qui sont traitées, par l'effusion d'une bienveillance mutuelle, à agrandir le cercle de leurs idées, à effacer cette rudesse qui n'est pas le courage, et qui trop souvent établit contre eux dans le monde un préjugé défavorable et les rend l'objet d'un sentiment de répulsion ? Enfin, à leur arrivée dans une nouvelle garnison, n'est-ce pas aussi la maçonnerie qui leur fait former tout naturellement des relations honorables et leur ouvre l'accès des salons ? Préférerait-on leur voir user leurs loisirs dans une oisiveté solitaire ou dans la fréquentation des lieux publics ?

Nos doutes se fondaient encore sur les actes des pouvoirs qui se sont succédé en France depuis deux cents ans. Aucun d'eux n'a pris une mesure semblable à celle qu'on attribuait à M. le ministre de la guerre. Non-seulement ils n'ont jamais interdit aux membres de l'armée de suivre les assemblées maçonniques, mais, au contraire, ils ont toléré et même encouragé l'établissement de loges régimentaires. Nous voyons, en effet, dans les tableaux publiés par le Grand-Orient de France à l'époque de sa fondation, vers le milieu du siècle passé, qu'il existait alors, dans sa juridiction, vingt-quatre loges militaires, indépendamment de celles qui relevaient de l'autorité rivale, la Grande-Loge de France. Sous l'Empire, on en comptait soixante-neuf. Il y en avait aussi un certain nombre pendant la période même de la restauration. Et qu'on ne pense pas que ce soit là un fait particulier à la France : les trois royaumes de la Grande-Bretagne, les différents états de la

confédération germanique, la Belgique et la Hollande, ont eu de tout temps et ont encore des loges exclusivement composées de membres de l'armée. Devions-nous donc croire probable que le ministre d'un gouvernement libre s'était montré plus ombrageux que des ministres de gouvernements absolus ?

D'ailleurs, l'homme d'État formé à l'école impériale à qui l'on attribuait la circulaire pouvait-il avoir oublié tout le parti qu'avait tiré Napoléon des ateliers régimentaires ? Il sait bien qu'à peine nos soldats s'établissaient-ils dans une ville soumise à nos armes, chaque régiment s'empres- sait de tenir loge, convoquait à ses assemblées les maçons de la localité, multipliait autant qu'il le pouvait les initiations, instituait des loges ; et, à la faveur des relations intimes qu'il liait ainsi avec les adeptes, asseyait d'une manière stable et puissante l'influence du vainqueur sur le vaincu.

Cependant, nous le disons avec un douloureux regret, la presse périodique n'était que trop bien informée : la circulaire existe ; et déjà elle a porté ses fruits. Notre correspondance nous informe que, dans toutes les villes où il y a des loges, les militaires, comme c'était leur devoir, ont donné leur démission de celles dont ils faisaient partie. Ils ont obéi à des ordres impérieux, qu'ils n'avaient point à discuter, quelque peu motivés et quelque rigoureux qu'ils leur parussent ; et c'est là tout ce que la discipline pouvait exiger d'eux.

Mais, faut-il le dire ? aucun d'eux n'a considéré ces ordres comme définitifs et irrévocables, et beaucoup n'en ont pas moins continué, quoique démissionnaires, à contribuer aux charges des ateliers dont ils s'éloignaient. Faut-il le dire aussi ! la plupart des chefs de corps, en donnant connaissance de cette circulaire à leurs subordonnés, ne leur ont pas caché qu'ils étaient d'opinion que la mesure ministérielle ne tarderait pas à tomber en désuétude.

Quoi qu'il en soit, les autorités maçonniques se sont mises en devoir d'obtenir du maréchal Soult la révocation de sa circulaire. On annonce que déjà le duc Decazes, grand-maître du rite écossais, a fait une démarche dans ce but ; et, le 25 mars, le comité central du Grand-Orient a émis le vœu que les chefs de l'Ordre imitassent cet exemple. Nous aimons à penser que le frère Soult n'hésitera pas à rapporter une décision que rien ne motive et ne justifie, et qui d'ailleurs nous paraît dirigée intentionnellement moins contre la franc-maçonnerie elle-même que contre d'autres

associations, dans l'interdiction desquelles on l'a enveloppée par mesure générale.

La circulaire du maréchal Soult a produit une vive sensation dans les loges ; on devait s'y attendre. La plupart ont écrit au Grand-Orient pour l'engager à prendre toutes les mesures nécessaires, afin que l'interdiction qui frappe les maçons de l'armée soit levée le plus tôt possible.

Beaucoup de ces lettres nous ont été communiquées à l'avance. Dans toutes, respire un sentiment de dignité blessée, de conscience de bon droit méconnu, qui s'épanchent en termes empreints d'une certaine véhémence.

On comprendra que nous ne reproduisons point les lettres qui présentent exclusivement un tel caractère ; notre mission consiste à calmer ces irritations, quelque justes qu'en soient les causes, et non à les surexciter en en propageant l'expression.

Mais nous croyons utile d'extraire de notre correspondance des arguments qui tendent à démontrer que la maçonnerie française n'a point fourni à l'autorité de raisons et même de prétextes pour adopter la mesure qui l'atteint dans ses membres les plus utiles et les plus honorables.

Ces arguments se trouvent résumés ainsi qu'il suit dans une des lettres que nous avons sous les yeux :

« Eh quoi ! c'est dans un pays libre, au milieu d'une paix profonde et du jeu régulier de nos institutions, c'est après des siècles d'une existence paisible, qu'on veut frapper sourdement une association philanthropique à laquelle tous les hommes illustres ont rendu hommage, et qu'ont respectée les régimes les plus réactionnaires et les plus despotiques ! Si notre institution est tolérée, si on n'ose déverser sur elle aucun blâme, quel motif a pu dicter la circulaire de M. le ministre de la guerre, ou du moins de quel prétexte a-t-on couvert la rigueur de l'interdit dont nous sommes frappés ? Les règles de la discipline s'opposent, dit-on, à ce que les militaires entrent dans une association, quel qu'en soit le but. Mais ces règles, elles n'existaient donc pas, ou bien elles ont été jusqu'ici méconnues ou violées ? D'où vient qu'on défend, en 1845, ce qu'on a toujours permis et toléré ? Par quels actes d'insubordination ou d'indiscipline les militaires maçons se sont-ils fait remarquer ? Quels abus a-t-on signalés ? Des faits, il n'en existe pas ; il n'y a ni motifs avouables ni prétextes plausibles. Aussi la lettre du ministre devait-elle conserver un caractère confidentiel ; aussi n'a-t-on jeté aucun blâme sur notre institution, et a-t-on recommandé aux chefs de corps la réserve convenable. Nous ne rechercherons pas les raisons secrètes de la déplorable attaque qui est venue nous surprendre au milieu de paisibles travaux. Cet examen nous conduirait trop loin. Nos ennemis sont

connus ; ce sont les ennemis de toute lumière et de toute liberté. »

Le Courrier de la Sarthe annonce que tous les militaires du Mans, membres des loges maçonniques de cette ville, ont donné leur démission de francs-maçons. Le correspondant qui lui communique cette nouvelle fait la remarque que les Statuts de la franc-maçonnerie ordonnent expressément d'obéir aux lois du pays, et défendent de s'occuper en loge de discussions religieuses ou politiques. A quoi, demande le journaliste, s'adressait donc l'interdiction prononcée par M. le ministre de la guerre ?

— En réponse à la circulaire du maréchal Soult, qui défend aux officiers et sous-officiers de l'armée de fréquenter les loges maçonniques, attendu qu'à ses yeux elles sont dangereuses pour l'ordre public, les franc-maçons de Dunkerque viennent de décider la création d'une école gratuite d'adultes en faveur des ouvriers de la ville, par les moyens de bienfaisance qui sont à leur disposition. (*National*.)

RAPPORTS DU GRAND-ORIENT

AVEC L'AUTORITÉ.

Nous avons parlé, dans notre dernier numéro, d'un incident fâcheux soulevé par un frère à propos de la confirmation en grand orient des élections triennales. Nous devons l'expliquer en peu de mots à nos lecteurs.

Un grand nombre d'officiers et de députés dont les idées sont en désaccord avec celles de la routine directrice, et qui étaient par suite mécontents des élections faites sous l'influence et dans le sens de cette routine, avaient résolu de grouper toutes leurs forces, afin d'empêcher, s'il leur était possible, la ratification de ces élections en grand orient. En conséquence, ils avaient adressé à tous les députés qu'ils supposaient partager les mêmes idées et qui ne viennent pas d'ordinaire aux séances une circulaire pour les engager à porter ce jour-là leur concours à l'opposition.

Une de ces circulaires a été communiquée à la chambre de correspondance par le frère Lefèvre-d'Aumale, dont la susceptibilité paraissait vivement émue de l'appréciation faite, par les auteurs de la circulaire, de l'inertie et de l'entêtement attribués aux membres directeurs du sénat maçonnique.

Les auteurs, dont les noms ne figuraient pas au bas des exemplaires distribués, ont déposé sur le bureau l'original signé par eux tous ; puis, ils ont eu beau démontrer qu'en convoquant leurs frères ils n'avaient fait qu'user du droit qui appartient, en face du scrutin, à toute opposition voulant rendre plus forte sa minorité, ou atteindre même la majorité, s'il est possible ; qu'en dissidence avec la fraction directrice, dont ils croient l'influence pernicieuse pour la maçonnerie, ils avaient dû naturellement blâmer ces tendances contre lesquelles ils appelaient les votes, mais qu'ils avaient rendu plein hommage au caractère honorable de leurs adversaires, en manifestant pour eux les sentiments d'estime auxquels les divisions de scrutin ne sauraient porter atteinte : la rancune des membres directeurs a tenu bon devant ces explications si simples et si satisfaisantes, et l'on a demandé aux signataires d'exprimer un regret. Ceux-ci, qui croyaient, et à notre sens ils avaient raison, avoir usé avec pleine mesure d'un droit incontestable, s'y sont refusés, et la chambre de correspondance a décidé que la circulaire serait communiquée aux autres chambres. Il va sans dire que ceux des signataires qui font partie de la chambre de correspondance n'ont point pris part au vote qui a consacré cette décision.

Comme il est fort probable qu'il ne sera donné aucune suite disciplinaire à cet incident, nous le rapportons seulement pour mémoire. Le droit des signataires est d'ailleurs si clair, si patent, qu'il suffit de l'énoncer pour l'établir. En essayant de le démontrer, nous croirions faire injure au sens et à la sagacité de nos lecteurs. Toutefois, il s'est produit dans cette discussion un fait sur lequel nous devons insister. Pour prouver que tous les membres du Grand-Orient doivent se traiter réciproquement avec la plus sévère circonspection, ce qui est vrai, le frère Lefèvre-d'Aumale a dit que le bon accord importait à la maçonnerie vis-à-vis du pouvoir civil, qui nourrissait contre elle des défiances. Il a rappelé à cette occasion que, sur un avertissement de M. le préfet de police, portant qu'une loge, *la Clément-Amitié*, s'était occupée de politique, une enquête avait été ordonnée, et que cette enquête avait fait connaître le mal-fondé de l'accusation. Cependant, a ajouté le frère d'Aumale, le préfet de police est resté convaincu qu'il avait été bien informé, et que les commissaires de l'enquête n'avaient pas su ou n'avaient pas pu découvrir la vérité.

Tous les membres présents qui appartenaient

ou avaient appartenu à *la Clément-Amitié* ont répondu par les dénégations les plus formelles. Mais ce n'était pas assez ; il fallait, et c'est ce qu'a fait énergiquement le frère Pagnerre, protester contre cette révélation si étrange et surtout si inopinée. L'autorité civile avertit le Grand-Orient d'un désordre survenu dans une loge ; celui-ci s'enquiert, se convainc que le désordre n'a pas eu lieu, et répond à l'autorité. Jusque-là, c'est fort bien ; mais quoi ! cette autorité ne partage pas la conviction du Grand-Orient ; elle croit à l'existence de faits condamnables, et les chefs de l'Ordre, qui en sont avertis, gardent le silence, et cette circonstance grave ne se produit qu'incidemment, long-temps après, à propos d'un fait étranger ! Si bien que, sans la circulaire qui a donné lieu à ce débat, il n'aurait peut-être jamais été question ni du doute exprimé par le frère d'Aumale après l'enquête négative, ni de la persistance de l'autorité civile dans ses accusations !

Il y a là une infraction capitale à toutes les règles d'une bonne administration, et les chefs de l'Ordre qui ont gardé par devers eux ce *secret* ont manqué à la fois aux Statuts, à leurs frères, à l'autorité.

Aux Statuts. Les rapports des directeurs du Grand-Orient avec l'autorité ne peuvent pas être un simple fait de conversation, qu'on cache ou qu'on fasse connaître suivant qu'on le juge à propos. Toute plainte de l'autorité se résume par une satisfaction accordée, tout scrupule par une assurance officielle donnée. Hors de là, il n'y a qu'incertitude et arbitraire.

A leurs frères. Par suite de ce mystère, une loge qui se croyait parfaitement lavée d'une accusation injuste par une enquête solennelle du Grand-Orient, se trouve avoir été, sans qu'elle le sût, l'objet d'une suspicion qu'elle serait parvenue à détruire si on la lui avait fait connaître. On devait estimer cette affaire depuis long-temps vidée, et tout-à-coup on apprend qu'une conviction contraire à celle qu'exprimait le Grand-Orient est restée à M. le préfet de police. Ce magistrat s' imagine peut-être encore, au grand détriment de la maçonnerie, qu'une loge s'est occupée de politique, et, en supposant le Grand-Orient incapable de découvrir la vérité et de diriger une enquête efficace, il peut craindre que d'autres loges commettent encore ce grave abus dans le présent ou dans l'avenir. Combien la considération de la maçonnerie entière et celle du Grand-Orient ne doivent-elles pas perdre à de semblables méfiances !

LE GRAND-ORIENT

ET LE PRINCE JOSEPH BONAPARTE.

A l'autorité civile. Du moment que M. le préfet de police persistait dans ses doutes, dans sa conviction, même après l'enquête, il fallait lui donner une entière satisfaction et réfuter ses renseignements erronés par des éclaircissements nouveaux. Il y avait lieu à un supplément d'enquête, à une mesure quelconque. En un mot, la persistance du préfet de police ne devait pas aboutir seulement à une confiance reçue et discrètement gardée par les chefs de l'Ordre, pour être plus tard trahie au moment où l'on pouvait le moins s'y attendre.

Encore une fois, c'est là un procédé insolite et fort dangereux. Mais, comme il n'y a pas, heureusement, de mauvaises intentions à accuser dans cette affaire, il suffira de ces réflexions, qu'ont dû déjà se faire à eux-mêmes les présidents du Grand-Orient, pour qu'un oubli semblable ne puisse se renouveler. Voilà pourquoi nous avons attaché de l'importance à cet incident de l'affaire de la circulaire, qui, par elle-même et malgré les efforts des membres-directeurs, est trop insignifiante pour arriver à un dénouement.

INCIDENT GRAVE.

Le Grand-Orient du Brésil, qui a son siège à Rio-Janeiro, a écrit au Grand-Orient de France pour le prier de statuer sur une demande qu'il lui avait précédemment adressée à l'effet d'obtenir l'autorisation de créer dans son sein un suprême-conseil du trente-troisième degré.

La position dans laquelle se trouve placé notre sénat maçonnique, par suite de cette communication, est assez délicate. Il est clair que, s'il fait droit à la requête du Grand-Orient du Brésil, il prête les mains, par cela même, à la formation d'un schisme à Rio-Janeiro, où il existe déjà un Suprême-Conseil indépendant dont les relations avec le Grand-Orient brésilien ont été jusqu'à présent assez amicales. D'un autre côté, le Suprême-Conseil de France a signé un traité d'alliance offensive et défensive avec le Suprême-Conseil du Brésil, et il ne pourrait se dispenser de protester contre l'établissement d'un corps rival à Rio-Janeiro. Or, le Grand-Orient de France se résignera-t-il à jeter un nouveau ferment de discorde dans la maçonnerie et donnera-t-il ainsi un démenti à l'espèce de pacte de bon voisinage résultant de sa déclaration du 6 novembre 1841, laquelle a mis fin à la lutte qui subsistait depuis si long-temps entre les deux autorités?

On se rappelle que, lorsqu'il apprit la mort de son grand-maître, le prince Joseph Bonaparte, le Grand-Orient de France paya un tribut de regrets à la mémoire de l'illustre défunt par une simple batterie de deuil. Nous nous étonnâmes alors qu'il n'eût pas convoqué une assemblée extraordinaire pour célébrer une pompe funèbre solennelle à l'occasion d'un si triste événement; mais nous supposâmes que la cérémonie n'était qu'ajournée, et que, lorsque viendrait l'époque annuelle consacrée par le Grand-Orient à rendre les derniers honneurs à ses membres décédés, il assignerait au moins à son chef le premier rang dans cette lugubre commémoration. Cependant le temps fixé est expiré depuis un mois, et le Grand-Orient, comme s'il eût voulu s'affranchir de l'accomplissement d'un devoir sacré envers son plus haut dignitaire, n'a pas même procédé à la fête funéraire que lui prescrit impérieusement l'article 797 de ses Statuts.

Certes, il y a là plus qu'une infraction à la loi, plus que de l'inconvenance : il y a une véritable ingratitude. Espérons que le Grand-Orient, se rappelant tout ce que Joseph Bonaparte a fait pour la gloire et pour la splendeur de l'Ordre, et maîtrisant un sentiment que nous ne voulons ni désigner ni qualifier, se résoudra enfin à payer avec éclat, et comme il convient, la dette de la reconnaissance.

MANDATS IMPÉRATIFS.

Malgré les efforts des *termes* du Grand-Orient pour empêcher l'émission de la lumière, elle ne laisse pas de pénétrer dans les loges et de provoquer d'utiles manifestations. Beaucoup d'ateliers des départements ont adressé à leurs députés, à Paris, pour le moment où viendra, au Grand-Orient, la révision des Statuts-généraux actuels, des instructions qui équivalent à un mandat impératif. Ce n'est pas d'aujourd'hui seulement que les questions qui surgiront à cette époque auront été débattues; les vices de notre code maçonnique, signalés dès long-temps, frappent tous les esprits, et l'expérience est malheureusement venue confirmer les déductions de la logique. Il n'existe plus, il ne peut plus exister que deux partis, celui qui veut le maintien des abus, et

celui qui en demande la réforme : l'opinion de tous est irrévocablement formée. Sans doute qu'en thèse générale, il est juste et raisonnable que le député puisse s'éclairer par la discussion ; et s'il n'en était pas ainsi, à quoi servirait-il de discuter ? il serait, certes, plus court et plus rationnel de passer immédiatement au vote. Mais, dans le cas spécial qui nous occupe, toute discussion ne serait qu'un jeu à la faveur duquel il pourrait arriver que le mandataire substituât sa volonté à celle du commettant. Il est clair que chacun se présentera au débat avec une opinion toute faite : le mandat impératif aura du moins ce résultat que le député sera mis en demeure de s'expliquer ; et si ses convictions ne sont pas conformes à celles de son atelier, ce sera pour lui un devoir d'honneur de se démettre d'un mandat qu'il ne pourrait remplir en conscience suivant le vœu des frères qui le lui auraient conféré. De cette façon, les rapports entre les loges et les députés auront un caractère de liberté et de loyauté qui conciliera tous les intérêts. C'est dans cette vue, nous le pensons, qu'ont été conçues les instructions ci-après, que nous choisissons, entre plusieurs autres qui nous ont été communiquées, pour les livrer à la publicité.

INSTRUCTIONS DU SOUVERAIN CHAPITRE LA CONSTANCE

AU FRÈRE MASSY, DÉPUTÉ AU GRAND-ORIENT.

Le souverain chapitre aréopagite, sous le titre distinctif *la Constance*, vallée de Toulouse, a, dans sa séance du 21 février 1845, convoquée *ad hoc*, délibéré à l'unanimité que vous présenteriez au Grand-Orient de France, au nom du chapitre, les modifications à faire aux Statuts-généraux qui doivent être révisés très-incessamment, et que vous en suivriez l'exécution avec le zèle que nous vous connaissons, vous renouvelant, en cette circonstance, que le souverain chapitre approuve d'avance tout ce que vous ferez en son nom. Il vous prie de bien vous pénétrer des instructions suivantes :

1^o L'égalité des droits entre les officiers et les députés, lesquels seraient répartis en nombre égal dans les chambres administratives ;

2^o Suppression du scrutinement des députés par les trois chambres ; ils seraient alors admis par le Grand-Orient, après vérification de pouvoirs et rapport des commissaires ;

3^o A l'avenir, les officiers honoraires n'auraient que voix consultative ;

4^o L'abolition du cumul des députations ;

5^o Suppression de l'art. 277, avec modification qu'en autorisant la publication des ouvrages ou autres objets maçonniques, il sera interdit de traiter des sujets dogmatiques et du secret maçonnique ;

6^o Enfin, annulation de l'art. 289, relatif à la fixation des médailles pour coût des réceptions.

Certifié conforme au livre d'or du souverain chapitre *la Constance*.

Le très-sage, *signé* RESSOLLES aîné, 32^e ; le premier grand-surveillant, *signé* GALANIS, 32^e ; le deuxième grand-surveillant, *signé* NADAS, 32^e ; vu par l'orateur, *signé* F. MONDOUÏ ; scellé et timbré par nous garde-des-sceau, timbre et archives du souverain chapitre, *signé* SCHMITZ, 18^e ; par mandement, le grand-secrétaire, *signé* MOUTON.

DÉNIS DE JUSTICE.

Nous n'avons pas encore appris que le Grand-Orient se disposât à donner satisfaction aux justes plaintes exprimées par le frère Dejean, de Marseille, et par la loge *la Parfaite-Union*, de Moissac. Il s'agit pourtant de deux dénis de justice qu'il importerait à l'honneur du Grand-Orient de faire cesser sans délai.

RUPTURE DU BAIL

DU TEMPLE DU GRAND-ORIENT.

On verra plus loin, aux *faits divers*, que le Grand-Orient se trouve dès à présent dépossédé du beau et vaste temple qui avait été construit spécialement pour lui rue de la Douane. Il est obligé de transporter ailleurs le lieu de ses séances, le siège de son administration.

C'est là un fait déplorable, et qu'il eût été facile de prévenir.

D'abord, lorsqu'il s'est agi de passer un bail avec le propriétaire primitif, M. Thomas, cinq commissaires furent désignés pour signer au contrat. Le croirait-on ! aucun de ces frères n'eut assez de confiance dans la stabilité de la maçonnerie et dans la loyauté des maçons pour prendre un engagement personnel. De là est résulté que l'acte contenait une cause de nullité, puisque le Grand-Orient, ne constituant pas une autorité reconnue par les lois, était par conséquent inhabile à contracter.

Depuis, la propriété changea de mains et échut à Mme de Nanteuil. La nouvelle propriétaire proposa au Grand-Orient de lui céder, pour cent quarante mille francs, la partie de l'hôtel qu'il occupait et lui offrit toute espèce de facilités pour le paiement. Les cent quarante mille francs qu'elle demandait étaient une somme de beaucoup inférieure à la valeur réelle de l'immeuble. Rien ne s'opposait à ce que l'acquisition eût lieu : le Grand-Orient possédait un ca-

pital de près de cinquante mille francs en actions de la Banque de France et en autres effets publics ; un emprunt de cent mille francs, pour lequel il pouvait offrir hypothèque suffisante et qu'il lui eût été très-aisé de réaliser, l'eût mis à même de compléter le montant du prix d'achat. L'intérêt qu'il aurait eu à servir eût excédé de peu de chose le loyer qu'il payait déjà ; et quant à la somme empruntée, il n'y a pas de doute qu'il eût pu l'éteindre à la faveur de souscriptions que les loges ne se fussent point refusées à faire. Cette fois encore, les hommes qui dirigent le Grand-Orient ont craint de se mettre en avant et ont laissé échapper cette magnifique affaire.

Que va-t-il arriver maintenant ? le Grand-Orient trouvera-t-il un local pour le même prix et aussi convenable que celui qu'il quitte ? Les membres-directeurs qui n'ont pas voulu signer le premier bail sous leur propre garantie, y consentiront-ils davantage pour le bail à venir ? L'administration maçonnique aura-t-elle un siège fixe et stable, ou sera-t-elle contrainte à le transporter, à tout moment, selon le caprice des propriétaires, d'un quartier à l'autre de Paris ? Malheureusement la dernière hypothèse est la plus probable, à moins que les loges, ouvrant enfin les yeux, ne confient les rênes de l'Ordre à des hommes plus habiles et plus dévoués.

C'est ici le cas de rappeler ce que nous disions dans notre dernier numéro, touchant la nécessité de constituer une *capital maçonnique*. Un des moindres avantages que présenterait une semblable création serait déjà de permettre au Grand-Orient de devenir propriétaire d'un local, et de ne plus se trouver, comme par le passé, exposé à mener une vie en quelque sorte vagabonde. Le moyen de parvenir à ce résultat est simple et d'une application sûre et facile : il s'agirait uniquement de soumettre chaque membre de l'Ordre à une contribution annuelle. Supposons cette contribution de six francs seulement : en cinq années, la maçonnerie française posséderait un fonds de cinq à six cent mille francs au moins. Nous n'insisterons pas sur ce qu'il serait possible de faire avec une somme de cette importance, qui irait encore se grossissant d'année en année ; notre seul but quand à présent est de signaler la possibilité de parer dans l'avenir aux inconvénients de la situation précaire qu'a faite à notre association l'impéritie de ses gouvernants.

LA MAÇONNERIE

ET L'ULTRAMONTANISME.

On s'occupe, dans plusieurs loges de Paris, de rédiger des adresses de condoléance aux maçons de la Belgique, au sujet des persécutions auxquelles ils sont en butte de la part du clergé ultramontain.

L'ÉVÊQUE D'EXETER

ET LA GRANDE-LOGE PROVINCIALE DE CORNOUAILLE

(Angleterre).

Il existe dans la maçonnerie anglaise une coutume ancienne et générale, qui consiste à consacrer, par les prières de l'Église, les assemblées annuelles qui se tiennent en province. Un grand nombre de ministres appartiennent à notre association : il n'est donc pas difficile de trouver un chapelain qui, portant par-dessus ses vêtements ecclésiastiques les insignes de la franc-maçonnerie, monte dans la chaire évangélique et prêche à ses frères attentifs, ainsi qu'aux nombreux profanes qui assistent à la solennité, les éternelles maximes du Christianisme et les devoirs religieux des francs-maçons. La réunion annuelle des frères de la Cornouaille doit se tenir à Hellston, vers la fin du mois de juin prochain ; et, comme les préparatifs demandent quelque temps, le secrétaire de la loge de cette ville, prévoyant du reste le résultat de sa démarche d'après les fâcheux antécédents d'intolérance du ministre desservant la paroisse, a cru devoir s'adresser de bonne heure à ce prêtre pour lui demander la permission de célébrer dans son église la partie religieuse du programme de la solennité qui s'approche. Le révérend William Blunt, c'est le nom de ce ministre, craignant sans doute d'aggraver par un refus péremptoire sa situation déjà fort impopulaire parmi son troupeau, éluda la difficulté où le plaçait cette demande, en en référant à la décision de l'évêque d'Exeter, dont il connaissait d'ailleurs parfaitement les idées libérales et intolérantes.

Avant de donner la réponse du prélat, il est bon d'expliquer en peu de mots la position de ce dignitaire et de son subordonné, par rapport aux populations soumises à leurs soins évangéliques. Il s'est allumé récemment une vive que-

relle dans le diocèse d'Exeter. Le prélat avait enjoint aux ministres du diocèse de paraître dans la chaire revêtus du surplis, et d'introduire dans le service divin plusieurs autres innovations. Là-dessus, grand scandale parmi les fidèles, qui désertaient le temple aussitôt que le pasteur paraissait dans la chaire avec l'odieux surplis. Des *meetings* s'assemblèrent; les administrateurs des fabriques, représentant les sympathies des laïques, protestèrent contre ces nouveautés. Les journaux soutinrent le parti du peuple contre le prélat, qui fut enfin forcé de retirer son mandement. Souple comme un roseau qui se courbe sous l'orage, mais qui se redresse quand le calme est revenu, le rusé dignitaire était loin d'être sincère dans sa résignation. Quelques-uns des ministres ont persisté dans la pratique des innovations contre lesquelles les fidèles s'étaient insurgés, et le révérend William Blunt se distingue entre tous par l'entêtement qu'il y apporte.

Voici maintenant la réponse de l'évêque d'Exeter aux sollicitations du secrétaire de la loge de Hellston :

« Bishopstowe, le 8 mars 1845.

« Cher Monsieur,

« Lorsque, dans plus d'une occasion, de pareilles demandes m'ont été faites, j'ai pensé qu'il était de mon devoir de refuser mon consentement. L'Église ne connaît rien, et, individuellement, je ne connais rien des principes distinctifs de la société des francs-maçons. C'est pourquoi je ne puis admettre, comme chose convenable, que le service divin soit mêlé à une reconnaissance de ce corps. En disant ceci, je désire que l'on comprenne que je ne cherche point à insinuer ou que j'entretienne aucun doute sur l'honorable caractère de cette société. Je vous dois de prendre sur moi la responsabilité d'une telle décision. En conséquence, vous pouvez montrer cette lettre à la personne qui vous a adressé la demande.

« Je suis, cher Monsieur, votre fidèle ami et frère,

« H. EXETER,

« Au révérend W. Blunt. »

Voilà, certes, une logique assez étrange chez un savant prélat ! Il refuse l'entrée de son église à une société inconnue à l'Église, inconnue à lui-même personnellement, et cependant il affirme, quelques lignes plus bas, qu'il est persuadé que cette société est on ne peut plus honorable !

Examinons un instant sur quel motif se fonde le prélat pointilleux pour fermer ainsi les portes de l'église aux bannières des francs-maçons. C'est parce que, dit-il, cette société est inconnue à l'Église et à lui-même. A lui-même, on n'en saurait douter; mais à l'Église, c'est autre chose : elle est loin de partager son ignorance au sujet de

la franc-maçonnerie ; car elle doit ses plus beaux temples au génie de cette société. Le monde aussi la connaît, et lui tient compte des bienfaits qu'il a reçus d'elle. Les grands et heureux résultats que nous remarquons dans les mœurs sociales, dans les rapports internationaux, dans le triomphe de la liberté et du droit humain, ne sont pas exclusivement le produit de la religion : la franc-maçonnerie en revendique justement une large part, et, sans elle, la société serait bientôt la proie des ambitieuses convoitises de gens tels que l'évêque d'Exeter. Mais que ses pareils et lui, dans leur propre intérêt, y prennent garde ! La vérité, quelle que soit la forme de son expression, est un roc inébranlable qui brise à ses arêtes âpres et incisives ceux qui, dans leurs aveugles efforts, tentent d'en ébranler les profondes racines.

DISSENSIONS MAÇONNIQUES

EN IRLANDE.

Le *Freemason's quarterly review* publie à ce sujet une lettre fort étendue; nous nous bornons à en extraire les faits principaux.

Voici d'abord comment on raconte l'origine de la querelle. Il existe à Dublin un chapitre original de rose-croix maçons, dont la fondation remonte à une respectable ancienneté. D'après ses Statuts constitutifs, le nombre des membres était limité, et ce chapitre ne se considérait pas comme investi du pouvoir nécessaire pour établir de nouveaux chapitres. En conséquence, le duc de Leinster eut l'idée de convoquer toutes les personnes résidant en Irlande et appartenant à ce chapitre, ou à d'autres d'un grade plus élevé, et de les constituer en un grand-conseil de rites ou loge de hauts grades, y compris ceux de rose-croix et au-dessus. C'est à ce concile que devait être dévolu le pouvoir de délivrer les autorisations nécessaires pour l'établissement de nouveaux chapitres, et de gouverner ces mêmes chapitres une fois constitués. Ceci se passait en 1836 ou en 1837. Comme on savait, à cette époque, qu'il y avait à Dublin un corps de maçons se réunissant assez obscurément, et ayant la prétention de s'intituler princes-maçons ou rose-croix, on crut devoir le convoquer pour assister au conseil en question. Il s'abstint de répondre à l'invitation; mais, quelque temps après, un frère se présenta à la Grande-Loge d'Irlande, déclarant qu'il était prince-maçon, qu'il ne reconnaissait pas et ne reconnaîtrait jamais le

conseil des rites. Cette déclaration, à ce qu'il paraît, rencontra sympathie et appui, et une forte opposition se manifesta au sein de la Grande-Loge contre le Conseil des rites.

La division s'envenima ; le Conseil des rites prétendait que le chapitre adverse était irrégulier et apocryphe, qu'il avait arbitrairement échangé son ancien nom de *Chapitre indépendant* contre la qualification aristocratique de *Grand-Chapitre des princes-maçons d'Irlande*, et s'était arrogé, sans nul titre, le pouvoir de délivrer des constitutions et des patentes pour les provinces.

De leur côté, les princes-maçons déniaient, comme mal fondé, le privilège du Conseil des rites.

Au commencement de 1844, une tentative de conciliation fut essayée entre les deux partis. Les conciliateurs faisaient observer que, depuis l'institution de l'*Ordre de l'Aigle et du Pélican, ou Rose-Croix* en 1747, on n'avait jamais exigé d'autre condition, pour l'affiliation d'un nouvel adepte, que la présence de *trois* rose-croix réguliers ; que, jusqu'à ces derniers temps, il n'y avait eu, dans aucun pays, un corps suprême ayant sur les autres un pouvoir gouvernemental et investi du droit de délivrer des constitutions pour l'établissement de nouveaux chapitres. On ajoutait que l'introduction de l'Ordre en Irlande ne paraissait pas avoir eu lieu en vertu d'aucune constitution ou charte ; qu'en conséquence, il était superflu de s'enquérir du *titre* ou de la filiation d'un chapitre ou loge quelconque de maçons rose-croix ; que la seule chose essentielle était qu'au sein de chacun d'eux, l'initiation des membres dont il se compose fût régulière.

A la dernière fête de Pâques des maçons rose-croix d'Irlande réunis sous la présidence du duc de Leinster, les tentatives conciliatrices furent renouvelées avec plus de force. A ce propos, disons quelques mots sur la véritable origine des princes-maçons, telle qu'elle a été démontrée, à cette occasion, par des pièces dont leurs adversaires eux-mêmes ont reconnu l'authenticité. Il existait à Dublin, de 1787 à 1810, un *grand-chapitre*, dont Pearce et Boordman (deux illustrations maçonniques de l'autre côté du détroit) avaient été successivement souverains. En 1809, un certain nombre de frères de l'Ordre maçonnique du Temple s'adressèrent au chapitre susmentionné à l'effet de réclamer son assistance pour la formation d'un autre chapitre, dont le premier souverain fut installé par Boordman.

Le dernier chapitre, connu sous le nom de *Chapitre indépendant*, a continué de se réunir et de fonctionner régulièrement jusqu'en 1840. A cette époque, plusieurs gentlemen furent initiés à l'Ordre dans ce chapitre : bientôt après, le frère James Walkinshaw, ancien membre du grand chapitre dont nous avons parlé plus haut, et qui avait cessé de se réunir à dater de 1810, annonça l'intention de le faire revivre, et réclama, dans ce but, l'assistance des gentlemen récemment initiés, ainsi que celle du *Chapitre indépendant*. Avec leur concours, il ouvrit un chapitre de princes-maçons, reçut les susdits gentlemen membres du *Grand-Chapitre*, et installa l'un d'eux, le frère Hercule Ellis, en qualité de très-sage. Ici se présentait la question de savoir si ce chapitre était le représentant réel et direct du grand-chapitre de 1810, et si un individu avait le pouvoir de ressusciter un chapitre éteint, sans l'intervention des autres.

Le Conseil des rites, faisant les premiers pas vers la pacification, déclara qu'il renonçait à contester ces divers points.

De son côté, le Grand-Chapitre des princes-maçons déclara qu'il reconnaissait la légitimité des maçons rose-croix travaillant sous la direction du Conseil des rites. On s'accordait, des deux parts, à admettre que la nécessité d'une charte constitutive, pour un chapitre de rose-croix, n'avait jamais été formellement proclamée ; qu'en conséquence, s'il est *désirable*, pour la régularité et le bon ordre, d'attribuer à un corps représentatif et constituant le pouvoir d'accorder de pareilles chartes, du moins cette condition *n'est pas essentielle* à l'existence de l'Ordre.

Enfin, le Grand-Chapitre des princes-maçons proposa de soumettre, en dernier ressort, le différend à l'arbitrage du duc de Leinster et d'un membre du Conseil des rites, le frère Walter-B. Maul. Le Conseil des rites a décliné cet arbitrage. Depuis lors, l'aigreur et les querelles se sont ravivées, et une solution à l'amiable semble plus éloignée que jamais. Nous tiendrons nos lecteurs au courant de cet état de choses si déplorable et si contraire à l'esprit et aux principes de la fraternité maçonnique.

PROJET D'ÉTABLISSEMENT

D'UNE UNION MAÇONNIQUE POUR DÉCERNER DES RÉCOMPENSES A LA CLASSE OUVRIÈRE.

Dans sa tenue du mois de mars, la loge les

Admirateurs de l'Univers, à Paris, a adopté une proposition faite par le frère Charles Teissier.

Cette proposition, qui doit être communiquée à tous les ateliers de Paris, tend à créer une union maçonnique ayant pour but de décerner, dans chaque arrondissement de la capitale, des récompenses pécuniaires et honorifiques aux ouvriers les plus laborieux, les plus sobres et les plus honnêtes.

L'Union maçonnique sera représentée par une commission dite des récompenses, composée du vénérable de chaque loge associée, et de trois délégués nommés par elle.

Ce projet a déjà été lu dans quelques ateliers, qui l'ont renvoyé à l'examen d'une commission, après une discussion préalable.

La première objection qui a été faite contre le projet, c'est que les Statuts généraux s'opposent à son mode d'exécution. L'article 98 dit en effet qu'il est interdit aux ateliers de délibérer collectivement. Mais est-ce bien sérieusement que cet article est invoqué pour empêcher la réunion d'un nombre plus ou moins grand de frères appartenant à différentes loges, et commis par elles pour délibérer sur un sujet connu d'avance, sur un sujet unique et qui sera toujours le même ? Nous ne le pensons pas. Du reste, cette objection a été faite isolément par quelques officiers du Grand-Orient, et nous sommes persuadés que le sénat maçonnique ne verrait pas, dans cette réunion de maçons, et non d'ateliers, appelés à délibérer sur le plus ou moins de mérite des candidats proposés pour recevoir une récompense, une violation des Statuts, et qu'il comprendrait d'ailleurs que si l'article 98 doit être invoqué pour empêcher le mal, il ne doit jamais l'être pour s'opposer au bien.

La seconde objection porte sur ce que tous les ouvriers ne sont pas groupés dans les ateliers. La plus grande partie travaille en chambre. Si les premiers peuvent être observés par les maîtres, il n'en est pas de même des autres, et alors le projet ne peut atteindre la généralité des ouvriers, et l'application en devient par conséquent incomplète.

Nous croyons que bien difficilement l'auteur du projet atteindra le but qu'il s'est proposé. Pour moraliser la classe ouvrière, il faut autre chose que des récompenses accordées à ceux de ses membres qui ont une conduite plus régulière que les autres. Il est triste de le dire, mais les prix Monthyon, créés pour encourager la vertu, ne l'ont jamais excitée. La récompense destinée à

l'ouvrier laborieux et honnête n'engagera pas les autres à la mériter. Lorsque, par sa conduite irrégulière et ses mauvaises habitudes, l'ouvrier manque de gagner ou dépense un salaire dont sa famille a besoin pour subvenir quelquefois aux premières nécessités de la vie, croyez-vous que c'est l'appât de cette récompense qui le fera devenir meilleur ? Non, certainement. Avant de proposer des récompenses, il faudrait d'abord moraliser les masses au moyen d'une éducation sagement combinée. Il faudrait ensuite..... mais ceci nous amènerait sur un terrain qu'il ne nous est pas permis d'aborder, et nous sommes forcés de nous taire.

En résumé, il faut tenir compte au frère Teissier de sa louable intention. Son projet est l'œuvre d'un bon maçon, d'un frère qui voudrait que la maçonnerie s'occupât au moins de quelque chose, et nous devons le féliciter de son idée généreuse en faveur du sentiment qui la lui a fait concevoir.

LE REPRÉSENTANT PARTICULIER DU GRAND-MAÎTRE
ET LA MINORITÉ DIRECTRICE.

Nous avons rapporté l'opinion exprimée par le frère Bertrand, représentant particulier du grand-maître, à la dernière fête solsticielle, relativement à la libre publicité maçonnique. La minorité directrice a reçu de nouveau sur les doigts de la part de ce frère, à la dernière assemblée générale du 28 mars. Une loge, comme on le verra aux faits divers, demandait conseil au Grand-Orient sur la conduite qu'elle avait à tenir dans une occasion délicate. Un membre directeur avait émis l'avis qu'il n'y avait point à donner de conseils à la loge ; qu'il fallait la laisser agir comme bon lui semblerait, sauf à examiner et à juger plus tard si son mode d'opérer ne méritait pas le blâme du Grand-Orient. Le frère Bertrand a manifesté sa vive désapprobation d'un système aussi peu fraternel. « La loge, s'est-il écrié, vous demande des lumières, et vous lui offrez la perspective d'un jugement, si elle vient à faillir par ignorance ! Cela n'est pas admissible : cela ne peut et ne doit pas être. D'ailleurs, a-t-il ajouté, assez de procès comme cela ! » On peut s'imaginer l'effet produit par cette sortie d'une âme honnête et d'un esprit éclairé sur la minorité directrice. Il faut s'attendre qu'elle prendra sa

revanche aux prochaines élections, s'il lui est possible de conserver le pouvoir jusque-là.

LA SOIRÉE AUX INCIDENTS.

Deux loges avaient été convoquées, le 27 mars, dans le local de la rue de Grenelle-Saint-Honoré.

La première était celle des *Neuf-Sœurs*, qui était en sommeil de fait depuis environ trois ans, et qui, à la faveur de quelques recrues, se trouvait en état de reprendre ses travaux.

L'autre était la loge *les Chevaliers-Croisés*. Celle-ci avait à s'occuper de l'initiation d'un profane, le marquis de Manara, secrétaire d'ambassade, et de l'affiliation du comte de Noé, pair de France. Le comte Léon de Blancmesnil devait en outre traiter cette question, à l'ordre du jour depuis long-temps déjà : « De la convenance et de l'opportunité de créer dans la presse périodique un organe des vérités et des intérêts les plus graves au point de vue maçonnique. »

Une foule de maçons se pressaient dans le parvis de la dernière loge, attendant le moment où ils seraient introduits. Ce moment paraissait enfin arrivé : un des experts de l'atelier avait, en effet, commencé à tuiler les visiteurs. Tout-à-coup le frère Duchesne, orateur de la loge, est survenu, et a exprimé à tous ces frères le regret qu'éprouvaient *les Chevaliers-Croisés* de ne pouvoir les admettre ce jour-là. Il a dit, pour justifier sa démarche, que la loge se trouvait dans l'impossibilité de vaquer à ses travaux, par suite de divers contre-temps fâcheux : plusieurs de ses principaux officiers étaient absents, entre autres le comte Jules de Chabrilan, vénérable, retenu chez lui par une dangereuse maladie de son fils, et le frère Huvier, secrétaire, appelé en Normandie par les débats d'un procès de la plus haute importance.

À cela, il n'y avait rien à répondre ; aussi les frères visiteurs se sont-ils résignés.

Mais ils se sont aperçus, bientôt après, que *les Chevaliers-Croisés* avaient ouvert leur séance, et ils ont été informés que le profane, arrivé depuis peu d'instant, avait été placé dans le cabinet des réflexions.

Ils ont pensé alors que *les Chevaliers-Croisés* avaient changé d'avis, et que les visiteurs, congé-

diés il n'y avait qu'un moment, seraient reçus avec plaisir s'ils se présentaient de nouveau à la porte du temple. Ils y ont donc frappé une seconde fois ; mais *les Chevaliers-Croisés*, changeant de prétexte, leur ont répondu qu'ils étaient en tenue de famille, et qu'en conséquence ils ne pouvaient recevoir de visiteurs.

Chacun a vu dans le procédé de la loge ce qu'il y avait en réalité : une haute inconvenance et le mépris de tous les usages et de tous les sentiments maçonniques. On se préparait à rédiger une protestation, lorsque *les Chevaliers-Croisés*, instruits de ce qui se passait, ont levé la séance.

Cependant, ce n'était qu'une feinte, et, au lieu de se retirer, ils ont été reformer leur assemblée dans un des temples de l'étage supérieur. Plusieurs frères, qui avaient remarqué ce manège, n'ont pas voulu qu'il eût le résultat qu'en attendaient *les Chevaliers-Croisés* ; ils ont été se placer devant le cabinet des réflexions, bien décidés à suivre le profane dans la salle où on projetait de l'initier à huis-clos. Cette habile stratégie a obtenu tout le succès désirable ; et, cernés de toute part, *les Chevaliers-Croisés* se sont décidés enfin à battre en retraite.

Nous avons la ferme persuasion que si le comte de Chabrilan, vénérable de la loge, eût été présent, les faits que nous venons de signaler ne se seraient point passés. Ce frère, à qui l'on ne peut refuser une haute intelligence et des sentiments éminemment maçonniques, n'eût jamais consenti à ce que des frères, invités par lettre spéciale, et qui comptaient dans leurs rangs des gens de lettres, des savants, des médecins, des avocats, des artistes et d'honorables industriels, fussent l'objet d'une si blessante avanie. Il sait trop bien que la noblesse de race ne déroge pas par son contact avec la noblesse personnelle.

Repoussés de ce côté, les visiteurs se sont portés en masse aux travaux de la loge *les Neuf-Sœurs* ; mais là encore les portes ont refusé de s'ouvrir pour eux. Nous ne savons au juste quel prétexte la loge *les Neuf-Sœurs* a mis en avant pour justifier son refus ; mais, quel qu'il fût, nous le déclarons inadmissible. Une reprise de travaux, des affiliations, des initiations, des élections, des discours, ne se font pas ordinairement en famille ; et interdire l'entrée du temple en pareille occasion, c'est manquer au devoir de la fraternité.

Les visiteurs allaient se séparer lorsqu'un frère leur a proposé d'utiliser leur réunion et de se former en loge. Cette idée, accueillie unanime-

ment, a été immédiatement réalisée. La *Loge des-Visiteurs* s'est ouverte sous le maillet du frère Maggiolo, qui a invité les assistants à proposer un sujet de travail.

Alors s'est levé le frère Charles Teissier, qui a exposé le plan d'une union maçonnique, pour décerner des récompenses à la classe ouvrière, adopté par la loge *les Admirateurs de l'Univers*, à laquelle il appartient, et il a provoqué à cet égard les observations et les objections des membres de l'assemblée. Le frère Teissier a parlé pendant une heure avec une grande facilité d'élocution, souvent avec éloquence, et en homme profondément convaincu de l'utilité que tirerait la société profane de la mise à exécution du projet dont il s'était fait le défenseur. Plusieurs frères ont occupé la tribune après lui, et n'ont pas moins vivement captivé l'attention et l'intérêt de l'auditoire. Constamment sur la brèche, le frère Teissier a répondu, souvent avec bonheur, toujours avec une conviction chaleureuse, aux attaques dirigées contre le projet. Mais, comme l'assemblée ne pouvait prendre de délibérations, tout s'est borné à une lutte de paroles.

Avant de se séparer, la *Loge des Visiteurs* a voulu faire une bonne œuvre, et le produit du tronc de bienfaisance qui a circulé a été consacré au soulagement d'une infortunée imméritée.

Tous les frères qui composaient cette réunion improvisée ont décidé qu'elle se renouvellerait, et ils se sont ajournés au quatrième jeudi du mois d'avril.

HISTOIRE DE L'ORDRE.

LA FRANC-MAÇONNERIE DANS LE NORD DE L'EUROPE.

Nous empruntons les deux notices qu'on va lire au journal *Latonia*, de Leipzig, où nous avons déjà puisé de précieux documents sur l'histoire de l'Ordre en Allemagne. Ces notices renferment également des faits inédits qui développent et complètent en plusieurs points l'*Histoire pittoresque de la franc-maçonnerie* par le frère Clavel.

SUÈDE.

La franc-maçonnerie fut introduite, dès 1736, d'Angleterre en Suède, où elle se propagea rapidement parmi les hautes classes de la société. Par malheur, ce succès ne fut pas durable : un édit du roi alors régnant, Frédéric I^{er}, rendu le 21 octobre 1738, inter-

dit, sous peine de mort, les assemblées des francs-maçons. Cependant, le roi, mu sans doute en cela par l'exemple de la Prusse et de la Russie, retira l'interdiction sept ans plus tard ; la franc-maçonnerie fut de nouveau tolérée, et le monarque reçut les hommages en forme des députés de toutes les loges nouvellement créées. Les frères suédois répondirent à la confiance de leur souverain aussi bien par le choix scrupuleux de leurs membres que par l'accomplissement ponctuel de leurs devoirs maçonniques ; et, en 1753, les loges de Stockholm donnèrent un beau témoignage de leur activité en fondant une grande maison pour les orphelins. Mais la franc-maçonnerie, introduite pour la seconde fois en Suède, devint quelque chose de tout différent de ce qu'elle avait été en 1736. Ce n'était plus la pure maçonnerie anglaise, telle qu'elle y avait été importée ; un certain esprit de templiers et de rose-croix s'y était mêlé, mélange dont les jésuites avaient profité pour se rendre maîtres des loges, et, sous ce prétexte, atteindre leur but d'une manière plus prompte et plus sûre. Tandis que l'esprit chevaleresque des templiers trouvait de vives sympathies en Allemagne, la Suède, abondante en métaux communs, penchait davantage vers les rose-croix et les jongleries des alchimistes, ce qui avait été très-sagement calculé par les jésuites. C'est même à ceux-ci que semblerait appartenir l'idée de la fondation de la maison des orphelins, à en juger du moins par leur empressement à saisir toute occasion d'inoculer leurs principes et leurs doctrines à la jeunesse. Des modifications accidentelles survenues dans la forme du gouvernement de la Suède donnèrent à la franc-maçonnerie une direction particulière qui y prépara la prospérité future de l'association. Ainsi, les Suédois, effrayés de la témérité de Charles XII, avaient renfermé la puissance royale dans des limites tellement restreintes, qu'il n'en restait presque rien que le titre. En vain la reine Ulrique, secondée de son époux et du co-régent Frédéric (prince héréditaire de Hesse-Cassel), s'était-elle efforcée de se soustraire à la tutelle onéreuse des états du royaume ; il n'était réservé qu'à Gustave III d'atteindre enfin ce but, en animant la bourgeoisie contre la noblesse ; l'occasion lui en fut fournie par les francs-maçons, dans l'association desquels il s'était fait recevoir, et qui s'étaient déjà répandus dans tout le royaume. De cette manière, les projets des jésuites furent renversés, les rêveries des alchimistes réduites au silence, et désormais la restauration de l'ordre des Templiers, accordée à l'association par Gustave III, occupa exclusivement tous les maçons. Le roi nomma provisoirement son frère, le duc de Sudermanie, grand-maître des francs-maçons, ce qui produisit déjà une heureuse impression. Mais le crédit de la maçonnerie s'augmenta encore lorsque Charles XIII eut fondé, en 1811, un ordre destiné à être porté publiquement par les maçons méritants. Cet ordre, qui remplaça l'ordre décrié des Templiers, fut nommé ordre de Charles XIII. Actuellement il constitue le grade de chevalier dans l'association des maçons suédois, et il compte trente chevaliers, outre les princes de la maison royale. Le signe de l'Ordre consiste en une couronne à laquelle une croix est suspendue, et les chevaliers de cet ordre jouissent de la même considération que les commandeurs des autres ordres suédois. La franc-maçonnerie n'a rien perdu de sa dignité sous le gouvernement

de Charles-Jean, et le prince de la couronne, Oscar, aujourd'hui régnant, est, depuis 1816, ou grand-maître adjoint, ou grand-maître titulaire des francs-maçons suédois.

Mais, vers la fin du dernier siècle, la franc-maçonnerie prit un caractère particulier qu'il faut attribuer aux rêveries métaphysiques et aux enthousiasmes religieux de Svedenborg. Ces influences s'exercèrent, dès 1783, sur la franc-maçonnerie; les disciples de Svedenborg s'emparèrent de toutes les chaires, et la recherche de la nouvelle Jérusalem devint l'idée dominante des maçons. Il en résulta un nouveau système suédois qui s'étendit jusqu'en Angleterre, et constitua une loge à Moscou. L'Allemagne elle-même ne demeura pas tout-à-fait étrangère à ce système qui fut introduit dans la Grande-Loge nationale d'Allemagne, à Berlin, par de Zinnendorf, son fondateur, et dans quarante-six loges filles de cette Grande-Loge. Toutefois, on se vit bientôt forcé de modifier ce système suivant les exigences de l'époque, et de l'assimiler de plus en plus aux autres systèmes dominant en Allemagne.

POLOGNE.

En même temps que les premières loges étaient fondées en Suède, la franc-maçonnerie s'introduisait en Pologne; mais, dès l'année 1739, la bulle prohibitive de Clément XII fut, sur l'ordre du roi Auguste II, publiée dans toutes les chaires, publication qui l'électeur Auguste II ne fit point faire dans la Saxe protestante. Si, conformément à cette bulle, les loges furent réellement fermées, ce ne fut toutefois que pour peu de temps; en effet, une loge s'établissait déjà à Wisnewitz en Volhynie en 1742, une autre à Lembergen 1747, et, en 1749, la fameuse loge *au Bon-Pasteur* à Varsovie. Celle-ci fut suivie d'une seconde, la loge *aux Trois-Frères*, du même orient, laquelle fut érigée en Grande-Loge le jour de la Saint-Jean 1767. Moszynski en fut le premier grand-maître, et reconnu comme tel par la Grande-Loge de Londres. Cette grande-loges parvint avec le temps à un rang très-élevé; elle était en correspondance avec d'autres grandes-loges et elle avait constitué un grand nombre de nouvelles loges dans le royaume. Mais lorsqu'en 1792, le sort de la Pologne fut devenu toujours plus sombre, le zèle des Polonais pleurant sur leur patrie se refroidit à l'égard de la franc-maçonnerie, et, après le partage de la Pologne, effectué en 1794, l'association des loges fut dissoute. Dès lors la franc-maçonnerie ne se répandit plus guère que dans la partie prussienne de la Pologne, et un nombre considérable de nouvelles loges furent fondées par les grandes-loges prussiennes de Berlin. Mais en 1807, le duché, nouvellement créé, de Varsovie étant rentré sous la domination de la Saxe, la haute administration maçonnique subit aussi des changements. Plusieurs loges nouvelles furent créées par le Grand-Orient de Paris. En 1809, le Grand-Orient de Pologne fut de nouveau proclamé, et en 1811 toutes les loges durent adhérer à ce Grand-Orient, sous peine d'être fermées. Mais bientôt les événements politiques paralysèrent de nouveau l'activité du Grand-Orient. Le 30 janvier 1813 il fut arrêté, par les membres de cet Orient, que jusqu'à nouvel ordre toutes les loges, même la Grande-Loge, seraient considérées comme fermées. Mais, dès le mois de mars de l'année suivante, tout avait repris son cours ordinaire, et la nouvelle

activité recommença dans la loge funèbre solennellement tenue pour le héros polonais, Joseph Ponia-towski, qui périt à la bataille de Leipzig. — Quarante loges environ florissaient, en 1818, sous la règle du Grand-Orient. Par malheur, cette prospérité ne fut que de courte durée. Trois ans plus tard, par suite d'un rescrit adressé par l'empereur Alexandre au ministre de l'intérieur, le 12 août 1821, la franc-maçonnerie tout entière fut interdite par l'ordonnance du gouverneur royal de Varsovie, en date du 6 novembre de la même année.

Bien que la franc-maçonnerie se soit toujours maintenue assez purement en Pologne, elle n'y a pourtant jamais joui d'une prospérité égale, ce qu'il faut attribuer à l'action funeste exercée par les commotions de toute sorte que cet infortuné pays a subies. La stricte observance avait aussi pénétré en Pologne; le lieutenant royal polonais, Jean de Thoux de Salverte, fonda même en 1763, à Varsovie, sous les formes maçonniques, une *Académie des secrets*, à l'instar de celle fondée à Rome, au commencement du XVI^e siècle, par le Napolitain J.-B. Porta, sous le nom d'*Académie des anciens*. Les travaux de cette société étaient principalement dirigés sur l'art cabalistique et l'alchimie. Mais ce fut en vain que le fameux Cagliostro voulut créer à Varsovie une loge suivant le rite égyptien; n'étant à même de rien produire avec ses tentatives chimiques et magiques, il vit échouer son entreprise en 1780. La maçonnerie suédoise modifiée fut adoptée pendant un temps par quelques-unes des loges fondées par la Grande-Loge nationale d'Allemagne à Berlin; mais l'institution du Grand-Orient de Pologne frappa mortellement cette règle, et actuellement il n'en reste plus que quelques loges, exerçant en paix leur activité dans la petite partie de la Pologne placée sous la domination de la Prusse.

ANECDOTES MAÇONNIQUES.

UNE LOGE A ROME. — Des Anglais et des Autrichiens s'étaient réunis, le 21 janvier 1815, en travaux maçonniques dans un quartier retiré de la ville de Rome. Malgré le mystère dont ils avaient pris la précaution de s'environner, le peuple fut bientôt instruit de leur assemblée et du but qu'elle se proposait. Déjà des attroupements de fanatiques s'étaient formés et menaçaient de se livrer sur les frères à des actes de violence, lorsque le gouverneur, prévenu à temps, envoya de forts détachements pour faire des patrouilles et disperser ces furieux. En même temps, il fit savoir aux maçons que les édits de Sa Sainteté ne permettaient à aucun individu de se réunir en assemblée secrète. Les ministres des deux puissances donnèrent au sujet de cet acte diverses notes au cardinal secrétaire d'état, pour invoquer

les privilèges de leurs nationaux et pour en obtenir le paisible exercice. De part et d'autre, on en vint à soutenir ses prétentions avec une grande chaleur ; un conflit sérieux était même sur le point d'éclater, lorsque les maçons intervinrent et mirent fin au débat en déclarant qu'ils renonçaient à se former en loges, du moment que ces communications fraternelles étaient de nature à éveiller les susceptibilités des consciences timorées et à faire naître des dissensions et des désordres.

LE SIGNE DE DÉTRESSE. — Un frère anglais, Harry Lorriquer, raconte que, pendant la dernière guerre générale, il se trouvait sur un petit brig, appelé *le Northumberland*. Ce navire fut abordé au point du jour par un bâtiment de guerre français de haut-bord. Aussitôt commença une épouvantable scène de carnage; les Anglais, en raison de leur faiblesse, étaient hors d'état de résister. Au milieu de l'extermination générale, Harry Lorriquer eut l'idée de faire le signe maçonnique. A l'instant même le bras d'un frère arrêta les haches et les piques prêtes à le percer. La protection fraternelle le suivit dans sa captivité, et apporta tous les adoucissements possibles à son sort.

LE BOUCLIER INVISIBLE. — Dans la petite ville de J..... (Etats-Unis), un jeune homme, Walter L....., unissant aux agréments extérieurs les plus heureuses qualités de l'esprit, était devenu le lion de l'endroit ; toutes les sociétés se le disputaient; il brillait en première ligne dans les bals, les dîners, les concerts, les parties de campagne, etc. ; les hommes et les femmes le recherchaient également, les uns pour le charme enjoué ou instructif de sa conversation, les autres pour son exquise galanterie. Walter L..... avait reçu l'initiation ; il remplissait ses devoirs maçonniques avec un zèle exemplaire, et, malgré sa jeunesse, on le citait parmi les frères les plus érudits et les plus distingués.

Malheureusement Walter L....., enivré par les succès que ses avantages lui procuraient auprès du beau sexe, avait fini par adopter la morale légère et commode à l'usage des séducteurs de profession. En arrivant dans la ville de J....., où il venait résider en qualité d'ingénieur chargé de suivre les travaux d'établissement d'un chemin de fer, Walter avait retrouvé un ami de collège que nous désignerons sous le pseudonyme de Staunton. Les deux jeunes gens avaient aussitôt resserré leur ancienne liaison; on les nom-

maient les inséparables. Staunton s'était empressé de présenter son ami dans la maison de M. G....., dont la fille, miss Laura, jouissait d'une grande réputation de beauté. On devine que Walter ne put la voir sans en être vivement épris; et, comme s'il eût voulu l'enflammer d'avantage, Staunton ne cessait de lui vanter les charmes incomparables de miss G.....

Walter n'avait d'abord considéré le sentiment qu'il éprouvait que comme une de ces passions éphémères auxquelles il s'était abandonné tant de fois, et qui s'évanouissent dès que la vanité ou le désir est satisfait. Mais lorsque Laura eut répondu à l'aveu de sa tendresse, lorsqu'il eut respiré le parfum virginal de cette âme si aimante et si candide, son amour s'épura insensiblement ; il rougit de ses honteux projets et se décida à demander à M. G..... la main de sa fille. Staunton, informé de cette résolution, la combattit de toutes ses forces; il employa le raisonnement et cette autre arme, plus puissante encore peut-être, la raillerie. Son ami devait-il enterrer ainsi sa jeunesse toute vive dans le tombeau du mariage! Un brillant cavalier, fait pour plaire à toutes les femmes, pouvait-il songer à s'enchaîner pour jamais à une seule! Don Juan était-il devenu marguillier!

Walter résista d'abord à cette attaque, puis, ses bonnes intentions s'affaiblirent, puis enfin, à la suite d'un dîner de garçon en tête-à-tête, où Staunton avait redoublé ses épigrammes et ses détestables conseils, le jeune homme s'écria qu'il se jouerait de l'amour de miss G....., et qu'il profiterait de la première occasion favorable pour tâcher de la séduire. Cette occasion ne tarda pas à se présenter ; en se servant de nous ne savons quel prétexte, Walter sollicita et obtint pour le lendemain de l'innocente et confiante Laura une entrevue nocturne dans le jardin de la maison de G..... Le lendemain, dans la matinée, il dut se rendre au temple maçonnique où il avait été convoqué pour assister à une initiation. Que devint-il en apercevant le récipiendaire! C'était le père de la belle Laura, le respectable M. G..... Le sentiment du devoir maçonnique étouffa aussitôt dans le cœur du jeune homme la voix de mauvaise passion ; il comprit que la fille d'un frère devait être sacrée pour lui. La vertu et l'honneur de Laura furent ainsi préservés de toute atteinte, grâce à ce que nous appellerons le *bouclier invisible*.

Walter découvrit bientôt le secret des lâches et perfides insinuations de Staunton. Celui-ci avait

précédemment offert ses hommages à miss G....; il avait été dédaigneusement repoussé, et c'est pour se venger qu'il avait voulu la vouer au déshonneur et à l'abandon. Peu de jours après les événements dont nous venons de parler, le ciel lui-même semblait se charger de la punition de Staunton; ce malheureux, désarçonné par son cheval, avait la tête brisée et expirait sur le pavé. Notre correspondant de J....., de qui nous tenons ce détail, termine sa lettre en annonçant que toute la ville s'occupe du prochain mariage de Walter L..... et de la belle miss G.....

FAITS DIVERS.

FRANCE. — La correspondance très-nombreuse dans les séances des 3 et 17 mars de la chambre de correspondance du Grand-Orient n'offrait qu'un médiocre intérêt; elle se composait principalement de nominations de vénérables, de pouvoirs de députés, etc. Nous ferons connaître les nouveaux élus lorsque le Grand-Orient aura prononcé sur leur admission; ce que nous pouvons dire dès à présent, c'est que la majorité progressive paraît devoir être considérablement augmentée.

— Dans la séance de la chambre de correspondance, qui a eu lieu le 17 mars, les frères Altaroche et Miquel, classés comme députés de semestre dans la chambre symbolique, ont demandé à être attachés en la même qualité à la chambre de correspondance. Ils motivaient cette demande sur l'impossibilité où ils se trouvent de disposer de leurs soirées du mardi. Le frère Morand a objecté que l'assemblée n'avait pas à tenir compte de cette considération, et que la mutation ne pourrait avoir lieu qu'autant que deux membres de la chambre de correspondance consentiraient à remplacer les frères Altaroche et Miquel dans la chambre symbolique. Les frères Pagnerre et Bugnot ont en vain démontré que si le Grand-Orient imposait un mandat, il devait donner le moyen de le remplir; leurs observations n'ont pas été écoutées. Cependant, comme le frère Bugnot a fait remarquer que cet embarras aurait pu être évité si, avant de les classer, on avait consulté ces frères, le président, le frère Desanlis, a reconnu la justesse de cette observation et a invité le secrétariat à s'y conformer à l'avenir.

— Dans la même séance du 17 mars, la cham-

bre de correspondance a pourvu à la nomination des officiers dont l'élection directe lui est dévolue. Quoique la fraction des *termes* soit là en grande majorité, la lutte n'en a pas été moins vive. En résultat, le frère Morand a été nommé premier expert à une majorité de deux voix; le frère Jobert, orateur adjoint, à la majorité de trois voix; le frère Ferdinand Pillot, de la fraction progressiste, premier maître des cérémonies, à la majorité juste; le frère Courvoisier, de la même fraction, deuxième maître des cérémonies, à la majorité de sept voix; enfin, le frère Bourgeois, de la fraction opposée, garde des sceaux, à la majorité de trois voix. Ont été présentés comme candidats aux fonctions de trésorier: le frère Daoust, officier honoraire qu'on avait déterminé à reprendre de l'activité, et le frère Courvoisier déjà porté aux fonctions de deuxième maître des cérémonies. Sur la proposition du frère Desanlis, président, les frères Boucher-Lemaistre, Besquait et Bugnot, ont été appelés à faire partie du comité des finances.

— Le grand orient extraordinaire du 28 mars a confirmé les choix du comité central et d'élection, qui avaient appelé le frère Daoust aux fonctions de grand-trésorier de l'Ordre, et le frère Henri Wentz à celles de deuxième surveillant de la chambre symbolique; ces deux confirmations ont eu lieu à une majorité de onze voix.

— Le Grand-Orient a pris, dans cette assemblée, une résolution fort importante. Au mois de mai dernier, M. Cauvard, nouveau propriétaire du local maçonnique, avait fait signifier par exploit, au Grand-Orient, qu'il eût immédiatement à vider les lieux, attendu que le bail de trente années, consenti par l'ancien propriétaire, était nul, en raison de l'incapacité où était le Grand-Orient de pouvoir contracter. Dans la séance où les délégués du Grand-Orient qui avaient signé en son nom firent connaître les prétentions de M. Cauvard, la majorité semblait être d'avis d'attendre l'issue du procès dont on était menacé, espérant triompher en invoquant la bonne foi. Cependant, avant de prendre un parti, le Grand-Orient décida sagement qu'une commission, composée de frères compétents, serait nommée afin d'examiner cette affaire, et il ajourna sa délibération. Aujourd'hui la commission, par l'organe du frère Cauchois, a fait son rapport, et a conclu à la résiliation du bail, moyennant une indemnité de neuf mille cent seize francs offerte par le propriétaire, et formant l'équivalent des loyers échus et à échoir jusqu'au 1^{er} avril 1846, époque à la-

quelle le Grand-Orient devra rendre les lieux. Ces conclusions mises aux voix, après avoir été préalablement discutées, ont été adoptées à l'unanimité. Dans une séance ultérieure, le Grand-Orient avisera aux moyens à prendre pour faire construire un local destiné à ses travaux.

— Une question du plus haut intérêt a été agitée dans la même tenue. Le frère Bertrand, représentant particulier du grand-maître, a communiqué au Grand-Orient une planche adressée au grand-maître-adjoint, par la loge *les Arts réunis*, de Rouen, pour lui demander des conseils au sujet d'une proposition d'initiation faite à cette loge en faveur d'un ecclésiastique. Avant de répondre, le frère de Las-Cases a voulu s'éclairer des lumières du Grand-Orient, et c'est en son nom que cette communication a eu lieu. Différentes opinions ont été produites : la première, que le Grand-Orient ne pouvait préalablement donner son avis sur une question que, peut-être, il serait plus tard appelé à juger ; la deuxième, que rien ne s'opposait à ce qu'un ecclésiastique fût admis à l'initiation, qu'il y en avait beaucoup d'exemples, et que la tolérance commandée aux maçons devait trancher la difficulté ; la troisième, que dans les circonstances où se trouve actuellement la maçonnerie, il serait sage de ne pas admettre les ecclésiastiques dans son sein ; la quatrième qu'il conviendrait, attendu la gravité et l'importance du cas, de renvoyer la décision à une autre séance, afin de pouvoir étudier avec maturité jusque-là une question d'où dépendraient peut-être l'avenir et le repos de la maçonnerie. Enfin il a été dit qu'il serait bien de répondre à la loge, qu'en principe, rien ne s'opposait à l'initiation d'un prêtre, mais que, considérant l'état présent des choses, la prudence commandait, avant de procéder à l'initiation sollicitée, de prendre, sur le compte du candidat, les informations les plus sévères pour se fixer avec certitude sur les motifs qui l'ont déterminé à se présenter, et pour apprécier, autant qu'il serait possible, les conséquences probables de son admission. Le frère Bertrand, fermant la discussion, a remercié l'assemblée des lumières qu'elle avait répandues sur la question ; il s'est déclaré suffisamment éclairé, et il a ajouté qu'il se chargeait de faire la réponse demandée.

— Une nouvelle loge, *l'Étoile d'Orient*, à Martigues (Bouches-du-Rhône), avait cru pouvoir envoyer au Grand-Orient des pouvoirs en blanc pour le député qui doit la représenter.

Dans sa séance du 3 mars, la chambre de correspondance, considérant que ces pouvoirs étaient irréguliers, a décidé qu'il serait écrit à la loge pour l'inviter à choisir elle-même un député. Ce n'est pas la première loge qui procède de cette manière ; seulement les autres, mieux avisées, n'adressent pas directement leurs pouvoirs en blanc au Grand-Orient ; et les frères qui les reçoivent ne se font ordinairement aucun scrupule de les remplir du nom de quelque maçon éprouvé. C'est encore un signe du discrédit profond dans lequel est tombée l'autorité maçonnique en province par la faute de la minorité qui en est investie.

— On se souvient que, dans notre dernier numéro, nous avons rendu compte des démêlés qui avaient surgi dans une loge de Rouen. On se souvient aussi que la majorité de cette loge, qui avait élu un nouveau vénérable et un nouvel orateur sans s'être conformée aux prescriptions des Statuts-généraux, avait ensuite nommé des commissaires pour venir défendre la régularité de ses opérations devant la chambre symbolique du Grand-Orient de France, et faire relever l'atelier de la suspension prononcée contre lui. Le 4 mars, ces commissaires, dont faisait partie le vénérable, se sont présentés devant la chambre symbolique. Le vénérable a protesté que la loge n'avait point voulu manquer au respect qu'elle doit au Grand-Orient, et il a prié la chambre de vouloir bien recevoir ses excuses pour ce qu'il pouvait y avoir d'équivoque dans sa conduite. En ce qui le touchait personnellement, il a dit qu'exerçant ses droits politiques dans la ville de Rouen et demeurant à deux mètres de la barrière, il avait pensé qu'il pourrait être considéré comme habitant la ville même, et apte en conséquence à être élu au vénérat, sans que son élection enfreignît les dispositions des Statuts. Ces explications entendues, la chambre est entrée en délibération. Prenant en considération les excuses présentées par les commissaires et le regret qu'ils avaient exprimé d'avoir encouru les reproches du Grand-Orient, elle a déclaré lever la suspension provisoire prononcée contre la loge, sans examiner la validité de l'élection, et sauf à la loge à se pourvoir devant la chambre de conseil et d'appel contre la décision de la chambre de correspondance qui avait cru devoir l'annuler. On voit que cette affaire n'est pas encore terminée ; mais il est probable, d'après les dispositions manifestées par les commissaires, qu'il sera procédé à une nou-

La séance plus conforme que la première aux prescriptions des Statuts.

La loge d'Orléans et une des trois loges d'Avignon ont été démolies par la chambre symbolique du Grand-Orient. La première s'est mise en instance de constitutions près du Suprême-Conseil écossais.

— Le festival donné le 8 mars par la commission centrale des secours maçonniques, sous le patronage et dans le local du Grand-Orient, au profit des maçons malheureux, a été plus brillant et plus productif que ceux des années précédentes. L'appel fait à la maçonnerie parisienne, toujours si empressée à venir en aide à la souffrance, avait été compris ; aussi le temple s'est-il trouvé trop petit pour contenir le nombre des frères et des sœurs qui avaient voulu participer à cette œuvre de bienfaisance. Le frère Bertrand, représentant particulier du grand-maître, empêché par une grave indisposition, n'a pu venir, ainsi qu'il l'avait promis, présider la séance, et il a été dignement remplacé par le frère Bugnot, président de la commission de secours. Les frères artistes qui ont concouru à une bonne action en mettant leur talent à la disposition de la commission, et le frère Elie Boisdon, qui a prononcé un discours habilement tracé et tout de circonstance, ont mérité et reçu les plus vifs et les plus unanimes applaudissements. Bientôt après le concert, la salle de bal, richement décorée, a présenté l'aspect le plus pittoresque. L'orchestre, dirigé par le frère Pilaudeau, a donné le signal ; aussitôt des quadrilles nombreux se sont formés, et nos aimables sœurs ont pu alors se dédommager de l'immobilité forcée dans laquelle la première partie de la fête les avait retenues. Le bal, ouvert à minuit, s'est prolongé jusqu'au jour, et, au milieu d'une gaieté toute fraternelle et des plaisirs bruyants de la danse, l'ordre le plus parfait a continuellement régné. Les commissaires avaient rivalisé de zèle pour donner à cette fête tout l'attrait désirable ; aussi leurs efforts ont-ils été couronnés par le plus heureux résultat : la recette, en y comprenant le produit de la quête faite avant le bal, s'est élevée à 2,719 fr. ; les frais déduits, il est resté un excédant de 1,284 fr. 25 c.

— La loge *les Hospitaliers français régénérés* s'est réunie le 11 mars pour délibérer sur la proposition relative à la condamnation du journal *l'Orient*, prononcée par le Grand-Orient de France ; proposition dont nous avons donné le texte dans notre dernier numéro. La discus-

sion ouverte, le premier frère qui a pris la parole, a prétendu que la loge n'avait pas le droit de protester contre un acte de l'autorité maçonnique, et a engagé l'atelier à s'abstenir de toute manifestation à ce sujet. Un autre, le frère Jobert, a rappelé les faits qui avaient précédé la publication du journal *l'Orient*, et, suivant lui, le Grand-Orient était dans son droit en appelant à sa barre et en frappant le directeur de ce journal, puisqu'il n'avait tenu aucun compte de la défense qui lui avait été faite de publier le dit journal. Il pense que le Grand-Orient pourrait sévir contre la loge si elle adoptait la proposition qui lui est soumise. Le frère Pagnerre, en répondant au frère Jobert, a prouvé qu'aucun article des Statuts-généraux n'autorisait le Grand-Orient à faire une pareille défense au frère Clavel, et qu'en le condamnant il avait outrepassé ses pouvoirs, puisqu'il lui a infligé une peine qu'aucune loi préexistante n'établissait. Le frère Fabre a été aussi de cette opinion. Le frère Guilhery, après avoir soutenu les principes émis par le frère Jobert, a tourné la question pour parler de la publicité en maçonnerie ; il a soutenu que cette publicité était dangereuse, et qu'elle ne pouvait pas devenir de droit commun. Les frères Bugnot et Pagnerre ont répliqué, et la discussion a été close. Comme les différents orateurs qui ont pris la parole ont été d'accord pour inviter la loge à ne pas se servir dans sa manifestation du mot *protestation*, le vénérable a donné lecture de l'amendement suivant : « La loge *les Hospitaliers français régénérés* fait observer très-respectueusement au Grand-Orient de France que la condamnation qui a frappé le frère Clavel, relativement à la publication du journal *l'Orient*, n'a pas été basée sur les articles 203, paragraphe 9 ; 277 et 215, deuxième alinéa, des Statuts-généraux de l'Ordre, qui, dans l'espèce, étaient seuls applicables, et que, par conséquent, cette condamnation doit être déclarée nulle ou révisée. » Cet amendement ayant été combattu par le frère Jobert, et l'heure avancée (onze heures et demie) ne permettant pas de continuer la discussion, la loge a décidé qu'elle renvoyait cette discussion à la prochaine séance qui aura lieu le 8 avril.

— Nous publierons dans notre numéro de mai les considérants et le dispositif d'un arrêté pris par *l'Athénée des Étrangers*, par lequel cet atelier demande aussi au Grand-Orient l'abrogation de l'article 277 des Statuts, et l'annulation de la sentence prononcée, en vertu de cet article, contre notre rédacteur en chef.

— A l'occasion de la circulaire ministérielle qui interdit aux militaires la fréquentation des ateliers maçonniques, la loge *les Amis bienfaisants et les Imitateurs d'Osiris réunis* a décidé qu'une lettre serait adressée au Grand-Orient de France à l'effet de solliciter son intervention pour faire cesser une défense qui n'a pu être provoquée par aucun motif sérieux.

— La loge *les Hospitaliers de la Palestine*, à Paris, a décidé qu'à partir du mois de mai prochain, il serait ouvert dans son sein des conférences sur des questions d'économie sociale. Il serait à désirer que les vues relatives aux conférences maçonniques consignées dans notre dernier numéro pussent être appréciées et prises en considération par tous les ateliers, et qu'ils comprissent combien il est nécessaire d'occuper les séances par des travaux utiles, si l'on veut faire sortir la maçonnerie de l'ornière dans laquelle elle se traîne depuis si long-temps.

— *Le Chapitre d'Arras*, fondé, dit-on, en 1745 par le prince Charles-Édouard Stuart, a célébré sa fête séculaire le 24 mars. Plus de trois cents chevaliers assistaient à cette séance. Au nombre des députations qui ont été introduites, nous avons remarqué avec plaisir celle du chapitre *les Trinitaires*, de la correspondance du Suprême-Conseil de France. C'est par des communications de ce genre que les maçons prouveront qu'ils sont effectivement tous frères, et que la différence de rites et d'obédiences ne doit pas être un obstacle à des visites réciproques. Du reste, le Suprême-Conseil fait preuve d'une grande tolérance à cet égard, et il est fâcheux que le Grand-Orient ne l'ait pas toujours imité. Dans cette séance, le buste du fondateur du chapitre a été inauguré, plusieurs discours ont été prononcés, et un réfectoire très-nombreux a terminé la solennité.

— Le chapitre *la Rose du Parfait-Silence* a fait le 4 avril, sous la présidence du frère Fouché, une réception au deuxième ordre, suivant le nouveau rituel qu'il a adopté.

— Il s'est élevé de nouvelles divisions dans la loge *la Clément-Amitié*. Le frère Desanlis, vénérable, dont l'autorité avait été méconnue, et qui s'était efforcé sans succès de ramener les membres au sentiment de la fraternité, a cru devoir donner sa démission et se retirer de l'atelier. On peut juger, par ce nouveau fait, combien était mal fondée l'allégation qui présentait les membres dissidents de cette loge comme des artisans de trouble et de désordre.

— Sur la foi de deux journaux mal informés,

nous avons annoncé la mort du frère Guerrier de Dumast, auteur du poème *la Maçonnerie*. Nous tenons de source certaine que les lettres n'ont point fait une perte si douloureuse, et que ce frère « déserteur de nos lois » jouit d'une parfaite santé. Ce qui avait pu donner lieu à la nouvelle que nous avons reproduite, c'est que le frère Dumast avait fait une chute et s'était fracturé une jambe. Sa guérison était complète le 25 février. Ce jour-là, un de nos amis a eu occasion de le voir à Nancy, où il habite. Nous sommes heureux de porter ce démenti à la connaissance de nos frères, qui désirent la conversion du pécheur et non sa mort.

— Le frère Noël des Quersonnières, dont nous avons donné dernièrement la curieuse et intéressante biographie, à l'occasion de son affiliation à la loge *les Trinosophes*, est mort le 24 mars. Ses obsèques ont eu lieu à Neuilly, où il avait fixé sa demeure. Une centaine de frères seulement y assistaient. Après les prières de l'église, le convoi s'est dirigé, dans un silencieux recueillement, vers le cimetière de Sablonville. Là, le corps a été descendu dans la fosse, et, avant que la dépouille de cet homme, qui s'était montré constamment si ferme de caractère et si excellent de cœur, fût recouverte par la terre, le frère Bézinge, vénérable des *Trinosophes*, a, dans un discours plein de tristesse et d'onction, payé un dernier hommage à la mémoire du frère qui venait de s'éteindre. Le triple adieu a été prononcé, et le fossoyeur a rempli son funèbre office. Les frères n'ont pas voulu se séparer sans soulager quelques misères. Une quête a été faite, et le produit en a été en partie remis à la mairie de la commune pour recevoir une destination charitable, et en partie distribué aux pauvres enfants qui étaient venus prendre leur part de la pieuse solennité.

— Plusieurs jours auparavant, un autre maçon moins célèbre, le frère Marie, avait aussi cessé de vivre; ses obsèques ont été l'occasion d'une manifestation maçonnique très-remarquable. Le convoi funèbre ne comptait pas moins de deux mille maçons et couvrait un immense espace de terrain. Arrivé au champ du repos, le corps a été inhumé avec le cérémonial mystérieux; et la foule des assistants a prononcé le triple adieu au bruit d'une batterie de deuil dont il n'y avait pas encore eu d'exemple.

— Un poète-maçon, le frère Godard, va publier par souscription un poème satirique intitulé : *la Congrégation, ou une mission chez les Iroquois*.

sous une forme légère et railleuse, le jésuitisme est très-sérieusement et très-vigoureusement attaqué. Le manuscrit de cet ouvrage nous a été communiqué. Nous en extrairons quelques vers où il est question de la maçonnerie. Un jésuite, s'adressant à un de ses adversaires, lui dit :

« Aux mots dont ta voix m'apostrophe,
Je reconnais un diable, un philosophe,
Et, qui pis est, un damné franc-maçon,
Un de ces gens qui n'ont d'autre leçon
Que de chérir, que d'aimer leurs semblables,
Sans s'informer si leurs soins charitables,
Mettant à part gloire et qu'en dira-t-on,
Servent un loup, soulagent un mouton...
Ah ! les coquins ! ils suivent l'Évangile !..... »

— Un de nos frères, docteur en médecine, le frère Léon Csernichowsky, vient d'ouvrir, rue J.-J. Rousseau, n° 23, un cabinet de consultations pour le traitement des maladies par la méthode magnétique. Il offre de soigner gratuitement les maçons malheureux qui lui seront recommandés par les loges.

— L'Ordre du Temple a fait célébrer le 2 avril 1845, à 11 heures du matin, un service funèbre de *Requiem*, en l'église des Petits-Pères, pour le repos des âmes de Jacques de Molay, grand-maître, des chevaliers brûlés vifs avec lui en 1313, et des membres de l'Ordre décédés depuis une année. Les autres cérémonies ont eu lieu dans la journée.

— En rapportant le jugement rendu par le Grand-Orient contre notre rédacteur en chef, le journal *la Fraternité*, de Rouen, fait les observations suivantes : « Il ne nous appartient pas de nous constituer juges des débats qui surgissent entre le chef d'ordre et ses subordonnés ; nous dirons toutefois que la répression a généralement paru rigoureuse, et que jusqu'à présent l'utilité de ces mesures sévères n'a pas été bien appréciée par les maçons des départements. » Nous devons savoir d'autant plus de gré à la feuille rouennaise du blâme qu'elle exprime à cette occasion, qu'il exigeait quelque courage en présence des dispositions d'un pouvoir qui s'irrite de la vérité quand elle peut l'atteindre, et qui voudrait n'avoir à commander qu'à des muets.

— Le comité de la caisse centrale de secours de Rouen a organisé un bal au profit de l'institution, qui a eu lieu le 22 février. La fête a été des plus brillantes, et le produit en a été fort abondant.

— Une loge maçonnique, qui a pris pour titre distinctif *Monthon*, vient de se former à Saintes (Charente-Inférieure) ; la bonne composition de

cet atelier nous fait espérer que sa demande en constitution sera favorablement accueillie par le Grand-Orient.

— Le 10 février dernier, la loge d'Avize, *les Vrais-Amis-de-l'Ordre*, a célébré, sous la présidence du frère Lecureux, vénérable, les obsèques maçonniques du frère Houzeau-Muiron, ancien député, ex-vénérable de la loge *la Sincérité*, à Reims. L'oraison funèbre a été prononcée par les frères Roux et Gaudinot, orateurs. Une grande partie des membres de *la Sincérité*, notamment les frères Malledan, vénérable, et David, orateur, assistaient à cette imposante solennité.

— Les loges de Châlons-sur-Saône ont procédé dernièrement aux élections de leurs officiers. La loge *les Vrais-Zélés* a remplacé, comme vénérable, le frère Bô, négociant, par le frère Poulet, notaire ; la loge du Suprême-Conseil, *Avenir et Progrès*, a substitué, en la même qualité, le frère Ringuelet au frère Malo ; le vénérable de *la Parfaite-Égalité*, le frère Roth-Grapin, a été continué dans ses fonctions. Les deux premières loges sont parfaitement composées et animées du meilleur esprit ; elles voient avec peine les autorités dont elles dépendent, et particulièrement le Grand-Orient, n'avoir avec elles que de rares et insignifiants rapports, et laisser leurs travaux sans direction. Il y aurait cependant un excellent parti à tirer des lumières et du zèle de ces frères, dont l'activité se consume dans des efforts sans but et sans résultats. *La Parfaite-Égalité*, au contraire, formée d'artisans et d'ouvriers, prend son sort en patience, et ne se doute même pas que la maçonnerie puisse être propre à autre chose qu'à accomplir un vain cérémonial.

— La maçonnerie est languissante à Tournus, à Mâcon, à Villefranche (Rhône). Les loges ne s'y occupent que de travaux de réception et de discussions relatives à leur régime intérieur. A Tournus, la loge *la Concorde*, de la dépendance du Suprême-Conseil, a remplacé son ancien vénérable, le frère Secrétain, par le frère Rostaing, brasseur. Le frère Léger, vénérable des *Arts-Réunis*, à Mâcon, a été continué dans ses fonctions. Enfin, *la Parfaite-Union*, de Villefranche, a substitué, dans le vénérat, le frère Drevet, architecte, au frère Gounet, avocat, qui tenait précédemment le maillet.

— Obéissant à des suggestions venues de Paris, deux loges lyonnaises, dont nous taisons les noms, se sont déterminées, dit-on, à faire une manifestation contre notre feuille ; elles ont adressé

au Grand-Orient une supplique, dans laquelle elles lui demandent d'aviser aux moyens d'en empêcher la publication. A cela, nous n'avons que deux observations à faire. Premièrement, ces loges se méprennent complètement sur nos intentions ; elles ne comprennent pas davantage l'importance et l'utilité d'une publicité indépendante en maçonnerie ; aussi sommes-nous convaincus que, mieux instruites, elles regretteront plus tard une démarche qui, si elle pouvait être couronnée de succès, n'aurait d'autre résultat que de perpétuer le fâcheux état de choses contre lequel nous nous élevons et que déplorent tous les maçons dignes de ce titre, et de nuire essentiellement à la considération de notre société dans le monde profane. En second lieu, le Grand-Orient a fait tout ce qu'il pouvait et plus qu'il ne devait pour arrêter la publication de *l'Orient* ; il n'y a pas réussi, et il n'y réussira pas. Au blâme de ces deux loges, nous avons à opposer la sympathie que nous a manifestée l'immense majorité des ateliers ; c'est certainement pour nous une suffisante compensation.

— La plupart des loges de Lyon ont réélus leurs vénérables de l'année précédente. Voici les noms des nouveaux présidents d'ateliers : *la Candeur* a nommé le frère Chanay, avocat ; *les Enfants d'Hiram*, le frère J. Mouilliaud, avocat ; *l'Équerre et le Compas*, le frère Moutanet, huissier ; *le Parfait Silence*, le frère Chevassus fils, négociant ; *la Sincère amitié*, le frère Brirot ; *Union et Confiance*, le frère Simonet.

— La loge *la Vérité*, à Vaise, constituée récemment par le Suprême-Conseil écossais, et qui avait été installée avec éclat par le comte de Chabrillan, paraît entravée dans sa marche dès le début. Ce qu'on nous avait dit de cette loge, du bien qu'elle pouvait opérer, des bonnes intentions dont elle était animée, avait excité tout notre intérêt. Nous faisons des vœux pour que les obstacles qui ont surgi disparaissent promptement, et qu'elle puisse enfin se mettre à l'œuvre et dissiper toutes les préventions qu'à tort ou à raison on avait conçues contre elle.

— A Saint-Étienne, la maçonnerie marche terre-à-terre. La loge *les Élus*, formée de bons éléments, animée de sentiments charitables, se borne à distribuer quelques aumônes, et ne voit rien au-delà. Il en est de même à Montbrison, bien que la loge de cette ville, *les Commandeurs du Phénix*, compte parmi ses membres des maçons doués de talents véritables et d'un esprit essentiellement progressif. Mais que peuvent

quelques hommes d'élite contre l'apathie et les habitudes routinières du plus grand nombre ! Beaucoup d'autres loges des départements en sont là ; mais si le Grand-Orient, mieux composé, savait leur imprimer une impulsion intelligente, ce fâcheux état de choses cesserait, et les travaux de ces ateliers, aujourd'hui stériles, pourraient produire de bons fruits.

— Les deux loges de Vienne (Isère), *la Persévérance* et *la Concorde*, ont procédé aux élections de leurs officiers. La première a maintenu comme vénérable le frère Gadoud, négociant ; la seconde a élevé aux mêmes fonctions le frère Trouillet, banquier, en remplacement du frère Timon, imprimeur, qui avait complété ses trois années de vénérat. Ces deux ateliers sont dans une bonne voie, surtout *la Concorde*, où les idées de réforme et de progrès animent la généralité des frères.

— Les *Arts réunis*, de Grenoble, forment une excellente loge, très-progressive et très-désireuse de voir s'opérer les réformes que l'on réclame de toute part dans les Statuts et dans le personnel du Grand-Orient. Elle a pour président actuel le frère Dupoux. Ce frère, dont on s'accorde à louer l'honorable caractère, le zèle, et les excellentes intentions, va, très-probablement, être obligé de renoncer à l'exercice du vénérat, car il appartient à l'armée ; ce sera une perte sensible et pour l'atelier et pour la maçonnerie elle-même, qui compte peu de sectateurs aussi dévoués.

— Il y a dans le même département, à Baraux, petit village de quinze cents âmes, situé sur la frontière de Savoie, une loge, le *Silence des Alpes*, dont le personnel ne se compose que de dix-huit membres, mais où la maçonnerie est comprise et pratiquée avec toute la générosité et toute la ferveur des premiers temps. Nulle part on ne s'occupe de matières aussi sérieuses, nulle part non plus on ne désire plus ardemment que notre institution reprenne enfin le rang qui lui est dû. Cette loge si intéressante est présidée par un frère d'un rare mérite, le frère Grinan, capitaine du génie. Malheureusement il faut s'attendre, à raison de sa position spéciale, à le voir abandonner des travaux que sa puissante direction avait su rendre si féconds.

— On s'occupe de fonder, à Valence, un nouvel atelier, qui ne paraît rien laisser à désirer sous le rapport des lumières, du zèle et de la position sociale des membres appelés à en faire partie. Depuis quinze ans, le département de la Drôme

ne comptait pas une seule loge en activité, l'établissement de celle-ci est donc un événement important pour la maçonnerie.

— On nous annonce que l'on signe, dans les loges de Marseille, une protestation contre la condamnation du journal *l'Orient* par le Grand-Orient de France.

— Une autre lettre de Marseille nous apprend qu'une loge de cette ville, dont on ne nous dit pas le nom, a décidé qu'elle adresserait au Grand-Orient de sévères observations sur cette condamnation.

— Nous apprenons aussi que la loge *la Fidélité*, de Lille, a fait parvenir au Grand-Orient des observations sur le même sujet, qu'elle avait délibérées il y a quelque temps.

— Un maçon plein de zèle et animé des plus louables intentions, le frère Cottureau-Gueidon, qui recueille à Marseille des abonnements pour *l'Orient*, a été accusé par quelques frères de faire une spéculation toute mercantile de son œuvre de propagation. Nous devons déclarer ici qu'une telle allégation est non-seulement mal fondée, mais encore souverainement injuste. Le frère Gueidon nous a offert, par une lettre du 15 janvier dernier, de se charger *gratuitement* du placement de ce journal, et c'est uniquement dans ces conditions qu'il accomplit le mandat tout fraternel qu'il avait sollicité de nous.

— Nous avons annoncé que la loge *l'Anglaise* n° 204, à Bordeaux, allait ouvrir un cours de doctrine maçonnique. Ce cours a eu lieu, en effet; et voici le programme des questions qui doivent y être traitées par le frère C. Durand : 1° Traditions égyptiennes; initiations et mystères; 2° Constructions des grands monuments de la Grèce et de Rome 3° Croyances maçonniques antiques; le Temple de Salomon; 4° Époque des croisades; véritable origine de la franc-maçonnerie, suivant l'orateur; 5° Histoire de l'art et de la société au moyen-âge; 6° Décadence de la maçonnerie (procès des templiers); sa renaissance; 7° Histoire de la Société en Angleterre; 8° Histoire de la société en France; 9° État actuel de la franc-maçonnerie en Europe et en Amérique; 10° Esprit et philosophie des francs-maçons; leurs croyances actuelles; 11° l'Avenir de la franc-maçonnerie; 12° Conclusion du cours. Une assemblée considérable de frères assiste à ces tenues d'instruction qui ont lieu deux fois par mois. Le frère C. Durand y a déjà traité les quatre premières questions, et il l'a fait avec un véritable talent. Quelques-uns prétendent cepen-

dant que la prodigieuse facilité d'improvisation de ce frère le met trop à l'aise dans un sujet si grave et si sérieux, et que, s'il pouvait se confier avec moins d'assurance aux ressources de son imagination, ses leçons ne pourraient que gagner à être méditées.

— Beaucoup de maçons se rappellent les fâcheux événements qui affligèrent, l'an dernier, la maçonnerie bordelaise; la loge *la Candeur*, après une initiation faite malgré l'opposition des ateliers de cette ville, fut mise par eux en dehors de la correspondance commune, et tous résolurent de lui fermer leurs portes. Aujourd'hui, grâce à l'esprit de charité qui anime les vrais maçons, ces tristes débats sont oubliés, et, à la tenue solennelle qui a eu lieu dans *la Candeur*, à l'occasion de la réouverture de son temple restauré, tous les ateliers ont répondu à son appel en s'y faisant représenter officiellement.

— Une tenue funèbre vient d'avoir lieu à la loge *l'Anglaise* n° 204. Le 21 mars, cet atelier avait réuni dans son temple toute la maçonnerie bordelaise. Plus de trois cents maçons visiteurs assistaient à la triste solennité et se pressaient autour du magnifique catafalque qui se dressait au milieu de l'enceinte. Le frère C. Durand a prononcé l'éloge funèbre du frère Lorando, de ce poète si estimable et si regretté de tous. Ses funérailles avaient eu lieu avec une grande pompe; tous ceux qui aiment le talent pur et désintéressé, tous les hommes de lettres, les magistrats, l'élite de la population de Bordeaux, avaient accompagné sa dépouille jusqu'au champ du repos; la loge *l'Anglaise*, qui s'enorgueillissait de le compter au nombre de ses membres, avait voulu, à son tour, lui rendre les derniers honneurs d'une manière digne de lui, et elle a trouvé, dans le frère C. Durand, un fidèle interprète. L'éloge du frère Moulinier, chirurgien en chef des hôpitaux de la ville, a été ensuite prononcé. Le frère Faget, président de l'académie royale de médecine, et membre du même atelier, a exprimé les regrets de tous dans des paroles éloquentes qui ont fait sentir plus vivement encore, s'il est possible, la perte d'un frère si subitement enlevé à la science et à la maçonnerie. La colonne d'harmonie, dirigée par le frère Mézeray, chef d'orchestre du grand théâtre, a fait entendre les accents les plus religieux et les plus purs pour honorer aussi la mémoire des frères décédés. Cette tenue a laissé dans l'esprit de tous les assistants une impression qui ne s'effacera que difficilement. La maçonnerie gagnerait en influence et en considéra-

tion si tous les ateliers comprenaient la sainteté de leurs devoirs comme la comprend la loge l' *Anglaise*.

ÉCOSSE. — A la dernière fête de l'Ordre, la Grande-Loge d'Edimbourg a procédé à l'élection de ses officiers pour l'année 1845. Voici quels sont les principaux des nouveaux officiers : grand-maître, lord Glenlyon ; ex-grand-maître, lord F. Fitz-Clarence ; substitut grand-maître, le frère de Mount Melville ; premier grand-surveillant, sir John Ogilvy d'Inverquharly ; second grand-surveillant, le frère William Baillie, esquire de Polkemmet ; grand-secrétaire, Wm. Al. Lawrie, etc.

ALLEMAGNE. — Le 24 juin 1844, jour de la célébration de la fête solsticielle d'été, la Grande-Loge nationale aux *Trois-Globes*, de Berlin, a solennisé le jubilé séculaire de son établissement comme grande-loge. On sait qu'à pareil jour, en 1744, elle avait été élevée au rang de Grande-Loge-Mère nationale et royale par une patente officielle de Frédéric-le-Grand, premier protecteur de l'association maçonnique sur le continent.

— A peu près vers le même temps, la Grande-Loge nationale d'Allemagne, qui a aussi son siège à Berlin, a resserré les liens d'amitié qui l'unissaient déjà aux grandes loges de Suède et de Danemark, en accréditant près de chacune d'elles des représentants ordinaires ; de leur côté, ces deux grandes loges ont désigné des représentants près la Grande-Loge nationale d'Allemagne.

— Les trois Loges de Breslau, aux *Trois-Squelettes*, à la *Colonne*, et à la *Cloche*, se sont réunies en une seule le 24 janvier 1844. Le nouvel atelier portera désormais le nom de *Loge-Unie aux Trois-Squelettes, à la Colonne et à la Cloche* ; il se compose actuellement de deux cent douze membres, et a pour vénérable le frère A.-A. Francke, médecin en chef du 6^e corps d'armée. Deux jours auparavant, les vénérables des trois loges, les frères Damnitz, Martin et Gosohorsky, avaient clos les travaux de leurs ateliers, et déposé leurs maillets entre les mains du président de la Grande-Loge provinciale de Silésie, dépendante de la Grande-Loge nationale d'Allemagne.

— La loge *Herman, au Pays-des-Montagnes*, fondée le 9 avril 1815, à Elberfeld, par la Grande-Loge aux *Trois-Globes*, a suspendu ses travaux le 16 novembre 1843, et ne les a pas encore repris.

— Le 6 mars suivant, le frère Kloss, grand-maître de la Mère-Loge de l' *Union-Éclectique*, à Francfort-sur-le-Mein, a prononcé, dans une séance solennelle de cette grande-loge, un discours intitulé : *De l'inutilité des efforts tentés pour introduire un Christianisme positif dans les loges des francs-maçons*. Ce discours nous révèle une des principales causes qui se sont opposées jusqu'ici à l'admission des maçons israélites dans beaucoup de loges de l'Allemagne.

— Le 25 mars, la Mère-Loge éclectique a adressé à tous les ateliers allemands, avec prière de lui adresser leurs observations, une circulaire contenant l' *explication détaillée du principe reconnu et suivi par l'association éclectique depuis sa fondation*. Plusieurs ateliers ont transmis leurs réponses, qui seront examinées plus tard par une commission.

— Nous lisons dans le journal allemand *Latomia* : « Il y a déjà un an, le bruit a couru dans le monde maçonnique que la loge *Charles, à la Lumière-Naissante*, à Francfort-sur-le-Mein, avait pris une direction mystique, à laquelle beaucoup de loges s'étaient associées. De nombreuses discussions se sont élevées entre cet atelier et la Mère-Loge éclectique, dans la juridiction de laquelle il est placé ; mais on n'a pu parvenir à s'entendre, et la loge *Charles, à la Lumière-Naissante* a été rayée des tableaux, comme s'étant écartée des principes éclectiques. »

— Un nouvel établissement a été fondé à Gosslar, par la loge *Hercynie, à l'Étoile-Flamboyante*, en faveur des femmes et des enfants de frères décédés dans l'indigence.

— La Mère-Loge, aux *Trois-Globes* vient de fonder à Guben une loge qui a pris pour titre : *aux Trois-Colonnes-de-la-Vigne*.

— Les deux loges de Hambourg, au *Temple-Silencieux*, fondée en 1762, et à la *Porte-de-l'Éternité*, fondée en 1786, se sont réunies, le 24 juin dernier, pour en former une seule, appelée à la *Porte-du-Temple-de-la-Lumière*. Bien que la loge unie reconnaisse l'autorité de la Grande-Loge de Hanovre, elle suit cependant le rituel de la Mère-Loge aux *Trois-Globes* de Berlin.

— Il existe depuis deux ans, à Landeshut, dans la loge à l' *Union-Intime-des-Montagnes-des-Géants*, un fonds de secours pour les veuves et les orphelins appartenant à des maçons nécessaires. Cette fondation est due à l'ex-vénérable, le frère E.-F.-S. Loge.

— La loge *Minerve, aux-Trois-Palmiers*, à Leipzig, suivant l'exemple de deux autres loges de la même ville, a fondé récemment une association de secours pour les funérailles, association dans laquelle sont admis, non-seulement les membres de la loge, mais aussi les frères des orientes étrangers, pourvu qu'ils aient leur domicile habituel à Leipzig. Immédiatement après le décès d'un membre de l'association, les ayant-droit reçoivent cinquante thalers (187 fr. 50 cent.). Toutefois, dans des circonstances particulières, les présidents de l'association ont le droit de pourvoir eux-mêmes à l'inhumation du défunt.

— L'*École du Dimanche*, fondée il y a vingt-neuf ans, à Leipzig, par la loge *Baudouin, au-Tilleul*, et la première de ce genre qui ait été instituée en Saxe, a été fréquentée pendant la période annuelle qui a expiré le 7 avril dernier, par cent soixante-dix élèves, dont soixante appartenant à l'école dite préparatoire, et cent dix à l'École supérieure. Cet établissement se félicite du concours du ministère de l'intérieur, qui pourvoit à la fourniture du combustible. Un autre établissement de bienfaisance de la même loge, l'*Association de secours pour les femmes en couches*, pour lequel ont contribué beaucoup de dames de toutes les classes, a également reçu un subside considérable de la maison royale de Saxe.

— Le 29 août dernier, le frère Andréas Friedrich, sculpteur de Strasbourg, a élevé à Steinbach, près de Bade, un monument à la mémoire de son illustre compatriote Erwin de Steinbach, architecte de la cathédrale de Strasbourg.

— Il y a trente-quatre ans, la loge *Astrée, aux-Trois-Ormes*, fondée à Ulm, suivant le régime de la Mère-Loge éclectique de Francfort, dut fermer son temple, conformément à l'interdiction générale prononcée à cette époque contre les assemblées maçonniques. Le gouvernement de Wurtemberg vient de consentir à l'ouverture d'une nouvelle loge, qui travaille d'après l'ancienne méthode anglaise de la Grande-Loge de Hambourg, et qui a pris pour titre : *Charles, aux-Trois-Ormes*.

DANEMARK. — Le 28 juin 1840, jour du couronnement du grand-maître de l'Ordre, le roi Christian VIII de Danemarck, et de la reine, son épouse, la loge *Charles, au-Rocher*, d'Altona, fonda une caisse de pensions pour les veuves de maçons. Le capital de cette caisse se monte

déjà à plus de vingt mille marcs. Une veuve reçoit actuellement une pension viagère, et le reste des revenus est consacré au paiement de l'éducation d'enfants pauvres. Le 1^{er} mai 1844, à l'occasion de la célébration des *Noces d'Or*, de l'ancien grand-maître écossais, le comte de Blücher-Altona, la même loge a donné un banquet à cent pauvres familles.

SUISSE. — Nous lisons dans la *Revue* de Lyon qu'une grande réunion maçonnique a eu lieu à Zurich au mois de juin 1844. Toutes les loges de la Suisse, représentées par des députés, auraient signé, dans cette assemblée, un concordat qui les rattache à un seul pouvoir helvétique. Le frère Hottinger, professeur à l'université de Zurich, aurait été nommé grand-maître de cette puissance maçonnique, à la formation de laquelle on travaillait en vain depuis un grand nombre d'années. Nous nous mettons en mesure de fournir prochainement à nos lecteurs des détails circonstanciés sur un événement qui doit avoir les plus heureuses conséquences pour les destinées de la maçonnerie dans cette république.

PORTUGAL. — Une lettre que nous recevons de Lisbonne, sous la date du 21 février, nous fournit des détails sur l'état de la maçonnerie dans ce royaume. Quelque incomplets qu'ils soient, nous les consignerons ici, en attendant que nous puissions en donner de plus étendus, comme nous nous sommes mis en mesure de le faire prochainement. La population française de Lisbonne, qui s'élève à vingt mille âmes environ, compte dans ses rangs un certain nombre de maçons ; mais il n'y a aucune loge composée exclusivement de Français, et nos frères sont disséminés dans les différents ateliers portugais. Quatre grands-orientes gouvernent la maçonnerie dans ce royaume. Ce sont : 1^o le *Grand-Orient lusitanien*, qui n'est en quelque sorte qu'une grande loge provinciale du Grand-Orient du Brésil, dont il reconnaît l'autorité souveraine ; 2^o le *Grand-Orient irlandais*, institué sous la protection et dans la dépendance de la Grande-Loge de Dublin ; 3^o le *Grand-Orient de Passos-Manuel* ; 4^o et enfin le *Grand-Orient de Costa-Cabral*. Ces deux derniers corps paraissent avoir une existence indépendante. Suivant toute probabilité, les ateliers maçonniques sont assez nombreux à Lisbonne ; car on y compte la loge *la Loyauté* n^o 15, et la loge *l'Union resplendissante* n^o 19. Plusieurs frères ont le projet de former un atelier composé uniquement de maçons français, et d'en demander la constitu-

tion au Grand-Orient de France. Le motif de ce nouvel établissement est exposé comme il suit dans la lettre où nous puisons nos renseignements : « Nous avons habituellement dans le Tage une station de la marine française. Parmi les officiers se trouvent souvent des maçons qui, ne parlant pas portugais, se privent d'aller visiter les loges. Il en est de même des officiers de la marine marchande de notre nation qui fréquentent ce port. Nous croyons donc que l'érection d'une loge française présenterait de grands avantages pour l'Ordre. » Les rites professés à Lisbonne sont le rit moderne, le rit écossais ancien et accepté, et le rit primitif ou anglais. Au nombre des institutions maçonniques du pays, il faut citer notamment un conseil central de bienfaisance qui étend son action à tout le Portugal.

AMÉRIQUE. — La maçonnerie est florissante dans l'état d'Arkansas. La Grande Loge tient régulièrement ses sessions dans la ville de Little-Rock. Lorsqu'elle s'est instituée en 1834, elle ne comptait que quatre loges dans sa juridiction. Le nombre de ses ateliers est de huit aujourd'hui, et plusieurs autres sont en voie de formation.

— Les grandes loges de Maryland, de Kentucky, de Géorgie, de Missouri et de Massachusetts, ont adopté, comme organe officiel, le journal publié à Boston par le frère Charles-William Moore, sous le titre de *Freemason's monthly-magazine*. On voit que nos frères d'au-delà l'Atlantique ne s'effraient pas de la publicité, comme le font les termes de notre Grand-Orient.

LITTÉRATURE MAÇONNIQUE.

LES DEUX FRANCS-MAÇONS.

I.

Deux jeunes gens de vingt-deux à vingt-trois ans parcouraient les principales allées du bois de Verrières en se livrant à une conversation très-animée et qui paraissait les intéresser vivement. Soit qu'ils éprouvassent le besoin de se reposer, soit que l'ombre et la solitude leur parussent plus en harmonie avec le sujet qui les occupait, ils s'enfoncèrent dans un taillis et allèrent s'asseoir sous le dôme vert et touffu d'un grand orme entouré d'une épaisse ceinture de noisetiers. Ils ne possédaient encore ni l'un ni l'autre cette tournure dégagée, cet air d'assurance qui est le cachet du Parisien et qu'on n'acquiert qu'après un séjour plus ou moins long

dans la capitale ; il y avait dans leurs manières cette sorte de contrainte et de raideur, dans la coupe de leurs habits cette recherche prétentieuse et sans élégance à laquelle l'œil le moins exercé reconnaît sur-le-champ un nouveau débarqué. Cependant, il était facile de prévoir que cette enveloppe provinciale, déjà quelque peu entamée, ne tarderait pas à disparaître tout-à-fait ; mais, selon toute probabilité, la métamorphose devait avoir pour résultat de mettre en relief, chez l'un, la distinction des sentiments sous le vernis d'une tenue aisée et décente ; chez l'autre, au contraire, les penchants d'une âme basse avec les dehors du mauvais ton et de l'effronterie. Il y avait en effet, entre ces deux jeunes gens qui s'étaient liés au collège et dont l'amitié s'expliquait par l'habitude, une énorme différence au moral comme au physique : Adrien Dumesnil était grand, bien fait, d'une figure remarquable ; son front large et pur, son regard à la fois vif et bienveillant, annonçaient l'intelligence, la franchise et la bonté. Sa physionomie intéressait tout d'abord, et, lorsqu'on l'avait entendu parler, on se sentait entraîné vers lui par un irrésistible mouvement de sympathie. Petit et ramassé, Thierry Morisset avait des traits grossiers, un visage aplati, des gestes communs et disgracieux ; l'appétit des jouissances matérielles se révélait dans l'avidité de son regard, dans l'épaisseur de ses lèvres ; les facultés de l'esprit ne manquaient pas en lui d'un certain développement, mais on remarquait, dans sa manière de parler comme dans son maintien, cette mollesse qui dénote une absence complète des grandes vues et d'énergie. Adrien était peintre ; Morisset se croyait poète ; il y avait, dans le premier, l'étoffe d'un véritable artiste, et dans le second, tout au plus celle d'un chevalier d'industrie.

L'entretien des deux amis continua lorsqu'ils eurent pris place sur le tapis de mousse et de bruyère qui s'étendait entre l'orme et les noisetiers :

— Je te le répète, dit Morisset, ton découragement n'a pas le sens commun.

— Je ne suis point découragé, répondit Adrien ; mais il est permis, je pense, de songer à l'avenir, et dans notre position, il ne se présente pas avec une figure assez riante pour que nous soyons exempts d'inquiétude en le considérant.

— Bah ! cette inquiétude-là ne m'empêchera pas de dormir parfaitement ce soir, quand nous serons de retour à Paris, d'autant mieux que,

depuis ce matin, tu me fais faire un exercice dont je ne me remettrai pas de huit jours.

— Que veux-tu ? voilà un mois que nous habitons Paris, et tout ce temps, nous l'avons employé à visiter les monuments, les bibliothèques, les musées. Ce n'est pas que je regrette cet emploi de nos journées ; mais nous n'avons pas quitté Poitiers dans le seul but de nous livrer à des pérégrinations de touristes ; nous sommes jeunes tous les deux et sans autre fortune que notre vocation et notre travail ; il est donc urgent que nous réfléchissions aux moyens de nous créer une position ; or, je t'avoue que les bonnes inspirations me sont toujours venues plus facilement au milieu des champs et sous un ciel pur, que dans les rues étroites d'une ville et le pêle-mêle d'hommes affairés qui vous coudoient à chaque pas.

— Ma foi, tu me permettras, mon cher, de mettre en doute l'efficacité de ton système : voilà quatre lieues au moins que nous faisons à travers champs, le ciel est d'une admirable pureté, et je ne sache pas que tu m'aies encore fait part de la moindre inspiration.

— Un plan de conduite qui doit influer sur toute l'existence ne s'improvise pas en quelques heures.

— Peut-être.

— Tu vas me dire sans doute qu'il suffit d'avoir une ferme volonté de travailler ! Dieu merci, ce n'est pas cela qui me manque ; mais il faut quelque chose de plus, selon moi, et sans argent, sans protection, il me paraît difficile de travailler utilement.

— Il est vrai que l'argent n'est pas ce que nous avons apporté de plus lourd dans notre bagage.

— Et les protecteurs ne nous tomberont pas des nues dans une ville où nous ne connaissons personne. Ta plume et mes pinceaux, voilà tout notre appui, toute notre fortune.

— Tu oublies quelque chose.

— Quoi donc ?

— Notre diplôme de francs-maçons.

Adrien partit d'un éclat de rire.

— Je parle sérieusement et de bonne foi, reprit Morisset ; libre à toi de tourner mes paroles en plaisanterie.

— Je ne rirai plus, puisque cela te contrarie ; mais, je l'avoue ingénument, je n'aurais jamais imaginé que tu pusses fonder quelque espoir sérieux sur un pareil diplôme.

— Donne-toi la peine de réfléchir, et réponds

à cette question : Qu'est-ce que la franc-maçonnerie ?

— C'est une association d'hommes animés sans doute des meilleurs sentiments, dont la bienfaisance collective allège souvent la misère et les souffrances du pauvre, mais qui, hors du lieu de leurs réunions, ont bien assez de s'occuper de leurs propres affaires, sans user encore leur temps et leur crédit au service du premier venu.

— Tu as une manière étroite d'envisager et de définir les choses. Tous les francs-maçons ne sont-ils pas frères ? Et qu'est-ce que la fraternité, sinon le devoir, pour le riche, de faire part de sa fortune à celui qui n'en a pas, et, pour le pauvre, le droit de réclamer sa part des jouissances du riche ? Ce n'est pas ma faute, à moi, si le Ciel ne m'a pas fait naître dans la catégorie de ceux qui ont le devoir à remplir ; mon lot est malheureusement de n'avoir que le droit à exercer ; et tu peux être certain que j'en userai.

— Je me trompe assurément dans l'interprétation de ta pensée ; comment, tu es jeune, tu jouis de toutes tes facultés, et tu pourrais te résoudre à vivre d'aumônes !

— Qui te parle de cela ? Je ne veux rien pour rien ; tout n'est-il pas échange dans le commerce de la vie ? Que celui qui a de l'argent me donne de l'argent ; moi, je suis poète, je lui donnerai des vers.

— C'est-à-dire que tu imposeras tes œuvres aux francs-maçons en vertu de ton titre de frère ? Singulière exploitation !

— Qui ne sera pas sans valeur entre mes mains, je te le garantis.

— Eh bien ! moi aussi, j'ai le désir de m'élever, de me faire un nom, une fortune ; pour atteindre le but, je ne manquerai ni de volonté ni d'énergie ; mais je devrai tout à mes propres efforts ; je n'userai point mon activité dans de folles démarches, de stériles obsessions dont il ne résulterait que la perte irréparable d'un temps mal employé.

— Veux-tu que je te dise, Adrien, ce qu'il y a au fond de toutes ces belles phrases ? Beaucoup d'orgueil.

— Et moi, mon cher Morisset, je trouve au fond des tiennes, pour ne pas m'exprimer autrement, beaucoup d'abnégation.

Derrière les noisetiers était couché sur l'herbe un troisième personnage qui n'avait pas perdu un mot de cet entretien.

— Ils ont raison tous les deux, pensait celui-ci ; mais l'orgueil de l'un m'intéresse, et je ne ressens

que du mépris pour l'abnégation de l'autre.

Le soir, à peine Adrien, rentré dans Paris, eut-il quitté Morisset et franchi les cinq étages qui conduisaient à sa petite mansarde, qu'un homme d'un certain âge, dont l'extérieur annonçait une position recommandable, se présenta chez le portier de la maison, lui adressa une foule de questions sur le jeune peintre, et se retira complètement satisfait des renseignements qu'il avait obtenus.

II.

Adrien, les coudes appuyés sur sa fenêtre, et la tête entre les deux mains, regardait le soleil s'élever, pâle et sans éclat, à travers l'épais rideau de brouillard qui, le matin, enveloppe Paris pendant une partie de l'année. Notre jeune homme était dans un de ces accès de découragement dont il est difficile qu'un artiste se garantisse à son début dans la carrière. On se sent alors plongé dans une sorte d'engourdissement physique et moral ; on se défie de ses forces, on ne croit pas à l'avenir ; on se demande si le prix, placé à l'extrémité de la lice, est pour le vainqueur une compensation suffisante de toute une existence de travail, de privations et de lutte. Ou si, dans un moment d'hallucination qui réveille, transporte, électrise, on se voit toucher le but et ceindre la couronne triomphale, aux applaudissements d'une foule enthousiasmée, ce n'est que pour retomber ensuite dans une prostration plus grande devant la réalité des obstacles dont le chemin est hérissé.

« O soleil ! pensait Adrien, il t'est permis, à toi, de persévérer dans ta course ; tu es fort et puissant ; tous ces nuages, ligüés contre ta splendeur, s'amoncèlent en vain au-devant de toi, et opposent à tes rayons leur formidable phalange ; tu monteras toujours, tu les domineras, tu les réduiras en rosée, et ta gloire éblouira le monde ! Mais moi, pauvre et chétif, que puis-je ! Quelle est ma position pour espérer de dominer mes rivaux ! Quelle est ma force pour dissiper cette tourbe d'ennemis et de jaloux qui encombrera ma route ! Dès mon premier pas, ils m'étoufferont... Et pourtant je ne puis me faire à la pensée que je ne serais rien... Mon cœur se révolte contre l'idée de cette impuissance que me démontre ma raison. Je résisterai aux suggestions d'une lâche prudence ; je m'armerai de résolution et de courage ; je ne me rendrai pas avant d'avoir combattu. »

Et s'asseyant devant son chevalet, il prit sa

palette, ses pinceaux, et commença l'ébauche d'une vue dont il avait esquissé le croquis dans les environs de Poitiers. Il est rare que le premier tableau du paysagiste éloigné de son pays ne soit pas un souvenir de la terre natale.

Mais son regard, un moment illuminé par l'inspiration, ne tarda pas à redevenir terne et abattu ; celle de ses mains qui tenait le pinceau retomba inerte sur son genou ; sa pensée entra dans cet état de vague rêverie qui diffère de la méditation en ce que rien de précis ne se formule dans le cerveau, et qu'on pourrait plutôt appeler une somnolence de l'esprit.

Trois coups frappés à sa porte vinrent le tirer de cette espèce de léthargie ; il se leva en tréssillant, comme un homme qu'on réveille en sursaut, et se trouva, non moins embarrassé que surpris, en face d'un vieillard dont les traits lui étaient tout-à-fait inconnus.

— Monsieur Adrien Dumesnil !

— C'est moi-même.

— Ce que je vois ici témoigne suffisamment qu'on ne m'a pas trompé ; vous êtes paysagiste !

— Il est vrai, monsieur ; mais puis-je connaître le nom de la personne qui daigne m'honorer de sa visite !

— Abraham Forster, marchand de tableaux.

Il n'est point d'énumération de titres, si pompeuse qu'elle soit, qui puisse rivaliser avec cette simple qualité de marchand de tableaux à l'oreille d'un peintre débutant ; aussi Adrien s'empressa-t-il d'offrir un siège à son visiteur, avec toutes les marques d'un profond respect.

— Ma foi, dit Abraham en s'asseyant, j'accepte volontiers ; à mon âge, on se fatigue aisément, et vous demeurez un peu haut, jeune homme.

— Que voulez-vous ? répliqua Adrien un peu contrarié de l'observation du marchand, nous autres peintres, nous avons besoin d'air, d'espace, et, dans nos rues étroites, ce n'est qu'en se rapprochant du ciel qu'on peut espérer d'en trouver. Autant vaudrait une prison qu'un premier étage à Paris.

— Sans doute, sans doute ; et ces prisons-là ont en outre l'inconvénient de coûter fort cher... Ce n'est pas pour vous que je dis cela, jeune homme, poursuivit Abraham avec un rire mêlé de finesse et de bonhomie ; quand on a le bonheur de posséder un talent comme le vôtre, il est difficile de rester brouillé long-temps avec la fortune.

— Je ne veux voir dans ce compliment, mon-

sieur, qu'une preuve de votre bienveillante politesse.

— Vous avez trop de modestie, et je n'aurais pas entendu citer votre nom avec éloge, qu'il me suffirait, pour apprécier votre mérite, d'un coup-d'œil jeté sur cette ébauche. Je m'applaudis donc sincèrement d'être venu à vous, et je suis certain que ma confiance sera bien placée.

Ces derniers mots firent battre le cœur d'Adrien. Dans la bouche qui venait de les prononcer, leur signification ne pouvait être douteuse.

— Je vais, en peu de mots, vous expliquer ce qui m'amène, reprit Abraham : le comte de Mareil, un de nos amateurs les plus distingués, et le plus riche de mes clients, désire joindre à sa collection, qui est sans contredit la plus belle que je connaisse, la copie d'un paysage du Poussin ; c'est à moi qu'il a confié le soin de choisir l'artiste qui doit être chargé de ce travail, et, cet artiste, ce sera vous, si vous y consentez.

— Si j'y consens ! s'écria Adrien ; mais, monsieur, c'est un service signalé que vous me rendez, et que je ne saurais payer de trop de reconnaissance.

— Vous ne m'en devez aucune, jeune homme, quoique l'occasion, j'en conviens, ne soit pas à dédaigner ; le comte est un protecteur éclairé des arts, et si, comme je n'en doute pas, il est satisfait de votre talent, soyez sûr qu'il ne s'en tiendra point aux mille francs que j'ai mission de vous proposer pour prix de l'ouvrage dont je viens de vous parler.

— Mille francs !

— Cette somme vous paraîtrait-elle insuffisante ? demanda Abraham en souriant.

— Loin de là, répondit naïvement Adrien ; c'est deux fois plus que je n'aurais osé demander.

— Ainsi, vous acceptez ?

— Avec joie, et, si cela vous convient, je me mets tout de suite à votre disposition.

— Voilà un zèle qui me fait bien augurer de votre avenir. Je vais donc m'occuper de vous faciliter l'entrée du Musée, et vous pourrez vous y installer dès demain. Veuillez, ajouta-t-il en se levant, accepter ce rouleau de vingt-cinq louis que M. le comte m'a ordonné de vous remettre pour subvenir à vos premiers frais ; si, plus tard, une nouvelle avance vous était nécessaire, vous pourriez la réclamer de M. le comte lui-même, qui se propose d'aller quelquefois vous visiter au Louvre.

Adrien, resté seul, se demanda s'il était bien éveillé. D'où pouvait lui venir un bonheur aussi

inespéré ! Comment son nom était-il arrivé jusqu'aux oreilles du vieux Forster ! quel étrange caprice avait passé par l'esprit de cet amateur qui consentait à payer mille francs une simple copie ! Enfin pourquoi, lorsqu'on avait le choix entre tant d'artistes renommés, venait-on le chercher, lui qui sortait à peine de sa province et n'avait rien fait encore pour être connu ! Toutes ces questions n'étaient pas faciles à résoudre ; notre jeune artiste se vit obligé d'y renoncer.

« Qu'ai-je besoin, s'écria-t-il, de me mettre l'esprit à la torture pour rechercher la cause première du bonheur qui m'arrive ! Je n'ai à me préoccuper que d'une chose, c'est d'en tirer parti. Que faut-il pour cela ! De la persévérance ! je n'en manque pas ; du talent ! j'en aurai. »

Le lendemain, Adrien s'installait au Musée, et se mettait à l'œuvre avec l'ardeur d'un combattant qui vient de remporter un premier avantage.

Huit jours s'étaient écoulés ; son travail avançait rapidement, et déjà plus d'une fois il avait eu la douce satisfaction de voir les regards des curieux s'arrêter avec admiration sur sa toile, lorsque le comte de Mareil vint lui faire sa première visite. C'était un homme de cinquante ans environ, d'une physionomie calme et bienveillante, simple dans ses manières, affectueux dans ses paroles. Il parut prendre un grand intérêt à l'examen de la copie qui lui était destinée, fit peu de critiques, trouva beaucoup à louer, et disserta sur la peinture en vrai connaisseur. Un suffrage aussi honorable aurait dû plonger Adrien dans le ravissement, et c'était pour lui une belle occasion d'exprimer, à l'homme distingué qui lui promettait son appui, toute la vivacité de sa reconnaissance ; il essaya bien de suivre M. de Mareil dans ses observations, de discuter ses critiques, de le remercier de ses louanges ; mais son embarras, sa rougeur, l'incohérence de ses réponses, attestaient suffisamment qu'il se trouvait alors sous l'influence d'une grande timidité ou d'une puissante distraction. Cependant, sans avoir cette assurance orgueilleuse qui est le privilège de la médiocrité, Adrien n'était pas non plus ce qu'on appelle un jeune homme timide ; c'est donc sur la distraction que nous rejetterons la cause de son trouble, et nous ajouterons que, pour nous étonner de cette distraction et la trouver déplacée, il faudrait vraiment que nous eussions oublié ce que nous étions à vingt-deux ans.

Le comte s'était fait accompagner de sa nièce. Caroline avait dix-huit ans, de grands yeux noirs

pleins d'expression, un teint d'une blancheur éblouissante, une taille admirablement dessinée; Adrien, en l'apercevant, regretta sa vocation de paysagiste; il lui sembla tout-à-coup que le sublime de l'art était de peindre des madones, et il envia le pinceau de Raphaël.

Son extase dura long-temps encore après que M. de Mareil l'eut quitté, et nous sommes forcé de rendre hommage à la vérité, en avouant que la copie du paysage du Poussin reçut ce jour-là quelques teintes douteuses dont le redressement fut renvoyé au lendemain.

Adrien trouva, en rentrant chez lui, Morisset qui l'attendait avec impatience; la figure de ce dernier était triomphante :

— Réussite complète, mon ami ! Je te disais bien que la franc-maçonnerie était une mine excellente, et j'ajoute avec conviction qu'elle sera pour moi un trésor inépuisable.

— Que t'est-il donc arrivé ?

— Écoute et applaudis.

Alors Morisset, prenant un ton grave et solennel, se mit à déclamer avec emphase les vers suivants :

« Fraternité, déesse sainte,
Si le monde te bannissait,
Dans sa mystérieuse enceinte
Le maçon te retrouverait....

— Qu'est-ce que c'est que cela ? interrompit Adrien.

— Pardieu ! tu l'entends ; c'est une *Ode à la fraternité*, dédiée à tous les maçons de l'Univers, précédée d'une préface, suivie de notes, pièces justificatives, anecdotes curieuses et intéressantes.... Deux feuilles in-8°, couverture illustrées.... Prix : cinq francs, pour les souscripteurs.

— Ah ! je comprends.

— J'ai déjà placé deux cents exemplaires ; avant un mois, j'en veux écouler deux mille.

— Cinq francs ! cela me paraît un peu cher.

— Sans doute, si j'avais la simplicité de les envoyer ; on n'en donnerait pas cinquante centimes ; mais je les porte moi-même ; la présence de l'auteur est un stimulant qui ne manque jamais son effet.

— Parmi les maçons, il en est qui ne sont pas riches, et que tu contrains à faire par amour-propre une dépense onéreuse ; cette pensée t'aurait arrêté, j'aime à le croire, si elle fût venue à ton esprit.

— Bah ! cinq francs de moins dans la bourse d'un homme ne sauraient l'appauvrir, et moi je serai dans l'opulence avec dix mille francs.

— Oui, je sais que tu aimes à te donner les jouissances de la vie ; aussi je doute que le fruit de ta spéculation te mène bien loin, et quand tu n'auras plus rien....

— Je recommencerai ; quand j'aurai mangé mon *Ode à la fraternité*, je vivrai d'une *Satyre contre l'égoïsme* ; j'ai cinquante sujets en réserve ; ainsi, trêve de morale pour le moment ; ne songeons qu'au plaisir ; je t'emmène dîner au café de Paris.

— Merci, je n'ai pas faim, répondit Adrien en laissant percer malgré lui, dans sa physionomie, le sentiment de répugnance que lui inspirait la conduite de son ami.

— A ton aise ; je viendrai te chercher une autre fois, dit Morisset qui ne devina pas ou ne voulut pas deviner le secret motif d'Adrien ; je cours de ce pas essayer, chez Humann, un habit délicieux et prendre des renseignements sur un petit groom qu'on me propose.

Il était au bas de l'escalier qu'Adrien l'entendait encore réciter d'une voix de basse-taille :

« Fraternité, déesse sainte,
Si le monde te bannissait,
Dans sa mystérieuse enceinte
Le maçon te retrouverait. »

III.

C'était le 1^{er} mars, jour tant désiré, tant redouté par les peintres, qui comble et anéantit tant d'espérances, que saluent à la fois les transports de joie du triomphe et les malédictions de la défaite.

Depuis une heure, Adrien était assis dans un élégant salon de l'hôtel de Mareil, en face de la pendule et le regard fixé sur l'aiguille dont il semblait accuser la paresse ou la rapidité. Il attendait que le comte et sa nièce eussent achevé leur toilette ; le comte avait voulu l'accompagner à l'ouverture de l'exposition, afin d'être un des premiers à applaudir au succès de son protégé.

Car, pendant les huit mois qui venaient de s'écouler, Adrien avait trouvé dans M. de Mareil un protecteur zélé, un ami véritable ; lancé par lui au milieu des artistes les plus éminents, accueilli, sur sa recommandation, dans les salons les plus recherchés, il n'était déjà plus ce petit provincial perdu dans l'immensité de la capitale, ne sachant où diriger ses pas, ni sur qui s'appuyer, et toujours prêt à défaillir devant les conséquences probables de son isolement. Il lui était permis enfin d'avoir confiance dans l'ave-

nir ; tous les obstacles étaient aplanis ; de son talent seul dépendait la victoire.

Pourquoi donc ce regard inquiet, cette pâleur qui couvre ses joues, ces plis qui rident son beau front ! C'est qu'il a envoyé trois tableaux devant le jury, et qu'à cette heure solennelle où va se décider son sort, un doute affreux est entré dans son esprit. En vain il essaie de se rassurer en se remettant devant les yeux, par la force du souvenir, tantôt l'ensemble, tantôt les détails de chacune de ses œuvres, il les dissèque lui-même avec le scalpel impitoyable d'un critique de mauvaise humeur ; où il voyait des beautés, il n'aperçoit plus que des imperfections ; il s'accuse de maladresse, d'impétie, de froideur ; il donnerait dix années de son existence pour que ses tableaux ne fussent pas sortis de son atelier, tant il entrevoit maintenant de défauts à corriger.

— Mon Dieu ! qu'avez-vous donc, monsieur Adrien ! dit Caroline qui entrait au moment où les anxiétés de l'artiste se traduisaient par un geste de dépit et d'impatience ; je le devine, le temps vous paraît bien long ; ce n'est pas moi, du moins, qui mériterai le reproche de vous avoir retardé ; on accuse les femmes de lenteur dans leur toilette, et pourtant, ce matin, me voici prête avant mon oncle.

— Hélas ! mademoiselle, vous vous méprenez, répondit Adrien ; je l'avoue, hier encore, je comptais les heures, les minutes ; il me semblait que le moment de l'ouverture du Salon n'arriverait jamais. Mon cœur est aujourd'hui sous l'impression d'un sentiment bien différent ; j'hésite, je tremble, je doute à mesure que l'heure approche ; et si j'en avais le pouvoir, au lieu de l'avancer, je la reculerais.

— Eh quoi ! vous manqueriez de courage ! Avez-vous donc oublié que vos tableaux, lorsqu'ils étaient exposés dans la galerie de mon oncle, vous ont valu les éloges les plus flatteurs ?

— Éloges dictés par l'amitié ou par la politesse ; mais figurez-vous, mademoiselle, un tribunal composé de juges inaccessibles à l'indulgence, qui examinent froidement, prononcent sans appel, et repoussent sans égards.

— Leur suffrage n'en est que plus glorieux, et j'ai le pressentiment que vous l'avez obtenu.

— Peut-être alors mon humiliation n'en sera-t-elle que plus grande ; mieux vaudrait mille fois me renvoyer mes tableaux que de les reléguer honteusement dans quelque coin obscur du salon, comme pour dire aux curieux : « Passez ; cela ne mérite pas l'honneur que vous regardiez. »

— Voilà, monsieur, de sombres pensées que vous chasserez bien vite, si vous ne voulez m'attrister à mon tour.

— Vous attrister !

— Eh sans doute ! n'est-il pas tout naturel qu'on s'afflige des revers d'un ami comme on se réjouit de ses succès ?

— Que vous êtes bonne, mademoiselle Caroline ! si quelque chose peut encore soutenir mon espoir, c'est l'intérêt que vous me témoignez ; mais, croyez-le bien, ce trouble, cette inquiétude qui m'agitent, ne prennent point leur source dans un sentiment égoïste d'amour-propre ; non, ce qui fait mon appréhension, ce qui m'accablerait de chagrin et de honte, c'est d'avoir pu rester un peintre vulgaire, sous l'influence de votre regard, sous le charme de vos encouragements ; c'est de ne pouvoir vous dire : « A vous l'hommage de ma gloire, car je l'ai souhaitée pour être digne de votre affection, et c'est par vous que je l'ai méritée. »

La chaleur avec laquelle Adrien prononça ces paroles, le regard dont il les accompagna, parurent causer une vive surprise à Caroline ; la rougeur subite qui colora son joli visage provenait-elle d'un sentiment de joie ou de déplaisir ? c'est ce dont le lecteur se rendra raison plus tard. Cependant nous pouvons, dès à présent, lui dire qu'il n'y avait rien de bien effrayant dans le début de la réponse qu'elle essayait de balbutier au moment où son oncle entrait dans le salon.

Quelques minutes après, la voiture de M. de Mareil s'arrêtait devant la porte du Musée ; Adrien, en franchissant le seuil, sentit son cœur se serrer et ses jambes fléchir ; il se soutenait à peine lorsqu'il pénétra dans cette grande salle carrée, où figuraient d'ordinaire les œuvres capitales ; ses yeux en parcoururent successivement les quatre côtés ; mais toutes ces toiles qui les décoraient lui apparaissaient comme à travers un nuage ; aucune forme ne se dessinait nettement à sa vue.

Tout-à-coup son bras frémit sous la douce pression de celui de Caroline, et il fut sur le point de se trouver mal, lorsqu'il entendit le comte s'écrier :

« Regardez, mais regardez donc, mon ami ; là, en face de vous ; tous à la place d'honneur ! »

En effet, les trois paysages d'Adrien occupaient la plus belle place, et il était presque impossible d'en approcher, tant était grande la foule des curieux arrêtés pour les admirer.

Rien, en ce moment, ne manquait au bonheur

du jeune artiste. Sous le rapport de la gloire, ses vœux les plus exigeants se trouvaient exaucés, et une larme de joie, qu'il venait de surprendre dans les beaux yeux de Caroline, lui faisait pressentir qu'il n'était pas moins bien partagé du côté de l'amour. Dans son ravissement, il eût souhaité que cette journée ne finît jamais; c'est un plaisir si doux à savourer que ce double triomphe du cœur et de l'intelligence! Mais le temps est impitoyable; il marche toujours du même pas, insensible à la joie comme à la douleur. Heureusement notre amoureux n'avait pas à redouter les tourments d'une longue séparation: traité comme un fils par le comte, il lui était permis de se présenter à l'hôtel aussi souvent qu'il le désirait, et il se promit de ne point laisser passer, à l'avenir, un seul jour sans user de son privilège.

Le soir, Adrien se promenait sur les boulevards et s'abandonnait aux rêves dorés que lui suggérait l'enivrement de la joie, lorsqu'il fit la rencontre de Morisset dont il remarqua, en l'abordant, l'air morne et abattu.

— D'où te vient ce sombre visage? lui demanda-t-il avec intérêt; te serait-il survenu quel que événement fâcheux?

— Je suis ruiné, mon ami; répondit Morisset d'une voix lugubre.

— Ruiné! tu m'étonnes.

— N'as-tu donc pas entendu parler du désastre de Lyon? Quelle catastrophe horrible, mon cher! Des centaines de familles réduites au désespoir, plongées dans la plus affreuse détresse!

— Je sais en effet que l'inondation a porté ses ravages dans cette malheureuse cité, mais je ne vois pas quel rapport peut exister entre ce sinistre et ta ruine.

— Quel rapport? Tu me fais cette question au moment où je viens de mettre la dernière main à ma *Satyre contre l'égoïsme*; une satire qui joint la verve de Gilbert à la pureté de Boileau, dont le début vaut mieux à lui seul que toutes les *Némésis* passées, présentes et futures!

Honte du riche oisif, fléau de la misère,
Des cœurs vides et secs sordide passion,
Égoïsme maudit, ton souffle délétère
N'empoisonna jamais l'âme d'un vrai maçon....

— Je crois ta satire fort belle, interrompit Adrien, et j'en saisis parfaitement le but; mais, encore une fois, je ne comprends pas ce que l'inondation peut avoir à démêler avec tes vers, ni quelle atteinte elle a pu porter à ta fortune.

— Une atteinte mortelle; sais-tu ce qu'on m'a répondu dans quatre loges où je me suis déjà

présenté! — Votre poésie, mon frère, est superbe; mais il faudra cette fois vous contenter de notre admiration; les inondés ont fait appel à nos sympathies, et si nous faisons tourner au profit de notre satisfaction personnelle des ressources qui doivent être acquises au malheur, nous serions coupables nous-mêmes de cet égoïsme que vous flétrissez si justement.

— Ce raisonnement me paraît assez juste.

— Il n'a pas le sens commun; car enfin, par le temps de misère qui court, il n'y a pas de raison pour que cela finisse; aujourd'hui l'inondation, demain un tremblement de terre, une disette, un incendie, que sais-je!... les prétextes ne manqueront jamais pour m'éconduire. Et voilà ce qu'on appelle de la fraternité!

— On n'a pas tout-à-fait tort.

— Oh! tu auras beau dire, moi, je soutiens...

Morisset s'interrompt tout-à-coup, parut fléchir un moment, et s'écria en se frappant le front:

— Quelle idée! Oui, parbleu! c'est mon bon génie qui m'inspire... Mon ami, je suis sauvé!

— Quel est ton projet?

— Ah! messieurs les francs-maçons, c'est à l'inondation que vous réservez vos sympathies! Eh bien! vous achèterez ma satire par amour pour les inondés, car c'est à leur profit que je vais vous la vendre. Quand je dis à leur profit, cela signifie que je partagerai le bénéfice avec eux. Par ce moyen, je recouvre cinquante pour cent de ce que je perdais, et je me fais en outre une réputation de philanthropie dont je saurai me prévaloir dans une autre occasion. Qu'en dis-tu? n'est-ce pas un plan merveilleux? Adieu, mon cher Adrien; je cours le mettre à exécution dès ce soir.

IV.

Nous franchirons rapidement un intervalle de quinze mois, pendant lequel la fortune ne cessa de se montrer favorable à l'artiste, tandis que le poète, au contraire, marcha constamment de déception en déception. Les plus riches amateurs se disputaient les tableaux du premier; le gouvernement en avait acheté pour tous les musées; enfin le chef de l'État avait, à la suite de la dernière exposition, attaché de sa main l'étoile de l'honneur à la boutonnière du jeune peintre. Quant à Morisset, son industrie, bientôt comprise, l'avait peu à peu tellement discrédité dans l'esprit des francs-maçons, qu'il était devenu pour toutes les loges un objet de répulsion. Toujours avide de jouissances, incapable de s'en procurer

par un travail honorable, il était tombé au point de ne plus même déguiser ses demandes d'aumône qu'il envoyait régulièrement à chaque réunion maçonnique. Trop connu pour inspirer une compassion réelle, il se faisait importun à défaut d'être intéressant, et parfois il obtenait, de guerre lasse, quelques secours, mais trop faibles pour le faire subsister, et qui de jour en jour devenaient plus rares.

Depuis long-temps nos deux jeunes gens avaient cessé de se voir ; la franchise et les conseils d'Adrien ne convenaient point à Morisset, qui d'ailleurs joignait à ses autres vices celui de l'envie. Irrité continuellement par les succès et l'élévation de son compagnon d'enfance, parti, comme lui, du bas de l'échelle ; humilié de n'avoir à lui montrer que son dénûment et sa misère, l'ingénieux auteur de l'*Ode à la fraternité*, de la *Satire contre l'égoïsme*, avait d'abord éloigné ses visites et s'était définitivement retiré dans sa tente. La perte d'un ami dont il ne pouvait estimer le caractère n'avait pas excité de bien vifs regrets dans le cœur d'Adrien, et il trouvait dans ses nouvelles affections un bonheur plus que suffisant pour combler un vide de si peu d'importance.

Notre lecteur, instruit des principaux incidents survenus pendant les quinze mois qui viennent de s'écouler, nous permettra maintenant de le conduire, sans autre préambule, chez le comte de Mareil.

Depuis le matin, tout est en mouvement dans l'hôtel ; on s'y occupe avec empressement des préparatifs d'une fête. Caroline se fait surtout remarquer par son zèle, son activité ; elle ne s'arrête qu'au moment où le comte, absent depuis quelques heures, rentre accablé de fatigue, mais le sourire sur les lèvres.

— Eh bien ! mon oncle ! lui dit-elle en cherchant à deviner du regard si la réponse qu'il va lui faire sera bonne ou mauvaise.

— Eh bien ! mon enfant ; je ne suis pas sans espoir.

— Vous avez fait toutes vos visites ?

— Toutes.

— Et l'on vous a bien accueilli ?

— Parfaitement. Je serais tenté de croire que le nom de mon protégé possède la vertu d'un talisman. Nulle part il n'a soulevé la moindre objection.

— J'en étais sûre. Quelle joie pour M. Adrien ! et quelle surprise ! Il est bien loin de s'attendre au bonheur que vous lui préparez.

— C'est un bonheur que tu me parais partager assez vivement.

— N'est-ce pas naturel, mon cher oncle ! Vous avez eu la bonté d'approuver l'affection que je porte à votre jeune ami, et, en travaillant à son élévation, c'est absolument comme si vous vous occupiez de la mienne.

— Tu es donc bien résolue à devenir Mme Dumesnil ?

— Très-résolue.

— Nos parents vont crier à la mésalliance.

— Qu'importe ! Je leur répondrai que la première de toutes les noblesses est celle du génie.

— Tu as raison, mon enfant. Ainsi, nous ménageons chacun notre surprise à ce cher Adrien.

— Et pour le même moment.

— Mais si la mienne échoue ?

— Il aura la mienne pour consolation.

— Et si je réussis, ne crains-tu pas que l'excès du bonheur ne lui soit funeste ?

— Non, mon oncle ; le bonheur ne fait jamais de mal.

Cependant l'heure du dîner arriva ; de nombreux convives prirent place autour de la table dont Caroline, assise entre son oncle et Adrien, fit les honneurs avec une grâce ravissante. Au silence du premier service succéda bientôt l'aimable abandon de la gaieté ; le comte seul paraissait préoccupé, inquiet ; son regard se portait fréquemment sur la pendule ; enfin un domestique lui remit une lettre dont il rompit précipitamment le cachet. A peine eut-il pris le temps de la parcourir que sa figure devint rayonnante ; il remplit son verre, se leva, et, d'une voix que l'émotion rendait tremblante, il prononça ce toast :

« En l'honneur d'Adrien Dumesnil, membre de l'Institut ! »

Tous les convives se regardèrent avec étonnement ; Adrien, les yeux fixés sur son protecteur, semblait n'avoir pas compris.

« Oui, mon cher Adrien, poursuivit M. de Mareil, je reçois à l'instant la nouvelle de votre nomination ; vous avez été élu à l'unanimité. »

Adrien prit le papier des mains du comte, mais il lui fut impossible d'y rien distinguer ; ses larmes l'empêchaient d'y voir.

« Allons, monsieur, dit Caroline en s'emparant à son tour de la lettre, donnez-moi ce bienheureux message, que je vous en fasse la lecture ; quand un mari devient aveugle, il faut bien que sa femme ait des yeux pour lui. »

Nous renonçons à décrire l'effet que produisit sur Adrien cette simple phrase de Caroline ; sa

joie tenait du délire, et il s'y livrait avec d'autant plus d'abandon qu'elle était sincèrement partagée par tous ceux qui l'entouraient.

Cette journée si heureuse ne devait pourtant pas finir sans nuage ; vers le milieu de la soirée, un commissionnaire, introduit auprès d'Adrien, qu'il avait été vainement chercher à son domicile, le suppliait, au nom de l'humanité, de l'accompagner sans retard.

Adrien, après avoir pris, à son grand regret, congé de sa nouvelle famille, suivit son guide, qui le conduisit dans une rue étroite et sale du quartier Saint-Denis ; là, il lui fallut pénétrer dans une maison de misérable apparence, et gravir cinq étages tombant de vétusté, pour arriver jusqu'à un galetas dont la nudité le fit reculer d'effroi. Un lit de sangle, une vieille chaise, composaient tout le mobilier de ce hideux réduit ; sur une paille à moitié remplie, gisait un jeune homme couvert d'un lambeau de drap ; ce jeune homme était Morisset, qui se débattait dans les douleurs d'une lente agonie ; la misère et la faim l'avaient tué.

— J'ai voulu te voir une dernière fois, murmura-t-il d'une voix éteinte en serrant convulsivement la main que lui tendait Adrien ; la haine cesse en présence de la mort, et je reconnais que la mienne était injuste. Pourquoi, au lieu de te porter envie, n'ai-je pas écouté tes conseils, et suivi ton exemple ? Peut-être aujourd'hui aurais-je aussi, moi, un nom et de l'avenir !

— Reprends courage, mon ami, lui répondit Adrien profondément ému ; tout peut encore se réparer. Dieu merci, la fortune a souri à mes travaux ; je ne t'abandonnerai pas ; nous partagerons en frères.

— Ne cherche pas à me donner une vaine espérance ; je ne saurais m'abuser sur ma position ; il y a huit jours encore, si je n'avais pas été retenu par une mauvaise honte, tes paroles consolantes auraient pu me rappeler à la vie ; maintenant il est trop tard ; regarde-moi, je ne suis plus qu'un cadavre.

Adrien resta une partie de la nuit auprès de Morisset ; lorsqu'il se retira, il remit sa bourse à une pauvre vieille femme que la compassion attirait quelquefois dans la chambre de son voisin mourant, et il lui recommanda de ne rien épargner pour donner au malade tous les soins que réclamait son état.

V.

— Eh bien, mon cher neveu, disait le comte de Mareil en déjeunant avec Adrien et Caroline,

le lendemain de leur mariage, quelle est à présent votre opinion sur la franc-maçonnerie ? Prévoyez-vous toujours qu'un homme perdrait son temps, s'il recourait à cette grande et belle association pour se créer une position, pour arriver au bonheur ?

Adrien, surpris, regarda sans répondre le comte, qui poursuivit en souriant :

— Il y a deux ans, à pareil jour, deux jeunes gens agitaient cette grave question, au pied d'un orme, dans le bois de Verrières.

— En effet, je me rappelle...

— Mais ce dont vous ne pouvez vous souvenir, puisque vous ne le saviez pas, c'est qu'il se trouvait, à deux pas de cet orme, un franc-maçon qui ne perdait pas un mot de la discussion, et que ce franc-maçon, c'était moi.

— Vous ! ah ! je comprends tout à présent.

— Vous êtes décoré, membre de l'Institut, mari de ma Caroline, et certainement vous mériteriez tout cela ; mais combien de talents, faute d'un peu d'aide, sont demeurés ensevelis dans l'oubli ! J'ai voulu vous prouver que notre institution, en inspirant aux hommes des sentiments de mutuelle bienveillance, pouvait être bonne à quelque chose ; et vous me rendrez cette justice, que je m'entends assez bien à donner une leçon.

— Ma foi, mon oncle, dit la nouvelle mariée, puisque c'est à la franc-maçonnerie que je dois le bonheur d'être la femme de mon Adrien, je lui voue, pour ma part, une reconnaissance éternelle.

Adrien baisa tendrement la main de Caroline, et serra celle de M. de Mareil avec une vive expression de reconnaissance.

— A propos, reprit le comte après un moment de silence, qu'est devenu votre interlocuteur ? Autant que je puis m'en souvenir, celui-là avait une manière de voir bien différente de la vôtre.

— Hélas ! répondit Adrien, le malheureux, après avoir fatigué la générosité de toutes les loges, est mort au milieu des privations et de la misère.

— Cela devait être, mon ami ; la franc-maçonnerie peut contribuer à élever l'homme de cœur qui s'appuie sur elle ; mais elle n'a pas pour mission de nourrir de ses aumônes la paresse et la mendicité.

MOLÉRI.

L'administrateur-gérant, L. LEFÈVRE.

PARIS.—IMPRIMERIE DE F.-B. DELANCHY,
Faubourg Montmartre, 11.

L'ORIENT,

REVUE UNIVERSELLE

DE LA FRANC-MAÇONNERIE.

LE CHRISTIANISME ET LA FRANC-MAÇONNERIE.

Dans notre siècle dit de lumières, où tout se trouve soumis au scalpel inquisitorial de la curiosité publique, il semble étrange que la vérité, sur certaines questions sociales, se trouve encore éclipsée par la pénombre de préjugés ridicules et de superstitieuses erreurs. Ces erreurs, chez les personnes peu éclairées, aux idées exclusives et étroites, étouffent jusqu'au dernier vestige du jugement, et ne laissent à la place de la raison qu'un instinct aveugle et sénil, qui s'impressionne selon la tendance que lui imprime une cause indépendante et étrangère. Parmi les questions d'une haute portée sociale, la franc-maçonnerie a le plus à souffrir de ces obstacles, d'autant plus redoutables qu'ils tiennent à des intérêts puissants, à des liens intimes, à des susceptibilités pointilleuses, enfin à ce ressort immense d'énergie et de puissance, nous voulons dire l'esprit religieux.

Il faut avouer que l'Ordre de la franc-maçonnerie, en se couvrant d'un voile mystérieux, a dû faire naître, dans les siècles semi-barbares du moyen-âge, des préventions fâcheuses qui retentissent encore aujourd'hui. À cette époque essentiellement superstitieuse, tout mystère, quelque innocent qu'il fût, ne manquait pas d'éveiller les conjectures merveilleuses de la multitude. C'était l'âge d'or de la crédulité; les sorciers, les alchimistes, les nécromans, Satan lui-même et ses légions infernales, tous fort peu à la mode de nos jours, jouaient un rôle important dans la famille, dans la société, dans le gouvernement politique et religieux de ce temps-là. Le vulgaire, toujours épris du fantastique, se plaisait à assombrir ce qu'il ne pouvait comprendre, et, loin de chercher à découvrir la cause rationnelle de ce

qui l'étonnait, s'obstinait à croire à des agences surnaturelles; ce qui, du reste, caressait le goût de son imagination. On conçoit assez facilement que cette tendance crédule et superstitieuse devenait, entre des mains habiles, un levier bien puissant pour servir les fins d'un corps ambitieux. À l'aide de ce principe, il n'est plus difficile d'expliquer le sombre pouvoir de l'inquisition, si long-temps dirigée contre nos frères. Le vaste empire des excommunications, des brefs et des bulles; la patience servile et abjecte des populations courbées sous un joug superstitieux; les tortures, les exécutions capitales, les auto-da-fé; les guerres sanglantes, où la croix profanée guidait les glaives religieux; tout cela nous apparaît dans le passé comme un sombre et lugubre cortège, foulant aux pieds la vertu bien-aimée du Christ, la charité.

Il y a, dans cette triste expérience de l'histoire, un enseignement précieux pour la société actuelle. En présence de ces faits, dont rien ne peut attaquer l'authenticité, nous devons nous mettre en garde contre l'ambition masquée d'un zèle hypocrite qui, agissant sur nos préjugés d'enfance, sur les erreurs traditionnelles de notre esprit, cherche à égarer notre jugement pour diriger, à son profit, notre amour vers des choses qui ne nous sont connues que par des données dont cette ambition, dans son intérêt, n'hésite pas à faire des calomnies.

Il y a loin sans doute de l'époque dont nous venons de parler à notre siècle lumineux et civilisé: ce qui était un crime dans le XVI^e siècle est devenu une vertu dans le XIX^e. La liberté, ce soleil de la société humaine, a lui sur le monde et a débarrassé la raison des hommes de ces voiles ténébreux; on a compris que si tous sont égaux devant Dieu, tous doivent aussi l'être devant leurs semblables.

L'ingénieuse allégorie des membres et de l'es-

tomac résume la définition de la société, beaucoup mieux que ne le feraient des *in-folio*. Ce principe de dépendance mutuelle une fois établi, on arrive par une pente naturelle à cette conclusion d'une vérité éternelle qui doit faire la base de toutes les institutions humaines, comme elle fait celle des œuvres divines : *Amour, harmonie*. C'est ce principe d'ordre qui, sous diverses dénominations, a traversé les siècles, depuis la création du monde jusqu'à nos jours, inébranlable comme la vérité, invincible comme Dieu lui-même.

Partout et toujours on apprécie les causes par leurs effets immédiats. La franc-maçonnerie, plus que toute autre institution humaine, trouve, dans l'application de ce principe, son panégyrique et sa réponse aux objections et aux incriminations insensées que ses ennemis n'ont cessé d'accumuler sur sa route. Son chaste manteau s'est-il jamais souillé de sang humain ? Son influence a-t-elle jamais suscité des guerres ? Non. Si parfois des taches sanglantes ont rejailli sur elle, ce n'a jamais été que le sang de ses enfants immolés pour leur amour des principes, pour leur amour de l'humanité entière ; dignes martyrs d'une cause sainte, immolés par la rage sanguinaire de ceux qui spéculaient sur l'asservissement de leurs semblables !

Il serait inutile de rappeler ici les services immenses que la franc-maçonnerie a rendus à la science, aux arts, et surtout à la liberté civilisatrice. L'Europe est couverte des œuvres de sa science architecturale, qu'elle a disséminées avec une profusion féerique, lorsque, la société n'étant pas encore mûre pour qu'on y pût travailler à une architecture morale, la maçonnerie, elle, dirigeait les moyens puissants qu'elle tenait de ses principes vers le grand et noble but qui nous a dotés d'édifices dignes, par leur magnificence, de l'idée qui les faisait construire.

Émule de la religion du Christ, quoique son origine soit bien antérieure à la venue du Messie, elle s'y est naturellement associée ; homogènes de principes et de but, il n'en pouvait être autrement. Seulement, la franc-maçonnerie a continué d'appliquer ses effets à la vie humaine ; elle la prend au berceau et ne l'abandonne qu'à la tombe, borne inébranlable et inévitable de tout ce qui tient à l'homme, de tout ce qui vient de l'homme. En un mot, la franc-maçonnerie est à la vie matérielle et intellectuelle ce que la religion divine est à la vie de l'âme. La première doit nécessairement être bornée comme la chose sur laquelle elle

s'exerce, de même que la seconde doit être infinie, éternelle, d'après le même principe.

Il y a dans cette distinction entre ces deux religions une importance majeure, car elle sert à écarter toutes les incriminations illusoirement basées sur les principes de la religion divine.

En France, ainsi que dans tous les états catholiques, il existe malheureusement parmi le clergé une antipathie aussi déraisonnable qu'elle est insensée contre la franc-maçonnerie ; nous sommes fâché d'être forcé, par notre dévouement à la vérité des principes de l'Ordre auquel nous avons l'honneur d'appartenir, de mentionner ici tout l'odieux d'une semblable inimitié. Nous ne craignons pas d'établir, dans cet article, que le clergé est actuellement, comme il l'a constamment été, influencé par un esprit d'exclusivisme qui n'a pas toujours permis à ce corps, du reste si respectable par la sainteté de son ministère, d'apercevoir les erreurs injustes où il s'est souvent fourvoyé, dans son zèle pour le salut des âmes, ou dans sa poursuite de projets ambitieux. Il a parfois dépassé la ligne de démarcation qui sépare le pouvoir spirituel du pouvoir temporel. C'est cette malheureuse contention, au sujet de limites si mal définies, qui a causé tant de troubles, et qui menace encore de nos jours d'allumer les torches, si long-temps éteintes, des discordes religieuses. C'est un fait sur lequel les esprits sérieux doivent gémir ; car c'est, sans contredit, une des causes les plus actives du dépérissement de la foi dans les âmes sensées. Ceux qui voient juste ne peuvent s'empêcher d'apercevoir l'homme faible et gouverné par ses passions là où ils n'eussent dû voir que le prêtre saintement dévoué à son culte.

Le prêtre, comme nous le comprenons, essentiellement identifié à ses dogmes, n'en doit point sortir. En se séquestrant volontairement de la société commune, c'est-à-dire en se créant des habitudes et des obligations en dehors de celles des autres hommes, le prêtre, selon nous, perd tous ses droits à influencer la vie matérielle et intellectuelle des membres de la société commune ; comme le Christ, dont il se dit le représentant sur la terre, il doit s'écrier : *Mon royaume n'est pas de ce monde !* A lui la sainte mission de guider nos âmes vers le ciel ! à lui surtout le soin angélique de faire luire à l'horizon borné du mortel la grande et radieuse lumière de l'espérance en une vie éternelle et épurée, et de raviver ainsi, par les promesses du Christ, le courage qui souvent nous trahit dans les tribulations

et les peines d'ici-bas. C'est là un champ vaste et beau pour y exercer une sainte et grande influence. C'est un royaume digne du Christ et de ses ministres, celui dont les sujets sont tous ceux qui souffrent ; et, certes, c'est une bien noble part pour le prêtre, un bien haut ministère pour sa vie. Pourquoi alors nous envier, à nous, la tâche que nous nous sommes tracée, d'influencer en bien la morale de la société, de chercher à faire luire sur tout les bienfaits d'une paix universelle, et surtout la haute et belle mission d'unir tous les hommes par un immense lien fraternel, qui, indépendamment des climats, des religions, des mœurs, des langages, va chercher l'homme partout où il se trouve, et le soumet à une influence bienveillante, qui le relève s'il est abject, l'humilie s'il est orgueilleux, lui inspire la charité s'il est égoïste, et lui impose le saint devoir d'aimer et d'aider ses frères, et de travailler au grand œuvre de la régénération morale du genre humain. Tel est, nous le maintenons sans arrière-pensée, le noble but de la franc-maçonnerie.

Voilà donc l'association qu'on accuse d'impénétrabilité, de désordre, et qu'on ne cesse de montrer au doigt comme une ligue d'hommes farouches, voués par des serments infernaux à la subversion de tout ce qui est saint et respectable dans la vie !

On nous suppose ennemis de la religion du Christ, parce que, maçonniquement parlant ; nous ne reconnaissons aucune religion particulière. Partant toujours de notre principe d'unité universelle, serions-nous conséquents avec ce principe, base de notre société, si nous n'ouvrons pas nos rangs aux frères de toutes les religions ? Qu'on le sache bien, nous ne connaissons d'ennemis que les esprits exclusifs et égoïstes ; renfermant notre influence dans des bornes purement humaines, nous respectons toutes les croyances religieuses, parce qu'elles sont en dehors de nos limites.

Qu'on ne s'empresse pas de déduire de ce qui précède que nous ne professons aucune religion dans nos loges ; ce serait une grave erreur. Persuadés que l'homme, quelque excellentes que soient ses intentions, ne peut rien sans le secours du Créateur, soumis comme tout le monde à cet instinct de dépendance et de faiblesse inhérent à la nature humaine, nous invoquons le Grand-Architecte de l'univers, conciliant, par ce culte universel, tous les dogmes, toutes les doctrines. Notre mission s'exerçant sur la chose

créée, nous adorons le Créateur. Voilà notre religion maçonnique.

Peut-on maintenant accuser la franc-maçonnerie d'être incompatible avec le Christianisme ? Nous ne le croyons pas. Du reste, si notre société était entachée des vices qu'on lui attribue, elle traversée, triomphante et invincible, tant de siècles, tant de persécutions, tant d'obstacles ! Certainement non ; le mal porte avec lui sa condamnation et sa ruine ; le bien, son triomphe et sa durée. Avec ces trois mots : *Foi, espérance, charité*, inscrits sur notre bannière, nous marchons vers notre noble but, ayant *foi* dans notre mission, *espérance* dans l'avenir, *charité* pour tous les hommes !

QUESTION

MISE A L'ORDRE DU JOUR DES ATELIERS
PAR LE GRAND-ORIENT.

Dans la séance du 11 avril, la commission permanente a proposé de soumettre à la discussion, non-seulement du Grand-Orient, mais encore de toutes les loges de la correspondance, une question ainsi conçue : *Quelle est l'influence du dévotement sur la morale ?* Nous ne pouvons qu'approuver en principe une aussi sage et aussi féconde résolution, et nous voudrions pouvoir n'apporter aucune réserve dans nos éloges. Nous reconnaissons avec plaisir qu'un bon sentiment est venu animer la commission permanente ; mais nous voyons avec regret qu'elle a accepté un mandat au-dessus de ses forces. Ce serait en vain qu'elle tenterait de s'aveugler sur son insuffisance : les faits, malheureusement trop évidents, ne le lui permettraient pas ; et elle doit sentir aujourd'hui, plus que jamais, que ces capacités qu'elle repousse, parce qu'il lui serait impossible de gouverner avec elles, lui apporteraient cependant un fort utile secours.

Au commencement de la séance, le frère de Saint-Jean, rapporteur et seul membre présent de la commission, est venu lire le rapport, et a déclaré implicitement qu'il n'en prenait point la responsabilité. En cela, il s'est montré homme intelligent. A peine la discussion était-elle ouverte, que déjà plusieurs orateurs avaient fait comprendre que la question proposée présentait un véritable non-sens. Diverses rédactions ont été essayées pour lui donner une signification quelconque ; et, de guerre lasse, on s'est arrêté fina-

lement à celle-ci : *Quelle est l'influence du principe du dévouement sur la morale ?* Les loges vont être appelées prochainement à rechercher la solution de la question ainsi formulée.

Constatons d'abord que la séance a été une des plus brillantes qu'ait eu depuis long-temps le Grand-Orient. Les orateurs étaient nombreux ; la discussion a été forte et intéressante ; et si le résultat n'a pas été plus satisfaisant, c'est que, d'une part, l'opposition était en minorité, et que, d'un autre côté, plusieurs des opposants eux-mêmes n'avaient pas eu préalablement le soin de définir suffisamment les termes qu'ils employaient.

Voyons quelle est la valeur de ces termes :

Deux préceptes du christianisme résument toute la morale. « Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit à toi-même. » Voilà, pour ainsi dire, le principe passif de la morale, qui défend et interdit les actions mauvaises. « Fais à autrui ce que tu voudrais qu'on te fit à toi-même. » Voilà le principe actif de la morale, qui commande et prescrit les actions bonnes et louables. Or, comme on ne peut faire le bien sans accomplir un sacrifice, il résulte de là que ce que nous appelons la morale active renferme en soi virtuellement le principe du dévouement. Ces divers points admis, la question adoptée par le Grand-Orient peut se traduire ainsi : *Quelle est l'influence de la morale sur elle-même ?* ce qui est absurde.

Le frère Pagnerre avait raisonné comme nous, et s'était énoncé presque dans les mêmes termes ; il a été combattu. On a envisagé la morale à un autre point de vue ; on a dit qu'il y a différentes morales comme il y a différentes civilisations ; et l'on n'a pas fait attention que toutes ces morales ont pour base commune le double précepte chrétien, et qu'elles comprennent l'obligation implicite ou formellement exprimée du dévouement, sans lequel il n'y a ni morale ni société possible. On a objecté qu'il y a de bons et de mauvais dévouements. Mais, d'une part, il ne peut être question ici que des dévouements louables, et, d'un autre côté, c'est par un abus de mots qu'on donne le nom de dévouement à certains actes qui ne sont que le produit du fanatisme ou de la perversité. Au reste, en s'en tenant à la formule chrétienne, toute équivoque devient impossible, et l'homme qui ne fait à autrui que ce qu'il voudrait qu'on lui fit à lui-même ne risquera jamais de s'égarer.

Néanmoins, en admettant que la question sou-

mise aux loges présentât un sens sérieux et parfaitement clair, en quoi la solution pourrait-elle en être utile ? Quand on saurait avec précision quelle est l'influence du principe du dévouement sur la morale, le genre humain en serait-il beaucoup plus avancé ? Est-ce que nous devons aujourd'hui nous fourvoyer dans de vaines abstractions ? Et n'y a-t-il pas autour de nous assez de matières importantes à explorer, assez de maux à soulager, pour que les loges n'aient pas autant de sujets qu'il en faut pour alimenter utilement leurs discussions ?

Nous le répétons, nous approuvons la mesure prise par le Grand-Orient ; mais ce n'est pas assurément pour son résultat actuel ; c'est pour ceux qu'elle devra avoir par la suite, si ces capacités qui font peur maintenant et qu'on rejette, au mépris de la raison et du droit, parviennent enfin quelque jour au maniement des affaires de l'Ordre.

QUELQUES ACTES

DU SUPRÊME-CONSEIL.

Pendant que le Grand-Orient use son temps en de vaines disputes et en intrigues indignes de la haute position que les loges lui ont faite, le Suprême-Conseil du rit écossais accomplit noblement, nous devons le dire, l'importante mission qu'il s'est donnée.

A peine la circulaire confidentielle du maréchal Soult qui interdit aux militaires la fréquentation des loges était-elle parvenue à la connaissance du public, que le grand-commandeur, le duc Decazes, s'empressait de faire des démarches pour en neutraliser l'effet. Nous croyons être en position de pouvoir affirmer que ces démarches ont eu un résultat favorable, et que le maréchal a répondu au chef du rit écossais que la défense contenue dans la circulaire ne s'appliquait qu'aux simples soldats, et que les officiers et les sous-officiers eux-mêmes avaient, comme auparavant, toute liberté de se livrer aux travaux de la maçonnerie. Rien n'annonce que, de leur côté, les chefs du Grand-Orient aient rempli le devoir que leur impose à ce sujet la confiance des loges. Croirait-on même que les chambres administratives, saisies des doléances d'une foule d'ateliers à l'occasion de l'acte ministériel, n'ont pas encore su trouver le temps d'en prendre connaissance ?

On se souvient qu'au mois de décembre dernier, pressé vivement par les loges d'arrêter des mesures relatives à la condition exceptionnelle des maçons israélites en Allemagne, le Grand-Orient avait laissé pressentir qu'il joindrait ses protestations à celles des grandes loges d'Angleterre, de Hollande, des États-Unis d'Amérique et autres. Qu'a-t-il fait cependant jusqu'ici ? Rien. Le Suprême-Conseil, au contraire, s'est montré bien autrement soucieux des principes de tolérance et d'égalité de la maçonnerie. Le général de Fernig, lieutenant-grand-commandeur, a prélué, il y a plusieurs mois, par une manifestation officielle en faveur de maçons si injustement frappés d'ostracisme par leurs frères ; et, le 25 avril, le Suprême-Conseil tout entier a délibéré une adresse au prince royal, protecteur des loges prussiennes, pour lui rappeler les grands principes méconnus par les corps soumis à son protectorat.

Ce n'est pas tout : alors que le Grand-Orient s'applique chaque jour, non pas à étendre, comme le lui demandent les loges, mais à restreindre les libertés maçonniques, le Suprême-Conseil, de son propre mouvement, s'occupe, si nous sommes bien informés, et nous avons de bonnes raisons pour le croire, à reviser la constitution de sa Grande-Loge et à l'établir sur les bases les plus larges et les plus libérales. Nous ne savons quel est au fond le motif qui détermine le Suprême-Conseil à s'engager dans cette voie ; mais ne serait-il pas possible que, témoin de toutes les fautes que commet le Grand-Orient, il voulût se mettre en mesure d'en profiter, en aplanissant l'accès de son obédience à toutes ces capacités que le Grand-Orient repousse de son sein !

SIMPLE QUESTION.

Un certain nombre d'ateliers des départements et de Paris ont cru devoir adresser au Grand-Orient des protestations contre la condamnation qui a frappé notre rédacteur en chef. Nous savons qu'une de ces protestations, celle de la loge *la Fidélité*, de Lille, a été, non pas lue, mais du moins annoncée en chambre de correspondance. Le Grand-Orient voudrait-il bien nous dire ce que sont devenues les autres ?

PROTESTATIONS DES LOGES

Contre la condamnation du journal l'Orient, par le Grand-Orient de France.

L'ATHÉNÉE DES ÉTRANGERS, A PARIS.

8 avril 1845.

« La loge *l'Athénée des étrangers* au Grand-Orient de France :

« Très-chers frères,

« La respectable loge *l'Athénée des étrangers*, considérant que la liberté d'écrire, conséquence rigoureuse de la liberté de penser, est de droit imprescriptible ; que si, dans la maçonnerie, quelques restrictions peuvent être apportées à ce droit, c'est uniquement en ce qui touche ses mystères ;

« Que, sous tout autre rapport, la discussion publique, loin de lui être nuisible, ne peut que servir à la faire connaître, à étendre ses relations et à propager l'enseignement moral, qui est la base de ses doctrines ;

« Considérant, en outre, que la liberté d'écrire serait dans la maçonnerie une sauvegarde contre les abus de pouvoir qui se produiraient dans son sein ;

« Après en avoir délibéré, exprime l'opinion :

1° Qu'il y a lieu à la suppression de l'art. 277 des Statuts-généraux ainsi conçu : « Nul maçon, nul atel-
« lier, sous peine d'irrégularité, ne peut rendre pu-
« blics, par la voie de l'impression, ou par tous autres
« moyens, les sujets dogmatiques, administratifs ou
« contentieux, relatifs à la maçonnerie, conformément
« aux paragraphes 8 et 9 de l'art. 203 » ;

2° Qu'en tête de la nouvelle charte que doit donner le Grand-Orient, la liberté d'écrire soit reconnue et proclamée ;

3° Enfin que les condamnations prononcées par le Grand-Orient, en vertu de l'art. 277, contre des maçons appartenant à son obédience, cessent immédiatement d'avoir leur effet, afin que la violation de cet article ne soit pas, comme on le voit en ce moment même, tolérée de la part des uns et poursuivie dans les autres. »

LES HOSPITALIERS FRANÇAIS RÉGÉNÉRÉS, A PARIS.

8 avril 1845.

« La loge des *Hospitaliers français régénérés* au Grand-Orient de France.

« Très-respectables frères,

« La loge des *Hospitaliers français régénérés*, orient de Paris, prend la fraternelle liberté d'adresser au Grand-Orient de France les observations suivantes :

« L'art. 203, paragraphe 9, des règlements et Statuts-généraux dit : « Sont maçons irréguliers ceux qui pu-
« blient les travaux des ateliers de la correspondance
« ou ceux du Grand-Orient sans l'autorisation spé-
« ciale des assemblées maçonniques, desquelles ces
« travaux émanent. »

« L'art. 277 des mêmes Statuts dit aussi : « Nul ma-
« çon, nul atelier, sous peine d'irrégularité, ne peut
« rendre publics, par la voie de l'impression ou par
« tout autre moyen, les sujets dogmatiques, adminis-
« tratifs ou contentieux relatifs à la maçonnerie. »

« Les dispositions des articles ci-dessus font supposer que tout frère qui les viole est, par le fait même de cette violation, déclaré irrégulier; et comme un maçon irrégulier ne peut plus appartenir à un atelier reconnu par le Grand-Orient, il sort alors du droit commun, et le Grand-Orient ne doit plus avoir d'action sur le frère ainsi frappé.

« Si on admet cependant que la violation de ces articles peut être poursuivie et punie par le Grand-Orient constitué en grand-jury, le frère coupable ne peut alors être condamné qu'en vertu des dispositions de l'art. 215, 2^e alinéa, ainsi conçu :

« Sont passibles d'une suspension temporaire d'un à trois ans les maçons qui, par la voie de l'impression ou de la lithographie, ou par tout autre moyen, ont rendu compte des actes administratifs du Grand-Orient ou des ateliers de sa correspondance. »

« Les articles cités étant les seuls préexistants qui règlent la matière en fait de publicité non autorisée, et remarquant que la condamnation prononcée contre le directeur du journal maçonnique *l'Orient* n'a pas été basée sur l'art. 215, 2^e alinéa, la loge *les Hospitaliers français régénérés* vous soumet, avec tout le respect dû au sénat maçonnique, ces observations.

« Veuillez croire, très-respectables frères, que la loge n'a été préoccupée par aucune question de nom; ce n'est qu'une question de principe qu'elle a eu le désir de vous soumettre; et, persuadée que le Grand-Orient de France sera toujours animé par la justice, elle vient le prier d'estimer qu'il y a lieu à revoir et à réformer ce jugement. »

LA FIDÉLITÉ, A LILLE.

22 mars 1845.

« La loge *la Fidélité* au Grand-Orient de France.

« Très-chers frères,

« La loge *la Fidélité*, orient de Lille, a, dans une de ses dernières tenues, ainsi qu'il lui avait été recommandé, pris connaissance du jugement qui a frappé le frère Bègue-Clavel de l'exclusion maçonnique, c'est-à-dire de la mort maçonnique. Bien que cet arrêt rigoureux semble avoir un caractère irrévocable, bien qu'il n'appartienne pas à un simple atelier comme le nôtre d'adresser des remontrances aux frères à qui est confiée la haute direction de l'Ordre, néanmoins, au nom de la fraternité, au nom de l'égalité, devant la loi des lois, nous ferons acte d'une consciencieuse franchise en vous soumettant l'expression de nos profonds regrets et de notre amère douleur, lorsqu'a retenti à nos oreilles la sentence officielle émanée de votre tribunal. Garder au fond de nos cœurs une continue défiance, voiler sous un langage hypocrite et fleuri une pensée hostile, ou menacer d'un refus de concours, ce serait manquer aux premiers préceptes enseignés par le Grand-Architecte des mondes, et qui nous ont été révélés au moment même où nos yeux se sont ouverts à la lumière. Telle ne sera pas notre conduite, très-chers frères; car, pleins de respect tout à la fois pour la vérité et le pouvoir suprême dont vous êtes revêtus, nous vous dirons :

« Très chers frères,

« Si votre arrêt n'avait frappé qu'un homme, peut-

être nous contenterions-nous de gémir sur ce que cet homme se trouve être précisément en communauté d'idées et de sentiments avec nous; nous aurions lieu de supposer que des motifs impérieux vous ont conduits à cette dure nécessité. Mais vous avez frappé plus qu'un homme; vous avez, ce nous semble, attenté à la vie d'un principe. Sans nous poser ici en juriconsultes spéciaux, sans aspirer à l'honneur du doctorat maçonnique, nous aurons la faveur de vous faire remarquer que, pour nous convaincre de votre justice, nous pénétrer d'une sainte vénération envers la solennité de votre verdict, il eût fallu y introduire des considérations fortes, générales, substantielles et surtout dégagées de ce sens absolu et intimidateur qui fait plier l'inférieur sans l'abattre, qui lui impose le silence en excitant la révolte de son âme et de sa raison.

« Que ces paroles, très-chers frères, ne vous courroucent pas. Elles sortent presque malgré nous de notre bouche, emportées par une force irrésistible qui nous presse, nous déborde et nous entraîne à compromettre nos plus chers intérêts. Nous n'ignorons pas, en effet, de quelles préventions nous pouvons être l'objet auprès de vous, quelles accusations peuvent nous atteindre! On nous représentera comme des frères oublieux de la mission pacifique dont ils sont chargés, toujours prêts à la lutte, pétris en quelque sorte d'antagonisme et d'esprit antigouvernemental. Détrompez-vous, nous vous en supplions!.... Nul atelier ne comprend mieux que celui de *la Fidélité* les nécessités de la centralisation et de la hiérarchie, n'est plus disposé à bannir de son sein les discussions irritantes et passionnées, à travailler fraternellement et sans arrière-pensée à la régénération sociale, à rendre le bien pour le mal, à beaucoup oublier, à beaucoup apprendre. Mais aussi, autant et plus que d'autres, il se dispose à vivifier ses travaux, à leur donner une portée sérieuse, et, tout en observant religieusement les formes qui aident les hommes de bonne volonté à se reconnaître entre eux, à ne pas borner là son zèle et sa sollicitude.

« Ce que nous n'avons pas trouvé dans le texte du jugement, nous pensions le rencontrer dans l'écrit ou plutôt dans le rapport intitulé : *Du secret en maçonnerie*, dû à la plume du très-cher frère Charrassin, membre de la commission permanente du Grand-Orient. Le frère Charrassin étale, dans cet opuscule, une véritable magnificence de style; il y peint, sous les couleurs les plus vives et les plus animées, les manœuvres des classes liguées contre la doctrine des maçons; il y prêche le devoir avec une onction édifiante et y fait une splendide exposition de principes. Cependant, nous avons regret de le dire, la conclusion tant cherchée n'y est pas. Où doit s'arrêter la publicité en maçonnerie? Qu'entendez-vous par violation du secret? Quelles sont les limites que s'impose le Grand-Orient lui-même quant au dogme, quant aux points de morale? La maçonnerie est-elle universelle, catholique dans la force du mot? ou bien chaque état, chaque grand orient aura-t-il sa maçonnerie, sa petite église, son tronçon protestant, entièrement indépendant des grandes règles primordiales qui parlent à la conscience de tous les peuples, sous toutes les latitudes?.... Y aura-t-il vérité en deçà des Pyrénées, erreur au delà?.... Ce qui est permis, encouragé à Philadelphie, ou dans un comté d'Angleterre, de-

viendra-t-il un crime à Paris?... Que ces questions soient résolues, nous le demandons. Bientôt la révélation des Statuts-généraux fournira une occasion toute naturelle à nos législateurs de décréter, à cet égard, quelques dispositions plus ou moins libérales, mais qui, si elles sont exactement et positivement formulées, nous indiqueront au moins la nature de nos devoirs et de nos droits corrélatifs.

« Le frère Charrassin, du haut de cette tribune qu'il occupe avec tant d'éclat, s'écrie : « Toutefois, qu'on ne se méprenne point à nos paroles, et qu'on se garde « d'en appliquer les sens à la manifestation des principes et des doctrines que l'Ordre a mission d'enseigner « et de répandre ; car alors plus de secret, plus de voiles, plus de mystères ! Prenez la voix la plus retentissante, invoquez l'instrument le plus puissant, montez au plus haut point du monde pour être entendu « de bien loin, et dans les places publiques, le long des fleuves, au fond des vallées, sur les chaînes des monts les plus lointains, dans les salons fastueux, « comme dans les plus humbles réduits, faites éclater les vérités mûries, méditées, délibérées dans le silence ; que ces vérités arrivent à toutes les oreilles « pour se loger dans toutes les mémoires ; dites-les partout, et dites-les toujours ; plus vous aurez mérité de l'Ordre, et plus vous serez suivi de ses applaudissements mille fois répétés. Non-seulement cette publication est permise, mais elle est commandée à tous les maçons de la terre ; c'est leur ministère, c'est leur apostolat d'aller enseignant partout ce qui peut servir à former tous les cœurs et à développer tous les esprits. »

« N'est-ce pas là un éloquent appel à la presse maçonnique ? N'est-ce pas un encouragement offert aux frères dévoués, instruits, qui veulent, sans ostentation et sans fanfaronnade, édifier le monde profane de leurs actions et de leurs écrits ? N'est-ce pas enseigner le mode le plus propre à inspirer à nos adversaires, ainsi qu'aux indifférents, le désir de nous connaître et d'entrer dans notre communion ? Qui ne croirait, en lisant ces paroles, y voir la défense de la publicité et la condamnation des rigueurs excessives ? Mais tel n'est pas le but du frère Charrassin, puisqu'il ajoute : « Mais pour expliquer les ressorts de la constitution de l'Ordre en soi, pour dévoiler son mécanisme, sa composition, ses mouvements matériels ; mais pour faire connaître des noms, des caractères, des personnages, pour évaluer les erreurs, les passions ou les gestes d'une séance ou d'une réunion ; pour exposer des discussions, des particularités dans les rites, dans les signes ; enfin ces mille choses d'intérieur, ces mille singularités de chaque famille ; oh ! cessez de réclamer pour chaque frère, pour chaque enfant le droit d'établir ces circonstances sans importance morale, etc., etc..... »

« De deux choses l'une : ou la publication d'un bulletin périodique des faits de la maçonnerie offre un grave inconvénient, ou elle n'en présente pas d'assez saillants pour recourir à l'interdiction et à l'ostracisme. Dans le premier cas, vos communications doivent être en quelque sorte hermétiques, hiéroglyphiques, inaccessibles à l'œil des profanes ; dans le second cas, la faculté d'imprimer et de publier existe de plano. Il est en effet des droits qui ne se prescrivent pas. Il appartient bien à l'administration souveraine de les régler, de les codifier, mais non de les supprimer ni

de les anéantir. Et ce mot *administration* n'implique-t-il pas l'idée d'un pouvoir contenu lui-même par une charte librement consentie et ne devant dans aucune circonstance avoir recours à l'arbitraire et au bon plaisir ?

« Les Revues maçonniques que vous autorisez discutent, comme l'*Orient* du frère B.-Clavel, les intérêts de l'Ordre, révèlent le *mécanisme*, les *mouvements matériels*, citent les noms des dignitaires, et cependant votre censure ne les a pas atteintes. Et vous mêmes, n'entrez-vous pas dans ces *mesquins et infertiles débats* ? — Nous nous plaisons à reconnaître dans vos bulletins trimestriels une sage mesure, une rédaction digne et respectable. Que si ces qualités ne se reproduisent pas, au même degré, dans les publications rivales, n'y aurait-il pas lieu d'employer les conseils, les charitables avertissements, et surtout d'opposer le bon exemple?... Mais fulminer des bulles d'extermination à l'instar du papisme, n'est-ce pas, bien malgré vous sans doute, très-chers frères, provoquer les schismes, favoriser les empiètements d'une autre obédience ?

« En définitive, le frère Charrassin s'alarme principalement de la violation du secret en ce qui concerne la vente publique des insignes et la divulgation des noms propres. *La vente publique des insignes!!!* Mais cela échappe malheureusement à votre juridiction, que l'avidité des marchands saura constamment braver ! et, d'un autre côté, ne tolérerez-vous pas le port de ces insignes sur le champ du repos, alors qu'on rend les derniers devoirs à un frère, au milieu d'une foule curieuse et narquoise ? Ne le tolérerez-vous pas encore dans les fêtes où sont admis les profanes, notamment dans les fêtes baptismales et funèbres?... *La divulgation des noms propres!!!!* Pourquoi donc encourageriez-vous la couardise, et, jusqu'à un certain point, l'apostasie?... Oui, très-chers frères, renier la foi maçonnique en dehors de nos temples, c'est être apostat !... Nous concevons exceptionnellement les dangers d'une imprudente manifestation, les positions difficiles et fausses ; mais les frères qui ont des raisons pour les cacher dans les angles de nos ateliers ont, d'ordinaire, la modeste habitude du silence, ou déclinent l'honneur des fonctions. Qui oserait songer à aller les inquiéter par une importune indiscrétion ? Quant à ceux qui se signalent et se recommandent à l'amour et à l'estime de leurs frères, célébrez leurs actes sans contrainte. Oh ! dites de votre voix la plus élevée, qu'un président de la cour de cassation, patron de la colonie de Petit-Bourg, a demandé au Grand-Orient le concours de sa charité et de sa philanthropie ; que les frères Pagnerre, Guillhery et Raffaneau, désignés pour aller visiter le bel établissement qu'il s'agit de secourir, ont rempli leur mandat de la manière la plus honorable ; que le frère Pagnerre, naguère accusé devant votre redoutable prétoire et solennellement absous par vous, plus heureux en cela que le frère B.-Clavel ; que le frère Pagnerre, disons-nous, a tracé le remarquable rapport commençant ainsi : « Le principe « et l'objet, le dogme et l'action de la franc-maçonnerie, se résument dans le seul mot *fraternité*... » Dites encore les louables efforts de la maçonnerie lyonnaise en faveur des enfants pauvres de cette grande cité ; dites encore la propagande maçonnique s'exerçant dans les contrées les plus éloignées et jus-

qu'aux confins du monde; dites, très-chers frères, avant d'autres et mieux que d'autres, toutes ces consolantes vérités; mais souffrez cependant que de plus humbles voix s'unissent à votre voix pour les proclamer plus complètement et plus universellement; c'est le plus cher de nos vœux, notre vœu de concorde et de conciliation.

Veuillez agréer, en terminant, très-chers frères, l'expression de notre dévouement maçonnique.

Pour le vénérable empêché, l'ex-maitre, CASTELAIN; le 1^{er} surveillant, F. FAÏMY; le 2^e surveillant, A. JOUVENEL; l'orateur, Ernest GIBOU; pour le frère secrétaire démissionnaire, le secrétaire-adjoint, A. DELPLANQUE; le garde-des-sceaux, Jules ARBOUT, 33^e.

UNE INTRIGUE.

On se souvient qu'il y a plusieurs mois, vingt-quatre membres de la loge *la Clément-Amitié*, tous hommes de lettres, avocats, médecins, ou grands industriels, ont donné leur démission en masse, et que cette démission a été acceptée. Depuis, les autres membres de l'atelier sont revenus sur l'acceptation de cette démission, et ont pris un arrêté par lequel les démissionnaires sont rayés des tableaux. Communication de cet arrêté a été faite au Grand-Orient, afin qu'il lui donnât de la publicité en insérant les radiations prononcées à la suite de son Annuaire. Et sait-on quels sont les frères à qui l'on fait une pareille avanie! Ce sont les frères Léon Gozlan, Altaroche, Félix Pyat, Moléri, Charles Ballard, Ange Blaize, Eugène Duclerc, Léopold Duras, Frédéric Lacroix, Jeanron, Jean Laffitte, Lemansois-Duprey, Victor Schœlcher, Pagnerre, Alfred Pourchel, Sully-Léris, Grizier, Audiat, Marlet, Clavel, Gaud-Bovy, etc.!

Les maçons étrangers à la *Clément-Amitié* ne verront dans la conduite de la loge, en cette circonstance, que l'accomplissement d'une vengeance personnelle, qu'un procédé anti-maçonnique, qu'un scandale à déplorer. Pour nous, qui sommes au courant de tout ce qui se passe dans l'atelier, nous voyons là, en outre, une intrigue que nous allons dévoiler.

Presque tous les membres dissidents sont pourvus de députations. Quelques-uns des termes du Grand-Orient, qui s'effraient de toute capacité, voudraient bien avoir le moyen de repousser ces hommes dangereux; mais quelle raison auraient-ils à donner pour refuser d'admettre des sujets d'une moralité incontestable, d'un caractère élevé, d'une instruction qui ne saurait être mise en doute, et qui remplissent d'ailleurs toutes les

conditions voulues par les règlements-généraux! *La Clément-Amitié* a résolu de leur venir en aide, tout en satisfaisant ses propres rancunes. A défaut de bonnes raisons, elle leur fournit du moins un prétexte. Le Grand-Orient ne saurait, en conscience, ouvrir ses rangs à des maçons qu'un atelier a exclus de son sein: voilà ce que l'on objectera, lorsqu'il s'agira de viser les pouvoirs des nouveaux députés.

Reste à savoir si le Grand-Orient voudra descendre à prêter les mains au succès d'une pareille combinaison. Nous ne pouvons et nous ne voulons pas le croire.

La Clément-Amitié a condamné le frère Pagnerre, son ancien député, à sept ans de suspension de ses droits maçonniques. Apparemment le frère Pagnerre s'est rendu coupable de quelque grosse infamie, pour qu'on l'ait frappé d'une peine si rigoureuse. Nos lecteurs vont en juger. Le frère Pagnerre est un des deux auteurs de la circulaire qui a fait tant de bruit, il y a quelques mois. Saisie de cette affaire, *la Clément-Amitié* avait passé à l'ordre du jour, après une solennelle discussion et à la presque unanimité des voix; par conséquent, elle avait cru devoir accorder au frère Pagnerre un bill d'indemnité, sur lequel il n'y avait pas à revenir. De son côté, le Grand-Orient avait abandonné la poursuite dirigée contre ce frère pour le même objet; on pourrait même croire qu'il avait voulu le récompenser, puisque le frère Lefebvre d'Aumale lui avait donné, en son nom, l'accolade fraternelle. Eh bien! c'est pour ce grief, sur lequel elle avait passé à l'ordre du jour, et que le Grand-Orient avait au moins considéré comme nul, que *la Clément-Amitié* a privé le frère Pagnerre de l'exercice de ses droits maçonniques pendant une durée de sept ans! Ici encore, les juges, qu'on nous pardonne cette expression proverbiale, laissent voir le bout de l'oreille: ne pouvant empêcher le condamné d'arriver au Grand-Orient, dont il fait déjà partie, ils voudraient au moins l'en faire sortir pour le fait d'une condamnation qui lui ôterait le droit d'y siéger.

Voilà, on en conviendra, des frères qui se donnent beaucoup de mal pour parvenir à ne pas se faire estimer.

POST-SCRIPTUM.

Les deux articles qui précèdent étaient com-

posés, lorsque de nouveaux faits sont venus à notre connaissance. L'intrigue que nous y dévoilons s'est compliquée de divers incidents que nous allons rapporter. Il est maintenant démontré que les membres directeurs du Grand-Orient se sont faits, sinon les instigateurs, du moins les complices des brigues de la *Clément-Amitié*. Il est également certain qu'ils sont résolus d'en tirer parti pour repousser du sénat maçonnique, au mépris de toute justice et de toute loyauté, ceux des députés nommés par les loges qui sont suspects, à leurs yeux, de capacité et d'idées progressives.

En se séparant de la *Clément-Amitié*, les membres dissidents avaient sollicité leur affiliation à la loge *les Neuf-Sœurs*. Leur demande avait été accueillie avec autant d'empressement que de faveur, non-seulement à raison de leur caractère personnel et de leur position sociale, mais aussi parce qu'il y avait parmi eux un bon nombre d'écrivains de talent, ce qui permettait aux *Neuf-Sœurs* de redevenir, comme à l'origine, une loge essentiellement littéraire. Déjà il était question de convoquer l'atelier pour statuer régulièrement sur une admission qui ne paraissait pas devoir faire l'objet du moindre doute. Mais les frères Morand et Desanlis appartenaient à la loge. Nous ne savons au juste quelles imputations ils ont dirigées contre des hommes si honorables; toujours est-il que, sur leur opposition vive et persévérante, l'atelier a décidé que l'affiliation ne pourrait avoir lieu.

Repoussés de ce côté, les dissidents de la *Clément-Amitié* ont frappé à la porte des *Disciples de Saint-Vincent-de-Paule*. Cette loge se composait de huit ou neuf membres seulement, qui tous savaient pertinemment que les impétrants sortaient de la *Clément-Amitié*, et n'étaient pas moins bien instruits des raisons qui avaient motivé leur retraite. L'affiliation a été prononcée sans difficulté, par un vote unanime, et, pendant quatre mois, la cordialité la plus parfaite n'a cessé de régner dans la loge. Tout-à-coup, sur le plus futile prétexte, à propos de la mise à l'ordre du jour de la question la plus innocente : *Quel est le but de la franc-maçonnerie ?* les anciens membres, à l'exception du vénérable, se sont retirés et ont adressé au Grand-Orient une protestation contre l'affiliation des nouveaux membres, décidée par eux-mêmes quatre mois auparavant.

Il est évident que, si les termes du Grand-Orient n'avaient pas eu un intérêt direct à trouver cette protestation raisonnablement et légalement

fondée, ils l'auraient repoussée sur la simple lecture qui leur en eût été faite. Telle n'a pas été, cependant, leur manière de procéder. Dans la séance de la chambre symbolique, tenue le 22 avril, la protestation a été admise et les affiliations attaquées déclarées nulles, parce que les affiliés n'avaient pas justifié de leur qualité de maçons ! N'y a-t-il pas, dans une pareille décision, s'il fallait la prendre au sérieux, quelque chose de vraiment dérisoire ! Quoi ! des frères qui sortent d'une loge où, pour la plupart, ils remplissaient des fonctions, et lorsque ce fait est de toute notoriété, auraient besoin de prouver qu'ils ont reçu l'initiation maçonnique ! Mais, d'un côté, du moment que ces frères avaient pris part, pendant quatre mois, aux travaux des *Disciples de Saint-Vincent-de-Paule*, cette seule particularité les constituait maçons, et maçons réguliers ; et, d'un autre côté, s'il y avait eu infraction aux Statuts-généraux, c'était aux anciens membres, et non aux nouveaux, qu'il fallait le reprocher et qu'il fallait en punir.

Mais à quoi bon discuter l'acte de la chambre symbolique ! Cette chambre savait parfaitement ce qu'elle faisait ; elle comprenait que son arrêté n'était ni légal ni rationnel ; elle ne voulait qu'ajouter un prétexte de plus à ceux que la *Clément-Amitié* lui avait déjà fournis pour repousser du Grand-Orient des députés dont la valeur personnelle lui portait ombrage, et pour colorer son arbitraire d'un semblant de légalité.

Et, en effet, lorsque, dans la même séance, l'admission de ces députés a été soumise à l'épreuve du scrutin, le scrutin a répondu par une majorité de boules noires. Le lendemain, la chambre du Suprême-Conseil des rites, dans la crainte de se tromper, a frappé d'un ostracisme général les députés *bons* et *mauvais*.

Les frères ainsi exclus peuvent, dit-on, appeler de leur exclusion devant le comité central et d'élection ; mais un tel recours serait tout-à-fait illusoire, puisque ce comité se compose exclusivement des membres des trois chambres administratives, qui ne pourraient annuler en commun ce qu'ils ont décidé séparément à une forte majorité.

Au reste, nous pouvons garantir que les membres-directeurs, qui malheureusement forment la presque totalité de la composition des chambres, sont bien résolus à fermer l'accès du Grand-Orient à tous les maçons capables par lesquels les ateliers voudraient être représentés. Ils le disent à qui veut l'entendre, et ils ne cachent pas non plus qu'ils ont l'intention de s'étayer du mons-

trueux arrêté de la *Clemente-Amitié* pour rayer le frère Pagnerre des tableaux du Grand-Orient.

Ainsi l'aveuglement et la violence tiennent les rênes de l'administration maçonnique ; et, si les loges, maintenant bien averties, ne prennent pas des mesures énergiques pour faire respecter leurs droits et pour faire atteindre à la maçonnerie le but noble et généreux pour lequel elle est instituée, il ne restera plus aux maçons vraiment dignes de ce titre qu'à se retirer, la rougeur au front, des rangs d'une société qui aura trompé ainsi toutes les espérances que l'humanité a mises en elle.

ILLÉGALITÉ.

Nous ne devons point passer sous silence un abus de pouvoir commis par la chambre de correspondance dans sa séance du 7 avril.

Un atelier de Paris avait adressé au Grand-Orient, conformément aux Statuts-généraux, les pièces relatives à la nomination de son président. L'élu remplit les conditions voulues par l'article 135 ; les pièces étaient régulières ; aucune protestation n'avait été faite contre cette élection ; et cependant la chambre l'a déclarée nulle.

L'article 158 des Statuts dit : « Si les pièces constatant l'élection sont jugées conformes aux règlements de l'Ordre, la chambre de correspondance, sur les conclusions de l'orateur, ordonne la mention au livre d'or des noms des présidents et le dépôt des pièces aux archives. »

La chambre n'a donc à vérifier que la régularité des pièces constatant l'élection, et rien ne l'autorise à aller au-delà ; pourtant, dans le cas dont il s'agit, elle a dépassé les prescriptions de la loi, puisque elle a annulé cette élection, parce que le frère élu président avait été obligé, dans une circonstance malheureuse, de faire un appel à la bienfaisance des maçons.

En droit, cette question est importante. Les attributions des chambres du Grand-Orient sont définies dans les Statuts-généraux ; et leur permettre une illégalité, ce serait les encourager à en commettre d'autres. Pour que le sénat maçonnique puisse exiger des ateliers la stricte exécution de la loi, il faut qu'il montre l'exemple en s'y conformant lui-même.

En fait, cette question donne lieu à de bien tristes réflexions. Parce qu'un frère aura été

malheureux, parce qu'il aura pris au sérieux l'article 1er des Statuts, qui proclame que *l'Ordre des francs-maçons a pour objet l'exercice de la bienfaisance*, parce qu'il aura dit à ses frères : aidez-moi ! il ne sera plus apte à devenir président ! Au lieu de lui tendre la main pour le relever, ainsi que la fraternité vous l'ordonne, vous venez peser sur lui de tout le poids de votre dédain !.... Et savez-vous combien il lui a fallu dévorer de larmes avant d'en venir à cette extrémité, combien il lui a fallu de courage et d'abnégation pour se décider à solliciter des secours ? Vous ignorez, vous que la prospérité a fait heureux, les combats auxquels se livre l'honnête homme avant de jeter à ses semblables son cri de détresse, avant de leur dire : J'ai faim ! Vous n'avez pas compris non plus les motifs qui ont déterminé cet atelier à choisir pour président celui que votre *philanthropie éclairée* vous a fait repousser ; car si vous aviez pensé que c'était pour lui donner une preuve d'estime, que c'était pour lui faire comprendre que le malheur n'est point un crime et qu'on ne démerite pas de ses frères parce qu'on a eu confiance dans leurs sentiments maçonniques, vous n'auriez pas méconnu les droits d'un atelier et froissé si douloureusement l'amour-propre d'un maçon.

Nous aimons à croire que, mieux inspirée, la chambre de correspondance se bornera à l'exécution de la loi, si, comme nous le présumons, l'atelier réélit pour président le même frère.

DÉNIS DE JUSTICE.

Le Grand-Orient n'a encore pris aucune décision touchant les justes griefs du frère Dejean et de la loge de Moissac. Nous constatons ce fait inexplicable et nous faisons appel à tout ce qui, dans le Grand-Orient, a le sentiment de l'équité et du droit, pour qu'enfin il soit mis un terme à un scandale qui afflige profondément les sincères amis de notre institution.

OBSÈQUES MAÇONNIQUES

DU GRAND MAÎTRE JOSEPH BONAPARTE.

Aux termes des articles 797, 798 et 799 des Statuts-généraux, le Grand-Orient est tenu de célébrer chaque année, dans le cours du douziè-

me mois, une fête funèbre en l'honneur de ses membres décédés. Trois mois se sont écoulés depuis le moment où cette commémoration aurait dû avoir lieu. On s'étonne à bon droit du retard apporté par l'autorité maçonnique dans l'accomplissement d'un devoir aussi sacré, qui, cette année surtout, était rendu plus impérieux, s'il est possible, à raison de la perte que l'Ordre a faite dans la personne de son grand-maître, le prince Joseph Bonaparte. Il y a bientôt un an que nous ne cessons de rappeler au Grand-Orient ce que lui prescrivent, non-seulement les constitutions maçonniques, mais encore les plus vulgaires convenances; et, si nous sommes bien informés, les membres directeurs ajournent constamment, pour la supprimer en définitive, la cérémonie funèbre à consacrer au grand-maître. Ils prétextent, dit-on, que cet hommage fraternel aurait, quoi qu'on fit, un caractère politique, qui pourrait entraîner de fâcheuses conséquences pour la maçonnerie. Mais alors pourquoi le Grand-Orient ne sévit-il pas contre les ateliers des départements qui, déjà, ont payé un tribut solennel de regrets à la mémoire de l'illustre défunt? Nous aimons à croire que ce qui nous a été rapporté à cet égard n'est que l'opinion d'une faible minorité des membres directeurs eux-mêmes, et que les obsèques, si long-temps retardées, auront lieu enfin avec tout l'éclat qu'elles comportent. Si cependant nos espérances étaient trompées, on pourrait apprécier par là, mieux encore que par ce que nous avons rapporté jusqu'ici, la courte portée d'esprit des hommes auxquels sont confiées les destinées de la maçonnerie française.

LA MAÇONNERIE ET LA POLITIQUE.

La Quotidienne se fait, d'une lettre publiée par la *Revue* de Lyon, à l'occasion de la circulaire du maréchal Soult, une arme contre la société maçonnique; et il faut convenir que, si les faits consignés dans la lettre dont nous parlons étaient réellement exacts, la feuille légitimiste serait parfaitement fondée dans son agression.

Cette lettre attribuée à la maçonnerie une part importante dans la révolution qui a renversé le gouvernement de la branche aînée des Bourbons; et elle prétend que, lorsque les loges donnent l'initiation à des militaires, elles leur tracent tout un système politique leur indiquant leurs droits

et leurs devoirs comme citoyens et comme soldats.

Nous en demandons bien humblement pardon au *vieux maçon* signataire de cette pièce; mais c'est là une pure invention, une illusion, un rêve, et rien de plus. Nous sommes un vieux maçon aussi; et, depuis près de trente ans, nous fréquentons assidûment les assemblées des loges. Nous avons même, et ce n'est pas là un de nos moindres péchés, trempé dans diverses conjurations de 1814 à 1830. Quoique bien jeune alors, nous avons été mis dans la confidence de la plupart des projets qu'on nourrissait contre le gouvernement, de tous les moyens qu'on mettait en usage pour les réaliser; et nous attestons que si quelques loges, par une rare exception, ont essayé de faire de la maçonnerie un instrument politique, cette pensée est restée complètement étrangère à la grande majorité. A Paris, on ne pourrait citer que *les Amis de la Vérité*, *les Amis de l'Armorique*, *Saint-Louis de France*, *les Trinosophes* et *les Sectateurs de Zoroastre*, qui fussent positivement hostiles au pouvoir, et encore tous leurs membres ne partageaient-ils point cette hostilité. Ces ateliers étaient, à proprement parler, une sorte de pépinière où le carbonarisme venait se recruter, comme il se recrutait dans les écoles, dans l'armée, et jusque dans les lieux publics; mais, en réalité, ils ne s'occupaient que de maçonnerie dans leurs réunions, en y mêlant parfois, et accidentellement, des excursions sur le domaine de la politique. Plusieurs loges de province se trouvaient absolument dans le même cas.

Au reste, il eût été grandement absurde à ces loges d'entreprendre de former des centres de conspirations, alors que le premier maçon venu avait le droit indéniable d'être admis à leurs séances solennelles, et qu'elles savaient bien d'ailleurs que tous les locaux maçonniques, à Paris notamment, sont construits de manière qu'il ne peut s'y tenir de comités véritablement secrets.

La maçonnerie, il faut le reconnaître, est une société libérale et progressive, mais dans son principe, dans sa constitution et dans une partie de sa composition seulement. La masse de ses membres, ou n'a pas d'opinion politique arrêtée, ou professe les opinions politiques les plus diverses; et il est toutefois sans exemple qu'elle n'ait pas fait acte d'adhésion aux gouvernements nouveaux. C'est ainsi qu'elle a tour-à-tour encensé l'empire, exalté la restauration, et acclamé la dynastie de juillet. Si c'est là un tort, et nous le pensons, car

la société maçonnique ne doit faire de politique d'aucune sorte, du moins est-ce le seul tort qu'on puisse raisonnablement lui reprocher.

Sous le régime impérial, toutes les loges, sans exception, ont fêté l'avènement de Napoléon, son mariage, la naissance de son fils, et inauguré son buste dans le lieu de leurs séances.

En 1814, le Suprême-Conseil de France a formellement reconnu la légitimité de la restauration, et arrêté « que les loges et chapitres qui avaient pris des dénominations d'après lesquelles on pouvait abuser d'anciens souvenirs étaient invités à les abjurer et à en substituer d'autres, à leur choix ; et que le Suprême-Conseil se formerait en banquet, afin de porter, en l'honneur de Sa Majesté Louis XVIII, un toast d'amour, de respect et de fidélité. » Le même corps a souscrit une somme de mille francs pour le rétablissement de la statue de Henri IV. Le Grand-Orient a voté une somme égale pour le même objet, et son exemple a été suivi par toutes les loges de sa correspondance. Il a fait plus ; il a adhéré publiquement à la nouvelle forme de gouvernement, et même il a rayé de ses tableaux ceux de ses grands dignitaires qui occupaient de hauts emplois dans la magistrature, dans l'administration et dans l'armée, sous le régime impérial.

Dans les départements, les ateliers ont fait des manifestations non moins significatives. A Marseille, une procession de maçons, au bruit des salves de l'artillerie, de la musique, des tambours, des chants d'allégresse, a porté en triomphe, à travers les rues, le buste de Louis XVIII, pour en opérer l'inauguration dans la loge. A Montauban, les deux loges de la *Bonne-Foi* et de la *Parfaite-Union* ont célébré, dans un grand banquet, le retour des Bourbons. « La première santé a été celle de Louis XVIII et de la famille royale. Les vœux formés par tous les cœurs pour la prospérité et la durée de leur règne ont été exprimés par le vénérable avec cette chaleur et cette vive éloquence, fidèle interprète des sentiments de l'âme. Un triple *vivat*, et les cris mille fois répétés de *vive le roi ! vivent les Bourbons !* se sont fait entendre. Neuf salves d'artillerie ont couvert ce toast si cher à tous les Français. » Les loges de Caen, de Falaise, de Pont-L'Évêque, de Lisieux, et d'autres villes des départements voisins, se sont réunies « pour fêter le retour si longtemps désiré des Bourbons et de la paix. Lorsque la santé du roi et celle de son auguste famille ont été portées, des feux de joie et des feux d'artifice ont ajouté aux plaisirs de cette fête. Elle

a été terminée par un serment unanime de défendre les lys, ou de mourir pour la défense des Bourbons. » Toutes les autres loges de France ont organisé des fêtes semblables, où se sont signalés le même enthousiasme et le même dévoûment.

Il est vrai que, depuis, un grand nombre de frères ont pris part à la lutte de juillet ; mais ils agissaient comme citoyens et non comme maçons. Par contre, beaucoup de loges, à Paris, le 16 octobre 1830, et dans les départements, vers le même temps, ont témoigné leurs sympathies pour la nouvelle dynastie ; elles ne faisaient que subir l'influence des sentiments qui animaient à cette époque une notable partie du public ; et c'est là, il faut le dire, le caractère ordinaire des manifestations de la maçonnerie.

Or, avancer qu'avec un tel esprit et de telles tendances, cette société a contribué au renversement de la branche aînée, c'est aller à la fois contre la réalité des faits et contre la plus simple vraisemblance.

Quant au cours de politique que le *vieux maçon* lyonnais présente dans sa lettre comme étant en usage dans les loges lorsqu'on procède à la réception des militaires, nous serions fort curieux de savoir où cet usage est établi.

Non, sauf le cas anormal que nous venons de citer, les loges ne s'occupent point de politique ; et, en cela, elles agissent sagement : elles savent bien que leur mission est plus haute et plus noble, et qu'elle consiste à propager les idées de paix, d'union, de charité, de moralité et de progrès, sans se préoccuper ni des temps, ni des lieux, ni des hommes.

FONDATION D'UNE ÉCOLE D'ADULTES,

PAR L'AMITIÉ ET FRATERNITÉ, DE DUNKERQUE.

Nous avons mentionné, d'après un journal politique, l'établissement d'une école gratuite d'adultes en faveur des ouvriers, fondée récemment à Dunkerque par une loge maçonnique. Depuis, nous nous sommes procuré sur cet établissement des renseignements dont nous allons donner la substance.

La loge dont il est question est l'*Amitié et fraternité*. La décision par laquelle elle a institué l'école porte la date du 14 février dernier ; elle a été mûe à la prendre par des considérations que nous ne saurions qu'approuver. Elle a voulu que

la franc-maçonnerie écartât son voile pour travailler, à la face du monde, aux améliorations sociales qui occupent tous les bons esprits, et réduire au silence ses détracteurs en démontrant, par des faits, la philanthropie, la sagesse et les ressources de cette institution. Elle s'est déterminée à établir son école par des motifs qui font honneur à ses sentiments et à sa raison.

Voici, en effet, ce qu'on lit dans le rapport de la commission qu'elle avait nommée pour lui proposer un plan d'organisation :

« Pour améliorer la condition de la classe ouvrière, l'expérience ne reconnaît pas de moyen plus efficace que de la faire participer aux bienfaits de l'éducation. Partant de ce principe, qu'il n'est plus permis de contester, les hommes bien pensants doivent donc s'efforcer de propager les germes de l'instruction parmi le peuple; et, soit qu'ils encouragent les écoles existantes, soit qu'ils aident à en fonder de nouvelles où le besoin s'en fait sentir, ils sont certains d'atteindre ce but honorable

« Donner aux ouvriers, sans dérangement dans leur travail, l'instruction dont une fâcheuse négligence les aurait privés; compléter l'instruction chez ceux que la nécessité du travail, en échange du pain, force à désertir trop tôt les écoles de l'enfance pour commencer l'apprentissage du métier qui les nourrit; voilà, en grande partie, l'objet de cette institution. Et ce n'est pas une nouveauté; ici, l'on se repose sur une expérience certaine : Paris, Marseille, Lyon, Metz, Strasbourg, Nantes et d'autres villes de moindre population, en recueillent les avantages. A Strasbourg, c'est la loge des *Frères-Réunis* qui a fondé l'école d'adultes en 1844, et, depuis une année seulement d'existence, cette école a déjà reçu cent trente élèves. Enfin, l'armée fournit encore, à l'appui de notre projet, l'exemple de ses écoles régimentaires pour l'instruction civile du soldat. En présence de tant de bons modèles, une création du même genre, en faveur des ouvriers de Dunkerque, ne doit-elle pas être assurée de réunir tous les suffrages et tous les efforts de la franc-maçonnerie de cet orient ?

« Combien d'ouvriers, parvenus à l'âge de réflexion, regrettent amèrement leur ignorance; en se voyant condamnés à ne pouvoir espérer une condition meilleure, parce qu'ils n'ont pas appris à lire, à écrire !... Autre part, nous voyons de nombreux travailleurs qui, eux, savent lire et écrire; mais d'idées du calcul ou de dessin, ils n'en possèdent aucune et sont, à cause de cela, impuissants à atteindre le terme de la perfection, et même à en approcher dans le métier qu'ils exercent.

« Eh bien ! du seuil de notre école d'adultes, nous leur dirons : « Ouvriers, venez à nous ! hommes ou adolescents, l'école d'adultes vous ouvre ses portes ; du courage ! de la persévérance ! et le mal dont vous gémissiez peut se réparer. Il ne vous faut pas d'argent pour entrer ici; la seule chose qu'on exigera de vous, c'est une bonne conduite. L'instruction, les livres, les instruments nécessaires aux leçons, tout vous est offert pour rien. Et ce n'est point une aumône que l'on vous fait, sachez-le bien, c'est un prêt; car cette instruction, si vous en profitez,

« plus tard vous en rembourserez la valeur au centuple par les services que vous serez devenus capables de rendre à la société qui vous l'offre. »

« Le nombre des élèves doit encore se grossir de ceux qui, dans leur enfance, ont suivi les cours des écoles ordinaires, et ont depuis oublié presque tout ce qu'on leur avait enseigné; personne n'ignore que beaucoup d'ouvriers sont dans ce cas. Ainsi donc, une école d'adultes est nécessaire pour ceux qui n'ont encore rien appris, pour ceux qui n'ont pas suffisamment appris, et pour ceux qui ont oublié ce qu'ils avaient appris. D'ordinaire, on n'admet pas d'élèves en-dessous de l'âge de quinze ans, et tous doivent être munis d'un certificat constatant qu'ils sont employés dans un atelier, ainsi que d'un livret d'ouvrier.

« L'enseignement de notre école paraît devoir être contenu dans des limites assez resserrées : il ne s'agit pas ici de former des rhéteurs ni des philosophes, mais d'utiles artisans. Uniquement destiné à des hommes professant des métiers, cet enseignement comprendrait seulement la lecture, l'écriture, l'orthographe, les éléments d'arithmétique et de géométrie, le dessin, figures et ornements. Cette dernière partie, le dessin, étant indispensable aux perfectionnements dans tous les états, ne doit pas être négligée; elle formera pour les élèves comme le complément de leur apprentissage.....

« Il est impossible de se dissimuler que dans le nombre des écoliers, plusieurs ne tireront pas grand profit de l'instruction donnée : chez les uns, il y aura inaptitude; chez d'autres, impatience, et on les verra quitter l'école, découragés par les premières difficultés; mais, comme partout ailleurs, le plus grand nombre recueillera les fruits précieux de l'éducation. Et puis, ne peut-on pas espérer de rencontrer des hommes en qui l'étude développera de riches facultés assoupies jusque-là dans l'ignorance, facultés qui n'attendent qu'un rayon de lumière pour se réveiller et apparaître avec éclat au grand jour de l'instruction ? Puisse cet espoir ne pas être un vain rêve ! et alors, pour ces derniers, fondons un cours de récompenses; ouvrons une carrière plus vaste à leurs capacités : que des leçons spéciales les initient aux secrets les plus difficiles de la science et de l'art !... Est-il une récompense plus digne du génie que d'agrandir le cercle où s'exercent ses nobles facultés ?

« Mes frères, les avantages qui doivent résulter de la fondation proposée ne seront recueillis que dans un avenir plus ou moins éloigné, et comme l'exécution de ce projet exigera de suite des sacrifices d'argent, on objectera peut-être qu'il serait préférable de disposer de toutes nos ressources pour quelques bonnes œuvres dont les résultats seraient immédiats, par exemple : des distributions de pain, de charbon et d'objets de première nécessité pour le soulagement de l'indigence dans les pénibles jours d'hiver. Nous le savons, mes frères, vous applaudissez toujours de grand cœur à tous les actes de la charité, sous quelque forme qu'elle se manifeste; vous faites mieux encore, vous vous livrez à l'impulsion qui les produit, mais vous ne montrerez pas un moindre empressement à soutenir un projet basé sur le fond de la doctrine maçonnique; vous comprendrez que deux ou trois ans d'attente seront bien compensés par des résultats d'une portée incalculable.

« Une des qualités distinctives de notre époque, et

là n'est pas son moindre titre de gloire, c'est le généreux élan qui porte les classes aisées de la société au secours des nécessiteux. Aux coups de misères sans cesse renaissantes, une ardente philanthropie oppose le bouclier de ses immenses aumônes, et la pauvreté n'est pas plus obstinée dans la rigueur de ses attaques, que la charité dans son zèle pour la défense. Par une admirable émulation, depuis l'enfant jusqu'au vieillard, du millionnaire au plus modeste artisan, dans la religion et dans les plaisirs, des voix sans nombre répondent aux plaintes du malheur; soudain, des ressources inespérées s'organisent : des cendres de l'incendie surgit une cité florissante; les campagnes secouent la boue des inondations pour se parer de nouvelles richesses, et dans l'ardeur à faire disparaître la trace de calamités publiques, on n'oublie pas les consolations dues aux douleurs privées.

« Que les francs-maçons s'associent donc à tous les actes de la charité publique, soit individuellement, soit comme corporation, ostensiblement ou en secret, mêlés à la foule ou bien marchant en tête; c'est toujours remplir une obligation de l'Ordre; c'est obéir à cette puissance mystérieuse et sacrée qui réside dans le secret des loges. Mais les devoirs du franc-maçon se bornent-ils à combattre le malheur par l'aumône? Non certes; nous avons encore à travailler au rétablissement de la fraternité dans la grande famille humaine, divisée par tant d'intérêts opposés; il nous faut apprendre à l'homme, même de la plus basse condition, tout ce qu'il vaut et ce qu'il est capable de devenir en cultivant sa raison et son esprit; il faut enfin arriver à détruire l'ignorance, notre plus implacable ennemi. Populariser l'instruction, c'est marcher droit à ce but, et nous ne voudrions pas abandonner en d'autres mains notre part de cette œuvre. »

Après avoir entendu ce rapport, la loge a pris l'arrêté suivant :

« La loge de l'*Amitié-Fraternité* adopte le projet d'établissement d'une école gratuite d'adultes à Dunkerque, en faveur des ouvriers, présenté par le frère L. de Prié; elle se charge d'en assurer l'exécution et se déclare le centre d'action pour la mise à exécution du projet, et la conservation ainsi que l'administration de l'école après qu'elle sera fondée.

« La loge fera un appel à la générosité de tous les maçons actifs ou isolés de cet orient et des environs, et particulièrement dans les deux loges de la *Trinité* et de la *Vertu*, afin de réaliser promptement la somme nécessaire pour l'ouverture de l'école.

« A cet effet, communication officielle du projet sera donnée verbalement aux deux loges de la *Vertu* et de la *Trinité*, et l'exposé du projet sera imprimé à cinq cents exemplaires et aux frais de la loge de l'*Amitié-Fraternité*, pour être distribué aux maçons appelés à coopérer par des dons volontaires à l'établissement de l'école d'adultes.

« La loge charge une commission spéciale de préparer et de suivre l'exécution du projet; cette commission conservera l'administration de l'école après sa fondation.

« La commission se composera de cinq francs-maçons, dont la loge de l'*Amitié-Fraternité* se réserve l'élection.

« Sont nommés membres de cette commission les frères...

« La commission prendra le titre de *Comité maçonnique de l'école d'adultes de Dunkerque*.

« Les membres composant aujourd'hui le comité conserveront leurs pouvoirs jusqu'au 31 décembre 1846. A partir de cette époque, tous les membres du comité seront soumis chaque année à la réélection, et la loge de l'*Amitié-Fraternité* y procédera en même temps et dans les mêmes formes que pour ses officiers.

« Dans le désir d'attacher d'une manière plus étroite à l'institution de l'école d'adultes les frères des loges de la *Vertu* et de la *Trinité*, la loge de l'*Amitié-Fraternité* invitera ces deux loges à désigner, chacune parmi ses membres actifs, deux frères qui seront adjoints au comité de l'école.

« Les loges de la *Vertu* et de la *Trinité* feront connaître les noms de leurs commissaires à la loge de l'*Amitié-Fraternité*, et le vénérable de cette loge les mettra en rapport avec le comité de l'école d'adultes.

« Le salon de la bibliothèque, dans le local de la loge de l'*Amitié-Fraternité*, sera le lieu des séances du comité.

« Les membres du comité que la loge de l'*Amitié-Fraternité* aura choisis en dehors du tableau de ses membres actifs, recevront le titre de membres honoraires de son atelier.

« A chaque réunion de la loge de l'*Amitié-Fraternité*, le comité lui devra compte de ses travaux.

« Le comité est invité à travailler activement et de manière à mener à bonne fin le projet dont l'exécution lui est confiée; il se rendra dans le plus bref délai près des loges de la *Vertu* et de la *Trinité* pour leur communiquer les intentions de la loge de l'*Amitié-Fraternité*; il s'occupera de faire imprimer l'exposé du projet ainsi que les listes de souscription, qui devront toutes être revêtues du sceau de la loge. Aussitôt que des exemplaires en pourront être distribués, il fera circuler les listes de souscription pour recevoir les dons volontaires des maçons et des personnes non-initiées qui désireront coopérer à l'établissement de l'école dont il s'agit.

« Le comité recherchera des frères actifs et dévoués, disposés à se charger de recueillir les souscriptions, et emploiera, pour atteindre le but proposé, tous les moyens que lui pourra suggérer le zèle qu'on a droit d'attendre de ses membres.

« Il se mettra en correspondance avec les directeurs des principales écoles d'adultes du royaume, et notamment avec la loge des *Frères-Réunis* de Strasbourg, afin de donner à l'école de Dunkerque la meilleure direction possible.

« Dès qu'une partie suffisante des ressources nécessaires sera obtenue, le comité s'assurera un local propre à l'établissement de l'école, et préparera le mobilier indispensable.

« Le choix de trois professeurs est confié au comité, qui devra rechercher des maîtres d'un talent spécial éprouvé, et honorés de l'estime publique.

« Le règlement de l'école sera rédigé par le comité avec l'aide des professeurs, et sera soumis à l'approbation de l'autorité compétente, toutes formalités légales étant d'ailleurs remplies. »

RÉCLAMATION.

La rédaction de *l'Orient* s'est, avant tout, imposé pour devoir d'être équitable et vraie; aussi n'hésitera-t-elle jamais à faire l'aveu des erreurs qu'elle aura personnellement commises ou dont elle aura été l'écho, lorsque ces erreurs lui seront suffisamment démontrées.

Une lettre du frère Roth-Grapin, vénérable de la loge *la Parfaite-Égalité*, à Châlons-sur-Saône, nous signale un article de notre dernier numéro comme renfermant de graves inexactitudes et l'expression de sentiments en désaccord avec les principes de l'ordre maçonnique.

Sur le premier point, nous reconnaissons, parce que cela est évident pour nous aujourd'hui, que c'est à tort que nous avons dit, sur la foi d'un correspondant mal informé, que la loge *la Parfaite-Égalité* fait consister toute la maçonnerie dans l'accomplissement d'un vain cérémonial.

Il y a malheureusement en France tant d'ateliers qui se trouvent dans ce cas, que l'assertion de notre correspondant ne pouvait, au premier aspect, nous paraître improbable et sujette à vérification. Nous l'avons répétée dans des termes sévères, et, certes, nous ne le regretterions pas, si, en effet, la loge dont il s'agit avait apprécié comme on le prétendait le caractère de la plus grande et de la plus noble des institutions existantes. Ici, cependant, le reproche portait à faux, et notre loyauté nous oblige à le déclarer hautement. Nous prions les frères que nous avons si fâcheusement affligés, dans une pensée que, pourtant, ils approuveront, nous en sommes certains, de vouloir bien prendre acte de cette juste réparation.

Mais, sur le second point, *la Parfaite-Égalité* s'est trompée, en nous attribuant des sentiments que nous sommes loin d'éprouver. Si l'auteur de la lettre, dont la noble susceptibilité nous plaît, quoiqu'elle s'exprime dans un langage beaucoup trop vif, avait lu avec plus d'attention l'article qu'il incrimine, il aurait reconnu que la conclusion qu'il en tire ne ressort logiquement ni de l'esprit ni du texte de cet article. Il est facile de prêter à des discours une signification qu'ils n'ont pas, en en réunissant des fragments détachés. C'est là justement ce que, sans mauvaise intention, a fait le frère Roth-Grapin. Il a rapproché des phrases éloignées qui n'ont point de liaison entre elles, et il n'a pas tenu compte des phrases intermédiaires. Nous avons dit que les loges *Avenir et Progrès* et les *Vrais-Zélés*, de

la même ville, loges parfaitement composées, voient avec peine les autorités dont elles dépendent laisser leurs travaux sans direction, et consument leur activité dans des efforts sans but et sans résultat, et qu'au contraire, la *Parfaite-Égalité*, composée d'artisans et d'ouvriers, prend son sort en patience. Le frère Roth-Grapin, vénérable de la dernière loge, a cru apercevoir dans ces paroles un sens qui ne s'y trouve pas, et il accuse notre correspondant de professer des opinions aristocratiques et de déverser du mépris sur les hommes de labeur. Il sera clair pour tout lecteur impartial que, dans la phrase citée, où le personnel des trois loges de Châlons est énoncé et n'est pas comparé, notre correspondant n'avance en aucune façon que *la Parfaite-Égalité* soit mal composée. Et pourtant si, comme il le pensait, cette loge, oublieuse de sa mission, n'avait vu dans la maçonnerie que l'accomplissement d'un vain cérémonial, n'aurait-il pas été fondé à en trouver la composition mauvaise ?

Ce n'est pas parce qu'une loge se formerait d'artisans et d'ouvriers qu'elle serait mal composée, c'est parce que ces artisans et ces ouvriers n'auraient ni assez de lumières dans l'esprit pour comprendre le but de la maçonnerie, ni assez de noblesse dans le cœur pour travailler à atteindre ce but. Et ceci s'applique indistinctement aux hommes de toutes les conditions sociales.

Maintenant que nous avons expliqué et justifié, nous le pensons, le sens de notre article, nous allons reproduire la partie de la lettre, fort étendue d'ailleurs, du frère Roth-Grapin, dans laquelle il s'attache à repousser le reproche adressé à l'atelier qu'il préside de ne voir dans la maçonnerie que les formes extérieures, et expose les motifs qui ont donné lieu à l'établissement de cet atelier.

..... « Ces ouvriers ont pensé que, privés par la loi de ces associations qui étaient pour eux le pain de l'âme, mais qui les égaraient souvent dans un dédale où ils étaient la proie des intrigants et des espions, ils ne devaient pas renoncer à chercher, dans leurs moments de repos, à développer leur intelligence et à former leurs cœurs dans une association dont les principes sont pleins de sagesse, de tolérance et d'humanité. Ils se sont convaincus que la marche progressive de l'esprit humain et la propagande des sublimes lois de la fraternité valaient mieux pour amener des réformes durables, que la violence éphémère des émeutes et le triomphe trop souvent trompeur des révolutions. Ils ont compris, en outre, que l'association maçonnique leur permettrait de rallier des jeunes gens égarés par les schismes des corporations qui, de temps immémorial, jettent la perturbation dans

l'innombrable armée des travailleurs, et qu'on leur devrait bientôt peut-être l'extinction de ces haines et de ces luttes terribles qui épouvantaient à chaque instant nos cités. Voilà pourquoi les ouvriers, les artisans, se sont faits maçons ! Croyez-vous, frère Clavel, qu'il y ait beaucoup de nos frères qui aient mieux compris la maçonnerie ? Nous avons rencontré, néanmoins, de rudes obstacles dans cette entreprise; mais nous les avons surmontés; notre temple s'est élevé au nom de la plus sainte des causes et du principe le plus pur de l'Évangile; il se soutient avec fermeté depuis le 5 décembre 1839; nous en rendons grâce aux dignes frères des loges, nos voisins et nos sœurs, qui nous ont accordé leur concours et leur protection, et sur lesquelles, peut-être, notre zèle et notre dévouement ont utilement réagi. Une fois nos travaux commencés, nous avons, quoi qu'en dise le rédacteur de la note en question, entrepris l'épuration de ce vain et puéril cérémonial que l'on prétend absorber tous nos instants; nous nous sommes bien gardés d'épuiser notre temps dans des formules qui semblent n'avoir été inventées que pour étouffer la maçonnerie dans des langues, comme un enfant au berceau. Avec notre gros bon sens, nous n'en avons conservé que la partie dogmatique et morale la plus indispensable, parce que nous en avons compris toute la portée symbolique et vraiment religieuse. Votre bel ouvrage, cher frère, n'a pas peu contribué à nous éclairer à ce sujet, et nous n'avons aucune répugnance, il faut en convenir, à nous servir modérément des *mystères*, qui ne nous paraissent, au fond, qu'un hommage au Grand-Architecte de l'univers. Nous croyons même que ces mystères, que beaucoup de maçons dédaignent avec ignorance, nous ont été expliqués avec autant de clarté que dans quelque loge que ce soit. Nous n'avons jamais remarqué, d'ailleurs, que les deux loges bien composées, nos bonnes sœurs, négligeassent moins que nous les cérémonies, qui, lorsqu'elles ne sont point outrées, donnent de la dignité aux séances.

« Mais tous, nous nous sommes dit que, si la forme a son bon côté, il faut, avant tout, honorer Dieu en esprit et en vérité; qu'il faut, surtout, nous aimer les uns les autres, que c'est la loi et les prophètes, comme dit saint Jean; qu'il faut nous aimer, parce que nous sommes tous les enfants de Dieu, notre père commun, dont la sainte loi n'a jamais été mieux promulguée que par le Christ, notre frère; qu'il faut, en conséquence, nous entr'aider, puisque les heureux du jour abandonnent notre cause. Ces principes sacrés, nous les mettrons bien mieux en pratique encore, si nous parvenons à faire accepter aux loges, nos sœurs, de Châlons-sur-Saône, un projet d'organisation de caisse de secours pour nous et nos familles, projet que nous avons élaboré dans notre sein. En attendant, de nombreux travailleurs sont venus se joindre à nous dans le temple de la *Parfaite-Égalité*. Leur esprit droit, leur cœur pur, les feraient envier par toutes les loges. »

HISTOIRE DE L'ORDRE.

LE FRÈRE LAURENCE DUNDAS, COMTE DE ZETLAND,
GRAND - MAÎTRE DE LA GRANDE - LOGE - UNIE
D'ANGLETERRE.

Depuis 1782, c'est-à-dire pendant un espace

de soixante-deux ans, la présidence de la Grande-Loge de Londres fut occupée par des frères de la famille royale, savoir : de 1782 à 1790, par le duc de Cumberland, auquel succéda immédiatement le prince de Galles; puis, après que ce dernier se fut retiré de l'association des maçons, en 1813, le duc de Sussex fut choisi pour le remplacer; et, jusqu'à sa mort, arrivée en 1843, il porta trente ans, sans interruption, le maillet de grand-maître. A l'exception du duc de Cambridge, tous les fils du roi Georges III furent reçus francs-maçons; mais tous sont morts : le roi actuel de Hanovre (anciennement duc de Cumberland) leur a seul survécu. Sous les derniers grands-maîtres royaux, la confraternité était devenue très-nombreuse et très-florissante; il n'en était que plus difficile de leur trouver un digne successeur. Conformément aux règles de l'association, à la mort du grand-maître en titre, tous les devoirs administratifs sont transmis au grand-maître adjoint : or, comme à l'époque du décès du duc de Sussex cette place était remplie par le comte de Zetland, celui-ci entra en fonctions comme grand-maître, en attendant l'élection nouvelle, et il fut confirmé dans cette dignité lors de cette élection.

Laurence Dundas, second *earl* (comte écossais) de Zetland, est né en 1795. Il est actuellement lord-lieutenant d'Orkney et de Shetland, ainsi que de North-Riding et de Yorkshire. En sa qualité de lord, le frère Dundas est, en outre, patron d'un bénéfice (*living*). Le 24 avril de l'année dernière, fut célébrée, dans la salle des francs-maçons (*Freemason's-Hall*), par la Grande-Loge de Londres, la fête annuelle de l'installation du grand-maître nouvellement élu. Par les soins des grands pourvoyeurs, un banquet somptueux fut donné aux frères, rassemblés au nombre de quatre cent vingt, dans un local orné de la manière la plus splendide. La présidence était remplie par le grand-maître, assisté du député grand-maître, le comte de Howe, et de plusieurs autres membres de distinction. La fête se prolongea joyeusement bien avant dans la soirée; la galerie de la salle était envahie par les sœurs.

Un des premiers actes qui signalèrent l'administration du nouveau grand-maître fut la pose de la première pierre de l'école des filles, effectuée le 10 mai 1844. Cette école devait être réunie à l'Asile calédonien (*Caledonian-Asylum*), dans les plaines de Copenhague (*Copenhagen-Fields*). Il y avait déjà plusieurs années que les directeurs de cet établissement de charité se pro-

posaient d'en faire partager le bénéfice aux filles aussi bien qu'aux garçons ; mais le manque de fonds suffisants avait toujours entravé la réalisation de ce louable projet. Enfin, grâce à la libéralité de M. Matheson, député d'Ashburton au parlement, lequel avait souscrit pour mille livres sterling (25,000 fr.), à la condition expresse que l'établissement serait agrandi pour recevoir des filles, grâce au concours bienfaisant de plusieurs de ses amis, les directeurs se trouvèrent en état de procéder à l'exécution de cette bonne œuvre. Ils espéraient que, dans le cours de l'automne, le bâtiment serait déjà prêt à recevoir des filles d'origine écossaise. Au jour désigné, le comte de Zetland, comme grand-maître des francs-maçons d'Angleterre, accompagné d'un grand nombre de frères portant les insignes de leurs loges respectives ; la société des hautes-terres de Londres, portant également le costume des hautes-terres, et la société calédonienne, le vice-président, les directeurs et les gouverneurs de l'Asile calédonien, se rendirent en procession solennelle de Copenhagen-House à l'endroit de la colline voisine où devait être érigé l'édifice, et la pierre fondamentale fut posée avec les cérémonies maçonniques. Après la solennité, l'assemblée se réunit dans la taverne des francs-maçons, autour d'un banquet auquel près de trois cents personnes prirent part. Le duc de Buccleugh en fut nommé président. Outre ce personnage, on remarquait encore à cette réunion le comte de Zetland, M. Matheson, le capitaine C. Forbes, le général sir F. Maclean, sir John Kirkland, M. A. Rose, M. Gillepsi, M. G. Forbes, M. Tulloch, le général Aitcheson et sir Robert Hunter. Ce banquet donna lieu à une riche collecte pour les fonds de l'établissement.

Assurément, la position du duc de Zetland, comme successeur du duc de Sussex, était des plus difficiles, eu égard surtout à la considération que la haute naissance du dernier lui donnait dans la vie civile. Aujourd'hui, que le comte de Zetland remplit depuis un an les fonctions de grand-maître, nous lisons dans le *Freemason's quarterly Review* que la confraternité, après deux ans d'épreuve, sent le besoin d'exprimer la satisfaction la plus complète de la conduite du noble frère, et de donner aux autres frères l'heureux témoignage qu'elle ne s'est pas trompée dans l'appréciation des qualités du nouveau grand-maître.

(*Latomia*).

ANECDOTES MAÇONNIQUES.

LE CONSTABLE ET LA VEUVE. — L'anecdote qu'on va lire et les deux qui suivent immédiatement sont tirées d'un discours prononcé par le frère Joseph Chandler dans une des loges de Philadelphie. « Il n'y a pas long-temps, dit le frère Chandler, qu'un constable de notre ville fut chargé par un riche propriétaire de pratiquer une saisie mobilière pour retard de paiement de loyer. La victime de cette saisie était une malheureuse veuve, chargée d'un grand nombre d'enfants en bas-âge. Le constable s'appêtait à remplir son pénible devoir, bien que son cœur fût déchiré à la pensée de l'affreuse misère dans laquelle allait se trouver plongée cette pauvre famille.

« La veuve s'écria en pleurant : « Mon Dieu ! que faire, que devenir ! je n'ai ni parents, ni amis auxquels je puisse m'adresser. Je suis seule, tout-à-fait seule, sans secours, sans espoir !

— « Mais, dit l'officier, il n'y a donc pas d'association qui puisse vous venir en aide ?

— « Hélas ! non ; je ne suis affiliée à aucune société de bienfaisance... Mais, attendez, je me rappelle que mon mari m'a plus d'une fois répété que si je tombais dans le malheur, je pourrais avec ceci me procurer des secours ; » et en même temps la veuve montrait une médaille maçonnique.

— « Donnez, » dit vivement l'officier ; et un simple coup d'œil lui suffit pour reconnaître l'emblème consacré à la charité, le gage de l'affection fraternelle. — L'officier était maçon.

— « Nous verrons, dit-il, quel effet cette médaille pourra produire ; cependant je crois savoir que votre propriétaire n'appartient pas à la maçonnerie. Quel est votre pasteur ? »

« La veuve le nomma ; ce pasteur était maçon.

« Le digne constable suspendit l'exécution de la saisie ; il se rendit vers le pasteur, lui exposa la détresse de la veuve ainsi que ses droits à l'assistance maçonnique.

« Et quel est, dit le pasteur, cet impitoyable propriétaire ? » Son nom ayant été prononcé, il ajouta : « Comment est-il possible que sa religion lui apprenne à donner de pareils exemples d'inhumanité ! C'est à nous à lui faire voir que la maçonnerie enseigne d'autres préceptes. Malheureusement j'ai dépensé tout l'argent du dernier trimestre de mon traitement. Mais, voici un billet à courte échéance pour le montant de ce qui est dû au propriétaire ; j'aime à

« croire que celui-ci ne refusera pas de l'accepter. »

« En vingt minutes, tout était arrangé ; le constable avait fait de grand cœur le sacrifice de ses honoraires, peut-être même avait-il donné plus, et la veuve ainsi que les orphelins remerciaient Dieu des bienfaits qu'elle avait reçus par l'entremise de la maçonnerie. »

LA MÉDAILLE. — « Ce n'est pas seulement, continue le frère Chandler, dans les grands centres maçonniques que notre Ordre, sanctifiant ainsi ses principes par la pratique, tend une main secourable aux frères, et se révèle comme une providence à tous les malheureux ; mais, partout où le pied solitaire d'un maçon imprime sa trace, partout où bat un cœur maçonnique, fût-ce au sommet glacé des Apennins, dans les déserts de l'Arabie, sur le gouffre orageux des mers, sa bienveillance a un zélé représentant ; elle est toujours prête à accourir au signe de détresse.

« En 1790, un gros bâtiment fut assailli dans les eaux de la Baltique par une tempête furieuse ; entraîné sur des rescifs, il ne tarda pas à s'enfoncer, et bientôt l'équipage fut enseveli dans l'humide tombeau. Un seul eut le bonheur d'échapper au naufrage et de gagner la terre : c'était le capitaine du navire. Lorsqu'il mit le pied sur la plage, il était épuisé, mourant ; il parvint à grand peine à se traîner jusqu'à la porte d'une chétive cabane ; mais là, tout fut subitement changé pour lui : il tomba entre les bras d'un frère. Une médaille était restée suspendue à son cou ; à l'aspect de ce signe, son hôte, maçon suédois, peu fortuné pourtant, mit aussitôt son lit, ses soins, sa maison et son argent à sa disposition. Il lui procura les moyens de s'embarquer pour Londres, d'où il put facilement revenir en Amérique. La médaille du malheureux naufragé qui fut si affectueusement secouru sur une plage inconnue, à mille lieues de sa patrie, cette médaille, dis-je, est en ma possession, et le sang du héros de cette histoire coule dans mes veines. Je porte ce joyau maçonnique comme un précieux héritage de famille que je transmettrai à mon fils, franc-maçon, de même qu'il m'a été légué par mon père. »

LE BIENFAIT MORAL. — « La maçonnerie, dit encore le frère Chandler, ne se borne pas seulement à soulager les misères physiques ; elle sait encore, au besoin, relever la position morale des frères qui sont tombés dans le désordre, les réhabiliter à leurs yeux et aux yeux de la société. En voici un touchant exemple :

« A une époque déjà éloignée, mais que je me rappelle parfaitement, dans la ville de ***, la respectable maison Howard et Thompson (je me sers de noms supposés) tomba dans des embarras commerciaux, et se trouva bientôt au-dessous de ses affaires. Howard, le plus âgé des deux associés, ne perdit pas courage ; il transigea avec les créanciers, continua le commerce en son nom, et finit, à force de travail et d'activité, par remettre la maison sur le pied le plus prospère.

« Thompson, au contraire, trop fier pour accepter une place secondaire dans une maison de banque, commença par s'abandonner à l'oisiveté, et peu à peu ce vice l'entraîna dans ceux qu'il traîne à sa suite : la débauche et l'ivrognerie ; puis arriva la misère et l'avilissement. Un jour (c'était au mois de janvier), le malheureux jeune homme, couvert de haillons et accroupi au coin d'une rue, demandait l'aumône aux passants. Un homme s'arrêta devant lui, l'examine attentivement, et tout-à-coup s'écrie : « N'êtes-vous pas Thompson ? — Oui, répondit le mendiant. — Tenez, voici quelque argent ; mais on nous regarde ; venez ce soir me trouver chez moi. » On pense bien que l'infortuné n'eut garde de manquer au rendez-vous ; depuis, on ne le revit plus, et on ne remarqua son absence que pour se féliciter d'être délivré d'un pareil sujet.

« Environ deux mois après, un détachement de troupes américaines traversait la ville, se dirigeant vers la frontière du Nord. Quelle ne fut pas la surprise des habitants, lorsqu'ils aperçurent Thompson en bel uniforme, et portant l'épaulette de lieutenant ! J'ajouterai qu'après avoir servi avec honneur, il mourut avec le grade de capitaine. On a déjà deviné, sans doute, que Thompson, avant de se perdre par suite des malheurs de sa position, était membre de la fraternité maçonnique. C'est à ce titre que son ancien associé et son bienfaiteur se fit un devoir de l'arracher à la dégradation morale et à la misère, puis de lui ouvrir l'entrée d'une honorable carrière. Depuis, le digne Howard est devenu vénérable d'une loge. »

FAITS DIVERS.

FRANCE. — Dans sa séance du 4 avril, le Grand-Orient a enregistré l'acte portant réiliation du bail du local qu'il occupe ; ainsi tout est consommé. Il faut maintenant que le Grand-Orient se case quelque part, et pour cela, il a continué ses pouvoirs à la commission qui a traité avec M. Cau-

vard, afin qu'elle aise à un moyen quelconque, qui sera ensuite proposé et débattu en séance. La commission avait demandé que le Grand-Orient s'engageât d'abord pour une somme de 80,000 fr.; mais celui-ci, tout en promettant cette somme, n'a pas cru devoir la voter immédiatement.

— Voici qu'elle est la composition actuelle du comité des finances du Grand-Orient : les frères Bugnot, président; Raffaneau, vice-président; Boucher-Lemaistre, Guilbart, Daoust, Taskin, Fréchet, et Besquait, secrétaire. Les députés de semestre attachés au comité sont les frères Porret, Miquel et Bizot.

— Le Grand-Orient a cité à sa barre le frère Teissier, propriétaire du local maçonnique de la rue de Grenelle, à raison de l'autorisation donnée par lui à des frères isolés de se former en loge sous le titre de *Loge de Visiteurs*. Si l'on se reporte à ce que nous avons dit de cette assemblée improvisée dans notre dernier numéro, on s'étonnera certainement de la susceptibilité manifestée à cette occasion par le sénat maçonnique, et l'on ne pourra se décider à croire qu'il puisse être donné suite à un procès aussi peu motivé.

— Nos prévisions, au sujet des démêlés survenus dans une loge de Rouen, ne se sont pas justifiées. La chambre de correspondance, dans sa séance du 7 avril, après avoir entendu les explications données par le vénérable élu, l'orateur et un autre frère de cette loge, a annulé sa première décision et confirmé l'élection de l'orateur, parce qu'il n'était plus sous le coup de l'article 134 des Statuts, et celle du vénérable, quoiqu'il ne remplît pas toutes les conditions voulues par l'article 135. Il n'en reste pas moins certain que cette loge a violé les Statuts-généraux; et, par sa nouvelle décision, la chambre a approuvé cette violation. En effet, si, à l'époque où l'orateur a été appelé à cet office, il n'était pas membre cotisant depuis trois mois, son élection devait être annulée, sauf à la loge à réélire le même frère lorsque les trois mois auraient été accomplis. Quant au vénérable, sa position est toujours la même. Le domicile de ce frère n'est pas dans Rouen, et on ne peut pas considérer comme domicilié civilement dans l'orient où siège l'atelier, le frère qui habite en dehors de cet orient, ne fût-ce qu'à quelques mètres de distance. La chambre de correspondance a eu tort, selon nous, de se déjuger; car il est fâcheux de voir des frères chargés de la direction

des affaires de l'Ordre approuver le lendemain une irrégularité qu'ils avaient désapprouvée la veille.

— Dans sa séance du 8 avril, la chambre symbolique a pris un arrêté au sujet des troubles survenus dans une loge de Marseille, et provoqués, dit-on, par quelques frères nouvellement admis dans cet atelier. Voici les faits : Dans le courant du mois de novembre dernier, deux membres de cette loge avaient donné leur démission. Le mois suivant, ces deux frères vinrent se mettre à jour avec le trésorier et voulurent prendre part aux élections. Plusieurs membres de la loge s'y opposèrent et prétendirent qu'ils devaient être considérés comme démissionnaires, puisqu'ils n'avaient pas retiré par écrit leur démission. En vain d'autres frères objectèrent-ils que par le fait de leur présence et de leur mise à jour, ces deux frères devaient être considérés comme faisant toujours partie de l'atelier, cette opinion ne prévalut pas, et la discussion s'étant envenimée, le vénérable jugea prudent d'user du droit que lui accorde l'article 118, et ferma les travaux. Quelques jours après, il invita par écrit le secrétaire à convoquer la loge, et indiqua pour l'ordre du jour : *Délibération à prendre au sujet des élections*. Le jour de la séance venu, le vénérable se présenta pour entrer dans le temple, mais il en fut empêché par le premier surveillant qui lui intima l'ordre de se retirer, en vertu d'une plainte signée de cinq frères, qu'il avait reçue contre lui. Le vénérable insista, et voyant que le premier surveillant était résolu à user de violence, il se retira. Les travaux furent alors ouverts par le premier surveillant, et la loge procéda aux élections générales; le vénérable en exercice ne fut pas réélu. Il est bon d'observer que le secrétaire n'avait pas tenu compte de l'ordre du jour donné par le vénérable, et qu'il avait inscrit sur les lettres de convocation cette mention : *Elections générales*. Dans cette séance, les armoires furent forcées et l'on s'empara des constitutions, des timbre et sceau de la loge. L'ex-vénérable adressa une protestation au Grand-Orient, qui nomma aussitôt une commission composée de trois présidents d'ateliers de Marseille, afin de s'enquérir des faits dénoncés et de faire un rapport. C'est par suite de ce rapport qui a confirmé tous les faits portés à la connaissance du Grand-Orient que la chambre symbolique a pris un arrêté qui suspend de leurs droits maçonniques, le premier surveillant, pendant dix-huit mois; le vénérable élu et le secrétaire, pendant un an; les

cinq frères signataires de la plainte portée contre le vénérable, pendant neuf mois ; et six autres frères qui avaient pris part aux élections, pendant six mois. Les travaux accomplis par la loge depuis le mois de décembre ont été déclarés nuls, et de nouvelles élections seront faites sous la présidence de l'ex-vénérable.

— Le Grand-Orient était convoqué le 30 avril pour entendre un rapport sur une partie du travail accompli par la commission de révision des Statuts-généraux, et pour procéder au remplacement des membres sortants de cette commission, savoir : les frères Desanlis, Fromentin et Bernaux, démissionnaires ; le frère Cauchois, passé de la chambre de correspondance à la chambre symbolique ; le frère Bourgeois, député, élu officier ; les frères Jobert et Durocher, passés de la chambre du Suprême-Conseil des rites à la chambre de correspondance. Les frères Cauchois et Bourgeois sont les seuls membres sortants de la commission qui aient été réélus, le premier, par 28 voix sur 30 ; le second, par 15 voix sur 28. Les frères Desanlis, Fromentin, Bernaux, Jobert et Durocher ont été remplacés par les frères Godquin, Mollier, Vaussier, Boisdon et Pouchet, tous à un assez grand nombre de voix. Dans les deux dernières élections, le frère Leblanc de Marconnay avait été porté par une partie des *termes* ; il a été repoussé à une très-forte majorité. Il est fâcheux que quelques membres de l'opposition, habituellement fort assidus, n'aient pas assisté à cette séance ; les membres directeurs, déjà si maltraités dans l'élection, n'auraient pu faire passer un seul d'entre eux. Cette première opération terminée, le frère Litez-de-Tiverval, vénérable des *Cœurs-Sincères*, a été élu membre de la commission de secours. Restait à nommer la commission chargée de vérifier les comptes de l'année 1844. Ont été proposés les frères Godquin, Voury et Caignié, officiers, et les frères Fenet, Briquet et Leblanc de Marconnay, députés. Le vote a eu lieu par assis et levé ; les cinq premiers frères ont été nommés à des majorités diverses ; le frère Leblanc de Marconnay, qui était présent à la séance, a été repoussé à la presque unanimité. C'est le frère Massy qui a été nommé à sa place. Il était tard : la lecture du rapport de la commission des Statuts a été renvoyée à une autre séance.

— On se souvient que le Grand-Orient avait nommé une commission pour prendre connaissance du régime de la colonie agricole et industrielle de Petit-Bourg, et que le rapport fait par

le frère Pagnerre, au nom de cette commission, a été inséré dans le dernier numéro du *Bulletin trimestriel*. On avait proposé de souscrire, au profit de cet établissement, une somme annuelle de cent francs, pendant quatre années consécutives. Dans une de ses dernières séances, le Grand-Orient, consulté, a ajourné indéfiniment son vote sur cette souscription. Ainsi, la minorité directrice se refuse même à faire une bonne action, qui eût pu, à bien peu de frais, recommander la maçonnerie près du monde profane.

— Le Grand-Orient, qui condamne la publicité et qui semble la couvrir de son dédain, ne laisse pas parfois de tenir compte de sa puissance. Dans une des dernières chambres, quelques frères avaient réclamé contre l'irrégularité d'un scrutin ; la masse des *termes* voulait le maintien de ce qui avait été fait en violation des Statuts ; mais un d'entre eux, mieux avisé, s'est joint à l'opposition, et a demandé que le scrutin fût recommencé, afin de ne pas fournir à l'*Orient*, qui est instruit de tout ce qui se passe, un nouveau texte de récrimination. Cette considération a prévalu, et le scrutin illégal a été annulé.

— La loge la *Fraternité*, de Langon, s'est divisée. Une partie est demeurée fidèle au Grand-Orient ; l'autre s'est mise en instance de constitution près le Suprême-Conseil écossais. La loge les *Hiramites* d'Orléans, et la *Jérusalem écossaise*, de Paris, ont suivi cet exemple.

— On nous soumet cette question : « Le président d'une commission du Grand-Orient, chargé de diriger certaine opération qui a donné lieu à des dépenses, peut-il considérer comme sa propriété personnelle les devis et pièces comptables se rattachant à cette opération, et est-il fondé à en refuser non-seulement le dépôt aux archives, mais même la simple communication ? » Nous nous permettrons de faire observer à notre correspondant que sa question est quelque peu oiseuse. Il est évident que si l'officier dont il s'agit n'a pas pris dans sa poche l'argent qu'il a dépensé, la commission a parfaitement le droit d'exiger de lui la remise des documents qu'il détient.

— La loge le *Temple des Amis de l'honneur français* a, dans sa dernière tenue, tiré une batterie de deuil en mémoire de son ancien vénérable, le frère Olivier, décédé à Montpellier, disait-on. D'après les informations qui nous sont parvenues, nous pouvons assurer aujourd'hui que ce frère est à Toulouse, où il jouit de la plus parfaite santé. Ce n'est donc que par une erreur involontaire que le bruit de sa mort a

couru à Paris. Si son étonnement doit être grand lorsque la nouvelle de sa mort lui parviendra, du moins aura-t-il la satisfaction d'apprendre que son éloge funèbre a été fait de son vivant. Nous, qui avons pris part à la batterie funèbre, nous désirons sincèrement qu'elle lui soit légère et qu'elle ne soit de nouveau tirée à sa mémoire que le plus tard possible.

— Une initiation du plus grand intérêt a eu lieu, le 11 avril, à la loge du *Mont-Sinaï*, de la correspondance du Suprême-Conseil écossais, sous la direction du frère Baruch Weil, vénérable de cet atelier. Le candidat proposé, M. Pélissier, est professeur à l'école des Sourds-Muets, et sourd-muet lui-même. Le cas qui se présentait était nouveau et embarrassant : si, d'un côté, l'infirmité du sujet et sa haute capacité éveillaient d'universelles sympathies, d'un autre côté, on se demandait s'il était bien apte à être admis dans la société maçonnique, alors qu'il ne pouvait prendre part à ses discussions, et qu'il était hors d'état de recevoir et de donner les mots de reconnaissance. Cependant, la réception a été unanimement résolue ; mais ici s'est élevée une nouvelle difficulté : il s'agissait de régler la forme dans laquelle le profane serait soumis aux épreuves voulues. On comprenait qu'il était impossible de l'introduire les yeux couverts d'un bandeau, puisqu'il n'y avait moyen de l'interroger que par signes. Ensuite l'imperfection de ce mode de communication devait rendre la séance interminable et ne permettait pas de scruter assez complètement les secrets sentiments du néophyte. On a imaginé de lui soumettre une question pour qu'il en donnât la solution par écrit. Entre plusieurs qui ont été proposées, l'assemblée a adopté celle-ci : *Quelle idée vous faites-vous de la nature et des effets de l'éloquence parlée ?* Cette question a été portée au candidat dans le cabinet des réflexions ; et, une demi-heure après, l'expert a rapporté un écrit de plusieurs pages, qui a été lu à l'assemblée. C'était la réponse du récipiendaire. On se rendrait difficilement compte de la sensation produite par la lecture de ce travail. La matière était traitée avec une supériorité remarquable et dans un style plein d'élégance, de pompe et d'harmonie. C'était sans contredit un beau modèle d'éloquence écrite, et d'autant plus digne de louanges qu'il était le fruit d'une véritable improvisation. Bientôt, le candidat a été amené dans la loge, on l'a fait asseoir, la vue libre, devant une table, où il a répondu par écrit aux questions du vénérable, que lui transmettait

par signes un truchement. Ses réponses ne se faisaient pas attendre, et elles étaient toutes frappantes de justesse et de précision. Après la prestation de serment et l'initiation, le néophyte a remercié par le quatrain impromptu que voici :

O jour trois fois heureux où j'ai vu la lumière
Répandre dans mon cœur joie et fraternité,
Sois à jamais béni ! Fais que, dans ma carrière,
Je reste calme et fort devant l'adversité !

Il y a quarante ans environ, une question non moins délicate avait été discutée solennellement dans plusieurs loges de Paris. Il s'agissait de savoir si un aveugle de naissance pouvait être admis à l'initiation. On faisait valoir, en faveur du profane, une rare intelligence et des sentiments tout-à-fait en harmonie avec les préceptes de notre institution. Surabondamment, on disait que la triste position que lui avait faite une nature maladroite devait inspirer pour lui la commisération et l'intérêt, et qu'il y aurait de la cruauté à le repousser des rangs d'une société dans laquelle il venait chercher de l'amitié et des consolations. Tout en tenant compte de ces considérations, dont on était loin de contester le mérite, on objectait d'abord l'impossibilité physique où se trouverait le candidat de voir et de rendre les signes, et, par conséquent, de reconnaître un maçon et d'être reconnu pour tel. On ajoutait que la discrétion imposée aux frères leur interdisait de faire connaître au profane, avant l'initiation, quelle était la nature de cette lumière qu'il était appelé à recevoir ; que, dès-lors, il serait possible qu'une confusion de termes occasionnât à l'aveugle-né un douloureux désappointement. Ces raisons, sur la valeur desquelles nous n'avons pas à nous prononcer ici, prévalurent dans la discussion ; et, moins heureux que le frère Pélissier, le candidat fut repoussé de l'initiation maçonnique.

— Par suite d'une machination dont il n'est que trop facile de deviner les auteurs, on s'était flatté d'expulser de Belleville les trois loges, le *Progrès-Maçonnique*, la *Constance-Couronnée* et la *Prévoyance*, qui y sont établies. Après avoir erré quelque temps autour des décombres de leur ancien temple, qu'il leur avait fallu quitter, ces trois ateliers en ont élevé un nouveau, qu'ils ont inauguré solennellement, le 9 avril, dans une séance tenue en commun sous la présidence d'un des vénérables, le frère Brévière. Un nombreux concours de visiteurs s'étaient portés à cette fête. Différents discours ont été prononcés, un, entre autres, par le frère Brévière, qui, cette fois encore, a prouvé qu'il n'est pas seulement

un artiste remarquable, mais qu'il est aussi un écrivain distingué.

— Dans notre numéro de mars, nous avons fait quelques observations sur la reproduction pure et simple, faite par le journal *la Fraternité*, de Rouen, d'un fragment du factum publié par le frère Juge contre les membres dissidents de la loge *la Clément-Amitié*. Le directeur de cette feuille nous répond en ces termes : « Si le rédacteur de *l'Orient* suppose qu'en reproduisant le fragment de la lettre du frère Juge, nous l'avons au moins implicitement approuvé, il se trompe. Le frère Juge avait réclamé de nous l'impression totale ou partielle de son écrit, en faisant un appel à notre impartialité. C'était un devoir pour nous d'accueillir sa réclamation. Nous avons élagué tout ce qui, dans sa planche, nous a paru un point d'irritation ou de passion, et s'écarter des formes de la controverse maçonnique. Nous n'avons reproduit que le passage qui expliquait, dans le sens du frère Juge, la scission qui s'était manifestée dans le sein de la loge *la Clément-Amitié*. Nous sommes tout prêts à publier la réponse des membres de cette loge, que le frère Juge a incriminés, s'ils croient devoir nous l'adresser, en nous réservant le droit, dont nous avons usé, d'écarter toute expression violente ou injurieuse. Dès aujourd'hui, nous publions, comme protestation, l'article de *l'Orient*. » Nous avons fait un appel à la loyauté du rédacteur de *la Fraternité* ; il y a dignement répondu. En ce qui nous touche, nous nous déclarons satisfaits, et nous pensons que les dissidents de *la Clément-Amitié* se contenteront aussi du blâme explicite exprimé contre l'écrit du frère Juge par l'article que nous venons de rapporter.

— On lit dans *la Fraternité* : « Le bal offert aux dames, le 22 février dernier, sous le patronage de la caisse centrale de secours, fondée par les loges rouennaises, a été tout à-la-fois brillant et productif. Une somme nette de 700 francs a été versée, par les commissaires du bal, à la caisse centrale. Les membres de cette caisse n'ont pas voulu la mettre en réserve pour venir au secours des seuls maçons ; ils ont décidé qu'elle serait immédiatement affectée à une distribution de pain et de bois aux indigents de l'orient, profanes ou maçons. La caisse centrale a également pris sous son patronage une loterie organisée par les soins du frère Duret, de *la Vérité* ; le tirage est fixé au dernier dimanche d'avril. »

— La loge *l'Olivier écossais*, constituée au Havre par le Suprême-Conseil du rit ancien et accepté,

a tenu, le 21 février, sa séance funèbre annuelle. Un grand nombre de visiteurs des autres ateliers de la ville, et des ateliers des villes voisines, sont venus s'associer aux hommages qu'elle rendait à la mémoire de ses membres décédés. Parmi les discours qui ont été prononcés dans cette triste circonstance, nous citerons celui du frère Damas-Mathy, apprenti de l'atelier, dans lequel sont exprimés en beaux vers les sentiments qui animent les membres de *l'Olivier écossais*.

Quand de cet atelier la sanction suprême
Du maçonnique éclair m'octroya le baptême,
Néophyte zélé, je me donnai pour but,
A vos nobles travaux, d'apporter mon tribut.
Dans cette arène enfin j'entre avec vous, mes frères,
Apôtre bien obscur de vos sacrés mystères ;
J'ai choisi ce grand jour pour mes premiers efforts :
Ce jour où les vivants se souviennent des morts !

Catfalques brillants, pompesuses épitaphes
Que grave le burin au front des cénotaphes ;
Jalons que la mémoire au souvenir confus
Élève pour penser à ceux qui ne sont plus ;
Qu'est-il besoin de vous, de vos lambeaux funèbres ?
Vaine ostentation ! Des épaisses ténèbres,
Pour ceux que vous couvrez, les temps sont accomplis ;
Que leur sépulcre s'ouvre ! écarter-nous vos plis !

Arrêtons un instant notre grandeur infime,
Notre splendeur d'un jour, sur cet immense abîme
Où notre œil, éperdu d'épouvante et d'horreur,
De l'éternel néant sonde la profondeur.
Évoquons tous les morts ! que leur foule pressée
Surgisse devant nous ! Que l'ardente pensée
Cherche, parmi ces os et ces débris de chairs,
A reconnaître encor ceux qui lui furent chers !
Mais c'est en vain, hélas ! que nos regards avides
Demandent nos amis à ces spectres livides.
La mort sur chacun d'eux en passant a porté
L'implacable niveau de son égalité ;
Elle a mis, confondant leur abjecte matière,
Leurs vertus, leur orgueil, dans la même poussière ;
Et la terre a repris, pour féconder ses flancs,
Par un nouvel amour, le sang de ses enfants ;
Car d'autres renaîtront de ces tristes vestiges :
Les hôtes des forêts et les fleurs sur leurs tiges,
L'homme, ce roi d'un jour, ce fou d'ambition,
Tous, n'ont d'autre bercé que la destruction !
Les êtres sont soumis à ses lois souveraines.
Le tyran sans couronne, et l'esclave sans chaînes,
Tombent, sans qu'un instant la nature ait faibli
De ce qu'un serf.... un roi !... s'éteignent dans l'oubli

Quand dans cet univers tout finit et s'efface,
De l'homme anéanti reste-t-il quelque trace ?
Laisse-t-il après lui, dans la création,
Un vide pour marquer son apparition ?
Non ; il en est de lui comme de ces atomes
Qui se groupent dans l'air en nébuleux fantômes
Que disperse bientôt un rayon de soleil !...

C'est la trace d'un rêve au milieu du sommeil...
C'est le son que produit la feuille desséchée
Par le souffle du Nord à sa branche arrachée...
C'est le flot qu'un enfant, dans son chagrin amer,
Soulève par ses pleurs qui tombent dans la mer...
C'est le cri de douleur de la fleur qui se fane,
Ou l'ombre de l'oiseau dans un ciel diaphane!...
Il apparaît au monde, et, par la mort vaincu,
Il passe sans que rien dise qu'il a vécu!
De l'ordre universel, majestueux et libre,
Qui pourrait un instant altérer l'équilibre!
Rien n'est si grand ni petit devant le Créateur,
Des mondes infinis architecte et moteur.
Vous, de sa volonté magnifiques symboles,
Astres qui vous mouvez en vastes paraboles,
Vous, dont notre œil ne peut soutenir les rayons,
Quand dans l'immensité vous tracez vos sillons,
Vous périrez aussi! Le feu qui vous embrase
Doit, dans un temps marqué, terminer votre phase;
Car vous n'êtes de Dieu, sous sa grandeur ployés,
Que la poussière d'or que soulèvent ses pieds.

Oui, tout naît et tout meurt; mais la céleste flamme
Se mêle à la matière; au corps habite l'âme
Comme en un tabernacle, éphémère instrument,
Comme un limon fangeux contient le diamant;
Et du souffle divin, cette essence éternelle,
Alors que tout périt, seule reste immortelle.
Vers un but ignoré de nos esprits grossiers,
Dieu la guide à travers de mystiques sentiers,
Pour que dans son giron, dont elle est émanée,
Elle revienne enfin, absoute ou condamnée,
Selon qu'elle suivit ou transgressa ses lois,
Qu'elle se fit docile ou rebelle à sa voix
C'est pour la diriger que notre intelligence
Et du mal et du bien nous donne la science.
Le mal laisse après lui le poignant souvenir;
Le bien, c'est le trésor, la foi dans l'avenir
Qui nous fait supporter sans plaintes nos misères.
Espérer est si doux! Vers ce but donc, mes frères,
Faisons marcher notre œuvre, œuvre de liberté;
Car le premier des biens, c'est la fraternité.
Le grand législateur, Jésus, à ses apôtres
A prescrit de s'aimer et les uns et les autres :
Ce précepte sacré du glorieux martyr
Doit, dans tous les cœurs purs, tomber et retentir.
Nous, qu'un même serment dans ce temple rassemble,
Dans cette vie ardue, amis, marchons ensemble,
Et que le fort au faible apporte son appui;
Souvent le fort d'hier est le faible aujourd'hui.
Ils étaient forts aussi, dans la sève de l'âge,
Nos frères endormis sous ce noir sarcophage;
D'un lointain avenir ils contemplaient les jours :
La mort les a surpris, et, muets pour toujours,
Ils ne laissent plus d'eux qu'un fétide cadavre,
De stériles regrets, une douleur qui navre
Et fait sur leur tombeau répandre quelques pleurs !
Que sur leurs os blanchis nos mains jettent des fleurs !
Au calice arrachons sa corolle étoilée,
Image de leur vie en son été voilée;
Mais pensons que le ciel garde encor pour long-temps
Des hommes et des fleurs pour de nouveaux printemps.

Pourquoi pleurer celui qui se heurte à la tombe?
Du bataillon sacré c'est un soldat qui tombe ;
Ses frères, ses amis, restent indifférents,
Et sur son corps brisé font resserrer leurs rangs.
Ils l'aimaient cependant, mais, quand chacun tressaille,
Relève-t-on ses morts au fort de la bataille?
Les survivants, toujours par le sang exaltés,
Rendent à l'ennemi les coups qu'il a portés,
Jusqu'à ce que, vengés dans la lutte éclatante,
Ils déposent en paix leur armure sanglante.
Ainsi de nous, du mal adversaires nombreux;
Nos frères ont péri! nous combattons pour eux.
Marchons, sans regarder un instant en arrière;
Des plus vils préjugés franchissons la barrière.
Guerre au vice, et qu'il soit, ineffaçable affront,
Au visage marqué d'un stigmate profond !
Ah! dussions-nous mourir! des combats légitimes
Nous saurons recueillir les dépouilles opimes,
Quand sur tous les humains que la terre engendra
Le jour de la justice enfin se lèvera;
Car la mort est le seuil d'une éternelle vie.
A l'inerte matière un moment asservie,
L'âme reprend son vol vers les lieux fortunés
Où, dans le sein de Dieu, tous les êtres sont nés.
A la terre appartient l'enveloppe livide,
Mais le morne tombeau n'est que la chrysalide
Où vont grouiller des vers sur des membres raidis;
Il reçoit la poussière et s'ouvre aux temps prédits?

— Les dernières élections de la *Parfaite-Égalité*, de Tournon (Ardèche), ont maintenu au vénéralat le frère Roussel, avoué, maçon instruit et littérateur distingué. Cette loge est une des mieux composées et des mieux dirigées des départements; aussi est-il à regretter qu'elle hésite à suivre le mouvement maçonnique qui porte les loges à exercer, par d'utiles fondations et par l'examen des graves questions qui, de nos jours, préoccupent tous les esprits sérieux, une salutaire influence sur la société extérieure.

— La loge le *Bienfait-Anonyme*, de Nîmes, qui était depuis long-temps en sommeil, a demandé à reprendre ses travaux.

— Les loges de Toulon, la *Réunion, les Vrais-Amis-Réunis d'Égypte et les Vrais-Amis-des-Arts*, ont maintenu comme vénérables, aux dernières élections, les frères Grandjean de Fouchy, Desuliet et Duchâteau. La loge la *Paix et la Parfaite-Union* a nommé vénérable le frère Jean-Baptiste Favre, en remplacement du frère Sénequier.

— Une cinquième loge se forme à Toulon sous la présidence du frère Taxil, médecin. Elle a pris pour titre : *l'Humanité*, et s'est adressée au Suprême-Conseil écossais à l'effet d'obtenir des constitutions. On s'accorde à louer l'excellente composition et les vues progressives du nouvel atelier.

— La loge *la Parfaite-Sincérité*, à Marseille, a décidé qu'elle aurait désormais deux ou trois tenues d'instruction chaque mois. Cette décision a commencé à être mise en vigueur le 6 avril. Après une séance de quelque intérêt, il y a eu banquet d'instruction. Dans la tenue suivante, on a dû lire de curieuses recherches sur l'initiation égyptienne, et d'autres pièces, dans lesquelles figurent des extraits du journal *l'Orient*.

— Il est question de fonder, dans la même ville, une caisse en faveur des enfants orphelins de maçons, qui seraient élevés aux frais de l'institution.

— Ce que nous avons dit dans notre dernier numéro, relativement au frère Cottereau-Gueidon, de Marseille, s'applique, sans exception, à tous nos correspondants des départements. Aucun d'eux ne tire un lucra quelconque du concours qu'il prête à la propagation de *l'Orient*.

— Nous recevons de beaucoup de loges des départements d'énergiques réclamations sur un abus auquel se livrent plusieurs loges de Marseille. Ces loges initient le premier venu, et inondent toutes les villes de province de vagabonds qui s'appuient de leur titre de maçon pour extorquer des aumônes des ateliers et des frères dont ils peuvent connaître la demeure. Il serait bien à désirer que le Grand-Orient prit des mesures efficaces pour mettre fin à un pareil état de choses, qui jette le découragement et le dégoût dans la maçonnerie, et qui nuit essentiellement à sa considération aux yeux du monde profane.

— A Avignon, la loge *la Réunion-Bienfaisante* a remplacé son vénérable de l'an dernier, le frère Ferry, par le frère Crosse, maçon non moins honorable, mais qui ne paraît pas avoir obtenu une complète unanimité de suffrages. On s'attend à ce que ce frère dépose prochainement le maillet; et, dans cette éventualité, les membres de la loge songent à lui donner un successeur. Il est probable que, dans les nouvelles élections, les voix se partageront entre l'ex-vénérable et le frère Éparvier.

— La seconde loge d'Avignon, *les Arts-et-Métiers*, a conservé au vénérat le frère Peut, qui accomplira ainsi sa troisième année d'exercice.

— On parle de l'établissement d'une troisième loge à Avignon, qui aurait pour vénérable le frère Jules Masse. Déjà, dit-on, une demande en constitution aurait été adressée au Grand-Orient par le nouvel atelier.

— Les frères de la loge d'Orange, *la Constance réunie au Bon-Accueil*, ont eu le bon esprit de maintenir en fonctions leur vénérable, le frère Barbier, greffier de la justice de paix. Ce frère projette, assure-t-on, d'introduire de notables améliorations dans le régime et dans les travaux de la loge. Nous ne pouvons que l'encourager à s'engager dans cette voie, et nous sommes certains que le concours de ses frères ne lui manquera pas.

— Le 7 avril, la loge *la Triple-Unité*, à Albi, a pris une délibération par laquelle elle proteste contre la condamnation de notre rédacteur en chef, le frère Clavel, pour fait de la publication de *l'Orient*. On ajoute que cette loge s'est assurée de l'adhésion d'un certain nombre d'ateliers des orients voisins.

— On annonce que, dans la deuxième quinzaine d'avril, les loges bordelaises auront une assemblée générale pour s'occuper en commun de la circulaire du maréchal Soult, qui interdit aux militaires la fréquentation des ateliers maçonniques.

— Les loges des départements de l'Ouest projettent, dit-on, de former un grand congrès qui se réunirait au mois de juin prochain dans la ville de Poitiers.

AMÉRIQUE. — Nous recevons, des États-Unis d'Amérique, le résultat d'une partie des dernières élections. Le frère James Penn a été élu grand-maître de la Grande-Loge d'Alabama; le frère Henry Peck, de la Grande-Loge de Connecticut; le frère Auguste Peabody, de la Grande-Loge de Massachusetts; le frère Archibald Bull, du Grand-Campement général des chevaliers templiers; le frère Paul Dean, grand-prêtre du Grand-Chapter général de royale-arche; le frère John Flint, grand-maître du Grand-Campement de Massachusetts et de Rhode-Island; le frère Thomas Tolman, grand-prêtre du Grand-Chapter de Massachusetts; enfin le frère Winslow Lewis, grand commandeur du campement de Boston.

— L'assemblée législative de l'Ohio, dans sa dernière session, a accordé un *acte d'incorporation* à la Grande-Loge de cet État, qui devient ainsi une institution publique et légale.

— La loge *Washington* n° 17, à Hamilton (Ohio), vient de faire construire un magnifique local pour la tenue de ses séances.

— On sait que, chaque année, les loges du Massachusetts célèbrent avec une grande pompe,

le 17 juin, l'anniversaire de la bataille de Bunker-Hill. Cette fois, la fête aura lieu le 24 du même mois, sous les auspices de la loge *le Roi Salomon*, établie dans la ville de Charlestown (Massachusetts). On fait, à cette occasion, d'immenses préparatifs, et l'on compte que, ainsi que les années précédentes, plusieurs milliers de maçons, accourus de toutes les parties des États-Unis, viendront s'associer à cette grande solennité.

— La fête solsticiale d'hiver a été célébrée avec un éclat inusité, le 27 décembre dernier, à Toronto, en Canada. Elle a été suivie d'un grand bal maçonnique donné à l'hôtel de l'Amérique du Nord.

LITTÉRATURE MAÇONNIQUE.

LA BIENFAISANCE A MAIN ARMÉE.

I.

Sir Bonborough, riche Anglais, craignait beaucoup le brouillard, que Londres lui offrait en grande abondance, et aimait beaucoup la vie intelligente et artistique, que Londres lui refusait avec avarice.

En conséquence, il émigra.

Il aurait pu choisir pour résidence l'Italie, qui n'a pas du tout de brouillards et qui a quelque peu de vie artistique et intelligente; mais il aimait mieux se fixer à Paris, où la vie intelligente et artistique déborde, bien qu'il y ait un tantinet de brouillard. Cela prouve que sir Bonborough avait encore plus d'amour pour l'une que d'aversion pour l'autre.

Il s'établit rue Neuve-Saint-Georges, où l'on est loin de la Seine et assez près de l'Opéra.

Sir Bonborough est riche, ce qui pourrait le dispenser d'autres qualités; pourtant il est en sus bon et serviable. Il a aussi quelques défauts, dont les plus saillants sont un entêtement sans bornes, qu'il dirige heureusement vers le bien plus souvent que vers le mal, ce qui en fait presque une qualité supplémentaire, — et un sentiment exclusif de nationalité, proclamant envers et contre tous la suprématie de l'Angleterre, sentiment qui eût été sans doute une vertu à Londres, mais qui peut passer au moins pour un inconvénient à Paris.

Des autres travers du caractère anglais, dont il avait d'ailleurs toutes les excellentes aspirations,

Bonborough n'avait apporté en France qu'une forte dose d'humeur fantasque. — C'était un singulier mais franc et bon original.

A peine installé, il songea à solliciter l'initiation maçonnique. La maçonnerie est fort honorée en Angleterre, — et ce qu'une intelligente publicité lui avait appris du but charitable et de l'esprit fraternel de l'association attirait invinciblement cette âme noble et généreuse.

Il vit la lumière dans la respectable loge *l'Amitié*, sous l'obédience du Grand-Orient. Des profitables leçons qu'il reçut dans le cours des épreuves morales, nous ne dirons rien, sinon qu'à un frère qui lui demandait son opinion sur le duel, il répondit avec élan : « Humainement, le duel est mauvais, car c'est souvent la force substituée au droit : socialement, il est condamnable, car c'est une justice qu'on se rend soi-même. Si le duel est, dans des circonstances suprêmes, une terrible et fatale nécessité, il faut jeter l'anathème sur qui le rend nécessaire. » Cette déclaration franche et précise lui concilia tous les suffrages, et sans doute épura le scrutin de quelques boules noires qu'y aurait appelées une phrase dont le succès avait été loin d'être aussi général. Lorsqu'on lui demanda : « Tous les hommes sont-ils égaux à vos yeux ? — Oui, répondit-il. — Parlons franchement : n'établissez-vous, dans le secret de votre conscience, aucune distinction entre eux ? — Non, si ce n'est que l'Anglais me semble *primus inter pares*, le premier entre ses égaux. »

Sir Bonborough prit au sérieux les devoirs que lui imposait son titre nouveau. Ils lui étaient, du reste, bien faciles, car ils se résumaient dans ces deux mots : *Amour* et *charité*. La maçonnerie lui en faisait une loi, son cœur lui en faisait un plaisir.

Au milieu de ses frères, pour qui son dévouement était d'autant plus vrai qu'il était moins expansif, Bonborough avait distingué le frère Morlon, jeune sculpteur, qui avait appliqué à l'industrie un art dans lequel il aurait obtenu, avec une autre destination, des succès plus brillants, mais qui lui permettait, ainsi cultivé, de soutenir une nombreuse famille. L'Anglais se sentait attiré vers cet artiste par une secrète sympathie. Il l'aimait pour sa rigide probité, pour son activité infatigable, pour cette ardeur, non au lucre mais au progrès, qui tend si puissamment toutes les facultés humaines. Il l'aimait aussi peut-être pour sa fierté pleine de réserve, on pourrait même dire de raideur; pour un fond de misanthropie sauvage qu'avaient développé les souffrances de ses premières années,

mais que dominaient heureusement la bonté de son caractère et l'intelligence épurée de ses devoirs sociaux de citoyen et de maçon.

Bref, tel qu'il était, par ses qualités ou par ses défauts, par tous les deux peut-être, le frère Morlon inspirait au frère Bonborough un sentiment qui était plus que de la bienveillance et qui serait allé facilement jusqu'à l'amitié ; affection, du reste, bien gratuite, car celui qui en était l'objet la remarquait à peine, ou faisait semblant de ne pas s'en apercevoir. Ne croyez pas pour cela que Morlon eût le cœur sec ; il avait seulement les dehors froids et l'abord timide ; son affabilité, sa sensibilité naturelles étaient, non pas étouffées, mais voilées par une certaine hauteur inquiète et défiante qui provenait de la comparaison faite, dans son for intérieur, de sa valeur personnelle, dont il avait la conscience, avec la vie précaire et humiliée que les événements lui avaient faite jusqu'alors. — Joignez à ces dispositions générales de caractère le complet antagonisme de ces deux nationaux, dont l'un adorait ouvertement l'Angleterre comme un fils enthousiaste, et dont l'autre aimait trop la France en homme de cœur qui se souvient de 1815 et qui voit ce qui se passe aujourd'hui, pour ne pas avoir contre l'Anglais une intime répulsion, compatible avec l'entente, mais exclusive de la cordialité.

Bonborough et Morlon logeaient dans la même maison ; leurs rencontres fréquentes étaient l'occasion d'un échange de politesses empressées d'un côté, et froides de l'autre. — « Ce frère, disait tout bas Morlon, est plein d'égards pour moi ; mais c'est un riche vaniteux qui veut m'écraser de sa supériorité... D'ailleurs, je ne peux pas souffrir les Anglais. — Ce Morlon, disait Bonborough, semble ne pas vouloir remarquer que je lui fais des avances ; c'est un sauvage, mais il n'aura pas le dernier mot ; car si je lui veux du bien, c'est pour le plaisir que cela me fait, et non pour le plaisir que cela pourrait lui faire. »

Ils en étaient là, lorsqu'un matin Bonborough entra chez son propriétaire pour lui apporter le prix du terme, ou plutôt pour s'informer de sa santé, altérée depuis quelques jours.

« Ce ne sera rien, dit l'Anglais, après avoir compté les espèces ; heureux propriétaire, vous allez recevoir beaucoup d'argent : il n'y a rien qui guérisse comme cette occupation.

— Voilà bien les locataires, répondit le malade ; ils croient que l'échéance des termes est un jour de fête pour les propriétaires. Eh ! mon

Dieu, quand on a de vastes immeubles et quand les temps sont durs, il y a de quoi rendre malade un homme bien portant, et mourant un homme malade. Lorsqu'on a affaire à des locataires comme vous, ça va tout seul ; mais ceux qu'il faut presser, ceux qu'il faut forcer à déguerpir..... Tenez, voici des quittances du dernier terme qui vous prouveraient que la moitié de mes locataires au moins est en retard de paiement. » Et le propriétaire montrait du doigt une liasse de papiers disposés sur son bureau. L'œil perçant de l'Anglais put sans indiscrétion lire sur la première feuille de la pile le nom de Morlon.

Son parti fut bientôt pris. Dix minutes après, Bonborough entra chez le jeune sculpteur.

Un homme plus adroit eût fait intervenir sous forme de commande la généreuse assistance que le lord méditait ; mais, dans sa droite franchise, le brave Bonborough ignorait qu'en général, vis-à-vis de tout le monde, et en particulier avec certains caractères, la bienfaisance a besoin d'être ingénieuse pour se faire accepter. Un de ses frères avait besoin d'argent, et il se trouvait, lui, assez heureux pour pouvoir lui en donner ; comme l'honnête Anglais, si les positions avaient été retournées, n'aurait pas hésité, devant une offre pareille, à répondre *oui*, il lui était impossible d'admettre qu'on pût répondre *non*.

Il aborda donc la difficulté de front en disant : « Je sais, mon cher voisin, que vous êtes momentanément gêné, et je viens, sans façon, vous offrir quelques billets de mille francs. Vous me les rendez quand vous pourrez ; ne vous gênez pas ; j'ai, Dieu merci, de quoi attendre. Nous sommes au-dessus de cela, nous autres Ang'ais. »

Maintenant que Morlon vous est connu, vous comprenez que de toutes les formules dont pouvait se servir Bonborough, il avait choisi la plus maladroite. L'artiste rougit d'abord, puis, relevant fièrement la tête, il répondit : « Je vous remercie, monsieur, de votre offre obligeante, et croyez bien qu'elle ne me trouve pas ingrat. Je ne sais comment vous avez pu savoir que j'éprouve un instant de gêne ; c'est vrai, et cela tient à une faillite dont j'ai été victime ; mais heureusement le travail va bien, et, Dieu aidant, je n'aurai besoin de personne. Je vous remercie avec effusion de vos offres, mais je ne les accepte pas. »

Bonborough fut un moment déconcerté, puis il reprit : « J'ai un titre pour venir à votre secours : n'oubliez pas que je suis votre frère. — Je ne l'oublie pas, et je n'oublierai jamais que vous savez en remplir les devoirs ; mais je vous répète que

mon travail peut me suffire, et je dois songer aussi qu'en acceptant de vous une somme quelconque, je la déroberais à des frères qui en ont plus besoin que moi.

« J'ai été maladroit, dit l'Anglais en se retirant ; une autre fois, je chercherai un meilleur moyen. »

Et Bonborough fit en effet ce qu'il aurait dû faire dès l'abord ; mais il était trop tard : l'ombrageuse susceptibilité de l'artiste était éveillée.

Un jour il le pria de monter chez lui. « Mon cher voisin, lui dit-il, je voudrais faire décorer mon appartement et le garnir partout de ces charmantes sculptures que vous faites si bien.

— Cet appartement, permettez-moi de vous le dire, n'en a pas besoin. Il est surchargé de tous les ornements nécessaires, et même de mille superfluités sculptées qui ne le rendent abordable que pour un homme riche comme vous l'êtes.

— Je ne dis pas non, mon cher voisin, mais, que voulez-vous ! c'est une fantaisie. Nous autres Anglais millionnaires, nous en avons beaucoup, et nous nous les passons. D'ailleurs je n'aime pas les sculptures qu'on a mises dans cet appartement. Quel mauvais goût ! C'est détestable !...

— Elles sont de moi, monsieur. »

Bonborough resta muet. Morlon profita de sa stupéfaction pour sortir après l'avoir salué profondément.

Un autre jour, l'Anglais se présenta chez l'artiste :

« Voisin, lui dit-il, j'ai réfléchi, et il m'est venu une excellente idée. J'aime beaucoup la sculpture et tous les arts industriels, et vous savez combien j'apprécie votre talent.

— Sans doute ; témoins les sculptures de l'appartement.

— C'est une plaisanterie... Si le voisin, me suis-je dit, pouvait exploiter en grand son industrie, il n'est pas douteux qu'avec son mérite et son amour du travail il n'obtient de magnifiques résultats. Que faudrait-il pour cela ? De l'argent ; j'en ai dont je ne sais que faire... Voulez-vous que nous nous associons ? Je fournirai la somme que vous jugerez nécessaire, et nous nous entendrons ; ça vous va-t-il ? »

La tentation était violente, car le sculpteur se trouvait dans un embarras réel ; et, d'autre part, si de fortes avances lui avaient permis de travailler pour son compte, il était évident que sa position devenait magnifique, et qu'il y avait pour lui un avenir assuré. Mais devoir quelque chose à un homme dont la bienfaisance obstinée le poursui-

vait sans relâche et l'humiliait ! céder, après tant de résistances, devant une proposition qui n'était peut-être qu'une nouvelle forme donnée à une offre de charité !... Morlon se sentait blessé dans sa dignité : il aurait accepté, peut-être, s'il avait eu devant lui un capitaliste banquier, un exploitateur qui l'aurait rançonné, et il se sentait disposé à refuser lorsqu'il pouvait traiter avec un millionnaire, un homme du monde qui ne pouvait gêner le libre arbitre d'un associé, et qui se créait un placement là où tout autre aurait voulu se faire une industrie.

Puis il arrivait à se dire qu'après tout, et malgré une gêne transitoire, sa position était peut-être excellente. Les Anglais sont doués d'un remarquable flair mercantile, et celui-ci a compris combien mon industrie a d'avenir... Mais, en ce cas, pourquoi irais-je partager des bénéfices que je puis réaliser tout seul ! Quand j'aurai surmonté la crise légère où je me trouve en ce moment, une bonne veine de travail me donnera quelques économies ; j'agrandirai mes affaires ; je monterai une maison dont le crédit augmentera ; et, seul, avec mes propres ressources, j'arriverai vers le but que l'homme d'argent s'attribuerait l'honneur et le profit de m'avoir fait atteindre.

Comme le pot au lait de Jeannette, le regard enivré de l'artiste tomba des hauteurs de sa rêverie sur la table où un carnet d'échéance entr'ouvert le rappela à une triste réalité. Sa réponse flottait indécise, suivant le mouvement de ce rapide combat intérieur, lorsque Bonborough ajouta :

« N'hésitez pas, mon jeune ami.... D'abord je suis riche, et nous pourrions aller aussi loin que nous voudrions ; puis, voyez-vous, vous autres Français, vous n'avez pas le génie du négoce : dans vos chemins de fer, dans vos usines, vous appelez partout les capitaux anglais, et vous faites bien : il n'y a que les Anglais pour les affaires. »

La balance était si bien égale qu'il aurait fallu, pour la faire pencher vers la négative, un poids moins considérable que ce froissement de l'amour-propre national dans un cœur qui en était si plein. Morlon se décida dès cet instant à ne pas accepter. Tandis qu'il éconduisait son interlocuteur avec des phrases dilatoires, celui-ci, piqué, lança ces mots :

« Vos créanciers, croyez-moi, ne seront pas fâchés de recevoir des bank-notes anglaises.

— Ils recevront tout aussi bien des écus français », répliqua le sculpteur. Et il refusa net.

« Cet homme veut m'humilier, disait Morlon en

retournant à son atelier ; d'ailleurs je n'aurais jamais pu vivre avec un Anglais.

—Ce Français, disait Bonborough, a juré de me faire enrager, mais je n'en aurai pas le démenti ; je lui rendrai service en dépit de lui, et par force s'il le faut... Je veux me faire ce plaisir, et je ne souffrirai pas qu'il m'en empêche, Goddam ! »

Le lendemain, Morlon, en sortant pour aller à la loge, trouva dans la rue, sous ses pieds, un portefeuille ; il l'ouvrit et y compta cent billets de banque de mille francs, près d'une carte de visite portant le nom de SIR GEORGES WALTER, *hôtel Meurice*. Il se rendit bien vite chez ce personnage, espérant trouver en lui le propriétaire du portefeuille ; mais on lui dit que sir Walter n'était pas encore rentré et qu'il fallait revenir le lendemain à dix heures.

Au moment fixé, le sculpteur était introduit chez Georges Walter et lui expliquait l'objet de sa visite.

« Vous êtes un brave jeune homme, monsieur, dit l'Anglais ; c'est en effet moi qui ai perdu ce portefeuille, et la preuve c'est que, le soir même, j'ai fait insérer dans *le Siècle* la note que vous pouvez lire.

« On a perdu, rue un portefeuille contenant des valeurs importantes : le rapporter à l'hôtel Meurice ; on donnera dix mille francs de récompense. »

L'artiste remit le portefeuille et se disposait à sortir.

« Eh bien ! monsieur, fit Walter en le rappelant, vous oubliez la récompense !

— Je n'ai pas besoin d'être récompensé pour faire mon devoir.

— Non, sans doute ; mais j'ai besoin, moi, de vous récompenser pour dégager ma parole. J'ai promis dix mille francs et je donnerai dix mille francs. C'est d'ailleurs une bagatelle pour moi.

— Si j'étais un pauvre diable, je pourrais accepter, mais je suis artiste...

— Vous les prendrez, monsieur, ou je les jetterai par la fenêtre.

— Permettez-moi de vous dire, monsieur, qu'il vaudrait mieux les donner aux pauvres.

— Vous avez raison ; mais, puisqu'ils vous appartiennent, prenez-les, et vous les leur donnez vous-même. »

Un signe rapide fut échangé entre les deux interlocuteurs.

« Je vois, dit Morlon, que vous êtes maçon : Eh bien ! monsieur, puisque vous l'exigez, j'em-

porte les dix mille francs, et je vais, de ce pas, les donner à la maison de secours du Grand-Orient. »

Pendant cette scène, un homme était assis dans un café voisin, et semblait attendre avec impatience... C'était Bonborough.

En buvant un verre d'eau sucrée, il parcourait machinalement *la Gazette des Tribunaux* qui rendait compte du procès d'un individu traduit en cour d'assises pour un duel, acquitté par le jury, mais condamné par les magistrats à de forts dommages-intérêts. Soit que la matière l'intéressât peu, — soit, ce qui était plus probable, qu'il fût sous l'empire d'une vive préoccupation, il froissait de temps à autre le journal, et son regard, fixé vers la porte, semblait appeler un tiers attardé.

Enfin quelqu'un entra : « Eh bien ! lui dit Bonborough, sans lui donner le temps de s'asseoir à la table.

— Il a emporté les dix mille francs...

— Dieu soit loué... j'en suis donc venu à bout !

— Mais à condition qu'il lui serait permis d'en disposer pour la maison de secours, où il est allé les porter immédiatement.

— Tonnerre !... mais ce n'est plus mon affaire. Que la maison de secours ait dix mille francs, tant mieux, je lui donnerai le double, s'il le faut ; mais ce damné sculpteur n'a rien, et je veux qu'il ait quelque chose.

— Il faut en effet, mon cher, que cela vous tienne bien à cœur, car vous avez joué gros jeu en exposant ainsi ce portefeuille.

— Pas du tout. Je l'avais déposé au moment où le jeune artiste devait passer, et sans le perdre de vue. S'il le relevait, j'étais sûr que le portefeuille nous reviendrait, car c'est un honnête homme ; s'il tombait entre les mains de tout autre, j'étais là pour le réclamer. Je ne risquais rien, ou plutôt j'ai subi le seul risque que je courusse.

— Pourquoi m'avoir chargé ?...

— Si j'avais fait rapporter le carnet chez moi, j'étais bien sûr que cet entêté aurait refusé les dix mille francs. J'espérais qu'il les accepterait de vous... Et dire qu'il va bêtement les donner... Halte-là ! Bonborough, vous blasphémerez... Bêtement, dites-vous, mais c'est sublime au contraire !... ça me le fait aimer davantage, ce brave garçon, et par Dieu ou par diable, je l'obligerai, dussé-je y perdre mon latin... non pas mon latin, je m'en moque... mais mon anglais, et j'y tiens. »

Puis il resta un instant plongé dans une médi-

tation profonde que sir Walter n'osa pas troubler. Tout-à-coup, il frappa si violemment la table que le verre et la carafe roulèrent à terre, et que la planchette de la *Gazette des Tribunaux* fut brisée en deux : « Ah ! ah ! cria-t-il, sans remarquer que ses voisins le regardaient d'un air étonné... que je sois pendu si je ne réussis pas ! »

II.

Le même jour, Bonborough s'enferma mystérieusement dans son cabinet et y écrivit une lettre qui, mise sous enveloppe et cachetée avec le plus grand soin, fut portée par lui chez le frère X..., vénérable de la loge l'*Amitié*. Ces mots étaient écrits sur l'enveloppe : « La présente lettre sera décachetée et lue par mon très-cher vénérable, au jour et à l'heure que j'indiquerai, et en présence des personnes que j'aurai convoquées. »

Le frère X... promit d'exécuter ce programme ; il ne s'expliquait guère toutes ces précautions ; mais, connaissant Bonborough pour un original, il n'hésita pas à lui rendre ce service, d'autant mieux qu'il avait la certitude que le mandat confié n'était pas contraire et pouvait même être profitable à la maçonnerie.

Le soir, Bonborough se rendit dans un cercle où se réunissaient plusieurs de ses connaissances, entre autres Morlon, qui venait y passer au moins une heure après le dîner. Ce jour-là, la conversation était fort animée dans un petit salon où Morlon causait en compagnie de quelques collègues. C'était à l'époque où l'opinion publique était vivement émue du désaveu de l'amiral Dupetit-Thouars ; les noms de Pritchard, de Pomaré, étaient dans toutes les bouches ; et, au milieu du cercle où nous introduisons le lecteur à la suite de sir Bonborough, ils se croisaient, accompagnés d'épithètes mal sonnantes, car si chacun appréciait à son point de vue cet acte politique, tous étaient d'accord pour flétrir le rôle indigne qu'avait joué l'Angleterre par l'entremise de son consul.

La conversation s'arrêta tout-à-coup à l'entrée de Bonborough. Ces messieurs connaissaient l'enthousiasme national de l'Anglais, et ils étaient trop courttois pour mettre dans une fausse position un collègue, et surtout un hôte.

Mais lord Bonborough, qui avait lu les journaux et qui venait d'entendre quelques mots de la discussion, n'accepta point ce silence : « Continuez, dit-il, si je devais vous gêner, j'aimerais mieux me retirer. Toutes les opinions

sont libres ; pourquoi ne diriez vous pas que les Anglais sont des trafiquants hypocrites et rapaces, et que Pritchard est un agent de corruption et de désordre, quand je dis, moi, que la France et M. Dupetit-Thouars ont agi comme des lâches en expulsant de son royaume une pauvre reine, une femme, au mépris du droit des gens ! »

Des réclamations, des apostrophes même, accueillirent cette brutale sortie, et l'on comprend ce que dut devenir un débat, ou plutôt une dispute politique engagée sur ce ton. Nous ne la suivrons pas dans sa progression, et nous nous bornerons à dire que Bonborough, s'échauffant peu à peu, arriva au paroxysme de l'exaltation, et articula des mots fort peu parlementaires où ses contradicteurs durent voir de véritables injures. Morlon surtout, que nous savons ardent patriote et mal disposé à l'égard des Anglais, subit les plus graves atteintes de cette bordée, et, à une dernière observation qu'il lança dans le tumulte, Bonborough répondit : « Il n'y a qu'un bêtire et un fanfaron qui puisse penser et parler ainsi ! C'est là du reste votre caractère, à vous autres Français : — bêtires, parce que là où vos voisins agissent utilement, vous ne savez faire que des phrases ; — fanfarons, parce que vous êtes braves en paroles, et reculez toujours devant l'action. »

Morlon imposa silence à tous les assistants, qui se levaient pour répondre, et prit lui-même la parole : « Monsieur, dit-il, s'il n'y avait dans vos expressions qu'une injure grossière contre les Français, il suffirait de vous mettre à la porte, ou peut-être même d'y répondre par le mépris, car les divagations d'un fou ne peuvent atteindre une nation ; mais il y a quelque chose qui me concerne, et je ne dois pas... »

— Trêve de phrases, s'écria Bonborough, hors de lui, rouge de colère, écumant presque... A quoi bon tant de paroles ! j'ai traité de bêtires et de fanfarons les Français en général, et vous en particulier. »

Morlon se précipita sur l'insolent, mais on le retint, et celui-ci sortit en disant : « Je n'ai pas besoin de vous laisser mon adresse, vous connaissez ma demeure. »

Le lendemain matin, deux personnes se présentaient au nom de Morlon dans l'appartement de Bonborough, où elles trouvèrent sir Walter et le propriétaire qui était guéri, le terme étant passé depuis dix jours... Ces messieurs avaient bien voulu se charger, malgré la jurisprudence Dupin, de représenter l'Anglais, — l'un à cause

de l'amitié qu'il lui vouait, — l'autre à cause de l'intérêt qu'il portait à un si précieux locataire ; mais ils lui avaient nettement dit qu'ils désapprouvaient sa conduite et qu'il avait tous les torts dans la forme et au fond. Malheureusement Bonborough était un Anglais trop enragé pour consentir à faire des excuses là où le culte national était en jeu, à supposer même qu'on en demandât. C'était donc une fatale affaire qu'à leurs risques et périls, et malgré d'honorables scrupules de conscience, les deux témoins se voyaient dans la triste nécessité d'escorter jusqu'au bout. Ils auraient même refusé de s'en charger ; mais Walter aimait mieux ne pas laisser Bonborough livré à d'autres influences : il connaissait l'adresse peu commune avec laquelle son ami se servait de toutes les armes, et lui avait fait jurer de ne pas toucher le sculpteur, ou de ne lui faire qu'une légère égratignure ; or, la présence de sir Walter garantissait l'exécution de cette promesse, et voilà pourquoi il ne s'était pas départi. Le propriétaire, voyant un homme prudent et considérable comme sir Walter prendre cette résolution, avait cru pouvoir l'imiter.

Aucun accommodement n'étant possible, rendez-vous fut pris pour le lendemain, sept heures du matin, au bois de Boulogne, avec des épées.

Dans la journée, Bonborough manda son docteur, jeune homme à la mode, qui avait beaucoup de talent, et qui se hâta d'accourir.

« Eh bien ! serions-nous malade, mon digne ami ?

— Pas le moins du monde, docteur. Au physique, je suis en bonne santé ; mais je me porte mal au moral, en ce sens que je m'ennuie. Or, votre compagnie guérit ce mal de l'âme mieux même que votre science ne guérit les maux du corps.

— Ce remède est tout à votre disposition.

— Merci ; aujourd'hui j'en abuserai. Nous dînerons ensemble, c'est entendu ; mais, d'ici là, que faire pour gagner de l'appétit ? Le temps est affreux et la promenade impossible... Si nous faisons des armes ?

— Cette proposition me touche... Il est vrai que vous me touchez toujours quand nous faisons des armes. »

Les voici en attitude, le fleuret à la main.

« Touché ; vous êtes touché, cria bientôt Bonborough, et en pleine poitrine. Vous n'en réchapperiez pas, même en vous traitant en personne.

— C'est vrai.

— Savez-vous, docteur, que c'est un grand avantage pour vous médecins de connaître l'effet des coups que vous portez... (*Quelques bottes, et le touchant à la hanche.*) Celui-ci serait-il bien dangereux ?

— Pas le moins du monde.

— Fort bien.

— Mais le mal serait douloureux, et la guérison lente.

— Ah ! (*Quelques bottes ; il le touche au bras.*) Et celui-ci ?

— Oh ! celui-ci est assez anodin, et je n'en demande pas d'autre si je dois être malheureux dans une rencontre.

— Il n'y a donc pas de danger ?

— Pas l'ombre.

— Et pas de souffrance ?

— Presque pas.

— Et la guérison est rapide ?

— Pour cela, non, par exemple. La blessure exigerait au moins quinze ou vingt jours de repos absolu.

— Quinze ou vingt jours seulement ?

— A peu près... Ah ! si vous aviez touché plus haut, il aurait fallu trois mois.

— Où donc ?

— Ici... de là là... (*Le docteur indiquait sur son bras.*)

— Ah diable ! Heureusement il est difficile d'y toucher ; essayons. (*Ils continuent.*)

— Pardieu ! il vous sied bien de faire le modeste ; vous m'y avez atteint du premier coup.

— C'est par hasard, et, en recommençant, vous en aurez la preuve. Parez bien. (*Même jeu.*)

— Encore !... une troisième fois !... une quatrième !... Je ne suis pas d'une grande force, c'est vrai, mais enfin je me défends.... Avec vous, c'est impossible... Milord, vous m'apprendrez cette botte-là.

— Volontiers, docteur ; quoi que je vous apprenne, après ce que vous m'avez appris aujourd'hui, je serai toujours en reste avec vous.

— Ah ça ! vous voulez donc vous battre ?

— Ce n'est pas pour cela... Allons dîner... »

A sept heures, le lendemain, les deux adversaires étaient au bois de Boulogne, accompagnés de leurs témoins, et à sept heures et demie Morlon recevait au bras une blessure faite avec autant de précision qu'aurait pu en mettre la lance d'un habile médecin dans une saignée.

Comme l'avait déclaré le docteur dans sa consultation en blanc, la blessure ne fut pas jugée

grave ; mais on annonça au sculpteur qu'elle exigeait un long repos ; or, le repos en ce moment, c'était pour lui la ruine. Il se trouvait en face d'engagements auxquels il ne pouvait faire face qu'à l'aide d'un travail assidu ; non-seulement il avait quelques billets en circulation, mais une autre dette exigeait aussi un prompt remboursement. Il n'avait plus en perspective que la faillite, et une famille demandant du pain à ses mains vides.

La police s'était émue du duel ; le juge d'instruction avait fait une enquête, à la suite de laquelle la chambre du conseil, et, après elle, la chambre d'accusation avaient renvoyé Bonborough devant la cour d'assises pour avoir fait volontairement à Morlon des blessures ayant occasionné une incapacité de travail de plus de vingt jours. Quant à Morlon, à raison de la provocation dirigée contre lui et des autres circonstances de la cause, l'arrêt déclarait n'y avoir lieu à suivre.

Cette position offrait à l'artiste un moyen de salut. On lui conseilla de se porter partie civile et de réclamer des dommages et intérêts. Il lui répugnait de se faire indemniser des conséquences d'un combat qu'il avait accepté ; mais on lui dit qu'en présence d'une provocation directe et grossière, judiciairement constatée par l'arrêt, cet argument demeurerait sans force. Son avocat, ses amis du cercle et ceux de la loge, dont il prit conseil, furent d'avis que les circonstances exceptionnelles du duel lui permettaient d'intenter une action dont sa situation d'affaires lui faisait une loi. Le marchand pour lequel il travaillait et qui lui avait confié un ouvrage important, comme au sculpteur capable de l'exécuter, protesta qu'à son défaut il réclamerait civilement pour lui-même, de cet enragé Anglais, des dommages et intérêts en vue du préjudice causé. — Bref, toutes ces raisons et par-dessus toutes la cruelle nécessité le décidèrent : il consentit.

Son créancier attendit : quant aux billets, ils ne se présentèrent pas à l'échéance, et le sculpteur attribua cette circonstance, qui le soulagea beaucoup, à quelque erreur, d'autant plus vraisemblable que ces billets avaient été souscrits tous à la même personne.

Dès que ce duel avait été connu, la loge avait appelé le frère Bonborough, et, après avoir reçu ses explications, elle lui avait infligé un blâme sévère pour avoir commis un acte si contraire à la fraternité maçonnique ; acte dont il connaissait d'ailleurs tout l'odieux, lui qui, dans ses épreuves, avait fait contre le duel une déclaration nette et

vive, à laquelle l'atelier tout entier avait applaudi. Plusieurs voix proposèrent même l'expulsion, qui ne fut repoussée qu'en considération des antécédents irréprochables de l'inculpé et des services qu'il avait rendus à la maçonnerie.

Bonborough accepta ce blâme sans protestation, comme il avait accepté l'exclusion prononcée contre lui par le cercle.

Il s'agissait de se défendre devant la cour d'assises, et l'Anglais pria son propriétaire de le guider dans le choix d'un avocat. Le propriétaire, un peu indisposé déjà parce que le terme approchait, lui cita les noms les plus éminents du barreau.

« Allez toujours, disait Bonborough.

— Si ceux-là ne vous suffisent pas ; vous êtes bien difficile.

— Je ne tiens pas aux sommités. Ces grands hommes n'ont pas et ne prennent pas le temps d'étudier une affaire. J'aime mieux choisir un jeune avocat à qui ce procès puisse faire une réputation.

— Je vous indiquerais M^e Birbiri, un de mes locataires de la rue Mazarine ; mais c'est un esprit faux, et il perd toutes ses causes.

— Eh ! eh ! dit Bonborough, celui-ci pourrait m'aller : je suis un peu comme Caton : *Victrix causa diis placuit, sed victa Catoni*. — Allez toujours. »

Quand le propriétaire eut complété les renseignements, Bonborough prit congé de lui et alla droit chez M^e Birbiri.

Il exposa l'affaire ; après quoi l'avocat lui dit : « Il y a deux manières, monsieur, de plaider un procès : l'une, selon l'intérêt, pour faire acquitter ; l'autre, selon la dignité, pour éclairer la société sur l'injustice de la loi, la sottise de la poursuite, etc., etc. Quelle manière préférez-vous ?

— La seconde, monsieur, la seconde... Une condamnation ne me fait pas peur. Dites leur fait, à cette loi qui me frappe, à ces magistrats qui me poursuivent pour un duel loyal et légitime, et surtout à ce petit sculpteur qui m'en veut, quoique je me sois contenté de le blesser. Attaquez-le vivement, en respectant sa probité, car c'est un honnête homme ; mais houspillez-le de bonne importance. S'il m'en coûte quelques mille francs de plus pour les dommages-intérêts, je m'en moque..., je suis cinq fois millionnaire.

— Très-bien, très-bien, monsieur ! voilà comme j'aime les clients !... Soyez tranquille, vous êtes en bonnes mains. »

En effet, le grand jour venu, M^e Birbiri com-

mençait à faire si bien, que son client aurait été inévitablement condamné ; mais Bonborough modéra cette périlleuse ardeur, et rétablit un peu ses chances en racontant avec simplicité tous les incidents de la rencontre, même les plus défavorables à sa cause. Le jury lui sut gré de cette austère franchise, et, malgré les circonstances véritablement aggravantes, l'accusé fut acquitté. Il est vrai, je puis vous le dire en confidence, que ce fut au simple partage, à six voix contre six.

Mais quand vint la question des dommages-intérêts, Bonborough lâcha la bride à l'éloquence de M^e Birbiri, qui se fit admonester par le président et indisposa si bien la cour et l'auditoire que, soit pour atteindre par l'argent un coupable qu'on n'avait pu frapper pénalement, soit pour venger le pauvre diable à qui cette incroyable défense essayait de faire une blessure bien plus terrible que celle qu'il avait reçue de l'épée de l'accusé, la cour condamna Bonborough à douze mille francs de dommages-intérêts.

L'Anglais serra la main de M^e Birbiri encore tout en nage, et se retira sans mot dire.

Le soir du jour où Bonborough paya à-mains de l'huissier les douze mille francs, plusieurs personnes étaient réunies chez le vénérable de l'*Amitié*, prévenu par Bonborough qui les avait convoquées. C'étaient Morlon, sir Walter, les deux témoins de Morlon, son créancier, le docteur, le vice-président et un membre du Cercle, qui tous deux avaient été témoins du premier incident de la querelle. Le propriétaire, aussi convoqué, se fit un peu attendre : on était arrivé au terme, et il était tout-à-fait malade.

Bonborough pria le vénérable d'ouvrir la lettre qu'il lui avait remise cachetée avant la scène du Cercle ; et M. X... lut ce qui suit :

« J'ai mis dans ma tête que j'aiderais M. Morlon, jeune artiste plein de talent et d'avenir, que des circonstances fâcheuses vont ruiner si l'on ne vient pas à son secours. Offre de prêts, offre d'association, offre de commandes, offre de récompense honnête, cet obstiné a tout refusé ; or, comme un Anglais ne doit jamais céder, voici ce que j'ai résolu de faire pour le forcer à recevoir mon assistance : je l'écris d'avance pour ma justification et comme preuve de mes bons sentiments pour M. Morlon.

« Je lui chercherai une mauvaise querelle, je le provoquerai et le forcerai de se battre en duel. « Je suis assez fort sur l'écriture pour le blesser

« là où je voudrai et autant que je voudrai ; je choisirai une blessure qui, sans le faire souffrir, l'empêchera long-temps de travailler, et lui causera un grave préjudice ; j'en conférerai aujourd'hui même avec le docteur pour être plus sûr de mon fait.

« Or, je viens de lire, dans la *Gazette des Tribunaux*, qu'on doit réparer, par des dommages et intérêts, le tort qu'a pu causer l'événement d'un duel ; en m'adressant à un avocat mal-droit et en adoptant un système de défense mauvais et irritant, je me ferai condamner à la plus forte somme possible, et j'aurai ainsi assisté M. Morlon malgré lui. Le moyen est violent, mais c'est ce cher ennemi qui m'y force.

« Comme il faut tout prévoir, dans le cas où M. Morlon me tuerait, mon testament lui lègue cent mille francs. Il acceptera peut-être du mort ce qu'il n'a jamais voulu recevoir du vivant.

« En attendant, je vais le cautionner secrètement auprès de son principal créancier qu'un de mes amis, sir Walter, connaît, et me procurer par voie d'endossement ses billets en circulation.

« Dieu me soit en aide,

» *Signé* BONBOROUGH. »

Après cette lecture, Morlon, essuyant une larme, tendit la main à Bonborough, qui la serra avec effusion.

« Mon ami, dit l'artiste, je vais vous rendre vos douze mille francs.

— Hein ?

— Oh ! ne dégaînez pas... Vous les donnerez, en votre nom, cette fois, à la maison de secours ; mais comme il faut bien, de votre adresse ou de votre bienfaisance, se résigner à recevoir quelque chose, un coup d'épée ou la fortune...

— Eh bien !

— J'accepte l'association que vous m'avez certain jour proposée. »

Les deux amis s'embrassèrent, et Bonborough, sans écouter les félicitations des assistants qui lui promettaient sa réintégration au Cercle, une mention honorable à la loge, etc., etc., Bonborough s'écria, transporté de joie :

« J'avais bien dit que j'en viendrais à bout. »

ALTAROCHE.

L'administrateur-gérant, L. LEFÈVRE.

PARIS.—IMPRIMERIE DE E.-B. DELANCHY,
Faubourg Montmartre, 11.

L'ORIENT,

REVUE UNIVERSELLE

DE LA FRANC-MAÇONNERIE.

A NOS ABONNÉS.

L'interruption apportée dans la publication de *l'Orient* a eu pour cause des difficultés judiciaires. Ces difficultés sont maintenant aplanies; nous allons nous mettre en mesure de faire paraître successivement les numéros en retard.

DÉFINITION DE LA MAÇONNERIE

SUIVANT LES FRANCS-MAÇONS ANGLAIS.

Nous trouvons dans le journal la *Fraternité* l'analyse d'un discours prononcé par le frère Charles Mackie, le 27 février dernier, à la réunion qui a eu lieu ce jour-là, à Londres, au bénéfice de l'*institution maçonnique des garçons*, institution qui pourvoit aux besoins, à l'éducation et à l'établissement des fils orphelins des maçons indigents. La première partie de ce discours traite de l'origine de la maçonnerie; nous reproduisons la seconde, qui expose la nature, la constitution, le but et les avantages de cette association :

« L'institution maçonnique représente un édifice harmonieux et imposant, fondé sur la charité universelle, ouvrant ses spacieux portiques, en dehors des préjugés et des distinctions du monde, à tous ceux qui professent dignement les vérités essentielles de la religion naturelle; rattachant ses nombreux adeptes à des dogmes simples, dépouillés de tous les points de controverse qui divisent les sociétés profanes, et s'appuyant sur les préceptes de morale universellement adoptés par toutes les nations du monde civilisé. Le système doit son origine aux premiers âges du monde et aux hommes les plus renommés par leur sagesse; bien différent des fragiles monuments que les maçons de pratique ont élevés, l'édifice de la maçonnerie spéculative est resté ferme et inébranlable; chaque siècle ajoute à sa perfection.

« Ce n'est pas une fausse science qui trouble l'esprit, l'éblouit ou l'aveugle; mais une institution qui, sous des symboles, des nombres et des emblèmes spéciaux, renferme d'importantes et solennelles vérités; qui tend à réchauffer le cœur, à fortifier l'entendement, à resserrer et à rendre plus forts les liens qui unissent le genre humain. Une grande partie des hommes de bien, de tous les rangs et de tous les pays, ont été maçons; et encore aujourd'hui la maçonnerie ne compte-t-elle pas de dignes adeptes, inconnus au monde extérieur? Combien de fois le nom sacré de *frère* n'a-t-il pas sauvé la vie de celui qui l'invoquait, concilié les intérêts les plus divisés et rapproché les ennemis les plus déclarés!

« La franc-maçonnerie est une école de morale dans laquelle les plus hautes facultés de notre nature s'exercent et se perfectionnent, qui compte pour premier maître la religion, sans l'influence de laquelle notre organisation sociale ne serait que vanité.

« Les réglemens de l'ordre ne nous permettent pas d'associer le beau sexe à nos mystères, non parce qu'il ne serait pas capable de garder le secret, ou parce qu'il n'aurait pas les qualités nécessaires, mais à cause du peu de confiance qu'inspire à l'homme lui-même la conscience de sa propre faiblesse. Si une fois l'entrée des loges maçonniques était donnée aux femmes, l'amour ne manquerait pas de les suivre; et, par le magique pouvoir de la beauté, l'affection fraternelle serait remplacée par une dangereuse rivalité. (Cette partie du discours a excité le sourire des dames qui, en grand nombre, assistaient à la réunion.)

« Mais quoique l'ouvrage le plus parfait et le plus aimable de la création soit exclu des loges, l'ordre n'en revendique pas moins les chevaleresques attributs de protéger le sexe le plus faible contre les attaques des hommes vicieux et sans principes. Les sentiments des femmes ont plus de délicatesse que ceux des hommes, leurs sympathies s'éveillent plus facilement à la vue des malheureux; les douces larmes de la pitié coulent sur leur visage au récit d'une infortune, et leur tendre sein s'émeut au spectacle des douleurs humaines. Elles n'ont donc pas besoin de l'influence des institutions mystiques pour suivre les inspirations de la charité et de la bienfaisance, ni de l'enseignement symbolique pour les retenir dans la voie du bien. Leurs cœurs sont autant de loges dans lesquelles la vertu préside, et les décrets de cette grande-maîtresse sont exécutés sans effort.

« En définitive, la franc-maçonnerie bien comprise

donne à la jeunesse d'utiles enseignements, et des délasséments à la vieillesse ; elle ajoute à l'éclat de la prospérité, et offre un refuge et des consolations dans l'adversité ; elle plait à la maison et n'est pas inutile au dehors ; elle loge avec nous, voyage avec nous, et ajoute aux plaisirs et aux délasséments de la vie champêtre.

« Le vrai maçon cherche la vérité en tout et partout, il travaille à réaliser l'universelle harmonie et désire le bonheur de tous les hommes ; ses regards, par la pensée, embrassent le globe tout entier : une partie de ses habitants a la face blanche, une autre à la peau noire ou cuivrée ; leur langage est différent, leurs mœurs sont diverses ; mais tous sont nos frères, tous sont les enfants d'un même père, qui est dans les cieux, tous ne doivent former qu'une seule famille sur la terre ! » (1).

UN APHORISME

DES TERMES DU GRAND-ORIENT.

Nous ne connaissons rien de vague, d'obscur, d'oiseux et d'inutile comme les questions que le Grand-Orient met à l'ordre du jour de ses discussions, lorsqu'il s'agit de ce qu'il appelle les intérêts généraux de la maçonnerie. Il semblerait que les *termes* qui se sont emparés des rênes de l'administration prennent à tâche de faire de notre ordre, si puissant par la pensée et dont les actes pourraient être si fertiles en grands résultats, ce qu'il y a de plus insignifiant, de plus nul, de plus infécond, de plus eunuque au monde.

La dernière question, on s'en souvient, était ainsi formulée : « Quelle est l'influence du principe du dévouement sur la morale ? » Elle a été l'objet de tant de critiques, que le Grand-Orient

(1) Le traducteur fait suivre cet extrait des réflexions que voici :

« Pendant qu'en France, la publicité en maçonnerie rencontre, au sein même de l'ordre, de vives résistances, elle prend chaque jour une extension nouvelle en Angleterre. Autant que de ce côté du détroit on paraît redouter le contact du monde profane, autant on le recherche de l'autre côté. Ces brillants festivals, ces banquets, ces prédications publiques auxquels les non-initiés sont appelés à prendre part, sont autant de moyens d'étendre au-dehors l'influence de l'institution. Les maçons anglais comprennent et nous finirons par comprendre comme eux que le moment est venu pour la franc-maçonnerie de produire ses doctrines au grand jour, tout en respectant les formes mystérieuses de l'initiation »

en a eu honte apparemment, puisqu'à l'heure qu'il est, les loges n'ont pas encore été mises en demeure de la discuter, suivant la décision qui en avait été prise.

Voici maintenant une autre question qui n'est ni plus claire ni d'un intérêt mieux démontré, et qui, bien certainement, ne peut manquer d'avoir le même sort : « Quelle est la source de la fraternité parmi les hommes ? » Celle-ci a fait le sujet de la discussion dans le grand-orient extraordinaire qui s'est tenu le 11 juillet.

Un officier du Grand-Orient, qui se distingue par un esprit droit et par des vues essentiellement progressives, et qui se scandalise à juste titre de tant d'actes antifraternels dont les *termes* offrent chaque jour le déplorable spectacle, disait à ce propos avant l'ouverture de la séance : « A en juger d'après ce que je vois ici, la fraternité a sa source dans l'affection dont Abel reçut jadis de si touchantes marques de la part de Caïn. »

Qui pouvait se douter que, quelques instants plus tard, les *termes* eux-mêmes donneraient à cette saillie une sanction implicite, en s'accordant à proclamer que « la fraternité a sa source dans l'égoïsme ? »

Dans l'égoïsme ! On conviendra qu'il est au moins curieux qu'une telle proposition ait été émise par des frères qui tiennent en France le sceptre de la maçonnerie, d'une institution qui, constamment, a consacré toutes ses pensées, appliqué tous ses efforts à assurer le bien-être intellectuel, moral et matériel du genre humain, sans rien stipuler pour ses membres que la satisfaction intime d'avoir contribué à faire des heureux !

Comment voudrait-on que des hommes qui sentent ainsi, qui professent une pareille théorie, pussent imprimer à la maçonnerie une impulsion digne d'elle, communiquer aux maçons cette vertueuse passion du bien, cette abnégation de soi-même, cette foi dans le succès, qui seules font concevoir et accomplir les grandes choses ?

Certes, les loges qui persistent à maintenir de tels hommes au pouvoir assument sur elles une bien lourde responsabilité !

COMMENT LE GRAND-ORIENT

DÉFAIT LES DÉPUTÉS.

Nous commençons à croire que c'est à tort que nous avons pris jusqu'ici le Grand-Orient au sé-

rieux, et que nous nous sommes indignés de tant de violations des règlements généraux, d'un mépris si profond et si persévérant des sentiments et des convenances maçonniques, dont il ne cesse de donner le spectacle. Ce que nous avons à raconter est d'une telle nature qu'il faut bien reconnaître que le gouvernement de la maçonnerie française n'est, aux yeux de ceux qui en sont investis, qu'un essentiel persiflage, qu'une véritable mystification.

Les dernières élections avaient appelé à faire partie du Grand-Orient un assez grand nombre d'hommes nouveaux, tous instruits, zélés maçons, et d'un caractère honorable. Plusieurs avaient appartenu à la loge *la Clément-Amitié* et avaient dû se retirer devant les ignobles intrigues de quelques maçons indignes de ce titre, d'ailleurs bien vus et recherchés par la coterie gouvernementale. Nous concevons que ceux-là aient été repoussés du Grand-Orient, où ils arrivaient avec l'intention hautement déclarée de provoquer des améliorations et des réformes.

Mais devait-il en être ainsi des frères appartenant à d'autres loges, auxquels on ne pouvait reprocher aucun *mauvais précédent* et dont on ne connaissait ni les opinions ni les vues ? Au premier abord, on eût pu en douter. Cependant, en se rappelant cette déclaration des *termes* : « Qu'il ne leur est pas possible de gouverner avec des capacités, » le doute disparaissait, et il fallait s'attendre à voir repoussés à leur tour les frères de la dernière catégorie.

Cette prévision s'est effectivement réalisée; mais c'est ici que les procédés du Grand-Orient prennent un caractère où l'odieus est effacé par le risible et mettent à découvert le fonds immense de gaieté qui anime les membres de la coterie des *termes*.

Les preuves abondent; arrêtons-nous à quelques-unes.

Des députés élus ont été rejetés, non pas parce que le rapporteur avait conclu au refus du visa, mais parce que ce rapporteur se nommait ou Pagnerre, ou Bugnot, ou Godquin, ou Besquait.

D'autres ont été rejetés, non parce que le rapport leur était défavorable, non parce que le rapporteur était suspect, mais parce qu'ils appartenaient à une loge dont faisaient aussi partie plusieurs officiers réformistes.

Un député parfaitement inoffensif, inconnu à la plupart des *termes*, allait voir ses pouvoirs visés, faute de prétexte pour refuser le visa. Déjà le scrutin circulait, lorsqu'une note communiquée par un des meneurs court rapidement sur les colonnes; et le scrutin, dépouillé bientôt après, ne renferme

de boules blanches que le petit nombre de celles qu'on y avait déposées avant la lecture de la note.

On a vu une séance où les *termes* ont rejeté indistinctement tous les députés présentés, dans la crainte apparemment qu'il n'en passât un seul qui pût leur être hostile.

On cite un autre député, le frère Frère, repoussé dans des circonstances qui exciteraient l'indignation ou le dégoût, si elles ne venaient confirmer l'opinion où nous sommes que tout ceci n'est qu'une pure dérision et ce qu'en terme d'atelier, on appelle *une charge*. Le rapport fait sur l'élection de ce frère était on ne peut plus favorable; il était représenté comme un homme instruit, doué d'un esprit étendu, d'une âme généreuse, d'un caractère réfléchi et modéré; on y rappelait qu'à l'époque où sévissait le choléra, il s'était distingué comme médecin, entre tous ses confrères, par une courageuse et infatigable abnégation. Trois officiers prennent tour à tour la parole à l'appui du visa, et l'orateur demande non moins chaleureusement que ce visa soit accordé. Le scrutin circule sous l'impression produite par ces discours; on en opère le dépouillement: qu'y trouve-t-on? au milieu d'une touchante unanimité de boules noires, deux boules blanches seulement, pâles et stupéfaites d'un pareil résultat! La conclusion à tirer de ceci, c'est que, sur quatre personnes qui avaient soutenu si vivement le candidat, deux évidemment avaient menti à leur conscience, se proposant uniquement de se divertir.

Mais la plus bouffonne de ces joyeusetés se trouve racontée dans la lettre qu'on va lire et que nous insérons pour l'édification de nos bons frères des départements qui ne seraient pas au courant de la plaisanterie.

AU RÉDACTEUR DU JOURNAL L'ORIENT.

Vaugirard, 8 juillet 1843.

Au mois de décembre dernier, la loge maçonnique *les Zélés Philantropes*, orient de Vaugirard, nomma pour son député près le Grand-Orient de France, le frère Récluz, pharmacien à Vaugirard; avis en fut donné au Grand-Orient pour qu'il validât les pouvoirs de ce frère et l'admit à ses séances en la qualité que nous lui avions conférée. Plusieurs mois se passèrent apparemment sans qu'on s'occupât de cette élection, car ce ne fut qu'au mois de mai que le sénat maçonnique nous informa que notre mandataire n'avait point obtenu la majorité, et qu'en conséquence, nous aurions à procéder à une nouvelle élection, à moins que nous n'aimassions mieux venir, devant sa chambre d'appel, soutenir, et au besoin défendre, l'élection du frère Récluz. (Vous remarquerez que la planche du Grand-

Orient n'indiquait aucun nom : elle annonçait tout simplement que notre député n'avait point obtenu la majorité.)

Cette nouvelle nous émut tous et nous affligea sincèrement, car notre choix s'était porté unanimement sur un homme éclairé en maçonnerie, très estimé dans le monde profane et avantageusement connu dans le monde savant par sa collaboration dans plusieurs ouvrages de zoologie. Le frère Récluz avait d'ailleurs, et pendant plusieurs années, obtenu nos suffrages, et nous ne pouvions comprendre le motif qui l'avait empêché de réunir la majorité. Cette circonstance était due, cela va vous paraître incroyable, à une méprise de quelques officiers du Grand-Orient qui prirent le frère Récluz, pharmacien à Vaugirard, pour le frère Récourt, médecin à Paris, chef de bataillon de la garde nationale, et qui a le malheur d'être à l'index, même au Grand-Orient, à cause des opinions politiques qu'il professe et que l'on trouve être trop avancées.

Lorsque nous avons été au Grand-Orient pour défendre l'élection de notre député (séance du 13 mai), nous ne pûmes obtenir satisfaction parce que l'abondance des matières ne permit point, ce jour-là, qu'on appelât notre affaire ; on nous ajourna jusqu'à la prochaine tenue ; il eût été plus régulier de dire indéfiniment, ou tout au moins selon le bon vouloir du sénat maçonnique, puisque depuis cette époque nous n'avons plus entendu parler de rien.

Il résulte de ce qui précède que nous sommes sans représentant au Grand-Orient et que nous ignorons quand finira cet état de choses, aussi peu conforme aux règlements que contraire aux intérêts généraux.

J'appelle votre attention sur cet abus de pouvoir, car je ne pense pas que le Grand-Orient ait le droit de s'immiscer dans la vie publique des maçons afin d'éliminer, selon son bon plaisir, ceux qui professent des opinions, quelles qu'elles soient, contraires aux siennes ; mais quand cela serait, nous aurions encore le droit de nous plaindre puisque le Grand Orient a frappé d'exclusion le frère Récluz par le seul fait qu'il croyait avoir affaire au frère Récourt.

Veuillez, très cher frère, agréer mes salutations bien sincères, ainsi que l'assurance de mes sentiments tout fraternels.

Votre dévoué et affectionné frère

SNICK.

L'un des membres de la Commission
nommée pour soutenir l'élection
du frère Récluz.

Le motif du rejet du frère Récluz était trop évidemment jovial pour que les *termes*, qui tiennent à garder leur sérieux, comme tous les persifleurs habiles, pussent commettre la faute énorme de l'avouer hautement. Aussi n'est-ce pas celui-là qu'ils mettent en avant aujourd'hui. Fi donc ! des hommes graves !... Ils ont repoussé le frère Récluz (ils l'affirment bien fort, ils le jureraient presque) uniquement parce qu'il ne se montre pas assidu aux séances. Voyez pourtant ce que c'est que la force de l'habitude ! Ces frères, quoi qu'ils fassent, ne peuvent s'empêcher d'avoir le mot pour

rire. Ils ne veulent pas d'un député inexact, bien que rien ne les arrange mieux, chacun le sait ; ils n'en veulent pas, et cependant ils admettent tous les ans avec acclamation les frères Thayer, Sully-Brunet, Boissaye, Bartaumieux, Demarest, Marchal, et tant d'autres qui ne viennent *jamais* au Grand-Orient ! *Hanno semper burlato e semper burlaranno !*

STATISTIQUE DU GRAND-ORIENT.

Il résulte du tableau publié par le Grand-Orient, dans son *Calendrier de 1845*, que le nombre des loges de la correspondance en activité s'élève à 281 ; celui des chapitres à 127 ; et celui des conseils à 38 ; ce qui forme en tout 446 ateliers. Le nombre des députés non officiers est de 80, et celui des officiers est de 62 ; ce qui fait en tout 142 représentants pour 446 ateliers. Voilà ce que le Grand-Orient appelle une vraie représentation maçonnique.

AFFAIRE DE LA CIRCULAIRE

DU MARÉCHAL SOULT.

La commission chargée par le Grand-Orient de faire des démarches près du ministre de la guerre, à l'effet d'obtenir la révocation des ordres interdisant aux militaires la fréquentation des loges, a présenté son rapport dans une assemblée tenue *ad hoc* le 48 juillet.

Voici quelle est la substance de ce rapport.

Le premier soin des commissaires a été de conférer de l'objet de leur mission avec le comte Emmanuel de Las Cases, grand-maître-adjoint démissionnaire. Ce frère voulut bien consentir à prêter son concours. D'accord avec lui, il fut écrit au maréchal une lettre conçue en des termes qui, pleins de convenance et de mesure, ne manquaient ni de dignité ni d'énergie. On y rappelait sur quels principes sages et bienfaisants repose la franc-maçonnerie, et l'on y réclamait — du frère Soult, au nom de ses vieux sermens maçonniques, — du ministre, au nom de l'équité et de l'avantage public, la levée d'une interdiction que rien n'explique ni ne justifie. Dans cette lettre, œuvre du frère Desanlis, l'un des commissaires, il n'y avait à re-

prendre qu'une banale protestation de fidélité au gouvernement, qui était parfaitement inutile, et qui, d'ailleurs, pouvait prêter au ridicule, puisque le Grand-Orient ne l'a épargnée à aucun des pouvoirs qui se sont succédé en France depuis soixante ans.

L'ex-grand-maitre-adjoint prit la peine d'aller lui-même soumettre cette réclamation aux bureaux du ministère. De la conférence qui eut lieu à cette occasion, il inféra qu'elle ne soulèverait aucune objection de la part du maréchal; et cette opinion se fortifiait encore de l'invitation qu'il avait reçue de préparer un projet de réponse. Le frère de Las Cases informa de ce résultat les membres de la commission et les chargea de formuler le projet qui lui était demandé. C'est encore au frère Desanlis qu'échut la rédaction de cette pièce. Mais il fut moins bien inspiré cette fois que la première, ou plutôt il crut que cette réponse n'était destinée qu'au frère de Las Cases, qui lui donnerait la force qu'exigeraient les phases de la négociation. L'écrivit, par cette raison, allait beaucoup trop droit au but et ne permettait pas au maréchal de faire une honorable retraite. Aussi, quand cet écrit fut placé sous ses yeux et qu'il fut sollicité de lui donner sa sanction, il répondit par un refus formel. Toutefois, il ne cacha pas à l'envoyé du Grand-Orient qu'il n'attachait à la mesure qu'il avait prise qu'une médiocre importance, et qu'il ne tenait que faiblement à ce qu'elle fût exécutée dans sa rigueur.

En présence d'un pareil résultat, la commission demandait quelle conduite elle avait désormais à tenir.

Découragé par le mauvais succès de sa tentative, le Grand-Orient paraissait disposé à s'arrêter là, suivant la proposition qu'en faisaient plusieurs membres, lorsque le frère Altaroche demanda et obtint la parole. Il fit observer à l'assemblée que, d'après ce qui avait été dit, il était probable que les démarches de la commission n'avaient échoué que parce qu'une faute, tranchons le mot, une maladresse avait été commise. Le ministre ne pouvait se donner à lui-même un démenti brutal. Quand un gouvernement revient sur une mesure qu'il a prise, il a toujours soin, et cela doit être, de décrire une longue courbe. Il consent bien à réparer un tort, mais non à s'avouer coupable. Il faut avec lui se résigner à recevoir comme une faveur ce qui n'est au fond qu'une réparation justement due. Dans la position où on avait placé le ministre, il fallait s'attendre à l'échec qu'on a éprouvé. Mais rien n'est désespéré, et de nouvelles

négociations, conduites avec plus de ménagement, pourront sans doute avoir une meilleure issue. Le frère Altaroche a demandé en conséquence que les pouvoirs donnés à la commission lui fussent continués et qu'elle reçût l'invitation de se remettre à l'œuvre.

Cette proposition, fortement appuyée, a été mise aux voix et adoptée à une grande majorité, malgré les conclusions contraires du frère orateur.

Le Grand-Orient a donné son approbation à ce qui avait été fait et a décidé que, sans attendre l'effet des nouvelles démarches qui seront tentées, la lettre de la commission serait imprimée et distribuée aux loges de la correspondance.

Cette résolution dénote quelque vigueur, et, à ce titre, nous l'approuvons sans réserve.

ARRIÈRE DU GRAND-ORIENT.

Nous rappelons aux membres du sénat maçonnique qu'ils n'ont pas encore statué sur les justes réclamations du frère Dejean et de la loge de Moissac.

Nous leur rappelons qu'ils n'ont pas procédé à l'accomplissement d'un devoir non moins impérieux : la célébration des obsèques du défunt grand-maitre, le prince Joseph Bonaparte.

Ajoutons que les inspections générales décrétées il y a déjà un an sont toujours vainement attendues par les ateliers des départements; que c'est vainement aussi qu'ils attendent la manifestation promise en faveur des maçons israélites de l'Allemagne.

Nous aurions beaucoup d'autres choses encore à leur rappeler, mais nous nous arrêterons aux objets énoncés ci-dessus, pour ne pas trop charger cette liste, et persuadés d'ailleurs que c'est en pure perte que nous essaierons de stimuler ou leur paresse ou leur mauvais vouloir.

DE QUELLE MANIÈRE

LES MEMBRES DU GRAND-ORIENT

ACCOMPLISSENT LEUR MANDAT.

Les officiers du Grand-Orient, du moins le plus grand nombre, ne montrent pas, il s'en faut, une rigoureuse exactitude dans l'accomplissement de leurs devoirs maçonniques. Il y en a qui n'assistent

que fort rarement aux tenues, et, parmi ceux qu'on appelle les zélés, beaucoup n'arrivent aux réunions que long-temps après l'heure fixée pour l'ouverture des travaux. Aussi les séances des chambres administratives, qui devraient être ouvertes à sept heures et demie au plus tard, ne le sont-elles jamais à huit, faute d'un nombre suffisant de frères. Il résulte de là que, l'ordre du jour ne pouvant être épuisé dans les deux heures que durent les travaux, le surplus est renvoyé à une autre séance, où souvent le temps manque encore pour s'en occuper; et les affaires, ainsi renvoyées, restent quelquefois sans solution. Cependant, il y en a sur lesquelles une prompte décision serait nécessaire, principalement lorsqu'il s'agit de questions dont dépend l'existence d'un atelier. Mais les officiers du Grand-Orient n'ont nullement souci de cela; l'essentiel pour quelques uns d'entre eux est d'être décoré d'un ruban orange plus ou moins couvert de broderies; le reste est un travail dont ils s'occupent quand ils en ont le loisir. Pourtant l'art. 764 des statuts généraux prescrit la radiation des officiers qui, pendant trois mois consécutifs et sans motifs légitimes, n'ont point signé le registre de présence; mais cet article est *lettre morte*, il n'y a pas d'exemple qu'on l'ait jamais exécuté. Les mêmes observations s'appliquent aux députés de semestre, qui, pour la plupart, négligent de remplir le mandat dont ils sont investis.

En signalant un pareil état de choses, que nous nous abstenons de qualifier, nous nous bornons à faire observer que chaque chambre se compose de vingt-sept officiers (1) et de neuf députés de semestre, et qu'il suffit de onze membres pour valider les votes. Cependant il n'est pas rare de voir ajourner les délibérations, même après une discussion préalable, parce que la chambre ne se trouve plus en nombre. Plusieurs officiers ont entre les mains des dossiers importants, et, depuis plus de six mois, il attendent en vain leur tour pour présenter le résultat de l'examen qu'ils en ont fait. Dans le nombre, un officier de la chambre symbolique n'a pu encore, à l'heure qu'il est, obtenir la parole, quoiqu'il l'ait réclamée à diverses reprises, pour faire un rapport sur une affaire qui intéresse une loge et qui date de 1840.

Nos législateurs devraient, ce nous semble, se montrer plus soucieux de ce qui concerne les ateliers, et nous donner un peu moins raison lorsque

nous réclamons des réformes. A voir la route que suivent ces frères, on serait tenté de croire qu'ils ne retrouvent du zèle et de l'énergie que lorsqu'il s'agit d'accuser, de juger et de condamner. Si cette manière d'administrer les affaires de l'ordre leur paraît convenable, nous devons charitablement les avertir que beaucoup de loges, et des moins progressives, s'en plaignent tout bas, et les engager à adopter une autre marche, s'ils veulent éviter qu'un beau jour elles ne finissent par s'en plaindre tout haut.

Toutefois, quelques officiers du Grand-Orient reconnaissent que l'inexactitude du plus grand nombre nuit essentiellement à la bonne administration de l'ordre. Dans une des dernières séances de la chambre symbolique, l'un des frères qui, depuis plus de six mois, attendent leur tour de parole, a proposé qu'à l'avenir les membres de la chambre, à leur arrivée aux travaux, déposeraient leurs rapports au banc du secrétaire, et qu'ils seraient ensuite entendus suivant leur rang d'inscription. Cette proposition a été adoptée à l'unanimité des onze membres présents. Disons-le, cependant, loin d'exciter le zèle de quelques-uns, ce moyen aura peut-être un effet tout contraire; car ceux qui ont l'habitude d'arriver tard aux séances, et qui n'y vont le plus souvent que parce qu'ils ont des rapports à faire, se dispenseront de se présenter, sachant que la parole ne pourra leur être accordée... à moins pourtant qu'ils ne soient sollicités par le jeton auquel ont droit ceux qui ont signé la feuille de présence avant neuf heures.

Nous devons constater, à la louange du président de cette chambre, qu'il ne cesse, par ses paroles et par son exemple, de stimuler le zèle des membres. Non seulement il leur recommande l'exactitude, mais encore il arrive toujours le premier. Si ses conseils étaient suivis, les affaires ne traîneraient pas si long-temps, et les ateliers ne seraient plus en droit de se plaindre de l'indolence du Grand-Orient.

Pour ne citer qu'un fait entre mille, nous rapporterons qu'en 1840 le frère D....., capitaine de marine, membre actif de la loge *Les vrais amis des arts*, à Toulon, partant pour un voyage de long cours, demanda et obtint un congé illimité. Ce frère était aussi membre affilié libre de la loge *Les vrais amis réunis d'Egypte*, même orient. La dernière loge, bientôt après le départ de ce frère, le mit en accusation, sous le prétexte qu'avant de partir il avait négligé d'acquitter quelques dettes de peu d'importance, et le condamna pour un délit contre l'honneur. L'instruction de cette affaire et la condamnation qui s'en

(1) En tout quatre-vingt-un. Cependant l'annuaire de 1845 n'en porte que soixante-quatre, dix-sept de moins que le nombre voulu.

survint furent tenues secrètes ; seulement, toutes les pièces du procès furent adressées au Grand-Orient, qui se borna à les mettre en instance, afin d'y avoir recours si le cas se présentait. Le frère D....., de retour de son voyage, reprit son activité dans la loge *Les vrais amis des Arts*, et fut élu vénérable pour l'exercice de 1844. Alors seulement, la loge *Les vrais amis réunis d'Egypte* signifia à sa sœur le jugement qu'elle avait rendu en 1840 contre le frère D....., et l'invita à le rayer du nombre de ses membres. Celle-ci, surprise autant que blessée de la conduite de cette loge, et connaissant d'ailleurs le caractère honorable du frère qu'elle avait appelé à la direction de ses travaux, ne tint aucun compte de l'invitation qui lui était faite, et refusa de reconnaître la validité d'un jugement rendu par un atelier contre un frère qui n'en était pas membre actif. Par suite de ce refus, la loge *Les vrais amis réunis d'Egypte*, faisant elle-même l'application du quatrième paragraphe de l'art. 204 des statuts généraux, qui déclare irréguliers les ateliers qui, sciemment, conservent dans leur sein des maçons irréguliers, mit la loge *Les vrais amis des Arts* en interdit et refusa à ses membres l'entrée de son temple. La dernière adressa aussitôt une plainte au Grand-Orient ; et ce n'est que le 3 juin que la chambre symbolique a pris une décision à cet égard, qui casse le jugement prononcé en 1840 contre le frère D..... et qui lève l'interdit dont avait été frappée la loge *Les vrais amis des Arts*.

Ainsi, une loge frappée d'interdiction par une de ses sœurs dans le commencement de 1844, a vu s'écouler plus d'une année avant de pouvoir obtenir justice, et cela par la négligence de ceux qui sont à la tête de notre institution !

AFFAIRE DU LOCAL

DU GRAND-ORIENT.

On a vu, page 239 de ce recueil, que, sur le rapport d'une commission spéciale, le Grand-Orient a rompu le bail du local qu'il occupe rue de la Douane, et qu'il a décidé qu'il aviserait aux moyens de faire construire un nouveau temple pour la tenue de ses assemblées.

Depuis lors, il a reçu des propositions. Le propriétaire, M. Cauvard, offrait de se dessaisir de la partie de l'immeuble afférente au Grand-Orient,

moyennant une somme de cent vingt-cinq mille francs, mais en se réservant un passage à prendre sur la cour.

Le 16 mai, dans une assemblée extraordinaire, le Grand-Orient discuta ces propositions et les accepta, moins celle qui était relative au passage réservé.

On entama de nouvelles négociations, desquelles il résulta que M. Cauvard renonçait à la dernière clause, en élevant toutefois le prix de vente à cent trente mille francs. Ce faible accroissement de prix ne semblait pas devoir arrêter le Grand-Orient, qui déjà avait décidé en principe l'acquisition de la propriété. Cependant cette nouvelle prétention fut repoussée au scrutin. On adopta les autres clauses successivement ; mais, lorsqu'il s'agit de voter sur l'ensemble ainsi modifié, le frère Desaintjean, orateur, déclara qu'il ne se trouvait pas suffisamment éclairé pour donner ses conclusions, et requit, aux termes des statuts, l'ajournement à quinzaine. Ceci se passait le 28 mai.

Pendant sept semaines, l'affaire en est restée là. Les membres du Grand-Orient ne savaient à quoi se résoudre. Ils songèrent d'abord à réunir cent vingt-cinq mille francs pour faire des offres « l'argent à la main. » Puis il fut question de former une société par actions, au capital de cinq cent mille francs, à l'effet de bâtir un autre local dans lequel tous les ateliers de Paris viendraient tenir leurs séances. Des actions furent même souscrites, dit-on, mais pour une très faible somme. On pressentit plusieurs loges de Paris pour savoir si l'on pouvait compter sur leur concours ; elles refusèrent de s'associer à ce projet. C'est alors que l'on se décida à remettre l'affaire en délibération.

Elle est venue à l'assemblée extraordinaire du Grand-Orient, qui a eu lieu le 18 juillet. La commission a demandé à être autorisée à traiter avec M. Cauvard au prix de cent trente mille francs. Laissant de côté pour le moment la question des voies et moyens dont on demandait la discussion préalable, on a décidé, après des votes successifs, que la commission serait autorisée à acquérir le local pour le prix de cent vingt-cinq mille francs, réserve faite des voies et moyens dont on s'occupera dans l'intervalle.

Voilà où en sont les choses en ce moment. Plaise au ciel qu'avec toutes ces tergiversations et toutes ces lenteurs, le Grand-Orient ne soit pas réduit, lorsque arrivera le 1^{er} avril 1846, à n'avoir ni le local actuel ni aucun autre local !

ATTAQUES

DIRIGÉES CONTRE LA MAÇONNERIE EN BELGIQUE.

Le document que nous reproduisons plus loin se rattache à un événement de la plus haute importance. M. Nothomb, ministre de l'intérieur en Belgique, avait accusé les loges de ce pays, et en particulier le frère Defacqz, d'Ath, leur grand-maître, d'avoir organisé la levée de boucliers des volontaires suisses contre les jésuites de Lucerne. L'attaque avait eu lieu publiquement ; c'est publiquement aussi que le grand-maître a répondu, avec l'approbation du Grand-Orient dont il est le chef. Sa lettre, tirée à grand nombre d'exemplaires, et réimprimée plusieurs fois en peu de jours, a produit une profonde sensation, et a exercé une très grande influence sur les élections qui ont eu lieu quelque temps après, et dont le résultat a obligé le ministre injustement agresseur à se retirer. Les jésuites eux-mêmes ont ressenti le contre-coup de l'échec éprouvé par cet homme d'État : leur position a entièrement changé, et ils sont réduits aujourd'hui à se tenir sur la défensive. Il faut se féliciter du triomphe de la lumière sur les ténèbres et en remercier nos frères de la Belgique, à l'énergie desquels il est dû. Les jésuites ne tarderaient pas à rentrer partout dans le néant, si les maçons savaient s'entendre et attaquer corps à corps leur implacable ennemi, qui n'est puissant et redoutable que là seulement où il se trouve en face d'adversaires timorés.

LETTRE DU GRAND-MAÎTRE DE LA MAÇONNERIE
BELGE A M. NOTHOMB, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

Monsieur le ministre,

Le 15 mars dernier, au Palais de la Nation, après la séance de la chambre des Représentants, en présence de six députés, MM. de Garcia, de Man, de Mérode, du Mortier, Osy et Vandeneynde, vous avez tenu à un autre député, M. Verhaegen, des propos où mon nom a été mêlé.

Vous avez dit que la franc-maçonnerie, amusement long-temps inoffensif et paisible, était devenue en Belgique, entre les mains de quelques hommes, un instrument puissant et dangereux ;

Que l'agitation de la Suisse était due aux manœuvres des loges maçonniques belges ;

Que j'avais, l'été dernier, fait exprès un voyage dans ce pays pour préparer ce résultat ;

Qu'on devait s'attendre probablement à un mouvement semblable en Belgique, et que M. Verhaegen et moi ne tarderions pas à y tenter aussi une *razzia* de jésuites.

Dans ces paroles si graves, dont votre haute position accroît encore l'importance, vous accusez tout à la fois et l'ordre des francs-maçons belges, et moi qu'on a bien voulu honorer de la grande-maîtrise nationale. Vous permettrez au représentant du corps, vous permettrez à l'individu dont vous avez parlé si témérairement, quelques observations sur votre langage.

Vous vous êtes trompé, Monsieur le ministre, et sur la maçonnerie et sur moi. Que vous me jugiez mal, moi, cela se comprend et s'excuse. Vous ne me connaissez pas ou vous ne me connaissez plus. Nous avons quelque temps suivi la même carrière, lorsqu'au sortir d'une révolution à laquelle vous n'étiez pas étranger, nous travaillions, au Congrès national, à la consolider par des institutions dont j'étais loin alors de prévoir le destin.

Poussé par un stimulant dont je n'ai jamais senti l'aiguillon, soutenu par des capacités que peu d'hommes possèdent et qui me manquaient, vous m'avez laissé loin derrière vous, dans la foule obscure : vous avez gravi au faite des honneurs et du pouvoir, et moi je suis ce que j'étais auparavant, simple plébéien et fier de ce titre, dévoué à mon pays, attaché de cœur et de conviction à toutes nos franchises constitutionnelles. Séparés ainsi par un immense intervalle, il n'est pas étonnant que je vous sois inconnu ; que vous ignoriez si je sais discerner la légalité du désordre, et si l'intrigue ténébreuse va bien à mon caractère.

Mais, à défaut de justice, à défaut de générosité, au moins convenait-il de mettre dans vos discours la circonspection qui ne doit jamais abandonner un diplomate.

Un homme d'état, un personnage aussi haut placé devrait-il s'exposer à descendre du fauteuil ministériel dans l'arène judiciaire pour y faire réparation à un plaignant vulgaire ? Car enfin, jusqu'à présent, il y a encore une justice en Belgique ; il y a des tribunaux qui la rendent au faible comme au puissant, au franc-maçon comme au jésuite, au patriote comme au ministre : et c'est même là peut-être la cause de cette bienveillance dont ils sont l'objet, et qui, depuis quelque temps, se trahit par tant d'égards.

Faudra-t-il en venir aux formes juridiques pour détruire l'effet de vos soupçons ? Non, Monsieur le ministre. S'ils méritaient une explication, si j'avais à rendre compte de ma conduite, je dirais que, dans la Suisse, que j'ai traversée rapidement au mois de septembre 1844 (*), en revenant d'Italie, je ne me suis entretenu, avec qui que ce soit, ni de maçonnerie, ni de politique, ni de jésuites. Et comme je pense n'avoir encore donné, par aucun mensonge, le droit à personne de mettre en doute ma sincérité, cette affirmative, j'ose le croire, suffirait à ceux qui me connaissent et dont je prise l'estime. Quant à ceux qui veulent d'autres preuves, je leur laisse le soin de se convaincre par eux-mêmes de ma véracité.

Mais, ai-je besoin de me disculper, moi qui ai le droit de me plaindre ? Ferai-je au bon sens public l'injure de me justifier, et de quoi donc ? D'un fait précis, d'une allégation au moins vraisemblable ? Non : d'une supposition à laquelle pour toute réfutation il suffit de sa propre absurdité.

(*) Parti de Turin dans la soirée du 9, je suis arrivé à Bruxelles le 17, rappelé par la maladie de ma mère, que j'ai eu la douleur de perdre le 19.

' Ah ! si je pouvais prendre vos paroles au sérieux, si la vanité pouvait m'aveugler sur des réalités palpables, quelles idées vous éveilleriez en moi ! quelle glorieuse métamorphose ! quel orgueil de me voir à la tête d'un corps qui vous ferait ombrage, d'une puissance dans l'état, d'une puissance capable de purger le pays de jésuites !

Si vous-même avez pris la chose au sérieux, cessez de vous alarmer pour ces bons pères ; ils sont désormais assez forts pour se passer de votre aide et n'avoient plus en Belgique rien à redouter de personne.

Où s'égare votre sollicitude ? c'est pour les jésuites que vous tremblez, et l'avenir qu'ils préparent au pays ne vous cause point d'effroi ! la seule pensée d'un danger imaginaire dont ils seraient menacés vous fait frémir, et vous les voyez, impassible et froid, ruiner les libertés sans lesquelles il n'est plus de patrie, détruire l'une après l'autre toutes les conditions d'existence de notre nationalité ! Ne vous y trompez pas : oui, c'est la nationalité même qu'ils attaquent au cœur. Voilà le péril qui devrait absorber toutes vos méditations ; voilà l'idée qui devrait vous préoccuper le jour et vous poursuivre encore jusque dans votre sommeil. C'est à fermer cet abîme qu'il faudrait appliquer toutes les ressources de votre génie, au lieu de vous mettre en peine de ce que fait une association occupée en silence de quelque théorie pacifique, de quelque œuvre de philanthropie.

La situation faite au pays par ces hommes qui ont accaparé tout votre intérêt, est celle de toutes les nations qui doivent subir leur présence, et dont le gouvernement, vigilant et fort, n'est pas perpétuellement en garde contre leurs tentatives d'envasement. L'esprit de domination est de leur essence même. La société du XVIII^e siècle n'a pu les supporter, et ils reviennent au XIX^e, au sein d'une société nouvelle, qui a fait un pas immense dans la voie du progrès, ils reviennent avec les mêmes idées, les mêmes prétentions, les mêmes moyens, comme si le genre humain pouvait rétrograder. Voyez chez nous les premiers actes produits par leur influence, à leur retour sur la scène politique. Relisez cette incroyable *Requête adressée au Congrès de Vienne*, le 8 octobre 1814, pour faire décréter en principe que l'exercice de la religion réformée ne serait permis qu'au Prince, à sa famille et à sa cour, et seulement dans l'intérieur des édifices royaux ; que des évêques feraient nécessairement partie du conseil d'état ; que la dime serait rétablie ; que les jésuites seraient rappelés et chargés de l'éducation de la jeunesse. Relisez le fameux *jugement doctrinal* sur la foi fondamentale des Pays-Bas, dans lequel l'intolérance ultramontaine épuise l'anathème et l'opprobre sur des droits naturels et sacrés dont la Constitution belge a de nouveau proclamé l'inviolabilité.

Ces tendances audacieuses se sont-elles démenties depuis ? Qu'on ouvre les yeux, qu'on regarde autour de soi, mais de bonne foi, avec la volonté de voir. Ne sont-ce pas ces mêmes jésuites que l'Europe a jugés et condamnés après une expérience de deux siècles ? ces jésuites turbulents, ambitieux, avides de richesses, ennemis de toute émancipation de la pensée, corrupteurs effrontés de la morale, et compromettant par leurs excès jusqu'à la religion même ?

Et vous vous étonnez qu'en Suisse, où la nation veille elle-même à sa garde, on se soit ému à l'appar-

che d'un pareil fléau ; vous vous étonnez qu'on se soit mis en mesure d'en empêcher l'invasion !

Et vous croyez qu'il a fallu faire comprendre à ce peuple si jaloux de sa dignité et de son indépendance tous les dangers de la patrie, toute l'ignominie du joug qui allait s'appesantir sur elle !

Et vous croyez que c'est de l'étranger qu'ont dû venir le conseil et l'initiative de la résistance !

Oh ! non, Monsieur le ministre ; convenez-en, vous n'avez pas fait cette injure à la patrie de Guillaume Tell et de Jean-Jacques Rousseau.

Est-ce avec plus de foi que vous avez inculqué les loges maçonniques belges ? Je ne saurais le croire, et je n'ajouterais rien à votre conviction intime par la déclaration solennelle que nos loges nationales ne sont pour rien dans ce qui se passe en Suisse ; qu'aucune loge régulière, qu'aucun membre reconnu de l'Ordre, que personne en son nom n'a coopéré de conseil ou de fait à la démonstration antijésuitique ou au mouvement politique dont elle est la cause ou le prétexte.

Vous le savez aussi bien que moi, car, vous aussi, vous étiez des nôtres ; vous aussi, vous avez reçu l'initiation maçonnique ; vous aussi, vous avez participé à nos travaux dans nos loges, où vous avez même rempli d'éminentes fonctions. Vous connaissez donc et la mission de la maçonnerie, et les moyens dont elle dispose. Quoi que vous en ayez dit, vous n'êtes point de ces esprits superficiels qui n'y voient qu'un délassement où l'homme, pour se récréer, redevient enfant. Un esprit sérieux et méditatif comme le vôtre a dû y chercher et à pu y trouver autre chose.

Eh bien, si vous avez voulu comprendre ses doctrines et ses tendances, ne joindrez-vous pas votre voix à celles de plus de 9,000 de vos frères, de tout âge, de toute condition, appartenant à toutes les croyances religieuses, à toutes les opinions politiques, disséminés sur la surface du pays, et qui rendront à l'ordre maçonnique ce témoignage unanime que le respect des lois et de la religion est une des bases de ses enseignements, la tolérance pour tous, même pour ses ennemis, un de ses dogmes les plus sacrés.

De quel droit d'ailleurs jugerait-on la maçonnerie autrement que sur ses œuvres ; et qui oserait la condamner dans ce qu'elle a produit ? De quel droit accuser ses intentions quand elle n'est connue que par le bien qu'elle a fait ?

Si elle n'avait pas pour règles invariables la plus saine morale, l'obéissance à la loi de l'état, l'amour de l'ordre et de la paix, aurait-elle traversé les siècles, résisté à tous les orages ? Quels secours l'auraient protégée ; elle qui ne possède point de richesses, qui n'a jamais eu à rougir de trésors acquis par d'odieuses captations, par l'impudente spoliation des familles ; elle qui n'a point de faveurs à distribuer, et dont l'autorité, qui repose tout entière sur le raisonnement et la confiance, ne peut franchir l'enceinte de ses temples ; elle qui n'a d'autre secret pour se perpétuer que le plaisir qu'une âme honnête trouve à faire le bien pour lui-même ; elle enfin qui n'a d'autre peine que le mépris pour le transfuge qui l'abandonne ?

Si elle était dangereuse pour les états, si elle avait pu le devenir, aurait-elle obtenu les encouragements des grands hommes qui ont créé ou réformé les empires, de Frédéric II, de Washington, de Napoléon ? Aurait-elle à l'étranger l'honneur de compter au nombre de ses grands-maîtres et protecteurs spéciaux, les

rois de Suède et de Danemark, le prince Guillaume de Prusse, le prince Frédéric des Pays-Bas ? Verrait-elle figurer dans les noms de ses adeptes ceux du roi des Français, du roi des Pays-Bas, du roi de Hanovre, du roi des Belges enfin, initié en 1813, à Berne, dans cette même Suisse où vous vous imaginez que ses frères veulent porter le trouble ?

Si elle n'était pas fondée sur la tolérance et la fraternité universelle, aurait-elle, dans tous les temps été un objet de défiance et de haine pour les tyrans et les fanatiques ; aurait-elle été proscrite par un Ferdinand VII, un duc de Modène, un don Miguel ; serait-elle, au contraire, florissante et honorée dans toutes les contrées des deux hémisphères où la raison et la liberté ne sont pas totalement enchaînées ?

Ce que la maçonnerie était dans l'antiquité, elle l'est encore aujourd'hui. Ses principes sont immuables ; elle doit à leur religieuse observation sa longue existence, et l'altération de ses lois primitives ne sera que l'ouvrage de ses ennemis.

Si vous aviez dédaigné d'étudier vous-même sa constitution, son objet et le mode de son action, rien de cela néanmoins ne serait un secret pour vous. La maçonnerie, comme toutes les croyances, n'a-t-elle pas aussi quelque apostasie à pleurer ? L'espionnage n'est-il pas chez les jésuites un de ces moyens que la fin sanctifie ?

Eh ! que vous apprendront-ils dans leurs révélations impures : que nous ne les aimons pas ? cela est vrai, et nous serions fâchés qu'on en doutât. Mais, est-ce notre qualité de francs-maçons qui détermine la répugnance qu'ils nous inspirent ? Non, c'est le vif et sincère amour de la patrie. C'est comme citoyens, c'est parce que nous sommes Belges et que nous voulons porter toujours ce titre avec honneur, que nous déplorons la ruine imminente des garanties de la gloire et de l'indépendance du pays ; c'est parce qu'il suffit d'aimer les lumières et le progrès de la civilisation, pour voir avec douleur s'affermir la domination abrupte qui ne se maintiendra qu'en les étouffant.

Ces sentiments nous sont communs avec tous les esprits éclairés de l'Europe, avec les gouvernements sages qui s'appuient sur des institutions libérales et sur l'affection des peuples, avec les princes qui ont expulsé les jésuites comme ennemis de la religion, comme ennemis des peuples, comme ennemis des rois.

Cependant faut-il conclure de là que les francs-maçons prétendent, se substituant à la puissance publique, faire, comme vous l'avez dit, une *razzia de jésuites*, les chasser du pays comme ils ont déjà été chassés de tous les états de l'Europe, comme ils ont été chassés en 1773 de notre Belgique même, par une femme à qui vous élevez aujourd'hui des statues, par l'auguste Marie-Thérèse ? Non, mille fois non. Nous voulons être libres, mais avant tout nous savons être justes. Que la loi qui doit à tous égale protection, leur prête aussi son appui ; qu'ils grandissent et se fortifient à l'abri de ces institutions dont ils minent les fondements, et qu'ils renverseront dès qu'ils pourront, sans danger pour eux-mêmes, nous écraser sous les débris.

Mais ce que nous pensons, ce que nous disons tout haut, c'est qu'il ne faut pas s'aveugler volontairement, aller au devant du péril, lui présenter lâchement la tête : ce que nous réclamons, ce que nous exigeons comme un droit, c'est la tolérance, c'est la justice ;

c'est qu'on laisse aux francs-maçons la même liberté qu'aux jésuites, c'est qu'on n'attaque pas dans les loges le droit d'association qu'on respecte dans plus de quatre cents couvents ou congrégations qui enveloppent le sol belge de leur immense réseau.

Au reste, on se gardera bien de les persécuter dès à présent, à découvert et au grand jour. Le temps approche, mais il n'est pas arrivé. En attendant, on se bornera à des menaces indirectes, à des tracasseries individuelles, à des disgrâces déguisées sous des prétextes transparents ; on armera tous les scrupules de la faiblesse, toutes les passions du fanatisme ; on se créera un auxiliaire dans le zèle importun des mères, des femmes, des sœurs, des filles. Mais on n'entreprendra rien contre l'ordre en masse, avant d'être bien en mesure. On se rappelle avec amertume les résultats d'une attaque prématurée, le mécompte qui a suivi l'imprudente lettre pastorale du mois de décembre 1837. On n'a pas oublié que cet acte d'intolérance, loin de faire désertir les loges, y fit de toutes parts affluer les néophytes, et ramena à l'activité le plus grand nombre de maçons émérites.

Si nous sentions le besoin de raviver la ferveur, si nous étions animés de l'esprit de prosélytisme, avec quelle joie nous entendrions une menace adressée à la maçonnerie ; quelle reconnaissance accueillerait un acte sérieux d'hostilité ; comme bientôt nous verrions doubler, tripler le nombre de neuf à dix mille maçons persévérants et courageux qui forment aujourd'hui la milice active de l'Ordre. Le danger qui éloigne les gens sans cœur, est un aimant qui attire les âmes fières et généreuses, et l'injuste oppression tourne en définitive à l'avantage d'une bonne cause.

Mais, je le répète, nous ne voulons pas nous faire illusion sur le but de vos paroles, car elles ont un but ; vous n'êtes pas homme à vous hasarder ainsi sans motif. Ce sont des semences jetées au vent mais non au hasard ; vous savez quel champ doit les recueillir ; elles y seront cultivées avec soin ; on aidera à leur développement ; et l'on jouira des fruits aux prochaines élections du mois de juin.

Où, tranchons le mot, tout se réduit à une manœuvre électorale.

Cette imputation, qui s'envenimera en se propageant, deviendra un épouvantail. Habilement exploitée, elle effraiera, sur les projets des libéraux en général, les esprits méticuleux, les caractères faibles et irrésolus. Elle servira à les détacher de la cause patriotique pour les rallier à un autre parti, en un mot, à capter des suffrages pour les candidats de ces bons jésuites dont on voulait faire une *razzia*.

Le désir de prémunir l'opinion contre cette influence n'est pas le moindre des motifs qui m'ont déterminé, Monsieur le ministre, à vous adresser cette lettre, et à publier la double protestation qu'elle contient. Vous l'auriez reçue depuis long-temps, s'il n'y avait été question que de moi, mais je tenais à la communiquer d'abord à ceux que j'aime toujours à consulter, et dont je me constitue ici l'interprète et le garant.

Bien des gens s'étonneront sans doute de l'importance que ces explications semblent donner à la maçonnerie. Mais ce sont vos suppositions qui lui prêtent ce relief qu'elle n'ambitionnait pas. Ce sont vos provocations qui forcent à sortir de la réserve habituelle une institution paisible et modeste, qui, sans redouter

la publicité, ne cherche pas à entretenir le monde de ce qu'elle est ou de ce qu'elle fait.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le ministre,

Votre très-humble serviteur,

E. DEFACQZ,

Grand-Maître de l'Ordre maçonnique en Belgique.

P. S. — Je prends la liberté de joindre à cette lettre et de vous offrir un exemplaire de la belle médaille maçonnique frappée en 1838, et présentant, d'un côté, l'apologue du serpent et de la lime, mis en action; de l'autre quelques préceptes de la maçonnerie.

Bruxelles, 6 avril 1845.

EXTINCTION TOTALE DE LA MAÇONNERIE

DANS LES ÉTATS BAVAROIS.

La maçonnerie fut enveloppée, en 1781, dans la proscription qui frappa en Bavière l'ordre des illuminés, et les édits qui la prohibaient ont été, postérieurement, confirmés à diverses reprises. Si, à l'époque de la puissance de Napoléon, l'influence française parvint à lui faire accorder quelque tolérance, ce favorable état de choses n'eut qu'une bien courte durée; et, à la chute du colosse impérial, les interdictions ont été renouvelées et n'ont pas été levées depuis. Deux provinces, cédées par la Prusse à la Bavière dans les premières années de ce siècle, les principautés de Bayreuth et d'Ansbach, avaient été nominativement exceptées de l'application de la loi; et, jusqu'à ces derniers temps, les travaux maçonniques s'y étaient tenus ouvertement et sans obstacle. Seulement, il était défendu aux fonctionnaires publics d'y prendre part directement ou indirectement, sous peine de se voir destitués de leurs emplois. Quelque précaire que fût la situation qu'on lui avait faite, la maçonnerie, prudente et réservée, n'en était pas cultivée avec moins de ferveur et de zèle, et il lui était permis de faire encore quelque bien autour d'elle. La *Grande-Loge au Soleil*, qui avait son siège à Bayreuth, comptait dans sa juridiction six ateliers, qui se recommandaient par leur bonne composition et par les excellentes vues dont ils étaient animés. Cependant ils portaient ombrage au pouvoir; et comme ils ne fournissaient aucun prétexte pour qu'on sévît contre eux, on a eu recours alors à la ressource machiavélique de la corruption: on a acheté le grand-maître, et il a prêté son concours pour dissoudre l'association dont il

était le chef. Ce maçon infidèle à ses devoirs les plus saints se nomme SOFIAN KOLB. Il faut que tous les maçons, présents et à venir, retiennent bien ce nom pour le couvrir de leur mépris.

Voici en quels termes embarrassés le journal allemand *Latomia* rapporte ce qui s'est passé:

« La *Grande-Loge au Soleil* de Bayreuth a été fermée par ordre supérieur, parce que son grand-maître a accepté une charge du gouvernement, et que les lois de Bavière défendent à tout fonctionnaire public d'être membre de l'association maçonnique. »

On voit qu'il y a ici des inexactitudes calculées; car il dépendait évidemment du grand-maître de n'accepter les fonctions dont il a été pourvu qu'après s'être fait remplacer comme chef de la *Grande-Loge*, que seul il avait le droit de convoquer.

CONFLIT FINANCIER

ENTRE LA GRANDE-LOGE D'ANGLETERRE
ET LES LOGES PROVINCIALES.

Pourquoi faut-il que les passions mauvaises de notre nature se glissent toujours dans tout ce qu'il y a de plus saint, de plus solennel ici-bas? L'égoïsme, cet éternel ennemi de la société, s'insinue dans les institutions les mieux assises, soit qu'elles viennent des hommes eux-mêmes, soit qu'elles appartiennent aux principes révélés d'une religion divine. Ces tristes réflexions nous sont suggérées par l'incident fâcheux qui vient d'avoir lieu en Angleterre au sujet d'une communication de la *Grande-Loge* de Londres, faite aux loges de province: cette communication a fait élever de toutes parts des réclamations qui, sans être tout-à-fait dépourvues de justice, n'en sont pas moins déplorables, en ce qu'elles tendent à détruire l'harmonie de notre société et peut-être à anéantir des avantages réels et désirables.

Voici les faits:

Au mois de mars dernier, à l'assemblée trimestrielle de la *Grande-Loge*, on fit la proposition suivante, qui fut adoptée à l'unanimité:

« Que l'article du livre des *Constitutions*, page 3, ayant pour objet de régler la contribution annuelle de chaque membre de la société, soit changé, afin d'augmenter la somme de cette contribution d'un demi-shilling (à peu près 60 c.) par trimestre, et que cette règle soit dorénavant ainsi rédigée: Chaque membre des loges du district de

Londres paiera au fonds de bienfaisance la somme d'un shelling (à peu près 1 f. 90 c.) par trimestre, ou 6 shellings (7 fr. 60 c.) par an, et chaque membre des loges de province et des loges militaires paiera la somme d'un shelling par trimestre, ou 4 shellings par an. »

La communication continue dans les termes suivants :

« Selon l'article 9, page 27 du livre des *Constitutions*, cette proposition a besoin d'être confirmée avant de devenir une loi ; c'est pourquoi le très vénérable grand-maitre, le comte de Zetland, croit devoir vous en faire part, afin que vous-même, vénérable, et vos surveillants, soyez préparés à décider la question à l'assemblée trimestrielle qui aura lieu le mercredi 4 juin prochain.

» Le grand-maitre désire en outre vous faire savoir que, dans le cas où cette proposition serait ratifiée à l'époque susdite, les propositions suivantes seront soumises à l'approbation de la loge :

» 1^o Considérant que la contribution de chaque membre, se trouvant accrue de 2 shellings par an, augmentera sensiblement le fonds général de bienfaisance, une somme de 200 liv. sterling (5,000 fr.) sera placée au *fonds de l'annuité royale et maçonnique de bienfaisance* en sus des 400 liv. sterling déjà votées par la Grande-Loge.

» 2^o La veuve d'un pensionnaire du *fonds de l'annuité royale et maçonnique de bienfaisance* qui aura été mariée avec le défunt avant l'époque où il a pu faire valoir ses droits à la pension, recevra, tant qu'elle ne se remariera pas, une pension égale à la moitié de la somme que recevait son mari.

» 3^o La veuve d'un frère qui aurait été éligible comme candidat à la pension de l'annuité maçonnique sera éligible comme pensionnaire de la susdite annuité, et recevra une somme proportionnée comme ci-dessus, pourvu qu'elle ait eu plus de soixante ans à l'époque de la mort de son mari, étant toutefois assujétie aux règles analogues à celles qui statuent sur les pensions des frères y ayant droit. »

N'est-il pas fâcheux qu'en présence de bienfaits si réels et d'une si grande importance, la plupart des loges de province se soient insurgées contre ce projet, qui signale d'une manière si digne les premiers actes publics du nouveau grand-maitre ? Non contentes de formuler des résolutions contre ce projet, plusieurs grandes-loges provinciales ont jugé à propos de rédiger des circulaires, qu'elles ont expédiées dans toutes les loges de province, afin d'influencer le jugement des frères, en repré-

sentant le projet comme contraire aux lois maçonniques. Le but avoué de ces circulaires est d'engendrer une opposition formidable, en envoyant des députations à la séance du 4 juin. Nous gémissons sur cet incident. Il est pénible de voir s'allumer, pour des causes quelque justes qu'elles soient, des brandons de discorde dans le sein de la maçonnerie anglaise, depuis si long-temps paisible et en pleine harmonie.

Du reste, cette opposition, toute futile qu'elle peut paraître aux yeux des maçons désintéressés et consciencieux, ne nous semble que le résultat nécessaire de l'état d'apathie dans lequel la plupart des loges de province croupissent en Angleterre. Dans leur sein, nulle question sociale n'est agitée ; servilement enchaînées à la discussion de leurs intérêts privés, ces loges se traînent péniblement dans la routine des formules et ne comprennent pas autrement la maçonnerie. Parler à la majorité des maçons anglais de la haute influence de notre ordre sur la société, ils ne vous comprendront pas. Pour eux la franc-maçonnerie consiste en cérémonies plus ou moins étendues, plus ou moins mystérieuses, en formules dont le sens moral leur échappe, et enfin dans cette protection mutuelle que les maçons se doivent les uns aux autres.

Nous espérons que les débats qui ont dû s'ouvrir dans la séance du 4 juin produiront un effet salutaire sur l'esprit des loges de province, et leur inspirera des sentiments un peu plus en harmonie avec les vrais principes de la maçonnerie, quand il s'agira d'en étendre l'influence bienveillante.

Comme nous l'avons remarqué, les objections et les griefs des loges de province ne sont pas sans fondement. Si elles refusent un peu trop péremptoirement leur approbation au projet, il est vrai de dire que la Grande-Loge, par sa négligence inexplicable, a provoqué cette opposition. Ses Statuts établissent qu'une proposition adoptée à une assemblée générale de la Grande Loge ne peut devenir loi avant que communication en ait été faite aux loges de province, afin qu'elles puissent voter, par l'entremise de leurs fondés de pouvoirs, à l'assemblée trimestrielle suivante, dans laquelle cette proposition est présentée afin d'être ratifiée ou rejetée. C'est le 4 juin que cette loge a dû se réunir, et ce n'est que du 12 mai que date la communication. Ainsi un délai considérable a eu lieu, et les loges ont à peine eu le temps de délibérer sur une question si importante. Cette négligence de la Grande-Loge a nécessairement excité les soupçons des loges de province ; on a naturellement conjecturé que cette communication tardive

était l'effet d'une tactique ayant pour but de conjurer cette opposition qui gronde. On a conjecturé de plus que c'est à la protestation de la Grande-Loge du Devonshire, présidée par le comte de Fortescue, que l'on doit l'envoi de la communication. En effet, le 24 avril, cette grande-loge formulait une censure énergique contre la négligence de la Grande-Loge; car la proposition faite le 3 mars ayant transpiré, on s'est étonné à bon droit d'un silence si contraire à l'esprit de la règle du livre des *Constitutions*; mais, à côté de ce grief de forme, les loges récalcitrantes en font valoir un autre tout de principe, qui, nous le craignons, excitera une violente opposition dans la province. D'après la règle actuelle, il existe une différence de la moitié entre la contribution des membres des loges du district de Londres et celle des membres des loges de province, c'est-à-dire que chaque membre du district métropolitain paie 4 shellings par an au fonds de bienfaisance, tandis que les membres de la province n'en paient que deux. Cette différence a été établie d'après des considérations sérieuses et justes, et, du reste, a été dûment confirmée lors de la révision qui eut lieu en 1841. D'après le nouveau projet, cette proportion serait détruite, puisque la contribution des membres du district de Londres ne serait augmentée que de la moitié, c'est-à-dire qu'au lieu de 4 shellings, cette contribution ne se monterait qu'à six, tandis que celle des membres de la province serait augmentée du double; au lieu de 2 shellings, ils en paieraient quatre. Quelque triviale que soit cette différence, le principe ne s'en trouve pas moins attaqué; aussi regrettons-nous sincèrement que le projet n'ait pas été établi sur les bases déjà consacrées, à moins qu'il ne soit établi que ces bases ne soient injustes, ce qui est très possible. Dans une question aussi délicate, il ne nous est permis de formuler aucune autre opinion que celle que nous avons émise, jusqu'à ce que nous connaissions et les débats et leur résultat. Nous craignons néanmoins que cet incident ne donne lieu à de déplorables discordes, et qu'à cause de certains vices de forme, l'extension projetée des bienfaits de la maçonnerie ne se trouve anéantie. Il y a en outre, nous le savons, des membres influents qui n'ont pas vu d'un bon œil l'avènement du comte de Zetland au trône de grand-maître. Certaines ambitions se sont trouvées froissées de ne pas avoir succédé au duc de Sussex, et parmi les partisans de ces ambitions-là, il y en a beaucoup qui montrent l'oreille, et qui se décèlent par la violence de leurs attaques contre

les actes de la Grande-Loge. Puissent les événements démentir nos appréhensions!

LES LOGES ALLEMANDES

ET LES MAÇONS ISRAÉLITES.

Nous recevons communication des deux pièces ci-après. Les faits qu'elles relatent sont de la plus haute gravité, et appellent plus que jamais l'attention de nos frères sur une monstrueuse anomalie qui s'est introduite et continue de subsister dans le sein d'une société qui s'est donné pour mission de répandre dans le monde les lumières de la raison et les avantages de la paix. Nous adjurons principalement tous les corps maçonniques pénétrés de la grandeur de leur mandat et de la responsabilité qu'ils ont assumée, de prendre enfin, soit individuellement, soit collectivement, les mesures nécessaires pour faire cesser une hérésie capable de jeter la plus profonde déconsidération sur l'ordre maçonnique tout entier.

Orient de Berlin, le 19 mai 1845.

A la très respectable et vénérable Loge A LA VÉRITÉ VICTORIEUSE, travaillant à Berlin sous les auspices de la Grande-Loge ROYAL-YORK A L'AMITIÉ.

Vénérable, vénérables grands officiers, vénérables et chers frères,

Les frères maçons soussignés demeurant à Berlin, n'ont point visité jusqu'aujourd'hui les ateliers travaillant sous la protection de la Grande-Loge ROYAL-YORK A L'AMITIÉ, parce que les statuts de cet Orient leur en défendaient l'entrée « comme professant la religion juive. »

D'après les explications que le frère Hebel, représentant de ladite Loge à Londres, a données dans la réunion des Grandes-Loges en Angleterre, qui a eu lieu le 4 septembre de l'an passé, nous avons cru devoir admettre comme « certain que ces restrictions avaient cessé et n'existaient plus; » et les frères des loges anglaises qui ont signé la présente avec nous, ont reçu la mission officielle dudit frère Hebel même « de s'enquérir de fait de la vérité et de l'exécution ponctuelle et effective de ce que votre représentant avait déclaré hautement et ouvertement, et d'en faire leur rapport. »

Nous autres, frères, nous nous joignons à eux afin de pouvoir transmettre les mêmes communications à nos Orients respectifs, et nous vous prions tous de vouloir bien nous ouvrir vos portes, et nous recevoir fraternellement dans vos ateliers, afin de pouvoir as-

sister et participer à vos travaux de ce jour, ainsi que ceux que vous entreprendriez plus tard.

Pour notre légitimation, nous joignons à la présente nos diplômes, et nous vous saluons chers et vénérables frères, p. l. n. a. v. c. . .

Vos fidèles et dévoués frères,

Signé : JOSEPH BEHREND, D^r F. BEHREND,
H. LINDENAU, TOWSKY, POLLACK.

PROTESTATION.

Orient de Berlin, le 20 mai 1845.

Nous soussignés francs-maçons, 1^o frère Joseph Behrend, reçu dans la Loge duement constituée L'AIGLE DE FRANCFORT, à l'Orient de Francfort-sur-Mein, travaillant sous les auspices du Grand-Orient de France, reçu plus tard comme membre de la Loge du PARFAIT SILENCE, Orient de Lyon, promu au 18^e grade, suivant diplôme du 27 juillet 1841; 2^o frère Henry Lindenau, reçu dans la Loge n^o 444, à L'AURORE NAISSANTE (*sur aufgehenden morgenrothe*), et membre de ladite Loge, laquelle travaille sous les auspices de la Grande-Loge d'Angleterre, diplôme du 21 septembre 1833, 1^{er} grade; 3^o frère Behrend, docteur en médecine, reçu dans la Loge, n^o 223, JORPÉ, Orient de Londres, et membre de ladite Loge, 1^{er} grade, suivant diplôme de 1841; 4^o frère Pollack, reçu dans la Loge L'AIGLE DE FRANCFORT, à l'Orient de Francfort-sur-Mein et membre de ladite Loge, 3^e grade, diplôme de 1837; 5^o frère Towsky, membre de la Loge ABRAMS, n^o 20, Orient de New-Yorck, 3^e grade, diplôme de 1842,

Déclarons et assurons sur notre parole de maçon et sur celle de l'honneur, qu'en date du 19 mai, année courante, que nous nous sommes rendus dans la maison n^o 24, rue dite Dorothenstrasse, appartenant à la Grande-Loge ROYAL-YORCK, A L'AMITIÉ, pour demander et obtenir l'entrée, afin de pouvoir assister aux travaux au premier grade qui avaient lieu dans une de ses loges filles nommée A LA VÉRITÉ VICTORIEUSE (*sur siegenden Wahrheit*).

A cet effet, nous avons présenté notre lettre de demande (dont ampliation se trouve annexé à la présente), ainsi que nos diplômes. Le frère maître des cérémonies auquel nous nous étions adressés, pour lui présenter les diplômes français, anglais et américains dont nous étions porteurs, reçut notre lettre de demande ainsi que ces diplômes, et nous pria de rester dans la salle d'attente jusqu'à ce qu'il eût reçu les instructions du vénérable, qu'en pareille circonstance il croyait devoir aller réclamer.

Après vingt minutes d'attente, le frère maître des cérémonies revint à nous et nous déclara « que, d'après des lois et des statuts existants, les portes de la loge ne pouvaient et ne devaient nous être ouvertes, parce que nous professons la religion juive. »

Les diplômes nous furent rendus, mais le frère maître

des cérémonies garda notre lettre précitée. Après avoir appris, sur la demande que nous en avions faite, que le vénérable président tenant aujourd'hui les travaux de la loge se nommait le frère Butre, et le maître des cérémonies, le frère Wunsch, nous nous sommes retirés.

Nous protestons contre cet acte arbitraire, qui est une violation complète de nos droits maçonniques.

Nous protestons contre les lois des Loges parisiennes qui autorisent et sanctionnent une pareille violation, parce qu'il est expressément défendu à toute loge de créer et d'établir des statuts qui sont en opposition directe avec les lois primitives et fondamentales de la maçonnerie.

Signé : JOSEPH BEHREND, H. LINDENAU, D^r
F. BEHREND, POLLACK, TOWSKY.

Pour légalisation des signatures,

Frère D^r ADOLPHE SCHNITZER.

Pour légalisation de la traduction entièrement conforme à l'original, Lunéville, le 10 juillet 1845,

Frère ADOLPHE TRENEL.

CONSTITUTION DE L'ECOSSISME

EN PORTUGAL.

Le Suprême Conseil du trente-troisième degré, pour le royaume de Portugal, est actuellement composé du souverain grand-commandeur et de son lieutenant, du grand-secrétaire grand-chancelier et du grand-trésorier du Saint-Empire, et en outre de neuf souverains grands-inspecteurs généraux; il a son siège permanent dans la capitale du territoire portugais; en lui réside le pouvoir souverain, législatif et dogmatique de l'Ordre, et il a dans ses attributions particulières la collation des grades supérieurs, depuis et y compris le dix-neuvième.

Au dessous de lui, dans l'ordre hiérarchique, est la Grande-Loge centrale de la Grande Commanderie, dans laquelle siègent le lieutenant grand-commandeur, son président-né, le grand-secrétaire général et le grand-trésorier général du Saint-Empire, tous les grands-inspecteurs généraux du trente-troisième degré n'appartenant pas au Suprême Conseil, tous les sublimes princes du royal secret, trente-deuxième degré, et les deux frères les plus anciens des degrés du dix-neuvième au trente-unième inclusivement. Indépendamment de ces membres, la Grande-Loge centrale se compose : 1^o des vénérables de toutes les loges sym-

boliques ; 2° de deux représentants pour chacune d'elles, qui ne peuvent être élus que parmi les frères possédant les degrés inférieurs au dix-septième ; 3° et de quelques autres frères non compris dans les catégories précédentes, qui seraient appelés à des fonctions dans la Grande-Loge, lors de l'assemblée générale qui doit avoir lieu tous les ans à cet effet, et dans laquelle viennent voter tous ceux à qui leurs grades en confèrent le droit. Dans ce corps réside aussi une portion du pouvoir administratif et dogmatique de l'Ordre, et c'est lui qui s'occupe des affaires maçonniques jusqu'au dix-huitième degré (dernier grade qu'il concède à partir du quatrième) et des intérêts des ateliers qui lui envoient des représentants.

Les loges maçonniques écossaises ne peuvent avoir plus de quatre-vingt-dix-neuf membres effectifs, et le quart seulement peut suivre une autre religion que la religion catholique. Sont expressément prohibées, dans les temples de la correspondance, les discussions sur les matières politiques ou religieuses (art. 9 du règlement général), et les ateliers qui enfreindraient cette défense seraient *ipso facto* irréguliers et hors de la grande association écossaise, qui, fondée sur le principe sacré de la tolérance, offre à tous les maçons légitimes et réguliers de tous les rites un bon accueil et le baiser fraternel.

Après la Grande-Loge centrale vient le Comité (*synhedrio*) général de bienfaisance, ou *Loge de perfection du seizième degré*, créé par décret du Suprême Conseil du troisième jour de la lune de kislev 5844 (1). Ce Comité se compose de trois membres du Suprême Conseil, spécialement élus pour cet objet ; de sept membres désignés par la Grande-Loge ; de délégués des loges à raison de deux par séries de dix-neuf membres, et d'un par neuf membres excédant ces séries. Sont membres-nés de ce corps le souverain grand-commandeur et son lieutenant et les vénérables des loges. Afin d'atteindre son but plus complètement, il centralise la bienfaisance de la maçonnerie écossaise en Portugal, au profit des frères de l'obédience et de leurs veuves et enfans orphelins. Il les assiste dans leur infortune, dans leurs maladies ou après leur mort ; il pourvoit à l'éducation de ceux à qui elle est nécessaire ; il établit partout où il est possible des asiles et des écoles dont les doctrines et l'enseignement concourent au perfec-

tionnement moral et à l'instruction industrielle et mécanique des élèves. Les capitaux du comité se divisent en fonds permanents et en fonds disponibles. Comme base de cet établissement et comme capital permanent, a été versée dans ses coffres, le jour de son installation, 31 décembre 1844, la somme fixée dans le décret de sa création. La dotation de cet établissement, dont les bienfaits pourront s'étendre à des individus en dehors de la correspondance, soit maçons, soit profanes re-commandables, et aux familles des uns et des autres, consiste : 1° dans la totalité des droits des seizième, dix-huitième et trentième grades ; 2° dans le quart des droits de tous les autres grades du premier au quinzième inclusivement ; 3° dans trente pour cent des droits des autres degrés jusqu'au vingt-neuvième ; 4° dans le produit de la caisse de bienfaisance de la Grande-Loge ; 5° dans le produit de la caisse de bienfaisance des séances ordinaires des loges, à raison d'une par mois et de cinquante reis (30 cent.) pour chaque membre effectif et pour chaque augmentation de salaire ; 6° dans le montant total des droits des grades, jusques et y compris le seizième, que recevront les frères qui entreront annuellement dans le Comité ; 7° dans le produit net de quelque œuvre maçonnique, scientifique ou morale que l'on fera imprimer ; 8° et enfin dans le produit de dons volontaires, de bénéfices dans les théâtres, sociétés philharmoniques, etc., ou d'entreprises tendant à favoriser le progrès des arts et de la littérature ou à perpétuer le souvenir de faits particuliers, etc. Le Comité reçoit, dépense et possède en outre les sommes et valeurs qui seront mentionnées ailleurs.

Le 1^{er} mai 1845, quatre mois après son établissement, le Comité général de bienfaisance du rite écossais possédait, en argent et en objets en nature, une valeur de 2,700,000 reis (16,875 fr.), quoiqu'on eût déjà dépensé, en secours délivrés à des maçons malheureux, à des veuves, à des orphelins, et pour les funérailles d'un maçon mort dans l'indigence, au delà de 360,000 reis (2,240 f.).

Plus de 1,200,000 reis (7,500 fr.), formaient alors le montant du capital permanent et produisaient une rente assez élevée.

Le Comité secourt en première ligne les frères des loges du ressort, leurs veuves et leurs enfans, puis les frères des autres obédiences, et enfin les profanes de bonnes mœurs ; il vient déjà en aide mensuellement à trois maçons et à deux veuves ; il pourvoit à l'éducation de trois orphelins ; il a voté une somme mensuelle pour qu'il fût enseigné, dans une ville de la province de Douro, la lecture, l'é-

(1) Sivant la supputation fautive du Suprême Conseil de Lisbonne, cette date répond au 13 septembre 1844. C'est le deuxième jour de la lune de vislec qu'il aurait fallu dire.

criture, la doctrine chrétienne, la couture et le tricot à trente-trois jeunes enfants orphelins ou appartenant à des parents qui ne peuvent subvenir aux frais de leur éducation. Actuellement, il fait des dispositions pour ouvrir une école dominicale ; et, à mesure que ses ressources s'accroîtront, il réalisera successivement tous les bienfaits que doit produire son institution. Pendant que le Comité accomplit ainsi la mission qui lui a été confiée, les loges continuent de leur côté, avec les fonds qu'elles possèdent, à pratiquer tous les jours des actes de bienfaisance et de charité.

Avant la fondation du Comité général de bienfaisance du rite écossais ancien et accepté, la loge la *Philantropique*, du même rite, établie aussi à Lisbonne, avait créé, le 21 mars 1844, une *caisse de famille*, dans le but de délivrer des secours temporaires ou permanents aux frères de son tableau et à leurs familles, qui pourraient en avoir besoin. La loge avait doté cette caisse d'une somme de 120,000 reis (750 fr.), et elle avait décidé qu'elle y ajouterait la moitié des sommes qu'elle recouvrerait, soit en cotisations mensuelles, soit en droits d'initiation, d'affiliation, de concession de grades, soit en droit de délivrance de diplômes et certificats, et la totalité des dons de toute espèce qui pourraient être effectués ; mais elle comprit que, pour atteindre le but qu'elle avait en vue, il était important de grossir le capital, de manière à pouvoir faire pour les frères nécessiteux quelque chose de digne de la maçonnerie, et non à leur délivrer une aumône à peine suffisante pour apaiser leur faim pendant quelques jours seulement. Elle décida donc que les fonds qui entreraient dans la caisse pendant un espace de trois années seraient divisés en deux parts, l'une qui serait tenue en réserve, l'autre qui serait distribuée en secours journaliers pour des besoins urgents et dont le montant serait gradué d'après une échelle ascendante et s'élèverait dans la proportion des forces de la caisse, de telle façon que le capital s'accrût progressivement et permit ensuite d'accomplir plus sûrement et plus efficacement l'objet de l'institution.

HISTOIRE DE L'ORDRE.

LA GRANDE-LOGE NATIONALE DE SAXE.

Nous traduisons littéralement les détails qu'on va lire du journal maçonnique allemand *Latomia* ; ils compléteront ceux que nous avons déjà em-

pruntés à la même feuille sur l'histoire de notre association dans le royaume de Saxe (1).

« L'histoire de la Grande-Loge de Saxe peut être écrite en peu de lignes, la fondation n'en remontant pas au delà de 1811.

» A peine la franc-maçonnerie s'était-elle propagée des Îles Britanniques sur le continent européen, que la première loge de Dresde fut fondée, en 1738, par le comte de Rutowski. Depuis cette époque, la maçonnerie a prospéré dans la Saxe, sans jamais devenir l'objet de poursuites de la part de l'autorité. Il est vrai que, dès l'année suivante, Auguste, roi de Pologne et électeur de Saxe, se vit forcé de mettre à exécution la bulle du pape Clément XII contre la franc-maçonnerie ; mais ce fut seulement en Pologne, partie catholique de ses États ; la prohibition ne fut pas appliquée à la Saxe, et les membres de l'association n'y furent point inquiétés. Une seule fois, la société conçut la crainte que des dispositions défavorables ne fussent prises contre elle par le gouvernement : ce fut lors de l'avènement du prince Xavier, après la mort de l'électeur Frédéric-Christian, arrivée le 17 décembre 1769. Mais, heureusement, ces appréhensions étaient mal fondées.

» Les premières loges, et entre autres celle de *Minerve, aux trois Palmiers*, constituée à Leipzig en 1741, furent établies, en vertu de délégation de la Grande-Loge de Londres, par le grand-maître provincial de Saxe, et elles se maintinrent ainsi dans une sorte d'indépendance ; la loge citée plus haut constitua même, dès la première année de sa fondation, de nouvelles loges, telles que la loge d'*Archimède, aux trois Planches à tracer*, à Altenbourg. Deux de celles-ci subsistent encore à l'état de loges isolées. Mais, bientôt après, furent instituées plusieurs loges dans l'Électorat par la Loge-Mère nationale *aux trois Globes*, de Berlin. Parmi les dernières, la loge de Bautzen, à *la Muraille d'or*, quoique appartenant à la société des loges de la Saxe, a entretenu jusqu'à présent des relations avec cette grande-loge. La plupart des loges saxonnes reçurent plus tard leurs constitutions de la Grande-Loge de Hambourg, et actuellement la majeure partie des ateliers du royaume reconnaît cette autorité.

» Pour introduire l'unité dans la constitution des loges saxonnes, toutes furent invitées à se réunir pour former une association des loges du royaume, et elles y consentirent, à l'exception de la loge de *Minerve, aux trois Palmiers*, de Leipzig. Toutefois, une d'entre elles, *Baudouin, au Til-*

(1) Voir p. 117.

leul, de Leipzig, s'en détacha; et elle existe aujourd'hui comme loge indépendante. L'érection de la Grande-Loge nationale de Saxe eut lieu le 11 septembre 1811; les loges qui ont coopéré à sa création, celles par conséquent qui existaient avant la fondation de la Grande-Loge, se nomment *loges de l'Association*, pour se distinguer des loges-filles, lesquelles ont reçu leurs constitutions de la Grande-Loge nouvelle. Le ministre royal des conférences de Saxe, de Nostitz et Joenkendorf, qui jouit long-temps de la vénération et de l'affection générales en qualité de grand maître, a rendu d'éminents service à la Grande-Loge de Saxe.

» Les loges qui avaient apporté leur concours à la formation de la Grande-Loge nationale de Saxe travaillant d'après des systèmes différents, on ne put ni ne voulut les amener à abandonner le mode de travail qu'elles avaient suivi jusqu'alors, mode pour lequel elles avaient d'ailleurs de la prédilection. En conséquence, la Grande-Loge laissa à chaque loge de l'association la faculté de continuer ses travaux d'après son rite accoutumé. Mais comme la plupart des loges saxonnes travaillent d'après le système de Hambourg, il est probable que les loges établies plus tard finiront par reconnaître généralement cette doctrine.

La Grande-Loge du royaume de Saxe se compose de représentants des loges de l'association et des loges-filles, à chacun desquels est adjoint un coreprésentant, afin que toutes les loges nationales soient représentées, même dans le cas où un représentant de l'assemblée serait empêché d'y assister. Ces représentants se rassemblent pour l'élection des grands fonctionnaires et votent au nom des loges qu'ils représentent, d'après les instructions qu'ils en ont reçues, et dès-lors la décision des loges de l'association acquiert force de loi. La Grande-loge propose les lois et veille sérieusement à leur exécution; mais elle est aussi tolérante à un haut degré, ainsi que le prouve sa décision de l'an 1840. En vertu de cette décision, l'admission aux travaux est accordée même aux membres de la croyance mosaïque reçus régulièrement.

» La Grande-Loge de Saxe, qui se trouve actuellement en rapport avec presque toutes les grandes-loges d'Allemagne, et qui y a des représentants, peut se féliciter de l'amour et de la vénération profonde des loges de l'association et des loges-filles; elle jouit de la considération des grandes-loges de tout le monde civilisé, comme il résulte des propositions nombreuses qui lui sont faites par les grandes-loges de l'Amérique pour

entrer en correspondance intime avec elle. »
(*Latomia*.)

ANECDOTES MAÇONNIQUES.

L'ÉCOLE DES FILLES ORPHELINES DE MAÇONS A LONDRES.— On sait que la maçonnerie anglaise a fondé à Londres une institution destinée à recueillir, à instruire et à établir les filles orphelines de maçons indigents. Le trait suivant montrera avec quelle sollicitude cette pieuse mission y est remplie. En 1819, Éléonore Weders fut admise dans l'institution. Environ une année après, M. Bilker, magistrat du comté de Surrey, informa le comité que la situation de l'enfant s'étant améliorée par suite d'un legs qui lui avait été fait dans un testament dont il était l'exécuteur, il désirait la retirer de la maison de *charité*. M. Bilker fut invité alors à visiter l'établissement; ce qu'il fit dans les plus minutieux détails et avec la plus grande attention. Après avoir rempli ce devoir, il exprima l'opinion qu'il ne croyait pouvoir mieux remplir les intentions du testateur pour le bien-être de la jeune fille qu'en sollicitant la permission de la laisser dans la maison; mais que, ne voulant point qu'elle fût à la charge de la société, il désirait prendre des arrangements pour fixer le prix de la pension. Un accommodement fut fait en conséquence avec lui, aux termes duquel vingt-cinq livres sterling (625 francs) furent payées annuellement jusqu'en 1823, époque où la jeune personne fut remise à M. Bilker, son tuteur. En témoignage de la haute idée qu'il s'était formée de la morale enseignée par l'école et du régime qui y était observé, ainsi que de la conduite exemplaire de Mme Croak, qui en était la directrice, ce magistrat s'inscrivit pour une forte somme en faveur de l'institution et en devint un des gouverneurs. Il est à remarquer que M. Bilker n'appartenait pas à la franc-maçonnerie, et que ce qu'il en avait vu l'engagea dans la suite à s'y faire initier.

(*Freemason's quarterly review*.)

DEUX VÉNÉRABLES FRÈRES.— Le grand lecteur de la Grande-Loge de l'Ohio, le docteur Burney, écrit au *Freemason's monthly magazine* de Boston ces intéressants détails: « Nous avons dans l'Ohio deux vénérables frères dont je serais heureux de voir les noms publiés dans votre estimable recueil. Le premier est le capitaine Hugh Maloy, âgé de près de quatre-vingt-treize ans, qui habite présentement aux environs de Bethel. Il fut initié en 1782, dans la loge du général Washington.

C'est le général qui présida en personne et accompagna le cérémonial de l'initiation. Le second patriarche maçonnique dont je vais vous parler est le frère Mac Land, qui aujourd'hui est dans sa cent septième année. Son diplôme porte la date de 1762 ; par conséquent, il est maçon depuis quatre-vingt-deux ans. Il a reçu, à l'âge de cent quatre ans, dans un chapitre à Maysville, les divers degrés qui peuvent s'y conférer. »

CÉRÉMONIES MAÇONNIQUES.

POSE DE LA PREMIÈRE PIERRE DE L'HOSPICE DE JAMSETJEE JEEJEEBOY, A BOMBAY.

Un Indien de naissance, sir Jamsetjee Jeejeeboy, qui a acquis honorablement dans le commerce une immense fortune, et qu'on cite comme le premier Hindou qui ait reçu du gouvernement anglais un titre de noblesse, a manifesté l'intention de fonder un vaste hôpital dans la ville de Bombay (Indes-Orientales). La pose de la première pierre de ce monument a eu lieu le 3 janvier 1843 avec une grande pompe ; et, suivant l'usage constamment suivi en Angleterre, en Irlande, en Écosse et en Amérique, la maçonnerie a figuré en première ligne dans cette cérémonie. Le vénérable grand-maitre provincial des Indes-Orientales, le docteur James Burnes, était assisté des grands dignitaires de l'ordre et d'une nombreuse réunion de frères. L'emplacement réservé pour la fête avait été splendidement et pittoresquement décoré ; les dames étaient assises dans un amphithéâtre couvert de baldaquins, orné d'écussons et de bannières. Le costume et les insignes des frères excitaient la curiosité et l'admiration de la foule ; près de quarante membres de la Grande-Loge provinciale portaient l'écharpe et le tablier vert, avec de riches broderies en or. Trois larges piliers dorés des ordres corinthien, ionique et dorique, placés près du grand-maitre et de ses officiers, ajoutaient encore à l'effet imposant de la cérémonie, la première de ce genre qui ait eu lieu dans cette ville. La population de Bombay en a été vivement impressionnée.

L'architecte du futur hôpital a présenté le plan de l'édifice au grand-maitre provincial ; le greffier et le trésorier lui ont également remis la plaque d'inscription et les monnaies qui devaient être scellées dans la pierre. Pendant ce temps-là, l'orchestre jouait des airs maçonniques.

Le député grand-maitre provincial a donné lec-

ture à haute voix de l'inscription qui constate que la première pierre de l'hôpital fondé par sir Jamsetjee Jeejeeboy, a été posée sous le règne de sa très gracieuse majesté Victoria, sous le gouvernement de lord Elmhorough, gouverneur-général des Indes, etc., etc., « par James Burnes, grand-maitre provincial des Indes-Orientales, assisté de l'honorable Anderson, ex-grand-maitre provincial ; du vénérable Le Gayt, député grand-maitre provincial ; de sir Lestock Reid, premier surveillant provincial ; du lieutenant-colonel Neil Campbell, second surveillant provincial, et d'une nombreuse assemblée de frères de l'ordre, le mardi, 3 janvier de l'an de l'ère chrétienne 1843 et de la maçonnerie 5843. »

Il a été ensuite procédé à la pose de la première pierre avec les cérémonies et les rites maçonniques dont nous avons déjà plus d'une fois reproduit la description.

Le grand maitre provincial a pris la parole et a prononcé un long et éloquent discours, fréquemment interrompu par les applaudissements de l'auditoire. Il a expliqué le sens symbolique des pratiques qui venaient de s'accomplir, il a commenté avec une touchante onction les devoirs qu'impose la maçonnerie, l'immense influence qu'elle exerce pour l'établissement de la fraternité universelle et le soulagement de l'humanité souffrante ; puis il a terminé ainsi, en s'adressant au généreux fondateur de l'hôpital, au bienfaiteur des pauvres : « Sir Jeejeeboy, permettez-moi, mon ami, de vous présenter à mes frères les maçons comme un frère qui a pratiquement atteint le sommet du temple maçonnique, qui est LA CHARITÉ... Quoique nous n'ayons pas eu le bonheur de vous initier à nos mystères, nous ne pouvons douter, d'après les magnifiques œuvres de bienfaisance accomplies par vous, que vous ne soyez un sage architecte, une pierre fondamentale, équarrie, polie, façonnée par la main du Grand-Maitre lui-même, que votre patente ne soit signée par la chancellerie d'en haut ; enfin j'ajouterai que vous n'avez besoin ni de signe, ni de symbole, ni de brevet, ni de diplôme, ni de mot de ralliement, ni de serment de mains pour être assuré de rencontrer un accueil cordial de la part de tous les maçons dignes de ce nom. »

Sir Jamsetjee Jeejeeboy a répondu : « Vénérable grand-maitre, je vous suis on ne peut plus reconnaissant, ainsi qu'à vos frères, d'avoir bien voulu faire un si grand honneur à la cérémonie de fondation de l'hôpital que je me propose d'élever, en consentant à y assister. Je désirais beau-

coup obtenir l'appui de votre fraternité, car, sans parler de la considération et de l'estime que je professe pour vous et plusieurs de mes amis réunis en ce moment autour de vous, j'ai entendu généralement vanter la haute antiquité, la bienveillance universelle et la tolérance de la maçonnerie ; je sais aussi que son but est le bonheur et le soulagement de l'humanité en général. Les expressions me manquent pour vous témoigner combien je suis touché des bonnes paroles que vous m'avez adressées ; je m'efforcerai constamment, soyez-en persuadé, de justifier l'opinion favorable que vous et vos frères vous voulez avoir de moi. »

Cette cérémonie, qui a eu tant d'éclat et de retentissement, doit se renouveler dans quelques mois avec la même pompe maçonnique, à l'occasion de la fondation d'un nouveau collège.

VARIÉTÉS.

SOCIÉTÉS SECRÈTES EXTRAMAÇONNIQUES.

Association polynésienne des aréois.

Nous empruntons aux *Polynesian researches*, de William Ellis, les détails suivants sur l'association des aréois, qui compléteront les renseignements consignés sur le même sujet dans l'*Histoire pittoresque de la franc-maçonnerie* du frère Clavel :

La société aréoi est une institution commune à toutes les îles de l'Océan Pacifique. Parmi les règles de cette société et les pratiques qu'on y observait, il y en a beaucoup qui ne sauraient être énoncées à cause de leur extrême obscénité : voici comment la légende taïtienne en explique l'origine :

« Oro, fils de Taaroa (dieu créateur), forma le dessein de prendre une épouse parmi les filles de Taata, le premier homme. En conséquence, il dépêcha deux de ses frères, Tufara-painum et Tufara-pairai pour chercher une compagne digne de lui. Ils parcoururent tout l'archipel, depuis Taïti jusqu'à Borabora, et ce fut là seulement qu'ils trouvèrent l'objet de leur mission. Au pied du Moua-Tahu-Huura, montagne aux flancs rouges, ils aperçurent Vairimati, et, à son aspect, ils se dirent l'un à l'autre : Voici une femme qui convient à notre frère. Alors ils remontèrent au ciel en toute hâte, et apprirent à Oro le succès de leur voyage. Ils lui décrivirent l'endroit où résidait la jeune fille en question, et ils la représentèrent comme douée de toutes les grâces et de tous

les attraits que puisse posséder une mortelle. Oro tendit l'arc-en-ciel sur les nuées, de manière qu'une des extrémités s'appuyât sur la montagne aux flancs rouges, et formât un chemin du ciel sur la terre.

» Le dieu descendit par cette voie : il vit Vairimati, et il l'épousa. Chaque soir, il quittait le séjour des nuages pour se rendre auprès d'elle, et le lendemain matin, il regagnait par l'arc-en-ciel les régions éthérées. Sa femme lui donna un fils, qu'il nomma Hoa-tabou-i-te-raï, c'est-à-dire ami des dieux, et ce fils devint par la suite un chef puissant parmi les hommes.

» Cependant les absences continuelles d'Oro furent remarquées de ses deux plus jeunes frères, Uru Tetefa et Oro Tetefa. Ils entreprirent de suivre ses traces, et, descendant par la même voie que lui, ils le découvrirent assis auprès de sa femme, au pied de la montagne aux flancs rouges. Comme ils étaient honteux de les aborder sans avoir un présent à leur offrir, un d'entre eux se transforma aussitôt en cochon et en une touffe d'*uru*, ou plumes rouges, et l'autre donna ce riche cadeau aux deux époux. Ceux-ci en furent très charmés : le cochon et les plumes restèrent ce qu'ils étaient ; mais le dieu qui y était caché reprit sa première forme.

» Une telle marque d'attention toucha vivement Oro, et voulut une récompense. Il éleva ses deux frères au rang des dieux, et les institua aréois, en disant : *Ei areoi orua i te ao nei ia nona ta orua tuhau* : c'est-à-dire, soyez tous deux aréois dans le monde, afin que vous ayez votre part du gouvernement. En commémoration de cette métamorphose, les aréois sacrifiaient dans chacune de leurs fêtes un cochon, qu'ils plaçaient sur l'autel. Ils y déposaient aussi une touffe de plumes rouges.

» Or, les deux frères qu'Oro avait faits dieux et rois des aréois vécurent dans le célibat et n'eurent point de postérité ; c'est pourquoi ceux qui se vouèrent à leur culte purent se marier, mais il leur fut défendu d'avoir des enfants. Il devait donc, pour obéir à la première loi de cette institution, mettre à mort tous ceux qui leur naissaient. »

La légende donne ensuite le nom des membres qui composèrent la société dans l'origine, et qui furent désignés par les deux frères d'Oro, sous la direction d'Oro lui-même. Les premiers sociétaires reçurent le pouvoir d'en nommer d'autres, et c'est ainsi que l'institution s'est perpétuée jusqu'à l'abolition de l'idolâtrie.

Les aréois formaient comme une caste de libertins privilégiés qui passaient leur temps à errer d'île en île, et portaient partout leurs exemples corrupteurs.

Le capitaine Cook vit un jour trente canots qui partaient de Huahine, et qui étaient remplis d'aréois. Ce fait seul peut donner une idée de l'étendue de cette association. En débarquant, ils allaient offrir au roi ou chef, et au temple des dieux, les présents d'usage; puis ils exécutaient leurs danses et accomplissaient leurs autres cérémonies. Leur extérieur choquait également la décence et la propreté. Quant à leurs danses, ils les accompagnaient de vociférations, de postures et de gestes lascifs. Ils les continuaient pendant des jours et des nuits, et lorsqu'ils étaient épuisés de fatigue, ils s'embarquaient pour une autre île. Certes, aux yeux des Européens qui voyaient pour la première fois ces bords délicieux, c'était un spectacle pittoresque que celui de tous les canots dont les voiles blanches se balançaient au souffle de la brise sur le sein paisible de l'Océan, et dont sortaient des chants, des cris de joie, des hymnes célébrant le plaisir. Mais quand on connaissait mieux l'objet de ces fêtes, et les mœurs de ceux qui y figuraient, leurs gaité, leur jeux, dépouillés du prestige de l'innocence, perdaient tout leur charme, et l'on ne voyait plus, dans les aréois, qu'une troupe de gens corrompus, la honte de l'espèce humaine, et le fléau de ces îles. Protégés par les chefs et les rois, ils étaient la terreur des agriculteurs; ils dévastaient les plantations situées dans le voisinage du lieu où ils étaient débarqués, et aux actes du libertinage le plus révoltant, ils joignaient le vol.

L'association se divisait en six classes, qui se distinguaient entre elles par le tatouage. Elle comptait en outre une foule d'affiliés des deux sexes qui suivaient les aréois pour partager leurs débauches. Ceux-ci, qu'on appelait fanaiiraii, n'étaient point tenus de faire périr leurs enfants; mais en cela, comme en d'autres choses, ils se conformaient à l'exemple qu'ils avaient sous les yeux.

Les aréois, malgré leur vie licencieuse, étaient tous mariés, et leurs femmes faisaient partie de l'association. Une chose bizarre, c'est qu'ils poussaient la jalousie jusqu'à l'excès: l'épouse infidèle et son complice étaient quelquefois punis de mort.

Les chefs de cette institution, qui comptaient tant de monstres dans son sein étaient l'objet d'une vénération profonde et de toutes sortes d'égards, de la part tant des hautes classes, que de la populace. Tout le monde pouvait y être admis; mais il fallait passer par les épreuves d'un long noviciat et franchir successivement les degrés qui séparaient la dernière classe de la première.

On supposait que les aréois en se décidant à en-

trer dans la société avaient obéi à une inspiration des dieux. Dès leur admission, ils recevaient chacun un nom particulier, qu'ils devaient porter désormais. On leur enjoignait d'abord de massacrer leurs enfants; puis on les dressait à prononcer l'invocation d'usage en l'accompagnant des mouvements et des contorsions que la règle commandait. A la réception d'un nouveau sociétaire, la loi qui défendait aux femmes de manger de la chair de porc était momentanément suspendue. Un cochon, bien enveloppé dans une pièce d'étoffe sacrée, était immolé aux dieux; quelquefois on le mettait en liberté, après lui avoir décoré les oreilles avec des filaments de noix de coco. Alors cet animal était réputé sacré; il errait dans l'île sans avoir rien à craindre pour sa personne, et il ne mourait que de sa belle mort.

Les réunions des aréois n'étaient pas seulement employées au chant et à la danse. Il est impossible de décrire ici les obscénités, les pratiques infâmes auxquelles ils se livraient. Toutes n'avaient pas lieu à la face du soleil; quelques unes étaient si révoltantes que les aréois eux-mêmes prenaient soin de se cacher (1).

C'est ainsi qu'ils vivaient dans la paresse, dans des habitudes de cruauté, de brigandage, et de licence. Vénérés comme des êtres supérieurs, et presque comme des dieux, leur mort était célébrée par des prières et des lamentations publiques qui duraient deux ou trois jours.

Grâce à leurs ressources très étendues, les aréois pouvaient toujours recourir à l'intervention du prêtre de Romatane. On croyait que ce prêtre tenait les clefs du noanoa, c'est-à-dire du paradis. Il secondait donc le prêtre d'Oro dans les cérémonies funèbres; quant au rohuto noanoa (littéralement paradis parfumé), il se rapportait assez au paradis de Mahomet. Les Taitiens croyaient qu'il était situé près d'une montagne très haute qui existait à Raiatea, dans le voisinage du port Hamaniino. Cette montagne s'appelait *Temehemi unalina*; elle était invisible aux yeux des mortels, et se perdait dans les cieux. La contrée environnante était un séjour de délices orné de fleurs riantes et embaumé des plus doux parfums. Là les aréois trouvaient après leur mort des tables

(1) Il faudrait se garder de prêter une foi explicite aux accusations portées contre les aréois. Toutes les associations mystérieuses ont été diffamées par les non-initiés. On sait quels crimes révoltants on a attribués non-seulement aux mystes païens, mais aux premiers chrétiens eux-mêmes. Nous n'avons pas été épargnés plus que les autres; et pourtant qu'y a-t-il de vrai dans les odieuses imputations dont nous avons été et dont nous sommes encore l'objet?

somptueusement chargées, des fruits appétissants, des jeunes gens et des jeunes filles qui rivalisaient de beauté, en un mot toutes les jouissances des sens.

Pour obtenir l'intervention du prêtre qui tenait la clef de ce paradis, il en coûtait fort cher, si cher que les pauvres gens devaient renoncer à y entrer jamais, et que les portes ne s'en ouvraient qu'aux riches et aux aréois.

Initiation des anciens Mexicains.

Comme tous les souverains de l'Europe, ceux du Mexique avaient établi des ordres de chevalerie. On en distinguait trois principaux, sous les titres de *chevalier de l'aigle, du tigre et du lion*. Ils avaient la figure de ces animaux pendue à leur cou et peinte sur leurs habits. Moctézuma en institua un quatrième, supérieur aux précédents, où les princes seuls et la haute noblesse étaient admis; il s'en déclara le grand-maître, pour lui donner plus de considération. Ses chevaliers portaient un ruban rouge à leur tête, avec des cordons de même couleur, plus ou moins nombreux, suivant le mérite de chacun; on les augmentait à mesure qu'on se signalait par quelque action éclatante. La réception, dans ce premier ordre de l'état, était précédée des épreuves les plus rigoureuses. Trois ans avant l'initiation, le récipiendaire sollicitait les suffrages. Ce terme donnait le temps de faire des recherches sur la conduite du novice. Si le résultat des informations lui était favorable, et qu'il n'arrivât rien, dans ce long espace, qui pût être regardé comme de mauvais augure, il se présentait pour être reçu.

La cérémonie se passait dans le temple, au milieu d'une assemblée nombreuse. On conduisait à l'autel le nouveau chevalier. Un prêtre lui perçait le nez avec un os pointu, et bouchait les trous avec de l'ambre. Après cette opération, qu'il devait souffrir sans se plaindre, ce même prêtre lui adressait un discours plein d'épigrammes et de sarcasme, et finissait par lui faire mille outrages. Le moindre était de le dépouiller de ses habits, et l'envoyer nu dans une salle, où il passait le reste du jour dans la prière et dans le jeûne, tandis que, sans jamais lui dire un seul mot, toute l'assemblée se livrait à la joie et à la bonne chère. A l'entrée de la nuit, chacun se retirait, et ne le regardait ni ne le saluait. On lui jettait seulement un manteau pour se couvrir, de la paille pour se coucher une bûche pour lui servir de chevet, de la teinture pour se frotter le corps, des poinçons pour se percer les oreilles, et de la poix qu'il brûlait en l'honneur des dieux. Trois vieux soldats, qui faisaient

toute sa compagnie, n'étaient là que pour l'empêcher de dormir. S'il paraissait assoupi, ils le piquaient pour le réveiller; la nuit entière et les trois suivantes se passaient à le tourmenter. Quatre épis de maïs et un verre d'eau faisaient toute sa nourriture. Plusieurs mettaient leur gloire à ne rien prendre pendant quatre jours.

Les mêmes cérémonies se renouvelaient dans les autres temples, mais avec moins de rigueur. L'année entière était employée à cette pénitence, après laquelle on permettait au nouveau chevalier de reparaitre dans le monde : mais il y avait d'autres formalités à observer. Il attendait un jour heureux pour sortir avec des augures favorables. Lorsqu'il croyait l'avoir trouvé, il le faisait savoir à ses amis, qui venaient le prendre dès le matin. On commençait par le bien laver, après lui avoir oté son habit et ses instruments de mortification; on lui présentait d'autres vêtements, on le parait des plus belles plumes, on le ceignait du collier de l'ordre; les prêtres le comblaient d'éloges, et l'avertissaient qu'aussi long-temps qu'il porterait au nez les cicatrices glorieuses de ses blessures, il devait faire éclater la noblesse de l'aigle, l'intrépidité du tigre et le courage du lion. Enfin, le grand-prêtre lui donnait un nouveau nom et le comblait de bénédictions et de louanges. Dès ce moment, il jouissait de tous les privilèges de la chevalerie : le principal était le droit de préséance dans les assemblées, et celui de faire porter un siège à sa suite, pour s'asseoir, partout où il se trouverait. Il était par le fait de sa réception associé au sacerdoce, et admis à la connaissance des mystères sacrés les plus secrets.

FAITS DIVERS.

FRANCE. — Dans sa séance du 5 mai, la chambre de correspondance s'est occupée de la lettre de la loge *la Fidélité*, de Lille, qui réclame contre la condamnation de notre rédacteur en chef. Cette lettre a donné lieu à une très longue discussion. On proposait le renvoi au Grand-Orient; quelques frères ont combattu cette proposition et demandé le renvoi à la commission permanente et à celle de la révision des statuts. Les conclusions de l'orateur ont été données dans ce sens; et, sans appeler le vote de la chambre, le frère Desaulis, président, a sanctionné lui-même ces conclusions. On allait réclamer contre ce nouveau mode de sanction; mais, sur l'invitation du président, l'o-

rateur a continué l'ordre du jour, et il y a eu chose jugée.

— Il a été donné lecture, dans la même séance, de la démission envoyée par le frère de Las-Cases, grand-maître-adjoint du Grand-Orient, motivée sur ses nombreuses occupations et sur le mauvais état de sa santé. La chambre a décidé « qu'attendu que ce frère fait *en ce moment* (5 mai), au nom du Grand-Orient, d'actives démarches pour faire rapporter la circulaire du ministre de la guerre, on attendra le résultat de ces démarches avant de statuer sur la démission. »

— Un membre de la loge *la Cordialité*, de Villefranche (Aveyron), a écrit au Grand-Orient, pour lui faire connaître que la passion du jeu a, dans cette ville, envahi jusqu'au temple maçonnique. « Le maire, dit-il, a défendu le jeu dans les établissements publics; et les joueurs se sont réfugiés dans les cercles, où l'arrêt du maire ne peut les atteindre. » La chambre de correspondance, après avoir pris connaissance de cette lettre, allait passer l'ordre du jour, lorsque les frères Bénézech et Godquin ont demandé la parole pour engager la chambre à prendre en considération les faits qui lui étaient dénoncés. Faisant droit à leur réclamation, la chambre a décidé qu'elle répondrait, mais que la planche serait écrite au vénérable, et que ce frère serait invité à interposer son autorité pour faire cesser l'abus signalé.

— Les pièces relatives au jugement rendu par la loge *la Clémentie amitié* contre le frère Pagnerre ont été envoyées au Grand-Orient, et la chambre symbolique, dans sa séance du 6 mai, a décidé qu'elles seraient transmises au comité central, afin d'examiner s'il n'y a pas lieu à casser le jugement, attendu que le frère Pagnerre, en sa qualité d'officier, n'était justiciable que du Grand-Orient, et qu'en outre le Grand-Orient l'avait déjà absous pour le fait qui a provoqué contre lui les poursuites de la loge.

Voici quelques détails sur la délibération : « Après que l'orateur a eu donné connaissance de toutes les pièces du jugement envoyées par la loge *la Clémentie amitié*, conformément à l'article 404 des statuts, la chambre semblait vouloir se borner à les renvoyer au dépôt. Alors le frère Guilhery a pris très chaleureusement la défense du frère Pagnerre et a demandé le renvoi de ces pièces au comité central pour y être examinées, attendu que le jugement devait être cassé par plusieurs motifs, principalement parce que le frère Pagnerre est officier du Grand-Orient, et qu'en cette qualité il ne doit être jugé que par le Grand-Orient.

« Si ce frère est notre adversaire, a-t-il dit, c'est une raison de plus pour que nous le couvrons de notre égide, afin de lui donner la preuve que tout ressentiment s'efface devant le droit, devant la justice. Dans tous les cas, il m'est démontré que la loge a donné mandat aux frères Pagnerre et Clavel pour adresser aux loges une circulaire, et, en présence du jugement qui a frappé la loge pour ce fait, il ne lui est pas permis, à elle, de condamner un frère pour le même fait. » Le frère Vouzy a soutenu le bien-jugé de la loge et a prétendu que le Grand-Orient ne pouvait revenir sur un jugement contre lequel le frère Pagnerre n'avait pas formé appel. Le frère Guilhery a de nouveau plaidé la cause du frère Pagnerre; il a dit que c'était un devoir pour le Grand-Orient de ne pas abandonner ce frère, et a vivement insisté sur ce point. Le frère Cauchois s'est rangé de l'avis du frère Guilhery, et, sur ses conclusions favorables, les pièces du procès ont été renvoyées au comité central. »

Depuis, le comité central s'est réuni, et, après une courte discussion, a cassé le jugement de la *Clémentie amitié*. La loge, s'appuyant sur l'incompétence de ce tribunal, a appelé de la décision qui la frappe, et a obtenu que l'affaire fût renvoyée devant le Grand-Orient en assemblée générale. Voilà où en sont les choses; le moment où l'incident sera vidé paraît encore fort éloigné, à raison des nombreuses questions sur lesquelles l'autorité maçonnique a déjà à se prononcer.

— La loge *les trois Temples*, à Carouge (Suisse), constituée par le Grand-Orient de France en 1790, et qui était passée, en 1839, sous l'obédience de la Grande-Loge nationale suisse, a, sur sa demande et par décision de la chambre symbolique, en date du 6 mai, été de nouveau admise dans la correspondance du Grand-Orient.

— Les principes maçonniques imposent des obligations auxquelles il faut savoir se soumettre. Parmi ces obligations, il en est une dont on ne pourrait s'affranchir sans manquer essentiellement aux devoirs de la fraternité : c'est celle qui prescrit à tout maçon de laisser à la porte du temple les titres et les distinctions profanes, afin de placer tous les ouvriers sous le même niveau. Cependant, il faut le dire, beaucoup de frères dérogent gravement à ce principe, soit qu'ils le méconnaissent, soit qu'ils ne le comprennent pas. Nous citerons à ce propos un fait qui vient de se passer dans une loge d'Avignon, et qui, dans les circonstances actuelles, mérite d'être signalé. Cette loge avait organisé une fête maçonnique. Afin de donner plus d'éclat à cette fête, cha-

que membre devait y inviter un ami. Le choix de deux frères tomba sur des militaires, l'un capitaine, l'autre caporal dans le régiment qui est en garnison à Avignon. Le premier, usant d'un pouvoir arbitraire, défendit à son inférieur de se rendre à cette invitation, et celui-ci, par respect pour la discipline, déféra à cet ordre et s'abstint de paraître dans une réunion où son chef, croyant probablement sa dignité compromise, se serait trouvé blessé de le rencontrer. Le frère qui l'avait invité n'y parut pas non plus et protesta contre la violation des principes de notre ordre. Ce fait a été dénoncé au Grand-Orient dans une lettre lue le 5 mai à la chambre de correspondance. Le cas est grave assurément. Il exigerait que nos administrateurs expliquassent aux maçons les devoirs de la fraternité et les rappelaient à leur exécution. Mais qu'attendre de *philosophes* qui sont persuadés « que la fraternité a sa source dans l'égoïsme ! »

— Les frères Maggiolo et Patro, membres de la loge *les Amis de paix*, à Paris, avaient adressé au Grand-Orient une protestation contre les élections faites dans cet atelier au mois de décembre dernier, voici dans quelles circonstances : Par suite d'une plainte portée contre ces deux frères, la loge les mit en accusation ; ceux-ci, probablement pour éviter les embarras d'une procédure, donnèrent leur démission ; mais la loge se crut fondée à renvoyer après le jugement la décision à prendre au sujet de ces démissions, et elle continua son enquête. Par le jugement qui est intervenu, les frères Maggiolo et Patro ont été absous. Quelques jours après, la loge se réunit pour procéder à ses élections, et les frères Maggiolo et Patro ne furent pas convoqués. Cependant ces deux frères vinrent à la séance et voulurent prendre part au vote ; mais ils en furent empêchés, attendu que, n'ayant pas usé du droit que leur accordent les statuts de retirer par écrit leurs démissions, la loge venait de décider qu'elles étaient acceptées, et que par conséquent ils ne faisaient plus partie de l'atelier. Surpris de cette décision, mais non convaincus de sa légalité, ces deux frères insistèrent vainement pour faire regarder comme non avenue la démission qu'ils avaient précédemment donnée, et protestèrent contre la mesure prise à leur égard et contre les élections auxquelles il ne leur avait pas été permis de participer. La chambre symbolique, saisie de cette affaire, nomma un rapporteur qui, après s'être enquis des faits, fit son rapport dans la séance du 6 mai dernier, et conclut au rejet de la protestation. La délibération ouverte, et les frères Maggiolo et Patro entendus dans leurs explications, l'orateur maintint dans ses conclusions

celles du frère rapporteur, et, comme la chambre n'était plus en nombre, le scrutin fut renvoyé à une autre séance. Le 23, les travaux de la chambre ne permirent pas de terminer cette affaire, et, dans la réunion du 3 juin, après avoir de nouveau ouvert la discussion, la chambre a décidé que la loge était dans son droit en ne statuant qu'après le jugement sur la démission donnée par les frères Maggiolo et Patro, et a maintenu les élections comme régulièrement faites.

— Par décision en date du 20 mai, la chambre symbolique a accordé des constitutions à la loge en instance *Monthyon*, établie à Saintes (Charente-Inférieure). Les frères qui composent ce nouvel atelier sont animés du meilleur esprit maçonnique ; et il ne faut pas douter que tous leurs efforts ne tendent à propager nos doctrines et à contribuer aux progrès de notre institution.

— La loge *les Hospitaliers français régénérés* avait adressé au Grand-Orient la délibération prise par elle dans sa tenue d'avril, au sujet de la condamnation du rédacteur en chef de *l'Orient* : les chambres administratives, après en avoir pris connaissance dans leurs dernières séances de mai, ont passé à l'ordre du jour. Quoique nous dussions prévoir ce résultat, nous pensions néanmoins que, jalouses de donner à leur acte une apparence d'équité, les chambres auraient renvoyé cette délibération au Grand-Orient, qui, seul, pouvait décider de la valeur des motifs que cette loge invoquait en faveur du frère Clavel. Nous ne réfléchissons pas que les majorités des grands-orient sont changeantes, et que le coupable de la veille peut être l'innocent du lendemain. Les *termes* ne l'oublent pas, eux, et voilà pourquoi ils ont prononcé l'ordre du jour.

— La chambre symbolique a arrêté le 3 juin qu'une circulaire serait adressée aux ateliers de la correspondance pour leur rappeler que l'article 364 des statuts généraux interdit les travaux de table hors des locaux maçonniques, et pour les inviter à s'y conformer, afin de ne pas être passibles des peines établies en l'article 206. Elle a aussi arrêté que l'article 777 ainsi conçu : « Les membres du Grand-Orient doivent toujours être en costume habillé dans ses séances ou dans celles des chambres » serait rappelé d'une manière impérative aux membres du Grand-Orient, en les prévenant que l'entrée du temple sera refusée à tous ceux qui, le jour de la fête de l'ordre, se présenteront aux travaux autrement qu'en habit. N'est-il pas au moins singulier que les membres du sénat maçonnique se soient mis dans le cas de recevoir une pareille injonction ?

— On se souvient que, le 18 janvier 1843, une protestation signée par neuf frères de la loge la *Constance éprouvée*, de Rouen, fut adressée au Grand-Orient de France, dans le but de faire annuler l'élection du frère Voisin, nommé vénérable malgré les dispositions du troisième paragraphe de l'article 135 des statuts généraux, et attendu que ce frère n'habite pas la ville de Rouen, et qu'il a son domicile réel à Deville. La chambre de correspondance reconnut la nullité de l'élection, mais en vain : il fut passé outre à l'installation du frère Voisin, et le Grand-Orient, pour ce fait, frappa la loge d'une suspension d'un mois. Une soumission respectueuse du frère Voisin provoqua la révocation de l'arrêt, et bientôt après, de nouvelles élections ayant eu lieu, le frère Voisin, fut nommé de nouveau vénérable. Les neuf frères protestèrent encore une fois ; mais la chambre de correspondance valida l'élection, après avoir pris connaissance de certificats délivrés au Voisin, constatant qu'il avait un *domicile réel* à Rouen où il se trouvait chaque jour pour l'exercice de ses fonctions. Cet état de choses indisposa les signataires de la pétition ; et maintenant ils font appel de la décision prise par la chambre de correspondance, devant le Grand-Orient assemblé ou devant toute autre chambre ou comité compétents établis dans son sein. Ils demandent en outre : « 1° la communication du texte de la décision du 7 avril concernant l'élection du frère Voisin ; 2° la communication des certificats qu'il a produits, afin de soutenir régulièrement l'appel d'après les motifs et les faits sur lesquels est basée la décision dont il s'agit ; 3° d'accorder le temps nécessaire pour répondre aux faits présentés par leurs dissidents, et qui ont induit la chambre de correspondance en erreur, du moins ils le pensent. »

— Le 24 juin, le Grand-Orient a célébré sa fête solsticielle d'été. Le nombre des assistants était peu considérable. On y remarquait plusieurs maçons étrangers, particulièrement des Anglais et des Irlandais. Suivant l'usage, il a été rendu compte des travaux du semestre, qui n'ont rien offert de remarquable. Le discours d'apparat a été prononcé par le frère Charassin avec cette pompe d'expressions qu'on lui connaît. Un incident assez touchant a signalé la séance : un des frères irlandais a fait connaître à l'assemblée qu'à une époque déjà loin de nous, il avait dû la fortune et la vie à un corsaire français, enfant de la veuve, comme lui, et que la vue du signe de détresse avait porté à faire en sa faveur un acte de généreux dévouement, qui peut-être lui avait été fatal. Il a ajouté que le souvenir de cet acte d'ab-

néigation fraternelle ne s'est pas effacé un instant de sa mémoire, et qu'aujourd'hui il est déterminé à donner un témoignage de sa reconnaissance à ce noble et vertueux maçon. Dans cette intention, il a fait fabriquer une coupe de prix, déposée maintenant dans le musée de la Grande-Loge de Dublin, et est venu en France pour découvrir la trace de son libérateur.

— La fête d'ordre du Suprême Conseil et de la Grande Loge écossaise a été célébrée le 4 juillet. Le duc Decazes, grand commandeur, retenu dans son lit par une affection du larynx, n'a pu présider la séance. Il a été remplacé dans ses fonctions par le général de Fernig, son lieutenant. Le rapport semestriel a fait connaître que la correspondance du Suprême Conseil s'est augmentée de trois nouveaux ateliers, l'un à Paris, l'autre à Langon, et le troisième à Toulon. Nous donnerons dans notre prochain numéro des détails sur cette solennité, et particulièrement des extraits de plusieurs discours remarquables qui ont été prononcés.

— Une décision du 12 juillet 1844 portait qu'à dater du 1^{er} septembre suivant, il serait procédé à une inspection générale de toutes les loges de France. Au mois de février 1845, cette inspection n'avait pas eu lieu, et le Grand-Orient essayait de justifier sa lenteur en alléguant que l'époque choisie n'était pas convenable et qu'il avait été nécessaire d'en désigner une plus éloignée. Cinq mois se sont écoulés depuis, et la mesure annoncée n'a pas encore reçu d'exécution. Mais que les loges soient enfin satisfaites : le Grand-Orient les informe dans le dernier *Bulletin trimestriel* que les pouvoirs et instructions nécessaires *ont été expédiés*. Que peut-on exiger de plus ?

— A l'époque des dernières élections du Grand-Orient, quelques officiers et députés qui désiraient que l'autorité maçonnique suivît une marche plus progressive, et qui voyaient un obstacle à toutes les améliorations dans le personnel de ce corps, adressèrent une circulaire aux membres de l'opposition pour qu'ils vinssent contribuer, par leur vote, à de meilleurs choix. Cet écrit, arrivé à la connaissance des *termes*, fut dénoncé au Grand-Orient, comme impliquant une violation flagrante des règlements et des usages maçonniques. La majorité, sollicitée d'ordonner des poursuites contre les signataires, n'osa pas en venir à cette extrémité ; mais elle décida que la circulaire serait imprimée dans le *Bulletin trimestriel*, et qu'il y serait joint des observations à l'effet d'en faire ressortir toute l'illégalité et toute l'inconvenance. Il était juste que le *Bulletin trimestriel*, propriété commune de tous les membres du Grand-Orient,

insérât en même temps l'attaque et la défense, et ne laissât pas, pendant un trimestre et plus, les frères inculpés sous le coup d'une prévention défavorable. Mais voilà ce que les *termes* ne comprennent pas : aussi la circulaire a-t-elle paru avec les observations de la commission permanente seulement.

— On lit dans le dernier *Bulletin trimestriel* un singulier travail dû à la plume du frère Charrassin. C'est un rapport sur des documents communiqués au Grand-Orient touchant l'origine et l'histoire du rite écossais ancien et accepté. Il résulte de ces pièces que les fameuses constitutions de 1786 ne sont point l'œuvre de Frédéric-le-Grand, et constituent tout simplement une fraude maçonnique. Ce que le Grand-Orient donne aujourd'hui comme une découverte se trouve consigné tout au long dans la troisième édition de l'*Histoire pittoresque de la franc-maçonnerie* du frère Clavel, publiée il y a environ un an. Nous ne contestons donc point l'exactitude de cette solution historique. Mais que penser du Grand-Orient, qui détruit lui-même à plaisir une fiction sur laquelle est fondée l'existence du rite écossais, dont il revendique la possession légitime depuis bientôt quarante années ?

— Le Grand-Orient a reconnu la légalité d'un Suprême Conseil du trente-troisième degré du rite écossais ancien et accepté établi dans le sein du Grand-Orient du Brésil, en rivalité d'un corps maçonnique de même nature qui existe à Rio-Janeiro sous la présidence du comte de Lages, qui est affilié avec le Suprême Conseil de France, et qui a contracté avec celui-ci un pacte d'alliance offensive et défensive. Comment notre Grand-Orient concilierait-il cet acte d'agression avec les protestations d'amitié qu'il fait chaque jour à l'autorité écossaise de France, et n'est-ce pas un nouveau serment de discorde jeté entre des frères qui ne demandent qu'à se rapprocher et à vivre en bonne intelligence ? Mais les *termes* du Grand-Orient agissent constamment ainsi : ils se plaignent de la désunion qui règne dans la maçonnerie ; et ce sont toujours eux qui en sont les promoteurs.

— Le Grande-Loge de Hambourg a fait hommage au Grand-Orient de deux médailles, frappées la première à l'occasion de l'introduction de la maçonnerie en Allemagne, en 1737, la seconde en commémoration de l'établissement de la loge *Saint-Georges*, à Hambourg, en 1743.

— Des constitutions ont été accordées par le Grand-Orient à la loge l'*Humanité* qui s'est récemment établie dans la ville de Tarascon. La loge de Marseille les *Disciples de Salomon et de l'ai-*

mable sagesse a été chargée d'installer cet atelier.

— On se souvient que deux loges, l'une d'Avignon et l'autre d'Orléans, ont été frappées de démolition par le Grand-Orient, il y a quelques mois. Des membres de ces deux loges ont formé de nouveaux ateliers ; mais le Grand-Orient a refusé de leur délivrer des constitutions.

— La loge l'*Amitié* s'est réunie le 5 juillet pour célébrer la fête de l'ordre. Un nombre considérable de frères assistaient à cette réunion. Le frère Grellet, vénérable, repoussé par le Grand-Orient en qualité de député, avec les frères Lefrançois et Frère, membres de la même loge, ont pris la parole pour s'élever avec énergie contre la conduite du Grand-Orient, qui fait sonner bien haut sa tendance au progrès et qui pourtant s'efforce chaque jour d'éloigner de lui les hommes les plus distingués et les plus recommandables. Puis, apercevant le frère Clavel, qui avait été spécialement invité à cette séance, il lui a adressé les félicitations les plus vives et les plus chaleureuses pour son zèle et pour son dévouement aux grands intérêts de la maçonnerie. Le frère Lefrançois a parlé ensuite dans le même sens et avec une verve pleine d'entraînement, qui a provoqué les applaudissements de l'assemblée. Notre rédacteur en chef a répondu avec émotion à ces témoignages de sympathie. Il a remercié la loge des encouragements qu'elle lui donnait, et qui, alors qu'il est l'objet de tant de haines et le but de tant de calomnies, lui sont si nécessaires pour le soutenir dans la tâche difficile qu'il a entreprise, et pour empêcher le découragement de pénétrer dans son cœur. Il a ajouté que, s'il avait pu douter un instant du succès de ses efforts, ce doute s'évanouirait en présence de l'appui qu'il trouvait dans un atelier si fort et par ses convictions et par le talent des membres qui le composent. En terminant, il a dit que, raffermi plus que jamais dans sa résolution, il ne saurait faillir à la sainte cause qu'il a embrasée, et que quelque ardents à l'œuvre que soient d'aussi valeureux auxiliaires, ils ne le seraient pas encore autant que lui, et qu'ils pouvaient être assurés de le voir toujours le premier sur la brèche. Un *vivut* unanime a salué ces paroles.

— Des divisions ont éclaté dans une loge de Paris, *Saint-Jean de Jérusalem*, parce que le vénérable de cette loge se refusait avec persévérance depuis sept mois à donner la parole à un visiteur qui s'était chargé de démontrer que notre état de civilisation est funeste à l'humanité. La thèse choisie était, en effet, quelque peu hardie, paradoxale, si l'on veut ; la loge était disposée à en

convenir, mais elle invoquait la liberté assurée à toutes les opinions par le règlement; elle ajoutait que ce n'était pas la première fois que la civilisation moderne était envisagée à ce point de vue, témoin le mémoire de J.-J. Rousseau, couronné par l'Académie de Dijon dans le siècle passé; qu'au surplus, la controverse était permise, et que tous les frères qui ne partageaient pas les idées du visiteur avaient le droit de lui répondre. Toutes ces considérations et d'autres encore ne parvinrent pas à ébranler la résolution du vénérable, et le mécontentement général qu'il avait soulevé se manifesta avec tant d'énergie, qu'il s'est vu enfin forcé de donner sa démission. Nous n'avons pas à prendre parti dans cette querelle; disons toutefois que les vénérables oublient trop souvent qu'ils ne sont que « les premiers entre leurs égaux. »

— La loge la *Fidélité*, de Lille, a célébré, le 22 juin, la fête solsticielle d'été. Nous empruntons à une feuille locale les détails qu'on va lire sur cette remarquable solennité maçonnique.

« Une foule de visiteurs et de députés était accourue à l'appel de leur sœur la *Fidélité*: les loges de Verviers, de Liège, de Gand, de Douai et d'Arras s'étaient fait représenter à cette fête par de brillantes députations qui, successivement introduites avec les honneurs dus à leur rang et à leur ancienneté, furent toutes complimentées par le vénérable de la loge. Organe de leurs ateliers respectifs, les présidents de ces députations se firent tous chaudement applaudir par leurs discours; mais rien ne peut être comparé au sympathique enthousiasme qu'excita dans l'assemblée l'énergique langage des députés belges. On ne pouvait en effet s'empêcher d'admirer les efforts courageux de cette phalange d'hommes qui, disséminés sur le territoire belge, et sans autre influence que celle de leurs maximes, luttent depuis plusieurs années contre un bien puissant joigneur, contre le parti-prêtre de ce superstitieux pays. C'est que là la tâche des maçons est rude; le parti monacal conserve encore presque toute son ancienne influence et ne craint pas d'employer contre ses adversaires des moyens d'action que la religion lui a confiés pour un tout autre usage. La chaire et le confessionnal s'agitent: l'une fulmine à haute voix contre les francs-maçons des bulles d'extermination; l'autre, à l'aide des plus perfides insinuations, les frappe en rampant dans leurs affections, leurs intérêts et leur avenir. ... Après l'introduction de tous ces frères, la parole fut accordée à quelques membres de la *Fidélité*, qui prononcèrent les discours d'usage. D'abord, le frère orateur de cette loge, après avoir tracé un triste mais véridique tableau du paupérisme, rappela à ses coreligionnaires les obligations que le titre de maçon impose, et démontra qu'en présence de si grands besoins, la maçonnerie ne pouvait se contenter des palliatifs de l'aumône. Il indiqua ensuite de sages réformes pour arriver à une amélioration durable, et sut parsemer un sujet aussi controversé d'idées neuves et généreuses. Puis un jeune frère de cet atelier demanda et obtint la parole pour un discours d'adieu qu'il adressait à sa loge-mère: cette allocution, dans laquelle il expliqua, au point de

vue le plus largement philosophique, les principes d'union, de dévouement et de fraternité sur lesquels repose la maçonnerie, excita dans tout l'auditoire les plus vives sympathies. Enfin l'ex-vénérable (le frère Castelain) obtint à son tour la parole et prit pour texte de son discours: *De la tolérance maçonnique comme source de tout progrès*. Après une quête faite par le frère aumônier et destinée au soulagement des malheureux, les travaux furent momentanément suspendus pour laisser aux membres de la loge le soin de faire aux frères visiteurs et députés l'accueil le plus empressé.

« Une demi-heure après, les frères étrangers étaient introduits dans la vaste salle des banquets, où une table de cent couverts était dressée. Les santes d'obligation furent portées et applaudies suivant les sympathies qu'elles éveillaient. Lorsque les députés de la Belgique eurent à répondre aux vœux que le vénérable de la *Fidélité*, interprète des sentiments de ses frères, avait exprimés pour le triomphe de la maçonnerie belge, les élans d'enthousiasme qui s'étaient manifestés dans le temple se reproduisirent au banquet. Un jeune professeur de Liège, homme de cœur et d'intelligence, qui présidait la députation de cette ville, trouva dans l'énergie de ses convictions maçonniques les accents les plus fermes et les plus chaleureux pour mettre en garde ses frères de la Belgique contre l'envahissement du clergé de ce pays. Enfin, et nous abrégeons le plus possible, conformément à une décision prise par la loge, une deuxième quête en faveur de la *maison de secours du Grand-Orient* fut faite par le frère hospitalier, et chaque membre présent s'empressa d'y déposer son offrande. »

— La loge la *Persévérance couronnée*, de Rouen, a soumis à l'adhésion des autres loges de cet Orient, la délibération qu'elle a prise de décerner des récompenses aux ouvriers qui se seront fait remarquer par leur bonne conduite.

— Le 27 avril, a eu lieu à Rouen le tirage d'une loterie au profit de la caisse centrale maçonnique de secours fondée par les loges de cette localité. L'autorité s'était empressée de mettre à la disposition du comité la grande salle de l'Hôtel-de-Ville. Près de dix-huit cents billets, du prix de deux francs chacun, avaient été placés; aussi la séance qui a précédé le tirage réunissait-elle une nombreuse affluence de maçons et de personnes de leurs familles. Des discours ont été prononcés par le frère Desseaux, vénérable d'une des loges associées, par le frère Deschamps et par le frère Théodore Lebreton. Des intermèdes de chant ont ajouté un nouveau charme à cette réunion, si intéressante d'ailleurs par le motif qui l'avait provoquée. Le produit net de la fête, on le sait, s'est élevé à la somme de sept cents francs.

— Nous avons fait connaître la fête funèbre célébrée par la loge d'Avize, les *Vrais amis de l'Ordre*, en mémoire du frère Houzeau-Muiron, membre de la chambre des députés. Nous avons sous les yeux une brochure qui relate tous les détails de cette cérémonie, avec les discours pronon-

cés. Dans le nombre, nous mentionnerons celui du frère Raux, où nous remarquons ce passage : « Houzeau n'était pas l'ennemi de cette idée généreuse et toute moderne qui espère, dans un avenir plus ou moins reculé, voir l'Europe réunie en une grande nation fédérale, qui, laissant reposer le sabre exterminateur et ennemi de la civilisation, règlera ses différends au moyen d'une diète générale où tous les états enverront leurs députés. Cette pensée est trop maçonnique pour ne point avoir fait partie des convictions de Houzeau. Mais il pensait aussi que si cet avenir vraiment chrétien est possible et présumable, il est encore loin de nous, et qu'avant sa réalisation il nous faut maintenir avec énergie nos droits, notre honneur, et ce bel héritage de quatorze siècles d'une histoire souvent glorieuse que nous ont légué nos ancêtres; traditions de valeur, de loyauté chevaleresque, que nous devons continuer, sous peine de baisser dans l'estime des peuples qui ont les yeux tournés vers la France, comme les mages d'Orient vers l'étoile lumineuse qui devait les conduire à la crèche où était né le Messie. » Le frère Godinhot a aussi prononcé une allocution dont la péroraison digne et touchante a vivement impressionné les assistants.

— A Tournon, la maçonnerie est en progrès. La *Parfaite égalité* de cette ville, s'enrichit chaque jour de brillantes et utiles acquisitions, grâce à l'importance et à l'activité données à ses travaux par le frère Roussel, son vénérable. Dernièrement, elle a communiqué la lumière maçonnique à plusieurs membres éminents du corps universitaire. Plusieurs autres sujets non moins recommandables ont été proposés à l'initiation. Il serait à désirer que beaucoup de loges s'attachassent comme celle-ci à fortifier leur personnel. Ce n'est que par ce moyen que notre ordre pourra parvenir à ressaisir la juste influence qu'il exerçait autrefois sur le monde profane.

— Le 13 juin, la même loge a célébré avec un éclat inusité sa fête d'ordre solsticiale. On a entendu deux discours remarquables, l'un du frère Darnaud, orateur, sur l'essence et sur les devoirs de la maçonnerie; l'autre, du frère Guibert, sur l'origine et l'esprit des fêtes de Saint-Jean. Les joies du banquet fraternel qui a terminé la journée n'ont pas fait oublier les souffrances des malheureux et une quête abondante a été faite à leur profit.

— Une loge lyonnaise, le *Parfait silence*, a fait parvenir au Grand-Orient une adresse dans laquelle elle l'invite à consacrer et à régler dans les prochains Statuts la liberté de la presse maçonnique.

Il y a bientôt un an que nous ne cessons de demander la même chose; aussi ne saurions-nous manquer de nous féliciter de l'appui que cette loge vient prêter à notre parole. Mais pourquoi nous attaque-t-elle dans le moment même où elle fait cause commune avec nous? Faut-il voir là une tactique, ou tout simplement de l'inconséquence?

— La *Revue maçonnique*, de Lyon, déclare que c'est à tort que nous avons annoncé la démission du frère Desanlis de ses fonctions de vénérable de loge la *Clément-Amitié*. Nous répéterons à la *Revue* qu'elle est en général fort mal informée de ce qui se passe dans les loges de Paris. La démission du frère Desanlis a été bien réellement donnée; elle a été donnée en pleine séance, parce que la loge persistait à poursuivre de ses procédures les membres qui se sont retirés avec les frères Pagnerre et Clavel, et ces deux frères eux-mêmes : le frère Desanlis ne voulait pas, disait-il, partager la responsabilité de ce qu'il y a de honteux dans un pareil acharnement. Telle était la situation des choses au moment où nous avons écrit. Il est vrai que depuis, et grande a été notre surprise, le frère Desanlis, changeant d'avis, a repris son maillet.

— Les deux loges de Besançon la *Sincérité* et la *Constante amitié* viennent de se réunir pour ne plus former désormais qu'un seul atelier.

— Un des maçons les plus distingués de la ville de Gray, le frère Jaeger, libraire, est décédé il y a peu de temps. La population tout entière s'est portée à ses obsèques. Après l'accomplissement des formalités usitées en pareille circonstance, la foule s'est lentement écoulée. Les membres de la loge sont seuls restés près de la tombe, et, revêtus de leurs insignes, ils ont payé au défunt un dernier tribut de regrets, suivant les rites mystérieux de la maçonnerie.

— Une des loges les plus avancées et les plus recommandables des départements, l'*Étoile de la Gironde*, de Bordeaux, avait décidé qu'elle placerait un enfant orphelin sous le patronage de trois de ses membres et qu'elle le graufierait d'un livret de la Caisse d'épargnes. Elle avait l'intention d'introduire l'enfant et sa mère dans le temple, pendant une suspension des travaux; mais, craignant d'enfreindre quelque prescription équivoque des statuts ou quelque arrêté contraire de l'autorité maçonnique, elle avait jugé prudent de s'adresser au Grand-Orient pour avoir son avis. Le Grand-Orient a cru devoir se dispenser de répondre. Il est vrai que cette loge, avide d'améliorations et de progrès, fatigue depuis long-temps notre immuable sénat de la communication incessante de

ses vues de réformes. On aura voulu lui faire sentir qu'alors qu'elle est si prodigue de conseils, il lui sied mal d'en demander à son tour.

— La loge *Paix et Parfaite-Union*, de Toulon, demande de son côté, au sénat maçonnique qu'il soit par lui procédé, dans le plus court délai, à la nomination d'un grand-maître, en remplacement du prince Joseph Bonaparte. Nous sommes loin assurément de vouloir passer pour prophète, mais nous connaissons assez les hommes qui dirigent la maçonnerie française pour affirmer, même sous serment, aux pétitionnaires, qu'il ne sera de très long-temps fait droit à leur placet.

— Les frères Grandjean de Fouchy, Esclangon et Gellas, présidents de la loge, du chapitre et du conseil *la Réunion*, à Toulon, ont reçu du Grand-Orient des pouvoirs à l'effet de se transporter dans la loge *les Amis réunis d'Egypte*, de la même ville, pour assister à la transcription au livre d'or de la teneur d'un jugement qui a été rendu contre cet atelier. Le jugement dont il s'agit réintègre dans ses droits un frère indûment condamné par *les Amis réunis d'Egypte*, et annule une délibération du même atelier qui avait interdit à ses membres toute communication avec une loge de la localité dont ce frère est aujourd'hui le vénérable (1).

— Le chapitre *la Réunion* a reçu du Grand-Orient, sous la date du 8 juin, une lettre par laquelle on lui fait connaître que le pouvoir de son député, le frère Frère, docteur en médecine, n'a été visé que par deux des trois chambres administratives, et que, par conséquent, le frère Frère ne peut être admis à le représenter près du sénat maçonnique. Immédiatement après la réception de cet avis, le président a convoqué l'atelier; et il a été décidé qu'il serait fait appel de l'étrange exclusion qui justement vient atteindre un des maçons les plus éclairés et les plus honorables de Paris. Le chapitre est bien déterminé à maintenir son choix, si, contre son attente, le comité central ne visait pas le pouvoir. Presque tous les ateliers dont les députés ont été repoussés de la même manière par le Grand-Orient ont pris de semblables arrêtés.

— Une loge de Toulon se livre, nous assure-t-on, à un abus très grave et qui fait le plus grand tort à la maçonnerie : elle initie le premier venu pourvu qu'il ait *dix francs* à donner, et jette ainsi dans notre ordre des hommes qui ne peuvent que le déconsidérer aux yeux du monde profane. « Il importe, ajoute notre correspondant, que les promesses faites par le Grand-Orient de faire inspec-

ter les ateliers se réalisent bientôt. On peut attendre de cette mesure, si elle est bien exécutée, le plus heureux résultat; et nous, ici, nous comptons beaucoup sur elle pour faire cesser l'état de choses que je viens de vous signaler. » Quel que puisse être l'effet de ces inspections si vivement désirées et si formellement promises, nous ne pouvons qu'inviter les loges des départemens à la patience, ou mieux, à la résignation. Pour cela comme pour toute chose, le Grand-Orient, tel qu'il est composé, est frappé d'une radicale impuissance.

ALLEMAGNE. L'institution de bienfaisance fondée au profit des veuves et des enfans orphelins de francs-maçons par la loge *Charles, à la Colonne couronnée*, à Brunswick, a, pendant l'exercice de 1842, distribué des pensions pour une somme de cinq cent soixante-dix thalers (environ deux mille deux cent vingt francs), intérêt du capital produit depuis 1839 par les dons volontaires et par les cotisations des membres de l'atelier.

— A Brême, la loge à la *Branche d'Olivier* a établi en 1842 un fonds de secours pour les veuves de maçons. Déjà, ce fonds, à la formation duquel ont contribué quatre-vingt-onze souscripteurs, pourvoit à l'entretien de dix-sept pensionnaires.

— On a posé à Chemnitz, le 16 avril 1844, la première pierre d'un nouveau temple maçonnique destiné aux travaux de la loge à *l'Harmonie*, de cette ville. L'édifice, construit aux frais des membres de l'atelier, paraît devoir être d'une assez grande étendue et devoir coûter une somme élevée.

— La loge *Frédéric, à l'Amour de la Patrie*, à Coblenz, qui avait interrompu ses travaux pendant quelque temps, les a repris, à la fin de 1843, par l'inauguration d'un nouveau temple qu'elle avait fait bâtir, et qui, depuis ce moment, sert à la tenue de ses assemblées.

— Une circulaire de la loge *aux trois Confédérés*, de Dusseldorf, porte à la connaissance des autres loges de l'Allemagne le compte-rendu des efforts qu'a faits cet atelier en faveur des malheureux. On y voit que, le 31 décembre dernier, il a distribué des vivres et des vêtements à vingt-deux orphelins, parmi lesquels se trouvaient deux israélites. Il a également donné une somme d'argent à un pauvre paysan, pour avoir recueilli et hébergé, pendant plusieurs mois, un étranger qui était tombé devant la porte de sa cabane, malade et dans le plus complet dénuement. *Les trois Confédérés* ont, en outre, provoqué et réalisé une association des dix-huit loges des bords du Rhin,

(1) Voir ci-dessus, page 294.

dans le but de porter secours aux indigents de la contrée.

— En 1843, la loge *Hercynia*, à l'étoile flamboyante, de Gosslar, a fondé une institution charitable, laquelle prend chaque jour de plus grands développements et promet de rendre, dans un avenir très prochain, des services signalés aux frères malheureux, aux veuves et aux orphelins, qui en ressentent déjà, en partie, les précieux avantages.

— Une institution du même genre existe dans la loge *Ists*, à Lauban. Les premiers fonds ont été faits au moyen d'un legs de cinq cents thalers (de dix-neuf cents à deux mille francs), dû à la sollicitude du frère Ramming. Le reste du capital est le produit des souscriptions individuelles des membres de l'atelier.

— L'évêque de Luxembourg, Laurent, a, dit le journal *Latonia*, adressé une nouvelle encyclique aux prêtres de son diocèse, qui leur enjoint itérativement de refuser aux maçons appartenant à la religion catholique les sacrements du mariage, de la communion et de l'extrême-onction, pour eux-mêmes, et le baptême et la communion, pour leurs enfants.

— Il semble qu'un sentiment de généreuse émulation porte successivement toutes les loges de l'Allemagne à organiser des secours pour les frères indigents et leurs familles. Une nouvelle institution de bienfaisance, au profit des veuves et des enfants orphelins de maçons, a été créée en 1844 par la loge à la Croix d'or, de Mersebourg. Cet établissement pourvoit à tous les besoins des veuves jusqu'au moment où elles se remarieraient, et à ceux des enfants, jusqu'à ce qu'ils puissent y subvenir par eux-mêmes. On a prévu le cas où la loge serait mise en interdit : alors l'institution continuerait d'exister comme association philanthropique. — A Neisse, dans la première année de sa fondation, la loge aux six Lys a aussi établi un comité charitable en faveur des veuves et des orphelins.

— La loge à la parfaite Union, de Schweidnitz, s'est entendue avec une société profane, l'Union des Métiers, à l'effet de créer une école dominicale. Cette école est placée sous la direction du frère Hertel, vénérable de la loge, et du président de l'Union des Métiers.

— Un frère, qui a voulu garder l'anonyme, a fait don d'une somme considérable à la loge de Wismar, l'Amour de la Patrie, pour qu'il fût établi une école primaire et une école secondaire, destinées à pourvoir à l'instruction des enfants des membres de l'atelier. Des contributions indivi-

duelles ont accru ce premier capital, et la loge a choisi, pour inaugurer la double institution, le jour anniversaire de la vingt-cinquième année de sa création.

— Le trouble occasionné dans la maçonnerie éclectique par la démolition de la loge *Charles*, à la lumière naissante, de Francfort-sur-le-Mein, n'est pas encore apaisé, et une foule d'écrits continuent d'être publiés de part et d'autre. Les loges qui se sont engagées le plus chaudement dans le débat sont notamment *Saint-Jean-l'Évangéliste*, à l'Union, à Darmstadt, et *Les amis de l'Union*, à Mayence.

PORTUGAL. — Le 1^{er} mai 1845, a paru à Lisbonne l'*Almanach du rite écossais ancien et accepté en Portugal pour l'année 5845* (1), volume in-18 de 200 pages, publié au profit du comité de bienfaisance maçonnique, par les frères N. dos Reis et R. Felner, membres de la loge de la Philantropie. Nous nous proposons de donner la traduction de quelques-uns des articles de ce recueil, où l'on trouve des éphémérides maçonniques, un essai historique de la maçonnerie en Portugal, une notice sur les établissements de bienfaisance qui y existent, divers articles biographiques sur des maçons de ce pays, des anecdotes, etc., etc.

AMÉRIQUE. — Le 24 juin 1844, est mort, à la Nouvelle-Orléans, le frère J.-J. Conte, grand-commandeur du Suprême Conseil de la Louisiane.

— La Grande-Loge du même État a élu, en qualité de grand-maître pour l'exercice courant, le frère Robert Préaux.

— D'après les dernières nouvelles de la Louisiane, la Grande-Loge symbolique et le Suprême conseil du 3^e degré étaient sur le point de se réunir pour ne plus former qu'une seule et même autorité maçonnique.

LE MAÇON NOIR.

I.

Dans un de ces désastres trop fréquents dont nos colonies sont victimes, un noir fit des prodiges de courage. Doué d'une rare énergie et d'une force surnaturelle, il arracha aux flammes, ou retira des décombres amoncelés par le tremblement de terre plus de vingt personnes que les plus braves estimaient perdues et ne songeaient pas même

(1) *Almanak do rito escoces antigo e aceito em Portugal, para o anno de 5845, pelos irmaos N. dos Reis e R. Felner, membros da loja Philantropia. Lisboa, O. R. Ferreira.*

à sauver, tant la tâche leur paraissait difficile, tant l'effort eût été désespéré! Mais le noir ne calculait pas : il se précipitait intrépidement partout où un récent sinistre, un cri, le moindre indice laissaient supposer qu'une créature humaine pouvait respirer encore. Il accomplit, je le répète, des miracles ; mais le plus grand de tous fut celui que Dieu fit en le conservant sain et sauf au milieu de tant de périls aveuglément affrontés. Le ciel sauva la vie de celui qui avait sauvé tant de vies!

La crise passée, Aimé Constance (c'est le nom du nègre) alla reprendre son collier de misère. Mais sa belle conduite avait été remarquée, et tout le monde comprit que le joug de la servitude ne pouvait plus peser sur cette noble tête. Le gouverneur, au nom de l'autorité, traita de son rachat ; et pour compléter le bienfait, la loge X..., voulut lui donner les moyens de quitter les colonies où le préjugé de couleur crée à l'esclave affranchi une position délicate et difficile. En conséquence, le respectable atelier vota une somme suffisante pour faire passer Aimé Constance en France, où une des cinq lumières lui assurait une vaste exploitation agricole. La loge, comme témoignage suprême de la gratitude publique et de sa sympathie particulière, voulut l'initier elle-même avant le départ, faveur grande et rare, dont Aimé, depuis, a dû comprendre tout le prix... Ainsi la maçonnerie mettait en pratique à la fois deux de ses principes fondamentaux, *l'égalité et la bienfaisance*, — l'égalité, en faisant d'un esclave un frère sur cette terre de servitude ; — la bienfaisance, en honorant le dévouement courageux.

II.

Le jour fixé pour son initiation, Constance était conduit dans le cabinet des réflexions par le frère expert, un des plus honorables habitants de la colonie. « Aimé, lui dit ce frère avant de refermer sur lui la porte mystérieuse, songe à te rendre digne de la liberté que déjà tu possèdes à demi, et dans laquelle tu vas entrer réellement.

— La liberté, dit Aimé, n'est-ce pas une illusion vaine? L'esclavage est un fait, un fait horrible, je ne l'ai que trop éprouvé ; mais la liberté est-elle autre chose qu'un mot? L'esclavage a laissé ses atroces empreintes sur ma peau, et je souffre toujours de ses tortures ; mais la liberté ne s'est encore manifestée à moi que par le son bien doux, bien caressant, mais fugitif, de trois syllabes.

— Ne blasphème pas, Aimé ! car c'est blasphémer que de prendre pour la chimère ce que n'a teint pas encore notre fiévreuse impatience, et pour

le néant ce que ne distingue point notre courtte vue. Vis quelques jours de plus, et la chimère deviendra une réalité ; avance de quelques pas, et le point confus dans l'espace se changera en une douce et riant perspective... Tu as connu Bénédicte ?

— Le noir qui a passé les mers, il y a cinq ans.

— Lui-même : il me sauva la vie en exposant la sienne dans les flots. Je fus assez heureux plus tard pour rappeler à de meilleurs sentiments un mulâtre dont il était le fils et qui avait fait, dans un accès d'injuste jalousie, le malheur de sa mère. Un matin j'apportai à Bénédicte l'affranchissement, et quelques jours après, au nom du mulâtre qui venait d'expirer dans mes bras, la fortune. En moins d'un mois le pauvre esclave devint un gros capitaliste, et il passa presque sans transition de la servitude à la liberté par l'affranchissement, et à l'indépendance par la richesse.

Je partis pour l'Europe et je lui dis : « Viens avec moi, Bénédicte ; quitte cette terre qui te rappelle de tristes souvenirs et où tu ne saurais respirer un air tout à fait libre.

— Vous avez raison me dit-il ; ici ma liberté me semble une sorte de droit transitoire plutôt qu'un fait permanent ; je suis en liberté, depuis quelques jours, c'est vrai, mais je vis dans l'esclavage des autres, et quand je vois passer ceux qui étaient hier mes compagnons de servitude, il me semble que je suis encore esclavé en eux. Ailleurs en sera-t-il autrement ? Je ne serai partout qu'un pauvre homme de couleur, sur qui personne n'aura peut-être d'autorité, mais sur qui tout le monde aura prétention de préséance et de dédain. Je ne serai la chose d'aucun, mais je deviendrai le rebut de tous.

— Exagération ! lui dis-je. En France, Bénédicte, tu seras libre à deux titres : d'abord parce que libre tu y entreras, et ensuite parce que l'esclave lui-même est affranchi dès qu'il a touché le sol français. La liberté légale n'est pas un mot creux : elle crée l'égalité pour toi ; ta fortune créera le reste. En France, tu seras réellement libre : libre en droit par le code, libre en fait par l'argent. Tu verras, si tu me suis.

Il me suivit et il vit.

— Oh ! dites-moi ce qu'il vit ; dites le moi, de grâce, car c'est l'avenir pour moi qui dois bientôt voguer vers la France... Dites le moi.

— Je te le dirai. Je peux rester avec toi quelques minutes encore ; et ce sera dans ce lieu, avant l'épreuve que tu vas subir, une bonne et profitable leçon. »

Debout dans le cabinet noir, moins noir que lui, Constance écoutait avidement.

III.

« Nous partîmes.

Pendant la traversée Bénédicte ne cessait d'exprimer les défiances que je viens de te reprocher, et toujours, je lui opposais ce mot qui est la réponse de Dieu aux plaintes des hommes : *Patience* !

Enfin nous touchâmes au Havre.

A bord du bâtiment qui nous portait était un député du Calvados, homme bien en cour et que ses mis attendaient sur le quai. Les portefaix qui avaient envahi l'embarcation pour enlever les paquets des passagers le saluaient avec un certain respect. Quant à Bénédicte, ébloui par la magnificence du port, étonné du spectacle nouveau qui l'entourait, il avait, ressouvenir de son ancien esclavage, saisi déjà sa malle, la mienne aussi, Dieu ne pardonne ! et je vis le moment où il allait charger le tout sur ses robustes épaules. « Que faites-vous, lui dis-je ! Laissez.... » Un mendiant inirme s'était glissé sur le pont, et le député venait le lui jeter deux sous. Il tendit la main à Bénédicte qui lui donna un franc. A la vue de cette aumône les portefaix plantèrent là tous les colis de l'honorable et se disputèrent la faveur d'enlever eux du noir. Tout fut emporté en un clin d'œil.

Ne vous embarrassez pas de votre parapluie, monsieur ! — Laissez-moi porter votre canne. » Tous s'épuisaient en prévenances respectueuses devant ce nègre qui devait être un grand et généreux personnage puisqu'il donnait vingt sous à un mendiant.

« Tu vois, Bénédicte, nous passons avant le député. »

A l'hôtel, Bénédicte confia, selon l'usage, ses valeurs au maître. On le sut riche, et il fut servi avec un zèle et un empressement tout particuliers. Un pair de France, inspecteur général de la marine, arriva quelques heures après et voulut retentir tout le premier étage de la façade sur le quai ; mais on le lui refusa, et Bénédicte entendit en passant le maître d'hôtel répondre : « C'est impossible : deux chambres sont occupées déjà par monsieur. »

« Tu vois, Bénédicte, on te sacrifie le pair de France. » Mais le noir ne m'entendait pas ; il offrait de céder son appartement à l'inspecteur général, qui le remerciait avec la plus aimable courtoisie.

Nous allâmes dîner au restaurant. Bénédicte ne pouvait pas comprendre qu'il fût servi par ces hommes bien vêtus, bien coiffés, qui obéissaient à un mot, à un geste de lui, de lui, qui se serait cru plutôt apt pour les servir. Mais sa confusion fut au comble

lorsque deux dîneurs voisins (dont l'un était le lieutenant-général commandant la division) ayant demandé une bécasse, le garçon répondit : « Il n'y en a qu'une, mon général, et elle est retenue pour monsieur. — Tant pis ; j'y tennais : la dernière était excellente. »

« Tu vois, Bénédicte, on ne te préfère pas la première autorité militaire du département. » Quelques minutes après, la bécasse était servie sur la table du général, à qui, au nom de Bénédicte, j'avais offert de la céder et qui n'avait accepté que sur notre insistance. Nous demandâmes du Moët : « Messieurs, nous dit gracieusement le général, j'en ai retenu la dernière bouteille. Vous ne refuserez pas de la boire avec nous ; vous nous devez une revanche. » Et le noir but avec un brave général de l'empire, qui depuis est devenu maréchal de France.

Le soir, nous nous rendîmes au théâtre, où j'avais retenu une loge dans la journée. La foule y était compacte ; le bruit s'était répandu dans la soirée que le prince de Joinville devait arriver plus ou moins mystérieusement au Havre par Cherbourg, et le public espérait le voir au spectacle : c'était même cette circonstance qui avait appelé au Havre l'inspecteur maritime et le général commandant la division.

Quand nous présentâmes notre billet à l'ouvreuse, elle nous dit : « La loge est occupée. »

— Que nous importe ! voici le coupon.

— Il m'est impossible de faire sortir les deux personnes qui s'y trouvent, nous dit cette femme en balbutiant.

— En ce cas, je vais voir si ce sera facile à M. le commissaire de police. »

Ce fonctionnaire passait devant nous en ce moment. Il s'enquit de notre réclamation et demanda à l'ouvreuse pourquoi elle ne nous ouvrait pas la loge qui nous appartenait évidemment. « J'ai reçu ordre de l'inspecteur, répondit-elle, d'y placer quand même ces deux personnes qui sont arrivées au moment où il n'y avait plus que celle-là de vide, et M. l'inspecteur m'a bien recommandé de ne l'ouvrir à personne. »

Le commissaire manda l'inspecteur qui lui parla à l'oreille, aussi bas qu'il put, mais pas assez pour nous empêcher d'entendre quelques mots : « Le prince.... je l'ai bien reconnu.... il n'y avait que cette loge. »

« Messieurs, nous dit le commissaire, censentiez-vous à abandonner votre coupon, n'importe à quel prix.

— A aucun prix.

— C'est bien, Justice vous sera rendue. »

Il entra dans la loge, et nous en vîmes bientôt sortir deux messieurs, dont le plus jeune nous dit : « Recevez mes excuses, messieurs ; si j'avais su que cette loge était retenue, je n'aurais jamais consenti à y entrer.

— Nous avons dû maintenir notre droit contesté par le théâtre ; mais vis-à-vis de vous, messieurs, nous n'avons qu'un devoir : c'est de vous prier de rester dans cette loge que vous occupez de bonne foi et dont nous ne voudrions pas vous voir sortir.

— Nous ne pouvons....

— Et nous, nous ne resterons pas si vous partez.

— Eh bien ! nous acceptons l'hospitalité que vous nous offrez si gracieusement. »

Et nous restâmes tous quatre dans la loge.

« Tu vois, Bénédicte, un prince lui-même s'incline devant ton droit. »

Le pauvre noir n'en revenait pas et son cœur était plein d'une douce émotion. Il était en France depuis vingt-quatre heures à peine, et déjà par une série d'incidents bien simples, mais significatifs dans leur succession, sa qualité d'homme libre avait prévalu devant un lieutenant général, un pair de France, un député et même un prince du sang, — et le lieutenant général, le pair de France et le prince étaient devenus ses obligés. Le vieil et sublime axiome : « L'esclave qui touche le sol français est libre » a-t-il jamais reçu une plus énergique consécration ! »

IV.

L'œil d'Aimé Conscience rayonnait tandis que le frère achevait son récit ; on eût dit que le nègre était fier du triomphe de l'esclave qui l'avait précédé dans la liberté.

« Et maintenant, demanda-t-il, Bénédicte est-il heureux.

— Oui : il vit dans une terre qu'il a achetée, et il se fait servir à son tour.

— Et.... comment traite-t-il ses domestiques ?

— Ma foi, ce n'est pas la plus belle page de son histoire. Je viens d'apprendre que, par représailles peut-être des coups qu'il a jadis reçus, il s'est oublié au point de battre deux de ses serviteurs... Mais le travail est libre dans la métropole ; des deux battus, l'un l'a quitté, et Bénédicte en est affligé, car il l'estimait beaucoup : l'autre l'a fait traduire devant la police correctionnelle, qui a condamné Bénédicte à dix jours de prison.

— Condamné ! s'écria Conscience radieux. On l'a condamné à dix jours de prison pour avoir battu son serviteur !... Oh ! je vois bien maintenant que Bénédicte est libre et que la France est une terre de liberté. »

Ces paroles, qui semblent au premier abord une

plaisanterie, étaient un cri de vérité échappé à l'instinct droit et pur du nègre. C'est le même sentiment qui poussait le voyageur égaré à s'écrier à la vue d'une potence : « Je te rends grâce, mon Dieu, je suis dans un pays civilisé. »

Le frère serra la main d'Aimé, referma sur lui la porte du cabinet des réflexions et le livra aux pensées qu'inspirent l'aspect de ce lugubre lieu et les premières épreuves qu'y subit le néophyte.

V.

Une heure après, Conscience avait vu la lumière.

Il reconnaissait devant lui les hommes les plus éminents de la contrée, et ces hommes l'appelaient : « Mon frère ! »

Le vénérable qui lui avait donné l'accolade était le gouverneur de la colonie.

Le premier frère qui lui tendit la main lorsqu'il descendit vers les colonnes était le fils d'un de ses anciens maîtres, fils qui, dès son arrivée dans la plantation, avait vendu le sol et émancipé les esclaves ; mais Bénédicte avait été vendu à un autre planteur une année auparavant.

« Messieurs, dit-il, les larmes aux yeux...

— Dites frères, lui cria-t-on de toutes parts.

— Mes frères, votre argent m'a donné la liberté, votre accueil me donne la dignité. J'étais une chose, je suis un homme. »

Et il comprit que cette heure maçonnique de la colonie résumait tous les incidents de la journée profane de Bénédicte sur le sol français. La liberté était bien à lui : il n'avait pas entendu seulement le mot, il pratiquait déjà la chose.

Quelques jours après, Aimé fit voile vers la France. Après son départ, on a su que l'argent qui lui avait été donné par la loge pour la traversée avait été employé par lui à racheter un autre esclave, son compagnon de souffrance, pauvre vieillard que le maître voulait bien céder à bon marché. Aimé fut reçu gratis sur le vaisseau à condition de s'y employer comme manœuvre.

Il y a trois ans à peine qu'il est arrivé, et il ne se défie plus de la liberté française. Tous les paysans et les ouvriers qui l'entourent l'aiment et le respectent : il faut dire qu'il a déjà tiré de l'eau trois imprudens qui se baignaient dans la rivière au bord de laquelle est sa maisonnette.

Il a reçu une médaille royale des mains du préfet, et on s'est empressé en outre de l'affilier à la loge de la ville. Les profanes l'appellent le *maçon noir*.

ALTAROCHE.

L'ORIENT,

REVUE UNIVERSELLE

DE LA FRANC-MAÇONNERIE.

RÉVISION DES STATUTS-GÉNÉRAUX.

Il y a quatorze mois déjà que le Grand-Orient a nommé une commission pour préparer le travail de la révision des Statuts-généraux. Nous savons que cette commission s'est réunie à diverses reprises, mais qu'elle s'est bornée à porter son examen et à donner son avis sur quelques vues de réforme soumises au sénat maçonnique par des ateliers de Paris et des départements. Du train dont vont les choses, il s'écoulera plusieurs années avant que le Grand-Orient se trouve saisi d'une révision qui, d'après les termes formels des Statuts, eût dû être achevée vers le milieu de 1844. Ainsi, l'anarchie et le désordre qui règnent dans la maçonnerie française, qui entravent son action et la conduisent à sa ruine, anarchie et désordre qui découlent fatalement des Statuts actuels, iront se perpétuant, à moins que les loges qui en souffrent n'élèvent fortement la voix et n'exigent que leurs représentants les fassent enfin cesser.

Dans tous les cas, il est à craindre, et nous avons de bonnes raisons pour le croire, nous qui avons fait partie de la commission de révision et qui ne connaissons que trop bien l'esprit étroit et méticuleux qui anime la minorité directrice du Grand-Orient, il est à craindre, disons-nous, que les modifications qui seront apportées aux Statuts-généraux ne comportent que d'insuffisants et de vains palliatifs. Et cependant il y a, dans la législation maçonnique qui nous régit, des vices radicaux qu'il faut faire disparaître. Il est indispensable de mettre d'accord la constitution du Grand-Orient avec le principe sur lequel il repose. Il importe qu'une autorité essentiellement démocratique ne renferme point dans son sein une oligarchie puissante qui dispose à son gré des délibérations et s'oppose à tous les progrès. Les moyens de

mettre un terme à ce fâcheux état de choses sont bien compris de tous, et peut-être nous sera-t-il permis de rappeler que nous les avons nous-mêmes indiqués le premier, il y a quinze ans, dans la *Revue de la franc-maçonnerie*.

Le remède que nous proposons alors est encore applicable aujourd'hui, car aucune des imperfections que nous signalions n'a disparu dans ce long intervalle.

Nous demandions que les députés élus par les loges ne fussent soumis à aucune autre formalité d'admission que celle d'exhiber l'extrait de la délibération qui les avait nommés ;

Que les loges ne pussent appeler à les représenter au Grand-Orient que des frères d'une moralité incontestable et pourvus de la capacité nécessaire pour pouvoir, au besoin, rédiger un rapport sur quelque'un des objets soumis aux délibérations ordinaires du Grand-Orient ;

Que ces députés ne fussent tenus ni d'avoir atteint un âge déterminé, ni d'appartenir à la maçonnerie depuis une époque quelconque ;

Qu'ils ne pussent représenter plus d'un atelier à la fois ;

Que les loges des départements, trop éloignées du centre maçonnique pour y envoyer un député pris dans leur sein, eussent la faculté de demander à un atelier de Paris, à leur choix, la désignation de trois candidats remplissant toutes les conditions voulues, pour nommer parmi eux un représentant ;

Que tous les députés fussent distribués en nombre égal dans les différentes chambres du Grand-Orient, au moyen d'un tirage au sort ou suivant leurs aptitudes spéciales ;

Que tous jouissent du droit d'élire les officiers du Grand-Orient et d'être appelés eux-mêmes à remplir ces fonctions ;

Que la cotisation des officiers fût supprimée ;

Que tous les députés eussent le droit de voter dans les diverses chambres où ils auraient été placés, aussi bien que dans les assemblées générales;

Que le droit de voter fût retiré aux vénérables et aux officiers honoraires qui ne seraient pas en même temps députés élus;

Que les fonctions de grand-maître, de grand-maître-adjoint, de grand-conservateur, fussent désormais temporaires;

Qu'il fût créé une section spéciale ayant pour mission de combiner et de diriger les travaux des loges dans un but d'utilité générale;

Qu'il fût créé dans les départements des corps subordonnés, chargés de représenter et de suppléer le Grand-Orient dans la limite des pouvoirs qui leur seraient conférés et de la juridiction qui leur serait tracée;

Enfin que les Statuts réglassent, par une disposition précise, conçue dans un esprit large et progressif, les matières sur lesquelles il est défendu d'écrire, et donnassent d'ailleurs toute garantie aux maçons accusés d'avoir enfreint cette disposition.

Les réformes dont nous signalions alors la nécessité sont devenues plus urgentes à mesure que le temps a marché. On ne saurait aujourd'hui en ajourner sans péril la réalisation. Les loges comprennent quel beau rôle leur est marqué au milieu d'une société que domine l'égoïsme, qui n'obéit qu'à ses instincts matériels, et alors que toute idée morale s'efface, que tout lien se rompt et qu'un effrayant scepticisme s'étend à toutes choses. Elles comprennent tout le bien qu'elles pourraient opérer, si une impulsion intelligente et forte, réunissant en un faisceau tous leurs efforts, les dirigeait vers l'accomplissement d'une œuvre de rénovation qui est devenue un besoin impérieux et pour le monde profane et pour la maçonnerie elle-même. L'expérience le leur a démontré : les Statuts existants, dont la composition actuelle du Grand-Orient est une conséquence forcée, seront toujours un obstacle à ce qu'elles atteignent ce but généreux, qui est de l'essence de notre institution, et auquel l'existence de notre institution est étroitement attachée.

Que les loges pressent donc de toutes leurs forces et qu'elles exigent de toute la hauteur de leur volonté la prompte discussion des Statuts-généraux et leur modification dans le sens que nous venons d'indiquer et qui est dans le vœu de la majorité des maçons. Ce résultat obtenu, toutes les améliorations deviennent faciles, et la ma-

çonnerie reprend en France l'importance et l'utilité qu'elle a perdues par le seul fait des lois mauvaises auxquelles elle y obéit.

AFFAIRE DE LA CIRCULAIRE

DU MARÉCHAL SOULT.

Le Grand-Orient a porté à la connaissance des ateliers de son régime la lettre que ses commissaires ont adressée au frère Soult, à l'effet d'obtenir la révocation de la mesure de ce ministre interdisant aux militaires la fréquentation des travaux maçonniques. Nous rapportons ci-après le texte de cette lettre, avec le commentaire dont le Grand-Orient a jugé à propos de l'accompagner. On remarquera que les circonstances les plus importantes de la négociation qui a suivi la remise de la lettre sont tout-à-fait passées sous silence, ce qui est, ce nous semble, un peu trop *gouvernemental*. Les loges ignoreraient complètement ces détails aujourd'hui, si nous n'avions pris le soin de les en instruire dans notre dernier numéro. Elles tireront de là, sans aucun doute, un nouvel argument en faveur de la publicité maçonnique non officielle.

Paris, le 24 juillet 1845.

LE GRAND-ORIENT DE FRANCE
A TOUS LES ATELIERS DE SA CORRESPONDANCE.

« Très-chers frères,

« La lettre ministérielle concernant les militaires francs-maçons avait vivement préoccupé le Grand-Orient de France. Avant même que les justes représentations d'un grand nombre d'ateliers de tous les points du royaume ne lui fussent parvenues, il avait chargé une commission composée de ses présidents, auxquels s'étaient réunis les très-illustres frères comte de Las Cases, premier grand-maître-adjoint, et Bertrand, son représentant, de faire toutes les démarches nécessaires en pareille circonstance. Pénétrés de l'importance de leur mission, les commissaires du Grand-Orient ont pensé qu'ils devaient, au nom de l'Ordre maçonnique tout entier, se retirer devant l'autorité elle-même de laquelle émanait la mesure, et ils ont adressé la lettre suivante à M. le maréchal ministre de la guerre. »

Paris, le 17 avril 1845.

A M. le président du conseil, ministre secrétaire d'État au département de la guerre.

« Monsieur le Ministre,

« La circulaire adressée en février dernier à tous les chefs de corps, et qui interdit aux militaires la fréquentation des réunions maçonniques, a jeté l'inquiétude dans toutes les loges. Toutes se sont vivement émues d'une mesure si inattendue. De tous les points

de la France, une multitude de lettres sont arrivées à ce sujet au Grand-Orient. Un grand nombre d'ateliers ont cru voir dans cette circulaire une mesure hostile à la franc-maçonnerie. Chacun s'en montrait justement surpris. Le Grand-Orient, administrateur de l'Ordre, a partagé et partage encore cette émotion et cette surprise. Pendant quelque temps il a hésité à y croire; il ne pouvait penser que la franc-maçonnerie fût en état de suspicion auprès de l'autorité, et que ses paisibles réunions pussent en rien susciter les appréhensions et les craintes. Aucun fait n'avait été signalé qui semblât devoir appeler sur l'Ordre maçonnique la défiance et la sévérité. Jamais, en aucun temps, la franc-maçonnerie n'a été mise en interdit par le gouvernement; jamais elle n'a été inquiétée ni attaquée par l'autorité. Elle devait être, au contraire, et elle a toujours été honorée et respectée.

«Cen'est pas une société secrète inhérente à un pays; c'est une institution généreuse qui existe chez tous les peuples dans l'esprit desquels vit le moindre sentiment de tolérance et d'humanité; qui compte des siècles de durée; qui ne s'est jamais signalée dans le monde que par sa sagesse et ses bienfaits; et qui, après avoir contribué à la civilisation, ne peut pas périr plus qu'elle. Ses principes et ses lois sont une garantie pour tous. L'amour de l'ordre et de nos institutions est le premier sentiment qu'elle nous inspirerait au besoin. Les discussions politiques et religieuses sont expressément interdites dans nos réunions. La moindre infraction à ces prescriptions trouverait immédiatement sa peine dans l'autorité du Grand-Orient : car elle ne veut servir de manteau à aucun parti, de quelque couleur qu'il se pare. Ces garanties sont d'ailleurs reconnues par la circulaire elle-même, puisqu'elle déclare qu'il n'y a aucun blâme à déverser sur l'institution. Mais ce n'est pas assez, monsieur le ministre; sa morale et ses doctrines, loin d'être dangereuses, apprennent aux hommes ce qu'ils doivent à Dieu, à eux-mêmes, aux autres hommes et à leur patrie. Son but et son symbole, c'est le bonheur de l'homme par l'éducation, le travail, la moralisation et la stricte observance de tous ses devoirs. La bienfaisance est aussi un de ses attributs essentiels. Non-seulement elle aide et secourt ses frères qui viennent à être frappés par le malheur, mais elle répand encore ses bienfaits dans le monde. Ainsi elle a fondé, à Paris et dans beaucoup d'autres villes, des maisons de secours et de travail. Ainsi, dans les grandes calamités publiques et dans toutes les circonstances qui appellent la charité, elle apparaît toujours une des premières sur les listes de souscription. Son concours n'a pas manqué aux victimes du choléra, des inondations du Rhône, de l'incendie de Hambourg, des catastrophes de la Martinique et de la Guadeloupe.

«Nous ne voulons pas insister, monsieur le ministre; nous regrettons déjà d'être obligés de vous dire ce qu'est la maçonnerie, à vous, monsieur le ministre, qui avez été sous l'empire l'un des dignitaires du Grand-Orient, à une époque où les plus hauts fonctionnaires tenaient à honneur d'être francs-maçons, où le chef de l'État, qui en comprenait l'importance, s'empressait de placer à la tête de l'Ordre un de ses frères; à une époque où plus d'un militaire a lu la vie à son titre de maçon, où chaque régiment avait sa loge, où la discipline militaire avait aussi ses légitimes exigences. C'est au nom du Grand-Orient de

France et de la maçonnerie française tout entière que nous avons l'honneur, monsieur le ministre, de vous adresser ces respectueuses observations, persuadés que vous les accueillerez avec bienveillance. Vous n'hésitez pas, monsieur le ministre, à rendre à l'institution des membres qui en font l'honneur et qui nous sont chers, si, comme nous l'espérons, vous êtes convaincu que tout ce qui tient à la maçonnerie est, ainsi que les militaires, ami de l'ordre, dévoué au roi et attaché à son pays.

«Nous avons l'honneur d'être avec le plus profond respect, monsieur le ministre, vos très-obéissants serviteurs.

«Le président de la chambre de correspondance et des finances du Grand-Orient de France, DESANLIS; le président de la chambre symbolique, FAULTIER; le président de la chambre du Suprême-Conseil des rites, TARDIEU; le représentant particulier du grand-maitre, BERTRAND; le premier grand-maitre-adjoint de l'Ordre, comte DE LAS CASES.

«La commission, très-chers frères, désirant que le Grand-Orient n'ignorât pas plus long-temps ce qui avait été fait en son nom, lui a donné connaissance, en sa séance spéciale du 18 courant, non-seulement des démarches qu'elle avait faites, mais aussi de la lettre qui précède. Le Grand-Orient a approuvé à l'unanimité et la lettre et tout ce qui avait été fait par sa commission, et lui a continué ses pouvoirs; il a en outre décidé que la lettre vous serait adressée, et que vous seriez instruits de tous ces faits. C'est en vertu de cette décision que nous avons la faveur de vous faire la présente communication, saisissant avec empressement cette circonstance pour vous réitérer, très-chers frères, l'assurance de nos sentiments les plus fraternels.

«Le représentant particulier du grand-maitre, BERTRAND; les officiers dignitaires de la chambre des correspondances et des finances : DESANLIS, président; FROMENTIN, premier surveillant; MONGENOT, deuxième surveillant; JOBERT, orateur adjoint.

«Scellé par nous, grand-garde du sceau du Grand-Orient de France, LALLIER.

«Par mandement du Grand-Orient, DUROCHER, secrétaire.»

LE REPRÉSENTANT PARTICULIER

DU GRAND-MAITRE.

Nous nous hâtons de porter à la connaissance de nos lecteurs un fait bien honorable pour le très-respectable frère Bertrand, représentant particulier du grand-maitre : les dernières élections consulaires l'ont porté à la présidence du tribunal de commerce, et cette nomination a eu lieu à la presque unanimité des voix. Le discours qu'il

a prononcé le 23 août, jour de son installation, s'est fait remarquer particulièrement par le bon sens, par l'esprit, par le savoir, et par des vues aussi élevées qu'honnêtes. C'est dire qu'il a été, dans cette solennité publique, tel qu'il se montre toujours dans nos réunions fraternelles.

Il y a long-temps, trop long-temps, que le Grand-Orient, privé d'un grand-maître, se débat dans les convulsions d'une fatale anarchie. Les rênes du pouvoir y sont abandonnées à qui veut s'en saisir, et l'on sait en quelles mains elles sont tombées. Les meneurs qui exploitent cet état de choses ne craignent rien tant, on le conçoit, que de le voir cesser; aussi, aux loges et aux maçons qui font entendre des plaintes à ce sujet, montrent-ils imperturbablement la riante perspective, de jour en jour plus éloignée, d'un prince du sang investi de la grande-maîtrise et venant, comme un autre Jehovah, apporter l'ordre au milieu du chaos. Il est, reconnaissons-le, plus que jamais nécessaire de renoncer à la poursuite d'une illusion si décevante; nous ne voulons pas dire d'un leurre si menteur. A l'époque où nous sommes, ils sont rares les princes qui se font recevoir maçons; et, dans tous les cas, il y aurait à examiner si leur concours et leur influence seraient bien réellement utiles. Le patronage que le roi des Belges accorde à la maçonnerie n'a pas empêché son ministère de faire cause commune contre elle avec l'ordre des jésuites. Le patronage de Frédéric-Guillaume-Louis et la part que prend ce prince aux affaires maçonniques de Prusse n'ont point fait abaisser les barrières qui s'opposent à l'admission des maçons israélites dans les loges de ce pays. Ce qu'il faut surtout à la tête de la maçonnerie, ce sont des hommes d'intelligence, de foi et de dévouement. Les récents événements de la Belgique montrent ce qu'a pu faire, dans l'intérêt de l'Ordre, un humble magistrat, alors qu'un de nos frères, décoré de la pourpre royale, était enchaîné dans les liens d'une impuissance absolue. Nous oublions trop que nous vivons sous un régime constitutionnel, où princes et rois ne sont guère que de simples citoyens. Pourquoi donc ne suivrions-nous pas l'exemple si sage et si heureux de nos frères de la Belgique? Nous avons sous la main un frère qui se distingue entre tous et par les lumières de son esprit, et par son caractère affectueux et ferme tout à la fois, et par la juste considération dont il est entouré, et par le zèle qui l'anime, zèle éprouvé et qui jamais n'a fait défaut: qui nous empêcherait de l'élire à la grande-maîtrise? Ce ne serait, nous

en convenons, dans le monde profane, que M. Bertrand, président du tribunal de commerce; mais ce serait notre prince, à nous, et nous lui aurions décerné ce titre parce qu'il aurait été le plus digne d'en être investi.

LES INSPECTIONS GÉNÉRALES.

Les bureaux du Grand Orient présentaient récemment le tableau le plus vif et le plus animé. On s'y occupait avec une ardeur extraordinaire à préparer le travail des inspections générales. Si la gestation a été longue, le produit, du moins, sera vigoureux et bien conformé. Les inspections, cette panacée universelle, vont guérir radicalement les maux dont souffre la maçonnerie.

Mais ces belles espérances se réaliseront-elles? Ces excellentes intentions auront-elles un résultat? Tout ce travail, tout ce mouvement, serviront-ils à quelque chose? Nos lecteurs vont pouvoir en juger.

Il s'agissait de désigner dans le Grand-Orient trois commissaires pour aller inspecter les loges de Rouen. Il est à remarquer que les frais de voyage et de séjour devaient être supportés par les frères qui seraient choisis. Trois se présentent d'eux-mêmes: le frère Fromentin, qui figure parmi les partisans du *statu quo*; le frère Cauchois, qui ne repousse point le progrès, mais qui le veut lent et mesuré; et enfin le frère Bugnot, qui appartient aux opinions avancées. Les trois catégories qui partagent le Grand-Orient avaient donc là leurs représentants, dignes, honorables, et remplissant toutes les conditions de capacité que l'on pût rigoureusement exiger. Il semblait, en conséquence, que leur nomination ne dût souffrir aucune difficulté. Il n'en a pas été ainsi, pourtant. « Mais, ont dit quelques habiles, il conviendrait que les nominations fussent faites régulièrement. Pourquoi n'irait-on pas au scrutin! — D'accord, a-t-on répondu; que le scrutin circule. — Mais, ont repris les habiles, il serait possible que d'autres frères désirassent être chargés de cette mission. — Soit, a-t-on répliqué; qu'ils se présentent. — Mais, ont encore objecté les habiles, nous sommes bien peu nombreux aujourd'hui; il faudrait consulter les absents. »

On comprend qu'un débat de cette nature devait faire supposer aux frères qui s'étaient proposés que leur nomination était douteuse; et, mus par un sentiment de dignité bien naturel, ils

ont spontanément renoncé au coûteux honneur qu'ils avaient sollicité.

Nous ne répondons pas que les mêmes difficultés ne se reproduisent point lorsqu'il s'agira d'autres désignations; car c'est ainsi que les choses se passent d'ordinaire au Grand-Orient. On dirait, en vérité, qu'il y a là des hommes qui ont intérêt à refroidir le zèle et à enrayer tous les rouages de l'administration. Au milieu de tous ces tiraillements, quel sera le sort des inspections générales! Nous ne cesserons de le répéter: le Grand-Orient demeurera frappé d'impuissance tant que les loges n'avisent pas à en modifier profondément le personnel.

TENDANCES PROGRESSIVES

DU SUPRÊME-CONSEIL DE FRANCE.

Pendant que le Grand-Orient, au mépris de l'importante mission qui lui est confiée, laisse ses loges aller à l'aventure, voit le désordre s'introduire dans leur sein, et ne le fait point cesser; prend chaque jour envers elles de nouveaux engagements qu'il ne réalise pas; use son temps et ses forces en de misérables intrigues, en des querelles plus misérables encore; poursuit avec acharnement toute espèce de publicité; et révèle dans tous ses actes ou la plus profonde incapacité, ou le mauvais vouloir le plus coupable; pendant ce temps le Suprême-Conseil imprime aux corps maçonniques qui dépendent de lui une impulsion hautement intelligente, les convie au progrès et sollicite avec chaleur la communication de leurs idées de réforme, qu'il se montre déterminé et empressé à appliquer, au prix même du pouvoir que sa constitution lui confère. Nous appelons avec instance l'attention de nos lecteurs sur l'extrait que nous donnons ci-après du discours prononcé par le général de Fernig, lieutenant-commandeur du rite écossais, à la dernière fête de l'Ordre. Ils pourront juger de l'esprit qui anime cette autorité maçonnique, et le comparer avec celui qui gouverne le Grand-Orient. Ils comprendront ce que pourrait faire le Grand-Orient, avec son organisation puissante, avec les ressources dont il dispose, avec le nombre de ses subordonnés, s'il se composait d'hommes capables d'imprimer une direction pareille à la maçonnerie française. Quant à nous, nous nous estimons heureux que notre voix ait eu de l'écho de

ce côté au moins, et que la plupart des idées que nous avons émises y aient été adoptées. C'est que les membres du Suprême-Conseil ont assez de valeur personnelle pour pouvoir accepter sans scrupule la légitime influence de la presse.

« On peut, en quelque sorte, reconnaître la bonté d'une institution par la facilité même avec laquelle elle admet les perfectionnements que lui apporte l'esprit humain. Toute société qui s'immobilise prouve, par cela même, la fausseté des doctrines sur lesquelles elle repose. Il n'y a pas plus pour les créations de l'homme que pour celles de Dieu, un terme entre grandir et décroître. Rien ne s'arrête; et ceux-là n'ont dit qu'une phrase sonore qui ont prétendu que les peuples étaient impérissables. La vie est dans le mouvement; et la vie normale, la vie heureuse, est dans la recherche constante du mieux. Toutes les sociétés, comme tous les individus, sont uniformément soumis à cette loi....

« L'autorité que nous possédons, nous l'emploierons tout entière à faire de nous une institution au sein de laquelle toutes les intelligences trouveront du travail, toutes les douleurs un asile.

« Pour atteindre ce but, que faut-il? Il faut, comme l'a mille fois répété notre grand-maître, que les loges entrent dans une voie nouvelle. A une époque comme la nôtre; au milieu de tous les prodiges dont nous sommes témoins; au milieu de ces révolutions, filles de la science, qui, elle aussi, tend, en rapprochant les peuples, à établir la fraternité; lorsque, au coin des plus modestes foyers, s'agitent les plus hautes questions, il faut que la maçonnerie ne reste pas oisive et impuissante; il faut qu'elle attache son nom à une chose, à une idée! Ne saurait-elle marcher du même pas que le siècle? Comment le penser, comment le craindre, en contemplant les lumières qui brillent à notre tête, en vous voyant vous tous, mes frères, que l'amour du bien a réunis, vous qui, dans le monde profane, vous efforcez de suivre les principes maçonniques en honorant le Grand-Architecte par la pratique des bonnes œuvres?

« Le Suprême-Conseil encouragera toutes les tendances, toutes les tentatives qui auront pour pensée et pour but d'agrandir et d'élever les travaux de la maçonnerie. Le temps est l'étoffe dont la vie est faite, a dit un sage; cette maxime devrait être gravée sur les murs de nos temples, pour nous convier sans cesse à nous occuper noblement de travaux dignes de l'âme immortelle que le maître de la vie a déposée dans notre sein.

« Qu'importerait que je vous annonçasse l'augmentation du nombre de nos ateliers, s'ils ne devaient pas concourir avec vous à l'œuvre de moralisation et de progrès, qui est l'essence de la destinée de l'Ordre; si, au milieu de ces circonstances heureuses, nous restions au-dessous de la prospérité qui nous arrive? Pour mériter cette fortune, il faut, sans doute, continuer la maçonnerie telle que l'ont pratiquée nos pères; mais il faut aussi tenir compte du temps, des difficultés évanouies, des conquêtes achevées, et tourner nos forces vers le but que la liberté civile, politique et religieuse de notre époque nous permet de rechercher.

« A ceux qui jadis parlaient le langage du fanatis-

me, nos pères en maçonnerie répondaient : tolérance; à ceux qui défendaient l'esprit de castes, ils disaient : égalité devant la loi. A cette heure, cette égalité, cette tolérance sont écrites dans tous nos codes, et, ce qui vaut mieux, dans nos mœurs. Mais ces principes admis ont, pour ainsi dire, créé une société nouvelle; cette société se trouve en face de nouveaux problèmes à résoudre. C'est d'eux qu'il faut nous occuper; ils sollicitent notre ardeur.

« La Grande-Loge doit prendre l'initiative; c'est elle qui doit transmettre à tous nos ateliers l'esprit d'ordre et de travail que le Suprême-Conseil veut exciter. Plus près des loges que la puissance supérieure, qu'elle réchauffe le zèle, qu'elle active le mouvement, et, si elle a besoin de quelques améliorations dans sa Charte constitutive, le Suprême-Conseil, légalement emparé, se montrera prêt à donner des forces et des moyens d'action à qui veut les employer pour faire le bien; car, je ne saurais trop le répéter, notre pouvoir, nous le voulons pour vous, pour le rite, pour l'Ordre; nous le tenons comme une charge vraiment publique dont nous serons toujours heureux d'amoinrir la responsabilité.

« Je dois signaler à l'attention de la Grande-Loge la question importante d'un fonds social. Il faut que la maçonnerie se constitue un capital; c'est un levier qui lui est indispensable. La société civile forme déjà un noyau précieux; c'est une première pierre, une première assise sur laquelle nous devons nous appuyer. Je conjure la Grande-Loge de bien comprendre la portée de mes paroles. Il n'y a que la constitution d'un pécule qui puisse nous donner force et garantie....

« J'invite également les sections à vouloir bien hâter la stricte exécution du décret en date du 8 décembre 1844, relatif au double mandat. Un député, au sein d'une section, n'ayant qu'une voix et qu'un vote, ne doit représenter qu'un atelier. Je sollicite, comme vénérable de la Grande-Loge, une observance prompte et rigoureuse de ce décret, qui doit accroître l'influence, l'action et les lumières du grand corps électif de la maçonnerie. Le Suprême-Conseil, vous le savez, n'a rien plus à cœur que de voir la maçonnerie écossaise tout entière bien et vigoureusement représentée; il laisse à chaque atelier liberté pleine et entière sur le choix de son mandataire, qu'il s'empresse de reconnaître en cette qualité, à la seule condition qu'il soit homme d'honneur et maçon écossais régulier. Je rappellerai aussi aux membres de la première section qu'il faut tenir la main à ce que les ateliers soient représentés par des députés réels; ceux qui montrent une coupable indifférence doivent être signalés, afin que les loges qui les ont investis de leur confiance sachent qu'ils l'ont imprudemment donnée; qui veut l'honneur doit prendre la charge..... »

Comme complément de ce discours, citons encore quelques passages de celui qu'a prononcé dans la même séance le frère Barbier, orateur de la Grande-Loge écossaise :

« Dès que j'interroge les annales certaines du monde, partout et toujours, je retrouve la maçonnerie ouvrant la marche de la civilisation, faisant filtrer dans la société, par un travail lent peut-être, mais sûr et paisible, les idées qui devaient devenir la conquête et faire

le bonheur des générations à venir. Armée pour le combat éternel, pour la lutte entre le bien et le mal, pour le duel du juste et de l'injuste, partout et toujours elle s'est précipitée entre le meurtrier et la victime, elle a relevé l'une et frappé l'autre, elle a frappé l'idée mauvaise. La destinée immuable de la maçonnerie était d'ouvrir le grand cercle de la fraternité, d'élargir celui de la tolérance. Après avoir terrassé la barbarie, dompté le fanatisme, elle a posé le glaive, et la voilà aujourd'hui penchée sur les problèmes sociaux qu'il est donné à notre âge de résoudre; la voilà qui s'occupe de toutes les questions qui doivent donner à la société moderne un équilibre plus sûr, une assiette plus tranquille. C'est vers ce but, c'est vers ces recherches que nous devons porter notre attention et nos forces; et sans toucher à ce que la politique, à ce que la religion nous interdisent d'approcher, nous devons essayer de concourir à l'œuvre que notre siècle a entreprise, afin de faire prévaloir nos principes de tolérance, de justice et de paix, dont le temps, par sa consécration même, a prouvé la puissance.

« Cette puissance, elle se manifeste, elle éclat encore dans l'ubiquité des principes de la maçonnerie. Ainsi j'ai tracé d'une main rapide les devoirs qui nous sont imposés dans l'Europe moderne; mais qu'un voyageur s'éloigne de cette vieille terre, qu'il s'en aille vers d'autres continents, qu'il traverse les mers : placé en face d'autres idées, pour les juger, qu'il se souvienne qu'il est maçon; qu'il contemple, aux lueurs de la vraie lumière, le monde nouveau dans lequel il est entré, et, alors, il reconnaîtra les ennemis qu'il doit éclairer, les amis qu'il doit secourir, les idées qu'il doit faire prévaloir.

« S'il va aux pays où règne encore l'esclavage, il dira : Ma doctrine ne reconnaît ni maîtres ni esclaves; elle honore le travail, elle respecte dans l'homme le Dieu juste, le Dieu bon, le Dieu juste et bon pour tous. Dès-lors, une mission lui sera donnée. Sans aller, par des maximes dangereuses pour le maître, dangereuses pour l'esclave, prêcher une révolution soudaine, il attendra le cœur de l'un, il le rappellera aux maximes de la fraternité, aux prescriptions de l'éternelle morale qui, quoi qu'on en ait pu dire, ne sauraient varier avec les climats et les zones. Il le forcera à être humain pour être juste..... A l'esclave, il répètera que la violence est une arme à deux tranchants, et que celui-là seul est digne d'être libre qui sait mériter la liberté en accomplissant les devoirs qu'elle impose. Puis, le maçon, rapprochant le maître de l'esclave, les amènera à se juger, à s'apprécier, fondera l'union et vaincra les mœurs qui font les lois. Car son âme, comme la mienne, sera révoltée par cette division qui est faite de l'humanité : à ceux-ci, le travail éternel, la servitude éternelle, la douleur éternelle; à ceux-là, la possession, la jouissance et la liberté! Non, Dieu n'a fait ni maîtres ni esclaves, ni possesseurs ni victimes! Si le malheur, qui n'est point son ouvrage, attriste nos regards, du moins le Grand-Architecte a déposé dans nos cœurs, dans nos principes, la volonté et le courage nécessaires pour en diminuer les souffrances et l'amertume....

« La tolérance est conquise, sans doute, nos lois la proclament, elle fait partie de notre grandeur nationale; nous l'avons assez chèrement achetée pour la tenir précieuse et respectée. Mais n'existe-t-il donc plus des esprits intolérants? Je ne parle pas des cœurs,

Car, grâce à Dieu, le cœur n'a pas d'intolérance; n'y a-t-il plus, dis-je, des esprits assez malheureux pour disputer à l'homme la liberté de sa conscience? Hélas! je suis bien forcé de le croire, en voyant au dix-neuvième siècle, dans la maçonnerie même, s'agiter encore d'étranges idées; je suis forcé de le croire, quand je vois que l'on prétend, à l'aide de je ne sais quelle interprétation étroite, créer des catégories et des castes entre les maçons, en les séparant sous prétexte de dissidence religieuse.

« Ne dois-je pas craindre l'intolérance, quand je l'entends nous attaquer sourdement, nous accuser de professer une indifférence honteuse et coupable, alors que nous restons fidèles à la tolérance qui n'est que l'amour de l'humanité? Ces voix qui parlent dans les ténèbres sont peu à craindre, je le sais, elles ne méritent pas que nous nous préoccupions d'elles. Avec ces hommes de ténèbres, nous n'avons rien de commun; le ciel et la terre nous séparent; ils parlent une langue que nous ne comprenons même pas.

« Si pourtant, se hasardant au grand jour, ils venaient nous attaquer, nous leur dirions : Vous sortez des abîmes, et depuis des siècles nous marchons dans la lumière. Apprenez le vrai sens de la parole, et souvenez-vous, si vous nous attaquez, que nos pères ont vaincu les vôtres; que si, hier, nous avons triomphé, demain nous garde une autre victoire. Mais, quelle que soit notre foi, ne nous laissons pas aller à une fausse sécurité; maîtres du terrain, gardons-le sans en perdre un seul pouce. Dans les conquêtes intellectuelles et sociales, il n'est pas permis aux enfants d'abandonner la plus minime part de l'héritage glorieux qui leur a été transmis. Serrons-nous; devenons plus éclairés et meilleurs, faisons de la solide maçonnerie. »

COMITÉ CENTRAL DU GRAND-ORIENT.

RÉÉLECTIONS. — APPELS.

Le Grand-Orient a procédé, dans son comité central du 12 août, à la réélection de ceux de ses officiers qui avaient accompli l'exercice triennal. Cette réélection est presque toujours une formalité, et rien, cette fois, ne lui donnait plus d'importance.

Nous nous bornerons donc à donner le résultat des scrutins successifs.

Les frères :	ont été réélus par :	contre :
Gontié,	27 boules bl.	3 noires.
Morand,	25	5
Tarroux père,	28	3
Mongenot,	28	3
Bridou,	21	10
Fleulard,	25	8
Tessier,	24	7
Vaussier,	26	3
Buros,	29	2
Guilhery,	27	4
Thayer,	17	12
Colletta,	26	5
Tarroux fils,	26	4

Comme on le voit, il n'y a pas eu de lutte sérieuse. Le frère Thayer a seul rencontré une vive opposition; mais elle est tout-à-fait étrangère aux causes qui partagent le Grand-Orient en deux grandes fractions. L'inexactitude du frère Thayer, qui depuis long-temps n'a paru à aucune séance, lui a valu seule douze boules noires.

Pour en finir avec ces réélections d'officiers, nous ajouterons que dans le grand-orient qui a suivi cette tenue du comité central, elles ont toutes été ratifiées à peu près dans les mêmes proportions de boules noires et de boules blanches. Le scrutin relatif au frère Morand a seul fait exception. Dix-neuf boules blanches ont voté pour la ratification, et dix-sept noires ont voté dans un sens contraire. Le résultat négatif n'a tenu qu'au déplacement d'un ou deux suffrages.

Il a été donné connaissance au comité central de la démission du grand-maître-adjoint, le frère Emmanuel de Las-Cases, et l'on a proposé que, selon l'usage, une commission lui fût envoyée pour le prier de retirer cette démission. Au fond, cette proposition ne pouvait soulever aucune difficulté; mais elle en a rencontré une dans la forme. Un frère a demandé si le comité central avait mandat pour nommer cette commission, et si ce soin n'appartenait pas exclusivement au Grand-Orient, qui, ayant seul qualité pour créer le grand-maître-adjoint, a seul qualité aussi pour statuer sur tout ce qui touche à sa retraite ou à son remplacement.

Après un court débat, l'orateur a conclu à la nomination immédiate en comité central; et ses conclusions ont été repoussées par 16 voix contre 10. La question avait peu d'importance, et le résultat contraire nous eût médiocrement affligés. Toutefois, nous devons dire que la décision du comité central est juste et conforme aux principes.

La partie la plus grave de l'ordre du jour a occupé la fin de la séance : c'est l'appel formé par un certain nombre de députés de loges qui avaient vu leurs mandats non visés par une des chambres administratives. Nous avons parlé de ces refus scandaleux, évidemment dictés par le coupable désir de ne pas donner entrée dans le Grand-Orient aux opinions contraires à celles de la minorité directrice; refus qui ont affligé, il faut le dire, les hommes modérés de cette minorité. Un de ces non-visa avait même offert ce résultat de scrutin, qui révélerait une duplicité odieuse s'il ne fallait l'attribuer à l'erreur, que quatre frères avaient parlé dans la chambre pour l'ad-

mission du député, tandis qu'un quart d'heure après l'urne ne donnait que deux boules favorables au visa.

Ce débat sur les appels était attendu avec une vive émotion.

On s'est occupé en premier lieu de l'appel du frère Grellet, député admis par deux chambres et repoussé par une. Le frère Favre, son défenseur, a fait valoir les conclusions favorables du rapport, la position honorable et le caractère excellent du frère Grellet, qui fait déjà partie du Grand-Orient comme vénérable de la loge *l'Amitié*. Il a ajouté qu'il ne pouvait réfuter des objections qui ne s'étaient point produites dans le débat, et qu'aux boules noires qui s'étaient si discrètement cachées dans l'ombre du scrutin, il ne pouvait opposer que les boules blanches dont il espérait que le comité central ferait un usage réparateur. Cette espérance n'a pas été trompée. Sur les conclusions conformes de l'orateur, l'appel a été admis, et le pouvoir visé par 30 boules blanches contre une boule noire.

Même décision pour le frère Récluz, député de la loge *les Zélés philanthropes*, à Vaugirard, à la majorité de 25 boules blanches contre une noire.

Même décision pour le frère Frère, député du chapitre *la Réunion*, à Toulon, à la majorité de 24 boules blanches contre 2 noires.

Le frère Heudier a été moins heureux; son appel a été rejeté par 12 voix contre 10. Mais ce rejet est fondé sur des motifs qui, sans toucher le moins du monde à la considération de ce frère, sont en dehors des questions ordinaires de majorité et de minorité.

D'autres appels ont été renvoyés, vu l'heure avancée, au prochain comité central.

Voilà de bons résultats, et nous louons le comité central de les avoir consacrés à la presque unanimité. Il eût, certes, mieux valu que l'incroyable refus d'accepter les honorables députés nommés par les loges n'eût pas obligé ces députés à demander une éclatante justice; mais puisque le mal était commis, il faut s'applaudir de le voir réparé. Nous avons la conscience que les observations présentées dans notre dixième numéro, qui avait paru précisément ce jour-là, n'ont pas été sans quelque influence sur ce résultat; mais, à cette satisfaction d'amour-propre, nous préférons celle que le comité central a donnée à la justice, à la bonne foi et à la loyale exécution des Statuts. Comme l'a fort bien dit le frère Guilhery, qui a défendu avec beaucoup d'énergie et de cœur la cause des députés, refuser un dé-

puté pour d'autres causes que celles qui sont prévues par la loi, c'est attenter à la souveraineté des loges; refuser un député parce qu'il pense autrement que nous, c'est faire de la violence, de l'arbitraire, du despotisme, et méconnaître les premiers éléments du système représentatif. Espérons que nous n'aurons plus à déplorer des incidents de ce genre. La décision du comité central est une rude leçon qui a utilement réparé ce que nous voulons bien appeler les *erreurs* du passé et qui préviendra celles de l'avenir.

A PROPOS D'UNE DIATRIBE.

Nous apprenons par *la Revue maçonnique*, de Lyon, que le frère Morand, officier du Grand-Orient, a fait imprimer et distribuer une lettre qu'il nous avait adressée manuscrite. Dans cette lettre, il repoussait l'inculpation, que nous avions reproduite, d'avoir empêché, par une opposition vive et persévérante, l'affiliation des dissidents de *la Clément-Amitié* à la loge *les Neuf-Sœurs*, à laquelle il appartient. Nous aurions sans aucun doute, notre passé le prouve, inséré sa réclamation en y joignant notre réponse, si cette réclamation n'eût pas été conçue en des termes injurieux et blessants. Nous avons cru faire acte de charité en passant une pareille pièce sous silence; mais puisque le frère Morand n'a pas craint de la livrer à la publicité, les scrupules que nous éprouvions seraient maintenant sans objet. Nous lui dirons en conséquence que, fondé ou non, son démenti ne s'adresse pas à nous, et que nous le renvoyons, pour ce qu'il vaut, aux membres de la loge *les Neuf-Sœurs* qui nous avaient fourni, *de auditu*, nos informations sur le point contesté.

ACCUSATIONS.

Les meneurs du Grand-Orient vont répétant partout que nous manquons « de bienveillance, d'urbanité, de sentiments fraternels; » que nous nous permettons « des personnalités incessantes, des mensonges patents, etc. »

Nous le demandons aux maçons impartiaux qui ont suivi avec attention toutes les péripéties de la lutte que nous soutenons depuis un an, malgré nous, à notre grand regret, et au préju-

dice de la maçonnerie, que nous n'avons ni voulue, ni engagée, mais qu'il nous a fallu subir pour le soutien de notre dignité, de nos droits, de la justice et de la morale; nous le demandons: ne serait-ce pas plutôt à nous à adresser de pareils reproches à ces meneurs, qui, sur le simple soupçon que nous voulions les troubler dans la satisfaction de leur puérile vanité, dans la conservation d'une position à laquelle ils n'ont aucun titre, n'ont pas craint de se rendre coupables envers nous d'actes d'iniquité sans exemple; qui ont frappé notre feuille avant qu'elle fût née; qui ont condamné à l'exclusion perpétuelle notre rédacteur en chef avant qu'il eût failli; et qui, non contents de l'avoir atteint matériellement dans son état maçonnique, ont encore entrepris de ruiner la considération dont il est entouré!

En vérité, quelque indignes que soient les imputations dirigées contre nous, elles nous rappellent involontairement ces deux vers d'une composition bouffonne :

Cet animal est bien méchant !
Quand on l'attaque... il se défend.

LES LOGES ALLEMANDES

ET LES MAÇONS ISRAËLITES.

Nous recevons communication de la pièce suivante, dans laquelle la question des maçons israélites de Prusse nous paraît traitée avec autant de raison que de convenance.

ADRESSE DE LA LOGE LA PARFAITE-ÉGALITÉ,
DE TOURNON (ARDÈCHE)

AU PRINCE ROYAL DE PRUSSE.

«Qu'il nous soit permis, prince, de déposer à vos pieds quelques réflexions touchant l'admission des israélites dans les loges prussiennes. C'est avec peine que nous avons appris que le royaume du grand Frédéric était, sous ce rapport, en arrière de la France, de l'Angleterre et de l'Amérique. Il est temps, prince, que la Prusse rompe avec un tel préjugé, et se mette à la hauteur de ces grandes puissances. Le noble caractère que toute l'Europe se plaît à reconnaître en vous nous a inspiré la hardiesse de vous soumettre ces humbles remontrances, et nous fait espérer que vous verrez d'un œil favorable les observations de la loge la *Parfaite-Égalité*, orient de Tournon.

«Qu'est-ce que la maçonnerie sinon une institution de philanthropie et de fraternité qui, par sa nature même, ne fait point acception de religion, pas plus que de couleur et de nation? Si son but est réellement celui d'être utile aux hommes, pourquoi éliminer de son sanctuaire ceux qui, par leur position de fortune,

sont les plus capables de faire le bien? L'israélite, dans tous les pays, se distingue par l'industrie et le commerce; il parvient presque toujours à réaliser d'immenses fortunes; il sera donc, par conséquent, plus à même qu'un autre de remplir le but que se propose la franc-maçonnerie, c'est-à-dire de secourir ses frères. Notre grande institution n'a rien d'exclusif, tous les pays sont les siens et sa patrie c'est l'univers. La qualité d'honnête homme est la seule requise pour être admis dans son sein, et nous retrouvons des frères dans les solitudes les plus sauvages. Permis à une religion d'être intolérante; là, le cœur et l'imagination sont seuls en jeu, mais la franc-maçonnerie ne fait appel qu'à l'intelligence et à la raison. Elle émane, il est vrai, de la religion, mais seulement de la partie morale, et non du rite et du dogme. Les variétés des climats, les conditions dans lesquelles se trouvait telle ou telle contrée, ont pu faire naître des différences dans les divers cultes; mais la franc-maçonnerie ne saurait admettre de pareilles distinctions; son but c'est l'homme; et l'homme sous la zone torride et l'homme sous la zone glaciale n'est qu'un à ses yeux. Rejeter une classe d'individus est donc tout-à-fait contraire à son essence. Elle n'est point une transmission de doctrines renfermées dans une seule caste, mais c'est une tradition de fraternité qui ne tend qu'à resserrer les liens qui unissent tous les hommes entre eux; œuvre essentiellement humaine, elle ne peut donc sans crime exclure ce qui a rapport avec l'humanité.

«Si, comme au moyen-âge, l'israélite formait un peuple à part, qui n'eût aucune relation avec les autres hommes, et qui vécût en hostilité permanente avec la race humaine, nous pourrions comprendre une telle exclusion; mais l'israélite ne se trouve plus dans ces conditions. Il a suivi les progrès de l'esprit humain, il a secoué le joug de ses anciens préjugés et ne voit plus un ennemi dans l'homme qui suit une autre religion que la sienne. Aujourd'hui, il est admis comme tout autre aux honneurs de la cité, les charges de l'État pèsent sur lui comme sur le chrétien, et les corporations savantes le reçoivent dans leur sein lorsqu'il en est digne. Si donc la société admet l'israélite à partager ses charges, ses travaux et sa gloire, pourquoi la franc-maçonnerie serait-elle en retard? Pourquoi se montrerait-elle plus exigeante? Pourquoi ne permettrait-elle pas à tout citoyen d'apporter sa pierre à l'édifice commun? Eh! qu'étaient donc les hommes qui jetèrent les fondements du temple de Salomon et qui élevèrent ce majestueux édifice à la gloire du Grand-Architecte de l'univers, sinon les pères de ceux auxquels on ferme aujourd'hui les portes de ce même temple? N'est-ce pas la plus cruelle des injustices?

«Voilà, prince, les réflexions que la loge la *Parfaite-Égalité* a voulu vous soumettre. En s'exprimant avec cette franchise, elle a cru obéir à un devoir; elle a pensé que votre noble cœur ne serait pas insensible à ces raisons, et que vous sentiriez combien il est peu glorieux pour une grande nation telle que la Prusse de jeter ainsi l'ignominie sur des hommes dont le seul tort est de ne pas admettre les mêmes croyances que d'autres citoyens, mais qui, cependant, reconnaissent le même Dieu et ont les mêmes bases religieuses. Prince, si vous voulez que la franc-maçonnerie, dont vous vous êtes déclaré le protecteur en Prusse, soit

forte et puissante, ne fermez les portes du temple à aucune capacité. Que toute intelligence puisse y apporter le fruit de ses veilles. Personne plus que vous, prince, n'a le pouvoir de rendre un tel service à notre grande et belle institution. Il sera glorieux pour vous d'avoir pris l'initiative et d'être ainsi le Luther de cette nouvelle émancipation. »

MALADIE DU GRAND-COMMANDEUR

DU SUPRÊME-CONSEIL PORTUGAIS.

(Correspondance particulière.)

Lisbonne, 15 mai 1845.

La maçonnerie écossaise en Portugal s'est vue menacée d'un coup terrible : la mort de son grand-commandeur, le frère José da Silva Carvalho.

Ce frère tomba malade le 28 janvier dernier, et son mal fit de si rapides progrès que, dans la nuit du 1^{er} février, les médecins perdirent toute espérance, et déclarèrent qu'il n'avait plus que quelques heures à vivre. Cette déclaration remplit de deuil le cœur de tous, et tous versaient des larmes en songeant à la perte qu'ils allaient faire. Le frère Silva Carvalho était un des plus dignes soutiens de la patrie, un des plus ardents propagateurs de la liberté, au triomphe de laquelle il avait sacrifié la plus grande et la plus belle partie de sa vie ; il était le fondateur de la seule maçonnerie qui, en Portugal, s'applique à remplir avant tout, et envers tous, les devoirs de la bienfaisance ; qui est non-seulement étrangère aux discordes civiles et religieuses, mais qui contribue encore à faire régner la paix, la tolérance, et ne cesse de prêcher ses saintes doctrines aux partis qui se font la guerre.

Dans cette extrémité, le malade, qui avait pleine conscience de son état, réclama les secours spirituels avec ce courage et cette résignation que montrent seuls, dans de telles circonstances, les hommes vraiment forts et vertueux. Il n'y avait pas un moment à perdre, assuraient les médecins. Trente et quelques maçons se rendirent donc à la paroisse de Sainte-Isabelle, pour accompagner le viatique. Il était alors plus d'une heure après minuit. Pendant que le prêtre confessait le malade, le coadjuteur parut. Le saint viatique et les saintes huiles furent apportées ; le malade reçut les sacrements avec une dévotion dont chacun fut édifié, et se prépara à mourir avec une rare fermeté d'âme.

Cependant, la médecine fit de nouveaux efforts, employa des remèdes héroïques. Un seul des médecins espérait encore en obtenir des résultats ; les autres n'osaient se flatter d'une issue aussi désirable.

Depuis que la maladie du souverain grand-commandeur avait été jugée mortelle, sa maison n'avait pas désemploi de maçons du rite écossais. Dans cette nuit, plusieurs d'entre eux arrêtaient des dispositions pour ses funérailles. Il fut convenu que, le jour suivant, son corps serait embaumé ; qu'on lui ferait des obsèques dignes de lui, dignes de l'écossisme ; qu'il lui serait érigé ensuite un monument ; et, sans attendre davantage, on s'occupa de prendre les mesures nécessaires pour que tout fût exécuté conformément à ce qui venait d'être décidé.

Mais Dieu, qui, depuis tant de siècles, a protégé la maçonnerie d'une manière si évidente, en la délivrant de tant et de si terribles persécutions, entendit les prières des maçons écossais : une crise heureuse se déclara, et le malade se sentit soulagé dès les premiers rayons du jour.

Alors, l'espérance se réveilla dans tous les cœurs, et tous formèrent le vœu que si le frère Silva Carvalho revenait à la santé, ils en remercieraient, pour la première fois en Portugal, le Tout-Puissant par des actions de grâces publiques au nom de la maçonnerie.

Les loges nommèrent des commissaires permanents qui demeurèrent dans la maison du chef de l'Ordre ; et tous les maçons écossais, flottants entre la crainte et l'espérance, suivaient avec le plus vif intérêt les phases de la maladie, se relayant nuit et jour au chevet du patient. Dans le nombre, il en est deux dont le zèle empressé se faisait remarquer, s'il se peut, davantage : ce sont les frères Antonio dos Santos Monteiro et Albano Anthero da Silveira Pinto.

L'intérêt qu'inspirait aux maçons écossais l'état du frère José da Silva Carvalho fut partagé par les maçons du rite moderne, et par toute la population de cette grande cité, qui, chaque jour, venaient en foule demander des nouvelles du malade.

Il en fut de même des loges des provinces et de tout le parti libéral, qui avaient recours aux télégraphes pour obtenir de plus promptes et de plus fréquentes informations.

En somme, depuis l'immortel don Pedro, duc de Bragance, il n'y avait pas eu d'exemple d'une si grande sympathie, ni de démonstrations d'estime aussi universelles.

Le mieux se soutenait-il, la joie se conservait dans tous les cœurs ; et la tristesse et l'inquiétude renaissaient lorsqu'il se manifestait quelque symptôme défavorable.

En dernier lieu, les médecins ayant jugé que le frère José da Silva Carvalho était tout-à-fait hors de danger, le rite écossais se mit en devoir d'en rendre des actions de grâces au Grand-Architecte de l'univers, et cette solennité eut lieu le 27 avril à la paroisse de Sainte-Isabelle.

L'église était décorée avec autant de richesse que de goût ; la chapelle principale ornée avec magnificence. Là se trouvaient réunis des frères revêtus des premières dignités ecclésiastiques, dont plusieurs appartenaient à la métropole de Lisbonne. Après l'exposition du Saint-Sacrement, le doyen de l'église célébra une messe solennelle, et enfin on chanta le *Te Deum*, spécialement écrit par le frère Norberto Pinto. L'orchestre se composait de tous les professeurs le plus en réputation pour leur talent musical. Le temple, qui est un des plus grands de Lisbonne, était encombré par la foule. On s'accordait généralement à reconnaître qu'on n'avait jamais vu à Lisbonne une fête à tous égards plus magnifique.

À l'issue de la cérémonie, les frères, et la plupart de leurs nombreux amis, se rendirent à la demeure du frère Silva Carvalho, qui n'avait pas assisté au service, à cause des soins qu'exigeait encore son état de maladie. Il fut complimenté et félicité au nom de tous.

Le 6 mai courant, eut lieu la fête maçonnique dans le temple de la Grande-Loge. Là, au milieu d'une nombreuse assemblée de frères, il fut prononcé des discours appropriés à la circonstance ; différentes pièces de vers, composées pour cette occasion, furent également récitées. On procéda ensuite à l'installation d'une nouvelle loge de cette ville ; et, les travaux maçonniques terminés, plus de quatre cents frères se répandirent dans les divers salles du palais, qui avaient été décorées avec autant de goût que d'élégance. Un excellent orchestre, composé de frères, exécuta des morceaux de musique choisis et des solos de clarinette, de piano, de mélophone, de cornet à piston, etc. On servit d'abondants rafraîchissements, auxquels succéda une collation qui ne laissait rien à désirer, et la fête se prolongea jusqu'à quatre heures du matin.

Puisse le Grand-Architecte de l'univers conserver long-temps encore une vie si nécessaire, et, répondant aux vœux des maçons, défendre et

maintenir la maçonnerie pour l'avantage et l'utilité des malheureux !

N. DOS REIS, 32^e

Veneravel da loja Philanthropia em Lisboa.

TEMPLE

DE LA GRANDE-LOGE D'ANGLETERRE.

Au moment où le Grand-Orient, sur le point d'être dépossédé du local qu'il occupe, se demande s'il achètera ce local, construit exprès pour lui et approprié à son usage, ou s'il en fera bâtir un nouveau, il ne sera pas sans intérêt de rapporter les circonstances qui ont accompagné et suivi l'achat du terrain et l'édification du *Free-mason's hall* de Londres. Nos graves sénateurs verront comment on s'y prend pour arriver à l'érection d'un édifice de ce genre et à quelles dépenses il entraîne, en dépit des devis préalables. La notice qui suit est extraite des *Illustrations of masonry*, de William Preston.

« Lorsque, le 4 mai 1772, lord Peter succéda comme grand-maître au duc de Beaufort, diverses mesures furent arrêtées pour assurer à la confrérie la possession de ses propriétés. Une somme considérable ayant été souscrite à l'effet de construire un temple, une commission fut désignée pour s'occuper de cette affaire. Il résulte d'un rapport fait à la Grande-Loge, le 27 avril 1774, que cette commission avait acquis un terrain et ses dépendances, consistant en un grand jardin et en deux maisons d'habitation vastes et commodes, situées dans Great-Queen-Street, Lincoln's-Inn-Fields, appartenant précédemment à Philippe Carteret-Webb, écuyer, décédé, et dont la désignation était contenue dans un plan annexé au rapport. La valeur réelle de cette propriété était estimée 3,205 livres sterl. (1) au moins, et elle n'en avait coûté que 3,180 (2). Les bâtiments du devant pouvaient produire 90 livres sterl. (3) par an. Les bâtiments du fond offraient de commodas salles de comités, de bureaux, de cuisines, etc. ; et le jardin était d'une assez grande étendue pour qu'on y bâtît un temple complet à l'usage de la société. On avait calculé que les frais de la construction n'excèderaient pas

(1) Environ 80,125 fr.

(2) 79,500 fr.

(3) 2,250 fr.

3,000 liv. st. (1). Ce rapport ayant obtenu l'approbation générale, lord Peter, les ducs de Beaufort et de Chandos, le comte Ferrers et le vicomte Dudley-and-Ward, furent nommés fidéi-commissaires, et le rapport des biens qui avaient été achetés fut fait à leurs noms.

« Le 22 février 1775, le comité du Temple annonça à la Grande-Loge qu'un plan financier avait été proposé et approuvé, tendant à élever à 5,000 liv. st. (2) la somme nécessaire pour compléter les vues de la société, au moyen d'une création d'annuités viagères, avec accroissement successif en faveur des survivants, plan connu aujourd'hui sous le nom de tontine. Il fut, en conséquence, résolu qu'il serait émis cent actions viagères, au capital de 50 liv. st. (3) chacune; que la totalité des propriétés appartenant à la société dans Great-Queen-Street, avec le temple qui serait construit dessus, seraient instituées en fidéi-commis, comme sûreté pour les souscripteurs, qui recevraient 5 p. 100 de leur argent; la totalité de l'intérêt s'élevant à 250 liv. st. (4) par an; que cet intérêt serait partagé entre les souscripteurs vivants et survivants, et qu'à la mort du dernier d'entre eux, tout l'intérêt serait acquis à la société. La Grande-Loge ayant approuvé ce projet, la souscription s'ouvrit immédiatement, et, en moins de trois mois, elle fut complètement remplie. Alors, les premiers fidéi-commissaires de la société transportèrent les biens aux fidéi-commissaires de la tontine, en conformité d'une résolution de la Grande-Loge, prise à cet effet.

« Le 1^{er} mai 1775, la première pierre du nouveau temple fut solennellement posée, en présence d'un grand nombre de frères. Après la cérémonie, les assistants se rendirent en voiture à la salle des Mégissiers, où une fête avait été préparée à cette occasion. C'est dans cette assemblée que l'office de grand-chapelain fut institué pour la première fois.

(1) Environ 75,000 fr. Nonobstant cette estimation, il appert des comptes du grand-trésorier qu'en 1792 plus de 20,000 liv. st. (500,000 fr.) avaient été dépensées pour cette construction; et que, sans compter une annuité de 250 liv. st. (6,250 fr.) affectée à une tontine, il y avait encore une dette considérable contractée par le fonds du temple envers plusieurs marchands, dont la plus grande partie a depuis été payée. La taverne a été rebâtie dans ces derniers temps, ce qui a porté la dépense totale à 30,000 liv. st. (750,000 fr.). (Note de l'auteur.)

(2) 125,000 fr.

(3) 1,250 fr.

(4) 6,250 fr.

« La construction marcha si rapidement, qu'elle fut achevée en un peu moins de douze mois. Le 28 mai 1776, le temple fut ouvert et dédié solennellement à la maçonnerie, à la vertu, à la charité et à la bienveillance universelles, en présence d'une brillante assemblée de frères. Une ode, composée et mise en musique à cette occasion, fut exécutée devant un certain nombre de dames, qui, ce jour-là, honorèrent la société de leur présence. Le grand-secrétaire prononça un discours sur la maçonnerie, et le grand-chapelain fit une excellente oraison pour la consécration du nouveau temple. Il fut décidé que l'anniversaire de cette cérémonie serait célébré régulièrement.

« Ainsi fut terminée cette belle et élégante salle, dans laquelle sont tenues les assemblées annuelles et les communications trimestrielles de la confrérie, et pour la construction de laquelle plusieurs loges et des frères isolés ont libéralement souscrit. Il est à regretter que les finances de la société ne permettent pas que ce local soit uniquement consacré aux travaux maçonniques.

« Le temple présente une salle d'une élégance et d'un fini aussi parfait que l'exige une métropole. On y entre, de la salle des comités, par une petite galerie, à droite de laquelle est un escalier commode conduisant à l'étage inférieur ou chambre basse. A gauche de la même galerie est une petite pièce appropriée à la réception des vins dans les grandes fêtes. Au-dessus règne une grande galerie pour la musique, supportée par des colonnes et des pilastres d'ordre composite et capable de contenir trois cents spectateurs, non compris les musiciens.

« La longueur du bâtiment est, en dedans des murs, de 92 pieds; de 43 pieds de large, et de plus de 60 pieds de hauteur. A la partie orientale de la salle est la place assignée aux grands-officiers et à leurs adjoints; elle occupe environ un quart de la longueur totale, et est plus élevée que le reste de deux marches. Au fond, dans cette partie, est une très-belle niche de forme semi-circulaire, dans laquelle est fixé un orgue magnifique (1). A droite et à gauche de ces places élevées se trouvent deux galeries supportées par de beaux piliers cannelés d'ordre corinthien, soit pour la musique, soit pour admettre des dames à la vue des cérémonies que les lois de la société n'ordonnent pas de voiler. La partie restante de la salle est pour l'usage des grands-intendants (stewarts) et des frères en général. Les

(1) On assure que cet orgue a coûté 25,000 fr.

pilastres, de chaque côté de la salle, sont cannelés et parfaitement décorés. Entre ces pilastres sont des espaces destinés à recevoir les portraits en pied des grands-maîtres, etc.

« Ceux qu'on y voit maintenant sont ceux du prince de Galles (depuis Georges IV), du comte de Moira, des ducs de Cumberland et de Manchester, de lord Petre, du duc de Kent, du duc de Sussex et du duc d'Athol (1). Au-dessus des portraits sont des places pour des peintures historiques qui ont quelque rapport avec l'art royal, ou qui témoignent des vertus de la franc-maçonnerie. Tous les autres espaces intermédiaires contiennent de belles et élégantes figures emblématiques, symboliques et hiéroglyphiques, et des représentations des mystères de l'art royal.

« Dans le haut des parois latérales s'étend une petite balustrade, ou mieux une espèce de palissade de fer orné, capable de contenir un nombre considérable de spectateurs, et au-dessus sont des croisées semi-circulaires, pratiquées de telle sorte qu'elles peuvent s'ouvrir et se fermer avec une extrême facilité, pour renouveler l'air. Ces croisées sont placées au faite de la salle, afin qu'aucun habitant des maisons voisines ne puisse voir les cérémonies maçonniques.

« La voûte de cette magnifique salle est, suivant toute probabilité, le plus beau travail qui existe en Europe ; elle a attiré à son auteur, l'architecte Richard Cox, des applaudissements universels.

« Au centre de ce plafond est un riche soleil en or bruni, environné des douze signes du zodiaque représentés par leur caractère respectif.

« Toutes les fois que la Grande-Loge s'assemble, la salle est éclairée par cinq lustres, le plus beau desquels est suspendu dans la partie affectée aux grands-officiers ; les quatre autres sont distribués de pair à égale distance. Il y a en outre un grand nombre de flambeaux et de candélabres. »

DOCUMENTS HISTORIQUES.

Nous avons inséré, dans notre premier numéro, une notification, par laquelle la Grande-Loge de Suède a fait connaître au Suprême-Conseil de

France la mort du roi Charles-Jean Bernadotte, grand-maître de la maçonnerie suédoise, et l'accession du roi Oscar I^{er} à la couronne et à la grande-maîtrise. Nous donnons aujourd'hui deux pièces officielles qui se rattachent à ce double événement. La première est une lettre adressée par le Suprême-Conseil de France au nouveau grand-maître ; la seconde, une réponse à la communication de la Grande-Loge.

LETTRÉ DU SUPRÉME-CONSEIL DE FRANCE,

AU ROI DE SUÈDE, OSCAR I^{er}, GRAND-MAÎTRE DE LA MAÇONNERIE SUÉDOISE.

« Sire,

« C'est avec la plus respectueuse douleur que nous avons appris le coup funeste qui avait frappé le cœur de Votre Majesté ; que l'expression de nos profonds regrets parvienne jusqu'au pied de votre trône, et que le Grand-Architecte de l'univers vous sanctionne et vous console.

« Les âmes comme la vôtre, Sire, cherchent leurs consolations dans la pratique des royales vertus, et Votre Majesté, en acceptant le titre de grand-maître des loges de ses royaumes, a déjà prouvé que telle était sa pensée.

« Votre intronisation, très-puissant souverain grand-maître, a rempli nos cœurs de la plus vive espérance, c'est un gage de paix et de justice que nuls ne pouvaient recevoir avec plus de respect que nous.

« Sous votre puissante protection, comme sous la main de votre très-illustre père, notre institution ne peut avoir que des jours heureux, elle ne peut que grandir pour le bonheur de vos sujets dont vous avez voulu si noblement rester le frère.

« Daignez recevoir, Sire, les vœux que nous adressons au Grand-Architecte de l'univers pour la prospérité de votre règne, et agréez les hommages de vos humbles frères.

« Signé : Le grand-commandeur, duc DECAZES ; le lieutenant grand-commandeur, général comte de FERNIC ; le secrétaire chancelier et garde des sceaux du Saint-Empire, VIENNET ; le trésorier du Saint-Empire, GUIFFREY ; le grand-porte-épée du Saint-Empire, PAUL, prince de Wurtemberg ; le grand-orateur, Philippe DUPIN ; le capitaine des gardes du Saint-Empire, le comte de MONTHION ; le grand-porte-étendard du Saint-Empire, le baron THIÉBAULT. »

LETTRÉ DU SUPRÉME-CONSEIL DE FRANCE

AU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA GRANDE-LOGE DE SUÈDE.

« Très-illustres frères, salut ! salut ! salut !

« C'est avec la plus vive douleur que nous avons appris que la main du trois fois Grand-Architecte de l'univers avait enlevé à vos respects et à votre amour, votre haut et puissant seigneur et maître, Charles XIV, Jean, roi de Suède et de Norvège, des Goths et des Vandales.

« Sa vie est une des pages les plus éclatantes de l'his-

(1) Les trois derniers ont été récemment placés dans la salle, et sont d'admirables portraits. (Note de l'auteur.)

toire maçonnique, et nous sentons quel deuil doit vous accabler.

« Comme vous et avec vous, nous regrettons cette haute et ferme intelligence, cette active volonté, cet esprit de justice qui avaient si noblement soutenu et élevé notre sublime institution.

« Le Grand-Architecte, en appelant à l'Orient céleste votre très-illustre et très-puissant grand-maître, a voulu sans doute le récompenser de ses glorieux travaux, et prouver, en vous gardant un avenir prospère, que ce qui est fondé sur la justice et la vérité ne saurait périr, alors même que le chef des ouvriers n'est plus là pour surveiller le travail rectangulaire; il a voulu aussi glorifier le père par le fils, et à côté de la mort il a placé la force et la vie.

« Le très-illustre et très-puissant grand-maître n'est pas mort tout entier pour vous et pour la maçonnerie du monde, il revit dans toute sa jeunesse en la personne du très-puissant souverain Oscar, roi.

« Comme son illustre père, il sera pour vous un maître plein de sagesse et de magnanimité, et l'ordre, la prospérité, seront encore et toujours votre partage.

« Dans cet espoir, très-illustres frères, nous prions le Grand-Architecte de l'univers de vous tenir en sa paix et en sa garde.

« *Signé* : Le grand-commandeur, duc DECAZES; le lieutenant grand-commandeur, général comte de FERNIG; le grand-porte-épée du Saint-Empire, PAUL, prince de Wurtemberg; le trésorier du Saint-Empire, GUIFFREY; le secrétaire chancelier et garde des sceaux du Saint-Empire, VIENNET; le grand-orateur, Philippe DUPIN; le capitaine des gardes du Saint-Empire, le comte de MONTIGNON; le grand-porte-étendard du Saint-Empire, THIEBAULT. »

HISTOIRE DE L'ORDRE.

LES SCHISMES D'ANGLETERRE (1).

En 1734, le comte de Crawford étant grand-maître, la Grande-Loge de Londres empiéta sur la juridiction de la Grande-Loge de la ville d'York, en constituant deux loges dans son district, et en accordant trois délégations de grands-maîtres provinciaux, l'une pour le comté de Lancastre, l'autre pour le comté de Durham, la troisième pour le Northumberland. La Grande-Loge d'York s'irrita de cette atteinte portée à ses droits souverains. Les communications fraternelles qui avaient existé jusque-là entre les deux autorités cessèrent entièrement, et les maçons d'York considérèrent leurs intérêts comme distincts de

ceux des maçons travaillant sous la direction de la Grande-Loge de Londres.

Le comte de Loudon fut élu grand-maître de celle-ci au mois d'avril 1736. Le choix qu'il fit des officiers qui devaient l'aider dans l'exercice de sa charge (surveillants, secrétaire, diacres, etc.) causa le plus vif mécontentement à plusieurs membres de la Grande-Loge, qui protestèrent, et, finalement, donnèrent leur démission.

Sous la présidence de lord Raymond, élu au mois de mai 1739, la Grande-Loge fut informée que les frères qui s'étaient retirés de son sein, il y avait deux ans, à l'occasion des nominations d'officiers faites par le comte de Loudon, s'étaient assemblés en qualité de maçons; et, sans aucun pouvoir émané du grand-maître, avaient initié plusieurs personnes pour de petites et indignes sommes (*small and unworthy considerations*). La Grande-Loge considéra avec raison ces procédés comme une infraction aux lois fondamentales de la société, comme un empiètement sur les privilèges des maçons réguliers, et comme une imposition frauduleuse sur le fonds de bienfaisance. Il fut en conséquence résolu de décourager ces assemblées, et de prendre des mesures vigoureuses contre tous les frères qui aideraient de leur assentiment ou de leur concours les initiations et les réunions illégales. Ces décisions irritèrent les frères qui avaient encouru la censure de la Grande-Loge. Au lieu de se soumettre à leur devoir et de renoncer à leur erreur, ils persistèrent dans leur dissidence, et refusèrent ouvertement de prêter fidélité au grand-maître et obéissance aux mandats de la Grande-Loge. Au mépris des lois fondamentales de la société, ils se constituèrent comme pouvoir indépendant, et, prenant avantage de l'ignorance et de l'inintelligence de leurs associés, ils leur persuadèrent qu'ils avaient une autorité égale à celle de la Grande-Loge pour initier aux grades de compagnon et de maître (1). Sous la sanction prétendue des anciens maçons d'York et de leurs règlements, ils s'attribuèrent le pouvoir de constituer des loges. Cette attribution illégale et inconstitutionnelle obligea les maçons réguliers à adopter de nouvelles mesures plus efficaces encore pour démasquer ces imposteurs et pour les exclure, ainsi que leurs adhérents, du bénéfice de l'appui et de la protection auxquels avaient droit les loges régulières. Pour accomplir cet objet plus efficacement, différents

(1) Cette notice se compose de fragments détachés, traduits littéralement de deux ouvrages anglais : *Illustrations of Masonry*, par William Preston; *The use and abuse of Freemasonry*, par Smith.

(1) A cette époque, il n'y avait que la Grande-Loge qui eût le droit de conférer ces deux grades. (Note du traducteur).

changements furent introduits dans les formes établies ; toutefois, le fond des mystères fut respecté, et aucune modification ne fut faite que les frères les plus scrupuleux ne pussent approuver. Quoi qu'il en fût, ces changements donnèrent naissance à un subterfuge que les frères dissidents mirent aussitôt en usage. Ils se proclamèrent ennemis de toutes les innovations, prétendant qu'ils étaient les seuls qui conservassent le dépôt des anciens rites de l'Ordre, et que les loges régulières, auxquelles ils appliquaient la qualification de loges de *maçons modernes*, avaient introduit dans ces rites des nouveautés illégales et inconstitutionnelles. Cet artifice donna de la consistance à leur parti. Pour fortifier le pouvoir qu'ils s'étaient arrogé, ils résolurent immédiatement d'interrompre le mode régulier de succession à l'office de grand-maître, qui avait été observé depuis la renaissance de la Grande-Loge, et d'élire, pour leur dissidence, un chef directeur sous la même désignation. Ils rédigèrent un code de lois pour leur gouvernement, et ils perçurent des droits de constitution à l'aide desquels ils espéraient former un fonds suffisant pour consolider leur pouvoir usurpé. Depuis lors, ils continuèrent d'exister, et ils furent reconnus par beaucoup de personnes comme formant l'*ancienne et régulière société des francs et acceptés maçons*. Plusieurs personnages haut placés entrèrent dans leurs rangs à la faveur de cette opinion, et même un bon nombre de maçons réguliers furent assez ignorants des lois de la société pour reconnaître leur autorité, et pour donner une sanction à toute leurs prétentions en assistant à leurs assemblées. Depuis quelque temps (1780) cependant, ils n'ont plus été aussi heureux. Les lois de la société étant plus généralement connues, le défaut de justification de leurs actes a été clairement découvert, et non-seulement leurs assemblées ont été moins encouragées ; mais beaucoup de leurs meilleurs membres et plusieurs loges tout entières les ont désertés.

Pendant toute son administration, lord Raymond n'épargna rien pour parvenir à une réconciliation ; mais tous ses soins furent sans succès. Son successeur, le comte de Kintore, suivit ses traces, et ce fut encore en vain. On prit diverses mesures pour arrêter les progrès de la dissidence, mais elle continua de gagner du terrain, et par l'indifférence des maçons réguliers eux-mêmes, elle trouva de nouveaux appuis et de nouveaux protecteurs.

En 1754 eut lieu l'élection du marquis de

Carnarvon, depuis duc de Chandos. Peu après cette élection, la Grande-Loge prit en considération les plaintes portées contre certains frères qui s'assemblaient illégalement sous le titre d'*anciens maçons*, et qui se considéraient comme indépendants, comme non sujets aux lois de la Grande-Loge. Le docteur Manningham, député-grand-maître, représenta la nécessité de décourager de telles assemblées, comme étant contraires aux lois de la société, et subversives de la fidélité due au grand-maître. La Grande-Loge déclara « que toute assemblée de frères autres que ceux de l'ancienne et honorable société des francs et acceptés maçons, établis d'après le système universel, était en opposition avec l'honneur et l'intérêt du *métier*, et une insulte au grand-maître et à tout le corps des maçons. » En conséquence, elle arrêta que quatorze frères, qui étaient membres d'une loge tenant ses séances à la tête de *Ben-Johnson*, dans Pelham-street-Spitalfields, seraient exclus de la société, et que la loge serait rayée de la liste.

Pendant l'administration du duc de Manchester, élu grand-maître en l'année 1777, la tranquillité de la société fut troublée par quelques dissensions privées. Une fâcheuse dispute, survenue parmi les membres de la loge *l'Antiquité*, à l'occasion de quelques actes de frères de cette loge à la fête de Saint-Jean d'hiver, donna lieu à une plainte qui occupa les séances des comités et des assemblées trimestrielles de la Grande-Loge pendant une année entière. On accusait le vénérable, les surveillants et quelques membres d'avoir assisté, décorés des insignes de l'Ordre, au service divin célébré dans l'église de Saint-Dunstan, dans Fleet-Street, et d'avoir paru ensuite, revêtus des mêmes insignes, dans une procession publique de l'église à la taverne de *la Mitre*, sans en avoir obtenu l'autorisation de la Grande-Loge. Celle-ci déclara que les actes signalés constituaient une violation des règlements généraux relatifs aux processions publiques.

Cette décision causa un vif ressentiment à plusieurs frères de la loge *l'Antiquité* ; mais une autre circonstance tendit encore à augmenter leur mécontentement. La loge de *l'Antiquité* ayant exclu trois de ses membres pour des manquements graves, la Grande-Loge intervint, et, sans examiner les faits, ordonna que ces frères fussent réintégrés. La loge refusa d'obtempérer à cet ordre, se considérant comme seule juge compétent de l'opportunité d'admettre ou d'exclure ses membres. Elle invoqua au surplus les

privileges qu'elle s'était formellement réservés en 1717, lors de la formation de la Grande-Loge, lesquels la mettaient hors de portée du contrôle du corps suprême. Ces prétentions firent perdre de vue l'objet primitif de la dispute. Les choses furent poussées à l'extrême. Des deux côtés, on prit des résolutions précipitées et des censures furent, des deux parts, fulminées. Des mémoires et des remontrances furent vainement présentés, et, à la fin, une rupture complète éclata. La loge *l'Antiquité*, d'une part, défendit ses privilèges immémoriaux, nomma des comités pour examiner les anciens titres, en appela à l'ancienne Grande-Loge d'York et aux Grandes-Loges d'Écosse et d'Irlande, protesta contre les résolutions de la Grande-Loge d'Angleterre, refusa péremptoirement de s'y soumettre, cessa d'assister, par son vénérable et ses surveillants, aux séances du comité de charité et aux assemblées de communication de quartier; publia un manifeste où elle exposa ses griefs, notifia sa séparation de la Grande-Loge de Londres, se plaça sous la bannière de la Grande-Loge de toute l'Angleterre à York, et proclama son alliance avec toute loge et tout maçon qui désireraient travailler en conformité des constitutions originelles, transgressées par la Grande-Loge de Londres. Cette Grande-Loge, d'autre part, soutint ses arrêtés, et autorisa les frères exclus, dont elle avait épousé la cause, à s'assembler, sans constitution, sous la dénomination même de loge *l'Antiquité*, et à envoyer ses représentants aux assemblées de la Grande-Loge, comme étant la vraie loge *l'Antiquité*, qui continuait toujours de travailler sous sa constitution immémoriale. Des anathèmes furent lancés et de dignes frères expulsés de la société parce qu'ils refusaient de livrer les propriétés de la loge à des membres qui avaient été régulièrement rayés de son tableau; on fit circuler des lettres imprimées dans lesquelles étaient dressés les comptes du trésorier, contrairement à la dignité de la société. Tout cela produisit un schisme qui subsista pendant un espace de dix ans.

Pour justifier les procédés de la Grande-Loge, la résolution suivante du comité de charité tenu en février 1779, fut imprimée et distribuée aux loges : « Résolu que toute loge particulière tient son pouvoir de la Grande-Loge, et qu'aucune autre autorité que la Grande-Loge elle-même ne peut supprimer ou retirer ce pouvoir; que, quoique la majorité d'une loge puisse se déterminer à quitter la société, la constitution, ou pouvoir de l'assemblée, continue d'appartenir au reste des

membres qui peuvent désirer de demeurer fidèles à l'Ordre, et que, si tous les membres se retirent, la constitution est éteinte, et le pouvoir retourne à la Grande-Loge. »

Sur cela, il fut observé que cette résolution était applicable à toute loge qui avait reçu sa constitution de la Grande-Loge, mais non à une loge qui dérivait son autorité d'une autre source, long-temps avant l'établissement de la Grande-Loge, laquelle autorité n'avait jamais été contestée et avait été constamment admise et reconnue.

À la fête de l'Ordre, en 1790, le schisme cessa. La Grande-Loge rapporta sa décision de 1779, qui excluait de la société les frères de la loge *l'Antiquité*, pour s'être refusés à obtempérer à ses ordres; le manifeste publié par la loge à la même époque fut révoqué, et ses vénérable et surveillants reprirent leur siège dans la Grande-Loge. Les frères qui s'étaient séparés de la loge et ceux qu'ils avaient reçus pendant la séparation furent réunis à la loge réconciliée, et n'en formèrent plus qu'une seule avec elle.

Un autre évènement eut lieu à Madras, qui ne fut pas moins satisfaisant pour les frères de l'Angleterre. Les divisions et dissidences qui avaient commencé à Londres en 1738, s'étant malheureusement propagées jusque dans l'Inde, une union des frères de cette partie du monde fut effectuée par les soins du brigadier-général Horne, qui avait été nommé, par patente du duc de Cumberland, grand-maître provincial sur la côte de Coromandel; et la loge n° 152, s'intitulant *des anciens maçons d'York*, se joignit à une loge régulière sous les auspices du général Horne, et renonça volontairement aux constitutions irrégulières sous lesquelles elle avait jusque-là travaillé. Ce désirable objet accompli, le général requit l'assistance de la loge ralliée pour former une grande-loge. Cette grande-loge ayant été régulièrement établie, on proposa qu'une nouvelle loge fût formée à Madras, sous le titre de *la Parfaite-Unanimité*, n° 1. Cette proposition fut acceptée sans difficulté, et le grand-maître provincial, ayant fixé le 7 octobre 1787 pour l'accomplissement de la cérémonie de la consécration, requit les officiers de la Grande-Loge provinciale de l'assister dans cette fête, qui eut lieu à la suite d'une procession publique.

Des plaintes s'étant de nouveau élevées contre les assemblées de maçons irréguliers, la Grande-Loge de Londres prit l'arrêté suivant, le 10

avril : « Les personnes qui s'assemblent à Londres et ailleurs comme maçons, qui prennent le titre d'*Anciens maçons* et sont à l'heure qu'il est sous le patronage du duc d'Athol, ne doivent être ni approuvées ni reconnues par aucune loge régulière et par aucun maçon de la constitution de la Grande-Loge d'Angleterre. Aucun maçon régulier ne pourra être présent à aucune de leurs réunions, ni donner sa sanction à leurs travaux sous peine de forfaire aux lois de la Société. Aucune personne initiée dans quelqu'une de leurs assemblées irrégulières ne pourra être admise dans une loge qu'après avoir été réinitiée (*re-made*). Cette censure ne s'étendra pas aux loges et aux maçons d'Écosse et d'Irlande ou de l'étranger, qui travaillent sous le patronage des grandes-loges en alliance avec la Grande-Loge d'Angleterre, lesquelles loges et lesquels maçons devant être considérés comme réguliers et constitutionnels. » Cet arrêté n'était pas non plus applicable aux maçons de la constitution de l'ancienne Grande-Loge d'York.

Au mois de novembre 1801, une accusation fut portée dans la Grande-Loge contre plusieurs de ses membres pour s'être faits les patrons et pour travailler officiellement comme grands-dignitaires d'une société irrégulière se qualifiant d'*Anciens maçons* et formée en violation ouverte des lois de la Grande-Loge. L'accusation ayant été pleinement établie et justifiée, il fut décidé que les lois seraient appliquées contre ces frères coupables, à moins qu'ils n'abandonnassent immédiatement leurs illégales assemblées. Ils sollicitèrent l'indulgence de la Grande-Loge pendant trois mois encore, espérant que, dans cet intervalle, ils pourraient effectuer une union entre les deux sociétés. La Grande-Loge accéda au vœu de ces frères, et, pour qu'aucun empêchement ne pût mettre obstacle au rapprochement désiré, l'accusation contre les délinquants fut annulée, et un comité, composé du comte de Moira et de plusieurs autres frères éminents, fut nommé pour aplanir les voies à l'union, avec pouvoir d'employer tous les moyens convenables pour ramener les frères égarés au sentiment de leurs devoirs. En acceptant sa nomination comme membre du comité, le comte de Moira déclara qu'il considérerait comme le plus beau de sa vie le jour où la réunion s'opérerait, et qu'il était autorisé par le prince de Galles à dire que les bras de S. A. seraient toujours ouverts à tous les maçons de l'Angleterre indistinctement.

Le 9 février 1803, il fut annoncé à la Grande-

Loge que les maçons irréguliers se montraient toujours réfractaires, et que, loin de solliciter leur réadmission dans la confrérie, ils n'avaient fait aucun pas pour effectuer une union. Le rapporteur concluait que leur conduite était hautement censurable et que les lois de la société devaient être renforcées contre eux. La Grande-Loge résolut unanimement qu'à l'avenir tout maçon de la Grande-Loge qui communiquerait avec les personnes se qualifiant *Anciens maçons*, sous la sanction de toute personne se qualifiant grand-maître d'Angleterre, bien qu'elle n'ait pas été élue dans la Grande-Loge, serait privé de ses privilèges, son nom serait effacé du registre matricule, et la décision qui le frapperait serait communiquée à toutes les loges de la constitution d'Angleterre.

Le comte de Moira informa la Grande-Loge, le 12 février 1806, que, pendant son séjour à Édimbourg, il avait visité la Grande-Loge d'Écosse et saisi cette occasion pour lui expliquer l'étendue et l'importance de la Grande-Loge d'Angleterre, et aussi l'origine et la position des maçons qui se réunissent sous l'autorité du duc d'Athol ; que les frères de la Grande-Loge d'Écosse avaient répondu que, jusqu'alors, ils avaient absolument ignoré toutes ces circonstances, ayant toujours cru que la Grande-Loge d'Angleterre était d'institution toute récente et d'une médiocre importance ; mais que maintenant ils étaient complètement revenus de leur erreur, et qu'ils désiraient que la plus étroite union et les communications les plus intimes subsistassent désormais entre cette Grande-Loge et celle d'Écosse ; que, comme premier pas vers cet important résultat et en témoignage des désirs des maçons écossais, S. A. R. le prince de Galles avait été élu grand-maître d'Écosse.

Le comte de Moira informa aussi la Grande-Loge que la Grande-Loge d'Écosse avait exprimé son chagrin qu'il existât une dissidence entre les maçons de l'Angleterre, et que les loges se réunissant sous la sanction du duc d'Athol se fussent soustraites à l'autorité de l'ancienne Grande-Loge d'Angleterre, mais qu'elle espérait que des mesures seraient adoptées pour opérer une réconciliation, et que les loges tenant actuellement des assemblées irrégulières se rangeraient à leur devoir et rentreraient dans le sein de la confraternité ; que, de son côté, sa seigneurie avait exprimé la ferme conviction que la Grande-Loge d'Angleterre était prête à s'associer à toute mesure qui serait proposée pour rétablir l'union et

l'harmonie parmi la généralité des maçons ; que cependant, après le rejet des propositions faites à cet effet par la Grande-Loge d'Angleterre, il y avait trois ans, elle ne jugeait pas, aujourd'hui, compatible avec son honneur et la dignité de son illustre grand-maître de faire de nouvelles avances, mais que, comme elle était toujours disposée à faire ce que l'intérêt général de la société réclamait, elle était prête à accepter la médiation de la Grande-Loge d'Écosse, si celle-ci pensait qu'elle fût capable d'amener le résultat désiré. En conséquence, il fut résolu qu'une lettre serait écrite à la Grande-Loge d'Écosse, exprimant le désir de celle d'Angleterre que la plus étroite union existât entre la Grande-Loge d'Angleterre et la Grande-Loge d'Écosse, et que les maîtres et les surveillants actuels des loges de la constitution de la Grande-Loge d'Écosse qui se trouveraient à Londres, en produisant leurs titres, siègassent dans la Grande-Loge d'Angleterre et y votassent dans toutes les occasions. Des remerciements furent unanimement votés au comte de Moira pour l'heureux état de cette importante affaire.

Ce frère informa la Grande-Loge, à l'assemblée du 23 novembre 1808, qu'il avait reçu une communication de la Grande-Loge d'Irlande portant qu'elle applaudissait aux principes professés par la Grande-Loge d'Angleterre dans sa déclaration à la Grande-Loge d'Écosse, et désirait coopérer avec cette Grande-Loge dans tout ce qui pourrait aider le corps représentatif à maintenir son autorité sur toute loge individuelle ; que la Grande-Loge d'Irlande s'engageait à ne protéger et à ne recevoir comme frères aucune personne étant sous l'interdit de la Grande-Loge d'Angleterre pour fait de transgressions maçonniques. Sur quoi il fut résolu que le grand-maître actif serait prié d'exprimer à la Grande-Loge d'Irlande la gratitude qu'éprouvait la Grande-Loge d'Angleterre d'une si cordiale communication.

(La suite au prochain numéro).

P. S. Au moment de mettre sous presse cette seconde feuille, nous recevons communication du cinquième numéro du *Bulletin trimestriel* du Grand-Orient. Le seul document de quelque intérêt que nous y trouvions renferme les instructions données par le Grand-Orient à ses délégués chargés de procéder aux inspections générales des ateliers de la correspondance. Dans notre prochain numéro nous nous occuperons de ces instructions qui, déjà, ont donné lieu à de vives protestations de la part de plusieurs loges de province.

FAITS DIVERS.

FRANCE.— Nous avons sous les yeux le procès-verbal imprimé de la fête solsticielle d'été célébrée par le Grand-Orient de France. En tête se trouve un avis adressé aux ateliers des départements, par lequel on les invite à désigner des députés. Cette mesure est louable, sans doute ; mais on comprendra que les loges se montrent peu empressées à remplir les vides de la représentation maçonnique, lorsqu'elles voient impitoyablement repoussés par le Grand-Orient lui-même les sujets les plus instruits et les plus honorables qu'elles lui envoient.

— Au nombre des visiteurs qui assistaient à la séance, plusieurs appartenaient à la maçonnerie anglaise. On y remarquait particulièrement le frère Furnell, grand-maître de la Grande-Loge provinciale du Munster nord, en Irlande. C'est le même qui, grâce à l'assistance d'un maçon français, sorti sain et sauf des mains de pirates qui s'étaient emparés de son navire, du temps de Napoléon, fait, depuis lors, de vaines recherches pour retrouver son libérateur, à qui il destine une magnifique coupe d'or, comme témoignage de sa reconnaissance.

— Dans le compte des travaux du semestre, rendu par le secrétaire du Grand-Orient, on voit que la loge *les Amis-Discrets*, à Versailles, sollicite l'autorisation de rouvrir son temple, et qu'une nouvelle loge, *Julia-Cæsarea*, à Cherchel (Algérie), s'est mise en instance de constitutions. Depuis, la dernière loge a été constituée.

— Dans le même intervalle, le Grand-Orient a perdu deux de ses membres, le frère Bourgoin, officier, et le frère Masso, député.

— De la situation générale au 28 février, présentée par le frère trésorier, il résulte qu'en y comprenant le cautionnement de l'employé-comptable, les finances du Grand-Orient se composaient de 1,030 fr. 21 c., espèces en caisse ; de sept actions de la banque de France qui, au cours de 3,240 francs, représentaient une somme de 22,680 fr. ; de trois obligations de la ville de Paris, donnant, au cours de 1,450 fr. 50 c., 4,351 fr. 50 c., et enfin, d'une inscription au porteur de rente 5 p. 0/0, d'une valeur approximative de 7,200 fr. ; ce qui ferait un total de 35,261 fr. 71 c. Il est à remarquer que ce chiffre présente une diminution notable sur celui de 1843, qui s'élevait à 46,293 fr. 23 c.

— Autant qu'il nous est permis d'en juger, après plusieurs lectures attentives du discours prononcé par le frère Charassin, dans la même séance, nous présumons que l'orateur a entrepris de traiter de la notion de Dieu. Le discours se compose de vingt-deux pages, de chacune vingt-huit lignes; chaque ligne comprend quarante-cinq lettres; ce qui fait un total de vingt-sept mille sept cent vingt lettres, représentant une dépense d'environ 80 francs, pour composition, mise en pages, tirage, étoffes de l'imprimeur, papier et pliage : c'est ce qu'il y a de plus clair dans tout ceci.

— La Grande-Loge du rite écossais a pris, le 4 juillet 1815, jour de la célébration de la fête de l'Ordre, un arrêté ainsi conçu : « Le tronc de bienfaisance, qui circulera en ce jour dans le temple est consacré à soulager les malheureux incendiés de Québec. Dès cette heure, il est ouvert au secrétariat du rite une souscription dans ce même but de philanthropie et de charité. Tous les vénérables du rite seront invités à vouloir bien solliciter la générosité de leurs ateliers pour venir en aide à de si grandes infortunes. »

— Dans sa séance du 5 août, la chambre symbolique a entendu le rapport de la commission chargée de donner son avis sur l'appel interjeté par le frère Raffaneau de la Blotterie contre une décision de la loge *Jérusalem écossaise*, démolie depuis par le Grand-Orient, décision qui l'avait rayé du tableau de cette loge. Conformément aux conclusions du rapport, la chambre symbolique a déclaré : « que non-seulement le jugement dont était appel ne pouvait être maintenu quant à la forme, aucune des prescriptions réglementaires n'ayant été suivie; mais encore qu'au fond la conduite du frère Raffaneau, loin de mériter un blâme, avait été celle d'un maçon consciencieux, ayant agi loyalement dans une circonstance où il s'agissait de n'approuver ni tolérer la violation des Statuts. » En conséquence, la chambre a annulé le jugement et a déchargé le frère Raffaneau de la condamnation prononcée contre lui.

— Le 22 août, le Grand-Orient, sur la proposition du même frère, a voté un secours de 300 fr. en faveur des victimes de la catastrophe qui avait désolé la vallée de Monville, près de Rouen, dans la journée du 19. Il a été décidé en outre qu'une circulaire serait adressée aux loges de la correspondance, pour les engager à s'associer, par des souscriptions individuelles, à cet acte de généreuse assistance. Dans le nombre

des loges qui ont déjà répondu à cet appel, nous citerons particulièrement *les Vrais amis de l'ordre*, à Avize, qui a versé 293 fr., et *les Trois H*, du Havre, qui se sont inscrits pour 200 fr. Le jour même de la catastrophe, la loge *les Arts réunis*, de Rouen, décidait spontanément qu'une somme de 300 fr., prise sur sa caisse, serait distribuée à celles des personnes qui avaient le plus souffert. Ajoutons que, sur l'initiative du respectable frère Bertrand, représentant particulier du grand-maître, le tribunal de commerce a consacré au même objet une somme de 560 francs.

— L'admission d'un nouveau député, le frère Flocon, rédacteur en chef du journal *la Réforme*, a donné lieu à de vifs débats dans les séances des trois chambres administratives des 15, 16 et 17 septembre. On ne contestait, en aucune façon, ni l'honorable caractère, ni la capacité de l'élu; mais on objectait la nature des opinions politiques professées par le journal qu'il rédige. Empressons-nous de constater que les frères qui faisaient valoir un argument de cette espèce formaient une imperceptible minorité dans chaque chambre. Ils ont été chaleureusement combattus par beaucoup de membres qui appartiennent à ce qu'on pourrait appeler l'opinion conservatrice, notamment par le frère Guilhery. Ces frères ont dit avec raison que la difficulté qui était soulevée constituait déjà une violation des préceptes et des Statuts de la maçonnerie, puisqu'elle avait donné lieu à des discussions sur les matières politiques, dont il est sévèrement interdit aux maçons de s'occuper. Ils ont ajouté qu'elle créait un précédent fâcheux notamment en faisant porter les investigations des rapporteurs du Grand-Orient sur des objets étrangers à la maçonnerie et qui sont du seul domaine de la conscience. Ces considérations et d'autres encore ont déterminé, dans les trois chambres, le visa du pouvoir du frère Flocon; mais l'opposition qui s'était d'abord manifestée s'est continuée jusque dans l'épreuve du scrutin, qui s'est trouvé taché de plusieurs boules noires.

— Le 15 septembre, il a été donné lecture, à la chambre de correspondance, d'une lettre dans laquelle la loge d'Avize, *les Vrais amis de l'ordre*, rappelle au Grand-Orient qu'il n'a point été procédé à la célébration des obsèques maçonniques du défunt grand-maître, le prince Joseph Bonaparte, et invite ce corps à réparer une si fâcheuse omission. Après un court débat dans lequel il a été émis des observations d'une étrange nature, que nous ne reproduirons pas ici par res-

pect pour la maçonnerie, la chambre, à la presque unanimité, a émis le vœu que le Grand-Orient accomplît enfin un devoir que prescrivent tout à la fois le sentiment des convenances et les dispositions impératives des Statuts-généraux.

— Nous lisons dans *la Revue Maçonnique*, de Lyon : « On nous assure qu'un ancien maçon de notre orient, qui est sous la dépendance de l'Université, a reçu l'ordre formel de renoncer à la maçonnerie, s'il ne voulait perdre son emploi. » *La Revue* voit là le résultat d'une mesure générale appliquée à tous les fonctionnaires publics. Nous ne savons jusqu'à quel point est exact le renseignement fourni à cette feuille ; ce que nous pouvons assurer, c'est que nos informations personnelles excluent toute présomption de mauvais vouloir pour la maçonnerie de la part des chefs du corps universitaire. Le fait signalé ne pourrait donc avoir pour cause que des considérations purement locales. On comprend, au surplus, que nous n'affirmons rien pour l'avenir. Le sort de notre association est tout entier entre nos mains : soyons ce que nous devons être, et nous n'aurons à redouter aucune attaque, soit ouverte, soit cachée. On ne songe pas à ruiner, par le temps qui court, ce qui a de profondes racines dans l'opinion.

— Il paraît que le Grand-Orient s'est enfin décidé à faire connaître son avis sur la difficulté que lui avait soumise *l'Étoile de la Gironde*, à Bordeaux. Nous voyons, en effet, que cette loge a délivré, dans une de ses dernières séances, tenue avec beaucoup d'éclat, et avec le concours de nombreux visiteurs, le livret de la caisse d'épargnes qu'elle avait voté en faveur d'un jeune orphelin du nom de Marty. Cet enfant, sa mère et un frère plus jeune que lui, ont été admis dans le temple pendant une suspension de travaux. Plusieurs discours ont été prononcés dans cette occasion, et une commission de patronage, composée de trois membres, a été nommée pour surveiller l'éducation du protégé de l'atelier.

— Le congrès maçonnique des loges de l'Ouest a eulieu, comme on l'avait annoncé, dans le local de la loge *l'Union parfaite*, à La Rochelle. Plusieurs sujets ont été traités, notamment celui de l'abolition de la mendicité, sur lequel l'assemblée n'a pu parvenir à se mettre d'accord. La question a donc été ajournée. On s'est également occupé de la réforme de la législation maçonnique ; et le congrès a adopté un projet dont les bases sont conformes aux vues présentées, dans des communications successives, par *l'Étoile de la Gironde*, au Grand-Orient. En terminant la

séance, l'assemblée a fait une démonstration importante contre les hauts degrés de la maçonnerie, et chacun de ses membres s'est engagé à n'accepter la collation d'aucun grade supérieur à celui de maître.

— Une nouvelle loge s'organise à Verdun, sous le titre de *Bienfaisance, Moralité*, qui résume le but qu'elle s'efforcera d'atteindre, non-seulement dans l'intérieur de l'atelier, mais encore au dehors, autour d'elle. L'autorité maçonnique qu'elle a choisie pour diriger ses travaux, et à qui, en conséquence, elle a demandé des constitutions, est le Suprême-Conseil du rite écossais.

— On se souvient qu'il y a quelques mois nous avons appelé l'intérêt de nos frères sur un membre d'un atelier des départements que des revers de fortune et des infirmités cruelles ont plongé dans une affreuse misère. Nous recevons de plusieurs loges qui ont répondu à notre appel des lettres qui nous étonnent et nous affligent. Ces loges se plaignent de n'avoir point reçu l'accusé de réception des sommes qu'elles ont envoyées depuis long-temps déjà, et malgré les réclamations réitérées qu'elles en ont faites. Il y a là, il faut en convenir, l'oubli d'un devoir à la fois de convenance et de bonne administration. Nous voulons croire que des empêchements absolus se sont opposés à ce que la loge qui s'était chargée de recueillir les dons ait rempli ce devoir jusqu'à présent, et nous espérons qu'elle s'empresera de réparer, le plus tôt qu'il lui sera possible, cette omission, à coup sûr involontaire.

— Il existe à Clisson deux paroisses : celle de Notre-Dame et celle de la Trinité. Un fait assez singulier s'est passé récemment dans cette dernière. Un chapelier de la paroisse de la Trinité prête des livres à ses amis. Un coutelier de la paroisse de Notre-Dame lui en avait emprunté un intitulé : *Mystères de la Franc-Maçonnerie*. Ce jeune homme était à son travail quand le vicaire de Notre-Dame vint chez lui. En causant avec la mère et la sœur du coutelier, le vicaire vit le livre, s'en empara, et, sachant qu'il appartenait au chapelier, il le porta immédiatement au curé de la Trinité. Peu après, le curé de la Trinité se rendit chez le chapelier, et lui dit qu'il avait brûlé son livre, sa conscience ne lui permettant pas de laisser circuler de pareils ouvrages. « Comment pouvez-vous vous permettre de brûler un livre qui ne vous appartient pas ? » répondit le chapelier ; je suis à même de le remplacer, et il circulera malgré vous. — Si vous continuez à prêter de pareils ouvrages, je signalerai votre

maison comme une maison de débauche. — Si vous commettez cet excès, je vous traduirai devant les tribunaux pour me faire réparation. » Le chapelier est dans l'intention d'actionner le coutelier pour qu'il ait à lui rendre son livre, et le coutelier aura nécessairement recours sur le curé de la Trinité.

ALGÉRIE. — La fête solsticielle d'été a été célébrée avec beaucoup de pompe et d'éclat à Philippeville par la loge *les Enfants-de-Mars*. La réunion se composait d'environ soixante frères, parmi lesquels on distinguait un israélite indigène, maçon aussi zélé que charitable. Les travaux étaient présidés par le frère Ducorps, médecin. Après l'ouverture au premier grade et l'entrée des visiteurs, il a été procédé à l'initiation d'un profane et à l'affiliation d'un frère. Les constitutions ont été introduites ensuite, et le cérémonial voulu a été accompli avec autant d'ordre que de régularité. Plusieurs morceaux d'architecture ont été lus par divers frères. On a lu également un fragment de *l'Histoire pittoresque de la Franc-Maçonnerie*, du frère Clavel, qui se rattachait à la circonstance. Le frère orateur titulaire, retenu chez lui par une maladie, n'ayant pu assister à cette tenue, il a été utilement remplacé par un autre membre, qui a rappelé à la loge les différentes phases de son existence : Inauguré l'année précédente, à pareille époque, le temple, édifice digne d'une grande ville, dû au zèle et aux soins éclairés de plusieurs frères, a vu donner la lumière à des néophytes, en petit nombre il est vrai, mais rivalisant tous d'ardeur, et animés de tous les sentiments qui font les bons maçons. Après le discours du frère orateur, les travaux de loge ont été suspendus, et l'on est passé dans la salle du banquet. Là ont régné pendant tout le repas la décence et la gaieté la plus franche ; des cantiques maçonniques ont été chantés, et la fête s'est terminée par la chaîne d'union. Le frère Barthélemy, colonel, commandant supérieur du cercle de Philippeville, ne pouvant participer à cette fête, n'a pas voulu cependant laisser échapper une occasion si naturelle de prouver qu'il est toujours maçon de cœur : il a adressé à l'atelier une lettre où il exprimait ses regrets, et il y a joint une offrande libérale en faveur de la caisse de bienfaisance.

— Une nouvelle loge s'organise à Constantine, et la demande en constitution a été adressée au Grand-Orient. En attendant qu'elle soit autorisée, un bon nombre de maçons de cette ville se sont réunis pour célébrer la Saint-Jean, le 24

juin dernier. La fête a eu lieu dans une des salles de l'hôtel d'Europe, qui avait été disposée tout exprès pour cette cérémonie.

— La loge *Scipion*, à Jigelly, se compose de peu de membres ; mais si son accroissement est lent, c'est qu'elle apporte dans ses choix une prudente sévérité. Elle a néanmoins de fréquentes réunions, et les frères voyageurs y reçoivent toujours un accueil aussi cordial qu'empressé. A Bougie, la loge *les Frères-Numides* compte également, et pour la même raison, un petit nombre d'ouvriers. Le frère Pigot, vénérable, en dirige les travaux avec un soin éclairé et un zèle communicatif, et répand sur les séances un intérêt vif et soutenu ; aussi ne manque-t-il jamais un seul frère sur les colonnes.

ALLEMAGNE. — On lit dans *la Gazette de Leipzig* : « M. de Gloeden, père de M. Gloeden, professeur à l'Université de Rostock, dans le temps qu'il possédait encore une fortune considérable, avait acheté et recueilli différents documents francs-maçonniques qui prouvent que la Prusse avait, et a encore l'intention de se servir de la franc-maçonnerie pour établir sa prépondérance politique sur l'Allemagne. M. de Gloeden ayant perdu sa fortune, grâce à l'hospitalité européenne de sa maison, conçut l'idée d'offrir ses papiers au prince de Prusse pour la somme de 10,000 thalers. Le prince lui en fit offrir 5,000, que M. de Gloeden refusa. Dernièrement, deux gendarmes mecklembourgeois (M. de Gloeden est mecklembourgeois) se présentent chez lui. Après lui avoir répété l'offre de 5,000 thalers pour ces papiers, et sur le refus de la part de M. de Gloeden, ils lui déclarèrent qu'ils sont autorisés par la police de faire une perquisition domiciliaire et d'enlever les papiers de vive force. M. de Gloeden protesta en vain, les papiers furent trouvés et enlevés. Il vient d'intenter un procès au gouvernement de Mecklembourg qui, en agissant ainsi, a violé et les lois du pays et celles du droit des gens. »

— La fête maçonnique qui était annoncée pour le dimanche 31 août 1845, à Steinbach, près de Bade, a été favorisée par le plus beau temps. La réunion de francs-maçons a été nombreuse, la foule des spectateurs immense. Ceux qui étaient partis de Strasbourg par le premier convoi du chemin de fer, au nombre de cent environ, et auxquels s'étaient joints des députations des loges de Metz, Nancy, Mulhouse, Bâle, et plusieurs des francs-maçons isolés de Colmar

et d'autres villes de France, ont été reçus à la station du chemin de fer de Steinbach par leurs frères formant les députations de Stuttgart, Mannheim, Frankenthal, Francfort, Carlsruhe, etc., et par le bourguemestre de Steinbach à la tête du conseil municipal. Le cortège s'est formé, musique en tête, et s'est rendu à l'*Hôtel de l'Étoile*, où le déjeuner a eu lieu. De là, tous les francs-maçons se sont transportés à l'Hôtel-de-Ville, dont la grande salle avait été convertie, pour la circonstance, en loge maçonnique. Une séance d'environ deux heures et demie y fut tenue, et l'on assure que l'on y a discuté les bases d'un congrès maçonnique annuel. A la sortie de l'Hôtel-de-Ville, un cortège se forma, auquel vinrent se joindre M. le conseiller intime de Beck, président de la chambre des députés de Bade, et M. le conseiller Häfelin, grand bailli de Buhl. Deux ministres badois, MM. Nebenius et de Dusch, qui avaient été invités à la cérémonie, n'ont pu se rendre à cette invitation et ont adressé à l'assemblée l'expression de leurs regrets. Le cortège s'est rendu sur la délicieuse colline qui domine Steinbach et sur laquelle est érigé le monument d'Erwin, architecte des cathédrales de Strasbourg, de Fribourg et de Thann, et l'un des régénérateurs de la franco-maçonnerie. On sait que cette statue a été offerte à la commune de Steinbach, lieu de naissance d'Erwin, par M. Friederich, statuaire distingué de Strasbourg. Des trophées, composés de drapeaux tricolores français et de drapeaux nationaux des différents peuples de l'Allemagne, avaient été disposés avec art autour de la statue. Plusieurs discours, tant en français qu'en allemand, ont été prononcés au pied du monument; tous ces discours, exprimant la morale la plus pure, les sentiments les plus généreux, des pensées grandes, nobles et élevées, ont été souvent applaudis par la foule. Des morceaux de chant, supérieurement exécutés par la société chorale de Strasbourg, et une excellente musique instrumentale, ont rehaussé l'éclat de cette fête. Le cortège s'est ensuite reformé et est rentré à Steinbach, à l'*Hôtel de l'Étoile*, où était préparé un banquet de 150 couverts. Différents toasts de circonstance ont été portés, et le festin a été terminé par une collecte au profit des pauvres de tous les cultes de la commune de Steinbach. Cette collecte a produit plus de 200 fr. L'ordre le plus parfait n'a pas cessé de présider à cette fête, qui a paru impressionner vivement la foule et qui laissera de précieux souvenirs à ceux qui y ont pris part.

AMÉRIQUE. — La loge le roi Salomon, à Boston, a célébré, le 24 juin dernier, avec le concours des autres loges de la même ville et des lieux environnants, la commémoration annuelle de la bataille de Bunker's-Hill, qui avait eu lieu les années antérieures le 17 du même mois, jour anniversaire de cette bataille, où mourut, les armes à la main, pour la défense de la liberté, le célèbre Warren, grand-maître de la maçonnerie dans l'état de Massachusetts.

— Le général John Clark, membre de la loge de l'*Équerre d'or* (*Golden square*), et membre du sénat de l'état d'Arkansas, est décédé à Little-Rock, le 1^{er} janvier 1845. Le lendemain, la Grande-Loge s'est assemblée extraordinairement et a décidé qu'il serait rendu de grands honneurs à la mémoire de l'illustre défunt, et que les frères prendraient le deuil pour trente jours. Le 3, dans la matinée, ont eu lieu les obsèques publiques auxquelles assistaient, revêtus de leurs insignes, les membres de la Grande-Loge et un nombre considérable de membres des ateliers du ressort. La cérémonie terminée, la procession retourna en ordre à la Grande-Loge, où les obsèques maçonniques furent célébrées avec beaucoup de pompe et de recueillement.

— Le *Freemason's Monthly Magazine*, de Boston, publie une lettre de Marion (Missouri), datée du 20 mars 1845, dans laquelle nous trouvons d'intéressants détails sur le collège maçonnique établi dans cette ville. Nous y voyons, notamment, que ce collège, dont la prospérité va toujours croissant, contenait alors environ soixante élèves. La dépense qu'entraîne l'éducation de ces enfants s'élève, pour chacun d'eux, non compris les livres et les vêtements, à la faible somme de 80 dollars par an, dans le collège proprement dit, et à celle de 70 dollars dans la classe préparatoire. Les élèves envoyés par les loges ne paient que 50 dollars. On s'occupe de la création d'un pareil établissement pour les filles. Les pensionnaires y recevront une instruction complète, et ne paieront que 75 et 50 dollars par an. Celui-ci sera construit dans un site magnifique, à un mille environ du collège des garçons.

— La Grande-Loge d'Arkansas a décidé que le cérémonial de l'initiation aux trois grades serait simulé dans chacune des assemblées annuelles, en présence des députés des loges, afin que l'uniformité des travaux pût s'établir plus facilement dans tous les ateliers de la juridiction. On sait, en effet, que chaque atelier envoie di-

rectement ses représentants au siège de la Grande-Loge, à quelque distance d'ailleurs qu'il puisse en être situé. Nous souhaiterions aux maçons de France le zèle dont sont animés nos frères d'outre-mer; les intérêts des loges seraient mieux défendus et leurs besoins mieux connus au Grand-Orient, si, au lieu de déléguer leurs pouvoirs à des frères qu'elles ne connaissent pas, elles en chargeaient leurs propres membres. Il est vrai que les rédacteurs des règlements généraux y ont mis bon ordre en réservant aux seuls maçons parisiens le privilège de l'éligibilité.

INDÉS-ANGLAISES. — Les deux loges de Bombay, *l'Étoile naissante* et *la Persévérance*, se sont réunies, le 27 décembre dernier, pour célébrer la fête de Saint-Jean. Cette séance a été signalée par l'initiation d'un Français et d'un Anglais. Le Français était le marquis de Ferrière-Levayer, et l'Anglais, le lord vicomte Sandall. Au banquet, après les santés des autorités civiles et maçonniques des deux pays, on a porté celle des récipiendaires. Un indigène, le frère Manak-jée Cursetjée, a pris la parole; il a d'abord remercié le président de l'éloge qu'il avait fait de la loge *l'Étoile naissante*, qui, dès les premiers temps, avait été établie pour l'admission des natis qui seraient jugés dignes de cette faveur. C'est déjà, a-t-il ajouté, un motif de grande satisfaction pour les frères indigènes de voir que la loge qu'ils ont fondée a été honorablement citée, non-seulement par ses sœurs, mais encore dans les réunions provinciales des loges de l'Angleterre et de l'Écosse; l'affiliation d'un étranger devenu leur frère doit leur faire espérer que la loge obtiendra pareille mention dans la capitale et les provinces de la France. Il ne doit pas laisser échapper cette occasion de dire hautement combien il est redevable à la maçonnerie française; entre plusieurs loges de ce pays et *l'Étoile naissante*, il existe des relations d'amitié fondées sur ce que plusieurs des membres de cette dernière loge ont été initiés en France; c'est ainsi que lui-même, à raison des difficultés que rencontrait originellement l'admission des indigènes dans l'Ordre, a été initié à Paris, et qu'il doit à cette circonstance la faveur d'avoir, à son tour, introduit le frère de Ferrière dans notre association. Le frère de Ferrière s'est levé pour répondre, il a remercié l'assemblée pour tout ce qu'il avait entendu de flatteur dans cette soirée, pour son pays et pour lui. Si quelque chose pouvait ajouter à son émotion, ce serait les dignes paroles que venait de faire entendre leur frère indien Cursetjée. C'était pour

lui un grand bonheur, si loin de la France, et sur un sol où rarement le drapeau tricolore a été déployé, de recevoir, de l'un des membres de cette nation d'illustres exilés que la France connaît à peine de nom, un témoignage de cordiale sympathie. S'il ne se trompait pas, un Indien, celui-là même qui lui avait adressé de flatteuses paroles, avait entrepris un long voyage pour venir en France, où il avait dignement représenté ses compatriotes. C'était aussi en France, sous les auspices de l'un des chefs de l'Ordre, que ce fils de l'Inde, le premier de sa nation, avait été revêtu des insignes de notre sainte fraternité, de la même manière que lui, le fils de la France, venait d'être reçu apprenti dans une loge de l'Inde, par une faveur spéciale du grand-maître provincial; qu'ils donnaient ainsi un double exemple des résultats admirables de la maçonnerie, qui réunissait les membres de contrées si diverses du globe. Il a ajouté qu'il allait, non pas seulement proposer un toast, mais former un vœu, celui de voir plus souvent, à Paris et à Londres, les Indiens de l'Est. Notre estimé frère a donné le premier exemple. Puisse-t-il être suivi, et puissent ses compatriotes rapporter, comme lui, une bonne opinion et d'heureux souvenirs de la civilisation des peuples de l'Europe! Quant à la double partie de ce double toast, il a ajouté qu'il venait, lui Français, de faire ses premiers pas dans la maçonnerie, au sein d'une loge anglaise; qu'il était permis de voir dans ce fait le symbole de l'union des deux empires qui tenaient dans leurs mains la paix du monde, ce but spécial et sacré de la franc-maçonnerie; qu'il proposait, en conséquence, un toast aux relations répétées des Indiens avec la France et l'Angleterre. Ce toast a été accueilli par de vifs applaudissements. (*Fraternité.*)

LITTÉRATURE MAÇONNIQUE.

UN DUEL MAÇONNIQUE.

I.

Que de carrières diverses s'ouvrent devant un jeune homme à son entrée dans la vie, alors que secouant la poussière des collèges, il jette un regard sur l'avenir, s'aventure dans la route qu'il doit suivre pendant le court espace de temps qu'il passe sur cette terre, et revêt le costume du rôle qu'il doit jouer dans la société!

Poussé par des influences de famille plus que par une inclination vraie, Victor Lemaître avait choisi la magistrature; et, par la grâce ministérielle, il se trouvait substitut dans une petite ville de province. Il était jeune, bien fait, riche; il avait de l'esprit, bon ton, des manières distinguées; aussi dans la ville où il exerçait ses fonctions, et où il existait de jeunes gens à marier, une disette désespérante mères de famille et jeunes filles le désiraient-elles pour gendre et pour mari. Lorsqu'il entra dans un salon, une vénérable matrone lui faisait agréablement remarquer que le fauteuil qui touchait le sien était vide, et, dans un long aparté, elle lui peignait, avec de vives couleurs, les ennuis de la vie de garçon et les joies, les plaisirs du ménage. Souvent, dans maintes maisons d'importance, il s'asseyait à la table de famille, et ce jour-là le père allait chercher une de ces vieilles bouteilles poudreuses sur lesquelles il y a de longues histoires. De leur côté, les jeunes filles, à son approche, redressaient leur taille, rougissaient d'une façon charmante, souriaient à demi avec embarras, et lançaient sur lui un regard timide qui cependant exprimait bien des choses cachées au fond de leur cœur. Mais le substitut savait éviter avec une adresse merveilleuse tous les pièges tendus à sa sensibilité; il résistait aux séductions des mères et aux regards des jeunes filles, et aucune partie du sexe féminin, non encore pourvue de mari, ne pouvait se vanter de l'avoir retenu auprès d'elle plus de temps que ne l'autorisaient les lois de la plus stricte bienséance; aussi désespérait-on de la conquête de cette toison d'or d'une nouvelle espèce: le cœur du substitut; et, devant son indifférence, les caquets de la ville étaient forcés de se taire. Et ce n'était pas mince contrariété, car que faire dans une ville de province si l'on n'y médit. Peut-être jamais ailleurs la médisance n'avait eu autant de prosélytes que dans la ville où se passe notre scène. Là elle était devenue une habitude, et l'habitude s'était changée en nécessité.

Tout le monde était attaqué de ce mal contagieux, depuis la femme du sous-préfet, jeune femme charmante, qui n'avait qu'un défaut, la curiosité, et qui avait enrégimenté une légion de gendarmes femelles qui, chaque matin, venaient lui faire leur rapport sur les scandales de la ville et les secrets des ménages, comme à son mari les gendarmes en uniforme, sur les péchés contre l'état et le gouvernement. — Jusqu'à la femme du président du tribunal, vieille femme sèche et acariâtre, et la femme du greffier, espèce de satel-

lite qui opérait sa révolution autour de la présidente, inoffensible par elle-même, mais qui recevait ses influences et répétait ses traits satiriques. Déjà le digne trio s'était assemblé bien des fois en conseil, et malgré sa bonne volonté, sa partialité même, il n'avait pu rien préjuger des faits; ni porter de jugement: le cœur du substitut était recouvert d'un voile impénétrable; et, comme il fallait bien qu'on parlât, on en était venu à se consulter sérieusement sur la question de savoir si le substitut était un homme et s'il avait un cœur. Cette fière indifférence devait-elle durer, hélas!

Un soir, à la sous-préfecture, toute l'aristocratie s'était donné rendez-vous à un bal brillant. Ce soir-là Victor paraissait peut-être plus beau, plus aimable que jamais il eût paru; autour de lui s'exhalait un parfum de grâce et d'aisance, et il répandait sur toutes les femmes une pluie de galants propos; mères et filles tentaient un dernier effort. Que de tendres défis lui étaient portés! mais orgueilleux de ces hommages, il trônait en triomphateur et ne daignait pas amollir son indifférence pour toutes ces femmes qui mendiaient de lui un regard. L'homme en sa propre force a mis sa confiance, a dit J.-B. Rousseau; c'est ce qui l'a perdu, et c'est aussi ce qui a perdu Victor. Ses yeux se portèrent sur une jeune fille qui lui était inconnue, et un trouble subit parut sur ses traits. Il sentit disparaître cette cuirasse d'insensibilité dont il s'était armé. En vain il voulut détourner ses regards, toujours ils venaient se fixer sur la jeune étrangère. Pour combattre son émotion, il chercha à continuer sa ronde autour des salons, mais il avait perdu son esprit, son aisance; il répondait à peine aux paroles gracieuses qui lui étaient adressées. Enfin, mécontent de lui-même, malheureux, il s'approcha de la jeune inconnue, et la pria de venir prendre place avec lui dans le quadrille qui commençait. Alors un mouvement général eut lieu dans le bal, car, comme il faut bien que chacun ait son ridicule, Victor, malgré toutes ses perfections, faisait profession d'un souverain mépris pour la danse; il la trouvait compromettante pour la gravité magistrale; et plus fidèle à ses opinions que beaucoup de nos philosophes modernes qui se contentent de la théorie de leurs idées et qui trouvent la pratique trop pénible pour s'y astreindre, on ne l'avait jamais vu se mêler à la foule joyeuse des danseurs. Aussi, à la vue de cette merveille, le substitut dansant, toute cette seconde ligne de bonnets et de chapeaux à plume, qui placée derrière les danseuses semble

le corps de réserve destiné à les protéger contre des attaques trop vives, se leva-t-elle, et des sourires amers parurent-ils sur les visages attristés des mères de famille.

Pour tous, ce premier pas fait par le substitut cachait une intrigue, et une intrigue d'autant plus curieuse qu'elle avait échappé à la pénétration de tous ces esprits exercés. Les langues auxquelles l'indifférence de Victor avait opposé un frein s'élançèrent dans la carrière des conjectures dès que la lice leur fut ouverte ; et, semblables à ces eaux furieuses qui se précipitent avec une impétuosité d'autant plus grande que le passage qu'on leur laisse est plus étroit, comme elles n'avaient à travailler que sur un fait indifférent, elles brodèrent le canevas à l'envi, et le revêtirent de riches couleurs ; tous les yeux semblèrent s'ouvrir, et de suite, à l'aide de quelques suppositions, de certains commentaires et de beaucoup de bonne volonté, il fut évident pour tous que cette jeune fille allait bientôt se nommer madame Victor Lemaître.

Pendant ce temps, le substitut dansait, inattentif aux bruits qui circulaient dans les salons ; il considérait avec ravissement sa jeune danseuse, et déjà il sentait naître dans son cœur une de ces passions qui marquent d'un stigmate ineffaçable de bonheur ou de malheur l'homme qui les subit. Impuissant pour résister contre cet amour qui venait le saisir, il courbait la tête sous son joug, et se laissait aller au torrent de sensations qui l'entraînait. Tout plein de son extase, à peine lui adressa-t-il quelques-unes de ces paroles de gracieuse politesse qui sont d'usage dans le monde. Et, lorsqu'après la contredanse, il l'eut quittée, ses regards restèrent attachés sur les traits délicieux de la jeune inconnue. Cette jeune fille était belle, belle de cette beauté si pure qui inspire à l'âme des sentiments d'adoration en même temps que d'amour.

L'heure du départ vint, et elle disparut. Victor, rendu à lui-même, s'approcha de son président, et s'informa à lui du nom de la jeune étrangère. Il avait oublié l'humeur médisante de ses concitoyens.

Le président, petit homme, mince, au visage allongé, au sourire railleur, était le complément de sa femme, et digne en tout de traîner, de concert avec elle, le char de la vie.

« Comment ! répondit-il à la demande de Victor en lui lançant un regard qui exprimait tout à la fois la surprise et l'ironie ; comment ! vous me demandez le nom de Mlle de Verneuil... Mais

est-ce que l'amour... Mon ami, acceptez mon bras, et permettez-moi de vous reconduire. »

Pendant la route, le président voulut commencer un interrogatoire dans les règles ; mais Victor était muet et ne répondit ni aux demandes ni aux railleries. Le président ne le quitta que devant sa maison, et s'éloigna après avoir prononcé un hum ! énergique et en secouant mystérieusement la tête.

II.

Il faut convenir que si la Renommée emploie quelquefois ses cent bouches à propager le bien, elle les met plus souvent au service de la médisance et de la calomnie. Aussi le lendemain tout le monde était-il instruit dans la ville du mariage du substitut. Des salons, la nouvelle était descendue aux offices, et des offices aux conférences qui se tenaient chaque matin chez l'épicier du quartier. En se répandant, comme d'habitude, les œufs avaient pondu, et, dans ces graves entretiens, on fixait même le jour de la célébration du mariage, et on décrivait la toilette de la mariée, pour laquelle quelque femme de chambre avait évoqué le souvenir de la garde-robe de sa maîtresse. — Enfin, jamais nouvelle ne fut plus vite et plus complètement répandue. La municipalité, avec ses blanches affiches et son tambour, n'aurait pu lui donner une authenticité plus grande.

Ce jour-là, les membres du tribunal étaient réunis dans la salle du conseil ; le substitut manquait seul à l'appel ; et, avant l'audience, ils se dédommageaient de la gravité forcée qu'il leur fallait garder pendant une partie du jour, en se contant ce que chacun savait des autres, et en s'égayant sur les petites et grandes misères de la vie humaine. Nécessairement la nouvelle à l'ordre du jour, le mariage de Victor, était le sujet de la conversation.

Le président, en raison de son rang et comme mari de sa femme, commença l'attaque.

« Eh bien ! dit-il, le bel oiseau est en cage... Le substitut se marie.

— On le dit, répondit un gros juge, brave homme qui ne médisait que juste assez pour ne pas être ridicule dans sa ville.

— Comment ! on le dit, reprit le président ; mais c'est assez évident ; il suffit de voir — le pauvre garçon brûle.

— Il me semble, dit le procureur du roi, qui, père de deux filles à marier, comptait sur son substitut pour se débarrasser d'une partie de son fardeau, — il me semble que M. Lemaître au-

rait pu mieux choisir : Mlle de Verneuil est sans fortune.

— Oui, répondit le président ; mais elle est jolie.

— La beauté, dit un jeune juge suppléant qui venait d'épouser une femme riche et assez belle, mais dont la chronique scandaleuse n'épargnait pas les mœurs, n'est pas le seul avantage qu'on doit rechercher dans le choix d'une épouse.

— Tout le monde, reprit l'incorrigible président avec un sourire aigre-doux, n'est pas comme vous, né coiffé, et ne trouve pas réunies beauté, amabilité, richesse et coquetterie. »

A cet instant, Victor parut ; il était triste, morne ; ses traits pâles annonçaient l'agitation de son esprit. A son aspect, un sourire courut sur tous les visages.

« Vous êtes en retard, monsieur Lemaître, dit le président ; mais vous êtes tout pardonné — dans votre position.... »

Victor jeta sur lui un regard surpris.

« Dans ma position, disiez-vous, monsieur ! répondit-il.

— Sans doute, à la veille d'un mariage.

— Je ne comprends rien, mon cher président.

— Est-ce que l'amour ne ferait pas perdre seulement la raison !

— Vous vous mariez, ajouta le jeune juge suppléant ! Allons, avouez-le, vous avez été déviné.

— Je me marie ! s'écrie Victor avec étonnement ; et quelle femme me donne-t-on !

— Mlle de Verneuil, reprit le procureur du roi avec un soupir. »

A ce nom, une vive rougeur colora le visage du substitut.

« Mais, monsieur, répondit-il avec embarras, je vous assure que.....

— Bien, bien, mon cher, vous êtes un parfait modèle de discrétion. Seulement, vous avez été surpris *flagrante delicto*.

— Assurément, monsieur le président, dit Victor, Mlle de Verneuil est digne d'inspirer une passion, mais.....

— De la franchise donc, reprit le président, et pas de mais : mais est un hypocrite que je ne puis tolérer.

— Il est temps d'entrer à l'audience, fit observer le gros juge. »

Aussitôt chacun des membres de l'honorable tribunal revêtit la gravité de circonstance, et, après que le bruit de la sonnette proverbiale se fût fait entendre, se dirigea vers son siège.

Victor, pendant l'audience, réfléchit à cette fatalité qui avait livré à la malignité publique ses pensées les plus secrètes, et, malgré la contrariété que lui faisait éprouver la découverte de ses projets, il se laissa bercer par de douces rêveries, et songea alors, en écoutant la plaidoirie d'un habile avocat, au temps où cette jeune fille si belle porterait un nom que par son talent il espérait au moins tirer de l'obscurité.

Avant tout, il lui fallait savoir quelle était cette demoiselle de Verneuil, dont tout le monde parlait, et que lui, la veille, avait vue pour la première fois, et, pour cela, il ne savait à qui s'adresser. Les railleries qui accueilleraient ses premiers mots l'irritaient ; car là on croyait encore de bon goût de faire expier à de jeunes fiancés leur bonheur par de ridicules plaisanteries, et il souffrait de mettre à la merci de la critique méchante de ses concitoyens ses sentiments les plus intimes et les plus sacrés.

Il était dans cet embarras lorsqu'en sortant du tribunal il aperçut de loin le notaire du lieu, M^e Laporte, homme d'esprit, mais qui n'avait pu entièrement échapper à l'intempérance de langue que l'influence de l'air semblait répandre dans cette ville ; faute de mieux, il fut à lui et se vit abordé par cette phrase :

« Eh bien ! monsieur Lemaître, vous vous rangez de notre bord : vous devenez mari — bravo !... J'avais toujours bien dit que vous aviez l'âme généreuse, et que vous ne teniez pas à la fortune. — Le jour du contrat, ne m'oubliez pas : vous savez que je compte sur le baiser de la mariée. »

Victor se repentait presque de sa démarche ; mais il était trop tard pour retourner en arrière. Et puis, comment connaître ce qu'il voulait savoir ! Il prit donc la résolution de payer de courage.

« Ma foi, répondit-il, je vous cherchais ; je voulais causer avec vous de cette affaire.

— Bah ! vraiment ! En est-elle déjà là ! »

Victor prit et serra dans la sienne la main du notaire, dont les yeux se fixèrent sur les siens.

« Si vous voulez, monsieur Lemaître, ajouta celui-ci, entrons dans mon cabinet ; nous serons plus à l'aise, et nous n'aurons pas à craindre de voir le vent répéter nos paroles. »

Le substitut y consentit, et le suivit en silence.

Voici ce que, dans un entretien qui se prolongea fort long-temps, M. Laporte lui apprit sur Mlle de Verneuil : « Elle était fille d'un ancien juge au tribunal, qui, en mourant, n'avait laissé

pour fortune à sa veuve et à ses deux enfants qu'une modique propriété, dont le revenu n'était même pas suffisant pour faire vivre honorablement sa famille. Mme de Verneuil l'habitait, et avait été forcée par son peu de fortune d'abandonner la ville depuis assez long-temps. Dans ce moment, elle était avec sa fille, depuis quelques jours, chez un de ses parents, et devait repartir dans peu pour retourner à sa demeure habituelle. Son fils, plus âgé que sa fille de quelques années, avait, depuis trois ou quatre ans, quitté la maison maternelle pour courir après la robe d'avocat, et ses folies avaient encore diminué sa modeste fortune. M. Laporte ne doutait pas qu'elle ne regardât une alliance avec le substitut comme fort au-dessus des espérances que sa fille pouvait concevoir, et qu'elle ne vit ce mariage avec joie.

Victor sortit très-satisfait des détails que le notaire venait de lui donner. Sa fortune était assez considérable pour qu'il pût faire le bonheur d'une femme en assurant le sien, et il était heureux de penser que celle qu'il aimait lui devrait l'aisance et les jouissances de la vie.

Le soir même, il voulut revoir cette jeune fille, dont le visage charmant, dont la grâce enchanteresse avaient fait une si vive impression sur son cœur ; et, affrontant le tapage que sa visite allait faire dans la ville, il se rendit chez le parent où Mme de Verneuil avait fixé sa résidence momentanée, et dont la maison lui était ouverte.

Mlle Clémence de Verneuil n'avait pas seulement reçu la beauté en partage de la nature : elle en avait encore reçu un esprit presque supérieur qu'une excellente éducation avait orné, et dont elle savait se servir avec un charme entraînant. — Quelquefois, au milieu des saillies d'une douce et innocente gaieté, sa jolie tête s'inclinait sous le poids d'une pensée sérieuse ; un nuage passait dans ses beaux yeux, mais bientôt une sérénité calme reparaisait sur ses traits, et la jeune fille souriait, comme pour se reprocher cet instant de contemplation intérieure plutôt que de tristesse.

Long-temps Victor resta à ses côtés, écoutant avec délices sa conversation vive, spirituelle, enjouée ; et, en la quittant, il sentit que le bonheur de sa vie était attaché à la réalisation de ses projets.

Le lendemain, on vit M. Laporte, avec lequel le substitut avait eu le matin une longue entrevue, se diriger vers la demeure du parent de Mme de Verneuil. Il allait demander, pour

M. Victor Lemaître, la main de Mlle Clémence de Verneuil.

Mme de Verneuil, joyeuse de l'avenir brillant et inespéré qui s'ouvrait pour sa fille, accepta avec empressement le gendre qui s'offrait, et le notaire porta à Victor une réponse que celui-ci attendait avec anxiété et reçut avec ivresse.

Il fut présenté à Clémence comme son futur mari ; et simplement, sans laisser apparaître ni joie ni chagrin, elle donna son consentement à l'union projetée pour elle.

Quelques jours s'écoulèrent. Le mariage était décidé. Dans chacune des paroles, dans chacune des actions de Victor se peignait sa passion pour sa fiancée. Mais le bonheur qui entourait la jeune fille ne semblait pas rejaillir sur elle. Ses traits étaient devenus pâles ; souvent ses yeux rougis portaient la trace de larmes récentes, et la tristesse apparaissait sur son joli visage. Victor, d'abord inquiet, avait interrogé Mme de Verneuil ; elle lui avait répondu en souriant que l'approche du mariage troublait toujours le cœur d'une jeune fille, et qu'il ne devait pas s'alarmer des combats livrés par une âme chaste et aimante.

« C'est à une mère, ajoutait-elle, à servir de conseil et d'appui à sa fille dans ces moments pénibles pour elle. — Mais ne soyez pas jaloux de moi. — Plus tard, en la rendant heureuse, vous la consolerez et me ferez oublier.. hélas ! »

Et Victor s'était rassuré.

L'annonce officielle fut faite. Quel bruit dans la ville ! Quelle bonne fortune pour tant de langues inoccupées. Ce qui avait été prévu, deviné, était donc véritable ; les craintes étaient réalisées. Tout le monde était affairé par cet immense événement. On s'abordait dans les rues en s'informant des amours du substitut et de Mlle de Verneuil. Chaque matin, un bulletin détaillé sur la situation de l'affaire était déposé à l'hôtel de Mme la sous-préfète. Les plus petites circonstances étaient connues, publiées. Le jour où la corbeille de noce fut offerte, toute la ville accourut pour l'examiner, et en la voyant, bien des jeunes filles soupirèrent profondément. — Les lettres d'invitation furent envoyées ; et marchands et marchandes, ouvriers et ouvrières, furent occupés à renouveler les toilettes pour la grande cérémonie.

— Au milieu du tumulte, l'envie à la langue de vipère s'efforçait de lancer son venin. Les mères de famille, déçues de leurs espérances, se vengeaient en blâmant, en critiquant, en médissant, en calomniant. Le pauvre Victor, peu de jours au-

paravant leur idole, était renversé de son piédestal et immolé sans pitié. Dans leurs railleries, elles affectaient le mépris du renard de la fable, et à les entendre, il avait frappé en vain à toutes les portes avant de s'adresser à celle de Mme de Verneuil. De tels discours n'étaient pas tenus publiquement; mais elles les disaient tout bas, dans l'intimité des confidences, à des échos qui les propageaient. Elles n'osaient attaquer Victor en face; car la curiosité, cette maladie des petites villes, et l'intérêt, combattaient en elles la colère. Elles voulaient assister à tous les apprêts du mariage, et ensuite prendre leur part des plaisirs de la noce, pour mettre en montre leurs filles dans des réunions où se trouveraient sans doute des jeunes gens étrangers à la ville.

III.

Deux jours avant celui fixé pour la célébration du mariage, le soir, le substitut venait de quitter Mlle de Verneuil et rentrait dans son domicile; il déposa avec une vivacité toute joyeuse son chapeau sur un meuble, s'arrêta devant une glace et se considéra un instant en souriant, s'assit avec un mouvement brusque, et appuyant son bras sur son bureau, il laissa tomber sa tête sur sa main, et se plongea dans une tendre et profonde rêverie. Il pensait au bonheur qui l'attendait: deux jours encore, et cette jeune fille si belle, dont le cœur, dont l'esprit étaient si parfaits, serait sa femme. Tout entier à cette image de bonheur qui lui apparaissait, il entendit à peine les paroles de sa vieille ménagère qui lui annonçait un jeune homme qui désirait lui parler. — Encore sous l'empire des douces impressions de sa pensée, il releva vivement la tête, et croyant à l'arrivée d'un de ses amis qu'il attendait, il s'élança à sa rencontre, lorsqu'un jeune homme inconnu à lui se présenta.

Le maintien du jeune étranger était grave, triste. Victor, rappelé à la réalité par ce visage froid et presque sévère, salua en silence.

« Monsieur Lemaître, sans doute! dit le jeune homme en rendant à Victor son salut.

— Oui, monsieur, répondit le substitut.

— Monsieur, reprit le jeune homme, je désirerais vous entretenir d'une affaire importante et secrète.

— Je suis à vos ordres, monsieur, dit Victor, pensant qu'il s'agissait de quelque affaire relative à ses fonctions, et il jeta un regard sur la vieille servante, qui avec curiosité écoutait le préambule de la conversation, lui fit signe de sortir,

ferma la porte, présenta un siège à l'étranger et s'assit lui-même.

— Puis-je savoir, monsieur, à qui j'ai l'honneur de parler?

— Vous habitez depuis peu cette ville, monsieur, et mon nom vous est sans doute inconnu; je me nomme Gustave Deslandes. »

Victor fit un mouvement affirmatif, et l'étranger continua.

« Monsieur Lemaître, vous êtes un homme d'honneur, dit-il d'une voix agitée, et c'est avec confiance que je viens vers vous; vous seul, monsieur, pouvez me rendre le bonheur que j'ai perdu, et ce n'est pas le mien seul que je viens implorer de vous avec prières, c'est aussi celui d'un cœur qui est à moi. »

Victor écoutait avec surprise.

« Vous épousez Mlle de Verneuil, monsieur, ajouta le jeune homme; elle ne vous aime pas; elle en aime un autre, et cet autre, c'est moi. »

Le substitut s'était levé avec indignation.

« Monsieur, dit-il avec colère, que signifient ces paroles? Pourquoi cette insulte?

— Excusez-moi, monsieur, j'ai seulement dit la vérité.

— C'est faux, monsieur; je me suis assuré de l'affection de Mlle de Verneuil de la manière qu'il convient à un honnête homme, et je sais...

Pendant que Victor prononçait ces mots, M. Deslandes ouvrit une lettre et la lui présenta.

« Lisez, monsieur, lui dit-il. »

Victor troublé la prit et lut ce qui suit :

« Monsieur,

« Il faut me séparer de vous, trahir mes promesses. Dans quelques jours, je serai la femme d'un autre. Ne m'accusez pas, et pardonnez-moi; j'obéis à un devoir sacré. Les folies de mon frère ont enlevé à ma mère les derniers débris de sa fortune. Elle est forcée de vendre sa petite propriété de Chemisy; et elle reste sans asile, avec la misère pour avenir.

« J'avais confiance en vous, Gustave; je savais qu'un jour vous pourriez lui offrir l'aisance et la fortune; mais maintenant vous ne le pouvez, et ma mère n'a plus pour ressource que la charité de sa famille. Moi, j'aurais tout souffert pour attendre, mais ma mère... il m'a fallu me sacrifier pour elle!

« Votre douleur sera cruelle, car je connais votre tendresse; mais si, dans votre bonté, vous trouviez encore des larmes pour me plaindre, ne pleurez pas sur mon sort; j'espère en-

« core quelques jours heureux. Monsieur Legnaitre mérite d'être aimé ; et si maintenant mon cœur ne ratifie pas les serments que ma bouche va prononcer, un jour viendra où je pourrai payer mes bienfaits de mon affection, où je mettrai mon bonheur dans son estime et son amour.

« Adieu, Gustave ; oubliez nos rêves d'autrefois, et, lorsque le temps aura séché vos pleurs, souvenez-vous que vous aurez toujours en moi une amie, une sœur.

« Clémence DE VERNEUIL. »

Victor, après avoir lu cette lettre, tomba assis devant son bureau ; ses yeux se voilèrent de larmes. Il porta une main sur son cœur comme pour en comprimer les battements ; le regard baissé long-temps en silence, il parut absorbé dans une méditation profonde.

Gustave, debout devant lui, le considérait ; son visage peignait sa vive compassion pour cette douleur muette qui contractait les traits de Victor. Lui aussi il avait souffert ; il aimait Clémence, et il comprenait combien était horrible la pensée de la perdre.

Tout-à-coup le substitut se leva, marcha d'abord d'un pas précipité, puis s'arrêtant devant Gustave :

« Monsieur, dit-il, j'ai réfléchi. Pour le bonheur de Mme de Verneuil, pour celui de Mlle Clémence, je persiste dans mes projets.

— Comment, monsieur, vous persistez...

— Oui, monsieur, cette lettre me décide. Si maintenant Mlle de Verneuil ne m'aime pas, elle m'aimera plus tard.

— Quoi ! vous voulez, n'écoutant qu'une passion égoïste, abuser de la détresse d'une pauvre fille. Ah ! monsieur, je vous croyais homme d'honneur.

— Monsieur Deslandes, je conçois votre douleur, et je tolère vos paroles. D'après ce que je viens de lire, je sais qu'il ne vous est pas possible de changer la situation fâcheuse de Mme de Verneuil et de sa fille. Moi, plus heureux que vous, je le puis ; et il n'est qu'un moyen de leur offrir un secours, qui autrement prendrait le nom d'aumône.

— Mais, moi aussi, monsieur, je suis certain d'arriver à la fortune, et avant qu'une année se soit écoulée, je me serai créé une position indépendante ; et, comme vous, je pourrai leur faire partager cette richesse dont vous êtes si fier.

— Ce ne sont que des espérances, monsieur, et le temps presse. Si vous aimiez Mlle de Verneuil pour elle-même et non pour vous, vous

approuveriez vous-même son mariage avec moi.

— Si je l'aime ! monsieur, si j'aime Clémence ! mais n'est-ce pas sa pensée qui m'apportait le courage pendant des années de travail et de misère ? n'est-ce pas son souvenir charmant qui me soutenait à chacune des pierres que je rencontrais sur mon chemin ? n'est-ce pas son amour qui, au milieu des désillusions qui m'attendaient dans le monde, me donnait une joie si vraie, si pure ? n'est-ce pas par elle que j'ai vaincu tous les obstacles, et que je suis arrivé où je suis aujourd'hui ? Et quand, après tant de travail, tant de fatigue, je n'ai plus qu'un pas à faire pour atteindre le but de mes efforts, on viendrait m'en enlever le prix ! oh ! non, cela ne sera pas. Qui le voudrait ! qui le pourrait ? »

Gustave parlait d'une voix brève et saccadée ; ses bras étaient croisés sur sa poitrine, son pied heurtait le parquet, sa tête s'était rejetée en arrière avec une expression de menace et de défi, ses yeux brillaient du feu de la colère et de l'indignation, et ses lèvres étaient contractées par un sourire amer.

Victor, qui marchait toujours dans l'appartement, s'était avancé peu à peu, et s'était posé en face de lui. Son regard rencontra celui de Deslandes. Un éclair jaillit des yeux des deux jeunes gens ; leur rivalité les avait rendus ennemis. Un mot seul pouvait devenir une provocation.

Victor se détourna, recommença sa marche errante, et, avec une voix recouverte d'un calme apparent, il reprit :

« Monsieur Deslandes, calmez-vous ; écoutez la voix de la raison, c'est elle-même qui trace ma conduite, et rien ne me fera dévier de la voie que je veux suivre.

— Ainsi, monsieur, interrompit Deslandes avec un éclat de voix concentré, vous voulez toujours épouser Mlle de Verneuil ?

— Oui, monsieur ; qui m'en empêcherait ?

— Moi, monsieur, moi qui vais voir Clémence, lui rappeler nos serments, lui peindre mon angoisse ; moi, qui vais me jeter à ses pieds pour la supplier de rompre cette union abhorrée, qui vais la supplier de m'accorder quelques mois encore avant de m'ordonner de l'oublier.

— Vous ne le ferez pas !

— Je le ferai, monsieur.

— Une action semblable serait plus que de la folie, ce serait de la cruauté.

— Et par quel mot désignerez-vous votre barbare indifférence, vous qui ne prenez en pitié ni sa douleur ni la mienne, vous qui immolez à une

passion farouche le bonheur d'une jeune fille ! Choisissez votre nom, monsieur ; vous nommerez-vous lâche ou infâme !

— Monsieur, s'écria Victor l'œil étincelant de colère, cet outrage veut du sang !

— A votre aise, monsieur ; je suis à vos ordres.

— Rétractez vos paroles, monsieur Deslandes.

— Non, monsieur ; j'ai dit ce que je pensais.

— Monsieur...

— Écoutez, interrompit Gustave, ne comprenez-vous donc pas qu'un de nous est de trop sur cette terre ; que moi vivant, jamais Clémence ne sera à vous, et qu'il vous faut passer sur mon cadavre pour arriver jusqu'à sa main !

— Soit, monsieur, j'y consens ; demain le sort décidera qui de vous ou de moi sera le mari de Mlle de Verneuil.

— Ce duel sera mortel pour l'un de nous ; vous ou moi, nous resterons couché sur la place.

— C'est ainsi que je l'entends.

— Où nous rencontrerons-nous.

— Demain matin, à six heures, aux Vaux-Bodens.

— A demain, monsieur, dit Gustave ouvrant la porte pour partir. Puisse Dieu protéger le bon droit.

— C'est aussi mon désir, dit Victor en prenant son chapeau. Il sortit peu de temps après Gustave, et rempli encore d'une colère indignée, il se rendit chez M. Laporte.

Auprès de la ville, à un kilomètre environ, existe une longue chaîne de rochers célèbres dans les traditions mystérieuses des habitants du pays. Jetés çà et là sur le sol avec une symétrie bizarre, ils forment deux lignes parallèles qui sont séparées par un vallon étroit traversé par un faible ruisseau. C'est dans ce lieu solitaire, éloigné de toute habitation, dérobé à la vue par les crêtes élevées des rochers qui le bordent et par les bois qui l'entourent, que le substitut et Deslandes s'étaient donné rendez-vous. — Six heures sonnaient aux horloges de la ville dont on entendait le bruit lointain, et déjà Victor et Laporte étaient assis sur une énorme pierre détachée sans doute des rochers voisins, et qui avait roulé jusque sur les bords du ruisseau ; entre eux était posée une boîte de pistolets. Ils attendaient en silence l'arrivée de Deslandes et de son témoin. Leurs visages étaient sombres ; ils comprenaient la suprême gravité du drame qui allait se jouer et dont ils étaient acteurs. Victor, les sourcils froncés, semblait agité encore par le courroux de l'offense qu'il avait reçue la veille. —

Long-temps M. Laporte s'était efforcé de vaincre le sentiment de haine et de vengeance qu'il portait en lui contre Gustave. Il l'avait trouvé inaccessible à toute pensée de conciliation. La jalousie s'était emparée de l'âme du substitut. Chaque instant qui s'écoulait rendait ses traits encore plus douloureux et plus acérés, et il avait hâte de se débarrasser de ce rival qui avait menacé de détruire toutes ses espérances de bonheur. — Aussi lorsqu'au détour du vallon, Deslandes parut accompagné de M. Demieux, un de ses amis, il se leva vivement et marcha à sa rencontre. M. Laporte le suivit, et bientôt les deux parties se trouvèrent en présence.

Toute tentative pour réconcilier les deux adversaires eût échoué ; il ne restait aux témoins que le triste devoir de régler les conditions du combat. Victor et Gustave furent placés à vingt pas l'un de l'autre, le pistolet à la main. Ils devaient s'avancer jusqu'à ce qu'une distance de dix pas seulement les séparât et tirer à volonté.

Dans cet instant où il allait jouer son existence, le substitut se tourna du côté de M. Laporte, et lui dit d'une voix solennelle en lui présentant un papier cacheté :

« Mon ami, voici mon testament. — Devant ces messieurs, je vous le remets — Si je meurs, je vous confie l'exécution de mes dernières volontés.

— Comptez sur moi, mon cher Victor, répondit M. Laporte d'une voix émue, et s'avançant vers lui pour prendre le papier, il saisit sa main et la serra vivement contre la sienne.

— Merci, reprit Victor ; je suis prêt, monsieur, ajouta-t-il, s'adressant au témoin de Deslandes. »

Celui-ci allait donner le fatal signal, lorsque Gustave s'écria d'une voix agitée :

« Arrêtez, un instant encore. »

Ses yeux étaient fixés sur Victor pendant que celui-ci parlait ; il avait aperçu le serrement de main de M. Laporte et le signe presque invisible qui l'accompagnait.

« Arrêtez, répéta-t-il ! »

Et, baissant son pistolet, il franchit l'espace qui le séparait de Victor, prit sa main et la serra. Lemaître répondit à cette pression par une pression semblable, et aussitôt les deux jeunes gens, oubliant leur animosité première, leur rivalité d'amour, tombèrent dans les bras l'un de l'autre, et s'embrassèrent cordialement.

« Nous étions frères, dit Gustave, jetant loin de lui son pistolet, tandis que Victor laissait

tomber le sien à terre ; nous étions frères , et nous allions nous tuer ! »

M. Laporte et l'ami de Deslandes, joyeux de la fin inattendue de cette scène, entouraient les deux jeunes gens.

« Heureusement, ajouta Gustave, que j'ai vu le signe de M. Laporte, et que j'ai pu reconnaître en vous des maçons.

— Voyez-vous, reprit M. Laporte, à quoi sont exposés les frères, lorsqu'ils n'ont pas de centre de ralliement ; c'est par hasard que moi-même, il y a quelques jours, j'ai trouvé dans M. Lemaître un frère.

— J'espère, messieurs, dit M. Demieux, jeune homme des mieux posés de la ville, que vous voudrez bien me faire recevoir dans le sein d'une famille où les liens qui unissent les membres sont assez sacrés pour les mettre au-dessus des passions de notre pauvre nature. »

A ce mot de passion, Victor et Gustave échangèrent un regard, de rivalité il est vrai, mais non plus de rivalité envieuse et haineuse ; chacun d'eux voulait lire la tristesse répandue sur le visage de l'autre, pour jouir complètement du bonheur que le sacrifice qui était dans sa pensée allait y faire naître.

« M. Lemaître, dit Deslandes le premier, oubliez ma visite d'hier ; vous aviez raison, vous seul pouvez assurer à Clémence un sort digne d'elle.

— Je ne consentirai jamais, monsieur, répondit Victor, à devoir mon bonheur au malheur d'un frère. — D'ailleurs, c'est vous qu'elle aime ; et, pour son bonheur, je dois renoncer à elle.

— Messieurs, interrompit M. Laporte, je vois commencer entre vous un combat de générosité dans lequel aucun de vous ne voudra être vaincu : monsieur et moi, vous nous aviez choisis pour être vos témoins dans une querelle beaucoup moins noble, permettez-nous d'être vos juges dans celle-ci.

— Volontiers, dirent Victor et Gustave ; nous accepterons votre décision.

— Et nous vous promettons, nous, reprit M. Laporte, de juger d'après notre conscience. — Si vous voulez parler, messieurs, nous vous écoutons. »

Tous s'assirent sur les bords du ruisseau, et Deslandes commença :

« Il était fils d'un vieux colonel qui, à sa mort, ne lui avait laissé pour fortune qu'un nom honorable et une croix gagnée au milieu des batailles de l'empire ; il devait son éducation à l'État, qui l'avait placé comme boursier dans un

collège. En sortant des classes, avant de choisir une carrière, il était revenu passer quelques mois auprès de son vieux père, qui vivait encore, et qui habitait une petite campagne voisine de celle de Mme de Verneuil. C'était alors qu'il avait vu Clémence, qu'il l'avait connue, et que leur amour était né. Son père mort, il était resté sans ressources, sans appui, sans protecteur ; seul dans le monde, il était parvenu, par son travail, à se créer une position, non brillante encore, mais qui chaque jour grandissait. — Maintenant il occupait, dans les finances, une place modeste, mais il avait la promesse d'obtenir prochainement une place plus importante dont les émoluments, assez considérables, pouvaient lui permettre d'avoir autour de lui une famille.

« Depuis le temps où son amour pour Mlle de Verneuil avait commencé, il l'avait revue différentes fois, et Mme de Verneuil paraissant approuver leurs sentiments. La jeune fille n'avait pas craint de lui avouer son affection pour lui. Il était heureux, espérant bientôt pouvoir réaliser le rêve de sa vie, lorsque la lettre de Clémence était venue le rendre fou de douleur et de désespoir. »

En entendant ce récit simple, fait par Gustave, de ses travaux, de son amour, de ses espérances, Victor était ému. A peine Deslandes eut-il cessé de parler, que, se tournant vers M. Laporte et M. Demieux, il dit :

« Messieurs, votre mission est terminée ; ravir à M. Deslandes un bonheur acheté par tant de travaux serait l'acte d'un malhonnête homme ; je lui abandonne la main de Mlle de Verneuil.

— Mais cependant, monsieur, reprit Deslandes, vous aussi, vous aimez Clémence, et...

— Ma résolution est irrévocable, interrompit Victor de cette voix ferme qui annonce une décision arrêtée.

— Réfléchissez, mon cher Victor, reprit M. Laporte ; la position de Mme de Verneuil est bien triste ; et si M. Deslandes n'obtenait pas la place qu'on lui promet, il ne pourrait la changer.

— Sans doute, monsieur, ajouta Gustave ; pour le bonheur même de Clémence, réfléchissez.

— Ayez foi dans l'avenir, mon ami, répondit le substitut avec un sourire plein de noblesse, vous aurez la place promise. »

Gustave était tremblant de joie.

« Merci, monsieur, dit-il, je n'oublierai jamais que c'est à vous que je devrai le bonheur. »

Tous s'étaient levés et se disposaient à s'éloigner de la vallée. M. Demieux avait ramassé d'un air confus les pistolets oubliés pendant cette

scène, et les jeunes gens allaient se séparer.

« Je pars, monsieur, dit Gustave, car je ne veux pas qu'on soupçonne ma présence ici ; mais, loin de vous, croyez que ma reconnaissance sera aussi longue que ma vie. »

Victor et Gustave se serrèrent la main, se quittèrent, et rentrèrent dans la ville par un chemin différent. Deux heures plus tard, Deslandes repartait pour Paris ; et, malgré les caquets de la ville, la curiosité de ses habitants, son voyage et les événements qui s'étaient accomplis dans le vallon des Vaux-Bodens avaient été ignorés. M. Laporte et M. Demieux avaient promis le plus profond silence sur ce qui venait de se passer, et, quand ils promettaient sérieusement, ils étaient hommes de parole. Victor ne comprenait pas le dévouement à demi. — Il aimait Clémence, il ressentait pour Gustave une vive amitié, il voulait les rendre heureux en les unissant, et pour cela il ne fallait pas que Mme et Mlle de Verneuil vinssent à savoir le rôle que Deslandes avait joué dans la retraite du substitut, car elles pourraient s'en offenser, et alors le sacrifice de Victor devenait inutile. D'ailleurs, avec cette délicatesse du cœur si noble et si généreuse, il voulut laisser à la jeune fille la satisfaction entière de son dévouement à sa mère, le bonheur que donne à l'âme l'accomplissement d'un devoir rigoureux et pénible ; il ne voulait altérer aucune de ses joies. Il résolut donc d'enfermer, sous le sceau du secret, tout ce qui s'était passé, et de faire peser sur lui seul la responsabilité de son refus. Il n'ignorait aucune des colères que sa conduite allait soulever ; il savait que dans cette ville médisante on saisisait le fait sans en rechercher les motifs, et que les cœurs déjà ulcérés des mères de famille s'en feraient une arme redoutable pour le calomnier ; mais, déterminé à souffrir, il attendait l'orage avec calme, et, dans le désespoir de son cœur brisé, il mettait une sombre volupté à augmenter le nombre de ses souffrances.

Il écrivit quelques lignes à Mme de Verneuil, dans lesquelles il se bornait simplement à lui déclarer qu'une circonstance imprévue et impérieuse le forçait de renoncer à l'honneur de devenir son gendre. Et il se rendit chez son ami M. Laporte.

Le notaire était dans son cabinet, Victor le pria de se charger de sa lettre, M. Laporte accepta, et les deux amis restèrent assis un instant en silence.

« Maintenant, parlons affaire, dit enfin Victor,

s'efforçant de chasser une dernière pensée de regret.

— Je vous écoute, mon cher Victor, répondit M. Laporte avec un sourire d'affection.

— On dit la propriété de Mme de Verneuil à vendre.

— C'est la vérité.

— Vous êtes sans doute chargé de la vente.

— Non, car je vous avouerai qu'ayant quelque bien dans l'environ, j'ai moi-même le désir de l'acheter.

— Vraiment, — alors tout est au mieux. — Quelle est sa valeur ?

— J'en donnerai volontiers quarante mille francs.

— A combien s'élève le chiffre des dettes de Mme de Verneuil.

— A trente-sept mille.

— De sorte qu'il lui restera pour toute fortune trois mille francs.

— Oui, et c'est bien triste.

— Mon ami, reprit Victor, donnant au notaire un portefeuille, offrez à Mme de Verneuil soixante-cinq mille francs de sa terre. — Voici vingt-cinq mille francs pour compléter la somme. — J'avais réalisé cet argent pour l'employer en dépenses de mariage et d'ameublement ; je reste garçon, je veux qu'il serve à tirer Mme de Verneuil de cette position. »

M. Laporte écoutait, les yeux fixés sur Victor ; il l'admirait.

« Mon ami, répondit-il, je croyais connaître votre cœur ; pardonnez-moi, c'est seulement dans ce moment que j'apprends tout ce que vous valez.

— Je vous prie de me garder le secret, car cette somme ne peut être offerte comme don ou prêt, mais seulement comme le prix d'une vente.

— Je comprends votre intention, et je l'exécuterai.

— Je vous quitte mon ami, dit Victor en se levant et en serrant la main du notaire.

— Adieu, mon cher Victor, vous méritez d'être heureux ; mais vous le serez : un cœur comme le vôtre ne peut pas toujours souffrir. »

Victor lui répondit par un regard triste et par un sourire plein d'amertume.

Et, rentré chez lui, il pleura.

S. LADIVÉ.

(La fin au prochain numéro).

L'ORIENT,

REVUE UNIVERSELLE

DE LA FRANC-MAÇONNERIE.

A NOS ABONNÉS.

AVIS IMPORTANT.

L'Orient accomplit aujourd'hui le douzième mois de son existence. En même temps expire l'engagement pris par les rédacteurs envers les propriétaires de coopérer à la publication.

A partir de ce moment, les rédacteurs se retirent. Ils ne reculent pas devant les obstacles de toute nature qu'on leur a suscités ; ils ne succombent pas sous l'effort des inimitiés violentes qu'ils ont soulevées contre eux ; ce ne sont ni la foi, ni le zèle, ni la persévérance qui leur ont fait défaut : ils ont résolu de laisser aux idées qu'ils ont répandues dans le monde maçonnique le soin d'accomplir elles-mêmes leur destinée ; ils ont voulu ôter tout prétexte de résistance aux améliorations que réclame l'état actuel de la maçonnerie à ceux qui se font une arme contre ces améliorations de l'appui que leur prêtent quelques-uns d'entre eux.

En abandonnant la tâche rude et difficile qu'ils avaient entreprise et dont ils ont considérablement avancé la réalisation, il ne leur a pas été donné de la remplir en entier ; les rédacteurs expriment ici à leurs frères toute la gratitude qu'ils éprouvent pour les témoignages de sympathie, pour les encouragements qu'ils ont reçus d'eux pendant le cours de l'année qui vient de s'écouler. Un de leurs plus vifs regrets serait de voir se rompre tout-à-coup et sans retour les relations si agréables et si utiles dont *l'Orient* était l'occasion et le moyen ; aussi seront-ils toujours prêts à entretenir une correspondance privée avec ceux de leurs frères pour qui ces communications intimes pourraient être de quelque prix.

Les lettres devraient être adressées, *franc de port*, au frère Clavel, cité du Vaux-Hall, 6, à Paris.

LES INSPECTIONS

ET LA CAMARILLA MAÇONNIQUE.

Une décision du 12 juillet 1844 portait qu'une

inspection générale des ateliers de France aurait lieu par des commissaires pris dans le sein du Grand-Orient ou délégués par lui. Cet arrêté avait été discuté et adopté suivant les formes prescrites par les règlements généraux.

Jusque-là, il n'y avait rien à dire. La mesure était bonne, et il appartenait au Grand-Orient de la prendre, du moment qu'il la jugeait telle.

Le principe voté, venaient les voies et moyens, qui n'étaient pas indifférents, il s'en faut. Les instructions à donner aux commissaires étaient surtout d'une haute importance, et le Grand-Orient seul avait le droit d'en déterminer la nature et l'étendue.

Cependant ces instructions ont été rédigées, délibérées, expédiées aux commissaires, et imprimées ensuite dans le *Bulletin trimestriel*, sans que le Grand-Orient en ait eu connaissance.

Quelle est donc cette puissance occulte qui se substitue ainsi à l'autorité légale, et dont l'action ténébreuse se fait remarquer dans les circonstances les plus délicates et qui doivent avoir le plus de portée ? La société maçonnique a-t-elle aussi sa camarilla, et les lois qu'elle s'est faites par l'organe de ses représentants peuvent-elles être ainsi violées selon les vues ou le caprice de quelques hommes sans mandat ?

Il est évident que si ces instructions avaient été soumises à l'examen du sénat maçonnique, il en eût fait disparaître une foule de dispositions qui présentent un caractère inquisitorial et vexatoire. En quoi, par exemple, les besoins de la discipline exigent-ils que le Grand-Orient sache ce qu'une loge paie pour le loyer de son temple ; si le député de la loge correspond souvent avec elle ; ce que la loge possède dans sa caisse ; quel est, en général, l'emploi de ses finances ; et dans quel esprit sont conçues les discussions littéraires ou philosophiques auxquelles elle pourrait se livrer ?

On ne doit point s'étonner que plusieurs ateliers aient vivement protesté contre de pareilles investigations. La puissance occulte dont nous parlons a créé au Grand-Orient des embarras et des résistances qu'assurément il eût lui-même évités ; et, disons-le, sa considération a reçu une nouvelle atteinte de l'envoi d'un document qui lui est étranger, mais que l'on devait croire son œuvre personnelle. Qu'il y réfléchisse ; son intérêt exige qu'il arrête le cours de semblables illégalités, dont il peut reconnaître aujourd'hui surtout les fâcheux résultats. L'autorité qu'il exerce est toute morale, la soumission qu'on lui prête est toute volontaire ; il n'est donc pas prudent à lui de laisser raccourcir si fort le lien déjà bien fragile qui lui rattache les ateliers.

ECHEC

DE LA COMMISSION PERMANENTE.

On nous accuse (de quoi ne nous accuse-t-on pas ?) de n'être inspirés, dans l'opposition que nous faisons au Grand-Orient, que par le ressentiment de nos injures personnelles. Les lecteurs de *l'Orient* sont à même de juger si une pareille imputation a le moindre fondement ; et, s'il pouvait nous convenir un seul instant de nous en défendre, il nous suffirait, pour la réduire à néant, de faire remarquer l'impartialité dont nous avons toujours usé envers le frère Guilhery, qui a pris l'initiative des poursuites dirigées contre nous, et envers le frère Desanlis, qui, pour nous attaquer avec plus de réserve apparente, n'en doit pas moins être compté au nombre de nos adversaires les plus prononcés et les plus persévérants.

C'est qu'effectivement nous ne sommes mus dans nos critiques que par notre zèle pour le bien de la maçonnerie, et que nous n'avons de parti pris ni contre le Grand-Orient en masse, ni contre aucun de ses comités, ni contre un seul de ses membres.

Si, par exemple, nous avons censuré la plupart des actes de la commission permanente, c'est parce que ces actes nous ont paru ou illégaux, ou dangereux, ou dictés par de mauvais sentiments ; mais nous nous sommes constamment fait un devoir de donner nos éloges à tout ce qui, dans les procédés de la commission, nous semblait bon, utile, ou seulement convenable.

Ce qui s'est passé dans le Grand-Orient extraordinaire du 17 octobre prouverait, s'il en

était besoin, que nos jugements sont partagés, même par une notable portion des frères de l'opinion dite conservatrice.

Ce jour-là, l'opposition était en minorité évidente dans l'assemblée. L'ordre du jour amenait la réélection de quelques-uns des membres de la commission permanente, et tout portait à croire que les progressistes ne pourraient faire passer un seul de leurs candidats. Qu'est-il arrivé cependant ? Le premier scrutin a substitué le frère Godquin au frère Morand, et les scrutins suivants ont donné la majorité aux frères Raffaneau de la Blotterie, Maggiolo et Bugnot, appartenant aussi tous les trois à la fraction réformiste. Le frère Bernaux est le seul des anciens membres qui ait été réélu, et encore est-ce à raison de son esprit éclairé. La nomination du frère Cauchois a complété les choix faits dans cette séance ; quoiqu'à proprement parler, ce frère ne professe pas des opinions bien avancées, néanmoins il ne repousse pas systématiquement le progrès, et, sous beaucoup de rapports, l'opposition peut considérer son élection comme une victoire.

Ainsi donc, dans cette circonstance, le Grand-Orient nous a donné gain de cause. Nous nous en félicitons, non pour nous-mêmes, mais pour la maçonnerie, qui ne peut que profiter d'une direction plus intelligente.

On sait, en effet, que le pouvoir moral du Grand-Orient est remis tout entier aux mains de la commission permanente. Les modifications qu'elle a subies dans sa composition devront certainement exercer une influence heureuse sur ses tendances et sur ses actes.

Il reste encore plusieurs nominations à opérer. Espérons que celles-ci auront lieu dans un esprit tout aussi libéral.

NOUVEAU REJET DE DÉPUTÉ.

Le Grand-Orient a tenu un comité central le 27 septembre. L'ordre du jour amenait, en premier lieu, l'appel formé par deux ateliers de décisions des chambres administratives qui avaient refusé le visa des pouvoirs par eux conférés à leurs députés, les frères Dalleret et Lefrançois.

Après une courte discussion, le vote des chambres, qui repoussait le frère Dalleret, a été annulé à une assez forte majorité. Le comité s'est ensuite occupé de l'affaire du frère Lefrançois. Les amis de celui-ci doutaient si peu que la décision qui l'excluait

fût rapportée, qu'aucun d'eux n'a jugé nécessaire de présenter des observations en sa faveur. On a donc passé immédiatement au scrutin, qui, à la grande surprise de cette partie de l'assemblée, a donné pour résultat 13 boules noires contre un nombre égal de boules blanches. La capse a circulé de nouveau, et, cette fois, les boules noires se sont élevées à 15 et les blanches n'ont plus été que de 11. En conséquence, l'appel n'a pas été admis.

Ainsi, un des maçons les plus distingués et les plus honorables de la capitale, un frère qui se recommande par son zèle autant que par son instruction, un de nos avocats le plus estimé pour son talent et entouré de plus de considération pour son caractère personnel, n'a pas été jugé digne de faire partie de la représentation maçonnique ! Cela n'est pas croyable, et pourtant cela est vrai. Qu'on ne s'en étonne pas, cependant ; un membre de la minorité directrice, et le plus sincère organe de cette minorité, n'a-t-il pas déclaré naguère qu'il n'y a pas moyen de gouverner avec des capacités ! Voilà pourquoi le frère Lefrançois a été écarté de la députation.

On nous assure que la loge *l'Amitié*, dont ce frère fait partie, se propose de rédiger une protestation des plus vives contre l'affront fait, dans cette circonstance, à son ex-vénérable, et d'appeler de l'arrêt du Grand-Orient à toute la maçonnerie française.

DÉNIS DE JUSTICE.

Le déni de justice dont la loge de Moissac, *la parfaite union*, était l'objet de la part du Grand-Orient, et que nous avons signalé dans plusieurs de nos numéros, vient enfin d'être réparé, après un délai de plus de trois ans. La suspension qui frappait cet atelier sans aucun motif plausible est maintenant levée, et *les Arts-Réunis*, de Montauban, ont été chargés de présider à la reprise de ses travaux.

Nous félicitons le Grand-Orient de ce louable retour sur lui-même, quelque tardif qu'il ait été, et nous l'engageons à persévérer dans cette voie.

L'affaire du frère Dejean, de Marseille, appelle aussi toute sa sollicitude. Bien que deux juridictions aient successivement prononcé dans cette affaire, l'arrêt qui a été rendu ne saurait avoir acquis force de chose jugée, s'il est vrai,

comme le prétend le frère Dejean, que sa condamnation ait eu lieu sur le vu de pièces entachées de faux matériels. C'est là une allégation qui mérite d'être vérifiée, et l'autorité maçonnique ne pourrait se refuser à le faire sans manquer à tous ses devoirs.

Nous avons entretenu nos lecteurs de la protestation adressée au Grand-Orient par plusieurs membres de la loge rouennaise *la Constance éprouvée*, à l'occasion de l'élection du frère Voisin en qualité de vénérable, bien que, contrairement au paragraphe 3 de l'article 135 des Statuts-généraux, ce frère n'ait pas son domicile réel à Rouen. D'après nos dernières informations, la chambre de correspondance, revenant sur une décision antérieure, avait validé l'élection attaquée, et les frères réclamants avaient formé appel, offrant de démontrer l'insuffisance des certificats produits par le frère Voisin, par lesquels ce frère prétendait établir qu'il avait dans la ville le domicile réel qui lui était dénié. Depuis, la chambre de conseil et d'appel s'est réunie pour s'occuper de cette affaire. Voici la décision qu'elle a rendue le 10 septembre : « Attendu que l'appel des frères Lesèvre et autres membres de la loge *la Constance éprouvée*, orient de Rouen, est formé *sans droit*, puisqu'aucun des appelants n'est personnellement intéressé dans la décision de la chambre de correspondance et des finances du 7 avril dernier ; que si le droit de protestation appartient individuellement à tout maçon régulier, il n'en est pas de même du droit d'appel contre les décisions des chambres du Grand-Orient, ce droit ne pouvant être exercé que par les ateliers eux-mêmes et dans les formes prescrites par les Statuts ; par ces motifs, la chambre de conseil et d'appel déclare nul et sans effet l'appel interjeté par les frères Lesèvre et autres, contre la décision de la chambre de correspondance du dit jour 7 avril dernier. »

N'est-ce pas là, nous le demandons, un véritable déni de justice ! Quoi ! des frères dont la chambre de correspondance avait admis la protestation seraient sans intérêt et sans droit pour appeler d'une décision par laquelle leur protestation a été repoussée ! On admet que le droit de protestation appartient individuellement à tout maçon régulier, et l'on conteste qu'il puisse être exercé par des frères collectivement ! Pourquoi donc la chambre de correspondance n'a-t-elle pas, elle aussi, opposé cette fin de non-recevoir ! Avancer que le droit d'appel contre les décisions des chambres du Grand-Orient ne peut être exercé que par les ateliers eux-mêmes, c'est tout simplement

consacrer le droit d'oppression de la minorité par la majorité ; en d'autres termes, c'est sanctifier, au mépris de toute morale, le prétendu droit du plus fort.

AFFAIRE

DU LOCAL DU GRAND-ORIENT.

Après bien des hésitations, le Grand-Orient a décidé qu'il se rendrait acquéreur du local qu'il occupe, moyennant la somme de 130,000 francs ; qu'un premier à-compte de 30,000 francs serait versé immédiatement, et que, pour le surplus, il serait avisé. En attendant la discussion des voies et moyens, trois gérants ont été nommés dans la séance du 10 octobre : ce sont les frères Brindossière, Daoust, et Godquin. Les deux derniers étaient absents, mais on paraissait compter sur leur acceptation.

Nous n'avons pas à critiquer, au fond, la résolution prise dans cette occasion, puisqu'elle est conforme à l'opinion que nous avons toujours soutenue ; toutefois nous ne pouvons nous dispenser d'en blâmer sévèrement la forme. En effet, dans plusieurs assemblées successives, les conclusions de la commission du local, adoptées cette fois, avaient été constamment rejetées. Il y avait conséquemment chose jugée. Comment se fait-il qu'au mépris de tous les usages et de toutes les lois maçonniques, la commission ait reproduit des propositions que des votes qu'on devait croire définitifs avaient déjà repoussées ? Laissant de côté la résolution dont il s'agit et que nous approuvons sans réserve, nous voyons un grave danger dans la voie qui a été suivie. Ce qu'on a fait pour une mesure utile, on le fera pour une mesure nuisible. Le Grand-Orient aura vainement et en connaissance de cause écarté une proposition ; il suffira pour la faire triompher que quelques-uns des membres qui la soutiennent choisissent pour la représenter un moment où ils se trouveront en nombre.

Et qu'on ne dise pas que nous nous créons des chimères pour nous donner le plaisir de les combattre : les précédents de ce genre sont malheureusement assez nombreux pour justifier pleinement nos craintes.

IMPORTANTE DÉLIBÉRATION

DE LA LOGE LA FIDÉLITÉ A LILLE.

La loge *la Fidélité*, orient de Lille, dans le but de donner à ses séances un attrait toujours nouveau, a décidé depuis long-temps qu'une partie des tenues ordinaires serait consacrée à étudier en commun certaines questions de morale préalablement mises à l'ordre du jour. Nous avons eu déjà l'occasion d'exprimer aux membres de cet atelier toute notre satisfaction et toutes nos sympathies pour cette heureuse innovation, que nous voudrions voir adoptée par toutes les loges de France, et qui est si propre à vivifier le zèle maçonnique. Aujourd'hui, que de nouveaux renseignements nous sont parvenus sur les études morales auxquelles les membres de *la Fidélité* de Lille se livrent avec une ardeur infatigable, nous devons itérativement féliciter ces frères et les engager à persister dans cette voie.

Si, comme il ne nous est point permis d'en douter, nos informations sont exactes, plusieurs tenues viennent d'être consacrées à l'étude d'une question pleine d'intérêt et d'actualité : nous voulons parler de *la liberté d'enseignement*. Cette question en effet occupe aujourd'hui trop vivement le monde profane, pour laisser les maçons indifférents aux instructifs développements dont elle est susceptible. Aussi, tous les frères de cet atelier et un grand nombre de frères visiteurs qui se trouvaient momentanément à Lille, se sont-ils empressés d'assister à ces intéressantes tenues. Nous ne pouvons ici que résumer l'exposé de la question et les débats auxquels elle a donné lieu ; nous allons essayer de le faire le plus succinctement possible.

Après avoir établi que la liberté d'enseignement, comme toute autre liberté, n'a rien d'absolu et doit être subordonnée à l'intérêt général, le frère chargé de traiter cette question prouva, par des développements raisonnés, qu'elle touchait tout à la fois à la morale par les principes qui la dominent, et à la politique par leur application. Cette dernière partie nous étant rigoureusement interdite par nos Statuts, ce frère annonça qu'il n'aborderait son sujet que du côté moral et maçonnique. Ces préliminaires posés, il examina et apprécia ensuite ces quatre sortes de droits également sacrés, qui se trouvent, suivant lui, en présence dans ce débat : le droit du père de famille, celui de l'enfant, celui de l'instituteur

et enfin celui de la société. C'est à ce dernier qu'il subordonna tous les autres, en insistant longuement sur la nécessité où la société se trouve de maintenir le principe d'unité dans l'éducation et dans les doctrines, si elle veut le conserver dans les institutions et dans les mœurs. Ce frère termina enfin son exposé en présentant les conclusions suivantes : 1^o *chaque individu a droit à une éducation gratuite qui lui donne le plein usage de ses facultés intellectuelles* ; 2^o *la société, dont l'intérêt ne saurait être méconnu dans cette circonstance, a le droit non moins absolu de réglementer cette question.*

Ces conclusions posées, un frère visiteur, membre d'une loge de Paris, sans contester le droit qu'a chaque individu au développement de ses facultés, hasarda quelques observations sur les dangers que pouvait présenter un système d'éducation trop largement appliqué : l'ambition, l'envie de sortir de sa sphère, les besoins en désaccord avec la position, telles étaient, suivant lui, les conséquences naturelles des principes précédemment émis. Tout en faisant remarquer à ce frère que ses observations étaient en dehors de la discussion ouverte, plusieurs membres de *la Fidélité* ne purent s'empêcher de protester avec force contre une opinion aussi erronée, qu'ils qualifièrent même d'hérésie maçonnique ; car, entre autres missions de la maçonnerie, celle d'élever l'homme par son éducation et de donner à son intelligence toute la culture dont elle est susceptible, est sans contredit une des plus nobles et des plus importantes. N'y aurait-il point d'ailleurs inconséquence entre cette opinion et les efforts incessants de la maçonnerie contemporaine pour arriver à l'abolition de l'esclavage ? Peut-on vouloir tout à la fois restreindre l'exercice de l'intelligence et étendre la liberté physique de l'homme ? Non. L'ennemi des lumières est nécessairement partisan de l'esclavage. Après l'asservissement de l'esprit, l'asservissement de la matière ; ces deux questions se confondent. Cette petite digression n'eut point d'autre suite, et l'auteur de ces observations se rangea de l'opinion commune.

Mais la deuxième partie des conclusions proposées fut l'objet de plus rudes attaques. Un membre de *la Fidélité*, dont les opinions anti-jésuitiques sont du reste bien connues, attaqua le système suivi depuis un demi-siècle par l'Université, et prouva, par des faits puisés dans l'histoire, l'influence fâcheuse exercée sur l'éducation de la jeunesse par les divers pouvoirs qui

se sont succédé. Une assez longue discussion sur les avantages et les inconvénients du système universitaire s'établit entre plusieurs membres ; mais on y mit fin en ramenant la question à son véritable principe et en posant le dilemme suivant : Vaut-il mieux, en éducation, relever d'un système bâtard et imparfait, si l'on considère ainsi celui de l'Université, que d'une secte corruptrice et redoutable, qui sait mettre en œuvre tous les moyens pour étouffer dans la jeunesse tout sentiment d'indépendance, de liberté et de dignité humaine ?... Entre ces deux moyens, de l'aveu même des frères dissidents, les maçons ne sauraient hésiter ; car, si d'un côté l'on a à redouter l'influence du pouvoir social, ce pouvoir au moins, quel qu'il soit, relève à un degré ou à un autre du principe de la souveraineté nationale ; tandis que du côté opposé, du côté des jésuites, il y a antipathie complète entre leurs doctrines et les principes d'union et de fraternité qui doivent prédominer dans l'éducation, et que nous n'avons à attendre d'eux que des idées de despotisme en politique, de destruction du libre-arbitre et de dignité humaine en philosophie. Le moment d'ailleurs de toucher à cette organisation centrale paraît fort mal choisi à beaucoup de frères, aujourd'hui que l'égoïsme se partage le monde profane, et finirait peut-être par détruire cet esprit de nationalité qui distingue notre pays de tous les autres, si l'on n'y mettait obstacle.

La question paraissant suffisamment débattue, le vénérable ferma la discussion et la résuma de la manière suivante, du consentement de l'atelier :

« Considérant que la liberté d'enseignement n'est pas le droit de tout enseigner sans contrôle et sans réserve, mais que cette liberté demande à être régularisée par la société ;

« Considérant que l'unité nationale implique l'unité d'enseignement ; que des deux systèmes qui se disputent aujourd'hui l'éducation, le système universitaire est seul capable de maintenir les principes d'unité et de dévouement qui font la force des peuples ;

« Considérant au contraire que le système opposé, dit jésuitique, en se fondant sur une foi aveugle, nie les découvertes modernes et mène droit au despotisme dont il est le plus ferme soutien ;

« La loge *la Fidélité* de Lille, appelée à se prononcer sur cette question, n'hésite point à accorder toutes ses sympathies à l'Université, comme seule capable de réglementer la question,

et à défendre, dans sa sphère d'action, ce corps enseignant contre toute espèce d'envahissement. Elle émet seulement le vœu de voir les nombreuses imperfections que renferme l'Université faire place à de sages modifications, et l'autorité user envers elle plutôt d'un droit protecteur que d'un droit absolu. »

LES LOGES ALLEMANDES

ET LES MAÇONS ISRAËLITES.

Nous continuons d'enregistrer les diverses protestations délibérées par les loges contre les tendances intolérantes de la maçonnerie prussienne.

Voici la circulaire adressée par la loge *le Parfait-Silence*, de Lyon, « au Grand-Orient et à toutes les loges de France, à la Grande-Loge *Royal-York à l'Amitié*, de Berlin, et à tous les maçons libres répandus sur les deux hémisphères : »

« Un acte d'intolérance inouï vient d'être commis, par la loge à la *Vérité victorieuse*, à l'orient de Berlin, de l'obédience de la Grande-Loge *Royal-York à l'Amitié*, siégeant au même orient, au préjudice de plusieurs maçons honorables et réguliers, dont l'un est membre affilié libre du *Parfait-Silence*, par le seul motif qu'ils professent la religion juive. La loge *le Parfait-Silence*, aussi vivement émue que profondément affligée de cet acte, ne peut taire la douleur qu'elle éprouve de voir des hommes libres et éclairés, comme doivent l'être tous les membres qui composent la grande famille maçonnique, sacrifier un des principes fondamentaux de l'Ordre au préjugé d'un autre âge, inspiré par le fanatisme religieux. La loge *le Parfait-Silence*, guidée par les autorités respectables de l'Ordre, est profondément convaincue que la maçonnerie n'est ni ne peut être une religion dans le sens restreint de ce mot, pas plus qu'elle n'est ni ne peut être un parti. Elle est une association vaste et sublime, qui réunit dans un commun sentiment de tolérance et de fraternité tous les hommes libres, éclairés et vertueux, adorant un dieu unique sous le nom de Grand-Architecte de l'univers, et professant le principe tutélaire de la liberté des cultes. Aux yeux de la maçonnerie, les actes de vertu et de charité sont au-dessus de toutes les cérémonies du temple et des parfums qui brûlent sur les autels. La maçonnerie repousse l'intolérance qui tend à isoler les hommes, son but étant de les unir, de les rallier en les éclairant, pour en faire un peuple de frères. Les croisades, la Saint-Barthélemy et tant d'autres guerres religieuses qui ont rougi la terre de sang humain, sont des faits qui attestent que la maçonnerie est dans la véritable voie. La religion du franc-maçon doit être l'essence ou la philosophie de toutes les religions, comme sa politique doit être l'exercice de tous les principes qui portent les hommes à s'aimer, à s'entraider et à travailler ensemble à l'amélioration morale

et physique du genre humain. Si ces principes ou ces doctrines sont les vôtres, vous vous joindrez à nous, très-chers et très-illustres frères, pour déplorer l'acte anti-maçonnique que nous venons vous signaler ; pour inviter tous les rites, toutes les loges et tous les initiés à protester énergiquement contre une aussi grave atteinte portée à la constitution de notre Ordre, et pour obtenir que les adeptes prussiens répudient cette doctrine d'intolérance qui leur fait jeter l'anathème sur des hommes dont le seul crime est de pratiquer la religion de leurs pères. Puisse le Grand-Architecte de l'univers inspirer à nos frères des loges prussiennes l'amour, la tolérance, ces plus douces vertus de l'humanité ! »

La loge *la Fidélité*, à Lille, a adressé, sur le même sujet, au Grand-Orient de France, une supplique où nous trouvons les passages suivants :

« Sollicitée par ses frères israélites, la loge *la Fidélité*, orient de Lille, vient de nouveau faire retentir à vos oreilles ses vives réclamations au sujet de l'exclusion dont ses frères sont l'objet dans le royaume de Prusse. Elle est certaine d'avance que le Grand-Orient de France s'empressera d'adresser aux autorités maçonniques de Berlin l'expression de son étonnement et de sa stupéfaction à l'aspect de cette monstrueuse anomalie que condamnent les progrès de la raison et qui détruit de fond en comble les principes fondamentaux de notre institution, c'est-à-dire les principes de la fraternité universelle, de l'égalité devant Dieu et de la liberté de conscience. Mais il ne suffit pas de protester ; il faut menacer d'une rupture entre eux et nous les frères assez oublieux de leurs devoirs envers l'humanité, pour faire revivre systématiquement les préjugés du moyen-âge. Il est des cas où les fleurs du langage ne sont plus de mise, où le miel des paroles devient de l'hypocrisie, quand l'âme est blessée et le sentiment du droit perverti jusque dans sa source. Nous vous supplions donc, très-chers frères, de parler juste et fort et de plaider avec énergie la cause de l'opprimé. Que si, par impossible, la maçonnerie prussienne avait des griefs à articuler contre certains israélites, qu'elle les articule, mais qu'elle ne rende pas responsables de quelques méfaits des hommes qu'une conduite incessamment honorable a signalés à l'estime publique. Nous liaisons, il y a peu de temps encore, dans les publications prussiennes, qu'un très-riche israélite, seul artisan de son aisance, vient de laisser en mourant des sommes considérables aux pauvres de la ville qu'il habitait, après avoir donné, pendant tout le cours de sa vie, les exemples les plus beaux et les plus éclatants de dévouement à ses semblables et d'affection pour ceux que la douleur et la misère avaient atteints. C'est précisément en Allemagne que cet homme vertueux a vécu, et l'Allemagne a paru peu s'émouvoir de ce spectacle consolant, puisqu'elle persiste, dans l'Ordre maçonnique comme dans l'ordre social, à refuser les bénéfices de la communauté à des enfants du même Dieu et de la même patrie, à ceux surtout chez qui on n'a jamais eu à déplorer cette insatiable cupidité, ni l'oubli volontaire des impérissables préceptes de la charité prêchés par la philosophie de tous les temps et de tous les lieux. Nous n'en doutons pas, très-chers frères,

ous accomplirez la noble tâche d'avocats des Israélites auprès de leurs proscriptionnaires avec votre talent habituel. »

Malgré toutes ces protestations et tant d'autres encore qui leur ont été adressées des divers points du globe, les grandes-loges de Berlin persévèrent dans la voie intolérante où elles se sont engagées. Les nouveaux règlements généraux, mis en vigueur depuis le 24 juin dernier, contiennent en effet la disposition suivante que nous reproduisons textuellement :

« Article 287. Seront admis comme visiteurs à tous les travaux, excepté à ceux des loges d'administration, les frères chrétiens pouvant prouver, par un diplôme en bonne forme, qu'ils appartiennent à une loge régulière »

Ces nouveaux règlements auront force de loi pendant neuf ans encore.

Lorsqu'elle eut connaissance de ce fait, la loge de Metz, les *Amis de la Vérité*, se réunit extraordinairement et donna la parole à un de ses membres, le frère Landau, qui lui proposa de rédiger une protestation des plus vives contre l'intolérance des loges prussiennes. A l'appui de sa proposition, le frère Landau retraça l'histoire de la question, fit valoir tous les arguments qui militent en faveur de l'admission des juifs, et ne laissa pas ignorer que le principal obstacle qui s'était opposé à ce que justice leur fût rendue, émanait du prince protecteur lui-même. Il conclut en conséquence à ce que la loge suppliât le Grand-Orient « de se mettre en rapport immédiat avec les grands-orient de tous les pays qui admettent dans leurs loges les frères régulièrement reçus, sans distinctions ni de culte ni d'opinion politique, pour s'entendre avec eux, et aviser s'il n'y a pas lieu d'interdire l'entrée de nos temples à tous les francs-maçons qui s'y présenteraient avec un diplôme émanant d'une loge quelconque de Prusse, dans le cas où les trois grands-orient de ce royaume ne feraient pas droit enfin à nos justes et dernières réclamations. »

La loge prit en considération la proposition du frère Landau, et en renvoya l'examen à une commission sur le rapport de laquelle elle décida qu'il serait définitivement statué.

Dans une séance postérieure, tenue le 7 juillet 1845, la Commission a fait son rapport par l'organe du frère Guillaume, son président. Avant de conclure, le rapporteur a donné connaissance d'une lettre que lui avait adressée, de Sarrebruck, le frère Karcher, sous la date du 1^{er} juillet. On y lit notamment ce qui suit :

« En Prusse, il y a trois grandes-loges reconnues par les lois de l'état : 1^o La Grande-Loge *Aux-Trois-Globes*, fondée par Frédéric II, qui compte 105 loges affiliées ; 2^o La Grande-Loge d'Allemagne, comptant 60 loges affiliées ; 3^o la Grande-Loge *Royal-York à l'Amitié*, à laquelle nous appartenons et qui compte 31 loges affiliées. Chacune de ces trois grandes-loges travaille d'après un système différent ; chacune a d'autres formes, et, pour certains points, d'autres principes. Pour la régularisation des affaires générales de l'Ordre, et pour le bon accord, il existe un conseil suprême, la réunion des grands-maîtres, dont fait partie aussi le prince de Prusse en sa qualité de protecteur de toutes les loges de Prusse. Notre système (*Royal-York*), qui est fondé sur le rite anglais ancien et accepté (*Old charges*), est reconnu pour le plus libéral. Notre Grande-Loge aussi, depuis 1838, avait décidé l'admission des frères juifs comme visiteurs ; l'exécution de cette décision a été ajournée alors jusqu'à l'expiration du terme des anciens Statuts, le 24 juin dernier. Les deux autres grandes-loges, et principalement celle d'Allemagne, qui travaille d'après le rite suédois, sont plus sévères. Dans la conférence des grands-maîtres assemblée le 6 décembre 1844, sous la présidence du prince protecteur des loges de Prusse, le grand-maître de *Royal-York* a soulevé la question des juifs : le résultat de sa démarche est que, s'il avait persisté, les deux autres grandes-loges se seraient séparées de nous ; le prince royal nous aurait retiré sa protection, car son opinion sur les maçons israélites est connue par sa lettre au docteur Behrend, et non-seulement nous serions demeurés isolés, mais il était encore à craindre que la Grande-Loge *Royal-York* fût dissoute. Par ces considérations on ne peut pas en vouloir à notre grand-maître d'avoir abandonné pour le moment sa proposition.

« Voici ce que notre Grande-Loge écrit à ce sujet à ses ateliers : « La Grande-Loge espère que ses sœurs affiliées ne méconnaîtront pas la décision qui lui fut dictée par la nécessité. Il ne s'agit pas ici d'abandonner le principe de notre système, car la décision provisoire a été amenée par des circonstances auxquelles il a fallu se soumettre, comme à toutes les lois. La Grande-Loge s'efforcera sans cesse de suivre les idées que notre Ordre a reconnues en principe ; elle travaillera pour qu'on les reconnaisse de plus en plus. Peut-être qu'à la prochaine révision de nos Statuts, nous rencontrerons des frères et des profanes plus favorables à nos principes, et qui nous permettront alors d'écarter l'inconséquence que nous ne pouvions éviter cette fois. »

« Dans ce qui précède, mon cher frère, je crois vous avoir présenté l'état des choses assez clairement, pour que vous puissiez donner à la Commission les explications nécessaires, et j'espère que votre commission se trouvera disposée à suspendre des démarches qui nous seraient désagréables, et d'autant plus sensibles, que nous ne les aurions pas méritées. Ce qui a été fait n'est qu'une condescendance pour maintenir la paix intérieure. Entre deux maux, on choisit le moindre. »

Le rapporteur a ajouté quelques observations tendant à user de ménagement envers les loges de Prusse, à raison des circonstances impérieuses

dans lesquelles elles se trouvent placées et qui atténuent, dans une certaine mesure, ce qu'il y a de condamnable dans leur conduite. En conséquence, il a demandé que la proposition du frère Landau fût repoussée, et que cependant l'atelier renouvelât, près du Grand-Orient de France, sa protestation contre une mesure qui frappe d'exclusion en Prusse tous les frères non chrétiens ; le suppliât de mettre à profit toutes les occasions favorables pour obtenir du suprême protecteur des grandes-loges de Prusse l'abolition d'un article réglementaire qui n'est pas en rapport avec les progrès de la philosophie moderne ; et insistât surtout pour que tous les frères des loges du Grand-Orient de France fussent admis sans distinction comme visiteurs dans les loges de la Prusse.

Ces conclusions, mises aux voix, ont été adoptées à l'unanimité.

HISTOIRE DE L'ORDRE.

LES SCHISMES D'ANGLETERRE.

(Suite et fin).

Le 12 avril 1809, la Grande-Loge déclara qu'il n'était pas nécessaire d'exclure plus longtemps de la participation aux dons du comité de charité, comme cela avait lieu depuis 1739, les frères appartenant aux loges dites des *Anciens maçons*. Ce fut le premier pas fait vers l'union des maçons des deux autorités.

Le duc de Sussex fut nommé par son frère, le prince de Galles, député-grand-maître le 21 décembre 1811. Le duc de Sussex exerçait à cette époque les fonctions de vénérable de la loge *l'Antiquité*. Un an après, le comte de Moira, marquis d'Hastings, ayant été nommé gouverneur-général de l'Inde, prit congé de la Grande-Loge. Un banquet lui fut donné le 27 janvier 1813, auquel assistaient, parmi plus de cinq cents frères, les ducs de Sussex, d'York, de Clarence, de Kent, de Cumberland et de Gloucester, tous six princes du sang. Le prince de Galles venait d'être nommé régent ; il ne put assister à cette fête, et il fit annoncer par son frère, le duc de Sussex, que l'importance de ses nouvelles occupations l'obligeait à se démettre de ses fonctions de grand-maître.

Plus tard, le duc de Sussex fut élu en sa place, et le prince régent accepta le titre de grand patron de l'Ordre, qui lui fut offert.

Le premier acte de la grande-maîtrise du duc

de Sussex fut de réaliser l'union si long-temps désirée et si impatiemment attendue des deux *Grandes-Loges des anciens et des modernes maçons*.

Il a déjà été dit que le duc d'Athol était à la tête des *Anciens maçons*. Ces frères, après leur scission, avaient continué de tenir leurs assemblées sans chef supérieur connu, jusqu'en 1772. A cette époque, ils choisirent pour grand-maître le duc d'Athol, qui était alors grand-maître d'Ecosse.

Le duc fut probablement convaincu par les arguments du prince, fortifiés par son propre bon sens et son esprit conciliant, car il se démit de ses fonctions de grand-maître en faveur du duc de Kent, qui avait été initié par les dissidents. Ce choix fut ratifié par la Grande-Loge des *anciens maçons*, et le duc de Kent fut installé à Willis's-Rooms, Saint-James-square, le 1^{er} décembre 1813. Dans cette séance, le nouveau grand-maître déclara qu'il n'avait accepté sa dignité que dans la seule vue de coopérer, plus efficacement sans doute, avec son illustre frère, le duc de Sussex, à un rapprochement considéré depuis long-temps comme indispensable.

En effet, grâce aux efforts réunis des deux princes, des commissaires furent nommés, de part et d'autre, qui tombèrent d'accord sur les bases d'un traité d'union des deux sociétés.

Nous allons rapporter le texte de ce traité qui n'est pas connu en France. Thory, si soigneux de reproduire tous les documents qui se rattachent à l'histoire de la maçonnerie, a exprimé le regret de n'avoir pu se procurer celui-ci.

TRAITÉ D'UNION ENTRE LES DEUX GRANDES-LOGES D'ANGLETERRE.

AU NOM DE DIEU, AMEN !

S. A. R. le très-vénérable prince ÉDOUARD, duc de Kent et de Strathearn, comte de Dublin, chevalier compagnon du très-noble ordre de la Jarretière et du très-illustre ordre de Saint-Patrice, feld-maréchal des forces de sa majesté, gouverneur de Gibraltar, colonel du 1^{er} régiment d'infanterie royal écossais, et le très-vénérable JAMES AGAN, ex-député-grand-maître, stipulant pour eux et au nom de la Grande-Loge des francs-maçons d'Angleterre, selon les anciennes constitutions ; dument constitués et fondés de pouvoirs à l'effet des présentes ; — D'une part ;

S. A. R. le très-vénérable prince AUGUSTE FRIDÉRIC, duc de Sussex, comte d'Inverness, baron d'Arklow, chevalier compagnon du très-noble ordre

de la Jarretière, et grand-maitre de la Société des maçons libres et acceptés sous la *constitution d'Angleterre*; le très-vénérable WALLER RODWELL WRIGHT, grand-maitre provincial des maçons dans les îles Ioniennes; le très-vénérable ARTHUR TIGART, ex-grand-surveillant, et le très-vénérable JAMES DEANS, ex-grand-surveillant; traitant pour eux-mêmes et au nom de la Grande-Loge de la Société des francs-maçons sous la constitution d'Angleterre; dûment constitués et fondés de pouvoirs à l'effet des présentes; — D'autre part;

Sont convenus de ce qui suit :

1. Il y aura, dès et après le jour de la fête de Saint-Jean l'évangéliste prochain, pleine, parfaite et perpétuelle union de et entre les deux confréries de maçons libres et acceptés de l'Angleterre, ci-dessus énoncées; de manière que désormais elles ne formeront et ne constitueront qu'une seule et même communauté, et que la dite communauté sera représentée dans une grande loge solennellement formée, constituée et tenue le dit jour de la fête de Saint-Jean l'évangéliste prochain, et de ce moment à toujours.

2. Il est déclaré et proclamé que la pure maçonnerie ancienne consiste en trois degrés et non davantage, savoir: le degré d'apprenti, celui de compagnon et celui de maitre-maçon (comprenant le suprême Ordre de la sainte Royale-Arche). Mais cet article ne saurait avoir pour but d'interdire à aucune loge ou chapitre de tenir assemblée de tels degrés que ce soit des ordres de chevalerie, suivant les constitutions des dits ordres.

3. Il y aura unité la plus parfaite d'obligation, de discipline, de travail, d'initiation aux trois grades, d'instruction et d'habillement pour tous les frères, afin qu'un système unique, pur et intact, d'après les vraies limites, lois et traditions de la Société, soit maintenu, conservé et pratiqué dans tout le monde maçonnique, du jour et date de la dite union, à jamais.

4. Pour prévenir toute controverse ou dispute à l'égard des vraies et pures obligations, formes, règles et anciennes traditions de la maçonnerie, et en outre pour unir et lier la confrérie tout entière par un nœud indissoluble, il est convenu que les obligations et formes qui, de temps immémorial, ont été établies, usitées et pratiquées dans la Société, seront reconnues, acceptées et adoptées par les membres des deux confréries comme les pures et vraies obligations et formes auxquelles la Grande-Loge unie et les loges de sa dépendance, dans toutes les parties du monde, seront tenues de se conformer. Et, dans le but de recevoir et de communiquer la véritable lumière, et d'établir l'uniformité de règles et d'instruction (*particulièrement dans les matières qui ne peuvent être ni décrites, ni exprimées par écrit*); il est en outre convenu qu'une invitation fraternelle sera faite aux Grandes-Loges d'Ecosse et d'Irlande, à l'effet de nommer, déléguer et autoriser deux ou un plus grand nombre de leurs membres éclairés pour être présents à la grande assemblée convoquée à l'occasion solennelle de l'union des dites confréries; et que les grands-maitres, grands-officiers, vénérables, ex-vénérables, surveillants et frères respectifs, alors et là présents, s'engageront solennellement à maintenir les vraies formes et obligations (*particulièrement dans les matières qui ne peuvent être ni décrites ni écrites*), enpre-

sence des dits membres des Grandes-Loges d'Ecosse et d'Irlande; enfin, qu'il sera déclaré, reconnu et manifeste que tous sont liés par le même serment solennel et travaillent sous la même loi.

5. Dans le but d'établir et d'assurer une parfaite uniformité dans toutes les loges constituées, et aussi pour se préparer pour cette grande assemblée et pour placer tous les membres des deux confréries, le jour de la réunion, sous le niveau de l'égalité, il est convenu qu'aussitôt que les présentes auront reçu la sanction des Grandes-Loges respectives, les deux grands-maitres nommeront chacun neuf maitres-maçons dignes et experts de leur confrérie respective, avec pouvoir et instructions pour s'assembler dans quelque lieu central convenable à Londres. Quand chacun des deux partis aura ouvert dans un appartement séparé une loge juste et parfaite, conformément à ses règlements particuliers, tous deux se donneront et recevront réciproquement et mutuellement les initiations des deux confréries, décidant par le sort qui aura la priorité en donnant ou en recevant cette communication. Et tous étant ainsi dûment et également initiés en les deux rites, ils seront appelés et autorisés, tant à tenir une loge, en vertu du pouvoir ou charge qu'ils en auront reçu et sous le titre de LOGE DE RÉCONCILIATION, qu'à visiter les différentes loges travaillant sous les deux Grandes-Loges, dans le but d'initier, instruire et perfectionner les vénérables, ex-vénérables, surveillants et membres dans les deux rites, et de rendre compte aux secrétaires des deux Grandes-Loges des noms de ceux qu'ils auraient ainsi initiés. Et les dits grands-secrétaires seront chargés d'enregistrer les noms de tous les membres ainsi réinitiés sur les contrôles des deux Grandes-Loges, sans taxe et sans salaire. Étant ordonné que nul ne sera ainsi initié et enregistré, à moins que le vénérable et les surveillants de sa loge n'aient certifié par écrit et sous leurs signatures, qu'il est libéré sur les livres de sa loge particulière. Ainsi, au jour de l'assemblée des deux confréries, les grands-officiers, vénérables, ex-vénérables et surveillants, qui doivent seuls être présents, auront tous prêté l'obligation par laquelle chacun est lié, et seront préparés à contracter l'engagement solennel qu'ensuite ils observeront fidèlement, du moment où il sera déclaré et reconnu être l'obligation véritable et universellement acceptée de maitre-maçon.

6. Aussitôt que les grands-maitres, grands-officiers et membres des deux présentes Grandes-Loges auront, le jour de leur réunion, fait la solennelle déclaration, en présence de la députation des grands et éclairés maçons d'Ecosse et d'Irlande, d'adopter et de pratiquer l'obligation universellement reconnue de maitre-maçon, les membres procéderont immédiatement à l'élection du grand-maitre pour l'année suivante; et, pour prévenir tout retard, le frère ainsi élu prêtera son obligation *pro tempore*, afin que la Grande-Loge puisse être constituée. Alors le dit grand-maitre choisira et nommera son député grand-maitre, avec un premier et un second grand-surveillant, un grand-secrétaire ou des grands-secrétaires, un grand-trésorier, un grand-chapelain, un grand-porte-épée, un grand-poursuivant d'armes et un grand-tailleur, qui tous seront appelés à prêter leur obligation et seront installés; et la Grande-Loge réunie sera alors ouverte dans toutes les formes, sous le nom et titre de GRANDE-LOGE UNIE DES ANCIENS FRANCS-MAÇONS D'ANGLETERRE.

Les grands-officiers qui remplissaient précédemment les offices (moins ceux d'entre eux qui seraient continués) prendront place comme ex-grands-officiers, suivant le rang respectif qu'ils occupaient antérieurement; et, dans le cas où l'un ou l'autre des grands-secrétaires, ou tous les deux, les grands-poursuivants et les tailleurs, ne seraient pas réélus à leurs premiers emplois, leurs appointements leur seraient payés leur vie durant sur le fonds commun.

7. La Grande-Loge unie des anciens francs-maçons d'Angleterre sera composée, excepté les jours de fête, de la manière suivante, comme une exacte et parfaite représentation de toute la confrérie maçonnique d'Angleterre, savoir : du grand-maitre, des ex-grands-maitres, du député grand-maitre, des ex-députés-grands-maitres, des grands-surveillants, des ex-grands-maitres provinciaux, du grand-chapelain, du grand-trésorier, du grand-secrétaire et de son adjoint, ou du grand-secrétaire seulement, s'il n'y a pas d'adjoint, du grand-porte-épée, de douze grands-intendants (*stewards*) délégués par la loge des intendants, parmi leurs membres assistant à l'union : étant bien entendu et convenu que dès et après l'union, une nomination annuelle d'intendants sera faite, s'il est nécessaire; des vénérables et surveillants actuels de toutes les loges constituées, des ex-vénérables de loges qui ont régulièrement occupé et quitté la présidence avant le jour de l'union, et qui ont contribué sans interruption comme membres d'une loge constituée. Il est bien entendu que, de tous les ex-vénérables qui, dès et depuis le jour de la dite union, auront légalement occupé la présidence de leur loge respective, un seul à la fois par loge aura le droit de siéger et de voter dans la dite Grande-Loge, de telle sorte qu'après le décès de tous les ex-vénérables réguliers de toutes loges constituées, qui auront acquis cette distinction avant le jour de l'union, la représentation de ces loges échoira à leurs vénérables, surveillants, en exercice, et à un seul ex-vénérable; et tous les grands-officiers des dites grandes loges respectives retiendront et conserveront leurs rang et privilèges dans la Grande-Loge unie, comme ex-grands-officiers, y compris les présents grands-maitres provinciaux, grands-trésoriers, grands-secrétaires et grands-chapelains, en leurs divers degrés, suivant l'ancienneté dans leurs emplois respectifs; et là où ces emplois se trouveront être du même temps, l'ancienneté sera déterminée par le sort. La règle établie ci-dessus sera l'ordre général de préséance dans toutes les circonstances qui peuvent se présenter; avec cette condition expresse qu'aucun grand-maitre provincial qui sera nommé dorénavant n'aura le droit de siéger dans la Grande-Loge après qu'il aura cessé ses fonctions, à moins qu'il n'en ait rempli les devoirs pendant cinq ans entiers.

8. Les représentants des diverses loges siégeront sous leurs bannières respectives, par ordre d'ancienneté. Les deux premières loges de chaque grande loge tireront au sort la première place, pour fixer la priorité. Celle des deux à qui aura échu le numéro 1 tiendra le premier rang; l'autre, le deuxième. Les autres loges se placeront à la suite et alternativement, c'est-à-dire la loge qui sera le numéro 2 de la confrérie qui aura obtenu le numéro 1 se placera la troisième, le numéro 2 de l'autre confrérie aura le numéro 4, et ainsi des autres pour tous les numéros respectifs

de chacune des parties. Et tel sera désormais, pour toujours, l'ordre et le rang des loges dans la Grande-Loge et dans les grandes processions, dont l'ordre et le plan seront préparés avant l'union. A la reprise de ses travaux, chacune des loges actuellement en sommeil prendra rang après toutes les loges existantes et assistant à l'union, nonobstant le numéro qu'elle peut avoir maintenant sur les rôles respectifs.

9. La Grande-Loge unie étant constituée, la première chose à faire, après la prière solennelle, sera de lire et de proclamer l'acte d'union comme il aura été d'abord copié et scellé des grands sceaux des deux grandes loges, après quoi cet acte sera solennellement accepté par les membres présents. Un jour sera ensuite fixé pour l'installation du grand-maitre et des autres grands-officiers avec la solennité convenable. A cette occasion, et séance tenante, le grand-maitre placera de sa propre main le nouveau grand-sceau au dit traité, qui sera déposé dans les archives de la Grande-Loge unie pour être le lien de l'union entre les maçons de la Grande-Loge d'Angleterre et les loges qui en dépendent, jusqu'à ce que le temps ait cessé d'être. Le dit nouveau grand-sceau sera fait pour cette occasion et composé des deux grands-sceaux actuellement en usage, après quoi les deux grands-sceaux actuels seront brisés et défigurés. Le nouveau sceau sera seul employé pour tous les diplômes, certificats et autres documents qui seront émis à l'avenir.

10. Les ornements des grands-officiers seront, outre les gants blancs, le tablier et les bijoux ou emblèmes de leurs dignités respectives, le corlon bleu foncé. Ces insignes n'appartiendront qu'aux seuls grands-officiers actuels et anciens.

11. Quatre grandes loges, représentant la corporation, seront tenues trimestriellement chaque année pour entretenir les communications, le premier mercredi des mois de mars, juin, septembre et décembre. Dans chacune de ces occasions, les vénérables et surveillants de toutes les loges reconnues remettront aux mains du grand-secrétaire ou du grand-trésorier une liste fidèle de tous les membres contribuant; les loges reconnues à Londres et aux environs paieront au grand fonds un schelling par trimestre pour chaque membre, plus et non compris la somme d'une demi-guinée par chaque nouveau membre pour l'inscription de son nom; plus la somme d'un schelling au grand-secrétaire comme son droit pour le même objet. Et cette contribution d'un schelling pour chaque membre sera payée trimestriellement, et à chaque trimestre, dans tout le temps à venir.

12. Il sera dans le droit du grand-maitre; en son absence, des ex-grands-maitres; à défaut de ceux-ci, du député-grand-maitre; en l'absence de ce dernier, des ex-députés-grands-maitres; enfin, en leur absence à tous, des grands-surveillants, de convoquer et tenir des grandes loges extraordinaires toutes les fois que le bien de la confrérie pourra, dans leur opinion, le requérir.

13. A la grande loge qui sera tenue annuellement le premier mercredi de septembre, la Grande-Loge élira pour l'année suivante un grand-maitre, qui nommera son député-grand-maitre, ses grands-surveillants et son secrétaire; et elle élira aussi trois personnes capables et convenables pour les emplois de trésorier, chapelain et porte-épée, parmi lesquelles le

grand-maître choisira et désignera, le premier mercredi du mois de décembre, une personne pour remplir chacun des dits emplois. Puis, à la fête de Saint-Jean l'évangéliste suivante, ou tel autre jour que le dit grand-maître désignera, il sera tenu une grande loge pour l'installation solennelle de tous les dits grands-officiers, suivant l'ancienne coutume.

14. Il pourra y avoir aussi une fête maçonnique annuelle le jour de Saint-Jean-Baptiste ou de Saint-Georges, ou tel autre jour que le grand-maître désignera, laquelle sera uniquement consacrée à l'amour fraternel et à la joie d'un banquet ; tout maître-maçon régulier pourra y être admis en se pourvoyant de billets auprès des grands-intendants chargés des détails de la fête.

15. Après le jour de la réunion, comme il a été dit plus haut, et lorsqu'on aura fixé quels sont les obligations, rites, règlements, travaux et instruction à établir universellement, des mesures promptes et efficaces seront prises pour faire contracter le même engagement par tous les membres de chaque loge dans tous les degrés, suivant le rite prescrit et reconnu, par le grand-maître, les ex-grands-maîtres, grands-officiers et représentants des loges, le jour de la réunion ; et, dans ce dessein, les dignes et experts maîtres-maçons, désignés comme il a été dit, visiteront et examineront les différentes loges des diverses paroisses de Londres successivement, et se partageant en arrondissements de non moins de trois loges chaque, pour plus grande expédition, ils assisteront le vénérable et les surveillants pour promulguer et prescrire le système pur et sans mélange, afin que la réconciliation parfaite, l'unité d'obligations, de loi, de travail, de langage et d'habillement, puissent être heureusement rendues à la maçonnerie anglaise.

16. Quand le vénérable et les surveillants d'une loge reconnue rapporteront au grand-maître, à sa satisfaction, que les membres de telle loge ont prêté l'obligation véritable et prescrite, et se sont conformés au travail et à l'habillement uniformes, etc., alors le très-digne grand-maître aura soin de faire apposer le grand sceau à leurs diplômes ; la loge sera déclarée régulière et avoir droit à tous les privilèges de l'Ordre. Un terme précis sera assigné par la Grande-Loge pour établir cette uniformité ; toutes les constitutions de toutes loges régulières, qui auront ainsi été visitées entre la date de l'union et le terme fixé, seront réputées valides, à condition que ces loges se conformeront aux règlements de l'union dans le dit intervalle. Des moyens seront pris pour assurer cette régularisation et établir cette uniformité dans les loges provinciaux, les loges militaires et les loges dépendant des deux grandes loges dans des lieux éloignés ; il sera au pouvoir de la Grande-Loge d'arrêter les mesures les plus efficaces pour l'établissement de cette unité de doctrine par toute la communauté des maçons, et elle pourra déclarer nuls les diplômes, si les mesures proposées sont reçues avec résistance ou négligence.

17. Les propriétés des deux dites confréries, soit en meubles, immeubles, biens fonds réels, soit en biens personnels, resteront religieusement affectées à leur objet originaire ; elles constitueront un grand fonds par lequel les vues généreuses de la bienfaisance maçonnique pourront être remplies d'une manière plus large. Ces propriétés resteront sous les

fidéi-commis où se trouvent actuellement leurs diverses parties, soit en meubles, immeubles ou en fonds placés, ou bien il sera au pouvoir de la Grande-Loge unie, en tout temps, d'ajouter d'autres noms aux dits fidéi-commis ; ou bien encore, en cas de mort de l'un des dépositaires, il pourra en nommer et en désigner d'autres pour en perpétuer la sécurité ; et dans aucun cas et pour aucun objet, les dites propriétés ne seront détournées de leur première destination. Etant entendu et déclaré qu'en toute circonstance, après l'union, il sera au pouvoir de la Grande-Loge de réunir la totalité des dites propriétés et des dits fonds sous une seule et même garantie de dépositaires, qui s'engageront à les tenir au nom et à la disposition de la confrérie unie. Il est en outre convenu que *Freemason's Hall* sera le lieu où la Grande-Loge unie sera tenue, avec les additions qui y seront faites, selon que l'augmentation des membres de la confrérie pourra le requérir.

18. Le fonds destiné aux objets de la bienveillance maçonnique ne sera fractionné pour aucune cause, mais sera strictement conservé et uniquement consacré à la bienfaisance, et on prendra des mesures pour l'augmenter.

19. La distribution et l'application de ce fonds de charité seront faites mensuellement ; dans ce but, un comité de loge de bienfaisance sera tenu le troisième mercredi de chaque mois, lequel comité se composera de douze maîtres de Londres et des environs et de trois grands officiers.

20. Un programme avec modèles de pouvoirs, etc., sera rédigé par les soussignés pour la solennité de l'union. Il contiendra en détail tout le cérémonial à observer.

21. Il sera fait une révision des règlements maintenant en vigueur dans les deux confréries ; un code de lois pour la tenue de la Grande-Loge, des loges particulières et généralement pour toute la conduite de l'Ordre, sera immédiatement préparé, et un nouveau *Livre de constitutions* (1) sera composé et imprimé sous la surveillance des grands-officiers et avec la sanction de la Grande-Loge.

Fait au palais de Kensington, le 25^e jour de novembre de l'année de notre Seigneur 1813, et de la maçonnerie 5813.

Signé : EDOUARD, grand-maître ; THOMAS HARRIS, député-grand-maître ; JAMES PERRY, ex-député-grand-maître ; JAMES AGAR, ex-député-grand-maître.

A la Grande-Loge, le 1^{er} jour de décembre, l'an du Seigneur 1813, ratifié, confirmé et scellé du sceau de la Grande-Loge.

Signé : EDOUARD, grand-maître ;
(Grand-sceau.)

ROBERT LESLIE, secrétaire ;

Signé : AUGUSTE-FRÉDÉRIC, grand-maître ;
WALLER RODWELL WRIGHT, grand-maître

(1) Les Anglais appellent ainsi le recueil de leurs traditions, monuments et préceptes moraux. Anderson, ministre anglican, publia, en 1723, sous les auspices et par les ordres de la Grande-Loge, le premier ouvrage de ce genre. (*Note du rédacteur.*)

provincial, îles Ioniennes : **ARTHUR TEGANT**, ex-grand-surveillant ; **JAMES DEANS**, ex-grand-surveillant.

A la Grande-Loge, le 1^{er} jour de décembre, l'an du Seigneur 1813, ratifié et confirmé, et scellé du sceau de la Grande-Loge.

Signé : **AUGUSTE-FRÉDÉRIC**, grand-maitre ;
(Grand-sceau.)

WILLIAM-H. WHITE, grand-secrétaire.

Une assemblée des deux Grandes-Loges, en exécution de l'article 5, fut tenue le 1^{er} décembre 1813, à la taverne de *la Couronne et de l'Ancre*, dans le Strand. Les articles de l'Union furent présentés à ces deux Grandes-Loges, et reçus avec des acclamations maçonniques ; les articles furent unanimement confirmés et ratifiés. La *Loge de Réconciliation* fut alors constituée.

Le 27 décembre, il y eut une grande assemblée pour réaliser l'Union. En voici la relation officielle :

PROCES-VERBAL DE LA GRANDE ASSEMBLÉE DE FRANCS-MAÇONS POUR L'UNION DES DEUX GRANDES-LOGES D'ANGLETERRE, TENUE LE JOUR DE LA SAINT-JEAN, 27 DÉCEMBRE 1813.

L'évènement important de la réunion des anciens francs-maçons d'Angleterre, après une séparation, a eu lieu aujourd'hui avec une grande solennité.

En entrant dans la salle, la procession, dont l'ordre et la marche avaient été réglés préalablement, s'avança vers le trône ; elle ouvrit ses rangs, et tous les membres se firent face les uns aux autres. La musique jouait une marche composée pour la circonstance.

Les deux grands-maitres s'avancèrent alors par le centre, suivis du grand-maitre visiteur (1), des députés-grands-maitres, etc., tous dans l'ordre renversé ; les plus avancés retournant un à un à la file, de manière à décrire un cercle, revenir et prendre leurs places. Les musiciens prirent séance dans la galerie au-dessus du trône. Les frères, portant les cornes d'abondance, vases, etc., s'assirent sur les sièges qui leur avaient été assignés.

Les deux grands-maitres s'assirent sur deux fauteuils également élevés des deux côtés du trône.

Le grand-maitre visiteur et les autres frères étrangers aux deux Grandes-Loges prirent place de chaque côté.

Les grands-officiers et autres membres des Grandes-Loges prirent séance suivant leur rang.

Le directeur des cérémonies, sir **Georges Nayler**, ayant réclamé le silence, le révérend docteur **Barry**, grand-chapelain de la Société, sous le duc de Kent, commença les importantes opérations de l'Assemblée par la sainte prière, de la manière la plus solennelle.

L'acte d'union fut ensuite lu par le directeur des cérémonies.

Le révérend docteur **Coghlan**, grand-chapelain de la Société, sous le duc de Sussex, après une fanfare de trompettes, dit à haute voix : « Écoutez tous. Voici l'acte d'union fait en confirmation des articles solennellement conclus entre les deux Grandes-Loges des francs et acceptés maçons d'Angleterre, signé, scellé et ratifié par chacune des deux Grandes-Loges en particulier, et en vertu duquel elles doivent être désormais et à toujours connues et reconnues par la dénomination et le titre de Grande-Loge unie des anciens francs-maçons d'Angleterre. Qu'en dites-vous, frères, représentant des deux confréries ? Acceptez-vous, ratifiez-vous, confirmez-vous cet acte ? » A ces paroles, l'Assemblée répondit : « Nous l'acceptons, ratifions et confirmons. » Le grand-chapelain dit alors : « Puisse donc le Grand-Architecte de l'univers rendre l'union perpétuelle ! »

Les deux grands-maitres et les six commissaires signèrent les traités, et les deux grands-maitres y apposèrent ensuite les grands sceaux de leurs grandes loges respectives.

Le révérend docteur **Barry**, après une fanfare de trompettes, dit à son tour : « Qu'il soit connu de tous les hommes, que l'acte d'union entre les deux Grandes-Loges de francs et acceptés maçons d'Angleterre, est solennellement signé, scellé, ratifié et confirmé, que les deux Sociétés n'en font plus qu'une, pour être, de ce moment, connue et reconnue sous la dénomination et le titre de Grande-Loge unie des anciens francs-maçons d'Angleterre. Et puisse le Grand-Architecte de l'univers rendre leur union perpétuelle ! » L'Assemblée dit : « Amen ! » Le frère **Wesley**, qui était à l'orgue, joua une symphonie.

Les deux grands-maitres, avec leurs députés et surveillants respectifs, s'avancèrent alors vers l'arche de l'association maçonnique, préparée sous la direction du digne frère **John Soanes**, Royale-Arche, grand-surintendant des travaux pour l'édifice de l'union, et telle que dans tous les temps à venir elle doit être placée devant le trône.

Les grands-maitres se tenant à l'orient, avec leurs députés à droite et à gauche ; les grands-surveillants à l'ouest et au sud ; l'équerre, l'aplomb, le niveau et le maillet furent successivement donnés aux députés-grands-maitres, et par eux présentés aux deux grands-maitres, qui, séparément, appliquèrent l'équerre à cette partie de la dite arche, qui est l'équerre, l'aplomb aux côtés et le niveau dessus dans trois positions, et enfin, ils lui donnèrent trois coups de maillet, en disant : « Puisse le Grand-Architecte de l'univers nous donner la force de supporter le grand édifice de l'union, dont cette arche de notre alliance est le symbole, qui contiendra le témoignage de notre amour fraternel, et supportera la sainte Bible, l'équerre et le compas, comme la lumière de notre foi et la règle de nos travaux. Puisse-t-il disposer nos cœurs à rendre cette alliance perpétuelle. » Et les frères dirent : « Ainsi soit-il. »

Les deux grands maitres placèrent le dit acte d'union dans l'intérieur de la dite arche.

La corne d'abondance, le vin et l'huile, furent, de la même manière, présentés aux grands-maitres, qui, suivant l'ancien usage, répandirent du blé, du vin, de l'huile sur la dite arche, disant : « Comme nous répandons le blé, le vin, et l'huile sur cette arche de l'alliance maçonnique, puisse la main bienfaisante du

(1) Le frère **Waller Rodwill Wright**, grand-maitre provincial des îles Ioniennes.

ciel donner sans cesse au royaume une abondance de blé, de vin et d'huile, avec toutes les nécessités et les agréments de la vie, et puisse le ciel disposer nos cœurs à être reconnaissants de tous ces dons ! » L'Assemblée dit : « Amen. » Les grands-officiers reprirent alors leurs places.

On lut une lettre du respectable frère Lawrie, secrétaire de la Grande-Loge d'Écosse, transmettant les résolutions de cette grande loge, en réponse à la lettre des très-respectables Grands-maîtres des deux Grandes-Loges, qui annonçait l'heureux événement de l'union, et demandait qu'on désignât une députation suivant l'article 4 de l'acte d'union. Il fut ordonné que ces résolutions seraient insérées dans le procès-verbal de ce jour.

En conséquence de ce qu'il a été reconnu impossible, à cause du peu de temps que leur laissait l'avertissement, que les Grandes-Loges, sœurs, envoient des députations à cette Assemblée, suivant la requête pressante des deux confréries, des conférences ont été tenues avec les grands-officiers les plus distingués et les savants maçons résidents à Londres et dans les environs, dans le but d'établir un assentiment parfait sur tous les points essentiels de la maçonnerie, suivant les anciennes traditions et l'usage général de l'Ordre; les membres de la loge de *Réconciliation*, accompagnés du très-vénérable frère, son excellence le comte de la Gardie, grand-maître de la première loge des francs-maçons dans le Nord; du très-respectable frère docteur van Hess, de la Grande-Loge de Hambourg, et autres maçons distingués, se retirèrent dans une pièce voisine, où, tous étant assemblés et couverts, n'fit connaître le résultat de toutes les conférences antérieures.

Les membres de la loge de *Réconciliation* et les visiteurs distingués, à leur retour, s'avancèrent lentement par le centre et sur deux lignes. En approchant des deux grands-maîtres, ils ouvrirent leurs rangs et les grands-visiteurs s'avancèrent. Alors son excellence le grand-maître de la première loge du Nord déclara à haute voix que les rites établis et adoptés par la loge de *Réconciliation* étaient purs et corrects. Après cette déclaration, ces rites furent reconnus les seuls à observer et à pratiquer dans la Grande-Loge unie, et dans les autres loges qui en dépendent, jusqu'à ce que le temps ait cessé d'être.

La sainte Bible, avec l'équerre et les compas dessus, fut placée sur l'arche de l'alliance, et les deux grands-chapelains s'approchèrent. Le serment adopté fut alors prononcé à haute voix par le révérend docteur Hemming, l'un des membres de la loge de *Réconciliation*; toute la confrérie le répétant, les mains jointes, et disant : « Par cette obligation solennelle, nous nous engageons à nous conformer aux règlements de l'ancienne franc-maçonnerie, reconnus maintenant, et à les observer strictement. »

L'Assemblée procéda alors à constituer une Grande-Loge. Les grands-maîtres, députés-grands-maîtres, grands surveillants et autres officiers en fonctions des deux confréries, se dépouillèrent de leurs insignes, et les ex-grands-officiers occupèrent les fauteuils, c'est-à-dire, le très-respectable ex-député-grand-maître Perrey, le fauteuil de député-grand-maître; le très-respectable Robert Gill, celui de premier grand-surveillant, et le très-respectable James Deans, celui de second grand-surveillant.

S. A. R. le duc de Kent établit alors, dans un discours éloquent, que le grand objet qu'il avait eu en vue en se chargeant de l'importante fonction de grand-maître de l'ancienne société, était, comme il le déclara alors, de faciliter le désirable événement de l'union qui venait d'être si heureusement effectué en ce jour. Et maintenant, son intention était de proposer son illustre et cher parent pour grand-maître de la Grande-Loge unie, éminente dignité pour laquelle il réunissait, sous tous les rapports, tant de grandes qualités. Il proposait donc S. A. R. le duc de Sussex pour grand-maître de la Grande-Loge unie des anciens francs-maçons d'Angleterre, l'année suivante. Cette proposition fut soutenue par le très-respectable et très-honorable Washington Shirley; et, ayant été mise aux voix, elle fut unanimement décidée pour l'affirmative avec les honneurs maçonniques.

S. A. R. fut placée sur le trône par le duc de Kent et le comte de Lagardie, et elle prêta son obligation solennelle. La grande installation fut fixée pour le jour de Saint-Georges.

On proclama alors que le très-respectable prince Auguste-Frédéric, duc de Sussex, comte d'Inverness, baron d'Arklow, chevalier-compagnon du très-noble ordre de la jarretière, était élu et installé grand-maître de la Grande-Loge unie des anciens francs-maçons d'Angleterre. S. A. R. reçut les hommages de tous les frères.

S. A. R. le grand-maître nomma alors les grands-officiers pour l'année suivante. Ce furent :

Le très-respectable frère Samuel Hemming, docteur en théologie, premier grand-surveillant;

Isaac Linda, écuyer, deuxième grand-surveillant;

John Dent, écuyer, grand-trésorier;

William Meyrick, écuyer, grand-archiviste;

William-Henry White, grand-secrétaire;

Edwards Harper, grand-secrétaire;

Le révérend Edwards Barry, docteur en théologie, grand-chapelain;

Le révérend Lucius Coghlan, docteur en théologie, grand-chapelain;

Le révérend Henry-Isaac Knapp, député-grand-chapelain;

John Soane, écuyer, grand-surintendant des travaux;

Sir Georges Nayler, grand-directeur des cérémonies;

Le capitaine Jonathan Parker, grand-porte-épée;

Samuel Wesley, écuyer, grand-organiste;

Benjamin Aldhouse, grand-huissier;

William-V. Salmon, grand-tailleur.

On proclama alors solennellement que les deux Grandes-Loges étaient réunies en une seule, et que leur union était consolidée. Le grand-maître déclara en outre que la Grande-Loge unie était ouverte, suivant l'ancien usage.

La Grande-Loge fut ensuite invitée à se rafraîchir, et la coupe de l'amour fraternel fut donnée par le frère deuxième grand-surveillant à l'ex-député-grand-maître, qui la transmit au grand-maître. Celui-ci but aux frères en disant : « Paix, bonne intelligence et amour fraternel sur la terre ! » et il passa la coupe. Pendant qu'elle faisait le tour, les chanteurs exécutèrent un hymne d'allégresse.

La Grande-Loge fut rappelée au travail; et, comme premier acte de la Société unie, S. A. R. le duc de

Kent, après un brillant exorde, développa la proposition : « Qu'une humble adresse fût présentée à S. A. R. le prince régent pour lui faire connaître respectueusement l'heureux événement de la réunion des deux Grandes-Loges des anciens francs-maçons d'Angleterre, événement qui ne pouvait manquer de causer une vive satisfaction à leur illustre protecteur qui, pendant tant d'années, avait présidé l'une des sociétés, et sous les auspices duquel la franc-maçonnerie s'est élevée à l'état florissant où nous la voyons. Les immuables principes de l'institution sont bien connus de S. A. R., et les grands avantages, le but de cette réunion, sont d'étendre l'influence et l'accomplissement de ses principes en inspirant d'une manière plus vaste encore la loyauté et l'affection envers le souverain, l'obéissance aux lois et aux magistrats du pays, la pratique des devoirs que la religion et la morale prescrivent à l'homme ; toutes choses que S. A. R. doit avoir à cœur dans le gouvernement du royaume-uni de S. M. Les maçons réunis espèrent humblement et demandent à S. A. R. qu'elle leur consacre et leur continue son patronage fraternel ; ils réclament la permission de lui exprimer leur fervente gratitude pour les nombreux bienfaits que, ainsi que tous les sujets du trône, ils reçoivent de sa tutélaire autorité. Et puisse le Grand-Architecte de l'univers assurer long-temps ses bénédictions à eux et à leur patrie, par la conservation de S. A. R., leur illustre patron ! » Cette motion, soutenue par l'honorable Washington Shirley, passa à l'unanimité et avec les honneurs maçonniques.

Elle fut suivie d'une motion portant « que les expressions de la reconnaissance et les remerciements de la Grande-Loge unie seront offerts aux très-dignes frères I.L. AA. RR. le duc de Kent et le duc de Sussex, pour la gracieuse condescendance avec laquelle ils ont cédé à la prière des sociétés unies, et pris personnellement sur eux la conduite de la négociation pour une réunion qui, grâce à leur zèle, leur médiation et leur exemple fraternel, est en ce jour si heureusement accomplie. On leur rappellera que l'éloignement de toutes les légères difficultés qui avaient si long-temps divisé les frères sera le moyen d'établir dans la métropole de l'empire britannique un splendide édifice de l'ancienne franc-maçonnerie, sur lequel tout le monde maçonnique pourra porter ses regards avec confiance, pour le maintien et la conservation des principes purs de l'Ordre, tels que, de main en main, ils leur ont été transmis de temps immémorial, sous la protection des branches illustres de la maison royale de Brunswick, et puissent LL. AA. RR. avoir longuement la douce satisfaction de voir les heureux effets de leur ouvrage, dans les progrès et la pratique de la loyauté, de la moralité, de l'amour fraternel et de la bienfaisance, vertus que le grand objet de la maçonnerie a toujours été d'inspirer, et que ses lois ont pour résultat de fortifier. » Cette proposition fut aussi unanimement adoptée et suivie par une motion de remerciements aux six commissaires nommés par les deux sociétés pour assister les illustres princes dans la dite négociation, pour le zèle, l'esprit de conciliation et l'habileté avec lesquels ils se sont acquittés de leur importante mission dans cette circonstance.

Les résolutions suivantes furent aussi successivement proposées et adoptées à l'unanimité, savoir :

Que des livres seront ouverts pour les grands-secrétaires, à l'effet d'y inscrire la consécration régulière de la dite Grande-Loge unie et le souvenir de ses actes ; qu'en premier lieu on y insérera les résolutions et actes des deux Grandes-Loges au sujet de la négociation pour l'union, et les conférences des commissaires à cet égard ; de plus, une copie des articles de l'union et leur confirmation ; de même, les lettres écrites par I.L. AA. RR. les deux grands-maîtres et les deux grands-secrétaires aux très vénérables grands-maîtres et grands-secrétaires d'Écosse et d'Irlande, pour leur annoncer l'union, avec les résolutions de ces deux Grandes-Loges envoyées en réponse ;

Que le procès-verbal des actes de ce jour sera communiqué aux Grandes-Loges d'Écosse et d'Irlande, et qu'on leur exprimera que la Grande-Loge unie voit avec la plus sensible satisfaction l'intérêt fraternel qu'elles prennent à l'important événement de ce jour. On les assurera que le premier vœu de cette Grande-Loge est de maintenir la communauté la plus constante, la plus cordiale et la plus intime avec les Grandes-Loges sœurs du royaume-uni ; but pour lequel on est persuadé que rien n'est aussi essentiel que la conservation d'un système pur et sans mélange, fondé sur les simples et anciennes traditions de l'Ordre.

Diverses autres résolutions furent également adoptées relativement à la direction intérieure de la société. Après quoi la Grande-Loge unie fut fermée, suivant le rit sacré, et par une prière solennelle.

LA MAÇONNERIE DE ROYALE-ARCHE.

Il résulte d'une lettre adressée par un frère à la Grande-Loge d'Irlande qu'en 1813, cette branche de l'arbre maçonnique était à peine connue de nom dans ces contrées, et l'auteur de la lettre le prouve par le fait suivant :

Dans cette même année 1813, feu le duc de Sussex avait entrepris la noble tâche de rétablir une unité de rites, de cérémonial et de travaux dans toutes les grandes loges de l'empire britannique. A cet effet, des lettres furent adressées aux grandes loges d'Écosse et d'Irlande. La Grande-Loge d'Écosse accueillit cette importante ouverture avec l'attention qu'elle méritait, et promit que l'affaire serait prise plus tard en sérieuse considération. « Par parenthèse, dit le correspondant, ces engagements n'ont été suivis d'aucun effet ; car aujourd'hui encore, si ce n'est que les deux grandes loges d'Écosse et d'Irlande entretiennent entre elles, sous certains rapports, des relations amicales, elles continuent de différer complètement de la Grande Loge d'Angleterre, quant au mode de travaux.

« Pour en revenir à notre sujet, en 1813, le grand-maître d'Irlande, qui était alors le comte de Donoughmore, voulut seconder le vœu de son illustre collègue, le grand-maître d'Angle-

terre, au sujet de l'établissement de l'uniformité maçonnique pour la Grande-Bretagne. En conséquence, il proposa de déclarer que la maçonnerie n'admettait que trois degrés, y compris le royale-arche. Des voix s'élevèrent aussitôt de tous les côtés pour demander à sa seigneurie ce que c'était que cette nouvelle institution maçonnique de royale-arche, dont on ne soupçonnait pas même alors l'existence en Irlande. Bien plus, il fut un instant question de frapper le grand-maître d'Irlande d'un vote de censure pour avoir pris sous son patronage ce que l'on considérait comme un degré intrus. »

Le correspondant cite ce trait comme une preuve de l'esprit d'ignorance et de routine qui, à cette époque, caractérisait les maçons irlandais, et il ajoute que malheureusement les choses ont très-peu changé depuis.

STATISTIQUE.

LOGES QUI DÉPENDENT DU SUPRÊME-CONSEIL DE PORTUGAL, A LISBONNE. — 1845.

Intérieur.

ELVAS. *L'Union translagane*. Vénérable, le frère N...
LISBONNE. *L'Ancre maçonnique*. Vénérable, le frère Camillo-José dos Santos.

— *Le Château*. Vénérable, le frère José Tavares de Macedo.

— *La Forteresse*. Vénérable, le frère José-Marcelino de SaVargas.

— *L'Harmonie fraternelle*. Vénérable, le frère Manuel da Cunha Paredes.

— *La Loyauté*. Vénérable, le frère Antonio-Joachim de Paula.

— *La Philanthropie*. Vénérable, le frère Antonio-Nunes dos Reis.

— *Le Secret*. Vénérable, le frère Rodrigo da Fonseca Magalhães.

— *L'Union resplendissante*. Vénérable, le frère N...

— *Le Vingt-quatre juin*. Vénérable, le frère Antonio dos Santos Monteiro.

POMBAL. *La Persévérance*. Vénérable, le frère N...

PORTO. *La Régénération portugaise*. Vénérable, le frère N...

— *La Tolérance*. Vénérable, le frère N...

TORRES DE VEDRAS. *La Fidélité*. Vénérable, le frère N...

Colonies.

AFRIQUE. Mozambique. *L'Union*. Vénérable, le frère N...

ASIE. Goa. *Le Quatre avril*. Vénérable, le frère N...

FAITS DIVERS.

FRANCE. — Le dernier *Bulletin trimestriel*

nous apprend que le Grand-Orient a contracté une affiliation avec la Grande-Loge provinciale du Munster-Nord, séante à Limerick, en Irlande. C'est sans doute un acheminement vers une alliance de même nature avec la Grande-Loge de Dublin.

— Le même recueil annonce que les loges *Orion*, à Gaillac, et *Paix et Union*, à Moulins, ont été autorisées à reprendre leurs travaux. Une demande tendant au même but a été formée par la loge *les Amis de l'humanité*, au Pont-Saint-Esprit, et n'a encore donné lieu à aucune décision. Une loge de Roanne, qui s'était mise en instance de constitution et avait pris pour titre provisoire *le Silence absolu*, a vu repousser sa requête par l'ordre du jour.

— Aux deux membres du Grand-Orient dont nous avons annoncé la mort dans notre dernier numéro, il faut ajouter les frères Sanson, officier honoraire, et Guérin, député. Le rite écossais a également perdu le frère Bretel, 33^e reconnu, décédé le 23 août aux Batignolles. Ce dernier frère s'était rendu fameux en Belgique à raison de la part qu'il avait prise aux luttes du rite de Misraïm contre la Grande-Loge des Pays-Bas.

— A la suite des observations relatives à la position exceptionnelle des maçons israélites de Prusse, adressées au Grand-Orient de France, par la loge *la Fidélité*, de Lille, et que nous avons reproduites plus haut, cet atelier ajoute :

« Nous profitons de l'occasion qui nous est offerte de communiquer avec vous, pour éveiller votre attention sur la triste facilité que certains ateliers mettent à recevoir des frères indignes de voir la lumière. On nous assure que plus particulièrement à Marseille et à Toulon, les trois grades sont conférés moyennant une bagatelle, et sans qu'il y ait eu examen préalable de la moralité du néophyte. A l'aide de cette coupable condescendance, nous sommes incessamment inondés de frères mendiants, de visiteurs importuns. Certes, le malheur, quelle qu'en soit l'origine, est un titre à nos yeux ; mais il importe à la dignité de l'institution que nous n'ayons pas à rougir de serrer la main à celui qui se dit notre frère. Quand de sérieuses inspections mettront-elles fin à cet état de choses ? Nous terminerons en disant un mot sur l'avis important adressé à tous les ateliers par le frère Durocher, secrétaire, lequel avis a pour but de rappeler à l'observation des articles 147 et 161 des Statuts-généraux les ateliers qui ont négligé de nommer leurs députés au Grand-Orient. Nous ne sommes pas de ceux qui ont justement encouru ce reproche, car, dès l'époque prescrite, nous avons procédé à la nomination de notre représentant. Des circonstances pénibles, qui ont navré et navrent encore nos cœurs, n'ont pas permis à notre élu de prendre possession de son poste. L'embarras où nous nous trouvons de remplacer le frère Duras, selon nos intimes sympathies, s'oppose

seul à ce qu'il soit donné sur ce point une prompte et entière satisfaction. »

— Dans le comité central du 27 septembre, il a été procédé à la nomination de plusieurs nouveaux officiers. Les frères Léon, Lepotier, Massy, Michel Duval, Porret, Teyssère de Saint-Marc, Meyer, Polak, Pouchet, Tripet et Norblin, ont été promus à cette dignité. Plusieurs de ces frères appartiennent à l'opinion progressiste.

— La commission permanente mourra certainement dans l'impénitence finale. Voici la nouvelle question qu'elle a soumise à l'examen du Grand-Orient spécial, réuni le 17 octobre : *Quelle part l'association a-t-elle au développement de l'intelligence et du cœur de l'homme ?*... Et Descartes qui niait le vide !!!... Après avoir longuement débattu les termes de la question, sans pouvoir parvenir à en préciser le sens, l'assemblée, fatiguée de ce travail herculéen, s'est ajournée au trimestre prochain, avec l'espérance bien timide d'être alors plus pénétrante.

— Nous recevons de la loge *le Parfait-Silence*, de Lyon, une réclamation relative à un article inséré dans *l'Orient*, page 315. La loge s'étonne que nous ayons aperçu une contradiction dans sa conduite ; elle nous rappelle qu'elle a demandé au Grand-Orient, non la suppression, mais la réglementation du droit d'écrire ; c'est justement ce que nous avons constaté. Elle nie nous avoir en même temps attaqué. Sur ce point, nous ne sommes plus d'accord avec elle, et nous la renvoyons au préambule de sa requête qui est ainsi conçu : « Nous n'avons pu voir sans affliction l'espèce de schisme qui s'est élevé dans ces derniers temps au sein du rite français, et qui a eu pour cause la publicité de quelques-uns de nos mystères. » Or, l'espèce de schisme dont parle la loge s'est élevé à l'occasion de la publication de notre journal. Et lorsque, plus loin, elle déplore « ces discussions et ces luttes anti-maçoniques qui troublent la paix de l'Ordre et tendent à le déconsidérer, » il est évident que c'est nous qu'elle attaque, puisque précédemment elle avait approuvé les scrupules du Grand-Orient touchant « la divulgation de quelques-uns des usages maçonniques. » Nous sommes-nous cependant mépris sur sa pensée, et n'y aurait-il eu dans les paroles qui nous ont offusqué qu'un *lapsus calami* et rien de plus ! Alors nous sommes tout disposés à lui faire amende honorable, et à confesser que nous avons eu tort. Cet aveu nous serait d'autant plus facile que nous aimerions à penser que nous sommes en complète commu-

nauté d'idées et de sentiments avec un atelier qui se distingue par la largeur de ses vues, et par le caractère et le talent des frères qui le composent.

— Le comité de la caisse centrale maçonnique de Rouen a donné, au bénéfice des victimes de la catastrophe de Monville, un concert auquel ont généreusement concouru M. Poultier, Mme Dorus-Gras et plusieurs artistes du théâtre des Arts. La recette s'est élevée à plus de neuf cents francs. Aux loges rouennaises qui ont pris part à la souscription ouverte pour le même objet, et dont nous avons déjà cité les noms, il faut ajouter la *Constance éprouvée* qui a versé une somme de cent francs.

— Le frère Joseph Cerneau, qui a joué un grand rôle dans la maçonnerie américaine, habite en ce moment la ville de Melun. Il appartient, comme vénérable d'honneur à vie, à la loge *les Enfants d'Hiram*.

— Cette loge *des Enfants d'Hiram* s'est signalée récemment par un acte d'assistance fraternelle extrêmement louable, et dont les exemples sont malheureusement fort rares. Un de ses membres, qui se trouvait dans une situation financière des plus difficiles, a reçu d'elle une somme suffisante pour réparer le mauvais état de ses affaires.

— Il a été proposé à la loge de Metz, *les Amis de la Vérité*, d'ouvrir dans son sein des conférences sur des points d'économie sociale, et, « de se constituer en société active, de telle sorte que chacun des frères qui décoreront ses colonnes fût appelé à concourir, selon ses facultés, à la propagation du principe qui aura été adopté. » Nous formons le vœu bien vif que cette proposition, si conforme aux principes et aux devoirs de la franc-maçonnerie, soit votée et appliquée par la loge, et se généralise dans les ateliers. Il n'aurait qu'en résulter des conséquences utiles, non-seulement pour notre association, mais aussi pour la société profane elle-même.

— L'article suivant est extrait d'une excellente feuille lilloise, à laquelle nous avons déjà eu occasion de faire plusieurs emprunts.

« Comme nous l'avons annoncé dimanche dernier, la séance maçonnique, extraordinairement consacrée à la réception des frères étrangers, a eu lieu jeudi 9 du courant (octobre 1845), à la loge *la Fidélité*, de Lille. Tout en restant étrangère aux événements politiques, la maçonnerie, gardienne de la civilisation, devait saisir l'occasion de recevoir fraternellement

dans son sein tous les maçons accourus des départements voisins pour célébrer le plus glorieux des anniversaires : le triomphe de la révolution sur la coalition des rois. Lille, en effet, en 1792, sauva la France et les immortels principes dont elle était l'interprète. Les nombreuses députations des villes ne pouvaient manquer de compter dans leurs rangs un grand nombre de maçons, que l'on rencontre toujours quand il s'agit de soutenir et de propager des idées qui doivent avoir la plus grande influence sur l'avenir de la société. Aussi, la *Fidélité* eut-elle la satisfaction de voir Paris, Dunkerque, Arras, Douai, Orchies, Roubaix, etc., représentés dans cette solennité, et de leur donner les marques de la plus vive sympathie. Après l'ouverture ordinaire des travaux, le vénérable de l'atelier fit donner immédiatement l'entrée du temple aux frères de ces diverses députations, et leur adressa une fraternelle et patriotique allocution. Pour répondre à cet accueil, un membre de la loge *Isis-Monthyon*, de Paris, ancien député au Grand-Orient, prit la parole au nom des ateliers de la capitale, et l'ancien vénérable de l'*Espérance*, d'Arras, au nom des loges des départements, puisa ensuite dans ses principes de dévouement et de philanthropie des paroles chaleureuses qui firent la plus vive impression sur tout l'auditoire. Un membre d'une loge de Dunkerque demanda la parole pour lire un fort beau discours. Plusieurs passages nous ont frappé : ceux entre autres qui faisaient allusion à la défense courageuse de Lille en 1792, et qui nous présentaient nos ancêtres soutenant le choc sur les bords de l'abîme d'où la société cherchait à sortir et où il semblait qu'un seul pas pût la replonger à tout jamais avec ses défenseurs. Suivant l'auteur de ce discours, aujourd'hui la position n'est plus la même; un demi-siècle a mené loin du précipice les descendants de ces grands citoyens, et c'est à eux de défendre un terrain aussi chèrement conquis... Sciences, richesses, machines, merveilleux agents, idées d'union et de fraternité universelles, voilà certes une proie magnifique qu'on pourrait encore essayer d'étouffer, mais que les descendants des Oignour, des Brian, des Scheppers et des Rohart sauraient défendre.

« Bien qu'il y eût à l'ordre du jour quelques questions importantes qui divisent le monde maçonnique, entre autres celle de la publicité en matière de maçonnerie, et pour laquelle la *Fidélité* s'est franchement prononcée, il fut impossible de les soumettre à l'examen des frères visiteurs, dont les instants étaient comptés. Les réjouissances publiques, des engagements antérieurs, des invitations particulières, tout enfin faisait un devoir au vénérable de la loge de ne point retenir trop long-temps des frères qui étaient l'objet de tant de sympathies. Cependant, plusieurs frères ne voulurent point laisser se dissoudre cette espèce de congrès maçonnique sans émettre leur opinion sur l'influence toute morale que la maçonnerie est appelée à exercer, et sur l'importante mission qui est confiée aux soins du Grand-Orient de France. A leur grand regret, plusieurs membres de la *Fidélité* exprimèrent, en termes très-respectueux du reste, quelques reproches qu'ils se croient en droit de pouvoir adresser à ce corps souverain à propos du refus de leur député, ce qui constitue une atteinte grave portée aux principes de la représentation maçonnique. Le frère de Paris prit la parole dans ce débat pour assurer l'atelier que, de retour dans la capitale,

il s'occuperait personnellement de cette affaire et chercherait, de concert avec quelques députés de ses amis, tous les moyens de la mener à bonne fin. Avant de clore les travaux, un frère de la *Fidélité* s'est fait l'interprète des sentiments de la loge en exprimant ses remerciements aux membres présents de l'*Espérance*, d'Arras, qui, dans une circonstance toute récente, se sont acquis à un juste titre la reconnaissance de la *Fidélité* et de la maçonnerie.

« Une quête fut faite en faveur des pauvres, et l'on termina cette brillante matinée par une collation offerte à la buvette aux visiteurs qui pouvaient abandonner à leurs frères de Lille quelques-uns de leurs instants. La plus franche cordialité régna pendant tout le repas. La fête fut terminée par des chants patriotiques qui, là comme partout, résonnèrent avec le plus puissant enthousiasme. »

— Sur la proposition du frère Gueidon fils, la loge la *Parfaite sincérité*, de Marseille, a décidé qu'à chacune de ses solennités solsticiales, elle ferait aux pauvres de la ville une abondante distribution de pain. Cette louable décision a commencé à être mise en vigueur le jour de la dernière fête de l'Ordre.

— La même loge a pris en considération deux autres propositions, l'une du frère Esperron, premier surveillant, l'autre du frère Gueidon fils, secrétaire, ayant toutes les deux pour but de faire disparaître cette lèpre qui dégrade l'Ordre : la mendicité maçonnique. D'après la première, les loges marseillaises réuniraient en une masse les sommes que chacune d'elles offre partiellement aux frères malheureux, et les leur remettraient en une seule fois ; d'après la seconde, il serait formé un comité chargé de recueillir des renseignements sur tout maçon étranger qui réclamerait des secours, et de lui procurer du travail, si les renseignements obtenus lui étaient favorables. Celle-ci nous paraît la mieux entendue, la plus avantageuse et la plus fraternelle, et nous faisons des vœux pour qu'elle se concilie tous les suffrages de l'atelier. Néanmoins elle pourrait se combiner avec celle du frère Esperron, et permettrait de pourvoir aux besoins des frères impétrants, jusqu'au moment où l'on aurait réussi à les occuper.

— Un de nos frères, avoué dans une ville des départements, écrit à notre rédacteur en chef une lettre où nous trouvons le passage suivant, qui nous paraît renfermer une pensée essentiellement judicieuse : « Votre *Almanach pittoresque de la franc-maçonnerie* (1) m'a fait grand plaisir à lire. J'y vois, dans la liste des

(1) L'*Almanach* de 1846 vient de paraître à la librairie Pagnerre, 14 bis, rue de Seine.

présidents d'ateliers, les noms de plusieurs avoués ou huissiers avec lesquels je me mettrai en rapport d'affaires, de préférence à tous autres. Je crois que si nous agissions en frères, même dans le monde profane, nous acqueririons une influence positive qui augmenterait notre influence morale. »

ANGLETERRE. — On se rappelle que le comte de Zetland avait proposé d'augmenter la redevance annuelle que paient les loges anglaises au profit du fonds maçonnique de bienfaisance. Dans ses derniers numéros, *le Freemason's quarterly Review* nous fournit sur cette affaire des détails circonstanciés. A l'assemblée trimestrielle du 5 février 1845, la proposition du grand-maître, vivement débattue, avait été adoptée, mais à la faible majorité de 20 voix contre 17. Les adversaires du comte de Zetland, et particulièrement lord Fortescue, grand-maître provincial du comté de Devon, avaient jeté les hauts cris, prétendant que la décision avait été obtenue par surprise. Lord Fortescue détermina la grande-logé dont il est le chef à protester contre cette décision et à adresser une circulaire aux autres grandes loges provinciales, à l'effet de provoquer de leur part une manifestation du même genre. Cette brigade porta ses fruits, et, à l'assemblée trimestrielle de la Grande-Loge qui eut lieu le 4 juin, après une discussion très-animée, une forte majorité décida que le procès-verbal de la séance du 5 février serait adopté, à l'exception de la partie relative à la motion tendant à accroître la redevance des loges envers le fonds de bienfaisance. Ainsi s'est trouvée annulée la décision qui avait été prise.

— La reine Victoria a fait remettre à la Grande-Loge, pour la caisse maçonnique de bienfaisance, une somme de cinquante liv. ster. (2,500 fr.)

— La fête annuelle au bénéfice de l'institution des filles orphelines de francs-maçons indigents, qui a eu lieu le 21 mai sous la présidence du baron de Paravicini, a produit une recette nette de 25,000 fr.

— Un journal publié sous l'influence du clergé catholique, *the Tablet*, attaque depuis quelque temps la franc-maçonnerie avec une extrême violence. Les rédacteurs ne ménagent pas même la mémoire du duc de Sussex, dont les efforts ont pourtant contribué si utilement à l'émancipation des catholiques. O'Connell, lui aussi, a sa bonne part d'injures, à raison de sa tâche maçonnique, qui lui a fait encourir, par indivis, l'excommunication papale. Il est au moins certain qu'il

n'ira pas tout droit en paradis, quels que soient d'ailleurs les services qu'il rend à la *bonne cause*.

— Des constitutions ont été accordées à une nouvelle loge établie à Hongkong (Chine) sous le titre de *Royal-Sussex*, n° 735. Cet atelier doit être, à l'heure qu'il est, en pleine activité.

— Le 14 mars, a eu lieu à Londres, avec une grande solennité, l'installation d'une nouvelle loge, *les Pèlerins unis*, n° 745. Le frère Robert-Thomas Crucefix, rédacteur du *Freemason's quarterly Review*, a présidé à la cérémonie en qualité de commissaire de la Grande-Loge. Cette fête avait attiré une foule de visiteurs. C'était le premier événement de ce genre qui avait lieu depuis 1788, époque à laquelle avait été constituée, dans la même ville, la loge qui a pour titre *la Banque d'Angleterre*, n° 329.

— Le frère Charles Ridley a été installé solennellement, le 9 avril, à Oxford, en sa qualité de grand-maître provincial du comté.

— Le comte d'Yarborough, grand-maître provincial de l'île de Wight, a choisi pour député grand-maître le frère J.-H. Hearn.

— Au mois d'août dernier, le révérend J. Ashe Gabb, député grand-maître du Monmouthshire, est mort dans la ville capitale de ce comté.

— Le 25 mars, lord Ebrington a reçu l'initiation maçonnique dans la loge *la Charité* à Plymouth.

— Il est question de l'établissement d'une nouvelle loge qui aurait son siège dans la ville d'Eye, comté de Suffolk. Déjà le futur atelier a eu une première assemblée, le 24 février, à l'hôtel du *Lion-Blanc*, à laquelle assistaient, entre autres frères, le maire et le pasteur de la ville.

— La maçonnerie, qui languissait depuis quelque temps à Oxford, vient de s'y réveiller avec éclat. On y compte maintenant deux loges en pleine activité : *Apollon*, qui a pour vénérable le révérend C.-J. Meredith, et se compose exclusivement de membres de l'Université ; et *Alfred*, qui est présidée par le frère Jubber. Ces deux ateliers vivent dans la plus parfaite intelligence ; ils ont successivement célébré la fête de l'Ordre dans deux assemblées qui avaient attiré un nombreux concours de visiteurs, et auxquelles a assisté le docteur Ridley, grand-maître provincial de l'Oxfordshire.

— La plupart des loges anglaises ont solennisé la fête de Saint-Jean par de grands bals maçonniques, où les dames ont été admises. Les plus remarquables de ces réunions ont eu lieu à New-castle, à Wakefield, à Dudley, à Portsmouth.

Les collectes qui ont été faites ont produit des sommes assez élevées, dont le montant a été versé dans la caisse des différentes institutions de bienfaisance maçonniques.

— La loge *l'Amitié*, à Manchester, s'occupe en ce moment de faire construire un local particulier pour la tenue de ses assemblées.

— A Devonport, la Grande-Loge provinciale du comté a posé publiquement, le 23 avril dernier, avec toutes les cérémonies maçonniques, la première pierre de *l'Asile royal britannique des filles orphelines*. Le comte de Fortescue, grand-maître provincial, présidait à la solennité.

— A Bristol, le 3 juin, le corps maçonnique a également posé en grande pompe, sous la direction du frère Hussenbeth, député grand-maître provincial, la première pierre des nouvelles casernes de Harfield.

— L'excellent usage des *Masonic offerings* continue d'être en vigueur dans la maçonnerie anglaise. Au mois de juin dernier, la loge de *Saint-Pierre*, à Wolverhampton, a présenté au docteur Slade, un des écrivains maçons les plus renommés de l'Angleterre, un magnifique bijou en témoignage de son estime. La loge *Royal Gloucester* a fait placer dans le local de ses séances, le *Masonic hall* de Southampton, le portrait du frère C.-E. Deacon, député grand-maître provincial. Une distinction du même genre a été accordée au frère John Person, secrétaire de la loge *Saint-Jean de Wigton*, dans le Cumberland, et à d'autres encore, dont nous passerons les noms sous silence, pour ne pas grossir démesurément cette notice.

ECOSSE. — Le Grand Chapitre de royale arche d'Ecosse a procédé, le 21 mars, à l'élection de ses officiers. Lord Glenlyon a été maintenu à la grande-maîtrise.

— La maçonnerie écossaise a perdu récemment l'amiral Sir David Milne, un de ses membres les plus distingués et grand-maître des chevaliers templiers d'Ecosse.

— La loge *Saint-André*, d'Edimbourg, a célébré, le 14 février, avec un éclat extraordinaire, le jubilé séculaire de sa fondation. Il semblait que toutes les loges de l'Ecosse se fussent donné rendez-vous à cette solennité. La foule des maçons était si considérable que les vastes salons du *Music hall* pouvaient à peine la contenir. Pendant toute la soirée, les rues d'Edimbourg ont été sillonnées dans tous les sens par des processions maçonniques, bannières déployées, musique en tête, qui, à la clarté des torches, se rendaient

au lieu de la réunion ; c'était un spectacle à la fois pittoresque et bizarre, qui avait attiré une multitude de curieux dont la ville était encombrée.

— Deux jours auparavant, la loge *Ouvrière*, de Dundee, avait célébré aussi l'anniversaire séculaire de sa fondation, avec le concours d'un grand nombre de visiteurs.

— Dans la même ville, la loge *Saint-David*, en sommeil depuis plusieurs années, a repris ses travaux le 27 décembre 1844. Avant de rouvrir leur temple, tous les frères s'étaient rendus processionnellement à l'église Saint-Paul, pour y entendre le service divin.

IRLANDE. — Le schisme qui s'était élevé entre le Suprême-Conseil des rites de la Grande-Loge de Dublin et le Souverain Chapitre des princes maçons d'Irlande, a heureusement cessé, grâce aux efforts réunis du grand-maître d'Irlande, le duc Leinster, et du frère Henry O'Connor, un des membres les plus influents du chapitre dissident. Ce corps prendra désormais le titre de « Chapitre de Kilwinning des princes rose-croix maçons d'Irlande, sous l'autorité du conclave général représentatif uni et réconcilié comme Suprême Grand-Conseil des rites. »

— Le frère John Fowler, grand-secrétaire-adjoint de la Grande-Loge d'Irlande, a eu la douleur de perdre son fils, Fielding H. Fowler, décédé le 5 mars, à l'âge de 26 ans.

— Le 12 mai, est mort aussi, à Castle Freke, dans le comté de Cork, le lord Carbery, pair irlandais, grand-maître provincial du comté. Il était né le 11 novembre 1765. Ses funérailles ont eu lieu avec beaucoup de pompe, le 20 mai.

— La Grande-Loge d'Irlande a donné, le 21 mai, dans les spacieux salons de la Rotonde, à Dublin, une magnifique fête maçonnique, terminée par un bal. L'assemblée était des plus nombreuse. Le duc de Leinster présidait. On remarquait parmi les assistants, outre le grand-maître, et la duchesse son épouse, la marquise de Kildare, lord, lady et miss Fitzgerald, lady E. Seymour, lord et lady Gordon, lord et lady Charles Kerr, sir et lady Blakeney, le major-général Wyndham, la comtesse Donoughmore, les lords Allan Churchill, Suidale, Edwin Kill, et une foule d'autres personnes de distinction. Le bal s'est prolongé jusqu'à deux heures du matin.

— Un autre bal également fort brillant a eu lieu le 26 mars, dans le local de la loge *l'Union*, à Limerick. Les frères décorés des hauts grades étaient revêtus des insignes et du costume de leurs ordres. Toute la noblesse de la contrée

avait été invitée, et s'était empressée de répondre à cet appel. Le même jour une fête semblable était donnée à Cork, au bénéfice de l'*Asile maçonnique des filles orphelines* de cette ville, dans les salles de l'Hôtel impérial. Celle-ci, qui n'avait pas attiré un moins nombreux concours de hautes notabilités, était de plus égayée par le sentiment d'une bonne action.

— A sa dernière fête d'Ordre, la loge n° 93, de Londonderry, a ouvert une souscription pour l'achat d'un terrain et pour la construction d'un temple maçonnique à son usage. En un instant, la somme souscrite s'est élevée à 2,500 fr.

— On a remarqué, avec un plaisir bien facile à concevoir, qu'à une des dernières séances de la loge de Nenagh, deux frères, l'un ministre protestant, l'autre prêtre catholique, étaient assis côte-à-côte, et se donnaient des témoignages réciproques d'estime et d'affection, réalisant ainsi ce précepte de saint Paul : « Aimez-vous les uns et les autres ; tout le christianisme est là. » Mais pourquoi ne voit-on de pareils exemples que dans les réunions maçonniques ?

ALLEMAGNE. — Le 27 mars 1845, la loge à l'*Harmonie*, à Chemnitz, a inauguré solennellement le beau et vaste local qu'elle a fait construire pour la tenue de ses séances. L'assemblée était nombreuse et brillante; on y remarquait particulièrement le frère Meissner, grand-maître de la Grande-Loge de Saxe. Le frère Zeisig, vénérable, retenu chez lui pour cause de maladie, a été suppléé par le frère Eger, qui a présidé d'une manière distinguée à l'accomplissement des cérémonies voulues. Un incident plein d'intérêt a signalé cette réunion : les sœurs des membres de la loge ont voulu s'associer à l'éclat de la fête par le don de trois magnifiques candélabres en argent, qui a excité autant de surprise que de gratitude.

— Les deux loges de Dresde, aux *Trois-Glaives* et *Astrée à la Route-Fleurie*, ont tenu en commun, le 9 février 1845, une grande assemblée, dans le but de célébrer le soixantedixième anniversaire de la naissance du frère Winkler, vénérable de l'une d'elles. Plus de quatre cents maçons assistaient à cette fête, dans le cours de laquelle une riche coupe en argent, rehaussée de symboles maçonniques habilement ciselés, a été offerte au vénérable. La séance a été terminée par un brillant et somptueux banquet.

AMÉRIQUE. — Un grave abus, qui se reproduit souvent parmi nous, a été signalé à la Grande-

Loge d'Arkansas, qui l'a pris en sérieuse considération, et qui doit aviser aux moyens de le faire cesser. Un habitant de l'état d'Arkansas, résidant aux environs de Little-Rock, avait sollicité son initiation dans la loge l'*Étoile de l'Ouest*, et avait été repoussé. Bientôt après, il se rendit dans l'Alabama, et, en quelques semaines, il avait reçu les trois degrés dans un atelier du ressort de la Grande-Loge de cet état. Nous regrettons vivement que la Grande-Loge d'Arkansas n'ait encore pris aucun parti dans ce cas difficile, car les mesures qu'elle aurait adoptées n'eussent pu manquer d'être appliquées parmi nous, pour peu que cela eût été praticable. Nos Statuts, il est vrai, mettent au nombre des conditions d'admissibilité à l'initiation maçonnique une résidence de six mois au moins dans l'orient de la loge qui procède à la réception ; mais cette disposition ne sera jamais que lettre morte, tant qu'elle manquera d'une sanction efficace.

— La même Grande-Loge a décidé qu'il serait ouvert une matricule générale des frères de sa juridiction, indiquant leurs noms, l'atelier dont ils font partie, le grade dont ils sont revêtus, et, successivement, leurs changements d'ateliers, leurs démissions, leur suspension ou expulsion, et enfin leur décès.

— Dans sa dernière assemblée annuelle, la Grande-Loge de l'état d'Illinois, après avoir prononcé la démolition de trois loges, pour de graves manquements maçonniques, a décidé que le grand-secrétaire ferait connaître cet événement par une circulaire adressée aux ateliers de la correspondance, et prierait tous les éditeurs de journaux maçonniques de vouloir bien le relater dans leurs colonnes.

— Comme toutes les grandes loges des États-Unis, celle de l'Ohio s'est réservé la délivrance des diplômes constatant la qualité maçonnique des membres des loges de son ressort. Le procès-verbal de sa dernière tenue générale fait connaître de quelle manière cette délivrance s'opère : sur la demande de chaque atelier, la Grande-Loge expédie au vénérable un certain nombre de diplômes en blanc tout signés et scellés, contre le paiement de vingt-cinq cents, ou 1 fr. 33 c. par diplôme, et ces titres sont ensuite remplis et remis aux ayant-droit, sous la surveillance de la loge.

— Le Grand-Chapter d'Alabama, par une décision récente, a dispensé du paiement de tous droits d'initiation et de toutes cotisations annuelles les ministres du Saint-Évangile.

— Il y a quelque temps, la Grande-Loge du

Mississippi a émis le vœu que les Grandes-Loges américaines envoyassent en Angleterre un délégué chargé de visiter les travaux des loges de ce pays, afin d'arriver ainsi à une plus parfaite communauté de régime. Ce vœu a été communiqué à tous les corps maçonniques des États-Unis, qui l'ont accueilli favorablement, et ont désigné des candidats pour l'accomplissement de cette mission. Le frère William Moore, de Boston, rédacteur du *Freemason's monthly magazine*, est celui de tous qui paraît avoir le plus de chances d'être désigné.

— Une nouvelle Grande-Loge a été fondée le 18 décembre 1843, dans le territoire de Wisconsin. Elle a son siège dans la ville de Madison. Le 17 janvier 1844, elle a tenu sa première assemblée générale. Ses travaux terminés, elle a décidé que les opérations du jour et toutes celles qu'elle pourrait effectuer désormais seraient communiquées officiellement aux éditeurs de tous les journaux de franc-maçonnerie.

— Les diverses autorités maçonniques des États-Unis s'occupent en ce moment de l'adoption d'une mesure générale de la plus haute importance et qui a déjà obtenu l'adhésion de la plupart d'entre elles. Lorsqu'un parti sera définitivement adopté, chacune des grandes-loges enverra dans tous les ateliers de son ressort des commissaires qui auront pour mission de se faire représenter les titres maçonniques de tous les frères, afin qu'à l'avenir les loges ne soient plus exposées, comme cela n'est arrivé que trop souvent dans ces dernières années, à être les dupes d'imposteurs. Les grandes-loges tiendront ensuite sévèrement la main à ce qu'aucun maçon ne soit affilié ou admis comme visiteur que sur l'exhibition d'un diplôme en bonne forme.

— Les causes qui s'opposaient à ce que la Grande-Loge de Michigan fût reconnue comme autorité légale et régulière ont enfin disparu. Ce corps souverain est maintenant en communication avec les autres grandes-loges des États-Unis, qui l'ont admise dans la grande famille maçonnique américaine.

— La Grande-Loge de la Louisiane a dû procéder dernièrement à la célébration des obsèques maçonniques du défunt président des États-Unis, le général Jackson, ancien grand-maître de la Grande-Loge de l'État de Tennessee.

— A l'exemple de ce qui se passe en Angleterre, les loges du Canada organisent des bals maçonniques. Celles de Kingston, entre autres, en ont donné un le 27 décembre dernier, qui

avait réuni toute la haute société de la ville. On y remarquait particulièrement sir Richard Bonnycastle, sir Richard Armstrong, gouverneur du Canada occidental, le lord maire, etc.

— Les loges de la Jamaïque ont posé solennellement, le 19 février, la première pierre du nouveau pénitencier de Kingston. Les frères étaient au nombre de deux cent vingt, tous revêtus de leurs insignes symboliques. Ils se rendirent, ainsi décorés, du *Masonic hall* au lieu où la cérémonie devait s'accomplir, en traversant les flots pressés d'une immense population attirée par la singularité de ce spectacle. Le comte d'Elgin, gouverneur de l'île, a contribué, par son concours personnel, à l'éclat de cette fête maçonnique.

Océanie. — La loge de Launceston (Terre de van Diemen), a posé, le 2 octobre de l'année dernière, la première pierre d'une nouvelle synagogue, avec le concours des autorités locales. Les prières d'usage ont été dites en hébreu et en anglais, après quoi les cérémonies maçonniques ont été accomplies sous la direction du vénérable et aux sons de la musique du 96^e régiment.

Indes-Orientales. — Après le départ pour l'Angleterre du docteur Grant, grand-maître provincial du Bengale, la maçonnerie avait langué pendant quelque temps dans cette contrée ; mais, depuis l'arrivée du nouveau gouverneur-général, elle y a repris son activité première. Le fils de sir Henry Hardinge et plusieurs des personnes de sa suite qui appartiennent à l'Ordre sont venus grossir les rangs des loges de Calcutta et en ont ravivé les travaux en y apportant leur zèle communicatif. Aujourd'hui donc, la société s'y trouve dans un état aussi prospère qu'à aucune autre époque.

— On se rappelle que, par les soins du docteur Burnes, grand-maître provincial, une loge d'indigènes a été fondée à Bombay le 15 décembre 1843, sous le titre de *l'Étoile levante de l'Inde-Occidentale*. C'était la première fois que les natifs étaient admis dans le sein de la maçonnerie, et ce n'était pas sans de grands efforts que le frère Burnes était parvenu à triompher du préjugé qui les en excluait. Aussi lui en gardent-ils une profonde reconnaissance. Pour consacrer le souvenir de leur émancipation maçonnique, les membres hindous de la nouvelle loge ont décidé, le 12 novembre 1844, qu'une médaille serait gravée et que le premier exemplaire en or en serait offert au digne grand-maître provincial ; qu'un exemplaire en argent serait décerné à son député, le frère Le Geyt, et que d'autres

exemplaires, également en argent, seraient envoyés aux grands-maîtres des trois Grandes-Loges de la Grande-Bretagne ; au duc Decazes , « grand-maître de la maçonnerie en France » ; aux princes protecteurs de l'Ordre en Prusse et en Hollande, et à plusieurs autres maçons élevés en dignité. Le 16 décembre 1844, la loge s'est formée en tenue solennelle, et a présenté au frère Burnes la médaille qui lui était destinée. Ce frère a répondu avec une vive sensibilité au discours que lui avait adressé le frère Manakjee Cursetjee au nom de ses compatriotes. Après quoi tous les assistants se sont réunis à un banquet qui a joyeusement terminé la séance.

— Le 10 mai de cette année, la même loge s'est assemblée pour procéder à l'initiation d'un Hindou de distinction, Meerza-Ally-Akbar, surnommé Khan-Bhadour, c'est-à-dire sentiment noble et courageux, qui s'est distingué dans la guerre du Kaboul et du Scinde, et a mérité de voir son nom mis à l'ordre du jour de l'armée. Dans cette séance, le frère Manakjee Cursetjee a reçu les marques d'intérêt les plus affectueuses à l'occasion de la mort de son illustre père, décédé le 7 du même mois, à l'âge de 83 ans.

LITTÉRATURE MAÇONNIQUE.

UN DUEL MAÇONNIQUE.

(Suite et fin).

IV.

En recevant la lettre de Victor, Mme de Verneuil, surprise, alarmée, ne sachant à quel motif attribuer un changement de volonté aussi brusque, peinée de voir ce brillant mariage échapper à sa fille, sortit à la hâte et se rendit chez le substitut. Elle redoutait que la malignité publique n'eût eu connaissance des innocents amours de Clémence et de Gustave, et ne les eût envenimés aux yeux de Lemaître, et elle espérait le convaincre de l'entière fausseté des bruits qui avaient pu parvenir jusqu'à ses oreilles, et le ramener honteux et repentant de ses injustes soupçons aux pieds de sa fille. Victor venait de rentrer lorsqu'elle se présenta chez lui ; introduite à l'instant même par la vieille bonne du substitut, qui croyait encore voir en elle la future belle-mère de son maître, elle le trouva dans son cabinet, assis dans un fauteuil jeté par le hasard

au milieu de l'appartement. Lemaître serrait convulsivement sa tête entre ses mains ; en entendant la porte s'ouvrir, il releva la tête, des larmes brûlantes coulaient sur ses joues ; tout dans lui exprimait la souffrance qui déchirait son cœur. Mme de Verneuil venait, la colère sur les lèvres, lui reprocher l'indignité de sa conduite, mais à la vue du malheur peint sur les traits de Victor, elle resta sans courage pour adresser à cet homme, qu'elle voyait si cruellement souffrir, la harangue de reproches qu'elle avait préparée en chemin.

Victor se leva pour la recevoir, et sans essuyer les pleurs qui baignaient son visage, il lui dit d'une voix rendue tremblante par l'émotion et les sanglots qu'il comprimait dans sa poitrine :

« J'attendais et je craignais votre visite, madame ; croyez-moi, il m'a fallu un effort de courage bien grand pour faire ce que j'ai fait.

— Mais enfin, monsieur, répondit Mme de Verneuil, quel motif peut excuser une conduite aussi inconcevable.

— Madame, reprit Victor, je sais les paroles sévères que vous êtes en droit de m'adresser ; je ne chercherai pas d'excuse, car le motif qui m'a fait agir est un secret qui ne m'appartient pas.

— Cependant, monsieur, répartit Mme de Verneuil, vous ne pouvez me laisser ignorer la cause de cette rupture subite.

— Madame, cette rupture est l'accomplissement d'un devoir sacré pour moi ; mais je vous l'ai dit, je dois me taire.

— Vous êtes incompréhensible, monsieur ; on ne peut pourtant pas ainsi faire un outrage à une famille, compromettre le nom, l'avenir d'une jeune fille, et répondre à une mère qui vient vous demander le motif de l'outrage : Ma conduite est un secret.

— Madame, je ne puis parler.

— Enfin, votre lettre a une cause, laquelle ! Des bruits calomnieux sur ma fille ! ma position de fortune ?

— C'est en vain, madame, que vous cherchez à connaître la vérité. J'ai pour Mlle de Verneuil une estime, une affection aussi profonde que dans l'instant où j'avais l'espoir de m'unir avec elle. Et si j'ai renoncé à cette espérance, c'est que je le devais, c'est que ce mariage était impossible. Les larmes, madame, que vous m'avez vu répandre, sont des larmes de regret et de désespoir, car en perdant Mlle de Verneuil, je perds le bonheur. Et cependant, madame, ma résolu-

tion est irrévocable, je ne l'épouserai ni ne dirai le motif de mon refus.

— Votre conduite, monsieur, répondit Mme de Verneuil versant des larmes de colère et d'indignation, n'est pas celle d'un honnête homme; on ne se joue pas ainsi de l'honneur d'une famille.

— Je mérite vos reproches, madame; accablez-moi.

— Non, monsieur; je vous laisse avec votre conscience : elle nous vengera.

En prononçant ces mots, elle ouvrit la porte et partit, jetant sur Victor un dernier regard plein de mépris.

Victor tomba sur un siège, et après un instant de sinistres pensées, son cœur laissa tomber ces paroles :

« Ma conscience, c'est elle seule qui me soutient et me console. »

L'annonce de la rupture du mariage du substitut fut répandue dans la ville avec une rapidité égale à celle qui avait présidé à la nouvelle de son projet de mariage. Et si alors déjà les langues s'étaient déchaînées contre lui, maintenant qu'elles avaient plus beau jeu encore, elles n'eurent garde de rester oisives. La colère fut générale, la clameur publique le poursuivit de sa haine; il n'y eut pas de noms assez odieux pour signaler sa conduite. Quelques mères de famille auraient peut-être bien voulu en secret voir se rejeter sur leurs filles le cœur volage du substitut, se promettant bien d'être plus habiles que Mme de Verneuil et d'enchaîner l'oiseau avant qu'il voulût s'envoler; mais l'indignation était tellement universelle qu'elles n'osaient combattre l'opinion générale et qu'elles renfermaient en elles-mêmes leur secrète indulgence. Tous les salons lui furent fermés, et un jour que, triste, ennuyé, il voulut essayer des distractions du monde pour chasser la douleur, et se présenta à l'hôtel de la sous-préfecture, il ne fut pas reçu. Il devint le paria de la ville, et lorsqu'au tribunal il entra dans la salle du conseil, le groupe des magistrats s'éloignait de lui sans lui adresser la parole. Victor supportait avec courage et résignation cette réprobation publique; il confiait ses chagrins dans le sein des seuls amis qui lui fussent restés fidèles dans sa mauvaise fortune, MM. Laporte et Demieux; et quelquefois ils parvenaient encore à amener sur ses lèvres un de ces sourires glacés qui, semblables au soleil d'hiver, percent avec effort les neiges du cœur.

Hélas! la colère de ses concitoyens n'était

pas la seule douleur qui lui était réservée. Le frère de Mlle de Verneuil, en apprenant l'offense faite à sa famille, accourut rempli d'une magnanime fureur et résolu à venger dans le sang de l'infidèle l'affront souffert par sa sœur. Un matin que Victor, toujours en proie à la mélancolie que la conscience de sa bonne action ne pouvait éloigner de son esprit, était tristement dans son cabinet, il se présenta devant lui, et se posa d'un air hautain en défenseur de l'honneur de sa sœur.

« Monsieur, s'écria-t-il, cet outrage veut du sang et je vous tuerai. »

Victor lui répondit avec calme qu'il ne pouvait et ne voulait se battre avec lui.

« Comment! reprit l'étudiant, vous ne vous battez pas? Monsieur croyait sans doute pouvoir insulter une jeune fille sans que quelqu'un lui demandât raison de son insulte.

— Je n'ai rien à répondre, monsieur, ajouta Victor; je vous l'ai dit, je ne me battraï pas.

— Je vous y forcerai, moi, répondit M. de Verneuil; quand on rencontre la lâcheté jointe à l'impudence, c'est ainsi qu'on la stimule. »

Et sa main s'arrêta sur la joue de Victor.

Lemaître se battit. Il ne voulait ni ne pouvait se défendre contre le frère de Clémence, et il fut blessé.

Toute la ville se réjouit du résultat de ce duel que M. Laporte s'était en vain efforcé d'empêcher; l'étudiant fut presque porté en triomphe pour son fait d'armes; et telle est l'inconstance du sexe féminin, que la blessure qu'il avait faite au substitut lui fit pour un instant conquérir auprès des dames de l'endroit la faveur dont celui-ci autrefois avait été entouré.

Enfin la clameur publique s'éleva tellement haut qu'elle parvint, jusqu'au chef-lieu du ressort, aux oreilles du procureur-général, qui, un peu parent de la famille de Verneuil, prit fait et cause pour elle, et écrivit au substitut une lettre sévère dans laquelle il lui ordonnait de faire cesser le scandale en épousant Mlle de Verneuil, s'il ne voulait le forcer de demander au ministre sa destitution, comme déshonorant les rangs de la magistrature. Lemaître répondit avec respect et envoya au garde-des-sceaux sa démission.

A peine rétabli de sa blessure, Victor voulut quitter cette ville funeste où il avait laissé le bonheur de sa vie; il voulait s'éloigner de ces lieux trop dangereux pour son cœur, non que les criaileries populaires pussent agir sur sa volonté, son âme était trop supérieure pour être émue par les bruyantes récriminations de ceux qui se déclara-

raient les vengeurs de l'outrage fait à une famille concitoyenne, et d'ailleurs il avait la conscience de son action généreuse, et aux humiliations qu'on se plaisait à répandre sur lui, il répondait dans son cœur par cette parole du Christ souffrant : « Pardonnez-leur, mon Dieu ; car ils ne savent ce qu'ils font. » Mais il avait perdu Clémence pour toujours, et le sacrifice ne lui semblait pas complet tant qu'il demeurerait dans la ville qu'elle habitait. — Puis, fort de son courage, il voulait lutter contre cette passion funeste qui menaçait son avenir, et croyant trouver dans la distance, dans la diversité des objets, un remède à son mal, il avait résolu de quitter la France et pendant quelques années de courir le monde et de mener l'existence cosmopolite.

Un soir donc, tandis que la ville reposait dans le silence et était plongée dans le sommeil, MM. Laporte et Demieux se rendirent auprès de Victor, lui serrèrent la main avec une amitié vraie et sincère, et cet homme à l'âme si noble, si dévouée, cet apôtre de la générosité qui sacrifiait le bonheur de sa vie pour obéir à un sentiment de fraternité, partit en fuitif. Il aurait craint, au grand jour, d'être salué à son départ par les malédictions de la foule.

Quinze jours après le départ de Lemaître, Deslandes obtint la place qu'il sollicitait. Il la devait à l'influence de son généreux rival sur de hauts et puissants personnages qui approchaient du ministre.

V.

Gustave sut à quelle protection il était redevable de sa nouvelle position, et, le cœur plein de reconnaissance, d'amour et de bonheur, il voulut aller lui-même exprimer à Victor combien il était touché de ses bienfaits, revoir Clémence et lui demander, après tant de travaux, de craintes, d'inquiétudes, de chagrins, le prix de sa constance. Proportionnellement à sa situation passée et à celle de Mme de Verneuil il était riche, et il ne doutait pas que, maintenant que Lemaître s'était retiré, Mme de Verneuil ne lui accordât avec joie la main de sa fille. Il demanda un congé et se rendit dans la ville où nos personnages jouent leur rôle.

A son arrivée, la première pensée de Gustave, malgré son amour, fut pour Lemaître ; il se rendit dans la maison qu'il avait habitée, et demanda à être introduit auprès de lui. La vieille servante, restée au logis comme gardienne des meubles, lui apprit le départ de son maître et le

temps indéfini de son absence. Surpris, troublé de cette nouvelle inattendue, il courut chez M. Demieux, l'interrogea, et celui-ci lui redit tous les événements dont la ville avait été le théâtre depuis l'époque de la rencontre aux Vaux-Bodens, le refus fait par Lemaître d'épouser Mlle de Verneuil, le tumulte occasionné dans la ville par sa retraite, la vengeance populaire tournée contre lui, son duel, sa blessure, le courage avec lequel il avait souffert les outrages dont on l'avait accablé, sa démission donnée, son avenir perdu, et, enfin, l'adieu éternel qu'en partant il leur avait laissé.

Le récit de M. Demieux affligea profondément Deslandes ; son amour pour Clémence l'avait fait consentir au sacrifice de Victor ; avec cette sorte de confiance et presque d'amour-propre involontaire qui fait croire, quand on ressent un amour vrai et qu'on se sent être aimé, que le bonheur de la femme aimée est lié au vôtre, il l'avait accepté plus pour elle que pour lui, pensant que la jeune fille, qui lui avait donné son cœur, ignorait elle-même la force du sentiment qui l'attachait à lui, lorsqu'elle espérait encore trouver quelques jours heureux dans une autre alliance. Mais les résultats funestes de la noblesse d'âme de Victor lui firent éprouver une vive douleur, et plein d'admiration pour cet homme, qui poussait la générosité et le dévouement jusqu'à un tel point d'abnégation personnelle, et d'indignation contre la méchanceté dont il avait été la victime, il voulut, au risque de faire peser sur lui la colère de Mme de Verneuil, apprendre à tous la vérité et montrer quel était celui qui avait été ainsi méconnu, abreuvé d'injures et presque chassé de la ville. Et accompagné de M. Demieux et de M. Laporte, qui était venu les joindre, et qui tous les deux pouvaient rendre témoignage de la conduite généreuse de Victor, il fut chez Mme de Verneuil.

Mme de Verneuil, depuis la vente de sa terre, habitait une maison modeste située dans l'enceinte de la ville. Les quinze cents francs de rente qui composaient tout son avoir et qui provenaient presque entièrement de la libéralité de Victor, suffisaient pour la placer, au milieu de cette société où le luxe et les superfluités de la vie parisienne n'avaient pas encore pénétré, dans une position moyenne qui approchait plutôt de l'aïssance que de la pauvreté. Et comme par sa famille, elle tenait aux meilleures maisons de l'endroit, on plaignait son peu de fortune, mais malgré la défaveur et presque la déconsidération qui

accompagnent toujours le défaut de richesse, elle avait pris rang parmi les personnes que l'on s'honorait de fréquenter. Aussi, lorsque Deslandes se présenta avec MM. Demieux et Laporte, ils trouvèrent réunis, dans la salle du rez-de-chaussée, qui tenait lieu de salon, le sous-préfet et la sous-préfète, le président et sa femme, ainsi que plusieurs autres membres de l'aristocratie de la localité. Grande fut la surprise de l'assemblée à leur apparition; on était loin d'attendre Gustave, et MM. Demieux et Laporte étaient assez mal vus depuis qu'ils avaient servis de défenseurs à Victor; l'étude du notaire même s'était considérablement ressentie de la prévention soulevée contre lui.

A la vue de Deslandes, Clémence avait jeté un cri involontaire; elle avait pâli, et ensuite une vive rougeur était venue animer les couleurs de son joli visage.

La conversation avait été interrompue, Gustave en profita après les premiers mots de politesse d'usage pour prendre la parole :

« Madame, dit-il, s'adressant à Mme de Verneuil, ma conscience exige un aveu, car l'honneur d'un homme qui, pour moi, a été un bienfaiteur, le veut, et je suis heureux de trouver réunies ici des personnes qui l'entendront et le rendront public; mais avant de le faire, je demande votre pardon et votre indulgence; peut-être dans mes paroles, quelques-unes, si elles étaient mal interprétées, pourraient vous offenser; je vous prie de me les pardonner. »

On écoutait en silence et avec surprise.

« Parlez, monsieur, répondit Mme de Verneuil, quoique j'ignore le sens que vous attachez à vos paroles, vous ne pouvez rien dire qui m'offense.

— Il y a quelques années, madame, vous avez bien voulu accueillir favorablement une prière que j'osai vous adresser, prière d'où dépendait mon bonheur à venir. Pardon, madame, de vous rappeler ce souvenir, mais j'ai besoin de le trouver présent dans votre mémoire pour pouvoir espérer que vous voudrez bien excuser ma conduite.

— Sans doute, monsieur, mais que signifie...

— Vous me répondîtes, madame, que vous seriez heureuse de m'avoir pour fils, mais qu'avant de réaliser de semblables projets, je devais me créer un état, une position.

— Monsieur, je ne sais comment interpréter ces paroles.

— Daignez m'entendre, madame; tous mes

réves de bonheur, je les avais mis dans l'espérance que vous m'aviez donnée d'être un jour votre gendre. Ainsi, lorsque j'appris que la main de mademoiselle votre fille était promise, fou de désespoir, je vins ici trouver mon rival.

— Ah ! s'écria Mme de Verneuil.

Clémence, la tête appuyée contre la cheminée de la salle et son mouchoir sur les yeux, était immobile, la pâleur de la jeune fille témoignait seule de l'agitation de son cœur.

Les témoins de cette scène écoutaient en silence, le commencement promettait et leur curiosité était en éveil et aux aguets.

Deslandes continua; il raconta son entrevue avec Victor, leur rendez-vous aux Vaux-Bodens, la manière dont ils s'étaient reconnus, la résolution généreuse de Lemaître de lui abandonner la main de Mlle de Verneuil; il invoqua à l'appui de ses paroles le témoignage de MM. Laporte et Demieux, et il termina en déclarant que c'était à lui qu'il devait la place qui lui avait été promise et qu'il attendait avec tant d'impatience et d'anxiété.

« Voilà la vérité, ajouta-t-il. M. Lemaître est innocent de la faute dont on l'accuse. Son noble cœur a souffert, il était temps que justice lui fût rendue. Moi seul suis coupable, madame, si toutefois c'est un crime d'aimer. »

Gustave se tut, et pendant quelques instants un profond silence régna dans la salle. On voyait seulement s'épanouir sur quelques visages un sourire de raillerie méchante et de satisfaction ironique.

« Ce que vous racontez est étrange, monsieur, dit enfin Mme de Verneuil, et qui vous donnait le droit de vous mêler ainsi d'une affaire qui vous était étrangère !

— Sans doute j'ai eu tort, madame, mais j'aime, mais j'aime Mlle Clémence, et j'espérais que vous voudriez bien me pardonner.

— On ne pardonne pas une pareille conduite, reprit Mme de Verneuil, furieuse d'apprendre que le mariage de sa fille avait été rompu par une cause étrangère à la volonté de Victor. »

Un sanglot de Clémence interrompit sa mère.

« Vous me désolez, madame, mais je n'ai pas voulu ajouter à une première faute celle de laisser calomnier M. Lemaître. »

En prononçant ces paroles il se leva, jeta sur Clémence un regard plein de douleur, salua et sortit. MM. Laporte et Demieux se retirèrent avec lui. En s'éloignant, ils entendirent le président murmurer ces mots à l'oreille du sous-préfet :

« Décidément, c'était un homme de beaucoup de générosité et de peu d'esprit que ce M. Lemaître. »

Malgré le propos railleur du président, la nouvelle de la généreuse action de Victor excita une admiration universelle dans la ville, car bien des gens qui n'ont pas le courage de faire le bien, trouvent encore en eux assez de bonne nature pour lui donner une louange quand elle ne leur coûte rien. Autant le blâme qu'on avait jeté sur lui avait été furieux, autant l'enthousiasme qu'on fit éclater à la découverte de la vérité fut exagéré. On déplorait son départ précipité, on s'accusait d'injustice. Une lettre d'excuse, rédigée par les membres du cercle, partit pour courir après lui; et une pétition fut envoyée par les membres du tribunal, au garde des sceaux, pour obtenir sa réintégration dans ses fonctions. Selon l'opinion générale, il avait été victime d'une trahison réelle, on ne devait pas seulement le plaindre mais le venger. Deslandes n'avait oublié qu'une chose dans sa narration, la lettre de Clémence qui devait excuser sa démarche; par délicatesse, il n'avait pas prononcé le nom de la jeune fille, il porta le poids de la faute dont il se déclarait seul coupable. Et c'est sur lui que retomba la colère publique, il se vit banni de toutes les réunions, et à son tour il fut l'objet d'une réprobation universelle.

MM. Laporte et Demieux avaient été demander pour lui la main de Clémence; ils se virent refuser par Mme de Verneuil. Et sa décision, pour une femme qui pensait comme elle, était toute rationnelle.

Maintenant qu'elle savait le motif qui avait empêché Victor d'épouser sa fille, elle espérait le convaincre, par le refus qu'elle faisait de Deslandes, de l'inutilité d'une plus longue générosité envers son rival; et puisqu'il aimait toujours Clémence, le voir revenir lui demander l'oubli du passé. Elle croyait avoir le choix entre les deux, et à Gustave elle préférait de beaucoup Victor : l'un n'avait qu'une place du gouvernement, tandis que Lemaître était riche par lui-même.

Deslandes ne put supporter avec un courage aussi patient que Lemaître les tourments continuels qu'à chaque instant on lui faisait éprouver; son caractère vif, impatient, s'indigna; le refus de Mme de Verneuil porta dans son âme le désespoir et le courroux; il avait la conscience de pouvoir rendre Clémence heureuse, il se savait aimé d'elle et résolut de tout braver pour par-

venir à en faire sa femme. Un soir, qu'il savait Mme de Verneuil seule chez sa mère, il se présenta devant elle et la conjura, au nom de son amour, d'avoir pitié de lui, de ses souffrances.

« Par vous seule, ajouta-t-il d'une voix pleine de larmes, je suis parvenu où je suis, car c'est votre pensée qui me soutenait dans mes travaux. Vous appartenir a été mon seul rêve de bonheur, et maintenant, si vous m'abandonnez, si vous vous éloignez de moi, que puis-je devenir! Clémence, par pitié, soyez à moi! »

La jeune fille répondit d'abord par ses larmes; mais sur de nouvelles instances de son amant, elle lui déclara que jamais elle ne se marierait sans le consentement de sa mère.

Gustave la quitta navré de douleur et le cœur brisé; il repartit pour Paris sans revoir Clémence.

— Quelque temps après, ennuyé de la vie de bureau, qui s'accordait mal avec le trouble de son cœur, il accepta l'offre que lui fit un riche banquier d'aller fonder à New-York une maison de banque correspondante de la sienne. Avant de dire à la France un dernier adieu, il écrivit à Mme de Verneuil pour solliciter d'elle encore une fois son pardon et la faire consentir à son mariage avec Clémence. Elle fut inflexible, et il partit, abandonnant sans regret une société où il avait cherché en vain le bonheur.

VI.

Deux années s'écoulèrent, pendant lesquelles Mme de Verneuil ne reçut aucune nouvelle des deux amoureux de sa fille. Victor avait disparu, on ignorait le lieu de sa retraite, et Mme de Verneuil se repentait amèrement de n'avoir pas accepté l'offre de Deslandes. A défaut de l'un, elle aurait au moins désiré l'autre. Hélas! il était trop tard.—Clémence était triste, elle avait perdu sa gaieté enfantine. Après le départ de Gustave, long-temps elle avait souffert, mais sa santé était revenue peu à peu et il ne lui restait comme souvenir du passé qu'une mélancolie profonde. Dans cet intervalle, plusieurs partis avantageux s'étaient présentés pour elle, mais elle avait déclaré ne pas vouloir se marier, et elle avait résisté à toutes les prières de sa mère qui voulait faire changer sa résolution.

Un jour, une lettre cachetée de noir vint à l'adresse de Mme de Verneuil. Elle contenait la nouvelle de la mort de Deslandes et son testament par lequel il instituait Clémence et Victor seuls légataires de sa fortune qui s'élevait à deux cent mille francs. Il exprimait dans son testament

le désir que le projet de mariage rompu par lui fût réalisé, et il recommandait à Lemaître le bonheur de Clémence.

Mme de Verneuil, à la lecture de cette lettre, faillit mourir de joie : sa fille était riche. Cette pensée pour elle contenait tant de volupté qu'elle étouffait le regret de la perte de Deslandes. — Clémence, elle, ressentit une douleur amère en apprenant la mort de Gustave ; la fortune qu'il lui léguait, et qui prouvait que toujours il avait été occupé du soin de son bonheur, loin de diminuer son chagrin, l'augmentait encore. Elle était émue et touchée de l'affection de cet ami dévoué. Elle avait triomphé dans son cœur des sentiments trop tendres qu'elle lui portait ; mais elle l'aimait toujours comme l'ami de son enfance, comme un frère, et elle le pleura. Sa santé, à peine rétablie, se ressentit des peines de son âme, et elle retomba dans une langueur malade qui inquiéta vivement sa mère, qui l'aimait véritablement.

Pour combattre l'influence de ce chagrin sous lequel succombaient les forces et la santé de sa fille, Mme de Verneuil quitta sa ville et vint s'établir avec elle pendant quelques mois à Paris. D'ailleurs, les affaires de la succession de Deslandes y appelaient sa présence, et elle croyait y rencontrer Victor qu'elle espérait plus que jamais voir devenir son gendre.

On était à cette époque du printemps où les Tuileries se parent de leur brillante verdure pour saluer l'arrivée des beaux jours et s'égaient des sensations de la foule qui circule sous leur ombrage centenaire. Mme de Verneuil, assise avec sa fille au pied d'un arbre, regardait d'un œil inattentif les personnes qui passaient devant elle, lorsque tout-à-coup elle se leva, courut à la poursuite d'un jeune homme qui s'éloignait et l'aborda en s'écriant :

« Enfin, monsieur, vous voilà ! Nous vous avons cherché bien long-temps. »

C'était Victor, revenu depuis peu de jours d'un long voyage en Orient. Il s'arrêta surpris à la vue de Mme de Verneuil.

« J'étais absent, madame, répondit-il, et je ne pouvais croire que ma présence pût vous être agréable. M. et Mme Deslandes..... continuaient-ils en hésitant.

— Comment ! Mme Deslandes ? reprit Mme de Verneuil.

— Oui, votre fille, madame, puis-je espérer qu'elle est heureuse ?

— Ma fille, monsieur, elle est ici, répondit

Mme de Verneuil en lui montrant Clémence ; mais elle n'est pas mariée.

— Elle n'est pas mariée, madame ! dit Victor que la vue de Clémence avait troublé. Est-ce que M. Deslandes...

— Mais vous ignorez donc tout ?

— Quoi donc, madame ? que s'est-il donc passé ? reprit Lemaître n'osant s'abandonner à une espérance qui naissait malgré lui au fond de son cœur.

— M. Deslandes est mort, monsieur, mort aux États-Unis !

— Mort ! madame. Cette nouvelle m'afflige profondément. J'estimais et j'aimais Gustave comme un ami et comme un frère.

— Oui, monsieur, il est mort, et il a laissé sa fortune à ma fille et à vous. Mais venez, rejoignons Clémence. »

Victor, étonné, se laissa conduire, et la jeune fille le reçut avec un embarras qui indiquait que ce n'était pas sans plaisir qu'elle le revoyait.

Son âme élevée avait su apprécier la conduite de Victor à son égard ; elle avait pour lui une estime vraie, une amitié profonde, et si l'image de Deslandes avait été bannie de son cœur, c'est que quelquefois celle de Victor l'occupait : la générosité véritablement noble qu'il avait fait paraître avait vivement impressionné sa nature si apte à saisir, à analyser toutes actions bonnes, tous beaux sentiments. Occupée de la mort de Deslandes, elle ne l'aimait pas encore, et cependant elle sentait que ce serait sans répugnance qu'elle accomplirait le désir de Gustave. Elle était fière de l'affection d'un cœur semblable à celui de Lemaître, et le devoir qui l'obligerait à payer cette tendresse par un sentiment égal lui paraissait doux à remplir.

Victor reconduisit ces dames dans l'appartement qu'elles habitaient, et là, Mme de Verneuil lui raconta les événements qui s'étaient passés depuis son absence. Il plaignit le sort de Deslandes, donna à sa mort des regrets sincères, et cependant ce fut avec bonheur qu'il vit dans son avenir une félicité inattendue et inespérée.

Clémence avait demandé quelques mois de délai avant que son mariage avec Victor fût célébré ; mais bientôt les soins, les attentions de son fiancé, chassèrent la mélancolie de son esprit ; la gaieté revint animer son regard, et à la grande joie de Mme de Verneuil, avant l'époque fixée par elle, elle accorda sa main à Victor.

S. LADIVE.

TABLE DES MATIÈRES.

ACTES OFFICIELS. — Arrêté du Grand-Orient sur les inspections générales, page 53. — Décret du Suprême-Conseil sur le cumul des députations, 201. — Avis du Grand-Orient relatif à la députation, 201. — Discours du lieutenant commandeur du Suprême-Conseil, 325.

ANECDOTES. — Suite de l'indiscrétion d'un profane, p. 50. — Initiation de l'Indou Manakjee Cursetjee, 78. — La maçonnerie et la politique, le pape franc-maçon, 82. — Les signes maçonniques, les fausses apparences, 83. — Le général Putnam, épisode de la révolution d'Haïti, 118. — Le pirate, histoire de banquet, 145. — Un secours inespéré, l'assistance maçonnique en Angleterre, puissance du lien maçonnique, 177. — L'église et la loge, 178. — Une loge à Rome, 237. — Le signe de détresse, le bouclier invisible, 238. — Le constable et la veuve, 273. — La médaille, le bienfait moral, 274. — L'école des filles orphelines à Londres, deux vénérables frères, 305.

BAIL DU TEMPLE DU GRAND-ORIENT, p. 230, 294, 356.

CÉRÉMONIES MAÇONNIQUES.—Fête baptismale de l'Asile du Sage à Lyon, p. 46. — Jubiles séculaires des Trois-Épées à Halle, 47; — de Charles à la Colonne-Couronnée à Brunswick, 48. — Pose de première pierre de la chapelle mortuaire de Reading, 84. — Adoption de louveteaux par l'Auguste-Amitié à Condom, 113. — Pose de première pierre du monument du comte de Durham, 115; — des bains publics d'Edimbourg, 141; — d'un hospice à Bombay, 306.

CIRCULAIRE DU MARÉCHAL SOULT, p. 225, 227, 292, 322.

CLÉMENTE-AMITIÉ.—Dénouciation calomnieuse, p. 5. — Scission, 72. — Procès, 103. — Circulaire, 138. — Une intrigue, 264.

CONFÉRENCES. — Saint-Jean de Jérusalem à Paris, p. 77. — Appel de la presse périodique, 131. — Profession de foi de la loge de Bethléem, 173. — Utilité et forme des conférences, 197. — Ce qu'en pense le Suprême-Conseil, 198. — Question mise à l'ordre du jour par le Grand-Orient, 259. — Délibération de la *Fidélité*, de Lille, 356.

DÉNIS DE JUSTICE, p. 137, 203, 204, 230, 266, 293, 355.

DOCTRINES MAÇONNIQUES. — Tolérance, p. 137, 200. — Le christianisme et la franc-maçonnerie, 257. — Définition de la maçonnerie suivant les Anglais, 289. — Un aphorisme, 290.

DOCUMENTS HISTORIQUES. — Lettre pastorale de l'archevêque de Malte, p. 10. — Adresse du Suprême-Conseil de France au grand-maître et à la Grande-Loge de Suède, 333.

DROIT MAÇONNIQUE.—Les enquêtes doivent-elles avoir lieu à huis-clos? p. 106. — Doit-on initier les femmes? 107. — Révocation des députés, 130. — Mandats impératifs, 229.

FAITS DIVERS. — *Algérie*, p. 341. — *Allemagne*, 56, 88, 181, 218, 246, 316, 341, 372. — *Amérique*, 42, 57, 88, 152, 182, 248, 280, 317, 342, 372. — *Angleterre*, 19, 56, 86, 121, 214, 231, 299, 370. — *Bélgique*, 120, 181, 217. — *Danemark*, 247. — *Écosse*, 21, 122, 151, 217, 246, 371. — *Espagne*, 218. — *France*, 16, 44, 54, 73, 85, 119, 140, 178, 194, 210, 229, 235, 239, 260, 274, 309, 327, 338, 354, 367. — *Grèce*, 57, 88. — *Indes*, 58, 153, 218, 343, 373. —

Irlande, 22, 56, 88, 140, 151, 181, 217, 232, 371. — *Océanie*, 152, 373. — *Portugal*, 247, 302, 317, 330. — *Suisse*, 247.

FONDATEURS MAÇONNIQUES. — Société de patronage d'Angers, p. 39. — Maison de secours, 74, 108. — Récompense à décerner à la classe ouvrière, 233. — École d'adultes à Dunkerque, 268.

HISTOIRE DE L'ORDRE. — La maçonnerie en Danemark, p. 49. — La loge l'Anglaise à Bordeaux, 79. — La maçonnerie en Allemagne, 116, 142. — La maçonnerie de Royale-Arche, 142, 366. — La maçonnerie en Suède, 236. — En Pologne, 237. — La maçonnerie et la politique, 267. — Le comte de Zetland, 272. — Extinction de la maçonnerie en Bavière, 299. — La Grande-Loge de Saxe, 304. — Temple de la Grande-Loge d'Angleterre, 331. — Les schismes d'Angleterre, 334.

INTRODUCTION. — Médaille d'encouragement, but et plan de ce journal, p. 1.

JÉSUITES. — Lutte de la maçonnerie belge contre cette société, p. 199. — Lettre du grand-maître de Belgique, 296.

MAÇONS ISRAËLITES.—Historique de la question, p. 11. — Protestation, 38, 112, 138, 175, 201, 301, 329, 338.

NÉCROLOGIE. — Joseph Bonaparte, p. 8. — Bernadotte, 9. — Paillette-le-Sauveteur, 78.

NOUVELLES MAÇONNIQUES. — Kaolin, par le F.^r Léon Gozlan, p. 22. — Le tablier de maître, par le F.^r Marie Aycard, 60. — Confiseur et ministre, par le F.^r Altaroche, 88. — La médaille d'honneur, par le F.^r Moléri, 122. — Le franc-maçon de Lisbonne, par le F.^r Viennet, 153, 183. — Le sous-préfet et le comédien, par le F.^r Marie Aycard, 219. — Les deux francs-maçons, par le F.^r Moléri, 248. — La bienfaisance à main armée, par le F.^r Altaroche, 281. — Le maçon noir, par le même, 317. — Un duel maçonnique, 342, 374.

PROCES DE L'ORIENT, p. 34, 69, 101, 132, 133, 134, 135, 162, 167, 168, 206, 234, 261.

PUBLICITÉ MAÇONNIQUE, p. 33, 65, 68, 100, 133, 169, 170, 205.

RÉCLAMATIONS. — La Parfaite-Égalité, à Châlons-sur-Saône, p. 271. — Le frère Morand, 328.

RÉFORME DU GRAND-ORIENT. — Nécessité d'appeler des hommes nouveaux dans le Grand-Orient, p. 38, 97, 129, 132. — Ce que veulent nos amis, 202. — Un aveu, 203.

STATISTIQUE. — Liste des grands-maîtres, p. 51. — Ateliers et députés du Grand-Orient, 292. — Loges de l'obédience du Suprême-Conseil de Portugal, 367.

STATUTS GÉNÉRAUX. — Révision quinquennale, p. 3, 100. — Infractions, 136, 166. — Une institution qui manque, 171. — Réforme morale, 196. — Rapport du Grand-Orient avec l'autorité, 227. — Illégalité, 266. — Obsèques du grand-maître, 266. — Comment le Grand-Orient défait les députés, 290. — De quelle manière les membres du Grand-Orient accomplissent leur mandat, 293. — Révision, 322. — Nomination d'un grand-maître, 323. — Les inspections générales, 324. — Les inspections et la camarilla, 353.

VARIÉTÉS.—Théâtre maçonnique, p. 51. — La vérité, 72. — Initiation des Jésuites, 207. — Association des Aréois, 307. — Initiation des anciens Mexicains, 309.

FIN DE LA TABLE.

Princeton University Library



32101 068994720

